NOT TO BE ISSUED
OUT OF THE LIBRARY.

BOMBAY BRANCH
OF THE
ROYAL ASIATIC SOCIETY
TOWN HALL, BOMBAY.

Digitized with financial assistance from
Government of Maharashtra
on 30 January, 2020

00036661

SUPPLÉMENT
AU
RECUEIL
DES PRINCIPAUX
TRAITÉS

d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Échange etc.

CONCLUS PAR LES PUISSANCES

DE L'EUROPE

TANT ENTRE ELLES

QU'AVEC LES PUISSANCES ET ÉTATS

DANS D'AUTRES PARTIES DU MONDE

depuis 1761 jusqu'à présent

PRÉCÉDÉ

DE

TRAITÉS DU XVIIIme SIÈCLE

antérieurs à cette époque [illegible] se trouvent pas dans

LE CORPS UNIVERSEL DIPLOMATIQUE

DE

Mrs DUMONT ET ROUSSET

ET AUTRES PRINCIPAUX GÉNÉRAUX DE TRAITÉS

PAR

GEORGE FREDERIC DE MARTENS

[illegible] Britannique l'Électeur de Brunswic-Lunebourg, [illegible] de la Nature et des Gens et Assesseur [illegible] des droits en l'université de Gottingue.

TOME I.

À GOTTINGUE, 1802.
CHEZ HENRI DIETERICH.

Discours préliminaire

les differens recueils de traités publiés jusqu'à ce jour.

nombre des recueils de traités publics s'est
ment accru, qu'il y a peut-être peu de
thèques qui peuvent se vanter de les reunir
plusieurs d'entre eux ne sont plus que des
de curiosité pour ceux qui possedent des
posterieurs, dans lesquels on a inseré
ils renfermaient d'interessant; d'autres
encore être utiles, même à côté de la
la plus vaste et la plus connue de
le *Corps universel diplomatique* de
MONT, continué par Mr. ROUSSET. Il est
important de les connaitre et de les
et je crois qu'un tableau abrégé de
recueils pourrait n'être pas déplacé
d'une collection qui remplit une partie,
très-petite seulement, du vuide laissé
rédacteurs du corps diplomatique. D'ail-
il me paroit que ceux qui s'interessent
de la diplomatique pourraient voir
plaisir comment d'un très-petit commen-
ces recueils se sont insensiblement accrus
à cette masse imposante que forme le
diplomatique, ce qui s'est fait depuis,
le goût pour cette sorte de productions
s'est communiqué d'un pays à l'autre,
qui reste encore à faire.

Je me bornerai cependant à parle
ouvrages qui sont proprement des re
principalement de traités de paix on à
sans entrer dans cette multitude d'ouvrage
riques, de journeaux et autres écrits pe
ques dont plusieurs sont parsemés de trait
autres actes publics; et ce n'est qu'
que je toucherai quelques recueils de
qui renferment en même tems un bon nom
de traités.

Il serait étranger à mon but de m'éte
sur l'usage des anciens peuples de perpétuer l
traités et leurs lois en les gravant dans
marbre ou dans l'airain; cette matière à
touchée dans la préface au prémier volume
Corps diplomatique p. xxxiv. Je me cont
terai d'observer, qu'avant l'invention de
typographique les copies des traités cou
sur du parchemin, et conservés dans les
chives, passaient sans doute rarement en
les mains de particuliers. On promulgeait
vive voix les traités de paix par le minist
des heraults, ainsi qu'on se l'est tant de f
promis dans les traités du moyen age; les trai
de commerce devaient bien aussi se commu
quer aux villes commercantes; mais on s
combien à cette époque les traités de comme
proprement dits étaient rares, et que c'é
moins les monarques que les villes, même mu
cipales, qui les contractaient, en se servant d'u
autonomie qui alors leur fut peu disput
Les alliances furent considérées comme l'affa
du souverain seul, et, dans les monarchies
moins, on en rendait rarement compte a
sujets; content de leur demander des secou
lorsqu'il y avait lieu; comme jusqu'à ce jo

on a beaucoup plus de peine à se procurer les alliances que la plupart des autres traités.

Il est donc peu surprenant, si entre les premiers monumens de l'art typographique on ne trouve point de traités, moins encore des recueils; je doute qu'on puisse citer un exemple d'un traité imprimé en entier au 15eme siècle, quoiqu' entre les loix fondamentales d'empire la bulle d'or ait déja parue imprimée à Nurnberg 1477 *a*) en latin, à Ulm 1484 et à Strasbourg 1485 en allemand in folio.

Le 16eme siècle même est encore peu riche en de semblables productions; on trouve à la verité quelques ouvrages parsemés de traités, entre lesquels les annales DE BARONIUS *b*) occupent une place distinguée; on trouve quelques traités imprimés séparement tel p. e. que le concordat entre l'Empire et le Pape de 1448 imprimé à Strasbourg 1513 in 4to, la capitulation entre la France et la Porte imprimée à Paris 1570 in 4to, le traité entre la France et la Savoye de 1569 imprimé à Paris 1597 in 4to etc. ces deux derniers ont été probablement imprimés d'autorité; je n'en trouve point d'autres, car les traités d'union des Provinces des Pays-Bas de 1576 et 1579 quoique placés à la tête du recueil des traités de la république imprimés par autorité *c*), y ont été insérés beaucoup plus tard, et le premier traité imprimé d'auto-

 rité

a) LIPPENIUS d. s. *bibliotheca iuridica realis* cite encore une édition de 1474, mais je ne l'ai point vue.

b) *Annales ecclesiastici.* Le premier des XII Volumes qui composent cet ouvrage parut à Rome 1588. Fol. et les premiers volumes furent déja réimprimés à Venise 1595, à Cologne 1596, à Anvers 1597, à Rome 1597.

c) *Recueil van Tractaten* etc.; il en sera parlé plus bas.

rité en Hollande, c'est la trêve avec l'Espagne de 1609, comme en Angleterre, d'après CHALMERS *d*), le traité de cette Puissance avec l'Espagne de 1604 est le premier qui y a été publié d'autorité, et même en général le premier imprimé dans ce royaume.

On trouve à la verité un ouvrage du 16eme siècle sous le titre:

Recueil des guerres et de traités de paix, de trêve, d'alliance d'entre les Rois de France et d'Angleterre depuis Philippe I. Roi de France jusqu'à Henry II. par JEAN DU TILLET, Greffier du Parlement; Paris chés Dupuis (ensemble avec le traité du même auteur *des Rois de France*, 1577 et 1588. fol. 1607 et 1618. 4to) séparement 1588 fol. Mais ce n'est proprement qu'une narration sommaire des traités à laquelle on a joint à chaque chapitre une liste des traités avec renvoi au tresor (archives) du Roi où ces traités se trouvent; et, dumoins dans l'édition de 1607, que j'ai devant moi, je ne trouve aucun traité inséré en entier.

GOLDAST *e*) et HORTLEDER *f*) qui, en Allemagne, ont donné les premiers exemples de recueils diplomatiques, n'ont écrit qu'au commencement du 17eme siècle, et d'ailleurs leurs recueils ne renferment qu'un petit nombre de traités entre une multitude d'actes relatifs aux affaires internes d'Empire.

GRO-

d) *Collection of Treaties.* T. I. préface.

e) *Impp. regum et electorum S. R. I. statuta et rescripta a Carolo M. ad Car. IV. et a Carolo V. ad Rudolphum II.* Francof. 1607. Fol.; sur les autres écrits et recueils de cet auteur voyés PÜTTER *Litt. des Staatsrechts.* T. I. p. 172.

f) *Ursachen des Schmalkaldischen Krieges etc.* 1617 et 1618. Fol. voyés PÜTTER l. c. p. 179 et suiv.

GROTIUS n'avait donc que de faibles secours de ce genre en composant 1623 son ouvrage *du droit de la guerre et de la paix*, et c'est là probablement une des raisons pourquoi la plupart des exemples et des traités qu'il allegue sont puisés dans l'histoire ancienne, tandis qu'il ne cite que rarement des traités des derniers siècles, quoique plusieurs ouvrages de ce respectable savant fassent voir, combien il étoit versé dans l'histoire, particulièrement de sa patrie. Cependant le gout pour l'étude du droit des gens qu'il inspira, a pu contribuer à faire naitre celui de la recherche des diplomes qui font la base du droit conventionel des nations. Plus encore la crise où l'Europe se vit pendant la guerre de trente ans et les longues negociations entamées pour la terminer, ont elles du influer sur l'interêt que le public prit à la connoissance des affaires des nations. Aussi est-ce pendant cette époque qu'on voit se multiplier prodigieusement les ouvrages historiques entrelacés d'actes publics, soit d'une date plus reculée *g*), soit, tel que le *Theatrum Europaeum h*) et le *Mercurio* de VIT. SIRI *i*), des tems les plus recens.

g) Il suffit de parcourir la liste des auteurs diplomatiques dans BARING *Clavis diplomatica*, surtout n. 4: *des ouvrages historiques entrelacés de diplomes*, pour être frappé combien leur nombre s'est accru subitement dans la premiere moitié du 17eme siècle.

h) Le premier volume du Theatrum Europaeum, renfermant les actes depuis 1617, parut à Francfort 1635, le 5eme 1647, le 21eme et dernier (— 1718.) 1738. Fol.

i) *Mercurio, o vero historia dei correnti tempi.* Le premier volume parut 1644. le second 1647. les treize autres sont posterieurs à la paix de Westphalie.

On trouve même au 17eme siècle deux petits recueils de traités antérieurs à la paix de Westphalie; l'un sous le titre:

Traités de paix et d'alliance entre Louis XII. et autres Princes 1498–1508, *imprimés avec l'hiſtoire de ce Roi par* JEAN DE SAINT-GELAIS. Paris 1622. 4to.

l'autre sous le titre:

Recueil des traités de paix, trêves et neutralité entre les couronnes d'Espagne et de France depuis 1526 *jusqu'en* 1611. à Anvers 1645 in 12. (publié par JEAN JAQUES CHIFLET medecin du Roi d'Espagne) réimprimé à Anvers; puis continué jusqu'à la paix de 1659 à Anvers 1664, à Amsterdam 1664 in 12. et aussi sans mention de lieu et d'année in 12.

Il est assés memorable que l'Empereur Ferdinand II. écrivit 1633 une lettre au Roi de Pologne pour lui proposer de faire imprimer les traités entre la maison d'Autriche et la Pologne afin qu'ils parviennent à la connoissance du public *k*); quoique j'ignore si ce projet a alors été exécuté, et s'il a donné lieu à un recueil particulier.

Quant à la paix de Westphalie, l'impatience des editeurs n'en attendit pas la signature pour la publier; trois editions de la paix d'Osnabruc parurent, savoir deux en Allemagne et une en Hollande *l*) avant que ce traité, arrangé dès le mois de Juillet 1648, eut été signé en même tems avec la paix de Münster le 24 Octobre N. S. 1648. Immédiatement après les éditions et les traductions de ce double traité se succederent avec rapi-

k) DOGIEL *cod. dipl. Polon.* T. I. prospectus p. 4.

l) PÜTTER *Litt. des teutschen Staatsrechts.* T. II. p. 420 et suiv.

rapidité, quoiqu'une édition entièrement exacte du traité d'Osnabruc n'ait paru que près de 90 ans après, ensemble avec celui de Munster, par les soins de J. G. DE MEYERN à Gottingue 1738 in Fol.

Depuis l'époque de ce traité, longtems considéré comme la base du droit public de l'Europe, on voit s'augmenter presque d'année en année les materiaux pour des recueils plus généraux et plus étendus, surtout en Allemagne, en Hollande et en France, et publier quelques recueils particuliers de traités, soit d'une époque déterminée, soit de telle puissance individuelle.

C'est ainsi qu'en *Allemagne* parut le

Theatrum pacis, hoc est tractatuum atque instrumentorum praecipuorum ab anno inde 1647 *ad* 1660 *usque in Europa initorum et conclusorum Collectio.* à Nurnberg 1663 in 4to (continué depuis sous le titre Pars II. jusqu'à l'an 1683 par CH. PELLERIUS.

Et peu après:

Collectio praecipuorum Tractatuum pacis ab anno 1647 *ad annum* 1666 *utpote Hispanorum et Belgarum, Osnabrugensis, Monasteriensis, Cromwellio-Hollandicus, Dano-Suecicus, Pyrenaeicus, Polono-Suecicus.* à Nurnberg 1666 in 4to. (La seconde édition est de l'an 1684 en 2 Voll. in 4to.)

C'est ainsi qu'en *Hollande* on vit commencer dès 1658 ce *Groot Placatenboek* dont j'aurai l'occasion de parler encore plus bas, et qui entre autre renferme aussi les traités de cette république. Un petit *Recueil des traités, de confédération et d'alliance entre les Couronnes de France et les Princes et Pays étraingers depuis* 1629 *jusqu'en* 1644 *y fut publié* 1650 in 12, un autre des *traités, de confédération et d'alliance entre les cou-*

ronnes de France et les Princes et pays étrangers depuis 1621, *jusqu'en* 1648 probablement aussi de JEAN JAQUES CHIFLET *m)*, y fut imprimé 1650. 8. 1651. 12. Un troisième sous le titre: *Recueil des traités de paix et de confédération avec les Couronnes de France, les Princes et états étrangers depuis* 1621 *jusqu'en* 1664, à Amsterdam 1664 in 12, augmenté jusqu'en 1667, 1668. 8. et à Amsterdam 1671 in 12.

En France le Roi fit imprimer d'autorité les traités d'Aix-la-Chapelle et de Nimegue et accorda à son imprimeur, alors Mr. LEONARD, en date du 18 Août 1678 le privilège *d'imprimer seul pendant 20 ans tous les traités de paix etc. avec et entre les Princes et états étrangers, les mettre en recueil ou séparement.* Muni de ce privilège ce savant imprimeur après avoir publié séparément plusieurs traités et un volume sous le titre: *Recueil de tous les traités, modernes conclus entre les Potentats de l'Europe et de tous les memoires qui ont servi à faire la paix de Nimegue avec un recueil des arrêtés de la Chambre royale établie à Metz;* à Paris 1683 in 4to. conçut et executa le projet d'un recueil plus étendu des traités auxquels la France avait eu part, en remontant jusqu'à la paix d'Arras de 1435. C'est cet ouvrage qui parut sous le titre:

Recueil des traités de paix, de trêve, de neutralité et confédération, d'alliance, et de commerce faits par les Rois de France avec tous les Princes et potentats de l'Europe et autres depuis près de trois siècles rassemblé et mis en ordre, et imprimé par FREDERIC LEONARD, Premier Imprimeur du Roi et de Monseigneur le Dauphin. à Paris 1693; VI Tomes in 4to. A la tête de l'ouvrage

m) LE LONG *biblioth. historique*, T. III. p. 5.

vrage se trouvent les *observations historiques et politiques sur les traités des Princes par* AMELOT DE LA HOUSSAYE.

Ce recueil renferme près de 900 traités outre quelques autres pieces qu'on a jugé à propos d'y ajouter, tel que les arrêts de la chambre de Metz; et comme nombre de ces traités ont été puisés à de très bonnes sources, le Roi, ses Ministres et ses Ambassadeurs ayant favorisé le redacteur *n*), son ouvrage a été de très-grand secours aux auteurs du grand recueil de 1700 et du Corps diplomatique, qui semblent n'avoir pas entièrement rendu justice à LEONARD, tout en profitant de son travail au point de l'eclipser. Aujourd'hui ceux qui possedent le Corps diplomatique peuvent se passer du Recueil de LEONARD dont d'ailleurs les 3. 4 et 5eme Volumes ont l'inconvenient que composés d'imprimés séparés de traités du 17eme siecle, divisés par états, ils n'ont point de chifre courant *o*).

En *Angleterre* les traités furent imprimés par autorité sous Charles I. et de même sous Charles II. soit séparément, soit en réunissant plusieurs traités dans un volume.

C'est ainsi que parurent les 4 traités de Breda imprimés par ordre du Roi 1667 in 4to, chès J. BILL et C. BARKER imprimeurs du Roi. De même c'est sous la direction du Sécrétaire d'état Lord SUN-

n) D'après LENGLET DU FRESNOY T. IV. p. 455. ces traités ont été tirés en grande partie du tresor des Chartes, de la bibliothèque du Roi, de la Chambre des comptes de Paris, de celle de Lille, de celle de Nantes, du Cabinet de plusieurs ministres et secrétaires d'état et de divers Ambassadeurs.

o) Depuis FR. LEONARD a encore imprimé séparément d'autorité les traités de la France de 1696 et 1697, dans la même forme que le recueil.

SUNDERLAND que fut publié une collection de 17 traités de l'Angleterre depuis le traité de commerce avec l'Espagne de 1667 jusqu'à celui de 1682 avec Alger, à Londres chez BILLS et HILLS et NEWCOMB. 1685 in 4to *p*). Mais surtout ce fut en la même année où le recueil de LEONARD avait paru en France, que le Roi Guillaume III. autorisa en date du 26 Août 1693 THOMAS RYMER à publier un recueil d'actes publics de la Grande-Brétagne avec les Puissances étrangères (dont le premier volume n'a paru que 1704).

C'est encore dans cette même année 1693 que parut à Hannovre le code diplomatique du celebre GODEFROY GUILLAUME LEIBNITZ sous le titre: *G. W. L. Codex iuris gentium diplomaticus.* Hannov. 1693 Fol. suivi 1700 d'une *mantisse.* C'est le premier recueil *général* qui embrasse une *époque considérable*, savoir depuis la fin du 11eme siècle jusqu'à la fin du 17eme; il renferme un nombre de diplomes importans, curieux et non imprimés avant lui, la plupart authentiques quoique mêlés de plusieurs copies inexactes ou negligemment imprimées, et de plusieurs pieces qui, tel que les actes d'election des anciens Roi des Romains, les statuts des ordres etc. semblent ne pas repondre au titre de l'ouvrage. Aujourdhui les redacteurs qui l'ont suivi ont emprunté de lui ce qu'il avait ramassé d'utile; sa lumineuse préface seule lui est restée, mais seule elle vaut un livre. Le code entier a été réimprimé à Hannovre 1724 et à Wolfenbüttel 1747 Fol.

A ces matériaux rassemblés dans differens païs vinrent se joindre d'autres, renfermés dans une

p) CHALMERS T. I. p. v. Ce recueil a aussi été allegué et suivi dans le *Corps universel diplomatique* pour diverses pièces.

une multitude d'ouvrages qui furent publiés pendant le siècle de Louis XIV. soit histoires, negociations, etc. soit deductions volumineuses pour les quelles, à cette époque surtout, les Souverains firent fouiller les archives, afin de couvrir d'un voile diplomatique l'ambition ou le ressentiment qui guidaient leurs demarches.

Tant de tresors dispersés invitaient à les rassembler; et la Hollande étant alors le centre des affaires de l'Europe, le lieu de rassemblement le plus général pour les ministres étrangers, le foyer des écrits et déja même des journaux politiques *q*), il n'est pas surprenant que plusieurs savans libraires d'Amsterdam et de la Haye, à la tête des quels se trouvait surtout ADRIAN MOETJENS libraire de la Haye, s'associerent pour la publication d'un grand recueil *général* de traités, en remontant jusqu'à l'époque la plus reculée de l'ère chrétienne qu'ils croioient pouvoir atteindre. Eux même ils mirent la main à l'ouvrage, et les soins, les sollicitations, la correspondance surtout d' A. MOETJENS servirent à leur procurer encore nombre de traités qui ne se trouvaient pas dans les ouvrages dont la liste est placée à la tête de leur recueil. Cependant quant à l'arrangement, à la redaction et à la traduction française de plusieurs traités, ils recoururent à Mr. JAQUES BERNARD *r*) théologien français refugié en Hollande

q) Tel que le *Mercure historique et politique de la Haye* qui commenca 1686; *l'Europische Mercurius* qui parut dès 1690; les *lettres historiques* publiées dès 1692.

r) LENGLET DU FRESNOY dans sa *methode d'etudier l'histoire*. T. V. p. 186 et 404. attribue la redaction de ce recueil à Mr. DU MONT. C'est une erreur; il n'a eu aucune part à cette première édition. On n'a qu'à lire la préface à son petit recueil de 1710. pour s'en convaincre.

lande et dont l'infatigable activité, s'employa avec zèle à la redaction d'un ouvrage où il ne fut pas nommé. Ce recueil parut sous le titre:

Recueil des traités de paix de trêve de neutralité, de suspension d'armes de confédération, d'alliance, de commerce, de garantie et d'autres actes publics comme contrats de mariage, testamens, manifestes etc. faits entre les Empereurs, Rois, Républiques, Princes et autres Puissances de l'Europe et des autres parties du monde; depuis la naissance de Jesus Christ jusqu'à present. à Amsterdam chès. Henri et la Veuve de T. Boom, à la Haye chès Adrian Moetjens et Henri van Bulderen. 1700. Tome I – IV. Fol.

Ce recueil renferme 1625 diplomes depuis 536 jusqu'en 1700; donc presque le double du nombre que contient celui de M. Leonard totalement reproduit dans celui-ci. On a conservé la langue originale des traités en les accompagnant d'une traduction française là où il y avoit lieu; et fidèle au plan qu'on s'était proposé, on a donn éproprement un *Code de droit des gens* sans y meler ce qui concerne les affaires internes.

Cet important ouvrage fut tellement accueilli par le public, que déja en 1707 Moetjens s'occupait d'une nouvelle édition augmentée, à l'égard de la quelle lui et les autres interessés entrerent en negociations avec Monsieur Jean du Mont refugié français qui vivait alors à la Haye *t*); mais en attendant qu'on eut pu s'arranger avec lui, et surtout soigner un ouvrage si étendu que celui qu'on meditait, parurent enco-

s) Moreri diction. art. Bernard.

t) Voyé à la fin de ce discours les recherches sur la vie et les écrits de cet auteur.

encore plusieurs petites collections bien differentes les unes des autres.

D'abord Moetjens lui même, pour satisfaire aux besoins du moment publia 1707 un *Recueil des divers traités de paix de confédération d'alliance et commerce etc. entre les Etats souverains de l'Europe et qui sont les plus importans et les mieux choisis et les plus convenables au tems present.* à la Haye 1707. T. I. II. 8. Ce manuel ne renferme rien qui n'eut déja paru, et peu de traités posterieurs au recueil de 1700.

Ensuite Mr. Jean du Mont à l'époque où il croioit ne pas pouvoir terminer avec les libraires d'Hollande *u*) publia un *Nouveau recueil de traités d'alliance de trêve de paix de garantie et commerce faits et conclus entre les Rois, Princes et Etats souverains de l'Europe depuis la paix de Munster jusqu'à l'an* 1709, *lesquels pour la plupart n'ont point encore été imprimés* etc. à Amsterdam 1710. T. I. II. 8. Recueil curieux et interessant, et qui ne repete aucune des pieces renfermées dans le manuel de Moetjens, mais en offre beaucoup qui n'avaient pas encore été publiés.

C'est dans cette même année 1710 que parut en Angleterre un recueil des traités depuis 1648 traduits en Anglais, sous le titre: *a general collection of treaties* etc. *from* 1648 *to the present*

u) Dans la préface à ce nouveau recueil il dit en parlant du recueil de 1700. Si les libraires qui l'ont imprimé avoient été d'humeur à en faire une seconde edition, j'y aurois volontiers donné quelques années de mon tems, persuadé que je n'aurois pu les employer à rien meilleur; mais ils m'ont paru fort incertains de ce qu'ils devoient faire, et j'ai compris que les interêts de leur commerce ne leur permetroient pas d'y penser de si tôt. Ainsi j'en ai abandonné le dessein, et j'ai tourné mes études d'un autre côté.

sent time un volume in 8vo, auquel fut ajouté (1713) un second. Il renferme quelques pieces qui n'avaient pas encore paru, et fait le commencement d'un recueil anglais publié 1732, duquel il sera parlé en son lieu.

Ce qui pouvait être emprunté de ces petites collections en faveur de la nouvelle édition du grand recueil était sans doute peu de chose, à côté des secours qu'offrait la vaste Collection d'actes publics de la Grande-Brétagne dont T. Rymer avait été chargé dès 1693, et dont le premier volume parut 1704.

Elle a pour titre:

Thomae Rymeri *foedera, conventiones litterae cuiuscunque generis acta publica inter reges Angliae et alios quosvis imperatores, reges, pontifices, principes vel communitates, ab ineunte seculo duodecimo, videlicet ab anno 1101, ad nostra usque tempora habita aut tractata; ex autographis intra secretiores archivorum regiorum thesaurarias per multa secula reconditis fideliter expressa.* Londini T. I-XVII. 1704-1713. Fol.

Rymer ne livra que 15 volumes au public. Son grand âge avait engagé le gouvernement dès l'an 1707 à lui adjoindre Robert Sanderson qui après la mort du premier, survenue 1713, fut chargé seul de la continuation de l'ouvrage. C'est celui-ci qui publia le 16eme volume 1715; le 17eme (le plus opéreux de tous puisqu'il renferme les tables des personnes et matieres des 16 précedens volume, dressées avec un detail et une exactitude qu'on ne saurait assés louer). À ces 17 volumes il a encore ajouté le 18eme 1726, le 19eme 1732 et le 20eme 1735, peu d'années avant sa mort survenue 1741.

Cet

Cet ouvrage est le premier de son genre, soit pour la pureté des sources, étant puisé immédiatement dans les archives du royaume, soit pour la richesse des matériaux pour l'époque qu'il renferme depuis 1101 jusqu'en 1654. L'ouvrage de LEONARD est guère susceptible à lui être comparé. Il ne se borne pas aux traités; il renferme toute sorte d'actes publics en grande partie relatifs aux étrangers, et on craint d'être accusé d'ingratitude en relevant qu'il s'y est glissé quelques documens que le plan; quelque vaste qu'il soit, semblait ne pas admettre, tandis qu'on y cherche envain quelques autres dont il parait qu'on aurait pu et du les y inserer, tel que quelques privilèges accordés à la Hanse, et les privilèges qu'obtinrent les Anglais en Portugal et en Castille.

Comme on n'avait tiré que 200 exemplaires pour la première édition, elle fut rare dès son apparition, et l'est demeurée jusqu'à ce jour. Une seconde édition des 17 premiers volumes parut 1727, revue et corrigée par les soins de GEORGE HOLMES x). Depuis, les libraires spéculatifs de la Haye soignerent 1739 une troisième édition, imprimée avec moins de luxe et qui dans 10 volumes in folio renferme tout ce que contiennent les 20 volumes de la première édition, et en outre plusieurs documens ajoutés et une traduction française placée à côté d'une multitude de documens anglais. Cette édition, préferable aux précedentes, est beaucoup moins rare. Comme les volumes et les pages de la première édition y sont toujours indi-

x) CHALMERS *collection.* T. I. préface p. VII.

indiquées en marge, on peut d'après elle citer celle ci sans l'avoir vue, ce qui, je crois, s'est fait assés souvent.

Cette superbe collection servit de modèle à une autre qu'à la même époque JEAN CHRETIEN LUNIG redigeait pour l'Allemagne, destinée à renfermer, tant les actes qui concernent la constitution interne de l'Empire et de chacun de ses membres, que ceux entre l'Empire et les Puissances étrangères, comme aussi des membres de l'Empire entre eux, envers l'Empire et envers les étrangers, sous le titre:

Teutsches Reichs-Archiv; à Leipzig 1710-1722 en 23 Vol. in folio et un volume de regîtres.

Le grand merite et les grands vices de cet ouvrage sont trop connus pour m'y arrêter *y*). A tous les égards il est resté beaucoup au dessous de son modèle; et le defaut de critique dans ce recueil aurait du rendre les redacteurs du Corps diplomatique plus scrupuleux dans le frequent usage qu'ils en ont fait; mais aussi le redacteur avait-il de plus grandes difficultés à vaincre, n'aiant point pu, comme RYMER, compulser librement les archives.

Ce même auteur a encore publié en outre un

Codex Italiae diplomaticus en IV Volumes in Fol. dont les trois premiers seulement sont anterieurs au Corps diplomatique, ayant paru à Francfort et Leipzig 1725 et 1726; on les trouve allegués dans les derniers volumes de celui-ci; le quatriéme n'a été publié qu'en 1735.

On

y) Sur ce recueil et sur les autres ouvrages de cet auteur voyés PÜTTER *Litteratur des teutschen Staatsrechts*. T. I. p. 310 et suiv.

On a aussi de lui un *Codex Germaniæ diplomaticus* en II Volumes in Fol. Ce recueil a paru 1732 et 1733, donc après le Corps diplomatique mais avant les supplemens de Rousset; un petit nombre seulement des actes qu'il renferme, et qui la plupart concernaient les états hereditaires de la maison d'Autriche, pouvait entrer dans le plan de ces supplémens.

Ajoutés à ceci ces nombreux recueils de diplomes de tout genre, en partie très volumineux, qui avaient paru à la fin du 17eme ou au commencement du 18eme siècle tel que ceux de Martene et Durand, de Mieris etc. ces bullaires de la Cour de Rome de Cherubin et autres, ce nombre toujours augmentant d'annales, et autres ouvrages enrichis de diplomes etc., dans le détail desquels je n'ose entrer ici, et on peut juger combien les matériaux s'étaient accumulés et s'accumulaient d'année en année.

Que de besogne et à la fois d'encouragemens pour ceux qui méditaient une nouvelle édition amplifiée du recueil de Bernard de 1700. J'ignore l'époque précise à la quelle Mr. du Mont a terminé avec ses libraires et à commencé à s'occuper de la redaction z); mais ce que sa propre préface au Corps diplomatique fait voir, c'est que même depuis ils n'étaient

 pas

z) Il est probable que ce n'est qu'environ 1716, vu que dans sa préface au premier volume il dit qu'il a commencé son travail il y a six ans: cependant dans un autre endroit il insere une lettre à ses libraires du mois de Déc. 1721, qui fait supposer qu'il leur a déja envoyé alors le manuscrit pour le faire imprimer, et on voit que cette partie de la préface a été écrite assés longtems avant 1726, où le premier volume parut.

pas d'accord sur plusieurs points. Les libraires, par une scrupulosité à la quelle ils se croioient interessés, voulaient que tout ce qui s'était trouvé dans la première édition entrât dans la nouvelle, et l'y firent entrer, sans même faire grace de la dissertation sur le temple de Janus *a*), malgré Mr. DU MONT qui demandait d'élaguer les parties heterogénes ou de peu de prix. D'un autre coté comme Mr. DU MONT étendait prodigieusement son plan, en y faisant entrer nombre d'autres pieces qui sont du ressort du droit public interieur, et que les libraires s'effrayoient du nombre des volumes qui en resulteraient, il leur proposa de diviser l'ouvrage de sorte que la première partie ne seroit qu'une nouvelle édition du recueil de 1700, la seconde renfermerait les supplémens également depuis 800, et une troisiéme les actes relatifs au cérémonial. Mais les libraires aiant rejetté cette proposition et se permettant de disposer assés librement du manuscrit qu'il leur avait envoyé, arrangèrent le tout d'après l'ordre chronologique, de sorte, cependant, que les actes relatifs au cérémonial et des supplemens, probablement rassemblés pendant l'impression de l'ouvrage resterent entre les mains de Monsieur DU MONT.

C'est ainsi que cette vaste collection parut sous le titre:

Corps

a) Cependant il faut qu'ils aient cédé sur un point: savoir qu'on ne commencerait que depuis 800 tandis que le recueil de 1700 commencait depuis 536; mais aussi l'édition de 1700 ne renfermait que deux traités antérieurs à l'époque de 800, savoir celui de 536 entre Theodat R. d Goths et Justinien, et celui de 691 entre Gontran et Brunehaut; ces diplomes ont été dans la suite insérés dans le I. volume des supplémens, renfermant l'histoire des anciens traités de M. BARBEYRAC.

Corps universel diplomatique du droit des gens contenant un recueil des traités d'alliance, de paix, de trêve, de neutralité, de commerce, d'échange, de protection, et de garantie, de toutes les conventions, transactions, pactes, concordats et autres contrats qui ont été faits en Europe depuis le regne de l'Empereur Charlemagne jusques à present — avec les capitulations imperiales et royales — les sentences arbitrales et souveraines dans les causes importantes, les déclarations de guerre, les contrats de mariage des Grands Princes, leurs testamens, donations etc.; — les érections des grandes dignités, celles des grandes compagnies de commerce et en général de tous les titres qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier les droits et les interêts des princes et états de l'Europe; le tout tiré des archives de la T. A. maison d'Autriche et en partie de celles de quelques autres Princes et états; comme aussi des Protocolles de quelques grands ministres; des manuscrits de la bibliotheque royale de Berlin, des meilleures collections qui ont déja paru tant en Allemagne qu'en France, en Angleterre, en Hollande et ailleurs; surtout des actes de RYMER *etc. par Mr. J.* DU MONT, *écuier, conseiller et historiographe de Sa Majesté impériale et catholique.* à Amsterdam et à la Haye. T. I. 1726. T. VIII. 1731. in Fol.

Les premiers quatre volumes publiés 1726 sont les seuls que Mr. DU MONT ait eu la satisfaction de voir paraitre; il mourut en 1727. Mais il avait déja mis en ordre et remis aux libraires le manuscrit pour les 4 volumes suivant, de sorte que ceux-ci continuerent l'impression dès 1728, sans même faire mention sur le titre de ce que Mr. DU MONT n'était plus. Pas un

mot en honneur de sa memoire; craignait-on de nuire au debut de l'ouvrage? ou croïoit-on ne plus rien lui devoir, depuis qu'il ne pouvait plus compulser les archives impériales pour servir les interêts de ces speculateurs? Mr. ROUSSET qui est devenu son continuateur n'aurait il pas dumoins du nous apprendre quelques circonstances de celui au nom duquel il a tant de fois ajouté le sien. Et rien n'aurait été plus aisé pour lui, tandis qu'aujourdhui la chose n'est pas sans difficulté *b*). On n'oublia pas toute fois de demander aux heritiers de feu Mr. DU MONT, d'après le contrat fait avec celui-ci, ce qui leur restait de manuscrit. On y trouva 1) des supplémens; 2) des actes relatifs au cérémonial destinés à former une seconde collection. Sur son lit de mort il y avait fait cette inscription: *On trouvera cette seconde collection fort dérangée parceque j'étais actuellement occupé à l'enrichir, lorsqu'il plut à Dieu de m'envoyer la derniere maladie dont je vais mourir c*).

Les libraires confiérent la redaction de ces matériaux à Mr. ROUSSET déja avantageusement connu par plusieurs écrits politiques, entre autres par son *recueil historique des mémoires* etc. dont les premiers IV volumes avaient paru 1728. Mais, comme on desirait aussi un supplément antérieur à l'époque de 800 de la quelle DU MONT étoit parti, et que cet ouvrage, d'un genre bien diffe-

b) Desirant reparer cette espece d'injustice, je me suis vu entraîné dans des recherches trop amples pour les insérer ici. On les trouvera séparément à la fin de ce discours.

c) Cette anecdote est tout ce que Mr. ROUSSET nous apprend de lui dans l'avertissement placé à la tête du premier volume des supplémens.

différent, ne pouvait s'attendre ni de Mr. Rousset ni de son prédecesseur, on s'était adressé à Mr. BARBEYRAC celebre professeur à Groeningen. C'est à la vaste erudition de celui-ci que le public est redevable de *l'histoire des anciens traités* qui, forme le premier volume des supplémens au Corps diplomatique (bien qu'elle se vende aussi séparément); elle parut 1739, et renferme une multitude de traités, soit en entier, soit par extrait, depuis le Traité de divers peuples de la Grèce, pour l'établissement du conseil des Amphyctions, conclu 1496 ans avant la naissance de Jesus Christ, jusqu'à l'époque de Charlemagne. Ouvrage précieux pour l'étude de l'histoire ancienne, et dont la redaction exigeoit plus de talens d'érudition et d'étude que celle de tous les autres volumes du Corps diplomatique collectivement pris. A ce premier supplement Mr. ROUSSET joignit un second et un troisième, qui parurent aussi 1739 et dont chacun est divisé en deux volumes. Le second, dont les deux volumes forment le III et IVeme des supplemens entiers, renferme et les *supplemens* proprement dits, savoir des actes qui manquent dans le recueil de Mr. DU MONT, et la *continuation* depuis 1731 jusqu'en 1738. Quant au premier, le manuscrit laissé par feu Mr. DU MONT a été d'un grand secours, quoi qu'il ait induit le nouveau redacteur à faire imprimer une seconde fois plusieurs traités qui se trouvaient déja imprimés de même, mais dont la copie avait été conservée dans les manuscrits; au reste Mr. ROUSSET a beaucoup ajouté encore, soit traités soit autres pieces, qui d'après ses vues devoient entrer dans la collection, mais dont plusieurs, comme les disputes de religion

en France n'auraient pas dû trouver ici leur place. Pour les tems les plus reculés et pour la continuation du recueil jusqu'à l'an. 1738 les autres collections de Mr. ROUSSET ont pu lui servir utilement *d*).

Enfin le troisieme supplément, dont les deux volumes forment le IVeme et Veme des supplemens entiers c'est le *cérémonial diplomatique.* Cet ouvrage (qui se vend aussi séparement) est d'un genre très different des précedens, et même le plan en a été altéré par M. ROUSSET. DU MONT avait entendu donner sous ce titre un recueil de diplomes relatifs au cérémonial, et dans ce sens il pouvait être le pendant ou la seconde partie du Corps diplomatique, mais ROUSSET a donné une narration fort ample (quoiqu'en partie fort utile), du cérémonial domestique et étranger de chacune des diverses Puissances de l'Europe, dans la quelle il a fait entrer les diplomes que lui fournissait le manuscrit de Mr. DU MONT, et sans doute encore d'autres.

Ces VIII volumes de Mr. DU MONT et V volumes de supplemens, donc XIII volumes, dont chacun a II, plusieurs III parties, forment proprement le *Corps diplomatique.* Mais on comprend encore ordinairement sous le nom d'une édition complette du Corps diplomatique deux autres ouvrages qui y sont liés par le titre, et en certain sens par leur teneur, savoir:

1)

d) Il y a nombre de pieces qu'il a fait imprimer trois ou quatre fois, une fois dans son ouvrage sur les intérêts des Puissances de l'Europe, une autre dans son recueil de memoires, une autre enfin dans son supplément au Corps diplomatique, et peut être une quatrième fois dans le Mercure historique et politique de la Haye dont il a soigné pendant quelques années la redaction.

1) *Histoire des traités de paix et autres negociations du 17.me siècle jusqu'à la paix de Nimegue; ouvrage qui peut servir d'introduction au Corps diplomatique ou recueil de traités de paix.* à Amsterdam chès J. F. Bernard et à la Haye chès les freres Vaillant et Prevost 1725. T. I. II. Fol. Cet ouvrage très estimable, où en séparant les diverses relations, on donne l'histoire et souvent l'abrégé des traités du 17.me siècle qui ont eu lieu dans chacune de ces relations, mais principalement dans celles de la France avec d'autres Puissances, est terminé par une ample histoire des traités de paix de Westphalie; on y trouve allegué nombre de traités qui manquent dans le Corps diplomatique. Il a été composé par M. DE SAINT-PREZ, ou PREST DES YVES, et CAMUSAT a tiré le manuscrit de la bibliotheque du Maréchal d'Estrées pour le donner à imprimer e).

2) *Negociations secrètes touchant la paix de Munster et d'Osnabruc; ou Recueil général des Préliminaires, Instructions, Lettres, Memoires etc. concernant ces negociations, depuis leur commencement en 1642 jusqu'à leur conclusion en 1648 avec les depêches de Mr. DE VAUTORTE au sujet du même traité jusqu'en 1645 inclusivement, le tout tiré des manuscrits les plus authentiques. Ouvrage absolument necessaire à tous ceux qui se pourvoiront du Corps diplomatique, ou grand Recueil des Traités de paix etc.* T. I-IV. à la Haye chès Jean Neaulme 1725. 1726. Fol. *f*)

e) LE LONG *bibliotheque hist.* T. III. p. 3 éd. de 1772.

f) Une partie des memoires que renferme ce recueil, savoir les memoires de l'année 1646, (qu'on trouve dans le troisième volume) avaient déja paru sous le titre: *memoires et negociations secrètes de la cour de France touchant la paix de Munster.* à Amsterdam 1710. T. I-IV. 8. par M. C. (et donné au public par JEAN AYMOND.)

Pendant qu'on préparait au public cette riche collection on vit paraître en Allemagne un recueil qui, bien qu'il n'embrasse qu'un assés courte espace de tems a été beaucoup estimé chés nous, et meritait de l'être. Il a pour titre:

Ruhe des jetzt lebenden Europa, dargestellet in Sammlung der neuesten Europäischen Friedensschlüsse von dem Utrechtischen bis auf dieses 1726ste Jahr. Coburg, T. I. 1726. II. 1727 in 4.

L'auteur de cet ouvrage JEAN JAQUES ZINCKEN, *conseiller de cour de Saxe*, ne s'est nommé que sur le titre du second volume. Cette collection ne renferme point de traités jusqu'alors inconnus au public, mais elle est recommendable par l'exactitude de l'impression et elle a eu beaucoup de vogue, surtout auprès de ceux qui étaient interessés à trouver une bonne traduction allemande à côté du texte original.

C'est encore pendant la redaction du Corps diplomatique que les *Memoires du XVIIIeme siecle* de M. LAMBERTY commencerent à paraitre. Les premiers volumes ont été publiés 1727 et furent tellement goutés par le public, que lorsqu'en 1731 le Xeme parut, il fallait reimprimer le I.; le XIeme n'a été donné qu'en 1734 et le XIVeme et dernier en 1740. Cet ouvrage n'embrasse proprement que l'époque depuis 1701 jusqu'en 1718 quoiqu'au Xeme volume on ait ajouté quelques traités jusqu'à l'an 1731.

A cette même époque commença le *Recueil historique d'actes negociations et traités depuis la paix d'Utrecht jusqu'au second Congrès de Cambray par Mr. ROUSSET.* Les 4 premiers volu-

volumes furent publiés à la Haye 1728. 8. l'ouvrage ayant été continué en suite jusqu'à la paix d'Aix-la-Chapelle le 21ème volume qui renferme les tables (ou le 22ème si l'on considère l'appendice au volume 18 comme un volume separé et le 23ème pour ceux qui comptent les 2 parties du 13ème volume pour deux volumes) parut 1755 quelques années avant la mort du redacteur survenue 1762. Ce recueil quoique moins vaste que celui de Mr. LAMBERTY est, comme celui-ci, un recueil d'actes publics lié par une narration historique, et jusqu'à ce jour ces deux ouvrages n'ont cessé d'être fort utiles. On peut reprocher seulement à M. ROUSSET que, s'écartant de son plan vers la fin de l'ouvrage, il a rempli des volumes entiers de deductions et autres actes uniquement relatifs aux affaires internes de l'Allemagne, qui n'auraient du y être touchées que legerement.

Une collection aussi vaste et aussi dispendieuse que l'était le Corps diplomatique ne pouvait pas être à portée des tous les acheteurs; elle devait suggérer assés naturellement l'idée de former des recueils manuels, propres à satisfaire aux besoins particuliers du genre de lecteurs auxquels on les destinait principalement.

C'est ainsi que pendant le tems même où le Corps diplomatique de DU MONT fut imprimé, JEAN JAQUES SCHMAUSS, alors Conseiller du Marggrave de Bade-Dourlach, ensuite Professeur à Gottingue publia un tel recueil manuel sous le titre:

Corpus iuris gentium academicum, enthaltend die vornehmsten Grundgesetze, Friedens- und Commercien-Tractate, Bündnusse und andere Pacta der

der Königreiche, Republiquen und Staaten von Europa, welche seither zweyen Friedis bis auf den gegenwärtigen Congreſs zu Soisson errichtet worden. à Leipzig chès F. F. Gleditschens fils. 1730. T. I. II. 8.

Cet excellent petit recueil ne renferme pas seulement les actes des deux derniers siècles; il commence depuis 1096, mais les diplomes depuis le 16me siècle en occupent la majeure partie. Plusieurs des anciens traités y sont donnés par extrait, mais de sorte que les articles importans s'y trouvent en entier et les autres supprimés; c'est la seule methode dont les extraits d'un traité peuvent servir même à ceux qui travaillent sur ces objets. Presque tous les traités plus recents sont donnés en entier, mais la plupart sans les ratifications et pleinpouvoirs, et tandisque les caractères sont fort serrés et les volumes assès gros, ce recueil renferme 418 diplomes, entre lesquels il y a une multitude de traités; de plus quoique le redacteur ait profité de ce qui avoit paru du Corps diplomatique, où y trouve un bon nombre de traités qui manquent chès DU MONT et qu'en partie ROUSSET même n'a pas fourni dans ses supplémens. Toutefois les lois fondamentales, que SCHMAUSS a jugé à propos de combiner avec les traités, occupent nombre de feuilles; par contre des traités de l'Empire avec les Puissances étrangères y manquent, vu qu'il a inseré ceux-ci dans son *corpus iuris publici academicum* ou recueil des loix constitutives de l'Empire Germanique.

On y a conservé la langue originale des traités, en y ajoutant quelquefois des traductions allemandes. Bienque le redacteur n'ait pas

pas allegué ses sources, elles ont été bonnes pour le plus grand nombre des documens. On peut lui reprocher de n'avoir pas toujours gardé la juste proportion qui convenait à un tel manuel en insérant quelques traités trop particuliers pour y entrer, surtout une multitude de traités des cantons Suisses, mais dont quelques uns alors n'étaient pas encore imprimés. Il est plus aisé de faire de tels reproches que de les éviter.

A mon avis ce récueil, dans le quel on reconnait, non le simple compilateur, mais la main d'un des meilleurs publicistes de son tems, aurait merité un d'accueil plus général qu'il n'a eu; il paroit être peu connu chés l'étranger, et en Allemagne même le lent début de cet ouvrage semble avoir degouté les libraires d'une seconde édition, quoique la premiere soit epuisée depuis plusieurs années et ne se vende guère qu'à l'encan. Je crois qu'aucun ministre n'aurait regret de s'être procuré un livre dont l'usage est si commode, et dont le transport est si facile; deux avantages qu'il a sur le Corps universel diplomatique.

Deux ans après, savoir 1732 on vit paraitre en Angleterre un manuel, qu'on allegue ordinairement sous le titre abrégé: *Treaties* 1732; il est en certain sens semblable à celui dont je viens de parler, mais cependant essentiellement different, en ce que 1) les traités n'y sont pas donnés en langue originale mais tous seulement en Anglais; 2) les traités de la Grande-Bretagne en forment la plus grande partie; 3) qu'à très-peu de pieces près, qui n'auroient pas du tout du y entrer, on n'a point donné des actes relatifs aux affaires internes, mais qu'aussi 4) le choix des traités et les extraits donnés de plu-

sieurs

sieurs d'entre eux me paroissent avoir été fait avec beaucoup moins de discernement que dans l'ouvrage de SCHMAUSS; au reste il renferme un traité qui manque dans le Corps diplomatique, savoir le traité de 1604 entre Charles II. et le Duc de Courlande, mais c'est aussi je crois le seul.

Le premier volume de ce recueil parut, ainsi qu'il a déja été dit plus haut, sous le titre: *a general collection of treatys declarations of war, manifestos and other Publick Papers relating to peace and war among the Potentates of Europa from 1648 to the present time.* London 1710 in 8vo. Le second publié peu après (probablement 1713) a pour titre: *a general collection etc. from the Year 1495 to the Year 1712*; il fut reimprimé 1732, et alors le redacteur y ajouta un troisieme g) volume, renfermant les actes depuis 1642 jusqu'à la fin du regne de la Reine Anne, et un 4eme renfermant ceux depuis cette époque jusqu'à l'an 1731, avec une table chronologique des traités et autres actes publics contenus dans les quatre volumes, d'autant plus necessaire, que l'ordre chronologique a été souvent altéré dans les premiers volumes.

Cette collection a pu être fort utile en Angleterre, et peut l'être encore à ceux qui ne possedent que la langue anglaise, mais ceux qui

g) Cette description ne convient pas exactement avec celle qu'en a donné CHALMERS dans la préface au premier volume de son recueil, d'après le quel le troisième volume aurait déja paru 1713 et le 4eme 1732. Mais malgré toute la deference que j'ai pour cet auteur anglais, j'ai cru devoir donner la notice telle qu'elle resulte de l'exemplaire que j'ai devant moi. Dans celui-ci le premier volume est de 1710; le second de 1732 et seul inscrit seconde édition; les 3eme et 4eme volumes de 1732 ont une préface et une dedicace commune.

qui sont versés dans d'autres langues auraient lieu de lui préférer le codex juris gentium de Mr. SCHMAUSS, supposé qu'ils n'aient pas en mains la grande collection ou le Corps diplomatique de Mr. DU MONT.

J'ignore le nom du redacteur; dans la dedicace du troisième volume à Sir Robert Walpole il se signe G.W. Je ne sais pas non plus si les premiers volumes sont du même redacteur, et quel est l'auteur de *l'histoire abregée de la perfide rupture de traités solemnels par le Roi français*, qui sert d'introduction au premier volume, et d'une autre *introduction historique* qui se trouve à la tête du troisième volume.

Outre les deux recueils généraux manuels de traités il en a paru encore deux autres, mais d'un prix bien inferieur; l'un en Pologne renfermant l'extrait des principaux traités depuis 1648 jusqu'en 1763 sous le titre suivant:

Traktaty miedzy mocarstwami Europeyskiemi od roku 1648 *Zaszle do Roku* 1763 *Podług lat Porzadku z przylaczona potrzebney Historyi wiadomoscia Opisane.* à Warsowie, 1774. T. I-III. 8.

La majeure partie de ce recueil consiste en *extraits* Polonais de traités; quelques uns s'y trouvent en entier; de ce nombre est le traité de 1686 entre la Russie et la Pologne, qui jusqu'ici n'a été imprimé nulle part, que je sache, que dans ce recueil, mais s'y trouve en langue Polonaise. Ce qui quant au traité de 1716 se trouve de plus ici que dans le recueil de Mr. DU MONT se reduit à peu de chose.

Je ne dirai que deux mots de l'autre manuel qui a paru en France sous le titre:

Abrégé

Abrégé des principaux traités conclus depuis le commencement du 14eme siècle jusqu'à présent entre les differentes Puissances de l'Europe disposés par ordre chronologique par le vicomte de la MAILLARDIÈRE. à Paris 1778. T. I. II. 12.

Cet abrégé, qui forme la seconde partie de la *bibliotheque politique* du même auteur, ne me paraît être que de mediocre utilité; il est assés negligemment redigé, même par rapport aux dates; d'ailleurs on ne s'est pas contenté d'abreger en ne donnant que les articles les plus essentiels, mais le plus souvent l'auteur a abrégé les articles même, en ne donnant que ce qu'il a jugé en former le sens principal. Cela peut être très utile et très à sa place dans une histoire des traités destinée à servir d'instruction, tel que le droit public de l'Europe de MABLY ou l'excellente *histoire des traités* qu'a donné Mr. KOCH à Strasbourg; mais il me semble que dans un recueil chronologique cette sorte d'extraits n'est tolerable que dans le cas où, faute de pouvoir fournir les articles entiers, on offre en attendant un extrait pour en donner une idée générale.

Ce qui précede fait voir que proprement le public n'était bien servi en recueils généraux que jusqu'à environ 1731 où finit la grande Collection de DU MONT, et la petite de SCHMAUSS; et bien que les supplémens de ROUSSET continuent le Corps diplomatique jusqu'à l'an 1738 (et que son recueil de memoires offre des traités et autres actes jusqu'à la paix d'Aix-la-Chapelle) on ne trouve plus la même abondance de materiaux, la même scrupulosité dans le choix des sources, la même exactitude à donner les traités aussi complettement qu'il convenait

au

au continuateur de Mr. DU MONT; on ne trouve plus que 71 documens posterieurs à l'année 1731 et de ceux-ci 25 documens posterieurs à l'année 1734; encore un grand nombre de ces documens ne sont ils point des traités, mais des actes d'un genre bien different, comme p. e. l'arrêt du Parlement de Paris contre Heleine de Courtenay, et plusieurs manifestes et memoires.

C'est donc sans doute bien vu que Mr. le Conseiller de Cour WENCK, en commençant un nouveau recueil diplomatique, est remonté jusqu'à l'an 1735 et non simplement à l'an 1738 où finit le Corps diplomatique; et d'un autre côté son ouvrage n'étant pas la simple continuation du petit recueil de Mr. SCHMAUSS, il n'était pas obligé de remonter jusqu'à l'an 1731 où celui-ci a terminé sa collection.

Cet excellent recueil a paru sous le titre: *FERD. AUG. GUIL. WENCKII Codex iuris gentium recentissimi e tabulariorum exemplorumque fide dignorum monumentis compositus.* Tom. I. Lipsiae 1781 in 8vo. Ce premier volume renferme les traités pendant l'espace de huit ans depuis 1735 jusqu'en 1743. Le Tome II. ne parut que 1788, renfermant des supplémens au premier volume et la continuation jusqu'à l'an 1753. Il était donc assés probable qu'il faudrait encore un volume et peut être encore d'autres sept ans pour conduire ce recueil à la paix de Fontainebleau et de Hubertsburg, surtout comme le second volume, ainsi que le premier, fit esperer encore des supplémens (aussi ce troisieme volume n'a paru qu'en 1795; mais il renferme des actes jusqu'à l'an 1772); et il était peu à esperer qu'en poursuivant sur le même pied l'auteur pour-

pourrait dans nombre d'années pousser son recueil jusqu'aux tems les plus recens.

C'est cette considération et celle de l'utilité d'un recueil des traités les plus recens qui m'ont determiné à commencer 1790 un recueil des traités depuis le pacte de famille de 1761 jusqu'aux tems les plus recens dont le VIIeme et dernier volume a paru 1801, et renferme les traités jusqu'à la fin du 18eme siècle.

J'ai déja rendu justice aux merites du recueil de Mr. WENCK dans la préface au premier volume du mien; le troisième volume qui a paru depuis, n'est guère moins digne d'éloges, et je suis fort eloigné de me plaindre de ce qu'il là poussé au delà de l'époque à la quelle j'avais commencé; d'autant plus qu'il a donné un couple d'actes qui manquoient alors à mon recueil et deux qui y manquent encore *h*); d'un autre côté s'il s'y est plaint de ce que sans sa permission j'aurais tenté de devenir son continuateur, si peut être il se plaindra encore de ce que je donne aujourdhui au public quelques traités importans qui lui manquent, je suis sensible à ces plaintes par l'estime que je lui voue et qu'il merite, mais les regardant comme mal fondées, je n'en poursuivrai pas moins mon chemin en silence. Le droit de publier des traités est, à mon avis, un droit de tout individu qui n'est pas dans l'obligation d'en garder le secret, et souvent le public gagne au concours.

Le recueil de Mr. WENCK et le mien sont les seuls recueils généraux de traités entiers qui

h) Savoir les traités de la France avec la rép. de Gênes de 1764 et 1768, que je n'ai donné que par extrait.

qui ont paru depuis qu'en 1739 les supplémens au Corps diplomatique ont été publiés *i*). Mais nombre de recueils particuliers de tel état avec les autres ont été publiés depuis, et c'est de ceux-ci, ainsi que de l'usage de faire imprimer séparément et d'autorité les traités, que je dois maintenant rendre compte pour terminer ces recherches.

I. Pour la France.

Longtems le recueil de LEONARD de 1693, (p. x) est resté la seule collection de ce genre imprimée *k*) en France. Mais déja dès 1762 on forma le projet de rassembler un depôt, établi par l'autorité publique, des copies de tous les actes relatifs à l'histoire de France. Pour faire des recherches, de BREQUIGNY fut envoyé à Londres, du THEIL à Rome; les Benedictins fournirent plusieurs coopérateurs; de cette collection universelle on vouloit choisir les matériaux les plus essentiels pour composer et publier un recueil pour la France à l'exemple des actes de RYMER pour l'Angleterre, mais en divisant l'ouvrage en deux parties dont la première renfermerait les diplomes et actes publics, l'autre les lettres historiques. Trois volumes de cette collection ont paru 1791 sous le titre:

Diplomata chartae, epistolae et alia documenta ad res francicas spectantia ex diversis regni exterarumque regionum archivis ac bibliothecis iussu

i) On ne peut trop ranger dans cette catégorie la: *Collection of state papers relating to the war against France* qui a paru à Londres T. I-IV. 5 Voll. 1794-1796, 8vo; vu qu'elle n'a rapport qu'à la guerre d'alors, et ne consiste qu'en partie en traités, principalement de l'Angleterre.

k) Sur la multitude de recueils manuscrits dans les bibliotheques des grands seigneurs français voyés LE LONG *bibl. hist.* T. III. p. 8-20. L'usage de faire imprimer séparément et d'autorité les traités n'a pas cessé en France depuis les tems de LEONARD.

regis christ. multorum eruditorum curis, plurimum ad id conferente congregatione Sti Mauri, eruta notis illustrarunt et ediderunt L. G. O. F. DE BREQUIGNY *et F. I. G.* LA PORTE DU THEIL. Paris. fol.

Le premier volume seulement appartient à la première partie de toute la collection, et renferme les diplomes entre les années 475 et 721; le II et IIIeme appartiennent à la seconde, et ne renferment que les lettres du Pape Innocent III.

L'institut national s'est occupé dès 1796 de la continuation de cet important ouvrage, interrompu, comme tant d'autres, pendant la revolution; et le Citoyen DU THEIL a été invité à s'en charger *). Il y a tout lieu d'esperer que quand cette collection sera achevée, elle surpassera tout ce qui a existé jusqu'ici de ce genre, sans en excepter la collection de RYMER.

La guerre de la revolution a donné naissance à plusieurs recueils des traités de la France pendant cette époque; tels sont le recueil de Mr. GEBHARD, celui de Mr. DE SCHWARZKOPF, les traités ajoutés au 4eme volume de l'histoire des traités du celebre Mr. KOCH, et le recueil général avec la carte de Brion, que je passe ici sous silence, pour ne pas répéter ce qui en est dit dans mon recueil T. VI. p. VIII. On peut y ajouter encore aujourdhui:

Recueil des traités de paix etc. relatifs à la pacification générale de l'Allemagne conclus par la République Françoise depuis 1795 jusqu'à present. à Berlin 1801, in 8vo.

On n'y trouve point de traité qui manquerait à mon recueil, si ce n'est le traité supposé, entre la France et l'Autriche à Bale 1795, mais que le redacteur lui même regarde comme apocryphe.

II.

*) Rapport du C. CAMUS dans *Mem. de l'institut National*; littérature et beaux arts T. II. p. 25-43.

II. Pour l'Espagne.

J'ai déja parlé du petit recueil que CHIFLET, medecin du Roi, fit imprimer 1645 à Anvers, alors sous la domination espagnole. Quant aux imprimés separés, le traité de trêve avec la Hollande de 1609 fut imprimé à *Bruxelles* 1609 in 4to *l*) par l'imprimeur du Roi. Mais j'ignore quand l'usage d'imprimer séparément les traités d'autorité a pris en *Espagne*. Le traité des Pyrénées fut imprimé séparément en Espagnol à Barcelone 1660 fol.; mais il est incertain s'il est le premier, et s'il l'a été d'autorité; aujourdhui cet usage est établi en Espagne *m*) comme ailleurs.

Je ne connais aucun recueil imprimé en Espagne sous les Rois de la maison d'Autriche. C'est au commencement du 18eme siècle que le célebre Marquis de SANTA CRUZ commença à former un recueil des traités *n*) de l'Espagne dans le dessein de le publier un jour, mais il fut interrompu pour aller combattre à Ceuta ensuite à Oran où il perdit la vie 1732. Je n'ai pû apprendre quel a été le sort de son manuscrit. Depuis, Philippe V. conçut le plan de faire imprimer un vaste recueil des traités de l'Espagne depuis l'époque reculée à laquelle les Phéniciens aborderent en Espagne, jusqu'aux tems les plus recens, et DON ANTONIO DE ABREU Y BERTODANO fut chargé de la redaction. Mais comme un plan si vaste, et assujetti à tant de diffi-

 cultés,

l) v. CHALMERS *Coll.* T. I. préf. p. IX. note *.

m) Voyés p. e. *gazetas de Madrid* del anno de 1790. T. I. p. 236 où l'on trouve une liste d'imprimés séparés in 4to qui se vendent à l'imprimerie royale, pour 2 à 4 réaux la piece.

n) *Histoire des états barbaresques.* T. II. p. 236.

cultés, entrainait naturellement des longueurs, le Roi ordonna à D. ABREU, de commencer d'abord par l'époque du regne de Philippe III. sauf à revenir dans la suite sur les tems plus reculés *o*). C'est d'après cette direction qu'il publia depuis 1740 jusqu'en 1752 XII Volumes in folio à Madrid dont II. pour le regne de Philippe III. VII. pour celui de Philippe IV. et III. jusqu'à la fin du regne de Charles II.; de sorte que ce recueil embrasse l'époque depuis 1598 jusqu'en 1700, sous le titre:

Coleccion de los tratados de Paz, Alianza, Neutralidad, garantia, proteccion, tregua, mediacion, accassion, reglamento de limites, comercio, navegacion etc. hechos por los pueblos, reyes y principes de Espanna con los Pueblos, Reyes, Principes, Republicas y demas Potencias de Europa, y otras partes del mundo etc. desde antes del establecimiento de la monarchia Gothica, hasta el feliz Reynado del Rey D. Phelipe V. (Fernando VI.) por D. JOSEPH ANTONIO DE ABREU Y BERTODANO p), todo de orden y a expensas de su Magestad. En Madrid, por A. Marin etc.

Quoique cette collection ne renferme pas une si prodigieuse quantité d'actes qu'on pourrait attendre dans XII gros volumes in folio, vu que le format est petit, l'impression magnifique, et que nombre de traités y sont insérés en deux langues, et quoiqu'on soit surpris au premier abord d'y trouver tant de traités puisés dans

o) Voyés préface au premier volume de cette collection.

p) Ses titres y sont ainsi exprimés: *Del Consejo de S. M. en el de Hazienda, Cavallero Fiscal del orden de Santiago, y academico de Numero de la Real academia Espannola.* J'ignore si c'est ce même auteur qui a écrit le traité *des prises maritimes*, traduit 1758 en français.

dans DU MONT et autres ouvrages imprimés, plutôt que dans les archives du royaume, ainsi que l'origine de l'ouvrage permettait de l'attendre, ce recueil renferme cependant plusieurs traités et autres actes qui manquent au Corps diplomatique, et d'autres qui, comme les traités avec les villes Anséatiques de 1647 et 1648 y sont beaucoup mieux donnés que dans aucun autre recueil; de sorte que les étrangers même avaient tout lieu de regretter que depuis longtems cet ouvrage ne se continuait pas, et que la mort du redacteur survenue 1775 ôtait l'espoir de le voir continué de ses mains. Ce n'est que sous le regne du Roi actuel que, par ses ordres, et sous la direction du Prince de la paix, on entreprit en Espagne la redaction d'un nouveau recueil qui sert de suite à celui D'ABREU, commencant avec l'année 1701. Le premier volume parut sous le titre:

Coleccion de los Tratados de paz, alianza, comercio etc. ajustados por la corona de Espanna con las potencias estrangeras desde el reynado del Sennor Don Felipe Quinto hasta el presente. Publicase por disposicion del ex^mo Sennor Principe de la paz consejero y primer secretario etc. Tomo I. de orden del rey Madrid en la imprenta real anno de 1796; le second, sans faire mention du Prince de la paix, a paru en 1800 fol.

Ces deux Tomes qui ensemble ne surpassent guère en volume un des Tomes D'ABREU auxquels ils ressemblent pour le format et les caractéres, renferment l'espace de 1701 jusqu'à la paix de 1748 inclusivement. On y trouve plusieurs traités qui n'ont pas encore paru, puisés sans doute à de très bonnes sources (et dont j'ai profité pour les presens Supplémens);

la

la majeure partie de traités cependant était déja connue, soit par le Corps diplomatique, soit par d'autres ouvrages; ce qui au reste n'est pas un reproche, vu que ce recueil était principalement destiné à l'usage des espagnols; il est fort à desirer que cette collection se continue, et que les redacteurs veuillent bien donner aussi des supplémens de traités qui y manquent, et même de quelques pieces que feu M. ABREU n'avait point insérées là où il aurait convenu d'après l'ordre chronologique, mais desquelles il avait promis de les donner plus bas.

Le grand recueil d'ABREU engagea en Espagne (comme le Corps diplomatique en Allemagne) à en donner un abrégé moins dispendieux *q*) qui a paru sous le titre:

Prontuario de los tratados de paz etc. hechos con los pueblos reyes republicas y demas Potencias de Europa. à Madrid 1749 et suivans. VIII Volumes in 8vo dont deux pour le regne de Philippe III, trois pour celui de Phil. IV. et trois pour celui de Charles II.

On n'y trouve que les principaux traités du grand recueil, seulement en espagnol et quelques uns en abrégé. J'ignore si la continuation du grand ouvrage a déja été suivie de la continuation de l'abrégé.

Il a paru encore en outre en Espagne un petit recueil, sans doute curieux, sous le titre:

Tratados de Paces y alianzas entre varios Reyes de Aragon y diferentes principes infieles de Asia y Africa desde el Siglo XIII hasta XV

un

q) D'après la gazette de Madrid 1790, citée ci-dessus le prix des XII Volumes d'ABREU est de 396 réaux, celui de l'abregé de 30 réaux.

un volum 4to r), mais j'ignore en quelle année il a été publié, et je n'ai pas encore reussi à me le procurer.

III. Pour le Portugal.

J'ignore à quelle époque l'usage d'imprimer les traités d'autorité a pris en Portugal, et même s'il y est établi. Les constitutions papales de 1514 et suiv. en faveur des Rois de Portugal ont été imprimées separément avec permission et privilège à Lisbonne in 4to, mais ce n'est qu'en 1707 s); et d'ailleurs on ne peut guère inférer de là que les autres traités l'ont été de même. Celui avec l'Espagne de 1750 a été imprimé separément (et c'est cet imprimé que j'ai suivi dans le present supplément pour ce traité et pour ceux de Tordesillas et de Saragosse qui y sont annexés). Mais rien n'annonce qu'il a été imprimé par autorité, quoiqu'il ait paru dans la residence du royaume. Je doute aussi que le Portugal ait aucun recueil particulier de ses traités. Le code diplomatique que D. ANTONIO CAETANO DE SOUSA a ajouté à sa vaste *histoire genéalogique de la maison royale de Portugal*, et qui a paru sous le titre:

Provas da historia genealogica da casa real Portugueza tiradas dos Instrumentos dos Archivos da Torre do Tombo, da Serenissima Casa de Bragança, de diversas Cathedraes Mosteiros, e outros particulares deste Reyno por D. ANTONIO CAETANO DE SOUSA, Clerico Regular, Academico de numero da Academia Real. T. I–VI. à Lisbonne 1739 – 1748. 4to.

r) *Gazetas de Madrid.* 1790. T. I. p. 236.
s) ROUSSET *Suppl.* T. II. P. I. p. 26.

renferme à la verité quelques traités, nombre de contrats de mariage de la famille royale, et beaucoup de Bulles papales, mais la majeure partie des diplomes est d'un genre different quoique curieux et important pour l'histoire du Portugal; on n'y trouve surtout presque rien qui soit relatif au commerce.

IV. Pour la Grande-Brétagne.

Le vaste recueil de RYMER dont il a été parlé, termine avec l'année 1654. Le petit recueil manuel et général en 4 Volumes in 8vo mentionné plus haut finit avec l'année 1731. Mais l'usage de faire imprimer les traités separément n'aiant plus cessé après 1688 et d'ailleurs les traités les plus importans aiant été presentés, surtout depuis cette époque, au Parlement, il resultait de là des secours importans pour la redaction de collections des traités de la Grande-Brétagne.

Je ne toucherai que legérement l'abrégé des traités de la Grande-Brétagne qui parut sous le titre:

Extracts from the several treaties subsisting between Great-Britain and other kingdoms and States; à Londres 1741 in 4to. Une nouvelle édition mais differente de la premiere a paru à Londres 1758 in 4to.

Le titre même indique qu'il ne renferme que des extraits; cependant on y trouve quelques traités en entier. Tout le recueil est relatif aux affaires maritimes.

Il a paru depuis encore un petit recueil particulier des traités de commerce sous le titre:

A com-

A complete collection of maritime treaties of Great-Britain. London 1779. 8.

Je le trouve aussi allegué sous le titre de GOSSELING's *treaties*, mais je ne l'ai pas eu en mains.

Outre ces recueils qui se bornent à un genre determiné de traités, il parut déja 1772 un recueil manuel des differens traités de la Grande-Bretagne depuis 1688 sous le titre:

Collection of all the treaties between Great-Britain and other powers from 1688 til 1771. London 1772. T. I. II. 8vo.

A ce recueil fut joint 1781 un petit volume de supplémens renfermant quelques traités plus anciens depuis la fin du 15eme siècle, et le *Discourse* de JENKINSON (aujourdhui comte Liverpool) *on the conduct of Great-Britain in respect to neutral nations*, qui avait paru 1757.

De ce recueil manuel il fut fait une nouvelle édition augmentée 1785 sous le titre:

A collection of all the treaties of peace, alliance and commerce between Great-Britain and other Powers; from the treaty signed at Munster in 1648 *to the treaties signed at Paris in* 1783. *To which is prefixed a discourse on the conduct of the government of Great-Britain in respect to neutral nations, by the right hon.* CHARLES JENKINSON, in three volumes. London 1785 in 8vo.

Quoique le nom de JENKINSON, exprimé sur chacun des trois volumes, ne doive se rapporter qu'à son discours, placé à la tête du premier volume, et non au recueil même, à la redaction duquel il n'a point eu part, ce titre général a fait que par une erreur dans laquelle

moi

moi même j'ai été assés longtems, on a fréquement attribué à JENKINSON tout l'ouvrage redigé par un anonyme. Les Anglais alléguent ce recueil simplement sous le nom: *treaties* 1785, pour le distinguer de l'édition de 1772 et du manuel général de 1732.

Cette collection renferme, d'après l'ordre chronologique, une multitude de traités plus ou moins importans et quelques autres actes publics. Les traités qui presque tous n'y sont donnés qu'en Anglais sont puisés surtout dans les imprimés faits d'autorité en Angleterre et qui, comme on scait, sont ordinairement accompagnés d'une traduction anglaise, là où il y a lieu.

Mais un autre recueil qui me paraît être infiniment préferable à celui-ci, et pouvoir servir de modèle aux recueils manuels de ce genre, c'est celui que Mr. CHALMERS a publié 1790 sous le titre suivant:

A collection of treaties between Great-Britain and other powers by GEORGE CHALMERS *Esq.*; London 1790. T. I. II. 8.

L'auteur y a separé les relations de la Grande-Bretagne avec chacun des principaux états étrangers, rangeant sous chaque relation, non pas tous les traités, mais ceux qu'avec beaucoup de discernement il a jugé être encore les plus importans, en se contentant de placer à la tête de chaque relation une liste plus ample, même de traités qu'il n'a point donnés. Un recueil de ce genre n'est pas l'ouvrage de la main, mais le fruit d'une longue étude et de connaissances profondes, et bien digérées. On y trouve plusieurs traités qui n'avaient pas encore été imprimés, ou manquaient dumoins,

soit

soit dans le Corps diplomatique, soit dans d'autres recueils généraux; si on était tenté de desirer qu'il y eut ajouté encore quelques traités non imprimés, et que sans doute il avait l'occasion de se procurer, on doit se souvenir que son plan ne les admettait point. Il a assés fait voir dans les listes qu'il a données qu'il ne les ignorait pas. Les traités y sont insérés en entier; la plupart en Anglais, quelques uns s'y trouvent en langue française.

V. Pour les Provinces-Unies des Pays-Bas aujourdhui la République Batave.

Il n'y a pas, je crois, de pays en Europe qui à raison de sa population soit plus richement doté en recueils de diplomes de tout genre et en ouvrages volumineux parsemés d'actes publics, que l'est la Hollande; aucun où le gout pour de telles productions se soit plus uniformément conservé, au point d'y favoriser des entreprises qui reussiraient difficilement dans aucun autre pays *t*). Encore nombre de ces ouvrages sont ils écrits en Hollandais, dans une langue qui ne promet qu'un faible début chès l'étranger.

Les états généraux ayant continué depuis 1610 à autoriser leurs imprimeurs ordinaires pour l'impression des traités individuels, à mesure qu'ils ont été conclus, ceux-ci firent bientôt après la speculation de reunir par des numeros ces differens traités in 4to en une collection, à la tête de la quelle ils placerent les traités

t) C'est ainsi p. e. que sur la revolution arrivée en Hollande au mois de Septembre 1787 il a paru un recueil en 50 volumes in 8vo. Une telle entreprise ruinerait un libraire allemand.

traités d'union de 1576 et 1579; et c'est ainsi que pour les premiers 73 numeros ils firent imprimer le titre:

Recueil van de Tractaaten gemaackt en geslooten tusschen de Hoogh Mog. Heeren Staaten Generaal der Vereenighde Nederlanden ter eene, ende verscheyde Koningen, Princen en Potentaaten ter andre zyde in s' Gravenhage by Jacob Scheltus, avec une table des numeros qui s'etend jusqu'à l'année 1701.

Cette collection s'est continuée, non seulement jusqu'en 1726, où on imprima un nouveau titre: *Vervolgh van het Recueil van de Tractaten etc. Tweede Deel;* et la liste des traités jusqu'à cette époque n. 1 – 21, mais même jusqu'aux tems les plus recens, aumoins jusqu'en 1795; de sorte que chacun a pu se completter ce recueil, en achetant les imprimés séparés à mesure qu'ils ont paru.

Il ne renferme pas tous les traités de la république, mais cependant les plus importants, la plupart en double une fois en langue originale, l'autre en Hollandais. Un couple de ces traités, quoiqu'antérieurs à 1738 manquent dans le Corps diplomatique (ce qui est surprenant); on les trouve insérés dans le present supplément. Je ne connais point d'autre recueil particulier des seuls traités de la Hollande. Mais déja 1658 parut le premier volume des ordonnances des Etats Généraux et des provinces d'Hollande et de Westfrise qui renferme entre autres aussi nombre de traités de la république à l'égard des quels il entre dans les plus grands details, de sorte qu'on y trouve même les traités de subside ephemères, les cartels en tems de paix et en tems de guerre etc.

Ce

Ce recueil qui forme aujourdhui neuf immenses in folio a pour titre:

Groot Placat-Boeck inhoudende de Placaten en de Ordonnantien van de Hoogh Mog. Heeren Staten Generaal der Vereenighe Nederlanden, ende van de Ed. Groot Mog. Heeren Staten van Hollandt en de West-Vriesland, mitsgaders van de Ed. Mog. Heeren Staten van Zeelandt. In s'Gravenhage. T. I. 1668. T. IX. 1796. (1576 - 1794.)

Les diplomes y sont rangés d'après l'ordre des matières, distribuées en livres et chapitres. L'ordre des deux premiers volumes est assés defectueux; mais lors du troisième le celebre jurisconsulte SIMON VAN LEEUWEN se chargea de la redaction, et de main de maitre établit un excellent ordre systematique des matières qui après lui a été conservé dans tous les volumes suivans; et tandisque d'ailleurs chaque volume est muni d'une table systématique et d'une autre chronologique des actes qu'il renferme, et que d'ailleurs il a paru depuis peu un vaste *regitre général des matieres*, in 4to, l'usage de cette precieuse collection est rendu aussi facile, aussi commode, que le peut être celui d'une masse si penible à regir. Ajoutés à ceci ces recueils particuliers des *Placards de la Flandre, du Brabant*, ces codes en partie seulement terminés des loix etc. de la *Hollande*, du *Gueldre*, de *Zutphen* de la *Frise* etc. qui tous aussi renferment plus ou moins de traités, ce recueil particulier des *loix relatives à l'amirauté* (*Recueil van Placaten betreffende de Admiralitäten etc. en verdere zeezaken*) qui seul forme 12 volumes et un volume de regitres in 4to, ces ouvrages historiques parsemés d'actes publics telque celui D'AITZEMA, ce nouveau recueil sous le titre

Zaken

Zaken van Staat en Oorlogh, et il ne restera à desirer pour la diplomatique de cet état que le tems necessaire pour exploiter ces riches mines. Il faut un guide pour conduire à travers ce labyrinthe et le celebre Mr. ADRIEN KLUIT nous en a fourni un dans son *Index chronologicus sistens fœdera pacis, defensionis, navigationis etc.; capitulationes — mercaturae privilegia, leges et edicta principum etc. sive prodromus ad primas lineas historiae foederum Belgii foederati* Lugd. Bat. 1789. 8.

Revenons aux recueils des traités auxquels je dois me borner, et l'aspect change en tournant les yeux vers le nord de l'Europe où la recolte est beaucoup moins abondante.

VI. Pour le Danemarc.

Aujourdhui on insere, dumoins la plupart des traités de commerce, dans le recueil des ordonnances royales qui s'imprime en Danemarc depuis 1670, 4to; d'abord les ordonnances de plusieurs années furent imprimees de suite dans un volume, mais depuis 1700 les ordonnances de chaque année se recueillent dans un cahier separé sous le titre: *Kong. — allernaadigste Forordninger och aabne Breve fra — til —* de l'imprimerie royale. Le premier traité que j'y trouve inséré, c'est celui entre le Danemarc et la Hollande du 15 Juin 1701; encore n'est-il inséré que dans le cahier de 1703 et en Danois, tandisque les traités plus recents s'y trouvent ordinairement dans la même année et en deux langues. Je crois donc qu'en Danemarc l'usage de faire publier d'autorité les traités n'est pas antérieur au 18ème siècle, mais sans oser decider sur ce point.

Le

Le seul recueil particulier des traités du Danemarc que je connaisse c'est celui qui a paru 1796 sous le titre:

Recueil de tous les traités conventions memoires et notes conclus et publiés par la couronne de Danemarc depuis l'avenement du Roi régnant jusqu'à l'époque actuelle, ou dès l'année 1766 jusqu'en 1794 inclusive. à Berlin 1796 un volume in 8vo.

Quoique ce recueil n'embrasse que les tems les plus recens, l'auteur a bien merité du public en lui communiquant plusieurs traités jusque là non imprimés; et il a puisé à de bonnes sources sous la protection de feu M. le comte DE BERNSTORF. Il est naturel qu'il n'a pas dependu de lui de publier quelques traités que des considerations majeures engagent le gouvernement à tenir secrets, tel que les traités d'alliance avec la Russie de 1769, 1773, quelques articles du traité avec le Roi de Sardaigne de 1785 etc.

Il serait beaucoup à desirer que l'auteur veuille continuer ses utiles travaux, et en remontant à une époque un peu plus reculée donner surtout quelques traités du 18eme siècle qui nous manquent encore, tel que le traité d'alliance avec l'Angleterre de 1734, le traité avec l'Espagne de 1742, les traités avec Maroc de 1753 (du dernier desquels je n'ai pu fournir qu'un extrait) etc.; supposé meme qu'il ne puisse donner les préliminaires avec Maroc de 1751 qui n'ont pas été ratifiés, le traité de 1765 avec la Russie et autres.

Au reste le Danemarc est riche en ouvrages parsemés d'actes publics, surtout pour l'histoire du moyen age, tel que ceux de T. TORFÆUS,

HUITFELDT, de WESTPHALEN, THÖRKELIN, SUHM et autres; ouvrages dont les redacteurs du Corps diplomatique n'ont point profité, et ne l'auraient pu, quant aux trois derniers que je viens de nommer.

VII. Pour la Suède.

Le premier traité duquel je sache qu'il a été imprimé séparement en Suède, c'est celui de 1598 avec le Roi de Pologne, imprimé à Stockholm 1598. 4to *u*), tant en suédois, qu'en allemand et en latin, et il est aumoins probable qu'il l'a été d'autorité; mais je doute que déja depuis cette époque on aïe continué en Suède à imprimer d'autorité les traités. Si cet usage eut été établi déja au 17eme siècle, le traité d'Osnabruc aurait été donné d'après l'original conservé dans les archives, de sorte que Mr. DE MEYERN aurait eu moins lieu de solliciter en Suède une copie manuscrite tirée des archives pour son édition des traités de Westphalie de 1738, et nous ne manquerions par jusqu'à ce jour de copies imprimées du traité de Cardis de 1661, de ceux de 1666, 1684 avec la Russie, de 1696 et 1698 avec la Prusse etc. Aujourdhui les traités qu'on veut rendre publics s'impriment d'autorité in quarto avec une traduction Suédoise à côté.

Longtems la Suède est restée sans recueil particulier de ses traités; ce n'est pas qu'elle n'ait eu de respectables savans qui se soient occupés à en rassembler; on lit entre autres dans M. a CELSE *apparatus ad historiam Sueo-Gothicam* T. I. p. 3, que le celebre PERINSKIÖLD a ras-

u) GIORWEL *bibliotheca historica Sueo-Gothica* T. II. cap. 3. p. 154.

a rassemblé 24 volumes in folio d'actes manuscrits destinés à former pour la Suède un recueil semblable à celui de RYMER pour l'Angleterre; mais ce projet n'a pas été executé; et j'ignore quel a été le sort de ce manuscrit après la mort de son auteur.

On trouve à la verité quelques anciens traités dans les supplémens (assés rares) des *Ryksdags besluth* de A. A. STIERNMAN; quelque peu de traités inserés dans les recès de la diete même, d'autres en assés petit nombre dans

G. R. MODEE Utdrag utur allé ifrän den 7 Dec. 1718 utkomne publique Handlingar, Placater, Förordningar, Resolutioner och Publicationer som Ryksens Styrsel etc. angå. Stockholm T. I. 1742. T. XI. 1783. (1718–1779.) 4to

mais le seul recueil proprement dit que je connaisse, c'est celui que ce même G. R. MODEE a rassemblé et que sa veuve ELEONORA LINDHJELM a publié 1761 sous le titre:

Utdrag af de emellan Hans Konglige Majestät ock Cronan Swerige ä ena och Utrikes Magter å andra sidan sedan 1718 slutna alliance-Tractater och afhandlingar. Stockholm 1761. 4to. (1718–1743.)

Dans celui-ci plusieurs traités ont paru imprimés pour la première fois, et j'en ai profité avec reconnaissance dans les presens supplémens; mais ce petit volume de 336 pages, qui ne renferme que l'espace d'environ 30 années, ne saurait couvrir une lacune de tant de siècles et qu'on ne peut remplir qu'en partie en recourant à une multitude d'ouvrages et d'écrits dans les quels ces documens sont dispersés. Pour les Provinces Allemandes de la Couronne,

le grand recueil de feu M. DÄHNERT x) renferme quelques traités, mais ils ne sont pas nombreux, quoique plusieurs y aient paru pour la première fois, au moins complettement.

VIII. Pour la Russie.

Quoiqu'à Moscau l'imprimerie Russe ait été établie depuis 1564, aucun traité n'a été imprimé d'autorité en Russie avant que Pierre I. eut introduit 1714 une imprimerie à S. Petersbourg. Depuis, les imprimés d'autorité in folio, et la plupart en deux ou même en trois langues, se sont tellement accrus, qu'on pourrait en former plus d'un volume; c'est donc ce qui pour les tems plus recens y tient lieu d'un recueil de traités, qui n'a pas encore été redigé; mais ceci n'est d'aucun secours pour les tems plus reculés. L'imperatrice Caterine II. forma le projet d'un recueil des traités et autres actes publics de la Russie et chargea de son execution Mr. MÜLLER alors archivaire y). Mais quoique confié en de telles mains ce projet n'a pas été executé; il est peut être reservé à l'Empereur d'aujourdhui, de donner une nouvelle marque de la protection qu'il accorde aux sciences, en pressant l'accomplissement d'un ouvrage si utile.

Nombre de traités et autres actes publics se trouvent insérés dans un ouvrage volumineux de

x) JOH. CARL DÄHNERTS *Sammlung gemeiner und besonderer Pommerscher und Rügischer Landes-Urkunden, Gesetze, Privilegien, Verträge, Constitutionen und Nachrichten zur Kenntniss der alten und neueren Verfassung insonderheit des Königlich Schwedischen Landes-Antheils.* Stralsund 1765-1769. T. I-III. et les Supplemens T. I. 1782. T. II. 1786. fol.

y) Voyés DOHM *Materialien für die Statistik.* Lief. V. p. 328.

de TSCHULKOW sur le commerce de la Russie, mais dont la majeure partie ne peut être consultée que par ceux qui possedent la langue Russe.

IX. Pour la Prusse.

Le cabinet de Berlin a fait imprimer plusieurs fois séparément quelques traités pour servir à l'usage du département des affaires étrangères, mais ces imprimés ne se vendent point dans les librairies; et quoiqu'on trouve chès les libraires plusieurs traités imprimés séparement à Berlin, la plupart de ceux-ci ne semblent être que d'autorité privée.

Aucun recueil de traités n'a été fait pour la Prusse avant celui que feu Mr. le Comte DE HERTZBERG a publié sous le titre:

Recueil des deductions, manifestes, déclarations, traités, et autres actes et écrits publics qui ont été redigés et publiés par le Ministre d'état Comte DE *HERTZBERG.* à Berlin, 8vo T. I. depuis 1756 jusqu'en 1778; 1789; réimprimé 1790 T. II. 1789. Le T. III, renfermant les actes de 1789 et 1790, fut imprimé 1791 quand ce digne ministre avait fini sa carrière diplomatique; mais, comme on en defendit la publication, il n'existait dans le public qu'un très petit nombre d'exemplaires distribué avant la defense; et il faut que les possesseurs en aient usé discrètement, puisque ce n'est qu'en 1795 qu'il en fut fait une contrefaction.

Quoique ce recueil, ainsi que le titre l'indique, ne consiste qu'en partie en traités et actes publics de ce genre, et ne renferme que ceux auxquels feu Mr. de Comte de HERTZBERG a eu part, c'est toujours un present conside-

rable qu'il a fait au public; il est facheux que l'impression de quelques traités p. e. de celui avec la Porte de 1761 y soit extrêmement negligée.

Pour les tems plus reculés on doit, au defaut d'un recueil des traités pour toute la monarchie Prussienne, recourir aux recueils particuliers pour quelqu'une des provinces Prussiennes, et aux ouvrages historiques entrelacés de documens; tel que de SOMMERBERG pour la Silesie, RANGO, GERCKEN et autres pour le Brandenbourg, BRUGGEMANN pour la Pomeranie etc., comme aussi aux codes des loix tel que celui de GRUBEN pour la Prusse, de MYLIUS pour les états du Brandenbourg etc. quoique la recolte qu'offrent ces derniers pour notre but ne soit pas fort abondante.

X. Pour la Pologne.

Cette ci-devant république a été plus riche en recueils, que tous ces états qui se sont partagés ses dépouilles. D'abord, tandisqu' en vertu de la constitution les traités devaient être ratifiés par la diète, un grand nombre de ceux-ci se trouvent insérés dans la grande collection des *constitutions* de la Pologne qui a pour titre:

Prawa Konstytucye y Przywileie Krolestwa Polskiego y Wielkiego Xiestwa Litewskiego y wszystkich Prowincyi. à Varsovie. T. I. 1732. T. VI. 1739. T. VIII. 1790. fol. renfermant les actes depuis 1347 jusqu'en 1780.

Plusieurs de ces traités s'y trouvent en latin ou en français, d'autres seulement en Polonais. Les redacteurs du Corps diplomatique n'ont été à même d'en profiter qu'en par-

Mais

Mais cet ouvrage n'empêchait pas de desirer un recueil plus ample de traités et autres actes publics de la Pologne; et MATHIEU DOGIEL z) conçût le projet de rediger pour cet état une collection semblable à celle que RYMER avait donné pour l'Angleterre. Ses longs voyages et un travail assidu lui avaient procuré une nombreuse collection, et il allait porter son manuscrit à l'imprimerie, quand le feu prit à sa maison et consuma en peu d'instans le travail de douze années. Ce revers ne le rebuta point, et peut être la compassion pour un si insigne malheur contribua à lui ouvrir les archives de Cracovie, qui jusqu'alors lui avaient été fermées. C'est là qu'il puisa les matériaux qu'il se proposa de distribuer en VIII Volumes, séparés d'après les puissances, assignant d'avance à chaque volume les puissances dont il renfermerait les relations avec la Pologne, et reservant en outre un VIIIme et dernier volume pour les actes dont il aurait des copies moins authentiques *a*). C'est ainsi que parut le premier volume sous le titre:

Codex

z) C'est lui qui a eu la part principale à la redaction du recueil, quoique la dedicace au Roi et le Privilège fassent voir, que c'est le *collegium Vilnense Scholarum Piarum* qui s'est chargé de l'entreprise. DOGIEL était membre de ce collège.

a) Voici comme il avait distribué les matériaux qui devaient entrer dans les VIII Volumes.

T. I. P. I. Bohemia, Hungaria, Austria, Dania, Bavaria, Marchia Brandeburgensis, Respublica Veneta, Saxonia, Gallia, Ducatus Brunswicensis, Hollandia, Transylvania.

P. II. *Provinciae quae olim sub Imperio Polono erant.* Silesia, Pomerania, Marchia nova, Moldavia et Valachia.

Codex diplomaticus Poloniae et M Ducatus Lithuaniae, in quo pacta, federa, tractatus pacis, mutuae amicitiae subsidiorum, induciarum, commerciorum etc. continentur. Vilnae 1758. fol.

C'est cette séparation des Puissances seule qui peut expliquer d'où vient que le Veme Volume fut publié 1759 le IVeme seulement 1764 tandis que le II et IIIeme n'ont jamais paru, aussi peu que les VIeme et suivants. Toutefois, ce qui existe de ce recueil est d'un grand prix pour l'histoire des siècles précedens, et n'a pu etre consulté par DU MONT et ROUSSET; au reste on y trouve peu de documens de la fin du 17eme et très peu du commencement du 18eme siècle.

Mais outre ce recueil, et outre le petit manuel abrégé et général duquel il a été parlé plus haut p. XXXI; deux petits recueils ont encore

T. II. P I. Rossia, Turcia, Tartaria Crimensis, Suecia.
P. II. Instrumenta ad negotium summarum Reipublicae Neapolitanarum pertinentia.
T. III. P. I. Lituania.
P. II. Masovia, Russia, Podolia, Terra Belzensis, Praefectura Scepusiensis, Ducatus Severiae, Ducatus Osviecimensis et Zatoriensis.
T. IV. Prussia.
T. V. Livonia.
T. VI. In quo Literae Pontificiae ac Ducum, et regum Poloniae Concordata, Privilegia, Ordinationes, Statuta, Edicta, Rescripta, Mandata, ad ordinem Spiritualem et Res regni ecclesiasticas pertinentia continentur.
T. VII. Iura, libertates et privilegia nec non Statuta et antiquae constitutiones Regni aliaque huius generis monumenta, quae nondum in lucem prodierunt.
T. VIII. P. I. Supplementum codicis Diplomatici.
P. II. Regestum Chronologicum Codicis Diplomatici, cum Indice rerum in eo contentarum.

core été publiés en Pologne. L'un n'est qu'un abrégé polonais des traités depuis 1618 jusqu'en 1775 et a paru sous le titre:

J. W. Jezierski *Traktaty Polskie z sasiedniemi mocarstwy zawarte od Roku* 1618. à Varsovie 1789. 8.

L'autre plus important, et dont le redacteur a gardé l'anonyme, a pour titre:

Traktaty Konwencye Handlowe y Graniczne, Wszelkie publicznie umowy, miedzy Rzeczapospolita Polska y obcemi Panstwami od Roku 1764 *dotad to jest do R.* 1791. à Varsowie 1791. T. I. II. 8.

Les traités depuis 1764 jusqu'en 1791 qu'il renferme y sont insérés en entier, en partie en latin ou en français, le reste en polonais. Quelques uns y ont paru pour la première fois.

XI. Pour l'Autriche.

Plusieurs traités modernes de l'Autriche ont été imprimés séparement à Vienne, si non par ordre de la Cour, du moins avec permission ou privilège accordé à son l'Imprimeur. Mais je n'ose pas determiner quel est le premier traité de ce genre; et le nombre de ces imprimés n'est pas très considérable, de sorte qu'une multitude de traités recens de l'Autriche, nommément avec la Porte repose encore dans les archives, quoiqu'on ne saurait imaginer que la publication de plusieurs d'entre eux pourrait porter préjudice.

Aucun recueil des traités n'a encore paru en Autriche. Ce qu'on trouve de traités dans la grande collection des loix, *Codex austriacus* et dans les recueils posterieurs des ordonnances des empereurs depuis Joseph II, est si peu de chose,

qu'il n'y a point lieu d'en faire ici une mention detaillée.

Il n'est cependant pas indifferent d'observer, que pour les tems antérieurs à la publication du Corps diplomatique, celui-ci est d'un grand prix, vu les secours que les archives imperiales ont fourni à Mr. DU MONT, et c'est peut être un des points auxquels les libraires Hollandais visaient le plus en le chargeant de la redaction. Monsieur DU MONT dit lui même, dans sa préface, qu'il est redevable de plus de mille pieces à Mr. le Comte DE SINZENDORFF et qu'elles ont été pour la plupart puisées dans les archives de S. M. Imp. *b*). Un grand nombre de ces pièces sont des traités de l'Autriche.

XII. Pour la Suisse.

Quelques traités des Suisses, soit entre eux, soit avec des Puissances étrangères ont été imprimés séparément, entre lesquels le traité perpétuel de paix avec la France de 1516; celui des Cantons entre eux de 1656 sont je crois les plus anciens *c*).

La Suisse en général a deux recueils particuliers de ses traités, mais on y trouve à peine quatre diplomes qui manquent dans le Corps diplomatique. Tous les deux sont du même auteur Mr. JEAN RODOLPHE HOLTZER, quoique dans aucun des deux il se soit nommé.

Le premier n'est qu'un recueil des traités entre la France et la Suisse sous le titre:

Samm-

b) Surtout dans la chancellerie de Cour, dans la chancellerie de guerres, dans les archives de Milan, de Mantoue, de Lorraine.

c) v. HALLER *Bibliothek der Schweizer-Geschichte*. T. V. p. 1402 et 2035.

Sammlung der vornehmsten Bundnussen, Verträgen, Vereinigungen etc. welche die Kron Franckrych mit löblicher Eydgenoſsschaft und dero Zugewandten insgesamt und insbesonders auffgerichtet. Bern 1732. 8.

Il faut joindre à celui-ci non seulement le *traité historique et politique des alliances entre la France et les XIII Cantons depuis Charles VII. jusqu'à present* par Mr. V. G. J. D. G. S. (VOGEL grand juge des gardes suisses) à Paris 1733. 8. mais sur tout un volume des privilèges des Suisses en France que ce même auteur a publié sous le titre:

Privilèges des Suisses accordés aux villes Impériales et Anséatiques et aux habitans de Genève résidens en France par Mr. V. G. J. D. G. S. ouvrage qui d'abord supprimé, a été ensuite imprimé à Iverdon 1770. 4.

L'autre recueil annonce une collection des traités des Suisses tant entre eux qu'avec les puissances étrangères sous le titre:

Die Bundnusse und Verträge der helvetischen Nation, welche theils die unterschiedene Städte und Republiquen mit einander, theils alle insgesamt mit auswärtigen Potentaten haben, alles nach den wahren Originalien zum gemeinen Besten ans Licht gestellt. Bern 1737 in 4to.

Mais on sent qu'un petit volume de 240 pages ne saurait renfermer tous ces nombreux traités que le titre annonce. Plusieurs, même de ceux qui y manquent, se trouvent dans H. J. LEU *allgemeines Helvetisches, Eydgenossisches oder Schweizerisches Lexicon.* T. I – XX. Zurich 1747-1765 in 4to, continué par HOLZALB. T. I – III. Mais tout ceci n'est pas suffisant pour celui qui voudrait étudier à fond l'histoire de la Suisse.

En

En outre le Canton *Bern* a fait imprimer ses capitulations avec les puissances étrangères, nommément avec la Hollande, la France, la Sardaigne en un volume 1764 in 8vo *d*).

De plus il existe une collection particulière des traités conclus par les *Grisons* sous le titre:

Pundtnerische Tractata, enthaltend den Pundts-Brief gemeiner dreyer Pündten insgemein; nach dem wahren Original alle Landesartikle, Satzungen und Reformen: ferner die Erbeinigung mit dem Durchl. Erzhaus von Oestereich etc. Bündtnufs mit dem löblichen Stand Bern, mit der Durchl. Republik Venedig und mit dem löblichen Canton Zürich: Sodann die Allianz mit I. H. M. d. Gen. Staaten etc. aufs neue zusammengetragen und in Druck verfertiget durch ANDREAS PFEFFER, *Buchdruckern.* Chur 1728 in 8vo.

Ce recueil renferme un plus grand nombre de traités que ceux mentionnés sur le titre *e*).

XIII. Pour l'Italie.

Le seul recueil général de diplomes pour l'Italie, que je connaisse, c'est

LUNIG *codex Italiae diplomaticus.* Francof. et Lips. T. I. 1725. T. IV. 1735. fol.

mais ce recueil renfermant toute sorte de diplomes, n'offre qu'un mediocre nombre de traités; et d'ailleurs il est sujet aux mêmes imperfections qui défigurent ses autres recueils diplomatiques, de sorte qu'il doit être consulté avec

d) v. HALLER l. c. T. VI. n. 352. Conf. *Gött. gel. Anzeigen* 1765. 14. 15.

e) v. HALLER l. c. T. VI. n. 1727. Je n'ai point eu en mains ce recueil ni le précédent.

avec circonspection; toutefois il ne laisse pas d'être utile et important.

Je n'entrerai pas ici dans le détail des differens Recueil des bulles etc. du Pape en me contentant de mentionner le

Bullarium magnum Romanum dont les premiers volumes ont été imprimés à Rome 1655; et qui forme aujourdhui 19 volumes in folio; quelque volumineux que cet ouvrage soit, il y manque plusieurs concordats entre le siège de Rome et diverses Puissances de l'Europe, qui sont le point de vue principal sous lequel ce recueil peut être cité ici.

Pour quelques états d'Italie on trouve des recueils de diplomes tel que: F. DEL BORGO *raccolta di scelti diplomi Pisani.* à Pise 1765, qui entre autres renferme aussi quelques traités, mais anciens et en petit nombre.

Pour le Royaume des deux Siciles, où dans les tems plus recens les traités s'impriment séparément d'autorité in 4to, on a commencé à publier un *Codex diplomaticus Siciliae complectens documenta a primo religionis christianae saeculo ad nostram usque aetatem quem collegit Jo. DE JOHANNE.* T. I. *Panormi* 1743. fol. Mais ce premier volume ne s'étend que jusqu'en 1059, et les 4 suivans qu'on a promis n'ont pas paru. Je ne parlerai point du code apocryphe *d'Airoldi.* L'auteur a été trop publiquement démasqué, pour qu'on aie besoin d'en avertir.

On trouve aussi quelques traités insérés dans les recueils de loix tel que pour la Toscane le *Codice della Toscana legislazione.* Fierenza T. I–XXIII. 8. Mais ce qu'on peut y puiser,

puiser, n'approche pas des matériaux épars dans nombre d'ouvrages historiques et surtout dans ceux de MURATORI, dont les redacteur du Corps diplomatique n'ont pu consulter qu'une très petite partie.

XIII. Pour les Etats-Unis de l'Amérique.

Je ne connois point de recueil particulier des traités de cette nouvelle république, mais outre que plusieurs de ses traités ont été imprimés séparément à Philadelphie en Anglais in octavo, la constitution même de cet état donne lieu à insérer plusieurs de ses traités dans les actes du congrès des Etats-Unis. De ceux-ci il existe un recueil important sous le titre:

The laws of the united States of America. Philadelphia 1799. T. I-IV. 8. qui renferme les actes des 5 premiers congrès depuis 1789; d'ailleurs les actes de chaque session s'impriment séparément in 8vo; mais il n'est pas trop aisé aux étrangers de se les procurer.

* * *

Les recueils particuliers desquels je viens de faire mention ne sont sans doute pas les seuls qui existent; il est probable qu'il y en a qui me sont échappés; mais ceux que je cite suffisent pour faire voir que depuis l'époque où le Corps universel diplomatique a paru, les soins des sayans de differens pays ont mis au jour une multitude de diplomes, qui en grande partie appartiennent à l'époque qu'embrasse le Corps diplomatique, et dont les redacteurs de celui-ci n'ont pu profiter; et à ce qui pourrait être tiré de ces recueils particuliers on doit ajouter ce nombre de diplomes dispersés dans une

une multitude d'ouvrages historiques qui ont été publiés après 1739, ou qui ont pu échapper à Mrs. DU MONT et ROUSSET.

En rendant toute la justice qui est due aux soins des redacteurs du Corps universel diplomatique, et à l'importance d'un ouvrage dont le merite est trop reconnu pour avoir besoin de mon éloge, je crois que lorsqu'il s'agit d'examiner jusqu'à quel point ce vaste recueil serait susceptible et demanderait d'être completté, pour l'époque qu'il embrasse, je ne serai pas soupçonné de vouloir deprecier un ouvrage qui existe pour rélever l'importance d'un autre qu'on ferait attendre, en me permettant de faire librement les observations suivantes:

1) En général, et par des raisons qui s'expliquent assés par ce qui précède, les redacteurs ont été beaucoup mieux pourvus de traités auxquels l'Allemagne, la France, l'Espagne, l'Angleterre, la Hollande, ont eu part, que de ceux qui ont été cimentés entre les Puissances du Nord entre elles, dont une multitude manquent, ou ne sont donnés que par extrait. Cette même observation peut s'appliquer aux traités entre les cantons Suisses dont il manque plusieurs, même de ceux que Mr. SCHMAUSS a donnés dans sa petite collection, de la quelle Mr. ROUSSET aurait pu profiter; on peut en dire autant des traités de plusieurs Etats d'Italie.

2) Tandisque d'après le vaste plan de cette collection on ne s'est pas borné aux traités formels, mais qu'on a voulu donner un corps de droit des gens, ainsi que le titre l'annonce, il aurait fallu donner un plus grand nombre de ces privileges pour le commerce étranger, si importans non seulement pour l'histoire du com-

commerce du moyen age, mais à une partie desquels on se rapporte encore dans les traités les plus recens. Sur ce point, et même sur celui des traités je ne puis me defendre d'observer, que l'on s'est plutôt occupé de rassembler tout ce que la vaste correspondance des interessés, la protection, la bienveillance procurait, et d'y joindre ce qui se rencontrait déja dans les grands recueils particuliers, que d'étudier les relations particulières pour en trouver la chaine, et pour remplir les lacunes; si seulement on avait toujours notté les traités précédens cités dans les traités posterieurs, on eut decouvert des vuides, qu'en partie il y aurait probablement eu moyen de remplir; aumoins il seroit possible de les remplir aujourdhui.

3) Un bon nombre de traités n'y a été donné que par extrait, tandis qu'il serait possible aujourdhui de les donner en entier.

4) Un nombre d'actes publics a été donné d'après des copies inexactes *f)* et quelques uns se trouvent être absolument fautifs; tel p. e. que le traité d'accord entre le Pape et Charles V. de 1527 T. IV. P. I. p. 485, le traité de 1654 entre le Portugal et la Grande-Brétagne T. VI. P. II. p. 82, l'un et l'autre très vicieux; ou comme la prétendue ligue entre l'Autriche et les Suisses de 1517. T. IV. P. I. p. 254, qui n'a jamais existé, et qui n'est qu'une copie fautive de celle de 1511 etc.

5) Que l'impression de quelques actes nommément de ceux qui ont été donnés en espagnol a été

f) Langlet Dufresnoy *methode p. étudier l'hist.* T V. p. 186. observe que surtout les copies des manuscrits de M Dupuy qu'il a tirées de la bibliotheque de Berlin sont imparfaites, et de même plusieurs de celles tirées du Codex dipl. de Leibnitz.

a été négligemment soignée, en partie au point d'être à peine intelligible p. e. les loix *Sennorio ung* et *mayoria* de 1252. *Supplément* T. I. P. I. p. 101.

Mais, à mon avis, toutes ces observations ne sont point telles qu'elles pourraient faire désirer une nouvelle édition de tout le Corps diplomatique, et plus d'un motif s'oppose à un tel projet, en considérant que

1) la majeure partie des documens est imprimée exactement, puisée à de bonnes sources et tellement propre au plan d'un recueil de ce genre, qu'on ne pourrait que la réimprimer en donnant une nouvelle édition, ou y substituer des variantes peu essentielles *g)*; et que ce serait à la fois réproduire une partie considérable de ces collections dans lesquelles les redacteurs du Corps diplomatique ont abondamment *h)* puisé.

2) Si même on retranchait plusieurs pieces qui semblent être hors d'oeuvre (ce qui toutefois

g) Il me paroit que Mr. Lenglet Dufresnoy a jugé un peu trop séverement ce recueil; je ne conçois pas surtout, comment il a pu dire T. V. p. 404, que le Corps diplomatique ne valait pas mieux que le recueil de 1700.

h) En entrant dans un examen plus particulier des pieces qui composent le Corps diplomatique on est frappé de voir combien d'entre elles ont été copiées de Lunig, de Leonard et de Rymer. C'est ainsi p. e. que le IVeme Volume du Corps diplomatique renferme en tout (P. I - III. et suppl.) 490 documens entre les quels

164 sont copiés de Lunig (dont 155 de son *Reichsarchiv*)
93 — — Leonard
43 — — Rymer
300. Dans ce calcul on n'a pas compris ceux qui se trouvent aussi dans ces ouvrages, mais que du Mont a puisés à d'autres sources. Dans le Veme Volume il y a sur 613 documens, 119 copiés de Lunig *Reichsarchiv*, 87 de Leonard etc.

fois devrait se faire avec beaucoup d'égards pour la diversité des gouts du public, puisqu'autre chose est, ne pas faire entrer une piece dans un nouvel ouvrage, autre chose la retrancher dans une nouvelle édition), neanmoins avec ce qu'il faudrait substituer ou ajouter, la nouvelle édition, même en la bornant à l'époque que renferme la précédente, deviendrait plus volumineuse que celle qui existe, et vu le changement des prix des livres, ne pourrait peut être pas se vendre pour le double du prix de la souscription *i*) et pas même pour le prix auquel on peut ordinairement se procurer encore aujourdhui le Corps diplomatique avec tout ce qui est censé en faire partie; que sans doute

3) comme le Corps diplomatique a été cité dans tant et tant d'ouvrage toutes ces citations ne repondraient point à la nouvelle édition, et que tous les moyens qu'on voudrait employer pour y remedier auraient leurs inconveniens. Que cependant

4) la plupart des bibliothèques publiques sont aujourdhui pourvues du Corps diplomatique, et ne seraient pas bien aise d'acheter un nouvel ouvrage couteux, dont la majeure partie serait une doublette; qu'il semble même que le nombre des exemplaires du Corps diplomatique qui se trouve entre les mains des particuliers suffit au besoin de cette partie du public qui est à même

i) Par un avertissement qui se trouve à la tête du VIIeme Volume on voit que le prix de tous les VIII Volumes de du Mont était pour les souscripteurs 90 Fl. 10 S. d'Hollande, et dans les librairies 125 Fl. J'ignore le prix des Supplémens pour lesquels, je crois, il n'a pas été souscrit; je suppose que dans les librairies il a été d'environ 75 Fl. d'Holl. donc en tout 200 Fl.

même de la posséder, vu que la rareté et le prix du Corps diplomatique ne semblent pas augmenter depuis longtems; ce qui, si toute fois cette observation est juste *k*), pourrait s'expliquer par la considération, que cette espece d'ardeur diplomatique qui semblait enflamer le public à la fin de 17eme siecle s'est refroidie dès longtems, et qu'en parlant des tems les plus recents, si d'un coté le nombre des gens lettrés à augmenté, de l'autre le gout pour l'étude des sources semble avoir diminué, du-moins pour cette partie; surtout depuis que les cours ont substitué les notes aux deductions.

Le seul projet qui pourrait donc entrer en ligne de compte serait de donner quelques volumes de Supplémens au Corps diplomatique assimilés à celui-ci (même quant à la forme externe?). Mais celui qui voudrait s'acquitter duement de cette tache devrait à mon avis

1) embrasser toute l'époque que renferme le Corps diplomatique, aumoins depuis 800 jusqu'en 1735; je ne voudrais point que ces supplémens soient bornés aux derniers siècles; ceux qui ne

k) Il n'est guere possible de verifier cette observation vu que le Corps diplomatique ne se trouve plus en feuilles chès les libraires à un prix fixe, et que le prix des ventes publiques est variable. Mais tant que mon experience peut me guider à cet égard, je crois pouvoir affirmer, que depuis assés longtems il n'est pas difficile de se procurer en Allemagne, une édition complette, et bien conditionée pour 25 à 30 de nos Louis, d'après la beauté de l'exemplaire. (D'hazard on la rencontrerait quelquefois à un prix bien inferieur.) Or si le prix primitif dans les librairies a été pour les 13 Volumes 200 Fl., en y ajoutant pour l'histoire des traités, et pour les negociations de la paix de Munster encore environ 50 Florins, ces 250 Florins d'Hollande repondant à peu près à 25 Louis de Prusse, le prix se serait assés soutenu depuis le commencement.

sont avides que de nouveautés, ou de ce qui peut être encore immédiatement appliqué, trouveraient peut être déja le 16ème siècle trop reculé; mais les vrais amateurs de diplomatique voudraient sans doute voir eclairer l'histoire du moyen age surtout depuis l'époque des croisades par des diplomes interessans, tels p. e. que tout recemment Mr. SYLVESTRE DE SACY vient de nous en donner un échantillon dans un traité du 13ème siècle entre l'Aragon et l'Egypte, tiré des papiers du Pere BERTHEREAU;

2) substituer des copies exactes et authentiques à celles qui sont ou vicieuses en elles même, ou très-inexactement imprimées;

3) substituer aux extraits les traités entiers;

4) ajouter autant qu'il dependrait de lui les traités qui manquent, en tant qu'ils sont importans, mais sans glaner ces traités de subside, ces armistices, ces capitulations que DU MONT et ROUSSET ont sagement omis, lorsqu'ils n'ont point eu de suites qui pourraient faire desirer de les connaitre en entier;

5) ajouter ceux des privilèges accordés aux étrangers en fait de commerce qui manquent dans le Corps diplomatique, et qui appartiennent à l'histoire du commerce étranger;

6) insérer quelques loix qui ont essentiellement influé sur les affaires étrangères; c'est ainsi p. e. que l'ord. de Louis XIV. sur le droit du fret de 1659, l'acte de navigation de la Grande-Bretagne de 1660, le product-placat de la Suède de 1724 auraient du trouver plutôt une place dans le Corps diplomatique, que

nombre

nombre d'arrêts du parlement de Paris sur des objets domestiques;

7) ajouter les loix relatives à la neutralité, émanées, soit du coté des états neutres, soit de la part des puissances belligérantes, et, quant à ces dernières, indépendament de la forme dans la quelle elles sont données, soit celle d'une ordonnance particulière, de déclaration de guerre ou autre.

8) Faire un choix judicieux des octrois pour les grandes compagnies de commerce, puis qu'il ne serait pas à propos de les donner tous, et que ceux qui se trouvent dans le Corps diplomatique sont évidemment insuffisans, dès qu'une fois ils entraient dans le plan.

Je conviens que la question, si les points n. 5. 6. 7 et 8, doivent entrer dans les supplémens, est susceptible à être différemment vue, et jamais rédacteur ne satisfera tous les lecteurs, dont les uns trouveront qu'il a donné trop, et les autres trop peu; mais il me semble que ces morceaux servant essentiellement à l'intelligence des traités comme à l'histoire du commerce, devraient être placés dans un si vaste recueil, et que, donnant quelque chose à l'esprit du siècle, on devrait les faire entrer en préférence à des pièces qui ne concernent que le cérémonial.

Les doutes qu'on peut élever à cet égard ne sont pas les seuls à resoudre; je proposerai encore les suivans:

1) Lorsqu'on peut donner une copie plus authentique que celle qui se trouve dans le Corps diplomatique, et que cette copie differe, mais p. e. pas plus essentiellement que celle que j'ai donné p. 449 du present volume du traité du

13 Juin 1721 ne differe de celle qu'on trouve chès DU MONT, doit on la donner ou l'omettre? Il n'est pas faisable de donner une liste des variantes, surtout sans le traité à côté, et cet ouvrage penible serait inutile puisqu'il ne serait pas lû.

2) En convenant qu'on doit supprimer ces traités de subside ephemères, ces armistices, ces capitulations qui n'ont eu qu'un interêt momentané, doit on omettre ou inserer ces conventions faites au sujet du droit d'aubaine, du droit de detraction, de l'extradition des criminels et des deserteurs? p. e. tel que les actes dont j'ai donné un échantillon sous n. 19 du II Volume de ce Supplément relativement à quelques états d'Italie? ces actes ne sont rien pour l'étude de l'histoire, mais, pour celle du droit des gens je ne les considère pas comme indifferens, lors même qu'ils ne sont que passagers; ils ne le sont pas non plus pour ceux qui seraient chargés de rediger des conventions sur de tels objets, mais je crois qu'on n'a pas besoin de les donner tous. En cas douteux j'opinerais pour l'insertion, mais en supprimant les simples cartels faits en tems de paix, s'ils n'ont quelque chose qui soit particulièrement remarquable.

3) Nul doute qu'on ne doive conserver la langue originale des diplomes; mais jusqu'où doit on pousser le soin d'y ajouter une traduction, — quand on peut en donner une publiquement autorisée — quand on ne peut fournir qu'une traduction privée.

On rougiroit d'offrir aux gens de lettres une traduction de traités dressés en *latin*; ceux qui

qui possedent le latin n'auront pas non plus besoin de la traduction des diplomes *Italiens*; la langue *française* est aujourdhui la langue universelle. Pour les originaux dressés dans ces trois langues j'opinerais contre les traductions. Mais quant à ceux dressés en *Espagnol*, en *Portugais*, en *Anglais*, en *Danois*, en *Suédois*, en *Allemand*, en *Hollandais*?

Feu Mr. DU MONT a supposé la langue Espagnole trop connue pour exiger une traduction; il se peut qu'elle l'ait été davantage de son tems, comme elle l'a peut être été dans des tems beaucoup plus reculés, par le role que jouait alors l'Espagne; il se peut que le gout pour la litterature Espagnole qui, dumoins dans le nord de l'Allemagne, semble avoir augmenté dans les tems les plus recens, la rende un jour plus générale; mais il me semble que jusqu'ici une traduction des pieces Espagnoles et Portugaises ne serait pas superflue. Je l'ai ajoutée à la plupart des diplomes qu'on trouve dans le present supplément, je l'ai supprimée pour d'autres qui ou n'étaient pas de l'époque à la quelle je me suis borné, à peu d'exceptions près, comme p. les traités de *Tordesillas* et de *Saragosse*, ou ne paraissaient pas assés importans pour l'exiger, comme la déclaration T. I. p. 433.

La langue *Anglaise*, quoique fort repandue dans le nord de l'Allemagne, me parait l'être encore trop peu généralement dans les pays étrangers pour ne pas faire désirer une traduction. Ceci a lieu, encore plus, relativement à la langue *Danoise* et *Suédoise*.

Quant à la langue *Allemande* il ne peut y avoir de doute, qu'en tant qu'on a égard aux païs étrangers; mais il semble que les motifs qu'a eu Mr. DU MONT de n'y pas joindre des traductions françaises sont renforcés de nos jours, par les progrès que l'étude de la langue allemande a fait dans plusieurs pays étrangers.

Il y aurait un peu plus de motifs de joindre des traductions aux diplomes Hollandais, vu que beaucoup d'allemands même, surtout dans le sud de l'Allemagne, ne lisent pas couramment le Hollandais; il semble que la qualité de ces documens, qui d'ailleurs ne seront pas en très grand nombre, devrait decider.

Ces observations suffiront pour faire voir que je ne méconnais pas les difficultés et les écueils que présente un nouveau supplément à un ouvrage, si justement apprecié que l'est le Corps diplomatique. Aussi, loin de vouloir m'engager à l'offrir au public, je sens que ce que depuis plusieurs années j'ai pu rassembler en bonnes copies de diplomes qui devraient y entrer, ne suffit pas à beaucoup près encore pour former un ouvrage digne d'être mis à coté de celui de Mr. DU MONT; aussi je renoncerois de bon coeur à tout projet de ce genre, si je pouvais esperer de le voir réalisé par un autre, mieux seconde que moi par les circonstances. Mais je ne dissimule point que jugeant qu'un tel supplément serait à desirer, je ne cesserai pas de m'en occuper, sauf le droit de tout autre de me prevenir; le tems que malgré le secours de notre superbe bibliotheque j'ai du sacrifier à la recherche de diplomes, depuis que je m'occupe du droit des gens, me persuade de plus

en

en plus de l'utilité et de la commodité d'un tel supplément.

En attendant qu'il paroisse, j'offre ici au public une petite collection de traités du 18ème siècle, antérieurs à l'époque de la quelle commence mon recueil, et qui manquent dans tous les recueils généraux de traités qui me sont connus. Je n'ai pas donné tout ce que j'aurais pu donner, et ceux qui possedent mon *Guide diplomatique* n'auront point de peine à s'en convaincre; mais j'ai moins encore pu donner tout ce que j'aurais desiré; et je voudrais que ce petit recueil, plus propre à sonder le gout du public qu'à le satisfaire, fut considéré, plutôt comme un appendice à mon recueil qui a été accueilli avec bonté, que comme le commencement d'un supplément aux travaux de Mr. DU MONT et ROUSSET dont on aurait le droit d'attendre d'avantage. Je rendrai un compte plus détaillé des pieces que ces deux volumes renferment, à la tête du second volume, qui s'imprime actuellement.

A Gottingue ce 12 Fevr. 1802.

Recherches sur la vie et les écrits de JEAN DU MONT, Baron DE CARELSCROON, redacteur du Corps universel diplomatique du droit des gens.

Il est assés extraordinaire que la memoire d'un homme qui a rendu d'aussi utiles services au public que l'a fait le redacteur du Corps universel diplomatique, qui a occupé une charge honorable, et qui n'est mort qu'en 1727, se trouve tellement obscurcie, qu'après moins d'un siècle on a beaucoup de peine, je ne dirai pas de rassembler toutes les particularités de sa vie privée, mais de determiner seulement, quels sont les écrits qui lui appartiennent, et si à son époque il y a eu ou non encore un autre auteur politique du même nom de famille, avec le quel il doit partager l'honneur de leur redaction. Cependant, tel a été le sort de Mr. DU MONT, et quand j'ai desiré rassembler quelques particularités de la vie de cet auteur, très connu de son tems, je me suis vu entrainé dans des recherches, dont j'étais fort éloigné de prévoir l'étendue.

Ce qui fait naitre la difficulté, c'est la prodigieuse variation des auteurs dans l'allegation des ouvrages politiques attribués à DU MONT. Le Pere LE LONG, dans sa *bibliotheque historique* a) distingue deux différens DU MONT, auteurs politiques, FRANÇOIS DU MONT et JEAN DU MONT; et les redacteurs des tables de son ouvrage

a) Tant dans l'édition de 1719 que dans celle de 1772.

ouvrage en distinguent même quatre, le Sieur DU MONT, FRANÇOIS DU MONT, JEAN DU MONT et DU MONT Baron DE CARELSCROON, attribuant à chacun d'eux différens ouvrages; LENGLET DUFRESNOY dans sa *methode pour étudier l'histoire* distingue également deux différens auteurs, dont il appelle l'un FRANÇOIS DU MONT; les auteurs du Journal des Savans nomment un JAQUES DU MONT; MORERI dans son dictionaire historique combine les écrits de JEAN et FRANÇOIS sous le nom de JEAN DU MONT, français, mais en renvoyant à cet égard à LE LONG, qui cependant les distingue; enfin entre nombre d'autres auteurs *b*) les uns attribuent à FRANÇOIS DU MONT ce que les autres donnent à JEAN DU MONT, d'après qu'ils ont suivi ou l'une ou l'autre de ces sources, soit en tout, soit en partie.

J'avouerai qu'une autorité aussi respectable que l'est celle du Pere LE LONG, contemporain de DU MONT, m'a longtems fait croire à la distinction entre deux auteurs différens; elle me parut d'autant plus spécieuse, que pas tous les ouvrages attribués à ces deux auteurs sont d'un même genre, et que FRANÇOIS DU MONT est partout annoncé comme refugié français, tandisqu'il me semblait peu probable que JEAN DU MONT, qui a été historiographe de l'Empereur, eut été reformé.

Cepen-

b) Tel que les auteurs du *grand dictionaire universel* de Zedler; SAX dans son *onomasticon* etc. J'ai cru qu'il serait inutile de les alleguer ici en détail; on peut ouvrir au hazard les ouvrages litteraires et les ouvrages historiques pour se convaincre de la singulière variété d'allegations qui y regne sur ce point. Mais elle semble en grande partie deriver d'un petit nombre de sources differentes, comme il arrive fréquemment.

Cependant j'ai commencé à hesiter, quand je m'appercus que quelques ouvrages attribués par LE LONG et autres à FRANÇOIS DU MONT appartiennent évidemment à JEAN DU MONT, redacteur du Corps diplomatique, et quand je vis que celui-ci devait sa nomination comme historiographe à Vienne au comte PHILIPPE LOUIS DE SINZENDORF, un des hommes les plus éclairés de son tems, ami des protestans et des lettres, et jouissant à Vienne d'un credit sans bornes.

J'ai donc cru ne pouvoir mieux m'approcher de la vérité, qu'en rassemblant et comparant tous les écrits attribués à l'un ou l'autre de ces auteurs, et c'est en grande partie cet examen qui m'a persuadé qu'à cette époque il n'a point existé de FRANÇOIS DU MONT, auteur politique; que les voyages et les differens écrits politiques de la fin du 17eme et du commencement du 18eme siècle attribués soit à FRANÇOIS soit à JAQUES ou au Sieur DU MONT sont tous de la plume de JEAN DU MONT *c*), historiographe de l'Empereur, redacteur du Corps diplomatique et qui sur la fin de ses jours fut créé Baron DE CARELSCROON. Mais comme cette assertion générale serait insuffisante pour combattre des autorités aussi respectables et aussi nombreuses, et pour fonder sur elle la narration des principales circonstances de la vie de notre auteur, que je ne puis presque puiser que dans ses propres écrits, je tacherai de mettre la matière en son jour, en rangeant ici

c) Il est sans doute plus juste d'ecrire *du* MONT que DUMONT, et lui même il s'est toujours signé DU MONT; mais l'usage tolère une fois la variation à cet égard, et ce n'est pas de là que sont nées les erreurs.

Ici d'après l'ordre chronologique les differens ouvrages qui à cette époque ont paru sous le nom d'un Monsieur DU MONT, ou qui, bien qu'anonymes, sont attribués à un auteur de ce nom, en marquant sous chacun de ces écrits la diversité des citations, et mon opinion motivée. Ces écrits, que j'ai tous devant moi, sont les suivans.

1) *Nouveau voyage du Levant par le Sieur D. M.* à la Haye chez Etienne Foulque 1694 in 12. De cet ouvrage, (dont il doit avoir paru une traduction Hollandaise 1695 in 4to), l'auteur publia une seconde édition beaucoup amplifiée (quoique tronquée en d'autres parties) sous le titre:

Voyages de Mr. DU MONT en France en Italie en Allemagne, à Malthe et en Turquie. à la Haye chès Etienne Foulque et François l'Honoré. 1699. T. I – IV. in 12.

Les mêmes traduits en Hollandais sous le titre:

Reyzen van den Heer DU MONT door de grootste gedeeltens van Europa en Asia. te Utregt. 1699 in 4to.

Ni les deux éditions françaises ni la seconde traduction Hollandaise *d*) n'expriment le nom de bâteme. LE LONG et LENGLET DUFRESNOY attribuent cet ouvrage au Sieur DU MONT sans s'expliquer si c'est à FRANÇOIS ou à JEAN. MORERI l'attribue à JEAN, de même SAX dans son *Onomasticon*, P. V. p. 437, mais j'ai déja dit pourquoi sur ce point je ne me prévaudrai point de

d) A la tête de la traduction Hollandaise de 1699 on trouve une longue épitre en vers Hollandais à l'éloge de Mr. DU MONT et de son ouvrage; mais son nom de bâteme y manque.

de l'autorité de ces derniers. Cependant il a un autre moyen d'eclaircir le doute, en passant d'abord à l'ouvrage suivant

2) *Memoires politiques pour servir à la parfaite intelligence de l'histoire de la paix de Ryswick par Mr.* DU MONT. à la Haye chès François l'Honoré et Etienne Foulque. 1699. T. I – VI. in 12. dedié à D. *Quiros* ambassadeur d'Espagne *e*).

Cet ouvrage qui a paru à la même époque que la seconde édition du précédent est *du même auteur* que les voyages. C'est ce qu'une lettre de BAYLE à Mr. *** en date de Rotterdam du 4 Decembre 1698 *f*), met hors de doute: elle porte: *il paroit une seconde édition fort augmentée du voyage de Mr.* DU MONT. Ce *Monsieur* DU MONT *vient de publier aussi quelques traités politiques servans à l'intelligence de la paix de Ryswyk.* Ce temoin est, je crois, irrécusable.

Il ne s'agit donc que de savoir, si c'est à JEAN ou à FRANÇOIS DU MONT qu'on doit attribuer ces *mémoires politiques.* LE LONG et LENGLET DUFRESNOY l'attribuent expressément à FRANÇOIS DU MONT, MORERI, SAX etc. à JEAN DU MONT. BAYLE ne s'en est pas expliqué, mais ses libraires ont mis dans la table des matières, en renvoyant à la lettre sus-dite, MONT (FRANÇOIS DU).

Je ne balance point d'affirmer que ces memoires sont de JEAN DU MONT et que l'allegation

e) L'épitre est du 1 Octobre 1698 et il paroit que l'ouvrage a déja été publié vers la fin de cette année, quoique le titre porte l'année 1699.

f) *Oeuvres diverses de* BAYLE, édition de 1731. T. IV. p. 771. n. 221.

sation du nom FRANÇOIS est erronée; d'abord c'est une erreur manifeste de LE LONG et de LENGLET DUFRESNOY, d'avoir indiqué ce nom comme exprimé sur le titre, tandis qu'il l'est aussi peu sur le titre, qu'au bas de la dédicace, aussi peu dans les memoires de la paix de Ryswik, que dans les voyages; où partout on ne lit que le simple DU MONT. D'un autre côté en lisant la longue épître dedicatoire des memoires politiques à l'Ambassadeur d'Espagne, on y reconnait sans peine ce JEAN DU MONT qui a tiré tant de pièces de la Chancellerie de l'Ambassade Espagnole à la Haye, insérées dans la suite, tant dans son recueil de 1710, que dans le Corps diplomatique, et qui dans la préface à ces mêmes memoires annonce qu'il posséde déja 400 pièces, la plupart non encore imprimées, et qu'il destine un jour a en former un recueil, comme il l'a fait en partie dès 1710. Aussi en admettant que le nom FRANÇOIS, est supposé, tandis qu'il ne se trouve pas là où on l'annonce, il n'y aurait aucun motif de chercher pour ces memoires un autre auteur que JEAN DU MONT, comme leur redaction est une occupation si analogue à celle à la quelle cet auteur s'est principalement voué dans la suite; et puisque je ferai voir incessament que dans deux autres ouvrages le prétendu nom de FRANÇOIS est évidemment substitué au vrai nom de JEAN DU MONT, savoir dans le recueil de 1710 et dans les *soupirs de l'Europe*, ce n'est pas trop hazarder que d'admettre la même erreur, d'ailleurs aisée à expliquer g) touchant les memoi-

g) Je n'entreprendrai point de decider positivement d'ou ce nom François est venu, mais il y a plusieurs façons dont

memoires politiques. De plus, on doit observer, que LENGLET DUFRESNOY attribue ces memoires au même FRANÇOIS DU MONT duquel, en lui prétant aussi le nouveau recueil de 1710, il dit qu'il est mort à Vienne, où il avait été attiré par le comte DE SINZENDORF. C'est donc évidemment de notre JEAN DU MONT dont il veut parler, comme on le verra par la suite, et l'erreur ne touche que le nom de batême.

Toutefois, ne cherchant pas à séduire le lecteur, mais à démeler la verité, je dois lui presenter encore un doute qui m'a frappé; c'est que ces memoires ne sont pas une seule fois cités dans le Corps diplomatique, quoique le nombre des traités qu'ils renferment, depuis 1641 jusqu'en 1676, aurait pu y donner lieu; qu'ils sont aussi peu cités dans le recueil de 1710, et que la seule fois où je les trouve allegués dans les ouvrages posterieurs de Mr. DU MONT, c'est dans sa *modeste recherche sur les causes de la présente guerre,* où il les cite *h*): les *memoires pour servir à la paix de Ryswic*; on dirait que JEAN DU MONT a boudé FRANÇOIS puis qu'il ne le cite jamais, tandisque nombre d'auteurs aiment à être cités, surtout à s'alleguer eux mêmes. Cependant je crois que ce doute spécieux n'est pas sans replique, en considérant, que les memoires politiques ne renfer-

dont on peut se l'expliquer; soit par la similitude des lettres initiales lorsqu'elles sont écrites en français, soit par le double sens du mot françois même, qui a pu faire confondre le nom d'avec le pays de l'origine. Au reste on sait combien aisement des erreurs de ce genre commises pas un seul auteur se copient par d'autres. LE LONG lui même n'a pas pu prendre en main chaque livre qu'il cite, il a du souvent copier.

h) p. 6. note *c*.

renferment les traités que dans une traduction française, et qu'une partie d'entre eux ne s'y trouve que par extrait; il était peu naturel de citer ces derniers dans le Corps diplomatique; il pouvait paraitre peu essentiel d'y citer une traduction française, lorsqu'il y donnait les traités en langue originale; et quant à ceux qu'il avait d'une si bonne source que les Protocoles de l'ambassade d'Espagne, il aimait sans doute mieux alleguer celle-ci, que ses mémoires déja imprimés; ce même motif pouvait l'engager, en publiant son recueil 1710, à passer sous silence ces mémoires, imprimés il y a peu d'années, d'autant plus que ce recueil ne devoit renfermer principalement que des pièces qui n'avoient pas encore parues *i*); enfin en les citant une fois dans un autre écrit, il ne pouvoit pas les y appeller *mes* memoires, puisqu'il n'en avait été que le redacteur. Non obstant ce doute je ne balance donc pas d'affirmer, que le redacteur du Corps diplomatique est aussi celui des mémoires pour la paix de Ryswik, et par consequent auteur des voyages au Lévant. Je passe

3) à la *recherche modeste des causes de la presente guerre en ce qui concerne les Provinces-Unies. à la Haye chés Guillaume de Voys* 1703 in 12.; l'auteur ne s'est pas nommé sur le titre de cet écrit mais sa dedicace aux Etats Généraux est signée DU MONT. Cet ouvrage est cité par LE

i) L'auteur lui même favorise cette explication en disant dans la préface au recueil de 1710, qu'il ne citerait point les sources des pièces publiques qui ont paru depuis 8 ou dix ans chés tous les libraires, et se trouvent dans tous les Journaux historiques, puisqu'il *y auroit eu de l'affectation à citer l'un plutôt que l'autre.*

LE LONG une fois sous le titre: *memoires de FRANÇOIS DU MONT sur la guerre presente.* à la Haye 1703 in 12.; une autre-fois sous le titre *recherche modeste* etc. par Mr. DU MONT *k*). LENGLET DUFRESNOY *l*) le cite positivement comme de FRANÇOIS DU MONT. On peut faire sur cet écrit la même observation que sur les précédens, savoir que l'allegation du nom FRANÇOIS, comme exprimé sur le titre, est *indubitablement* une erreur, qui, chès LE LONG, n'est pas le fruit de recherches particulières, tandis qu'il cite une fois cet écrit sous le nom FRANÇOIS DU MONT, une autre sous celui de DU MONT; et si on se persuade, que les mémoires pour servir à la Paix de Ryswic sont de JEAN DU MONT, ou peut ajouter encore, qu'il est peu probable qu'à la même époque et presqu'à la même année il ait existé deux auteurs politiques du même nom à la Haye, tandisque les journaux politiques de ce pays ne citent toujours qu'un seul, sous le nom général de DU MONT. Cette derniere observation me disposerait déja d'attribuer également à JEAN DU MONT la part qu'un auteur de ce nom a eu

4) aux *lettres historiques* publiées à la Haye depuis 1692, et dont LENGLET DUFRESNOY attribue la redaction jusqu'à l'an 1710 à Mr. DU MONT *m*) sans exprimer un nom de baptême, si Mr. LAMBERTY ne levait tout doute en assu-

k) Dans le repertoire de LE LONG T. V. on range cet écrit sous DU MONT *Baron* DE CARELSCROON.

l) *Methode pour étudier l'histoire.* T. IV. p. 359. éd. in 4to.

m) *Methode pour étudier l'histoire.* T. III. p. 63. éd. in 4to. (Toutefois je crois qu'on doit excepter les premiers mois de l'année 1692, puisqu'alors il n'était pas encore à la Haye.)

assurant *n*) que les *lettres historiques* et les *soupirs de l'Europe* sont du même auteur; et on verra bientôt que ceux-ci sont de JEAN DU MONT.

Je viens à un ouvrage à l'égard duquel l'erreur de LE LONG et de LENGLET DUFRESNOY est manifeste.

5) *Nouveau recueil de traités d'alliance, de trêve, de paix, de garantie et de commerce etc. depuis la paix de Munster jusqu'à l'année 1709 recueillis et publiés par le Sieur J. DU MONT.* Amsterdam chès François l'honoré 1710. T. I. II. in 12.

LE LONG attribue expressément ce recueil à FRANÇOIS DU MONT *o*); de même LENGLET DUFRESNOY *p*). Cependant ici l'erreur est palpable, en considérant que sur le titre même on lit J. DU MONT *q*), et que notre auteur a cité plus de vingt fois ce recueil dans son Corps universal diplomatique sous le nom de *mon* petit recueil, ou *ma* petite collection *r*). Je n'ai donc pas besoin de recourir à un argument secondaire, savoir que ce recueil est dedié à Mr. le comte PHIL. LOUIS DE SINZENDORF, le grand

n) LAMBERTY *memoires* T. VII. p. 250.

o) *Bibl. historique*, T. III. n. 29194.

p) T. IV. p. 355. éd. in 4to.

q) Si l'on demande d'où vient que dans ce recueil l'auteur s'est nommé J. DU MONT et dans les précedens ouvrages simplement DU MONT, je crois pouvoir y repondre, que l'auteur étant français, était accoutumé à cette maniere qui malheureusement pour l'etude de la litterature était si usitée en France, de ne citer que le nom de famille, et qu'un plus long séjour en Hollande a pu lui faire sentir l'avantage de se distinguer de tant d'autres DU MONT qui après 1685 avaient été dispersés dans les pays étrangers.

r) v. p. e. T. VII. P. I. p. 96. n. 1; p. 151. n. *) etc.

protecteur de JEAN DU MONT. Je puis en dire autant

6) de l'écrit qui a pour titre: *Les soupirs de l'Europe à la vue du projet de paix contenu dans la harangue de la Reine de la Grande-Bretagne à son Parlement.* 1712 in 12. Cet écrit anonyme est aussi attribué expressément à FRANÇOIS DU MONT par Mr. LE LONG *s*). Cependant il est très avéré qu'il appartient à JEAN DU MONT, ainsi que la *pierre de touche t*) qui l'a suivi. Mr. ROUSSET, auteur contemporain et temoin irrécusable, dit nommément *u*) que *les soupirs de l'Europe sont de Mr. DU MONT Baron DE CARELSCROON historiographe de S. M. Imp. auteur du grand recueil des traités.* Je n'ai donc pas non plus besoin de recourir à un argument secondaire, savoir que cet écrit a été dressé sous la dictée du comte DE SINZENDORF *x*).

7) *Batailles gagnées par le Prince Eugène de Savoye depeintes et gravées par J. HUCHTENBURG avec des explications par J. DU MONT conseiller et historiographe de S. M. Imp. et Catholique.* à la Haye 1725 forme d'atlas *y*). Le titre indi-

s) *Bibl. historique*, T. III. n. 31129.

t) Aux *soupirs de l'Europe* on opposa une *reponse de Monsieur le Marquis* *** etc. à Cologne 1713. DU MONT repliqua sous le titre: *La pierre de touche de la lettre à Mr. le Marquis de* ***; ensuite parut *reponse de Mr. le Marquis* *** *à l'orfevre sur sa pierre de Touche* etc.

u) *Recueil des memoires.* T. II. p. 309.

x) LAMBERTY *memoires.* T. VII. p. 250.

y) Je n'ai pas devant moi cette première édition, mais il certain qu'elle a paru 1725, c'est par erreur que le *Journal de Trevoux* de 1726. P. L. p. 5. l'allegue sous 1720 et d'autres sous 1721. De cet ouvrage, que les estampes et les plans font estimer, il a paru une seconde édition que j'ai en mains; sous le titre: *histoire mili-*

indique suffisament son auteur, et personne n'attribue cet ouvrage à un FRANÇOIS DU MONT, mais, comme si notre auteur n'eut pu rien écrire qui ne lui fut disputé, les auteurs du Journal des Savans z). l'appellent JAQUES DU MONT; l'identité de la personne est manifeste et l'erreur s'explique par l'égalité des lettres initiales; il seraît inutile de s'y arrêter.

8) *La verité du fait, du droit et de l'intérêt de tout ce qui concerne le commerce des Indes établi aux Pais-Bas autrichiens par octroi de Sa Majesté Impériale* etc. Cette déduction anonyme pour la compagnie d'Ostende est expréssement attribuée par Mr. ROUSSET *a*) à Mr. DU MONT Baron DE CARELSCROON historiographe de la Cour Impériale, et cella là dumoins ne lui est disputée par personne, que je sache.

9) *Analyse du traité d'Hannovre* (1725). Cette analyse est aussi attribuée par Mr. ROUSSET au *Baron DE CARELSCROON mieux connu sous le nom de DU MONT historiographe de S. M. Imp. auteur des soupirs de l'Europe lors de la Paix d'Utrecht et auteur du grand recueil des traités b)*; il n'y a point de diversité d'opinion à cet égard; cet écrit n'est pas cité par LE LONG, ni par LENGLET DUFRESNOY.

10) *Le Corps universel diplomatique*, à l'égard duquel il n'y a aucun doute qu'il n'ait été

 prin-

militaire du Prince Eugène par Mr. DU MONT *Baron* DE CARELSCROON *historiographe de S. M. Imp.* augmenté d'un supplément par Mr. ROUSSET. à la Haye T. I. II. 1729. T. III. 1747, forme d'atlas.

z) Année 1726. p. 386.

a) *Recueil de memoires*, T. II. p. 83; cette déduction y est insérée T. III. p. 24.

b) ROUSSET *Recueil de memoires*. T. II. p. 309.

principalement *c*) redigé par notre auteur, dont les noms et les qualités se trouvent suffisament exprimés sur le titre *d*).

Je conclus donc par tout ce qui précede, que Mr. JEAN DU MONT Baron DE CARELCROON, Ecuyer, Conseiller et historiographe de S. M. Impériale et Catholique, indubitablement auteur du *Corps diplomatique*, de *l'analyse du traité d'Hannovre*, de *la verité du fait*, de *l'histoire des batailles du Prince EUGENE*, des *Soupirs de l'Europe*, du *recueil des traités de 1710*, d[illegible] *partie des lettres historiques*, l'est aussi d[illegible] *modeste recherche sur les causes de la guerre*, des *memoires politiques pour servir à l'intelligence de la paix de Ryswik* et par consequent aussi des *voyages en Italie et au Levant;* qu'il est tems de rayer le prétendu FRANÇOIS DU MONT de la liste des auteurs politiques, et qu'on doit retablir notre JEAN DU MONT dans tous les droits que par ses differens ouvrages il s'est acquis au souvenir et à la reconnoissance de la posterité. C'est en partant de cette démonstration que je tacherai de donner actuellement quelques circonstances de sa vie, puisées en grande partie dans ses propres écrits.

JEAN

c) Je dis *principalement*, car on a vu par ce qui est dit plus haut, que les libraires Hollandais se sont aussi mêlés de la redaction, et n'ont pas, je crois, rendu l'ouvrage meilleur.

d) Outre les ouvrages dont j'ai fait mention, je trouve encore cité dans LE LONG comme un ouvrage de Mr. DU MONT: *histoire du droit de barrière des Provinces-Unies*, qui serait aussi ajoutée à une édition des *memoires de la Torre*, imprimée à Londres 1749. T. I. II. in 8vo. Je n'ai point vu cette dernière édition, et je ne connois point cette histoire du droit de barrière; je suis fort tenté de croire que sous ce titre on a entendu la *recherche modeste* de 1703 qui renferme l'histoire du droit de barrière.

JEAN DU MONT nacquit en France 1666 *e*). Il entra au service militaire *f*) et suivit les armées du Roi dans le Palatinat et dans la Suabe 1689. Mais aiant parlé un peu trop librement contre les horreurs que les Français commirent alors dans le Palatinat, et trop vanté la conduite de Guillaume III. leur ennemi, il fut soupçonné d'être l'espion de celui-ci, arrêté par ordre du comte DE MARSIN commandant de la Brigade, et conduit prisonnier à Strasbourg

e) Le *Baron* DE OMPTEDA *Litteratur des Völkerrechts.* T. II. p. 437. fixe cette année de sa naissance, mais il n'a point cité son autorité; je n'en ai aussi d'autre que la sienne. Ses *voyages* prouvent qu'il était français, mais je cherche envain le lieu de sa naissance, et je crois qu'il serait difficile de retablir sa généalogie, vu qu'il y a eu tant de familles de ce nom dans differens pays. Il y a une famille DU MONT de très ancienne noblesse dans le pays des Grisons, de la quelle LEU dans son dictionnaire de la Suisse (art. MONT) donne une ample généalogie depuis le 15eme siècle; mais ce n'est pas d'elle que descend notre auteur. Il y a eu des DU MONT à Genève dont une branche s'est éteinte à la fin du 17eme siècle, l'autre a passée en Allemagne; mais rien ne m'autorise à le faire descendre de celle-ci. Il y a eu des DU MONT en France, entre les quels on distingue ce NICOLAS DU MONT DE SAUMUR auquel on attribue le *discours sommaire du regne de Charles IX.* Paris 1574. 8. mais est ce de lui que descend notre auteur? je l'ignore. Après la revocation de l'édit de Nantes plusieurs DU MONT français ont passé dans les pays étrangers, tel que notre auteur en Hollande, et plusieurs autres en Allemagne qui se sont établi à Bronswic, à Mayence etc. D'autres sont ou restés ou rentrés en France, tel que MR. DU MONT, contemporain du notre, connu par ses *memoires sur la Louisiane;* tel que Mr. DU MONT avocat au Parlement etc. qui a remporté deux fois (1775 et 1776) des prix proposés par l'academie des inscriptions et belles lettres (v. Mémoires de l'acad. T. 40. p. 3. T. 42. p. 2.) et qui d'après Mr. BOUCHAUD (*théorie des traités de commerce* p. 35.) a composé une dissertation manuscrite sur *l'origine de la Hanse teutonique* etc.

f) Par la dédicace de ses voyages 1694 il *semble* qu'il avait le grade de capitaine.

bourg *g*). Là en ouvrant ses coffres on y trouva un livre de pseaume qui decouvrit qu'il *avait été h*) Huguenot. Cependant il fut remis en liberté après 15 jours, mais cette prison *le degouta du service de France et il resolut tout de bon d'aller croitre le nombre des refugiés i*); et ne voyant jour d'obtenir un passeport pour Genêve, il passa en Italie et s'embarqua le 26 May 1690 de Malthe pour la Turquie. Il semble toutefois qu'il n'a pas deserté, mais obtenu un congé limité; dumoins se presenta-t-il à Constantinople à l'Ambassadeur de France Baron DE CHATEAU-NEUF duquel il fut bien reçu *k*). De-là il se rendit à Smyrne où il se mit sous la protection, non du Consul de France, mais de Mr. HOCHEPIED Consul d'Hollande, auquel il communiqua son *dessein l*) et qui le reçut et le logea chès lui. Après quelque séjour à Smirne il passa à Venise, d'où sa derniere lettre est datée d'Avril ou May 1692 *m*). Enfin après avoir traversé l'Allemagne il arriva à la Haye environ au mois d'Août 1692.

C'est

g) Toute cette anecdote de son arrestation se trouve dans la première édition de ses voyages p. 21; elle est supprimée dans la seconde de 1699, comme bien d'autres choses.

h) DU MONT dit expressement qu'on vit qu'il *avoit été* Huguenot. Sans doute qu'il l'étoit encore, mais qu'il se faisait passer publiquement pour catholique. L'a-t-on pris pour tel dans la suite à Vienne? je l'ignore.

i) Ce sont ses propres paroles; voyage éd. de 1694. p. 23.

k) Voyage éd. de 1694. p. 164. de 1699. T. II. p. 64.

l) Voyages 1694. p. 271.

m) Dans l'édition de 1694 de ses voyages elle est datée du mois de May, dans celle de 1699 elle est datée du mois d'Avril 1692, et sa lettre de la Haye où il marque son arrivée, du -- Août 1692. Ces dates, peu exactes, approchent dumoins probablement de la verité.

C'est là qu'il publia 1694 ses voyages en forme de lettres (voyès n. 1.) en un volume, et les dédia à Mr. G. DE SCHUYLENBURG *conseiller et greffier du conseil de S. M. Britannique.*

Depuis il se jetta dans l'étude de l'histoire et de la politique *n*), et cultivant les membres du Corps diplomatique à la Haye, il semble s'être particuliérement attaché à Mr. BOSE ministre de l'Electeur de Saxe, Roi de Pologne, pour le congrès de Ryswik, et à D. QUIROS ambassadeur d'Espagne pour le même congrès.

Peu après la signature de la paix de Ryswik il publia 1698 une nouvelle édition de ses voyages fort amplifiée *o*) en IV Volumes in 12. (voyés n. 1), dediée à Mr. BOSE; et dans la même années, parurent ses memoires politiques pour servir à l'intelligence de la paix de Ryswik (n. 3) dedjés à D. QUIROS. On sait que ces memoires n'embrassent encore que les années 1641 jusqu'en 1676 pour servir d'introduction aux affaires qui ont amené la paix de Ryswik. L'auteur promit la continuation de l'ouvrage, mais j'ignore ce qui l'a detourné de l'accomplissement de sa promesse; ce n'est pourtant que 8 ans après que MOETIENS, qui déja alors avait publié les actes et memoires de la paix de Nimegue, publia aussi 1707 ceux de la paix de Ryswik; il aurait donc eu le tems pour ne

n) Préface aux memoires politiques pour l'intelligence de la paix de Ryswik.

o) La première édition de 1694 est charmante, mais celle de 1698 est farcie d'une multitude de choses, vraies ou fausses, puisées dans d'autres ouvrages que probablement il avoit lus depuis; ce qui a fait douter plusieurs personnes s'il avait été jamais au Levant, quoique ce doute soit sans fondement; voyés LUEDEKE *Beschreibung des Türkischen Reichs.* T. II. p. 160.

pas se laisser prévenir. La mort de Charles II. et la guerre peu après survenue des Provinces Unies contre l'Espagne, en privant Mr. DU MONT des relations avec l'Ambassadeur Espagnol, lui offrit l'occasion d'exercer sa plume en faveur des Provinces-Unies contre l'Espagne et la France. C'est ce qu'il fit avec beaucoup de succès dans sa *modeste recherche sur les causes de la presente guerre* 1703 (n. 3.) qui est peut-être un de ses meilleurs écrits. Il le dédia aux *Etats-Généraux*, desquels il semble qu'à cette époque il avait une pension *p*).

Peu d'années après, le comte PHIL. LOUIS DE SINZENDORFF fut envoyé 1706 en Hollande comme Ambassadeur de l'Empereur, et quoique je ne saurais déterminer si c'est à cette première mission, ou à la seconde de 1709 pour le congrès de Gertruydenburg que Mr. DU MONT est entré en relations avec cet Ambassadeur, au quel il a eu tant d'obligations dans la suite *q*), il est probable que c'est dès 1706;

p) Dans son épitre dédicatoire il leur dit: Chacun doit contribuer — au bien commun. C'est l'obligation indispensable de tous les Sujets de l'Etat, et particulièrement de ceux qui n'étant pas nez tels, ne le sont devenus que par grace. Je suis de ce nombre, Messeigneurs, et votre bonté pour moi a été si grande que Vous avès bien voulu joindre en ma faveur *la liberalité à la Protection; en sorte qu'il ne se passe jour de ma vie que je n'en ressente les effects.*

q) Comme ce ministre a eu une influence marquée sur le sort de notre auteur, j'insererai ici le suivant abrégé de la vie de cet illustre negociateur, puisé en grande partie dans le grand dictionaire universel, T. XXXVII. art. SINZENDORFF; PHILIPPE LOUIS *Comte* DE SINZENDORFF n'acquit le 26 Décembre 1671. D'abord destiné à l'eglise, il embrassa 1687 l'état militaire à la mort de son frère, et servit avec distinction dans plusieurs campagnes en Italie et dans les Pays-Bas; il fut nommé ensuite chambellan de l'Empereur Leopold qui dès l'année

1706; l'épitre par la quelle il fait hommage au comte DE SINZENDORFF de son petit recueil de

l'année 1694 l'employa à une mission près l'Electeur de Bavière, alors gouverneur des Pays-Bas espagnols. Il fut nommé Conseiller aulique 1695. Après la paix de Ryswik l'Empereur l'envoya 1699 en qualité d'Ambassadeur à Paris; la rupture survenue 1701 le fit rappeller. Depuis il suivit 1702 Joseph Roi des Romains pour assister au siège de Landau. Après la prise de cette place il fut envoyé comme commissaire à Liège pour y organiser un nouveau gouvernement, à la place de celui du Prince evèque, archevèque de Cologne, mis au ban de l'empire; de là il se rendit à Limbourg où il reçut l'hommage au nom de Charles III. Roi d'Espagne. Aiant suivi de nouveau le Roi des Romains 1704 au camp près de Landau, il signa le 7 Nov. le traité d'évacuation de la Bavière avec les deputés de l'electrice. Après son retour à Vienne le nouvel Empereur Joseph succédant 1705 à Leopold le confirma dans sa dignité de Conseiller privé, et le nomma Grand Chancelier de la Cour, et peu après protecteur de l'Academie Imperiale des arts et des sciences. Il fut envoyé pour la première fois en Hollande 1706 pour presser les puissances maritimes de continuer la guerre, en dépit des propositions de la France; et aiant reussi dans le but de sa mission il revint peu après à Vienne. Envoié une seconde fois en Hollande 1709, quand la France avait de nouveau sollicité la paix, il y signa conjointement avec le Prince Eugène les préliminaires du 8 May, resta à Gertruydenburg durant le congrès qui y fut assemblé, y termina avec les Puissances du Nord l'affaire de la neutralité et retourna en May 1710 à Vienne, où l'Empereur le recompensa amplement de ses services par deux seigneuries. C'est encore vers la fin de la même année qu'il fut envoyé une troisième fois à la Haye pour raffermir les sentimens des Puissances maritimes. Après la mort de l'Empereur Joseph il fut rappellé 1711 et après un séjour abrégé à la diète d'election de Francfort, il revint à Vienne, d'où l'Imperatrice Eleonore alors régente des états autrichiens l'envoya à Milan pour assister Charles VI. de ses conseils, qu'il accompagna peu après à Francfort, lors du couronnement. De là le nouvel l'Empereur l'envoya comme son plénipotentiaire en Hollande 1712 pour assister en son nom et comme premier Ambassadeur Imperial au Congrès d'Utrecht. De retour à Vienne 1713 il travailla constament dans le Cabinet comme Ministre intime des Conferences, et eut une part distinguée aux affaires les plus importantes, tant internes qu'étrangères. Il fut

nommé

de traités publié 1710, semble annoncer de plus anciennes relations; mais probablement elles sont devenues plus intimes pendant la mission de ce même Ambassadeur pour le congrès d'Utrecht 1712; au moins c'est sous la dictée de ce ministre qu'il écrivit alors les *soupirs de l'Europe sur le projet de paix*, et les autres brochures qui ont suivi ce livret.

C'est probablement du congrès de Gertruydenburg et d'Utrecht que Mr. DU MONT parle en disant, dans la préface au Corps diplomatique, que ses occupations ordinaires lui ont donné quelque part en plusieurs grandes négociations; mais j'ignore quelle est cette part qu'il a pu y avoir sous main, et ce point n'est guere susceptible à être éclairci.

La cour de Vienne ayant le projet de faire écrire une histoire de la guerre de succession d'Espagne, ou particulièrement des campagnes du Prince EUGENE, le comte DE SINZENDORFF jetta

nommé 1721 directeur de la nouvelle compagnie de commerce d'Orient à Vienne, concourut à la signature des traités de Vienne de 1725 avec le Duc de Ripperda, de même 1726 à celle de l'accession de l'Autriche au traité de 1724 entre la Suède et la Russie, et de l'Alliance du 6 Août avec la Russie. Il fut envoyé 1728 comme premier plénipotentiaire de l'Empereur au Congrès de Soisson, d'où il retourna au mois de Nov. 1729. Depuis il fut membre de la commission établié 1734 pour examiner les griefs des protestans en Hongrie, negocia et signa 1735 avec M. de la Baune les préliminaires de la paix de Vienne, la convention d'exécution de 1736 avec M. du Theil, conseilla la signature de la paix de Belgrade peu avant la mort de l'Empereur Charles VI, et mourut à Vienne le 8 Fevrier 1742, après avoir glorieusement servi quatre chefs differens de la maison d'Autriche, Leopold, Joseph I. Charles VI. et Marie Therese. Ce n'est pas le seul point de vue sous le quel on peut le comparer a son successeur dont il semble avoir eu tous les talens, sans en partager les singularités.

jetta les yeux sur Mr. DU MONT, qu'il crut mieux que tout autre en état de remplir cette tache, et c'est là ce qui est devenu le plus proche motif de l'attirer à Vienne, en lui donnant le titre de Conseiller et d'historiographe de S. M. Impériale. J'ignore en quelle année il a passé dans cette qualité à Vienne, mais il est probable qu'il y était déja, lors qu'environ 1716 il commença à s'occuper de la redaction du Corps diplomatique, dont il dit dans la préface qu'il presenta d'abord le plan au comte L. SINZENDORFF, sous les ordres duquel il était rangé, et à l'approbation et à la protection duquel il avoue être redevable de tant de pièces qui sont entrées dans ce recueil.

Ce travail ne lui fit pas oublier son devoir principal d'écrire l'histoire des campagnes du Prince EUGÈNE, et il est probable que le grand nombre des gravures qui furent faites en Hollande pour cet ouvrage est la cause de ce qu'il n'a paru qu'en 1725 (n. 7). Si les français ont reproché à Mr. DU MONT d'avoir attribué au Prince EUGENE la victoire dans deux batailles en Italie savoir de *Luzzara* et de *Cassano* dont l'honneur serait dû au Duc de VENDOME, Sa Majesté Impériale semble avoir temoigné sa satisfaction à l'auteur, en le créant en la même année Baron DE CARELSCROON; je n'oserais cependant décider s'il était redevable de cette recompense plutôt à ces explications historiques, qu'aux deux écrits qu'il redigea la même année, l'un sur la fameuse compagnie d'Ostende qui a exercé tant de plumes r), et dont il tacha de prouver la légitimé dans sa déduction *la verité du fait* etc. (n. 8), l'autre, l'analyse du traité

r) v. OMPTEDA *Litteratur des Völkerrechts*, p. 600.

traité d'Hannovre (n. 9). Ce dernier écrit qui a fait beaucoup de sensation, quoiqu'il ait été victorieusement refuté *s*), semble avoir été un de ses derniers ouvrages. Il eut très-probablement encore la satisfaction de voir paraitre les 4 prémiers volumes de son Corps universel diplomatique *t*), quand peu après il fut attaqué d'une maladie de la quelle il previt qu'elle le mettrait au tombeau *u*). Il mourut le 13 May 1727 *x*), agé de 61 ans. J'ignore s'il a été marié et s'il a laissé des enfans; je doute qu'il ait laissé un fils, ne trouvant après lui aucun Baron DE CARELSCROON de création Impériale. — Je laisse à d'autres le soin d'écrire la vie de son continuateur Mr. ROUSSET.

s) Sous le titre: *Remarques sur l'analyse* du traité d'Hannovre; cette reponse est de JEAN GODEFROI DE MEYERN redacteur de la grande Collection des actes de la paix de Westphalie. Ces deux pièces et plusieurs autres sur le même objet sont inserées dans ROUSSET *recueil des memoires.* T. II. p. 501 - 410.

t) MORERI dit qu'il mourut pendant l'impression des 4 premiers volumes; mais ceux-ci étant tous datés de 1726 et distribués au moins dans les premiers mois de l'année 1727 (*Memoires de Trevoux* 1727 Fevr. p. 372.) il est tout à croire qu'il a eu encore la satisfaction de les voir; du moins doit il avoir vu le 1 et 4eme Volume qui semblent avoir été imprimés un peu avant le 2 et 3eme comme sur le titre du T. I. P. I. et du T. IV. P. I. où lit encore simplement Mr. J. DU MONT ecuyer Conseiller et historiographe, tandisque sur le T. I. P. II. sur les T. II et III. sur T. IV. P. II. ainsi que sur les suivans il est qualifié Baron DE CARELSCROON. La parsimonie Hollandaise ne permit point de cartonner ces feuilles.

u) v. plus haut, p. XXII.

x) *Coburger Zeitungs-Extracte* 1727. May p. 109.

I.

Traité d'alliance entre S. M. Très-Chrétienne et l'Electeur de Cologne, ſigné à Bruxelles le 13 Fevr. 1701; et acte d'acceſſion de S. M. Catholique en date de Buen-Retiro le 7 Avril 1701.

1701 13 Fevr. et 7 Avr.

(*Coleccion de los Tratados de paz &c. ajuſtados por la corona de Eſpanna con las potencias eſtrangeras.* T. I. Madrid 1796. Fol. p. 3, en Fr. et Eſpagnol.)

Acceſſion de S. M. Catholique.

DON FELIPE Quinto, por la gracia de Dios, Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoba, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierra-Firme del Mar Oceano; Archiduque de Auſtria; Duque de Borgoña, de Brabante, y de Milan; Conde de Abspurg, de Flandes, Tirol, y Barcelona; Señor de Vizcaya, y de Molina &c. A todos los que la preſente vieren hacemos notorio: que, habiendonos comunicado el Sereniſimo y muy Poderoſo Principe Luis XIV. por la gracia de Dios, Rey Chriſtianiſimo de Francia &c. nueſtro hermano, muy honrado ſeñor y abuelo, el Tratado que ha tenido por bien concluir en 13 del mes de Febrero proximo paſado con nueſtro muy caro y muy amado tio el Principe Joſeph Clemente de Baviera, Arzobispo de Colonia, Principe y Elector del Sacro Imperio &c. y ſiendo el principal objeto de eſte Tratado mantener la quietud de la chriſtiandad, en la forma que ha eſtado reſtablecida por los ultimos Tratados de Paz concluidos en Ryswik, y de procurar aſegurar al mismo tiempo la tranquilidad particular, y la conſervacion de nueſtras Provincias de Flandes, y de los Payſes-Baxos,

1701 Baxos, ſegun parece por el contenido de los Articulos, cuyo tenor es como ſe figue:

Ratification de Sa M. T. Chrétienne. *Louis par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, ſalut. L'attention que nous donnons à prévenir les entrepriſes contraires au repôs des Etats du très haut, très excellent, et très puiſſant Prince Philippe Cinquième, par la grace de Dieu, Roi des Eſpagnes, nôtre très cher et très amé petit-fils, et le déſir que nous avons de maintenir en même tems la tranquilité générale de l'Europe, nous obligeant également de faire les alliances, que nous jugeons néceſſaires pour cet effet, avec les Princes bien intentionnés pour la conſervation de la paix; nous avons eſtimé qu'un des Princes de l'Empire le plus capable d'y contribuer par la conſidération et par l'autorité que ſon rang et ſa naiſſance lui doivent donner dans les délibérations de l'Empire, étoit nôtre très cher et très amé frère l'Archevêque de Cologne, Prince et Electeur du dit Empire. Et comme ſa qualité d'oncle de nôtre très cher et très amé petit-fils le Roi Catholique l'a confirmé dans la diſpoſition où il étoit de traiter avec Nous, connoiſſant toute l'utilité de nôtre alliance, pour le bien et l'avantage de ſes égliſes, le Traité a été conclu aux conditions ſuivantes.*

Traité. Le Roi ayant fait connoître, en acceptant le teſtament du feu Roi d'Eſpagne, le véritable et ſincère déſir que Sa Majeſté Très-Chrétienne a de maintenir la paix générale rétablie par les Traités de Ryswik, et Sa Majeſté s'étant déclarée en même tems de ne prétendre rien contre les intérêts de l'Empire, et marquant d'ailleurs en toutes occaſions l'attention qu'elle donne à la conſervation d'une parfaite intelligence avec les Electeurs, Princes, et Etats de l'Empire; l'Electeur de Cologne, perſuadé des ſentimens du Roi, et connoiſſant combien l'amitié et la protection de Sa Majeſté peuvent mettre les Etats et les ſujets de S. A. E. à couvert de toutes inſultes et domages que le renouvellement de la guerre dans la chrétienté leur pourroit attirer, S. A. E. a jugé qu'elle ne pouvoit les en garantir qu'en entrant dans une alliance étroite avec Sa Majeſté. Et comme de ſa part elle a pour ſa dite A. E. et ſes égliſes de Cologne et de Liège une eſtime et une affection particulière, elle a bien voulu donner ſon pleinpouvoir au Sieur de Puyſegur, Lieutenant Colonel de ſon régiment d'infanterie, et

et Brigadier de ſes armées, et l'Electeur de Cologne, 1701
ayant auſſi donné le ſien au Sieur Jean Frédéric Karg, Baron de Bebembourg ſon Miniſtre d'Etat et Grand-Chancelier, les dits Commiſſaires ſont convenus des Articles ſuivans.

ART. I.

Paix avec l'Empire.

Sa Majeſté déclare: qu'elle veut obſerver ponctuellement la paix avec l'Empire, telle que les Traités de Weſtphalie, de Nimegue, et de Ryswik l'ont établie, à l'exception de ce qui peut regarder les dépendances de l'Evêché et Principauté de Liège.

ART. II.

Conduite de l'Electeur à la diète.

Comme l'Electeur de Cologne prend une entiere confiance aux ſincères intentions de Sa Majeſté; il promet, et s'engage de concourir à la diète de l'Empire de toutes les voix qu'il a dans le Collège Electoral, et dans celui des Princes, au maintien et à l'obſervation des conditions ſtipulées par les Traités de Weſtphalie, et de Nimegue, et principalement par celui de Ryswik, ſous les réſerves qui regardent les droits de l'Evêché et Principauté de Liège, et de ne jamais permettre, autant qu'il dépendra de lui, qu'il ſoit pris de la part des trois Collèges de l'Empire une réſolution unanime tendante à une guerre contre la France directement, ou indirectement.

ART. III.

Alliances étrangères.

S. A. E. promet de n'entrer dans aucune liaiſon ou alliance, que ce puiſſe être, capable d'alterer ou d'affoiblir la préſente, Sa Majeſté s'engageant auſſi de ne rien ſtipuler, dans les alliances qu'elle pourroit faire avec quelque autre Prince ou Puiſſance que ce ſoit, directement ou indirectement contraire tant aux pretentions et droits juſtes et légitimes de S. A. E. que de ſes Etats et Egliſes, ou leur cauſer aucun domage.

ART. IV.

Paſſage de troupes etc.

Sa dite A. E. ne permettra qu'aucune Prince ou Puiſſance prenne ni quartiers, ni paſſages, ni contributions, ni faſſe faire de levées dans ſes Etats de Liège, et de Cologne; et s'oppoſera de toutes ſes forces à ceux qui voudroient l'entreprendre malgré elle.

1701

ART. V.

Secours de la France. En ce cas Sa Majeſté promet et s'engage d'aſſiſter S. A. E. auſſitôt qu'elle en ſera requiſe, ſi quelque Puiſſance, au préjudice des conſtitutions de l'Empire, et du contenu au préſent Traité, vouloit prendre des quartiers dans les Etats du dit Electeur.

ART. VI.

Garantie Si le dit Electeur, en haine de la préſente alliance, perdoit quelque place, terre, ou ſeigneurie, ou ſouffroit quelques autres dommages dans les païs de Cologne et de Liège, ou ailleurs; S. M. s'engage à faire réparer cette perte, et à ne point faire de paix avec ceux qui ſe ſeroient emparés des dites places, terres, et ſeigneuries, qu'ils ne les ayent entierement reſtituées et dedommagées.

ART. VII.

Acceſſion de l'Eſpagne. Le Roi Catholique ſera invité d'entrer dans le préſent Traité d'alliance; et comme il promettra la garantie des Etats de l'Electeur de Cologne, Sadite A. E. promettra de ſa part de garantir de toutes ſes forces les Etats de Sa Majeſté Catholique.

ART. VIII.

Durée de l'Alliance Cette alliance durera pendant l'eſpace de dix années: elle pourra être continuée après l'expiration de ce terme, et les ratifications ſeront échangées trois ſemaines après la ſignature, ou plutôt ſi faire ſe peut. Et à fin qu'il ne puiſſe porter préjudice à aucune des parties, il a été encore nommément convenu entr' elles qu'il ſera tenu dans le dernier ſecrèt.

Fait à Bruxelles le 13 Fevrier 1701.

CHASTENET DE PUYSEGUR.

Baron KARG DE BEBEMBOURG.

Confirmation la ratification de S. M. Cathol. *Comme le principal objet de ce Traité eſt la conſervation des Etats du Roi Catholique nôtre très cher et très amé petit-fils, nous l'avons requis et invité d'y entrer: et pour contribuer de ſon côté à la fin que Nous nous propoſons, il a agrée, aprouvé, et ratifié le dit Traité en tous et en chacun des articles qui y ſont contenus; eſt entré*

entré dans les engagemens qui y ſont pris, et s'eſt rendu garant de ſon entière exécution, s'obligeant envers Nous et nôtre dit frère l'Electeur de Cologne à toutes les conditions, garanties, et obligations qui y ſont portées, ſans aucune réſerve ni exception, et pour cet effet il nous a paſſé un acte et déclaration en bonne et dûe forme. 1701

Ainſi, ayant pour agréable l'Acceſſion de nôtre très cher et très amé petit-fils le Roi Catholique des Eſpagnes au dit Traité ci-deſſus inſeré, nous l'avons admis et aſſocié, comme par ces préſentes ſignées de nôtre main nous l'admettons et aſſocions, au dit Traité, nous obligeant envers lui à l'entière et inviolable exécution de toutes les obligations, garanties, et aſſiſtances mutuelles qui y ſont contenues, ſans aucune réſerve ni exception, de la même manière et avec la même force que ſi elles étoient ici de nouveau ſtipulées et contractées par Nous et par nôtre dit frère l'Electeur de Cologne: promettant en foi et parole de Roi de ne rien faire qui y ſoit contraire directement ni indirectement. En témoin de quoi nous avons fait mettre à ces préſentes nôtre ſceel ſecrét.

Donné à Verſailles le 21 Mars l'an de grace 1701, et de nôtre regne le 58.

LOUIS.

Par le Roi

(L. S.) COLBERT.

Continuation de l'acte d'acceſſion de S. M. Cathol.

No ſolamente hemos aprobado y loado todas las condiciones contenidas en eſtos articulos; pero, conſiderando ademas eſte Tratado como una ſerie continuada del cuidado con que dicho Sereniſſimo Rey, nueſtro hermano, muy honrado ſeñor y abuelo, ſe aplica a la conſervacion y tranquilidad de los Eſtados que Dios ha ſido ſervido confiarnos, tambien queremos dar mueſtras del vivo reconocimiento que tenemos a eſte mismo cuidado, [illegible] deſde luego en todos los empeños en que el dicho Sereniſimo Rey Chriſtianiſſimo ha entrado, por la manutencion de la paz general, y por nueſtras ventajas particulares: para cuyo efecto, deſpues de haber ya dado las ordenes a nueſtros Miniſtros en todas las Cortes extrangeras de firmar en nueſtro nombre los Tratados que los

1701 Miniſtros del Rey de Francia, nueſtro muy honrado ſeñor y abuelo, tubieſen orden ſuya de concluir, declaramos que hemos loado, aprobado, y ratificado en todos y cado uno de ſus articulos el dicho Tratado concluido en 13de Febrero proximo paſado con nueſtro muy caro y muy amado tio el Elector de Colonia, le loamos, aprobamos, y ratificamos por la preſente, y entramos en todos los empeños en el contenidos, obligandonos por eſta al dicho Sereniſimo Rey Chriſtianiſimo, nueſtro muy honrado ſeñor y abuelo, à la entera e inviolable execucion de todas las condiciones, garantias, obligaciones, y mutuas aſſiſtencias, en la miſma forma que eſtan eſtipuladas por el preſente Tratado, ſin ninguna reſerva ni excepcion, del mismo modo y con la misma fuerza como ſi las hubieſemos nuevamenre eſtipulado y contraido con el dicho Sereniſimo Rey nueſtro muy honrado ſeñor y abuelo, y con nueſtro muy caro y muy amado tio el Elector de Colonia: prometiendo, en fe y palabra de Rey, no hacer jamas coſa en contrario directa ni indirectamente de qualquier modo que ſea, prometiendo el Sereniſimo Rey de Francia &c. de ſu parte admitirnos y aſociarnos al dicho Tratado, y obligarſe reciprocamente a Nos tocante a ſu entera e inviolable execucion, y de todas las condiciones, garantias, y obligaciones en el contenidas, de que otorgara un acto y declaracion en buena y debida forma. En fé de lo qual mandamos deſpachar la preſente, firmada de nueſtra mano, ſellada con el ſello ſecreto, y refrendada de nueſtro infraſcrito Secretario de Eſtado.

Dada en Buen-Retiro a 7de Abril de 1701.

Yo El Rey.

(L. S.) D. Joseph Perez de la Puente.

II.

Traité d'alliance mutuelle entre Leurs Majestés Catholique et Très-Chrétienne et le Duc de Mantoue; signé à Venise le 24 Fevr. 1701, et ratifié par le Roi d'Espagne à Buen-Retiro le 13 Mars 1701. 1701 24 Fevr.

(*Coleccion de los Tratados.* T. I. p. 13. en Italien et Espagnol.)

Don Felipe, por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoba, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierra-Firme del Mar Oceano; Archiduque de Austria; Duque de Borgoña, de Brabante, y de Milan; Conde de Absburg, de Flandes, Tyrol, y Barcelona; Señor de Vizcaya, y de Molina &c. Por quanto, habiendose ajustado entre las dos Coronas de España y Francia y el Ilustrisimo Fernando Carlos, Duque de Mantua, mi muy caro y muy amado sobrino, un Tratado, en que, con motivo de la guerra que Alemanes amenazan en Italia, se obliga dicho Ilustrisimo Duque a admitir en las plazas de sus dominios tropas de ambas Coronas, con las condiciones y circunstancias que en el se expresan, el qual han firmado D. Juan Carlos de Bazan, mi Embaxador en Venezia, en mi nombre, el muy Reverendo en Christo Padre Cardenal de Estrées, mi muy caro y muy amado amigo, por el Rey mi señor y mi abuelo, en virtud de las ordenes con que se hallaban, y el Ilustrisimo Duque de Mantua por si mismo, cuyo tenor, a la letra, es como se sigue:

Sentito il grido degli apparechi d'arme, che fa S. M. Cesarea per calare in Italia, ed impadronirsi dello Stato di Milano che pretende esserle devoluto per la morte della

1701 Maeſtà del fu Re Cattolico Carlo Secondo, gli ſignori, d'Audiffret, Inviato ſtraordinario di S. M. Criſtianiſſima, e Queſtore, Don Iſidoro Caſado, Miniſtro della Maeſtà del Re Cattolico Filippo Quinto, in nome ed ordine de' Monarchi loro ſovrani, rappreſentarono al Sereniſſimo Signor Duca di Mantova, che eſſendo la medeſima città di Mantova per la ſua ſituazione una delle più importanti piazze d'aſſicurarſi per freno de' muovimenti dell' armi imperiali, le quali tendono a perturbare la pace d'Italia, in tutti li modi voluta dalle loro M. M. anche per la preſervazione delle ragioni del detto Re Cattolico Filippo Quinto, erede naturale, legittimo, e teſtamentario del fu Re Carlo Secondo, però le M. M. loro offerivano di preſidiarla e munirla in maniera, che foſſe in ſtato di ſicura difeſa, e ſi conſervaſe intieramente per S. A. Sereniſſima.

A tale propoſizione el Sereniſſimo Signor Duca di Mantova, premeſſo con tutta venerazione un divoto rendimento di grazie all' onore che gli facevano queſti due Re d'intereſſarſi nella difeſa della ſua dominante, riſpoſſe: che, ſenza ſmembrare di truppe de loro armate, avrebbe penſato al modo di guardarla da ſe, e non eccitare gelozie nell' animo della Maeſtà dell' Imperatore, come in fatti, poſta ſeria applicazione a tanta emergenza, per ritrovarſi egli ſproveduto di denaro, e i ſuoi Stati eſſauſti di forze, a cagione delle paſſate ultime guerre, e gravi contribuzioni, con participazione della Sereniſſima Repubblica di Venezia, invoco aiuti opportuni da N. Signore il Sommo Pontefice con riverentiſſima lettera figliale, affinche gli foſſe dato qualche ſuſſidio da potere, aſſieme colle proprie forze, aſſoldar gente, e fare tutte l'altre proviſioni biſognevoli.

Ma, ſperimentato inutile il ſuo ricorſo, per lo riſpetto d'avere già ſua Santità propoſta alla Maeſtà dell' Imperatore la ſua interpoſizione; meglio ſi rinvigorirono le iſtanze degli due Re ſopra l'accettazione in Mantova del loro preſidio, e vi ſi aggionſe calore ed impulſo, più forte che mai, dall' Eminentiſſimo Signore Cardinale d'Etrè ſopragionto in Venezia con credenziale del Re Criſtianiſſimo per ſua Altezza, a cui inſinuo la neceſſità preciſa ed indiſpenſabile di porre Mantova in buona difeſa, mentre ſi avevano notizie ben certe

che

che la Maeſta dell'Imperatore l'aveva ideata per ſua 1701
piazza d'arme.

Diſſe il Sereniſſimo di Mantova a ſua Eminenza: che gia aveva dati gli ordini anticipati per lo riparo delle fortificazioni di Mantova: che aveva ſpedito ufficiali in Monferrato per far leve di monferrini: che per il denaro aveva ordinata, e cominciato a riſcuotere, una impoſizione ſopra gli ſuoi ſudditi: e che per influire colla ſua preſenza vigore e ſollecitudine maggiore a tali proviſioni, voleva reſtituirſi a Mantova, come ben per tre volte ſi miſe in procinto: rivelandole per ultimo, che tuttavia fermamente ſperava di poterſi mantenere in una pacifica neutralita, mentre niente piu gli era ſtato ricercato dall' Eminentiſſimo Signore Cardinale di Lamberg in nome di S. M. Ceſarea.

Repplico ſua Eminenza: che non poteva baſtare una poca raccolta di milizie ineſperte a fronte d'un eſſercito poderoſo: che la propoſta neutralita era un ſonnifero per operare a ſuo tempo con maggior ſicurezza; e dopo molte altre inſinuazioni, conchiuſe che; o S. A. riſolveſſe con prontezza de ricevere in Mantova amichevolmente il preſidio e le difeſe che gli offerivano gli due Monarchi colla garantia di ſua Santita, ſtimata conveniente da S. A. nel qual caſo, in nome e di comandamento degli due Re le ſarebbono fatte condizioni vantaggioſe alle ſue convenienze, ed agli intereſſi de ſuoi ſudditi; o pure che non deliberando S. A. avrebbe ſua Eminenza portato il tutto alla notizia delle loro M. M. affinche ſi poteſſero prendere dalle medeſime quelle miſure che piu loro foſſero parute convenienti; ricercando da S. A. riſoluzione ſollecita, mentre l'Eminenza ſua per poco tempo voleva fermarſi in Venezia, ed aggiungendo che il tacere ed il non riſolvere ſarebbe ſtato interpretato per negativa d'accomodamento amichevole e neceſſario: quale ſenſi erano ſtati avanti, e furono dopo, accalorati dai detti Signori, d'Audifret, e Caſado, con dire che gli due Re, vedendo che per queſta ambiguita di S. A. Mantova ſarebbe caduta in mano degli Imperiali, ſi ſarebbono chiamati offeſi, apprendendola per diffidenza, e ſi ſarebbono appigliati agli mezi piu proprj per gli loro intereſſi, e per la pubblica quiete dell' Italia. In coſi anguſto ſtato di coſe, fatto da S. A.

1701 rifleſſo alla vicinanza ed al potere dell' arme di Francia e di Spagna, ch'erano gia introdotte in buona parte, e diſpoſte per introdurſi in aſſai maggior copia, in Italia; alla poco felice poſitura di Mantova, e di ſuoi Stati, che ancora gemono ſotto le piaghe e le rovine troppo recentemente patite; al vederſi deſtituta, non meno dall' implorato ſoccorſo, che dalla ſperanza d'averlo pronto ed efficace, benche non ſenza dolore di paſſare ad una riſoluzione, che forſe potrebbe alterare l'animo benigniſſimo dell' Imperatore, nulla di meno con queſta fiducia che S. M. Ceſarea ſia per reſtare perſuaſa che queſt' atto, prodotto da pura neceſſità, e dall' amore paterno che ha per i ſuoi ſudditi, non puo pregiudicare a quella incorrotta riverenza e conſtantiſſima devozione che le ſerva per la glorioſa attinenza del ſangue, per le dipendenze de ſuoi Stati, e per tanti altri titoli, ſiccome pure che le M. M. Criſtianiſſima e Cattolica non ſiano per imprimeſi alcun diſpiacere di tali ſue expreſſioni, ſe benignamente vorrano diſcendere a mirare gli efficaciſſimi motivi di S. A. non disgiunti da quello raſſegnatiſſimo oſſequio che profeſſa alle M. M. loro; ſi è indotta ad accettare le loro oblazioni, ma però cogli patti e condizioni umilmente propoſte da S. A. e non altrimente ne in altro modo, fra le quali ſua Eminenza il Sig. Cardinale d'Etrè, e l'Eccellentiſſimo Sign. D. Gio Carlo de Bazan Ambaſciatore di Spagna in Venezia, hanno avute buone, ed accordate le ſeguenti.

ART. I.

Entrée des troupes de LL. MM. Le truppe delle M. M. ſodette non potranno entrare di preſidio in Mantova, nè in Porto, ſe non quando l'eſercito di S. M. Ceſarea, o di ſuoi Alleati, ſarà in piena marchia per paſſare in Italia, e che tutte o la maggior parte del medeſimo eſſercito ſarà già nel Tirolo.

ART. II.

Leur nombre. Il numero delle truppe ſodette, che nel detto caſo, e non mai prima, entreranno in Mantova ed in Porto per difeſa, non potrà eſſere meno di quattro mille uomini, cioè, due mille franceſi, e due mille ſpagnuoli, tra cavalleria ed infanteria, da eſſere mantenuti a tutte ſpeſe degli due Rè; nè mai, fuori che in caſo, ed in tempo

tempo d'assedio formale, e quello durante solamente, come si dirà nel capitolo nono, potranno gli due Rè spingere nè fermare in Mantova o in Porto soldati in maggior numero di quattro mille, nè a titolo di quartiere d'inverno, nè sotto qual si voglia altro pretesto. 1701

ART. III.

Potrà S. A. Serenissima avere e tenere, così in Mantova che in Porto, oltre le guardie della sua corte e del suo corpo, quella quantità di presidio italiano e proprio, che meglio stimerà ella convenirsi, *Garnison du Duc.*

ART. IV.

Il Comandante, gli uffiziali, e soldati delle due Corone, che nel tempo sodetto entreranno in Mantova ed in Porto, giureranno à S. A. di difendere l'uno et l'altro à favore di S. A., d'ubbedire all' Alteza medesima, o in sua vece, alla Signora Duchesa; e d'uscire, e lasciare libera la Città, Porto, e Stati di S. A. nel caso convenuto nel capitolo undecimo. E perchè nella fortezza di Porto vi è il Governatore di S. A.; però le truppe che il Comandante degli due Rè in Mantova manderà di presidio in detta fortezza, ubbidirano al detto Governatore, che dovrà passare verso il detto Comandante con tutta buona intelligenza; siccome pure, essendovi in Mantova il Sargento maggiore generale per S. A. Serenissima, che comanderà alle sue truppe, dovrà il detto Comandante degli due Rè passare con quello di S. A. di buona armonia, e pratticare verso lo stesso, e gli altri uffiziali di S. A. le dovute convenienze, che saranno accordate col' Signor Principe di Vaudemont, ed il Signor Conte di Teffé, così per il nome e per le guardie, che per tutto quello che concerne al decoro di S. A., delle sue truppe, ed uffiziali, ed a una buona regola militare. *Conduite à tenir par les troupes.*

ART. V.

Darà S. M. Cattolica dare a S. A., ogni volta che dalla medesima le ne sarà portata la supplica, tanta parte d'artiglirie, moschetti, arme, munizioni, ed altri attrezzi militari di qual' si voglia sorte, quanta e quale fù la terza parte che le toccò nella resa di Casale, cittadella, e castello, seguita l'anno 1696; senza però che S. A. *Artillerie.*

1701 e gli suoi successori abbiano mai in alcun tempo obbligo di farne la restituzione.

ART. VI.

Habitans. Introducendosi le medesime truppe regie in Mantova ed in Porto; S. A., la città, e gli abitanti, così in quella che in Porto, non avranno da sentire alcun aggravio, ni soccombere a quartieri, alloggi, contribuzioni, e spese di sorte alcuna; ed anzi le M. M. loro s'obbligano d'impedire con tutte le loro forze che gli Imperiali e loro Alleati non prendano quartieri, o alloggi, ne esigano contribuzioni, così nel Mantovano che nel Monferrato.

ART. VII.

Prix des denrées etc. Entrate le sodette truppe in Mantova ed in Porto, si farà trà il Comandante ed uffiziali delle due Corone, e gli Ministri di S. A. un' ordinanza e regolamento sopra il prezzo delle cose comestibili per la loro sussistenza, e così ancora per li foraggi de' cavalli; e tutto sarà dalle medesime truppe pagato al prezzo che pagheranno gli altri abitanti in Mantova ed in Porto; e con tale precedente ordinanza e regolamento pagheranno i detti Comandante, uffiziali, e soldati delle truppe regie gli affitti delle case, stalle, e siti che loro occorrerà d'occupare, e gli risarcimenti di tempo in tempo de' danni che in esse case, stalle, e siti saranno inferiti; dovendo essere pratticato rispettivamente il simile dalle altre truppe degli due Rè, o loro Alleati, che avessero da passare o fermarsi nel Mantovano, o nel Monferrato; di modo che in ciascuno de' sodetti contingenti, nè sua Alteza, né i suoi sudditi abbiano a sentire alcun pregiudizio.

ART. VIII.

Revenus. Le imprese, dazj, e diritti regali di S. A., così in Mantova che in Casale e suoi Stati, non dovranno essere in alcun conto pregiudicate per le prerogative pretese dagli uffiziali, nè per qual si voglia altra causa.

ART. IX.

Cas de siège. Venendo assediata Mantova, o Porto, o pure l'una e l'altro; le due Corone impegnano la loro real parola d'ac-

d'accorrere prontamente con tutte le loro forze al soc- 1701
corso, nel qual caso solamente, e non in altro, potranno le M. M. loro accrescerè quei presidj fino a quel numero che si conoscerà necessario per la difesa, con tutte le istesse condizioni, dichiarazioni, e patti, sotto li quali s'acceta il primo presidio. E se si desse il caso di rendere Mantova o Porto agli Imperiali o loro Alleati, promettono le M. M. loro di non divenire a tal resa senza il patto che siano salve le vite e robbe degli abitanti in Mantova ed in Porto. Se poi Mantova venisse presa (che Dio nol' voglia) le M. M. sodette, sotto la forza della loro real parola, s'obbligano di dare immediatamente a S. A. in Italia una Città e Stato, di signoria e di reddito equivalente al Mantovano, all' intiera soddisfazione di S. A. da ritenersi con totale sovranità fino a che resti pienamente restituita nel suo primo e pacifico possesso di Mantova, Porto, e suo Stato; senza la quale restituzione, e senza procurare tutti i maggiori vantaggj de' sudditi ed abitanti in Mantova ed in Porto per reintegrazione de' danni che venissero a patire per saccheggio, bombardamento, o simili disgrazie; promettono le M. M. sodette, sotto l'istessa fede, di non conchiudere mai alcun accordo o pace; e gli patti stessissimi si accordano dagli due Rè a sua Altezza anche per Casale ed il Monferrato, quando mai colà succedessero simili vicende, e che Casale cadesse in mano dell' arme imperiali, o loro alleati, in odio e consequenza del presente Trattato; como pure per ultimo, se Mantova e Porto fossero assediati e non presi, ma rimanessero distrutte in tutto o in parte le fortificazioni loro; promettono le M. M. medesime risarcirle, e rimetterle nel medesimo stato di prima.

ART. X.

Ogni volta che gli due Rè avessero bisogno pre- *Quartiers.*
ciso d'aquartierare le loro truppe nelle terre del Monferrato, sua Altezza ne darà il consenso, ma però con tutte le istesse obbligazioni, patti, e condizioni, che le M. M. loro hanno assunto per il Mantovano, e che pure assumono per il Monferrato, e per la totale indennità de' medesimi Stati.

ART.

1701

ART. XI.

Retraite des troupes. Terminata la guerra, o non vedendo l'arme imperiali o alleate in Italia, o venute, ritirandosi in modo che l'Italia si veda libera ed assicurata dalla guerra, anche prima che segua la pace; le M. M. sodette faranno subito uscire le loro truppe fino all' ultimo uomo da Mantova, Porto, Casale, e Castello, se vi fossero, e dagli Stati di sua Altezza, rilasciandole il tutto liberamente con le fortificazioni e ripari loro, senz' obligo di sua Altezza e suoi successori di rifare, nè in poca nè in assai quantità, le spese che avranno fatte o da fare per qualunque titolo e causa, niuna esclusa.

ART. XII.

Defense des états du Duc. Promettono gli due Rè d'avere sotto la loro protezione, e difendere in ogni tempo ed in ogni luogo S. A. le città, fortezze, stati, sudditi, diritti, e ragioni della medesima Altezza da quartieri, alloggi, contribuzioni, attachi, assedj, invasioni, e generalmente da qualunque molestia ed ostilità che le venisse inferita, con includere S. A. come loro Alleato in tutte le paci generali e particolari, e sostenere in quelle, ed in ogni altra occasione, le convenienze, le ragioni, e i vantaggj della S. A.

ART. XIII.

Strada franca de Monferrat. S. M. Cattolica comandera subito a suoi Tribunali, Governatori, e Ministri, a quali spetta, di non perturbare l'Altezza sua, nè gli suoi impresarj, e sudditi in conto alcuno nella strada denominata la estrada franca del Monferrato, e nel confine della Bormida verso le Mallere, nè in qual si voglia altro luogo, lasciando S. A. nel suo primo e legitimo possesso, con farle pure rendere, fino alla totale essecuzione, giustizia spedita senza lite di sorte per le ragioni che à nel Marchesato di Spigno.

ART. XIV.

Secrèt du traité. Procureranno le M. M. loro, ciascheduna delle quali sarà garante per l'altra, che la Santità di N. S. approvi, e sia sempre garante, che fatta la pace, ed in tutti i casi disposti nel capitolo undecimo, le due Corone ritireranno totalmente le loro truppe da Mantova, Porto, Casa-

Casale, e Castello, e dagli suoi stati; senza la quale promessa e precedente effettuazione della medesima, S. A. dichiara che non vuole aver intrapreso, nonche conchiuso, l'accordo d'accettare gli detti presidj come nel presente Trattato, il quale per altro dovrà essere tenuto segretissimo, nè potrà essere rivelato a chi che sia senza il consenso positivo ed in iscritto di S. A. Serenissima. 1701

ART. XV.

Garantie du Pape.

Gli due Rè dovranno approvare e rattificare espressamente questo Trattato nel termine di due mesi dal giorno d'oggi, e nell' istesso termine le Corone medesime riporteranno la garantia di sua Santità; e senza che precedano le dette rattificazioni, ed approvazioni, e garantia in valida forma, nuovamente si esprime S. A. di non volere in conto alcuno accettare il detto presidio.

ART. XVI.

Ratification.

Ed ultimo. Tutti gli Articoli contenuti in questo Trattato sono accordati dall' Eminentissimo Sig. Cardinale d'Etré, ed avranno il loro pieno effetto e valore dopo l'approvazione e rattificazione delle loro M. M. alle quali si rimetteranno subito per riportare le sodette approvazioni e rattificazioni nel termine di sopra convenuto. In fede &c.

Dat. in Venezia li 24 Febraro 1701.

Acceptation conditionelle du Duc.

Io sottoscritto accordo, convengo, accetto, e prometto, in parola di Principe, quanto si contiene in tutti i capitoli del presente Trattato, colla condizione però, che oltre l'adempimento intiero e reale di tutti gli Articoli e ciascuno d'essi, le M. M. degli Rè, Cristianissimo e Cattolico, si contentino d'accordare ed eseguire anche il seguente capitolo, e non altrimenti, nè in altro modo, ed è: che quantunque gli Imperiali e loro Alleati non venissero in Italia, e non si dasse il caso d'introdurre, come è espresso nei capitoli, in Mantova, in Porto, o in altro mio luogo, il presidio delle M. M. loro; nullameno, si come Io dal mio canto adempisco a quanto le medesime M. M. hanno desiderato da me, così mi siano intieramente effettuate le promesse e le stesse condizioni, proposte nel Trattato che le stesse M. M. si degne-

1701 degnevanno d'accordarmi, ſenza le quali non ſegua l'introduzzione di detti preſidj nè in Mantova, nè in Porto, nè in Caſale.

Dat. in Venezia li 24 Febraro 1701.

FERD. CARLO *Duca di Mantova.*

Il Marcheſe BERETTI.

Por tanto, habiendole Yo viſto y conſiderado, ratifico y apruebo los capitulos del referido Tratado hechos con el Illuſtriſimo Duque de Mántua; pero con la calidad de aceptar el todo, ó parte de él, en la misma conformidad que le admitiere y aceptáre el Rey Chriſtianiſimo, mi ſeñor y mi abuelo, y ſin diferencia alguna en él, y en eſta forma le doy por bueno, firme, y valedero: y prometo, en fé y palabra de Rey, ſu puntual cumplimiento y execucion; y que le mandaré obſervar en el todo y en cada una de ſus partes, de la misma manera que ſi ſe hubiera ajuſtado por mi misma perſona, ſin hacer, ni permitir que ſe haga, coſa alguna en contrario. Y en fé de ello mandé deſpachar la preſente, firmada de mi mano, ſellada con el ſello ſecreto, y refrendada de mi infraſcritto Secretario de Eſtado.

Dada en Buen-Retirò à 19 de Marzo de 1701.

Yo El Rey.

(L. S.) D. JOSEPH PEREZ DE LA PUENTE.

III.

Traité d'alliance entre Sa Majesté le Roi Très-Chrétien et l'Electeur de Bavière; signé à Versailles le 9 Mars 1701; et acte d'accession de S. M. Catholique au précédent traité en date de Buen-Retiro le 7 Avril 1701.

1701
9 Mars et 7 Avril.

(*Coleccion de los Tratados* p. 31; en Français et Espagnol.)

Acte d'accession du Roi d'Espagne.

Don Felipe Quinto, por la gracia de Dios, Rey de las Españas &c. A todos los que la presente vieren hacemos notorio; que habiendonos comunicado el Sereniſimo y muy poderoſo Principe Luis XIV, por la gracia de Dios, Rey Chriſtianiſimo de Francia &c. nueſtro muy honado ſeñor y abuelo, el Tratado que ha tenido por bien concluir en 9 del mes de Marzo proximo paſado con nueſtro muy caro y muy amado hermano y tio el Duque de Baviera, Principe y Elector del Sacro Imperio &c. y ſiendo el principal objeto de eſte Tratado mantener la quietud de la chriſtiandad en la forma que ſe eſtablecio por los ultimos Tratados de Ryswick, y de procurar aſegurar al mismo tiempo la tranquilidad particular, y la conſervacion de nueſtras Provincias de Flandes, y de los Payſes-Baxos, ſegun parece por el contenido de los Articulos, cuyo tenor es como ſe ſigue:

Acte d'acceptation du Roi de France.

Louis, par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, ſalut. L'attention que nous donnons à prévenir les entrepriſes contraires au repôs des Etats du très haut, très excellent, et très puiſſant Prince Philippe Cinquième, par la grace de Dieu, Roi d'Eſpagne, nôtre très cher et très amé frère et petit fils, et le déſir que nous avons de maintenir en même tems la tranquilité générale de l'Europe, nous obligeant également de faire les alliances, que nous jugeons néceſſaires pour cet effet, avec les Princes bien intentionnés pour la conſervation de la paix, nous avons eſtimé qu'un des Princes de l'Empire le plus capable d'y contribuer par la conſidération et par l'autorité que ſon rang et ſa naiſſance lui doivent donner dans les déliberations

1701 *tions de l'Empire, étoit nôtre très cher et très amé frère le Duc de Bavière, Prince et Electeur du S. Empire. Et comme ſa qualité d'oncle de nôtre très cher et très amé petit-fils le Roi Catholique l'a confirmé dans la diſpoſition où il étoit de traiter avec Nous, connoiſſant toute l'utilité de nôtre alliance, pour le bien et l'avantage de ſes Etats, le Traité a été conclu aux conditions ſuivantes.*

Traité. L'affection que le Très-Chrétien a toujours eüe pour la maiſon de Bavière, et l'eſtime particulière que Sa Majeſté fait de la perſonne du Séréniſſime Duc et Electeur de Bavière étant encore augmentée par la conduite que ſon Alteſſe Electorale a tenuë depuis l'avénement du Roi Catholique Philippe Cinquième petit-fils de S. M. à la Couronne d'Eſpagne, S. M. eſt d'autant plus diſpoſée à lui donner dans les conjonctures préſentes des marques de ſes ſentimens, que rien ne peut contribuer d'avantage au maintien du repôs de l'Europe qu'une union étroite entre S. M. et ſon A. E. Ainſi S. M. voulant former cette union et contribuer aux véritables avantages de ce Prince oncle du Roi d'Eſpagne et des Princes ſes petits-fils, elle a donné ſon pleinpouvoir pour conclûre un Traité au Sr. Colbert, Chevalier, Marquis de Torcy, Miniſtre et Sécrétaire d'Etat et des Commandemens de S. M. Commandeur et Chancelier de ſes Ordres, Surintendant Général des Poſtes et Relais de France; et S. A. E. aiant remis le ſien au Sieur Comte de Monaſterol, Gentilhomme de ſa Chambre, et ſon Général de Bataille, ils ſont convenus enſemble des Articles ſuivans.

ART. I.

Alliance. Il y aura déſormais une étroite alliance entre le Roi Très-Chrétien et le Séréniſſime Electeur de Bavière; et S. M. lui donnant en toutes occaſions des marques de ſon amitié, S. A. E. fera voir auſſi ſon attachement ſincère à la perſonne et aux intérêts de S. M.

ART. II.

Son but. Le principal objet de cette alliance ſera de maintenir la paix telle que les Traités de Weſtphalie, de Nimegue et de Ryswik l'ont établie, et de cette manière S. A. E. ſatisfait à la garantie qu'elle a promiſe, comme Prince de l'Empire, de ce dernier Traité.

ART.

ART. III. 1701

Le teſtament du feu Roi d'Eſpagne Charles ſecond, de glorieuſe mémoire, excitant de grands mouvemens dans l'Empire, le Séréniſſime Electeur de Bavière promet, et s'engage, que ſi malheureuſement les choſes étoient portées à la guerre, Son Alteſſe Electorale après avoir reconnu, comme elle a fait, le droit légitime du Séréniſſime Roi Philippe Cinquième petit-fils du Roi Très-Chrétien, inſtitué par teſtament du feu Roi d'Eſpagne héritier univerſel de tous ſes Etats, elle ſoutiendra auſſi le même droit de toutes ſes forces; et qu'elle regardera comme ennemis et perturbateurs du repos public ceux qui entreprendront de troubler S. M. Catholique dans la poſſeſſion de ſes Royaumes et Etats. *Droits de Philippe d'Anjou reconnus.*

ART. IV.

En vertu de l'Article précédent, s'il arrive que Sa M. Très-Chrétienne ſoit obligé d'entrer en guerre, le dit Séréniſſime Electeur ſe déclarera pour elle, et l'on conviendra dès à préſent du nombre de troupes qu'il employera contre les ennemis de ſa dite Majeſté et du Roi Catholique, auſſitôt qu'il en ſera requis. *L'electeur prendra le parti de la France.*

ART. V.

Mais comme l'état des troupes de Son Alteſſe Electorale ne lui permet pas encore d'agir offenſivement; le Roi voulant bien avoir égard aux raiſons qu'elle a de craindre pour ſes païs héréditaires, Sa Majeſté trouvera bon, que le dit Electeur demeure ſur une ſimple defenſive, juſqu'à ce qu'il ait levé les troupes dont on ſera convenu par un des Articles du préſent Traité. *Défenſive.*

ART. VI.

Si l'Empereur demande les paſſages pour ſes troupes par la Bavière avant que Son Alteſſe ſoit en état de s'y oppoſer; elle ſe ſervira, pour les refuſer, de toutes les raiſons que lui donnent les conſtitutions de l'Empire et les capitulations jurées par l'Empereur à ſon élection. Si ces raiſons ſont inutiles, S. A. E. forcée par la neceſſité accordera pour lors les dits paſſages, mais avec *Paſſage.*

1701 de telles reſtrictions, que le nombre des troupes ſoit le moindre qu'il ſera poſſible.

ART. VII.

Défenſe d'exportations. Auſſitôt que le Séréniſſime Electeur aura mis ſes troupes ſur pied, il s'oppoſera de toutes ſes forces aux dits paſſages ſous quelque prétexte et en quelque manière qu'il ſoient demandés. Il empêchera pareillement que les Puiſſances qui ſont en guerre contre le Roi Très-Chrétien, et contre le Roi d'Eſpagne, ne puiſſent tirer des Etats de S. A. E. ni grains, ni fourages, ni quelques proviſions que ce ſoit pour la ſubſiſtance, ou pour la comodité de leurs troupes.

ART. VIII.

Garantie des états de l'Electeur. Sa Majeſté Très-Chrétienne promet de ſa part de garantir tous les Etats du dit Electeur, en ſorte que s'ils ſont attaqués en haine de la préſente Alliance, et que pendant qu'elle ſubſiſtera, il vienne à perdre quelques places, terres, et ſeigneuries, S. M. s'engage à faire réparer cette perte, et à ne point faire de paix avec ceux qui ſe ſeroient emparés des dites places, terres, et ſeigneuries, qu'ils ne les ayent entierément reſtituées, et qu'ils ne ſoient convenus de la réparation des pertes et dommages que S. A. E. aura ſoufferts.

ART. IX.

Acceſſion de l'Eſpagne. Sa Majeſté promet d'inviter le Roi Catholique à entrer dans le préſent Traité d'alliance et de garantie réciproque; et S. A. E. de Bavière promet d'inviter le Séréniſſime Electeur de Cologne à la garantie, tant des Etats de Sa Majeſté Catholique, que des Traités de Weſtphalie, de Nimégue, et de Ryswik, aux mêmes clauſes et conditions du préſent Traité.

ART. X.

Durée. Ratifications. Cette Alliance durera pendant l'eſpace de dix années. Elle pourra être continuée après l'expiration de ce terme, et les ratifications ſeront échangées quinze jours après la ſignature, ou plutôt ſi faire ſe peut. Et en témoignage de tout ce que deſſus, les dits Sieurs de Torcy, et de Monaſterol, en vertu de leurs pouvoirs reſpectifs,

respectifs ont signé le présent Traité, et fait apposer à icelui le cachet de leurs armes. 1701

Fait à Versailles le 9 jour de Mars 1701.

(L. S.) COLBERT DE TORCY.
(L. S.) SOLAR DE MONASTEROL.

Acceptation de l'acceſſion de l'Eſpagne par la France.

Comme le principal objet de ce Traité eſt la conſervation des Etats du Roi Catholique, nôtre très cher et très amé frère et petit-fils, nous l'avons requis et invité d'y entrer. Et pour contribuer de ſon côté à la fin que nous propoſons, il a agréé, aprouvé, et ratifié le dit Traité en tous et en chacun des articles qui y ſont contenus, eſt entré dans tous les engagemens qui y ſont pris, et s'eſt rendu garant de ſon entière exécution, s'obligeant envers Nous, et nôtre dit frère l'Electeur de Baviere, à toutes les conditions, garanties, et obligations qui y ſont portées, ſans aucune réſerve ni exception: et pour cet effet il nous a paſſé un acte et déclaration en bonne et due forme.

Ainſi, ayant pour agréable l'Acceſſion de nôtre très-cher et très amé frère et petit-fils le Roi d'Eſpagne au dit Traité ci-deſſus inſeré, nous l'avons admis et aſſocié, comme par ces préſentes ſignées de nôtre main nous l'admettons et aſſocions au dit Traité, nous obligeant envers lui à l'entière et inviolable exécution de toutes les obligations, garanties, et aſſiſtances mutuelles qui y ſont contenues, ſans aucune réſerve ni exception, de la même maniere et avec la même force que ſi elles étoient ici de nouveau ſtipulées et contractées par Nous et par nôtre dit frère l'Electeur de Baviere; promettant, en foi et parole de Roi, de ne rien faire qui y ſoit contraire directement ou indirectement. En témoin de quoi nous avons ſigné ces préſentes de nôtre main, et fait mettre à icelles nôtre ſcel ſecrét. Donné à Verſailles le 21 Mars, l'an de grâce 1701, et de nôtre regne le 58.

LOUIS.

Par le Roi

(L. S.) COLBERT.

1701 *Continuation de l'acceſſion et ratification de l'Eſpagne.*

No ſolo hemos aprobado y loado todas las condiciones contenidas en eſtos articulos; pero conſiderando además eſte Tratado como una ſérie continuada del cuidado con que dicho Sereniſimo Rey, nueſtro muy honrado ſeñor y abuelo, ſe aplica á la conſervacion y tranquilidad de los Eſtados que Dios ha ſido ſervido confiarnos, tambien queremos dar nueſtras del vivo reconocimiento que tenemos á eſte mismo cuidado, entrando desde luego en todos los empeños en que el dicho Sereniſimo Rey Chriſtianiſimo ha entrado en orden á la manutencion de la paz general, y para nueſtras ventajas particulares. Para eſte effecto, deſpues de haber ya dado las órdenes á nueſtros Miniſtros en todas las Cortes extrangeras de firmar en nueſtro nombre los Tratados que los Miniſtros del Rey de Francia, nueſtro muy honrado ſeñor y abuelo, tubieſen órden ſuya de concluir; declaramos que hemos loado, aprobado, y ratificado en todos y cada uno de ſus articulos el dicho Tratado concluido en 9 del mes de marzo proximo paſado con nueſtro muy caro y muy amado hermano y tio el Elector de Baviera, le loamos, aprobamos, y ratificamos por la preſente, y entramos en todos los empeños en él contenidos; obligandonos por eſta al dicho Sereniſimo Rey Chriſtianiſimo, nueſtro muy honrado ſeñor y abuelo, á la entera é inviolable execucion de todas las condiciones, garantias, obligaciones, y mútuas aſſiſtencias, en la misma forma que eſtan eſtipuladas por el preſente Tratado, ſin ninguna reſerva ni excepcion, del mismo modo y con la misma fuerza como ſi las hubieſemos nuevamente eſtipulado y contrahido con el dicho Sereniſimo Rey, nueſtro muy honrado ſeñor y abuelo, y con el Sereniſimo Elector de Baviera: y prometiendo, en fé y palabra de Rey, no hacer jamás coſa

en

en contrario directa ni indirectamente de qualquier 1701
modo que ſea. Y promete el Sereniſimo Rey de Francia etc., de ſu parte admitirnos y aſociarnos al dicho Tratado, y obligarſe reciprocamente à Nos tocante á ſu entera é inviolable execucion, y de todas las condiciones, garantias, y obligaciones en él contenidas, de que otorgará un acto y declaracion en buena y debida forma. En fé de lo qual mandamos deſpachar la preſente, firmada de nueſtra mano, ſellada con el ſello ſecreto, y refrendada de nueſtro infraſcrito Secretario de Eſtado.

Dada en Buen-Retiro à 7 dias de abril del año 1701.

Yo El Rey.

(L. S.) D. Joseph Perez de la Puente.

IV.

1701 18 Juin. Tratado de mutua Alianza entre S. M. Catolica el Rey D. Felipe V. y el Rey D. Pedro II. de Portugal, en virtud del qual ſe obliga S. M. Portugueſa a garantir el teſtamento del Rey Catolico Carlos II. por lo tocante a la ſucefion de S. M. a la Monarquia de Eſpanna. Ajuſtado en Lisboa a 18. Junio de 1701: *) y ratificado por S. M. Catolica en Madrid a 1. Julio de dicho año.

(*Coleccion de los Tratados* p. 43; en Eſpagnol ſeulement.)

En Nombre de la Santiſima Trinidad.

ART. I.

Deſeando S. M. de Portugal manifeſtar al Rey Catolico quanto ha apreciado el ver recaida la ſucefion de Eſpaña en ſu Real Perſona, y la grande eſtimacion que hace de ſu buena amiſtad, y quanto procura intereſarſe en ſus conveniencias, y mayor ſeguridad de ſus Reynos y Dominios; ſe obliga, por eſte nuevo Tratado de Alianza, a la garantia del teſtamento de Carlos II. Rey Catolico de Eſpaña, en la parte que mira a que S. M. Catolica ſuceda y poſea todos los Eſtados y Dominios, que poſeia el dicho Rey Carlos II. de ſuerte que habiendo algun Principe o Potencia que mueva guerra a Caſtilla, o a Francia, para impedir o disminuir la dicha ſucefion, S. M. de Portugal negara ſus puertos, aſi en eſte Reyno como en todos ſus Dominios, a los vaſallos y navios, ya ſean de guerra, o mercantes, de los tales Principes o Potencias de manera que no puedan tener en ellos ningun genero de comercio, ni de acogida; antes los que vinieren a los dichos puertos, ſeran tratados como enemigos de la Corona de Portugal.

ART. II.

Y reſpecto de que el Aſiento de la introduccion de negros en Indias, en que los Portugueſes tienen empeñado tanto

*) On ne trouve qu'un extrait fort imparfait de ce traité dans DU MONT T. VIII. P. I. p. 31. et dans LAMBERTY *Mémoires* T. I. p. 547.

IV.

Traité d'alliance mutuelle entre S. M. Catholique le Roi D. Philippe V. et le Roi D. Pedro II. de Portugal, en vertu du quel S. M. Portugaise s'oblige de garantir le teſtament du Roi Catholique D. Carlos II. pour ce qui concerne la ſucceſſion de S. M. à la monarchie d'Eſpagne. Signé à Lisbonne le 18 Juin 1701, et ratifié par S. M. Catholique à Madrid le 1 Juillet de la même année. 1701. 18 Juin.

(*Traduction privée de l'Eſpagnol.*)

Au nom de la très-ſainte Trinité.

ART. I.

Garantie du teſtament de Charles II.

S. M. le Roi de Portugal deſirant manifeſter au Roi d'Eſpagne combien il attache de prix à voir la ſucceſſion d'Eſpagne devolue à Sa royale perſonne, et le grand cas qu'il fait de ſa bonne amitié, et combien il deſire contribuer à ſes interêts et à la plus grande ſureté de ſes royaumes et domaines, s'oblige par ce nouveau traité d'alliance à la garantie du teſtament de Charles II. Roi Catholique d'Eſpagne dans ce qui concerne le point que S. M. Catholique lui ſuccede et poſſede tous les états et domaines que poſſedait le dit Roi D. Carlos II. de ſorte que s'il y a quelque Prince ou puiſſance qui faſſe la guerre à la Caſtille ou à la France pour empêcher ou affaiblir la dite ſucceſſion, S. M. Portugaiſe fermera ſes ports tant dans ce royaume que dans tous ſes domaines aux ſujets et vaiſſeaux ſoit de guerre ou marchands de tels Princes ou Puiſſances, de ſorte qu'ils ne pourront y faire aucune ſorte de commerce ou trouver de retraite, mais au contraire ceux qui viendront dans les dits ports ſeront traités comme ennemis de la couronne de Portugal.

ART. II.

Aſſiento.

Et conſidérant que l'aſſiento de l'introduction de negres aux Indes, dans le quel les Portugais ont em-

1701 tanto caudal, ha padecido grandes perdidas y perjuicios por las vexaciones que se le han hecho en Indias por los Ministros del Rey Catolico; estara obligado S. M. Católica a mandar reparar todos los daños que por la dicha causa hubieren resultado al Asiento, y ordenar que en adelante se le observen puntualmente las condiciones del dicho contrato.

ART. III.

Si sucediere que haya guerra, y que en Portugal haya falta de pan, S. M. Catolica estara obligado a mandar levantar la prohibicion de sacar pan del Reyno de Castilla para Portugal, y no prohibira que de qualquiera de sus islas y dominios se pueda sacar pan para el dicho Reyno, con tal que sea cargado en navios de naciones amigas.

ART. IV.

Y por quanto en la verdadera amistad y buena inteligencia que se desea conservar entre ambas Coronas, se deben evitar los daños que pueden ser reciprocos; y en la Concordia que se hizo entre los Señores Reyes de Castilla y Portugal en tiempo del Rey D. Sebastian, declarandose los casos en que los delinquentes se habian de entregar de parte a parte, y la restitucion de los hurtos, no podia comprehenderse el genero del tabaco, que entonces no habia quando se hizo la Concordia, y despues se ha introducido, de manera que, asi en Castilla como en Portugal, es una de las principales rentas de las Coronas su estanco; estara obligado S. M. Catolica a hacer que en ninguna de sus tierras de los Reynos y Principados de España se pueda introducir tabaco de Portugal, sea hecho, o molido, en los dichos Reynos y Principados, o fuera de ellos, y mandara destruir todas las fabricas que hubiere de tabaco portugués en los dichos sus Reynos y Dominios, como tambien las que se hicieren de nuevo, imponiendo graves penas a los culpados en estos delitos, y encargando su observancia y execucion, no solo a los ministros de justicia, si no tambien a los cabos y oficiales de guerra. Y de la misma suerte se obliga S. M. de Portugal a que en su Reyno no haya fabricas

de

plaire un si grand capital, a souffert de grandes pertes et préjudices par les vexations qui lui ont été causées aux Indes par les officiers de S. M. Catholique, S. M. Catholique sera tenue d'ordonner la réparation de tous les dommages qui par la dite cause seront resultées à l'Asiento, et d'ordonner qu'à l'avenir on observe ponctuellement les conditions du dit contrat. 1701

ART. III.

S'il survenait une guerre, et qu'en Portugal il y aie manque de pain, S. M. Catholique sera tenue d'ordonner de lever la défense d'exporter du blêd du royaume de Castille pour le Portugal et ne defendra pas que de quelqu'une de ses isles et domaines on puisse exporter du blêd pour le dit royaume pourvu qu'il soit chargé sur des navires de nations amies. *Libre exportation de pain.*

ART. IV.

Et comme en vertu de la vraie amitié et bonne intelligence qu'on desire conserver entre les deux couronnes on doit eviter tous les maux qui pourraient être réciproques; et que dans la convention *) faite entre les Seigneurs Rois de Castille et de Portugal dans le tems du Roi D. Sebastien en fixant les cas dans lesquels les malfaiteurs seront extradés de part et autre et les vols restitués, on n'a pu comprendre le Tabac, qu'on n'avait pas lors que cette convention fut faite, et qui depuis a été tellement introduit, que tant en Castille comme en Portugal le bail en fait un des principaux revenus de la couronne, S. M. Catholique sera tenue de faire en sorte que dans aucune de ses terres des Royaumes et Principautés d'Espagne on puisse introduire du Tabac de Portugal soit apprêté ou mis en poudre dans les dits royaumes et Principautés ou dehors, et ordonnera de detruire toutes les fabriques qu'il y aurait de tabac Portugais dans ses dits Royaumes et domaines, comme aussi celles qui s'établiroient de nouveau, fixant de graves peines contre ceux qui se sont rendus coupables de tels delits et enjoignant leur observation et execution, non seulement aux ministres *Contrebande de tabac.*

*) On a sans doute en vue la Convention signée le 28 Fevr. 1569 au sujet du renvoi réciproque des criminels au lieu du delit commis, qui se trouve insérée dans *Ordenaçoes y leys do reyno de Portugal*, L. V. tit. 144. p. 129; et qui fut publiée de nouveau 1692. ibid.

1701 *de tabaco para introducir en Caſtilla, mandando deſpoblar las, y evitarlas en la forma ſobredicha.*

ART. V.

Por quanto entre Inglaterra y Portugal hay algunas dudas al preſente ſobre el reſto de las deudas de las represalias que ſe hicieron en Portugal en el tiempo en que los Principes Palatinos Roberto y Mauricio vinieron a apoderarſe del dicho Reyno, ſobre las quales deudas han hecho los Ingleſes cuentas muy innovadas, y pretenden que Portugal las pague; ſe obliga ſu Mageſtad Catolica, en caſo que haya guerra, a no hacer paz, ni tregua, o ſuſpenſion de armas, con la Corona de Inglaterra, ſin que de por exento y libre a Portugal de eſtas dichas deudas de las represalias. Y en caſo de no haber guerra, interpondra ſu Mageſtad Catolica ſu autoridad y buenos oficios tan eficazmente, que el Rey de Inglaterra ſe conuenga con la compoſicion de que ſe eſtaba tratando, aceptando las treinta mil libras eſterlinas que Su Mageſtad Portugueſa habia ofrecido para ſatisfaccion de los intereſados, dandole buena y ſegura conſignacion, y diez mil libras pagadas luego de contado, como ſe lo tenia prometido: porque puede ſuceder que, dandoſe por ofendida y quejoſa de eſta nueva alianza la Corona de Inglaterra, no quiera la compoſicion de que ſe trataba, y que intente ſe le paguen las exorbitantes ſumas que pide.

ART. VI.

Si por razon de eſta misma deuda paſaren los Ingleſes a hacer represalias en algunos navios Portugueſes, Su Mageſtad Catolica eſtara obligado a hacer los reſtituir prontamente, entrando en todo el empeño que Su Mageſtad de Portugal tomare ſobre las represalias que ſe le hicieren por eſta cauſa.

ART. VII.

Y como habiendo guerra, podria el Rey de Inglaterra no pagar a la Señora Reyna de la Gran Bretaña, Doña Catalina, los alimentos que la paga aquella Corona, y no es juſto que la conveniencia, que las tres Potencias coligadas ſacan de eſta confederation, ceda en prejuicio de la dicha Señora Reyna de la Gran Bretaña, ſiendo manifieſto

que

de Juſtice mais auſſi à tous les chefs et officiers de guerre. Et de la même manière S. M. de Portugal s'engage à ce que dans ſon royaume il n'y aura point de fabriques de tabac pour l'introduire en Caſtille ordonant de les detruire et de les empêcher de la manière ſus-dite. 1701

ART. V.

Differends entre le Portugal et l'Angleterre.

Comme il y a apreſent quelques differends entre d'Angleterre et le Portugal au ſujet du reſte des dettes pour les repreſailles qui ont eu lieu en Portugal à l'époque où les Princes Palatins Robert et Maurice vinrent s'emparer dudit royaume, au ſujet des quelles dettes les Anglais ont formé des comptes très immodérés, et prétendent que le Portugal les paye, Sa Majeſté Catholique s'oblige, en cas de guerre, de ne point conclure de paix trêve ou ſuſpenſion d'armes avec la couronne d'Angleterre, ſans que le Portugal ſoit déclaré libre et exemt du payement des dites dettes pour les repreſailles. Et en cas qu'il n'y auroit point de guerre, Sa Majeſté Catholique interpoſera ſon autorité et ſes bons offices ſi efficacement, que le Roi d'Angleterre ſe contente de l'arrangement du quel on a traité, en acceptant les 30,000 livres Sterling que S. M. Portugaiſe avait offert pour la ſatisfaction des intereſſés, en fourniſſant bonne et ſure caution et 10,000 livres payés d'abord contant, comme il avait été promis, puisqu'il pourrait arriver, que la Couronne d'Angleterre, ſe diſant offenſée et choquée de cette nouvelle alliance, ne veuille point de la transaction qu'on negociait, et qu'elle inſiſte à ce qu'on lui paye les ſommes exorbitantes qu'elle exige.

ART. VI.

Cas de repreſailles.

Si par le motif de cette même dette les Anglais venaient à uſer de repreſailles contre quelques navires Portugais, Sa Majeſté Catholique ſera obligée de les faire reſtituer promptement, en entrant dans tous les engagemens que S. M. Portugaiſe prendrait au ſujet des repreſailles qui s'exerceraient par ce motif.

ART. VII.

Douaire de la Reine Catarine

Et comme en cas de guerre il ſe pourrait que le Roi d'Angleterre ne paye pas à la Reine de la Grande-Brétagne D. Catarine le douaire que lui paye cette couronne, et qu'il n'eſt pas juſte, que les avantages que les trois Puiſſances alliées tirent de cette confédération, tendent au préjudice de la dite Reine de la Grande-Bré-

1701 *que de un daño cauſado aſi a un tercero en la perſona de una tran gran Princeſa, reſulta a las mismas Potencias una obligacion, no ſolo natural, ſino real para deberlo reparar; ſe ha convenido, y ajuſtado que en el caſo ſobredicho, eſtara obligado Su Mageſtad Catolica a pagar en cada un año a la dicha Señora Reyna una tercera parte de lo que importan los dichos ſus alimentos, en la forma que al preſente ſe le pagan, y las Coronas de Francia y de Portugal otras dos terceras partes, una cada Corona; de ſuerte que por eſte medio quede ſu dicha Mageſtad Britanica totalmente indemne, y reintegrada de ſus alimentos, pagandola cada de las tres Coronas una parte igual a cada una de las otras dos.*

Y porque en odio de eſta misma alianza, aunque no haya guerra, podran los Ingleſes buscar pretextos afectados para no pagar a la dicha Señora Reyna de la Gran Bretaña los referidos alimentos, faltando a la condicion eſtipulado en las capitulaciones del dote, y en eſte caſo concurren las mismas razones ſobredichas; quando aſi ſuceda, eſtara tambien obligado Su Mageſtad Catolica a pagar a la dicha Señora Reyna una tercera parte de los dichos ſus alimentos en la forma arriba dicha como tambien cada un de las otras dos Coronas coligadas otra tercera parte, igual; haſta que la Corona de Inglaterra pague realmente, coma haſta ahora, los dichos alimentos a la dicha Señora Reyna de la Gran Bretaña, entrando el Rey Catolico para eſte efecto en todo el empeño que Su Mageſtad de Portugal tomare en eſta materia.

Art. VIII.

Y por quanto habiendoſe dado la isla de Bombain al Rey Carlos II. de Inglaterra en la capitulacion del dote de la Señora Reyna de la Gran Bretaña, con la condicion de conſervar a los Portugueſes que en ella aſiſtian con ſus haciendas, las tomaron los Ingleſes contra la forma de la capitulacion e inſtrucciones que entonces ſe dieron para la dicha entrega, y fuera de eſto ſe apoderaron de la Isla de Main, que ni ſe dio, ni pertenecia a la de Bombain; en caſo que haya guerra, no hara Su Mageſtad Catolica paz, ni tregua, o ſuſpenſion de armas con Ingla-

Bretagne, et qu'il eſt manifeſte que d'un domage cauſé ainſi à un tiers en la perſonne d'une ſi grande Princeſſe, reſulte pour les mêmes Puiſſances une obligation non ſeulement naturelle mais auſſi effective de devoir le reparer; il eſt convenu et arrêté, que dans le cas inſdit Sa Majeſté Catholique ſera obligée de payer tous les ans à la dite Reine une troiſième part du montant de ſes dits alimens dans la forme dans laquelle ils ſe payent à preſent, et les couronnes de France et de Portugal deux autres tiers chaque Couronne, de ſorte que par ce moyen la dite Majeſté Britannique ſoit entièrement indemniſée et remiſe en jouiſſance de ſes alimens, chacune des trois couronnes payant une part égale à celle de chacune des deux autres. 1701

Et puiſqu'en haine de cette dite alliance, quand même il n'y aurait point de guerre, les anglais pourraient chercher des prétextes affectés pour ne point payer à la dite Reine de la Grande-Brétagne les dits alimens, en manquant à la condition ſtipulée dans les capitulations au ſujet de ſa dot *) et que dans ce cas les mêmes motifs ſusdits auroient lieu; s'il arrive ainſi, S. M. Catholique ſera de même obligée de payer à la dite Reine un tiers de ſes dits alimens dans la forme expoſée ci-deſſus, comme auſſi chacune des deux autres Couronnes alliées un autre tiers égal, juſqu'à ce que la Couronne d'Angleterre paye réellement comme juſqu'à preſent les dits alimens à la dite Reine de la Grande-Brétagne, le Roi Catholique entrant à cet effet dans tout l'engagement que S. M. Portugaiſe prendra ſur cet objet.

ART. VIII.

Et comme l'île de Bombay a été donnée au Roi Charles II. d'Angleterre dans la ſtipulation de la dot de la Reine de la Grande-Brétagne, ſous la condition de conſerver aux Portugais qui s'y trouveraient, leurs biens, et que les Anglais les ont pris contre la teneur de la capitulation et des inſtructions qui ſe donnerent alors pour la dite ceſſion, et qu'en outre ils ſe ſont emparés de l'île de Salsette qui ne leur a été ni donnée ni n'appartient à celle de Bombay, Sa Maj. Catholique, en cas de guerre, ne fera ni paix ni treve ou ſuſpenſion d'armes *Bombay.*

*) Savoir 30.000 liv. Sterling voyés le contrat de mariage de 1661 dans CHALMERS *collection* T. II. p. 396, et dans CAETANO DE SOUSA *provas do hiſtoria genealogica*. T. IV. p. 827.

1701 *Inglaterra, ſin que reſtituya a la Corona de Portugal la isla de Main, y a ſus vaſallos, o herederos todo lo que les tomaron, y todo lo demas de que eſtan en poſſeſion los Ingleſes contra la capitulacion.*

ART. IX.

Y como los mismos Ingleſes y Holandeſes ſe ſintieron mucho en la guerra paſada de la buena acogida que los navios de corſo franceſes hallaron en los puertos de Portugal trayendo a ellos preſas, que habian hecho a las dichas naciones, y podran ahora en odio de eſta alianza fundar ſobre ellas algunas pretenſiones contra Portugal; S. M. Catolica eſtara obligado a hacer que Inglaterra y Holanda no intenten tales pretenſiones, tomando eſta cauſa por tan ſuya como el Reyno mismo de Portugal, para librarlo de qualquier intento que eſtas naciones tubieren ſobre las tales preſas, entrando en la guerra que Portugal pudiere tener con las mismas naciones, ſi inſiſtieren en eſta pretenſion.

ART. X.

Por las capitulaciones, que ſe hicieron con los Eſtados de Holanda ſe obligo Portugal a pagarle quatro millones de cruzados, con las condiciones y declaraciones eſtipuladas en el mismo Tratado, conſignandoſele el pagamento en los derechos de la ſal de la Villa de Setubal que cargaſen los navios holandeſes, la qual cantidad eſta caſi ſatisfecha. Y por quanto en el Tratado hay una condicion de que, ſi Portugal interrumpiere el pagamento por qualquier cauſa, reteniendo los derechos de la dicha ſal, perdera todo lo que hubiere pagado, y comenzara a pagar de nuevo los quatro millones, y negando Portugal los puertos a los dichos Holandeſes, no puede haber aquellos derechos, ni continuarſele el pagamento, eſtara obligado Su Mageſtad Catolica a no hacer paz ni tregua, o ſuſpenſion de armas con Holanda, ſino deſpues que ſe den por ſatisfechos de los dichos quatro millones, cubiendo la parte que ſe les quedare debiendo, como tambien de qualquier derecho que en virtud de la capitulacion pudieren tener para la repeticion del pagamento por entero. Y

por-

d'armes avec l'Angleterre ſans qu'elle ne reſtitue à la Couronne de Portugal l'île de Main, et à ſes ſujets ou leurs héritiers tout ce qu'ils leur ont enlévé et tout le reſte dont les Anglais ſont en poſſeſſion contre la capitulation. 1701

ART. IX.

Garantie touchant la reception des armateurs.

Et comme les mêmes Anglais et Hollandois ſe reſſentirent beaucoup dans la guerre precedente du bon accueil que les armateurs français ont obtenu dans les ports du Portugal en y faiſant entrer les priſes faites ſur les dites nations, et qu'elles pourraient actuellement, en haine de la preſente alliance, former là deſſus quelques prétenſions contre le Portugal; S. M. Catholique s'oblige à faire enſorte que l'Angleterre et la Hollande ne forment point de telles prétenſions, conſidérant cette cauſe comme la ſienne auſſi-bien que ſi elle concernait le royaume de Portugal même, pour le delivrer de toutes les meſures que les dites nations pourraient prendre au ſujet de telles priſes, en entrant dans la guerre que le Portugal pourrait faire contre ces nations, ſi elles inſiſteroient ſur cette prétenſion.

ART. X.

Dette du Portugal à la Hollande.

Par les capitulations faites avec les Etats d'Hollande le Portugal s'eſt obligé de leur payer quatre millions de cruſados ſous les conditions et declarations ſtipulées dans le même traité *) en leur aſſignant le payement ſur les droits à payer pour le ſel de la ville de Setubal, que chargeraient les navires Hollandais la quelle ſomme eſt presque acquitée. Et comme dans ce traité il y a une condition, que, ſi le Portugal interrompait le payement pour quelque cauſe que ce ſoit, en retenant les droits du dit ſel, il perdrait tout ce qu'il aurait payé, et recommencerait de nouveau à payer les quatre millions, et que ſi le Portugal fermait ſes ports aux Hollandais, on ne pourrait percevoir ces droits ni continuer le payement, S. M. Catholique ſera obligée de ne faire ni paix ni trêve ou ſuſpenſion d'armes avec la Hollande avant qu'ils ne reconnaiſſent les 4 millions pour acquittés en ceſſant la part qui pourrait encore reſter à payer, comme auſſi en renonçant à tout droit qu'ils pourraient avoir en vertu de cette capitulation

de

*) Voyés les traités de 1661 et 1669 dans du MONT, le premier T. VI. P. II. p. 366, le ſecond T. VII. P. I. p. 114.

1710 *porque en odio de esta nueva alianza podran, en caso de no haber guerra, dificultar el ajuste de las cuentas, intentando se les paguen mayores cantidades de las que en la realidad se les deben; en este caso, si fuere necesario, interpondra Su Magestad Catolica sus oficios con los Estados, y hara que esten a lo que fuere justificado y razon.*

ART. XI.

Podran tambien los mismos Holandeses, en odio de esta alianza, querer repetir e intentar algunas pretensiones sobre las perdidas que tubieron en la guerra del Brasil, principalmente sobre la artilleria que quedo en Recife y demas fortalezas del Brasil, quando fueron echados de ellas por los Portugueses: en cuyos terminos Su Magestad Catolica estara obligado a hacer que los dichos Holandeses no prosigan qualquier intento que tubieren en este asunto; pues habiendo pasado tantos annos, bien se dexa ver que hacen estas pretensiones en vengaza de su sentimiento, y no porque entiendan que tienen justicia para ellas. Y en el caso de haber guerra, hara Su Magestad Catolica que de la misma suerte cedan toda la accion que tubieren en este particular, como han de ceder la parte que se les debiere de los quatro millones.

ART. XII.

En caso que haya guerra, y quiera Su Magestad de Portugal tratar de la restitucion de las plazas de Cochin y Cananor, estara obligado Su Magestad Catolica a hacer que Holanda las restituya; no haciendo paz con ella, ni tregua, o suspension de armas, sin la dicha restitucion, y sin que ceda qualquier derecho que tenga contra Portugal por los gastos que hizo con la armada que tomo las dichas plazas, y en las fortificaciones con que aseguro su defensa. Y no habiendo guerra y queriendo Su Magestad de Portugal tratar de la restitucion de las dichas plazas en la forma de la capitulacion hecha por D. Francisco de Mello; interpondra Su Magestad Catolica sus eficaces oficios paraque Holanda se acomode con las compensaciones que Portugal le hiciere de los gastos de la armada y fortificaciones.

ART.

demander le recommencement du payement entier. Et parce qu'en haine de cette nouvelle alliance, ils pourraient en cas qu'il n'y eut point de guerre, difficulter l'arrangement des comptes, en exigeant qu'on leur paye de plus fortes sommes que celles qui leur sont effectivement dues, dans ce cas, s'il était necessaire, S. M. Catholique interposera ses bons offices auprès des Etats et fera qu'ils se contentent de ce qui est juste et raisonnable. 1701

ART. XI.

Les mêmes Hollandais pourraient bien aussi en haine de la presente alliance vouloir répéter et former quelques prétensions à l'égard des pertes qu'ils ont faites dans la guerre du Bréfil, principalement au sujet de l'artillerie qui est restée à Recifé et aux autres forteresses du Bréfil, lorsqu'ils furent chassés de là par les Portugais; dans les quels cas S. M. Catholique sera tenue d'effectuer que les Hollandais ne poursuivent point de prétension sous ce prétexte; car après tant d'années il est aisé de voir, qu'ils formeraient ces prétensions pour satisfaire à leur ressentiment, et non puisqu'ils seraient persuadés de la justice de la cause. Et en cas de guerre, S. M. Catholique fera en sorte qu'ils renoncent de même à toute prétension qu'ils auroient de ce chef, comme ils devront renoncer à la part qui reste à payer des quatre millions. *Bresil.*

ART. XII.

En cas que la guerre auroit lieu, et que S. M. de Portugal traiterait de la restitution des places de Cochin et Cananor, S. M. Catholique fera obligée de faire en sorte que la Hollande les restitue en ne faisant ni paix ni trêve ou suspension d'armes avec elle; sans la dite restitution, et sans qu'elle ne renonce à tout droit qu'elle auroit contre le Portugal pour les fraix causés par la flotte qui occupa les dites places, et pour les fraix des fortifications par les quelles elle assura leur defense. Et s'il n'y avait point de guerre et que S. M. Portugaise désirait traiter de la restitution des dites places sur le pié de la capitulation faite par D. Francisco de Mello *), S. M. Catholique interposera ses bons offices pour que la Hollande se contente des compensations que le Portugal lui ferait pour les fraix de la flotte et des fortifications. *Cochin et Cananor.*

ART.

*) C'est la capitulation de 1669 déja citée.

1701

ART. XIII.

Habiendo guerras, todas las plazas que los Portugueſes tomaren en la India y coſte de Africa a los Holandeſes, que por ellos fueron tomados a la Corona de Portugal, u otras qualesquiera de que eſten en poſſeſſion quedaran a la misma Corona de Portugal, quando ſe concluya la paz, y no eſtara obligada a reſtituirlas, aunque por eſta cauſa ſe dexe de hacer; antes en las capitulaciones que de ella ſe hicieren con los Holandeſes, ſe declarara que eſtos no podran repetirlas, ni tomarlas, y que Su Mageſtad Catolica quedara obligado a la garantia de ellas en todo tiempo.

ART. XIV.

Y para conſervar la firme amiſtad y alianza que ſe procura conſeguir con eſte Tratado, y quitar todos los motivos que pueden ſer contrarios a eſte efecto, Su Mageſtad Catolica cede y renuncia todo y qualquier derecho que pueda tener en las tierras ſobre que ſe hizo el Tratado proviſional entre ambas Coronas en ſiete de mayo de mil ſeiſcientos ochenta y uno, y en que ſe halla ſituada la Colonia del Sacramento; el qual Tratado quedara ſin efecto, y el dominio de la dicha Colonia y uſo del campo a la Corona de Portugal, como al preſente lo tiene.

ART. XV.

S. M. Catolica no ſolo ſe obliga a guardar inviolablemente todos los articulos de eſte Tratado, ſino tambien todos los de la paz ajuſtada entre las dos Coronas en el Tratado que ſe hizo en el anno de mil ſeiſcientos ſeſenta y ocho, los quales ſi tienen aqui por expreſados y declarados, como ſi de todos y cada uno de ellos ſe hiciſe eſpecial mencion. Y en caſo de ſer neceſario, ratifica y revalida de nuevo el dicho Tratado, teniendo por ſuplido todo quanto de derecho ſe puede ſuplir, y cabe en el poder real, aunque para eſto ſe neceſitaſe de declaraciones muy expreſas.

ART. XVI.

Por quanto reſultan reciprocas conveniencias a las Coronas de Caſtilla y Francia de la union de la nueva alianza, que por eſte Tratado ſe conſigue; eſtara obligado el Rey Catolico, no ſolamente a obſervar eſte Tratado

ART. XIII. 1701

Si la guerre aurait lieu, toutes les places que les Portugais enleveraient aux Hollandais aux Indes et sur les côtes d'Afrique, et qui par eux ont été enlevés à la couronne de Portugal, ou à d'autres quelconques qui en auraient en possession, resteront à la dite Couronne de Portugal lors de la paix, et elle ne sera pas tenue de les restituer, quoique pour cette cause on refuse de le faire; mais au contraire dans les traités qu'elle fera avec les Hollandais il sera declaré qu'ils ne pourront point les reclamer ni reprendre, et que S. M. Catholique restera obligée à les lui garantir pour jamais. *Conquêtes.*

ART. XIV.

Et pour conserver la ferme amitié et alliance qu'on cherche à cimenter par ce traité, et pour écarter tous les motifs qui pourraient être contraires à cet effet S. M. Catholique cede et renonce à tout droit quelconque qu'elle pourrait avoir sur les terres sur les quelles s'est fait le traité provisionel entre les deux couronnes du 7 May 1681.*) et dans lesquelles est située la Colonie de Sacramento, lequel traité demeurera sans effet, et la propriété de la dite colonie et l'usage du terrein restera à la couronne de Portugal comme elle le possède actuellement. *S. Sacrament.*

ART. XV.

S. M. Catholique non seulement s'oblige à garder inviolablement tous les articles de ce traité, mais aussi tous ceux de la paix conclu entre les deux couronnes dans le traité signé en 1668 **) lesquels sont a considérer comme exprimés et déclarés ici, tout comme si tous et chacun d'eux étaient spécialement mentionnés; et en tant qu'il serait necessaire, le dit traité se ratifie et se revigorise de nouveau, tenant pour suppléé tout ce qui de droit pourrait être suppléé et accordé effectivement, quand même à cette fin il faudrait des déclarations plus expresses. *Paix de 1668.*

ART. XVI.

Comme il resulte des avantages réciproques aux Couronnes de Castille et de France de l'union et nouvelle alliance formée par le present traité, le Roi Catholique sera obligé non seulement d'observer ce traité *Alliance avec la France.*

*) ROUSSET *supplém.* T. II. P. I. p. 406.

**) DU MONT T. VIII. P. I. p. 70.

1701 *tado, que con el ſe celebra, ſino tambien el que ſe hace para la misma union y alianza con el muy alto y muy poderoſo Principe Luis XIV, Rey Chriſtianiſſimo de Francia, quedando S. M. Catolica por garante del dicho Tratado, paraque ſe guarde inviolablemente; como el ſe contiene, y como ſi ſe hubieſe celebrado con Su Mageſtad Catolica el dicho Tratado.*

ART. XVII.

Si ſe llegare a romper la guerra con algun Principe o Potencia de Europa; S. M. Catolica no podra hacer paz, ni tregua, o ſuſpenſion de armas con ninguno de los dichos Principes o Potencias, ſin que en ellas entre tambien la Corona de Portugal, tratando de ſus conveniencias como de las propias de ſus Reynos y Dominios, paraque ſe ajuſten con utilidad y ventaja de la misma Corona. Y de la misma ſuerte Portugal no hara paz, ni tregua, o ſuſpenſion de armas con ninguno de los dichos Principes o Potencias, ſin que en ellas entre Su Mageſtad Catolica, y trate de las conveniencias de ſu Corona, como de las propias.

ART. XVIII.

Eſta liga, y ſus obligaciones reciprocas, duraran, y tendran efecto y vigor, por eſpacio de veinte annos.

Todas las quales coſas, contenidas en los diez y ocho articulos de eſte Tratado, han ſido acordadas y concluidas por Nos los ſobredichos Plenipotenciarios de SS. MM. Catolica y de Portugal, en virtud de las Plenipotencias concedidas a Nos por SS. MM. en cuya fé, firmeza, y teſtimonio de verdad, hemos firmado, y corroborado el preſente Tratado con nueſtras manos, y ſellos de nueſtras armas.

En Lisboa a 18 dias del mes de Junio, anno de nacimiento de N. S. J. C. de 1701.

(L. S.) ROUILLÉ.
(L. S.) *El Marques* DE ALEGRETE.
(L. S.) *El Conde* DE ALVOR.
(L. S.) MENDO DE FOYOS PEREIRA.

conclu avec lui, mais auſſi celui qui pour la même union ſe forme avec le très-haut et très-puiſſant Prince Louis XIV. Roi Très-Chrétien de France; S. M. Catholique demeurant le garant du dit traité, et tout comme ſi le dit traité avoit été conclu avec S. M. Catholique. 1701

ART. XVII.

Si la guerre venoit à éclater avec quelque Prince ou Puiſſance d'Europe, S. M. Catholique ne pourra faire aucune paix, trêve ou ſuſpenſion d'armes avec aucun des dits Princes ou Puiſſances ſans que la Couronne de Portugal y entre auſſi, en traitant de ſes interêts comme des propres interêts, de ſes Royaumes et domaines, pour être arrangés avec utilité et avantage de la même Couronne. Et de même le Portugal ne fera point de paix, trêve ou ſuſpenſion d'armes avec aucun des dits Princes ou Puiſſances ſans que S. M. Catholique y entre auſſi, qu'on traite des interêts de ſa Couronne comme des ſiens propres. *Paix future.*

ART. XVIII.

Cette ligue et ſes obligations réciproques dureront et reſteront en vigueur pendant l'eſpace de vingt ans. *Durée.*

Toutes les quelles choſes contenues dans les dix-huit articles de ce traité ont été accordées et conclues par Nous les ſusdits Plenipotentiaires de L.L. MM. Catholique et de Portugal, en vertu des Pleinpouvoirs accordés à nous par Leurs Majeſtés; en foi confirmation et temoignage de quoi Nous avons ſigné le preſent traité de Notre main et l'avons muni du cachet de nos armes.

A Lisbonne le 18 du mois de Juin an 1701.

(L. S.) ROUILLÉ.

(L. S.) *Le Marquis* D'ALEGRETE.

(L. S.) *Le Comte* D'ALVOR.

(L. S.) MENDO DE FOYOS PEREIRA.

1701 *Ratification Portugaise.*

Don Pedro, por la gracia de Dios, [illegible] Portugal, y de los Algarbes, de la parte [illegible] de la de alla del Mar de Africa, Señor de Guinea, y de la Conquista, Navegacion, y Comercio de Etiopia, Arabia, Perfia, y de la India &c. Hago saber a los que esta mi Carta patente de aprobacion, ratificacion, y confirmacion vieren: que en esta mi Corte y Ciudad de Lisboa, hoy diez y ocho del mes de Junio del presente anno de mil setecientos uno, se ha ajustado, concluido, y firmado un Tratado de Alianza entre Mi y el Rey Catolico mi buen hermano; siendo plenipotenciario por parte de su Mageftad Catolica para este efecto, el Señor de Rouille, Embaxador extraordinario del Rey Christianisimo en esta mi Corte; y por mi parte, Manuel Tellez de Silva, Marques de Alegrete, de mi Consejo de Estado, Gentilhombre de mi Camara, y Veedor de Hacienda; Francisco de Tavora, Conde de Alvor, tambien de mi Consejo de Estado, y Presidente de lo Ultramarino; y Mendo de Foyos Pereyra, de mi Consejo, y mi Secretario de Estado: el qual Tratado es el siguiente.

(Ici eſt inſéré le traité.)

Y habiendo yo visto el dicho Tratado de alianza, despues de bien considerado y examinado, he aprobado, ratificado, y confirmado, aprueho, ratifico, y confirmo, todas y cada una de la cosas contenidas en el, y por la presente le doy por bueno, firme, y valido: prometiendo, en fe y palabra de Rey, observar y cumplir inviolablemente su forma y tenor, y hacerlo cumplir y observar, sin hacer, o permitir que se haya, cosa alguna en contrario, directa o indirectamente, en qualquier modo que sea, renunciando todas las leyes y costumbres, y todas las demas cosas que haya, y puedan hacer en contrario. Y para fe y firmeza de todo, he mandado otorgar el presente Despacho de ratificacion, firmado por mi, y sellado con el sello gran de mis armas.

Dado en la ciudad de Lisboa, a 18 dias del mes de Junio. = Antonio de Oliveira de Carvalho la hizo anno del nacimiento de nuestro Señor Jesu-Christo de 1701. = Mendo de Foyos Pereira lo refrende.

El Rey.

Don

Ratification Eſpagnole. 1701

Don [illegible], por la gracia de Dios, Rey de las Eſpañas, de las Dos Sicilias, de Jeruſalem, de las Indias &c. Archiduque de Auſtria; Duque de Borgoña, de Milan; Conde de Abspurg, y del Tyrol &c. Habiendo ajuſtado, concluido, y firmado en la Corte de Lisboa en [illegible] del mes de Junio de eſte preſente anno de 1701, un Tratado de Alianza entre Mi y el Rey de Portugal mi buen hermano, ſiendo Plenipotenciarios para eſte eſecto, por parte de S. M. Luſitana Manuel Tellez de Silva Marques de Alegrete, de ſu Conſejo de Eſtado, Gentilhombre de ſu Camara, y Veedor de la Hacienda, Francisco de Tavora Conde de Alvor, aſimismo de ſu Conſejo de Eſtado, y Preſidente de lo Ultramarino, y Mendo de Foyos Pereira, de ſu Conſejo y ſu Secretario de Eſtado; y por mi parte el Preſidente Rouille Embaxador extraordinario de S. M. Chriſtianiſima en la misma Corte de Lisboa; el qual Tratado, traducido de portugues en caſtellano, es como ſe ſigue.

(Ici eſt inſéré le traité.)

El qual Tratado, aqui eſcrito i inſerto, como arriba queda dicho, habiendole Yo viſto, conſiderado bien, y examinado, le apruebo, ratifico, confirmo, y todas y cada una de las coſas en el contenidas, y por la preſente le doy por firme y valido; prometiendo, en fe y palabra de Rey, obſervar y cumplir inviolablemente ſu forma y tenor, y hacerle cumplir y obſervar, ſin hacer, ni permitir que ſe haya, coſa alguna en contrario, directa o indirectamente, en qualquier modo que ſer puéda, renunciando todas las leyes y coſtumbres, y todas las otras coſas que haya y pueda haber en contrario. Y en teſtimonio de lo ſuſodicho, y para firmeza de ello, mande deſpachar la preſente, firmada de mi mano, ſellada con el ſello ſecreto, y refrendada de mi infraſcrito Secretario de Eſtado.

Dada en Madrid a 1de Julio de 1701.

Yo El Rey.

(L. S.) D. Joseph Perez de la Puente.

(Les pleinpouvoirs de S. M. Catholique ſont datés de Buen-Retiro le 28 Fevr. 1701; ceux de S. M. Portugaiſe de Sava tierra le 8 Mars 1701.)

V.

1701 18 *Juin.* Transaccion ajuſtada entre [illegible] de Eſpanna y de Portugal en Lisboa [illegible] de Junio de 1701 *) ſobre las dependencias e intereſes del Aſiento de Negros de la Compañia Real de Guinea, ratificada por parte de Su Mageſtad Catolica en Madrid a 1. Julio del dicho anno.

(*Coleccion de los Tratados* T. I. p. 67; mais ſeulement en traduction Eſpagnole; l'original eſt en Portugais.)

En Nombre de la Santiſima Trinidad.

Por quanto ſe ha eſtipulado en el Articulo ſegundo del Tratado de nueva alianza y garantia del teſtamento de D. Carlos II. Rey Catolico de Eſpaña, en la parte que mira a ſuceder en todos ſus Eſtados y Dominios el muy alto y muy poderoſo Principe D. Felipe V. por la gracia de Dios, Rey Catolico de Eſpaña, ajuſtado con el muy alto y muy poderoſo Principe D. Pedro II. tambien por la gracia de Dios, Rey de Portugal, que ſe repararian todos los daños que habian reſultado a la Compañia del Aſiento de Negros de Indias por las vexaciones y poca obſervancia con que los miniſtros de S. M. Catolica habian cumplido las condiciones del contrato: ha parecido conveniente a ambas Mageſtades ſe hicieſe en Articulos ſeparados una amigable Transaccion de todos los derechos, acciones, y pretenſiones, que podian reſultar a una y otra Mageſtad, y a los intereſados en la Compañia, por qualquier cauſa que fueſe, paraque ſe quitaſe toda ocaſion que pudieſe ſer de menos ſatisfaccion a ambas Mage-

*) On ne trouve qu'un extrait très imparfait de ce traité dans DU MONT T. VIII. P. I. p. 31. et dans LAMBERTY *mem.* T. I. p. 547; bien qu'il aie ſorti auſſi peu ſon effet que le précédent, par le changement des circonſtances qui amena la guerre entre ces puiſſances, il eſt important, en ce qu'il ſert à l'intelligence du traité de paix de 1715, qui régla differemment les objets dont s'occupe ce traité, mais qui auſſi n'a pas terminé la diſpute.

V.

Transaction ajuſtée entre les Rois d'Eſpagne et de Portugal à Lisbonne le 18 Juin 1701 au ſujet des affaires et interets de l'Aſſiento de Nègres de la Compagnie royale de Guinée; ratifiée par S. M. Catholique à Madrid le 1 Juillet de la même année. 1701 18 *Juin.*

(*Traduction privée, de l'Eſpagnol ci-joint.*)

Au nom de la très-ſainte Trinité.

Comme il a été ſtipulé dans l'article II. du traité de nouvelle alliance et de garantie du teſtament de D. Carlos II. Roi Catholique d'Eſpagne en ce qui concerne la ſucceſſion dans tous ſes Etats et domaines en faveur du très-haut et très-puiſſant Prince D. Philippe V. par la Grace de Dieu Roi Catholique d'Eſpagne, conclu avec le très-haut et très-puiſſant Prince D. Pedro II. auſſi par la Grace de Dieu Roi de Portugal, qu'on repareraît tous les dommages cauſés à la Compagnie de l'aſſiento de Nègres des Indes par les vexations et le peu d'exactitude avec la quelle les Miniſtres de S. M. Catholique ont rempli les conditions du contrat; il a paru convenable aux deux Majeſtés qu'on dreſſe en articles ſéparés une amiable transaction de tous les droits actions et prétenſions qui pourraient reſulter à l'une et l'autre Majeſté et aux intereſſés à la Compagnie pour quelque cauſe que ce ſoit, afin d'écarter toute occaſion, qui pourrait être désagréable à leurs deux Majeſtés, d'élever des procès, dont ſe ſuivraient des plaintes et inconveniens, de ſorte que cet objet, avec tout ce qui en dépend, ſoit compoſé tellement que tous les motifs d'inquiétude ou de plainte ceſſent en vertu de cette transaction: pour la concluſion et l'arrangement de laquelle Leurs Majeſtés ont donné leurs Pléinpouvoirs, ſavoir S. M. Catholique de ſon côté au Sieur de Rouillé, Préſident au grand conſeil de S. M. Très-Chrétienne et

1701 *Mageſtades, habiendo pleytos, de que ſe ſiguirian delaciones y perjuicios; quedando eſta materia con ſus dependencias compueſta de fuerte, que todos los motivos de eſcandalo o queja en virtud de eſta tranſaccion para cuya concluſion y ajuſte han dado Sus Mageſtades plenipotencias, es a ſaber; Su Mageſtad Catolica por ſu parte, al Señor de Rouillé, Preſidente en el gran Conſejo de Su Mageſtad Chriſtianiſſima, y ſu Embaxador en eſta Corte de Lisboa; y Su Mageſtad de Portugal, por la ſuya, a los Señores, Manuel Tellez de Silva, Marques de Alegrete, Conde de Villarmayor, Comendador de las Encomiendas de S. Juan de Alegrete, y Lagares de Soure de la Orden de Chriſto, S. Juan de Moura, y Santa Maria de Albufeira de la Orden de Avis, del Conſejo de Eſtado, y Gentilhombre de Camara de Su Mageſtad de Portugal, y Veedor de ſu Hacienda; Francisco de Tavora, Conde de Alvor, Señor de la Villa de Moita, Alcayde mayor de Pinhel, y Comendador de las Encomiendas de San Andres de Freixeda, Porto Santo, Santa Maria de las dos Igleſias, y San Salvador del Baſto de la Orden de Chriſto, del Conſejo de Eſtado, y Preſidente de lo Ultramarino; y al Sennor Mendo de Foyos Pereyra, Comendador de la Encomienda de Santa Maria de Maſſaon de la Orden de Chriſto, del Conſejo de S. M. de Portugal, y ſu Secretario de Eſtado. Los qualis dichos Plenipotenciarios, uſando de los poderes que les ſon concedidos, han celebrado y ajuſtado entre ſi amigablemente la Transaction abaxo eſcrita, que contiene catorce Articulos ſeparados, los quales han de tener ſu entera fuerza, y debida obſervancia, como parte inſeparable del mismo Tratado de nueva alianza y garantia, del qual ſera contravencion todo lo que ſe dexare de cumplir y guardar de lo que va diſpueſto y declarado en los Articulos de eſta Transaccion.*

ART. I.

Que Su Mageſtad Catolica cede todas las acciones que tiene y puede tener contra la Compannia del Aſiento de Negros, que le competen y puedan competer por qualesquier cauſas, razones, fundamentos, fraudes, y contravenciones que haya habido en el tiempo de la obligacion de eſte contrato, cediendolas todas S. M. Catolica, como ſi no hubieſen acontecido.

ART.

son Ambassadeur en cette Cour de Lisbonne; et S. M. Portugaise [illegible] Ben aux S. Manuel Tellez de Silva Marquis de Alegrete, Comte de Villarmayor, Commandeur des Commanderies de S. Juan de Alegrete et Lagares de Soure de l'ordre de Christ, S. Juan de Moura, et Sainte Marie de Albufeira de l'ordre de Avis, membre du Conseil d'Etat, et gentilhomme de la chambre de S. M. de Portugal et Inspecteur de ses finances; François de Tavore Comte de Alvor, Seigneur de la Ville de Moita, Alcayde mayor de Pinhel, et Comandeur des Commanderies de S. Juan de Alegrete et Lagares de Soure de l'ordre de Christ, S. Juan de Moura, et Sainte Marie de Albufeira de l'ordre de Avis, membre du Conseil d'Etat, et gentilhomme de la chambre de S. M. de Portugal et Inspecteur de ses finances; François de Tavore Comte de Alvor, Seigneur de la Ville de Moita Alcayde mayor de Pinhel, et Commandeur des Commanderies de S. Andres de Freixada, Porto Santo, Santa Maria de las dos Iglesias, et S. Salvador del Basto de l'ordre de Christ, membre du Conseil d'Etat, et Président de l'Outre-mer; et au S. Mendo de Foyos Pereyra, Commandeur de la Commanderie de Santa Maria de Massaon de l'ordre de Christ, membre du Conseil de S. M. de Portugal, et son Secrétaire d'état; les quels dits Plénipotentiaires en vertu des pleinpouvoirs qui leur ont été accordés, ont conclu et arrangé entre eux amiablement la Transaction ci-dessous qui contient XIV articles séparés, les quels auront leur entière force et seront duement observés comme partie inséparable du même traité de nouvelle alliance et garantie, et sera considéré comme contrevention de celui-ci tout ce qui serait omis d'observer ou de garder de ce qui est disposé et reglé dans les articles de cette transaction. 1701

Art. I.

Que Sa Majesté Catholique cede toutes les prétensions qu'elle a et peut avoir contre la Compagnie de l'assiento des Nègres, qui lui appartiennent et peuvent lui appartenir pour quelques causes, raisons, fondemens, fraudes et contreventions qu'il y aurait eu pendant le tems de l'obligation de ce contrat, S. M. Catholique les cedant toutes comme si elles ne lui avaient point apartenues. *L'Espagne renonce à ses pretensions.*

Art.

1701 ART. II.

Que Su Mageſtad Catolica da por extinguido y cerrado contrato de eſte Aſiento, aunque le falte parte de tiempo que habia de durar ſu obligacion, desde el dia en que ſe ajuſta eſta Transaccion. Y reſpecto de que en el intervalo de tiempo, que preciſamente ha de haber paſſado lleguen a Indias las ordenes de Su Mageſtad Catolica en que aſi lo mande declarar, podran haber llegado algunas embarcaciones a Indias que hayan llevado negros para la proviſion de eſte Aſiento en la forma de la condicion ſexta; ſe practicara con eſtas embarcaciones y en la venta de los negros lo mismo que ſi hubieſen llegado en el tiempo en que exiſtia la obligacion del contrato, guardandoſeles todas las exenciones, libertades, y franquicias en el eſtipuladas. Y ſi hubiere algunos negros, que por la obligacion del Aſiento ſe hayan introducido en las Indias, y eſtubieren por vender; ſe gozara con ellos lo diſpueſto en la condicion veinte y ocho.

ART. III.

Que Su Mageſtad Catolica mandara poner en ſu entera libertad al Adminiſtrador del Aſiento Gaspar de Andrade, como tambien a todas las demas perſonas Portugueſas, que han ſervido en el Aſiento, y que ſe hallen arreſtadas o preſas por qualquier cauſa que ſea, ſin poder ſer obligadas, ni executadas por condenaciones, o gaſtos algunos hechos por cauſa a ocaſion de ſus priſiones o proceſos. Y todos los papeles, libros, y efectos que ſi tomaron, embargaron, o ſequeſtraron a Gaspar de Andrade, u otras qualesquier perſonas, ſenan entregadas a aquellas que preſentaran poderes eſpeciales de la Compannia para eſta comiſion. Y ſe mandara dar paſage para eſte Reyno en navios Portugueſes, caſtellanos, o franceſes para ſus perſonas, como tambien para las haciendas y generos procedidos de los efectos de la Compannia, tocando la eleccion de los navios a las mismas perſonas; y ſiendo en Portugueſes, podran venir en derechura a los puertos de Portugal, en la forma y manera que les eſtaba concedido en tiempo del contrato por la condicion quince; y viniendo en navios caſtellanos, gozaran de todo lo que por la dicha condicion les ſeria permitido ſi duraſe el contrato; yo lo mismo ſe les concedera

ART. II. 1701

Que [illegible] Catholique declare comme éteint et terminé le [illegible]rat de cet assiento *), bienqu'il lui manque encore une partie du tems que son obligation aurait du durer, dès le jour où la présente transaction a été ajustée. Et considérant que dans l'espace de tems justement necessaire pour que les ordres de S. M. Catholique, d'en faire la déclaration, puissent parvenir aux Indes, il pourrait être arrivé quelques vaisseaux aux Indes qui auraient porté des Nègres en vertu de cet assiento dans la forme de l'article VI; il en sera usé de ces vaisseaux et de la vente des Nègres tout comme s'ils étoient arrivés dans le tems où l'obligation du contrat subsistait, en leur conservant toutes les exemtions, libertés, et franchises qui y sont stipulées. Et s'il y avait quelques Nègres qui par l'obligation de l'assiento auraient été introduits aux Indes et seroient à vendre; on gardera à leur égard ce qui a été disposé dans l'article 28.

Contrat de l'assiento declaré éteint.

ART. III.

Que Sa Majesté Catholique fera mettre en pleine liberté l'Administrateur de l'Assiento, Gaspar de Andrade, comme aussi toutes les autres personnes Portugaises qui ont servi à l'Assiento et qui ont été arretées ou prises pour quelque cause que ce soit, sans pouvoir être obligées ou executées pour cause de sentences ou fraix quelconques qui ont eu lieu à cause ou à l'occasion de leur capture ou judicature. Et tous les papiers, livres et effets qui ont été pris, saisis ou sequestrés à Gaspar de Andrade, ou à autres personnes quelconques, seront restitués à ceux qui produiront des pleinpouvoirs particuliers de la compagnie à cet effet. Et il sera ordonné de les laisser passer pour ce royaume en navires Portugais, Castillans ou Français pour leur personne, comme aussi pour les biens et marchandises procedés des effets de la Compagnie, le choix des navires dependant des dites personnes; et si c'est en des navires Portugais, elles pourront venir à droiture dans les ports du Portugal, dans la forme et maniere qui leur à été accordée dans le tems du contrat par l'article XV; et s'ils viennent dans des navires Castillans ils jouiront de tout ce qui par le dit article leur aurait été

Portugais mis en liberté

*) Ce traité d'assiento en date du 12 Juil. 1696 se trouve dans ABREU *y Bertodano coleccion. Carlos II.* P. III. p. 366-393.

1701 *cedera veniendo en navios franceſes a los puertos de Caſtilla y Portugal.*

ART. IV.

Que ſi hubiere algunas perſonas que hayan recibido efectos de la Compannia, ſiendo vaſallos de la Corona de Portugal, los obligaran a embarcar, siendo requeridos los Gobernadores, y qualesquier otras Juſticias, por los Procuradores de la Compannia. Y todos los papeles que ſe les hallaren pertenecientes a dicha Compannia, caudales, y efectos que tubieren, ſe entregaran a los Comiſarios de ella por inventario hecho judicialmente, para que conſte con verdad lo que ſe les hubiere hallado.

ART. V.

Sin embargo de que por la condicion primera del contrato ſe obligo la Compannia a introducir en Indias en el tiempo de ſu duracion diez mil toneladas de negros, reguladas en la forma de la misma condicion, y de la ſeptima, habiendoſe de pagar a S. M. Catolica los derechos de los negros que faltaſen, para la introduccion de las dichas toneladas, como ſi efectivamente ſe hubieſen vendido e introducido en Indias; S. M. Catolica, por las juſtas cauſas que le mueven, concede a la Compannia que no pague derechos ſino de los negros que real y enteramente ha introducido y vendido en Indias, haciendoſe la cuenta de los negros por las toneladas, en la forma de la referida condicion ſeptima.

ART. VI.

Que S. M. Catolica mandara expedir las ordenes neceſarias para que, en el tiempo de dos meſes perentorios, ſe cobre efectivamente todo lo que ſe debe en las Indias a la Compannia; y en el ajuſte de las cuentas de los derechos de los negros que la Compannia ha vendido en las Indias, eſtaran obligados los miniſtros de S. M. Catolica a aceptar las eſcrituras corrientes que les entregaren los Adminiſtradores del Aſiento, procedidas de los eſclavos que ſe hubieren vendido fiados a los moradores de las Indias. Y quando eſtas eſcrituras no baſten para la ſatisfaccion de eſtos derechos; ſe deſcontara lo que faltare en el pagamento de las doſcientas mil patacas de anticipacion, y ſus reditos.

ART.

été permis, si le contrat subsistait encore; et la même chose leur sera accordée s'ils viennent en navires français dans les ports de Castille et de Portugal. 1701

ART. IV.

Que s'il y avait quelques personnes qui auraient reçu des effets de la Compagnie et qui sont sujets de la Couronne de Portugal, les gouverneurs et autres officiers les obligeront de s'embarquer, s'ils en sont requis par les procureurs de la Compagnie. Et tous les papiers qui se trouveront appartenir à la Compagnie, les capitaux et effets, se remettront aux commissaires de celle-ci d'après un inventaire fait judiciairement, afin qu'il conste véritablement de ce qui leur aura été remis. *Les sujets et effets seront embarqués.*

ART. V.

Non obstant que par l'article I. du Contrat la Compagnie s'est obligée à introduire aux Indes, durant le tems de sa durée, les Nègres du port de dix mille tonneaux, dans la forme reglée par le même et le VIIeme article avec l'obligation de payer à S. M. Catholique les droits même pour les Nègres qui manqueraient au dit port de 10,000 tonneaux tout comme s'ils avaient été effectivement introduits et vendus aux Indes, S. M. Catholique, par les justes motifs qui l'y déterminent, accorde à la Compagnie de ne payer les droits que pour les Nègres qu'elle a effectivement et entierement introduits et vendus aux Indes, en comptant les Nègres d'après le port des vaisseaux sur le pied exprimé dans le dit article septième. *Remise des droits pour les Nègres non livrés.*

ART. VI.

Que S. M. Catholique fera expédier les ordres necessaires pour que dans l'espace peremtoire de deux mois on recouvre effectivement tout ce qui se doit aux Indes à la Compagnie et dans l'ajustement des comptes des droits pour les Nègres que la Compagnie a vendus aux Indes les officiers de S. M. Catholique seront obligés d'accepter les billets courants que leur fourniront les Administrateurs de l'assiento, procédant des esclaves qu'ils auront vendus à credit aux habitans des Indes. Et si ces obligations ne suffisent pas pour acquiter ces droits, on décomptera ce qui manque dans le payement des 200,000 patacas d'anticipation et des revenus d'iceux. *Acquit des dettes et des droits.*

ART.

1701

ART. VII.

Que en el pagamento de los derechos de negros, que ſe vendieren en los puertos de Indias, ſe guardara ſobre la entrega de ellos lo que eſta diſpueſto en la condicion veinte y quatro.

ART. VIII.

Que hallandoſe algunos navios en los puertos de Indias, que hayan llevado negros en la forma que les era permitido por la condicion ſexta, y eſtando embargados o detenidos por eſta cauſa, ſeran deſembargados, o libertados; reſtituyendoſeles todo lo que ſe les hubiere tomado en la forma de la condicion XI.

ART. IX.

Que S. M. Catolica ſe obliga a mandar pagar las doſcientas mil patacas de la anticipacion que ſe le hizo, como tambien los reditos de ellas de ocho por ciento, en la forma que ſe declara en la condicion quarta; los quales reditos ſe han de contar y devengar deſde el dia en que ſe entregaron las doſcientas mil patacas haſta aquel en que ſe pagaren en Caſtilla a la perſona que tubiere los poderes neceſarios para cobrarlas.

ART. X.

Que S. M. Catolica mandara executar prontamente la condicion treinta y quatro del Aſiento ſobre los bienes que quedaron de D. Bernardo Francisco Marinno para la ſatisfaccion de nueſtra deuda, que en la misma condicion ſe declarara.

ART. XI.

Que S. M. Catolica dara treſcientos mil cruzados de moneda Portugueſa, que en eſte Reyno vale 400 reis, a la Compannia en ſatisfaccion de los dannos recibidos, y de todas las acciones que la dicha Compannia puede tener contra la hacienda de S. M. Catolica por los dichos dannos, ú otra qualquier cauſa, perteneciente al Aſiento de Negros, pues de todas ſe da por pagado y ſatisfecho con la cantidad referida. Los quales treſcientos mil cruzados ſeran pagados en Caſtilla en la venida de la primera flota, flotilla, o galeones que llegaren; y de la misma manera las doſcientas mil patacas de anticipacion, y ſus reditos haſta la real entrega en la forma de la condicion tercera y quarta, ſeran pagadas en Caſtilla en las ſegundas embarcaciones que llegaren, ſiendo de la flota, flotilla, o galeones: de ſuerte que eſte pagamento

ſe.

ART. VII. 1701

Que dans le payement des droits pour les Nègres qui ont été vendus dans les ports des Indes, on observera touchant la tradition de ceux-ci, ce qui eſt fixé dans l'article vingt quatre. *Tradition des Nègres.*

ART. VIII.

Que s'il ſe trouve quelques vaiſſeaux dans les ports des Indes qui auraient porté des Nègres ſur le pied qui leur a été permis par l'article VI. et qui ſe trouveraient ſaiſis ou detenus par ce motif, ils ſeront relachés ou mis en liberté, en leur reſtituant tout ce qui leur aurait été enlevé, en conformité de l'article VI. *Vaiſſeaux relachés.*

ART. IX.

Que S. M. Catholique s'engage à faire payer les 200,000 patacas de l'anticipation qui lui a été faite, comme auſſi les revenus d'iceux à huit pour cent dans la forme determinée dans l'article IV, les quels revenus devront ſe compter et percevoir depuis le jour où les 200,000 patacas ont été payés, jusqu'à celui où ils ſe payeront en Caſtille à la perſonne qui aurait les pouvoirs neceſſaires pour les recouvrer. *Anticipation payée en retour.*

ART. X.

Que S. M. fera proprement executer la condition XXXIV de l'aſſiento au ſujet des biens qui ſont reſtés de D. Bernard François Marinno pour l'acquitement de notre créance deſignée dans le même article. *Art. 34 du contrat.*

ART. XI.

Que S. M. Catholique donnera 300,000 Cruzados monaye Portugaiſe valant dans ce royaume 400 reis, à la compagnie, en dédomagement des pertes qu'elle a éprouvées, et de toutes les actions que la dite Compagnie peut avoir contre la Chambre de finances de S. M. Catholique pour cauſe des dites pertes ou pour quelque autre cauſe appartenant à l'aſſiento des Nègres, vu que toutes ſont cenſées, payées et acquitées moyenant la ſomme ſus-dite. Lesquels 300,000 cruzados ſeront payés en Caſtille lors de l'arrivée de la première flotte, flottille ou Galions qui arriveront, et de la même maniére les 200,000 patacas d'anticipation et les revenus d'iceux jusqu'à la delivrance effective dans la forme de l'article III. et IV. ſeront payés en Caſtille lors des ſeconds tranſports qui arriveront, ſoit de flotte, flottille ou galions: de ſorte que ce payement ſe faſſe en deux repri- *Dédomagement pour la Compagnie.*

1701 *ſe haga en dos plazos ſubſequentes en las primeras dos llegadas de galeones, flota, o flotilla. Y todo eſte dinero de eſtos dos pagamentos ſe podra traer a Portugal en moneda, o barras de plata o de oro.*

ART. XII.

Que S. M. de Portugal cede, en su nombre y en el de todos los intereſados en la Compannia, todas las acciones que le pertenecian y podian pertenecer contra la hacienda de S. M. Catolica, conforme y de la misma manera que S. M. Catolica cede todas las acciones que le competian, ſegun el Articulo primero, con todas las clauſulas y condiciones declaradas en el.

ART. XIII.

Que S. M. Catolica mandara deſpachar immediatamente las ordenes neceſarias para la execucion de eſta Transaccion, de las quales mandara entregar un tanto a la Compannia, para remitirle luego a Indias.

ART. XIV.

Que ambas Mageſtades eſtaran obligadas a cumplir y guardar enteramente lo ajuſtado en eſta Transaccion, como parte del Tratado que ſe hace de nueva alianza, y a mandar deſpachar todas las ordenes neceſarias, para que tenga ſu debido efecto. Y en caſo que por alguna de las partes ſe falte a lo prometido, ſe tendra por contravencion al dicho Tratado, como ſi ſe faltaſe a lo que en el ſe contiene.

Lisboa a 18de Junio de 1771.

(L. S.) ROUILLÉ.
(L. S.) *El Marques* DE ALGRETE.
(L. S.) *El Conde* DE ALVOR.
(L. S.) MENDO DE FOYOS PEREYRA.

Ratification du Roi d'Eſpagne. DON FELIPE Quinto, por la gracia de Dios, Rey de las Eſpañas, de las dos Sicilias, de Jeruſalen, de las Indias &c. Archiduque de Auſtria; Duque de Borgoña, de Milan; Conde de Abspurg, y del Tyrol &c. Habiendoſe abocado en la Corte de Lisboa el Preſidente Rouillé,

reprises ſucceſſives lors des deux premières arrivées des 1701
gallions, flotte ou flotille; et tout cet argent de ces deux payement pourra ſe transporter en Portugal en monnayes ou en lingots d'argent ou d'or.

ART. XII.

Que S. M. de Portugal cede en ſon nom et en celui de tous les intereſſés en la Compagnie toutes les actions qui lui appartiennent, et pourront appartenir contre la Chambre de finance de S. M. Catholique, de même et ſur le même pièd que S. M. Catholique cede toutes les actions qui lui appattiendraient ſuivant l'article premier, avec toutes les clauſes et conditions qui y ſont énoncées. *Ceſſions de la Compagnie.*

ART. XIII.

Que S. M. Catholique fera expedier inceſſamment les ordres neceſſaires pour l'execution de cette transaction, des quelles elle fera delivrer un exemplaire à la Compagnie pour l'envoyer ſur le Champ aux Indes. *Execution.*

ART. XIV.

Que leurs deux Majeſtés ſeront obligées d'accomplir et obſerver entierement ce qui eſt réglé dans cette transaction, comme faiſant partie du traité de nouvelle alliance conclu, et de faire expedier tous les ordres neceſſaires pour qu'elle fortifie duement ſon effet. Et en cas que dans quelqu'une de ſes parties on manqueroit à ce qui a été promis, ceci ſera conſidéré comme une contravention au dit traité, comme ſi on eut manqué à ce qui eſt contenu dans celui-ci. *Contraventions.*

à Lisbonne le 18 Juin 1701.

(L. S.) ROUILLÉ.
(L. S.) *Le Marquis* D'ALEGRETE.
(L. S.) *Le Comte* D'ALVOR.
(L. S.) MENDO DE FOYOS PEREYRA.

Les pleinpouvoirs ſont datés, ſavoir celui du Roi d'Eſpagne du 1 Juin 1701; celui du Roi de Portugal du 14 Juin de la même année. Ces piéces ſe trouvent en entier et en Eſpagnol dans la Colection citée, mais j'ai cru qu'il était peu neceſſaire de les copier. Ce n'eſt pas le défaut dans les pleinpouvoirs, mais ce changement de circonſtances ſi frequent de tout tems en politique, qui permit au Portugal de ſecouer le joug qu'il venait de s'impoſer et deſe jetter dans le parti oppoſé, comme on le verra par les piéces qui ſuivent ici immédiatement.

1701 Rouillé, Embaxador extraordinario de Su Mageſtad Chriſtianiſima en ella, con poderes mios, y con los del muy alto y muy poderoſo Principe D. Pedro Rey de Portugal mi buen hermano y primo, Manuel Tellez de Silva, Marques de Alegrete, de ſu Conſejo de Eſtado, Gentil hombre de ſu Camara, y Veedor de la Hacienda; Francisco de Tavora, Conde de Alvor, aſſimismo de ſu Conſejo Eſtado, y Preſidente de lo Ultramarino; y Mendo de Foyos Pereyra, de ſu Conſejo y ſu Secretario de Eſtado, y ajuſtadoſe por ellos en 1 de Junio de eſte anno de 1701, en virtud de los referidos poderes, una Transaccion entre mi y ſu Mageſtad de Portugal, la qual, traducida de Portugues en caſtellano, es como ſe figue:

(Ici le traité eſt inſéré.)

La qual Transaccion aqui eſcrita e inſerta, habiendola Yo viſto examinado, la apruebo, ratifico, y confirmo, y todas y cada una de las cosas en ella contenidas, y por la preſente la doy por buena, firme, y valedera; prometiendo, en fé y palabra de Rey, obſervar y cumplir inviolablemente ſu forma y tenor, y hacerla cumplir y obſervar, ſin permitir que ſe haga coſa alguna en contrario, directa ni indirectamente, en qualquier modo que ſer pueda renunciando todas las leyes, coſtumbres, y otras qualesquiera contrarias a ello. Y en teſtimonio de lo ſuſodicho, y para ſu firmeza, mande deſpachar la preſente, firmada de mi mano, ſellada con el ſello ſecreto, y refrendada de mi infraſcrito Secretario de Eſtado.

Dada en Madrid a 1 de Julio de 1701

Yo El Rey.

(L. S.) D. Joseph Perez de la Puente.

I.

Traité d'alliance défensive entre S. M. la Reine de la Grande-Brétagne et les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas d'une part et le Roi de Portugal de l'autre, signé à Lisbonne le 16 May 1703.

1703 16 May.

Le traité d'alliance offensive et défensive conclu le 16 May 1703 entre la Gr. Brétagne, l'Empereur et les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas d'une part et le Portugal de l'autre se trouve dans DUMONT *corps diplom. T. VIII. P. I. p. 127; de même le traité d'alliance de la même date entre la Gr. Brétagne les Provinces-Unies des Pays-Bas et la Suède p. 132; mais l'alliance placée ci-dessus, signée le même jour entre la Gr. Brétagne, les Provinces-Unies des Pays-Bas et le Portugal, manque dans le recueil de Dumont et autres recueils généraux. Cependant elle n'est pas du nombre de ces alliances passagères, que le moment de la paix fait expirer; et les Puissances contractantes s'y sont rapportées plus d'une fois dans la suite, comme entre autres le Portugal dans ses démêlés avec l'Espagne de 1735. C'est ce qui m'engage à l'insérer, ici d'après la copie anglaise qui se trouve d'une manière uniforme dans la* Collection of treaties *1785. T. I. p. 347 et dans* CHALMERS Collection of treaties *T. II. p. 298, en y joignant une traduction française. Ces copies, comme toutes celles qu'a donné Mr. Chalmers dans son excellent recueil des traités de la Grande-Brétagne, sont sans doute entièrement dignes de foi, cependant il parait que dans le préambule il s'est glissé une erreur à la quelle je n'ai rien osé substituer; le commencement de ce préambule semble être celui de la ratification anglaise, la continuation celui du traité même.*

1703 Defenſive treaty.

Anne, by the grace of God &c. To all and every one to whom theſe preſents may come, greeting.

Whereas a perpetual defenſive alliance, in the words and articles following, was, on the 16th of May laſt, concluded and ſigned at Lisbon, between our plenipotentiaries and thoſe of the Lords the States General of the United Provinces on the one hand, and thoſe of the King of Portugal on the other: and whereas many mutual advantages accrue to the moſt Serene and moſt Potent Kings and Kingdoms of Great Britain and Portugal, and to the High and Mighty Lords the States General of the United Provinces, and their ſubjects, from the peace and good friendſhip which ſubſiſts between the three foreſaid Powers: and whereas it is neceſſary, that that peace be not only preſerved inviolate, but be likewiſe ſtrengthened by firmer and cloſer ties, by which a ſtronger foundation may be laid for maintaining the general peace and tranquillity of Europe, which the aboveſaid Powers endeavour with all their might to ſupport: they have therefore, for the common good of all, reſolved to enter into a mutual alliance; and for that purpoſe have granted their full powers and inſtructions, viz. the moſt Serene and moſt Potent Princeſs Anne, by the grace of God, Queen of Great Britain, France, and Ireland, to Paul Methuen, Eſquire, her ambaſſador extraordinary in Portugal; the moſt Serene and moſt Potent Prince Peter, by the grace of God, King of Portugal and the Algarves on this ſide; and beyond the ſeas in Africa, Lord of Guinea, and of the conqueſt, navigation, and commerce of Ethiopia, Arabia, Perſia, India &c. to Don Nonio de Metto Alvares Pereira, his near kinſman, Duke of Cadaval, Marquis of Ferreira &c. to Don Emanuel Felles de Silva, Marquis of Algrete &c. to Don Francisco de Tavora, Count of Alvor &c. to Don Pegno Monteiro, Lord of A[illegible] &c. and to Don Joſeph de [illegible], great hiſtoriographer of the kingdom; and the High and Mighty Lords the States General of the United Provinces, to Van Francis Schonemberg: which plenipotentiaries, by virtue of the aboveſaid full powers (which, before the ſigning of this treaty, were mutually exchanged, examined, and admitted) after matu-

Traité d'alliance defensive. 1703

Anne par la grace de Dieu &c. A tous ceux et chacun qui les presentes verront salut.

Comme une alliance defensive perpetuelle, conçue dans les termes et articles suivans a été conclue et signée à Lisbonne le 16 May *dernier* entre *Nos* plenipotentiaires et ceux des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies d'une part et ceux du Roi de Portugal de l'autre; et comme nombre d'avantages sont resultés pour les sereniſſimes et très puiſſans Rois et royaumes de la Grande-Brétagne et de Portugal, et pour les Hauts et Puiſſants Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies et leurs sujets, de la paix et bonne amitié qui subsistent entre les trois susdites Puiſſances: et comme il est neceſſaire, que cette paix soit non seulement conservée inviolablement, mais qu'elle soit renforcée par des liens plus resserrés et plus étroits, par lesquels il puiſſe être jetté un fondement plus solide du maintien de la paix et tranquilité générale de l'Europe, que les Puiſſances sus mentionnées ont à tache de maintenir de toute leur force: elles ont en consequence, pour le bien commun de tous, resolu d'entrer dans une alliance mutuelle: et à cette fin elles ont donné leurs pleinpouvoirs et instructions, savoir la sereniſſime et très-puiſſante Princeſſe Anne, par la Grace de Dieu Reine de la Grande-Brétagne, de France et d'Irlande à Paul Methuen Esquire, son Ambaſſadeur extraordinaire en Portugal; le sereniſſime et très Puiſſant Prince Pierre par la Grace de Dieu Roi de Portugal et des Algarves en deça; et en de là des mers en Afrique Seigneur de Guinée et des conquêtes, navigation et commerce d'Ethiopie, Arabie, Perſe, Indes &c. à Don Nonio de Metto Alvares Pereira son proche parent, Duc de Cadaval, Marquis de Ferreira, &c. à Don Emanuel Felles de Silva, Marquis d'Alegrete &c. à Don François de Tavora Comte d'Alvor &c. à Don Regno Monteiro Seigneur d'Alva &c. et à Don Joſeph de Farria, grand historiographe de ce royaume, et les Hauts et Puiſſans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies à Van Francis Schonemberg: lesquels plenipotentiaires, en vertu des pleinpouvoirs sus mentionnés (lesquels avant la signature de

1703 *maturely and deliberately weighing the matter, have, in the name of their above-mentioned ſovereigns, agreed and conſented to the following terms and articles.*

ART. I.

All former treaties between the aboveſaid Powers are hereby approved, confirmed, and ratified, and are ordered to be exactly and faithfully obſerved, except in ſo far as by the preſent treaty is otherwiſe provided and eſtabliſhed; ſo that there ſhall be between the ſaid kingdoms and States, their people and ſubjects, a ſincere friendſhip and perfect amity: they ſhall all of them mutually aſſiſt one another; and each of the ſaid Powers ſhall promote the intereſt and advantage of the reſt, as if it were his own.

ART. II.

If ever it ſhall happen that the Kings of Spain and France, either the preſent or future; that both of them together, or either of them ſeparately, ſhall make war or give occaſion to ſuſpect that they intend to make war upon the kingdom of Portugal, either on the continent of Europe or in its dominions beyond ſeas; her Majeſty the Queen of Great Britain, and the Lords the States General, ſhall uſe their friendly offices with the ſaid Kings, or either of them, in order to perſuade them to obſerve the terms of peace towards Portugal, and not to make war upon it.

ART. III.

But theſe good offices not proving ſucceſsful, but altogether ineffectual, ſo that war ſhould be made by the aforeſaid Kings, or by either of them, upon Portugal, the above-mentioned Powers of Great Britain and Holland ſhall make war, with all their force, upon the foreſaid Kings or King who ſhall carry hoſtile arms into Portugal; and towards that war which ſhall be carried on in Europe, they ſhall ſupply twelve thouſand men, whom they ſhall arm and pay, as well when in quarters as in action; and the ſaid high allies ſhall be obliged to keep that number of men complete, by recruiting it from time to time at their own expence.

ART.

ce traité ont été mutuellement échangés, examinés, et admis) après avoir murement et solidement pesé l'objet, ont au nom de leurs sus-dits souverains arrêté et sont convenus des termes et articles suivans: 1703

ART. I.

Tous les traités antérieurs entre les susdites Puissances sont approuvés, confirmés et ratifiés par le présent et il est ordonné qu'ils seront exactement et fidèlement observés, excepté pour autant qu'il est autrement pourvu et stipulé par le présent traité; de sorte qu'il y aura une amitié sincère et parfaite entre les dits royaumes et états, leurs peuples et sujets; ils s'assisteront tous reciproquement; et chacune des dites Puissances avancera les interêts et les avantages des autres comme s'ils étoient les siens propres. *Traités confirmés.*

ART. II.

S'il arriverait jamais que les Rois d'Espagne et de France, soit présents ou futurs, soit tous les deux ensemble, soit l'un d'eux séparement entreroient en guerre, ou donneraient lieu à soupçonner qu'ils ont l'intention de faire la guerre contre le royaume de Portugal, soit sur le continent de l'Europe, soit dans ses possessions au delà des mers; Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et les Seigneurs les Etats Généraux employeront leurs bons offices auprès des dits Rois ou auprès de l'un d'entre eux, afin de les engager à observer les termes de la paix envers le Portugal et à ne pas lui faire la guerre. *1) Guerre de l'Espagne ou de la France contre le Portugal; bons offices.*

ART. III.

Mais si ces bons offices n'auroient point de succès mais demeureraient entierement inefficaces, de sorte que la guerre se ferait par les susdits Rois ou par l'un d'entre eux contre le Portugal, alors les susdites Puissances de la Grande-Bretagne et d'Hollande feront la guerre de toute leur force contre les dits Rois ou Roi qui entreront hostilement en Portugal, et pour cette guerre qui s'elevera en Europe, elles fourniront douze mille hommes, qu'elles armeront et payeront, tant lorsqu'ils seront dans les quartiers qu'en campagne; et les dits hauts alliés seront obligés de tenir ce nombre d'hommes complet, en le recrutant de tems en tems à leurs propres depends. *Guerre en Europe; secours en hommes.*

1703

ART. IV.

And in this caſe alſo, the aforeſaid Powers of Great Britain and Holland ſhall be obliged to keep and maintain upon the coaſt of Portugal, and in its harbours, a competent number of men of war, to defend the ſaid coaſts and harbours, the trade and merchant-ſhips, from all hoſtile attempts; ſo that if it ſhall appear that the ſaid harbours and ſhips are in danger of being attacked with a greater force by the enemy, the ſaid high allies ſhall be obliged to ſend to Portugal ſuch a number of men of war as ſhall be equal, or even ſuperior, to the ſhips and force of the enemy who ſhall meditate an attack upon the aboveſaid ſhips and harbours.

ART. V.

But if the foreſaid Kings of Spain and France, or either of them, ſhall make war, or give occaſion to ſuſpect that they intend to make war, upon the provinces or dominions of Portugal beyond ſeas, the above-mentioned Powers of Great Britain and Holland ſhall furniſh to his Portugueſe Majeſty ſuch a number of men of war as ſhall be equal, or even ſuperior, to the ſhips of the enemy; ſo that he may be able not only to oppoſe them, but even to prevent ſuch attack or invaſion, as long as the war ſhall laſt, or occaſion require. And if the enemy ſhall take any town or ſeize any place, which they may fortify, in the foreſaid provinces and dominions beyond ſeas, theſe ſuccours ſhall continue until ſuch town or place be fully recovered, or more towns and places, if more ſhould be taken.

ART. VI.

All theſe auxiliary ſhips ſhall be ſubject to the command of his Portugueſe Majeſty, ſo that they ſhall perform whatever ſhall be enjoined by his ſaid Majeſty; and if they ſhould ſail to the Portugueſe provinces and dominions beyond ſeas, they ſhall there likewiſe perform whatever ſhall be enjoined them, in the name of his Majeſty, by his viceroys and governors.

ART. VII.

When theſe auxiliary ſhips of the two Powers of Great Britain and Holland ſhall be joined with the Portugueſe

ART. IV. 1703

Et de même dans ce cas les susdites Puissances de la Grande-Bretagne et d'Hollande seront obligées d'avoir et de maintenir sur les côtes du Portugal, et dans ses ports un nombre convenable de vaisseaux de guerre, pour défendre les dites côtes et ports, le commerce et les navires marchands, contre toutes les entreprises hostiles; de sorte que s'il apparoîtra que les dits ports et vaisseaux sont en danger d'être attaqués par une force majeure de l'ennemi, les dits hauts alliés seront obligés d'envoyer en Portugal tel nombre de vaisseaux de guerre égal ou même supérieur aux vaisseaux et forces de l'ennemi qui mediteront une attaque des susdits vaisseaux et ports. *En vaisseaux.*

ART. V.

Mais si les susdits Rois d'Espagne et de France, ou l'un d'entre eux, feruient la guerre ou donneroient lieu à soupçonner qu'ils ont l'intention de la faire contre les provinces ou domaines du Portugal au de là des mers, les susdites Puissances de la Grande-Bretagne et d'Hollande fourniront à Sa Majesté Portugaise un nombre de vaisseaux de guerre égal ou même supérieur aux vaisseaux de l'ennemi; de sorte qu'il soit en état non seulement de s'opposer à eux, mais même de prevenir une telle attaque ou invasion, aussi longtems que la guerre durera, ou que les circonstances l'exigent. Et si les ennemis prendraient quelque ville ou s'empareraient de quelque place qu'ils pourraient fortifier dans les susdites provinces et domaines au de là des mers, ces secours continueront jusqu'à ce que telle ville ou place, ou telles villes ou places, s'il en a été enlevé plusieurs, seront pleinement reprises. *Guerre hors de l'Europe.*

ART. VI.

Tous ces vaisseaux auxiliaires seront sujets au commandement de S. M. Portugaise, de sorte qu'ils executeront tout ce qui leur sera enjoint par sa dite Majesté; et s'ils faisoient voile pour les provinces et dominations Portugaises au de là des mers, ils y executeront également ce qui leur sera enjoint au nom de Sa Majesté, par ses vicerois et gouverneurs. *Emploi des secours.*

ART. VII.

Lorsque ces vaisseaux auxiliaires des deux Puissances, de la Grande-Bretagne et de la Hollande seront combinés *Commandement.*

1703 *tugueſe ſhips (in which caſe they muſt always aſſiſt them) the admiral of the Portugueſe fleet, who has the right of carrying the flag, ſhall give ſignals, and ſummon to a council of war, which ſhall be held in his own cabin; and the ſame admiral of the Portugueſe fleet ſhall iſſue the neceſſary orders for executing thoſe points which ſhall have been reſolved upon in the council of war; which points the admirals of the auxiliary ſhips ſhall execute, each with his own ſhips.*

ART. VIII.

But if, at any time, the ſhips of the three allied nations ſhall be conjoined in order to attempt any thing, in which all the allies are equally intereſted, the admiral, who has the right of carrying the flag, and has under his command the greateſt number of ſhips of his own nation, ſhall enjoy the right and privilege mentioned in the former article, viz. of giving ſignals, of ſummoning to a council of war in his own cabin, and of doing every other thing requiſite, as is above ſpecified.

ART. IX.

The twelve thouſand men, which the Powers of Great Britain and Holland are bound to furniſh to his Portugueſe Majeſty, and to maintain at their own expence, and occaſionally recruit, during the continuance of the war as ſtipulated in the third article of this treaty, ſhall be ſubject, not only to the ſupreme command of his Portugueſe Majeſty, but alſo to that of his commanders or generals, and even of ſuch of his officers as by their rank in the army are ſuperior to them. But, for breach of orders, and for the crimes and enormities of which they ſhall be guilty, they ſhall be puniſhed by the commanders or generals of their own army, in the ſame manner as the Portugueſe themſelves are puniſhed by martial law, eſpecially for thoſe crimes which regard the violation of religion.

ART. X.

The high allies ſhall, in the caſe above-mentioned, grant full liberty, and all kind of aid and aſſiſtance to the comiſſaries of his Portugueſe Majeſty, to export from

bin-s avec les vaiſſeaux Portugais (dans lequel cas ils devront toujours leur preter ſecours) l'amiral de la flotte Portugaiſe qui a le droit d'arborer le pavillon commandant, donnera des ſignaux et convoquera pour un conſeil de guerre, lequel ſera tenu dans ſa propre cahute; et le même amiral de la flotte Portugaiſe fera émaner les ordres neceſſaires pour l'execution des points qui ont été reglés dans le conſeil de guerre, leſquels points les amiraux des vaiſſeaux auxiliaires executeront chacun avec ſes propres vaiſſeaux. 1703

ART. VIII.

Expeditions communes.

Mais ſi un jour les vaiſſeaux des trois nations alliés ſeroient joints pour tenter quelque entrepriſe à laquelle les alliés ſont également intereſſés, l'amiral qui a le droit d'arborer le pavillon commandant, et qui a ſous ſon commandement le plus grand nombre de vaiſſeaux de ſa propre nation, jouira du droit et du privilège mentionné dans l'article précedent, ſavoir de donner des ſignaux, de convoquer pour un conſeil de guerre dans ſa propre cahute, et de faire toute autre choſe neceſſaire comme il a été ſpecifié ci-deſſus.

ART. IX.

Entretien et emploi des ſecours en hommes.

Les douze mille hommes, que les Puiſſances de la Grande-Brétagne et d'Hollande ſont tenues de fournir à S. M. Portugaiſe, et d'entretenir à leurs propres fraix ainſi que de les recruter en cas de beſoin durant la continuation de la guerre, comme il eſt ſtipulé dans le troiſième article de ce traité, ſeront ſujets, non ſeulement au commandement ſuprême de S. M. Portugaiſe, mais auſſi à celui de ſes commandans ou généraux, et même de ceux de ſes officiers qui par leur rang dans l'armée ſont ſupérieurs à eux. Mais pour la violation des ordres et pour les crimes et enormités dont ils ſeront coupables, ils ſeront punis par les commandans ou généraux de leurs propre armée, de la même manière que les Portugais eux même ſont punis par la loi martiale, particulièrement pour ces crimes qui concernent l'offenſe de la religion.

ART. X.

Munitions de guerre.

Les hauts alliés accorderont dans le cas ſus-mentionné pleine liberté et toute ſorte de ſecours et d'aſſiſtance aux commiſſaires de S. M. Portugaiſe pour exporter

1703 *from their territories and harbours all ſorts of military ſtores, ſuch as powder, balls, arms, corn, and every other kind of ammunition, that ſhall be deſired of them, as well belonging to the ſea as the land ſervice; and that too at the ſame price as the ſaid high allies are wont to purchaſe them for their own uſe, and without the leaſt alteration in the charge.*

ART. XI.

If ever it ſhould happen that the Kings of Spain and France, or either of them, ſhould make war upon the Kingdom of Great Britain, or the States of the United Provinces, his Majeſty the King of Portugal ſhall uſe his friendly offices with the ſaid Kings, or with either of them, in order to perſuade them to obſerve the terms of peace towards the aforeſaid Kingdom of Great Britain, and the States of the United Provinces.

ART. XII.

But theſe good offices not proving ſucceſsful, but altogether ineffectual, ſo that war ſhall be made by the foreſaid Kings, or by either of them, upon the Kingdom of Great Britain, or the States of the United Provinces, his Majeſty the King of Portugal ſhall, in like manner, be bound to make war, with all his force upon the aforeſaid Kings, or upon either of them: and in this caſe likewiſe the foreſaid two Powers of Great Britain, and the States of the United Provinces, ſhall furniſh him with the ſame ſuccours of men and ſhips as in preceding articles are ſtipulated: in caſe the Kings of France or Spain, or either of them, ſhould make war upon Portugal, and every thing ſhall be executed in the manner there ſpecified.

ART. XIII.

As well in the firſt, as in the ſecond manner of carrying on the war, his Majeſty the King of Portugal ſhall be bound to maintain ten ſhips of war for his own defence, and that of his allies; with this proviſo, however, that if both the Spaniards and the French, or the Spaniards only, ſhould make war upon the high allies, in that caſe the ten ſhips of war of his Portugueſe Majeſty ſhall not be bound to depart from the coaſt of Portugal, becauſe, while in that ſtation, they will be of very great uſe in dividing the force of the enemy: but if

de leurs territoires et ports toute sorte de munition de guerre, tel que poudre, bâles, armes, bleds, et toute autre sorte de munitions qui sera desirée par eux, appartenant au service soit de mer soit de terre; et cela au même prix que les dits hauts alliés sont accoutumés de les acheter à leur propre usage et sans la moindre alteration à leur chargement. 1703

ART. XI.

S'il arriverait un jour que les Rois d'Espagne et de France, ou l'un d'entre eux feraient la guerre contre le royaume de la Grande-Brétagne ou contre les Etats des Provinces-Unies, Sa Majesté le Roi de Portugal employera ses bons offices auprès des dits Rois ou auprès de l'un d'entre eux, afin de les engager à observer les termes de la paix envers les susdits royaume de la Grande-Brétagne et Etats des Provinces-Unies. *a) Guerre contre l'Angl. ou la Holl. bons offices.*

ART. XII.

Mais si ces bons offices n'auroient point de succès, mais demeureraient entierement inefficaces, de sorte que la guerre se ferait par les susdits Rois ou par l'un d'entre eux contre le royaume de la Grande-Brétagne, ou les Etats des Provinces-Unies, Sa Majesté le Roi de Portugal sera de la même maniere tenue de faire la guerre de toute sa force contre les susdits Rois ou contre l'un d'entre eux: et dans ce cas de même les susdites Puissances, la Grande-Brétagne et les Etats des Provinces-Unies, lui fourniront le même secours en hommes et en vaisseaux qui est stipulé dans les articles précédens, en cas que les Rois d'Espagne ou de France ou l'un d'eux, feraient la guerre contre le Portugal, et toute chose sera executée de la manière y specifiée. *Secours.*

ART. XIII.

Tant dans la premiere que dans la seconde maniere de faire la guerre, Sa Majesté le Roi de Portugal sera tenue d'entretenir dix vaisseaux de guerre pour sa propre defense et pour celle de ses alliés; avec cette clause cependant, que si les Espagnols et les Français tous les deux, ou les Espagnols seuls feraient la guerre contre les hauts alliés, alors les dix vaisseaux de guerre de S. M. Portugaise ne seront pas tenus de quiter les côtes du Portugal, en considerant qu'y étant stationnés ils seront d'une grande utilité pour diviser la force de l'ennemi: *Emploi des vaisseaux Portugais.*

1703 *if war ſhould be made by the French only, it ſhall then be lawful for the Portugueſe ſhips to aſſiſt the high allies, in conjunction with their own fleets.*

ART. XIV.

No peace nor truce ſhall be made but by the common conſent of the three allies; and this league ſhall be perpetual and eternal.

ART. XV.

The perſonal privileges and freedom of trade which the ſubjects of Great Britain, and the States of the United Provinces, at preſent enjoy in Portugal, the Portugueſe ſhall, in their turn, enjoy in the dominions of Great Britain and the States of the United Provinces.

ART. XVI.

If from the copies of the treaty, in which an agreement was made concerning Bombay, between the crowns of Portugal and Britain, it ſhould appear, that either party has tranſgreſſed, or not fulfilled the terms of that convention, every thing ſhall be regulated according to the ſpirit of the ſaid treaty.

ART. XVII.

Portugueſe ſhips ſhall not be obliged to pay any thing for caſting anchor in the port of Mallacca, unleſs the other nations of Europe are obliged to do the ſame.

ART. XVIII.

Piratical ſhips, of whatever nation, ſhall not only not be permitted or received into the ports which their Portugueſe and Britannic Majeſties, and the States General of the United Provinces, poſſeſs in the Eaſt Indies, but ſhall be deemed the common enemies of the Portugueſe, the Engliſh, and the Dutch.

ART. XIX.

In time of peace, there ſhall be admitted into the greater ports of the Kingdom of Portugal, ſix ſhips of war of each of the nations of Great Britain and the United Provinces, beſides other ſix ſhips, which were

permit-

l'ennemi: mais si la guerre serait faite par les français seuls, il sera alors juste que les vaisseaux Portugais 1703
assistent les hauts alliés conjointement avec leurs propres flottes.

ART. XIV.

Il ne sera point fait de paix ou de trêve, si ce n'est de commun accord des trois alliés; et cette ligue sera perpétuelle et éternelle. *Paix; commune; alliance perpetuelle.*

ART. XV.

Les privilèges personnels et la liberté de commerce dont les sujets de la Grande-Brétagne et les Etats des Provinces-Unies jouissent à present en Portugal, appartiendront aux Portugais à leur tour dans les dominations de la Grande-Brétagne et des Etats des Provinces-Unies. *Privileges.*

ART. XVI.

Si par les articles du traité dans lequel il a été fait un arrangement concernant Bombay *) entre les couronnes de Portugal et de Brétagne il apparaitrait que l'une des deux parties a outre passé ou n'a pas accompli les termes de cette convention, tout sera reglé conformément à l'esprit du dit traité. *Bombay.*

ART. XVII.

Les vaisseaux Portugais ne seront pas obligés de payer quelques droits pour jetter l'ancre dans le port de Malacca, à moins que les autres nations de l'Europe ne soient obligées d'en faire autant. *Malacca.*

ART. XVIII.

On n'admettra et ne recevra non seulement pas de vaisseaux pirates d'une nation quelconque dans les ports que possedent leurs Majestés Portugaise et Britannique et les Etats Généraux des Provinces-Unies aux Indes Orientales, mais ils seront considérés comme les ennemis communs des Portugais, des Anglais et des Hollandais. *Pirates.*

ART. XIX.

En tems de paix il sera admis dans les grands ports du royaume de Portugal six vaisseaux de guerre de chacune des nations de la Grande-Brétagne et des Provinces-Unies, en outre d'autres six vaisseaux dont l'entrée est *Admission de v. d. guerre d. les Ports du Portugal*

*) On a probablement ici en vue le traité de mariage entre Charles II. et l'Infante de Portugal de l'an 1661 dont l'Art. XI. porte la cession de Bombay à la Grande-Brétagne. Ce traité se trouve dans CHALMERS *collection* T. II. p. 286.

1703 *permitted by virtue of former treaties; ſo that in the whole twelve ſhips may be admitted, and all in the ſame manner as the former ſix were permitted. And into the leſſer ports, there ſhall be admitted ſuch a number of ſhips as they can conveniently receive.*

ART. XX.

The ſaid plenipotentiaries promiſe, that their above mentioned ſovereigns ſhall ratify this treaty, in due and lawful form; and that the ratifications ſhall be exchanged in this royal city of Lisbon, within the ſpace of three months, counting from the time of ſubſcribing.

In witneſs whereof, we the above-named Plenipotentiaries of her Majeſty the Queen of Great Britain, and of the High and Mighty Lords the States General of the United Provinces, have ſigned this inſtrument, and thereto ſet our ſeals. And the Plenipotentiaries of his Portugueſe Majeſty, in order to avoid the controverſy that ſubſiſts concerning the prerogative of the place, between the crowns of Great Britain and Portugal, have, agreable to the manner and cuſtom obſerved between the two crowns, ſeparately ſigned and ſealed another inſtrument of the ſame tenor, changing only thoſe particulars which on account of this circumſtance were to be changed.

Lisbon, 16 May 1703.

(L. S.) PAUL METHUEN.

(L. S.) SCHONEMBERG.

Ratified by the Queen at Windſor, on the 12th of July, 1703.

eſt permiſe en vertu de traités antérieurs; de ſorte qu'en tout douze vaiſſeaux ſeront admis et tous de la même manière que les ſix précédens l'ont été. Et dans les moindres ports il ſera admis un tel nombre de vaiſſeaux qu'ils pourront recevoir convenablement. 1703

ART. XX.

Les dits plénipotentiaires promettent, que leurs ſouverains ſus-mentionnés ratifieront ce traité en due et legale forme, et que les ratifications en ſeront échangées dans cette ville royale de Lisbonne, dans l'eſpace de trois mois, à compter de l'époque de la ſignature. *Ratifications.*

En foi de quoi, nous les ſusdits Plénipotentiaires de Sa Majeſté la Reine de la Grande-Brétagne et des Hauts et Puiſſans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies avons ſigné cet inſtrument et y avons appoſé nos cachets. Et les Plénipotentiaires de Sa Majeſté Portugaiſe, afin d'écarter la diſpute ſubſiſtant au ſujet de la prérogative de la place entre les couronnes de la Grande-Brétagne et de Portugal, avons conformément à la maniere et à l'uſage obſervés entre les deux couronnes, ſigné et ſcellé ſéparément un autre inſtrument de la même teneur, en changeant ſeulement ces particularités qui devaient être changées à raiſon de cette circonſtance.

à Lisbonne le 16 May 1703.

(L. S.) PAUL METHUEN.

(L. S.) SCHONEMBERG.

Ratifié par la Reine à Windſor le 12 de Juillet 1703.

2.

1703 9 Juin. *Traité entre la Reine de la Grande-Brétagne et les Provinces-Unies des Pays-Bas pour le renouvellement des traités précédens. Signé à Weſtmunſter le 9 Juin.* *) 1703.

(*Groot Placaatboek* D. V. p. 415.)

Comme depuis l'avenement de la Sereniſſime Reine de la Grande-Brétagne à la Couronne Impériale de ces Royaumes, les Hauts et Puiſſants Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, ont ſignifié à Sa Majeſté par leurs Ambaſſadeurs extraordinaires, le deſir qu'ils ont de renouveller et confirmer avec la Reine, les traités d'amitié, d'alliance et de commerce, qui ſubſiſtent à preſent entre la Couronne d'Angleterre, et les dits Etats Généraux, pour mieux maintenir et affermir l'amitié et la bonne correſpondence qui regnent entr'eux, ce qui eſt très-agréable à la Reine, et comme Sa Majeſté et leurs hautes Puiſſances ont été obligées par l'ambition demeſurée de la France, de même que par l'union très dangereuſe entr'elle et l'Eſpagne d'entrer en guerre, pour empecher la ruine entiere de la liberté de l'Europe, et qu'ils ont declaré, qu'ils ſont prets d'entrer en de tels engagements avec Sa Majeſté, qu'on trouvera neceſſaire pour la ſeureté, et la conſervation reciproque de leurs ſujets, Pais et Etats, et pour reduire le Roi Très-Chreſtien à une paix juſte et raiſonnable. Et leſdits Etats Généraux ayant donné pouvoir aux Sieurs Frederic Baron de Reede, Seigneur de Lier, et Guillaume van Haren, leurs Ambaſſadeurs extraordinaires, de faire et conclure tels traités, qu'on trouvera convenables aux fins ſuſdites; et la Reine ayant les mêmes ſentimens, et voulant bien concourir à un ſi louable deſſein, a nommé pour Commiſſaires et Plénipotentiaires de ſa part, Sidney Lord Godolphin, ſon Grand Theſaurier d'Angleterre; Charles Duc de Sommerſet, Pre-

*) J'omets ici le traité conclu entre les mêmes puiſſances le 12 Mars 1703 pour l'augmentation de leurs troupes agiſſant dans les Pays-Bas, qui n'avait qu'un interêt ephemère. On le trouve en entier dans LAMBERTY *memoires* T. II. p. 345.

Président de ſon Conſeil privé; Jean Marquis de Nor- 1703
manby, Garde du Seau privé; Guillaume Duc de Devonshire, Intendant de ſa Maiſon; Edouard Comte de Jerſey, Chambellan de ſa Maiſon; Thomas Comte de Pembrooke et Montgommerie; Daniel Comte de Nottingham, ſon principal Secrétaire d'Etat; Laurens Comte de Rocheſter, ſon Lieutenant Général et Gouverneur du Royaume d'Irlande, et le Sieur Charles Hedges, Chevallier, ſon autre principal Secrétaire d'Etat.

Les dits Commiſſaires et les dits Ambaſſadeurs après pluſieurs aſſemblées et conferences, ont en vertu de leurs pouvoirs reſpectifs, Copies deſquels ſont inſerées à la fin de ces preſentes, arrêté et conclu ce qui s'enſuit.

ART. I.

Amitié. Qu'il y aura à l'avenir entre la Reine de la Grande-Brétagne, et ſes Succeſſeurs Rois ou Reines de la Grande-Brétagne, et leurs Royaumes d'une part, et les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas d'autre part, et leurs Etats, terres et ſujets reciproquement, une ſincere, ferme et perpétuelle amitié et bonne correſpondence, tant par mer que par terre, en tout et par tout, tant dedans que dehors l'Europe.

ART. II.

Renouvellement des traités ſuivans. Et pour mieux aſſurer cette amitié et bonne correſpondence, et ôter toutes les difficultés, qui pourroient naître entre les deux parties, ſous quelque pretexte que ce ſoit, il eſt arrêté et convenu entre la dite Reine de la Grande-Brétagne, et les dits Seigneurs Etats Généraux, que tous les traités de paix, d'amitié, Alliance, Confédération, Commerce et de Marine, cy-deſſous nommés et mentionnés, ſeront approuvés et confirmés avec les explications cy-jointes de part et d'autre, à ſçavoir.

Le Traité de Paix et d'Alliance conclu à Breda le trentieme Juillet 1667 *a*).

Le Traité de Navigation et de Commerce, conclu en même temps et lieu *b*).

Le

a) DUMONT T. VII. P. I. p. 44.
b) DUMONT T. VII. P. I. p. 48.

1703 Le Traité de Navigation et de Commerce, fait à la Haye le dix ſeptieme Fevrier 1668 *a*).

Le Traité de Paix et d'Amitié conclu à Weſtminſter le dix neufieme Fevrier 1674 *b*).

Le Traité de Marine conclu à Londres le premier d'Octobre 1674 *c*), avec une Déclaration expliquant pluſieurs articles du dit Traité, et du Traité de Marine du dix ſeptieme Fevrier 1668, conclu à la Haye le trentieme Decembre 1675 *d*).

Articles pour prevenir, ou accommoder les differents, qui pourroient arriver entre les Compagnies des Indes Orientales d'Angleterre et d'Hollande, conclu à Londres le dix huitieme Mars 1675 *e*).

La Ligue defenſive conclue à Weſtminſter le troiſieme jour de Mars 1678 *f*).

Le Traité de Concert pour les Flottes d'Angleterre et d'Hollande, conclu a Whitehal le vingt neufieme d'Avril 1689 *g*).

Le Traité d'Alliance conclu à la Haye l'onzieme Novembre 1701 *h*).

Comme les dits Traités, et tous et chacun les Articles d'iceux ſont effectivement approuvés et confirmés par ce preſent Traité, et demeureront en leur premiere force et vigeur, comme s'ils y étoient inſerés de mot à mot, en tant qu'ils ne contrediſent ou dérogent les uns aux autres, ou au preſent Traité, de telle maniere que les points et matieres ſtipulés par un Traité plus nouveau, ſeront accomplis dans le ſens dont on y ſera convenu, ſans avoir égard à un Traité plus ancien.

ART. III.

Alliance et confédération. Il y aura entre Sa Majeſté et ſes Succeſſeurs, et les dits Seigneurs Etats Généraux, et leurs ſujets et habitans

a) DUMONT T. VII. P. I. p. 74.
b) DUMONT T. VII. P. I. p. 253.
c) DUMONT T. VII. P. I. p. 282 ſous la date du 1 Decembre.
d) DUMONT T. VII. P. I. p. 319.
e) DUMONT T. VII. P. I. p. 288.
f) ROUSSET recueil T. XIX. p. 413.
g) DUMONT T. VII. P. II. p. 222.
h) ROUSSET ſupplem. T. III. P. II. p. 11.

tans reciproquement, une alliance étroite, et une fidelle 1703
Confederation pour ſe maintenir et conſerver mutuellement l'un et l'autre en la tranquillité, paix, amitié et neutralité par Mer et par Terre, et en la poſſeſſion de tous les droits, franchiſes et libertés, dont ils jouiſſent, ou ont droit de jouir, ou qui leur ſont acquis, ou qu'ils acquerront par les Traités de paix, d'amitié et de neutralité, qui ont été faits cy-devant, ou qui ſeront faits cy-après conjointement, et de commun concert, avec d'autres Rois, Republiques, Princes et Villes, le tout pourtant dans l'étendue de l'Europe ſeulement.

ART. IV.

Et ainſi ils promettent et s'obligent, de garantir *Garantie reciproque.* reciproquement, non ſeulement tous les Traitez que Sa Majeſté, ou ſes Predeceſſeurs, et les dits Seigneurs Etats Généraux ont deja fait avec d'autres Rois, Républiques, Princes et Etats, leſquels ſeront exhibés de part et d'autre, avant l'échange des Ratifications, mais auſſi tous ceux qu'ils pourront faire cy-après conjointement, et de commun concert, et de ſe defendre, aſſiſter et conſerver reciproquement dans la poſſeſſion des Terres, Villes et Places, qui appartiennent preſentement, et appartiendront cy-après, tant à Sa Majeſté et ſes Succeſſeurs Rois, ou Reines de la Grande-Brétagne, qu'aux dits Seigneurs Etats Généraux par les dits Traités, en quelque endroit que les dites Terres, Villes et Places ſoient ſituées, en cas qu'en tout ce que deſſus Sa Majeſté, et les dits Seigneurs Etats Généraux viennent à être troublés ou attaqués par quelque hoſtilité, ou guerre ouverte, par [illegible] ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, auquel cas on ſe gouvernera de part et d'autre, ſelon ce qui eſt ſtipulé dans le Traité ſusdit, conclu le troiſieme Mars 1678.

Auſſi on reputera pro caſu Fœderis, non ſeulement ſi l'un ou l'autre des Alliez ſera attaqué, mais auſſi ſi quelqu'un des Voiſins des Parties ſe prépare à attaquer, ou menace quelqu'un des Alliez, tant par la levée extraordinaire de Troupes, Equipages de Vaiſſeaux, ou autrement, en quelque maniere que ce ſoit, pourvû qu'un des dits Alliez par une juſte crainte, ſoit obligé de s'armer.

1703

ART. V.

Guerre présente. Et comme la dite Sereniſſime Reine de la Grande-Brétagne, et les dits Seigneurs Etats Généraux ſont preſentement en guerre contre la France et l'Eſpagne, et que la dite Reine, et les dites Etats Généraux ſe trouvent dans une obligation reciproque de s'entr'aider et defendre, et de maintenir et conſerver mutuellement leurs Païs et Sujets, en leurs poſſeſſions, immunitez et libertez tant de Navigation que de Commerce, et autres droits quelconques, tant par mer que par terre, envers et contre tous Rois, Princes et Etats, et particulierement contre la France et l'Eſpagne, et afin de pouvoir mieux parvenir à une paix juſte et raiſonnable, qui puiſſe retablir le repos et la tranquillité de l'Europe, il eſt convenu entre la dite Sereniſſime Reine de la Grande-Brétagne, et les dits Seigneurs Etats Généraux, qu'il ne pourra être fait par aucun desdits Alliez, aucune ſuſpenſion d'Armes, Trêve ou Paix, avec la France ou l'Eſpagne, ni avec aucun autre Roy, Prince ou Etat, par lequel l'un ou l'autre desdits Alliez ſeroit troublé ou attaqué, que conjointement et d'un commun conſentement.

ART. VI.

Alliance de 1678 pour les guerres futures. De plus il eſt convenu entre la dite Reine de la Grande-Brétagne, et les dits Seigneurs Etats Généraux, que ſi après que la Paix aura été faite avec la France et l'Eſpagne conjointement, et d'un commun conſentement, comme il eſt cy-deſſus ſtipulé, et que par après l'une ou l'autre partie ſera attaquée derechef par la France ou l'Eſpagne, ou ſi l'une ou l'autre partie vient à être attaquée par quelqu'autre Roy, Prince ou Etat, ces cas échéans, le Traité d'Alliance et de Garantie ſusdit, conclu le troiſieme jour de Mars de l'an 1678, entre la Couronne d'Angleterre, et les dits Seigneurs Etats, qui eſt auſſi approuvé et confirmé par le preſent Traité, ſubſiſtera alors en toute ſon étendue, et ſera executé en tous points et Articles, comme ſi le même ou ſemblable Traité auroit été fait de nouveau, et depuis la concluſion de la Paix avec la France et l'Eſpagne, avec cette variation ſeulement, que la guerre arrivant au cas mentionné dans le quatrieme Article de ce Traité, aucun desdits Alliez ne pourra faire aucune ſuſpenſion d'Armes, Trêve ni Paix avec la France et l'Eſpagne, ni autre

Aggre-

Aggreſſeur, que conjointement, et d'un commun conſentement, et de plus l'on obſervera exactement à l'avenir ce qui a été ſtipulé par le Traité de l'an 1701, ſ[illegible]mentionné. 1703

ART. VII.

De plus il eſt arrêté et accordé, que l'entiere quotité des Vaiſſeaux de guerre qui doivent être fournis par Sa Majeſté, et les Etats Généraux, en vertu dudit Traité de concert pour les Flottes d'Angleterre et d'Hollande, conclu à Whitehall le vingt quatrieme d'Avril 1689, ſera reglée tous les ans, et que le Rendevouz de la Flotte ſera fixé annuellement avant le premier jour de Decembre pour l'année ſuivante, comme auſſi les Stations, que les Vaiſſeaux devront tenir reſpectivement, et en cas que ſa dite Majeſté, et les Etats Généraux ne faſſent un tel accord avant le dit premier jour de Decembre, dans aucune année ſuivante, il eſt arrêté et conclu par ces preſentes, que le dit Traité de concert pour les Flottes ſera exactement obſervé pour l'année prochaine, à la reſerve des Articles 4, 5, 6 et 7, leſquels après le dit premier jour de Decembre pourront être changez ou expliquez ſelon que ſa dite Majeſté, et les dits Etats Généraux le jugeront neceſſaire. *Traité de 1689.*

ART. VIII.

De plus il eſt accordé, que quand les Etats Généraux trouveront à propos de mettre un arrêt ſur les Vaiſſeaux, afin d'équiper plus promptement leurs Vaiſſeaux de guerre, il ne ſera pas permis de requerir le cinquieme Matelot, ou de l'argent en la place, d'aucun Vaiſſeau appartenant aux ſujets de Sa Majeſté, et quand aucun Vaiſſeau de guerre de l'une ou de l'autre Nation, prendra ſous ſon Convoy les Vaiſſeaux des ſujets de l'autre Nation, il eſt entendu et arrêté, qu'il ne ſera requis aucune gratification ou recompenſe par le Capitaine ou autre Officier d'un tel Convoy, pour le ſervice qu'il aura rendu. *Embargo; Convoys.*

Le preſent Traité ſera ratifié et approuvé par la Sereniſſime Reine de la Grande-Brétagne et les Seigneurs Etats Généraux, et les lettres de ratification ſeront delivrées de l'une et de l'autre part, en bonne et duë

1703 forme, dans le terme de six semaines, ou plutôt si faire se pourra, à conter du jour de signature.

En foy de quoy les Commissaires de Sa Majesté et les Ambassadeurs extraordinaires susdits, en vertu de leurs pouvoirs respectifs, ont signé ces presentes de leurs signes ordinaires, et à iceux fait apposer les Cachets de leurs Armes. Fait à Westmunster le neufieme jour de Juin 1703.

Etoit signé:

(L. S.) GODOLPHIN.
(L. S.) PEMBROKE.
(L. S.) BUCKINGHAM C. P. L.
(L. S.) NOTTINGHAM P.
(L. S.) C. HEDGES.
(L. S.) F. B. DE REEDE.
(L. S.) W. v. HAREN.

Pleinpouvoir de la part de la Reine.

Anna R.

Anna, Dei gratia Magnae Brittanniae, Franciae et Hiberniae Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus et singulis, ad quos praesentes literae pervenerint, salutem. Cum Legati Extraordinarii Celsorum et Praepotentium Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, Dominus Baron de Reede, Dominus de Lier, et Dominus Gulielmus de Haren, condolendae mortis Serenissimi et Potentissimi nuper Principis, Gulielmi Tertii glorioſissimae memoriae Regis, nostraeque ad horum Regnorum Gubernacula accessionis gratulandae causa ad nos missi, scripto significauerint, habere quaedam, quae nobiscum aut cum Commissariis a nobis nominandis communicare cupiunt, ad praeveniendas Controversias, quae inter Nostros Eorumque subditos, de Navibus, quas in Reditu suo ex Hispania Nova, aut Locis Vicinis a Nostris, aut Dominorum Ordinum Generalium subditis capi contigerit, oriri possint, ni merces aut Argentum in Navigiis captis, propriis Dominis restituantur, de qua restitutione vt mature conveniatur, necesse putant, et Nos nihil clarius aut antiquius habentes, quam ut ea omnia faciamus, quae ad Amicitiam et Benevolentiam mutuam, inter Nos, et Dominos Ordines praedictos, subditosque utrinque Nostros

ſtros, alendam et colendam maxime ſpectant, Legatorum 1703
Extraordinariorum Praefatorum votis libenter annuimus. Sciatis igitur, quod Nos fide, induſtria, prudentia, et in rebus arduis tractandis peritia, perquam fidelis Nobis et dilecti Conſiliarii Noſtri Sidnei Domini Godolphin, Baronis de Rialton, Magni Noſtri Angliae Theſaurarii; Perquam fidelis et perchari Nobis Conſiliarii et Conſanguinei Noſtri Caroli Ducis de Sommerſet, privati Conſilii Noſtri Praeſidis; Perquam fidelis et praedilecti Conſiliarii et Conſanguinei Noſtri Johannis Marchionis de Normamby, privati Noſtri Sigilli Cuſtodis; Perquam fidelis et praedilecti Nobis Conſiliarii et Conſanguinei Noſtri Gulielmi Ducis Devoniae, Hoſpitii Noſtri praefecti; Perquam fidelis et perchari Conſiliarii et Conſanguinei Noſtri Edwardi Comitis de Jerſey, Hoſpitii Noſtri Camerarii; Perquam fidelis et perchari Conſiliarii et Conſanguinei Noſtri Thomae Comitis Pembrockii et Montisgomerici; Perquam fidelis et praedilecti Conſiliarii et Conſanguinei noſtri Danielis Comitis de Nottingham, e Secretariis Status Noſtris Primariis Unius; Perquam fidelis et praedilecti Conſiliarii et Conſanguinei Noſtri Laurentii Comitis de Rocheſter, Noſtri in Regno Noſtro Hiberniae locum tenentis Generalis et Gubernatoris; Perquam fidelis et dilecti Conſiliarii Noſtri Caroli Hedges, Equitis Aurati, e Secretariis Status Noſtris Primariis alterius, plurimum confidentes, Eosdem conſtituimus, fecimus et ordinavimus, et per Praeſentes manu Noſtra Regia ſignatas, conſtituimus, facimus, et ordinamus Noſtros Viros, certos et indubitatos Commiſſarios, Procuratores et Plenipotentiarios; dantes et concedentes iisdem omnibus, aut quibusvis tribus, vel eorum pluribus, omnem et omnimodam facultatem, poteſtatem, authoritatemque; nec non Mandatum generale, plenum ac ſpeciale, pro Nobis et Noſtro nomine, cum Legatis Extraordinariis praedictis, aut alio quovis Legato vel Legatis, Miniſtro vel Miniſtris, a Dominis Ordinibus Generalibus praedictis, nominatis, aut in poſterum nominando vel nominandis, ſufficientem poteſtatem habentibus vel habituris, conveniendi, tractandi, conſulendi et concludendi, de iis omnibus, quae ad amicitiam inter Nos et praedictos Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, corroborandam, ad foedera iam facta retractanda, renovanda et emendanda pertinent, aliaque de novo ferienda, de praedis, quas in hoc bello capi contigerit, partiendis, aut quae

1703 alio quovis modo ad evitandas inter ſubditos utrinque Noſtros Controverſias quascunque et Benevolentiam inter eosdem mutuam ſtabiliendam facere, poſſe videbuntur, quaeque ita concluſa erunt, Noſtro nomine ſubſignandi, mutuoque extradendi, recipiendique, reliquaque omnia neceſſaria praeſtandi, perficiendique, tam amplis modo et forma, ac Nosmet ſi intereſſemus, facere et praeſtare poſſemus; Spondentes et in Verbo Regio promittentes Nos quaecunque a dictis Noſtris Commiſſariis, Procuratoribus et Plenipotentiariis, vel eorum tribus, vi praeſentium, concludi contigerint, rata ea omnia, grata et accepta, omni meliori modo, habere velle, neque pati unquam, ut in toto vel in parte, a quopiam violentur, aut iis contraveniatur. In quorum omnium maiorem fidem et robur, Magnum Noſtrum Angliae Sigillum praeſentibus manu Noſtra Regia ſignatis apponi iuſſimus. Quae dabantur in Palatio Noſtro a Sancto Jacobo nominato, die decimo tertio menſis Junii, anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo ſecundo, Regnique Noſtri primo.

Pleinpouvoir de la part des Etats Généraux des Provinces-Unies.

Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum. Omnibus et ſingulis, quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poterit, ſalutem. Quum Nobis fixum atque immotum ſtet, nec quicquam magis cordi ſit, quam ut ſartam et tectam ſervemus amicitiam, concordiam et neceſſitudines, quae inter Coronam Magnae Brittanniae, et Rempublicam Noſtram hoc tempore vigent, quas ſi fieri poſſet etiam magis auctas reddere cuperemus, eumque in finem non inutile fore Nobis videatur, ſi cum Sereniſſima et Potentiſſima Principe et Domina Anna, Dei gratia Angliae, Scotiae, Franciae et Hiberniae Regina, renovaremus et confirmaremus Tractatus, Pacta, Conventa, et Foedera, quae Nobis cum glorioſiſſimae memoriae Magnae Brittanniae Regibus, eius anteceſſoribus iniviſſe et pepigiſſe contigit, et ſi eadem, quantum opus fuerit, novis obligationibus adſtringeremus, prout praeſens rerum et temporum ratio pro mutuis commodis et utriusque gentis incolumitate illud exigere poſſet; itaque confiſi prudentia, fide et longo rerum agendarum uſu, Dominorum Friderici Baronis de Reede,

Domi-

Domini de Lier, Sti Antonii et ter Lee, unius ex or- 1703
dine Equestri et Nobilium Hollandiae et Westfrisiae, Commendatoris Burae. Everhardi de Weede, Domini de Weede, Dyckvelt, Ratels et fundi Civitatis Oudewater, Decani Capituli Stae Mariae, quod Trajecti ad Rhenum est, Consiliarii Primarii et Praesidis Confessus Provinciae Ultrajectinae, Aggerum fluminis Leccae Praefecti et Praetoris; Wilhelmi van Haren, Agri Biltani in Frisia Grietmanni, Universitatis Franequeranae Curatoris, a Parte Nobilium in Consessu Dominorum Ordinum Frisiae Deputati, respective Dominorum Ordinum Hollandiae et Westfrisiae, Ultrajecti et Frisiae in Consessu Nostro Deputatorum, Legatorum Nostrorum Extraordinariorum, Eosdem nominavimus, constituimus et creavimus, quemadmodum nominamus, constituimus et creamus, vi praesentium, veros et indubitatos Plenipotentiarios Nostros; dantes et concedentes iisdem coniunctim, vel duobus eorum, tertio absente vel impedito, plenam et omnimodam potestatem cum iis, qui a parte sacrae suae Regiae Majestatis Reginae Magnae Brittanniae, itidem sufficienti mandato instructi fuerint, nostro nomine agendi, tractandi, conveniendi, et concludendi, omnia et singula, quae pro renovandis et augendis anterioribus tractatibus, pactis, conventis et foederibus, communi consensu necessaria vel utilia iudicabuntur. Spondentes et bona fide promittentes quicquid ante nominati Legati Extraordinarii et Plenipotentiarii nostri vel duo eorum, tertio absente vel impedito, vi huius mandati, nostro nomine tractaverint, egerint et concluserint, nos omni meliori modo rata, grata et accepta habituros, et ratihabitionis tabulas super iis debita forma confectas extradituros. In quorum fidem, praesentes has ce sigillo nostro maiori muniri, et per Consessus nostri Praesidem signari curavimus, ut et per Graphiarium Nostrum subscribi iussimus. Hagae Comitum die decimo tertio mensis Maji, anno millesimo septingentesimo secundo. W. de Nassau.

Ad mandatum praememoratorum Dominorum Ordinum Generalium. F. Fagel.

3.

1703 29 Juil. *Traité d'alliance entre S. M. le Roi de Suède et S. M. le Roi de Prusse signé à la Haye le 29 Juil. 1703.*

(NORDBERG *Leben Carl des XII.* 3. Theil p. 230.)

Nos FRIDERICUS, *Dei gratia, Rex Borussiae, Marggravius Brandenburgensis, Sacri Romani Imperii Archi-Camerius et princeps Elector, supremus princeps Arausionensis, Magdeburgi, Cliviae, Iuliae, Montium, Stetini, Pomeraniae, Cassubiorum, Vandalorumque, nec non in Silesia, Crosnae dux, Burggravius Norimbergensis, princeps Halberstadii, Mindae et Camini, comes de Hohenzollern, Marcae, Ravensburgi, Lingae, Meursii, Buhrae et Leerdami, Marchio Vehrae et Vlissingae, dominus in Ravenstein, Lauenburg, Butou, Arlay et Breda. Notum testatumque facimus omnibus, quorum interest, aut quomodolibet interesse potest. Cum inter Serenissimum et Potentissimum principem dominum* CAROLUM XII, *Suecorum, Gothorum et Vandalorum regem, Magnum principem Finnlandiae, ducem Scaniae, Esthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Cassubiae et Vandaliae, principem Rugiae, dominum Ingriae et Vismariae, nec non comitem Palatinum Rheni et Bavariae ducem, fratrem et cognatum Nostrum charissimum; ex una et Nos ex altera parte, pro arctiori amicitiae nexu, inter Nos invicem adstringendo, per ministros ad negotium hocce peragendum, ab utraque parte deputatos Hagae-Comitis die 29 mensis Julii labentis anni, novum foedus ac conventio inita, conclusa et subscriptione praedictorum ministrorum firmata sit, tenore sequenti:*

Notum testatumque sit omnibus quorum interest, quamvis Serenissimus ac Potentissimus princeps ac domi-

nus

mus, dominus FRIDERICUS, Rex Boruſſiae, Marggravius 1703
Brandenburgenſis, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarius et princeps Elector, ſupremus princeps Arauſiacenſis, Magdeburgi, Cliviae, Juliae, Montium, Stetini, Pomeraniae, Caſſubiorum, Vandalorumque, nec non in Sileſia, Crosnae dux, Burggravius Norimbergenſis, princeps Halberſtadii, Mindae et Camini, Comes de Hohenzollern, Marchiae, Ravensbergi, Lingae, Meurſii, Buhrae et Leerdami, Marchio Vehrae et Vliſſingae, dominus in Ravenſtein, Lauenburg, Butov, Arlay et Breda; ex una, et Sereniſſimus ac Potentiſſimus princeps ac dominus, CAROLUS XII, Suecorum, Gothorum et Vandalorum Rex, Magnus princeps Finnlandiae, Dux Scaniae, Eſthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Caſſubiae et Vandaliae, princeps Rugiae, dominus Ingriae et Vismariae, nec non Comes Palatinus Rheni et Bavariae Dux, ex altera parte, iam tum foedere nondum finito, verum annos aliquot adhuc duraturo, coniuncti ſint. Iidem tamen conſiderantes ac perpendentes periculoſiſſimum ſtatum ac conditionem, in quo hoc tempore respublicae ubique fere verſantur, e re ac neceſſitate eſſe duxerunt, arctioribus amicitiae vinculis ſeſe invicem innectere ac conſtringere, ut mediante hac concordia et vera animorum conſpiratione, intervenientibusque ſociatis conſiliis viribusque, ea, quae ad communem Europae ſalutem, et ad utriusque regiae Majeſtatis, nec non regnorum et ditionum illis ſubiectarum, commoda et utilitatem promovenda pertinent, eo maiori cura, ſtudio ac ſucceſſu attendi, obſervari et ad optatum effectum perduci poſſint.

Quocirca, cum ad ſanciendum arctius hocce foedus Sacra Regia Majeſtas Boruſſiae Illuſtrem dominum Wolfgangum liberum Baronem a Schmettau, Suae Regiae Majeſtatis miniſtrum ſtatus Intimum, et apud Celſos ac Praepotentes dominos Ordines Generales foederati Belgii Plenipotentiarium &c. &c. Sacra Regia Majeſtas Sueciae, Illuſtriſſimum et Excellentiſſimum dominum, Nicolaum comitem de Lillieroth, ſuae Regiae Majeſtatis ſenatorem et apud Celſos et Praepotentes dominos Ordines Generales uniti Belgii legatum Extraordinarium et Plenipotentiarium neceſſariis mandatis inſtruxerint; ita iidem habitis diverſis de hoc negotio congreſſibus ac colloquiis, de ſequentibus articulis invicem convenerunt:

ART. I.

1703

ART. I.

Confirmation des traités de 1696 et 1698.

Primo quidem praememoratum foedus, quod inter Sacram Regiam Majestatem Borussiae et Sacrae Majestatis Sueciae piissime defunctum glorioſae memoriae Parentem die 11 Julii anni 1696 *a*) initum ac a Sacra Regia Majestate Sueciae glorioſe regnante die 23 Junii anni 1698 *b*), renovatum est, una cum articulis eiusdem separati, nec non postea die 22 Decemb. 1698 Holmiae, et die 31 Mart. 1699 *c*) Coloniae ad Suevum inter praefactos reges de Neomarchicis ac Pomeranicis ditionibus, deque circa illas versantibus differentiis, conclusae transactiones, conventiones ac recessus, in pristino suo valore ac vigore relinquuntur, ita ut, nisi quatenus in sequentibus articulis quidquam immutatum sit, omnia, quae illarum conventionum tenore utrinque promissa sunt, illaesa inviolataque maneant, et optima fide ab utraque parte praestanda sint.

ART. II.

Amitié.

Cui foederi, reliquisque conventionibus inter Sacram Regiam Majestatem Borussiae et Sacram Regiam Majestatem Sueciae initis, tanquam fundamento innixi. Iidem reges mutuae amicitiae leges et officium omni candore et fidelitate adimplebunt, alter alterius commoda et utilitatem pro virili tuebitur ac promovebit, incommoda vero ac damna, indicatis quibuscunque machinationibus alterutri noxiis, avertet adeoque fide verboque regio quam efficaciſſime pollicentur, se haec omnia, nec non cunctas praesentis foederis leges, sincere et religioſe servaturos, ita, ut neuter, iis minus satisfaciendo, sive directe aut indirecte contraveniendo, alteri ansam det, pariter a promissis recedendi et transacta rescindendi, id quod alienum foret ab utriusque regis mente et scopo, amicitiam intimam sincera animorum coniunctione colendi.

ART. III.

Garantie réciproque.

Quemadmodum Sacra Regia Majestas Borussiae et Sacra Regia Majestas Sueciae sibi invicem promiserunt, se defensionem ac tutelam tam possessorum ab utroque rege regnorum, electoratus ac reliquarum provinciarum quam competentium iurium et actionum suscepturos, ac prae-

a) Ce traité n'est pas imprimé, que je sache.

b) Ce traité n'est pas imprimé, que je sache.

c) DAEHNERT *Sammlung Supplem. u. Fortsetzung.* T. I. p. 11.

praeſtitis ex eodem foedere auxiliis, contra quoscunque, quibus illis detrimenti quidquam adferre in animo fuerit, aſſerturos ac vindicaturos. Ita et impoſterum auxilia ita ac defenſio contra quoscunque promte atque re ipſa praeſtabuntur, nulloque nomine aut praetextu partiae denegabuntur aut retinebuntur. 1703

ART. IV.

Nul ſecours aux ennemis.

Multo minus alteruter altiſſime memoratorum regum contrahentium, illis, qui alterum hoſtiliter aggredientur, ſive illi alia quavis ratione vim aut detrimenti quidquam afferent, directa aut indirecta via auxilia aut ſuppetias feret, aut etiam per ſuas ditiones tranſitum pro hoſtilibus copiis vel apparatu bellico concedet, quin potius nullo praetextu, quicunque is demum ſit, quidquam aget facietve aut per ſuos agi fierive curabit permittetve, quo aggreſſoris molitiones et coepta ſuffulciantur, foveantur aut ulla vel minima ratione promoveantur.

ART. V.

Reconnoiſſance du titre royal de Pruſſe.

Cum etiam Sacra Regia Majeſtas Boruſſiae haud ita pridem dignitatem ſibi aſſumſerit, eo ſucceſſu, ut Sacra Imperatoria Majeſtas, diverſaeque aliae per Europam ſummae poteſtates, illum ſummae dignitatis gradum in Sacra Regia Majeſtate Boruſſiae agnoſcant, eandemque plenis honoribus regiis afficiant, Sacra Regia Majeſtas Sueciae deſuper amice requiſita, quoque declarat, ſe idem facturam, id tantummodo ſibi reſervans, ut, ſi Sacra Regia Majeſtas Boruſſiae ratione honorum et ceremonialis, aliis regibus Europaeis quidquam conceſſerit, vel conceſſura ſit, id omne ſibi pariter conceſſum cenſeatur. Praeterea ſigillatim promittit, ſe in tractatu circa ſopiendas turbas Polonicas ſuſcipiendo, omni meliori modo officia efficaciter interpoſituram, ut Sacra Regia Majeſtas Boruſſiae, quae cum a rege Poloniae, tum a praecipuis eius gentis tam ſenatorii, quam equeſtris ordinis proceribus, tanquam ſingulis quibusvis occaſionibus, jam tum regio titulo et honoribus ſalutatur et colitur ab integro quoque reipublicae Poloniae corpore, pro rege habeatur et colatur.

ART. VI.

J. Sobieski.

Cum etiam princeps Jacobus Sobieski apud utramque Regiam Majeſtatem repraeſentaverit, ſibi tam ratione damni durante hoc bello, bonis ac poſſeſſionibus ſuis illati,

1703 illati, quam ob pecuniae ſummas ipſi debitas, variae eſſe legitimas praetenſiones, utraque Regia Majeſtas in futuris pacis tractatibus dictas principis praetenſiones, et ut pro earundem aequitate ei ſatisfiat, meliorem in modum omnisque generis officiis promouere ſe velle pollicetur.

ART. VII.

Reglement d. conteſtations ſur les limites. Praedictae transactiones limitaneae, itique receſſus inter utramque Regiam Majeſtatem ſuper Neomarchicis et Pomeranicis rebus initi, in omnibus articulis, in quantum id hactenus nondum factum, adimpleantur, nec non controverſiae, quae de certo quodam diſtrictu, quem Furſtenflag vocant, exortae ſunt, et ſi quae aliae ſunt reliquae, nulla interpoſita mora ad examen revocentur et ſecundum tenorem articuli VIII. foederis anno 1696 initi, aut via amicabili componantur, aut inter ipſosmet contrahentes, aut per arbitros ad id denominandos, dirimantur.

ART. VIII.

Couriers Quod ſi unus alterve altiſſime memoratorum regum literas aut epiſtolarum faſciculos per alterius terras nuntiorum aut curſorum perferendas curare velit, non ſolum illud ab altero nullo modo prohibebitur et impedietur, verum etiam id maxime curabitur et cavebitur, ut illi tuto et commode commeare queant, ita tamen, ne iuri territoriali et regali poſtarum alterius id fraudi ſit, utque edictis praeſcriptis obtemperent, quae ratione horum curſorum in cuiusque ditionibus promulgata ſunt. Cumque huic negotio poſtarum iam articulus II. Tractatus die 22 Decembris anno 1698 concluſi, ſpecialiter proviſum ſit, obſervabuntur contenta iſtius articuli per omnia.

ART. IX.

Succeſſion d'Orange. Cum tabulis foederis anni 1696 inter alia cautum et pactum ſit, utramque Regiam Majeſtatem non ſolum ad defenſionem et aſſertionem poſſeſſarum terrarum et ditionum, ſed etiam adipiſcendas eas poſſeſſiones et iura, quae ab illo tempore ad unam alteramve perventura eſſent, mutuum auxilium et operam ſibi praeſtituram. Iam vero rex Boruſſiae morte ultimi regis Magnae Britanniae glorioſiſſimae memoriae meximam partem ditionum ac bonorum, ab illo tanquam principe Arauſionenſi poſſeſſorum, ad ſe devolutam eſſe, repraeſentari curaverit, et ſimul petierit, ut Sacra Regia Majeſtas Sueciae, partes

ipſius,

ipſius favore proſequi atque ſtudio et opera tueri idque efficere velit, ut Sacra Regia Majeſtas Boruſſiae poſſeſſionem illarum ditionum et bonorum, ad ſe iure haereditatis ex fideicommiſſo avito, in domo Arauſionenſi cum primogenitura fundato, devolutorum, cum omni fructu et proventu re ipſa nanciſcatur. 1703

Hinc Sacra Regia Majeſtas Sueciae in ſe recepit, ſe Sacrae Regiae Majeſtatis Boruſſiae jura in ſucceſſionem Arauſionenſem apud Dominos Ordines Generales foederati Belgii, uti etiam apud coronas Galliae et Hiſpaniae, in futuris pacis tractatibus et ubicunque id expediet, officiis efficacibus promoturam eademque officia circa ea, quae ex praedictis bonis a Sacra Regia Majeſtate Boruſſiae iam legitime poſſidentur, praeſtituram.

ART. X.

Foedus hoc decem annis durabit, atque intra eorum decurſum, ſi ita utrinque viſum fuerit, de eius prorogatione tractabitur *a*). Conventum quoque eſt, ut hoc foedus quam religioſiſſime ſilentio tegatur. Tabulae ratihabitionum ſpatio quatuor hebdomadum loco convenienti invicem commutabuntur. Quorum omnium in maiorem fidem duo huius foederis exemplaria confecta, atque a miniſtris initio nominatis, ſubſcripta ſigillisque eorum munita ſunt. *Durée du traité.*

Acta haec ſunt Hagae-Comitis die vigeſima nona menſis Julii, anno Domini milleſimo ſeptingenſimo tertio.

N. LILLIEROTH. (L. S.) W. B. DE SCHMETTAU. (L. S.)

Quod nos nihil magis optantes, quam cum praedicti et potentiſſimi regis Sueciae Majeſtate perpetua animorum conſiliorumque coniunctione, ea, quae in rem communem utilia neceſſariaque ſunt, omni, quo poſſumus, ſtudio, operaque promovere, praedictum foedus, ſcopo huic apprime accommodatum, libentes, volentesque ratihabuerimus prout illud vi et virtute diplomatis huius Noſtri

a) Ce traité a été généralement renouvellé par le traité du 16 Août 1707 qu'on trouvera plus bas; mais il n'a pas été prolongé, vu le changement des circonſtances.

1703 *Noſtri ratum, gratum acceptumque habemus, eumque regio promittentes, Nos omnia, quae in foedere hocce continentur, et ex parte Noſtra promiſſa ſunt, adimpleturos, nec ut in eo quidquam a Nobis omittatur aut deſiderari queat, paſſuros eſſe. In cuius robur, maiorem que fidem praeſentes manu Noſtra ſubſcriptas, ſigilloque Noſtro regio iuſſimus communiri. Dabantur in praedio Noſtro Libenvaldenſi ad Havelam die 6 Auguſti, anno ſeculi a nato Chriſto decimi octavi, et regni Noſtri tertio.*

FRIDERICUS, *Rex.*

Comes A WARTENBERG.

Articles ſéparés.

Nos FRIDERICUS, *Dei gratia, Rex Boruſſiae, Marggravius Brandenburgenſis, Sacri Romani Imperii Archicamerarius et princeps Electior, ſupremus princeps Arauſionenſis, Magdeburgi, Cliviae, Juliae, Montium, Stetini, Pomeraniae, Caſſubiorum Vandalorumque, nec non in Sileſia, Crosnae Dux, Burggravius Norimbergenſis, princeps Halberſtadii, Mindae et Camini, comes de Hohenzollern, Marcae, Ravensbergi, Lingae, Meurſii, Buhrae et Leerdami, Marchio Vehrae et Vliſſingae, Dominus in Ravenſtein, Lauenburg, Butov, Arlay et Breda. Cum inito proximis hiſce diebus inter Sacram Regiam Majeſtatem Sueciae, ex una et Nos ex altera parte, foedere, miniſtri negotio huic adhibiti, inſuper de ſeparatis quibusdam articulis inter ſe convenerint, qui de verbo ad verbum hic inſerti ſunt.*

ART. I.

Religion proteſtante. Ea, quae articulo ſeparato primo foederis anno 1696, iniit, pro religione Evangelica tuenda, atque ab omnibus inſidiis et machinationibus Pontificiorum clandeſtinis defendenda, pacta et conventa ſunt, ab utraque parte ſumma cura adhibita, ſtricta obſervabuntur. Et cum eccleſia Evangelica regni Poloniae et Magni Ducatus Lithuaniae miſerrime hactenus afflicta, in multis in locis oppreſſa ſit, atque huic religioni addictis jura et privilegia, quibus antea gaviſi ſunt, multis modis diminuta,

aut

aut in totum violenter erepta sint; uterque regum in tractanda pace Poloniae articulum hunc, pro eorum in rem Evangelicam mutuo studio et zelo, quo potest meliori, aequiori et efficaciori modo, promovebit et in obtinendo hoc scopo operam omnem collocabit, ut supra dicta ecclesia Evangelica regni Poloniae et Magni Ducatus Lithuaniae, omnesque eidem addicti, in pristinam libertatem vindicetur, atque in possessionem iurium et privilegiorum restituantur, inque iis in futurum conserventur. 1703

Quodsi etiam regum uterque deinceps Sacrae Imperatoriae Majestati opem et auxilium, adversus hostes ipsi imminentes, ferendum putaret; unus atque alter quoque curabit, ut ea subsidia eiusmodi conditionibus, quibus saluti, incolumitati et solatio eorum, qui in terris haereditariis Imperatoris eadem religione et fide cum illis coniuncti vivunt, prospectum sit, mittantur. Praeterea quoque quidquid ubivis ad conservationem Evangelicae religionis ullo modo pertinere arbitrabuntur, communicatis consociatisque consiliis administrabunt.

Art. II.

Guerre de la Pologne.

Quandoquidem Sacra Regia Majestas Sueciae conqueritur regem Poloniae absque causa, idque inscia atque inconsulta Republica, bellum orsum esse, quo quidem haec abstinere se velle, hactenus prae se tulit, eademque Sacra Regia Majestas ideo declaravit, se nihil magis vovere, quam, ut illibatam cum republica Polonica amicitiam colere et servare possit; seque tantummodo aggressorem suum eum in finem persequi, ut iustam satisfactionem cum securitate pro futuro obtineat. Itaque, si nihilominus Respublica imposterum regis sui causam amplecteretur, et aggressionis ab hoc factae participem se redderet, adeoque bellum inter Sacram Regiam Majestatem Sueciae et Rempublicam oriretur. In hunc eventum, declarat Sacra Regia Majestas Borussiae, se eiusmodi bellum neutiquam pro casu foederis sibi cum Republica intercedentis habituram, sed, quod durante eo bello auxilia, quae alias ex pactis, speciatim Velavienſis, utpote in casum tantum belli ex parte Poloniae defensivi debentur, non praestabit, ne dum his maiora submittet, aut alia quacunque via, sive directe, sive indirecte, regis vel reipublicae Poloniae

1703 partes fovebit. Viciſſim ſi contigerit, ut Sacra Regia Majeſtas Boruſſiae propter praeſens foedus infeſtis armis peteretur aut alio incommodo afficeretur, tum quidem Sacra Regia Majeſtas Sueciae promittit ac pollicetur, ſe hanc aggreſſionem pro caſu initi cum Sacra Regia Majeſtate Boruſſiae foederis accepturam, neque prius pacem facturam, quam Sacrae Regiae Majeſtati Boruſſiae de damno ac detrimento illato debite ſatisfiat.

ART. III.

Douanes ſur l'Elbe. Cum quoque utriusque Regiae Majeſtatis ratione ſuarum ditionum ad Albim flumen ſitarum, maxime interſit, ne commercia et comeatus in eo flumine impoſitione novorum maiorumque vectigalium onerentur, uterque regum communicato invicem conſilio huius rei rationem habebit, et ſi quis poſtea eiusmodi vectigalia nova contra capitulationes Imperatorias, legesque Imperii fundamentales, ſive ad certum tempus ſive in perpetuum, introducere conaretur, huius conſiliis unitis viribus reſiſtent, et ne ad effectum illa perducantur, omnibus modis cavebunt.

ART. IV.

Affaires du Holſtein. Quae inter articulos ſeparatos quarto foederis anni 1696 initi, in praecedentibus aliquoties allegati de rebus Holſaticis tuendaque Altenavienſis pacis diſpoſitione et praeſtanda garantia, acta et concluſa, atque ibidem in eventum promiſſa, et de ſecuta Travendalienſi pace interpretanda ſunt, ea omnia hic repetuntur ac ſalva manent. Utraque quoque Regia Majeſtas, re ita poſcente, ea omnia adimplere non deerit.

Tabulae ratificationum ſuper his articulis ſeparatis intra tempus in foedere expreſſum utrimque commutabuntur. Quorum in fidem de ſuper duo exemplaria pari tenore confecta, atque a miniſtris, initio huius foederis nominatis, ſubſcripta, ſigillisque eorum munita ſunt. Actum Hagae-Comitis die vigeſima nona menſis Junii, anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo tertio.

N. LILLIEROTH, (L. S.) W. B. DE SCHMETTAU. (L. S.)

Quod

Quod Nos non minus articulos hosce separatos, quam 1703
tractatum ipsum rato, gratosque habeamus, prout illos
optimo, quo id fieri potest, modo ratihabemus et confir-
mamus, verbo regio promittentes, Nos omnia, quae in
articulis hisce separatis continentur, et ex parte Nostra
promissa sunt, adimpleturos, nec ut in eo quidquam a
Nobis omittatur aut desiderari queat, permissuros esse.
In cuius robur maioremque fidem praesentes manu Nostra
subscripsimus sigilloque Nostro regio iussimus communiri.
Dabantur in praedio Nostro Libenvaldensi ad Havelam
die 6. Augusti, anno seculi a nato Christo decimi octavi
et regni Nostri tertio.

FRIDERICUS, *Rex.*

4.

1703 28 Oct. / 8 Nov. Articles of Peace and Commerce, between the moſt Serene and Mighty Princeſs Anne, by the Grace of God, Queen of Great Britain, France, and Ireland, Defender of the Chriſtian Faith, etc. and the moſt Illuſtrious Lord Muſtapha Dey, the Baſhaw, Aga, and Governors of the famous City and Kingdom of Algiers, in Barbary; ratified, confirmed, and renewed, by George Byng, Eſq.; Rear-Admiral of the Red Squadron of her Majeſty's Fleet, on the 28th Day of October, old Stile, 1703.

(CHALMERS *Coll.* T. II. p. 388.)

ART. I.

In the firſt place, it is agreed and concluded, that from this day, and for ever forwards, that the peace made by Arthur Herbert, Eſq. then admiral of her Majeſty's fleet in the Mediterranean in the year 1682, and ſince confirmed by Sir William Soames, Bart. Ambaſſador to the Grand Signior in the year 1686, with the additional articles agreed to with Captain Munden and Conſul Cole in the year 1700, be renewed and confirmed (with the farther addition of the articles agreed to in this treaty with George Byng, Eſq.; rear-admiral of the red ſquadron of her Majeſty's fleet) be kept inviolable between the moſt Serene Queen of Great Britain, France, and Ireland, Defender of the Chriſtian Faith, &c. and the moſt Illuſtrious Lord Muſtapha Dey, the Baſhaw, Aga, and Governors of the famous city and kingdom of Algiers, and between all the dominions and ſubjects of either ſide; and that the ſhips and other veſſels, and the ſubjects and people,

4.

Articles de paix et de commerce entre la Sereniſſime et très-puiſſante Princeſſe Anne par la Grace de Dieu Reine de la Grande-Brétagne, de France et d'Irlande, defenſeur de la foi &c. et le très illuſtre Seigneur Muſtapha Dey, les Bacha, Aga et Gouverneurs de l'illuſtre ville et royaume d'Alger en Berberie; ratifié, confirmé et renouvellé par George Byng Eſq; Contre-Amiral de l'Eſcadre rouge de la Flotte de S. M. le 28 jour d'Octobre vieux ſtyle 1703. 1703 $\frac{28\ Oct.}{8\ Nov.}$

(*Traduction privée.*)

Art. I.

Premierement il eſt arrêté et conclu que de ce jour et pour toujours à l'avenir la paix conclue par *Arthur Herbert* Eſq.; alors Amiral de la Flotte de S. Majeſté dans la mediterranée, en l'an 1682 *a*) et confirmée depuis par Sir *William Soames* Baronet, Ambaſſadeur près le Grand Seigneur en l'an 1686 *b*) avec les articles additionnels convenu avec le Capitaine *Munden* et le Conſul *Cole* en l'an 1700 *c*) qui ſont renouvellés et confirmés en y ajoutant de plus les articles accordés dans ce traité avec George *Byng* Eſq.; Contre-Amiral de l'Eſcadre rouge de la Flotte de S. M. ſera obſervée inviolablement entre la très-Sereniſſime Reine de la Grande-Brétagne, de France et d'Irlande, defenſeur de la foi Chrétienne &c. et le très-illuſtre Seigneur Muſtapha Dey, le Baſha, Aga et Gouverneurs de l'illuſtre ville et royaume d'Alger, et entre tous les domaines et ſujets reciproques; et que les vaiſſeaux et autres navires et les ſujets et peuple *Paix et amitié.*

a) Dumont T. VII. P. II. p. 20.
b) Dumont T. VII. P. II. p. 126.
c) Chalmers T. II. p. 361. 386.

1703 *people, of both ſides, ſhall not henceforth do to each other any harm, offence, or injury, either in word or deed, but ſhall treat one another with all poſſible reſpect and friendſhip; and that all demands and pretences whatſoever to this day, between both parties, ſhall ceaſe and be void.*

ART. II.

That whereas by the ſaid articles of peace made and concluded by admiral Herbert, it was agreed the ſubjects of England ſhould pay ten per cent Cuſtom for the goods they ſhould ſell at Algiers, or dominions thereof: now, for the better ſettling and maintaining a good commerce between the ſubjects of England and thoſe of Algiers, it is agreed and declared, that from henceforward the ſubjects of England ſhall pay but five per cent, cuſtom for the goods they ſhall ſell at Algiers, and that counterband goods, as is declared before, ſhall pay no cuſtom.

ART. III.

And it is farther agreed and declared, that all prizes taken by any of her Majeſty of Great Britain's ſubjects, and all ſhips and veſſels built and fitted out in any of her Majeſty's plantations in America, that have not been in England, ſhall not be moleſted in caſe of no paſs; but that a certificate in writing under the hand of the commanding officer that ſhall ſo take prizes, and a certificate under the hands of the governor or chief of any of her Majeſty's plantations in America, or where any ſhip ſhall be built or fitted, ſhall be a ſufficient paſs to either of them. And our faith ſhall be our faith, and our word our word.

Confirmed and ſealed, in the preſence of Almighty God, the twenty-eighth day of October, in the year of our Lord Jeſus Chriſt one thouſand ſeven hundred and three, and in the year of the Hegira one thouſand one hundred and fifteen, and the firſt day of the moon Regep.

The name and ſeal of the Dey of Algier.

N. G. B. and Seal

Copy. G. BYNG.

de part et d'autre ne se causeront à l'avenir aucun mal, offense ou injure, ni par des paroles ni par des faits, mais se traiteront reciproquement avec toute sorte d'égards et d'amitié; et que toutes les demandes et pretensions quelconques subsistant jusqu'à ce jour entre les deux parties, cesseront et seront de nul effet. 1703

ART. II.

Que tandisque par les dits articles de paix faits et conclus par l'Amiral Herbert il fut convenu que les sujets d'Angleterre payéront dix pour cent de douânes pour les biens qu'ils vendroient à Alger ou dans les états d'Alger, il est maintenant convenu et declaré, pour d'autant mieux etablir et maintenir un commerce utile entre les sujets d'Angleterre et ceux d'Alger, qu'à l'avenir les sujets d'Angleterre ne payeront que cinq pour cent de douânes pour les biens qu'ils vendront à Alger, et que les marchandises de contrebande (comme il a été arrêté ci-devant) ne payeront point de douânes. *Douânes.*

ART. III.

Et il est convenu et declaré de plus, que toutes les prises faites par quelqu'un des sujets de S. M. Britannique et tous les vaisseaux et navires construits et équippés dans quelqu'une des plantations de S. M. en Amérique, qui n'ont pas été en Angleterre, ne seront pas molestés en cas de defaut de passeport; mais qu'un certificat par ecrit, de la main de l'officier commandant qui aura fait une telle prise et un certificat de la main du Gouverneur ou Chef de quelqu'une des plantations de S. M. en Amérique, ou du lieu où un tel vaisseau aura été construit ou équippé, sera un passeport suffisant pour chacun d'entre eux. Et notre foi sera foi et nos paroles seront paroles. *Passe-ports.*

Confirmé et scellé en presence de Dieu tout-puissant le 28 jour d'Octobre de l'an de l'ère de notre Seigneur Jesus Christ 1703 et de l'an de l'Hegire 1115 et le premier jour du mois Regep.

Le nom et le sceau du Dey d'Alger.

G. B. et son sceau.

p. Copie. G. BYNG.

5.

1703 27 Dec. Treaty of commerce between Great-Britain and Portugal made at Lisbonne, 27th December 1703. (*Methuen treaty*).

(CHALMERS *Collection* T. II. p. 303. *Treaties* 1732. Vol. II. p. 334. *Treaties* 1785. Vol. I. p. 353. POSTLETHWAYTH *dictionary* V. Treaty.)

*Whereas the league and ſtrict friendſhip which is between the moſt Serene and moſt Potent Princeſs Anne, Queen of Great-Britain; and the moſt Serene and moſt Potent Peter, King of Portugal, requires that the commerce of both the Britiſh and the Portugal nations ſhould be promoted as much as poſſible and her Sacred Royal Majeſty of Great-Britain hath ſignified to his Sacred Royal Majeſty of Portugal, by the moſt excellent John Methuen, Eſq., membre of the Engliſh pauliament, and ambaſſador extraordinary in Portugal, that it would be very acceptable to her, if the woollen cloths, and the reſt of the woollen manufactures of Britain, might be admitted into Portugal, the prohibition of them being taken off; that this matter may be treated and transacted, they have given their full powers and commands; that is to ſay, her Sacred Majeſty of Great-Britain, to the aboveſaid moſt excellent John Methuen, and his Sacred Majeſty of Portugal, to the moſt excellent Don Emanuel Telles Silvius, Marquis of Alegrete, Conde de Villa Major in the ſociety of the knights of Chriſt, commendador of St. John d'Alegrete, and of *) de Soure, and alſo in the college of *) commendador of St. John d'Moura, and of St. Mary de Albuveira, one of the three directors of the treaſury, and of the firſt gentlemen of the bedchamber, and counſellor of ſtate to his Sacred Royal Portugueſe Majeſty: who, by virtue of the full powers to them reſpectively granted, having maturely and diligently conſidered the matter, have agreed upon the following articles:*

ART. I.

*) Ces noms manquent dans la copie qu'a ſuivie Mr. CHALMERS et ne ſe trouvent pas non plus dans la collection de 1785 et dans POSTLETHWAYTH.

5.

Traité de commerce entre la Grande-Bretagne et le Portugal signé à Lisbonne le 27 Décembre 1703 (connu sous le nom de traité de Methuen). 1703 27 Déc.

(Traduction privée.)

Comme la ligue et l'étroite amitié qui subsistent entre la Séréniſſime et très-puiſſante Princeſſe Anne, Reine de la Grande-Bretagne et le Séréniſſime et très-puiſſant Pierre Roi de Portugal exigent que le commerce entre les deux nations britannique et portugaiſe ſoit avancé autant que poſſible, et que ſa ſacrée Majeſté royale de la Grande-Bretagne a fait connaitre à ſa ſacrée Majeſté royale de Portugal par la très-excellent Jean Methuen, Eſq., membre du parlement d'Angletrre et Ambaſſadeur extraordinaire en Portugal qu'il Lui ſerait très agréable que les draps et autres manufactures de laine de la Grande-Bretagne ſoient admis en Portugal en levant la prohibition qui ſubſiſte à cet égard, afin que cet objet puiſſe être negocié et réglé ils ont donné leurs pleinpouvoirs et ordres, ſavoir ſa ſacrée Majeſté de la Grande-Bretagne au ſusdit très-excellent Jean Methuen, et ſa ſacrée Majeſté de Portugal au très-excellent Don Emanuel Telles Silvius, marquis d'Alegrete, Comte de Ville Major, chevalier de l'ordre Chriſt, commandeur de St. Jean d'Alegrete et de de Soure et de même du college de commandeur de St. Jean d'Moura, et de St. Marie de Albuviera, un des trois directeurs de la treſorerie et des premiers gentilhommes de la chambre, et conſeiller d'état de ſa ſacrée Majeſté royale Portugaiſe: leſquels en vertu des pleinpouvoirs qui leur ont été reſpectivement accordés, après avoir examiné murement et ſoigneuſement cet objet ſont convenus des articles ſuivans:

1703

ART. I.

His Sacred Royal Majeſty of Portugal promiſes, both in his own name and that of his ſucceſſors, to admit for ever hereafter, into Portugal the woollen cloths, and the reſt of the manufactures of the Britons, as was accuſtomed till they were prohibited by the laws: nevertheleſs, upon this condition,

ART. II.

That is to ſay, that her Sacred Royal Majeſty of Great-Britain ſhall in her own name, and that of her ſucceſſors, be obliged for hereafter to admit the wines of the growth of Portugal into Britain; ſo that at no time whatever there ſhall be peace or war between the kingdoms of Britain and France any thing more ſhall be demanded for theſe wines, by the name of cuſtom or duty, or by whatſoever other title, directly or indirectly, Whether they ſhall be imported into Great-Britain in pipes or hogſheads, or other caſks, than what ſhall be demanded from the like quantity or meaſure of French wine, deducting or abating a third part of the cuſtom or duty: but if at any time this deduction or abatement of cuſtoms, which is to be made as aforeſaid, ſhall in any manner be attempted and prejudiced, it ſhall be juſt and lawful for his Sacred Royal Majeſty of Portugal again to prohibit the woollen cloths, and the reſt of the Britiſh woollen manufactures.

ART. III.

The moſt excellent lords the plenipotentiaries promiſe, and take upon themſelves, that their abovenamed maſters ſhall ratify this treaty, and that within the ſpace of two months the ratifications ſhall be exchanged.

For the faith and teſtimony of all which things, I, the plenipotentiary of her Sacred Royal Majeſty of Great-Britain, have confirmed this treaty, by the ſubſcription of my hand and by the ſeal of my coat of arms. And the moſt excellent lord the plenipotentiary of his Sacred Royal Majeſty of Portugal, for avoiding the controverſy, about precedence between the two crowns of Britain and Portugal, hath ſubſcribed another inſtrument of the ſame tenor, changing only what ought to be changed for that reaſon. Given at Lisbon, the 27th of the month of December 1703.

(L. S.) JOHN METHUEN.

ART. I. 1703

Sa ſacrée Majeſté royale Portugaiſe promet tant en ſon nom qu'en celui de ſes ſucceſſeurs, d'admettre à l'avenir pour toujours en Portugal les draps et les autres manufactures de laine des Bretons comme il a été uſité juſqu'à ce qu'elles ont été prohibées par les loix; ſous la condition cependant, *Importation des laines en Portugal*

ART. II.

Que ſa ſacrée Majeſté royale de la Grande-Bretagne ſera obligée en ſon nom et en celui de ſes ſucceſſeurs d'admettre à l'avenir pour toujours les vins du cru du Portugal en Brétagne; de ſorte qu'en aucun tems, qu'il y ait paix ou guerre entre les royaumes de Brétagne et de France il ſera demandé quelque choſe de plus pour ces vins ſous le nom de douâne ou droits, ou ſous un autre titre quelconque, directement ou indirectement, qu'ils ſoient introduits dans la Grande-Brétagne en pipes ou en muids ou autres vaſes, que ce qui ſera exigé pour la même quantité ou meſure des vins français, en deduiſant ou rabattant un tiers de cette douâne ou droit; mais ſi en quelque tems il ſera porté atteinte et prejudicié à cette deduction ou rabais de douâne qui aura lieu comme il eſt dit ci-deſſus, alors ſa ſacrée Majeſté royale aura le droit et la liberté de defendre de nouveau les draps et autres manufactures de laine britanniques. *Importation des vins en Angleterre.*

ART. III.

Les très excellents Sieurs plénipotentiaires promettent et prennent ſur eux que leurs ſusdits ſouverains ratifieront ce traité, et que dans l'eſpace de deux mois les ratifications ſeront échangées. *Ratification.*

En foi et temoignage de quoi, moi le plénipotentiaire de ſa ſacrée Majeſté royale de la Grande-Brétagne j'ai confirmé ce traité par la ſignature de ma main et par l'appoſition du cachet de mes armes. Et le très excellent Seigneur plénipotentiaire de ſa ſacrée Majeſté royale de Portugal, pour éviter la diſpute au ſujet de la préſéance entre les deux couronnes de Brétagne et de Portugal, a ſigné un autre inſtrument de la même teneur, changeant ſeulement ce qui a du être changé pour cette cauſe. Donné à Lisbonne le 27 du mois de Décembre 1703.

(L. S.) JEAN METHUEN.

6.

1706 Treaty of commerce between Great-Britain and the city of Danzic dated $\frac{11}{23}$ Oct. $\frac{11}{23}$ Octobre 1706.

(CHALMERS *Collection* T. I. p. 100.)

Whereas her Sacred Majesty, Anne, by the grace of God, of Great-Britain, France, and Ireland, Queen, defender of the faith, at the request of her subjects, and merchants residing in the city of Dantzic most graciously commanded the excellent and reverend Dr. John Robinson, Doctor in Divinity, and Canon of the cathedral and metropolitical church of Christ at Canterbury, her Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, that he should confer with the most Noble Magistracy of the said city in order to the removing certain grievances in trade, whereby the British merchants at Dantzic are oppressed; and the Magistracy aforesaid, being disposed and inclined to all those things which may be grateful and acceptable to her Majesty, and very much desiring that the British merchants residing at Dantzic, and those of Dantzic in Great-Britain, may enjoy mutual advantages, hath named their deputies, the Noble Lords M. Gabriel von Boemeln, Consul, and John Ernest von der Linde, Consul and Syndic, to confer and treat upon that affair with the aforesaid Minister and Plenipotentiary: where upon the said Minister and deputies consented and agreed into the following articles.

ART. I.

As formerly and hitherto, so also hereafter for the future, it shall be lawful for the subjects of the kingdoms of Great-Britain, to wit, England, Scotland, and Ireland, as of a nation in amity, freely to dwell at Dantzic, as they will without any molestation, and exercise trade there; that is to say, to import whatsoever merchandizes of other nations, which it is lawful by sea or land to bring from foreign parts to Dantzic, and having paid the due and usual customs, to keep them in cellars, warehouses, and storehouses, and thence sell them to the citizens of Dantzic; or if, perhaps, they cannot sell them

6.

Traité de commerce entre la Grande-Bretagne et la ville de Dantzig conclu le $\frac{12}{23}$ Octobre 1706.

1706 $\frac{12}{23}$ oct.

(Traduction privée.)

Sa Sacrée Majesté Anne, par la grace de Dieu Reine de la Grande-Brétagne, de France et d'Irlande ayant, à la requisition de ses sujets marchands residans dans la ville de Dantzig, ordonné très gracieusement à l'excellent et reverend Dr. Jean Robinson, docteur en théologie et chanoine de l'eglise cathedrale et metropolitaine de Christ à Canterbury, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, de conferer avec le très noble magistrat de la dite ville, afin d'écarter certains griefs dans le commerce sous lesquels les marchands Britanniques à Dantzig souffrent; et le magistrat susdit étant disposé et porté à tout ce qui peut être agréable et convenable à Sa Majesté, et desirant beaucoup que les marchands Britanniques residans à Dantzig et les marchands de Dantzig residans en Grande-Brétagne jouissent d'avantages mutuels, ont nommé leurs deputés les Sieurs Gabriel von Boemeln Consul, et Jean Ernest von der Linde Consul et Syndic, pour conférer et traiter sur cet objet avec le susdit Ministre et Plénipotentiaire: sur quoi les susdits Ministre et Deputés sont convenus et ont arrêté les articles suivans:

Art. I.

Ainsi que par le passé et jusqu'ici, de même pour la suite et à l'avenir il sera permis aux sujets des royaumes de la Grande-Brétagne, savoir d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande comme d'une nation amie, de demeurer librement à Dantzig aussi longtems qu'ils le jugeront à propos sans aucun empêchement, et y exercer leur commerce, c'est à dire, d'y importer toute sorte de marchandises d'autres nations qu'il est permis d'importer par mer ou par terre de l'étranger à Dantzig, et après avoir payé les douânes légitimes et usitées, de les conserver dans les caves magazins et bâtimens, et de les vendre

Droits des Anglais à Dantzig.

1706 *to export them again by ſea, in what ſhips they ſhall think fit, having paid the duties at their going out, which the citizens themſelves do; as alſo buy all merchandizes whatſoever of the citizens of Dantzic, and transport them by ſea to what foreign parts ſoever they pleaſe; nevertheleſs always obſerving the Laws and ſtatutes of the ſaid city reſpecting either commerce, or any other right or privilege whatſoever.*

ART. II.

But as to herrings in particular, and every Kind of ſalt fiſh, it ſhall be lawful to keep theſe goods brought by Britiſh ſubjects, and to put them in cellars, warehouſes, and ſtorehouſes, and have the ſame privileges as the dutch merchants dwelling in Dantzic; yet ſo, that they declare in the cuſtomhouſe the ſaid merchandizes, as well as all others, according to the true conſignment of the ſame, as alſo commit them to the care and inſpection of officers ſworn to approve and examine the ſame; but they ſhall not deliver any of the ſaid goods into the buyers hands, before they are expoſed by the officers upon the public bridge, and ſubjected to their approbation and examination: in like manner alſo, the ſubjects of Great-Britain ſhall be allowed to export herrings and ſalt by ſea; paying cuſtom for the ſame, provided they cannot ſell them at Dantzic (ſuſpending as heretofore, ſo now, and as far as may be, without prejudice to the public good, the execution of an edict publiſhed in the month of March, in the year 1687); but when it ſhall be neceſſary to enforce the ſaid edict, and put it in execution, the ſame ſhall be previouſly notified to the Britiſh merchants, ſix the ſix preceding ſummer months. Moreover, becauſe the aforeſaid merchants ought not to enjoy the proper rights and privileges of the citizens in buying and ſelling neither ſhall the Britiſh ſubjects, who lodge with any citizen of Dantzic, and have no family of their own, be obliged to execute perſonal offices and employments, as for example, to undertake the guardianſhip of others, the governement of churches and hoſpitals, or thoſe of any other kind whatſoever; nor to pay the ſubſidy that is impoſed on the citizens and inhabitants, or any other burthens, beſides the juſt and uſual duties at coming in and going out, for their ſhips and merchandizes, as much

vendre de-là aux citoyens de Dantzig, ou en cas qu'ils ne pourraient pas les vendre, de les réexporter par mer dans tel vaiſſeau qu'ils jugeront à propos en payant les droits d'exportation que payent les propres citoyens, comme auſſi d'acheter toute ſorte de marchandiſes des citoyens de Dantzig, et de les tranſporter par mer vers tel pays étrangers qu'il leur plaira, toutefois en obſervant les loix et ſtatuts de la dite ville par rapport au commerce ou à tout autre droit ou privilège quelconque. 1706

ART. II.

Poiſſons. Droits; charges.

Mais quant aux harengs en particulier, et à toute ſorte de poiſſon ſalé, il ſera permis d'importer ces marchandiſes par des ſujets Britanniques, et de les mettre dans des caves, magazins et ſerres, et de jouir des mêmes privilèges comme les marchands Hollandais demeurant à Dantzig: tellement cependant, qu'ils devront déclarer à la douane les dites marchandiſes comme toutes les autres, conformément au veritable conſignement, comme auſſi de les ſoumettre au ſoin et à l'inſpection d'officiers jurés pour les approuver et examiner; mais ils ne delivreront aucun desdits objets entre les mains de l'acheteur avant qu'ils n'aient été expoſés par les officiers ſur le pont public, et aſſujéttis à leur approbation et examen; de même auſſi les ſujets de la Grande-Bretagne auront la permiſſion d'exporter des harengs et ſalaiſons par mer en payant les douanes pour elles, ſuppoſé qu'ils ne puiſſent les vendre à Dantzig (ſuſpendant comme par le paſſé pour le préſent et pour l'avenir auſſi longtems qu'il ſera poſſible ſans préjudice du bien commun, l'exécution d'un édit publié au mois de Mars de l'an 1687); mais lorsqu'il ſera neceſſaire de remettre en vigueur le dit édit et de le mettre en exécution, ceci ſera notifié préalablement aux marchands Britanniques ſix mois d'été d'avance. De plus comme les ſusdits marchands ne doivent pas jouir des propres droits et privileges des citoyens quant à l'achat et à la vente, les ſujets Britanniques qui logent chés quelque citoyen de Dantzig, et n'ont point de famille avec eux, ne ſeront pas non plus tenus de ſe charger de ſervices et d'emplois perſonnels comme par exemple de ſe charger de tutèles, de l'adminiſtration d'egliſes et hopitaux, ou autres adminiſtrations quelconques; ni de payer les impôts levés ſur les citoyens et habitans, ou autres

charges

1706 *much, namely, as ſhall be paid by the citizens themſelves, either for their perſons or goods, and commodities whatſoever; but others who have hired houſes and fixed habitations at Dantzic, and uſe and dwell in them, and have families of their own, they ſhall hereafter pay and be ſubject to all duties and impoſitions, without murmuring or refuſal, which ſhall be required not only from the citizens, but from all the inhabitants in general, an equality being always obſerved, that they are not more burthened than the other inhabitants.*

ART. III.

Moreover, there ſhall be entiere liberty as well for the Britiſh merchants themſelves, or if they have a family, as for the Britiſh heirs of the deceaſed to change place, and remove from Dantzic all their goods and effects, whenever and whereſoever they ſhall think fit; and thoſe of Dantzic, or any Dantzic heirs of the deceaſed, ſhall alſo equally enjoy the ſame right in all things in the kingdom of Great-Britain.

ART. IV.

A Britiſh ſhip being driven by ſtorm going into port and the river Weiſſell, ſhall pay nothing more than the money to the pilots, and for clearing out the ballaſt (commonly called lotſs and Bagger Gild); but with this difference, that a ſhip of great burthen ſhall bear the ſaid expences according to the proportion of laſts which, for eaſier entrance, ſhe unloadeth into leſſer veſſels. And a little ſhip that unloadeth no goods, ſhall pay at leaſt half the money for claring out ballaſt (for hereafter a rate ſhall be ſettled of the payments to pilots, according to certain fleets of ſhips); but if ſuch ſhip ſhall be brought to the city or place appointed for repairing ſhips, then it ſhall pay all and ſingular the impoſitions uſually demanded of ſhips, the expences to be paid to officers being within moderation, according to the proportion of the ſhip; though the goods, which in that caſe the ſhip hath landed for its neceſſary repair, and afterwards received back, ſhall be free from any duty or impoſition, and not like the reſt of the Loading.

And

charges excepté les droits d'importation et d'exportation légitimes et usités pour leurs vaisseaux et marchandises, autant nommément qu'il sera payé par les citoyens eux-mêmes, soit pour leurs personnes, ou leurs biens et marchandises quelconques; mais d'autres qui ont loué des maisons et fixé leurs habitations à Dantzig et y demeurent et ont leur famille avec eux, payeront à l'avenir et seront, sans murmure ou refus, sujets à tous les droits et impositions qui seront exigés non seulement des citoyens, mais de tous les habitans en général, en observant toujours l'égalité, de sorte qu'ils ne seront pas plus fortement chargés que les autres habitans. 1706

ART. III.

Emigration.

De plus il y aura une liberté entière, tant pour les marchands Britanniques eux même, que pour leur famille, s'ils en ont, comme aussi pour les heritiers Anglais du defunt, de changer de demeure et d'emporter de Dantzig tous leurs biens et effets toutes les fois et pour tel endroit qu'ils le jugeront à propos; et les marchands de Dantzig, ou tout Dantzigeois heritier du defunt, jouiront de ce même droit dans tous les points dans le royaume de la Grande-Bretagne.

ART. IV.

Entrée forcée.

Tout vaisseau Britannique poussé par la tempête à entrer dans le port et la rivière de la Vistule, ne payera rien de plus que l'argent pour les pilôtes et pour décharger le lest (communement appellé *Loots- und Baggergeld*) mais avec cette difference, qu'un vaisseau de grand port payera ces frais à raison des lastes qui pour faciliter l'entrée seront déchargés dans de moindres navires. Et un petit vaisseau qui ne decharge point de marchandises, payera au moins la moitié du prix pour vuider le lest (car à l'avenir il sera fixé un taux pour le payement des pilotes à proportion de certains navires ou vaisseaux); mais si un tel vaisseau serait conduit devant la ville ou à une place destinée pour le radoub des vaisseaux, il payera tous et chacun des droits usuellement exigés des vaisseaux, les droits à payer aux officiers étant modérés, conformément à la proportion du vaisseau; cependant les marchandises que dans ce cas le vaisseau a mis à terre pour sa reparation necessaire, et que dans la suite il charge de nouveau, seront libres de tout droit ou imposition, et ne seront pas assimilées au reste de la cargaison.

1706 *And if there shall be occasion to sell any part of the goods for the said reparations, or to buy provisions, the accustomed duties for this proportion of goods only shall be paid; and it shall not be lawful to take out any part of the goods, without leave first obtained of the magistrate.*

But as often as any ship which shall arrive from foreign parts into the station of the Dantzic ships, and bound with her loading to another place, shall unload any goods to be carried into the city, or if any goods are to be carried on board any ship arriving from foreign parts, and bound to another place, but not unloading any goods; in this case the whole custom must be paid for the ship, that is the say, as much as is required in that case for the Dantzic ships themselves; but the other impositions shall be levied, as well upon view of the ship as by reason of the merchandizes, according to the proportion of lasts unload or imported. But if such ship unloading any merchandize, has a mind to import into the city other goods in lieu of those unloaden, in that case the duties shal be proportionably paid, according to the rate of the lasts which shall remain imported.

ART. V.

For as much as the British merchants, desiring to provide for the payment of the customs in a manner less troublesome, but not with less safety, did obtain from the magistrates of Dantzic, by the conclusion of the States of the city of the 22d July, 1705. that instead of the usual money to be paid in the chamber (custom-house) personal security should be admitted to be taken, whereby all and singular the merchants of the British nation, residing in Dantzic for the time being, were bound, and the said States were pleased again to prolong the same method of security for another year; it is therefore agreed that the said use of personal security shall remain to the end of the said year, nor is it hereafter to be doubted that any thing shall be changed therein, except it shal be found by experience that the British merchants abuse that concession, and per form not their part, or that other weighty considerations require it otherwise.

ART.

Et s'il était neceſſaire de vendre une partie des marchandiſes pour les dites reparations, ou pour acheter des proviſions, les droits uſités ne ſeront payés que pour cette partie des marchandiſes ſeulement; et il ne ſera pas permis de décharger une partie de la cargaiſon ſans en avoir obtenu préalablement la permiſſion du magiſtrat. 1706

Mais toutes les fois qu'un vaiſſeau, arrivant de contrées étrangères dans la rade de vaiſſeaux Dantzigeois, et deſtiné avec ſa cargaiſon pour une autre place, déchargera quelques marchandiſes pour être importées dans la ville, ou lorſque quelques marchandiſes ſeront chargées à bord d'un vaiſſeau venant de l'étranger et deſtiné pour une autre place, mais ſans décharger quelques marchandiſes, dans ce cas la douane entière ſera payée pour le vaiſſeau; c'eſt à dire autant que dans ces cas on exige de vaiſſeaux Dantzigeois même; mais les autres impoſitions ſeront levées tant par rapport au vaiſſeau, que relativement aux marchandiſes en proportion des laſtes déchargés ou importés. Mais ſi un tel vaiſſeau déchargeant quelque marchandiſe, a. le deſſein d'importer dans la ville d'autres marchandiſes à la place de celles qu'il a déchargées, alors les droits ſeront payés à proportion, conformément à la quantité des laſtes qui finalement ſeront importés.

ART. V.

Acquit des douanes.

Comme les marchands Britanniques, deſirant pourvoir au payement des douânes d'une manière moins penible mais non moins aſſurée, ont obtenu du magiſtrat de Dantzig par la reſolution des *ordres* de la ville du 22 Juil. 1705, qu'au lieu de l'argent qu'il eſt d'uſage de payer à la chambre (douâne) il ſerait accordé d'accepter des cautions perſonnelles, par leſquelles tous et chacuns des marchands de la nation Britannique reſidant alors à Dantzig ſeraient obligés, et les dits ordres de la ville ayant jugé à propos de prolonger la même voye de ſurêté pour une autre année, il eſt convenu en conſequence que le dit uſage de cautions perſonnelles continuera juſqu'à la fin de la dite année, et il n'eſt pas à craindre que dans la ſuite il ſera changé quelque choſe à cet égard, à moins qu'on ne faſſe l'experience que les marchands Britanniques abuſent de cette conceſſion, et ne payent point leur part, ou que d'autres conſidérations importantes engagent à en diſpoſer autrement.

1706

ART. VI.

Whereas commerce and the credit of traders, which are mutually neceſſary, cannot flouriſh or ſubſiſt without a ready adminiſtration of juſtice, the magiſtrate ſhall therefore take care that regard be had to the Britiſh merchants in all cauſes, and to their juſt deſires in this particular. And a Dantzic merchant being creditor in ſpecie, ſhall not arreſt the perſon or goods of any Britiſh merchant his debtor, who ſhall be willing to give ſufficient ſecurity; and by the like ſufficient ſecurity to be given, a citizen of Dantzic that is debtor, ſhall be reſponſible to a Britiſh merchant that is creditor and ſuitor. The citizens of Dantzic ſhall reciprocally enjoy the ſame right in the kingdoms of Great Britain, &c.

ART. VII.

In cauſes relating to trade carried on with foreigners, againſt the rights of the city, the proceſs againſt Britiſh merchants ſhall be made in the ſame manner and form of law as is uſual to proceed againſt the citizens themſelves, in the ſentence of puniſhment, according to the preſcription of the ſtatute law hitherto conſtantly obſerved, and in this caſe exact equity ſhall be obſerved, nor ſhall the magiſtrate omit to take care as well to prevent the lengthening of ſuits, as alſo to correct the other abuſes, which by the malice and obſtinacy of the parties themſelves at law in this behalf may have broke in.

ART. VIII.

If differences ſhall happen to ariſe in civil cauſes merely maritime, between the commanders of Britiſh ſhips and their ſeamen, that ſhall require a quick diſpatch, the plaintiff, upon the requeſt of the adverſe party, ſhall be referred to the miniſter of Great Britain (if there be any upon the place), or to two Britiſh merchants deputed for that purpoſe, that the diſpute may be well and juſtly made up. But if that cannot be, the magiſtrate ſhall plainly, and without any expence of time or charge, take care to determine the matter, that the ſaid ſeamen ſhall not deſert their maſter and ſhip to whom they belong, except for the moſt weighty reaſons.

ART. VI. 1706

Comme le commerce et le crédit des negocians, qui *Juſtice.*
ſont réciproquement neceſſaires, ne peuvent fleurir ou ſubſiſter ſans une prompte adminiſtration de juſtice, le magiſtrat aura par conſequent ſoin qu'on aie égard aux marchands Britanniques dans toutes leurs cauſes, et à leurs juſtes deſirs dans ce point en particulier. Et un marchand de Dantzig étant créancier particulier ne pourra point faire arrêter la perſonne ou les biens de quelque marchand Britannique, ſon debiteur, lorsque celui-ci ſera prêt à donner caution ſuffiſante; et par une même caution ſuffiſante à donner, un citoyen de Dantzig qui ſera debiteur repondra à un marchand Britannique ſon créancier et demandeur. Les citoyens de Dantzig jouiront réciproquement du même droit dans le royaume de la Grande-Brétagne, &c.

ART. VII.

Dans les cauſes rélatives au commerce, agitées avec *Delits.*
des étrangers touchant des contreventions aux loix de cette ville, le procès contre des marchands Britanniques ſera conduit de la même manière et dans la même forme des lois, dans leſquelles il eſt d'uſage de procéder contre les citoyens même, dans la ſentence penale conformement aux preceptes des ſtatuts, jusques là conſtament obſervés, et dans un tel cas on obſervera une exacte équité; auſſi le magiſtrat ne manquera pas d'avoir ſoin tant à prevenir la protraction des procès, qu'à corriger les autres abus qui par la malice et l'opiniatreté des parties même en litige peuvent s'être introduits à cet égard.

ART. VIII.

S'il ſurvient des differens dans des cauſes civiles pu- *Cauſes maritimes.*
rement maritimes entre les commandeurs de vaiſſeaux Britanniques et leurs mariniers, qui exigeront une prompte expédition, le demandeur ſera renvoyé à la demande de la partie oppoſée au Miniſtre de la Grande-Brétagne (s'il y en a ſur le lieu) ou à deux marchands Britanniques deputés à cet effet, afin que la diſpute ſoit bien et duement arrangée. Mais ſi cela ne peut avoir lieu, le magiſtrat doit ſimplement, et ſans cauſer du délai, ou des frais, avoir ſoin de determiner l'affaire, de ſorte que les dits mariniers ne quitent pas leur maitre et le vaiſſeau auquel ils appartiennent, ſi ce n'eſt pour des raiſons importantes.

1706

ART. IX.

The Britiſh merchants reſiding at Dantzic ſhall have a miniſter for the worſhip of God, who ſhall perform divine ſervice in a private houſe, and in the Britiſh language, and ſhall perform the other offices of his function for thoſe of the Britiſh nation. And the ſaid miniſter, whether he hath a houſe and family of his own or not, ſhall enjoy the ſame freedom as the merchants. He ſhall moreover enjoy, by the kind indulgence of the magiſtrate, an exemtion of exciſe of beer for the uſe of his houſe and conſumtion of his own family. And the miniſters of the reformed religion at Dantzic ſhall hereafter be indulged in any ſuch reſpectful privilege.

ART. X.

For preventing all abuſes whatſoever in the meaſure of ſalt or pit coals, all the tons by which they are meaſured ſhall be exactly adjuſted, and a review of them, whether they are altered in any part, ſhall be yearly appointed; and the coal inſpector ſhall be ſeverely prohibited hereafter from taking to himſelf any thing that ſhall accidentally fall upon the ground in unloading the coals out of the ſhip or cart, or ſhall be deſignedly thrown out, but he ſhall leave it to the true owner; and the meaſurers of ſalt ſhall be enjoined to make juſt and equal meaſure and to accept reward from no perſon whatſoever, under the penalty of being removed from their office.

ART. XI.

And it ſhall be lawful for the Britiſh merchants, in carrying their merchandizes between the city and the ſtation of the ſhips, and vice verſa, to bring ſmall boats (commonly called boardings and ballaſt boats) for that purpoſe, according to an order thereupon made; nor ſhall greater freight be exacted of them for their goods than from the citizens themſelves: and moreover it ſhall be lawful for the Britiſh ſubjects who trade in Poland, to bring the goods bought there to Dantzic, to be ſold to the citizens, and carry away thoſe bought of the citizens, with the ſame freedom as the Poles have hitherto, and may do hereafter.

ART. IX. 1706

Les marchands Britanniques reſidans à Dantzig auront un miniſtre de la parole de Dieu qui fera le ſervice divin dans une maiſon privée et en Anglais, et s'acquitera des autres fonctions de ſa charge en faveur de ceux de la nation Britannique. Et le dit miniſtre, ſoit qu'il aye une maiſon et famille ou non, jouira des mêmes immunités que les marchands. Il jouira de plus, par la bienveillance du magiſtrat, d'une exemtion d'acciſe ſur la bierre pour l'uſage de ſa maiſon et pour la conſommation de ſa propre famille. Et les miniſtres de la religion reformée à Dantzig ſeront à l'avenir favoriſés d'un ſemblable privilège. *Culte religieux.*

ART. X.

Pour prevenir tous abus quelconques dans la meſure du ſel ou du charbon de terre, tous les vaſes par leſquels ils ſont meſurés ſeront exactement ajuſtés, et il en ſera fait annuellement une reviſion pour voir s'ils ont été alterés en quelque partie; et il ſera ſeverement defendu à l'inſpecteur des charbons de s'attribuer à l'avenir quelque choſe qui tombera accidentellement ſur la terre en déchargeant les charbons du navire ou chariot, ou qui ſera jetté à deſſein, mais il laiſſera le tout au vrai propriétaire; et il ſera enjoint aux meſuriers du ſel d'en faire juſte et égale meſure, et de n'accepter aucune gratification de qui que ce ſoit, ſous peine d'être privés de leur emploi. *Meſures de ſel et charbons.*

ART. XI.

Et il ſera permis aux marchands Britanniques pour le transport de leurs marchandiſes entre la ville et le lieu où les vaiſſeaux ſont ſtationnés, et vice verſa, d'apporter de petits bateaux (communément appellés *boardings* et bateaux de leſt) à cet effet, conformément au réglement fait à cet égard, et il ne leur ſera pas demandé plus de fret pour leurs biens que pour ceux des citoyens même: et de plus il ſera permis aux ſujets Britanniques, qui font le commerce avec la Pologne, de porter à Dantzig les marchandiſes qu'ils y ont achetées, pour les vendre aux citoyens, et de transporter celles qu'ils ont achetées des citoyens, avec la même liberté dont les Polonois ont joui jusqu'ici ou pourraient jouir à l'avenir. *Commerce de la Pologne.*

1706

ART. XII.

For as much experience hath taught, that under the name of tobacco imported from England and Holland, at the port of the city of Dantzic, an herb of the like ſpecies is brought hither of very different goodneſs from it, and therefore of a quite different and much cheaper price, that we are perplexed with exquiſite and committed frauds, and by this means the revenue of cuſtoms is prejudiced, and private buyers craftily deceived; care ſhall therefore be taken, that the remedies introduced for preventing theſe frauds may have their due effect, and other proper means uſed to obviate them hereafter.

For what remains; if any greater privileges, which any wiſe reſpect the perſons, ſhips, or goods of foreigners at Dantzic, ſhall be hereafter granted to any foreign nation, the Britiſh ſubjects ſhall in the like manner fully enjoy the ſame for themſelves, their ſhips, and commerce.

But after the noble Magiſtracy by their Deputies have propoſed certain requeſts, where of the citizens and merchant of Dantzic moſt humbly ſolicit her moſt Serene and Potent Majeſty of Great Britain's conceſſion, the forementioned Miniſter and Plenipotentiary of her ſaid Majeſty uſing his good offices therein, and have earneſtly moved that certain inconveniences, which have for ſome time affected the navigation and commerce of the people of Dantzic, in the kingdom of Great Britain, may be kindly removed and aboliſhed; and therefore conferences having been likewiſe ſet on foot upon this affair between the ſaid Plenipotentiary and the Deputies of the Magiſtrates, all things being conſidered, they thought fit to provide for the requeſts and grievances of the citizens and merchants of Dantzic by the following articles.

ART. XIII.

The citizens and inhabitans of Dantzic ſhall enjoy in the kingdoms of Great Britain, the ſame rights and liberties which they have hitherto obtained, and are now in uſe, and it ſhall be therefore free for them to come to, either by land or ſea, all the dominions, towns, and places whatſoever of England, Scotland, and Ireland, and to enter into all ports with their ſhips, merchandizes, and

ART. XII. 1706

L'experience ayant fait voir, que sous le nom de tabac, importé d'Angleterre et d'Hollande dans le port de la ville de Dantzig, il a été importé une plante du même genre, quoique d'une qualité bien differente, et par conseqient pour un prix bien different et moindre, de sorte que nous sommes trompés par des fraudes insignes et commises, et que par cette voie les revenus de la douane ont été diminués, et les acheteurs particuliers fortement trompés, on aura soin à ce que les remedes employés pour obvier à ces fraudes puissent avoir leur effet, et que d'autres remedes convenables soient employés pour les prevenir. *Tabac. Privileges ultérieurs.*

Au reste, si de plus grands privilèges par rapport aux personnes, aux vaisseaux ou aux biens d'étrangers à Dantzig seront accordés dans la suite à quelque nation étrangère, les sujets Britanniques en jouiront de même pleinement pour eux, leurs vaisseaux et commerce.

Mais comme le noble magistrat a proposé par ses deputés certains points dont les citoyens et marchands de Dantzig sollicitent très-humblement la concession de la part de Sa Serenissime et très-Puissante Majesté de la Grande-Brétagne, le susdit ministre plénipotentiaire de sa dite Majesté ayant employé à cet égard ses bons offices, et ayant sérieusement representé, que de certains inconveniens qui pendant quelque tems ont affecté la navigation et le commerce des habitans de Dantzig dans le royaume de la Grande-Brétagne, soient gracieusement ecartés et abolis; et des conferences ayant également eu lieu sur ce point entre le dit plénipotentiaire et les deputés du magistrat; après avoir considéré toutes choses, il ont jugé à propos de satisfaire aux desirs et griefs des citoyens et marchands de Dantzig par les articles suivans:

ART. XIII.

Les citoyens et habitans de Dantzig jouiront dans les royaumes de la Grande-Brétagne des mêmes droits et libertés qu'ils ont obtenus jusqu'ici, et qui sont actuellement en usage; et il sera par conséquent libre pour eux d'entrer avec par terre ou par mer, dans toutes les dominations, villes et places quelconques d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande, et d'entrer dans tous leurs *Privilege des Dantzigois.*

1706 *and cargoes, freely and with all manner of ſecurity, and to remain therein as long as they pleaſe, without any hindrance, and to trade and deal in themſelves, or their factors and ſervants, and to import at pleaſure any merchandize of the product or manufacture of the territories of the ſaid city of Dantzic or Pruſſia, or ſuch as ſhall be firſt commonly brought from other ports to the port of Dantzic, to be tranſported thence by ſea to other places and territories, and in like manner to export merchandize of all ſorts; on this condition, nevertheleſs, that they pay and bear the cuſtoms and all other impoſitions that are equally to be paid and diſcharged by all other foreigners reſiding or trading there; and that they obſerve the laws, ſtatutes and cuſtoms of this or that place where they ſhall come, and conform themſelves thereto. But ſo often as the maſters of Dantzic ſhips buy ſalt or pit coals in ſpecie (neocaſtri) at Newcaſtle, or at any place of the kingdom of Scotland, they ſhall not be obliged to pay, or be loaden with greater impoſitions and coſts, than other foreign nations doing the ſame are obliged to pay.*

ART. XIV.

The ſhips of Dantzic being duly furniſhed with authentic paſſports and certificates, by which the propriety of the ſhips and cargo may certainly appear, and that they neither carry contraband goods, nor thoſe of the enemy; they ſhall not be ſtopped by Britiſh privateers in the Britiſh ſeas, or elſewhere in their voyage, much leſs detained, viſited or taken, and carried into the ports of Great Britain: but if this ſtated and uſual form of certificate be not produced, or there be ſome other juſt and urgent ground of ſuſpicion; then the ſhip may be viſited; nevertheleſs, this permiſſion is to be underſtood in ſuch caſe only, and not otherwiſe: and if any thing ſhall be done contrary to the true and genuine ſenſe and meaning of this article, a ſevere penalty ſhall be inflicted on the offenders, and ample ſatisfaction ſhall immediately be made without any delay, to the party injured, for his loſs, damages and expences.

ART.

ports avec leurs vaiſſeaux, marchandiſes et cargaiſons librement et en toute ſureté, et d'y demeurer auſſi longtems qu'ils leur plaira, ſans aucun empêchement; et de commercer et negocier par eux même ou par leurs facteurs et employés, et d'importer à leur gré toute ſorte de marchandiſes du cru ou des manufactures des [illegible] de la dite ville de Dantzig ou de Pruſſe, ou celles qui ſont ordinairement portées en premier lieu d'autres contrées dans le port de Dantzig, pour être transportées de là par mer vers d'autres places et territoires; et de la même maniere d'exporter des marchandiſes de tout genre; ſous cette condition cependant, qu'ils payeront et acquiteront les douânes et toutes les autres impoſitions qui doivent également être payées et acquitées par tous les [illegible] étrangers qui y reſident, ou y font le commerce; et qu'ils obſervent les loix, ſtatuts et uſages de telle ou telle place où ils viendront, et qu'ils s'y conformeront. Mais toutes les fois que les maitres de navires Dantzigeois acheteront du ſel ou des charbons de terre (*neocaſtri*) à Newcaſtle ou à quelques places du royaume d'Ecoſſe, ils ne ſeront pas obligés de payer ni d'acquitter de plus grandes impoſitions ou fraix que ne ſont obligées de payer les autres nations étrangères qui font la même choſe. 1706

ART. XIV.

Conduite des armateurs Anglais.

Lorsque les vaiſſeaux de Dantzig ſeront duement munis de paſſeports et de certificats authentiques, par leſquels la propriété du navire et de la cargaiſon parait avec certitude, et qu'ils ne ſont point chargés de marchandiſes de contrebande, ni de marchandiſes ennemies, ils ne ſeront point empêchés par les armateurs Britanniques, dans les mers Britanniques ou autre part, dans leur voyage, moins encore detenus, viſités ou pris et emmenés dans les ports de la Grande-Brétagne; mais ſi cette forme déterminée et uſitée de certificats n'eſt point produite, ou s'il y a quelque autre motif juſte et urgent de ſoupçon, alors le vaiſſeau pourra être viſité; cependant cette permiſſion ne ſera entendue que de ces cas et non autrement: et s'il ſerait commis quelque choſe de contraire au vrai et propre ſens et intention de cet article, une ſevere punition ſera infligée au contrevenant, et une [illegible] ſatisfaction immédiatement accordée ſans aucun délai, à la partie injuriée pour ſes pertes domage et fraix.

ART.

1706

ART. XV.

As often as a ſhip of Dantzic, laden with goods on the account of Britiſh merchants, ſhall arrive in any part of Great Britain, the Britiſh merchants ſhall take care that it be unladen as ſoon as may be, and pay the Dantzic maſters of ſhips the price of tranſportation or freight in ready money (and not in bills, but they ſhall repay the charges, that is to ſay, the money paid to the pilots) according to contract and agreement, for undertaking the voyage between the owners and maſters of the ſhips.

ART. XVI.

For as much alſo as complaints and differences do often ariſe between the Britiſh merchants and maſters of ſhips, for pretended damage done to their goods, and compenſation thereof; wherefore, to obviate ſuch things for the future, leſt any thing be allowed not agreeable to juſtice and equity, it ſhall not be lawful for Britiſh merchants, upon view of certain pretended damage, to withhold from the Dantzic maſters of ſhips as much as they pleaſe and deſire, of the price of hire for freight due to them; but a juſt and exact account of the real damage ſhall be taken, and the Dantzic maſters be obliged only to pay the true value thereof.

ART. XVII.

As often as any Britiſh merchant ſhall poſitively and effectualy agree with a Dantzic maſter of a ſhip, being in the kingdom of Great Britain with his ſhip, for the carrying of goods, they ſhall, bona fide, mutually perform and comply with contract and agreement; nor ſhall it be lawful for the merchant, by preferring other ſhips, though Britiſh, to detain the Dantzic ſhip beyond the appointed time. In the manner alſo, the Britiſh maſters of ſhips, as often as they cut the cable, ſhall be obliged to make good the loſs accruing thereby to the Dantzic maſters of ſhips who were not in fault, not only by paying one Engliſh ſhilling, but the true and juſt price thereof.

ART. XV. 1706

Payement du frêt.

Auſſi ſouvent qu'un vaiſſeau de Dantzig chargé de marchandiſes pour le compte de marchands Britanniques arrivera dans quelque port de la Grande-Brétagne, les marchands Britanniques auront ſoin qu'il ſoit déchargé auſſitôt que poſſible, et qu'il ſoit payé aux maitres de navires Dantzigeois le prix de transport ou fret en argent comptant (et non en billets, mais ils payeront de même les charges, c'eſt à dire l'argent à payer aux pilotes) conformément au coptrat et accord pour le voyage entre les propriétaires des marchandiſes et les maitres des navires.

ART. XVI.

Dedomagemens.

Comme il ſurvient ſouvent des plaintes et différens entre les marchands Britanniques et les maitres de navires au ſujet de dommages prétendus, cauſés à leurs marchandiſes et de compenſations à cet égard, afin d'obvier pour le futur à ceci, et afin que rien ne ſoit admis qui puiſſe être incompatible avec la juſtice et l'equité, il ne ſera point permis aux marchands Britanniques de retenir en vue de certains dommages pretextés aux maitres de navires Dantzigeois autant qu'il leur plait et qu'ils deſirent du prix du à ceux-ci pour le fret, mais il ſera formé un compte juſte et exacte du dommage effectif, et les maitres de navires Dantzigeois ne ſeront tenus qu'à en payer la veritable valeur.

ART. XVII.

Chargemens en Angleterre.

Toutes les fois que quelque marchand Britannique conviendra poſitivement et effectivement avec un maitre de navire Dantzigeois, ſe trouvant avec ſon vaiſſeau dans le royaume de la Grande-Brétagne, pour le transport de marchandiſes, ils executeront et accompliront mutuellement *bona fide* ce contrat et accord; et il ne ſera pas permis au marchand de detenir le vaiſſeau Dantzigeois au de là du terme convenu, en lui préferant d'autres vaiſſeaux, quoique Britanniques. De même auſſi, les maitres de navires Britanniques auſſi ſouvent qu'ils coupent le cable, ſeront obligés de bonifier la perte cauſée par là aux maitres de navires Dantzigeois qui ne ſont pas en faute, non en payant ſeulement un ſchelling d'Angleterre, mais le veritable et juſte prix.

Et

1706 *And, as all and singular the premises contained in the foregoing articles are agreed and consented unto; so, after the approbation and ratification thereof by the most Serene and Potent Queen of Great Britain shall come and be exchanged with the ratification in like manner to be delivered by the Noble Magistracy of Dantzic, they shall constantly and inviolably be observed in all and every the points and clauses thereof,* &c.

In testimony and greater confirmation whereof, the Minister and Plenipotentiary of the most Serene and Potent Queen of Great Britain, as well as the Deputies of the Noble Magistracy of Dantzic, have subscribed and ratified these articles with their hands and seals.

Done at Dantzic the $\frac{11}{23}$ *day of October, in the year 1706.*

J. Robinson. (L. S.)

Gabriel von Boemeln. (L. S.)

Jo. Ernest von der Linde. (L. S.)

Et tandis que tous et chacun des points contenus dans les précédens articles ont été arrêtés et convenus, ils seront [illegible] et inviolablement observés dans tous et chacun de leurs points et clauses, après que l'approbation et la ratification par la séréniſſime et très-puiſſante Reine de la Grande-Brétagne ſera donnée et échangée contre la ratification à fournir de même par le noble magiſtrat de Dantzig. 1706

En temoignage et confirmation de quoi le miniſtre et plénipotentiaire de la Séréniſſime et très-puiſſante Reine de la Grande-Brétagne, comme auſſi les députés du noble magiſtrat de Dantzig ont ſouſſigné et ratifié ces articles de leur main et cachets.

Fait à Dantzig le [illegible] Octobre 1706.

J. ROBINSON. (L. S.)

GABRIEL VON BOEMELN. (L. S.)

JO. ERNEST VON DER LINDE. (L. S.)

7.

1707 *Traité de commerce entre la Reine Anne de* 10 *Juil.* *la Grande-Bretagne et Charles III. comme Roi d'Eſpagne, fait à Barcelonne le* 10 *Juillet* 1707 *).

(*Memoires de* LAMBERTY. T. IV. p. 592.)

CHARLES *III. par la grace de Dieu* &c. Comme le negoce, la navigation et le commerce qui a été établi pendant pluſieurs années entre les ſujets de S. M. B. et ceux des Roiaumes d'Eſpagne a été dernierement interrompu et troublé à l'occaſion de la guerre, et d'autant que Sa Majeſté Catholique et la Grande-Bretagne ſouhaitent de renouveller et continuer le negoce, la navigation et le commerce et d'établir plus étroitement et avec plus de ſûreté ce qui par l'experience de pluſieurs années a été trouvé d'une plus grande utilité et avantage des deux Roïaumes, Sa Majeſté Britannique a commis et nommé le Sieur Stanhope Général de ſes armées, Senateur, ſon Envoié extraordinaire et Plenipotentiaire auprès de Sa Majeſté Catholique d'une part, et Sa dite Majeſté Catholique a commis et nommé de ſa part le Sieur Prince de Lichtenſtein, Chevalier de la Toiſon d'or, ſon premier Ecuïer et Gouverneur, Don Emanuel Garcia Alvares de Toledo et Portugal, Comte d'Oropeſa, et Alcandette et Don Joſeph Fole de Cardona, Comte de Cardona, Grand Amiral d'Arragon et Conſeiller de ſon Conſeil privé, pour traiter enſemble ſur les matieres du commerce et navigation, leſquels, étant munis des pouvoirs neceſſaires pour cet effet, ont arrêté et conclu le Traité et articles ſuivans.

ART. I.

Paix et amitié. Il eſt convenu et arreté qu'on obſervera et maintiendra une paix étroite et univerſelle entre les Rois et Roiaumes de la Grande-Bretagne et d'Eſpagne leurs Heri-

*) Quoique ce traité n'ait point ſorti ſon effet, vu le changement des circonſtances, il fait voir à quoi viſait alors l'Angleterre, et il appartient à l'hiſtoire de l'origine du traité d'Aſſiento.

Heritiers et Succeſſeurs et les deux nations, Etats et Seigneuries des deux Couronnes; et cette paix continuera dès aujourd'hui à l'avenir; s'aſſiſtant les uns les autres avec amour en toutes ſortes de rencontres et endroits, et ſe rendant reciproquement les bons offices d'amitié et correſpondances. 1707

ART. II.

Privilèges et traités confirmés.

Tous les traitez de paix, commerce et navigation faits du tems paſſé entre les deux Couronnes et principalement ceux dont il ſera fait mention en celui-ci, ſeront cenſez y être compris et obſervez comme s'ils y étoient copiez à la lettre, en tout ce qu'ils ne ſeront pas contraires les uns aux autres, ni à ce qui ſera plus amplement ſpecifié aux articles ſuivants. On maintiendra auſſi toutes les graces, franchiſes et privilèges accordez par le Seigneur Roi Philippe IV. de glorieuſe memoire aux ſujets de la Grande-Brétagne *a*) et ſeront repetez comme inclus en ce traité, de même que celui de paix et commerce conclu et arrêté le 23 Mai 1667 *b*) tellement que tous les traitez, graces et franchiſes, accordées au commerce, auront la même force et valeur que ſi elles étoient ici copiées, parce qu'elles ſont confirmées par le preſent article.

ART. III.

Priſonniers relâchés.

D'autant que les tumultes et Commotions arrivées en Eſpagne en ont troublé la paix et tranquillité; et que la Reine de la Grande-Brétagne et ſes ſujets y ont pris interêt dans la vûë ſeulement de les appaiſer et aſſurer les avantages publiez en tout ce Royaume, et qu'à cette occaſion pluſieurs ont été faits priſonniers de part et d'autre et ſont encore en priſon principalement en Amérique: afin de les comprendre en ce Traité il a été convenu qu'en vertu de cette paix tous les ſujets des deux Couronnes de quelque état ou qualité qu'ils ſoient, qui auront été pris, tant en Amérique qu'en quelque autre endroit, ſeront mis en liberté le plûtôt qu'il ſera poſſible: Et la Reine de la Grande-Brétagne auſſi-bien que Sa Majeſté Catholique s'engagent de faire expedier leurs

a) Voyés les privilèges de 1645 et 1648 dans CHALMERS *collection.* T. II. p. 25. 128. 136.

b) DUMONT T. VII. P. I. p. 27.

1707 leurs ordres aux Vice-Rois, Gouverneurs, Miniſtres et Officiers tant aux Indes qu'en Europe pour que lesdits priſonniers ſoient mis en liberté et puiſſent s'embarquer en tels Navires ou embarcations qui y ſeront envoiées, ſans les rechercher ou detenir ſous aucun prétexte.

ART. IV.

Droits à payer. Que toutes les marchandiſes ou effets de toutes ſortes, et eſpeces, que les ſujets de la Grande-Brétagne transporteront en Eſpagne, pour les quelles avant ce Traité c'étoit la coutume de demander des droits de conſomption ou d'autres impoſitions, en vertu de cet article ne ſeront obligées de paier lesdits droits ou impoſitions que ſix mois après que les marchandiſes ou effets auront été debarqués ou effectivement vendus ou livrez à la deuxieme main.

ART. V.

Marchandiſes de Maroc. Il eſt accordé que les ſujets de la Grande-Brétagne pourront porter et transporter dans la Domination d'Eſpagne toutes ſortes de marchandiſes, Manufactures et fruits provenant de la Domination de Maroc, pourvû que ce ſoit en leurs Noms et ſur leurs Vaiſſeaux: Et ces effets ne pourront être chargez d'autres taxes ou tributs que ceux qu'on paie ordinairement: Bien entendu que ces marchandiſes n'y ſeront pas transportées par les Garniſons ou Villes d'Afrique de la Domination du Roi d'Eſpagne.

ART. VI.

Tarif à dreſſer. Que tous les marchands ſujets de la Grande-Brétagne qui feront le Commerce en Eſpagne, ſeront informez des droits qu'ils auront à paier pour leurs marchandiſes; et pour éviter les controverſes et diſputes qui pourroient naître ſur le paiement desdits droits ou taxes, leus Majeſtez Britannique et Catholique nommeront des Commiſſaires pour former un Tarif, regler et établir les droits qu'on devra paier de toutes ſortes d'effets et marchandiſes; et ce Tarif devra être formé en deux mois après la ſignature de ce Traité, et Sa Majeſté Catholique le fera publier par tous ſes Etats, lequel en vertu de cet Article aura la même force que s'il eût été ici inſéré. Bien entendu que les ſujets de la Grande-Brétagne ne ſeront pas obligez de paier d'autres droits ou impôts que ceux qui ſeront ſpecifiez au dit Tarif, et

Sa

Sa Majeſté Catholique ne pourra les charger (*changer?*) 1707
ſous quelque prétexte ou motif que ce ſoit. Quant aux marchandiſes dont il ne ſera pas fait mention dans le ſusdit Tarif, on ne pourra en exiger pour les taxes, droits ou Coûtumes que ſept pour cent de leur valeur principale. Pour cet effet le marchand facteur ou perſonne à qui telles marchandiſes apartiendront, ſera tenu de preſenter ſous ſerment la facture de l'achapt de la marchandiſe, en vertu de laquelle (qui ſuffira et ſera tenuë pour inſtrument autentique) les ſusdits ſept pour cent ſeront paiez.

ART. VII.

Priſes. D'autant qu'il a été ſtipulé par l'article 7. du traité du 23 Mai 1667 que tous les biens, effets, marchandiſes, navires, embarcations et autres choſes qui auront été transportées à la Domination ou places de la Grande-Brétagne, et y auront été jugées et condamnées comme bonnes priſes en conſequence dudit Article, ſeront reputez pour bien et marchandiſes du produit des Isles de la Grande-Brétagne: on eſt convenu pour l'avenir que tous les effets et marchandiſes dont un Vaiſſeau de Guerre armé par la Reine de la Grande-Brétagne ou par quelqu'un de ſes Etats, ſe ſera ſaiſi comme priſe, ſeront eſtimées ſans aucune difference comme marchandiſes et effets du cru des Isles Britanniques.

ART. VIII.

Ratification. Il eſt convenu et arrêté que Sa Majeſté Britannique et Sa Majeſté Catholique confirmeront et ratifieront ce que de deſſus, principalement les Contracts, Capitulations et articles, conceſſions et toutes autres Conventions mentionnées, par leurs depêches Roiales, ſcellées de leurs ſceaux reſpectifs, ſignées et écrites en bonne et ſuffiſante forme, échangées et delivrées pareillement en dix ſemaines après la date de ce Traité; et en conſequence nous les ſusdits Plénipotentiaires de la Reine de la Grande-Brétagne d'une part et d'une autre ceux de Sa Majeſté Catholique ſignons et ſcellons les preſens articles à Barcelone le 10 Juillet 1707.

(L. S.) DN. DIEGO STANHOPE.
(L. S.) ANT. FLORIAN, *Prince de* LICHTENSTEIN.
(L. S.) *Le Comte* D'OROPESA.
(L. S.) *Le Grand-Amiral* D'ARRAGON.

1707 *Aiant vû et conſidéré le Traité ſusmentionné, nous l'approuvons, ratifions et confirmons en tous ſes articles, comme nous faiſons par la preſente, pour nous, nos Heritiers et Succeſſeurs, nous promettons et engageons nôtre parole Roïale de garder, accomplir et obſerver religieuſement tout ce qui eſt contenu et ſtipulé dans ce preſent Traité, ſans conſentir qu'il y ſoit contrevenu pour aucune cauſe ou pretexte; Et pour plus grande Confirmation et force nous ſignons ce Traité de nôtre main Roiale et ordonnons d'y appoſer nôtre grand Sceau. Donné en nôtre Ville de Barcelonne le 9 Janvier 1708.*

CHARLES, *Roi.*

Regiſtré à la Cour et Cancellerie de nôtre Souveraine Dame Anne par la grace de Dieu Reine de la Grande-Brétagne.

Signé;

GORTELOSE, *ſon Proto-Notaire.*

Article ſéparé.

Compagnie et Commerce aux Indes Eſpagnoles. Français exclus.

La Reine de la Grande-Brétagne et Charles III. Roi d'Eſpagne voulant renoüer et renforcer l'Alliance et l'Amitié concluë de façon que les convenances et avantages reciproques en puiſſent rejaillir viſiblement au profit des ſujets des deux Couronnes, et que leurs interêts communs puiſſent cimenter une union indiſſoluble et éternelle entre eux, et conſiderant que le moien le plus propre et effectif pour cette fin eſt celui de former une Compagnie aux Indes, moiennant laquelle les vaſtes et riches Provinces de la Domination de Sa Majeſté Catholique puiſſent fournir aux Monarchies de la Grande-Brétagne et d'Eſpagne de quoi prendre de telles meſures, et avoir telles forces qu'on jugera ſuffiſantes pour aſſujettir leurs ennemis et procurer une paix univerſelle à leurs ſujets; il a été accordé et ſtipulé en vertu de cet article ſecret que la ſusdite Compagnie de Commerce doit ſe former des ſujets de la Grande-Brétagne et des Eſpagnols pour le Commerce des Indes de la Domination de Sa Majeſté Catholique et qu'on prendra de part et d'autre les meſures les plus propres et convenables

venables pour cet établiſſement; mais comme à preſent 1707
il n'eſt pas poſſible d'en régler les circonſtances neceſ-
ſaires, par ce que le Duc d'Anjou poſſede actuellement
et injuſtement les Provinces d'Eſpagne, qui ont plus de
connoiſſance et ſont plus à propos pour celà: On ſe re-
ſerve la forme de fixer les conditions ſous leſquelles la ſus-
dite Compagnie de Commerce aux Indes doit être établie,
juſqu'à ce que Sa Majeſté Catholique ſoit en poſſeſſion
de la Cour de Madrid. Et Leurs Majeſtez Britannique
et Catholique s'obligent de prendre mutuellement les
meſures qu'elles jugeront convenables pour perfection-
ner cette affaire, en facilitant les difficultez et embarras
qui pourroient l'embaraſſer. Mais au cas que la ſusdite
Compagnie ne pourroit s'établir (ce qu'on ne croit pas)
Sa Majeſté Catholique s'oblige et promet en ſon nom et
celui des Rois ſes Succeſſeurs qu'elle veut accorder et
accorde aux ſujets de Sa Majeſté Britannique les mêmes
privileges et libertez d'un Commerce libre aux Indes
dont jouiſſent les Eſpagnols ſujets de Sa Majeſté ſous
la ſuppoſition qu'ils donneront des aſſurances pour païer
les droits Roiaux et dûs à ſa Couronne comme font ſes
ſujets. Sa Majeſté Catholique s'oblige pareillement que
depuis le jour que la paix générale ſera faite et par
conſequent en poſſeſſion des Indes appartenantes à la
Couronne d'Eſpagne juſques au jour que la ſusdite
Compagnie ſera formée et établie, qu'elle veut et donne
permiſſion aux ſujets de Sa Majeſté Britannique de tra-
fiquer librement en tous les ports Villes des Indes men-
tionnées avec dix navires de 500 tonneaux chacun, ou
plus ou moins de navires, pourvû qu'ils n'exedent pas de
5000 tonneaux, ils pourront trafiquer (*transporter?*) et
vendre en lesdits navires ou embarcations aux Ports et
Places avec toute franchiſe toutes ſortes de marchandiſes
comme il eſt permis aux ſujets de Sa Majeſté Catholique de
trafiquer, transporter et vendre ſous condition expreſſe
de païer et ſatisfaire aux finances de Sa Majeſté Catho-
lique les mêmes droits et impôts qui païent les Eſpagnols.
Que les ſusdits navires ſeront viſitez au Port de Cadix
ou à un autre que Sa Majeſté Catholique nommera en
Eſpagne, qu'ils auront à faire voile de ce Port vers les
Indes avec obligation d'y retourner pour y être viſitez
dérechef, ſans s'arrêter en aucun Port de Portugal,
France ou de la Grande-Brétagne, ne fut en cas d'être
forcé par quelque tempête, et ils raporteront des te-

1707 moignages ou certificats des Gouverneurs ou Miniſtres de Sa Majeſté Catholique des Ports ou Places où ils auront abordez, pour faire connoître qu'ils ſont exactement acquitez de ce qui eſt determiné en cet article, avec la bonne foi que la Nation Angloiſe a toûjours obſervée dans ſes traitez avec l'Eſpagne.

Sa Majeſté Catholique veut et promet que les dix navires mentionnez pourront être envoiez d'Europe aux Indes par les Vaiſſeaux de Guerre que Sa Majeſté Britannique trouvera convenir pour leur ſeurêté et protection. Mais ces Vaiſſeaux de Guerre ne pourront charger ni transporter aucunes marchandiſes, d'autant qu'ils ne doivent ſervir qu'à convoïer et aſſurer les ſusdits navires de Commerce. Sa Majeſté Catholique declare pareillement qu'on n'en exigera aucun indult, donatif ou nouvelle impoſition pour leur Commerce, ſe contentant des droits Roiaux établis et accoûtumez; que pour cet effet Sa Majeſté leur fera delivrer les depêches neceſſaires afin que ſes Miniſtres en Eſpagne et aux Indes ne puiſſent les moleſter ni troubler leur Commerce ſous aucun pretexte, et qu'au contraire ils leur donnent toute la faveur et aſſiſtance que lesdits marchands leur demanderont. Sa Majeſté Britannique offre et promet de ſon côté que les Vaiſſeaux de Guerre qu'elle envoiera pour ſervir de Convoi à ceux de commerce en allant, et en venant eſcorteront les Vaiſſeaux appartenants à Sa Majeſté Catholique et à ſes ſujets qui voudront profiter de l'occaſion et qu'ils les aſſureront de la même maniere que s'ils apartenoient à Sa Majeſté Catholique *), ils pourront le faire et les Capitaines des dits Vaiſſeaux de Guerre ſeront obligez de remettre lesdits effets aux perſonnes aux quelles ils ſeront configner avec ſoin, ponctualité et un juſte compte pour leur decharge.

Et comme il eſt notoire et évident à tout le monde que les forces avec lesquelles la Couronne de France a troublé l'Europe, ont été ſupportées et maintenuës par les grands Treſors qu'elle a tirez et tire encore des Indes d'Eſpagne, moïenant la frauduleuſe introduction des marchandiſes et commerce que ſes ſujets y font, et connoiſſant ſans doute que l'excluſion des François aux Indes n'eſt pas de petite conſequence et ſera d'un grand avantage

*) Ici manque une phraſe.

avantage aux ſujets de la Grande-Brétagne et d'Eſpagne. 1707
Il a été arrêté, accordé et conclu entre leurs Majeſtez Britannique et Catholique pour elles et tous les Rois leurs Succeſſeurs dès à preſent à jamais, que tous les François ſujets de la Couronne de France ſeront entiérement exclus, non ſeulement de la Compagnie de Commerce ſusmentionnée, mais auſſi de toutes ſortes de trafic aux Indes de Sa Majeſté Catholique ſans le pouvoir faire directement ou indirectement en leurs noms ou celui de quelqu'autre perſonne. La Reine de la Grande-Brétagne et Sa Majeſté Catholique s'obligent en leurs noms et ceux des Rois leurs Succeſſeurs et heritiers, pour ce qu'il importe aux ſujets des deux Monarchies, à la paix univerſelle et au repos de la Chrêtienté, qu'ils ne conſentiront jamais par aucun article ou Traité de paix ſecret ou public, la moindre choſe qui puiſſe répugner ou contredire à l'excluſion établie par cet article des ſujets de la Couronne de France, de la ſusdite Compagnie, trafic, Commerce et Navigation aux Indes de S. M. C. et ſi S. B. ou Sa Majeſté Catholique ou quelqu'un de leurs Heritiers et Succeſſeurs Rois et Reines de la Grande-Brétagne accorde ou admet quelque Article ou Traité de Paix ſecret ou public, que les François ou Sujets de la Couronne de France puiſſent trafiquer aux Indes apartenantes à celle d'Eſpagne, ou avoir part à la ſusdite Compagnie; celui qui y aura contrevenu, ſoit Sa Majeſté Britannique, ſoit Sa Majeſté Catholique ou leurs Succeſſeurs, n'auront plus de droit de demander ou inſiſter ſur l'accompliſſement de ce qui eſt ſtipulé en cet article ſecret, et par conſequent la partie qui l'aura obſervé aura la liberté de choiſir à ſon gré ou d'annuller cet article, ou de le faire executer comme elle le trouvera plus convenable. Et le Sieur Stanhope Général des Armées de Sa Majeſté Britannique Senateur de la Grande-Brétagne Commiſſaire et Plenipotentiaire nommé par Sa Majeſté Britannique pour traiter et conclure tout ce qui peut convenir à une mutuelle paix Alliance et Commerce comme il conſte de la copie de ſon plein-pouvoir couchée à la fin de ce Traité au nom de la Sereniſſime Princeſſe Anne Reine de la Grande-Brétagne, conſent et accorde les Chapitres et conditions ajuſtées et exprimées en cet article ſecret. Et nous autres Antoine Florian Prince du Sacré Empire Romain &c. Don Manuel Alvarez de Toledo

1707 Portugal Comte d'Oropeſa &c. et Don Joſeph Fole de Cardona Enit et Borgia Comte de Cardona &c. Commiſſaires et Plenipotentiaires nommez par le Sereniſſime Prince Charles III. Roi d'Eſpagne pour traiter et conclure l'établiſſement d'amitié, Alliance et Commerce entre la Grande-Brétagne et l'Eſpagne, comme il conte des copies de leurs Pleinpouvoirs couchez à la fin de ce Traité, avons conſenti et accordé au nom de Sa Majeſté les conditions contenuës avec l'article ſecret et comme ſusdits Plenipotentiaires promettons que cet article ſera approuvé, confirmé et ratifié par Sa Majeſté Britannique et par Sa Majeſté Catholique et que les ratifications ſeront faites et delivrées de part et d'autre en dix ſemaines de tems à compter depuis le jour de la date de cet article. En foi de quoi nous avons ſigné et ſcellé ce preſent article à Barcelonne le 10. Juill. 1707.

(L. S.) Dn. Diego Stanhope.
(L. S.) Ant. Florian, *Prince de* Lichtenstein
(L. S.) *Le Comte* d'Oropesa.
(L. S.) *Le Grand-Amiral* d'Arragon.

CHARLES III. &c.

Aiant vû et conſideré cet article ſecrêt nous l'aprouvons et ratifions et en toutes et chacune de ſes conditions, comme nous le confirmons par la preſente pour nous, nos Heritiers et Succeſſeurs. Nous promettons et engageons nôtre parole Roiale de garder, accomplir et obſerver religieuſement tout ce qui y eſt contenu et ſtipulé ſans conſentir qu'il y ſoit contrevenu pour aucune cauſe ou prétexte, et pour plus de forte et confirmation nous l'avons ſigné de nôtre Roiale main et ordonné d'y appoſer nôtre Grand Sceau. Donné en nôtre Ville de Barcelonne le 9. Janvier 1708.

CHARLES *Roi.*

Regiſtré à la Cour et Chancellerie de nôtre Souveraine Dame Anne par la grace de Dieu Reine de la Grande-Brétagne.

ſigné:

Gortelose *ſon Proto-Notaire*

8.

Traité d'alliance entre les Rois de Suède et de Prusse signé à Berlin le $\frac{6}{16}$ Aout 1707.

1707
16 Aout

(NORDBERG *Leben Carls XII.* Tom. III. p. 431.)

NOS CAROLUS, dei gratia, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque rex, magnus princeps Finnlandiae, dux Scaniae, Esthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Cassubiae et Vandaliae, princeps Rugiae, dominus Ingriae et Vismariae, nec non comes Palatinus Rheni, Bavariae, Juliaci, Cliviae et Montium dux. Notum testatumque facimus, cum nos inter ac serenissimum et potentissimum principem ac dominum, dominum FRIDERICUM *eadem gratia regem Borussiae, marggravium Brandeburgensim, sacri romani imperii archi-camerarium et principem electorem, supremum principem Arausionensem, Magdeburgi, Stetini-Pomeraniae, Cassubiorum, Vandalorumque, nec non in Silesia Crosnae ducem, burggravium Norimbergensem, principem Halberstadii, Mindae, Camini et Mursii, comitem Zollriae, Ruppini, Marcae, Ravensbergi, Hohensteinii, Tecklenburgii, Lingae, Burae et Leerdami, marchionem Vehrae et Vlissingae, dominum Ravensteinii, Lauenburgii, Butoviae, Arlayae et Bredae, fratrem, consanguineum et amicum nostrum charissimum, pro tuenda publica salute et mutua securitate, per constitutos utrimque ministros plena ad id potestate munitos, foedus sanctum et ab iisdem Berolini $\frac{6}{16}$ Augusti nuper praeterlapso rite signatum sit, tenore sequenti:*

Notum sit omnibus et singulis quorum interest aut interesse poterit. Postquam serenissimus ac potentissimus princeps ac dominus, dominus CAROLUS, dei gratia Suecorum, Gothorum Vandalorumque rex, magnus princeps Finnlandiae, dux Scaniae, Esthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Cassubiae ac Vandaliae, princeps Rugiae, dominus Ingriae et Vismariae; nec non comes Palatinus Rheni, Bavariae, Juliaci, Cliviae et Montium dux, ex una; nec non serenissimus ac potentissimus princeps ac dominus, dominus FRIDERICUS, dei gratia, rex Borussiae, marggravius

1707 Brandeburgenſis, ſacri Romani imperii archicamerarius et princeps elector, ſupremus princeps Arauſionenſis, Magdeburgi, Cliviae, Juliae, Montium, Stetini-Pomeraniae, Caſſubiorum Vandalorumque, nec non in Sileſia Crosnae dux, burggravius Norimbergenſis, princeps Halberſtadii, Mindae, Camini et Murſii, comes Zollriae, Ruppini, Marcae, Ravensbergi, Hohenſteinii, Tecklenburgii, Lingae, Burae et Leerdami, marchio Vehrae et Vliſſingae, dominus Ravenſteinii, Lauenburgii, Butoviae, Arlayae et Bredae, ex altera parte; ſerio ac cum animo perpenderunt, nec minus experientia uſuque rerum edocti ſunt, quantum commodi ac utilitatis foedus iſtud, quod antea in certos deſinitosque annos inter illos initum erat, tam ad totius Europae ac rei evangelicae ſalutem atque incolumitatem conſervandam, quam ad regiae utriusque domus incrementum, earumque reſpective regnorum, terrarum ſubditorumque bonum et emolumentum attulerit, e re publica et ſua eſſe rati ſunt, communique conſilio decreverunt, foedera ea, quorum fides inter illos certo tantum annorum ſpatio hactenus circumſcripta erat, in perpetuum firmare aeternumque illis robur ſuperaddere, ita quidem, ut non ſolum altiſſime memorati reges, quamdiu ſummus rerum humanarum arbiter, deus, illas ſuperſtites eſſe voluerit, ſed et ipſorum tam Sueciae, quam Boruſſiae regnorum haeredes, hoc foedus perpetuum, abſque ullo poſterum ſuper ea de re novo inſtituendo tractatu, coniunctis utrimque animis, conſiliis viribusque a Deo ſibi conceſſis, continuo colere velint ac debeant. Quare ut de hoc foedere perpetuo rite agatur, tractetur et conveniatur, ab utraque regia maieſtate certi miniſtri, uti ex mandatis eorum ſuper hac re acceptis, et fini huius tractatus adiectis liquet, conſtituti atque delecti ſunt, et quidem a parte regiae ſuae maieſtatis Sueciae, illuſtriſſimi, excellentiſſimi ac nobiliſſimi viri, dominus JOANNES baro DE ROSENHANE, ſacrae regiae maieſtatis Sueciae legatus extraordinarius, et ſupremus tribunalis Vismarienſis praeſes, ut et dominus ANDREAS LEJONSTEDT, ſacrae regiae maieſtatis Sueciae ſecretarius et conſiliarius aulicus; a parte vero regiae ſuae maieſtatis Boruſſiae, illuſtriſſimi, excellentiſſimi ac nobiliſſimi viri, dominus JOANNES CASIMIRUS ſacri romani imperii comes A VARTENBERG, ſacrae regiae majeſtatis Boruſſiae ſupremus camerarius, provinciarum terrarumque ad ſucceſſionem Arauſionenſem

ſem ſpectantium locum tenens, curſuum publicorum magiſter generalis haereditarius, ſtabuli regii ſummus praefectus, regni Pruſſiae mareſchallus, ſummus oeconomiae regiae privatae director, ordinis aquilae nigrae cancellarius, eiusdemque et Joannitici eques; ut et dominus HENRICUS RUTGERUS ILGEN, ſacrae regiae maieſtatis Boruſſiae miniſter ſtatus ac rerum bellicarum intimus; nec non dominus MARQUARDUS LUDOVICUS DE PRINTZEN, ſacrae regiae maieſtatis Boruſſiae miniſter ſtatus intimus, ſupremus rerum feudalium director, regii palatii magiſter, comitatus Ruppinenſis praefectus, nec non aquilae nigrae eques; qui, habitis inter ſe nonnullis, de aeterno hoc foedere pangendo, colloquiis, tandem in tractatum ſequentem mutuo conſenſerunt et convenerunt: 1707

ART. I.

Amitié.

Sit in perpetuum inter ſacras regias majeſtates Sueciae et Boruſſiae earumque poſteros ac ſucceſſores, ſincera, firma atque fida amicitia, adeo ut altera pars alterius utilitatem, emolumenta et commoda haud ſecus, ac ſua propria, quaerat atque promoveat, damna et pericula vero, quae alterutram partem minari videbuntur, non officiis modo, ſed vera quoque et efficaci auxilii praeſtatione, avertat ac propulſet. Quocirca ſolenniter cautum eſt, quod iſta foedera, conventiones et pacta, quae iam antea inter altiſſime memoratas ſacras regias majeſtates ſancita ſunt, quatenus per praeſens foedus nulla in illis mutatio facta eſt, in priſtino ſuo et pleno vigore omnino permanere debeant; adeo ut eorum robori et efficaciae per hoc poſterius nihil quidquam decedat.

ART. II.

Compoſition des diſputes.

Ut eo arctius atque firmius haec amicitia inter altiſſime praedictas ſacras regias majeſtates coaleſcat, dabitur opera, ut omnes et ſingulae controverſiae, circa quas utraque pars liquido aut probabili iuri aut nunc inſiſtit, aut in poſterum inſiſtere poteſt, ſive limites et confinia provinciarum, ſive alia negotia concernant, quae inter easdem ſacras regias majeſtates earumque ſubditos vel iam nunc ortae ſunt, vel in poſterum emergere poterunt, per certos plenaque poteſtate munitos miniſtros, absque mora, amicabiliter componantur et dirimantur. Et ſicuti ſperandum eſt, alias etiam poteſtates huic foederi acceſſuras, inter ſacras regias majeſtates

1707 ſtates Sueciae et Boruſſiae iam convenit, ut, ſi per amicabiles eiusmodi inter miniſtros ipſarum inſtitutos tractatus diſſidia iſta et controverſiae componi nequeant, accedentium aliqua, vel alia quaepiam mutuo conſenſu denominata poteſtas requiratur, ut ſuam mediationem interponat et ortas diſſenſiones eo pacto removeat atque aboleat.

ART. III.

Garantie. Quod ſi acciderit, alterutrum confoederatorum, ſub quocunque praetextu, ab aliis poſthaec infeſtari, eiusque iura, terras et provincias, quae vel iam poſſidet, vel ſucceſſu temporis obtinere poterit, violento modo laedi, impeti ac impugnari; alter foederatus primo quidem aggreſſorem turbatoremve amice ab eiusmodi propoſito dehortabitur, ſimul vero arma ad manus habere et auxilia hoc foedere promiſſa gravato mittere, quin et praeſtationem eiusmodi ſubſidiorum propriis ſumtibus eo usque continuare tenebitur, donec laeſus non modo in eum, quo ante aggreſſionem et turbationem fuerat, ſtatum, reſtituatur, verum etiam de damno ex ea accepto plene ipſi ſatisfiat.

ART. IV.

Traités antérieurs. Comprehenduntur hoc foedere ſingula ea regna, electoratus, provinciae ac terrae, quae in prioribus inter ſacras regias maieſtates Sueciae et Boruſſiae concluſis foederibus expreſſa ſunt, iisdemque iure ſanguinis et pactorum ſive iam obvenere, ſive in futurum obtingere poterunt. Auxilia vero mutua, reſpectu eiusmodi regionum ac iurium, ſacrae regiae maieſtates eo modo invicem ſibi praeſtabunt, prout in iſtis foederibus, quae iam antea inter ſe iniverunt, ea ſuper re conventum eſt.

ART. V.

Secours. Numerum copiarum, in praedictum eventum invicem ſubſidio mittendarum, quod attinet, inter foederatos ſtabilitum eſt, quod ſacra regia maieſtas Sueciae ſacrae regiae maieſtati Boruſſiae, et viciſſim ſacra regia maieſtas Boruſſiae, ſacrae regiae maieſtati Sueciae quinque millia peditum, mille equites, et mille dimachas (vulgo *Dragoner*) pro ſuppetiis mittere debeat; ſin vero iſte numerus ad avertendum imminens periculum haud ſufficens iudicaretur, ſpondet utraque ſacra regia maieſtas, poſt ineundam ea de re conventionem alteriorem,

rem, copias easdem, in quantum fieri poterit, ſe ad- 1707
augere velle.

ART. VI.

In caſu auxilii huiusmodi praeſtandi ad copiarum *Opérations de guerre.*
iungendarum, ſuper gerendo in eas imperio; iure dicendo; operationibus bellicis dirigendis; ſuſtentatione militum in hybernis et hoſpitationibus quibusvis; nec non ſuper eius generis rebus aliis, ſequentem in modum conveniri placuit: Quod videlicet confoederatus requirens ſummum in copias auxiliares imperium teneat, ea tamen conditione, ut hoc imperium vel ipſe praeſens adminiſtret, vel illud ſupremo duci, quo in bello gerendo utitur committat; quapropter ipſe partem requiſitam ea de re mature admonere debeat, ut circa conſtituendum auxiliaris militiae ducem, illae, quae, ſuper praecedentia oriri poſſent, lites ac incommoda praeveniri poſſint atque evitari. Et dum utraque ſacra regia maieſtas ſubditis ſuis hanc legem impoſuerunt, ut poſteaquam ſub earum militia certum dignitatis gradum nacti ſunt, et deinceps ſub aliarum poteſtatum ſignis militantes, ad altiores in militia honores et imperia adſcenderunt, illi tamen, ſi cum regis ſui officialibus concurrant, non alio, quam illo, quo inter eiusdem copias olim gaviſi ſunt, honoris gradu, fruantur; cautum eſt, ut iſtud quoque, in caſu coniunctionis copiarum utriusque ſacrae maieſtatis, ſibi invicem ſubſidio mittendarum, obſervetur. Duces praeterea et officiales, qui copiis auxiliaribus praeſunt, ad omnia conſilia bellica, quibus alterius partis officiales eiusdem gradus ac dignitatis, adhibentur, pariter quoque admitti debent; ille foederatorum, qui alteri auxilium fert, copias ſuas propriis alet ſumtibus; pabulum autem durante expeditione militari e campis quaerendum, per hyemem vero in manſionibus ipſis porrigendum erit; hoſpitia quoque et illa, quae ſub nomine *Obdach* et *Service* veniunt, gratis pendentur. Confoederato requirenti inſuper curae erit, ut militiae auxiliari panis et reliqua cibaria iuſto eodemque pretio, quo apud ipſiusmet copias divenduntur, ſubminiſtrari poſſint. De caetero in numero militum gregariorum, ex quibus centuriae legionesque conſtant, determinando, in quantum fieri poterit, paritas obſervabitur, ne alterutra exercitus pars vel circa expeditiones, vel in praeſidiis locorum munitorum, prae altera nimis defatigetur.

ART.

1707

ART. VII.

Religion protestante.

Quoniam religio protestantium in imperio romano-germanico aliisque adiacentibus regnis atque provinciis, praesertim vero in Hungaria, Polonia, palatinatu Rheni et Silesia, dure nimis et male habita ac vexata hactenus est; iamque plus satis apparet, omni ope illo colliniari, ut eadem religio e praefatis regnis et provinciis, quatenus poterit, tollatur penitus atque exstirpetur: Idcirco inter praecipua huius foederis momenta reputabitur, ut noxius hisce attentatis rite et cum effectu occurratur; religioni evangelico-lutheranae non minus ac reformatae addicti conscientiae libertate, vi ac tenore pactorum, pacificationum et conventionum ipsoque iure, iis debita, ubique locorum gaudeant; quin et potestates pontificiae religionis, quarum subditi protestantes violentis eiusmodi et acerbis modis premuntur, ad intermittendas Christiano nomine tam indignas oppressiones, per media, quae ab utroque rege communi consilio, pro rerum temporumque ratione, idonea et efficacia visa erunt, admoneantur ac compellantur. Quod si sacra regia maiestas Borussiae, ut protestantibus eò citius subveniatur, necessarium duxerit, cum subditis suis, pontificiam religionem profitentibus, per modum repressaliarum eadem ratione agendi, qua alibi principes pontificii subditos suos protestantes habent: Spondet sacra regia maiestas Sueciae, quatenus communi cum ipsa consilio id factum erit, et evangelico-lutheranae non minus, quam reformatae religionis commodis ista via prospicietur, sacrae regiae maiestatis Borussiae partes, omnino uti suas proprias, se amplexuram; et si contigerit, eidem sacrae regiae maiestati, hanc ob causam a pontificia, quapiam potestate, quaecunque demum ea fuerit, vim aut iniuriam inferri, pro casu huius foederis hoc se habituram, et auxilia, hac conventione promissa, contra aggressorem ipso actu eidem praestituram. Spondent insuper confoederati reges, circa tractatus insecuturae tam rege Galliae pacis, omni nisu id se acturos, ut clausula articulo quarto pacis Ryswicensis adiecta, utpote quae rebus protestantium in imperio maxime perniciosa et statui religionis, secundum pacem Vestphalicam, perpetua et immutabili lege observando, contraria, quaeque per infractam statim a Gallis pacem ipso facto iam tum concidit, per tabulas pangendae pacis, in vim constitutionis pragmaticae, plane annihiletur ac aboleatur.

ART.

ART. VIII. 1707

Quemadmodum praeterea dubitari nequit, Deo rem fore acceptiſſimam, rebusque ſimul univerſorum proteſtantium maxime ſalutarem ac neceſſariam, ſi inter eosdem fida animorum coniunctio et concordia ſtabiliatur, ac perpetim colatur; utraque ſacra regia maieſtas ſedulo operam dabit, ne inter ipſarum ſubditos evangelico-lutheranae et reformatae religioni addictos, ea de cauſa, quod circa religionem diverſa ſentiant, ad odium offenſamque qualemcunque exercendam materia aut praetextus quaeratur, inque eum finem theologis omnibus, qui in utriusque partis regnis, electoratu ac provinciis commorantur, praecipi curabunt, ut in tractandis controverſiis (quod quidem ipſis non interdictum eſt) debita erga alteram partem, in ſcribendo et dicendo, modeſtia et moderatione utantur, omnibusque propter illas controverſias conviciis, calumniis ac laeſionibus inter ſe invicem abſtineant. *Lutheriens et reformés.*

ART. IX.

Quo ſacro Romano imperio eiusdemque ſtatibus antiqua eorum iura, privilegia et ſanctiones, contra nova et arbitraria quaevis molimina, ſerventur incorrupta atque illibata; ſacrae regiae majeſtates in id ſemper ſingulari cura animos intendent, ut ſi quid in negotiis imperii, quod legibus eiusdem fundamentalibus et inſtrumento pacis Weſtphalicae ſit contrarium, a quopiam, quicunque iſte fuerit, attentari contigerit, id ipſum non modo conventui Ratiſbonenſi et aulae Caeſarae, uti par eſt, exponatur; ſed etiam iuſta quaevis et congrua media arripiantur, quibus eiusmodi, invito iure tentatis, innovationibus, cum effectu obviam iri, et ab imperio, electoribus, ac ſtatibus imminens praeiudicium atque damnum averti queat ac propelli. *Paix de W. Conſtitution germanique.*

ART. X.

Utriusque ſacrae regiae maieſtatis miniſtris apud aulas exterorum principum conſtitutis, quando utrique pares ita videbitur, de novo hoc atque arctiſſimo inter ipſorum reges icto foedere notitia fiet, inque mandatis dabitur, ut ſuper negotiis ſibi commiſſis familiarius inter ſe deliberent ac conſultent; et quo quisque res ſuas expedit felicius, operis ac conſiliis mutuis quam diligen- *Correſpondance entre les miniſtres.*

1707 ligentiſſime ſibi invicem ſubveniant. Caeterum ante omnia inviolabili ſilentii fide foedus hoc regant ac cuſtodiant.

ART. XI.

Acceſſion. Sacris denique maieſtatibus regiis placuit, vt, n poſt habitam ulteriorem deliberationem, vtrique confoederatorum e re viſum fuerit, aliorum etiam principum poteſtatumve acceſſione, foederi huic maius robur ac pondus addere, praeprimis ſereniſſima et potentiſſima Magnae Britanniae regina et ſereniſſimus elector Brunſuicenſis et Luneburgenſis ad hanc acceſſionem invitentur. De caetero autem arcanum huius tractatus et conventionis quam religioſiſſime celari, nec cuipiam, quicunque is demum ſit, niſi cum conſenſu utriusque partis, revelari debet.

ART. XII.

Ratifications. Inſtrumentum ratificationis ſuper hoc foedere, tam nomine ſacrae regiae maieſtatis Sueciae, quam ex parte ſacrae regiae maieſtatis Boruſſiae, ſolemni forma expeditum, intra ſpatium trium hebdomadum, aut citius, ſi fieri poterit, a ſubſcriptione huius tractatus, utrimque rite commutabitur.

Quorum omnium in maiorem fidem duo huius foederis exemplaria confecta atque a miniſtris initio nominatis ſubſcripta ſigillisque eorum munita ſunt.

Actum Berolini, die $\frac{6}{16}$ Auguſti 1707.

JOANNES ROSENHANE. (L. S.)

Comes A WARTENBERG. (L. S.)

ANDREAS LEJONSTEDT. (L. S.)

HENRICUS RUTGERUS ILGEN. (L. S.)

MARQUARDUS LUDOVICUS DE PRINTZEN. (L. S.)

Nos CAROLUS, *dei gratia, Suecorum, Gothorum Vandalorumque rex, magnus princeps Finnlandiae, dux Scaniae, Eſthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Caſſubiae et Vandaliae, princeps Rugiae, dominus Ingriae et Vismariae, nec non comes*

omes palatinus Rheni, Bavariae, Juliaci, Cliviae et 1707
Montium dux. Notum teſtatumque facimus, quod, cum ea occurrat temporum facies, quae admonere omnino videtur, ut futurae ſecuritati, quantum humanae prudentiae conceſſum ſit, mature ac convenienter proſpiciatur, similis eiusmodi motionibus, quibus diſcrimina cuncta ſubditorum ne caſus fortiter excipi poſſint ac propulſari. Nobis non dubiis argumentis conſtat, ſereniſſimum ac potentiſſimum principem, dominum FRIDERICUM, *eadem gratia, regem Boruſſiae, marggravium Brandeburgenſem, ſacri romani imperii archi-cameraium et principem electorem, ſupremum principem Arauſionenſem, Magdeburgi, Stetini, Pomeraniae, Caſſubiorum Vandalorumque, nec non in Sileſia Crosnae ducem, burggravium Norimbergenſem, principem Halberſtadii, Mindae, Camini et Murſii, comitem Zollriae, Ruppini, Marcae Ravensbergi, Hohenſteinii, Tecklenburgii, Lingae, Buraae et Leerdami, marchionem Veraae et Vliſſingae, dominum Ravenſteinii, Lauenburgii, Butoviae, Arlayae et Bredae, fratrem, conſanguineum et amicum noſtrum chariſſimum, laudabili ſtudio ac voluntate in ea conſilia propendere, quae cum aſſerendae publicae ſaluti, tum mutuis commodis ac auxiliis invicem ferendis, accommodata videbuntur. Nos proinde inſtituto huic non minus neceſſario, quam ſalutari, curam animumque pariter intendentes, noſtro ad aulam Berolinenſem legato extraordinario, ſupremo tribunalis Vismarienſis praeſidi, illuſtri ac nobis ſincere fideli domino baroni* DE ROSENHANE, *ut et ſecretario noſtro et conſiliario aulico nobili nobisque ſincere fideli, domino* ANDREAE LEJONSTEDIO *in mandatis dedimus, quemadmodum hisce quoque mandamus, plenamque ipſis facultatem concedimus, cum iis, quos ſacra regia maieſtas Boruſſiae, ad id plena quoque poteſtate inſtructos, denominaverit ſive iunctim, ſive ſeparatim, congrediendi, tractandi, conveniendi atque concludendi. Verbo regio ſpondentes, quaecunque ita tractata, acta ac concluſa fuerint, nos grata rataque habituros, ſancteque ac inviolabiliter ſervaturos. In quorum omnium maiorem fidem, hasce, manu noſtra ſubſcriptas, ſigillo quoque regio muniri iuſſimus.*

Dabantur in hybernis Altranſtadienſibus *prope* Lipſiam, *die* $\frac{16}{26}$ *Jul.* 1707.

(L. S.) CAROLUS. C. PIPER.

1707 Nos FRIDERICUS, dei gratia, rex Boruſſiae, marg. gravius Brandenburgenſis, ſacri romani imperii archicamerarius et princeps elector, ſupremus princeps Arauſionenſis, Magdeburgi, Cliviae, Juliae, Montium, Stettini-Pomeraniae, Caſſubiorum Vandalorumque, nec non in Sileſia Crosnae dux, burggravius Norimbergenſis, princeps Halberſtadii, Mindae, Camini et Minſii, comes Zollriae, Ruppini, Marcae, Ravensbergi, Hohenſteinii, Teckleburgi, Lingae, Burae et Leerdami, marchio Vehrae et Vliſſingae, *dominus Ravenſteinii, Lauenburgii*, Butoviae, Arlayae et Bredae, notum teſtatumque facimus hisce: Quod, cum rei neceſſitas et praeſens temporum ratio, ad ſtabiliendam perennandamque pacem iſtam ac tranquillitatem, qua per divinam faventem bonitatem huc usque, regnum, electoratus, provinciae ac ditiones noſtrae gaviſae ſunt, exigere videatur, ut, initis cum vicinis noſtris conſiliis, mature omnibus iſtis, quae tum tranquillitatem iſtam, tum ſecuritatem religionis proteſtantium, quae tam variis ac nocivis machinationibus petitur ac fere non opprimitur, *promovere* poſſunt, proſpiciatur, moliminaque hisce contraria eliminentur, ac propulſentur; nobisque ſereniſſimus ac potentiſſimus princeps, *dominus* CAROLUS, *eiusdem Dei* gratia, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque rex, magnus princeps Finnlandiae, dux Scaniae, Eſthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Caſſubiae et Vandaliae, princeps Rugiae, dominus Ingriae et Viſmariae, nec non comes *palatinus* Rheni, Bavariae (*&c. dux*), frater, conſanguineus et amicus noſter chariſſimus tot, tantisque, ac tam ſuculentis documentis propenſiſſimum ſuum in nos animum, ſummumque deſiderium ea omnia ſuffulciendi, quae aut nobis invicem emolumento eſſe, aut publicae ſaluti ſecuritatique religionis proteſtantium conducere poterunt, ſemper teſtatus ſit. Idcirco nos, non minori proclivitate ac ſtudio in eadem conſilia, non minus neceſſaria, quam ſalutaria, propendentes, ad firmandam aeterno foedere mutuam iſtam, quae nobis cum ſacra regia maieſtate Sueciae intercedit, neceſſitudinem, noſtro ſupremo camerario, provinciarum terrarumque ad ſucceſſionem Arauſionenſem ſpectantium locum tenenti, curſuum publicorum magiſtro generali haereditario, ſtabuli noſtri regii ſummo praefecto, regni Pruſſiae mareſchallo, ſummo oeconomiae noſtrae privatae directori, ordinis aquilae nigrae can-

cancellario, eiusdemque et Johannitici equiti, illustrissimo, nobis sincere fideli ac dilecto, JOHANNI CASIMIRO, sacri romani imperii comiti A WARTENBERG, ut et ministro nostro status ac rerum bellicarum intimo, illustri ac nobis sincere fideli HENRICO RUTGERO ILGEN, nec non ministro status intimo, supremo rerum feudalium directori, regii nostri palatii magistro, comitatus Ruppinensis [illegible] efecto, nec non aquilae nigrae equiti, illustri et nobis sincere fideli, MARQUARDO LUDOVICO DE PRINTZEN, in mandatis dedimus, prout et per hasce ipsis mandamus, plenamque ipsis facultatem impertimur, cum illis, quos sacra regia maiestas Sueciae iam ad hoc negotium denominavit, ac pari potestate instruxit, congrediendi, tractandi et de iis omnibus, quae salutari huic operi quam accommodatissima esse poterunt, conveniendi ac concludendi, Verbo nostro regio spondentes, nos ea omnia, quae a supra dictis ministris nostris ita acta, stipulata ac conclusa erunt, grata rataque habituros ac religiose semper servaturos. In quorum fidem maioremque auctoritatem, concessae ipsis plenae potestatis, instrumentum hoc manu nostra subscripsimus, ac sigillo nostro regio iussimus muniri. 1707

Dabantur *Carolinaeburgi* die 8. Aprilis 1707.

FRIDERICUS, *Rex.*

(L. S.)

Nos igitur supra memoratum et hic insertum foedus in omnibus ac singulis paragraphis ac clausulis approbavimus, ratihabuimus, ac extradi iussimus: Regio verbo spondentes, nos omnia ac singula, quae in eodem comprehenduntur, sancte et religiose servaturos, nec, ut ullo modo violentur, quantum in nobis erit, passuros. In quorum maiorem fidem diploma praesens, manu nostra subscriptum, sigillo nostro regio firmari iussimus.

Dabantur in castris Altranstadiensibus prope Lipsiam die $\frac{16}{25}$ *mensis Augusti anno 1707.*

CAROLUS.

(L. S.)

1707 **Article ſéparé.**

Nos CAROLUS, *dei gratia, Suecorum, Gothorum Vandalorumque rex, magnus princeps Finnlandiae, dux Scaniae, Eſthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Virdae, Stetini, Pomeraniae, Caſſubiae et Vandaliae, princeps Rugiae, dominus Ingriae et Wismariae, nec non comes palatinus Rheni, Bavariae, Juliae, Cliviae et Montium dux: Notum teſtatumque facimus, cum foederi aeterno, quod nos inter et ſereniſſimum ac potentiſſimum principem ac dominum, dominum* FRIDERICUM, *dei gratia, regem Boruſſiae, marggravium Brandenburgenſem, ſacri romani imperii archi-camerarium et principem electorem, ſupremum principem Arauſionenſem, Magdeburgi, Stetini-Pomeraniae, Caſſubiorum Vandalorumque, nec non in Sileſia Crosniae ducem, burggravium Norimbergenſem, principem Halberſtadii, Mindae, Camini et Murſii, comitem Zollriae, Ruppini, Marcae, Ravensbergi, Hohenſteinii, Tecklenburgii, Lingae, Buraе et Leerdami, marchionem Vehrae et Viſſingae, dominum Ravenſteinii, Lauenburgii, Butoviae, Arlayae et Bredae, die* $\frac{6}{16}$ *huius menſis rite confectum eſt, articulum ſeparatum adiicere e re viſum eſſet, tenore ſequenti:*

Articulus ſeparatus.

Directoire du cercle de la baſſe Saxe.

Quandoquidem inter ducatus Magdeburgenſem et Bremenſem ratione exercendi praeſidii ſeu directorii in circulo Saxoniae inferioris, tabulis pacis Weſtphalicae articulo decimo cautum eſt atque proviſum, ut illud per vices ſuſcipiatur, atque adeo utrique praeſidium et directorium, ad obeundum hoc munus, par ad illud adminiſtrandum auctoritas, pariaque iura attributa unt. Utrique tam Boruſſiae, quam Sueciae regi aequum viſum eſt, ut in illo praeſidendi munere, praeſertim quod ad modum tempusque alternandi attinet, omnimodo inter illos obſervetur aequalitas, neque altera pars, ad quam ordo huius iuris exercendi redit, altera parte diutius praeſidium ſuum proroget, munereque iſto fruatur.

Quamvis autem in conventu circuli Saxoniae inferioris anno 1652 (non comparente tamen nec conſen-

tiente

ente ſereniſſimo electore Brandenburgico, ſacrae ſuae 1707
ieſtatis Boruſſiae nunc feliciter regnantis parente pie
defuncto) habito, conventum atque decretum ſit, ut
praefidium illud a quovis conventu circuli usque ad ſe-
quentem alterutri parti per vices competat, ex illa
vero lege in oriatur incommodi, ut, ſi ob impedimenta
quaedam per aliquot annos, prout hactenus accidit,
conventus circuli haud indicetur aut celebretur, directo-
rium illud, quod agens vocant, interea temporis conti-
nuo munere ifta gaudeat, ac in eius exercitio maneat;
quieſcens vero directorium diutius quam par eſt, atque,
contra ipſum inſtrumenti pacis ſenſum ac tenorem, ab
illo munere excludatur: Inter utrumque regem conclu-
ſum eſt, ut illud praefidium alternatim ac per vices,
ſingulis annis exactis, ab altera ad alteram transferatur
ac transeat, deque ea re omnes et ſinguli Saxoniae in-
ferioris ordines, literis miſſis, certiores fiant, et poſt-
quam illud inſtitutum ab omnibus, aut potiore illorum
parte agnitum ac approbatum fuerit, in alternando iſto
munere protinus et ſine mora initium fiat, hoc ordine
in perpetuum deinceps tenendo.

Nos quoque eundem articulum approbavimus et ra-
tihabuimus, ſicuti hisce quoque approbamus et ratiha-
bemus, paremque ei cum ipſo foedere vim ac auctori-
tatem tribuimus: Promittentes, nos eundem, haud ali-
ter ac illud, ſancte ac inviolabiliter obſervaturos. In
cuius rei fidem diploma hoc, manu noſtra ſubſcriptum,
ſigillo quoque regio confirmari iuſſimus.

Actum factum eſt in caſtris Altranſtadienſibus die
$\frac{22}{12}$ Auguſti, anno 1707.

CAROLUS.

9.

1711 Aout. *Renouvellement de l'alliance entre la Reine Anne de la Grande-Bretagne et les Provinces-Unies des Pays-Bas d'une part et les cercles associés de l'Empire de l'autre pour être continuée même après la paix; au mois d'Aout 1711.*

(LUNIG *Reichsarchiv* Part. gén. Cont. II. p. 780. en latin et allemand.)

Cum dubiis et difficillimis nuper temporibus, quae bellum, quod etiamnum geritur, proxime praecesserunt, Principes et ſtatus inclytorum Franconiae et Sueviae Circulorum rite perpendentes; quantum ex coniunctione animorum et virium ad tuendam et conſervandam communem libertatem et ſalutem roboris et emolumenti accedat, communicatis inter ſe conſiliis pro ſua incolumitate et commodis Societatem inter ſe inierant, in pacto, ſive conventione die 16. Martii 1702 *a*). Nordlingae, aſſociationis nomine concluſa, comprehenſam, cui ſtatim ſequenti die circulus auſtriacus, et poſt quatuor dies vigeſimo ſcilicet Martii eiusdem anni 1702 Circuli Rhenanus electoralis et ſuperioris Rheni acceſſerunt, quod et aliquo poſt tempore fecit circulus rhenanus Weſtphalicus inferior.

Cumque eodem fere tempore principes et ſtatus inclytorum circulorum, Rhenani electoralis, Franconici, Suevici et Rhenani ſuperioris, a ſereniſſimo et potentiſſimo nuper Magnae Britanniae rege, GUILIELMO III. et a celſis et praepotentibus dominis ordinibus uniti Belgii ad ſocietatem foederis inter ſacram Caeſaream maieſtatem, ſacram regiam maieſtatem Magnae britanniae, regem modo nominatum et dominos ordines generales die 17. Septembris anno 1701. Hagae comitum concluſi *b*) literis invitati huic foederi acceſſerint, ſtipulatis

a) DUMONT Tom. VIII. P. I. p. 99. 104.

b) DUMONT T. VIII. P. I. p. 89. SCHMAUSS p. 1153.

latis quibusdam conditionibus die 22. Martii anno 1702 *c)* in congressu Nordlingensi exhibitis, quarum conditionum praestationem post mortem praefati regis GUILIELMI III. Serenissima et Potentissima Magnae Britanniae Regina, nunc feliciter regnans, et domini ordines generales Belgii certo modo sponderunt, et accessionem eorundem circulorum ad praedictum foedus gratam et acceptam habuerunt, unde postea durante hoc bello relata compertum est, maximam utilitatem tam publicis, quam privatis commodis ex hoc societatis et foederis vinculo accessisse, quapropter etiam optandum est, ut non tantum quamdiu hoc bellum duraverit, sed etiam, ut post reductam favore numinis pacem continuetur, et pro paciscentium mutua defensione et incolumitate novo nexu adstringatur, quemadmodum et articulus XII. foederis indigitati post pacem conclusam, inter partes contrahentes foedus defensivum pro eiusdem pacis guarantia mansurum esse, declarat. 1711

His itaque rationibus adducti serenissima et potentissima magnae britanniae Regina, celsi et praepotentes domini ordines generales uniti Belgii ex una, et ex altera parte principes et status inclytorum circulorum, nempe circuli Rhenani Electoralis, Austriaci, Franconici Suevici et Rhenani superioris e re publica et sua fore existimarunt, inter se mature consilia conferre, ne praesentis societatis et foederis nexus, quo nunc invicem inter se adstringuntur, post pacem factam dissolvatur, sed vt pro mutua securitate et unius cuiusque contrahentium defensione magis etiam contrahatur, quem in finem partes contrahentes modo nominatae in articulos sequentes consenserunt.

ART. I.

Ne per hunc tractatum quicquam pacto sive conventione Nordlingensi derogetur, verum ut haec una cum conditionibus, quas associati ciruli accedentes ad foedus 1701. quod magnum vocatur, stipulati sunt, quasque Regina Magnae Britanniae et domini ordines generales promiserunt in omni suo vigore maneant, quatenus cum ratione temporis post factam pacem convenire queant, ut illarum in hoc tractatu nihil innovatum vel mutatum fuerit; sit praeterea inter partes contrahentes post pacem con- *Alliance défensive après la paix.*

F 4

c) DUMONT T. VIII. P. I. p. 103.

1711 concluſam foedus defenſivum pro eiusdem pacis guarantia ſub auſpiciis Caeſareis, ſi bellum in imperio contra circulos ex cauſa huius foederis exoriatur, ſalvis iuribus circulorum et ſtatuum, atque hoc poſito fundamento ſit et maneat inter partes contrahentes vera, coniuncta et perpetua amicitia adeo ut alter alterius commoda promovere, incommoda evertere, omni ſtudio teneatur, quemadmodum et ſe invicem certiores reddere, ſi quid in unius vel alterius perniciem vel damnum a quoquam moliri contigerit, idque ad cuiusquam notitiam pervenerit.

ART. II.

Entretien de troupes de la part des P. maritimes.

Quo autem magis amicitiae et coniunctionis huius rationes inter partes contrahentes conſtent, et quaelibet illarum de mutuis auxiliis certam ſpem concipere queat, promittunt et ſpondent regia ſua Maieſtas Magnae Britanniae et domini ordines generales uniti Belgii, ſeſe tempore pacis ad 50,000 militum ſimul, tempore autem belli, neceſſitate exigente adhuc ultra habituros, ultimo vero caſu, nempe periculo belli, aut ipſo bello emergente, numerum copiarum, infra ſtipulatum et promiſſum, in auxilium miſſuros parti aggreſſae.

ART. III.

Entretien de troupes de la part des Cercles.

Spondent et promittunt viciſſim electores, principes et ſtatus praedictorum inclytorum circulorum, ſeſe tempore pacis numerum, perpetui militis circiter ad 22000 habituros, atque ſe hunc numerum iuxta proportionem ſtatuum ab hoſte, favente numine, recuperandorum auctores periculo autem belli prope nato, aut ipſo bello exiſtente, ſe in eum armaturae ſtatum conſtituturos, in quo praeſenti tempore ſunt, exceptis illis copiis, quae hactenus ultra debitum et extra obligationem reſpectu imperii a quibusdam circulis gravibus expenſis ſupernumerarii, ſive ſupererogatorie ſuſtentatae ſunt.

ART. IV.

Revues.

Liberum eſto dominis confoederatis, ingruente bello, ubi alter alteri ſuppetias tulerit, copias in auxilium miſſas itidem luſtrare et recenſere cuilibet compaciſcentium, quoties e re viſum fuerit.

ART. V.

Cas d'attaque.

Si terras aut ditiones cuiusdam compaciſcentium, vel illas, quas loco obicis, vulgo Barriere, cum futura

pace

ce quisquam eorum ſtipulabitur, hoſtiliter aggredi prae- 1711
er ſpem contigerit, vel alio modo cauſa ex huius foederis cuiquam compaciſcentium bellum illatum fuerit, vel bello periculum intendetur, is, qui vel armis impetitus fuerit, vel cui tale periculum imminet, coeteros compaciſcentes de facta aggreſſione vel periculo certiores reddet, qui ſtatim amicabilibus quibuscunque officiis operam dabunt, ut periculum avertatur, et damna parti laeſae illata reparentur, nihilominus tamen intra trium menſium ſpatium ſuppetias ferre parti laeſae adſtricti erunt, a die requiſitionis, ad hoc factae, numerandorum.

ART. VI.

Caſu exiſtente, ut circuli ſupra nominati auxilio indigeant, Regina Magnae Britanniae et domini ordines generales illis opem ferent intra tempus, in praecedenti articulo determinatum, et in illorum auxilium mittent, Regina Magnae Britanniae 10000 et domini ordines generales 10000 propriis ſumptibus alenda, ita, ut militi auxiliari bene veſtito et armato conſueta ſtipendia ſolvant, caetera neceſſaria, gramen ſc. vel foenum pro equis intra ſpatium ſex menſium a primo nempe Maii usque ad finem menſis Octobris gratis praeſtentur ab iis, qui eorum opera utentur. *Secours par les P. maritimes.*

ART. VII.

Quodſi vel Regina Magnae Britanniae vel domini ordines generales, auxilio opus habuerint, principes et ſtatus inclyti circulorum ſupra memoratorum iis in auxilium mittent octo millia, etiam probe veſtitos et armatos, qui, ſi ex illo numero militum venient, quem circuli ſecundum art. 3. perpetuum vel tempore belli alere obſtricti ſunt, iis principes et ſtatus circulorum etiam conſueta ſtipendia ſolvent loco autem augmenti quod aggii nomine venit, panem et pabulum ſuis adjuntibus dabunt, qui eorum opera utentur; ſi autem praeter hac alias turmas vel legiones circuli in auxilium mittent, illae in totum ſtipendiis Reginae vel ordinum merebuntur, et eorum ducibus et praefectis obedient ab eo tempore, quo terras illorum attigerint, et illius, vel illorum, quibus merebuntur, propriae eſſe cenſebuntur iuxta modum, ſuper quo eveniente caſu convenietur, qui et iis tanquam propriis utentur, quapropter et pretium conſcriptionis, vulgo *Antrittsgelder*, pro illis ſolvent. *Secours par les Cercles.*

1711

ART. VIII.

Augmentation des secours. Auxilia eo, quo dictum est, modo mittenda pro rerum et temporum constitutione, si necesse fuerit, augeantur, ita tamen, ut is, qui suppetias ferat, non propterea in societatem belli venire teneatur, quam communicatis, casu existente, consiliis, hoc e re communi esse, partes contrahentes consenserint; quod si pars contrahens, a qua auxilia petuntur, ipsa quoque aggressa, aut bello implicita sit, eo casu ad auxilia mittenda obligata non erit, et si in societatem belli veniat, hoc casu inter se consilia conferent compaciscentes, quibus modis commune bellum quam maxime promoveri queat.

ART. IX.

Canons. Quaelibet legio auxiliaris munita erit duobus tormentis bellicis vibrantibus singulis globum ponderis 6 vel 4 librarum, et munitionibus belli secundum proportionem.

ART. X.

Levée de troupes. Casu foederis existente, si quisquam compaciscentium in terris ac regionibus alterius militem conscribere cupiat, haec militum conscriptio praevia requisitione non impedietur, sed adiuvabitur, quantum locorum et temporum constitutiones et rationes hoc sinent, nec per illam proprii militis conscriptio difficilior reddatur.

ART. XI.

Passage. Fas non sit sub ullo praetextu transitum negare suppetiis aut aliis necessitatibus bellicis, quarum pars aggressa egere posset.

ART. XII.

Paix commune. Bello semel suscepto neutri partium fas sit de pace tractare, nisi coniunctim et communibus consiliis secundum formulam et tenorem magni foederis.

ART. XIII.

Accession d'autres états. Quandoquidem scopus huius continuationis pacti, sive conventionis Nordlingensis solummodo tendit in publicum et commune bonum omnium foederatorum in hoc praesenti bello comprehensorum, et in mutuam defensionem; itaque secundum praefatum tractatum Nordlingensem electores, principes et status sacri imperii romani, ut et caeteri foederati ad huius tractatus accessionem invitabuntur.

ART. XIV.

Ratification. Tractatus hic confirmabitur et ratihabebitur, et tabulae ratihabitionis extradentur et permutabuntur intra spatium

tium duorum mensium a die concluſi tractatus, vel 1711
etiam citius, ſi fieri poterit. In quorum fidem &c. &c.

Articulus ſeparatus.

Quodquidem potiſſimum aſſociatorum circulorum belli fuerit, ut pro maiori ſecuritate, divino favente numine, vi armorum aſſociatorum aut futura pace, contra quascunque coronae Galliae pacis transgreſſiones meliorem obicem et repagulum obtinerent, hucusque ab una quidem parte compertum ſit, a ſereniſſima et potentiſſima Magnae Britanniae Regina, et dominis uniti Belgii ordinibus generalibus nihil neglectum fuiſſe, quod ad obtinendum finem tam ſalutarem inſervire potuerit, ab altera tamen parte videatur, vix talem ſecuritatem obtineri, niſi recuperandi avulſa imperii (ſc. univerſae Alſatiae, Suntgoviae et Briscoviae, nec non trium epiſcopatuum Metenſis, Tulonenſis et Verodunenſis, ducatus quoque Lotharingae) ratio habeatur. *Efforts pour reprendre l'Alſace et les trois évêchés.*

Spondent itaque domini foederati, ſeſe tam vi armorum, quam ſedula pace pro virili omni cura et opera conaturos, ut praedicti ſtatus avulſi, ſi poſſibile ſit, Imperio reuniantur, et ſereniſſimus quoque Lotharingae dux aequam et convenientem ſatisfactionem obtineat, erga quam ſatisfactionem et reſtitutionem altefatus ſereniſſimus dux ratione ditionum, quae ipſi ope dominorum foederatorum in futuris pacis tractatibus contingent, non modo congruam contributionem in circulo, ad quem ditiones et terras eiusmodi pertinere dignoſcentur, in ſe recipere obſtrictus erit, ſed et, ſi adhuc res eo communi conſilio dirigi poſſet, ut idem ſereniſſimus dux ratione earundem, ut et pro ea provincia aut terris, quas in vicem et compenſationem ducatus Montisferarenſis conſequetur, huic foederi [prout receſſus de anno 1709 die 15 Maii inter ſuperiores imperii circulos confectus, id ipſum innuit] cum adaequato militum numero, aliisque praeſtationibus, iuxta proportionem deinceps determinandis, accidet: Habebitque articulus hic ſeparatus tantum vigorem, ac ſi verbotenus tractatui de — Auguſti anno 1711 *d*) inſertus fuiſſet.

d) La date preciſe de ce traité a été auſſi peu indiquée dans l'ouvrage de LUNIG que celle de la ratification, qui ſemble même n'avoir pas eu lieu; conférez FABER *E. Staatscanzeley* T. XVIII. p. 649-694.

10.

1713 *Traité de paix et de commerce entre les Provinces-Unies des Pays-Bas et la Régence de Tunis; signé 1713.*

(*Vervolgh van het Recueil van de Tractaten gemaakt en geſlooten tuſſchen de Hoogh Mog. Heeren Staaten Generaal de Vereenighde Nederlanden &c.* Tweede Deel. n. 7. et *Groot Pl. boek* D. V. p. 454).

Tractaet tuſſchen Haer Hoogh Mog. de Heeren Staaten Generael der vereenighde Nederlanden, ende de Regeeringe van Tunis 1713.

Onevndige loof en ontelbare prys zy aen de Majeſteyt des Formeerders der Selfſtandigheden ende des Scheppers der Schepſelen, amen.

Van wegens de Hoogachtbare Regenten en Hoogmogende Regeerders, de Regeerders van de Nederlandtſche Natie de Staten Generael van de vereenighde Provincien waren door den Gevolmachtighden met der ſelver permiſſie de Joode, genaemt Juda Cohen, ter eenre, ende door de voorige Hooghgemelde Regeerders van het Gouvernement van Tunes, de Articulen ende het Verbondt ende Tractaet door den eenen aen den anderen toegeſtaen, ten eynde om tot een goede vreede (te komen), by wyſe van eenparige toeſtemminge vaſtgeſtelt ende geconvenieert. Sedert is na verloop van eenigen tydt de gemelde Joode, genaemt Juda Cohen, met ſijn Ed. genaemt Jan van Baerle, andermael aen Ons Gouvernement gekomen, om de voorheen gearreſteerde Vreede te voltrecken, des ſelfs Articulen te ſtaven, ende het Tractaet te ratificeren: Soo zijn dat met eenparige toeſtemminge van de Achtbare (Regenten) van deſes Landtſchappen (namelijck) de Hoorlughtige, voortrefflijche Ali Paſha, de weldoende, voortrefflijche, grootgunſtige Huſein, Beg, Baenderheer, de hooghgeerde Day Muſtafa, Day van het Gouvernement, ende Ali Aga, Aga der Janitzaren, ende alle de oudtſte ende acht-

agtbare Mannen van het Gouvernement uyt hooſede van de Vreede, voor deſen vaſtgeſtelt, de Conditien en het Verdragh, ende de Articulen, en het Verbondt, en het Tractaet op de geconcerteerde wyſe voltrocken, de Articul[en] tuſſchen Ons gemaeckt, geregiſtreert, ende het Inſtrument aen Onſe kant ondertekent ende gezegelt overgeſonden, ende de Articulen oock van haerluyden hant geregiſtreert, ende het Cognoſcementſchrift aen Ons Overgeſonden, op dat aen weerkanten volgens des ſelfs (inhoudt) gehandelt, ende daer tegens, ſoo Godt de Alderhooghſte wil, geene contraventie begaen worde. 1713

ART. I.

Is bedongen, dat na deſen dagh in allen Deelen de Nederlandtſche, ſoo Oorloogh- als Koopvaerdyeſchepen, in alle Havenen van het Gouvernement van Tunes, in welcke de ſelve ſullen arriveren ende inloopen in vryheyt ende ſeeckerheyt ſullen zijn, ende dat noch aen gemelde Schepen, noch aen de Effecten ende Koopmanſchappen daer in afgeladen, noch aen der ſelver Negotianten, op geenerley wyſe, ſchade noch hinder ſal mogen werden aengedaen. *Libre entrée à Tunis.*

ART. II.

Is bedongen, dat wanneer Nederlandtſche Schepen een party Eetwaren ende victualie (als) Biſcuit, ende Olyf-olye, ende Boter, ende Broodt, ende Vleeſch van nooden hebben, om op de Marckt voor haer geldt tot prijs courant te doen, niemandt haer (daer in) ſal mogen hinderlijck zijn. *Approvisionnemens.*

ART. III.

Is bedongen, dat wanneer Schepen van het Gouvernement van Tunes in de Nederlandtſche Provincien komen in te loopen, ende eene partye Eetwaren en Victualie van nooden hebben, om voor haer geldt op prijs courant op de Marckt op te doen, niemandt haer (daer in) tegenſtandt ſal mogen doen. *Reciprocité en Hotlande.*

ART. IV.

Is bedongen, dat Nederlandtſche Schepen in de Havenen van Tunes inloopende negotie ſullen mogen dryven, ende dat ſy den Tol volgens gewoonte betalende, niemandt haerluyden eenigh quaedt, ſchade, geweldenarye noch vyandtſchap ſal mogen aen doen. *Commerce à Tunis.*

ART.

1713

ART. V.

Réexportation. Is bedongen, dat wanneer de Waren ende Koopmanſchappen, door de Nederlandtſche Negotianten aengebragt, niet en zijn verkoght, ende ſy noodigh hebben de ſelve wederom naer haer Landt te voeren, ſy daer van den halven Tol, gelijck de Engelſche, ge[illegible] ſullen, ende niemandt ſal mogen hinderlijck zijn.

ART. VI.

Peyſes. Is bedongen, dat wanneer Nederlandtſche Schepen ſommigh Schip van haer Vyanden komen te nemen, ende in dat ſelve Koopluyden van het Gouvernement van Tunes gevonden worden, ſy dan noch aen haer Effecten, noch aen haer Perſoonen geen nadeel ſullen hebben toe te brengen, ſy ſullen de vracht, voorheen bedongen, betalen, ende niemandt eenige moleſtatie mogen aendoen.

ART. VII.

Viſitation ſur mer. Is bedongen, dat wanneer Schepen van het Gouvernement van Tunes in Zee Nederlandtſche Schepen ontmoeten, ſoo ſullen ſy met de Sloep de eene na den anderen varen, om elkanders Paſport in te ſien. Ende is men overeen gekomen, dat niet meer als twee Mannen in het Schip ſullen overgaen; Ende als ſy het Paſport ſullen hebben ge-examineert, ſullen ſy hem laten varen, ende van ſijne reyſe niet af houden.

ART. VIII.

Naufrage. Is bedongen, dat indien een der Nederlandtſche Schepen in eene der Havenen van Tunes quam ſchipbreuk te lijden, de Goederen ende Effecten, die daer in zijn, aen der ſelver Eygenaers ſullen gereſtitueert worden.

Indien oock, dat de alderhooghſte Godt verhoede, een van de Schepen van het Gouvernement van Tunes op de Nederlandtſche Kuſt quam ſchipbreuk te lijden, ſoo ſal desglijcks niemandt aen de Effecten ende Goederen hinderniſſe noch ongelijck mogen aendoen.

ART. IX.

Faux pavillon. Is bedongen, dat wanneer een Nederlandtſch Schip in Zee een Tuneſins Schip komt te ontmoeten, ende de Vlagge van eene andere Natie opſet, daer onder vecht, ende genomen wordt, dat het ſelve Schip, ende de Effecten, ende het Volck, daer op zijnde, dan aen

het

het Gouvernement prinſe ſullen zijn. Ende indien een van de Schepen van het Gouvernement oock in diervoegen komt te werck te gaen, ende genomen wordt, ſal het ſelve desgelijcks op voorgemelde wyſe gehandelt worden. 1713

ART. X.

Is bedongen, dat Indien (die van) het Gouvernement van Tunes een vyandtlick Schip komen te nemen, ende in het ſelve eenige Nederlandtſche Negotianten, ofte wel Paſſagiers van de Nederlandtſche Natie, gevonden worden ende het Paſport, dat by hun is, nageſien zijnde, opgerecht bevonden wordt, dat ſy dan hare Effecten en Goederen aen haer ſullen reſtitueren: Wanneer oock Nederlandtſche Schepen van haer Vyanden een Schip ſullen nemen, ſoo ſullen desgelijcks het Paſport, dat in haer handen is, ingeſien, ende oprecht bevonden zijnde, aen de Negotianten ende Paſſagiers van de Landtsgenoten van het Gouvernement van Tunes, die daer in zijn, hare Effecten ende Goederen, welcke daer in gevonden worden, worden gereſtitueert. *Paſſagiers Hollandais.*

ART. XI.

Is bedongen, dat indien yemandt van de Nederlandtſche Negotianten, tot Tunes reſiderende, inſolvent (wordt) ende ſchuldigh blijft, de Crediteurs op den Conſul geene pretenſie ſullen moogen maken. *Banqueroute.*

ART. XII.

Is bedongen, dat indien yemandt van de Nederlandtſche Negotianten, tot Tunes reſiderende, quam te overlijden, ende geen Teſtament hadde gemaeckt, den Conſul des ſelfs Effecten dan op een Inventaris brengen, ende de ſelve onder ſich bewaren ſal, ende ſal een ander van ſijne kant van den ontfanghſt contraboeck houden, ende niemandt aen 'dat Goedt ſijne handt uytſtrecken, tot dat den Eygenaer, of wel den Erfgenaem van dat Goedt ſal gekomen zijn. *Succeſſions.*

Van het ſesde ende tiende Articulen is, tot affnydinge van tueſt ende weeringe van geſchil (aldus) geëxcipieert. *Exceptions à l'art. 6. et 10.*

Indien de Schepen van het Gouvernement van Tunes een Vyandts Schip komen te nemen, ende in dat ſelve Nederlandtſche Negotianten, of wel Paſſagiers, gevon-

1713 gevonden worden, ende het Paſport, dat ſy hebben, ſal nageſien zijn, ſoo ſullen gelijck voorheen gemeldt, de Effecten (hun) gereſtitueert worden. Ende volgens de voorſchrevene wyſe ſal oock aldus met de Negotianten en Paſſagiers van het Gouvernement van Tunes gehandelt worden: Dogh met dat bedingh, dat ſoo ſy op het Cognoſcement van den Schryver van het Schip, ofte wel door des ſelfs getuygeniſſe, bewijſen, dat de Effecten de hare (zijn), ſoo is bedongen, dat uyt hoofde van dat gegevene bewys de Effecten aen hun het zy Landtsgenoten van het Gouvernement van Tunes, of het zy van de Nederlandtſche Natie, het zy dat ſy ſelve tegenwoordigh of afweeſigh mogten zijn, gereſtitueert worden.

Ende is bedongen, ende vaſtgeſtelt, dat de Negotianten van de Nederlandtſche Natie van de Effecten in het Gouvernement van Tunes gebraght, ſullen betalen gelijck de Engelſche drie realen per cent. Ende dat indien de aengebraghte Effecten niet en zijn verkoght, ende noodigh is, dat de ſelve wederom afgevoert worden, ſy dan volgens het geen in het vyfde Articul gemeldt ſtaet, anderhalve real per cent geven ſullen.

Ende is bedongen, dat dit Articul ſal onveranderlijck zijn, (in dier voegen) dat indien by voorbeeldt op de Engelſche Natie meer als drie realen Tol augmentatie opgeleyt wierde, ſoo ſal (eghter) op de Nederlandtſche Natie niet meer geleght worden: doch indien daerentegens op de Engelſche, ofte andere Natien verminderinge geleyt wierde, ſoo ſal oock van de Nederlandtſche Natie (*volgens*) die verminderinge (*ofte eyſcht*) worden.

Atteſtation du Conſul Anglais.

Copie van de woorden van den Engelſchen Conſul, die hier ter Plaetſe is reſiderende, welcke hy met ſijn eygen Handtſchrift en Zegel geſchreven heeft.

Ick John Gomaret, Conſul van de Koninginne van Groot-Brittannien, als zijnde voor het tegenwoordige Conſul in het Gouvernement van Tunes, geve getuygeniſſe, dat de bovengemelde Articulen alle te ſamen gemaeckt zijn met toeſtemminge van den Regent en Gouverneur van het Gouvernement de doorluchtige Seid Ibrahim Paſcha ende Day ende Beg, ende met eenparigh conſent

conſent van het gantſche Hof, ende van alle de oudtſte van het Gouvernement, als mede met toeſtemminge van Juda Coben, Geſant, (hier) gekomen van wegens de Staten Generael, (ende dat ſulcks) ſonder twyffel is. Gefchreven in het laetſte Deel van Maert 1074., ſtyl van Anjou-ſoun. 1713

Dat dan de volmaeckte goedtheydt der Majeſteyt des Heeren der eeuwen, tot uytbreydinge van den rechten wegh, tot nuttigheydt van een voorſpoedigh eynde, ende aen Ons Gelove ende de Wereldt tot dagelijckſchen welſtandt waerdigh verſtreckte. amen. Ende op deſen dagh, den Datum van het geſchrevene, ſullen Wy voorſaen aen weerkanten op Zee de een tegen den anderen geene vyandtſchap bedryven, maar ſal ne de wyſe van liefde ende vriendtſchap de vreede ende eenigheyt gepleeght worden. Indien voortaen eenige ſaeck genomen wordt, ſoo wyſt vaſtgeſtelt, dat Wy ſulcks de een den anderen ſullen reſtitueren. Ende op dat deſe Articul- ende Capitulatiebrief ſoude vaſt ende beſtandigh zijn, ſo is de ſelve met Onſe eygen Handtſchrift ende Zegelen gezegelt ende beveſtight. Gedaen in het middendeel van (de maendt) Regeb des jaers een duyſent een hondert ende vier en twintigh.

1124 den 14. van R.

Was getekent,

(L. S.) ALI, *Landtvooght van het Huys des Lofs, het bewaerde Tunes.*

(L. S.) HUSEIN, *Baenderheer van het Huys des Lofs, het bewaerde Tunes.*

(L. S.) MUSTAFA, *Day van het Huys des Lofs, het bewaerde Tunes.*

(L. S.) ALI, *Aga der Janitſaren van het Huys des Lofs, het bewaerde Tunes.*

II.

1713 *Capitulation entre les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas et la regence de Tripoli; signée 1713.*

(*Vervolgh van Recueil van de Tractaten.* Tweede Deel n. 2. *Groot Placat. Boek* D. V. p. 452.)

ART. I.

Libre entrée et ravitaillement. Wanneer Nederlandtſche Commiſſievaerders ofte State Schepen tot Tripoli ſullen komen het Ancker laten vallen, om te provianderen, ende Water in te nemen, ende van andere nootſakelijkheden, van alles wat nodigh ſal zijn, ſigh te voorſien, ende voor haer geldt, die nootſakelijkheden ſullen ondoen, ſoo ſal (haer) geenſints eenige verhinderinge worden aengedaen: In alle havens onder Ons Gebiet, daer ſulcks gebeuren ſal, ſal men na deſen (inhoudt) handelen, ende op geenerley wyſe eenige overlaſt (haer) aendoen.

ART. II.

Droits. Wanneer Nederlandtſche Koopvaerdy- ofte Commiſſieſchepen in het Diſtrict van Tripoli Effecten van veelerley ſorteringe ſullen brengen, om te verkoopen, ſoo ſullen ſy drie ten hondert aen Tol betalen, meer ſal niet mogen gevordert worden. Doch indien ſy die Effecten (wel) uyt het Schip ſullen loſſen, dan niet, om verkocht te worden, maer de ſelve wederom in het Schip ſullen komen in te laden, ſoo ſal by het arrivement van die Effecten, geen Tol mogen geeyſcht worden: In yeder van Onſe havenen, daer deſe caſus ſal komen te gebeuren, ſal na deſen (Articul) gehandelt worden.

ART. III.

Munitions de guerre. Wanneer Nederlandtſche Commiſſie- ofte Koopvaerdyſchepen, eenige Effecten tot den Oorlogh behoorende, herwaerts te brengen, ende de ſelve begeeren te verkoopen, als by voorbeeldt, Kruyt, Loot, Yſer, Geſchut, Kogels, Maſten ende diergelijcke, ſoo ſullen ſy van die Effecten, onder den naem von Tol, niets betalen, ſal ook niet mogen geeyſcht worden:

In

In yeder van Onſe havenen, daer ſulcks komt te ge- 1713
beuren, ſal na deſen (Articul) gehandelt worden.

ART. IV.

Wanneer Onſe Commiſſie Schepen op Zee een Nederlandtſch Schip ſullen komen te ontmoeten, ſoo ſal den Signeur Schipper de Sloep laten vallen, ende twee geloofwaerdige (Perſoonen) daer in ſetten, welcke met de Paſport van het Schip ſullen komen, om die te (laten) examineren: Indien die Paſport authenticq is, ſal men (haer) geen overlaſt aendoen, (maer) de reys laten vervorderen. Doch wanneer het Paſport niet authenticq ſal zijn, ſoo ſal men (het Schip) herwaerdts opbrengen, ende het geene de Regenten ende Richters, met kenniſſe van den Conſul ſullen doen, daer na ſal gehandelt worden. *Viſitation ſur mer.*

ART. V.

Indien eenigh Nederlandtſch Schip, het zy Commiſſie- ofte Koopvaerdy-vaerder, door onweder ende ſtormwinden, (ergens) onder Ons Gouvernement ſchipbreuck komt de lijden, ſoo ſal op de Effecten, uyt het gemelde Schip geborgen, geenſints de handt mogen geleyt, noch daervan Tol betaelt, noch geeyſcht worden, maer al het Geborgene ſal Geheel en al des gemelden Schips-ſchipper ende der Koopluyden (eygen) zijn. Des ſelfs Volck ſal oock niet tot Slaven gemaeckt, nogh aen de ſelve eenige overlaſt gedaen mogen worden. *Naufrage.*

ART. VI.

Wanneer een Nederlandtſch State Schip, voor Tripoli komen, ende het Ancker vallen laten ſal, ſoo ſal de Regeeringe terſtondt door den Uytroeper laten uytroepen, ten eynde een yeder ſyne Slaven ſorghvuldighlyck onder ſigh houden, op dat tegen den tydt van desſelfs vertreck, indien een Slaef in dat Schip moghte gevlught zijn, de ſelve van dat voornoemde Schip, nogh van den Conſul, niet moogen geeyſcht worden. *Vaiſſeaux de guerre.*

ART. VII.

Wanneer eenigh Nederlander, ofte yemandt van hare Onderhoorige moght komen te overlyden, ſoo ſal of wel ſijn Erfgenoem, indien tegenwoordigh is, of *Succeſſions.*

1713 wel indien hy in ſyne geſondheyt een Teſtament gemaeckt heeft, ſyn Procurateur ſyne voor handen zijnde Effecten aenvaerden; of indien de ſelve niet mogte in het bereyck zijn, ſoo ſal den Conſul ſyne Goederen aenvaerden, ende niemant ſal ſulcks mogen verhinderen.

ART. VIII.

Paſſagers Hollandais. Wanneer een Nederlandtſch Commiſſievaerder een vyandtlijck Schip ſal komen te nemen, ende in dat gemelde Schip Kooplnyden van Onſe Natie ſullen zijn, ſoo ſal men nogh aen deſe Negotianten, nogh aen hare Effecten geene beledinge aendon, maer de ſelve daer uyt laten gaen, werwaerts ſy begeeren ſullen, ende de Vracht ſullen ſy van haerlieden neemen. Wanneer oock Onſe Commiſſie-ſchepen een vyandtlijck Schip ſullen komen te neemen, ende in dat ſelve Nederlandtſche Kooplnyden zijn, ſoo ſullen Onſe Schepen van gelijcke doen, hare Vrachten wel neemen, doch aen de Kooplnyden, nogh aen hare Effecten geene beledinge toebrengen.

ART. IX.

Etabliſſemens à Tunis. Wanneer een Nederlander, ofte yemandt haer onderhoorigh, het zy Jode ofte Chriſten, tot Tripoli ſigh ſal komen neder ſetten, om Negotie te drijven, ſoo ſal niemandt hem in ſyne ſaken mogen hinderlijck zijn, noch yets, behalven den Tol, van hem mogen geeyſcht worden.

ART. X.

Inſolvabilité. Indien yemandt van de Nederlanders Negotie dryven, inſolvent mogte worden ende vlughten, ſoo ſal van den Nederlandtſchen Conſul niets mogen geeyſcht worden, ende ſal men hem oock geen overlaſt mogen aendoen.

ART. XI.

Priſes. Wanneer een Nederlandtſch Commiſſievaerder ofte Koopvaerdy Schip op Zee een vyandtlijck Schip prinſe maken, herwaerts dat ſelve opbrengen, ende des ſelfs Effecten verkoopen ſal, ſoo ſal, volgens oude gewoente, daer van aen de Threſorie Tol betaelt, ende geene contraventie in deſen gepleeght worden.

Dit jaer duyſent ẽnn hondert vier en twintigh op den veertienden dagh van de maendt Schaban Elmuaddam, zijnde Donderdagh, is op deſe bovenſtaende Articulen de lieve ende heylſame Vreede gemaeckt van wegens de Gevolmachtighden, de Jode COHEN, ter eenre ende aen de andere kant van wegens den Doorluchtigen Prins der Princen MUHAMMED, Baſcha, welcken de alderhooghſte Godt beſtendigh maeke, ende den hoochwaerdigen PILGRIM JUSUPH, Dali, ende den hooghachtbaren, hooghwaerdigen ende vermogenden SEID ACHMED BEG, Baenderheer, welcken de Alderhooghſte met ſyn hulpe helpe, Amen; Ende van wegens alle de Heeren van het Hof, ende van het overwinnend Leger; ende zijn deſſen geaccordeerde Articulen, ter beveſtinge van het Tractaet ende Capitulatie, tot in maanden ende Jaren, met aler Zegelen ende Handtſchrift bezegelt, ende ondertekent, in het jaer 1124. 1713

Getekent,

(L. S.) MUHAMMED, *Baſcha van Tripoli.*

(L. S.) ACHMET, *Banderheer van Tripoli.*

(L. S.) PILGRIM JUSUPH, *Dâli van Tripoli.*

(L. S.) MUSTAPHA, *Stedehouder van den Baſcha.*

(L. S.) ACHMET JANITZER, *Aga van Tripoli.*

(L. S.) IBRAHIM, *Admiral.*

PILGRIM N. N. *Havemeeſter.*

12.

1713 Declaration and engagement concerning
1 Mars. the Rights and Privileges of the British Merchants in the kingdom of Sicily, made at Utrecht, the $\frac{25}{8}$ Day of $\frac{\text{February}}{\text{March}}$ $17\frac{12}{13}$.

(CHALMER Th. II. p. 338. POSTLETHWAYT *dict.* art. *treaties*).

Whereas by several treatirs of peace alliance, commerce, and navigation formerly made between the kingdoms of Great-Britain and Spain, and at this time subsisting, but more particularly by the treaty concluded at Madrid, the $\frac{13}{23}$ Day of the month of May, in the year one thousand six hundred sixty-and-seven, and the cedulas annexed thereunto, provision was made for the freedom, security, and perfect ease of the commerce of the British subjects, trading in the kingdoms and provinces of Spain, the observance and usage of which treaties have been hitherto received in the kingdom of Sicily in the same manner as in any other the dominions of Spain, except some variations which have been introduced in the course of time; for the rectifying whereof, according to the rule of those treaties; Great-Britain has hitherto justly insisted.

Wherefore, on occasion of transferring the kingdom of Sicily to his Royal Highness the Duke of Savoy her Sacred Majesty of Great-Britain, being watchful to preserve the rights and privileges of her subjects trading in the said kingdom, and being likewise willing to preserve to the Sicilians the privileges they have in Great-Britain, which are so very dear to the most Serene Duke of Savoy, hath been graciously pleased to give instructions to her un[illegible] written ministers plenipotentiaries, to agree with the [illegible] plenipotentiaries of his Royal Highness of Savoy, about making declarations mutually upon this subject: in pursuance thereof, the said ministers plenipotentiaries of his Royal Highness in the name of their most Serene master, do most solemnely declare and promise, that during the reign of the aforesaid most Serene Duke in Sicily,

as

12.

Déclaration et engagement concernant les droits et les privilèges des Marchands Britanniques dans le royaume de Sicile, faite à Utrecht entre les Miniſtres de la Gr. Bretagne et ceux de Savoye le $\frac{25 \text{ Febr.}}{8 \text{ Mars}}$ *1713.* 1713. 8 Mars.

(*Traduction privée.*)

Comme par differens traités de paix, d'alliance, de commerce et de navigation antérieurement conclus entre les royaumes de la Grande-Brétagne et l'Eſpagne et ſubſiſtant encore actuellement, mais particulièrement par le traité conclu à Madrid le $\frac{13}{23}$ jour du mois de May 1667 et les cedules y annexées il a été pourvu à la liberté, ſureté et parfaite aiſance du commerce des ſujets Britanniques, trafiquant dans les royaumes et provinces d'Eſpagne; des quels traités l'obſervation et l'uſage ont été reçus jusqu'ici dans le royaume de Sicile de la même maniere que dans les autres poſſeſſions de l'Eſpagne et y ſont demeurés en pleine vigueur, à l'exception de quelques variations qui y ont été introduites avec le tems, au redreſſement desquelles, en conformité des traités, la Grande-Brétagne a jusqu'ici inſiſté légitimement.

A ces cauſes, à l'occaſion du transport du royaume de Sicile à ſon alteſſe royale le Duc de Savoye, ſa ſacrée Majeſté de la Grande-Brétagne, attentive à conſerver les droits et privilèges de ſes ſujets faiſant le commerce dans le dit royaume, et étant de même intentionnée de conſerver aux Siciliens les privilèges dont ils jouiſſent dans la Grande-Brétagne, lesquels ſont ſi precieux au ſéréniſſime Duc de Savoye, a jugée gracieuſement à propos de donner ſes inſtructions à ſes Miniſtres Plénipotentiaires ſouſſignés, de convenir avec les Miniſtres Plénipotentiaires de S. Alteſſe royale de Savoye au ſujet de déclarations mutuelles à faire à ce ſujet: en conſequence de quoi les dits Miniſtres Plénipotentiaires de S. Alteſſe royale au nom de leur ſéréniſſime maitre déclarent et promettent le plus ſolemnellement, que pendant

1713 *as likewiſe of his heirs and ſucceſſors, the Britiſh merchants are henceforward to have, and ſhall effectually have, uſe and enjoy all thoſe rights, privileges, liberties, and entire ſecurity, as to their perſons, goods, ſhips, ſeamen, trade, and navigation, in the ſaid kingdom of Sicily, which, by virtue of the treaties made between Great-Britain and Spain, they have hitherto enjoyed, or ought to enjoy; and to that end, that all abuſes, which deviate from the tenor of the ſaid treaties, ſhall be forthwith removed, and the rights and privileges acquired to the Britiſh ſubjects, by virtue of the aforeſaid treaties, ſhall not on any occaſion, or under any pretence, ever be violated or leſſened; and if more to any more favourable privileges have been granted to the merchants of any other foreign nation or ſhall hereafter be granted, any way relating to the perſons of the traders, their ſhips, goods, duties, or the buſineſs of merchandizing, the Britiſh merchants ſhall likewiſe in all reſpects, and in the fulleſt manner enjoy the ſame.*

And in like manner the miniſters plenipotentiaries of Great-Britain do, in the name of her Majeſty, confirm, that the Sicilians ſhall hereafter enjoy the ſame privileges and liberties which they have hitherto enjoyed, or ought to have enjoyed, as ſubjects of the Kings of Spain, by virtue of the aforeſaid treaty of the year 1667.

The ratifications of this preſent declaration and engagement, made in due form, ſhall be exchanged at Utrecht, within ſix weeks, or ſooner if poſſible.

In witneſs and confirmation whereof, the aforeſaid miniſters plenipotentiaries of her majeſty of Great-Britain, and of his Royal Highneſs of Savoy, have ſigned this preſent inſtrument with their own hands, and put their ſeals thereunto, at Utrecht, the 2/3 Day of $\frac{Feb.}{Mar.}$ $17\frac{12}{13}$.

(L. S.) JOH. BRISTOL. (L. S.) LE C. MAFFEI.
C. P. S. (L. S.) LE M. DU BOURG.
(L. S.) STRAFFORD. (L. S.) F. MELCHEDE.

dant le regne du susdit sereniſſime Duc en Sicile, comme 1713
auſſi de ſes heritiers et ſucceſſeurs, les marchands Britanniques devront avoir à l'avenir et auront effectivement, uſeront et jouiront de tous ces droits, privilèges, libertés et ſureté entière, quant à leurs perſonnes, biens, vaiſſeaux, mariniers, commerce et navigation dans le dit royaume de Sicile, dont ils ont jusqu'ici joui ou du jouir en vertu des traités conclus entre la Grande-Brétagne et l'Eſpagne; et à cette fin que tous les abus, qui s'eloignent de la teneur des dits traités ſeront écartés à l'avenir, et que les droits et privilèges acquis pour les ſujets Britanniques en vertu des ſusdits traités ne ſeront jamais violés ou enfreints en aucune occaſion ou ſous aucun pretexte; et ſi jusqu'ici il a été accordé des privilèges plus favorables aux Marchands de quelque autre nation étrangère, ou leur ſera accordé dans la ſuite, relativement à la perſonne des commercans, à leurs vaiſſeaux, biens, droits ou affaires de commerce, les Marchands Britanniques en jouiront de même à tous les égards et de la plus ample manière.

Et de même les Miniſtres Plénipotentiaires de la Grande-Brétagne confirment au nom de Sa Majeſté, que les Siciliens jouiront à l'avenir des mêmes privilèges et libertés dont ils ont joui jusqu'ici ou auraient du jouir comme ſujets des Rois d'Eſpagne en vertu du traité ſusdit de 1667.

Les ratifications de la préſente déclaration et engagement, concues en due forme ſeront échangées à Utrecht dans l'eſpace de ſix ſemaines, ou plutôt s'il eſt poſſible.

En foi et confirmation de quoi les ſusdits Miniſtres Plénipotentiaires de S. M. de la Grande-Brétagne et de S. Alteſſe royale de Savoye ont ſigné le préſent inſtrument de leur propre main et y ont appoſé le ſceau de leurs armes. A Utrecht le $\frac{25 \text{ Fevr.}}{8 \text{ Mars}}$ 1713.

(L. S.) Jean Bristol. C. P. S.
(L. S.) Strafford.
(L. S.) Le C. Maffei.
(L. S.) Le M. du Bourg.
(L. S.) F. Mellarede.

13.

1715 His Majesty's guaranty of the treaty of
3 May. peace made at Utrecht, February 6, 1713, between the Crowns of Spain and Portugal.

(CHALMERS II. 306.)

GEORGE, by the grace of God &c. to all and singular to whom these present letters shall come, greeting. Whereas the most Serene King of Portugal has notified to us, that peace is established between him and the most Serene King of Spain, by a treaty concluded at Utrecht on the sixth day of the month of February last past; and has also invited us, that, pursuant to what the late Queen Anne, of pious memory, our most dear sister and cousin, undertook, we would engage our promise and guaranty for the performance of the said treaty, and all and every the articles thereof: And whereas Joseph da Cunha Brochado ambassador extraordinary, and counsellor of the said most Serene King of Portugal, has, on the part of his Master, delivered to us a copy in due form of the said treaty the guaranty or engagement for the performance of which is desired of us, written in the Portuguese language, and being word for word as hereunder follows.

In the name of the most Holy Trinity. Know all present and to come, that the greatest part of Christendom having been afflicted with a long and bloody war &c.

We, following the steps of our royal ancestors, and being unwilling to decline any offices, by which the peace between the said Kings may be promoted, do therefore most readily engage for the preservation of the treaty now established; gladly taking this occasion to satisfy his Royal Majesty of Portugal of our friendship and sincere regard to his person and interests, agreeable to the most strict concord which has always been between the

13.

*Garantie de la part de S. M. Britannique du traité de paix fait à Utrecht le 6 Fevrier 1715 *) entre les Couronnes d'Eſpagne et de Portugal.* 1715 3 May.

(*Traduction privée.*)

GEORGE par la grace de Dieu &c. à tous et chacun à qui les preſentes lettres parviendront, ſalut. Comme le Sereniſſime Roi de Portugal nous a notifié, que la paix a été faite entre lui et le Sereniſſime Roi d'Eſpagne, par un traité ſigné à Utrecht le 6 jour du mois de Fevrier dernier, et nous a de plus inyité de vouloir en conformité de ce que feu la Reine Anne de pieuſe memoire notre très-cher Soeur et Couſine a entrepris, engager notre promeſſe et notre garantie pour l'accompliſſement du dit traité et de tous et chacun de ſes articles; et comme Joſeph da Cunha Brochade Ambaſſadeur extraordinaire et conſeiller du dit Sereniſſime Roi de Portugal, nous a délivré de la part de ſon maitre une copie en due forme du dit traité pour l'accompliſſement duquel notre garantie ou engagement eſt deſirée de nous, dreſſée en langue Portugaiſe et dont la teneur eſt de mot à mot comme ſuit:

Au nom de la très-ſainte trinité. Soit notoire à tous les preſens et à venir que la plus grande partie de la Chretienneté ayant été affligée par une longue et ſanglante guerre &c.

Nous en ſuivant les traces de nos royaux prédéceſſeurs et ne voulant nous refuſer à aucuns ſervices par les quels la paix entre les dits rois pourrait être avancée, nous

*) Le traité même ſe trouve dans DUMONT T. VIII. P. I. p. 444, traduit en Français. Il ſe trouve en Portugais à la ſuite de l'imprimé du *traité de limites entre le Portugal et l'Eſpagne* de l'an 1750. p. 126, et en Portugais et Français ſur une *feuille* volante imprimée à Utrecht 4to comme auſſi dans *Actes de memoires de la paix d'Utrecht* T. VI. p. 828. Mais l'inſtrument de garantie qu'on trouve ci-deſſus, manque dans tous ces endroits cités.

1715 *the Britiſh and Portugueſe crowns. We therefore have made ourſelves guarantees and ſureties of the ſaid treaty of peace, as by theſe preſents, in the moſt due and ample form, we do make ourſelves guarantees and ſureties thereof; engaging and promiſing on our Royal word, to take care (as far as in us lies) that the ſaid treaty, with all and every the articles and clauſes in it, ſhall be ſacredly and inviolably obſerved according to their genuine ſenſe, and that nothing ſhall be done in anywiſe contrary thereunto, and that we will be always ready to enter into all ſuch reaſonable meaſures as ſhall appear moſt neceſſary effectual for preſerving the ſame form, all violation.*

In witneſs whereof, we have cauſed our great ſeal of Great-Britain to be affixed to theſe preſents, ſigned with our Royal hand. Given at our palace at St. James's, on the third day of May, in the year of our Lord 1715, and of our reign the firſt.

GEORGE, R.

nous engageons volontiers en conſequence à la con- 1715.
ſervation du traité actuellement conclu; ſaiſiſſant volontiers cette occaſion d'aſſurer S. M. royale de Portugal de notre amitié et de notre égard ſincere pour ſa perſonne et ſes interêts, conformément à l'union la plus étroite qui a toujours ſubſiſté entre les Couronnes Britannique et Portugaiſe. En conſequence nous nous ſommes conſtitué nous mêmes garant et ſureté du dit traité de paix, comme par la préſente nous, dans la forme la plus convenable et la plus ample, nous conſtituons garants et ſuretés d'icelle; engageant et promettant ſur notre parole royale, de prendre ſoin (autant qu'il dépend de nous) que le dit traité avec tous et chacun des articles et clauſes y compris ſera obſervé ſaintement et inviolablement, conformement à ſon vrai ſens, et qu'il ne ſera rien entrepris de maniere quelconque qui y ſoit contraire; et que nous voulons toujours être pret d'entrer dans toutes les meſures raiſonnables qui paraîtront les plus neceſſaires et efficaces pour le preſerver de toute violation.

En foi de quoi nous avons fait appoſer notre Grand-ſçeau de la Grande-Brétagne à la preſente, ſignée de notre main royale. Donné à notre palais à St. James le 3 jour de May de l'an de notre Seigneur 1715 et de notre regne le premier.

GEORGE, R.

14.

1715 The treaty of commerce between the moſt
14 Dec. Serene and moſt Potent Prince George, by the grace of God, King of Great-Britain, France, and Ireland, defender of the faith etc. and the moſt Potent Prince Philip V. the Catholic King of Spain, concluded at Madrid the $\frac{14th}{3d}$ of December 1715.

(CHALMERS *Collection of treaties* Vol. II. p. 173. *Collection of treaties* 1785. T. II. p. 173.)

GEORGE, by the grace of God, King of Great-Britain, France, and Ireland, defender of the faith &c. To all and ſingular to whom theſe preſent letters ſhall come, greeting. Whereas a certain treaty of commerce between us and our good brother Philip the Fifth, the Catholic King of Spain, was concluded and ſigned by miniſters plenipotentiaries, impowered with ſufficient authority on both ſides, at Madrid on the $\frac{14}{3}$ day of this preſent month, in the form and words following:

Whereas ſince the treaties of peace and commerce lately concluded at Utrecht, on the 13th of July, and 9th of December 1713, between his Catholic Majeſty and her late Majeſty the Queen of Great-Britain (of glorious memory) ſome differences remained about commerce, and the courſe thereof; their Catholic and Britannic Majeſties, being inclined to maintain and cultivate a firm and inviolable peace and friendſhip have (for attaining ſo good an end) by the two miniſters reciprocally and in due form authorized for this purpoſe, cauſed the following articles to be concluded and ſigned.

ART. I.

The Britiſh ſubjects ſhall not be obliged to pay higher or other duties for goods which they ſhall bring in or carry out of the ſeveral ports of his Catholic Majeſty,

14.

Traité de commerce entre le Séréniſſime et très-puiſſant Prince George par la Grace de Dieu, Roi de la Gr. Brétagne, France et Irlande, Defenſeur de la foi etc. et le Séréniſſime et très-puiſſant Prince Philippe V. Roi Catholique d'Eſpagne. Conclu à Madrid le 14/3 Décembre 1715. 1715 14 Déc.

(Traduction privée; on trouve la ſubſtance de ce traité en Français dans Rousset *Recueil* T. I. p. 441, et dans Lamberty, T. IX. p. 403.)

George par la Grace de Dieu Roi de la Grande-Brétagne, France et Irlande, Defenſeur de la foi &c., à tous ceux à qui ces preſentes lettres parviendront ſalut. Comme un certain traité de commerce entre nous et notre bon frere Philippe V. Roi Catholique d'Eſpagne à été conclu et ſigné par des Miniſtres Plenipotentiaires munis de pleinpouvoirs ſuffiſans des deux cotés à Madrid le 14/3 jour du preſent mois dans la forme et les paroles ſuivantes:

Comme depuis les traités de paix et de commerce conclus dernièrement à Utrecht le 13 Juillet *a*) et 9 Décembre 1713 *b*) entre S. M. Catholique et feu Sa Majeſté la Reine de la Grande-Brétagne (de glorieuſe memoire) il ſont reſtés quelques differends concernant le commerce et le cours de celui-ci, leurs Majeſtés Catholique et Britannique, étant diſpoſés à maintenir et à cultiver une paix et amitié ferme et inviolable, pour parvenir à ce but ſalutaire, ont fait conclure et ſigner par les deux miniſtres autoriſés à cette fin reciproquement et en due forme, les articles ſuivants:

Art. I.

Les ſujets Britanniques ne ſeront pas tenus de payer de plus hauts ou autres droits pour les biens qu'ils importeront ou exporteront dans les differens ports de S. M. *Droits à payer par les Anglais.*

a) Dumont T. VIII. P. I. p. 393.
b) Dumont T. VIII. P. I. p. 409.

1715 *jesty, than those which they paid for the same goods in the time of King Charles the second, settled by cedules and ordinances of the said King or his predecessors; and though the favour or allowance called Pie del Fardo, be not founded on any royal ordinance, yet his Catholic Majesty declares, wills, and ordains, that it shall be observed now and for the future as an inviolable law, which duties shall be demanded and collected, now and for the future, with the same advantages and favours to the said subjects.*

ART. II.

His Catholic Majesty confirms the treaty made by the British merchants with the Magistrates of St. Ander, in the year 1700.

ART. III.

His Catholic Majesty allows the said subjects to gather salt in the island of Tortudas, they having enjoyed that permission in the time of King Charles the second without interruption.

ART. IV.

The said subjects shall not any where pay higher or other duties, than those which his Catholic Majesty's subjects pay in the same place.

ART. V.

The said subjects shall enjoy all the rights, privileges, franchises, exemtions, and immunities wathsoever, which they enjoyed before the last war, by virtue of the royal cedules or ordinances, and by the articles of the treaty of peace and commerce made at Madrid in 1667. which is fully confirmed here; and the said subjects shall be used in Spain in the same manner as the most favoured nation, and consequently all nations shall pay the same duties on wool and other merchandize which shall be brought into, or carried out of these kingdoms by sea, as the said subjects pay on the same goods which they shall import or export by sea; and all the rights, privileges, franchises exemtions, and immunities, which shall be granted or permitted to any nation whatever, shall likewise be granted and permitted to the said sub-

S. M. Catholique, que ceux qu'ils ont payés pour les mêmes marchandiſes dans le tems du Roi Charles II. réglés par les cedules et ordonnances du dit Roi, ou de ſes prédeceſſeurs; et quoique la conceſſion ou faveur appellée *Pié del Fardo* ne ſoit pas fondée dans quelque ordonnance royale, cependant S. M. Catholique déclare, veut et ordonne, qu'elle ſera obſervée pour le preſent et pour le futur comme une loi inviolable; les quels droits ſeront demandés et perçus à preſent et pour le futur avec les mêmes avantages et faveur des dits ſujets. 1715

ART. II.

Sa Majeſté Catholique confirme le traité fait par les Marchands Britanniques avec le Magiſtrat de St. Ander (1700 *c*). *Traité de 1700.*

ART. III.

Sa Majeſté Catholique permet aux dits ſujets de chercher du ſel dans l'Ile de Tortudos, comme ils ont eu cette permiſſion du tems du Roi Charles II. ſans interruption. *Sel.*

ART. IV.

Les dits ſujets ne payeront nulle part de plus hauts ou autres droits que ceux que payent les ſujets de S. M. Catholique dans le même endroit. *Egalité de droits.*

ART. V.

Les dits ſujets jouiront de tous les droits, privilèges, franchiſes, exemtions et immunités quelconques dont ils ont joui avant la derniere guerre, en vertu des cedules et ordonnances royales, et en vertu des articles du traité de paix et de commerce fait à Madrid 1667 *d*), lequel eſt pleinement confirmé par le preſent; et les dits ſujets ſeront traités en Eſpagne ſur le même pied comme la nation la plus favoriſée, et par conſequent toutes les nations payeront les mêmes droits ſur la laine et autres marchandiſes qui ſeront importées ou exportées de ce royaume par terre, comme les dits ſujets payent des mêmes marchandiſes qu'ils importeront ou exporteront par mer; et tous les droits privilèges, franchiſes, exemtions et immunités qui ſeront accordées ou concedées à une nation quelconque, ſeront de même accordées et con- *Droits privilèges franchiſes.*

c) Je ne trouve pas que ce traité ſoit imprimé.

d) DUMONT T. VII. P. I. p. 27.

1715 *ſubjects; the ſame ſhall be granted, obſerved, and permitted to the ſubjects of Spain in the kingdoms of his Britannic Majeſty.*

ART. VI.

And as there may have been innovations in commerce, his Catholic Majeſty promiſes to uſe all poſſible endeavours on his part for aboliſhing them, and for the future will by all ſorts of means cauſe them to be forborn. In the like manner his Britannic Majeſty promiſes to uſe all poſſible endeavours for aboliſhing all innovations on his part, and for the future will by all ſorts of means cauſe them to be forborn.

ART. VII.

The treaty of commerce made ad Utrecht on the 9th of December 1713, ſhall remain in force, thoſe articles excepted which ſhall appear to be contrary to what is concluded and ſigned this day, which ſhall be aboliſhed and of no force, and eſpecially the three articles commonly called explanatory; and theſe preſents ſhall be approved, ratified, and exchanged on both ſides within the term of ſix weeks, or ſooner if it be poſſible.

In witneſs whereof, and by virtue of our full powers, we have ſigned theſe preſents, at Madrid, on the fourteenth of December, one thouſand ſeven hundred and fifteen.

(L. S.) EL. Marq. DE BEDMAR.

(L. S.) GEORGE BUBB.

concedées aux dits ſujets; la même choſe ſera accordée 1715
obſervée et promiſe aux ſujets d'Eſpagne dans les royaumes de S. M. Britannique.

ART. VI.

Et comme il pourroit y avoir eu des innovations dans le commerce, S. M. Catholique promet d'employer tous les ſoins poſſibles de ſa part pour les abolir, et pour le futur employera toute ſorte de moyens pour les empecher. De la même manière, Sa Majeſté Britannique promet, d'employer tous les ſoins poſſibles pour abolir toutes les innovations de ſa part, et tachera par toute ſorte de moyens de les empêcher pour le futur. *Innovations.*

ART. VII.

Le traité de commerce fait à Utrecht le 9 Décembre 1713 reſtera en vigueur, à l'exception de ces articles des quels il apparoitra qu'ils ſont contraires à ce qui a été conclu et ſigné aujourdhui, leſquels ſeront abolis et d'aucune force, et particulièrement les trois articles appellés communement explicatoires; et les preſents articles ſeront approuvés, ratifiés et échangés des deux côtés dans l'eſpace de ſix ſemaines, ou plutôt s'il eſt poſſible. *Traité de 1713. Ratification.*

En foi de quoi, et en vertu de nos pleinpouvoirs nous avons ſigné les préſentes à Madrid le 14 Déc. 1715.

(L. S.) El Marq. DE BEDMAR.

(L. S.) GEORGE BUBB.

15.

1716 6 Fevr. *Renouvellement d'alliance entre l'Angleterre et les Etats Généraux; signé à Weſtminſter le 6 Fevrier 1716.*

(*Memoires de* LAMBERTY T. IX. pag. 395.)

Renovatio Foederum inter Magnam Britanniam et Rempublicam Foederati Belgii.

Cum Celſi ac Praepotentes Domini Ordines Generales Foederatarum Belgii Provinciarum teſtatum fecerint Sereniſſimo et Potentiſſimo Principi ac Domino, Domino Georgio, Magnae Britanniae, Franciae et Hiberniae Regi &c., ſeſe magnopere cupere amicitiam, neceſſitudinemque, qui inter Coronam Britannicam, eorumque Rempublicam intercedunt, firmiores reddere, et nexibus quantum fieri poteſt, arctiſſimis conſtringere, eumque in finem renovatos velle cum dicta Regia Majeſtate, confirmatosque Tractatus, Foedera et Pacta conventa, quicunque cum Sereniſſimis Regibus, Reginisque Magnae Britanniae Anteceſſoribus ſuis, glorioſae Memoriae, antehac initi ſunt, eorumque ſtipulationes pro rerum temporumque ratione, vinculis magisque arctis validisque adſtrictas dare.

Cumque praedicti Domini Ordines Generales Legatis ſuis apud Regiam ſuam Majeſtatem extraordinariis Baroni de Waſſenaar, Toparcha in Duvenvoirde, Voorſchoten, Veur &c., ex Ordine Nobilium Hollandiae et Weſt-Friſiae, Praefidi Camerae rationum ejusdem Provinciae, Praefecto Ruardo, Aggerumque Praetori in terra de Puten, Aſſeſſori in Collegio quod Schielandiae praeeſt, ſummo Praetori Civitatis Hulſanae, et diſtrictus ejusdem nominis, Praetori itidem Civitatis et Baroniatus Bredani &c.; et Philippo Jacobo de Borſelle, Toparchae in Voorhoute, quondam Senatori Civitatis Medioburgenſis in Zelandia, Conſiliarii et Quaeſtori aerarii in Brabantia Dictionis Ordinum Generalium; ambobus Deputatis in conſeſſu dictorum Dominorum Ordinum Generalium, uni a parte Ordinum Hollandiae et Weſt-

Friſiae,

Friſiae, alteri vero Ordinum Zelandiae nomine, poteſta- 1716
tem, autoritatemque detulerint tractandi ac concludendi quicquid neceſſarium judicabitur ad fines ſupra memoratos aſſequendos, cum iis, qui mandatis muniti fuerint ſufficientibus, ex parte dicti Sereniſſimi Magnae Britanniae Regis. Quapropter praedicta ſua Regia Majeſtas pari affectu praememoratorum Dominorum Ordinum Generalium deſideria complectens, comprobansque e re eſſe plurimum duxit, Commiſſarios et Plenipotentiarios ſuo nomine conſtituere, qui renovandis Tractatibus prioribus iisdemque confirmandis, et qui etiam ſtipulationibus, vinculis arctioribus fortioribusque aſtringendis, operam curamque adhiberent. Guilielmum Dominum Cowper, Baronem de Wingham, ſummum Magnae Britanniae Cancellarium; Danielem Comitem de Nottingham, Sanctioris ſui Conſilii Praeſidem; Carolum Comitem de Sunderland, Privati Sigilli Cuſtodem; Guilielmum Ducem Devoniae, hoſpitii Regii praefectum; Carolum Ducem de Bolton, dicti hoſpitii Camerarium; Johannem Ducem de Marlborough, Exercituum Regiorum Capitaneum Generalem; Johannem Ducem de Roxburg, Magni Sigilli in ea parte Magnae Britanniae quae Scotia appellatur, Cuſtodem; Carolum Comitem de Carliſle, Turris ſuae Londinenſis Conſtabularium; Eduardum Comitem de Orford, Primarium rei maritimae, ſive Admiralitatis ſuae Commiſſarium; Carolum Vice-Comitem Townshend, Primariorum ſuorum Status Secretariorum unum; Johannem Dominum Somers, Baronem de Eversham; Jacobum Stanhope, Armigerum e Primariis ſuis Status Secretariis alterum; et Robertum Walpole, Armigerum, Primarium rei ſuae aerariae Commiſſarium et Fiſci ſui Cancellarium Subquaeſtorem.

Qui quidem Commiſſarii et Plenipotentiarii, dictique ſimul Legati Extraordinarii, collatis conſiliis, pluribusque ea ſuper re habitis colloquiis, vi poteſtatum, reſpective plenariorum (quarum exemplaria ad Calcem hujuſce Tractatus adjecta ſunt) in articulos ſequentes convenerunt, conſenſeruntque.

ART. I.

Sit maneatque ab hac die usque in poſterum ſincera, *Amicitia.* firma et perpetua amicitia, concordia, et conjunctio inter Sereniſſimum Magnae Britanniae Regem et Succeſſores ſuos, Reges itidem, Reginasve Magnae Britan-

1716 niae, eorumque Regna ex una parte, et Celsos ac Praepotentes Dominos Ordines Generales Foederatorum Belgii Provinciarum ex altera; eorumque invicem Dictiones, Terras, Subditosque tum mari tum terra ubique locorum, tam extra fines Europae quam intra eosdem.

ART. II.

Traités confirmés. Quo autem haec amicitia, concordia, atque conjunctio melius fortiusque fartae, tectae conserventur, omnesque controversiae, quae quocunque demum sub praetextu hinc inde exoriri possint, praeveniantur, conventum concordatumque est inter dictum Serenissimum Regem Magnae Britanniae, et Dominos Ordines Generales praefatos, quod omnes et singuli Tractatus Pacis, Amicitiae, Confoederationis, Navigationis, et Commerciorum inferius recensiti nominatique approbentur ex utraque parte confirmenturque, viz.

"Tractatus Pacis Amicitiae et Confoederationis Bredae die (21) 31 Julii anno 1667 conclusus *a*). Tractatus Navigationis et Commercii eodem tempore, et eodem loco confectus *b*)."

"Tractatus Navigationis et Commercii Hagae Comitum die (7) 17 Februarii anno (1667) 1668 initus *c*)."

"Tractatus Pacis et Amicitiae Westmonasterii die (9) 19 Februarii anno (1673) 1674 conclusus *d*)."

"Tractatus Marinus Londini die (1) 11. Decembris anno 1674 conclusus *e*) una cum declaratione Hagae comitum die (20) 30 mensis Decembris anno 1675 signata *f*), qua certorum articulorum tam in supradicto Tractatu, quam in Tractatu Marino (7) 17 die mensis Februarii anni (1667) 1668 inito sensus explicatur."

Quoniam vero disceptationes quaedam inciderint de Articuli 12. Tractatus Marini praememorati anni 1674 explicatione, conventum conclusumque itidem est, ad expediendum omnem ea de re difficultatis nodum, hisce declarare, quod per Revisiones in dicto articulo designatas.

a) DUMONT Tom. VII. P. I. p. 44.
b) DUMONT Tom. VII. P. I. p. 48.
c) DUMONT Tom. VII. P. I. p. 74.
d) DUMONT Tom. VII. P. I. p. 253.
e) DUMONT Tom. VII. P. I. p. 282.
f) DUMONT Tom. VII. P. I. p. 319.

tas, intelliguntur esse, quae in Magna Britannia atque in Provinciis Foederatis usu recipiuntur, semperque receptae fuerunt; quaeque concedantur, semperque concessae fuerunt, eodem in casu, Regionum praedictarum incolis et Nationi cuicunque extraneae." 1716

"Articulus ad controversias quae inter Societates Africanam, Batavam et ad Indias Orientales commercia facientes oriri possint praeveniendas, sedandasve Londini conclusus 8 (18) die Martii anno (1674) 1675 *g*). Foedus defensivum Westmonasterii tertio die Martii anno (1677) 1678 *h*) conclusum."

Tractatus quo ex compacto de classibus tum Angliae tum foederati Belgii constituitur, in Palatio Withall 23 die mensis Aprilis anno 1689 *i*) conclusus.

"Tractatus ad Navigia ac mercimonia spectans, quae ex hostium manibus, durante bello recuperata fuerint, eodem in loco 22. die Octobris eiusdem anni *k*) conclusus."

"Tractatus de successione ad Coronam Magnae Britanniae et de Obice, vulgo Barriere Foederatorum Belgii Provinciarum Ultraiecti ad Rhenum die (19) 30 Januarii, anno (1712) 1713 *l*) initus, ea tamen mente, ut quicquid additum, mutatumque fuerit in Tractatu de Obice praefato die Novembris anno 1715 *m*) inter Maiestatem Suam Caesaream et Catholicam, Regem Magnae Britanniae et Dominos Ordines Generales Antverpiae conclusa, eandem vim vigoremque habeat, ac si totidem verbis huic Tractatui insertum esset."

Tractatusque supra memorati, atque omnes et singuli eorundem articuli, praesenti hocce Tractatu, revera comprobantur, confirmanturque atque eandem vim, idemque robur obtinebunt ac si hic ad verbum inserti fuissent; quantum scilicet inter se non discrepent vel alius alii, aut huic ipsi Tractatui haud adversentur, ita tamen ut quae per Tractatum aliquem recentiorem

g) Dumont Tom. VII. P. I. p. 288.
h) Rousset *Recueil* Tom. XIX. p. 4
i) Dumont Tom. VII. P. II. p. 222.
k) Dumont Tom. VII. P. II. p. 301.
l) Dumont Tom. VIII. P. I. p. 322.
m) Dumont Tom. VIII. P. I. p. 458.

1716 ſancitae fuerint, in eo ſenſu excipientur, perficientur, ac qui ibidem ſtatuitur, nulla Tractatus anteriores habita ratione.

ART. III.

Garantie reciproque.

Erit porro inter Regiam Suam Maieſtatem et Succeſſores ſuos, et dictos Dominos Ordines Generales, eorumque reſpective ſubditos et incolas arcta neceſſitudo et fida confoederatio, adeo ut ſeſe mutuo tueantur, conſerventque in pace, tranquillitate, amicitia, et neutralitate tam mari quam terra, atque in poſſeſſione iurium, immunitatum, libertatumque, quibus fruuntur vel frui debent, quasque vel iam acquiſivere aut in poſterum acquirere poſſent, per pacis, amicitiae, et neutralitatis Tractatus, ſive ante hac factos, ſive deinceps iunctim et communi conſenſu faciendos, cum Regibus, Rebuspublicis, Principibus, et Civitatibus quibuscunque, intra Europae ſcilicet limites ſolummodo.

Et ſi caſus evenerit ut Maieſtas Sua Regia et dicti Domini Ordines Generales eorum quae ſuperius memorantur cauſa, per quemcunque vel qualibet cunque ſub ſpecie, hoſtilem in modum, bello aperto turbati aut laceſſiti fuerint, tunc ſeſe invicem accommodabunt ad leges foederis defenſivi ſupra nominati die tertio menſis Martii anno (1677.) 1678. concluſi.

ART. IV.

Admiſſion d'autres Puiſſances.

Hoc in Tractatu, quoad Articulum ſcilicet tertium ſupra ſcriptum, comprehendentur Reges, Principes, Statusque omnes qui eo admitti cupiant, quique invitati fuerint, atque admiſſi ex compacto et communi conſenſu dictae ſuae Regiae Maieſtatis et Dominorum Ordinum Generalium.

ART. V.

Ratification.

Comprobabitur hicce Tractatus, ratihabebiturque a dicto Sereniſſimo Rege Magnae Britanniae, et a praememoratis Dominis Ordinibus Generalibus Foederatarum Belgii Provinciarum tabulaeque ratihabitionis ſpatio octo hebdomadum a die ſubſcriptionis comparandum, vel tam citò quam id commode fieri poſſet, bona, debitaque forma invicem extradentur.

Requuntur Litterae Plenae-Poteſtatis Regiae ſuae 1716
Majeſtatis Magnae Britanniae.

GEORGIUS, Rex.

Georgius Dei Gratia Magnae Britanniae, Franciae et Hiberniae Rex, fidei defenſor, omnibus et ſingulis ad quos praeſentes litterae pervenerint, ſalutem.

Quandoquidem Celſi ac Praepotentes Domini Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum per Legatos ſuos apud Nos extraordinarios, Arent Baronem de Waſſenaar Dominum de Duvenvoirde, Voorſchoten, Veur &c. et Philippum Iacobum de Borſſele, Dominum de Voorhoute nobis teſtatum fecerint, ſeſe plurimum cupere, quam arctiſſimis concordiae nexibus nobiſcum coniungi, eumque in finem non ſolum continuatos velle confirmatosque Tractatus cum Praedeceſſoribus noſtris Regibus initos, tam pacem, confoederationem atque amicitiam, mutuam, quam Navigationis ac Commerciorum utrinque commoda ſpectantes, verum etiam eosdem ſubi opus fuerit emendare, paratos eſſe. Nos quidem amica hac dictorum Dominorum Ordinum Generalium deſideria pari affectu complectentes, exiſtimantesque tam ſalutem Europae publicam, quam ditionum, ſtatuumque invicem noſtrorum utilitates ſummopere attinere ut ea amicitiae coniunctio, quam exoptant expetuntque inter Nos et Dominos Ordines Generales antememoratos, quam firmiſſime ſtabiliatur, Viros ex noſtra parte Negotio huic maxime neceſſario, undiquaque pares, protinus nominandos eſſe cenſuimus, qui non tantum renovandis Tractatibus, eisdemque emendandis, ſed etiam pactis, conditionibus novis quaecunque ipſis expedire videantur, ad praeſentem, temporumque ſtatum aptandis, operam curamque adhibeant. Sciatis igitur quod Nos fide, prudentia integritate atque induſtria, perquam fidelis et dilecti Conſiliarii noſtri Guillelmi Domini Cowper Baronis de Wingham, ſummi noſtri Magnae Britanniae Cancellarii, perquam fidelium et praedilectorum conſanguineorum et Conſiliariorum noſtrorum Danielis, Comitis de Nottingham, Conſilii noſtri ſanctioris Praeſidis, et Caroli Comitis de Sunderland, privati noſtri ſigilli Cuſtodis, perquam fidelium et conſiliariorum noſtrorum, Guilielmi Ducis Devoniae, hoſpitii noſtri Praefecti, Caroli, Ducis in Bolton, dicti noſtri hoſpitii Camerarii, Iohannis Ducis de Marlborough, Exercituum noſtrorum Capitanei

1716 *Generalis; et Johannis Ducis de Roxburg, magni nostri sigilli in ea parte Regni, quae Scotia apellatur, Custodis; perquam fidelium et praedilectorum consanguineorum et Consiliariorum nostrorum Caroli Comitis de Carliſle, Turris nostrae Londinensis Constabularii; et Eduardi Comitis de Orford, primarii Admiralitatis nostrae Comissarii; perquam fidelis et dilecti consanguinei et Consiliarii nostri Caroli Vice-Comitis Townshend e primariis nostris status Secretariis unius; et perquam fidelium et dilectorum Consiliariorum nostrorum Iohannis Domini Somers Baronis de Eversham; Iacobi Stanhope Armigeri primariorum nostrorum status Secretariorum alterius; et Roberti Walpole, Armigeri, primarii pro administratione rei nostrae aerariae Commissarii, Fiscique nostri Cancellarii et Subquaestoris, plurimum confisi, eosdem constituimus, facimus, et ordinamus nostros veros, certos, et indubitatos Commissarios, Procuratores, et Plenipotentiarios, dantes et concedentes eisdem omnibus, vel eorum tribus quibusuis aut pluribus, omnem et omnimodam facultatem, potestatem, authoritatemque; nec non mandatum generale pariter et speciale pro nobis et nostro nomine cum praefatis Ordinum Generalium legatis extraordinariis, ad hoc sufficientem potestatem habentibus, et super iis omnibus quae ad amicissimae coniunctionis leges inter Nos et praedictos Dominos Ordines Generales Unii Belgii, quam firmissime sanciendas; eumque in finem ad foedera priora retractanda, renovanda et emendanda, aliasque ibidem conditiones, quae opus fuerint et praesentibus temporibus magis aptae videantur de novo ineundas, maxime pertinere ipsi iudicaverint, conveniendi, tractandi, concludendi; quaeque ita concluſa et conventa fuerint nostro Nomine subsignandi mutuoque extradendi recipiendique, reliquaque omnia facta necessaria praestandi perficiendique tamque amplis modo et forma, ac nosmet ipsi, si interessemus, facere et praestare possemus; spondentes et in verbo Regio promittentes nos quaecunque a dictis nostris Commissariis, Procuratoribus, et Plenipotentiariis vel eorum tribus pluribusve concludendi contigerit, rata ea omnia, grata et accepta, omni meliori modo habituros, neque passuros unquam ut in toto vel in parte a quopiam violentur aut iis in contrarium eatur.*

In quorum omnium maiorem fidem et robur magnum nostrum Magnae Britanniae sigillum praesentibus manu nostra Regia signatis appendi fecimus. Quae dabantur

in Palatio noſtro divi Iacobi vigeſimo quarto die menſis 1716
Decembris Anno Domini (1715) 1716, Regnique noſtri
ſecundo.

Inſequuntur Literae Plenae Poteſtatis Dominorum Ordinum Generalium.

Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum, omnibus et ſingulis, quorum intereſt aut quomodolibet intereſſe poterit ſalutem.

Cum nihil nobis aeque cordi ſit quam ut amicitia, et concordia, quae inter Coronam Magnae Britanniae et Rempublicam noſtram hoc tempore viget ſarta et tecta maneat, et quantum fieri poteſt corroboretur et accreſcat; eumque in finem non inutile fore exiſtimemus, ſi Pacta conventa, Foedera et Tractatus, quos cum Glorioſiſſimae memoriae Magnae Britanniae Regibus et Reginis antehac peregimus, cum Sereniſſimo et Potentiſſimo Principe ac Domino, Domino Georgio, Dei Gratia Magnae Britanniae, Franciae et Hiberniae Rege, nunc feliciter, quod felix faustumque ſemper ſit, regnante, renovaremus et confirmaremus, eorumque vincula, prout rerum ac temporum ratio poſtulaverit, etiam magis adſtringeremus. Itaque confiſi fide et prudentia et experientia Dominorum Arent Baronis de Waſſenaer Toparchae in Duvenvoirde, Voorſchoten, Veur &c. de Ordine Nobilium Hollandiae et Weſtfriſiae; Praeſidis Camerae rationum eiusdem Provinciae; Praefecti Ruardi aggerumque Praetoris in Terra de Putten; Aſſeſſoris in Collegio quod Schiandiae praeeſt, Summi Praetoris Civitatis Hulſanae, et diſtrictus eiusdem nominis; Praetoris itidem Civitatis et Baronatus Bredani &c. atque Philippi Iacobi de Borſſele, Toparchae in Voorhoute, quondam Senatoris Civitatis Medioburgenſis in Zelandia, Conſiliarii et Quaeſtoris Aerarii in Brabantia, ditionis noſtrae &c. Altero Dominorum Hollandiae et Weſtfriſiae; altero Dominorum Ordinum Zelandiae in Conſeſſu noſtro deputatorum, Legatorumque noſtrorum extraordinariorum eos-dem nominavimus, conſtituimus et creavimus, quemadmodum nominamus, conſtituimus et creamus per praeſentes veros et indubitatos Plenipotentiarios noſtros dantes et concedentes eisdem coniunctim vel uni illorum, altero abſente vel impedito, plenam et omnimodam poteſtatem cum iis vel illo qui a parte Sacrae ſuae Regiae Majeſtatis Magnae Britanniae, itidem ſufficienti mandato inſtructi fuerunt vel in-

1716 *inſtructus fuerit, noſtro nomine agendi, tractandi et conveniendi de omnibus et ſingulis quae pro renovandis, confirmandis, et augendis anterioribus Pactis, Conventionibus, Foederibus et Tractatibus neceſſaria vel utilia, communi conſenſu indicabuntur, ſpondentes et bona fide promittentes nos quaeque ante-nominati Legati Extraordinarii et Plenipotentiarii noſtri, vel unus illorum, altero abſente vel impedito, vigore huius Mandati noſtri, noſtro nomine egerint, tractaverint et concluſerint, omni meliori modo, rata, grata et accepta habituros, et ratihabitionis tabulas ſuper iis in debita forma extradituros.*

In quorum fidem hasce ſigillo noſtro Maiori muniri et per conſeſſus noſtri Praeſidem ſignari curavimus ut et per Graphiarium noſtrum ſubſcribi iuſſimus. Hagae Comitum, die vigeſima ſecunda Ianuarii Anno Milleſimo ſeptingenteſimo decimo quinto.

Signatum,

H. VAN ISSELMUDEN.

Ad mandatum alte memoratorum Dominorum Ordinum Generalium

F. FAGEL.

In quorum omnium fidem praefati Commiſſarii ac Plenipotentiarii Dominorum Ordinum Generalium, vi poteſtatum hinc inde datorum haſce praeſentes manibus propriis ſubſcripſerunt, iisdemque ſigilla ſua appoſuerunt.

Actum Weſtmonaſterii die ſexto menſis Februarii Anno Domini milleſimo, ſeptingenteſimo (decimo quinto) decimo ſexto.

Signatum,

(L. S.) COWPER *C.*
(L. S.) NOTTINGHAM *S.*
(L. S.) SUNDERLAND *C. P. S.*
(L. S.) BOLTON.
(L. S.) ROXBURG *C.*
(L. S.) ORFORD.
(L. S.) TOWNSHEND.
(L. S.) J. STANHOPE.
(L. S.) R. WALPOLE.

(L. S.) A. [illegible] WASSENAER, DUVENVOIRDE.
(L. S.) P. J. VAN BORSSELE VAN DER HOOGH[illegible]

Article ſéparé. 1716

[ROUSSET *recueil de memoires.* T. XIX. p. 422. *)]

D'autant que dans le traité entre le Séréniſſime et très-puiſſant Prince et Seigneur George, Roi de la Grande-Brétagne, de la France et de l'Irlande &c. et les Hauts et Puiſſans Seigneurs les Etats-Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, conclu le 6 jour du mois de Fevrier paſſé, par lequel les traités, alliances et conventions précédens ont été renouvellés, il eſt convenu et ſtipulé, que ſi le cas arrivoit, que Sa Majeſté et les Seigneurs Etats-Généraux fuſſent troublés ou attaqués, par qui, ou ſous quelque prétexte que ce ſoit, au ſujet de ce qui eſt ſpécifié dans lesdits Traité et Article, ils agiroient alors de part et d'autre conformément aux articles de l'alliance défenſive, concluë le 3 jour du mois de Mars 1678. Or afin que ce troiſième article ſoit mieux entendu, et ſon véritable ſens plus clairement expliqué, il eſt pourvu et convenu par cet article ſéparé, qui aura la même force que s'il étoit inſéré dans le traité même, qu'il ſera cenſé le cas porté par l'alliance, non ſeulement lorsque l'un ou l'autre des alliés ſera attaqué hoſtilement à main armée, mais auſſi, lors qu'un des voiſins fera des préparatifs de guerre contre l'un ou l'autre des alliés, ou en menacera l'un ou l'autre; ſoit que cela arrive par des levées extraordinaires de Troupes que fera ce voiſin, ou par l'armement de flottes, ou de quelque autre maniére quelconque, de ſorte que l'un ou l'autre des alliés, mû par de juſtes appréhenſions, ſoit obligé de s'armer auſſi.

*) Cet article ne ſe trouve ni dans LAMBERTY ni dans le *Groot Placatboek* T. V. p. 540 où l'on n'a inſéré que le traité même. Cependant on ne peut douter de ſon authenticité quoique Mr. ROUSSET n'aie pas donné la date préciſe de ſa ſignature. C'eſt à cet article que la Grande-Brétagne a provoquée entre autres en demandant 1779 des ſecours à la République v. m. *Erzählungen merkwürdiger Fälle.* T. II. p. 95.

16.

1716 *Actes et convention entre la Grande-Bretagne* 3 Avril. *et la ville de Hambourg au ſujet du commerce du Hareng* 1716-1719.

a.

Extrait du Protocolle du Senat de Hambourg de 3 Avril 1716.

Reſolu de deputer le Syndic Mr. Sillem et Mr. van Som, pour communiquer au Reſident de S. M. Britannique une copie authentique du traité conclu avec les Etats d'Hollande, et pour lui repréſenter, qu'il verra par ce traité qu'aucun Hareng ne peut parvenir à ſa maturité avant le jour de la St. Jean, par lequel motif le Senat ne peut prendre ſur lui de changer la régle établie. Cependant le Senat donne par la preſente l'aſſurance au Reſident, que ſi les ſujets de S. M. Britannique peuvent fournir la preuve, qu'il n'y a pas de fondement ſolide pour ce principe qui a été obſervé, et s'ils portent ici avant la St. Jean des Harengs parvenus à leur maturité, alors le Senat ne fera aucune difficulté d'en permettre l'importation.

Nicolas Lucas Schaffshausen, *Sec.*

b.

8 Juin. *Extractus Protocolli Extrajudicialis d. 8 Junii Anno* 1716.

Concluſum et commiſſum Herrn von Som, Dr. und Herrn Niclas Wilkens dem Königl. Groſsbritanniſchen Herrn Reſidenten, auf ſein am 22 May *h. a.* übergebenes Memorial, in ſchuldigſter Antwort anzufügen: daſs, weil E. E. Rath ſich bereits vorhin erkläret, daſs man von Seiten der Stadt, wann guter zeitiger Hering, auch vor Johannis, anhero gebracht werden ſollte, ſelbigen einzulaſſen nicht difficultiren würde, als wollte E. E. Rath vehoffen, daſs der Herr Reſident mit dieſer ſo zulänglich- als billigen Declaration ſich vergnügen werde.

Nicolaus Lucas Schaffshausen, *Dr. et Secret.*

c.

Convention renouvellée et amplifiée entre Sa Majesté Britannique et la Ville de Hambourg, touchant le Commerce des Harengs; conclue le 8 Février 1719.

1719 8 *Fevr.*

(KLEFEKER *Sammlung Hamburg. Verfaſſungen* Tom. VI. p. 339. CHALMERS Tom. I. p. 111.)

Soit notoire à tous ceux qui y ont Intereſt, qu'entre le Sereniſſime et Très-Puiſſant Prince et Seigneur, George, Roi de la Grande-Brétagne &c. &c. par ſon Miniſtre Réſident, Monſieur Cyrill Wich, d'un coté, et la ſouable République de Hambourg, par les Deputés de ſon Honorable Senat, les Sieurs Jean Anderſon, Syndic, Pierre Burmeſter, et Henry Dieteric Wieſe, Senateurs, de l'autre coté, en vertu de leurs Pouvoirs et Commiſſions, la Convention de l'Année 1711 *a*) a été renouvellée, et expliquée et amplifiée dans les ſuivans Articles, pour ſervir de Reglement conſtant au libre Commerce du Hareng, qui ſe pêche par les Sujets de Sa Majeſté Britannique ſur les côtes de ſes Royaumes.

ART. I.

Libre importation.

La Ville de Hambourg accorde la permiſſion, que le Hareng qui ſe pêche ſur les coſtes de la Grande-Brétagne ſoit apporté librement à la dite Ville, en payant les mêmes Droits d'entrée, qui ſe payent ordinairement pour le Hareng Flamand ou Hollandois.

ART. II.

Magazinage.

Ce Hareng, dès ſon arrivée, ſera tout mis dans le Magazin ou les Magazins, qu'on jugera les plus convenables et propres, pour y être gardé, moyennant que les Propriétaires en payent un loyer raiſonnable par Tonneaux, ſelon qu'ils en pourront convenir avec le Maître du Magazin.

ART. III.

Examen.

Ce Hareng, de la même manière que celui de Hollande, ſera ouvert dans la Cour du Magazin, à la vuë de

a) SCHMAUSS *Corpus jur. Gent.* p. 1243.

1719 de tous ceux qui voudront y être preſens, la ſaumure en ſera tirée, et après que le vuide des Tonneaux ſera rempli de bons Poiſſons, la ſaumure y ſera remiſe, le Poiſſon reſtant toujours dans ſon premier Tonneau, ſans être rempaqueté d'un Tonneau à l'autre. De plus il ſera taxé, et on mettra, ſelon ſa qualité, la marque et le cercle convenables ſur le fond et au milieu de chaque Tonneau, et pour faire voir que ce n'eſt pas du Hareng Flamand ou Hollandois, mais celui de la Grande-Brétagne, on fera bruler au fond de chaque Tonneau un B couronné.

ART. IV.

Taxateurs. Pour cette fin le Senat s'oblige de choiſir et conſtituer deux Taxateurs, ordinairement dits Wraquers, et deux Empaqueteurs: et afin qu'on ne les puiſſe pas ſoupçonner de partialité, ils n'auront aucune dépendance ni communauté avec les Schonenfahrer. Et ces dits Wraquers et Empaqueteurs feront un ſerment ſolemnel, conforme au ſens de cet article, devant l'Honorable Senat, lequel ſerment leur ſera reïtéré tous les ans au commencemet de Juin par les Deputés du Senat.

ART. V.

Vente. Si les Proprietaires, ou leurs Commiſſionaires viennent en perſonne avec leur Hareng, ils auront la liberté de le vendre indifférement aux Bourgeois ou habitans de la Ville, à qui ils voudront; mais ſi dans l'eſpace de huit jours il ne ſe pourroit debiter à ceux-ci, il leur ſera permis de le vendre à quiconque ils voudront, ou même de l'envoyer hors de la Ville à tel endroit qu'ils jugent convenable.

ART. VI.

Item. Quand les Proprietaires voudront envoyer leur Hareng à des Commiſſionaires pour les debiter, ils ſeront tenus de choiſir leur Commiſſionaire ou d'entre la louable Societé Anglicane, reſidante dans la Ville, ou d'entre les Bourgeois, qui alors le pourront vendre à quiconque leur plaira, ou l'envoyer hors de la Ville, où bon leur ſemblera.

ART. VII.

Egalité avec les Hollandais. Outre ce dont on eſt deja convenu ci-deſſus, les Sujets de Sa Majeſté Britannique jouiront toujours des mêmes

mêmes Privilèges et avantages dans ce Commerce de Hareng, qui ſont déja accordés ou qui pourroient à l'avenir être accordés aux Sujets de Leurs Hautes Puiſſances, Meſſieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies. 1719

ART. VIII.

Autres poiſſons.

De même il eſt permis aux Sujets de Sa Majeſté Britannique d'apporter à Hambourg des Saulmons, Merlus, Morues, et toute autre ſorte de poiſſons, ſoit ſechés ou fumés, en barriques, ou ſalés; bien entendu, qu'ils payent, comme de coutume, le Droit d'Entrée à la Gabelle modique. De la même manière il eſt réſervé aux habitans et Bourgeois de Hambourg, de négocier, ſelon leur ancienne coutume, aux Provinces des Royaumes Britanniques, d'y mener des Marchandiſes, et de les troquer ou changer contre ces ſortes de Poiſſons et d'autres Denrées.

En foi de quoi, et en vertu des Ordres et Pleinpouvoirs, que nous ſusdits, le Miniſtre de la Grande-Bretagne, et les Deputés de Hambourg, avons reçu de Sa Majeſté le Roi de la Grande-Brétagne d'une part, et de l'honorable Senat de l'autre, nous avons ſigné la preſente Convention, et y avons fait appoſer les ſceaux de nos Armes.

Fait à Hambourg le 8 de Fevrier 1719.

(L. S.) CYRILL WICH.

(L. S.) JEAN ANDERSON.

(L. S.) PIERRE BURMESTER.

(L. S.) HENRY DIEDERICH [illegible]

17.

1716 26 May. Convention for explaining the articles of the Assiento, or contract for Negroes, between the King of Great-Britain, and Philip V. the Catholic King of Spain. Concluded at Madrit, the $\frac{26}{15}$ of May 1716. *)

(*Treaties* 1785. T. II. p. 179.)

After a long war, which had afflicted, almost all Europe, and had produced dismal effects, it appearing that the continuance of it would, create yet more, it was agreed with the Queen of Great-Britain of glorious memory, to put a stop to it, by a good and sincere peace; and in order to render it firm, and solid, and to maintain the union between the two nations, it was determined that the Assiento for furnishing our West Indies with Negroes, should for the future, and during the time expressed in the treaty of Assiento, be on the account of the royal company of England; which said company having thereupon made several representations to us by the Minister of Great-Britain, after they had made the same to the King their master, concerning some difficulties which related to certain articles of the said treaty; and we being desirous, not only to maintien the peace established with the English nation, but to preserve and augment it by a perfect good understanding, have commanded our ministers to confer on the said affair of the Assiento with the Minister Plenipotentiary of the King of Great-Britain, to the end that, as equity requires, some agreement might be made on the said articles, as has actually been done by the following declarations:

In the treaty of Assiento made between their Britannic and Catholic Majesties on March 26, 1713, for the carrying of Negroes to the Indies by the company of England, and for the term of thirty years, which were to commence from May 1, 1713, his Catholic Majesty was pleased to grant to the said Company the favour of en-

*) J'ai omis la ratification de la Gr. Brétagne dont on ne trouve que le commencement dans le recueil des traités, duquel j'ai tiré ce document.

17.

Convention explicatoire du traité d'Aſſiento pour la traite des Negres entre le Roi de la Gr. Brétagne et Philippe V. Roi d'Eſpagne; ſigné à Madrid le $\frac{26}{15}$ May 1716.

1716 26 May.

[*Traduction privée.* *)]

Après une longue guerre qui a affligée l'Europe entière, qui a produit de terribles effets, et dont la continuation ſemblait en faire craindre d'encore plus terribles, il fut convenu avec la Reine de la Grande-Brétagne, de glorieuſe memoire, d'y mettre fin par une bonne et ſincère paix; et afin de la rendre ferme et ſolide et de maintenir l'union entre les deux nations, il fut convenu que l'Aſſiento pour la fourniture de negres aux Indes occidentales ſerait à l'avenir et durant l'eſpace exprimée dans le traité d'Aſſiento pour le compte de la Compagnie royale d'Angleterre; la quelle compagnie ayant fait là deſſus diverſes repreſentations par le ministre de la Grande-Brétagne, après avoir fait les mêmes au roi ſon maitre, concernant pluſieurs difficultés qui touchent quelques articles du dit traité; et nous deſirant non ſeulement de maintenir la paix etablie avec la nation anglaiſe, mais auſſi de la conſerver et avancer par une intelligence parfaite, avons donné ordre à nos Miniſtres de conferer au ſujet de cette affaire de l'Aſſiento avec le Miniſtre Plénipotentiaire du Roi de la Grande-Brétagne afin que, conformément à l'equité, il ſe faſſe quelque accomodement au ſujet des dits articles comme il a été effectivement fait par les déclarations ſuivantes:

Dans le traité d'Aſſiento conclu entre leurs Majeſtés Britannique et Catholique le 26 Mars 1713 **) pour le transport de Nègres aux Indes par la Compagnie Anglaiſe et pour l'eſpace de trente ans, qui auroient à commencer le 1 May 1713, Sa Majeſté Catholique a jugé à propos d'accorder à la dite Compagnie la permiſſion d'envoyer

*) Cette convention ne ſe trouve pas dans LAMBERTY T. IX. p. 403, ni dans ROUSSET *Recueil* T. I. p. 441, comme je l'ai annoncé par erreur dans mon *Guide diplomatique* p. 302. C'eſt le traité du 14 Déc. 1715 dont on trouve l'extrait dans les paſſages indiqués de ces ouvrages.

**) DUMONT T. VIII. P. I. p. 330.

1716 *ſending to the Indies every year (during the ſaid Aſſiento) a ſhip of 500 ton, as is mentioned in the ſaid treaty: on condition that the goods with which the ſaid annual ſhip ſhould be laden, ſhould not be allowed to be ſold but in the time of the fair; and that if the ſhip arrived in the Indies before the ſhips from Spain, the factors employed by the ſaid company ſhould be obliged to land all the goods, and depoſit them in truſt in the Catholic King's warehouſes, to be kept under two keys, and with other circumſtances ſpecified in the ſaid treaty, till they could be ſold at the time of the fair.*

It has been repreſented on the part of his Britannic Majeſty and of the ſaid company, that the ſaid favour was granted by the Catholic King to make good the loſſes which the company might ſuffer by the Aſſiento; ſo that if the condition, not to diſpoſe of the goods but in the time of the fair, were to be obſerved, and the fair not being held regularly every year, as experience has ſhewn heretofore, and as may happen hereafter, the company inſtead of gaining profit, would loſe the principal coſt of the cargo; it being very well known that goods will not keep long in that country, and particularly at Porto-Bello. For this reaſon the company deſires an aſſurance that the fair ſhall be held every year, either at Carthagena, Porto-Bello, or Vera-Cruz; *and that notice may be given them, at which of thoſe three ports it is intended to keep the fair, that they may know where to ſend out their ſhip; which arriving at the ſaid ports, if no fair be there held, the company may rend the goods after a certain limited time, to be reckoned from the day of the arrival of the ſhaid ſhip at ſuch port.*

His Majeſty being willing to give the King of Great-Britain new proofs of his friendſhip, and to corroborate the union and good correſpondence between the two nations, has declared, and declares, that the fair ſhall be held regularly every year, either in Peru, or in New Spain; and that notice ſhall be given to the court of England of the exact time when the Flota or Galleons will ſail for the Indies, to the end the company may at the ſame time diſpatch the ſhip granted by his Catholic Majeſty; and in caſe the Flota and Galleons ſhall not depart from Cadiz before the month of June exclus. the ſaid company ſhall be allowed to ſend away their

aux Indes tous les ans (pendant la durée du dit Aſſiento) 1716
vaiſſeau de 500 tonneaux comme il eſt exprimé dans
dit traité: à condition que les marchandiſes dont ce
iſſeau annuel ſerait chargé, ne pourraient être vendues
ue pendant le tems de la foire: et que ſi le vaiſſeau
arrivait aux Indes avant les vaiſſeaux d'Eſpagne, les
acteurs employés par la dite compagnie ſeraient tenus
de decharger toutes les marchandiſes et de les depoſer
dans les magazins de S. M. Catholique pour y être
tenues ſous deux clefs, et avec d'autres circonſtances
ſpecifiées dans le dit traité, jusqu'à ce qu'elles pourraient
endues dans le tems de la foire.

a été repreſenté de la part de S. M. Britannique
et de la dite compagnie que cette permiſſion avait été
accordée par le Roi Catholique pour dédommager des
pertes que la compagnie pourrait ſouffrir par l'Aſſiento;
de ſorte que ſi la condition de ne pas diſpoſer des
biens qu'en tems de foire devait s'obſerver et que la foire
n'était pas tenue regulièrement tous les ans, comme
l'experience l'a fait voir ci devant, et comme il pourrait
ver dans la ſuite, la compagnie au lieu de retirer
roſit, perdrait les principaux fraix de la cargaiſon,
vu qu'il eſt bien connu que les marchandiſes ne ſe con-
ſerveront pas longtems dans ce pays et ſurtout à Porto-
Bello. Par ce motif la compagnie deſire une aſſurance
que la foire ſera tenue tous les ans, ſoit à Carthagene,
à Porto-Bello ou à *Vera-Cruz*; et qu'on lui donnera
notice dans lequel de ces trois endroits on eſt intentionné de tenir la foire, afin qu'elle faſſe ou envoyer
ſes vaiſſeaux; et que s'ils arrivent dans les dits ports et
que la foire n'y eſt pas tenue, la compagnie puiſſe vendre
les marchandiſes après un certain tems limité, à compter
du jour de l'arrivée de ces vaiſſeaux dans un tel port.

Sa Majeſté déſirant donner au Roi de la Gr. Brétagne
de nouvelles preuves de ſon amitié et raffermir l'union
et la bonne correſpondance entre les deux nations a
declaré et déclare que la foire ſera tenue regulièrement
chaque année ſoit au Perou ou dans la nouvelle Eſpagne,
et qu'il ſera donné notice à la Cour d'Angleterre du tems
preci où la flotte ou Gallion ſera voile pour les Indes,
afin que la compagnie puiſſe à la même époque faire
partir le vaiſſeau accordé par S. M. Catholique; et en
cas que la flotte et les Gallions ne partiroient pas de
Cadix avant la fin de Juin, il ſera permis à la dite
compagnie de faire partir ſes vaiſſeaux en avertiſſant la

1716 *ſhip, giving notice of the day of her ſailing to the court of Madrid, or to the miniſter of his Catholic Maj. who ſhall be at London; and when ſhe ſhall arrive at one of the three ports of Carthagena, Porto-Bello, or Vera-Cruz, ſhe ſhall be obliged to wait there for the Flota or Galleons four months, to be reckoned from the arrival of the ſaid ſhip; which term being expired, the company ſhall be allowed to ſell their goods without any hindrance; but it is to be underſtood, that if this ſhip of the company's be bound for Peru, ſhe ſhall go directly to Carthagena and Porto-Bello, without paſſing into the South-Sea.*

The ſaid company has alſo repreſented, that the number and price of Negroes to be bought in Africa being uncertain; and as they muſt be purchaſed with goods, not with money, the quantity of merchandize to be carried to that country cannot be exactly ſettled; and it being improper to run any hazard of having too few goods for that trade, it may happen that there will be an overplus: wherefore the ſaid company deſire that the goods which ſhall remain undiſpoſed of in exchange for the Negroes, may be carried to the Indies, otherwiſe they ſhould be obliged to caſt them into the ſea: for obtaining this the ſaid company offer, for the greater ſecurity, to depoſit the ſaid goods which ſhall remain overplus, in the firſt port belonging to his Catholic Majeſty which their ſhip ſhall reach, and in the King's warehouſes, to take the ſame on board again when the ſhip ſhall be on her return to Europe.

As to the article, importing that the overplus goods which ſhall not be diſpoſed of in purchaſing Negroes, and for want of warehouſes in Africa, are propoſed to be carried to the Indies, to be laid up in his Catholic Majeſty's ports, under two keys, one to be kept by the King's officers, and the other by the factors of the ſaid company, his Catholic Majeſty will grant it to be done only at the port of Buenos Ayres; becauſe between Africa and the ſaid port of Buenos Ayres, there is not any iſland or place under the dominion of the King of Great-Britain, where the ſhips belonging to the Aſſiento for Negroes can put in; but it is quite the contrary with reſpect to the navigation between Africa and the ports of Caracas, Carthagena, Porto-Bello, Vera-Cruz, Havanna, Porto-Rico and St. Domingo: for his Britannic Majeſty is among the windward iſlands poſſeſſed of the iſlands of Barbadoes, Jamaica and ſeveral others, at

Cour de Madrid du jour de ſon depart, ou bien le Miniſtre 1716
de S. M. Catholique qui reſidera à Londres; et s'il arri-
ve qu'à l'un des trois ports de Carthagène, Porto-
Bello ou Véra-Cruz elle ſerait forcée d'attendre la flotte
où les Galions pendant quatre mois à compter du jour
de l'arrivée du dit vaiſſeau, ce terme expiré la compagnie
aura la permiſſion de vendre ſes marchandiſes ſans aucun
empêchement; mais c'eſt à dire que ſi ce vaiſſeau de la
Compagnie faiſait voile pour le Perou, il ira directement
à Carthagène et Porto-Bello ſans paſſer la mer du Sud.

La dite Compagnie a de même repreſenté, que le
nombre et le prix des Nègres à acheter en Afrique étant
incertain, et ceux-ci devant être achetés pour des mar-
chandiſes, non pour de l'argent, la quantité de marchan-
diſes à envoyer dans ces contrées ne peut être exacte-
ment déterminée; et que comme il n'eſt pas conve-
nable de courir quelque riſque d'avoir trop peu de mar-
chandiſes pour ce commerce, il pourrait arriver qu'il y
en eut de trop; pourquoi la dite Compagnie deſire que
les biens qui reſteront ſans les avoir employés pour
l'échange des Nègres puiſſent être envoyés aux Indes,
faute quoi on pourrait être forcé de les jetter en mer;
pour obtenir cette permiſſion la Compagnie offre pour
plus de ſurcté de depoſer les dites marchandiſes qui
ſeront de trop, dans le premier port appartenant à S. M.
Catholique que toucheront ſes vaiſſeaux, et de les mettre
dans les magazins du Roi, pour les recharger dans le
vaiſſeau quand celui-ci ſera ſur ſon retour en Europe.

Quant à l'article portant que le ſurplus de marchan-
diſes dont il n'aura pas été diſpoſé pour l'achat des
Nègres, et que par le defaut de magazins en Afrique
on propoſe d'être transporté aux Indes pour y être de-
poſé dans les ports de S. M. Catholique ſous deux clefs,
dont les officiers de S. M. Catholique garderont l'une,
et les facteurs de la Compagnie l'autre, Sa Majeſté Catho-
lique n'accordera cet article que dans le port du Buenos Ayres;
comme entre l'Afrique et le dit port de Buenos Ayres
il n'y a aucune iſle ou place ſous la domination du
Roi de la Grande-Bretagne, où les vaiſſeaux employés
pour l'Aſſiento des Nègres pourraient relacher; mais
c'eſt tout le contraire quant à la navigation entre l'Afri-
que et les ports de Caracas, Carthagène, Porto-Bello,
Véra-Cruz, Havanna, Porto-Rico et St. Domingo:
où S. M. Britannique poſſede entre les iſles du vent
les iſles de Barbadoes, de la Jamaique et pluſieurs autres.

1716 *at which the ſaid Aſſiento ſhips may touch, and leav the ſaid overplus goods, which ſhall not have been changed for the Negroes, and take them in again when they return to Europe. By this means all manner of ſuſpicion is taken away, and the proceedings in the affair of the Aſſiento ſhall be with good faith, which ought to be deſired on both ſides, and is moſt convenient. The factors of the ſaid company ſhall be obliged, as ſoon as the ſhip ſhall arrive in the port of Buenos Ayres, to give a declaration of all the ſaid goods to his Catholic Majeſty's officers, on condition that all the goods which ſhall not be declared, ſhall be immediately confiſcated and judged to his Catholic Majeſty.*

The ſaid company has likewiſe repreſented to his Catholic Majeſty ſome difficulty that has riſen about the payment of the duties of the year 1713, ſtipulated and aggreed on by the treaty of Aſſiento, in which it is ſaid, that the Aſſiento was to begin on the 1ſt day of may in the ſaid year: but the company having at the ſame time purchaſed the whole number of Negroes, to keep them under his Catholic Majeſty's protection till the ſigning of the treaty, the importing thoſe Negroes into the Indies was not permitted, by reaſon of the clauſe which was inſerted in the 18th article, namely, that the execution of the treaty ſhould not take place till the peace ſhould be proclaimed; ſo that the company was obliged to cauſe them to be ſold to the Britiſh colonies at conſiderable loſs. And though the company have not received any profit, but ſuffered loſs, by reaſon of the ſaid article, and of the ſaid clauſe inſerted in the ſaid treaty by his Catholic Majeſty's miniſters; yet the ſaid company are willing to give proofs of their moſt humble reſpect to his Catholic Majeſty, and propoſe to pay for the year 1714, that is to ſay, from the 1ſt of May, that year forwards, ſubmitting intirely to the pretenſion for two years, on condition his Catholic Majeſty will be pleaſed to grant to the ſaid company the permiſſion of ſending the ſhip on the terms above expreſſed, in which his Majeſty is intereſted for the fourth part of the gain, with five per cent on the other three parts; ſo that the ſaid company oblige themſelves to pay to his Catholic Majeſty's order, as ſoon as they ſhall have a favorable anſwer, not only the 200,000 pieces of eight by way of anticipation, but alſo the money due for the two years: which two ſums together amount to 466,666 pieces of eight and two-thirds.

His

où les dits vaisseaux d'Assiento peuvent entrer et y 1716
[illegible]er leur surplus de marchandises qu'ils n'auront pas [illegible]angées pour des Nègres, pour les reprendre lors-qu'ils retournent en Europe. Par ces moyens toute [illegible]rte de soupçon est écarté et on se conduira de bonne [illegible] dans l'affaire de l'Assiento ce qui est à desirer des deux côtés, et le plus convenable. Les facteurs de la dite compagnie seront obligés aussitôt que le vaisseau arrivera dans le port de Buenos-Ayres, de donner une déclaration de tous les dits biens aux officiers de S. M. Catholique, avec cette condition, que tous les [illegible] qui ne seront pas declarés, seront immédiatement confisqués et adjugés à S. M. Catholique.

La dite compagnie a de même representé à S. M. Catholique quelques difficultés qui se sont elevées au sujet du payement des droits de l'an 1713, stipulés et accordés par le traité d'Assiento, dans lequel il est dit, que l'Assiento commencerait le 1 May de la dite année: mais la compagnie ayant en même tems acheté tout le nombre de Nègres, pour les mettre sous la protection de S. M. Catholique jusqu'à la signature du traité, l'importation de ces Nègres aux Indes ne fut pas permise, par le motif de la clause inserée au 18ème article, portant que l'execution du traité n'aurait lieu qu'après la proclamation de la paix; de sorte que la dite compagnie fut obligée de les faire vendre aux Colonies Anglaises avec une perte considerable. Et bien que la compagnie n'aye fait aucun profit mais souffert des pertes par le dit article et par la dite clause inserée à ce traité par les Ministres de S. M. Catholique; cependant la dite compagnie desire donner des marques de son très-humble respect pour S. M. Catholique et offre de payer pour l'année 1714 c'est à dire depuis le premier May et ainsi en suite, en se soumettant entierement à la prétension pour deux années à condition que S. M. Catholique veuille accorder à la dite Compagnie la permission d'envoyer le vaisseau dans les termes ci-dessus exprimés, dans lequel S. M. est interessée pour la quatrième partie du gain et avec 5 p. Ct. pour les autres trois quarts; de sorte que la dite Compagnie s'engage à payer à l'ordre de S. M. Catholique aussitôt qu'elle aura reçu une reponse favorable non seulement 200,000 pieces de huit par anticipation mais aussi l'argent dû pour les deux années, lesquelles deux sommes montent ensemble à 466,666 pieces de huit et deux tiers.

1716 *His Catholic Majeſty having conſidered the ſaid repreſentation, has been pleaſed to grant, as he does grant, to the ſaid company, that the ſaid Aſſiento ſhall commence from May 1. 1714; and conſequently that the ſaid company ſhall be obliged to pay the duties of the two years, which began on May 1. 1714, and ended May 1. 1716, as well as the 200,000 pieces of eight, by way of anticipation; which ſum the ſaid company are obliged to pay at Amſterdam, Paris, London, or Madrid, all in one payment, or divided into ſeveral, as his Catholic Majeſty ſhall think fit; and in the like manner ſhall the payments be made for the future, as long as the ſaid Aſſiento laſts; for which payments the effects of the ſaid company ſhall be anſwerable.*

As to the yearly ſhip which his Majeſty has granted to the company, and which they have not ſent to the Indies in the three years 1714, 1715 and 1716; the company having obliged themſelves to pay his Catholic Majeſty, the duties and revenues of the aforeſaid three years, his Majeſty is pleaſed to make the ſaid company amends, by allowing them to divide the 1,500 tun, into ten annual parts, to begin the enſuing year 1717, and end in the year 1727; ſo that the ſhip granted by the treaty of Aſſiento, inſtead of being but of 500 tun, ſhall be of 650 tun, (each tun being to be computed at two pipes of Malaga in meaſure, and at 20 quintals in weight, as is the ordinary computation between Spain and England) during the ſaid ten years, on condition that the ſaid ſhip ſhall be ſearched and regiſtered by his Catholic Majeſty's miniſters and officers, who ſhall be at the ports of Vera-Cruz, Carthagena, and Porto-Bello.

The treaty of Aſſiento made at Madrid on March 26, 1713, ſhall remain in force, thoſe articles excepted which ſhall appear to be contrary to what is concluded and ſigned this day, which ſhall be abolished and of no validity; and theſe preſents ſhall be approved, ratified, and exchanged on both ſides, within the term of ſix weeks, or ſooner if it be poſſible. In witneſs whereof, and by virtue of our full powers, we have ſigned theſe preſents, at Madrid, the $\frac{26}{15}$ of May, in the year 1716.

(L. S.) GEORGE BUBB.

(L. S.) *El Marq.* DE BEDMAR.

Sa Maj. Catholique ayant eu égard aux dites representations a jugé à propos d'accorder, et accorde à la dite compagnie que le dit Assiento commencera depuis le 1 May 1714 et en consequence que la Compagnie sera obligée de payer les droits pour les deux années qui ont commencé le 1 May 1714 et terminé le 1 May 1716, comme aussi les 200,000 pieces de huit par anticipation, la quelle somme la Compagnie est tenue de payer à Amsterdam, Paris, Londres ou Madrid, le tout dans une somme ou divisé en plusieurs comme S. M. Catholique le jugera à propos et de la même maniere le payement sera fait pour le futur aussi longtems que durera l'Assiento; pour lequel payement les effets de la dite Compagnie repondront. 1716

Quant au vaisseau annuel que S. M. a accordé à la Compagnie et qu'elle n'a pas envoyé aux Indes pour les trois années 1714, 1715 et 1716, la Compagnie s'étant engagée à payer à S. M. Catholique les droits et revenus des susdites 3 années S. M. juge à propos de dedomager la Compagnie en lui permettant de partager les 1500 tonneaux en dix parties, un dixieme pour chaque année à commencer de l'année suivante 1717 et à terminer en 1727, de sorte que le vaisseau accordé par le traité d'Assiento au lieu d'être du port de 500 tonneaux sera de 650 tonneaux (chaque tonneau évalué à la mesure de deux pipes de Mallaga et au poids de 20 quintaux comme étant l'evaluation ordinaire entre l'Espagne et l'Angleterre) pendant les dites 10 années, sous la condition que le dit vaisseau sera visité et regitré par les ministres et officiers da S. M. Catholique qui se trouveront aux ports de Vera-Cruz, Carthagène et Porto-Bello.

Le traité d'Assiento signé à Madrid le 26 Mars 1713 demeurera en vigueur, ces articles exceptés qui se trouveront contraires à ce qui est conclu et signé ce jour, les quels seront abolis et d'aucune validité; et les presents seront approuvés ratifiés et échangés de part et d'autre dans l'espace de six semaines ou plutôt s'il est possible. En foi de quoi et en vertu de nos pleins-pouvoirs nous avons signé ces presentes, à Madrid le 25 May de l'an 1716.

(L. S.) GEORGE BUBB.
(L. S.) *El Marq.* DE BEDMAR.

18.

1716 *Traité de paix et de commerce entre le Roi* 19 Juil. *de la Gr. Brétagne et le royaume de Tripoli, signé le 19 Juil. 1716* *).

(POSTLETHWAY *Universal Dictionary* Vol. II. art. *Treaties.*)

Articles of Peace and Commerce, between his sacred Majesty George, by the grace, &c. and the most excellent lords Mahomet Bey, Usouf Bey, Shaaban Bais, the divan, and the rest of the officers and people of the city and kingdom of Tripoly, renewed, concluded, and ratified, this 19th of July 1716 *by John Baker, Esq., vice-admiral, &c.*

ART. I.

Paix. In the first place, it is agreed and concluded, that from this time forward for ever, there shall be a true and inviolable peace, between the most serene king of Great-Britain, and the most illustrious lords and governors of the city and kingdom of Tripoly in Barbary, and between all the dominions and subjects of either side: and if the ships and subjects of either party shall happen to meet upon the seas, or elsewhere, they shall not molest each other, but shall shew all possible respect and friendship. (Item 1751. art. I.)

ART. II.

Douanes. That all merchant-ships belonging to the dominions of Great-Britain, and trading to the city or any other part of the kingdom of Tripoly, shall pay no more than three per cent custom, for all kinds of goods they shall sell; and as for such as they shall not sell, they shall be permitted freely to embark them again on board

*) Plusieurs articles de ce traité ont été repétés de mot à mot dans le traité de 1751 qu'on trouve dans WENCK *Corp. Jur. Gent.* T. II. p. 573. mais d'autres ont été supprimés, d'autres augmentés, comme je l'ai observé à la fin

board their ſhips, without paying any ſort of duty whatſoever, and ſhall depart without any hinderance or moleſtation. (It. 1751. art. 2.) 1716

ART. III.

That all ſhips and other veſſels, as well thoſe belonging to the ſaid king of Great-Britain, or to any of his Majeſty's ſubjects, as thoſe belonging to the kingdom or people of Tripoly, ſhall freely paſs the ſeas, and traffic where they pleaſe, without any ſearch, hinderance, or moleſtation, from each other; and that all perſons or paſſengers, of what country ſoever, and all monies, goods, merchandizes and moveables, to whatſoever people or nation belonging, being on board of any the ſaid ſhips or veſſels, ſhall be wholly free, and ſhall not be ſtopped, taken, or plundered, nor receive any harm or damage whatſoever, from either party. (It. 1751. art. 3.) *Navires exemts de priſe.*

ART. IV.

That the Tripoly ſhips of war, or any other veſſels thereunto belonging, meeting with any merchant-ſhips, or other veſſels of the king of Great-Britain's ſubjects (not being in any of the ſeas appertaining to any of his Majeſty's dominions) may ſend on board one ſingle boat, with two ſitters, beſides the ordinary crew of the rowers, and no more but the two ſitters to enter any of the ſaid merchant-ſhips, or any other veſſels, without the expreſs leave of the commander of every ſuch ſhip or veſſel: and then, upon producing to them a paſs under the hand and ſeal of the lord high admiral of England, or the commiſſioners for executing of the ſaid office, the ſaid boat ſhall preſently depart, and the merchant-ſhip or ſhips, veſſel or veſſels, ſhall proceed freely on her or their voyage. And though the commander or commanders, of the ſaid merchant-ſhip or ſhips, veſſel or veſſels, produce no paſs from the lord highadmiral of England, or &c. yet, if the major part of the ſhips or veſſels company be ſubjects to the ſaid king of Great-Britain, the ſaid boat ſhall preſently depart, and the merchant-ſhip or ſhips, veſſel or veſſels ſhall freely proceed on her or their voyage; and any of the ſaid ſhips of war, or other veſſel of his ſaid Majeſty, meeting with any *Viſita-tion.*

ſhip

1716 ſhip or ſhips, veſſel or veſſels, belonging to Tripoly, if the commander or commanders of any ſuch ſhip or ſhips, veſſel or veſſels, ſhall produce a paſs, ſigned by the chief governors of Tripoly, and a certificate from the Engliſh conſul reſiding there; or, if they have no ſuch paſs or certificate, yet if the major part of the ſhips company or companies be Turks, Moors, or ſlaves belonging to Tripoly, then the ſaid Tripoly ſhip or ſhips, veſſel or veſſels, ſhall proceed freely. (Item 1751. art. 4.)

ART. V.

Violences defendues. That nor commander or other perſon, of any ſhip or veſſel of Tripoly, ſhall take out of any ſhip or veſſel of his ſaid Majeſty's ſubjects, any perſon or perſons whatſoever, to carry them any where to be examined, or upon any other pretence, nor ſhall uſe any torture or violence unto any perſon, of what nation or quality ſoever, being on board any ſhip or veſſel of his Majeſty's ſubjects, upon any pretence whatſoever. (Item 1751. art. 5.)

ART. VI.

Naufrage. That no ſhipwreck belonging to the ſaid king of Great-Britain, or to any of his Majeſty's ſubjects, upon any part of the coaſt belonging to Tripoly, ſhall be made or become prize; and that neither the goods thereof ſhall be ſeized, nor the men made ſlaves, but all the ſubjects of Tripoly ſhall do their beſt endeavours to ſave the ſaid men, and their effects. (Item 1751. art. 6.)

ART. VII.

Neutralité. That no ſhip or any other veſſel of Tripoly, ſhall have permiſſion to be delivered up, or to go to any other place in enmity with the ſaid king of Great-Britain, to be made uſe of as corſairs at ſea againſt his Majeſty's ſubjects. (Item 1751. art. 7.)

ART. VIII.

Priſes non vendues. That if any ſhip or veſſel of Tunis, Algiers, Tetuan, or Sallee, or of any other place being in war with the ſaid king of Great-Britain, bring any ſhips or veſſels, men or goods, belonging to his ſaid Majeſty's ſubjects, to Tripoly, or to any port or place in that kingdom, the governors there ſhall not permit them.

them to be ſold within the territories of Tripoly. 1716
(Item 1751. art. 8.)

ART. IX.

That if any ſubject of the king of Great-Britain *Succeſ-*
appears to die in Tripoly, or its territories, his goods *ſions.*
monies ſhal not be ſeized by the governors or miniſters of Tripoly, but ſhall all remain with the Engliſh conſul." (Item 1751. art. 9.)

ART. X.

That neither the Engliſh conſul, nor any other *Duties.*
ſubject of the ſaid king of Great-Britain, ſhall be bound to pay the debts of any other of his Majeſty's ſubjects unleſs they become ſurety for the ſame by a public act. (Item 1751. art. 10.)

ART. XI.

That the ſubjects of his ſaid Majeſty in Tripoly, *Juriſ-*
or its territories in matter of controverſy, ſhall be *diction.*
liable to no other juriſdiction but that of the dey or divan, except they happen to be at difference between themſelves in which caſe, they ſhall be liable to no other determination but that of the conſul only. (Item 1751. art. 11.)

ART. XII.

That in caſe any ſubject of his Majeſty, being in *Peines.*
any port of the kingdom of Tripoly, ſhall happen to ſtrike, kill or wound a Turk or Moor, if he be taken, he is to be puniſhed in the ſame manner, and with no greater ſeverity, than a Turk ought to be, being guilty of the ſame offence; but if he eſcape, neither the ſaid Engliſh conſul, nor any other of his ſaid Majeſty's ſubjects, ſhall be in any ſort queſtioned or troubled on that account. (Amplifié 1751. art. 12.)

ART. XIII.

That the Engliſh conſul now, or at any time he- *Droits*
reafter, reſiding at Tripoly, ſhall be there at all times *du Conſul.*
with intire freedom and ſafety of his perſon and eſtates, and ſhall be permitted to chooſe his own interpreter and broker, and freely go on board any ſhip in the road, as often and when he pleaſes; and to have the liberty of the country; and that he ſhall be allowed a place to pray in, and that no man ſhall do him any injury in word or deed. (Ampl. 1751. art. 13.)

ART.

1716

ART. XIV.

Cas de rupture

That not only during the continuance of this peace and friendſhip, but likewiſe if any breach or war happen to be hereafter, between the ſaid king of Great-Britain and the city and kingdom of Tripoly, the ſaid conſul, and all other his Majeſty's ſubjects inhabiting in the kingdom of Tripoly, ſhall always, and at all times, both of peace and war, have full and abſolute liberty to depart, and go to their own country, or any other, upon any ſhip or veſſel, of what nation ſoever they ſhall think fit, and carry with them all their eſtates, goods, families, and ſervants, though born in the country, without any interruption or hinderance (Item 1751. art. 14.)

ART. XV.

Paſſagers.

That no ſubject of his ſaid Majeſty, being a paſſenger from or to any port, ſhall be any way moleſted and meddled with, though he be on board any ſhip or veſſel in enmity with Tripoly. (Ampl. 1751. art. 15.)

ART. XVI.

Priſes.

That if any ſhips of war of the ſaid king of Great-Britain come to Tripoly, or to any other port or place of that kingdom, with any price; they may freely ſell it, or other wiſe diſpoſe of it at their own pleaſure, without being moleſted by any: and that his Majeſty's ſaid ſhips of war ſhall not be obliged to pay cuſtoms in any ſort; and that, if they ſhall want proviſions, victuals, or any other things, they may freely buy them at the rate in the market. (Supprimé 1751.)

ART. XVII.

Eſclaves fugitifs.

That when any of his Majeſty's ſhips of war ſhall appear before Tripoly, upon notice thereof given by the Engliſh conſul, or by the commanders of the ſaid ſhips, to the chief governors of Tripoly, public proclamation ſhall be immediately made, to ſecure the Chriſtian captives; and if, after that, any Chriſtians whatſoever make their eſcape, on board any of the ſaid ſhips of war, they ſhall not be required back again, nor ſhall the ſaid conſul or commander, or any other his Majeſty's ſubjects, be obliged to pay any thing for the ſaid Chriſtians. (Item 1751. art. 16.)

ART.

ART. XVIII. 1716

That all merchant ſhips coming to the city or kingdom of Tripoly (though not belonging to Great-Britain) ſhall have free liberty to put themſelves under the protection of the Britiſh conſul, in ſelling and diſpoſing of their goods and merchandize, if they ſhall think proper, without any hinderance or moleſtation. (Item 1751. art. 17.) *Protection aux étrangers.*

ART. XIX.

That at all times, when any ſhip of war, of the king of Great-Britain &c., carrying his ſaid Majeſty's flag, appears before the ſaid city of Tripoly, and comes to an anchor in the road, immediately after notice thereof given by his ſaid Majeſty's conſul, or officer from the ſhip, unto the dey and governement of Tripoly, they ſhall, in honour to his Majeſty, cauſe a ſalute of twenty-ſeven cannon to be fired from the caſtle and forts of the city; and that the ſaid ſhip ſhall return an anſwer, by firing the ſame number of cannon. (Item 1751. art. 18.) *Salut.*

ART. XX.

That no merchant-ſhip belonging to Great-Britain, or any other nation under the protection of the Engliſh conſul being in the port of Tripoly, ſhall be detained from proceeding to ſea on her voyage longer than three days, under pretence of arming out the ſhips of war of this governement, or any other whatſoever. (Supprimé 1751.) *Embargo.*

ART. XXI.

That no ſubject of the king of Great-Britain &c., ſhall be permitted to turn Muſſulman in the city and kingdom of Tripoly (being induced thereunto by any ſurprize whatſoever) unleſs he voluntarily appears before the dey or governors, with the Engliſh conſul's interpreter, thrice in twenty four hours ſpace, and every time declares his reſolutions to become a Muſſulman. (Modifié 1751. art. 19.) *Renegats.*

ART. XXII.

That the moſt ſerene king of Great-Britain's conſul, reſiding in Tripoly aforeſaid, ſhall have liberty, at all times when he pleaſes, to put up his ſaid ſerene Majeſty's flag on the top of his houſe, and there to continue it ſpread as long time as he pleaſes; likewiſe *Pavillon arboré par le Conſul.*

1716 the ſaid conſul to have the ſame liberty of putting up and ſpreading the ſaid flag in his bout, when he paſſes on the water; and no man whatſoever to oppoſe, moleſt, diſturb, or injure him therein, either by word or deed. (Supprimé 1751.)

ART. XXIII.

Minorque et Gibraltar. That whereas the iſland of Minorca, in the Mediterranean Sea, and the city of Gibraltar, in Spain, have been yelded up and annexed to the crown of Great-Britain, as well by the king of Spain, as by all the ſeveral powers of Europe engaged in the late war: now it is hereby agreed and fully concluded, That from this time forwards, for ever, the ſaid iſland of Minorca, and city of Gibraltar, ſhall be eſteemed in every reſpect, by the governement of Tripoly, to be part of his Britannic Majeſty's own dominions, and the inhabitants thereof to be looked upon as his Majeſty's natural ſubjects, in the ſame manner as if they had been born in any part of Great-Britain; and they, with their ſhips and veſſels wearing Britiſh colours, ſhall be permitted freely to trade and traffic in any part of the kingdom of Tripoly, and ſhall paſs without any moleſtation whatſoever, either on the ſeas or elſewhere, in the ſame manner, and with the ſame freedom and privileges, as have been ſtipulated in this and all former treaties, on behalf of the Britiſh nation and ſubjects. (Amplifié 1751. art. 21.)

ART. XXIV.

Exemptions exemts de croiſieres. And whereas in the treaty of peace concluded in the reign of king Charles II. in the year 1676 *a*) by Sir John Narborough, Knt. an article was inſerted, by which the ſhips and veſſels of Tripoly were not permitted to cruize before, or in ſight of, the port of Tangier, then belonging to Great-Britain: now it is hereby concluded and ratified, That, in the ſame manner, none of the ſhips or veſſels belonging to Tripoly ſhall cruize, or look for prizes, before or in ſight of the ports of the iſland of Minorca, and the city of Gibraltar or to diſturb or moleſt the trade thereof, in any manner whatſoever. (Ajouté à l'art. 21. de 1751.)

ART.

a) DUMONT T. VII. P. I. p. 319.

ART. XXV. 1716

That all and every the articles in this treaty ſhall be inviolably kept and obſerved between his moſt ſacred Majeſty of Great-Britain, and the moſt illuſtrious lords and governors of this city and kingdom of Tripoly, and all other matters not particularly expreſſed in this treaty, and provided for in any former, ſhall ſtill remain in full force, and ſhall be eſteemed the ſame as if inſerted here. Dated in the preſence of Almighty God, in the city of Tripoly, this 19th day of July 1716 according to the Chriſtian computation; and of the Muſſulman Hejira, the 10th of the moon Shaaban 1128. (1751.) *Traités précédens.*

19.

Traité de paix et de commerce entre le Roi de la Grande-Bretagne et Ali-Baſcha Haſſam Ben Ali Bey Cara Muſtafa Bey, le Aga et le Divan de la noble ville de Tunis et tout le corps de la milice du dit royaume; renouvellé et ſigné le 30 Août (v. ſt.) 1716 par John Baker, Vice-Amiral &c. 30 Août.

Ce traité ſe trouve en anglais dans POSTLETHWAYT *univerſal dictionary* art. *treaties*. Mais comme il convient de mot à mot avec les 18 premiers articles du traité de 1751 qu'on trouve dans WENCK *Cod. J. Gent.* T. II. p. 83. j'ai cru inutile de l'inſerer ici.

21.

1716 29 Oct. Articles of peace and commerce between the moſt Serene and Mighty Prince George, by the grace of God; King of Great Britain, France and Ireland; defender of the Chriſtian Faith etc. and the moſt Illuſtrious Lord Ally Dey Baſhaw, and Governor of the famous city and kingdom of Algiers, in Barbary; ratified, confirmed, and renewed, by Capitain Coningsby Norbury, Commander of his Majeſty's ſhip Argyle, Capitain Nicholas Eaton, Commander of his Majeſty's ſhip Cheſter, and Thomas Thompſon Eſq., his Majeſty's Conſul at Algiers, on the 29th Day of October 1716, by virtue of a full power given and granted to us by John Baker Eſq.; Vice-Admiral of the blue ſquadron of his Britannic Majeſty's fleet, and Admiral and Commander in Chief of his Majeſty's ſhips employed and to be employed in the Mediterranean.

(CHALMER'S *Collection of treaties*, T. II. p. 376.)

ART. I.

In the firſt place, it is agreed and concluded, that from this day and for ever forwards, the peace made by Arthur Herbert, Eſquire, then Admiral of his Majeſty's fleet, Sir William Soames, Bart. ambaſſador to the Grand Signior in the year 1686, with the additional articles agreed to with Capitain Munden, and Conſul Cole, in the

26.

Articles de paix et de commerce entre le Sereniſſime et très Puiſſant Prince George par la grace de Dieu Roi de la Grande-Bretagne, France et Irlande, defenſeur de la foi etc. et le très-illuſtre Seigneur Alby Dey Baſhaw et Gouverneur de l'illuſtre ville et royaume d'Alger en Barberie, ratifiés, confirmés et renouvellés par le Capitaine Coningsby Norbury, Commandeur du vaiſſeau de S. M. l'Argile, le Capitaine Nicolas Eaton Commandeur du vaiſſeau de S. M. le Cheſter et Thomas Thompſon Eſq.; Conſul de S. M. à Alger le 29 Octobre 1716 en vertu d'un pleinpouvoir qui nous à été donné par Jean Baker Eſq.; Vice-Amiral de la bleue de la flotte de S. M. et Amiral et Commandant en Chef des vaiſſeaux de S. M. employés et à employer dans la mediterranée. 1716 29 oct.

(*Traduction privée.*)

ART. I.

Premierement il eſt arrêté et conclu que de ce jour et pour toujours à l'avenir la paix faite par Arthur Herbert Eſquire alors Amiral de la flotte de S. M. Sir William Soames Baronet, Ambaſſadeur près le Grand Seigneur, en 1686 *) avec les articles additionels conveuus avec le Capitaine Munden et le Conſul Cole en 1700 **), et *Paix confirmée.*

*) DUMONT T. VII. P. II. p. 126.

**) CALMER'S T. II. p. 361. 386.

1716 *year 1700; and likewiſe the farther additional articles agreed to with George Byng Eſq.; then Rear-Admiral of the red ſquadron of her Majeſty's fleet, in the year 1703; be renewed and confirmed, and together with the additional articles agreed to in this treaty with Captain Coningsby Norbury, Commander of his Majeſty's ſhip Argyle, Captain Nicholas Eaton, Commander of his Majeſty's ſhip Cheſter, and Thomas Thompſon Eſq.; his Majeſty's Conſul at Algiers, be kept inviolable between the moſt Serene King of Great-Britain, France and Ireland, defender of the Chriſtian Faith &c. and the moſt Illuſtrious Lord Ally Baſhaw, Dey and Governor of the warlike city of Algiers in the weſt, the Aga, Kahya, and the reſt of the honourable ſeniors of the Divan, and between all the dominions and ſubjects of either ſide; and that the ſhips and other veſſels, and the ſubjects and people, of either ſide, ſhall not henceforth do to each other any harm, offence, or injury, either in word or deed, but ſhall treat one another with all poſſible reſpect and friendſhip. And if any demands or pretenſions ſhall be now left depending between the ſubjects or others of either party, they ſhall be amicably redreſſed, and full ſatisfaction ſhall be made to each other according to the truth and juſtice of their claim and, that this treaty ſhall not cancel or make void the ſame.*

ART. II.

That as the iſland of Minorca, in the Mediterranean ſea, and the city of Gibraltar, in Spain, have been yielded and annexed to the crown of Great-Britain, as well by the King of Spain as by all the ſeveral Powers of Europe engaged in the late war: now it is hereby agreed and fully concluded that from this time forward, for ever, the ſaid iſland of Minorca, and city of Gibraltar, ſhall be eſteemed in every reſpect, by the government and people of Algiers, to be part of his Britannic Majeſty's dominions, and the inhabitans thereof be looked upon as his Majeſty's natural ſubjects, in the ſame manner as if they had been born in any other part of Great-Britain; and they, with their ſhips and veſſel wearing Britiſh colours, and being furniſhed with proper paſſes, ſhall be permitted freely to trade and traffic in any part of the dominions of Algiers, and ſhall paſs without any moleſtation whatſoever, and ſhall have the ſame liberties and privileges that are ſtipulated in this,

and

de même les articles additionels ulterieurs convenus avec George Byng Esq.; alors Contre-Amiral de la route de la flotte de S. M. en 1703 *), sont renouvellés et confirmés et ensemble avec les articles additionels convenus dans le présent traité avec le Capitaine Conningsby Norbury, Commandeur du vaisseau de S. M. l'Argile, le Capitaine Nicolas Eaton, Commandeur du vaisseau de S. M. le Chester et Thomas Thompson, Consul de S. M. à Algèr seront observés inviolablement entre le Serenissime Roi de la Gr. Brétagne, France et Irlande, défenseur de la foi &c. et le très-illustre seigneur Ally Bashaw Dey et Gouverneur de la noble ville d'Algèr à l'ouest le Ag[illegible]ya et les autres honorables membres du Divan et entre tous les domaines et sujets des deux côtés; et que les vaisseaux et autres navires et les sujets et peuple de part et d'autre, ne se feront à l'avenir aucun mal, offense ou injure soit verbale soit reelle, mais se traiteront les uns les autres avec tous les égards et amitié possibles. Et s'il reste encore quelques prétensions elevées entre les sujets ou autres des deux parties, elles seront arrangées amiablement, et pleine satisfaction sera donnée à chacun en conformité de la verité et de la justice de leur prétension, et ce traité ne pourra pas les anuller ou les rendre invalides. 1716

ART. II.

Que comme l'île de Minorque, dans la mediterranée et la ville de Gibraltar en Espagne ont été cedées et attachées à la couronne de la Gr. Brétagne, tant par le Roi d'Espagne, que par toutes les autres Puissances de l'Europe engagées dans la derniere guerre: il est maintenant arreté et pleinement convenu par le présent traité que dès à present et pour toujours la dite île de Minorque et ville de Gibraltar seront considérées à tous les égards par le gouvernement et le peuple d'Algèr faire partie des possessions de S. M. Britannique, et leurs habitans seront considérés comme les sujets naturels de S. M. et comme s'ils étaient nés dans quelque autre partie de la Grande-Brétagne, et eux, leurs vaisseaux et navires portant pavillon Britannique et étant munis de passeports convenables, pourront librement trafiquer et faire le commerce dans toutes les parties des possessions d'Algèr et passeront sans aucune molestation quelconque et auront les mêmes libertés et privilèges stipulés dans ce traité et dans tous les autres traités relative- *Minorque; Gibraltar.*

*) Voyés plus haut p. 36.

1716 *and have been made in all other treaties in the behalf of the Britiſh nation and ſubjects; and therefore none of the cruizers of Algiers ſhall at any time cruize within ſight of the ports of the ſaid iſland of Minorca and city of Gibraltar.*

ART. III.

That if an Engliſh ſhip ſhall receive on board any paſſengers and goods belonging to the kingdom of Algiers, they ſhall defend them and their goods, ſo far as lieth in their power, and not deliver them to their ennemies; and, the better to prevent any unjuſt demands being made upon the Crown of Great Britain, and to avoid diſputes and differences that may ariſe, all goods and merchandizes that ſhall from henceforward be ſhipped by the ſubjects of Algiers on board the ſhips or veſſels of Great Britain upon freight, ſhall be firſt regiſtered in the office of Cancellaria, before the Britiſh conſul reſiding in the port where they are ſo ſhipped, and the quantity, quality, and value thereof ſhall be expreſſed, and the conſul is to manifeſt the ſame in the clearance given to the ſhip or veſſel before ſhe ſhall depart; to the end, that if any cauſe of complaint ſhould happen hereafter, there may be no greater claim made on the Britiſh nation, than what by this method may be proved juſt and equitable.

(L. S.) CON. NORBURY.
(L. S.) N. EATON.
(L. S.) THO. THOMSON.

ART. IV.

That if any of the Algerine cruizers ſhall meet with any Britiſh ſhips provided with ſcollop paſſes, of either ſhips or ſattees, that ſhall fit with thoſe delivered to them by the Britiſh conſul, they ſhall paſs free and unmoleſted.

(L. S.) CON. NORBURY.
(L. S.) N. EATON.
(L. S.) THO. THOMSON.

ment à la Nation Britannique et ſes ſujets; et en conſe- 1716
quence aucun des Corſaires Algèriens ne croiſera en aucun tems à la vue des ports de la dite île de Minorque et de la ville de Gibraltar.

ART. III.

Que ſi un vaiſſeau Anglais recevait à ſon bord quelques paſſagers et marchandiſes appartenant au royaume d'Alger il les demeura pour leur perſonne et leurs biens ayant qu'il eſt en ſon pouvoir et ne les livrera point à leurs ennemis; et afin de prevenir toute demande injuſte formée à la charge de la Couronne de la Grande-Brétagne, et pour écarter les diſputes et les differends qui pourroient naître, tous les biens et marchandiſes qui à l'avenir ſeront chargés par les ſujets d'Alger à bord de vaiſſeaux ou navires de la Grande-Brétagne, en payant le fret, ſeront précédemment enregiſtrés dans l'office de la Chancellerie devant le Conſul Britannique réſidant dans le port où ils ſont ainſi chargés et la quantité, la qualité et la valeur en ſera exprimée et le Conſul en fera mention dans la déclaration donnée au vaiſſeau ou navire avant ſon départ; afin que ſi dans la ſuite il ſurvenait quelque motif de plaintes, il ne puiſſe être formé de prétenſion plus forte contre la Nation Britannique que ce qui par cette voye pourra ſe prouver être juſte et équitable.

Marchandiſes d'Alger ſur vaiſſeau Anglais.

(L. S.) CON. NORBURY.
(L. S.) N. EATON.
(L. S.) THO. THOMSON.

ART. IV.

Que ſi quelqu'un des Corſaires Algèriens rencontrait quelques vaiſſeaux Britanniques munis de paſſeports chantournés ſoit de vaiſſeau ou navire à voile latine *), qui repondront à ceux delivrés à eux par le Conſul Britannique, ils paſſeront librement et ſans être moleſtés.

(L. S.) CON. NORBURY.
(L. S.) N. EATON.
(L. S.) THO. THOMSON.

*) Sorte de navires à trois mats dont on ſe ſert dans la méditerranée; je n'oſe traduire *fatteau* ce qui eſt une groſſe barque dont ſe ſervait la compagnie du baſtion pour la pêche du Corail (Dict. de *Trevoux* v. *fatteau*). Au reſte il ſe peut que cette diſtinction entre vaiſſeau et navire ſe rapporte à la figure imprimée ſur les paſſeports Turcs coupés en deux en ſerpentant, dont les Turcs gardent l'une, et la puiſſance contractante l'autre moitié (*Carta partita.*)

211

1717 *Firman accordé* 1717 *par l'Empereur Furrukſeer à la Compagnie Anglaiſe pour faire le commerce au Bengale à Bahar et Oriſſa.*

[BOLTS *conſiderations on Indian affairs* Tom. III. p. 6–13. en Perſan et Anglais *a*).]

The governors, agents, perſons engaged in public affairs, jagueerdars, fowzdars, collectors of the revenues and of the tolls, and the zemindars, preſent and future, who in the Subah of *Bengal*, *Bahar*, and *Oriſſa*, the port of *Hoogly* and other ports of the ſaid Subah, are in hopes of the Imperial favour, Know, that at this time, attended with conqueſt and cloſed with victory, Mr. John Surman and Cogee Serhaud, gomaſtahs for the Engliſh Company, have cauſed to be repreſented to the court which diſpenſes juſtice and cheriſhes equity, "that by the ordres of (the protected by the divine clemency, ſupported by heavenly grace, ſprinkled with the mercies of the Creator, the only God;) the late Emperor (whoſe place is in Paradiſe, eternally happy; may God reward him with his glorious favour!) as well as by former grants, the cuſtoms of the Engliſh Company in the empire protected by heaven (except at the port of *Surat*) are forgiven; and as in the port of *Hoogly* they pay yearly into the high treaſury of the *Sircar* three thouſand rupees, by way of tribute, in lieu of duties, they are in hopes, that according to former grants, the auguſt Firman may continue this indulgence." — The order, which ſubdues the world, and brings the univerſe to ſubjection, therefore now iſſues forcibly abroad, that the goods and effects which their gomaſtahs may bring or carry within the ports, borders and quarters of the Subahs, by Land or by water, ye knowing the duties thereof

a) BOLTS obſerve qu'il y a trois differentes traductions de ce firmaun dans les *Reports of the houſe of Commons* Vol. III. p. 196. 202 et 473; et que dans la ſienne il s'eſt attaché le plus que poſſible à la lettre de l'original Perſan.

thereof to be exempted, let them have their free choice 1717.
of buying and ſelling; receive yearly the ſtipulated ſum of three thouſand rupees, and beſides that, let them not be moleſted on any account. And if in any place any of their effects be ſtolen, let the officers endeavour diligently to recover them, and deliver the thieves to puniſhment, and the effects to the owner. And wherever they build a factory (or warehouſe) and buy and ſell goods and merchandize, be aſſiſtant and favourable to them in reaſonable affairs. And upon whatever perſon from among the merchants, weavers &c., they may have any juſt demand, cauſe juſtice to be done to their gomaſtahs agreeably to equity and the account; and ſuffer not that any perſon injure their gomaſtahs, or under pretence of ghatbarry &c. impede their boats, hired on their own. — They have alſo repreſented to the moſt holy and exalted court "that in the Subahs the dewans demand the original patent confirmed under the ſeal of the nazim and provincial dewan; that as it is difficult to convey the original patent to every place, they hope that credit may be given to a copy under the ſeal of the Kazy and that no demand may be made of the original patent, or any impediments occaſioned on account of the nazim or the dewan's confirmation; alſo that there is a factory of the Company eſtabliſhed at Calcutta that the talookdary of *Calcutta*, *Sootanuty*, and *Govindpore* in the diſtrict of the Purgunnah of *Ameerabad* &c. of the Subah of *Bengal*, which is of the zemindars *b*) of old, yields annually the ſum of one thouſand one hundred and ninety-five rupees, and ſix annas, and there are thirty eight villages, whereof the amount of eight thouſand one hundred and twenty-one rupees and eight annas, is the ſettled revenue according to the ſtipulation, they requeſt theretofore, that they may be alſo indulged with the talookdary agreeably

b) Bolts obſerve que ce paſſage des demandes des deputés, lequel eſt abſolument inintelligible dans l'original, fait ſuppoſer qu'ils ont couvert de propos delibéré ce paſſage d'obſcurité, pour en impoſer à l'Empereur et pour avoir un prétexte à priver les anciens Zemindars dans les environs de Calcutte de leur *talookdary* (ſous-diviſion de Zemindarie) et des 38 villages; ce qui dans la ſuite a été très injuſtement effectué en provoquant au preſent Firman.

1717 ably to the ſtipulation, and pay the amount thereof, year by year into the treaſury." — The order replete with juſtice is therefore iſſued, that credit be given to the copy under the ſeal of the Kazy or Kazys, and that they remain with the villages which they have bought, according to the former cuſtom; and moreover, agreeably to their petition, we are graciously pleaſed to permit, that they purchaſe the talookdary from the owners and that the Dewans of the Subah may paſs the ſame.

They have likewiſe humbly repreſented, "that in the time of (the ſupported by the great ſupporter, favoured by the Almighty, whoſe place, &c. may he be cauſed to dwell in the higheſt ſeats of Paradiſe) the late Emperor, an allowance (*cuſſore*) was taken in the treaſuries of the Subahs, on the coins ſtruck at *Chinapatan*, and now ſince the ſaid coins are ſtruck after the manner of the port of *Surat*, they (the ſlaves) ſuffer a loſs, and they therefore pray, the high order may be iſſued, that agreeably to the cuſtom of the Port of *Surat* &c. there be no impediment in the ſtandard coins; and that whoever be indebted to the Company's ſervants, and run away, they may ſend him to the chief of the factory; and that they may not be expoſed to inſult, under pretence of the fowzdary and other prohibited articles, on account of which the gomaſtahs and dependents of the Company are much diſtreſſed." — The poſitive and ſublime order is therefore iſſued, that from the fifth year of the fortunate reign, if the coin of *Chinapatan* be ſtruck like the coin of the proſperous port of *Surat*, ye do not moleſt them under pretence of *cuſſore*; and whoever be indebted to the ſervants, and run away, ye take him and deliver him up to the chief of the factory, and do not moleſt them under pretence of their taking the prohibited articles.

They have likewiſe repreſented "that there are eſtabliſhed factories of the Company in *Bengal*, *Bahar*, and *Oriſſa*, and as they want to ſettle other factories in various places, they are in hopes, that wherever they eſtabliſh a factory, they may be favoured from the Sircar with forty begas of ground for their factories; alſo, that by reaſon of tempeſts ſome times their ſhips

ſhips are caſt on ſhore near the ports, and are wrecked, and the governors of the ports oppreſſively ſeize their effects, and in ſeveral places demand the ſhare of one fourth; and they pray: that in the iſland of *Bombay*, where Feringuy (*Portugueze*) coins are current, the fortunate coins may be ſtruck in the manner of *Chihagatan.*" — Therefore the world-ſubduing order, which muſt neceſſarily be obeyed, is iſſued, that ye tranſact their affairs as in other factories, and that ye take all neceſſary care to preſerve the effects of the wrecked or ſtranded ſhipping of theſe able people, who have got factories in the Imperial ports, who tranſact buſineſs at the ſublime court, and who have obtained our munificent Firmauns of exemption from duties. And in the iſland of *Bombay* let the fortunate coins be current after the cuſtom of the Empire, and in all things conforming to the reſplendent grant, diligently avoid diſobeying this auguſt command, and do not demand a new patent every year: in this point be ſtrictly punctual. 1717.

Written on the 27th of the ſacred month *Moharrum*, in the fifth year of the proſperous reign (6 Janvier 1717.)

By the command of Seyd Abdullah Khawn Vizier &c. (*dans l'original ſont ajoutés tous ſes titres.*)

22.

1718 21 Avr. *Convention entre ſa Majeſté impériale et Catholique, ſa Majeſté le Roy Très-Chrétien et les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, pour la reſtitution réciproque des Déſerteurs *); ſignée à Quievrain le 1 Avril 1718.*

(*Groot Placat Boek* T. V. p. 260.)

Nous ſoubſignez Fabien Comte de Wrangel, Lieutenant Général, d'Infanterie de ſa Majeſté Impériale et Catholique, Commandant de ſes Troupes aux Pais-Bas Autrichiens, et Commandant de la Ville de Bruxelles, et de ſes Dependances muni de l'Acte d'Autoriſation, et Pleinpouvoir de ſa Majeſté Impériale et Catholique du 18 Janvier 1718.

Nous ſoubſignez, Chriſt. Louis de Montmorency Luxenbourg, Prince de Tingry, Lieutenant Général des Armées de ſa Majeſté Très-Chrétienne, et de la Province de Flandres, Gouverneur des Ville et Citadelle de Valencienne, et Commandant en Chef en ſa ditte Province, ayant ordre et pouvoir de ſa ditte Majeſté en datte du 20 Janvier 1718.

Et nous Robbert Murray, Lieutenant Général, et Colonel d'un Regiment Infanterie Ecoſſoiſe au ſervice de Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas; et Commandant de Tournay, ayant ordre et pouvoir des dits Seigneurs Etats Généraux, de traitter et convenir enſemble des conditions ſur leſquelles on ſe peut rendre réciproquement les Déſerteurs de part et d'autre, daté du 6 de Janvier 1718 Sommes convenus de ce qui ſuit; et avons

*) Ce cartel eſt, je crois un des plus rigoureux qui ayent été ſignés en tems de paix; cette conſideration m'engage à l'inſérer.

avons dreſſez ſur ce ſujet le préſent Traité, pour être obſervé de bonne foy à l'avenir. 1718

ART. I.

Tous les Cavaliers, Fantaſſins et Dragons, qui déſerteront des Trouppes de l'une ou de l'autre des trois Puiſſances, pour paſſer dans les Pais ou Places de l'une ou l'autre Domination, tant de ſa Majeſté Impériale et Catholique, que de ſa Majeſté Très-Chrétienne, et des Etats Généraux; de même que celles qui ſont ſous la garde des dits Etats Généraux, ſeront réciproquement arrêtez, pour être rendus; et pour cet effet, il en ſera donné avis dans les vingt et quatre heures, au Gouverneur ou au Commandant de la plus prochaine place de guerre, de la domination, d'où ils auront deſertez; afin qu'on les envoye querir, conformement à ce qui ſera expliqué ci-a-près. *Déſerteurs arrêtés.*

ART. II.

Le Gouverneur ou commandant d'une Place, qui aura été adverti de la détention de quelque Déſerteur, ſera obligé de le faire chercher au plûtôt et d'envoyer en même-temps l'argent pour les fraix de la priſon et pour payer la ſimple ſubſiſtance, ſcavoir pour chaque Cavalier, Fantaſſin, ou Dragon, vingt et quatre onces de Pain par jour, qui ſera payé au prix qu'il vaudra pour lors dans la place où ſera le Déſerteur. *Prix de ſubſiſtance.*

ART. III.

Les Déſerteurs ſeront rendus au même état qu'ils auront été arrêté, c'eſt à dire, avec leurs Habits et Armes, ſuppoſé qu'ils ne les ayent pas vendus, avant que d'avoir été arrêtez. *Habits, armes.*

ART. IV.

Les Chevaux des Cavaliers, et Dragons déſerteurs, ſoit qu'ils ſoient affectés à la monture desdits Déſerteurs, ou qu'ils les ayent pris à des Officiers, ou à d'autres Cavaliers ou Dragons, ſeront pareillément rendus de bonne foy de part et d'autre avec les Equipages qu'on leurs aura trouvé en les arrêtant, auquel effet il en ſera auſſi donné avis au Commandant de la Place la plus voiſine, afin qu'il les envoye chercher en payant la nourriture des dits Chevaux, qui ſera reglée *Chevaux.*

au

1718 au même prix dont l'Entrepreneur des Fourages de la Place, où ils auront été ou conduits, ſera convenu pour la Cavallerie de la Guarniſon; Et au cas qu'il n'y eut pas d'Entrepreneur, au prix que les dits Fourages vaudront en la ditte Place, ſans que l'on puiſſe demander plus d'une ration de Fourage par jour pour la nourriture de chaque Cheval.

ART. V.

Recompenſe. Pour engager les Peuples des trois Dominations dans les Pais-Bas, et même les Militaires, à arrêter les Déſerteurs, et à les conduire dans les Places de la Frontiere de la Domination, où ils auront été arrêtez, ou eſt convenu de part et d'autre, de payer pour chaque Déſerteur, ſçavoir pour un Fantaſſin, Cavalier ou Dragon à pieds dix patacons, faiſant vingt huit florins, monnoye courrante des Pais-Bas Autrichiens, ou la même valeur intrinſeque de part et d'autre, et pour chaque Cavalier ou Dragon à cheval, le double; Enſorte qu'un Paiſan, un Militaire, ou autre qui aura conduit le Déſerteur dans la Place la plus voiſine de la Domination où il aura été arrêté, y ſera payé de la récompenſe ci-deſſus expliquée, ſçavoir, de la part de Sa Majeſté Impériale par les Réceveurs de ſes droits d'entrée et de ſorties ſur les certificats des Gouverneurs ou Commandants des dites Places, qui ſeront authoriſés à faire lesdits payements, quand même le Regiment dont il ſera deſerté, ſeroit éloigné de la ſusditte Place, pour s'en faire rembourſer par ceux à qui il apartiendra.

De la part de Sa Majeſté Très-Chrétienne, il ſera payé par les Ordres du Gouverneur, ou du Commandant de la Ville où le Déſerteur ſera emmené, à celuy qui remettra le dit Déſerteur, quand même le Regiment dont il auroit deſerté, ſeroit éloigné de la dite place.

Et de la part des Seigneurs Etats Généraux, il ſera auſſi payé par les ordres du Gouverneur ou Commandant de la Ville, où le Déſerteur ſera emmené, à celuy qui remettra le dit Déſerteur, quand même le Regiment dont il auroit deſerté, ſeroit éloigné de la dite Place.

ART.

ART. VI. 1718

Il ſera deffendu réciproquement aux Officers de part et d'autre de pourſuivre et d'enlever, ou de faire pourſuivre et enlever les Déſerteurs de leurs Trouppes, hors des Terres de l'obeiſſance de leurs Maitres; pourront cependant requerir les Habitants du lieu de la Domination étrangere, où ils en trouveront, de les arrêter et conduire dans la Place la plus prochaine de la Domination, où ils auront été. *Pourſuite.*

ART. VII.

Et pour prevenir tous inconvéniens, on aura ſoin, immédiatement après la ratification de la preſente convention, et ſa publication; de faire des deffenſes rigoureuſes aux Habitants du plat Païs dans l'étenduë des Gouvernements qui ſont ſur les Frontieres et autres, d'achetter les Chevaux, Montures, Armes, Habits, ou aucune choſe des Déſerteurs, de même de ne leur donner aucun azile, ou paſſage, ni de les reculer, ou faciliter dans leur déſertion, ſur les peines ſpecifiées ci-après. *Aſyle deffendu.*

ART. VIII.

Si un Païſan eſt convaincu d'avoir achetté le Cheval, les Habits, ou les Armes d'un Cavalier, Fantaſſin ou Dragon Déſerteur, il ſera obligé de payer vingt cinq écus, faiſant ſoixante dix florins, Monnoye courante des Païs-Bas Autrichiens, ou la même valeur intrinſique de part et d'autre, au profit du Capitaine, dont ſera le Déſerteur, et de lui reſtituer tout ce qu'il en aura achetté. *Achat de leurs habits etc. deffendu.*

ART. IX.

Si les Habitans d'un Village ſont duement convaincu d'avoir cooperé, ou donné azile à un Déſerteur, ou de ne l'avoir pas arrêté, en y paſſant, par leur faute, ils payeront une amende de vingt cinq écus, monnoye comme cy-deſſus, au Capitaine de la Compagnie duquel ſera le Déſerteur, à laquelle ils ſeront condamné par les Juges qu'il appartiendra, outre la correction arbitraire, ſelon l'exigeance du cas, de laquelle ditte ſomme les Gens de Loy, ou la Communauté ſeront reſponſable, et les dits Juges ſeront obligé de rendre leurs Jugements inceſſament, et ſans forme de procès. *Peine pour ceux qui favoriſent.*

1718 *Execution.*

ART. X.

Le preſent Traité ſera executé à compter du jour que les Ratifications réciproques auront été échangées.

ART. XI.

Titres. Les titres pris ou obmis de part et d'autre, ne porteront aucun préjudice, conformement au Traitté de Raſtat.

Ainſi fait et arrêté au Village de Quievrain, dependance de la Ville de Mons, par les ſoubſignez Plenipotentiaires qui ſe ſont delivrés réciproquement Copie de leurs Pleinpouvoirs collationnez, et par eux ſignez le vingt unieme jour d'Avril 1718.

Vicomte DE WRANGEL.
MONTMORENCY TINGRY.
RT. MURRAY.

(*Publiée par les E. Généraux le 16 Aout 1718.*)

23.

1723 19 Janv. *Traité de l'évacuation de l'Isle de Sainte-Lucie par les Anglais, du 19 Janv.* 1723.

(*Tiré du dépôt des affaires étrangéres* et inſéré dans *Mémoires des Commiſſaires du Roi*. T. I. P. II. p. 259. ed. 8.)

Monſieur Jean Braithwaite, Lieutenant au gouvernement de la colonie envoyée par M. le Duc de Montaigu à l'isle de Sainte-Lucie, ayant été député par M. Uring, Commandant en chef ladite colonie, avec pouvoir pour traiter au ſujet de la difficulté née entre les deux nations des François et des Anglois, pour la poſſeſſion de ladite isle de Sainte Lucie par ces derniers, priſe au quartier du petit carénage, et s'étant rendu auprès de M. le Marquis de Champigny, Chevalier de l'Ordre militaire de Saint-Louis, Capitaine de vaiſſeau de

de Roi, Gouverneur de l'isle de Martinique, Comman- 1723
dant les troupes Françoises à ladite isle de Sainte-Lucie, est convenu de ce qui suit.

ART. I.

Que pour éviter l'effusion de sang et tous autres malheurs qui naîtroient de l'infraction réciproque à la paix et à l'alliance dans laquelle vivent les deux nations, ladite colonie de M. le Duc de Montaigu évacuera totalement et de bonne foi, quelques secours et ordres qu'ils reçussent au contraire de Sa Majesté Britannique leur maître, ladite isle de Sainte-Lucie, tant par mer que par terre, dans l'espace de sept jours, ou plus tôt s'il se peut, entendu toutefois qu'il ne sera pas moins libre à l'avenir aux vaisseaux de guerre de Sa Majesté Britannique, et autres bâtimens marchands de la nation Angloise, d'entrer dans les ports de ladite isle y faire du bois, de l'eau et leurs autres besoins, qu'aux bâtimens François. *Evacuation par les Anglais.*

ART. II.

Que pendant ledit espace de sept jours les troupes Françoises se rendront maîtres des hauteurs et postes du petit carénage, et régleront, de concert avec les Officiers Anglois, les distances et limites, hors la portée du fusil. *Occupation des hauteurs.*

ART. III.

Que pendant lesdits sept jours, les troupes de part et d'autre, ne commettront aucune voie de fait, ni ne diront aucunes paroles qui sentent l'hostilité; mais observeront la même union et cordialité qui regnent entre les deux nations. *Conduite des troupes.*

ART. IV.

Qu'il sera permis à ladite colonie d'emporter toutes les munitions de guerre et de bouche, armes, bagage, ustensiles, meubles, et généralement tout ce qui peut leur appartenir, sans trouble et sans empêchement; offrant au contraire par les François, de leur donner pour ce sujet tout secours possible s'ils le requièrent. *Munitions.*

ART. V.

Que si pendant le terme de l'évacuation de la dite isle, il déserteroit quelques-uns des troupes de part et *Déserteurs.*

1723 d'autre, ils ſeront rendus dans le même temps qu'ils ſeront réclamés.

ART. VI.

Déſerteurs. Et ſur la requiſition qu'a faite le ſieur Braithwaite, que pluſieurs Déſerteurs de ladite colonie, ſoient rendus, attendu qu'ils ſont ſerviteurs engagés de M. le Duc de Montaigu, et que ces ſerviteurs, avec tous les meubles et effets, lui appartiennent; à été accordé par le ſieur Marquis de Champigny que tous leſdits engagés qui ſe trouvent actuellement dans ſon camp, ſeront rendus après qu'il aura été juſtifié clairement de leurs engagemens, aux conditions qu'ils ne ſubiront aucune peine de mort, ni autres châtimens corporels; et à l'égard de ceux deſdits engagés qui ſont déjà paſſés à la Martinique, le ſieur Marquis de Champigny promet d'en faire faire une exacte perquiſition, et de les remettre, lorſqu'ils ſeront trouvés, audit ſieur Uring, ou autres chargés de pouvoir.

ART. VII.

Evacuation par les françois. Qu'immédiatement après l'évacuation de ladite colonie de M. le Duc de Montaigu, ledit ſieur Marquis de Champigny s'oblige auſſi de faire evacuer les troupes Françoiſes; et de laiſſer, ainſi que les Anglois, ladite iſle de Sainte-Lucie en l'état qu'elle étoit ci-devant, juſqu'à la déciſion des deux Couronnes, aux droits et prétentions deſquelles leſdits ſieurs de Champigny et Braithwaite declarent ne vouloir ni ne pouvoir porter aucun préjudice par le préſent.

ART. VIII.

Otages. Que le préſent traité ſera ratifié demain par le ſieur Uring, pour la fidélité et la ſûreté duquel ſeront demain échangés un ou deux ôtages de part et d'autre, qui demeureront juſqu'après l'entiére évacuation, leſquels ſeront M. du Clieu, Chevalier de l'Ordre militaire de Saint-Louis, Capitaine Commandant les troupes du Roi, d'une part, et le Capitaine Nathaniel Watſon, Membre du Conſeil de cette iſle, de l'autre part. Fait double, au camp du Choc, le dix-huit Janvier mil ſept cent vingt-trois (nouveau ſtyle) &c.

Et en explication du ſecond article, a été convenu en outre, que les fortifications, batteries ou retranchemens

chemens qui pourroient être sur le Morne, appellé par les François Saint-Martin, et par les Anglois Montaigu, ainsi que la redoute qui s'y trouve, seront immédiatement, aprés la ratification du present traité, et l'échange des ôtages, rasés et détruits par les Anglois; aussitot, après quoi il sera mis sur ledit Morne, une garde d'un sergent et six soldats François des troupes réglées de Sa Majesté, avec un pareil nombre des troupes Angloises, qui recevront les ordres chacun de leurs Commandans, pour, de concert, empêcher tous desordres. Fait double. 1723

Signé:

JEAN BRAITHWAITE.

Nous Nathaniel Uring Ecuyer, deputé Gouverneur Commandant en chef la colonie du Duc de Montaigu dans l'isle de Sainte-Lucie, approuvons et ratifions en tout leur contenu toutes les clauses et conventions portées au présent traité, et promettons de les exécuter de bonne foi. Fait à la Pointe Montaigu, sous le cachet de nos armes, et le contre-seing de notre Secrétaire, le huit Janvier mil sept cent vingttrois (vieux style) Signé Nathaniel Uring. Et scellé en cire rouge, Par M. le Commandant Faulkner. Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un Mars mil sept cent cinquante-un. *Ratification.*

Signé:

P. LEDRAN, *premier Commis du dépôt.*

24.

1723 19 Nov. *Den 19 Nov. 1723. Acte, angående närmare häpp för Hans Kongl. Höghet, Hertig Carl Friederich af Hollſten-Gottorp, anſeende til Succeſſionen på Swenska Thronen, när den framdeles blefwe ledig.*

(Modée *Utdrag* p. 124.)

Wi Friederich &c. giöre witterligit, at hos Oſs hafwer Hans Kongl. Höghet, Hertigen af Schleſswig-Hollſten, igenom des härwarande Envoyé Extraordinaire Geheime Rådet von Baſſewitz, låtit anhålla, det Oſs måtte behaga, at lämna honom någon underråttelſe om hwad ſom har kunnat utråttas igenom Wåre benägne föreſtållningar hos Rikſens Ständer, ſom på ſidſta Riksdag förſamlade warit, angående närmare häpp för Hans Kongl. Höghet, enär framdeles någon ledighet på den Kongl. Swenſke Thronen ſig yppa ſkulle. Och ſom Wi i Nåder förordnat och befullmächtigat Wårt och Rikſens Råd och Preſident uti Wårt och Rikſens Cantzelli-Collegio, Herr Grefwe Arvid Horn, Wårt och Rikſens Råd, Herr Grefwe Carl Gyllenborg, Wårt och Rikſens Råd, Herr Friherre Joſias Cederhielm, tillika med Håf-Cantzlern, Friherre Joachim von Düben, ſamt Stats-Secreteraren, Friherre Daniel Niclas von Höpken, at ſammanträda med åfwanbemälte Hans Kongl. Höghets Geheime Råd och Envoyé Extraordinaire, til at med honom afhandla denna ſaken på ſådan fot, ſom Rikſens Ständers egne dåröfwer yttrade tankar medgifwa, ſamt at ſedermera til Wårt egit nödiga bepröfwande hemſtålla ſluteliga wårkſtålligheten däraf; I följe hwaraf bemälte Wåre befullmächtigade Rikſens Råd, Preſident, Håf-Cantzler och Stats-Secreterare, med bemälte Geheime Råd och Envoyé Extraordinaire haft ſammanträde; och, til honom, aflåmnat en ſådan Förklaring och Förſäkring, ſom här ord ifrån ord är införd, ſå lydande ſom följer:

Sedan Hans Kongl. Höghets Hertigens af Schleſswig och Hollſten, Carl Friedrichs Geheime Råd och Envoyé Extraordinaire, Herr von Baſſewitz, igenom ett af ſine Memorialer, ſom är daterat den 17 hujus, hos Hans Kongl. Maj:t, wår allernådigſte Konung och Herre, ibland annat i underdånighet anhållit, det Hans Kongl. Maj:t

24.

Acte de Fréderic Roi de Suède remis au Duc Charles Fréderic de Holſtein au ſujet de l'eſpoir de celui-ci de monter au trône de Suède en cas de vacance; en date du 19 Novembre 1723.

1723 19 Nov.

(*Traduction privée.*)

Nous Fréderic &c. ſavoir faiſons que Son Alteſſe royale le Duc de Schleswic-Holſtein nous ayant fait ſolliciter par ſon envoyé extraordinaire près de nous, le conſeiller privé de Baſſevitz, de bien vouloir l'informer de ce qui aurait pu être effectué par nos repréſentations favorables auprès des Etats du royaume aſſemblés à la dernière diète, concernant le plus proche eſpoir pour S. A. royale en cas de vacance future du thrône royal de la Suède. Et nous, ayant nommé et autoriſé le Sénateur et Préſident du Collège de Chancellerie du royaume le comte Arvid Horn, le Sénateur comte Charles Gyllenborg, le Sénateur Baron Joſée Cederhielm enſemble avec le Chancelier de cour Baron Joachim de Duben comme auſſi le Sécrétaire d'Etat Baron Daniel Nicolas de Hoepken de s'aboucher avec le ſuſdit conſeiller privé et envoyé extraordinaire de Son Alteſſe royale, pour conférer avec lui de cet objet ſur le pied qu'indiquent les ſentimens manifeſtés ſur ce point par les Etats même du royaume, et d'en abandonner en ſuite la concluſion finale à notre propre examen neceſſaire; en conſequence de quoi nos ſuſdits plénipotentiaires Sénateurs, Préſident, Chancelier de cour et Sécrétaire d'état ont conféré avec le ſuſdit conſeiller privé et envoyé extraordinaire, et lui ont remis une déclaration et aſſurance qui eſt inſerée ici de mot à mot, portant ce qui ſuit:

Le conſeiller privé et envoyé extraordinaire de Son Alteſſe royale le Duc Charles Fréderic de Schleswic et Holſtein, Monſieur de Baſſevitz ayant, par un de ſes memoires en date du $\frac{6}{25}$ de ce mois, très-humblement ſollicité Sa Majeſté royale, notre très gracieux Roi et Seigneur, entre autres points, de bien vouloir gracieuſement lui

1723 Maj:t i Nåder måtte tåckas, at meddela berörde Miniſtre någon uplysning och underrättelſe, om hwad igenom Hans Kongl. Maj:ts hos Rikens Ständer, wid deras ſednaſte ſammanwaro, giorde förſtålningar, har kunnat uträttas, om närmare hopp för Hans Kongl. Höghet, des Herre, til den Kongl. Swenſka Thronen, enär denſamme framdeles ſkulle komma at blifwa ledig; Altſå, och emedan Hans Kongl. Maj:t uti ſittande Råd oſs underteckнade i Nåder behagat anbefalla, at angående denna wigtiga angelägenheten inlåta oſs i ſamtal med bemälte Miniſtre, ſamt at ſtålla oſs därwid til ſkyldig efterlefnad, och ſåſom et rättre ſnöre, hwad de af Rikſens Höglåflige Ständer faſtſtälte fundamentale Lager, wål ſom deras angående denna ſaken yttrade underdåniga tankar, widhanden gifwa kunna; Ty hafwe Wi undertecknade, til underdånigſt följe af denna Hans Kongl. Maj:ts uppå Rikſens Råds och Ståndets godtfinnande oſs meddelte nådige Befallning, angående denna angelägna ſaken med hwarandra ſammantradt: Och ehuruwål man, i anſeende til de uflåtelſer och förſäkringar, hwilka ſå wål wid ſiſta Riksdagen ſom ock nu uti Hans Kongl. Maj:ts nådige Swar på Hans Kongl. Höghets ſkrifwelſe, och de af ofwanbemälte des Miniſtre för detta öfwerlefwererade Memorialer, å des och Rikſens wägnar, redan blifwit meddelte och gifne, ej kan finna för hwad urſaks och bekymmerſamhets ſkuld Hans Kongl. Höghet pröfwat nödigt, at yrka på en ytterligare förklaring angående et honom obefagit hopp: hwarwid man är af den tankan, at Hans Kongl. Höghet ſnarare uti ſtillhet ſkulle ſig härwid trygga, ſamt låta det öfriga ankomma ſå wål på tiden, ſom på nöjacktige prof af des egit upförande uti en ſann och upriktig tilgifwenhet för Kongl. Maj:t och Riket: Icke deſto mindre hafwe wi uppå åfwan bemälte Anſökning, ſamt til ytterligare bewis, ſå wål af Hans Kongl. Maj:ts ömma ſinnelag och wälwilja, ſom af Rikſens Ständers å daga lagde wälmening, härigenom och i kraft af undfången hög befallning, ſkolat meddela honom den underrättelſen och förſäkran: At åfwen ſom Hans Kongl. Maj:t redan för detta wiſt Sig benågen, at å des ſida bidraga alt hwad ſom kan lända til den inbördes wänſkapens och förtrolighetens befäſtande, ſåſom hwar utaf en beſtändig enig- och rolighet ſtår at förwänta; ſå hafwer ock Hans Kongl. Maj:t förmärkt, huru ſom Rikſens Ständer, jämte deras oförbrunderliga Tro- och Ståndacktighet, at uti des fulla krä-

lui communiquer quelque explication et information ſur ce que Sa Majeſté aurait pû effectuer par ſes repreſentations faites aux états du royaume lors de leur dernière aſſemblée, au ſujet du plus proche eſpoir pour Son Alteſſe royale, ſon maître, d'être élevé au thrône royal de Suède en cas de ſa vacance future; et Sa Majeſté royale ayant jugé gracieuſement à propos, le Senat aſſemblé, de nous ordonner, à conférer avec le ſusdit miniſtre ſur cette affaire importante, et de ſuivre duement à cet égard et de prendre pour norme ce que, tant les loix fondamentales, ſanctionnées par les états, que les ſentimens qu'ils ont manifeſtés très humblement à cet égard, pourraient nous ſuggérer; c'eſt pourquoi que nous ſouſſignés, pour ſatisfaire très humblement à cet ordre qui nous a été graciuſement donné par Sa Majeſté de l'avis du Senat et des Etats, nous ſommes entrés enſemble en conference ſur cet objet important: et bien qu'en ayant égard, tant aux déclarations et aſſurances qui ont déjà été données et communiquées tant à la dernière diète que depuis par la gracieuſe reponſe de Sa Majeſté à la lettre de S. A. royale et aux mémoires ci-devant preſentés par ledit miniſtre, on ne puiſſe voir par quelle raiſon et ſollicitude Son Alteſſe royale a trouvé neceſſaire d'inſiſter ſur une déclaration ultérieure au ſujet d'un eſpoir qui ne lui a pas été enlevé, tandis qu'on eſt de l'opinion que S. A. R. devrait plutôt ſe repoſer tranquillement là-deſſus, et faire dépendre le reſte tant du tems que des preuves de ſa propre conduite, en témoignant un attachement vrai et ſincère pour Sa Majeſté et le royaume: cependant à la ſollicitation ſusdite et pour d'autant mieux faire voir tant les tendres ſentimens et la bienveillance de Sa Majeſté, que la propenſion manifeſtée par les Etats, nous, en conformité des ordres qui nous ont été donnés, avons du lui communiquer l'information et l'aſſurance: que tout comme Sa Majeſté royale s'eſt déjà anterieurement montrée diſpoſée à contribuer de ſon côté tout ce qui peut tendre à l'affermiſſement de l'amitié et de la confiance réciproque dont on peut attendre un accord et repos permanent, Sa Majeſté a auſſi obſervée que les Etats du royaume, en même tems que leur fidelité et leur fermeté inébranlable les porte à maintenir vigoureuſement et de toutes leurs forces les droits et le pouvoir conférés à leurs Majeſtés le Roi et la Reine, ſe ſont montrés tellement portés pour Son Alteſſe royale le Duc, que lorſque d'après 1723

1723 wid mackt hålla den för Hans och Hennes Kongl. Maj:ter fastſtälte Rått och Myndighet, de likaledes för Hans Kongl. Höghets, Hertigens, Perſon wiſt Sig ſå benägne, at enär, efter den Högſtes nådiga ſkickelſe och wilja, Caſus exiſterar, Hans Kongl. Höghet wid det fria wal, ſom Ständerne uti deras Beſluter och Förordningar ſig förbehållit, ſkal finna wårkan af den ömma égard, ſom de för honom hyſa, hwarwid de beſynnerligen dår på låra giöra reflexion, huru wida Hans Kongl: Höghet Sig imedlertid på ſodant ſått förhålla lårer, ſam kan lända til bågge Deras Maj:ters ſamt Rikets båſta och nöje *), hwarigenom Hans Kongl. Höghet ju kan ſågas hafwa förhåpning dårtil — mer än någon annan, grundad uti alla Swenſkas ſinnelag, ſamt beſtändiga eſtime och högacktning för det Guſtavianiſke Blodet.

Til yttermera wiſso, at detta år öfwerensſtämmande med Hans Kongl. Maj:ts nådige befallning, och uppå Ståndernes utlåtelſer ſig grundande mening, hafwe Wi det ſamma med Wåre Namns och Sigillers underſkrifwande bekråfta ſkolat.

(L. S.) A. Horn. (L. S.) Bassewitz.
(L. S.) C. Gylenborg.
(L. S.) J. Cederhielm.
(L. S.) J. v. Duben.
(L. S.) D. N. v. Höpken.

Altſå approbere, bekråfte och ratificere wi härigenom, och kraft af detta Wårt öpne Bref, denna förſäkring och förklaring ſådan, ſom denſamma hår ord ifrån ord eftre Bockſtafwen år infård, til alle delar, ſåſom öfwerensſtämmande ſå wål med Wår nådige befallning, ſom Rikſens Ständers dåröfwer emot Oſs i underdånighet yttrade tankar och mening. Til yttermera wiſso häraf hafwe wi detta med egen hand underſkrifwit, och med Wårt Kongl. Sigill bekråfta låtit.

Stockholm den 19 Novemb. 1723.

FRIEDERICH.

D. N. v. Höpken.

*) Rikſens Ständer hafwa uti deras uppgifne Memorial af den 12 Oct. 1723, ſig närmare i underdånighet yttrat, hurudant ſådant Hans Kongl. Höghets förhållande ſkulle wara, i fall han wille giora ſig hopp om Succeſſionen, ſom dår på utgick, at ey förorſaka oenighet i Landet, eller oroa Hans Kongl. Maj:ts Regering, eller ſöka giöra någon ändring uti Rikſens fundamentale Lagar &c. &c. hwilket Hollſtenſka Miniſtern munteligen ſkule tilkiänna gifwas (Modée).

la volonté et la diſpoſition du Très-haut le cas exiſtera, 1723
*Son Alteſſe royale trouvera dans la libre election que les Etats ſe ſon reſervés dans leurs reſolutions et ordonnances, les effets de ce tendre égard qu'ils ont pour lui, et qu'à [illegible] ils devront ſurtout reflechir, jusqu'à quel point Son Alteſſe royale aura ſçu ſe conduire en attendant ſur un pied qui peut tendre au bien et à l'avantage de leurs Majeſtés et du royaume *), c'eſt par quoi Son Alteſſe royale peut être dite avoir plus qu'aucun autre l'eſpoir d'y parvenir, fondé ſur le ſentiment de tous les Suédois, et ſur l'eſtime et le reſpect conſtament voués au ſang de Guſtave.*

En foi de ce que cette déclaration eſt conforme aux ordres de Sa Majeſté et au ſentiment manifeſté par les Etats, nous l'avons ſignée de nos noms et y avons apposé le cachet de nos armes.

(L. S.) A. Horn. (L. S.) Bassewitz.
(L. S.) C. Gyllenborg.
(L. S.) J. v. Duben.
(L. S.) D. N. v. Höpken.

En conſequence nous confirmons et ratifions en vertu de cette préſente lettre patente ladite aſſurance et déclaration, telle qu'elle eſt inſerée ici de mot à mot et litteralement, en toutes ſes parties, comme étant conforme, tant à nos ordres, qu'aux ſentimens et à l'opinion que les Etats du royaume nous ont très humblement expoſés à cet égard. En foi de ſoi nous avons ſigné la preſente de notre propre main, et y avons fait appoſer notre Sceau royal.

A Stokholm le 19 Novembre 1723.

FREDERIC.

D. N. v. Höpken.

*) Les Etats du royaume ſe ſont expliqués ultérieurement dans leur memoire du 12 Octobre 1723, quelle devrait être la conduite de S. A. R. ſi elle voulait ſe flatter de l'eſpoir de la ſucceſſion, ſavoir de ne point cauſer des diſputes dans le pays, ni troubler le gouvernement du Roi, ni chercher à faire changer les lois fondamentales &c. ce qu'on devait donner à entendre de bouche au Miniſtre de Holſtein.

25.

1725 *Actes par lesquels la France étend sur la ville* 4 Déc. *de Dantzig le traité conclu* 1716 *avec les trois villes Anſéatiques.* 1725. 1726.

a.

Arreſt du Conſeil, qui ordonne que la Ville de Dantzig, l'une des Villes Anſéatiques, jouira de tous les Privilèges accordez aux Villes de Lubeck, Brême et Hambourg, par le Traité du 28 *Septembre* 1716.

(*Privilèges des Suiſſes* pag. 346.)

Sur la Requeſte preſentée au Roi en ſon Conſeil par les Bourguemeſtres et Senateurs de la Ville de Dantzig, l'une des Villes Anſéatiques: Contenant, que quoique par l'Article XXVII. du Traité conclu à Utrecht les 31 Mars et 11 Avril mil ſept cens treize, entre Sa Majeſté Louis XIV. de glorieuſe mémoire, et la Reine de la Grande-Brétagne, il ſoit expreſſément porté, que leurs Majeſtez ont auſſi bien voulu comprendre dans ce Traité les Villes Anſéatiques, nommément Lubeck, Brême, Hambourg et la Ville de Dantzig; à cet effet qu'après que la Paix générale ſera faite, elles puiſſent joüir à l'avenir comme amis communs des mêmes émolumens dans le Commerce avec l'un et l'autre Royaume, dont elles ont ci-devant joui en vertu des Traitez et anciens uſages: cependant les Commis des Fermes établis dans les Ports du Royaume, ſans avoir égard à la Lettre écrite par le Sieur Controlleur Général au Sieur Boucher, Intendant de la Généralité de Bordeaux, le quatorze Février mil ſept cens vingt-quatre, par laquelle il lui marquoit les intentions de Sa Majeſté, au ſujet des Vaiſſeaux des Villes Anſéatiques, veulent priver ceux de la Ville de Dantzig des Privilèges accordez ausdites Villes, ſous prétexte qu'elle n'eſt pas compriſe ni dénommée dans le Traité que Sa Majeſté a bien voulu

voulu conclure avec les Villes de Lubeck, Brême et 1725
Hambourg le vingt-huit Septembre mil ſept cens ſeize, ce qui obligeoit les Supplians d'avoir recours à Sa Majeſté, et de lui remontrer que la Ville de Dantzig étant nommément compriſe et dénommée dans le Traité d'Utrecht, elle devoit jouïr de tous les Privilèges accordez aux Villes Anſéatiques et cela avec d'autant plus de raiſon que les Sujets de Sa Majeſté ont toujours joui et jouiſſent actuellement dans la Ville et Territoire de Dantzig, de tous les Privilèges dont ils jouiſſent dans l'étendue des Terres des Villes de Lubeck, Brême et Hambourg, et que l'Article ci-deſſus n'eſt que la confirmation des Privilèges dont elle a toujours joui dans le Royaume de France; A ces Cauſes, requeroient les Bourguemeſtres et Senateurs, qu'il plût à Sa Majeſté ordonner que conformément au Traité conclu à Utrecht, les 31 Mars et 11 Avril mil ſept cens treize, la Ville de Dantzig, l'une des Villes Anſéatiques, continuera de jouir dans le Royaume de France, de tous les Privilèges, Avantages, Franchiſes, Libertez, et Exemptions dont ont toujours joui et jouiſſent à préſent les Villes de Lubeck, Brême et Hambourg, aux offres que font les Bourguemeſtres et Senateurs de faire jouïr les Sujets de Sa Majeſté dans la Ville et Territoire de Dantzig, des mêmes avantages, Franchiſes, Libertez, Exemptions, et de tous les autres Privilèges qui ſont accordez par le Traité des Villes de Lubeck, Brême et Hambourg; enſorte que les Sujets de Sa Majeſté ſoient auſſi favorablement traitez que les propres Citoyens de la Ville de Dantzig, et que ceux des autres Roys, Princes et Etats le ſont ou le ſeront à l'avenir par leſdites Villes Anſéatiques. Veu ladite Requeſte ſignée De Cagny, Avocat aux Conſeils et Agent des Villes Anſéatiques, le Traité d'Utrecht des 31 Mars et 11 Avril mil ſept cens treize, le Traité du vingt-huit Septembre mil ſept cens ſeize; Oui le Rapport du Sieur Dodun, Conſeiller ordinaire au Conſeil Royal, Controlleur des Finances: Le Roy eſtant en ſon Conſeil, ayant égard à ladite Requeſte, a ordonné que conformément au Traité conclu à Utrecht les trente-un Mars et onze Avril mil ſept cens treize, la Ville de Dantzig, l'une des Villes Anſéatiques, continuëra de jouir dans le Royaume de France, de tous les Privilèges, Avantages, Franchiſes, Libertez et Exemptions dont ont toujours joui et

jouiſſent

1725 jouiſſent à préſent les Villes de Lubeck, Brême et Hambourg, à condition par lesdits Sieur Bourguemeſtres et Senateurs; de faire jouir les Sujets de Sa Majeſté dans l'étendue de leur Ville et Territoire, des mêmes Avantages Franchiſes, Libertez, Exemptions et [illegible] les autres Privilèges qui ſont accordez par le Traité desdites Villes de Lubeck, Brême et Hambourg, du vingt-huit Septembre mil ſept cens ſeize. *), en ſorte que les Sujets de Sa Majeſté ſoient traitez auſſi favorablement que les propres Citoyens de la Ville de Dantzig et que ceux des autres Roys, Princes et Eſtats le ſont ou le ſeront à l'avenir par lesdites Villes Anſéatiques. Et pour l'exécution du préſent Arreſt, toutes Lettres & aucunes ſont neceſſaires, ſeront expediées.

Fait au Conſeil d'Eſtat du Roi, Sa Majeſté y étant, tenu à Verſailles le quatrième Decembre mil ſept cens vingt-cinq.

PHELYPEAUX.

b.

1726 6 Juil. *Lettres Patentes, qui ordonnent que les Citoyens de la Ville de Dantzig jouiront des Privilèges accordez par le Traité du 28 Septembre 1716.*

(*Privilèges des Suiſſes*, pag. 352.)

Louis par la grace de Dieu, Roy de France et de Navarre: A nos amez et feaux Conſeillers les Gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, Salut. Les Conteſtations ſurvenues depuis quelque temps, entre les Marchands et Negocians, de la Ville de Dantzig l'une des Villes Anſéatiques, et les Commis de nos Fermes, au ſujet des privilèges de ladite Ville, ayant donné lieu à nos très-chers et bons amis les Bourguemeſtres et Senateurs de ladite Ville de Dantzig, de Nous faire de très-humbles remontrances, Nous avons fait examiner en notre Conſeil les Mémoires desdits ſieurs Bourguemeſtres et Senateurs, et ſur le rapport qui Nous en a eſté fait, Nous y avons pourvu par Arreſt rendu en notre Conſeil, Nous y étant, le 4 Décembre 1725 pour l'exécution duquel Nous avons ordonné que toutes Lettres

*) DUMONT T. VIII. P. I. p. 478.

tres neceſſaires ſeroient expediées. A ces cauſes; de 1726
l'avis de notre Conſeil, qui a vû ledit Arreſt du 4 Décembre 1725 dont extrait eſt ci-attaché ſous le contre-ſcel de notre Chancellerie, Nous avons ordonné, et par ces Préſentes ſignées de notre main, ordonnons que la Ville de Dantzig, l'une des Villes Anſéatiques, continuera de jouir dans notre Royaume, de tous les Privileges, avantages, franchiſes, libertez et exemptions dont ont toujours joui et jouiſſent à preſent les Villes de Lubeck, Breme et Hambourg, à condition par lesdits ſieurs Bourguemeſtres et Sénateurs, de faire jouir nos Sujets dans l'étenduë de leur Ville et Territoire, des mesmes avantages, franchiſes, libertez, exemptions, et de tous les autres Privileges qui ſont accordés par le Traité desdites Villes de Lubeck, Breme et Hambourg, du 18 Septembre 1716 enſorte que nos Sujets ſoient traités auſſi favorablement que les propres Citoyens de la Ville de Dantzig et que ceux des autres Rois, Princes et Eſtats le ſont ou le ſeront à l'avenir par lesdites Villes Anſéatiques. Si vous mandons, que ces Préſentes vous ayez à faire lire, publier et enregiſtrer, et le contenu en icelles obſerver et executer ſelon leur forme et teneur, ceſſant et faiſant ceſſer tous troubles et empêchemens, et nonobſtant tous Edits Ordonnances, Arreſts, Reglemens Lettres, et autres choſes à ce contraires, ausquels Nous avons dérogé et dérogeons par cesdites Préſentes, à cet égard ſeulement, et ſans tirer à conſequence: Car tel eſt notre plaiſir. Donné à Verſailles le ſixième jour de Juillet, l'an de grace mil ſept cens vingt-ſix; et de notre Regne le onzième. Signé, Louis. Et plus bas, Par le Roy, Phelypeaux. Et ſcellée du grand Sceau de cire jaune.

Regiſtrées, oui et ce requerant le Procureur Général du Roy, pour eſtre executées ſelon leur forme et teneur, ſuivant l'Arreſt de ce jour. A Paris en Parlement le 14 Aouſt 1726.

Signé:

YSABEAU.

26.

1727 13 Janv. *Convention entre le Roi de France et les Provinces-Unies des Pays-Bas, au sujet de l'Isle d'Amboina; signée à la Haye le 13 Janvier 1727.*

(*Recueil van Placaaten* D. IV. p. 298.)

Comme depuis peu d'années sont survenus quelques differens et disputes entre la Compagnie Françoise des Indes et la Compagnie des Indes Occidentales des Provinces-Unies, au sujet d'Isle et du Fort d'Arguin, ainsi qu'au sujet de quelques Vaisseaux enlevés et du Commerce sur la Côte d'Afrique depuis le Cap Blanc jusques à la Riviere Serrelionne, et comme Sa Majesté Très-Chrétienne et les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies sont également portés à faire cesser ces differens, et à écarter tout sujet de dispute entre les dites Compagnies, le soussigné Ambassadeur de France au nom et de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne d'une part, et les soussignés Deputés des dits Etats Généraux au nom et de la part des Seigneurs les Etats Généraux, d'autre part, sont convenus que toutes les contestations mues ou à mouvoir, tant au sujet de la proprieté du Fort d'Arguin, que du commerce exclusif, exercé dans l'étendue de la Côte depuis le Cap Blanc jusques à la Riviere de Serrelionne par la Compagnie Françoise des Indes, ou par celles aux quelles elle a succedé, demeureront éteintes, ainsi que toutes les prétensions reciproques de dedommagement prétendu, tant à raison d'enlevemens de Vaisseaux pris jusques à ce jour sur la dite Côte, que du Commerce troublé, et que des diverses occupations à main armée du dit Fort d'Arguin, le tout suivant les Articles cy-après, dont on est demeuré d'accord.

ART. I.

Renonciation de la C. Holl. La Compagnie Hollandoise des Indes Occidentales renonce à toutes prétensions de proprieté sur le Fort et Isle d'Arguin, dont elle consent que la Compagnie Fran-

Françoiſe des Indes continuë à jouïr comme d'un bien 1727
auquel la dite Compagnie Hollandoiſe ne prétend plus aucun droit; ſubrogeant même autant que beſoin ſeroit la Compagnie Françoiſe à tous les droits qu'elle pourroit s'être acquis ſur le dit Fort et Isle d'Arguin.

ART. II.

Le Commerce excluſif de la Compagnie Françoiſe ſur toute la Côte qui s'étend depuis le Fort d'Arguin juſqu'au de là de Porte d'Arco, demeurera tellement reconnu qu'à l'avenir les Vaiſſeaux des Sujets des Seigneurs Etats Généraux, ſoit ſous leurs Bannieres, ſoit ſous d'autres, devront s'abſtenir d'y trafiquer, et que tous ceux qui ſeroient ſaiſis en contravention, ſeront reputés de bonne Priſe, ſauf pourtant à eux d'y pouvoir prendre de l'Eau et achetter de Vivres et autres neceſſitez dans les cas ſeulement où par tempête, ou par quelqu'autre accident imprévu, ils ſe trouveroient forcez d'y aborder par la neceſſité qui n'a point de loi. *Commerce excluſif des Fr.*

ART. III.

Les Seigneurs Etats Généraux renoncent pour tous les Sujets, et nommément pour la Compagnie des Indes Occidentales à toutes prétenſions de dedommagemens pour raiſon de Vaiſſeaux enlevés ſur la ſusdite Côte, ou de tout ce qui s'eſt paſſé au ſujet du Fort d'Arguin juſques à ce jour. *Dédommagemens.*

ART. IV.

Sa Majeſté Très-Chrétienne s'engage à ce que ſa Compagnie des Indes, en conſidération des renonciations ci-deſſus ſpecifiées, faites par les Seigneurs Etats Généraux, tant en leur nom, qu'en celui de leur Compagnie des Indes Occidentales payera à la dite Compagnie Hollandoiſe la ſomme de cent trente mille florins de Hollande, argent courant, ſçavoir: quarante mille au mois de Mai prochain, trente mille dans le mois de Septembre ſuivant, autre trente mille dans le mois de Janvier mil ſept cent vingt huit, et les derniers trente mille livres au mois de Mai ſuivant; la dite ſomme totale de cent trente mille florins étant tant en conſideration des ſtipulations des Articles précédens, que de celles portées dans l'Article ci-après. *130,000 florins payés aux Holl.*

1727 ART. V.

Cap Blanc jusqu'à Sierra Leone.

Quoique les conteſtations ſurvenues juſques ici, tant au ſujet du Commerce excluſif de la Compagnie Françoiſe, que des Vaiſſeaux enlevés, ſoit à l'occaſion de ce Commerce troublé, ſoit à l'occaſion de ce qui s'eſt paſſé touchant le Fort d'Arguin, n'ayent intereſſé que la partie de la Côte qui s'étend depuis le Cap Blanc juſqu'au de-là de Porte d'Arco, leſquelles demeurent vuides et éteintes au moyen de la préſente Convention, cependant la Compagnie Françoiſe deſirant ne laiſſer rien de douteux ſur la profeſſion que (*poſſeſſion où*) elle eſt d'un Commerce excluſif dans toute l'étendue de la conceſſion, à ſçavoir, depuis et compris le Cap Blanc; juſques à la Riviere de Serrelionne, et la Compagnie Hollandoiſe ſouhaitant auſſi de ſon côté prevenir toute occaſion de nouvelles diſputes avec la Compagnie Françoiſe, il a été ſtipulé par cet Article que le commerce excluſif de la Compagnie Françoiſe demeurera pareillement reconnu ſur toute l'étendue de la Côte ſusmentionée ſans que la Compagnie Hollandoiſe, ou aucun des Sujets des Etats Généraux puiſſent prétendre d'y trafiquer en aucune ſorte, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, pas même ſous celui d'un Commerce qui auroit été exercé, ou que l'on croiroit pouvoir exercer ſur des Terres, ou ſur des Rades prétendues libres, ou qui ſeroient poſſedées par quelque autre Puiſſance, quoique ſituées dans l'étendue de la conceſſion de la Compagnie Françoiſe, depuis et compris le dit Cap Blanc, juſques à la Riviere de Serrelionne, conformément à ce qui eſt porté de l'étendue de cette conceſſion dans les Lettres Patentes de Sa Majeſté Très-Chrétienne de mille ſix cent quatre vingt ſeize et en conſideration de cette nouvelle reconnoiſſance, et bien plus encore pour accroître d'autant mieux la bonne intelligence entre les Sujets reciproques; Sa Majeſté Très-Chrétienne conſent et s'engage même à ce que la Compagnie des Indes paye à la Compagnie Hollandoiſe des Indes Occidentales la ſomme de dix mille florins d'Hollande qui devront cependant ainſi qu'il a été dit, faire partie de cent trente mille florins argent courant, à payer dans les termes ci-deſſus ſtipulés.

La préſente convention ſera ratifiée de part et d'autre et les Actes des ratifications ſeront échangés dans

dans le terme de deux mois après la ſignature, ou plutôt s'il ſe peut. 1727

Ainſi convenu & accordé entre le ſouſſigné Gabriel Jaques de Salignacq, Marquis de Fenelon, Ambaſſadeur de France, et les ſouſſignez Deputez de leurs Hautes Puiſſances.

Signé à la Haye le treizième du mois de Janvier l'an mille ſept cent vingt ſept.

Etoit ſigné:

G. JACQUES DE SALIGNACQ, M. DE FENELON. (L. S.)

J. v. WYNBERGEN. (L. S.)

(L. S.) J. H. VAN WASSENAAR.

(L. S.) IS. VAN HOORNBEECK.

(L. S.) H. VAN HOORN.

(L. S.) *Le Baron* RHEEDE DE RENSWOUDE.

(L. S.) P. F. VEGILON VAN CLAARBERGEN.

(L. S.) W. VAN HAARSOLTE.

27.

1727 Octobr. *Extrait du traité de paix entre la Porte et Mahommed Emir surnommé Aschreff Sultan chef des Afghans, Roi de Kandahar; signé au camp de Hamadan au commencement du mois d'Octobre 1727* *).

(Traduit de l'Anglais de HANWAY's *travels into Perſia* Tom. II. p. 253.)

ART. I.

Le Grand Seigneur ſera reconnu chef ſuprême des Muſſulmans et vrai ſucceſſeur des Caliphes.

ART. II.

Dans cette qualité les prières publiques ſeront faites en ſon nom par toute la Perſe.

ART. III.

Les provinces, villes et bourgs qu'il poſſede en Perſe lui ſeront cedées à perpétuité.

ART. IV.

Il rentrera en poſſeſſion de Chuſiſtan reconquis ſur lui pendant la guerre.

ART. V.

Il prendra poſſeſſion et reſtera le maitre des villes de Zegan, Sultanie, Ebher, Tachiran et leurs dependances.

ART. VI.

L'artillerie, les armes et drapeaux pris de l'armée Othomane en 1726 ſeront reſtitués.

ART.

*) Cet extrait différe beaucoup pour le contenu du traité propoſé en forme de lettre du Schach au Grand Seigneur et daté du 23 Octobre 1727 qu'on trouve inſéré dans ROUSSET *ſupplem.* T. II. P. II. p. 208. qui l'a tiré du *Merc. hiſtorique.*

ART. VII. 1727

Aſhreff ſera reconnu par le Grand Seigneur pour ſouverain légitime de l'empire de Perſe.

ART. VIII.

Il ſera nommé comme tel par le Grand Seigneur dans les prieres publiques et fera frapper de la monaye ſous ſon propre nom.

ART. IX.

Il nommera un Emir Hahdgee pour conduire la Caravane Perſane qui va tous les ans en pelerinage à la Mecque. Cette caravane prendra, en conformité de l'uſage le chemin de Bagdad; mais le Gouverneur de cette ville ne portera pas atteinte à l'autorité d'aucun des officiers du Grand-Seigneur.

Ce traité ayant été ratifié des deux côtés, la paix fut proclamée par des lettres circulaires par l'empire Othoman; et le Grand-Seigneur reconnut par une ambaſſade ſolemnelle Aſchreff pour ſouverain légitime de la Perſe.

28.

1728 Articles of peace and commerce between his Majesty George II. by the grace of God, King of Great Britain etc. and the most noble Prince Muly Hamet Dallebby, Ben Muley Ismael, Ben Muley Zeriph, Ben Muley Aley, King and Emperor of the kingdoms of Fez and Morocco etc. Concluded 14 Jan. 1727-8.

14 Jan.

[*Treaties.* 1785. T. II. p. 302. *)]

ART. I.

That all Moors or Jews, subject to the Emperor of Morocco, shall be allowed a free traffic viz. to buy or sell for 30 days in the city of Gibraltar, or island of Minorca; and not to reside in either place, but to depart with their effects, without let or molestation, to any part of the said Emperor of Morocco's dominions.

ART. II.

That the King of Great Britain's subjects residing in Barbary, shall not be obliged to appear before the Cadi or Justices of the country; but only the governor of the place, and his Britannic Majesty's Consul, are to take cognizance of, and adjust the differences they may have with the natives of the country.

ART. III.

That the menial servants of his Britannic Majesty's subjects, though natives of the country, either Moors or Jews, be exempt from taxes of all kinds.

ART. IV.

That all his Britannic Majesty's subjects **) *as well passengers as others, taken by any of the Emperor of Fez*

*) On trouve aussi un extrait de ce traité en Italien dans Storia dell' anno 1730. 1731. p. 298. mais sans date precise.

**) Dans l'extrait cité de la Storia dell' anno il est observé que dans cet article on a aussi expressement nommé les sujets Hannoveriens.

28.

Articles de paix et de commerce entre S. M. 1728
George II par la Grace de Dieu Roi de la 14 Janv.
*Gr. Bretagne et le très-noble Prince Muley Hamet Dahebi, Ben Muley Ismael, Ben Muley Zeriph, Ben Muley Aley, Roi et Empereur du Royaume de Fetz et Marocco etc. signé le 14 Janvier 1728 *).*

(*Traduction privée.*)

ART. I.

Que tous les Maures ou Juifs, sujets de l'Empereur de Maroc auront un libre commerce, savoir pour vendre ou acheter pendant 30 jours dans la ville de Gibraltar ou dans l'île de Minorque, et non pour resider dans l'une ou l'autre de ces places, mais pour partir de-là avec leurs effets sans aucun empechement ou molestation vers une partie quelconque des états dudit Empereur de Maroc. *Commerce à Gibraltar et Minorque.*

ART. II.

Que les sujets du Roi de la Gr. Bretagne residant en Barbarie, ne seront pas obligés de comparaitre devant le Cadi ou juges du pays, mais seulement le gouverneur de la place et le Consul de S. M. Britannique pourront connaitre des disputes qu'ils pourraient avoir avec les naifs du pays, et les terminer. *Examens de jurisd. p. les Anglais.*

ART. III.

Que les domestiques des sujets de S. M. Britannique, quand même ils seraient naturels du pays, soit Maures ou Juifs, seront exemts de toute sorte de taxes. *Domestiques.*

ART. IV.

Que tous les sujets de S. M. Britannique tant passagers que d'autres, pris par quelque Corsaire de l'Empereur *Sujets pris restitués.*

*) Ce traité n'a pas été expressément renouvellé dans les traités subsequents.

1728 *Fez and Maroccos cruiſers, on board any foreign ſhip or veſſel whatever, ſhall immediately be ſet at liberty and ſent to the city of Gibralter.*

ART. V.

That there be permiſſion for buying proviſions, and all other neceſſaries for his Britannic Majeſty's fleet or city of Gibraltar, at any of the Emperor of Fez and Marocco's ſea-ports, at the market prices; and the ſame to be ſhipped of without paying cuſtom, as has been extorted lately contrary to the treaty of peace ſubſiſting.

ART. VI.

All the other articles being fifteen in number, concluded, agreed and adjuſted by the Honourable Charles Steward Eſq.; on the behalf of his Britannic Majeſty, and by his Excellency Baſhaw Hamet, Ben Aly, Ben Abdalla, and his Imperial Majeſty's Treaſurer, Mr. Moſes Ben Hatter, a Jew, on the behalf of the ſaid King of Fez and Morocco, ſhall ſtand good, and be of the ſame force as in the reigns of the moſt high and moſt renowned Prince George I. King of Great-Britain, France and Ireland &c. of glorious memory, and the high and glorious, mighty and right noble Prince Albumazar Muley Ismael, late Emperor of Morocco. And it is farther agreed that all the articles aforementioned, as well the fifteen as theſe additional ones, ſhall in twenty days after the date hereof, be publiſhed in the Arabick language, and affixed on the gates of all the ſea-port towns in his Imperial Majeſty's dominions.

Signed and dated at the court of Mequinez, 14 Jan. 1727-8.

pereur de Fetz et Maroc à bord de quelque vaisseau ou navire étranger quelconque, seront mis sur le champ en liberté et envoyés à la ville de Gibraltar. 1728

ART. V.

Qu'il sera permis d'acheter des provisions et tous autres besoins pour la flotte de S. M. Britannique ou pour la ville de Gibraltar, dans tous les ports de l'Empereur de Fez et Maroc au prix du marché, et qu'on pourra les exporter sans payer des douânes, comme il en a été extorqué dernièrement, contraire au traité de paix subsistant. *Provisions pour Gibraltar et la flotte.*

ART. VI.

Tous les autres articles au nombre de XV conclus *), agréés et ajustés par le honorable Charles Steward Esq.; de la part de S. M. Britannique, et par S. Excellence Bacha Hamet, Ben Aly; Ben Abdalla, et le Trésorier de S. M., M. Moses Ben Hatter, Juif, de la part du dit Roi de Fetz et de Maroc, seront maintenus et conserveront la même vigueur que durant les regnes du très-haut et très-illustre Prince George I. Roi de la Grande-Brétagne, France et Irlande &c. de glorieuse memoire, et du haut et glorieux, puissant et très-noble Prince Albumazar Muley Ismael, dernier Empereur de Maroc. Et il est convenu de plus que tous les articles susmentionnés, tant les quinze, que ces articles additionels, seront publiés en langue arabe dans l'espace de 20 jours à compter de la date d'aujourdhui, et affichés aux portes de tous les ports de mer des Etats de S. Majesté Impériale. *Traité de 1721.*

Signé et daté à la Cour de Mequinez le 14 Janv. 1728.

*) Ces articles sont ceux du traité du 23 Janvier 1721, renouvellés dans les traités posterieurs et nommement ajoutés à celui du 1 Fevr. 1751 et qu'on trouve dans WENCK *C. I. G.* T. II. p. 451. Le nouveau traité de 1760 (m. *Recueil* T. VI. p. 1) ne les renferme pas expressement, mais il en adopte les principales dispositions.

29.

1728 4 Oct. *Traité entre Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies et la Regence de Tripoli. Conclu le 4 Octobre 1728.*

(LAMBERTY Tom. X. app. n. 32. et de même mais en Hollandais dans *Recueil van de Tractaten* &c. Tom. II. n. 22. et dans *Groot Placatenboek* D. VI. p. 318.)

ART. I.

Libre Achat de proviſions. Les Armateurs Hollandois ou Vaiſſeaux de l'Etat, qui viendront mouiller l'ancre a Tripoli, ou en d'autres ports de mer de notre Domination, quels qu'ils puiſſent être, pour prendre des proviſions et de l'eau, pourront, en paiant ſe ravitailler de tout ce dont ils auront beſoin, ſans qu'on le leur puiſſe empêcher.

ART. II.

Salut. Les Armateurs de l'Etat ou les Vaiſſeaux Hollandois, venant mouiller l'ancre ou dedans ou à la vue de ce port, repondront par autant de Coups de Canon au ſalut qui leur ſera fait à leur arrivée par une décharge du Chateau.

ART. III.

Douane. En cas qu'un Vaiſſeau Marchand, ou un Armateur Hollandois, vint décharger dans ce port ou dans quelque autre de notre domination differentes Marchandiſes, elles ne paieront que trois pour cent de Péage. Mais ſi les marchandiſes déchargées ne ſont point vendues, on pourra les rembarquer ſans qu'il ſoit permis d'exiger le Péage.

ART. IV.

Munitions de guerre affranchies. On ne pourra rien exiger ſous le nom de Péage des Armateurs ni des Vaiſſeaux Marchands Hollandois chargés de munitions de Guerre deſtinées à être vendues, comme par exemple de la poudre, du plomb, du fer, des

*) Ce traité eſt, que je ſache, le plus recent entre ces deux états; il a été depuis généralement confirmé et renouvellé dans les occaſions où il y a lieu.

des boulets de Canon, des Mats ou des Perroquets de Vaiſſeau et des choſes ſemblables. 1728

ART. V.

Viſitation ſur mer.

Des Armateurs de Tripoli rencontrant ſur Mer un Vaiſſeau Hollandois envoieront deux perſonnes de probité à bord, par la Chaloupe, prendre des informations, et ſe charger du Paſſeport pour l'aller faire examiner; ſi le Paſſeport ſe trouve bon, on le renvoiera à bord, afin que le vaiſſeau puiſſe continuer ſa route. Mais ſi le Paſſeport ne ſe trouve point tel, le vaiſſeau ſera conduit à Tripoli et traité ſelon ce que les Juges et le Divan prononceront avec connoiſſance du Conſul.

ART. VI.

Naufrage.

En cas qu'un Armateur ou un Vaiſſeau Marchand Hollandois vint par une tempête faire naufrage dans un lieu de nôtre Domination, on ne pourra ſe ſaiſir des effets ſauvez, ni en exiger le Péage, mais le tout appartiendra ſans exception au Maitre du Navire et aux Marchands; on ne pourra d'ailleurs charger l'équipage de fers, ni le moleſter.

ART. VII.

Eſclaves non reclamés d. vaiſſeaux.

Un Vaiſſeau de l'Etat des Provinces-Unies étant arrivé et aiant mouillé à la vûë de Tripoli; le Gouverneur fera inceſſament publier par le crieur public que ceux, qui ont des Eſclaves, prennent garde, qu'ils ne s'échappent dans ce Vaiſſeau, afin qu'ils ne puiſſent être redemandez ou reclamez ni du Vaiſſeau ni du Conſul.

ART. VIII.

Negoce à Tripoli.

En cas que des Hollandois ou de leurs Sujets Marchands, ſoit Juifs, ſoit Chrétiens, aillent demeurer et negotier à Tripoli, il ne ſera pas permis de les troubler dans leur negoce, ni d'exiger rien d'eux que le Péage.

ART. IX.

Succeſſions.

S'il arrivoit qu'un Hollandois ou un Chrétien de ſa famille mourut à Tripoli, ſon Héritier, s'il eſt preſent, ſe ſaiſira des biens du deffunt, ou bien ſon executeur, s'il a fait ſon Teſtament étant plein de Vie et de Santé, ou enfin le Conſul pendant ſon abſence, ſans qu'on le leur puiſſe empêcher.

ART.

1728

ART. X.

Tripolitains pris sur vaisseaux Holl.

Lors qu'un Vaisseau Hollandois prendra un Vaisseau ennemi, sur lequel se trouveront des Marchands de nôtre Nation, on ne les outragera, ni endommagera leurs effets, mais on les debarquera dans le lieu qu'ils voudront, moïennant qu'ils païent le fret. Et lors que nos Corsaires prendront un Vaisseau ennemi, sur lequel se trouveront des marchands Hollandais, nos Vaisseaux les traiteront de même, se feront païer le fret, sans outrager les Marchands, et sans endommager leurs effets.

ART. XI.

Faillites.

En Cas qu'un Marchand Hollandois negotiant en personne à Tripoli devint insolvable, et s'évadât, on ne pourra rien exiger du Consul Hollandois ni l'inquieter.

ART. XII.

Vaisseaux venant pour charger du sel.

S'il arrivoit qu'un Vaisseau Hollandois loué ou par un Venitien, ou par un Chrétien de quelque Religion qu'il soit, étant entré dans un de nos ports pour charger du sel, un Vaisseau Maltois ou quelque autre Corsaire vint enlever dans le voisinage de ce Vaisseau chargeant du sel, quelques effets du Navire, ou qu'il fit quelques Esclaves, le maitre de ce Navire ne pourra former aucune prétention pour ces effets ou ces Esclaves enlevez ni contre le maitre du Vaisseau, ni contre le Consul, mais uniquement contre le Marchand Chrétien qui a pris le Vaisseau à louage.

ART. XIII.

Cas de rupture.

En cas de rupture avec les Hollandois, on ne molestera ni ne fera molester le Consul, ni ses Marchands, ni ses Serviteurs, ni ses Domestiques, mais il lui sera libre de se retirer avec les siens et avec ses effets où il voudra, et pendant ce tems il ne sera pas permis de l'inquieter.

Cette Année mille et cent quarante uniéme, le quinzieme jour de la lune Zafer le bon, les Vaisseaux de la Republique de Hollande étant venus vers nous avec les presens, on a renouvellé la paix ci-devant faite, en convenant encore de trois articles, ce qui fait le nombre de treize en tout, entre le Commandeur Grave, le Consul Gerbrants, et son Excellence Achmed Pascha, avec l'approbation de la Haute Porte, et dressé cette Capi-

Capitulation avec ſceaux et les ſeings de nous tous, afin que perſonne ne l'ignorât. 1728

S'enſuivent les Seings et les Sceaux.

(L. S.) ACHMED PASCHA, *Dey de Tripoli* conſervé.

(L. S.) IBRAHIM, *Bey de Tripoli* conſervé.

(L. S.) HASSAN, *Gouverneur du Chateau de Tripoli* conſervé.

(L. S.) MUHAMMED, *Aga des Janiſſaires de Tripoli* conſervé

(L. S.) MUSTAPHA, *Intendant du port de Tripoli* conſervé.

(L. S.) HUSSEIN, *Admiral de Tripoli* conſervé.

(L. S.) MUSTAPHA, *Patron de Tripoli* conſervé.

En vertu des Pleinspouvoirs donnez par Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etat Gen. des Provinces-Unies à nous ſouſſignez avons conclu les Articles du Traité de paix ſusmentionnez.

Signé:

H. GRAVE (L. S.) PHILIPPE GERBRANDS. (L. S.)

A Tripoli en Barbarie ce 4 Octobre 1728.

30.

Traité de paix et de commerce entre S. M. le Roi et la Couronne de Suède d'une part et la République d'Algèr de l'autre; ſigné à Algèr le 16 Avril 1729. 1729 16 Avr.

Ce traité ayant été renouvellé de mot à mot le 25 May 1792 et ſe trouvant déja inſéré en Suédois et en François dans mon Recueil Tom. VI. p. 269, où j'ai marqué ce qui y a été ajouté alors, j'ai cru qu'il ſerait inutile de le donner ici; au reſte on le trouve dans MODEE *Utdrag* p. 165. en Suédois.

31.

1729 18 *Août.* *Convention entre Sa Majeſté le Roi de Suède et Sa Majeſté Britannique comme Electeur de Bronſwic-Lunebourg relative au traité de paix de 1719; ſignée à Hambourg le 18 Août 1729.*

(*Non imprimée encore.*)

Hamburgiſcher Commiſſions-Receß zwiſchen Sr. Königl. Majeſtät von Schweden und des Königs von Groß-Britannien Majeſtät als Churfürſten zu Braunſchweig und Lüneburg, de dato 18ten Auguſt 1729.

Wir Friedrich von Gottes Gnaden der Schweden, Gothen und Wenden König u. ſ. w. Thun hiemit kund und zu wiſſen: Demnach in dem den $\frac{2}{20}$ten November 1719 zwiſchen Ihro Majeſtät der Königin *Ulrica Eleonora*, Unſerer Hochgeliebten Frau Gemahlin, und Ihrer Hochſeel. Groß-Britanniſchen Majeſtät *Georg* dem 1ten als Hertzogen und Churfürſten zu Braunſchweig und Lüneburg geſchloſſenen und ratificirten Friedens-Inſtrument einige Angelegenheiten zu weiterer Abthuung ausgeſetzet, zu deren Beylegung nunmehro in der Stadt Hamburg gütliche Handlung gepflogen, und worüber durch beyderſeitige dazu bevollmächtigte *Miniſtros* ein ſolcher Vergleich verabredet und geſchloſſen worden, welcher von Wort zu Wort lautet, wie folget:

Receß, welcher bey der Commiſſion zu Hamburg über die zwiſchen Ihro Königl. Majeſtät von Schweden und Ihro Majeſtät von Groß-Britannien als Hertzogen und Churfürſten zu Braunſchweig und Lüneburg in dem Friedens-Inſtrumento vom $\frac{2}{20}$ November 1719 zur Schlichtung ausgeſetzte Angelegenheiten errichtet und getroffen worden.

Im Namen der allerheiligſten Drei Einigkeit.

Zu wiſſen ſey hiemit, was maſsen bey Errichtung des zwiſchen der Durchlauchtigſten, Groſsmächtigſten Fürſtin

Fürſtin und Frauen, Frauen *Ulrica Eleonora*, der Schweden, Gothen und Wenden Königin u. ſ. w. auch dem Reiche Schweden, an einem, und dem Durchlauchtigſten, Groſsmächtigſten Fürſten und Herrn, Herrn *Georg* dem Erſten, Könige von Groſs-Britannien, Frankreich und Irrland, Beſchützern des Glaubens, Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg, des Heil. Römiſchen Reichs Erz- Schatz- Marſchällen und Churfürſten u. ſ. w. Höchſtſeel- und Glorwürdigſten Andenkens, als Hertzogen und Churfürſten zu Braunſchweig und Lüneburg, am andern Theile, wegen der beyden Hertzogthümer Bremen und Verden, und deren reſpective Abtret- und Uebernehmung, unterm dato Stockholm den 20ten November 1719 geſchloſſenen Friedens-Inſtruments und deſſen Separat-Articuln, einige Angelegenheiten ſich herfür gethan, welche eine genauere Nachricht und Unterſuchung, theils auch eine vorhergehende Liquidation erfordert, wornach aber das Hauptwerk aufzuhalten nicht dienlich geachtet, ſondern vielmehr beliebet worden, zu gänzlicher Schlicht- und Ausmachung ſolcher Puncten von beyden Seiten demnächſt gewiſſe Commiſſarios zu ernennen und zu bevollmächtigen, zu welchem Ende auch die von beyderſeits Höchſter Herren Compaciſcenten Majeſtät Majeſtät darzu ernannt- und bevollmächtigte Herren Commiſſarii im Monath Jun. 1720 in der Stadt Bremen zuſammen getreten, da der Bremiſche Dohm mit allem Zubehör tradiret und übernommen, auch nachher wegen Vollziehung einiger Puncte, insbeſondere

1) wegen der einigen Bremiſchen von Adel und Königl. Schwediſchen Bedienten währenden Krieges-Troublen ſequeſtrirten Güter,

2) denen Wismariſchen Tribunals-Gliedern in Rückſtand gebliebenen Beſoldungs-Geldern,

3) wegen Beybehaltung der geiſt- und weltlichen Bedienten beym Dohm,

4) wegen anderweitiger Employirung der noch bequem und capable befundenen vormahligen Königlich Schwediſchen Civil-, Juſtitz- und Land-Bedienten, und Erſetzung der von denenſelben vorhin von Königlich Schwediſcher Zeit nicht genoſſenen Beſoldungen, auch

5) wegen Handhabung der von vormahliger Königlich Schwediſcher Regierung und Cammer verliehenen Conceſſionen, auch ertheilten Erb-Zins-Contracten

1729

und

1729 und Meyer-Briefen, die fernere Nothdurft abgehandelt worden; man aber dennoch über ein- und andere Angelegenheiten bey gedachter Commission noch nicht zum völligen Schluſs zu gelangen vermocht, sondern solche auf eine andere bequeme Gelegenheit zu verschieben sich veranlasset gesehen, sothane Reassumir- und endliche Beschliefsung auch in folgenden Jahren, wegen verschiedener darzwischen gekommenen bekannten Verhinderungen sich verzögert; dafs demnach zu endlicher Abhelfung solcher bey dem errichteten Friedens-Tractat und in dessen Separat-Articuln vorbehaltenen Puncten eine anderweite Zusammentretung beyderseits Gevollmächtigten in der Stadt Hamburg beliebet worden; dazu aber der Durchlauchtigste, Grofsmächtigste Fürst und Herr, Herr *Friederich*, der Schweden, Gothen und Wenden König, und die Crone Schweden, Dero Hofrath und Residenten im Nieder-Sächsischen Crayse, den Hochwohlgebohrnen Grafen, Herrn *Axel Reenstierna*, nebst Dero Cammer-Rath in dem Königl. und des Reichs Cammer-Collegio, den Wohlgebohrnen Herrn *Albrecht Lindcreutz* an einem, und der Durchlauchtigste, Grofsmächtigste Fürst und Herr, Herr *Georg* der Andere, König von Grofs-Britannien, Frankreich und Irrland, Beschützer des Glaubens, Hertzog zu Braunschweig und Lüneburg, des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Schatzmeister und Churfürst u. s. w. als Hertzog und Churfürst zu Braunschweig und Lüneburg, Dero Geheimten auch Geheimten Cammer-Rath, den Hochwohlgeb. Herrn, *Heinrich Groten*, Reichs-Freyherrn zu Schauen, nebst Dero Regierungs-Rath in denen Hertzogthümern Bremen und Verden, den Wohlgebohrnen Herrn *Engelbert Johann von Bardenfleth*, Erbherrn zu Rechtebe und Geverstorf, am andern Theile, allergnädigst ernennet, und anhero nach Hamburg abgefertiget, diese auch, nach vorhero producirten Königlichen Vollmachten, mit einander in ordentliche Conferences getreten, die unerledigt befundene und in Streit gerathene Puncte reiflich erwogen, und möglichstermafsen erläutert, auch folgendergestalt gehoben und verglichen, nemlich:

Art. I.

Redemtion des Pretensions de la Suède.

Ob man zwar von beyden Seiten allen möglichsten Fleifs dahin angewandt, insbesondere denen sowohl von Seiten Ihro Königl. Majestät von Schweden und der Crone

Crone Schweden *ex Articulo ſeparato I.* des errichteten Friedens-Inſtrumenti auf die aus dem Poſtirungs-Diſtrict erhobene Contributiones und übrige Auflagen, auch wegen der in der Feſtung Stettin damahls befindlich geweſenen Magazinen, Ammunitionen und anderen Kriegs-Zurüſtungen, imgleichen des Orlogs-Schiffes, Stettiner Schlüſſel genannt, wie auch, nach Anleitung des Friedens-Tractats ſelbſten, allwo im 7ten §. gemeldet wird, daß die Brem- und Verdenſche Land-Stände, was auf deren Obligationen und Garantie aufnegotiiret worden, zu bezahlen und zu präſtiren gehalten ſeyn ſollten, wovon doch einige Poſten von der vormahligen Schwediſch-Bremiſchen Cammer abgetragen worden, gehabten Prätenſionen, als im Gegentheil von Seiten Ihro Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien u. ſ. w. als Churfürſten und Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg, theils wegen der unter der Stände Garantie negotiirten, von der Königl. Groſs-Britanniſchen Hannoveriſchen Cammer aber abgeführten Capitalien, und ſich dabey herfürgethaner beyderſeits hoher Compaciſcenten Maj. Maj. bey Errichtung des Friedens-Schluſſes unbekannt gebliebener Umſtände, theils auch auf ſimulirt- und untergeſchobene Pfand-Verſchreibungen indebite bezahlten Gelder, mit mehrern aufgehobenen Gegen-Forderungen, *per modum liquidationis* die abhelfliche Maſse zu verſchaffen; ſo hat man doch wegen ein und anderer ſich dabey geäuſſerten Differentien, darunter den Zweck nicht zu erreichen vermogt, und wie ſolchemnach mit Genehmhaltung beyderſeits allerhöchſten Committenten dienlicher geachtet worden, ſothane Differentien mittelſt einer Averſions- oder Bogen-Handlung in der Kürze zu heben, und Ihro Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien, als Hertzog und Churfürſt zu Braunſchweig und Lüneburg Sich erkläret, alle bey dieſer Commiſſion berührte und unberührte Gegen-Forderungen nicht allein ſchwinden zu laſſen, ſondern auch an Ihro Königl. Majeſtät von Schweden und das Reich Schweden, für alle und jede Dero Seits aus dem Friedens-Tractat und zugehörigen *articulis ſeparatis* gemachte, oder auch daraus etwa ſonſten weiter zu formiren ſtehende Praetenſiones eins für alles eine Summa von Neuntzig Tauſend Rthlr. in neuen Dritteln baar herauszugeben; ſo wird im Namen und von wegen Höchſtgedachter Ihro Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien

1729

1729 tannien als Hertzogen und Churfürſten zu Braunſchweig und Lüneburg hiedurch übernommen und Kraft dieſes verſprochen, ſothane 90000 Rthlr. in neuen, nach dem Leipziger Fuſs de Anno [illegible] die Mark rein zu 12 Rthlr. ausgemünzeten, und an Schrot und Korn vollgültigen Stücken, an Ihro Königl. Majeſtät von Schweden und die Crone Schweden, und zwar an den oder diejenige, welchen Ihro Königl. Majeſtät [illegible] genugſame Vollmacht darzu ertheilen, ſo bald über [illegible] ceſs beyderſeits Königl. Maj. Maj. Ratificationes auf Art und Weiſe, wie hierunter § ult. weiter folget, einlangen und gegen einander ausgewechſelt werden, allhier in Hamburg völlig und unverzüglich in einer ungetrennten Summa, und ohne davon unter einigerley Vorwand, weſs Namens es immer ſeyn mag, etwas zurück zu behalten, gegen Quitung auszahlen zu laſſen: wohingegen Ihro Königl. Majeſtät von Schweden und die Crone Schweden ſich aller weiteren, von verfloſſenen Zeiten herrührenden, und aus dem Friedens-Inſtrumento vom $\frac{30}{20}$ Novbr. 1719 und deſſen *articulis ſeparatis* in Anſehung der Hertzogthümer Bremen und Verden, für ſich zu machenden Prätenſionen, ſie mögen Namen haben wie ſie wollen, jetzt und künftig hiemit gänzlich begeben, ſo daſs Ihro Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien, als Hertzog und Churfürſt zu Braunſchweig und Lüneburg, oder Dero Königl. und Churfürſtl. Succeſſores, von Ihro Königl. Majeſtät zu Schweden und Dero Königlichen Succeſſoribus, noch der Crone Schweden, weder nun noch ins künftige, deſswegen jemahls gemahnet oder angeſprochen werden ſollen. Wie dann auch Ihro Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien vor Sich und Dero Königl. und Churfürſtl. Erben und Nachfolgern auf alle Deroſelben gegen Ihro Königl. Majeſtät von Schweden und die Crone Schweden zuſtehende Anſprüche wegen der Hertzogthümer Bremen und Verden, oder daher rührenden anderweiten Prätenſionen, von was Natur und Beſchaffenheit die auch ſeyn mögen, (jedoch mit Vorbehalt deſſen, was hierunter § 7. wegen der noch zu extradirenden und zu communicirenden Brieffſchaften und Acten aus dem Archivo zu Stockholm ſpecialiter ſtipuliret iſt) gleichergeſtalt aufs bündigſte renunciiren, und deſshalber Ihro Königl. Majeſtät von Schweden, Dero Königl. Succeſſores und die Crone Schweden niemahls anſprechen laſſen wollen.

ART. II. 1729

Hypotheques simulées.

Alle und jede untergeſchobene und ſimulirt befundene Pfand-Verſchreibungen, als nemlich

1) die auf das Amt Bremervörde und des Commiſſarii *Huswedels* Namen unterm dato Stade den 27ten Febr. 1712 verſchriebene, von dem Grafen *Vellingk* geforderte Ein Hundert Sechs Tauſend Acht Hundert drey und vierzig Rthlr. 20 Sch. 9 Pf. einfolglich auch die unterm dato Stockholm den 4ten May 1719 auf funfzehn Dohmcapitels Häuſer in Bremen, und den ganzen Reſt der damahls noch unverpfändet geweſenen Bremer-Dohmcapitels-Intraden *per male narrata* ausgewürkte Renovation und Confirmation,

2) die auf das Amt Himmelspforten und des Kaufmanns in Hamburg *Peter Greves* Namen unterm dato Stade den 30ten April 1712 à Vierzig Tauſend Rthlr.

3) die auf verſchiedene Amts-Intraden im Poſtirungs-Diſtrict und der Kaufleute in Hamburg *Gill* und *Leers* Namen unterm dato Hamburg den 29ten Jan. 1713 ausgeſtellete, nachhero aber gegen Sr. Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien und Churfürſtl. Durchl. zu Braunſchweig und Lüneburg Höchſtſeel. Andenkens, anderweite eigene Obligationes im Decbr. 1721 ausgewechſelte à Dreyſsig Tauſend Rthlr.

4) die von vormahligem General-Gouverneur und der Bremiſchen Cammer, unterm dato den 12ten Julii 1715 auf verſchiedene Dohmcapitels Häuſer in Bremen an folgende gegen deren darüber zurückgenommene Reverſe ausgeſtellete Pfand-Verſchreibungen, nemlich an den Regierungsrath *von Stade* auf Ein Tauſend Drey und Achtzig Rthlr. 16 Sch., an den Cammerier *Goeding* auf Neun Hundert Sechs und Sechszig Rthlr. 32 Sch., an den Cammer-Notarium *Rohri* auf Sechs Hundert Sechs und Sechszig Rthlr. 32 Sch., an den Intendanten *Burmeiſter* auf Vier Hundert Sechs und Sechszig Rthlr. 32 Sch. Selbige werden hiemit, wie von Seiten Ihro Königl. Majeſtät von Schweden und des Reichs Schweden, alſo auch im Namen und von wegen Ihro Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien und Churfürſtl. Durchl. zu Braunſchweig und Lüneburg ein für allemahl mortificiret, und in Kraft dieſes für null und nichtig declariret, dergeſtalt, daſs die Beſitzer und Einhaber ſolcher

1729 ſimulirt- und untergeſchobenen Pfand-Verſchreibungen, wovon die Capitalia in Ihro Königl. Majeſtät von Schweden und der Crone Schweden Nutzen niemahls verwandt worden, an Ihro Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien und Churfürſtl. Durchl. zu Braunſchweig und Lüneburg, oder Dero Königl. und Churfürſtl. Succeſſoren, jetzt oder ins künftige, einige Forderungen daraus zu formiren nicht ermächtiget, Höchſtgedachte Ihro Königl. Groſs-Britanniſche Majeſtät und Dero Churfürſtliche aber ſolchen unrechtmäſsigen Einhabern darauf etwas auszukehren keines Weges verpflichtet ſeyn, noch Deroſelben der errichtete Friedens-Tract, darunter im Wege ſtehen, oder dawider jemahls *cum effectu* allegiret werden ſoll. Was aber das von dem Baron *Hougers* in Paris negotiirte, und von demſelben an die Kaufleute *Gill* und *Leers* in Hamburg cedirte Capital von Funfzig Tauſend Rthlr. angehet, wofür gemeldete Kaufleute, vermöge der extradirt- und quitirten Pfand-Obligation und Houggerſchen Ceſſion, ſowohl an Capital als darauf angewachſen geweſenen Zinſen, ihre Befriedigung erlanget haben, wird deſſen befundene Richtigkeit hiemit declariret, und Ihro Königl. Majeſtät in Schweden, wie auch das Reich Schweden, alles daher rührenden Anſpruches gänzlich enthoben, und frey erkannt, mithin dieſes Poſtens halber völlig ſchadlos gehalten.

ART. III.

Officiers civils. Wird von Seiten Ihro Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien übernommen, denenjenigen Königlich Schwediſchen Civil-Bedienten, welche ihre Bedienungen in denen Kriegs-Troublen verluſtig gangen, ſeitdem aber von Ihro in Gott Höchſtſeelig ruhenden, auch jetzt regierenden Königl. Maj. Maj. von Groſs-Britannien nicht anderweit employiret, und mit nothdürftiger Subſiſtence verſehen, item der bereits verſtorbenen Witwen und Kindern, aus Königlicher Generoſität, nicht aber daſs Ihro Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien gemeynet ſeyn ſollten, dadurch einige Perſonal-Forderungen an Sich kommen zu laſſen, oder auf Sich zu nehmen, eine Summa von Fünf Tauſend Fünf Hundert Rthlr. zufliesſen, und nach der darüber verfertigten und hierbey communicirten Repartition eheſtens austheilen zu laſſen. Nicht weniger werden

ART. IV. 1723

die dem Königl. Schwedischen Cantzler *von Engelbrechten* wegen der demselben rückständig gebliebenen Gesandtschafts-Kosten, in einige Bremer-Dohm-Capitels Häuser in Anno 1715 et 1719, auf Drey Tausend Neun Hundert und Sechszig Rthlr. Species, oder Fünf Tausend Einhundert Acht und Vierzig Rthlr. Drittel verschriebenen Hypotheqven, von Seiten Ihro Königl. Majestät von Grofs-Britannien, nebst denen davon in Rückstand gebliebenen Zinsen aus besonderer Consideration in so ferne agnosciret, dafs Sie deren Bezahlung Vorschufs-Weise hierdurch versprochen, nemlich unter ausdrücklichem Vorbehalt des an die Bremische Land-Stände dieses Postens und Vorschusses halber zu nehmenden Regresses, zu welchem Ende dann von Seiten Ihrer Königl. Majestät von Schweden und des Reichs Schweden, die Deroselben wider gedachte Land-Stände als eigentliche *Debitores in eventum* zugestandene Jura an Ihro Königl. Majestät von Grofs-Britannien, als Hertzogen und Churfürsten zu Braunschweig und Lüneburg in bündigster Form Rechtens niemit cediret und abgetreten werden. *Praxis de la legation.*

So viel aber gedachten Cantzlers *von Engelbrechten* aus einer Königl. Schwedisch-Bremischen Cammer Abrechnung vom 6ten May 1713. und denen unterm 22ten Junii 1712. übers Land zwar ausgeschriebenen, jedoch bey denen eingefallenen Kriegs-Troubien nicht aufgebrachten Geldern, auf Zwey Tausend und Zehen und $\frac{2}{3}$ Rthlr. an die Bremische Land-Stände formirende anderweite Forderung anlanget, wird Königl. Grofs-Britannischer Seits versichert, dem *von Engelbrechten*, wann die Land-Stände zuförderst nothdürftig vernommen und gehöret worden, durch den kürtzesten Weg, und ohne deswegen zu verstattenden Proceſs, gleichfalls zu seiner billigmäfsigen Befriedigung zu verhelfen. Auf gleiche Art auch

ART. V.

bey dem Nieder-Sächsischen Creyfs-Directorio, so viel möglich, es dahin zu vermitteln, dafs die bey denen Creyfs-Expeditionen employirte vormahlige Königl. Schwedische Canzley-Bediente, wegen der annoch zu fordern habenden und daselbst zu justificirenden Salarien-Gelder und Copial-Gebühren von Creyfses we- *Salaires de la part du Cercle*

1729 gen und aus der Creyſs-Caſſa baldmöglichſt contentiret und klaglos geſtellet werden mögen. Wobey jedoch von Seiten Ihrer Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien aus beſonderer Bewegniſs übernommen wird, dem Regierungs-Rath, nunmehrigen Königl. Schwediſchen Envoyé zu Regensburg, *von Stade*, die von Anno 1714 bis 717 incluſive, vor 4 Jahren anno hero fordernde und darunter begriffene Sieben-Hundert Rthlr. Creyſs-Secretarien-Beſoldung, aus Königl. und Churfürſtl. Cammer anjetzo ſogleich Vorſchuſs-Weiſe, jedoch mit Vorbehalt des Regreſſes an die Creyſs-Caſſa, oder die Bremiſche Land-Stände, reichen zu laſſen.

ART. VI.

Prétentions des particuliers. Was die bey dieſer Commiſſion vorgewesene Angelegenheiten der Majoren *Kleiche* und *Haffener* anbelangt, ſo ſind ſolche aus beſonderen Conſiderationen durch gütliche Handlung bereits abgethan und damit getilget.

Was aber des verſtorbenen Präſidenten *Gyldenklauen* Erben und Gebrüdere von *Greiffencrantz*, wie auch anderer, welche hinführo von Ihro Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien wegen der denenſelben reducirten Güter Satisfaction ſuchen möchten, betrifft, ſolche werden zu rechtlicher Erörterung und Erkenntniſs *ad forum rei ſitæ* verwieſen, allwo Ihro Königl. Groſs-Britanniſche Majeſtät, wann zu ſolchen Behuf die annoch in Stockholm befindliche Reductions- und Liquidations-Acten zuförderſt extradiret, ihnen *promte juſtice* adminiſtriren zu laſſen, nach dem errichteten Friedens-Inſtrument, erbötig ſind.

ART. VII.

Extradition des archives. Weil auch in des Friedens-Tractats 3ten § verabredet iſt, daſs die Briefſchaften und Documenten die Hertzogthümer Bremen und Verden betreffend, *bonâ fide*, ſo bald es möglich, denenjenigen ſollen extradiret werden, welche ſelbige zu empfangen von Ihro Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien ernennet und bevollmächtiget werden, und zufolge deſſen nicht allein die allhier in Hamburg damahls in Verwahr geweſene Dohmcapitels-Acten den 12ten Junii 1721 an den damahligen Chur-Braunſchweigiſchen Hofrath *Grafe*, ſondern auch der gröſseſte Theil von denen hier nach Hamburg gebrac-

brachten Cameral- und anderen Acten im September 1729
1729 nach darüber aufgerichteten Specificationen und Quitungen, sind ausgeliefert worden. So ist man wegen der übrigen von der Zeit an hier mit Sequester belegten, oder in der Königl. Schwedischen Herren Commissarien Gewahrsam, vorhandenen Bremischen Briefschaften nunmehro beyderseits überein gekommen, dass dieselbige gehörig separiret, und einem jeden Theil, was ihm zugehörig, nach darüber errichteten Specificationen, sogleich nach erfolgten Königl. Ratificationen dieses Recesses, eingehändiget werden mögen.

Da auch von denen bey dem Land-Rentmeister *Manderstirna* gefundenen, und in der Königl. Schwedischen Herren Gevollmächtigten hiesigen Verwahrsam vorhandenen Rechnungen, so viel man davon Schwedischer Seits entbehren kann, denen Königl. Gross-Britannischen Herren Commissariis originaliter, und übrigens auf jedesmahliges Verlangen in beglaubten Abschriften sollen zugestellet werden. Diejenige Original-Briefschaften aber, welche in Stockholm in Verwahrung seyn mögen, sollen ebenfalls, so bald Königl. Gross-Britannischer Seits zu deren Empfang jemand ernennet und bevollmächtiget wird, dem errichteten Friedens-Instrument gemäss, *bona fide* extradiret werden.

Wobey dann insonderheit der ins Reductions- und Liquidations-Werk schlagenden Acten halber stipuliret ist, dass alle Acten, Briefschaften und Rechnungen der vormahligen Reductions- und Liquidations-Commissionen, und was solchen anhängig, welche nemlich die Gravations-Sachen *ratione* derer Hertzogthümer Bremen und Verden, oder darunter begriffene Güter betreffen, an Ihro Königl. Majestät von Gross-Britannien, oder Dero Gevollmächtigten, *in originalibus* ausgehändiget, von denenjenigen Reductions- und Liquidations-Actis aber, die zwar nicht directe solche *gravationes* concerniren, so wegen Brem- und Verdischer Domanial-Pertinentien gemacht worden, jedoch mit selbigen und denen gravitirten Personen *in puncto liquidationis* und sonsten einige Connexion haben, auf jedesmahliges Begehren vidimirte Copeyen communiciret werden sollen.

Art.

1729

ART. VIII.

Prétensions du comte de Vellingk.

Die von dem Grafen von *Vellingk* auf das Hüttenwerk Harfsfeld und einige dazu gezogene Korn- und Schmal-Zehenten angeblich hergeschossene Acht Tausend Zwey Hundert und Funfzig Rthlr. anlangend, können selbige von Seiten Ihrer Königl. Majestät von Grofs-Britannien vor jetzo noch zwar eben so wenig für richtig erkannt werden, als die zum Vorschein gebrachte, von dem Grafen von *Vellingk* darüber an *Henning Duncker* unterm dato Stade den 7ten May 1711 darüber ausgestellte Pfand-Verschreibung agnoscirt wird; dennoch aber wird Königl. Grofs-Britannischer Seits denen Gräfl. *Vellingkschen* Erben, oder auch dessen und deren Creditoren dabey vorbehalten, und erlaubet, dafs, wann die vom Brem- und Verdischen Etat unter des Grafen *Vellingk* Direction geführte Rechnungen vorher in Schweden gründlich examiniret und behörig justificiret, daraus aber erfordernder Nothdurft nach hinlänglich und deutlich erwiesen, dafs berührte 8250 Rthlr. wirklich hergeschossen, auch in Ihrer Majestät des Königs in Schweden und des Reichs Schweden wahren Nutzen hinwiederum angewandt worden, selbige gehörigen Orts sich melden mögen, da man nach Befinden dieselbe hören, und allenfalls billigermafsen zu ihrer Befriedigung verhelfen wird. Auf solchem Fall aber wird von Seiten Ihrer Königl. Majestät von Grofs-Britannien hiedurch reserviret, die nach Ausweisung der Acten von dem Grafen von *Vellingk* darauf schon indebite gehobene Gelder in der alsdann darüber zuzulegenden Liquidation denenselben mit *in Computum* zu bringen, immafsen auf solchen Fall von Seiten Ihro Königl. Majestät von Grofs-Britannien sothane vom Grafen von *Vellingk* genossene Gelder unter obiger Renunciation nicht verstanden noch gezogen werden.

ART. IX.

Signature.

Wie nun oberwähntermafsen alle und jede in dem Friedens-Tractat und demselben annectirten Separat-Articuln begriffene Angelegenheiten hiedurch ihre vollkommene Richtigkeit und abhelfliche Mafse erhalten; so ist demnach gegenwärtiger Recefs darüber *in duplo* errichtet. Und weil die erstern Herren Commissarii zu der Zeit, als diese Commission zum Schlufs gereichen,

beyde

beyde zu Hannover gegenwärtig gewesen, von denen- 1729
selben, um keine Zeit zu versäumen, am unten stehenden dato daselbst, kraft habender und gegen einander ausgehändigter Vollmachten unterschrieben und besiegelt, da benebst auch von beyden Seiten verabredet worden, dafs solche Unterschrift diesen Recefs eben so vollkommen geltend machen solle, als wäre er von denen gesammten Herren Gevollmächtigten an dem Commissions-Orte zu Hamburg und an einem dato unterschrieben, wie dann auch hiemit festiglich versprochen wird, dafs die Unterzeichnung dieses Instrumenti von den beyden zu Hamburg sich aufhaltenden Herren Commissarien daselbst gleichfalls ungesäumt geschehen, und sodann der höchsten Herren Committenten Königl. Maj. Maj. allergnädigste Ratificationes, wo nicht ehender, doch längstens innerhalb fünf Wochen vom dato dieses Recesses Unterschrift in Hamburg, gegen einander in Stockholm ausgewechselt werden sollen. Geschehen Hannover den 18ten Augusti im Jahr Ein Tausend Sieben Hundert Neun und Zwanzig.

Axel Reenstierna. (L. S.) Heinrich Grote. (L. S.)

Nachdem die bishero allhier gepflogene Commissions-Handlungen nach vorerwehntem Inhalt in allen Stücken zu vollkommener Richtigkeit gelanget; so wird auch gegenwärtiger Recefs, Kraft der gegen einander ausgewechselten Königl. Vollmachten, hiermit von uns unterschrieben und besiegelt.

Hamburg den 12ten September im Jahr Ein Tausend Sieben Hundert Neun und Zwanzig.

Alb. Lindcreutz. (L. S.) Engelb. Joh. von Bardenfleth. (L. S.)

Und wir dann obigen Vergleich und dessen ganzen Inhalt Unserer Intention allerdings gemäfs zu seyn befunden, und ihn daher approbiren und genehm halten wollen;

Als genehmigen, approbiren und ratificiren Wir hiemit und Kraft dieses, vor Uns und Unsere Successores,

1729 obinſerirten Vergleich, wollen auch das allem dem, was darinnen Unſerer Seits verſprochen worden, allwege gehöriges Genügen geſchehe. Zu mehrerer Urkund haben Wir dieſe Unſere Ratification eigenhändig unterſchrieben, und mit Unſerm Königl. Inſiegel bekräftigen laſſen. So geſchehen Stockholm im Rath den 3ten November 1729.

FRIEDRICH.
(L. S.)

Ratification über den Hamburgiſchen Commiſſions-Receſs.
(L. S.) J. v. CEDERCREUTZ.

Daſs dieſe vorſtehende Copey mit ſeinem Originali von Wort zu Wort gleichlautend ſey, wird hierdurch beſcheiniget. Hannover den 7ten May 1748.

O. G. SCHRÖDER,
geheimer Regiſtrator.

32.

1730 *Convention entre les Provinces-Unies des Pays-Bas et le Dey et la regence d'Algèr* 1730. 1731. *touchant les paſſeports Turcs.*

Sept.

a.

Lettre du Dey d'Algèr aux Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas du mois de Septembre 1730.

(*Storia dell' Anno* 1730-31. p. 299.)

A' noſtri Amici gli Stati Generali delle Provincie Unite, che l'Onnipotente voglia rendere ancora più grandi, e accordar loro ſalute ſino alla fine. Noi preghiamo il

gno Dio di darci agli uni e agli altri tutto ciò che è 1730
necessario, e che la nostra Pace e Amicizia possa esser eterna. Cari Amici, vi diamo avviso, che in questo anno due de' nostri Vascelli, ch'erano andati in corso, incontrarono nel mare due de' vostri Bastimenti nomati *Flute*, e poi altri due nomati *Fregate*, proveduti tutti di Passaporti vecchi. Li Capitani delle nostre Capre non essendo bene informati delle nostre intenzioni, li mandarono qui per ignoranza: ma quando qui ritornarono, noi gli abbiam ripresi, dicendo loro, che dovevano sapere, qualmente tutti gli Olandesi che ritornano dalla Turchia, dalle Indie, o altronde, potevano passare liberamente in Olanda con i Passaporti vecchi per sei mesi; ma quei, che venivano direttamente dall' Olanda doveano essere proveduti di Passaporti nuovi. Ci hanno risposto, ch' essi non aveano avuto da noi a questo riguardo Istruzioni abbastanza chiare: sul che vi notifichiamo di aver noi chiamato alla nostra presenza i Capitani de' vostri Bastimenti Mercantili, e abbiamo loro dimandato, se fosse stato restituito loro il danaro, e ogni altra cosa. Eglino ci hanno risposto di sì, e noi gli abbiamo fatto segnare le ricevute qui annesse, che vi mandiamo, affinchè possiate conoscere le nostre buone intenzioni *). In fine, cari Amici, allorchè piacerà a Dio, che ci mandiate gli Alberi, promessici da parte vostra, vi preghiamo istantemente di aggiugnervi quattro Trombe, et otto Ancore della qualità, che il Console, vostro Schiavo, ci ha promesso di scrivervi. Preghiamo l'Onnipotente, che la nostra Pace possa esser eterna, e passare in affetto e amicizia; Amen. L'anno del nostro Profeta 1148, il dì 17 di *Gemaste Ouvvel*, o sia Settembre 1730.

*) Pourtant le Dey garda pour lui 11 caisses d'argent renfermant 137000 florins voyez *Europ. Mercur.* 1730. T. II. p. 48.

b.

1731 Traité conclu au nom des Etats Généraux des
24 Août. Provinces-Unies des Pays-Bas avec le Dey et la république d'Alger le 24 Août 1731.

(*Europ. Mercurius.* 1731. T. II. p. 115.)

De voorſpoedige Abdy Baſcha, en de Staaten Generaal in het Jaar 1726. by den geſloten Vrede, alle diſputen uit den weg geruimd hebbende, zyn nu verder overeengekomen, by de voorige Artykelen de zes navolgende te voegen.

ART. I.

Dat de voorſpoedige Abdy Baſcha Dey, in 't Jaar 1730, by een Brief aan de Staaten Generaal geſchreven, verzocht heeft, dat alle Schepen naar Indiën varende, met Turkſche Paſſen mogten worden voorzien, om voor te komen alle verdere diſputen die daar uit zouden kunnen ontſtaan; doch dat die Paſſen niet zouden zyn als die der Koopvaarders, om dat de eerſt genoemde omtrydsacht of tien Jaaren uitblyven, in welken tyd het zoude kunnen gebeuren dat de Paſſen der Koopvaarders veranderd wierden: waar op men overeengekomen is, dat de Paſſen der Schepen naar de Indien varende, permanent en geene verandering onderworpen zullen zyn; en opdat men de voorſchreven Paſſen uit de anderen zoude kunnen kennen, zal men het groot zegel van de Staaten Generaal zetten niet alleenlyk op de Bovenſtukken, die hier blyven, maar op de Paſſen die door den Staat uitgegeeven worden; by welkers konfronteering dat de zegels een en dezelve zyn, de Kapers van Algiers de gemelde Schepen vry en onverhinderd zullen laaten paſſeeren en repaſſeeren zonder ophouding of moleſtatie; en ingeval eenige van deze Kapers dit Artykel overtreeden, zullen zy ten ſpiegel van anderen zwaar geſtraft worden.

ART. II.

En ten einde een iegelyk de gemelde Paſſen voor de Schepen naar Indiën varende, zoude mogen kennen, hebben de Staaten Generaal aan haaren Conſul te Algiers ordre gegeeven, dat op de Bovenſtukken geſchreven zullen worden deze woorden: Alle Schepen, die niet ne-

ven-

b.

Articoli ſtipulati tra gli Stati Generali delle Provincie Unite, e la Repubblica di Algeri li 24 Agoſto 1731 *). 1731 24 Août.

(*Storia dell' Anno* 1731. 1732. p. 301.)

ART. I.

I Vaſcelli Olandeſi, che navigano alle Indie, dovranno eſſer muniti di Paſſaporti Turchi, per prevenire le conteſe, che altrimente potrebbono naſcerne: queſti Paſſaporti ſaranno differenti da quelli che dannoſi agli altri Vaſcelli Mercantili; e non ſaranno ſuggetti ad alcun cambiamento, ma permanenti; e per poterli diſtinguere dagli altri Paſſaporti, ſi metterà il gran ſigillo degli Stati Generali, non ſolamente ſopra le minute **), che reſteranno in Algeri, ma ancora ſopra i Paſſaporti ſteſſi che ſi daranno dalle Loro Alte Potenze, affinchè dopo il confronto de' ſuddetti ſigilli gli Armatori d'Algeri li laſcino paſſare e ripaſſare liberamente ſotto pena, in caſo di contravvenzione, d'eſſere puniti ſeveramente per ſervire d'eſempio agli altri.

ART. II.

Affinchè ognuno conoſcer poſſa i Paſſaporti de' Vaſcelli, che navigano alle Indie, gli Stati Generali daranno ordine al loro Conſole d'Algeri, che faccia criver ſulle minute queſte parole: *Tutti li Vaſcelli che hanno ſu i loro Paſſaporti il ſopraddetto ſigillo, ſono Vaſcelli*

*) Dans la Storia dell' anno ce traité eſt daté de l'an 1730, mais c'eſt ſans doute une erreur: la traduction Italienne eſt un peu plus abregée que celle qu'on trouve à cote en Hollandais. Au reſte cette convention ne ſe trouve pas dans le *Groot-Placaetboek*. Il n'en eſt pas fait mention dans le traité de 1757. (WENCK C. J. G. T III. p. 161.) mais la ſtipulation principale relative aux vaiſſeaux des Indes y eſt repetée mot à mot.

**) C'eſt la partie ſuperieure du paſſaport coupé en deux, dont il eſt queſtion.

1731 *veuſtaande Zegel op hunne Paſſen hebben, zyn Oost-Indiſche Schepen, toebehoorende aan de Staaten Generaal niet tegenſtaande de Bovenſtukken met de Pas niet accordeeren, zo is de Pas even vel goed.*

ART. III.

Verder is overéengekomen, dat, dewyl de Schepen in Indiën zynde, wegens de ver afgelegenheit zich van geen nieuwe Paſſen kunnen voorzien, dezelve met hunne oude Paſſen vry zullen kunnen paſſeeren, geduurende den tyd van drie achteréenvolgende Jaaren; welke geſtelde tyd eindigen zal in't Jaar van de Hegira 1147, op den laatſten dag van de Maand Mahuram, met de Chriſten rekening uitkomende op den laatſten December 1734; geduurende welken tyd het zegel dat hier is voor de Indiſchen Schepen die thuis komen, zal kunnen dienen; zynde het ten dien einde aan de kapers mede gegeeven.

ART. IV.

Noch is overéengekomen, dat de Paſſen de Koopvaarders geene verandering onderworpen zullen zyn 't en zy wanneer de Staaten Generaal zulks zelfs goedvinden; doch byaldien eenige van deze haare Paſſen mogten vervallen in handen van vreemden, met deze Regiering in Oorlog zynde, zullen de Staaten Generaal alsdan, om alle diſputen voor te komen, na gedane Vertogen van deze Regiering, aan dezelve toeſtaan dat de Paſſen veranderd worden.

ART. V.

Is geaccordeerd, dat by de verandering der Paſſen, de oude een gehel Jaar goed zullen zyn; welke tyd van een Jaar, niet eerder beginnen zal dan van den dag af dat de Conſul van den Staat het eerſte Bovenſtuk aan de kapers uitgeeft; maar de Schepen uit Holland komende, zullen met nieuwe Paſſen voorzien zyn, en om alle diſputen te ontgaan, zal de Conſul op denzelven dag wanner hy het eerſte Bovenſtuk overleverd, een Certificatie van den Dey, wegens den bepaalden tyd neemen.

ART. VI.

Noch is overéengekomen, dat, ingeval na verloop van het geſtipuleerde Jaar, eenige van deze Kruiſſers eenige Koopvaarders, toebehoorende aan de Ingezetenen van de Staaten Generaal, met een [illegible] Zee

komen

Vascelli dell' Indie Orientali, appartenenti agli Stati Generali. 1731

ART. III.

Come i Vascelli che sono nelle Indie, non possono per la gran distanza essere provveduti di nuovi Passaporti, potranno retornare liberamente co' loro Passaporti vecchi per tre anni consecutivi, che finiranno l'anno 1734. In questo tempo il sigillo ch' è in Algeri, servirà per i Vascelli che rivengono delle Indie, e sarà dato per questo effetto agli Armatori.

ART. IV.

Anche i Passaporti de Vascelli Mercantili non saranno suggetti a verun cambiamento, quando le Loro Alte Potenze gli Stati Generali non lo trovassero a proposito. Intanto se capitasse, alcuni di questi Passaporti venissero a cadere nelle mani di Forestieri che sono in guerra con la Reggenza di Algeri, gli Stati Generali, per prevenire ogni contesa, consentiranno che la mentovata Reggenza, dopo avere fatte su ciò le convenevoli rappresentazioni, muti li suddetti Passaporti.

ART. V.

In caso di cangiamento de' Passaporti, li vecchi saranno buoni per un anno, il quale non comincierà che dal giorno in cui il Console degli Stati distribuirà la prima minuta: ma i Vascelli che partiranno dall' Olanda, saranno provisti di nuovi Passaporti; e per rimovere ogni contesa, il giorno in cui lascerà il Console la detta prima minuta, prenderà un certificato dal Dey circa il tempo limitato.

ART. VI.

Si è finalmente convenuto, che dopo spirato l'anno stipulato, se gli Armatori rincontreranno in Mare qualche Vascello appartenente a sudditi degli Stati Generali, provisto di Vecchi Passaporti (salvo però i Vascelli che navigano

1731 *komen te ontmoeten (uitgezonderd die naar Oost-Indien varen, breder in 't eerſte Artykel gemeld, dewelke wel uitdrukkelyk hier buiten geſloten, en op geenerlei wys in dit Artykel begrepen zyn) zy dezelve vry mogen doen brengen, doch in geen andere Haven of Koningryk dan van Algiers; en na dat zodanig Schip aldaar door den Dey en Conſul zeer naaukeurig geexamineerd, en alles met de waarheit overeénkomende bevonden is, zal de Lading van dat Schip prys verklaard en de vragt aan den Schipper volgens inhoud der Connoſſementen betaald worden; en men zal het Schip en het Volk onverhinderd laaten gaan, zonder hen iets te berooven of wegte neemen, en aan gemelde Schipper zal eene Certificatie werden gegeeven, op dat hy in zyne thuisreis door geen andere Kapers gemoeid worde, en die hem vry en onverhinderd laaten paſſeeren.*

vigano alle Indie, i quali ſon qui eſpreſſamente eſcluſi, 1731
e non devono eſſere in queſto Articolo compreſi) lo potranno menar via liberamente, ma ſolo nel Porto di Algeri, dove, quando il Dey e il Conſole avranno eſaminato come ſi deve il Vaſcello, e ritrovato il rapporto degli Armatori conforme alla verità, il ſuo Carico ſarà dichiarato di buona preſa, ſi pagherà il nolo al Padrone, che l'ha preſo, e poi ſi laſcierà ritornare il Vaſcello con l'equipaggio ſenza punto toccarlo, e ſi darà al Capitano un' certificato, affin chè nel ſuo ritorno non ſia punto moleſtato d'altri Armatori, li quali laſcieranno paſſare liberamente.

33.

Acte de rehabilitation dans le traité de Seville, accordé par la Couronne d'Eſpagne à celle de la Grande-Bretagne; ſigné à Seville le 6 Juin 1731. 6 Juin.

(ROUSSET *les interêts des Puiſſances* T. III. p. 347.)

Déclaration que nous ſouſſignez Miniſtres de leurs Maj. Brit. et Cath. faiſons en vertu des ordres que nous avons des Rois nos Maîtres.

Le Roi de la Grande-Brétagne ayant fait communiquer à Sa Maj. Cath. le traité qu'il a conclu en dernier lieu avec l'Empereur *) et aiant déclaré qu'il a donné par là les preuves les plus évidentes de la ſincerité de ſes intentions pour l'exécution du traité de Seville, tant par rapport à l'introduction effective des 6000 Hommes de Troupes Eſpagnoles, ſuivant les diſpoſitions dudit traité dans les places fortes de Parme et de Toscane, que

*) Traité du 16 Mars 1731. d. DUMONT T. VIII. P. II. p. 213. et de même d. ROUSSET ſuppl. T. II. P. II. p. 288.

1731 que par rapport à la prompte poſſeſſion de l'Infant Don Carlos, conformément au contenu de l'Article V. de la quadruple-alliance, ſans que de la part du Séréniſſime Infant Don Carlos ni de Sa Maj. Cath. il ſoit neceſſaire de diſputer, debatre ou applanir quelque difficulté que ce ſoit qui pourroit s'élever, ſous aucun pretexte que ce puiſſe être.

Sa Maj. Cath. déclare, que pourvû que tout ce qui vient d'être enoncé ſoit promptement exécuté, elle ſera pleinement ſatisfaite et que non obſtant la déclaration faite à Paris le 28 de Janvier dernier par l'Ambaſſadeur extraordinaire le Marquis de Caſtellare *), les Articles du ſusdit traité de Seville qui concernent directement et reciproquement les deux Couronnes, ſubſiſtent dans toute leur force et toute leur intenſion et les deux Rois ſusnommés promettent également de faire executer ponctuellement les conditions exprimées dans ledits Articles, auxquels ils s'engagent et s'obligent par le preſent Inſtrument; bien entendu que dans le terme de cinq mois, à compter du jour de la date de cet Inſtrument, ou plutôt ſi faire ſe pourra, Sa Maj. Brit. fera effectivement introduire les 6000 Hommes de Troupes Eſpagnoles, dans les Etats de Parme et de Toscane, mettre l'Infant Don Carlos en poſſeſſion actuelle des Etats de Parme et de Toscane, en conformité de l'Article V. de la quadruple alliance, et aux Inveſtitures éventuelles: et Sa Maj. Cath. entend et déclare que dès que ladite Introduction et Poſſeſſion des Etats de Parme et de plaiſance ſera effectuée, ſa réſolution eſt, ſans qu'il ſoit beſoin d'aucune autre déclaration ou Inſtrument, que les Articles ſusmentionnés du traité de Seville ſubſiſtent auſſi bien que la jouiſſance de tous les privilèges, conceſſions et exemptions en faveur de la Grande-Bretagne, qui ont été ſtipulés et ſont litteralement contenus dans ledits Articles, et dans les traitez anterieurs, entre les deux Couronnes, confirmés par le traité de Seville, pour être réciproquement obſervés et executez ponctuellement. En foi de quoi nous les ſusdits Miniſtres ſouſſignés de leurs Maj. Brit. et Cath. avons ſigné la préſente déclaration et y avons fait apposer le cachet de nos Armes; fait à Seville le ſix de Juin 1731.

*) Rousset ſuppl. T. II. P. II. p. 287.

34.

Convention conclue entre Sa Majeſté Britannique et la Ville de Bremen, touchant le commerce des Harengs, 1731.

1731
17 Oct.

(CHALMERS. T. I. p. 113. en français.)

Soit notoire à tous ceux qui y ont interêt, qu'entre le Tréſſiſſime et très-puiſſant Prince et Seigneur George II. Roi de la Grande-Brétagne &c. &c. par ſon envoyé extraordinaire le Chevalier Baronet Cyrill Wich, d'un côté; et la Louable République de Bremen, par les députés de ſon Honorable Senat, les Sieurs Chriſtian Schene, et Gaspar à Rheden, Docteurs en Droit, de l'autre côté; en vertu de leurs Pouvoirs et Commiſſions; il a été conclu et arrêté les articles ſuivans pour ſervir de Reglement conſtant au libre Commerce du Hareng qui ſe pêche par les ſujets de Sa Majeſté Britannique ſur les côtes de ſes Royaumes.

ART. I.

Libre importation.

La Ville de Bremen accorde la permiſſion que le Hareng qui ſe pêche ſur les côtes de la Grande-Brétagne, avant ou après le 24. de Juin N. St. ſoit apporté librement à ladite Ville, en payant les mêmes droits d'entrée qui ſe payent ordinairement pour le Hareng Flamand ou Hollandois, ſans qu'ils ayent beſoin de produire aucun certificat ſermenté touchant le tems que ce Hareng ait été pêché ou pris.

ART. II.

Magazinage.

Ce Hareng, dès ſon arrivée, ſera tout mis dans le magazin ou les magazins qu'on jugera les plus convenables et propres pour y être gardé, moyennant que les propriétaires en payent un loyer raiſonable par tonneau, ſelon qu'ils en pourront convenir avec le maître du magazin.

ART. III.

Examen

Ce Hareng ſera ouvert dans la cour du magazin, à la vue de tous ceux qui voudront y être préſens; la ſaumure en ſera tirée; et après que le vuide des tonneaux

O 2

1731 neaux ſera rempli de bons poiſſons, la ſaumure y ſera remiſe, le poiſſon reſtant toujours dans ſon premier tonneau, ſans être empacqueté d'un tonneau à l'autre. De plus, il ſera taxé; et on mettra, ſelon ſa qualité, la marque et le cercle convenables ſur le fonds et au milieu de chaque tonneau: et pour faire voir que c'eſt du Hareng de la Grande-Brétagne, on fera brûler au fond de chaque tonneau un B. couronné, auſſi bien que l'an de la pêche de ce Hareng.

ART. IV.

Taxateurs. Pour cette fin, le Senat s'oblige de choiſir et conſtituer deux taxateurs, ordinairement des Wraquers et deux empacqueteurs; et afin qu'on ne les puiſſe pas ſoupçonner de partialité, ils feront un ſerment ſolempel devant l'Honorable Senat, de taxer les Harengs Britanniques ſelon leur bonté et exacte valeur; et de les empacqueter avec tout le ſoin imaginable; lequel ſerment, conforme au ſens de cet article, leur ſera réitéré tous les ans, au commencement de Juin par les Députés du Senat.

ART. V.

Vente. Si les propriétaires, ou leurs commiſſionnaires, viennent en perſone à Bremen avec leur Hareng, ils auront la liberté de le vendre indifférement aux bourgeois ou habitans de la Ville, à qui ils voudront: mais ſi, dans l'eſpace de huit jours, ils ne pourroient débiter leurs Harengs à ceux-ci, il leur ſera permis de les vendre à quiconque ils voudront, ou même de l'envoyer hors de la Ville, à tel endroit qu'ils jugeront convenable.

ART. VI.

Itme. Quand les propriétaires voudront envoyer leurs Harengs à des commiſſionnaires, pour les débiter, ils ſeront tenus de choiſir pour commiſſionnaire un Marchand Britannique, demeurant à Bremen, ou quelque bourgeois de la Ville, qui alors le pourront vendre, ou l'envoyer hors de la Ville, où bon leur ſemblera, ſelon le ſens de l'article précédent.

ART. VII.

Egaliſés aux plus favoriſés Outre ce dont on eſt déjà convenu ci-deſſus, les ſujets de Sa Majeſté Britannique jouiront toujours des mêmes priviléges et avantages dans ce trafic des Harengs,

et

et tous autres commerces sans exception, qui sont déjà accordés, ou pourroient à l'avenir être accordés, aux sujets d'aucune Puissance la plus favorisée. 1731

ART. VIII.

De même il est permis aux sujets de Sa Majesté Britannique d'apporter à Bremen des Saumons, Merlus, Morues, et toute autre sorte de poissons, soit séchés ou fumés, en barriques ou salés; bien entendu qu'ils payent le droit d'entrée, ou la gabelle modique. *Autres sortes de poissons.*

De la même maniere, il est réservé aux habitans et bourgeois de Bremen de négocier, selon leur ancienne coutume, aux Provinces des Royaumes Britanniques, d'y mener des marchandises, et de troquer ou changer contre ces sortes de poissons et d'autres denrées.

ART. IX.

Tout ce qui est contenu dans les précédens articles, sera confirmé et ratifié par Sa Majesté Britannique et le Senat de Bremen, dans les formes authentiques et usitées, dans l'espace de six semaines, ou plutôt, si faire se peut; et les instrumens seront échangés dans le terme susmentionné. *Ratification.*

En foi de quoi, et en vertu des ordres et Pleinpouvoirs que nous susdits, l'Envoyé Extraordinaire de la Grande-Brétagne, et les Deputés de Bremen, avons reçus de Sa Majesté le Roi de la Grande-Brétagne, d'une part, et l'Honorable Senat, de l'autre, nous avons signé la présente Convention, et y avons fait apposer les sceaux de nos armes.

Fait à Bremen, ce 17 d'Octobre 1731.

(L. S.) CYRILL WICH.
(L. S.) CHRETIEN SCHÖNE D.
(L. S.) CASP. à RHEDEN.

35.

1732 3 Nov. *Traité de renouvellement du traité d'alliance de 1677 entre la Pologne et l'Autriche; signé le 3 Novembre 1732.*

(Dogiel. *Codex Diplomat. Poloniae et Lituaniae.* T. I. p. 351, ex originali.)

Foederis inter Leopoldum Imperatorem, et Ioannem III. Regem Poloniae, Anno 1677 concluſi Renovatio. Datum Varſaviae in Arce Regia d. 3 Nov. Anno 1732.

Nos infra ſcripti Sacrae Caeſareae, Regiaeque Catholicae Maieſtatis Legatus Magnus, et a Sacra Regia Maieſtate Poloniae ac Republica per Conſtitutionem Anni 1726. ad conſtituendas conferentias, firmandamque, et aſſecurandam bonae Vicinae amicitiam, inter Dominia S. C. Regiaeque Catholicae Maieſtatis et Regni Poloniae, ac Magni Ducatus Lituaniae deſtinati Commiſſarii, poſt plures conferentias habitas, et peractas, diſcuſſasque, et concertatas ab utrinque ſeparatis Articulis praetenſiones, quas et ubi adhuc aliquid a Republica deſideratur, Illuſtriſſimus et Excellentiſſimus Dominus Legatus apud Auguſtiſſimam Caeſaream, Regiamque Catholicam Maieſtatem, ad ſatisfactionem Reipublicae ſubſequendam ſe omnimode promoturum, et evincere curaturum obligavit, unanimi ab invicem convenimus conſenſu, vetera Pacta, et Foedera inter Divum olim Leopoldum I. Rom. Imperatorem, et Ioannem III. Poloniae Regem Anno 1677 inita, et concluſa, non ingerendo Nos in novas quasvis conditiones, vel ligamina, reaſſumenda, et renovanda eſſe, quorum Pactorum tenor eſt talis:

Nos Leopoldus Divina favente clementia &c. Et Nos Ioannes III. Rex Poloniae &c. tenore praeſentium recognoſcimus, ac notum facimus univerſis et ſingulis praeſentibus, et futuris harum notitiam habituris. Quandoquidem qui Chriſti locum in terris gerunt &c. [*Inſeritur per totum Tractatus Anni* 1677 *)]. Datae in civitate noſtra Vinnenſi, et Arce Regia Varſavienſi de 24 A[illegible] Anno

*) Dumont T. VIII. P. I. p. 332.

Anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo ſeptimo, Regnorum noſtrorum Leopoldi Imperatoris Romanidecimo nono, Hungarici vigeſimo ſecundo, et Bohemici trigeſimo primo, noſtri vero Ioannis III. Poloniae tertio. 1732

Quae pacta in omnibus punctis, articulis, et conditionibus, excepto puncto de conſcribendo milite, quod huius ſit tenoris: "Hoc tamen expreſſo, ut liceat utrique noſtrum ex terris, et Provinciis alterius voluntario milites aere ſuo conductos educere, et arma in uſum ſuum exportare, eatenus tamen milites educere liceat quatenus id ſciente fiat altero noſtrum, neque ſit alteruter noſtrum bello ſuo proprio contra hoſtes aliquos ſuos impeditus &c." prout Illuſtriſſimus et Excellentiſſimus Dominus Legatus Dominus, Nomine Sacrae Caeſareae Regiaeque Catholicae Maieſtatis, ita et Nos Commiſſarii Nomine Sacrae, Regiae Maieſtatis, et Reipublicae renovamus cum robore perpetuo in iisdem pactis expreſſo, ſalva approbatione, et ratificatione tam Sacrae Caeſareae Regiaeque Catholicae Maieſtatis, quam et Sacrae Regiae Maieſtatis, Poloniae, et Reipublicae in Comitiis Generalibus proximo futuris. In quorum fidem praeſentes manibus propriis ſubſcripſimus, ſigillaque noſtra gentilitia appoſimus. Datum Varſaviae in Arce Regia die tertia Menſis Novembris Anno Domini 1732.

HENRICUS GUILHELM Comes DE WILCZEK, *Legatus.*

CHRISTOPHORUS ANTONIUS SZEMBECK. *Epiſcopus Vladislavienſis et Pomeraniae.*

IOANNES POTOCKI. *Palatinus et Generalis Terrarum Kijoviae Capitaneus Varſavienſ. Commiſſarius.*

MICHAEL CASIMIRUS *Dux* RADZIVIL. *Supremus M. D. Lituaniae Stabuli Praefectus.*

ADAMUS A WILKOW WILKONSKI, *Succamerarius Terrae Sochaczovienſ. Commiſſarius.*

THEODORUS POTOCKI, *Archiepiſcopus Gneſnenſ. Primas Regni Poloniae et M. D. L.*

JOSEPH. DE KONCZYCE MNISZECH, *Supremus Regni Mareſchalcus.*

IOANNES LIPSKI, *Epiſcopus Luceorienſis Procancellarius Regni.*

MAXIMILIANUS DE TENczyn OSSOLINSKI, *Supremus Regni Theſaurarius.*

36.

1733 24 Nov. *Convention, ou acte de neutralité, entre S. M. le Roi de France et leurs Hautes Puiſſances les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas; ſignée à la Haye le 24 Nov. 1733 *) et ratifiée le 23 de Décembre 1733.*

(ROUSSET *Recueil.* T. IX. p. 461.)

Leurs Hautes Puiſſances ayant fait connoître à Sa Majeſté Très-Chrétienne, par leur reſolution du 26 Août 1733, qu'en même tems qu'elles ne ſe ſont point mêlées, en aucune maniere ni directement ni indirectement, des affaires de Pologne, elles ſont d'intention de ne point prendre part dans les dites affaires, ni aux brouilleries qui pourroient en reſulter, elles eſperoient que Sa Majeſté Très-Chrétienne voudroit bien, que les Païs-Bas Autrichiens, dont Sa Majeſté Imperiale eſt préſentement en poſſeſſion, et qui doivent ſervir de Barriere à leur République, ne fuſſent point enveloppées dans la guerre qui s'élevoit à l'occaſion des affaires de Pologne: Sa Majeſté Très-Chrétienne pour donner à Leurs Hautes Puiſſances une marque du gré qu'elle leur ſait de la conduite qu'Elles ont tenue, et du déſir qu'Elle a, qu'Elles joüiſſent de la tranquillité qu'Elles cherchent à ſe procurer, a déclaré et déclare qu'Elle n'attaquera pas les Païs-Bas Autrichiens, dont Sa Majeſté Imperiale eſt préſentement en poſſeſſion, et qui, ſuivant les Traités, doivent ſervir de Barriere à la République, ſe reſervant Sa Majeſté Très-Chrétienne la liberté de repouſſer les hoſtilités qui pourroient être commiſes par les Troupes de Sa Majeſté Imperiale dans les Païs-Bas Autrichiens, de maniere que ſans donner atteinte à la neutralité ſtipulée, et ſans penſer à faire d'établiſſement dans les Païs-Bas, Elle pourroit garantir ſes frontieres, et employer pour cela les moyens néceſſaires et convenables au droit et aux uſages de la guerre. Leurs Hautes Puiſſances de leur côté déclarent qu'Elles ne pr-

*) Cette convention de neutralité a été renouvellée 1735 voyés ROUSSET *Recueil* &c.

prendront aucune part dans l'affaire de Pologne, ni dans les differens auxquels la dite affaire a donné et pourroit donner lieu par la suite, le tout sans préjudice des alliances qu'Elles ont avec l'Empereur comme Elles ont avec la France, et auxquelles alliances de part et d'autre, Elles ne prétendent point déroger: Leurs Hautes Puissances déclarant en outre qu'Elles ne négligeront aucun office pour détourner tout ce qui pourroit troubler le repos des Païs-Bas Autrichiens, et qu'elles n'aideront point en cela l'Empereur ni par leurs Troupes, ni de quelqu' autre manière que ce puisse être. 1733

Cette convention ou acte de neutralité sera ratifié par Sa Majesté Très-Chrétienne et par Leurs Hautes Puissances dans l'espace de deux mois, ou plutôt s'il se peut.

En foi de quoi nous soussignés Ambassadeur de Sa Majesté Très-Chrétienne et Deputez de leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, avons signé le présent acte.

Fait à la Haye le 24 Novembre 1733.

37.

Defensiv-Alliance-Tractat, zwischen Sr. Königlichen Majestät nebst der Crone Schweden, und Sr. Königl. Majestät zu Dännemark. Abgehandelt und geschlossen in Stockholm, den $\frac{24 \text{ September}}{5 \text{ October}}$ 1734. 1734 5 Oct.

(Faber *Europäische Staats-Canzley, 68. Theil* p. 647, et se trouve en Suèdois dans Modée *Utdrag* p. 171.)

Im Nahmen der heil. Dreyfaltigkeit.

Zu wissen sey hiemit, dass, nachdem der Grossmächtigste Fürst und Herr Herr Friederich der Erste, König in Schweden, der Gothen und Wenden &c. &c. &c.

1734 Landgraf zu Heſſen, Fürſt zu Hirſchfeld, Graf zu Catzen-Ellenbogen, Dietz, Ziegenhayn, Nidda und Schaumburg &c. &c. Und der Großmächtigſte Fürſt und Herr Chriſtian der Sechſte, König zu Dännemark und Norwegen, der Wenden und Gothen, Herzog zu Schleswig, Holſtein, Stormarn und Ditmarſchen, Graf zu Oldenburg und Delmenhorſt &c. &c. &c. nachdem beide geſinnet ſind, vermöge des zwiſchen beiden Cronen errichteten und geſchloſſenen Friedens-Vertrages, ſtets ein gut Vertrauen und beſtändige Freundſchaft zu unterhalten, ſondern auch nöthig und für gut befunden haben, durch eine nähere Verbindung gegen alle widrige Unternehmungen und feindliche Anfälle ſich in nähere und engere Verfaſſungen zu ſetzen, und zu dem Ende mit einander eine Defenſiv-Alliance einzugehen, die gleichwohl zu keines andern Potentaten oder Staats Nachtheil gereichen ſoll, geſtalt dieſe beide Nordiſche Reiche nicht gemeinet ſind, jemand Gewalt oder Schaden zuzufügen, ſondern Ihro Majeſtät Abſehen nur allein die Beſchützung und Sicherheit ihrer eigenen Reiche iſt.

Dieſerwegen haben höchſt bemeldte Ihro Königl. Majeſtät zu Einrichtung einer ſolchen Defenſiv-Alliance ihre Gevollmächtigte verordnet, nämlich Se. Königliche Majeſtät von Schweden, Dero und des Reichs Rath, Präſidenten Dero und des Reichs-Canzley Collegii, und der Academie zu Abo Canzler, den Hochwohlgebohrnen Herrn Grafen Arved Horn; Dero und des Reichs-Rath, den Hochwohlgebohrnen Herrn Grafen Swen Lagerberg; Dero und des Reichs Rath, und der Academie zu Lund Canzler, den Hochwohlgebohrnen Herrn Grafen Carl Gyllenborg; Dero und des Reichs Rath, auch Canzley-Rath, den Hochwohlgebohrnen Herrn Grafen Guſtav Bonde; nebſt dem Hof-Canzler Hochwohlgebohrnen Freyherrn Herrn Herman Cedercreutz, auch den Canzley-Rath Wohlgebornen Herrn Joachim Neres; Se. Königliche Majeſtät zu Dännemark aber Dero geheimen Rath, Stifts-Amtmann der Provinzen Fühnen und Langeland, Amtmann zu Odenſee, Dalmos, St. Knuds und Rugards, Aemter, Ambaſſadeur extraordinaire an Sr. Königl. Majeſtät in Schweden Hof, den Hochwohlgebohrnen Herrn Chriſtian Scheſtedt, auf Rahnhöft und Niſslegard, Ritter; welche Kraft der am Ende dieſes Tractats angehängten Vollmachten, zuſammengetreten, und

und nach Vorzeigung und Auswechselung selbiger Voll- 1734
machten nach Anleitung der gegenwärtigen Conjuncturen auch nach beider Majestät Majest. Convenienze sich vereinbahret, dessen was in folgenden Artikeln enthalten:

ART. I.

[illegible] verabscheidet, dass zufolge des obgemeldten *Amitié.*
beider Cronen A. 1720 geschlossenen Friedens-Tractats*) zwischen Sr. Königl. Majestät und der Crone Schweden, und Ihro Königl. Majestät in Dännemark, beiderseits Erben und Nachfolgern im Regiment, wie auch beiderseits Reichen, Fürstenthümern, Provinzen und Ländern, Städten und Unterthanen, beständig eine aufrichtige Freundschaft seyn soll, und Ihre Majestät Majest. sich höchst angelegen seyn lassen wollen, beiderseits Nutzen und Bestes gemeinsamlich zu befördern und zu vertheidigen: zu welchem Ende sie sich einander geloben und versichern, dass sie nach dato dieses mit andern Potentaten, in keine Verbindnisse sich einlassen, noch weniger directe oder indirecte, oder auf was Weise es möchte geschehen können, etwas unternehmen wollen, so Ihro Maj. Majest., Dero Reichen, Ländern und Unterthanen zum Schaden und Nachtheil gereichen könne; hingegen im Fall jemand anders, ohne dazu gegebene rechtmäsige Ursache, etwas unternehmen sollte, so soll (solches) alsdann Kraft dieses Bundes, mit aller Macht abgehalten und verhindert werden, auch (wollen sie) beiderseits treulich und redlich einander warnen, offenbahren, und an die Hand geben, wenn einer von ihnen merken sollte, was zu des andern Nachtheil und Schaden intendiret, geschmiedet und angeleget werden möchte; wie denn auch beide Königl. Majestäten sich hiermit verpflichten und verbinden, dass sie ihre Königreiche, Fürstenthümer, Graffschaften, Provinzen, Länder und Städte in Europa, die sie jetzt würklich zu eigen haben und besitzen, reciproce garantiren, und aufs beste und kräftigste zu deren beständigen und geruhigen Besitz beschützen und handhaben wollen.

ART. II.

Im Fall nun einiger Potentat, wer der auch seyn *Cas d'attaque.*
möchte, niemand ausgenommen, sich unterstehen sollte, auf was Weise es wolle, Ihro Königl. Majest. Majest. einig Unrecht und Gewalt, es sey mit Waffen und Krieg, oder

*) DUMONT T. VIII. P. II. p. 29.

1734 oder durch ander unbilliges Zudrängen, Dero Reiche, Fürſtenthümer, Grafſchaften, Herrſchaften, Provinzen, Länder und Städte in Europa, die Ihre Königl. Majeſt. Majeſt. vermöge des allgemeinen Friedens-Vertrags, jetzo würklich innhaben, und als Dero Eigenthum beſitzen, anzutaſten; ſo verbinden ſich beede Königl. Maj. Maj. vermöge des erſten Artikuls, einander die Hand zu reichen, und zu Hülfe zu kommen, und zwar auf ſolche Art und Weiſe, wie hierunter folget.

ART. III.

Bons offices. Derjenige von Ihro Maj. Maj. weſſen Reiche, Länder und Städte in Europa, nichts ausgenommen, feindlich angegriffen, oder deſſen Jura und Gerechtigkeit vermindert oder gekränket werden möchten, ſoll ſchuldig ſeyn, ſolches dem andern zeitig erkennen zu geben, und ſobald der andere davon Nachricht erhalten, ſoll er innerhalb zwey Monathen nach geſchehener Notification und Anſuchung, oder auch früher, wo möglich bereit ſeyn, auf eigene Koſten dem Requirenti diejenige Hülfe und Beyſtand zu ſenden, die hierunten benennt wird, und ſoll Requiſitus nichts deſto weniger auf freundlicher Beylegung der Sachen mittler Zeit alle gute Officia anwenden.

ART. IV.

Secours. Wann die Requiſition geſchiehet, ſoll Requiſitus innerhalb beſagter Zeit ſenden, 2000 Mann zu Pferd und 6000 Mann zu Fuſs, und dieſe Anzahl muſs Requiſitus allezeit parat und in Bereitſchaft haben, auch in berührtem Caſu auf Begehren ohne Widerrede abfolgen laſſen, wann er gleich von einem mächtigen Feind würklich überfallen und angegriffen ſeyn ſollte, oder auch Requirent mit weniger ſich begnügen wollte, welches ihm zeitig zu erkennen gegeben werden muſs.

ART. V.

Canons. Von der Feld-Artillerie ſendet Requiſitus bey jedem Regiment zu Fuſs vier Feldſtücke mit deren Zubehör und Ammunition, ſchwere Artillerie aber nebſt deren Zubehör und Ammunition, Veſtungen damit zu beſchieſsen, oder ins Feld zu führen, verſchaffet der Requirent ſelbſt, und das in ſolcher Menge, auch in ſolchem Zuſtande, als der Sachen Nothdurft erfordert.

ART.

ART. VI. 1734

Gleichergeſtalt ſendet Requiſitus, auf geſchehenes Anſuchen, ſechs Kriegsſchiffe, von welchen zwey mit 60, und vier mit 50 Stücken jedes montirt, dabey auch eine Fregate und einen Brander, alle mit völliger Bemannung, Mannſchaft, Ammunition und Proviſion verſehen ſeyn ſollen. *Vaiſſeaux de guerre.*

ART. VII.

Weil aber ſich zutragen könnte, daſs der, ſo von dieſen hohen Alliirten angegriffen worden, den Umſtänden und der Sachen Beſchaffenheit nach zur See eine gröſsere, zu Lande aber eine geringere, oder zu Lande eine gröſsere, zur See aber eine geringere Aſſiſtenz benöthiget, als im vorhergehenden Articul bedungen: ſo ſoll es in dergleichen Zufällen gänzlich in des Requirenten freyer Wahl und Gutbefinden ſtehen, Truppen in Stelle von Schiffen, oder Schiffe in Stelle von Truppen begehren, auf ſolche Weiſe, daſs ein Schiff von 80 bis 90 Kanonen gegen 1000 Mann Cavallerie, und ein Schiff von 50 bis 60 Kanonen gegen 1000 Mann Infanterie gerechnet, und der Requiſitus innerhalb oben geſetzter Zeit unweigerlich präſtiren ſoll. *Choix des ſecours.*

ART. VIII.

Sollte aber die Hülfe und Unterſtützung zu Lande und Waſſer nicht zulangen, ſo ſoll Requiſitus ſchuldig ſeyn, den in vorgehenden Articuln verſprochenen Succurs ſowohl an Volk, als Schiffen, zu verdoppeln, und innerhalb drey Monaten auf ſeine eigene Koſten dem Requirenten zum Gebrauche ſenden. *Doublement du ſecours.*

ART. IX.

Sollte Requirent von ſeinen Feinden ſo hart gedränget werden, daſs er noch eine gröſsere Hülfe benöthiget, ſo wollen Ihro Königliche Majeſtät, alsdann in ſolchem Zuſtande, durch Unterhandlungen, mit einander überlegen, auf was Weiſe dem Feinde aufs kräftigſte Widerſtand gethan werden könne, und alſo, nach der Sachen Beſchaffenheit und Umſtänden, mit allen Kräften agiren, entweder mit zuſammengeſetzter Macht, oder auch durch Diverſionen in des Feindes Lande den Krieg gegen denſelben fortzuſetzen, bis es zu einem beſtändigen Frieden gebracht und der Requirent vollkommene Satisfaction erlanget. *Augmentation ultérieure.*

ART.

1734

ART. X.

Commandement des troupes. Die Hülfe ſoll Requiſitus commandiren laſſen, von einer Generals-Perſon und von einem Flag-Mann, und dieſelben ſollen Macht haben, Jurisdictionem zu exerciren, alſo daſs, wann jemand ihrer Untergebenen ein Verbrechen begehen ſollte, der Straffällige nach des Requiſiti eigenen Kriegs- und See-Articuln gestraft werden ſolle.

ART. XI.

Direction des operations. Es mag der requirirende König ſelbſt bey der Armee oder der Flotte ſeyn, oder dieſelbe einem General oder Admiral anvertraut haben, ſo führet er doch ein Abſolut-Commando nicht weniger über die Auxiliar-Truppen und Schiffe, als über ſeine eigene, geſtalt Er gleiche vollkommene Direction über das ganze Kriegsweſen haben ſoll, daſſelbe zu gouverniren, nachdem es die Kriegs-Raiſon erfordert.

ART. XII.

Conſeil de guerre Wann aber wegen einiger Kriegs-Expedition etwas zu deliberiren vorfällt, da ſoll der General, der Admiral proportionaliter ſo viele von des Requiſiti, als von ſeinen eigenen Officiren zum Kriegsrath zuſammen fordern, und in ſelben des Königs, der alliiret wird, General oder Admiral allezeit das Präſidium führen, die andern aber deren Stelle und Vota nach ihrer Bedienung und Ancienneté haben.

ART. XIII.

Déciſions du Conſeil. Die Vollziehung der Kriegs-Geſchäfte, wann der requirirende König nicht perſönlich bey der Armee, ſoll allezeit mit den meiſten Stimmen geſchehen, wann aber der requirirende König ſelbſt gegenwärtig, gehet die Deciſion bey demſelben, und ſind Ihro Maj. keinesweges an die meiſten Stimmen verbunden, denenſelben zu folgen.

ART. XIV.

Entretien des troupes. Den Unterhalt ſolchen Succurſes ſowohl zu Lande als zu Waſſer, muſs Requiſitus ſelbſt anſchaffen, der Requirens aber ſoll, ſo lange dieſe Auxiliar-Truppen ſich in ſeinem eigenen Lande befinden, dieſelbe mit Fourage, Service und Brot, ohne Bezahlung, eben ſo, wie ſeine eigene Soldaten, nach ſeiner eigenen Verpflegungs-Ordnung verſehen; das Seevolk aber unterhält Requiſitus ſelbſt.

ART.

ART. XV. 1734

Die Auxiliar-Truppen und Schiffe ſollen nicht länger gegen den Feind gebraucht werden, als des Requirentis eigen Volk und Schiffe; wann ſie aber auf ein Jahr ausgeſandt werden, ſo ſoll der Requirent ihnen verſchaffen, Quartier, Brot, Fourage und Service, eben ſo, wie ſeine eigene, und wann er ſie heimſendet, nach ſeiner, des Requirentis Gelegenheit, dieſelbe unter Weges entweder mit Fahrzeugen und nöthigem Proviant; oder wo ſie über Land gehen, mit nöthigem Brot, Fourage und Service verſehen; auch ſoll oberwähnter Succurs alle Jahr, ſo lange der Krieg währet, von dem Requiſito ſelbſt recrutiret und in der folgenden Campagne zeitig, zum längſten Medio Maji, dem Requirenti, wo er es begehren ſollte, unfehlbar zugeſandt, nicht aber vorenthalten und zurück gefordert werden, unter was Prätext und Vorwand es auch ſeyn möchte, ja wann auch Requirirtus ſelbſt in ſeinen eigenen Reichen und Ländern feindlich angegriffen, und überfallen werden ſollte, wovon Er dem Requiſito zeitig Nachricht geben ſoll, daſs Er auf einer andern Seite dem Feind eine Diverſion mache. *Leur emploi.*

ART. XVI.

Wann nun in hoſtico agiret wird, muſs der Unterhalt ſowohl für die Officiers, als Gemeine, aus des Feindes Landen gezogen werden; gleichergeſtalt verhält es ſich mit den Quartieren, die in des Feindes Landen ausgetheilet werden; wann aber in hoſtico kein Unterhalt zu erhalten, ſo ſoll jeder von Ihro Königl. Maj. Maj. ſein eigen Volk Unterhalt anſchaffen. *Entretien sur territoire ennemi.*

ART. XVII.

Mit dieſen Auxiliar-Truppen und Schiffen ſoll allezeit in See- und Feld-Schlachten die Ordnung gehalten werden, daſs ſie ſo viel möglich beyſammen bleiben, und von ihren eigenen Officiren commandiret werden, die Schiffe auch in einer Escadre bleiben, woferne die Kriegs-Raiſon es nicht anders erfordert. Die hohen und niedrigen Gefangene, viele oder wenig Artillerie und Ammunition, Kriegskaſſe oder Magazine, ſo dem Feind abgenommen werden, ſoll beiden Königen proportionalſter zugehören. Die Contributionen, ſo aus des Feindes Land gezogen werden, ſollen unter beiden Thei- *Partage des contributions etc.*

1734 Theilen, nach Proportion der Truppen, die gegenwärtig sind, getheilet werden.

ART. XVIII.

Salut sur mer. Mit den Begrüfsungen zur See soll es in den Fällen nach Inhalt dieses Tractates gehalten werden, und wann beider hohen alliirten Schiffe und Escadres sich conjungiren, soll es nur geschehen, mit Schüssen einen Schuss nach dem andern, ohne Seegel zu streichen, also dass der erstgrüfsende eben so viele Schüsse zur Antwort bekommt, und soll der Anfang gemacht werden von den Auxiliar-Schiffen oder Escadre; aber in anderen Fällen bleibt es bei der vorigen Gewohnheit.

ART. XIX.

Radoubbement des vaiss. feaux. Es stehet beiden Hohen Alliirten frey, für ihre Schiffe, die entweder von dem Feind oder durch Sturm beschädigt worden, sich des einen und anderen Havens zu bedienen, auch allda einkaufen zu lassen, was zu des Volks und der Schiffe nothwendigen Unterhalt und Reparation erfordert werden möchte; doch sollen die Officiers die Vorsichtigkeit gebrauchen, dass sie bey ihrem Einlaufen keine Ursache zum Mifstrauen geben; weshalben die Officiers schuldig seyn sollen, gute Kriegs-Disciplin zu halten, und mit dem Commandanten in gutem Vertrauen zu leben, sich befleifsigen, auch alles mit dessen Wissen und Communication verrichten.

ART. XX.

Cas de guerre commune Im Fall es sich zutragen möchte, dass Ihro Königl. Maj. Maj. wegen dieser Defensiv-Alliance oder Sendung unter was Prätext es seyn möchte, von [illegible] er mag seyn wer er wolle, beunruhiget oder seine [illegible] angegriffen würde, so sollen beide Theile solchen Agressorem für einen gemeinsamen Feind halten, und mit aller Macht zu Lande und zu Wasser die Waffen gegen denselben ergreifen, aber keinen Stillestand oder Frieden mit ihm machen, ehe und bevor völlige Restitution, Satisfaction und Sicherheit für beide Hohe Alliirten erhalten.

ART. XXI.

Limites des états. Nachdem auf Schwedischer Seite vorgestellet worden, wie wegen der Gränzscheidung zwischen Wermeland, Dahl und Bohuslehn und daran stofsenden Theile von Norwegen einige Jahre her zwischen beiderseits Unter-

terthanen verſchiedene Irrungen entſtanden; ſo haben 1734
Ihre Königl. Maj. Maj. aller daher zu beſorgenden Unordnung vorzubeugen, als auch das gute nachbarliche Vertrauen und Freundſchaft zwiſchen beiden Cronen und deren Unterthanen deſto mehr zu befeſtigen, für gut und dienlich erachtet, an allen den Oertern, wo auf [illegible] gegenſeitigen Gränze einiger Streit ſeyn kann, ſolches durch gewiſſe bevollmächtigte Commiſſarien unterſuchen, und dieſe Streitigkeiten beylegen zu laſſen: mit welcher Verrichtung ſo zeitig angefangen werden ſoll, daſs dieſelbe zum wenigſten innerhalb drey Jahren *), wo es nicht eher geſchehen kann, zu Ende gebracht werde.

ART. XXII.

Commerce. Deſsgleichen ſollen auch beide Königl. Maj. Maj. ſich angelegen ſeyn laſſen, daſs Dero Unterthanen Commerce und Seefahrt aufs beſte unterſtützet, erweitert und beſchützet werde, ſo daſs beiderſeits Unterthanen Schiffe und Fahrzeuge vollkommene Freyheit und Erlaubniſs haben, in beiderſeits Königl. Maj. Maj. See-Haven und Städten, dieſelben mögen gelegen ſeyn wo ſie wollen, nicht allein in Europa, ſondern auf den Küſten auſser Europa, allwo ſie bereits Handlung haben, oder künftig anlegen möchten, frey und ungehindert einzulaufen, und ſich derſelben zu bedienen, auch von beiderſeits Bedienten und Unterthanen alle Officia Humanitatis, nebſt aller möglichen Handreichung, Hülfe und Beyſtand, nach der Zeit und des Orts Beſchaffenheit, genieſsen ſollen, doch gleichwohl ohne auf bemeldeten Küſten und Handels-Plätzen auſserhalb Europa zum Präjudiz der von beiden Seiten errichteten Compagnien Handlung zu treiben; und wollen Ihro Königl. Maj. Maj. künftig, und wo es die Conjuncturen werden veranlaſſen, ſich vereinigen, über eine nachdrückliche Weiſe beider Nationen Handlung zu vertheidigen, und gegen alles Eindringen und Feindſeeligkeiten, womit ſie moleſtiret werden möchten, aufrecht zu halten.

ART. XXIII.

Alliances avec d'autres Puiſſances. Dieſes Bündniſs ſoll nicht gereichen oder gedeutet werden zum Präjudiz der Defenſiv-Alliancen, die Ihro Königl.

*) Ce traité de limites n'a été conclu qu'en 1751 et ſe trouve dans WENCK *C. J. G.* T. II. p. 598.

1734 Königl. Maj. Maj. mit andern Potentaten und Staaten bereits geſchloſſen, oder künftig noch ſchlieſſen möchten, ſo weit dieſelbe mit dieſem Bündniſſe nicht ſtreitig, auf Art und Weiſe, wie in dem erſten Artikul gemeldet worden.

ART. XXIV.

Extenſions futures de ce traité. Da auch beide hohe Theile beiderſeits völlig geſinnet ſind, nicht allein beſtändiglich und ſtricte nachzuleben und zu erfüllen, alles was in dieſem Defenſiv-Allianz-Tractat abgehandelt und bedungen worden, ſondern auch ſich deſſen nutzen und gebrauchen wollen, in allen den Zufällen, die künftig zu mehrerer Befeſtigung und Erweiterung der aufrichtigen Freund- vertraulichen Nachbarſchaft zwiſchen beiden Cronen gereichen können; alſo wollen auch Ihro Königl. Maj. Maj. weiter und näher darauf bedacht ſeyn, wie dieſer Tractat nach der Zeiten und der Conjuncturen Beſchaffenheit und Veränderungen, zu beider Reiche gröſſerem Nutzen und Sicherheit, erweitert und verbeſſert werden möge.

ART. XXV.

Durée. Dieſes Bündniſs ſoll auf 15 Jahre währen, und nach deren Ablauf einen jeden freyſtehen, daſſelbe zu prolongiren oder nicht; doch ſoll ein halb Jahr vor Ablauf obiger Zeit über die Continuation gehandelt werden.

ART. XXVI.

Ratification. Die Ratification dieſes Tractats ſoll innerhalb [illegible] Wochen, oder eher, wo möglich, ausgewechſelt werden. Des zu mehrerer Urkunde iſt gegenwärtiges in Duplo ausgefertigte Inſtrument von Sr. Königl. Majeſtät in Schweden, wie auch von Sr. Königl. Majeſtät in Dännemark bevollmächtigten Miniſtern unterſchrieben und beſiegelt. So geſchehen in Stockholm den 24. September / 5. October des Jahrs nach Chriſti Geburt 1734.

(L. S.) A. HORN. (L. S.) C. SCHESTEDT.
(L. S.) S. LAGERBERG.
(L. S.) C. GYLLENBORG.
(L. S.) G. BONDE.
(L. S.) J. H. VON KOCHEN.
(L. S.) H. CEDERCREUTZ.
(L. S.) J. NERES.

A l

A la ſuite de ce traité il fut fait une convention par- 1734
ticuliere entre ces deux états, en date du 2 Fevrier 1735 relativement au paſſage reciproque des poſtes, portant que tant que cette alliance durerait, on pourrait faire paſſer deux poſtillions par ſemaine par les états reciproques au lieu d'un dont on eſt convenu par le 15ème article du traité de paix de 1720. On la trouve en Danois dans le recueil des ordonnances du Danemarc Forordninger fra 1735 til 1736, p. 10; *elle m'a parue trop peu importante pour l'inſérer ici: au reſte elle a été renouvelée 1751.*

38.

Traité de paix et de commerce entre le Roi de la Grande-Brétagne et l'Empire de Maroc; ſigné le 15 Déc. 1734.

15 Dec.

Ce traité a été renouvellé le 15 Janvier 1750, et ſe [illegible]emble avec les articles additionels du 1 Fevrier 1[illegible] Wenck *C. I. G. T. II.* p. 446 et ſuiv. J'ai donc cru qu'il ſerait ſuperflu de le repeter ici.

39.

1735 25 Juin. *Convention de subside entre Sa Majesté le Roi et la Couronne de Suède et Sa Majesté Très-Chrétienne; signée le 25 Juin 1735.* *)

(D'après une copie qui m'a été gracieusement communiquée de la Chancellerie de royale Suède.)

L'amitié et la bonne intelligence qui ont subsistés si heureusement depuis tant de temps entre les Couronnes de Suède et de France, ayant portez Sa Majesté très-Chrétienne à faire déclarer le desir sincer qu'elle a non seulement de prevenir tout ce qui à l'occasion de la guerre présente pourroit l'affoiblir, ou l'alterer en quelque manière que ce soit, mais aussi d'avancer les interêts de Sa Majesté le Roi et la Couronne de Suède, et de la convaincre en même tems de l'étendue de son attention pour la prosperité et la gloire d'une Couronne de tout tems unie avec la Sienne, Sa Majesté le Roi et la Couronne de Suède, pour marquer aussi de son coté à quel point Elle est sensible à des demonstrations si amiables, et le cas distingué qu'elle fait des dispositions favorables que Sa Majesté très-Chrétienne témoigne avoir pour Elle, et aussi pour repondre aux offres si obligeantes de Sa ditte Majesté, n'a pas voulu differer de concourir à des vues si salutaires, et de faire dresser là dessus sans perte de tems une convention formelle.

C'est pour cette fin que leurs Majestés Suédoise et très Chretienne ont muni de leurs pleins pouvoirs, à savoir de la part de Sa Majesté Suédoise leurs Excellences Monsieur Arwid Horn, Senateur de Sa Majesté le Roi et de Son Royaume, Président au Conseil de la Chancellerie du Roi et du Royaume, et Chancelier de l'Université d'Åbo, Monsieur le Comte Suen Lagerberg, Sénateur

*) Cette convention ne fut pas ratifiée pour lors, par les raisons qu'on peut voir dans Rousset *Recueil* T. IX. p. 392 et suppl. au T. XVIII. p. 301 mais elle a servie de base à celle qui a été signée et ratifiée 1738, et qu'on trouve dans Wenck C. I. G. T. II. p. 1. Cependant comme on y a fait quelques changemens 1738, il ne sera pas sans interêt de les comparer.

nateur de Sa Majeſté le Roi, et de ſon Royaume, Monſieur Charles Gyllenborg, Senateur de Sa Majeſté le Roi, et de ſon Royaume, et Chancelier de l'Univerſité de Lund, Monſieur le Comte Guſtave Bonde, Senateur de Sa Majeſté le Roi, et de ſon Royaume, et Conſeiller au Conſeil de la Chancellerie du Roi et du Royaume, comme auſſi le Chancelier de la Cour Mr. le Baron Johan Hindrich van Kocken, le Secretaire d'Etat Mr. le Baron Herman Cederheurz, et le Conſeiller au Conſeil de la Chancellerie du Roi et de ſon Royaume Mr. Guſtave Boneauſchiöld, et de la part de Sa Majeſté le Roi Très-Chrétien, ſon Excellence Monſieur le Comte de Caſteya, Ambaſſadeur auprès de Sa Majeſté Suédoiſe, pour conferer ſur ce ſujet, les quels après avoir echangé leurs pleinspouvoirs reſpectifs, ſont convenus des Articles ſuivans: 1735

ART. I.

Sa Majeſté Très-Chrétienne pour temoigner la veritable part qu'elle prend aux avantages de la Couronne de Suède, et l'Intention qu'elle a d'y contribuer autant qu'il depend d'Elle, promet en vertu de la préſente convention de fournir à Sa Majeſté le Roi et la Couronne de Suède un ſubſide de quatre cent cinquant mille Ecus ou Platen par an, qui, evalués en argent de Banque, montent à trois cent mil Ecus de Banque à Hambourg, et cela pendant trois ans, la quelle ſomme ſera exactement, et ſans aucun exception payé à Sa Majeſté le Roi et la Couronne de Suède à celui, ou à ceux qui ſeront munis pour cet effet de ſes pleinspouvoirs à Hambourg de trois en trois mois d'avance par quartier, dont le premier commencera du jour de la ratification de cette convention, pour être continué de la même manière pendant les dittes trois années. *Subſide annuel.*

ART. II.

Tant en conſideration de ce ſubſide, que pour être en état de remplir ce qui fait l'objet de la préſente Convention, Sa Majeſté le Roi et la Couronne de Suède declarent que pendant la préſente guerre ils ne donneront, preteront, ny vendront aucunes troupes, contre les interets de Sa Majeſté Très-Chrétienne, et contre les vues qu'elle a déclaré l'avoir determiné à prendre les armes, déclarant que les traités que Sa Majeſté le Roi, et la Couronne de Suède peuvent avoir avec d'autres *Neutralité de la Suède.*

Puiſ-

1735 Puiſſances, et qu'ils ſe reſervent, ne contiennent rien qui y puiſſe être contraire.

ART. III.

Ratification. Les articles ci-deſſus ſeront ratifiés de leurs Majeſtés Suèdoiſe et Très-Chrétienne, et les ratifications en bonne forme échangées en deux mois à Stockholm, à compter du jour de la ſignature, ou plutôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi Nous en vertu de nos pleinspouvoirs reſpectifs avons ſigné cette preſente convention, et y avons appoſé les cachets de nos armes.

Fait à Stockholm le $\frac{24}{13}$ Juin 1735.

(L. S.) ARWED HORN. (L. S.) CASTEJA.
(L. S.) GUSTAF BONDE.
(L. S.) J. H. VON KOCKEN.
(L. S.) H. CEDERCREUTZ.
(L. S.) GUST. BONRAUSCHIOLD.

40.

1736 *Pleinpouvoir donné par l'Empereur Turc à Achmed Paſcha de Bagdad pour ſigner un traité avec Nadir Roi de Perſe 1736.*

(HANWAY'S *Travels in to Perſia.* T. II. p. 346.)

The moſt honoured and reſpected miniſter of the empire, moſt renowned, wiſe, and truſty counſellor, the moſt happy *Achmed Baſcha* our *Seraſkier* and *Vizir* in *Aſia*, whoſe fame and felicity is everlaſting, ſhall *know*, That certain differences have happened between our ſublime and exalted court, and the kingdom of Perſia, which have been the cauſe of immenſe loſſes and ſufferings to the inhabitants, in ſo much, that many diſtricts are entirely ruined. As we are moved with the moſt tender compaſſion, and deſirous to eſtabliſh a laſting

laſting tranquillity; we have reſolved to make theſe reciprocal loſſes the occaſion of a ſtrict friendſhip; thus to obey the orders of providence and preſerve the people from miſery. 1736

We have already informed you of our deſign to enter into a convention with his renowned majeſty the *Shah*, who ſhines as *Safawi*, and whoſe vows are heard by the Almighty. The treaty made by our predeceſſor *Amurath* the 10th [1]) is propoſed as the foundation of this convention. We have learnt from your letters, that the moſt famous and happy *Shah* is diſpoſed to reform the errors of the religion of *Perſia*, and has agreed that ſeveral articles concerning the faith ſhall be inſerted in the treaty. As the two courts have propoſed to conclude this covenant, the illuſtrious *Abdul Baki Khan*, on the part of the *Shah*, is inveſted with the character of embaſſador for this purpoſe. We agree to the three following articles:

ART. I.

That henceforward the *Perſians* ſhall be at liberty to viſit the tomb of *Mecca*, and other religious places, without impediment, and ſhall be free of all duties, whatſoever: and in order that every article ſhall be exactly obſerved, a plenipotentiary on our part ſhall always reſide at the splendid court of *Iſpahan*; and one on the behalf of the *Shah* ſhall remain at our court.

ART. II.

That the *Shah*, as a pure effect of the greatneſs of his ſoul, will cauſe the differences in religion to ceaſe, by aboliſhing the ſect of the *Schias*, and for the future tolerating only the *Sunnis*, who acknowledge the four ſucceſſors of *Muhommed*, *Abubeker*, *Omar*, *Osman* and *Ali*, to the end that there may not be any further diſputes about religion.

ART. III.

After the *Shah* ſhall have re-eſtabliſhed good order in his dominions, and eſtirpated the *Schias*, from

[1]) Traité de paix conclu 1639; on en trouve un extrait dans Ricaut *Turkiſh hiſtory*, T. I. p. 45.

1736 whence arose eternal disorders and disputes concerning the public exercise of religion, and shall have acknowledged us, the successor of *Mahommed*, we shall on our part acknowledge him as *Shah*.

And not withstanding that we have already given you this full power, we authorise you again happily to conclude the treaty with the embassador *Abdul Baki Khan*, in the place which you shall chuse to make the exchange; and afterwards, you are to send the treaty to our splendid court by the vizir *Korman Waley*, who will conduct the embassador *Abdul Baki Khan*, with all his attendants. For this purpose we have dispatched *Capiduſi Baſcha*, to conduct him hither, and defray his expences on the road.

When you shall have received the present, and comprehended the contents of this commission; above all exert yourself to establish a good understanding between the two courts. The prayers of the faithful will aid you in attaining the extirpation of the sect of the *Schias*, and to exclude from the treaty the unbelieving *Russians*. By this means you may expect the exalted favor of our majesty, and the acknowledgment of all true believers. These are our orders, by which you are to regulate yourself. Given the 8th of the month *Zilchildeſi*, 1148. J. *Caſi Aſker Mahommed*, a servant of the true *God*, do attest that this copy is according to the original of the *Sultan*.

Ce pleinpouvoir a été effectivement suivi d'un traité, que cependant je ne trouve nulle part imprimé. On ne s'y rapporte pas non plus dans le traité postérieur de 1740 qu'on trouve dans WENCK *C. I. G. T. II. p. 305. et qui prend pour base le traité de 1639. C'est cependant en conſequence de l'article II. du pleinpouvoir ci-dessus que fut donné le décret suivant de l'Empereur de Perse pour la reunion des sectes des Schias et des Sunnis.*

The

The decree (of the King of Perſia) to unite the two ſects of the Schias and the Sunnis, which divide the Perſians and the Turks. Donné au mois de Juin 1736. 1736

(HANWAY'S *Travels in to Perſia.* T. II. p. 343.)

All in high ſtations, the *Sedr* of great power, the governor, miniſters of the law, and learned men of the royal reſidence of *Iſahan*, being exalted through the king's favor ſhall *know*, that while the abode of our enſigns, on which victory attends, was at *Mogan*, it was agreed, that according to the ancient cuſtom tranſmitted down to us by our predeceſſors in the religion, as explained by *Haniſa* and *Jaffer*, from henceforth we do acknowledge the directing *Caliphs*, in whom the moſt high is well pleaſed, as the ſucceſſors of the chief of meſſengers; and that whenever there is occaſion for it, the people ſhall mention the names of the four with great reſpect.

But, whereas in ſome places of theſe kingdoms, at the time of calling to prayers, and ſtanding up to pray, the people mention theſe words, *Ali*, the friend of *God*, according to the uſual practice of the *Schins*, but contrary to thoſe who are of orthodox faith. This we declare to be repugnant to the true religion and contrary to the agreement and convenant entered into. Beſides, it is apparent to the wort, that as the prince of the faithful, the lion of *God*, the victorious, is elect, praiſed, and acceptable to the Lord of Glory; his rank and intereſt at the court of unity, will not be increaſed by vulgar teſtimony, nor the full moon of his power diminiſhed by the omiſſion of theſe words. But the ill conſequence of this form is, that both ſects, who equally acknowledge the chief and prophet of both worlds, are provoked to animoſities, which are offenſive to the prophet, and to the prince of the faithful. Therefore, as ſoon as this high edict is promulged, let all muſſulmen, high and low, the callers to prayer in the cities, their dependencies, and adjacent countries, know, that from this day henceforth, theſe words, which differ from the orthodox cuſtom, ſhall not be

1736 mentioned. It is alſo uſual with governors in their aſſemblies, after their ſecretory prayer, to ſay, may the king, from whom all our fortune flows, live for ever. As a prayer for perpetuating a mortal man is vain, and of no effect, we command that every *Khan*, who is maſter of drum and enſign, ſay it is in this manner, thanks to the true king for all benefits. From henceforward, let all perſons obſerve theſe ſettled regulations and written orders: for, whoever deviates from them, will incur the diſpleaſure of the king of kings.

Written in the month Sáfer 1149.

41.

1737 24 Janv. *Acte d'inveſtiture eventuelle du Grand-Duché de Toscane en faveur de S. A. R. François III. Duc de Lorraine et de Bar (enſuite Empereur François I.) pour lui et ſes heritiers des deux ſexes d'après l'ordre de la primogeniture; conferée par l'Empereur Charles VI. à Vienne le 24 Janv. 1737, et Acte d'Acceptation de la part du Duc François III. Publiée en Toscane le 12 Juil. 1737.*

(CROME. *Staatsverwaltung von Toscana.* T. III. p. 3. et ſe trouve dans: *Codice della Toscana legislazione.* T. I. p. 1.)

Noi Francesco Terzo per Grazia di Dio Duca di Lorena e Bar, Re de Gerusalemme Marchiſio, Duca di Calabria, di Gheldria, di Monferrato, di Teſchen in Slesia, Principe di Charleville, Marcheſe di Pont a Mouſſon, e Nomeny, Conte di Provenza, di Vaudemont, di Blamont, di Zutphen, di Saarwerden, di Salm, di Falkenſtein &c. &c. &c.

In

In virtù delle presenti facciamo noto, ed attestiamo. Crediamo, che non vi sarà persona alcuna, che non sia informata di quelle cose, che alcuni anni addietro sono state fatte toccante la successione nel Gran Ducato di Toscana, venendo a mancare la stirpe maschiolina della Casa de' Medici, mediante gli Articoli Preliminari della Pace conchiusi in Vienna il giorno 3 d'Ottobre dell' Anno 1735, tra sua Maestà Cesarea, e Cattolica da una parte, e tra sua Maestà Christianissima dall' altra, per terminare la guerra a tutto il mondo Christiano, e sopra tutto all' Italia luttuosissima, sono state mutate le disposizioni già fatte nell' Articolo Quinto della Quadruplice Alleanza, e fra l'altre cose è stato espressamente stabilito, che per indennizzare la Serenissima Nostra casa di Lorena delli Ducati di Lorena, e di Bar, debba ad essa appartenere il Gran Ducato di Toscana dopo la morte del Principe, che allora viveva, e lo possedeva. Dipoi gli Stati ancora del Sacro Romano Impero nella dovuta forma adunati nella Dieta di Ratisbona non solamente acconsentirono alli predetti Articoli Preliminari, ed a tutto ciò, che in essi si contiene, ma diedero altresì a sua Maestà Cesarea, e Cattolica una piena, e totale facoltà di trattare, e di compire a norma delli medesimi Articoli Preliminari, non solo in proprio nome, ma ancora in nome dell' Impero, tutte quelle cose, le quali rimanavano da trattarsi, e da compirsi per por fine alla salutare Opera della Pace. Sono stati altre a ciò reciprocamente consegnatili solenni Instrumenti delle Rennunzie, e Cessioni in nome di tutti quelli, i quali nell' antedetta quadruplice Alleanza furono chiamati all' eventuale successione nel Gran Ducato di Toscana; e finalmente dall' Augustissimo Imperadore de' Romani, Signore, e Socero Nostro Colendissimo ci è stata concessa l'eventuale Investitura colle lettere del tenor seguente.

1737 *Publication de François III.*

Noi Carlo Sesto per grazia di Dio eletto Imperadore de' Romani sempre Augusto, e Rè di Germania, di Castiglia d'Aragona, di Leone, dell' una, e l'altra Sicilia, di Gierusalemme, di Ungheria, di Boemia, di Dalmazia, e Schiavonia, di Navarra, di Granata, di Toledo, di Valenza, di Galizia, di Majorica, di Siviglia, di Sardegna, di Cordova, di Corsica, di Murcia, di Jaen, de' Algarves, di Algezia, di Gibiltera, e dell' Isole Canarie dell' Indie Orientali ed Occidentali, dell' Isole e Terra ferma del Mar Oceano, Arciduca d'Austria, Duca di

Investiture de l'Empereur.

1737 di Borgogna, di Brabante, di Milano, Mantova, Stiria, Carintia, Carniola, Limburgo, Lucemburgo, Gheldria, Wirtemberg, Slesia alta, e baſſa, Calabria, d'Athene, di Lepanto, Principe di Svevia, Catalogna, e d'Aſturia, Marcheſe del Sacro Romano Impero, Burgavv, Moravia, ed alta, e baſſa Luſazia, Conte d'Ausburgo, Fiandra, Tirolo, Ferreto, Kiburgo, Gorizia, e dell' Arteſia, Landgravio d'Alſazia, Marcheſe d'Oriſtagni, Conte di Goziano, Namur, del Rouſſillon, e della Cerdagna, Signore della Marca, di Schiavonia, Porto Naone, Biſcaia, Molina, Salim, Tripoli, e Malines &c.

In virtù delle preſenti facciamo noto, ed atteſtiamo. Per finire la guerra luttuoſiſſima a tutto il Mondo Chriſtiano tra Noi, ed il Sereniſſimo e potentiſſimo Principe Ludovico XV. Re di Francia fu convenuto il giorno tre d'Ottobre dell' Anno 1735. d'alcuni Articoli Preliminari contenuti in ſe le condizioni della Pace, delle quali amendue li contraenti ſi dichiararono contenti, e fra l'altre coſe in eſſi fu diſpoſto, che li Ducati di Bar, e di Lorena, comeche allora ſi poſſedevano dalla Sereniſſima caſa di queſto nome, appartengano parte ſubito, e parte dopo l'eſtinzione della ſtirpe maſcolina della Caſa de' Medici, al Sereniſſimo Re di Polonia, e Gran Duca di Lithuania Staniſlao I. per eſſere incorporati in perpetuo alla Corona di Francia dopo la morte del medeſimo re. Dipoi vicendevolmente, che per indennizzare la prefata Sereniſſima caſa di Lorena delli Ducati per l'addietro poſſeduti, appartenga alla medeſima dopo la morte del preſente Poſſeſſore, il Gran Ducato di Toscano. In oltre che tutte le Potenze, che averanno parte alla Pace, prendano ſopra di ſe il mantenimento, e la garanzia di queſta eventual Succeſſione in favore della ſopramentovata Caſa; che le Truppe Spagnole ſieno ritirate dalle Piazze, e Fortezze del Gran Ducato di Toscana, ed in loro luogo vi ſiano introdotte le noſtre Truppe Ceſaree per maggior ſicurezza della ſuddetta ſucceſſione eventuale, nella ſteſſa maniera, ch'è ſtato ſtipulato in riguardo dei Preſidi neutrali nella Quadruplice Alleanza; che Livorno reſti, comme è ſtato pel paſſato, Porto Franco.

Dipoi per ſingulare favore del Cielo, che ſempre più andava benedicendo li pacifici ſentimenti di Noi, del Re Chriſtianiſſimo, ſegui, che gli ſtati del ſacro Romano

Romano Imperio legittimamente adunati nella Dieta di Ratisbona non ſolamente acconſentirono alli predetti Articoli Preliminari, ed a tutto ciò che in eſſi ſi contiene, ma trasferirono altresì in Noi la piena, e totale facoltà di trattare, di conchiudere, e di fare norma delli medeſimi, non ſolo in proprio nome, ma ancora in nome dell'Imperio tutto quelle coſe, che reſtavano da trattarſi, e da compirſi per por fine alla ſalutare opera della Pace; e quantunque nel tenero affetto, che portava e che di preſente ancora porta alli Popoli ſuoi ſudditi il Sereniſſimo Duca di Lorena e di Bar Francesco III. Noſtro cariſſimo Genero eſitaſſe da principio a mandarne in proprio nome, e delli ſuoi ſucceſſori, la novella alli ſtati ſuoi Patrimoniali già lasciatigli dalli ſuoi Maggiori, ed Antenati; tanto nondimeno appreſſo lui prevalſero ſi la riverenza, ed attenzione verſo di Noi, e del Re Chriſtianiſſimo, ſi l'ardente lodevoliſſima brama di beneficare il mondo Chriſtiano, che per fare, che aveſſe effetto il publico riposo preſtò il ſuo conſenſo, non ſolamente a quelle coſe, che nelli poco fa citati Articoli Preliminari, e nella convenzione dell'eſecuzione ſottoſcritta, e firmata il di 11 del paſſato Aprile poſte ſi ritrovano, ma altresì a quelle, che dipoi furono ſtabilite concernenti un' altra Epoca della Ceſſione del Ducato di Lorena diverſa da quella, che da principio piacque, ſotto clauſule, e condizioni, de quali fu inſieme convenuto. 1737

Le quali coſe coſi eſſendo, non ſolamente la giuſtizia, e l'equità, ma altresì la ſteſſa buona fede evidentiſſimamente richiede, che ne ſia indennizzato non ſolo il ſoprammemorato Sereniſſimo Duca di Lorena, e di Bar, e li ſuoi Diſcendenti, ma ancora tutti quanti gli altri Eredi, e ſucceſſori, alli quale ſenza la ſopraddetta Ceſſione ſarebbe toccato il diritto di ſuccedere nelli Ducati fin qui poſſeduti dalla caſa di Lorena.

Per la qual coſa Noi di certa noſtra ſcienza con maturo conſiglio, e colla noſtra Imperiale Poteſtà, ed in vigore ancora del conſenſo datoci dal Sacro Impero Romano Germanico in Nome Noſtro, e delli Noſtri legittimi Succeſſori nella Corona Imperiale Imperadori, e Re de' Romani, al ſopraddetto Sereniſſimo Duca di Lorena, e di Bar Francesco III. Noſtro Cariſſimo Genero, ed alli ſuoi Diſcendenti Maſchi, in infinito, e queſti (che Iddio non permetta) mancando, al Principe Carlo Fratello

1737 tello del soppraddetto Duca, ed alli suoi Discendenti Maschi parimente, in infinito, osservando sempre l'ordine di Primogenitura, che è sempre stato osservato in riguardo alla successione nel Gran Ducato di Toscana, e se ancora questi Discendenti Maschi, delli quali abbiamo in ultimo luogo parlato, venissero del tutto a mancare, agli altri Principi maschi procedenti per stirpe mascolina della Serenissima Casa di Lorena parimente secondo l'ordine di Primogenitura, e finalmente estinta affatto la stirpe mascolina della Casa di Lorena, e non rimanendo più alcun Principe maschio, o della linea presentemente Regnante, o delle linie collaterali, ancora Principesse femmine nate della Serenissima Casa di Lorena altresì secondo l'ordine di Primogenitura, che come s'è detto, si dee in perpetuo osservare, l'eventuale diritto di succedere nel Gran Ducato di Toscana, cioè in tutti, ed in ciascheduno degli stati, e Feudi posseduti dal presente Gran Duca di Toscana colle loro appartenenze, e dipendenze, e col jus de superiorità Territoriale (giacchè tutte queste cose insieme unite, siccome in vigore delle presenti le uniamo, debbono intendersi sotto il nome del Gran Ducato di Toscana, e così sempre per l'avvenire si nomineranno) tostochè il presente Possessore della Casa de' Medici mancherà senza legittima Prole Mascolina a norma delli Trattati benignamente concediamo, ed in vigore delle presenti fin da ora alli medesimi ne accordiamo l'eventuale investitura nel più stabile, e miglior modo, che farsi possa, giusta il diritto, la legge, e la consuetudine Imperiale; in vigore della quale eventuale investitura il sopramentovato Serenissimo Duca di Lorena, e di Bar Francesco Terzo, Nostro Carissimo Genero, ovvero, mancando forse esso avanti che trapassi all' altra vita il presente Possessore della Casa de' Medici senza legittima Prole Mascolina, quello o quella, il quale, o la quale secondo l'ordine, e la maniera di sopra esposta verrebbe chiamato, o chiamata alla successione del predetto Gran Ducato di Toscana, sopravenendo il caso dell' apertura, come s'è detto qui sopra, potrà assumersi, e conseguire la totale possessione del Gran Ducato di Toscana, ed il Governo, e regimente di esso, ed esigerne dagli Abitatori di qualunque grado, o dignità sieno il giuramento di fedeltà, ovvero Omaggio, e fare similmente senza indugio tutte quelle cose, le quali far potrebbe un vero, e legittimo Possessore, e Signore di

questo

questo Gran Ducato, come che per tale dee tenersi, e 1737
considerarsi nello stesso momento della morte del presente Gran Duca senza Legittima Prole Mascolina; salvi, però sempre li Nostri diritti, e del Sacro Romano Impero, e quelli ancore della Nostra Casa d'Austria sopra lo stato di Siena, con molti patti solenni, e convenzioni, con Lettere d'investitura, e con altri indubitati documenti corroborati.

Ed in oltre essendoci stato decentemente esposto in nome dell' antedetto Serenissimo Duca di Lorena e di Bar, Nostro Carissimo Genero, che Egli, e li suoi Maggiori hanno goduto in vigore della transazione di Norimberga riguardevolissime essenzioni, immunità, e diritti, e per consequenza che è convenevole, che Noi, per quanto far si può, illesi li Nostri diritti, e del Sacro Romano Impero, e della Nostra Casa d'Austria ci mostriamo indulgenti verso di lui, e delli suoi successori; Noi pertanto per soddisfare a sì giuste preghiere, ed inerendo a ciò ch'è stato stabilito nelli Articoli Preliminari della Pace toccante l'indennità della Casa di Lorena, non solamente abbiamo determinato di dare tutti, e chiascheduno delli diretti, immunità, essenzioni, onori, dignità, prerogative, preeminenze, e regalie, che giusta il diritto, e la consuetudine godono, e debbono godere li Possessori delli maggiori Feudi dell' Italia, ad esso ed alli suoi Eredi, e Successori, o di estendere li medesimi diritti, immunità, ed essenzioni a tutte le Giurisdizioni, Signorie, e Terre possedute dal presente Gran Duca di Toscana, ma altresì di concedere molto benignamente il privilegio dell' inappellazione nella più ampia e giuridica forma, che far si possa, e secondo che trovasi conceduto al più privilegiato delli maggiori [illegible]lli d'Italia, e finalmente per ragione dell' attuale [illegible]tura da prendersi ogni qualcunque volta, che ve[illegible] caso d'accordare colla medesima indulgenza tutte [illegible]ste, che sovente abbiamo accordate alla Casa di [illegible] siccome in vigore delle presenti Lettere di certa [illegible] scienza, con maturità di consiglio, e colla pie[illegible]za della Nostra Imperiale Potestà nel più valido, e [illegible]enne modo, che far si possa, ad Esso ed alli suoi [illegible]di, e Successori, diamo, confermiamo, estendiamo, [illegible]ncediamo.

Commandiamo perciò, ed ordiniamo a tutti, ed a [illegible]scheduno delli Nostri e del Sacro Romano Impero

Elet-

1737 Elettori, e Prencipi ſi Eccleſiaſtici, come Secolari, Arcivescovi, Vescovi, Abati, Duchi, Marcheſi, Conti, Baroni, Soldati, Nobili, Vaſſalli, Capitani, Vicedomini, Luogotenenti, Governatori, Preſidenti, Prefetti, Caſtellani, Rettori, Magiſtrati, Anziani, Gonfalonieri, Poteſta, Capi de' Cittadini, Conſoli, Giudici, e generalmente a tutti li ſudditi, e fedeli dilletti Noſtri, e del Sacro Romano Impero, Regni, e Provincie Noſtre Ereditarie di qualunque grado, ſtato, ordine, dignità, e preminenza ſieno, che non turbino in veruna coſa contro il tenore di queſto Noſtro Ceſareo Diploma, che ſeco altreſi contiene l'eventuale inveſtitura, in ſopramentovato Sereniſſimo Duca di Lorena e di Bar Francesco Terzo Noſtro Cariſſimo Genero, e li ſuoi Eredi e Succeſſori nel modo, e coll' ordine ſopra detto, nè loro rechino veruno quantunque minimo impedimento nel pleſario uſo di tutto ciò che loro abbiamo conceduto; ma piuttoſto ve gli mantengano, e difendano, e ſtudino, e procurino perquanto potranno, che ciò dagli altri ancora ſi faccia, nè permettano in alcun modo, che ſieno turbati, ovvero impediti.

Ma in ispecie ſeriamente commandiamo, ed ingiungiamo a tutti, ed a ciaſcheduno delli Luogotenenti, Conſiglieri, Pretori del Gran Ducato di Toscana, e di tutte le Città, Caſtelli Fortezze, Ville, e Terre a quello appartenenti, al Gonfaloniere di Giuſtizia, al Senato, e Populo Fiorentino, alli Colonelli della Milizia, Capitani, Sargenti, Caporali, a tutti li Soldati, ed a tutti gli altri di qualunque preminenza, dignità, condizione, e grado che ſieno, preſenti, e futuri Vaſalli Noſtri e del Sacro Romano Impero, che toſto che per la morte del preſente Gran Duca ſenza Prole Legittima Maſchile manchera la ſtirpe Maſcolina della Caſa de' Medici, noſcano per proprio, vero, e legittimo Signore, e ricipe il ſopranominatto Duca di Lorena e di Bar Francesco Terzo Noſtro Cariſſimo Genero; o ſe Eſſo in tal non foſſe più vivo, il di lui Erede, e Succeſſore nel modo, e coll' ordine ſopradetto, ed al medeſimo preſti il ſolito Omaggio, Giuramento di fedeltà, riverenza, obbedienza, e coſi facciano tutte quelle coſe, che bifogna, e conviene, che li fedeli ed obbedienti Vaſalli, e ſudditi facciano, e preſtino alli loro veri, e legittimi Signori, e Principi; non oſtante, e ſenza avere riguardo alcuno a qualunque coſa, che foſſe altramente, e in qual

qui è ſtata eſpoſta, prima d'ora diſpoſta, fatta, o tentata, 1737
ovvero che in avvenire ſi diſporrà, ſi farà, o ſi tenterà, e ſpezialmente non oſtante e ſenza riguardo alcuno all' eventuale inveſtitura conceduta tempo fa al nominato ſucceſſore al Gran Ducato di Toscana nel trattato della Quadruplice Alleanza, giacchè con tuttta la Noſtra Imperiale poteſtà pienamente deroghiamo a tutte, ed a ciascheduna di queſte coſe, quantunque qui non ſieno ſpezialmente eſpreſſe, comme atti o da ſe nulli, e vani, o che ſono ſtati mutati mediante poſteriori condizioni, e patti fatti col cenſenſo del Sacro Romano Impero, e corroborati in oltre colli ſolenni Inſtrumenti delle rinunzie, e delle ceſſioni in nome di tutti quelli, che dalla predetta Quadruplice Alleanza venivano chiamati all' eventuale ſucceſſione nel Gran Ducato di Toscana.

Se taluno poi preſumerà con temerario ardire di trasgredire, o violare queſto Noſtro preſente Editto, e Diploma Imperiale, ſappia, che oltre la graviſſima Noſtra indignazione, e del Sacro Romano Impero dovrà ancora tante quante volte farà, o tenterà qualche coſa in contrario, pagare la pena di quattro cento Marche d'oro puro per una metà al Fiſco, o ſia al Ceſareo Noſtro Erario, e per l'altra metà a quello, a cui ſarà fatto il torto, ovvero il danno.

E queſta è la ſeria Noſtra mente, e la Noſtra ſtabile e ferma volontà, manifeſtata col teſtimonio di queſte Lettere ſottoſcritte di Noſtra propria Mano, e munite col Noſtro Ceſareo Sigillo ad eſſe appeſo. Date nella Noſtra Città di Vienna il giorno 24 del Meſe di Gennajo dell' Anno di Signore 1737, e de' Noſtri Regni il 26 del Romano, il 34 di Spagna, ed il 26 pure di quello [illegible]ria, e di Boemia.

CARLO. (L. S.)

V. GIOVANNI ADOLFO Conte DI METSCH.

Per ordine eſpreſſo della Sacra Ceſarea Maeſtà.

M. H. DE LEY.

1737 *Essendo adunque per tanti, fortissimi titoli indubitato, ed incontestabile il nostro jus, e diritto di succedere in tutti, ed in ciascheduno degli stati, e Feudi, e loro appartenenze, dipendenze, possessi, e possedute dal Sereniſſimo Gran Duca di Toscana Giovanni Gaſtone, ed eſſendo nelle ſopra annesſe Lettere d'Inveſtitura eventuale ſtabilito tra l'altre coſe, che toſto che venga a mancare la Stirpe maſchil della Caſa delli Medici, per la morte del poco fa mentovato Gran Duca; Noi poſſiamo prendere, e conſeguire la totale poſſeſſione degli Stati, e Feudi predetti (che dovranno ſempre eſſere inteſi ſotto il nome del Gran Ducato di Toscana) ed il governo, e reggimento delli medeſimi, ed eſigere dalli abitatori di eſſo di qualunque grado, e dignità ſieno il Giuramento di Fedeltà, o ſia omaggio, e finalmente fare ſenza indugio tutte quelle coſe, che far potrebbe il vero, e legitimo Poſſeſſore, Signore dell' antedetto Gran Ducato, giacchè per tale nell' iſteſſo momento della morte del prefato Gran Duca ſenza legittima Prole maſcolina, dobbiamo eſſer tenuti, e riguardati; Noi ſopravvenendo il ſopraddetto caſo, abbiamo determinato di ſervirci delli Noſtri diritti, e ragioni, ed inſieme conſiderata l'inſtabilità delle umane coſe, abbiamo giudicato, che a noi ſi appartenga di provvedere a tempo a quelle coſe, che far ſi dovrebbero, in caſo che contro la ſperanza, e contro i deſiderj Noſtri, eſſendo Noi dalla Toscana aſſenti, veniſſe con inopinata morte ad eſtinguerſi la Stirpe maſculina della Caſa de' Medici.*

Al quale effetto abbiamo munito l'Illuſtriſſimo, e Cariſſimo Cugino noſtro, Principe del Sacro Romano Impero, Marco di Craon, Grande di Spagna di prima Claſſe, e attuale intimo Conſigliere della Sacra Ceſ. Regia, e Cattolica Maeſtà, e Noſtro Cavallerizzo ... giore nella Noſtra Corte, e Miniſtro Plenipotenz... Noi mandato al Sereniſſimo Gran Duca di ... d'una piena, e totale facoltà di disporre, comm... fare tutto quelle coſe, che parranno neceſſarie, e i... prendere il poſſeſſo del Gran Ducato della Tosca... aſſumerne il governo, e reggimento, e ciò in v... della Plenipotenza del tenore ſequente:

Plein-pouvoir de François III. Noi Francesco Terzo per Grazia di Dio Duc... Lorena, e Bar, Re di Gernſalemme, Marchiſio, ... di Calabria, di Gheldria, di Monferrato, di Teſche... Sleſia, Principe di Charleville, Marcheſe di Pont a Mou... ſon,

...on, e Nomeny, Conte di Provenza, di Vaudemont, di ...amont, di Zutphen, di Saarvverden, di Salm, e di ...kenstein &c. &c. &c. 1737

In virtù delle presenti facciamo noto, ed attestiamo.

L'instabilità dell' umane cose sembra da Noi esigere, che quantunque al presente Sereniſſimo Gran Duca di Toscana Gio. Gastone auguriamo con finceri voti una lunga vita, nondimeno però siamo solliciti dell' accidente, che potrebbe sopraggiungere, che cessando esso con immatura morte di vivre, la Stirpe mascolina della Casa de' Medici, essendo Noi assenti della Toscana, veniſſe improvvisamente a mancare; ed essendo che nel caso predetto a Noi competa per tanti titoli l'incontestabile jus, e diritto di succedere in tutti, ed in ciascheduno degli Stati, e Feudi e loro appartenenze, dipendenze posseduti, e possedute dal sopramentovato Gran Duca, mentre viveva, ed essendo, mediante le Lettre d'eventuale Investitura col previo consenso di tutto l'Impero a norma delli trattati a noi concedute dall' Augustiſſimo Imperadore de' Romani, stabilito distintamente, che tostoche il presente Possessore della Casa de' Medici passi all' altra vita senza legittima Prole mascolina, Noi possiamo metterci nella totale possessione delli predetti Stati, e Feudi, (che per l'avvenire saranno intesi sotto il nome di Grand Ducato della Toscana) e prenderne il governo, ed esigerne de gli Abitanti di quelle di qualunque grado, e dignità sieno il Giuramento di fedeltà, o sia Omaggio; e finalmente fare senza veruno indugio tutte quelle cose, le quali far può un vero, e legittimo possessore, e Signore dell' antedetto Gran ...cato, giacchè per tale dobbiamo essere tenuti nel ...mo momento della morte del presente Gran Duca ...egittima Prole mascolina; Quindi è, che Noi ... giudicato convenevole colle presenti lettere di ... a tutto ciò, che allora (succedendo, come ...o di sopra, qualunque inopinato caso) dovrebbe ...ine Nostro, ed in Nostro nomine eseguirsi.

Confidati pertanto grandemente al zelo indefesso ...rso di Noi, alla fedeltà, prudenza, ed all' esperienza ... trattare li negozi dell' Illustriſſimo, e Cariſſimo Cu...o Nostro Principe del S. R. J., Marco di Craon, Grande ... Spagna di prima Classe, Attuale intimo Consigliere della Sacra Cesarea e Regia Cattolica Maestà, e Nostro,

1737 Cavallerizzo Maggiore nella Noſtra Corte, e Miniſtro Plenipotenziario da Noi mandato al Sereniſſimo Gran Duca di Toscana, abbiamo riſoluto di dare al medeſimo una piena, e totale facoltà, ſicome in vigore delle preſenti gli diamo nel miglior, e più ſolenne modo, che far ſi può di disporre, comandare, e di fare, ſuccedendo il ſopramentevato caſo, tutte quelle coſe, che ſembreranno neceſſarie e idonee per prendere la poſſeſſione, il reggimento, ed il governo del Gran Ducato di Toscana; ſpecialmente poi diamo, e concediamo al medeſimo la facoltà d'eſiger per Noi, e per li Noſtri ſucceſſori, con quell' ordine, che ſta eſpreſſo nelle Lettere dell' eventuale Inveſtitura, il Giuramento di fedeltà, o ſia l'Omaggio da tutti gli Abitatori del prefato Gran Ducato, e da tutti quelli, che altre volte erano tenuti di preſtarlo alli Gran Duchi di Toscana, di qualunque grado, o dignità, che ſieno, e di regolare il Governo, e Reggimento provviſionale del medeſimo Gran Ducato. Le quali coſe tutte, e ciascheduna di eſſe il ſopranominato Principe di Craon Miniſtro noſtro Plenipotenziario può liberamente disporre, comandare, far eſigere, et ordinare, come ſe Noi ſteſſi preſenti le diſponeſſimo, comandaſſimo, faceſſimo, eſigeſſimo, ed ordinaſſimo, In fede, e per maggior vigore delle quali coſe abbiamo commandato di munire le preſenti ſottoſcritte, di Noſtra propria mano col Sigillo ſegreto delle Noſtre Armi.

Date in Laxemburgo il giorno 18 del Maggio 1737.

FRANCESCO. (L. S.)

Per ordine eſpreſſo di Sua Reale S.

TOUSSAINCT.

Comandiamo per tanto, ed ordiniamo a tutti ciascheduno delli Luogotenenti, Conſiglieri, e Pretori Gran Ducato di Toscana, e di ciascheduna delle Cit Caſtelli, Fortezze, Ville, e Terre a quello appartenen al gonfaloniere di Giuſtizia, al Senato, e Popolo rentino, ed alli Generali, e Colonelli della Milizia, pitani, Sargenti, Caporali a tutti gli Soldati, e tutti gli altri di qualunque preeminenza, dignità, con-

dizio-

dizione, o grado sieno, che tostochè succederà il sovraddetto caso, prestiate a Noi il debito omaggio, giuramento di fedeltà, riverenza, ed obbedienza, e conosciate Noi per vostro vero, e legittimo Signore, e Principe, e così facciate tutte quelle cose, che bisogna, e convienne, che li fedeli, ed obbedienti Vassalli, e Sudditi, facciano, e prestino alli veri, e legittimi Signori, e Principi; ed a tal fine fra tanto, e fin a tanto che da Noi non sarà altramente provveduto obbediate a tutte quelle cose, che vi saranno ingiunte in Nostro Nome dall' accennato Ministro Nostro plenipotenziario munito della plenipotenza qui di sopra annessa. 1737

E questa è la benigna, costante, e seria mente, e volontà Nostra. In fede, e maggior forza delle quali cose tutte abbiamo ordinato di munire le presenti, sottoscritte di Nostra mano col Nostro Segreto Sigillo.

Date in Laxemburgo il dì 18 del Mese di Maggio 1737.

FRANCESCO. (L. S.)

Per ordine espresso di Sua Reale Serenità.

TOUSSAINCT.

Fatto publicare d'ordine di S. A. R. Francesco III. Duca di Lorena, e di Bar, e II. di questo Nome Gran Duca di Toscana da me Principe di Craon, suo Ministro plenipotenziario, il giorno 12 del Mese di Luglio dell' anno 1737.

In Firenze, l'anno 1737. Nella Stamperia di S. A. R. per i Tartini, e Franchi. Con licenza de' Superiori.

42.

1737 15 Nov. *Déclaration et contredéclaration entre S. M. le Roi de Suède et S. M. Britannique comme electeur de Bronſwic-Lunebourg portant abolition du droit de détraction; ſignée le* 10 *Oct. et* 15 *Nov.* 1737.

[DAEHNERT *Sammlung Suppl.* T. I. p. 290. *)]

a.

Sr. Königl. Majeſtät von Schweden Declaration des mit Chur-Hannover geſchloſſenen Vertrages.

10 *October* 1737.

Wir FRIEDRICH von Gottes Gnaden, der Schweden, Gothen und Wenden König &c. &c. Landgraf zu Heſſen, Fürſt zu Hirſchfeld, Graf zu Katzen-Ellenbogen, Dietz, Ziegenhayn, Nidda und Schaumburg &c. &c.

Thun kund und bekennen hiemit für Uns, Unſere Erben und Nachkommen, wie auch ſonſt jedermännig-lich, daſs Wir mit dem Durchlauchtigſten, Groſsmächtigſten Fürſten, Herrn GEORG II., Könige von Groſsbritannien, Frankreich und Irrland, Beſchützern des Glaubens, Herzogen zu Braunſchweig und Lüneburg, des Heil. R. Reichs Erzſchatzmeiſtern und Churfürſten, Unſern freundlich geliebten Bruder und Vettern, Uns freund-brüderlich vereinbahret, das denen Unterthanen ſehr beſchwehrliche Abzugs-Recht, zwiſchen Unſerm Königreich Schweden und allen dazu gehörigen Ländern, auch diejenige ſämmtlich mit begriffen, ſo im H. R. Reich belegen ſind, jetzigen und künftigen an einem, und Ihro Majeſtät des Königs von Groſsbritannien und Chur-fürſten zu Braunſchweig und Lüneburg ſämmtlichen deu-ſchen Ländern, jetzigen und künftigen, am andern Theil gänzlich und auf ewig abzuſtellen und aufzuheben, und das auch hiemit in ſolcher Maaſse und alſo, daſs

*) Où l'on trouve aussi p. 286 les actes qui ont précédé cette convention, depuis 1721.

künftige einem Unterthan, er ſey wes Standes und 1737
Condition er wolle, aus dem Churfürſtenthum Braunſchweig-Lüneburg und ſämmtlichen dazu gehörigen deutſchen Landen, in Unſer Königreich Schweden und dazu gehörigen Ländern auch deutſchen Provinzen, jetzigen und künftigen eine Erbſchaft, Vermächtniſs, Donation und dergleichen zufallen ſollte, oder auch von unſern Königl. ſchwediſchen und deutſchen Unterthanen in das Churfürſtenthum Braunſchweig-Lüneburg und dazu gehörigen Länden zu ziehen und daſelbſt ihr Domicilium erwählen wollte, ſie von dem Abzugs-Recht und Abſchoſs, jure detractus und cenſu emigrationis gänzlich befreyet ſeyn ſollen, und das Ihrige ohne Aufenthalt und den geringſten Abzug mit ſich nehmen können, ihnen auch überdem dazu aller etwa nöthiger Beyſtand und Hülfe erwieſen werden ſolle, dahingegen haben Unſere Königl. ſchwediſche und deutſche Unterthanen in dem Churfürſtenthum Braunſchweig-Lüneburg und dazu gehörigen ſämmtlichen Ländern, jetzigen und künftigen, einer gleichmäſsigen Befreyung von Abzugs-Recht und Abſchoſs in denen Fällen zu genieſsen, wann ihnen darinnen Erbſchaften, Vermächtniſſe, Donationes und dergleichen anfallen, oder von denen Unterthanen aus ſolchen Ländern ſich welche in das Königreich Schweden, dazu gehörigen Ländern auch ſämtlich deutſchen Provinzen zu wohnen begeben ſollten. Urkundlich Unſerer eigenhändigen Unterſchrift und vorgedruckten Königlichen Inſiegels.

Gegeben Stockholm, den 10 October 1737.

(L. S.) FRIEDRICH.

L. KLINKOWSTRÖM.

Sr. Königl. Majeſtät von Großbritannien, als Churfürſt von Hannover, Declaration des mit Schweden geſchloſſenen Vertrages. 15 *Nov.* 1737.

Wir GEORG der Andre, von Gottes Gnaden, König von Groſsbritannien, Frankreich und Irrland, Beſchützer des Glaubens, Herzog zu Braunſchweig und Lüneburg, des H. R. Reichs Erzſchatzmeiſter und Churfürſt &c.

1737 Thun kund und bekennen hiermit für Uns, Unſere Erben und Nachkommen, wie auch ſonſt jedermännig-lich, daſs Wir mit dem Durchlauchtigſten, Groſsmächtigſten Fürſten, Herrn FRIEDRICH, der Schweden, Gothen und Wenden König, Landgraf zu Heſſen, Fürſten zu Hirſchfeld, Grafen zu Katzen-Ellenbogen, Dietz, Ziegenhayn, Nidda und Schaumburg &c. &c.. Uns freundbrüderlich vereinbahret, das denen Unterthanen ſehr beſchwehrliche Abzugs-Recht, zwiſchen Unſern ſämmtlichen deutſchen Ländern, jetzigen und künftigen einem, und dem Königreich Schweden und allen dazu gehörigen Ländern, auch diejenige ſämmtlich mit begriffen, ſo im H. R. Reich belegen ſind, jetzigen und künftigen am andern Theil, gänzlich und auf ewig abzuſtellen und aufzuheben, thun das auch hiemit in ſolcher Maaſse und alſo, daſs wenn ins künftige einem Unterthan, er ſey wes Standes oder Condition er wolle, aus dem Königreiche Schweden und dazu gehörigen Ländern, auch deutſchen Provinzen in Unſern deutſchen Landen, jetzigen und künftigen, eine Erbſchaft, Vermächtniſs, Donation und dergl. zufallen ſollten, oder auch von Unſern deutſchen Unterthanen in das Königreich Schweden, dazu gehörige Länder und deutſche Provinzen ziehen und daſelbſt ihr Domicilium erwählen wollten, ſie von dem Abzugs-Recht und Abſchoſs oder jure detractus und cenſu emigrationis gänzlich befreyet ſeyn ſollen, und das Ihrige ohne Aufenthalt und den geringſten Abzug mit ſich nehmen können, ihnen auch überdem dazu aller etwa nöthige Beyſtand und Hülfe erwieſen werden ſoll. Dahingegen haben in dem Königreich Schweden und dazu gehörigen Ländern oder Provinzen, jetzigen und zukünftigen, Unſere deutſche Unterthanen einer gleichen Befreyung vom Abzugs-Recht und Abſchoſs in denen Fällen zu genieſsen, wenn ihnen darin Erbſchaften, Vermächtniſſe, Donationes und dergleichen anfallen oder von denen Unterthanen aus ſolchen Ländern ſich welche in Unſere deutſche Lande zu wohnen begeben ſollten. Urkundlich Unſerer eigenhändigen Unterſchrift und beygedruckten Inſiegels.

Gegeben auf Unſerm Palais zu St. James $\frac{4}{15}$. Nov. des 1737ſten Jahres, Unſeres Reiches im Eilften.

(L. S.) GEORGE, R.

43.

Cartel entre Leurs Majeſtés les Rois de Suède et de Danemarc pour l'extradition des deſerteurs et criminels refugiés dans les états reciproques; ſigné à Stockholm le 10 Avril 1738.

1738 Avr.

(Stockholm de l'Imp. royale; et ſe trouve en Suèdois dans MODÉE *Utdrag* p. 215.)

Wir FRIEDRICH *von Gottes Gnaden, der Schweden, Gothen und Wenden König &c. &c. &c. Landgraf zu Heſſen, Fürſt zu Hirſchfeld, Graf zu Katzen-Ellenbogen, Dietz, Ziegenhayn, Nidda und Schaumburg &c. &c. &c. Thun kund: Wasmaßen, demnach Wir und der Großmächtigſte Fürſt und Herr, Herr* CHRISTIAN *der Sechſte, zu Dänemark, Norwegen, der Wenden und Gothen König, Herzog in Schleſswig, Hollſtein, Stormarn und Dithmarſchen, Graf zu Oldenburg und Delmenhorſt &c. &c. &c. zu Unſerer beiden Reiche gemeinſchaftlichen Nutzen, auch Vermehrung und Befeſtigung der unter einander hegenden Freundſchaft und guten Vertrauens, für gut und dienlich befunden, daß zwiſchen Uns und Unſern Reichen und darunter gehörigen Provinzen und Ländern an einer, und Sr. Majeſtät dem Könige in Dänemark deroſelben Reichen und darunter gehörigen Provinzen und Ländern, an der andern Seite, ein Cartel und Vergleich wegen der Ueberläufer beiderſeits hohen Theils Armeen und Truppen zu Lande und zu See, als auch anderer aus einem Reiche in das andere entweichender groben Miſſethäter, möchte errichtet und feſtgeſtellet werden, um ſelbige anzuhalten und auszuliefern. Und Wir ſowohl als Se. Majeſtät der König in Dänemark zu dieſes heilſamen Werkes Vollziehung Unſre beiderſeitige Miniſters und Commiſſarien bevollmächtiget haben, welche dem zufolge ein ſolches Cartel errichtet und geſchloſſen, wie es hier von Wort zu Wort lautet.*

Cartel zwiſchen Sr. Königl. Majeſtät FRIEDRICH dem Erſten, der Schweden, Gothen und Wenden König &c.

1738 &c. &c. Landgrafen zu Heſſen, Fürſten zu Hirſchfeld, Grafen zu Katzen-Ellenbogen, Dietz, Ziegenhayn, Nidda und Schaumburg &c. &c. und Sr. Königl. Majeſtät Chriſtian dem Sechſten, zu Dänemark, Norwegen, der Wenden und Gothen König, Herzogen in Schleſswig, Hollſtein, Stormarn und Ditmarſchen, Grafen zu Oldenburg und Delmenhorſt &c. &c. wegen der Deſerteurs von beiden hohen Theilen Armeen und Truppen zu Lande als zur See, als auch anderer Miſſethäter und Ueberläufer Anhaltung und Auslieferung.

Demnach Se. Königl. Majeſtät von Schweden, und Se. Königl. Majeſtät von Dänemark und Norwegen, zu Unterhaltung und mehrerer Befeſtigung der zwiſchen beiden Reichen vorwaltenden Freundſchaft und guten Vertrauens, dienlich gefunden, unter einander was Gewiſſes zu reguliren und feſtzuſtellen, wie und auf was Weiſe die Deſerteurs von beiderſeits hohen Theile Armeen und Truppen, ſo zu Lande als zur See, wie auch andere aus einem Reiche in das andere entwichene grobe Miſſethäter, mögen angehalten und ausgeliefert werden, ſo haben Se. Königl. Majeſtät von Schweden Dero Hofrath und verordneten Miniſtre bey dem Königl. Däniſchen Hofe, den Hochwohlgebohrnen Herrn Andreas Skutenhielm, und Se. Königl. Majeſtät zu Dännemark und Norwegen Dero Geheimden Rath in Dero Conſeil, den Hoch- und Wohlgebohrnen Herrn Iver Roſencrantz, auf Roſenholm, Ryegaard, Ritter des Elephanten-Ordens; und Dero Geheimden Rath in Dero Conſeil, Cammerherrn, Ober-Secretaire in der Däniſchen Canzley, Präſident in dem Collegio de curſu Evangelii promovendo, wie auch General-Kirchen-Inſpector, den Hoch- und Wohlgebohrnen Herrn Johann Ludewig von Hollſtein, Ritter von Dannebrog; wie auch Dero Aſſeſſor in Dero Conſeil, Ober-Secretaire bey den ausländiſchen Affairen und in der deutſchen Canzley, wie auch Deputirten in dem General-Landes-Oeconomie- und Commercien-Collegio, den Hochwohlgebohrnen Herrn Johann Sigmund von Schulin, Ritter von Dannebrog; zu dieſer Unterhandlung allergnädigſt auserſehen und bevollmächtigt, welche derohalben, nachdem ſie ihre darüber empfangene gnädigſte Vollmachten produciret und ausgewechſelt, über folgende Puncte, bis auf Ihro Königl. Königl. Majeſt. Majeſt. Ratificationen mittelſt gemeinſchaftlicher Bewilligung, ſich vereiniget haben.

Art.

ART. I. 1738

Soll dieſer Vergleich und Cartel ſich auf alle Sr. Königl. Majeſtät von Schweden, als König von Schweden und dieſer Crone Reiche, Länder und unter deren Gehorſam ſtehende und dazu gehörige Provinzen und Herrſchaften; wie auch auf Sr. Königl. Majeſtät zu Dännemark und Norwegen Reiche, Herzogthümer, Grafſchaften und Länder erſtrecken, und ſoll von der Zeit an, da dieſelbe von beiderſeits Königl. Majeſt. Majeſt. allergnädigſt ratificiret worden, ſeine vollkommene Wirkung haben, und folglich eine Richtſchnur ſeyn, welche hinführo beſtändig in Acht genommen werden ſoll. *Extenſion ſur les états réciproques.*

ART. II.

Unter dem Nahmen Deſerteur ſollen ohne Unterſchied alle zu beide hohen Theile Land- und See-Etat gehörig Volk und Bediente, keinen ausgenommen, von welchem Range, Dienſte und Charactere ſie ſeyn mögen, verſtanden werden, die muthwilliger und treuloſer Weiſe, es ſey zu Lande oder zur See aus ihren Dienſten entlaufen, und ſich bey des einen oder des andern hohen contrahirenden Theiles Truppen, entweder im Felde, Garniſonen, Landquartieren, bey der Flotte, oder ſonſt in Städten und auf dem Lande, wo es immer ſeyn mag, öffentlich oder heimlich Kriegsdienſte anzunehmen, einſtellen, oder auch ſonſt im Lande ohne Paſs herumlaufen und ſich aufhalten. Nur ſind von der Auslieferung ausgenommen alle in Sr. Königl. Majeſtät und der Crone Schweden Reichen, Ländern, Provinzen und Herrſchaften gebohrne ſchwediſche Unterthanen, die auf ein oder die andere Weiſe in Sr. Königl. Majeſtät zu Dännemark und Norwegen Ländern Dienſte genommen, und ihr Vaterland wiederſuchen, wie ingleichen alle, in den Königlich Däniſchen Reichen, Herzogthümern, Grafſchaften, Herrſchaften und Ländern gebohrne Königl. Däniſche Unterthanen, ſo auf ein oder die andere Weiſe, in Sr. Majeſtät des Königs in Schweden Reichen und Ländern Dienſte genommen, und ihr Vaterland wiederſuchen, ſo fern die von einem ſolchen Eingebohrnen entweder Königl. Schwediſch oder Königl. Däniſchen Unterthane, bey der Capitulation abgegebene Original-Verſchreibung, und ihm von der Behörde dagegen ertheilten Original-Verſicherungsſchrift, nicht kann erwieſen werden, daſs der *Deſerteurs.*

ein-

1738 eingebohrne Deserteur gutwillig Dienste genommen und auf längere Zeit capitulirt als er würklich gedient hat, da denn ein solcher entweder Königlich Schwedischer oder Königlich Dänischer eingebohrner Unterthan zwar soll ausgefolget werden, seiner Verschreibung ein Genüge zu leisten, doch soll er nicht als ein Deserteur bestrafet werden.

ART. III.

Vigilance sur les frontières. Soll ein jeder so hoher als niedriger Civil- und Militair-Beamter und Befehlshaber, insonderheit an denen Gränzen, nicht allein schuldig und verpflichtet seyn, genaue Achtung auf solche Deserteurs zu geben, und sich derselben samt allem, was sie mit sich führen, zu bemächtigen, sondern sollen auch diejenigen, von was Stand und Condition sie seyn mögen, die sich unterstehen, einem Deserteur Anleitung zum Entlaufen zu geben, denselben verstecken oder fortschaffen, und davon überzeuget werden können, ohne weitläuftigen Process mit nachdrücklicher Strafe ansehen.

ART. IV.

Poursuite. Niemanden soll erlaubt seyn, einen Deserteur in des andern hohen Theils Territorio zu verfolgen und nachsetzen zu lassen, und sich desselben eigenmächtig zu bemächtigen, sondern falls von dem einen oder dem andern Theile einem solchen nachgesetzt würde, soll es nur in der Absicht geschehen, damit man demselben um so viel eher auf die Spuhr kommen, und des Ortes Obrigkeit behörigen Theil davon geben möge, so dass ein solcher in Verwahrung genommen werde: dagegen aber sollen beider hohen contrahirenden Theile Militair- und Civil-Bediente, Soldatesque und Unterthanen verbunden seyn, solche Deserteurs mit bey sich habenden Gewehr, Pferden, Montirungen und andern Sachen, sowohl ohne, als auf geschehenes Ansuchen, in sichere Verwahrung nehmen zu lassen, da sodann nicht allein den am nächsten befindlichen Civil- oder Militair-Bedienten der Herrschaft, von deren Truppen oder Flotte die Desertion geschehen ist, innerhalb acht oder höchstens vierzehn Tagen Nachricht gegeben werden soll, nebst einem Verzeichnisse von des Arrestirten Nahmen, Montur, Gewehr, Regimente, Compagnie, Garnison, Flotte, Escadre, oder wo er sonst bey dem Land- oder See-Etat in Diensten stehet, und daraus entwichen ist,

Imgleichen allen Umſtänden, die in einer ſolchen Zeit bekannt werden können, ſondern der Deſerteur ſoll ſelbſt mit allem das er bey ſich hat, gehörig ausgeliefert werden. Sollte der Deſerteur in dem Lande, wo der Deſerteur feſt genommen wird, ſein Pferd oder etwas von ſeiner Montirung und Gewehr veräuſsert haben, ſo annoch in natura zu bekommen wäre, ſoll ſolches herbey geſchaffet, und ohne Bezahlung an den Officier ausgeliefert werden, von dem er deſertiret iſt: und ſollen ſowohl die dergleichen Sachen zu allererſt wiſſentlich gekauft, als ſich bereits davon wieder los gemacht haben, den Werth derſelben zu erlegen ſchuldig ſeyn, ſondern über dieſes noch nachdrücklich geſtrafet werden. Damit auch die Oerter, wo die Auslieferung geſchehen ſoll, determiniret und feſtgeſtellet werden mögen, ſo iſt man einig worden, daſs die Königl. Schwediſchen Deſerteurs, welche in Dännemark ertappet werden, in Helsingör, die ſo nach Norwegen entwichen, auf den Norder- oder Süderfiedelſchen Gränzen, an die näheſte Obrigkeit oder Befehlshaber, und die ſo in die Königl. Däniſchen deutſchen Provinzen gehen, in der Stadt Altona ausgeliefert werden ſollen; deſsgleichen daſs die Däniſchen Deſerteurs, welche aus Dännemark nach Schweden übergangen ſind, in Helſingborg, die ſo ſich aus Norwegen nach Schweden retiriret haben, auf den Nordiſchen oder Südlichen Gebürgen an der Gränze, bey der nächſten Obrigkeit oder Befehlshaber, und die ſo in die Königl. Schwediſchen Deutſchen Provinzen entwichen ſind, in der Stadt Wismar ausgeliefert werden ſollen. Der Transport von einem Orte zum andern, bis an den Auslieferungs-Platz, ſoll für das Commando nicht berechnet werden, das die Deſerteurs dahin bringt, oder einige Unkoſten dafür eingeführet und gefordert werden, ſondern dieſelben ſollen von dem Herrn, in deſſen Gerichtbarkeit der Deſerteur angehalten worden, vorgeſchoſſen und veranſtaltet werden. 1738

ART. V.

Auf den Deſerteur ſelbſt ſoll von dem Tage an, da er feſtgenommen worden, bis an den Tag da er ausgeliefert wird, täglich in Verpflegung ausgethan werden, nemlich in Sr. Königl. Majeſtät von Schweden Reichen und Ländern, drey Oehr Silber-Münze und die unter der Crone Schweden gehörigen Deutſchen Pro- *Frais de l'entretien.*

vin-

1738 vinzen zwey Lfsl., wie auch in Sr. Königl. Majestät zu Dännemark und Norwegen Reichen und Ländern zwey Lfsl., ingleichen für ein Pferd, wenn der Deserteur eines mit sich gebracht, zwey Kannen Hafer und acht Marck Heu, sammt nöthigem Stroh, welches nach dem Marktgange berechnet werden muss, und muss solches alles von dem Regimente oder der Compagnie, wovon er durchgegangen, bezahlet und ersetzet werden, ehe der Deserteur ausgeliefert wird.

ART. VI.

Frais extraordinaires. Gleichermafsen ist das Regiment, oder die Compagnie, wovon der Deserteur entwichen ist, verpflichtet, ehe derselbe ausgeliefert wird, die Unkosten, die auf seine Ausforschung, Nachsetzung und Festnehmung gemacht worden, gut zu thun; welche Unkosten jedoch nach Billigkeit müssen specificiret und berechnet, auch im Fall einige Klage darüber entstehen sollte, von der Obrigkeit des Ortes moderirt werden sollen.

ART. VII.

Peine à infliger. Die Erkenntnifs über eines Deserteurs Verbrechen, seine Begnadigung oder auch die Vollziehung der ihm zuerkannten Strafe, wird dem hohen contrahirenden Theile, aus dessen Dienst er entwichen ist, vorbehalten.

ART. VIII.

Criminels. Da auch beiderseits hohe contrahirende Theile nicht weniger befinden, wie höchst angelegen es für Dero Länder und Reiche ist, dafs die allgemeine Ruhe und Sicherheit, zu ihrer getreuen Unterthanen Wohlfart auf alle mögliche Weise beschützet und erhalten, und zu eines so heilsamen Endzweckes Erhaltung kein Geringes beitragen würde, wenn diejenigen, die in eines derer hohen Theile Reichen und Ländern einige grobe Missethat oder eine sonst das Publicum betreffende, oder andere offenbare und vorsätzliche Betrügerey, oder auch ein ander strafwürdiges Verbrechen begangen, wodurch die allgemeine Ruhe, Sicherheit und guter Glauben unterbrochen wird, und welche durch ihre Entweichung in des andern hohen Theiles Gerichtbarkeit, ihrer wohl verdienten Strafe zu entgehen suchen, keines Schutzes daselbst geniefsen, sondern gleich angehalten und extradiret würden; So hat man sich bei dieser Gelegenheit auch dahin verglichen und beschlossen, dafs wenn hinführo

nicht

nicht nur grobe Miſſethäter, oder ſolche die andere abſcheuliche und mit harter Leibes- und Lebens-Strafe belegte Verbrechen begangen, ſondern auch die welche einen offenbaren das Publicum angehenden, oder auch anderen vorſätzlichen und wider Treu und Glauben ſtreitenden Betrug ausgeübet, wie auch diejenigen, welche in denen Allergnädigſt anvertrauten Beſtallungen, ſich nicht nach ihrer unterthänigen Pflicht bezeiget, und entweder in des einen oder des andern hohen Theils Gerichtbarkeit geflüchtet ſind, daſs dieſelben keinen Schutz darüber genieſſen, ſondern ſogleich feſtgenommen und ausgeliefert werden ſollen, auf ſolche Art und Weiſe, wie in den vorgehenden Puncten von Deſerteurs von dem Land- und See-Etat vermeldet worden iſt. 1738

ART. IX.

Damit auch beider hohen contrahirenden Theile Befehlshaber, ſo vom Civil- als Militair-Stande, welchen oblieget genau Acht darauf zu geben, daſs kein verdächtig Volk ſich in das Land einſchleichen möge, hierin ihre Schuldigkeit ſo viel genauer und nachdrücklicher beobachten mögen; ſo ſoll von jedem der hohen contrahirenden Theile, ſofort nach dieſes Vergleiches oder Cartels Ratification Auswechſelung, mittelſt öffentlicher Verordnungen ihrer reſpectiven Befehlshaber, ſo vom Militair- als Civil-Stande ernſtlich anbefohlen werden, daſs, wenn hinführo einer oder der andere, ſo von Manns- oder Weibs-Volk, aus des einen hohen Theiles Reichen und Ländern in des andern ſeine überkommen, ohne gehörigen Paſs von des Ortes Obrigkeit aufweiſen zu können, von denen ſie kommen, oder wenigſtens gültigen Beweis, daſs ſie in ihren richtigen Geſchäften begriffen ſeyn, ſie dieſelben ohne Unterſchied ſofort in Verhaft nehmen, und ſodann ſolches ohne Verzug des andern hohen Theiles nächſten Befehlshabern zu erkennen geben ſollen, da alsdann, auf ihr Begehren, der Arreſtant an den zur Auslieferung beſtimmten Ort abgeſandt, und gegen Erſetzung der obberührtermaaſsen darauf gemachten Unkoſten ausgeliefert werden ſoll. Jedennoch iſt das vorher angeführte nicht auf die an den Gränzen beider Reiche und Länder wohnende zu extendiren, die mit einander täglichen Handel und Wandel treiben oder ſonſt unverdächtige Unterthanen ſind, welchen unbenommen bleibt, nach wie vor, hin und *Vigilance.*

1738 und her zu kommen, und einen freyen Umgang und Handlung mit einander zu treiben und zu pflegen.

ART. X.

Publication du Cartel. Damit auch ein jeder von dieſes Vergleiches, oder Cartels Inhalt unterrichtet ſeyn, und demſelben in allen ſeinen Puncten genau nachgelebt werden möge, ſo ſoll daſſelbe gedruckt und in beider hohen contrahirenden Theile Königreichen und Ländern, ſowohl bey der Miliz als auch ſonſt gewöhnlicher Weiſe, zu eines jeden Wiſſenſchaft, jedermänniglich kund gethan werden.

ART. XI.

Durée. Was die Zeit der Dauer dieſes Vergleiches oder Cartels anbetrifft, ſo iſt ſelbiger auf zwölf Jahre ausgeſtellt, welche von dem dato der Ratificationen beiderſeits Königl. Königl. Maj. Maj. gerechnet werden ſollen.

Zu mehrerer Kundſchaft haben wir bis zur Ausfertigung höchſtbemeldter Ratificationen (welches, daſs es innerhalb ſechs Wochen oder wo möglich noch eher geſchehen, und dieſelben alsdenn hier in Coppenhagen von beiden Seiten ausgewechſelt werden ſollen, verſprochen worden) von dieſem Vergleich und Cartel, zween gleichlautende Exemplare verfaſſet und dieſelben mit Beyſetzung unſerer Pettſchafte eigenhändig unterſchrieben. So geſchehen in Coppenhagen den $\frac{20}{31}$ Martii im Jahre nach Chriſti Geburt ein tauſend ſieben hundert und acht und dreyſig.

(L. S.) ANDR. SKUTENHIELM.

Als haben Wir dieſes Cartel nach deſſelben Inhalt in allen Theilen ratificiren, approbiren und beſtätigen wollen, wie wir ſolches auch hiermit auf die beſte und kräftigſte Weiſe ratificiren, approbiren und bekräftigen, und wollen ernſtliche Hand darüber halten laſſen, daſs mehrberührtem Cartel unſrer Seits gebührend nachgelebt und daſſelbe vollzogen und keinesweges zugelaſſen werden möge, daſs, auf was Weiſe es auch immer geſchehen kann, dawider gehandelt werde. Zu mehrer Urkunde haben Wir dieſes mit eigener Hand unterſchrieben, und mit unſerm Königlichen Inſiegel bekräftigen laſſen.

Stockholm den 10ten April im Jahre nach Chriſti Geburt ein tauſend ſieben hundert acht und dreyſig.

(L. S.) FRIEDRICH.

V. GEDDA.

44.

Traité d'accomodement entre S. M. le Roi de Danemarc comme Duc de Holſtein et S. M. le Roi de la Gr. Brétagne comme electeur de Bronſwic au ſujet du baillage de Steinhorſt; ſigné à Hannovre le 5 Mars 1739.

1739 5 Mars.

[Büschings *Magazin für Hiſtorie und Geographie.* T. VIII. p. 271. et ſe trouve en Français dans Rousset *Recueil* T. XIV. p. 118. *)]

Vergleich zwiſchen Dänemark und Großbritannien wegen des Amts Steinhorſt, vom 5. März 1739.

Kund und zu wiſſen ſey hiermit jedermänniglich: Nachdem zwiſchen Ihro Königl. Majeſtät zu Dänemark, Norwegen, als Herzogen zu Holſtein, und Ihro Königl. Großbritanniſche Majeſtät als Churfürſten zu Braunſchweig-Lüneburg, wegen des Amts und Hauſes Steinhorſt, beſchwerliche Irrungen entſtanden; und dann beiderſeits Königl. Königl. Majeſt. Majeſt. in gleichhegender Abſicht allem demjenigen, was zwiſchen Höchſtdenenſelben die nachbarliche Freundſchaft und gutes Vernehmen erkalten machen, oder wohl gänzlich aufheben könnte, vorzukommen, dienlich gefunden, obgedachte Irrungen durch den Weg einer gütlichen Handlung beylegen zu laſſen, auch zu ſolchem Ende Dero reſpective Miniſter behörig bevollmächtiget, daſs ſelbige über ſolche Puncte einig worden, und ſich verglichen:

Art. I.

Declariren Ihro Königl. Großbritanniſche Majeſtät, wie dasjenige, was mit den Königl. Däniſchen Dragonern den 14. December a. p. auf dem Hauſe Steinhorſt vorgegangen, von Dero Bedienten, als ein unumgängliches

Déclaration ſur les evenemens du mois de Décembre.

*) Où l'on trouve auſſi l'hiſtoire du démelé qui a donné lieu à cette convention et les actes dont elle a été précedée.

1739 liches Mittel zu Beybehaltung Dero Gerechtſamen angeſehen, und bloſs zu dem Ende zur Hand genommen worden, Ihro Königl. Groſsbritanniſche Majeſt. Abſicht aber niemahls geweſen ſey, Ihro Königl. Majeſt. zu Dännemark, Norwegen zu beleidigen, vielmehr es von einigen zufälligen Umſtänden und Miſsverſtand herrühre, daſs etwas vorgegangen, was beiderſeitigem Wunſch und Neigung zuwider, inmaaſsen dann auch die Dero Officier ertheilt geweſene Ordre auf allen zu gebrauchenden Glimpf gerichtet geweſen.

ART. II.

Rappel des troupes. Verſprechen Ihro Königl. Groſsbritanniſche Majeſt. Dero zu und um Steinhorſt zuſammengezogene Truppen, ſogleich nach geſchehener Vollziehung dieſes Vergleiches, zurück in ihre ordentlichen Quartiere zu ziehen, Steinhorſt gänzlich zu evacuiren, die daſelbſt gemachte Aufwürfe zu applaniren, und wegen erſagten Amtes und Hauſes alles wieder in priſtinum ſtatum zu ſetzen, auch bis zu ausgemachter Sache darinnen zu laſſen, mithin alle Signa einer genommenen Poſſeſſion, ſo zur Zeit noch exiſtiren möchten, inſonderheit die Dero Seits aufgehängte Patenten und Wapen, auch das Kirchengebet, beiderſeits Rechten unnachtheilig, und bis zu ausgemachter Sache, wegthun und abſtellen zu laſſen.

ART. III.

Duc de Holſtein. Verſichern Ihro Königl. Groſsbritanniſche Majeſtät, daſs Dieſelbe, ſo wenig gegenwärtig mit dem Herzogl. Holſtein-Kieliſchen Hauſe in einem Geld-Negotio begriffen ſeyn, als in dergleichen künftig etwas zu entriren gedenken, wodurch Ihro Königl. Majeſtät zu Dännemark, Norwegen, Iuri Condominii, eventuellen Succeſſions-Recht und Gerechtſamen präjudiciret werden könnte.

ART. IV.

Ratzebourg. Wann auch Ihro Königl. Majeſtät zu Dännemark, Norwegen vorgebracht worden, als ſollten, während dieſer Steinhorſtiſchen Irrungen, neue Feſtungswerke an der Stadt Ratzeburg gemacht worden ſeyn; ſo verſichern Ihro Königl. Groſsbritanniſche Majeſtät, daſs ſolches ohne Grund, und dem deſshalber vorhandenen Vergleich, weder von Deroſelben ſelbſt, noch denen Ihrigen, ſey

contraveniret worden, noch contraveniret werden ſolle; 1739
wovon Ihro Königl. Majeſtät zu Dänemark, Norwegen durch den, einem Dero hierzu abzuordnenden Bedienten zu verſtattenden Augenſchein, ſich ſelbſten können vergewiſſern laſſen.

ART. V.

Dahingegen verſprechen und verſichern Ihro Königl. Majeſtät zu Dänemark, Norwegen, ſobald denen im vorhergehenden 3ten und 4ten Artikeln enthaltenen Puncten ein völliges Genüge geſchehen, Dero zuſammengezogene Truppen gleichfalls abzuführen, und keine Thätlichkeiten vornehmen zu laſſen, ſondern, wegen Dero Gerechtſamen an das Amt und Haus Steinhorſt, der Güthe oder dem Rechte Platz zu geben, ſolchergeſtalt, daſs, wann, wider Vermuthen, dieſe Sache durch eine zwiſchen beiderſeits hierzu zu bevollmächtigenden Miniſters anzuſtellende Handlung nicht beygelegt werden ſollte, die Entſcheidung derſelben zu einem derer drey in Vorſchlag gebrachten Mitteln, als nemlich einer Commiſſion compromiſſi, oder richterlichen Spruch, von welchem Ihro Königl. Majeſtät zu Dänemark, Norwegen, eines zu erwählen, ſich vorbehalten, heimgegeben werden möge. *Pretenſions ſur Steinhorſt.*

Zu Urkund dieſen ſind von dieſem Vergleich zwey gleichlautende Inſtrumenta verfertiget, von den beiderſeits dazu bevollmächtigten Miniſters unterſchrieben, mit ihren Pettſchaften beſtärket, auch daſs die Ratificationen darüber innerhalb drey bis vier Wochen in Hannover gegen einander ausgewechſelt werden ſollen, beliebet und verſprochen worden.

So geſchehen Hannover den 5. März 1739.

(L. S.) BERNSTORFF.
(L. S.) HEINRICH GROTE.
(L. S.) CRAFFT v. ERFFA.
(L. S.) GERLACH ADOLPH v. MÜNCHHAUSEN.
(L. S.) FRIEDRICH LUDWIG v. HAUSS.

45.

1740 *Extrait du renouvellement d'alliance entre la France et la République des Grisons* 1740.

(*Storia dell' anno* 1740. p. 125.)

ART. I.

Il Re Criſtianiſſimo, e i Signori Grigioni ſi diporteranno gli uni verſo gli altri come buoni, e fedeli Alleati per la difeſa, e conſervazione de' loro Stati, Paeſi, onori, e diritti, di cui ſono attualmente in poſſeſſo.

ART. II.

Queſt' Alleanza non tenderà ad offendere alcuno, nè ſarà in pregiudizio di chi ſi ſia.

ART. III.

Sarà permeſſo al Re levare delle Truppe Grigione a ragguaglio del ſuo biſogno, ma tanto in queſte leve, quanto ne' Reggimenti, che ſono attualmente in ſuo ſervizio, tutti gli Uffiziali maggiori dovranno eſſere Grigioni. Queſte Truppe ſaranno dal Re trattate come gli Svizzeri che ſono al ſervigio di Sua Maeſtà cio è goderanno la ſteſſa paga, la ſteſſa libertà, e li medeſimi vantaggi: nè potranno eſſer impiegate contro gli Alleati della loro Repubblica, nè in mare.

ART. IV.

Se lo Stato foſſe invaſo, o minacciato da qualche Potenza nimica, ſarà permeſſo alla Repubblica richiamare le ſue Truppe per quanto tempo ne avrà biſogno: nè il Re potrà impedire la loro partenza trattandoſi di ſervire la loro patria: per lo contrario darà loro due meſi di paga anticipata per il viaggio, e qualche ſoccorſo d'uomini fino a tanto che durerà la guerra.

ART. V.

Nè l'una, nè l'altra delle parti contraenti accorderà nel ſuo Paeſe protezione a' ribelli, e banditi Sudditi dell' altra, e lungi di tollerarglieli negli ſcaccierà, dacchè ne ſarà richieſta o avviſata.

ART. VI.

Il Re, per dare a divedere le ſue compiacenze alle tre Leghe, pagherà loro un annuo ſuſſidio di nove mila

mila Lire moneta Svizzera per cadauna Lega, con- 1740
tando dal giorno della ſoscrizione di queſto Trattato. La qual ſomma ſarà pagata puntualmente ciascun anno in *Coira*, luogo il più conveniente per le tre Leghe.

ART. VII.

Se accade che ſiavi una cattiva raccolta nel Paeſe de' Grigioni, o vi ſi ſoffra qualche altra disgrazia per l'intemperie delle ſtagioni, o altrimenti, Sua Maeſtà acconſente di ſovvenirli dacchè ne ſarà richieſta, per quanto lo permetterà l'abbondanza de' ſuoi Stati. Oltre di queſto i Signori Grigioni poſſono eſſer certi, che ſarà loro ſempre conſegnato in Francia il grano al più buon prezzo che ſi può.

ART. VIII.

Sarà permeſſo a' Grigioni, o negozianti o viaggianti, di paſſare per la Francia, e trafficarvi liberamente, come gli Svizzeri, ſenzacchè ſia data loro veruna moleſtia per cauſa di Religione.

ART. IX.

Il Reggimento di Grigioni al ſervizio di Sua Maeſtà rimarrà in piedi fin a quanto durerà l'Alleanza, nella ſteſſa maniera, e coll' iſteſſa paga come gli Svizzeri ſecondo la Capitolazione di eſſo Reggimento, e goderà le medeſime eſenzioni.

ART. X.

I Signori Grigioni promettono, e ſi obbligano di concedere, allor chè ne ſaranno richieſti, paſſaggio alle Truppe del Re, e de' ſuoi Alleati, per entrar in Italia in ſoccorſo degli amici della ſua Corona: ben intendendoſi, ch' eſſe Truppe non faranno alcuna offenſiva impreſa contra il Ducato di Milano, nè contra i Paeſi compreſi nell' antica unione ereditaria, e non pregiudicaranno alla Capitolazione conchiuſa nel 1726, fra Ceſare, come Duca di Milano, e i Grigioni *); di modo che rimarranno in tutta la loro forza e vigore l'accennata capitolazione, e l'unione ereditaria, che ſuſſiſte fra i Signori Grigioni, e la Sereniſſima Caſa d'Auſtria: e non ſarà derogato in conto alcuno alle Alleanze, che hanno con la Repubblica di Venezia, e di Olanda.

ART. XI.

Ora ſe accadeſſe che le Truppe di Sua Maeſtà doveſſero paſſare, concerterebbeſi con Deputati della Repub-

*) SCHMAUSS *C. I. G.* p. 2042.

1740 blica il numero, le tappe, il [illegible] Commiſſari ec. nella ſteſſa guiſa come ſi pratica nel paſſaggio delle Truppe Ceſaree: ben intendendoſi, che non paſſeranno più di 400 uomini alla volta, i quali oſſerveranno una rigida diſciplina; e ſe cagionano qualche danno, ſarà compenſato ſulle prove, che ne ſaran prodotte.

ART. XII.

Queſt' Alleanza ſarà perpetua; e S. M. promette di ammettere la Repubblica in tutti Trattati di pace, d'armiſtizio ec. che conchiuderà in avvenire, e di non mai approvare veruna propoſizione, che contraria foſſe a privilegi e prerogative de' Grigioni, e di difenderli come fedeli Alleati, e Confederati.

46.

1741 *Traité de ſubſide entre S. M. Britannique et* 24 *Juin.* *S. M. la Reine de Hongrie et de Bohème; ſigné à Hannovre le* 24 *Juin* 1741.

(ADELUNG *Staatshiſtorie* T. III. Beyl. p. 18. en Anglais et Allemand.)

Ueberſetzung des den $\frac{23}{24}$ *Junii zwiſchen dem Könige von Großbritannien und der Königin von Ungarn geſchloſſenen Tractats.*

Kund und zu wiſſen ſey allen, denen daran gelegen, daſs, da in dem zweyten Artikel des den 20. Februar 1732 *) im Haag zwiſchen Sr. verſtorbenen Kaiſerlichen und Catholiſchen Majeſtät und zwiſchen Sr. Groſsbritanniſchen Majeſtät und Ihro Hochmögenden, den Generalſtaaten der vereinigten Provinzen der Niederlande geſchloſſenen Vertrags verglichen worden, daſs, um die Garantien zu erfüllen, welche in dem vorhergehenden Tractat zu Wien vom Jahr 1731 **) ſtipuliret worden, Ihro

*) ROUSSET *Supplém.* T. II. P. II. p. 237.

**) DUMONT T. VIII. P. II. p. 213. ROUSSET *Supplém.* T. II. P. II. p. 288. 307.

Ihro Kaiſerliche und Groſsbritanniſche Majeſtäten exiſtirenden Falls, einander mit einer Hülfe von 12000 Mann beyſtehen ſollen; nach dem Tode Sr. gedachten Kaiſerlichen und Catholiſchen Majeſtät, glorwürdigſten Andenkens, aber, Ihro Majeſtät die Königin von Ungarn und Böhmen in dem Beſitz einiger ihrer Länder angegriffen worden, und wohlgegründete Furcht und Beſorgniſs in Anſehung des Betragens verſchiedener anderer Mächte hat, und daher auf die in den Verträgen vorgeſchriebene Art die obengedachte Hülfe von 12000 Mann von Sr. Groſsbritanniſchen Majeſtät verlanget hat: ſo haben Se. Majeſtät auf die freundſchaftlichſte Art verſprochen, ſobald als möglich ſeyn wird, Dero Verbindlichkeiten zu erfüllen und zur Vertheidigung beſagter Ihrer Majeſtät ohne Zeitverluſt ein Corps von 6000 Mann Däniſcher Truppen und noch ein ander Corps von 6000 Mann Heſſiſcher Truppen, welche Se. Groſsbritanniſche Majeſtät zu dieſem Endzweck in Dero Sold genommen, marſchiren zu laſſen; und da auſserdem in dem gedachten Tractat vom Jahr 1732 ſtipuliret worden, daſs, wenn die obgedachte Hülfe von 12000 Mann in Betrachtung des dringenden Nothfalls nicht hinreichend ſcheinen ſollte, die hohen contrahirenden Theile ſich fernerweit über eine noch gröſſere Hülfe vergleichen ſollten; Graf Oſtein aber, gevollmächtigter Miniſter der Königin von Ungarn und Böhmen, Sr. Groſsbritanniſchen Majeſtät vorgeſtellt hat, daſs der gedachte Fall gegenwärtig exiſtire, und dem zu Folge eine gröſſere Hülfe nach dem Inhalt des Tractats verlange; gedachter Miniſter auch zu gleicher Zeit vorgeſtellet hat, daſs der ſicherſte Weg, ſeiner Königin einige fernerweitige Hülfe zu leiſten, dieſer ſey, daſs Se. Groſsbritanniſche Majeſtät geruhen wollten, Ihro gedachten Majeſtät eine Summe Geldes zu bewilligen, und ſie dadurch in den Stand zu ſetzen, ihre Armee vermehren zu können: ſo haben Se. Majeſtät ſich dieſem Verlangen gefüget, und da es zu dem Ende nothwendig geweſen, zwiſchen obgedachten hohen Contrahenten unmittelbar eine Convention hierüber zu errichten; ſo haben gedachte Ihro Majeſtäten für gut angeſehen, ihre beiderſeitigen Miniſters durch gehörige Vollmachten zu authoriſiren; nemlich, Se. Groſsbritanniſche Majeſtät haben Dero Miniſter und Staatsſecretair, den Lord Harrington, einen der Lords Richter Dero Königreichs Groſsbritannien und Dero Geheimenrath, und

1741

1741 und Ihro Majeſtät die Königin von Ungarn und Böhmen, den gedachten Graf Oſtein, ihren gevollmächtigten Miniſter bey Sr. Groſsbritanniſchen Majeſtät ernannt, welche nach deſshalb gepflogenen Conferenzen, ſich Kraft ihrer habenden Vollmachten, folgender Artikel verglichen haben:

ART. I.

Renouvellement des traités de 1731. 1738. Se. Majeſtät der König von Groſsbritannien und Ihro Majeſtät die Königin von Ungarn und Böhmen, erneuern beiderſeits die in dem Allianz-Vertrag der 16. März 1731 und in der Acceſſionsacte vom 20. Februarii 1732 übernommenen Verbindlichkeiten, ausgenommen, was diejenigen Länder betrifft, welche in dem letztern mit Frankreich geſchloſſenen Frieden, welchen zu brechen ſie nicht geſonnen ſind, andern Mächten abgetreten worden.

ART. II.

Subſide. Se. Majeſtät der König von Groſsbritannien verſprechen gedachter Ihro Majeſtät in Zeit von einem Jahr, vom $\frac{12}{23}$ten April 1741 an zu rechnen, Quartalweiſe in der Stadt London oder Amſterdam, nach dem Gefallen gedachter Sr. Groſsbritanniſchen Majeſtät, die Summe von 300000 Pfund Sterlings, das Pfund Sterlings in dem letztern Fall zu 10 Gulden 10 Stüver holländiſchen Geldes gerechnet, in die Hände desjenigen oder derjenigen zu bezahlen, der oder die von Ihro Majeſtät der Königin von Ungarn und Böhmen, daſſelbe in Empfang zu nehmen, werden bevollmächtiget ſeyn; indem Se. Groſsbritanniſche Majeſtät von Seiten Ihro gedachten Ungariſchen Majeſtät vollkommen verſichert iſt, daſs ſelbige dieſes Geld entweder zur Anwerbung neuer Truppen, zur Vermehrung ihrer Armee, oder zur Bezahlung fremder Truppen, welche ſelbige ſogleich in ihren Dienſt nehmen ſoll, getreulich anwenden werden.

ART. III.

Son emploi. Ihro Majeſtät die Königin von Ungarn erkennen die freundſchaftlichen Geſinnungen Sr. Groſsbritanniſchen Majeſtät aus demjenigen, was im vorſtehenden Artikel ſtipuliret worden, und verſprechen und verpflichten ſich auf die allerbündigſte Art, daſs ſie die gedachte Summe von 300000 Pfund Sterling weder ganz noch zum Theil zu keinem andern Gebrauch, als der in dem vorſtehenden Artikel gedacht worden, verwenden wollen.

ART.

ART. IV. 1741

Dieſer Tractat ſoll ſo lange geheim gehalten werden, bis es beiden hohen contrahirenden Theilen belieben wird, deſswegen ein anders zu verordnen. *Secrèt.*

ART. V.

Gegenwärtiger Tractat ſoll in Zeit von drey Wochen, oder wenn es möglich noch eher ratificiret und die Ratificationes zu Hannover ausgewechſelt werden. *Ratification.*

Zu deſſen Bekräftigung haben wir unterſchriebene dazu gevollmächtigte Miniſters Sr. Groſsbritanniſchen Majeſtät der Königin von Ungarn und Böhmen, gegenwärtiges im Nahmen gedachter ihrer Majeſtäten unterzeichnet und unſer Wapenpetſchaft beidrucken laſſen.

Gegeben zu Hannover den $\frac{13}{24}$ten Junius 1741.

HARRINGTON. HENRICH CARL *Graf* VON OSTEIN.

47.

Convention entre les Rois de France et de la Grande-Bretagne pour l'exécution des articles du traité de commerce conclu à Utrecht, relatifs au cas de la rupture; ſignée au mois d'Avril 1744. 1744

(ROUSSET *Recueil* T. XVIII. p. 363. et ſe trouve dans *Merc. hiſt. et pol.* 1744. T. I. p. 560. et dans MOSER *Verſuch* T. IX. P. I. p. 46.)

ART. I.

Que les Articles du traité de commerce entre la Grande-Bretagne et la France, conclu à Utrecht le 11 Avril 1713 *), N. St. qui regardent les ſujets de l'une et de l'autre Nation dans les cas de guerre, nommément *Traité d'Utrecht.*

*) DUMONT T. VIII. P. I. p. 345.

1744 l'article XIX, ſeront exécutés de part et d'autre dans toute leur étenduë.

ART. II.

Navires et effets exemts de ſaiſie. Que les navires, les marchandiſes et les effets, meubles ou immeubles appartenant aux ſujets des deux Nations, et qui ſe trouveront dans les ports ou autres lieux de la domination de la partie adverſe, ne ſeront point arrêtés ou confiſqués, mais qu'il ſera libre pendant le terme de 6 mois, à compter du jour de la Déclaration de guerre, de vendre ou diſpoſer de ces effets, de la manière que les propriétaires le jugeront à propos.

ART. III.

Après 6 mois. Que, ſi dans ce terme de 6 mois les ſujets de l'une ou l'autre des deux couronnes ne trouvent pas d'occaſion de vendre leurs effets, et qu'ils aiment mieux les transporter ailleurs; dans ce cas il leur ſera accordé toutes les facilités néceſſaires pour la ſortie deſdits effets, enſemble de leurs perſonnes, et il leur ſera délivré des paſſeports valables, afin de ſe retirer où ils jugeront à propos; tous obſtacles et difficultés qui ont pû arriver pour y mettre empêchement, ceſſant de part et d'autre en vertu de cette convention.

ART. IV.

Délai ultérieur. Que, s'il arrive des cas extraordinaires, auxquels il n'aura pas été poſſible de mettre ordre dans le terme des ſix mois, les perſonnes intéreſſées qui s'adreſſeront aux Miniſtres, et qui les préviendront là-deſſus, obtiendront encore un délai, ſuivant l'exigence du cas. N. B. Mr. Amelot a ajonté à cet article: Que s'il y avoit quelques ſujets de Sa Majeſté Britannique, qui ſouhaitaſſent de reſter en France pendant la guerre, ſans y être même obligés par leurs affaires, on le leur permettoit moïennant qu'ils ſe comportaſſent d'une manière convenable; dans la perſuaſion qu'on auroit en Angleterre les mêmes égards pour les ſujets de France qui voudroient s'y arrêter auſſi.

ART. V.

Paquebots. Qu'on laiſſera ſubſiſter les Paquebots au moins pendant les 6 prémiers mois de la guerre afin de faciliter le commerce des lettres et le paſſage des ſujets de part et d'autre: Qu'il leur ſera permis d'entrer dans le port de Calais, et d'y reſter en toute liberté et ſûreté,

à condition que le Paquebot, avant d'entrer dans le Port, ſe fera connoître au Commandant, qui enverra des Officiers à bord pour s'informer des paſſagers qui s'y trouveront; et ledit Paquebot, en partant, ne pourra prendre perſonne avec lui que du conſentement et avec permiſſion du Commandant de Calais, qui donnera à ces bâtimens les paſſeports néceſſaires pour paſſer et repaſſer en toute liberté et ſûreté, ſans être inquiétés ni moleſtés par les vaiſſeaux de guerre du Roi Très-Chrétien, ni par les autres navires armés en courſe, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être. 1744

ART. VI.

Et il a été convenu que, ſi par le moien de ces Paquebots, il arrivoit quelque abus qui empêchât cet arrangement de ſubſiſter, il ne ſera commis aucune violence; mais que le dernier Paquebot qui s'en retournera en Angleterre, ſera chargé d'un avis pour ne plus en expédier à Calais. *Revocation des Paquebots.*

48.

Arrêt du Conſeil d'Etat du Roi de France portant revocation du traité de commerce conclu 1739, avec les Provinces-Unies des Pays-Bas; en date du 31 Décembre 1745. 1745 31 Déc.

(*Mercure hiſtorique et politique* 1746. T. I. p. 113.)

Le Roi, s'étant fait repréſenter en ſon Conſeil le traité de paix et d'amitié fait à Utrecht le 11 Avril 1713, entre le feu Roi et les Etats Généraux des Provinces-Unies enſemble celui de commerce, fait à Verſailles le 21 Décembre 1739; S. M. a reconnu que les diſpoſitions desdits traités, notamment celles des articles I et IV. du traité d'Utrecht, et celles des XI et XII articles du traité de 1739, n'ont eû pour objet que d'établir entre les 2 puiſſances réciproquement, une parfaite confédération, amitié et bonne correſpondance; en ſorte qu'il ne pût

être

1745 être reſpectivement donné aucune atteinte, ni commis aucune contravention auxdits traités, directement ou indirectement, principalement en ce qui pourroit intéreſſer la ſûreté du commerce et de la navigation des ſujets des 2 Etats, dans tous les Païs de leur domination: que c'eſt par ces ſeules conſidérations que S. M. en ſuivant les vûes du feu Roi, s'eſt déterminée à continuer par le traité du 21 Décembre 1739, dans ſes Etats et ceux de ſa domination au préjudice même de ſes propres ſujets, à pluſieurs égards, les avantages que ceux desdits Etats Généraux pouvoient deſirer pour le bien de leur commerce. Et S. M. étant bien informée que leſdits Etats Généraux ont formellement contrevenu auxdits traités, ſoit en obligeant pluſieurs Armateurs François d'abandonner dans les ports desdits Etats Généraux les priſes qu'ils y avoient conduites, en forçant d'autres d'en ſortir, ſans y avoir reçû les ſecours dont ils avoient beſoin; ſoit en permettant aux Anglois qui ont pris 3 Navires de la Compagnie des Indes de France, de les conduire dans un port desdits Etats Généraux, où ils ont même été vendus et expediés enſuite pour Hollande, ſous pavillon Hollandais, afin de les mettre à l'abri de la repriſe, ſoit enfin en donnant d'ailleurs à S. M. de juſtes ſujets de ſe plaindre de leur conduite à ſon égard, dans différentes occaſions qui ſont connues de toute l'Europe, notamment par l'infraction aux capitulations de Tournay et de Dendermonde, elle a jugé que les contraventions ſi marquées auxdits traités, et dont elle a vainement demandé et attendu les réparations qui lui ſont dûes, détruiſent les engagemens auxquels elle avoit conſenti en faveur desdits Etats Généraux; qu'elle a juſqu'à preſent remplis avec la fidelité la plus ſcrupuleuſe, et qu'elles font ceſſer, en même tems, les motifs qui avoient porté S. M. à les prendre. Sur quoi S. M. voulant faire connoître ſes intentions, ouï le rapport du Sieur Machault, Conſeiller ordinaire au Conſeil-Royal, Controlleur Général des finances, le Roi étant en ſon Conſeil, a ordonné et ordonne qu'à l'avenir, et à commencer du jour de la publication du préſent arrêt, les ſujets des Etats Généraux des Provinces-Unies ceſſeront de jouïr dans tous les ports et villes du royaume, de tous les avantages qui leur ont été accordés par les traités de commerce du 21 Décembre 1739, et qu'en conſequence ils ſeront traités, tant pour leurs perſonnes

que

que pour leurs navires, cargaisons, biens et effets, navi- 1745
gation et commerce, comme les nations neutres avec lesquelles il n'a été fait de convention, ni traité de commerce; S. M. dérogeant à cet effet à tout traité, convention, déclaration, arrêt et réglement, de quelque nature qu'il soit, qui pourroient être contraires au présent arrêt.

Cependant l'exécution immédiate de cet arrêt a été suspendue dans quelques points sur les plaintes des Hollandais par l'arrêt suivant du mois de Janvier 1746. (*Merc. hist. et pol.* 1746. T. I. p. 236.) portant:

1) Que les vaisseaux Hollandois, qui se sont trouvés dans les ports de France avant la publication de l'arrêt mentionné, sur lesquels on a mis l'embargo, et qui y ont été retenus par force, ne seront point assujettis au payement du droit de fret, ou de 50 sols par tonneau.

2) Que ceux des vaisseaux de la même nation sur lesquels l'embargo n'a point été mis, mais qui n'étoient pas encore repartis avant la publication de l'arrêt, ne seront pareillement pas assujettis à ce droit de fret.

3) Que les vaisseaux Hollandois, qui, étant partis des ports de la République dans les mois de Décembre pour le compte des negocians françois, ne sont arrivés dans les ports de France que depuis la publication de l'arrêt; sont sans difficulté dans le cas de payer le fret.

4) Que les marchandises arrivées sur des vaisseaux Hollandois, et qui n'étoient point déchargées, mais dont la déclaration avoit été faite avant la publication de l'arrêt du 31 Décembre, ne doivent acquitter les droits que conformement à ce qui se pratiquoit avant cet arrêt.

5) Que les marchandises arrivées, mais non declarées, avant la publication de l'arrêt, doivent payer les grands droits; et qu'à plus forte raison celles qui ont été demandées en Hollande, et qui ne sont pas encore arrivées en France, doivent y être assujetties, à l'exception néanmoins du poisson salé, comme la Morue et le Harang.

49.

1735 *Acte ſéparé et ſecrèt conclu entre S. M. la Reine* 18 *May.* *de Hongrie et de Bohéme et S. M. le Roi de Pologne Electeur de Saxe, rélatif au Partage éventuel de la Siléſie; ſigné à Leipzig le* 18 *May* 1745.

(C. DE HERTZBERG *Recueil.* T. I. p. 28.)

L'expérience n'ayant que trop fait connoître, à quel point le Roi de Pruſſe pouſſe ſes mauvaiſes intentions, pour troubler le repos de ſes Voiſins; et ce Prince ayant d'un côté et réitérativement envahi et dévaſté les Etats de Sa Majeſté la Reine de Hongrie et de Bohéme; et inquiété de l'autre Sa Majeſté le Roi de Pologne, Electeur de Saxe, par pluſieurs menaces, préparatifs de guerre et paſſages violents, ſans qu'on en ait pû obtenir la ſatisfaction duë pour le paſſé, ni ſûreté ſuffiſante pour l'avenir, il a été conſidéré, que ce double but ne ſauroit être obtenu, tant que le dit Voiſin redoutable ne ſera reſſerré dans des bornes étroites. C'eſt pourquoi Sa Majeſté le Roi de Pologne, Electeur de Saxe, comme allié auxiliaire, et Sa Majeſté la Reine de Hongrie et de Bohéme, comme Partie attaquée et belligérante, ſont convenus, par le préſent acte ſéparé et ſecret, d'employer leurs efforts communs, non ſeulement à pleinement remplir l'acte paſſé entre leurs Majeſtés le $\frac{6}{17}$ May 1744, et les meſures concertées, ſur les engagemens pris par leur traité d'alliance conclu le 8 Janvier 1745. *), avec les puiſſances maritimes, mais encore de ne pas poſer ni l'une ni l'autre bas les armes, qu'outre la Conquête de toute la Siléſie, et de la Comté de Glatz, on n'ait encore plus étroitement réduit le Roi de Pruſſe.

Et pour qu'on ſe ſoit entendu enſemble d'avance ſur le partage des Conquêtes à faire, pendant que le 8 Article du dit traité de Varſovie n'établit qu'en gros, que Sa Majeſté le Roi de Pologne Electeur de Saxe doit participer aux avantages par des convenances, il a paru néceſ-

*) WENCK T. II. p. 171.

nécessaire de distinguer les cas qui pourroient arriver dans la suite et de s'entendre sur un chacun d'eux. 1745

Supposé donc, qu'outre la réacquisition de toute la Silésie et de la Comté de Glatz, on parvint, à conquérir sur le dit Roi, le Duché de Magdebourg, le Cercle de Saal y compris, la Principauté de Crossen avec le Cercle de Züllichau y appartenant et les fiefs de Bohéme possidez par ce Roi et situés dans la Lusace, nommément Cotbus, Peitz, Stockau, Beeskau, Sommerfeld et d'autres endroits et districts qui y appartiennent; en ce cas, toute la Silésie et la Comté de Glatz, à Swibus près, devront revenir à Sa Majesté la Reine de Hongrie et de Bohéme, laquelle céde en échange tout le reste qu'on vient d'énoncer, avec le district de Swibus appartenant d'ailleurs à la Silésie, à Sa Majesté le Roi de Pologne, Electeur de Saxe.

Supposé au contraire, qu'outre la réacquisition de toute la Silésie et de la Comté de Glatz, on ne parvint à conquérir sur l'aggresseur, que le Cercle de Saal, la Principauté de Crossen avec le Cercle de Züllichau et les susnommez fiefs de Bohéme lui appartenants en Lusace; alors Sa Majesté Polonoise, Electeur de Saxe, se contentera de ce dernier partage et du district de Swibus, en laissant pareillement à Sa Majesté la Reine de Hongrie et de Bohéme toute la Silésie et la Comté de Glatz, à Swibus près. Mais supposé enfin, que contre toute attente, et non obstant les efforts communs susdits, on ne parvint qu'à conquérir outre la Comté de Glatz, toute la Silésie de même que la Principauté de Crossen avec le Cercle de Züllichau et les susdits fiefs de Bohéme possédez par le dit Roi en Lusace; En ce cas, Sa Majesté Polonaise aura outre la Principauté, le Cercle et les fiefs qu'on vient de nommer, le district de Swibus, appartenant autrement à la Silésie.

Et pour que Sa Majesté le Roi de Pologne, Electeur de Saxe soit d'autant plus assûré, du moins et pour le pis aller, de ces dernières acquisitions, Sa Majesté la Reine de Hongrie et de Bohéme s'engage de la manière la plus forte et la plus solemnelle, que Sa Majesté le Roi de Pologne, Electeur de Saxe, doit avoir précisément les mêmes sûretés pour ces nouvelles acquisitions, qu'elle aura ou pourra avoir pour la réacquisition de

ses

1745 ſes anciens Etats patrimoniaux, c'eſt à dire, la Siléſie et la Comté de Glatz, de ſorte que tout doit aller à pas égaux, et qu'elle ne ſaurait ſe prévaloir plustôt de la poſſeſſion de toute la Siléſie, que lorsque Sa Majeſté le Roi de Pologne ſe trouvera pareillement dans la poſſeſſion de ſa quote part aux Conquêtes.

A cette fin les Troupes Saxonnes de Sa Majeſté Polonoiſe reſteront dans la Siléſie reconquiſe jusqu'à ce que ſa quote part ſera effectuée, du moins ſelon le dernier des cas ci-deſſus énoncés.

Après quoi les Hauts Contractants ſe garantiront réciproquement pour Eux et pour Leurs Héritiers et Succeſſeurs à perpétuité, tout ce qu'à l'un et à l'autre ſera tombé en partage, en tâchant d'en obtenir auſſi la Garantie de Leurs Alliés.

En foi de quoi Leurs Majeſtés ont ſigné chacune de propre main, un exemplaire de la même teneur de cet Acte ſéparé et ſecret, pour être échangé l'un contre l'autre, et y ont fait appoſer Leurs ſceaux Royaux.

Fait à Leipzig ce 18 May 1745.

AUGUSTE Roi

50.

1746 22 *May.* *Traité d'alliance défenſive entre les Cours de Vienne et de St. Petersbourg; ſigné à St. Petersbourg le* 22 *May* 1746.

[ROUSSET *Recueil* T. XIX. p. 160. et ſe trouve dans ADELUNG *Staatsgeſchichte* T. V. Beyl. II. (All. et Fr.) et MOSER *Verſuch* T. VIII. p. 164 (Fr.)]

Au nom de la Très-Sainte et Indiviſible trinité.

La Séréniſſime et Très-Puiſſante Princeſſe et Dame, Dame ELISABETH, premiére du Nom, Impératrice et Autocratrice de Toutes les Ruſſies &c. d'une part, et

de

de l'autre la Séréniſſime et Très-Puiſſante Princeſſe et Dame, Dame MARIE THERESE, Impératrice des Romains, Reine de Germanie, Hongrie et Bohème &c. 1746

Ayant jugé néceſſaire pour la tranquilité et le bien commun de toute l'Europe, de renouveller dans une nouvelle alliance défenſive l'amitié réciproque qui ſubſiſte depuis longtems entre S. M. Imp. de toutes les Ruſſies et S. M. Imp. et Royale l'Impératrice des Romains, Royale de Hongrie &c. ſur le pié du traité d'alliance conclu à Vienne le 6 Août 1726 *), entre S. M. Imp. de toutes les Ruſſies l'Impératrice CATHERINE ALEXIEWNA, de très-glorieuſe mémoire, et S. M. Imp. et Royale l'Empereur des Romains Charles VI., auſſi de très-glorieuſe mémoire, avec quelques changemens proportionnés à l'état preſent des conjonctures, et d'en reſſerrer les noeuds avec tout le ſoin imaginable, afin que dans aucun cas quelconque que ce pût être, où il arriveroit que l'une ou l'autre des parties contractantes fut attaquée hoſtilement, il ne puiſſe ſe rencontrer ni délai ni retardement pas rapport aux ſecours dûs mutuellement; Sa dite Maj. Imp. de toutes les Ruſſies, et Sa dite Maj. Imp. et Royale, en qualité de Dame Héréditaire de ſes Royaumes et Etats, ont bien voulu nommer et munir des pleinspouvoirs néceſſaires à l'accompliſſement d'un ouvrage ſi ſalutaire, leurs Miniſtres ſouſſignez, ſavoir, de la part de S. M. Imp. de toutes les Ruſſies, le très-illuſtre et très-excellent Seigneur le Seigneur *Alexy*, Comte de *Beſtucheff-Rumin*, Chancelier et Conſeiller Privé de Sa dite M. Imp. &c., et de la part de S. Imp. des Romains, et Reine de Hongrie &c., le très-illuſtre et très-excellent Seigneur le Seigneur *Jean François de Bretlach*, Libre Baron du St. Empire Romain, Ambaſſadeur Extr. de Sa dite Majeſté Imp. des Romains à la Cour Impériale de Ruſſie, comme auſſi le très-noble Sr. *Nicolas Sebaſtian de Hohenholtz*, Chevalier du St. Empire Romain, Conſeiller Impérial et Réſident accredité de L. M. Imp. et Roïales l'Empereur et l'Impératrice des Romains à la Cour Imp. de Ruſſie; leſquels Miniſtres, en vertu de leurs Pleinpouvoirs, après avoir conferé entr'eux, ſont convenus des Articles ſuivans du Traité d'Alliance.

ART.

*) DUMONT T. VIII. P. II. p. 131.

1746

ART. I.

Amitié. Il y aura une amitié ſincère, conſtante et perpétuelle entre S. M. I. de toutes les Ruſſies, ſes ſucceſſeurs héritiers d'une part, et S. M. I. et l'Imp. des Romains ſes héritiers et ſucceſſeurs d'autre part, et cette paix ſera cultivée conjointement de telle ſorte, que chaque partie s'efforce de procurer le bien et l'avantage de l'autre, et d'en détourner tout dommage.

ART. II.

Alliance défenſive. Pour cet effet, il a été réſolu que ſi dans la ſuite S. M. I. de toutes les Ruſſies ou S. M. I. et R. l'Imp. des Romains venoit à être attaquée par qui que ce puiſſe être, l'une des parties devra inceſſamment envoyer à l'autre, ſur ſa requiſition préalable les ſecours néceſſaires, lequel ſera determiné tant par rapport à ſa nature qu'à ſa qualité, de la manière qu'on en eſt convenu dans les articles ſuivans du préſent traité.

ART. III.

Secours réciproques. Comme le but principal de cette alliance eſt de ſe munir réciproquement contre toutes attaques et dommages, quelconques, et que chacune des hautes parties contractantes ne deſire rien avec plus d'ardeur que d'accomplir en tous tems ces engagemens mutuels, de la façon la plus utile et la plus avantageuſe auxdites parties alliées, ſelon les moïens que Dieu leur a mis en mains; c'eſt pourquoi l'on eſt convenu par le préſent article, que s'il arrivoit que S. M. Imp. de toutes les Ruſſies fut attaquée ou inquietée par qui que ce fut dans ſes empires, provinces, territoires ou autres poſſeſſions quelconques ſituées en Europe, enſorte que Sa M. I. de toutes les Ruſſies jugeât néceſſaire de reclamer les ſecours de ſon alliée, S. M. I. et R. l'Imp. des Romains lui envoïera dans le terme de trois mois, à compter du jour de la réquiſition, un ſecours de trente mille hommes, ſavoir vingt-mille hommes d'Infanterie et dix-mille de Cavallerie, lequel corps auxiliaire reſtera de la part de la dite M. Imp. Reine à S. M. I. de toutes les Ruſſies pendant tout le tems que la dite attaque ou vexation ſubſiſtera.

Par contre, ſi S. M. I. et R. l'Imp. des Romains étoit attaquée ou inquietée par qui que ce puiſſe être

dans

dans ces royaumes, provinces, états ou autres posses- 1746
sions quelconques héréditaires, de manière qu'elle trouvât nécessaire de requerir du secours de son alliée, Sad. M. I. de toutes les Russies lui envoïera pareillement le nombre susmentionné de trente mille hommes dans le terme de trois mois depuis le jour de la réquisition faite, lequel corps auxiliaire restera à Sad. M. l'Imp. Reine de la part de S. M. I. de toutes les Russies aussi longtems qu'elle continuera à être attaquée ou inquietée; à l'occasion de quoi il a néanmoins été expressément reglé entre les deux hautes parties contractantes, que le cas de cette alliance dans la prestation du secours ci-dessus spécifié, ne doit et ne pourra s'étendre, ni à l'égard de l'une des parties, lorsque l'Empire de S. M. I. de toutes les Russies seroit attaqué par la Perse, ni à l'égard de l'autre partie, au cas que les états que S. M. I. et R. l'Imp. des Romains possede en Italie, fussent attaqués, comme aussi ledit cas de l'alliance ne pourra point s'étendre ni à la guerre qui existe non seulement actuellement en Italie, ni même à aucune autre guerre, qui pour quel sujet que ce soit pourroit naitre à l'avenir entre Sad. M. I. comme Reine de Hongrie et de Bohème et la Couronne d'Espagne. Toutefois les deux hautes parties contractantes se sont concertées, qu'au cas que Sad. M. I. et R. l'Imp. de Romains vint à être attaquée en Italie, elle ne requerra à la vérité aucun secours pour la défense de ces états-là, mais qu'alors néanmoins S. M. I. de toutes les Russies devra tenir prêt un corps de 30 mille hommes, savoir 20 mille hommes d'Infanterie et 10 mille hommes de Cavallerie.

Que pareillement aussi, si S. M. I. de toutes les Russies étoit attaquée par la Perse, S. M. I. des Romains, Reine de Hongrie et de Bohème, tiendra aussi prêt un corps de 30 mille hommes, savoir 20 mille d'Infanterie et 10 mille de Cavallerie. Lequel préparatif reciproque desdites troupes se fera par les deux hautes parties contractantes, dans la vûë d'être d'autant plûtôt en état de se fournir mutuellement le secours necessaire, s'il arrivoit qu'il se suscitat une autre guerre, tandis que celle qui existeroit en Italie ou en Perse ne seroit pas terminée.

ART. IV.

Si la partie requise, après avoir fourni le secours, *Exceptions.*
en conformité du précédent Article III, venoit à être

1746 Elle-même attaquée, enſorte qu'elle ſe vit contrainte de rappeller ſes troupes pour ſa propre ſûreté, il lui ſera libre de le faire deux mois après en avoir dûëment averti la partie réquerante. Il a de même été réglé, qu'au cas que la partie requiſe ſe trouvant elle-même impliquée dans une guerre lors de la réquiſition faite, de manière qu'elle eut indiſpenſablement beſoin de garder pour ſa propre ſûreté et défenſe le ſecours qu'en vertu de ce traité-ci elle ſeroit obligé de fournir à ſon alliée, alors et dans une telle conjoncture ladite partie requiſe ne ſera point tenuë à la preſtation dudit ſecours, auſſi long-tems que le beſoin ſusmentionné ſubſiſtera.

ART. V.

Artillerie et munitions. Les Troupes auxiliaires de Ruſſie devront être fournies d'Artillerie de Campagne, à raiſon de deux Pieces de Canon de 3 livres de Bale par Bataillon; comme auſſi de Munitions de guerre; elles ſeront auſſi fondoïées, complettées et recrutées par S. M. I. de toutes les Ruſſies; néanmoins S. M. l'Imp. des Romains leur fera fournir les portions et rations, ſavoir une livre de viande par jour, 60 livres de Pain une de farine de Seigle par mois, 4 livres de Gruau, une livre de Sel, le tout au poid de Hollande; les rations ou fourages ſe délivreront ſuivant la Tabelle Ruſſienne, meſure de Hollande tant en Avoine, Foin, qu'autres proviſions ſemblables; Elle leur procurera auſſi les Quartiers, le tout ſur le même pié que leſdites troupes ſont ordinairement entretenuës par S. M. l'Imp. de toutes les Ruſſies, bien entendu néanmoins que dans cet entretien naturel à fournir, la partie requérante pourra faire entrer en déduction les livraiſons qui auront été exigées et tirées des pays ennemis, ſans comprendre le butin, qui ſuivant les loix de la guerre, doit appartenir aux troupes.

ART. VI.

Paſſage. Si leſdits Troupes auxiliaires de Ruſſie ſont obligées, ſur la requiſition de S. M. I. et R. l'Imp. des Romains de paſſer ſur le territoire de quelques puiſſances étrangères, en ce cas-là, Sad. M. l'Imp. Reine aura le ſoin de leur obtenir le libre paſſage, et de leur faire avoir le pain et les fourages, ainſi qu'il eſt réglé dans le précedent Article V. Pareillement S. M. I. de toutes les Ruſſies s'engage réciproquement d'obtenir le paſſage au travers

travers des territoires étrangers, pour les Troupes de S. M. l'Imp. Reine, lorsqu'elle en aura besoin et de leur procurer l'entretien sur le pié que l'on vient de régler, mais au cas que S. M. I. de toutes les Russies soit obligée en conséquence dudit Vme Article d'envoier des Recruës à ses Troupes Russiennes, S. M. I. et R. l'Imp. des Romains se charge des fraix nécessaires à leurs transports, ce qui doit s'entendre aussi du retour desdites Troupes Russiennes jusqu'aux frontières de leur pays, soit lorsque Sa dite Majesté l'Imp. des Romains les renvoiera, ou lorsque S. M. I. de toutes les Russies les rappellera pour sa propre défense en vertu du IVme Article de ce traité. Par contre on sera tenu de la part de la Cour Imp. de Russie d'en user précisement de même à l'égard des Troupes auxiliaires de S. M. I. et R. l'Imp. des Romains. 1746

ART. VII.

Bien que chaque Officier commandant les Troupes auxiliaires, qui sera nommé par l'une ou l'autre des hautes parties contractantes, doive conserver le Commandement qui lui aura été confié, cependant le Commandement en Chef appartiendra sans difficulté à celui que la partie requérante aura destiné à cet emploi, avec cette condition néanmoins, qu'on ne fera nulle entreprise importante sans en avoir préalablement déliberé et formé la resolution dans le Conseil de guerre en présence du Général Commandant et Officier de la partie requise. *Commandement en chef.*

ART. VIII.

Pour obvier aux inconvéniens et aux mépriſes qui pourroient naître sur le rang et le caractère des Officiers, la partie requérante devra faire connoître de bonne heure le Chef, auquel elle aura dessein de remettre le Commandement Général de ses Troupes, en conséquence de quoi la partie requise pourra régler le Rang et Caractère de celui qui devra commander le Cops auxiliaire. *Rang.*

ART. IX.

Les Troupes auxiliaires auront leurs propres prêtres et le libre Exercice de leur Religion: elles ne seront jugées dans tout ce qui concerne le Service Militaire que suivant les Réglemens, Articles et Constitutions Militaires de leur propre pays, mais s'il se susciteit quelques difficultés entre les Officiers, ou les Soldats des Troupes combinées, elles seront examinées et décidées par un *Religion.*

1746 nombre égal de Commissaires réspectifs des deux parties; et les délinquans seront punis suivant les loix militaires de leurs souverains. On laisse de même tant au Général qu'aux Troupes auxiliaires qu'il commandera, la liberté d'entretenir Correspondance sans nul empêchement dans leur patrie, soit par lettres, soit par des exprès.

ART. X.

Emploi. Les Troupes auxiliaires de l'une et de l'autre partie, devant autant qu'il sera possible, rester réunies en un Corps; et afin qu'elles ne soient pas exposées à de plus grandes fatigues que les autres, et qu'on observe une parfaite égalité dans toutes les expeditions et operations, le Commandant en Chef sera tenu de garder dans toutes les dispositions qu'il fera, une juste proportion, suivant l'état et la force de l'Armée entière. De plus on est convenu entre les hautes parties contractantes, que les Troupes auxiliaires devront dans les pays et lieux ennemis quels qu'ils puissent être, jouir de tout le même butin; sans absolument aucune exception, dont la partie requérante permettra à ses propres Soldats de jouïr.

La même chose s'étendra aussi réciproquement de part et d'autre à l'égard des Trophées, comme Canons, Drapeaux et autres dépouilles semblables, qui auront été remportées sur l'ennemi même par lesdits Troupes alliées à l'occasion d'une bataille ou action, et qui seront restées en leur pouvoir.

ART. XI.

Augmentation de secours. S'il arrivoit que suivant la raison de guerre, il fut plus avantageux aux deux hautes parties contractantes d'attaquer l'ennemi commun, chacun du côté de ses propres Provinces, en ce cas-là on devra déliberer d'un commun consentement sur les moïens les plus propres à mettre ce plan en exécution; de plus, il a été résolu ici préalablement et à l'avance, que si le secours déterminé dans le IIIme Article de ce traité, n'étoit pas suffisant; il faudroit en ce cas-là convenir sans perte de tems, d'un plus grand secours que l'une des parties devra fournir à l'autre.

ART. XII.

Paix. Si le cas arrive qu'on soit contraint de recourir aux Armes; il ne pourra se faire ni paix, ni trêve, sans y comprendre celle des hautes parties contractantes, qui aura

pas été attaquée, afin qu'il ne lui soit porté aucun dom- 1746
mage en haine du secours qu'elle aura prêté à son alliée.

ART. XIII.

Bonne correspondance.

Les deux hautes parties contractantes s'engagent en conformité de la présente alliance et amitié solidement établie entre Elles, de faire expédier des ordres formels à leurs Ministres residens dans les Cours étrangéres, pour que dans toutes les occurences et occasions, ils se concertent amiablement entr'eux, qu'ils s'entr'aident et s'appuïent mutuellement avec tout le soin et diligence possible dans leurs affaires et négociations, et qu'il réuniſſent leurs efforts, pour avancer conjointement tout ce qui peut tendre au bien et à l'avantage de leurs maîtres respectifs.

ART. XIV.

Rebelles.

Aucune des hautes parties contractantes n'accordera ni azile, ni assistance ni protection quelconque aux sujets ou Vassaux Rebelles de l'autre, et s'il se découvroit quelques Intrigues secrettes et machinations qui se tramassent au préjudice et desavantage de l'une des parties, et qui parvinssent à la connoissance de l'autre, on les révélera aussi-tôt convenablement et dans l'ordre à la partie interessée, et l'on s'aidera mutuellement en travaillant de concert à les etouffer et les détruire.

ART. XV.

Accession de la Pologne.

Comme S. M. I. de toutes les Russies et S. M. l'Imp. des Romains ont également fort à coeur la conservation de la paix, tranquillité et sûreté du royaume et de la République de Pologne, les hautes parties contractantes ont trouvé bon et concerté entr' elles d'inviter conjointement à l'accession de la présente alliance, sur le pié d'alliée, non-seulement le Roi et la République de Pologne, mais aussi d'autres puissances, et en particulier S. M. le Roi de la Grande-Brétagne en qualité d'Electeur de Bronswic-Luneburg, en cas que S. M. I. de toutes les Russies et S. M. I. et R. l'Imp. des Romains jugent à propos d'y inviter quelques-unes desdites puissances.

ART. XVI.

De la Saxe.

Mais si la République de Pologne ne vouloit pas accéder à cette alliance, on ne laissera pas néanmoins d'y inviter amiablement le Roi de Pologne, en qualité

1746 d'Electeur de Saxe, de la part des deux hautes parties contractantes.

ART. XVII.

Durée. La paix, l'amitié et la bonne intelligence doivent ſubſiſter à perpétuité entre les deux hautes parties contractantes; mais comme il eſt d'uſage dans les traitez de fixer un certain tems à la durée d'une alliance formelle; on eſt convenu que le préſent traité ſubſiſtera vingt-cinq ans, à compter du jour de la ſignature.

ART. XVIII.

Ratification. Le préſent traité d'alliance défenſive ſera ratifié par les deux hautes parties contractantes dans le terme de deux mois, ou plûtôt ſi faire ſe peut, l'échange des Ratifications ſe fera ici à St. Petersbourg en la forme accoûtumée. En foi dequoi les Miniſtres plénipotentiaires ſusnommés ont ſigné deux doubles du préſent Inſtrument, et l'ont muni de leur cachet; après quoi ils en ont fait l'échange entre eux. Ainſi, fait à St. Pétersbourg le 22 Mai l'An 1746.

ALEXY, Comte DE BESTUCHEFF-RUMIN.
JEAN FRANÇOIS DE BRETLACH.
NICOL. SEBASTIAN DE HOHENHOLTZ.

*Traduction du quatrième Article ſéparé *) et ſécret du traité de Petersbourg du 22 May* 1746.

(C. DE HERTZBERG *Recueil* T. I. p. 30.)

Sa Majeſté l'Imperatrice-Reine d'Hongrie et de Bohème déclare, qu'elle obſervera religieuſement et de bonne foi, le traité de paix conclu entre Elle et S. M. le Roi de Pruſſe à Dresde le 25 Décembre 1745, et qu'elle ne ſera point la première à ſe départir de la renonciation qu'elle a faite de ſes droits ſur la partie cédée du Duché de Siléſie et de la Comté de Glatz.

Mais

*) Il y avait 6 articles ſéparés; les autres moins importans ſont demeurés ſecrets, cependant on ſait que le 1er article concernait la garantie des états du Grand Duc comme Duc de Holſtein le 2. 3. et 6me concernait les affaires entre la Ruſſie et l'Autriche, l'exemtion des guerres d'Italie du *caſus foederis* &c. voyés MOSER *Verſuch* T. VIII. p. 175.

Mais ſi contre toute attente et les voeux communs, le Roi de Pruſſe fut le premier à s'écarter de cette paix, en attaquant hoſtilement, ſoit Sa Majeſté l'Impératrice-Reine d'Hongrie et de Bohème, ou ſes héritiers et ſucceſſeurs, ſoit S. M. l'Impératrice de Ruſſie ou bien la République de Pologne, dans tous lesquels cas, les droits de S. M. l'Impératrice Reine d'Hongrie et de Bohème ſur la partie cedée de la Siléſie et la Comté de Glatz, par conſéquent auſſi les garanties renouvellées dans le ſecond et troiſième Article de la part de S. M. l'Impératrice de Ruſſie auroient de nouveau lieu et reprendroient leur plenier effet; les deux hautes parties contractantes ſont convenuës expreſſément, que dans ce cas ineſpéré, mais pas plûtôt, la dite garantie ſera remplie entièrement et ſans perte de tems, et elles ſe promettent ſolemnellement que pour détourner le danger commun d'une pareille agreſſion hoſtile, elles uniront leurs conſeils, qu'elles enjoindront la même confidence réciproque à leurs Miniſtres dans les Cours étrangères, qu'elles ſe communiqueront confidemment, ce que de part ou d'autre on pourroit apprendre des deſſeins de l'ennemi et enfin S. M. l'Impératrice-Reine d'Hongrie et de Bohème, en Moravie et les Comtés adjacentes de Hongrie un Corps de 20000 hommes d'Infanterie et de 10000 hommes de Cavallerie, et que S. M. l'Impératrice de Ruſſie tiendra prêt un Corps pareil en Livonie, Eſthonie et autres Provinces voiſines, de façon qu'en cas d'une attaque hoſtile de la part de la Pruſſe, ſoit contre l'une, ſoit contre l'autre partie, ces 30000 hommes pourront et devront aller au ſecours de la partie attaquée en 2 ou tout au plus tard en 3 mois, à compter du jour de la requiſition faite. 1746

Mois comme il eſt facile à prévoir, que 60000 hommes ne ſuffiront pas pour détourner une pareille attaque, pour recouvrir les Provinces cédées par la paix de Dresde et pour aſſurer en même tems la tranquillité générale pour l'avenir, les deux parties contractantes ſe ſont en outre engagées, d'employer pour cet effet, le cas exiſtant, non ſeulement 30000 hommes, mais même le double, ſavoir 60000 hommes de chaque côté, et d'aſſembler ce Corps avec autant de célérité, que la diſtance des Provinces les moins éloignées le permettra. Les Troupes de S. M. Impériale de toutes les Ruſſies ſeront employées par mer ou par terre, ſelon ce qui ſera trouvé le plus con-

1746 convenable, mais celles de l'Impératrice-Reine d'Hongrie et de Bohème ne ſeront employées que ſur terre; chaque partie commencera à faire du côté de ſes propres états une diverſion dans ceux du Roi de Proſſe, mais en ſuite on tâchera de ſe joindre et de pourſuivre les opérations conjointement; Mais avant que cette jonction ſe faſſe, il ſe trouvera un Général de part et d'autre, dans les deux Armées reſpectives, tant pour concerter les opérations, que pour en être témoin oculaire et pour ſe communiquer par ce Canal les avis qu'on aura à ſe donner.

Sa Majeſté l'Impératrice de Ruſſie en permettant un ſi puiſſant ſecours à Sa Majeſté l'Impératrice Reine d'Hongrie et de Bohème, n'a aucun deſſein de faire des conquêtes à cette occaſion; mais comme elle veut bien faire agir ſon Corps de 60000 hommes tant par mer que par terre et que l'équippement d'une Flotte cauſeroit des dépenſes conſidérables, de ſorte qu'en partageant ainſi les forces de l'ennemi, on auroit lieu de regarder le Corps Ruſſien comme fort excédant le nombre de 60000 hommes, Sa Majeſté l'Impératrice Reine d'Hongrie et de Bohème s'engage et promet, que pour témoigner d'autant plus efficacément ſa réconnoiſſance, elle payera à Sa Majeſté l'Impératrice de Ruſſie la ſomme de 2 Millions de Florins du Rhin, dans un an, à compter du jour qu'elle aura la Siléſie en ſon pouvoir, ſans pouvoir en décourter quelque choſe, ſous titre de ce qu'on aura tiré du pays ennemi.

Ce quatrième Article ſéparé et ſecret aura la même force, que s'il étoit inſeré mot pour mot au Corps du Traité défenſif et doit être ratifié en même tems. En foi de quoi les Miniſtres ſusmentionnés y ont appoſé leur ſignature et cachet.

Fait à St. Petersbourg le 22 May 1746.

(L. S.) Alexy Comte Bestoucheff-Rumin.

(L. S.) Jean François de Bretlach.

(L. S.) Nic. Sebast. Noble de Hohenholtz.

51.

Confirmation de la part de S. M. Danoise des privilèges accordés par Frederic III. à la ville de Lubec pour le Comtoir à Bergen en Norvège; en date du 29 Avril 1747. 1747 29 Avr.

(WILLEBRAND *Hanſiſche Chronik* p. 180.)

Beſtättigter Freyheitsbrief des Bergiſchen Contoirs, wie ſolcher aus Däniſcher Sprache überſetzet worden.

Wir Friederich der Fünfte, von Gottes Gnaden zu Dännemark, Norwegen, der Wenden und Gothen König, Herzog zu Schleswig, Holſtein, Stormarn und Dithmarſchen, Graf zu Oldenburg und Delmenhorſt; fügen jedermänniglich hiemit zu wiſſen, demnach bey uns allerunterthänigſt angeſuchet, und von uns verlanget worden, unſere allergnädigſte Confirmation derer von unſern geliebten Herrn Vater, ſeel. und hochlöbl. Andenkens, den 18. April 1732 der Stadt Lübeck, bey dem Contoir in unſer Kauf-Stadt Bergen allergnädigſt confirmirten Privilegien und Freyheiten, wörtlich alſo lautende, wie folget:

Wir Friederich der Vierte, von Gottes Gnaden zu Dännemark, Norwegen, der Wenden und Gothen König, Herzog zu Schleswig, Holſtein, Stormarn und Dithmarſchen, Graf zu Oldenburg und Delmenhorſt; fügen jedermänniglich zu wiſſen, demnach die Stadt Lübeck, bey uns allerunterthänigſte Confirmation über die von unſerm geliebten Herrn Vater, ſeel. und hochlöbl. Andenkens, der bemeldeten Stadt Lübeck, bey dem Contoir in unſer Kauf-Stadt Bergen allergnädigſt ertheilten Privilegien und Freyheiten, dieſes Inhalts wie folget: Confirmation de 1707.

Wir Chriſtian der Fünfte, von Gottes Gnaden zu Dännemark, Norwegen, der Wenden und Gothen König, Herzog zu Schleswig, Holſtein, Stormarn und Dithmarſchen Graf zu Oldenburg und Delmenhorſt; fügen jedermänniglich hiemit zu wiſſen: demnach die Stadt Lübeck um unſer allergnädigſte Confirmation, über die von Unſerm Privilèges de 1673.

geliеb-

1747 geliebten Herrn Vater, seel. und hochlöbl. Andenkens ihr bey dem Contoir unser Kauf-Stadt Bergen ertheilten Privilegien, allerunterthänigst angesuchet; als haben Wir auf solches Ansuchen und Verlangen, solche Privilegia folgendermassen allergnädigst confirmiret und bestätiget:

Commerce. 1) Soll die Stadt Lübeck, in unser Kauf-Stadt Bergen, ihren auf dem Contoir zuvor gebräuchlichen ungehinderten Handel und Traficq, ungehindert geniessen und behalten; insonderheit in denen Nordländern, jedoch also, dass der Handel mit den Einwohnern in unserm Amte Bergen-Huus, den Bürgern der Stadt Bergen allein vorbehalten werde, darnach auch, dass vorbemeldete Bürger die Priorität haben sollen, mit allen Schiffen und Kaufleuten, welche von ausländischen und nicht unter unser Jurisdiction gelegenen Städten zu Bergen ankommen, innerhalb 14 Tagen, und mit denen, so von einigen in unsern Königreichen und Ländern gelegenen Plätzen daselbst ankommen, innerhalb 6 Tagen, von eines jeden Ankunft anzurechnen, Handel und Wandel zu treiben, ehe die auf dem Contoir privilegirten Lübecker mögen zugelassen werden, mit denselbigen einigen Handel zu treiben und zu stellen, dahingegen soll allen und jeden hiemit verboten seyn, auf einige von den gegen Norden gelegenen Hafen, wider der bemeldeten Stadt Lübeck, samt der Stadt Bergen, bewilligten Privilegia zu handeln und trafiquiren.

Boudnes 2) Haben wir auch allergnädigst bewilliget und vergönnet, bewilligen und vergönnen auch hiemit der bemeldeten Stadt Lübeck, dass sie von den Waaren, so sie in unsern Landen und Reichen ein- und ausfahren, und daselbst verhandeln, keinen höhern Zoll geben sollen, dann unsere andere Unterthanen, mit welchen sie auch gleiche Protection und Commercien-Freyheit geniessen sollen, damit sie hieselbst ihren Handel und Nahrung mit desto besserer Commodität und Sicherheit treiben können, doch mit der Willkühr, dass unsern Unterthanen eben dasselbe auch von den Lübeckischen überall in ihrer Jurisdiction bewilliget und zugelassen sey, und wollen wir ausser diesem die allergnädigste Anordnung machen, dass die an dem Contoir privilegirte Lübecker, nicht von der Stadt Bergen, oder der Bürgerschaft sollen molestiret werden um einige Quota

von

von den Ausgaben, Contributionen und Satzungen zu bezahlen, ſo ihnen zukommen, und von uns ihnen auszugeben könnten auferleget werden. 1747

3) Soll die bemeldete Stadt Lübeck, gleichwie es vor dieſem auf dem Contoir gebräuchlich geweſen iſt, in Civil- und Domeſtique-Sachen, ſo ihnen einig und alleine auf dem Contoir angehen, keinem andern Rechte und Gerichts-Zwang als ihrem eigenen untergeben ſeyn; im übrigen ſollen ſie uns für ihre höchſte Obrigkeit erkennen, auch denen Rechten, ſo nun in Vigeur ſeynd, oder die Wir inskünftige geben werden, gleichfalls mit unſern andern Unterthanen untergeben ſeyn; über das ſoll ihnen auch zugelaſſen ſeyn, alles Gewichte und Maaſse inskünftige mit ihrem eigenen Gewichte und Maaſs, gleich wie vor dieſem, vor den Contoir geſchehen, zufolge unſer den 9. November Anno 1671 desfalls ergangenen Verordnung, in ſo weit es unſers geliebten Herrn Vaters ſeel. und hochlöbl. Andenkens, an die Stadt Bergen den 5. Auguſt 1662 gegebenes, und den 25. Febr. obbenannten Jahres 1671 von uns confirmirtes Schreiben erkläret, verrichten zu laſſen; doch daſs man damit alſo umgehe, nemlich daſs, da mit dem Beſemer, womit der Fiſch in groſser Anzahl gewogen wird, jemanden leichtlich zu kurz geſchehen könnte, ſo ſoll inskünftige nicht mehr Fiſch, als was geringer als eine Wacht iſt, mit dem Beſemer gewogen werden, da ſich aber ein Gewichte, eine ganze Wacht oder mehr beträgt, ſoll alles insgeſamt mit derer Bürgermeiſter und des Raths, als der Stadt-Obrigkeit, in unſer Kauf-Stadt Bergen gezeichneten Löthen gewogen werden, und das Loth, bis Wir desfalls andere Anordnung verfügen, bey dem Alten und einem Gewichte verbleiben, welches man Gewichte-Pfunden nennet, und ſoll ſolcher in der Stadt-Obrigkeit Verwahrung, und an einem ſolchen Orte, dazu ein jeder kommen kann, geſetzet ſeyn. Der Amtmann ſammt den Bürgermeiſtern und Rath in unſer Kauf-Stadt Bergen, ſollen auch jedes Jahr ſo oft die Noth erfordert, oder auch wann ſie es vor gut erachten, oder wenn es von ihnen begehret wird, die Löthe und Gewichte beſichtigen, und dieſelben nach der allerunterthänigſten Schuldigkeit damit ſie es befunden juſtificiren, auf daſs ſie im Gewichte unbeſchädiget ſeyn können, imgleichen ſoll auch eine *Juris-diction.*

eifer-

1747 eiſerne Elle, ſo ebenfalls, bis wir es anderweitig verfügen, mit der Nordiſchen übereinkömmt, auſſen vor dem Rathhauſe hangen, damit jedermann darnach die Maaſse nehmen kann, nach deſſen Länge ſollen die Ellen gemacht und geeichnet werden, und ein jeder der etwas durch die Maaſse annimmt oder ausliefert, ſoll dieſelbe und keine andere gebrauchen.

4) Es ſoll auch der bemeldeten Stadt Lübeck vergönnet ſeyn, noch über das Salz, womit ſie die Nordländer zu verſehen ſchuldig, welches ſie von den Oertern, da ſie es am beſten überkommen, bringen und holen mögen, gleich wie die Holländer und andere Fremde Salz nach Bergen fahren, und ſolches an niemand anders, gegen Erlegung des gebührlichen Zollens-Gerechtigk. daſelbſten zu verkaufen; jedoch in ſo weit es nicht gegen unſere Privilegia, die wir unſern Defenſion-Schiffern allergnädigſt verſtattet haben, noch ſonſt gegen die Zoll-Rolle ſtreitig befundet wird.

Egliſes. 5) Die beiden deutſchen Kirchen in unſer Kauf-Stadt Bergen, benebſt dem Arm-Haus, mag bemeldete Stadt Lübeck zugleich mit den Städten, welchen wir albereits unſer allergnädigſtes Privilegium darüber ertheilet haben, oder hiernächſt ertheilen werden, ungehindert inskünftige genieſsen, gebrauchen und behalten, auch dieſelben mit Bedienten und Predigern, welche von der reinen Augsburgiſchen Confeſſion ſeyn, verſehen und unterhalten, doch ſollen die Prediger, wann ſie mit unſers Amtmanns und Superintendentis Gutdünken verſchrieben, und von denen auf dem Contoir privilegirten vociret werden, ein richtig Teſtimonium, beides wegen ihrer Geſchicklichkeit im Glauben und der Lehre vorzeigen, und ſich von unſern Superintendenten in Bergen, welcher anjetzo da iſt, oder inskünftige kommen wird, ordiniren und examiniren laſſen, ehe und bevor ſie das prieſterliche Amt zu bedienen admittiret werden, worauf ſie denn auch von unſerm Amtmann Collation nehmen ſollen.

Maiſons. 6) Soll auch der Stadt Lübeck zugelaſſen ſeyn, ihre Häuſer und Stuben nach ihrem eigenen Willen und Belieben zu bauen, verändern und gebrauchen, wann ſie davon die gebührliche und gebräuchliche Grund-Zinſe bezahlen, und was ſolcher maſsen gebauet, verändert und

and gebraucht wird, nicht geschiehet zu einiger De- 1747
fension und Befestigung.

7) Soll in unser Kauf-Stadt Bergen niemand ver- *Leur isolement.*
gönnet seyn, dem Contoir näher anzubauen, als der offene und freye Platz, Allemannien genannt, es zulässt, damit es für Feuers-Noth und Gefahr desto besser verwahret seyn kann.

8) Soll auch keinem Contorischen Kauf-Gesellen *Commis.*
zugelassen seyn, in unser Kauf-Stadt Bergen sich nieder zu setzen und Bürger zu werden, ehe er seine Rechnungen vor seinem Principali abgelegt, desshalben gebührliche Quitirung erlanget, und von des Contoirs Vorstehern ein Testimonium ante actae vitae bekommen. Doch soll kein Principal seinen Kauf-Gesellen in solchem Fall ungebührlich aufhalten, oder demselben seinen Abschied oder Quitirung ohne rechtmässige Ursache vorenthalten.

9) Diese vorgeschriebene Bewilligung und Freyhei- *Liste des membres*
ten, sollen unser Kauf-Stadt Bergen, oder andern in unsern Reichen und Landen gelegenen Städten keinesweges, und insonderheit denen Glückstädtischen Privilegiis präjudicirlich seyn; dahingegen es niemanden von denen, welchen diess unser allergnädigste Privilegium anjetzo gegeben, noch denjenigen, die es hienächst bekommen werden, soll zugelassen seyn, die Handlung zu führen, und damit andre Fremde, welchen dergleichen nicht gebühret oder zukömmt, nicht suchen sollen unter der privilegirten Nahmen der Contorischen Freyheiten sich zu gebrauchen, der Stadt-Bürgerschaft zu Schwächung und Abbruch, so sollen des Contoirs Vorsteher, um solchen Unterschleif zuvorzukommen, jährlich acht Tage vor Pfingsten, vor Gericht, an Bürgermeister und Rath in unser Kauf-Stadt Bergen, ein richtiges Verzeichniss, unter ihren Händen, von allen denen, so für rechte Contorische gehalten werden, übergeben, in welchen specificiret werden soll der Herrschaft Nahme, wie auch wo sie wohnet, item wie sein Geselle heisst den er daselbst hält, auch des Hofes Nahmen in welchem eine offene Stube im Contoir zu finden ist, auf dass man daher wissen könne, welche man für solche mehr vermeinte Privilegirte halten und achten solle.

10)

1747 *Approvisionnemens.*

10) Die auf dem Contoir privilegirten Lübecker sollen wegen der obbemeldeten und von uns ihnen allergnädigst bewilligten Freyheiten verpflichtet seyn, die Nordländer, in so weit ihnen pro quota zukommen kann, verantwortlicher Weise zu versehen, und desshalben ein gut und gebührlich Magazin in Vorrath haben.

Jeux.

11) Und da bey dem Contoir, in bemeldeter unser Kauf-Stadt vieler Missbrauch in Spielen soll im Schwange gehen, weswalls verschiedene vermögende Handelsleute, welche für dergleichen Sachen einen Abscheu haben, von dem Contoir sich zu enthalten veranlasset worden, dem Commercio zum grossen Schaden und Nachtheil; als wollen Wir um solchen vorzukommen, dass alles Spielen, mit welchem Nahmen es auch mag genennet werden, hiernächst an dem Contoir soll verbothen seyn, und allerdings abgeschaffet werden, bey der Strafe die unsere desfalls ergangene Verordnung ergiebet.

Changemens des privilèges.

12) Mehrbemeldete Privilegia, welche aus sonderbarer Königs-Gunst und Gnade der Stadt Lübeck ertheilet worden, wollen Wir uns vorbehalten haben, nach allergnädigstem Belieben, insküntige zu ändern, vermindern und vermehren; verbieten also allen und jeden hiewieder, wie vorgeschrieben stehet, keine Hinderung zu machen, noch auf einige Art und Weise zu hintertreiben, unter unser Huld und Gnade.

Gegeben auf unserm Schlofs Copenhagen, den 30. April 1673. Unter unser Königl. Unterschrift und Siegel.

(L. S. R.) CHRISTIAN R.

Wollen demnach vorbeschriebene Privilegien und Freyheiten in allen ihren Würden, Clausuln und Puncten, wie hier oben inseriret befunden wird, der vorersagten Stadt Lübeck allergnädigst confirmiren und bestätigen, wie solche dann hiemit confirmiret und bestätiget werden; Jedoch, daß die wegen Maaß und Gewicht ergangene Verordnungen in gebührlicher Observanz genommen werden, mithin diese unsere Confirmation, unsere Kauf-Stadt

Bergen

Bergen, und ihrer Bürgerschaft, in ihrem Handel in dem Stift Bergen auf keine Art und Weise präjudicire weder den 7. Juny Anno [illegible] *allergnädigst ihnen ertheilten Privilegium, wobey wir das Special-Privilegium, welches die an dem Contoir, in Anno 1683, den 14. April allerunterthänigst erhalten haben, um beides mit Geist- und Weltlichen daselbst zu handeln, allerdings aufgehoben haben; verbieten demnach allen und jeden, hiewider wie ermeldet keine Hinderung zu machen, noch auf eine Art und Weise zu hintertreiben, unter unser Huld und Gnade.* 1747

Gegeben auf unserm Schloß Friedrichsburg, den 17. Juny Anno 1707, unter unser Königl. Hand und Signet.

(L. S. R.) FRIEDERICH R.

Wollen demnach vorbemeldete Privilegia und Freyheiten in allen ihren Worten, Clausuln und Puncten, wie solche hie oben inserirt befunden worden, der obbemeldten Stadt Lübeck allergnädigst confirmiren und bestätigen, so wir denn auch hiemit confirmiren und bestätigen; und verbieten allen und jeden, hiewider wie ermeldet keine Hinderung zu machen, noch auf keine Art und Weise zu hintertreiben, unter unser Huld und Gnade.

Gegeben auf unserm Schloss Christiansburg, in unser Königl. Residenz-Stadt Coppenhagen, den 29. April 1747. unter unser Königl. Hand und Signet.

(L. S. R.) FRIEDERICH R.

G. v. Hollstein.

52.

1747 25 May. *Traité de paix perpétuelle et de libre commerce entre Sa Maj. l'Emp. Romain et la Porte Ottomane; signé le 25 May 1747.*

(*Codice della Toscana legislazione.* T. III. p. 26.)

Trattato di pace perpetua e libero commercio trà Sua Maestà Imperiale e Sua Maestà Ottomanna del dì 25 Maggio 1747.

Sua Maestà Imperiale intenta sempre colle più vive premure all' utile, e felicità delli suoi amatissimi Sudditi, ed appieno informata come il Commercio, che nei tempi addietro fioriva tragli Paesi del Levante; e la Toscana, faceane la sua principal ricchezza; ed altresì di quanto gravi danni, e preiudizj le sia stata cagione l'averlo già da due secoli interrotto; ha stimato degno della Sua Paterna sollecitudine l'impiegar ogni mezzo più efficace per rinnovarlo, e promoverlo, ed animare in tal forma li Mercanti di questi suoi felicissimi Stati, quali lo hanno fino a quest' ora tanto anssiosamente desiderato: Sul riflesso dunque del Loro avanzamento, e del vantaggio, che può resultarne al traffico di questo Suo Gran-Ducato ha concluso, e ratificato, ed ordinato pubblicarsi l'apresso Trattato di Pace perpetua, buona Amicizia, e libero Commercio del seguente tenore.

In Nome della Santissima Trinità.

Sua Maestà l'Augustissimo, e Potentissimo Principe, e Signore, Signore Francesco eletto Imperatore dei Romani sempre Augusto, Duca di Lorena, e di Bar, e Gran-Duca di Toscana, Duca di Gheldria, di Calabria, di Monferrato, e di Teschen in Slesia, Principe di Charleville, Marchese di Pont a Mousson, e Nomeny, Conte di Provenza, di Vandemon, di Blamont, di Zutphen di Saarwerden, di Salm, di Falckenstein &c. &c. &c. seguitando le vestigia dei suoi Augustissimi Predecessori, secondo l'inveterata consuetudine, per mezzo di solenne Imbasciata avendo fatto sapere la sua esaltazione al Soglio del Sacro Romano Impero, al Serenissimo e Potentissimo

Prin-

Principe, e Maestà Sua il Sig. Sultano Mah-mud-Han Imperatore degli Ottomanni, dell' Asia, e della Grecia, e Signore, e Possessore di molti altri Paesi, è parso conveniente stringere, e stabilire tra ambe le Parti una nuova, e sincera amicizia, e per renderla più ferma, e sempre più accrescere la reciproca fiducia, e consenso, sono stati seriamente adoprati li mezzi più opportuni. Pertanto per parte della Sacra Romana-Cesarea Maestà l'Illustrissimo Signore Arrigo Cristofan di Penckler Cavaliere del Sacro Romano Impero, Internunzio, e Ministro Plenipotenziario della Maestà Sua alla prefulgida Porta, e Consigliere del Consiglio di Guerra, fornito della necessaria Plenipotenza, avendo tenuti replicati congressi coll' Illustrissimo, ed Eccellentissimo Signore El-Hagi-Mahmed Pascià, assoluto, ed attual Luogotenente di Sua Maestà Imperiale Ottomanna, e Plenipotenziario in vigore di Plenaria facoltà; all' effetto, che l'utilità, e sicurezza dei Mercanti d'ambe le Parti, e la buona amicizia dell' uno, e l'altro Imperio perpetuamente, e stabilmente esista, conferendo in virtù della loro Plenipotenza sopra le particolarità del commercio, e speciali mezzi di corroborar l'amicizia, tutti due con spontaneo assenso convenendo in diciannotte Articoli, è restata stabilita la Pace. Perciò in avvenire affine di procacciare alli Paesi ereditarii, ed ai Sudditi di ambedue gl' Imperatori per loro, loro Eredi, e Successori una maggiore utilità perpetua, e stabile, e conservare con tal mezzo sinceramente, e constamente illesa la reciproca, e buona amicizia, sfuggendo solidamente tutte le offese, che potessero interromperla; è stata stabilita, e conclusa questa nuova, perpetua, e ferma Pace, li cui Articoli, come, furono concertati, qui sotto esattamente riportansi. 1747

Art. I.

Si è fermata Pace, ed Amicizia perpetua, libero, ed universal commercio per Terra, e per Mare tra li Sudditi di tutti due gl' Imperatori, volendo, che restino compresi sotto nome di Sudditi della Sacra Romana Cesarea Maestà principalmente il Gran-Ducato di Toscana, ed i Porti, e Isole al medesimo sottoposte, ed i Mercanti delle Città di Amburgo, e di Lubecca, quali con bandiere, e Patenti Cesaree desiderano trafficare nelli Stati Ottomanni, e che tutti questi con ogni sorta di loro Mercanzie possano venire ai medesimi Stati Ottomanni, *Pace perpetuelle.*

1747 ed ivi eſitarle, e liberamente eſercitare la mercatura. Tutti li detti Mercanti forniti di Bandiere, e Patenti Romano-Ceſaree-Gran-Ducali poſſano con li ſuoi Baſtimenti approdare a tutti i Porti ſoggetti all' Impero Turco, viaggiare avanti, e indietro a loro piacimento, in quelli eſporre le loro Mercanzie, e dai medeſimi partire ſani, e ſalvi, reſarcirvi li baſtimenti che aveſſero patito per tempeſta, o per qualſivoglia altro accidente, e provvederviſi al prezzo corrente di attrezzi, e vettovaglie, e di qualunque altra coſa loro foſſe biſognevole.

ART. II.

Douânes Li Mercanti di ambedue gl' Imperj, tanto per le Mercanzie portate per via di Terra, che per via di Mare, purchè non ſieno proibite dopo aver pagato tre per cento di dazio in un luogo ſolo, cioè, la prima volta quando li introducono, e la prima volta quando n'eſtraggono fuori altre del paeſe, non ſieno altrimenti moleſtati; e tutto il favore conceſſo dall' Impero Ottomanno alli Mercanti d'altre Potenze amiche s'intenda conceſſo, e confermato alli Mercanti Ceſarei Gran-Ducali, ſicchè godano di tutti gli ſteſſi utili, e ſicurezze, ed il medeſimo in parimodo ſi oſſervi vicendevolmente riſpetto alli Mercanti dell' Impero Ottomanno. In caſo, che li Provveditori, e Inſpettori delle Dogane ſtimaſſero le Mercanzie portate per Mare, o per Terra più del giuſto valore, poſſano li Mercanti Ceſarei-Gran-Ducali pagare li detti tre per cento, in natura, cioè in tante medeſime Mercanzie, del qual pagamento debbano li Doganieri eſſer contenti. Il dazio, o gabella ſi paghi in qualunque moneta Mercantile, ed oltre a queſto neſſuno dei medeſimi Mercanti poſſa eſſer moleſtato. Li Mercanti Imperiali Gran-Ducali per le Mercanzie provviſte in Coſtantinopoli, e caricate ſulle loro Navi, pagato una volta il Dazio in Coſtantinopoli, e preſe dagl' Inſpettori delle Dogane le polizze di tratta, dette comunemente Teſkere, colle ſolite patenti, quando arivano allo ſtretto dell' Elleſponto, volgarmente chiamato li Dardanelli, non ſiano rattenuti dal loro viaggio; e per le Mercanzie che li detti Mercanti portano ſulle loro Navi, pagata una volta la gabella, ſe non trovano da venderle, e vogliono far vela per altri Porti, ſia loro lecito come agli altri Mercanti delle Potenze amiche, riportarle indietro, e ſieno loro conſegnate le polizze dette come ſopra Teſkere, in caſo ſiavi

navi esposta, e notata la gabella di già pagata alli Do- 1747
ganieri; talchè l'effetto sia, che per tutte le Mercanzie per le quali hanno già pagata una volta la gabella non possa questa giammai in veruna maniera esser di nuovo loro richiesta. Se alcun Mercante dell' una, o dell' altra parte, tanto delle Mercanzie portate, che delle tratte, facesse frodo circa alla gabella, portandole via di nascosto senza pagarla, e fosse preso in fatto, paghi per pena il doppio dell' ancoraggio, secondo l'usanza antica. Non si esiga gabella veruna dalli Mercanti, e Sudditi di tutte due le parti per le monete d'oro o di argento, che seco portano, siccome ancora per qualunque altra Mercanzia, per cui le altre amiche Nazioni non vogliono pagare, tanto, all' arrivo, che alla partenza. A tutti li Mercanti Cesarei-Gran-Ducali, che trafficano nelli Porti Ottomanni per le Mercanzie compre (eccettuate le proibite) e caricate sulle Navi per asportarle ai proprj Paesi, pagata la gabella alli Doganieri, sia consegnata subito loro senza alcuno indugio la polizza della tratta, acciò non ritardino il loro viaggio. Li Mercanti Cesarei-Gran-Ducali par caricare le loro Mercanzie sopra bastimenti Turchi Mercantili, e trasportarle a certe fiere dell' Impero Ottomanno; non siano molestati per più, che per la gabella fissata in questa Capitolazione.

ART. III.

Qualunque facoltà data alli Negozianti delli Re Amici alla Porta Ottomanna di provvedere Mercanzie nelli Stati Turchi, e portarle a i propri paesi, s'intende egualmente concessa alli Mercanti Cesarei-Gran-Ducali; parimente nel comprare, e vendere Mercanzie proibite si dia alli Mercanti d'ambedue le Parti tutto il medesimo favore, che si dà alle altre Nazioni. *Traitement des nations favorisées.*

ART. IV.

Per maggior quiete, e sicurezza dei Mercanti Cesarei, e vantaggio del Commercio, Sua Sacra Romano-Cesarea Maestà per mezzo del suo Ministro Cesareo, o Granducale alla Porta Ottomanna, possa con suoi Decreti creare, e stabilire Consoli, Viceconsoli, o Interpreti in tutte le Scale, ed Isole del Mediterraneo, e per tutto altrove nelli Stati Ottomanni, dove si tengono simili Consoli, o Interpreti da altre estere Nazioni. Se poi in qualche luogo, ove fin' adesso non vi fosse mai stato, fosse ne- *Consuls etc.*

1747 ceſſario mettervi alcun Conſule, o Interprete, a rappreſenti ciò alla Porta Ottomanna dalli Miniſtri della Ceſarea Maeſtà, e ſe ne ve[illegible]ta licenza, ſi ſpedifcano al detto Conſole, o Interprete li convenienti Diplomi, affinchè poſſa effergli dato ogni ajuto, aſſiſtenza, e protezione più opportuna dalli Miniſtri dell' Impero Ottomanno, e dagli Officiali dei reſpettivi luoghi. In qualunque luogo dell' Impero Ottomanno veniſſe a morte alcuno dei Negozianti Ceſarei-Gran-Ducali non ſia fatta veruna ingiuria, o moleſtia col metter le mani ſopra alli ſuoi effetti, ma ſiano queſti interamente ricevuti dalli Miniſtri Ceſarei-Gran-Ducali, o loro Deputati. In virtù di queſt' alma Capitolazione li Conſoli della Sacra Ceſarea Maeſtà, li Viceconſoli, Interpreti, e Mercanti ſuoi ſudditi, li Procuratori, e Servitori eſiſtenti al loro attual ſervizio non ſiano mai moleſtati coll' eſazioni di tributi, o di alcun altra impoſizione. Per ſfuggir le liti li ſudditi della Sacra Romana Ceſarea Maeſtà, li Conſoli, Interpreti, Mercanti, ed Uomini di loro ſervizio in tutti li loro negozj di compre, e vendite mallevadorie, ed altre coſe appartenenti al Commercio vadano dal Giudice, ed inſinuino nel di lui Protocollo Giudicale, li Contratti, o altri negozi da farſi, ritirandone dal medeſimo le lettere Giudiciali, dette communemente Noget, o altre polizze in valida forma. Dipoi ſe naſceſſe difficoltà ſi veggano le dette lettere Giudiciali, o polizze, e ſi proceda ſecondo la Legge, e la Giuſtizia. Li Governatori, ed altri Prefetti delle Provincie Ottomanne non preſumano di far mettere in prigione ſotto preteſto di accuſa, o di altro veruno dei predetti Uomini Ceſarei, o di dar ad eſſi ſenza cauſa la minima moleſtia, o ingiuria. Se poi alcuno di loro doveſſe ſtare in Giudizio in qualche Tribunale Ottomanno, comparifca di ordine dei Conſoli, e per opera degl' Interpreti; ma ſe foſſe neceſſario metterlo in Carcere, s'iſcarceri dalli predetti Conſoli o Interpreti ſe daranno idonea mallevadoria per la perſona. Se un Mercante Ceſareo ſarà debitore di qualche coſa ad alcuno, il Creditore gli domandi ciò, che ha da avere, a tenore della Legge per via dei Conſoli, Viceconſoli, o Interpreti, e contro la Giuſtizia non eſiga da neſſun' altro. Sia permeſſo a tutti li ſoprannominati Conſoli, Viceconſoli, Interpreti, Mercanti, loro domeſtici, e Servitori nelle proprie abitazioni il libero eſercizio della Religione Cattolica Romana. Naſcendo lite, o controverſie con-

contro li Consoli Cesareo-Gran-Ducali, Viceconsoli, Interpreti, loro Domestici, e Mercanti, se questa passerà la somma di tremila Aspri, non si possa decidere nei Tribunali privati, ma debba rimettersi al Giudizio della Porta Ottomanna, conforme si costuma coll' altre libere Nazioni. Se poi nascesse lite tra li Mercanti Cesarei-Gran-Ducali, si esamini, e decida dalli Consoli, e Interpreti secondo le Leggi, e loro soliti Statuti, e nessuno in ciò dia loro impedimento; Nessuna Nave dei predetti Mercanti sul punto di partire possa essere trattenuta per alcuna lite, che nasca, ma la lite, o controversia si decida prontamente per via dei Consoli, Agenti, e Interpreti; e se alcuno delli detti Uomini Cesarei fosse tenuto per qualunque cagione comparire nel Giudizio Ottomanno in Constantinopoli, questi, se sia assente l'Interprete, non sarà obbligato di comparire altrimenti al prefato Giudizio. In qualunque luogo dell' Impero Ottomanno vadano li Mercanti Cesarei Gran-Ducali, non sieno mai molestati con domande di donativi alli Governatori delle Provincie, dalli Prefetti di quei Regni, dalli Giudici [illegible] vivoglia altro Uffiziale. 1747

ART. V.

Li Bastimenti dei Mercanti, Sudditi dell' Imperatore dei Romani, Gran-Duca di Toscana, approdati pacificamente in qualunque Porto Ottomanno, e gettate le Ancore, vi stiano senza alcun disturbo, o impedimento, secondo l'occorrenza dei loro negozj, e se di loro spontanea volontà non vorranno sbarcare le loro Merci, non ne possano essere astretti per forza. *Naufrag.*

ART. VI.

A tutti i Bastimenti Cesarei sbalzati dalla marèa, o dalla burrasca, li Nocchieri dell' Impero Ottomanno, ed altri uomini pratichi della Marina, che si trovassero in quelle vicinanze, sieno tenuti dare aiuto, e perciò non debbano conseguire altro, che un giusto moderato prezzo della lora opera, o fatica; ed in caso, che alcuno delli predetti Bastimenti facesse naufragio, le Mercanzie gettate dall' onde al lido si consegnino interamente ai Consoli Cesarei esistenti nei luoghi più vicini, nè perciò si chiegga altro, che un moderato pagamento per li trasporti. Nei respettivi Porti, e Scale di tutte due le Parti, non sarà lecito alli Nemici dell' uno, e dell' altra *Naufrag.*

1747 Potenza armare Navi da Guerra; e se alcuna Nave di tal sorte già armata, o altra Nemica si trattenga in qualcheduno dei respettivi Porti non potrà d'indi far vela per la partenza, se non ventiquattro ore doppo, che saranno partiti li *Bastimenti dell'* una, o *dell'* altra Parte. Le Navi d'ambedue le Parti saranno salve, e sicure nei Porti sotto il tiro del Cannone.

ART. VII.

Maltois. Perchè li Malteſi, o Corſari, che da per tutto vanno corſeggiando nel Mediterraneo, facciano alcuna offeſa alli Turchi, ed altri Sudditi dell' Impero Ottomanno, li Baſtimenti Mercantili Ceſarei, Gran-Ducali, quali navigano pacificamente, non ſieno per queſta cagione in alcun modo moleſtati.

ART. VIII.

Embarquemens Turcs. Li Mercanti Sudditi della Porta Ottomanna, ſe vorranno imbarcarſi ſulle Navi Ceſaree, o caricarvi le loro Mercanzie, ſaranno tenuti pagare quei diritti, che per ciò pagano agl' Ingleſi, Franceſi, [illegible] Olandeſi, e in queſto ſi proceda amichevolmente.

ART. IX.

Embargo. Li Baſtimenti delli Mercanti Ceſarei non potranno mai eſſere aſtretti per forza alli traſporti delle Truppe Ottomanne, o di altre coſe per alcuna pubblica cagione.

ART. X.

Salut de mer. Quando le Navi da Guerra di tutti due gl' Imperatori ſi riſcontreranno in alto Mare, da ambedue le Parti ſi faccia il ſaluto, o dimoſtrazione di amicizia, e ſi aſtenga da qualunque offeſa.

ART. XI.

Peleri-nages. Sia libero alli Sudditi Ceſarei per commercio, o per pellegrinaggio di devozione, ſecondo il ſolito, andare in qualunque luogo delli Stati Ottomanni, e viaggiare avanti, e indietro ſenza alcuno impedimento; ed ai medeſimi ſaranno date rigoroſe Patenti dalla Porta Ottomanna, affinchè non ſieno in ogni luogo dagli Eſattori dei Tributi, o altri uomini ad ogni tanto infeſtati.

ART. XII.

Juifs. Gli Ebrei non ardiſcono ingerirſi nei negozj dei Mercanti Ceſarei come ſenſali con Diplomi dell' Impero Otto-

Ottomano, o con altre patenti interceſſioni, ſe non vengono ammeſſi a queſto ſervizio ſpontaneamente, e di loro libera volontà dalli medeſimi Mercanti; ſe poi gli Ebrei, per non eſſer ſtimati a far da ſenſale perfidamente, o ſenza alcuna cagione ardiſſero coſpirare, e fare alcun danno alli Mercanti Ceſarei, ſieno ſeveriſſimamente gaſtigati per eſempio degli altri. 1747

ART. XIII.

Se alcuno del ſervizio dei Conſoli, Viceconſoli, Agenti, Interpreti, o dei Mercanti, per altrui odio, o iniquo propoſito, foſſe accuſato di aver abbracciato il Mahomettaniſmo, l'accuſa ſi reputi nulla, fintantochè quello tale in preſenza dell' Interprete Ceſareo ſpontaneamente, e con animo deliberato non profeſſi il Mahomettaniſmo; E ſe qualcheduno di quei, che ſpontaneamente lo abbia profeſſato, avrà alcun debito provato, ſarà tenuto pagarlo dei ſuoi beni. *Renegats*

ART. XIV.

Se alcuno dei Mercanti, o Sudditi della Sacra Ceſarea Maeſtà fornito delle ſue lettere patenti coſtretto dalla neceſſità foſſe trovato in qualche baſtimento Corſaro; preſo il Baſtimento, e li Corſari, non ſia con loro fatto ſchiavo; purchè colli medeſimi non abbia veruna ingerenza. E da qui avanti li Sudditi d'ambedue le Parti non poſſano farſi ſchiavi in alcuna maniera. *Exemtion d'eſclavage.*

ART. XV.

Se queſt' Alma Pace concluſa tra gli due Sereniſſimi, e Potentiſſimi Imperatori, e queſta ſincera amicizia da durar ſtabilmente ſi mutaſſe (che Dio guardi) in nimicizia, li Mercanti, e Sudditi di tutti due li Contraenti ſano eſſi in Mare, o in Terra, debbonſi avviſare per tempo, acciò aggiuſtate da ciaſcuno le ſue coſe, riſcoſſi, e pagati li crediti, e debiti, poſſano eſcire alli confini ſani, e ſalvi con tutti li loro effetti. *Cas de rupture.*

ART. XVI.

Li preſenti concluſi Articoli ſaranno communicati alli Cantoni di Algeri, e Tripoli, e Tuniſi dalla Prefulgida Porta, e farà ciò, che ſtimerà conveniente per ſtabilire una ſicura Navigazione tra il Gran-Ducato di Toſcana, e li prefati Cantoni: ed affinchè li medeſimi reſtino compreſi in queſti prefatti Articoli, o ſi trat- *Barbaresques.*

1747 tratterà questo affare appresso la Prefulgida Porta Ottomanna, o dalla medesima si spediranno alli Cantoni Offiziali Deputati, che insieme colli *Commissari Cesarei* Gran-Ducali da nominarsi potranno adoprarsi per trattare la propria Pace.

ART. XVII.

Ratification. Quando li presenti Articoli e sopra espresse condizioni di questo Trattato di Alma Pace, buona Amicizia, e Commercio, saranno sottoscritti di propria mano, e figillati colli propri figilli dalli Commissari muniti della Plenipotenza e Mandati; da li avanti nessuno assenso affatto, o permissione sia data a qualunque azione, o operazione in contrario. Si dà parola, che l'istrumento del presente concluso Trattato, dentro a sessanta giorni dal dì della soscrizione sarà ratificato per solenne scrittura da ambedue li Contraenti, ed accettato, e che li sopradetti diciassette Articoli saranno religiosamente osservati da tutte due le Parti, senza la minima mutazione, o alterazione. E poichè l'Illustrissimo ed Eccellentissimo assoluto Luogotenente della Prefulgida Porta Ottomanna, e Plenipotenziario in vigore della sua plenaria, facoltà, ha esibito a me infrascritto, l'istrumento distesò in Idioma Turco legittimo, sottoscritto, ed in valida forma: io pure in vigore di mandato, e della mia Plenipotenza ho scambievolmente consegnato questo Trattato di Pace, Amicizia, e Commercio scritto in Lingua Latina, legittimo, ed in valida forma, e sottoscritto, di mia propria mano, e segnato col mio proprio figillo.

Dato in Costantinopoli li 25. Maggio 1747.

HENRIGO NOB. DI PENCKLER.

Ratificato solennemente in Vienna da Sua Maestà Cesarea 27. Giugno, ed in Constantinopoli da Sua Maestà Ottomanna li 27. Luglio. (Ou dans l'Original le 20. Mois Retscheb année de l'Hegire 1160.)

53.

Acte de renouvellement de l'alliance de 1738 entre les Rois de France et de Suède; signé à Stockholm le 6 Juin 1747.

1747 6 Juin.

(Copie qui m'a été gracieuſement communiquée de la Chancellerie R. de Suède.)

Louis par la grace de Dieu Roy de France et de Navarre. A tous ceux qui ces preſentes lettres verront ſalut. Comme notre cher et bien amé le Sr. Marquis de Lanmary, Marechal de nos Camps et armées &c. Notre Ambaſſadeur extraordinaire auprès de notre très cher et très amé frere le Roy de Suède en vertu du pleinpouvoir que nous Lui en avons donné, auroit conclu, arreſté et ſigné le $\frac{26\ May.}{6\ Juin}$ *à Stockholm avec le Sr. Ehrenpreus Senateur du Roy et du Roiaume de Suède, le Sr. Charles Guſtave Teſſin Senateur du Roy et du Royaume et Conſeiller de la Chancellerie, le Sr. Baron Herman Cedercreutz Senateur du Roy et du Royaume, le Sr. Comte C. Fredric Piper, Préſident au conſeil de la Chambre, le Sr. Eric Matthias de Nolcken Chancelier de la Cour, et le Sr. Leonard Klinckowſtröm Secretaire d'Etat pareillement munis des pléinpouvoirs de notre dit frere et traitans en Son nom pour la Couronne de Suède l'acte dont la teneur s'enſuit.*

Sa Majeſté Très-Chrétienne et Sa Majeſté le Roy de Suède perſiſtant toujours dans un deſir réciproque d'entretenir et d'affermir les liaiſons d'amitié qui de tout tems ont uni les deux Couronnes, et ayant regardé le renouvellement de la convention de 1738 *), comme le moyen le plus convenable de parvenir à ce but Salutaire, ont jugé à propos en conformité du troiſième article de la ditte convention, d'autoriſer leurs commiſſaires réſpectifs, ſçavoir de la part de Sa Majeſté Très-Chré-

*) Wenck *C. I. G.* T. II. p. 1. Ce traité a été renouvellé depuis 1754, en augmentant le ſubſide; et 1764; voyés Koch *abregé des traités* T. III. p. 212. Note *

1747 Chrétienne Son Excellence Mr. Marc Antoine Front de Beaupoil Marquis de Lanmary Marechal des camps et armées de Sa Majeſté Très-Chrétienne et Son ambaſſadeur extraordinaire près de Sa Majeſté le Roy de Suède, et de la part de Sa Majeſté Suédoiſe Son Excellence Monſ. Charles Ehrenpreus Senateur du Roy et du Royaume, Son Excellence Mr. le Comte Charles Guſt. Teſſin Senateur du Roy et du Royaume, Conſeiller de la Chancellerie, grand maître de la maiſon de Son Alteſſe Royale le Prince Succeſſeur, Chancelier de l'Academie d'Åbo, et Chevalier de l'ordre de l'Aigle noir, Son Excellence Mr. le Baron Herman Cedercreutz Senateur du Roy et du Royaume, et Chevalier des Ordres de St. André et de St. Alexandre, comme auſſi Mr. le Comte Charles Fredric Piper, Préſident au Conſeil de la Chancellerie, Mr. Eric Matthias de Nolcken, Chancelier de la Cour, et Mr. Leonard Klinkowſtröm, Secretaire d'état, leſquels étant entrés en negociation ſur ce ſujet, et après avoir examiné la ſusdite Convention, ſont convenus du préſent acte, par lequel ils declarent, qu'ils renouvellent et prolongent la ſusdite Convention pour le tems et eſpace de dix années à comter du $\frac{30\text{ Octobre}}{10\text{ Novembre}}$ 1748 datte de l'expiration du traité du $\frac{30\text{ Octobre}}{10\text{ Novembre}}$ 1738, enſorte que le dit préſent acte de renouvellement aura la même force et vigeur que ſi la convention elle même étoit inſerée ici dans ſon entier, tant à l'égard de la ſomme des ſubſides y ſtipulée pendant trois ans conſecutifs, à la difference près, que les dits ſubſides ſeront d'orenavant payés de ſix mois en ſix mois d'avance en écus de Banque d'Hambourg à Hambourg dont le premier payement commencera à courir du $\frac{\text{premier}}{\text{douze}}$ Juillet prochain, que par raport aux autres articles points et clauſes, à l'exception du ſixième article, concernant les Ratifications de leurs Majeſtés Très-Chrétienne et Suédoiſe, dont ils ſont convenus, que l'échange de celles du preſent acte ne ſe fera que dans trois mois à compter du jour de la ſignature, à moins qu'il ne ſoit poſſible de la faire plûtôt.

En foi de quoi nous avons en vertu de nos pleinpouvoirs réſpectifs ſigné ce preſent acte de renouvellement

ment et y avons appoſé les cachets de nos armes. Fait 1747
à Stockholm le $\frac{26 \text{ May}}{6 \text{ Juin}}$ 1747.

(L. S.) Beaufoil de Lanmary.
(L. S.) Carl Ehrenpreus.
(L. S.) Carl G. Tessin.
(L. S.) H. Cedercreutz.
(L. S.) C. F. Piper.
(L. S.) E. M. Nolken.
(L. S.) Leon. Klinkovström.

Nous ayant agreable cet acte en tous et chacun les points qui y ſont contenus et déclarés, avons iceux acceptés, approuvés, ratifiés, et confirmés, et par ces préſentes ſignées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions et confirmons et le tout promettons en foy et parole de Roy garder et obſerver inviolablement ſans aller ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque ſorte et maniere que ce ſoit. En temoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à ces préſentes. Donné au camp de la commenderie du vieux Jone le dixe Juillet mil ſept cent quarante ſept et de notre Regne le trente deuxieme.

LOUIS.

Par le Roi
Brularts.

54.

Convention conclue entre S. M. Très-Chrétienne d'une part et le S^me Duc de Wirtemberg d'autre part; le 10 May 1748. 1748 10 May.

(D'après une feuille volante imprimée 4to par Jaques Michel Becker 1767.)

Art. I.

Rien ne s'oppoſant deſormais à ce que le Roi veuille bien ſe porter à permettre la levée du Séqueſtre, mis de la part en 1723, immédiatement après le décès du Duc *Levée du ſequeſtre.*

1748 Duc Léopold Eberhard de Montbéliard, ſur les neuf Terres et Seigneuries de la ſucceſſion de ce Prince, ſituées tant en Franche Comté, qu'en Alſace, et à ordonner la miſe en poſſeſſion des dites Terres et Seigneuries en faveur de qui il appartient; Sa Majeſté, voulant bien qu'il ne ſoit point queſtion en cette occaſion de l'exercice du Droit *d'Aubaine* par rapport aux effets de lad. Succeſſion, ſituée dans Son Royaume, promet et s'engage d'accorder au Séréniſſime Duc de *Wirtemberg-Stoutgard*, auſſitôt après l'échange des Ratifications de la preſente Convention, la Poſſeſſion pleine et entière des ſusd. neuf Terres et Seigneuries, pour les tenir et en jouir, Lui et ſes Héritiers et Succeſſeurs, avec leurs Droits et Prérogatives, Appartenances et Dépendances, ainſi que le Duc *Léopold Eberhard* dernier Poſſeſſeur les a tenues et en a joui ou dû jouïr.

ART. II.

Souveraineté du Roi ſur les terres en Bourgogne et Alſace.

Le Séréniſſime *Duc de Wirtemberg*, reconnoiſſant pour Lui et pour ſes Succeſſeurs la Souveraineté, qui appartient au Roi ſur toutes lesd. neuf Terres et Seigneuries, tant celles de *Blamont*, *Clémont*, *Chatelot*, *Héricourt*, *Granges*, *Clerval* et *Paſſavant* ſituées dans le *Comté de Bourgogne*, que celles *d'Horbourg* et *Riquevier* ſituées ſous la Province *d'Alſace*, promet et s'engage, qu'en même tems, qu'il ſera mis, de l'autorité de Sa Majeſté, en poſſeſſion de celles ſituées dans le *Comté de Bourgogne*, il prêtera ou fera prêter par ſes Officiers, bien et dûment autoriſés à cet effet, Foy et Hommage à Sa Majeſté pour raiſon desd. ſept Seigneuries de *Blamont*, *Clémont*, *Chatelot*, *Héricourt*, *Granges*, *Clerval* et *Paſſavant*, et ce en la forme et manière, que le feu *Duc Léopold Eberhard* dernier Poſſeſſeur, l'a fait ou l'a dû faire pour raiſon des trois dernières, pour lad. Foy et Hommage être de même renouvellée à toutes mutations; à l'effet dequoi Sa Maj. ne différera pas d'accorder ſur la demande dudit Séréniſſime *Duc de Wirtemberg*, l'Inveſtiture des ſept Seigneuries; comme *Fiefs* relevans du *Comté de Bourgogne*, ainſi qu'il en a été uſé ou dû être uſé à l'égard du *Duc Léopold Eberhard* pour lesdits trois *Fiefs* de *Granges*, *Clerval* et *Paſſavant*; ladite Inveſtiture devant être non ſeulement pour la Perſonne dudit Séréniſſime *Duc de Wirtemberg*, mais auſſi pour ſes Héritiers et Succeſſeurs.

ART.

ART. III. 1748

Maintien des lettres p. de 1707.

Les difficultés ſurvenuës immédiatement après la Reſtitution du Séréniſſime *Prince George* dans leſdites Seigneuries, de même que dans le Comté de Montbéliard, en exécution du Traité de Paix de Ryswick, par rapport à l'exercice et adminiſtration de la Juſtice et de la Police générale ſur les matières Séculières et Eccléſiaſtiques, dans celles de ces Seigneuries ſituées dans le *Comté de Bourgogne* et particulièrement dans celles de Blâmont, Clémont, Chatelot et Héricourt contiguës audit Comté de Montbéliard, ayant été décidées par les Lettres du Roi *Louis XIV* en forme de Réglement, addreſſées le neuf Juillet mil ſept cent ſept au Parlement de *Beſançon* et à l'Intendant de la *Franche-Comté*, et ces Reglemens ayant en conſéquence ſtatué ſur les droits appartenans au Prince de *Montbéliard* dans leſdites Seigneuries ſituées dans cette Province, et auſſi ſur la Liberté réciproque du Commerce de part et d'autre, il a été expreſſément convenu entre le Roi et le Séréniſſime *Duc de Wirtemberg*, que ces mêmes Lettres du Roi *Louis XIV* ſeront maintenuës dans leur forme et vigueur, deſorte que les principes et diſpoſitions, qui y ont été inſerés en grande connoiſſance de Cauſe, continueront de ſervir de règle invariable par rapport à l'exercice des droits de part et d'autre, dans les divers objets qu'elles renferment, et ſpécialement pour ce qui regarde la tolérance et l'exercice de la Religion Luthérienne dans leſdites quatre Seigneuries contiguës au Comté de *Montbéliard*; Bien entendu que ce qui auroit été fait de contraire aux principes contenus dans leſdites Lettres ſera réformé. Le Séréniſſime *Duc de Wirtemberg* ſe réſervant le Bénéfice des Traités de Paix à l'égard du droit de propriété desdites neuf Seigneuries, Circonſtances et Dépendances, ſous les Clauſes et Conditions de la preſente Convention. Promettant pour lui et ſes Succeſſeurs de n'avoir jamais recours à *l'Empire* pour les difficultés, qui pourroient naître dans l'exercice des droits de S. Alt. Séréniſſime dans leſdites Terres et Seigneuries et de s'en rapporter entièrement à la Juſtice et à la Bienveillance de Sa Majeſté et de ſes Succeſſeurs, leſdites difficultés devant être décidées ſoit par les voyes ordinaires de la Juſtice, ſelon l'exigence du Cas, ſoit par les voyes de Conciliation entre l'Intendant de la Province de *Franche-Comté* et un des

Officiers

1748 Officiers du Séréniſſime *Duc de Wirtemberg* autoriſé à cet effet; Et Sa Majeſté pour le même effet promettant dès-à-preſent de donner, par des Lettres ſemblables à celles du neuf Juillet 1707, au Parlement et à l'Intendant de *Franche-Comté*, en la manière la plus favorable pour le Séréniſſime *Duc*, les explications, qui ſeroient eſtimées d'un commun accord être actuellement neceſſaires et convenables, ſur les Points, par rapport auxquels il ſeroit reſté quelque obſcurité, ſoit qu'ils regardent des Griefs antérieurs à l'époque de 1707, ſoit qu'il ſoit queſtion d'Incidens ſurvenus depuis et particulièrement pendant la durée du Sequeſtre.

ART. IV.

Arrangemens ultérieurs touchant Montbéliard.

Comme leſdites Lettres du Roi *Louis XIV.* du neuf Juillet mil ſept cent ſept au Parlement de Beſançon et à l'Intendant de Franche-Comté, ſur les Remontrances faites à S. Maj. par le feu Séréniſſime Prince *Léopold Eberhard*, regardoient les Griefs, qu'il prétendoit avoir ſoufferts, non ſeulement par rapport aux Terres particulières ſituées dans le Comté de Bourgogne, desquelles il étoit Seigneur, mais auſſi par rapport au Comté de Montbéliard, Sa Majeſté après que le Séréniſſime *Duc de Wirtemberg* aura été mis en poſſeſſion desdites Seigneuries, en conformité des Articles ci-deſſus, fera régler à l'amiable ſelon le Droit et l'Equité les Points, auxquels il ſeroit reconnu, qu'on auroit contrevenu depuis leſdites Lettres, ou auxquels il n'aurait pas été ſuffiſamment pourvu par ces mêmes Lettres ou pour d'autres accords faits du depuis d'un commun Conſentement, pour les Limites, le Commerce réciproque et la bonne Correſpondance entre ledit Comté de Montbéliard et les Provinces du Royaume; et ſpécialement celle de Franche-Comté, à l'effet dequoi l'Intendant de cette Province ſera autoriſé à examiner avec celui des Officiers de la Régence de Montbéliard que le Séréniſſime *Duc de Wirtemberg* voudra commettre, ce qu'il pourra être queſtion de diſcuter et d'arranger d'un commun accord pour le maintien et l'affermiſſement de la bonne correſpondance et du bon Voiſinage de part et d'autre.

ART. V.

Revenus arriérés.

Les Revenus desdites neuf Seigneuries, échûs depuis l'établiſſement du Séqueſtre jusqu'au premier Janvier 1747,

1747. ayant été en partie consommés par les Provisions accordées par le Roi aux Enfans du feu Prince de *Montbéliard* et Sa Majesté voulant bien se charger de pourvoir pour l'avenir à la subsistance desdits Enfans et de leurs Descendans, comme aussi garantir le Sérénissime *Duc de Wirtemberg* contre toutes prétentions, que lesdits Enfans ou leurs Descendans pourroient se croire autorisés à former, sous quelque titre que ce puisse être, tant pour le passé que pour l'avenir sur le Fonds et les Revenus desdites neuf Seigneuries, le Sérénissime *Duc de Wirtemberg*, se désiste de tous les Droits et Prétentions qu'il pourroit avoir sur lesdits Revenus, échus au premier Janvier 1747, qu'il abandonne, céde et transporte au Roi, et Sa Majesté consent qu'à commencer dudit Jour 1er Janvier 1747, le Sérénissime *Duc de Wirtemberg* entre en jouissance des Droits et Revenus desdites Terres pour en jouïr ainsi que ses Héritiers, Successeurs et ayant cause, en pleine propriété, sous la Souveraineté de la Couronne de *France*, conformément à la présente Convention. 1748

ART. VI.

La présente Convention sera approuvée et ratifiée par Sa Majesté et le Sérénissime *Duc de Wirtemberg*, et les Ratifications en seront échangées dans le terme de six Semaines ou plutôt, si faire se peut. En foi de quoi nous Ministres soussignés, en vertu des pleinspouvoirs, qui Nous y ont autorisés respectivement de la part de Sa Majesté et de Son Alteſſe Sérénissime, et que Nous Nous sommes mutuellement communiqués, avons signé la présente Convention, et y avons fait apposer les Cachets de nos Armes; Fait à Versailles, le dix May mil sept cent quarante huit. *Ratification.*

Signé: PUYZIEULX et DE KELLER.

Ratification du Roi des Articles contenus en l'acte du 10 *May* 1748 *ci-devant transcrits.*

Louis par la grace de Dieu Roi de France et de Navarre. *A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. Comme notre très-cher et bien Amé le Marquis* de Puyzieulx *Chevalier de Nos Ordres, Maréchal de*

1748 *Nos Camps et armées, Gouverneur et Grand-Bailly de notre Ville d'Epernay, Conseiller d'Etat d'Epée et Miniſtre et Sécretaire d'Etat, et de Nos Commandemens, auroit en vertu du pouvoir, qu'il en avoit reçu de Nous, conclu, arrêté et ſigné le dix du préſent mois, avec le Sieur Baron* de Keller *Miniſtre d'Etat de Notre très-cher et très-Amé Couſin le* Duc de Wirtemberg, *et pareillement muni de pleinpouvoir de ce Prince, une Convention dont la teneur s'enſuit.*

Fiat inſertio.

Nous ayant agréable ladite Convention tranſcrite ci-deſſus en tous et chacun ſes points, et articles qui y ſont contenus, avons iceux acceptés, approuvés, ratifiés et confirmés et par les préſentes ſignées de Notre main, acceptons, approuvons, ratifions et confirmons et le tout promettons en foi et Parole de Roi pour Nous et Nos Héritiers et Succeſſeurs, garder et obſerver inviolablement ſans jamais aller ni venir au contraire directement ni indirectement, en quelque ſorte et manière que ce ſoit. Entendant et voulant que Notre Couſin le Duc de Wirtemberg-Stoutgard et ſes Héritiers et Succeſſeurs ne puiſſent être troublés ſous quelque prétexte et pour quelque raiſon que ce puiſſe être de Notre part, ou de celle de nos Procureurs Généraux ou de quelqu' autre part quelconque, dans la Poſſeſſion que Nous lui accordons desdites neuf Terres et Seigneuries de Blamont, Clémont, Chatelot, Héricourt, Granges, Clerval, Paſſavant, Horbourg et Requevier, conformement aux Clauſes et Conditions énoncées dans les Articles ci-deſſus: En temoignage de quoi Nous avons fait mettre Notre Scel à ces préſentes. Données à Verſailles, le vingt-deuxième jour de May, l'An de grace mil ſept cent quarante huit, et de notre Regne le trente troiſième.

Signé Louis et au deſſous. Signé M. P. Devoyer d'Argenson.

Scélé du grand Sceau du Cire jaune.

Ratification de Mgr. le Duc de Wirtemberg des Articles contenus en l'acte du 10 *May* 1748 *cidevant transcrits.* 1748

CHARLES, *par la grace de Dieu* Duc de Wirtemberg et Teck, *Prince* de Montbéliard &c. *A tous ceux qui les présentes lettres verront, salut. Comme le Sieur* de Keller, *Notre Conseiller privé et Ministre Plénipotentiaire auprès du Roi* Très-Chrétien, *aurait en vertu du pleinpouvoir qu'il en avoit reçu de Nous, conclu, arrêté et signé à* Versailles *le dixième jour du mois de May de cette année, avec le Sieur Marquis* de Puyzieulx *Ministre et Secrétaire d'Etat de Sa Majesté et pareillement muni d'un pleinpouvoir de Sa Majesté en bonne et deuë forme, une Convention dont la teneur s'ensuit.*

Fiat insertio.

Nous ayant agréable ladite Convention transcrite cidessus, en tous et chacun les points et Articles qui y sont contenus, avons iceux approuvés, ratifiés et confirmés, et par les présentes signées de Notre main, acceptons, approuvons, ratifions et confirmons, et le tout promettons en Foi et Parole de Prince, pour Nous et Nos Héritiers et Successeurs, garder et observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement en quelque sorte et manière que ce soit; En témoignage de quoi Nous avons fait mettre Notre Scel secret à ces présentes; Données à Stoutgard le vingt huitième jour du mois de May, mil sept cent quarante huit.

Signé CHARLES Duc DE WIRTEMBERG et au dessous. Signé Baron DE HARDENBERG.

Pour copie dont les Originaux sont au Dépôt des Affaires étrangères.

Signé: BRULLART DE PUYZIEULX.

Vû lesdites Lettres Patentes, Traité et Ratifications étant à la suite attachées, sous le contrescel desdites Lettres; même les Conclusions du Procureur Général, sur qui le tout a été communiqué, ouï le Rapport de

1748 Meſſire *Joſeph François Reud*, Conſeiller Commiſſaire Raporteur, et tout conſidéré.

La Cour a ordonné et ordonne que lesdites Lettres Patentes et Traité ſeront enrégiſtrés aux Actes importans de cette Cour, pour être executé ſuivant leur forme et teneur. Fait en Parlement à *Béſançon*, les Chambres aſſemblées le dix huitième Juin mil ſept cent quarante huit.

Signé CHALON *Collationné;* Signé HUOT.

Enrégiſtré au Fol. ſoixante du prémier Volume des Lettres Patentes et arrêts du Conſeil en faveur des Particuliers.

56.

8 oct. *Traité de paix entre S. M. Impériale pour les pays héréditaires tant de S. M. l'Empereur que de S. M. l'Imperatrice Reine de Hongrie et de Bohème avec la régence d'Alger; ſigné le 8 Octobre 1748.*

(D'après l'imprimé qui a paru par autorité à Florence 1749. 4.)

Avendo Sua Maeſtà Imperiale comandato al ſuo Conſiglio di Stato e di Reggenza di pubblicare il Trattato di pace fermato fra la M. S. I. e il Baſcià e Reggenza di Algeri del tenore ſeguente:

Trattato di pace fermato tra Sua Maeſtà Imperiale, e la città di Algeri ſino a' Confini di quel Regno li 8. Ottobre 1748. *Per i paeſi ereditari ſi di Sua Maeſtà l'Imperatore, che di Sua Maeſtà l'Imperatrice Regina di Ungaria, e di Boemia in ventidue Articoli del ſeguente tenore.*

ART. I.

Paix et amitié. Si è convenuto, e ſtabilito con il Regnante *Imperatore* Noſtro grande Amico ed Auguſtiſſimo Monarca, colla volon-

volontà del Poſſeſſore dell' Ordine delle Milizie di Algeri, il felice *Mehemet* Baſcià, coll' unanime concorſo dell' Agà dell' Eſercito, e col Tenente delle Milizie, come anco de' reſpettivi Sudditi, che la preſente pace ſia divenuta ſtabile con ferma, e ſoda amicizia. 1748

ART. II.

Le Navi, ſi grandi, che piccole dell' *Imperatore Romano*, Amico, come anche i Baſtimenti de Sudditi a eſſo ſogetti, quando approderanno nel Porto di Algeri, o vero in altre Parti di ſua Dominazione, ſecondo l'antico coſtume, per le loro Merci, che venderanno, ſarà eſatto, ſecondo che reſta ſtipulato fra i Franceſi ed Ingleſi, ſolamente cinque per cento, e non verrà dimandato niente di piu: In oltre acciò le Merci, che reſteranno invendute, volendole rimbarcare, e tranſportare altrove, niſſuno potrà eſigere alcuna coſa per le medeſime, ed in detti Porti neſſuno gli moleſterà, ne gli tratterrà del loro viagio: Per le Mercanzie di Contrabbando, quali ſono Polvere, Zolfo, Ferrame, Tavole, ed ogni Legname proprio alla conſtruzione de' Baſtimenti, Cordami, Pece, e Catrame, Attrezzi da Guerra, ed ogni coſa appartenente agli Armamenti di Guerra, i Comandanti del Regno di Algeri per eſſi non eſigeranno alcuna coſa. *Droits à payer.*

ART. III.

Le Navi da Guerra dell' *Imperatore* Noſtro Amico, e quelle de' Mercanti, e parimente le Navi armate in Guerra di Algeri, e Mercantili incontrandoſi, ſi aſterranno di viſitarſi, e di recarſi incomodo, anzi con vicendevole corteſia, e ſegni di amicizia ſi ſepareranno, ſenza impedirſi reciprocamente nel viaggio; ed eſſendovi Paſſaggieri di qualunque Nazione, ſiano con le loro mercanzie, robe, ed effetti per qualunque luogo deſtinati, non ſi moleſteranno, e non li ſarà tolta coſa alcuna, come anche non ſaranno condotti in altro luogo, o trattenuti, di maniera che non ſi faranno reciprocamente alcun danno, o torto. *Vaiſſeaux de guerre exemts de viſitation.*

ART. IV.

Incontrando le Navi armate in corſo dellà Città di Algeri, I Baſtimenti Imperiali, ſi grandi, che piccoli, fuori de' Luoghi appartenenti a S. M. Imp. ſi ſpedirà a bordo de medeſimi la Lancia unicamente con due ſole Perſone, oltre i Remiganti, e giunti alla Nave non vi *Viſitation des navires marchands.*

1748 entreranno che le due sole Persone, permettendolo il Capitano Imperiale; prodotti gli stabiliti Passaporti, e la Lancia, adempita la sua commissione prontamente farà ritorno, ed il Bastimenti potrà proseguire il suo viaggio. Le navi armate in Guerra Imperiali incontrando le Navi armate in Guerra di Algeri, come anco le Mercantili, se le troveranno munite di Passaporti de' Governatori e Console Imperiale Residente in Algeri, allora non li si farà alcun danno, e le predette Navi con sicurezza seguiteranno il loro viaggio; Così le Navi di Algeri non inquieteranno gli Bastimenti di S. M.ª Imp. per quindici mesi dopo la data di questa Pace, i quali non si troveranno muniti de' Passaporti che devono essergli dati in virtù della Pace; Parimente le Navi Imperiali a' Bastimenti Algerini per lo spazio ancora di quindici mesi non porteranno impedimento al loro viaggio, ma con sicurezza gli lasceranno proseguire.

ART. V.

Personnes rencontrées sur les navires. Alcun Capitano, Uficiale, o Commandante Algerino non potrà levare dalle Navi Imperiali con violenza, sotto qualsi voglia pretesto, alcuna Persona di qualunque Nazione sia, per trasferirla nel proprio Bastimento per qualunque cosa, o motivo d'informazione, o esame, e non saranno in verun tempo inquietati.

ART. VI.

Naufrages. Se qualche Nave di S. M. Imp. o, Bastimenti Mercantili de' Popoli alla medesima soggetti, di Livorno, Porto-Ferraio, Trieste &c. farà naufragio nelle Coste del Regno di Algeri, nessuno prenderà affatto cosa alcuna de' loro effetti, e Mercanzie, nè saranno depredate, nè confiscate, e succedendo un simile caso alla Dogana, neppure non saranno presi i loro effetti, ed alle Persone non si recherà alcuna molestia, e in simile accidente se gli presterà nel possibile modo amichevolmente, e con premura ogni soccorso, aiutandoli ancora per asciugare le loro mercanzie.

ART. VII.

Armemens en course. Col consenso, e permissione de' Governatori del Regno di Algeri, alcun Bastimento Algerino, si grande, che piccolo non averà facoltà di armarsi in Paese di Potenza Nemica dell' *Imperatore*, per esercitare in corso contro i Sudditi Imperiali.

ART.

ART. VIII. 1748

Se qualche Mercante Imperiale aveſſe comprato una Preſa dalla Città di Algeri; O vero ſe qualche Capitano, o ſia Padrone di detto Legno, che corſeggiano ſul Mare, aveſſe preſo qualche Baſtimento, e l'aveſſe venduto ad un Mercante Imperiale, tutte le volte, che queſto produrrà un certificato della vendita fattagli dalla Città, o da qualche Capitano, o ſia Padrone di Algeri, niſſun Corſale di qualunque parte di queſto Regno moleſterà il Mercante Compratore di detta Preſa, nè vi porterà impedimento alla ſicura continuazione del ſuo viaggio. Come anche neſſuna Nave di Algeri, nè piccolo Baſtimento poſſa andare a crociare, o far corſo in viſta delle Città, Fortezze, Porti, e Spiagge di S. M. Imp. ne commettere alcuna azione, che poſſa diſturbare, ed offendere la Pace, e Commercio de' medeſimi.

Priſes achetées aucune hoſtilité à vue des ports etc.

ART. IX.

Non ſarà permeſſo portare da' Tuneſini, Tripolini, Salettini, o altri a vendere nel Regno di Algeri in verun modo, Baſtimenti ſpettanti a' Sudditi di S. M. Imp. nè le loro Perſone, nè i loro Effetti.

Vente de priſes Imp.

ART. X.

Se i Baſtimenti Corſali Imperiali conduranno in qualunque Porto del Regno di Algeri qualche Preſa, o porteranno la roba della medeſima, neſſuno ſi opporrà, ma diſporanno a loro piacimento della roba, ſi vendendola, che tranſportandola altrove, le Navi da Guerra Imperiali non pagheranno alcun dazio, nè aggravio, e volendo provviſioni, gli ſaranno accordate al prezzo corrente, e niente di più.

Priſes faites par les Imperiaux.

ART. XI.

Tutte le volte che un Baſtimento Corſale di S. M. Imp. getterà l'ancora avanti Algeri, e dalla Città di Algeri fuggirà ſchiavo, Suddito, o di altra Nazione, e ſi ricovrerà in detto Baſtimento, ed il Comandante d'Algeri lo dimanderà, allora il Capitano di detto Corſale dovrà ſicuramente diſtaccare lo Schiavo, e renderlo al detto Governatore, e ſe lo Schiavo fuggirà ſenza eſſere ſcoperto, e quando ancora ſarà condotto nel ſuo Paeſe, il Capitano della Nave ſara obbligato per patto ſtabilito di riportarlo, o di farlo ricondurre in Algeri.

Eſclaves fugitifs.

1748

ART. XII.

Les sujets Imp. ne seront pas fait éſclaves.

Ora in avanti i Sudditi di S. M. Imp. ne' Luoghi del Dominio del Regno di Algeri, ſia con ragione, o ſenza ragione, non ſaranſi fatti Schiavi, nè venduti nè comprati, per eſſere ſtata fatta la Pace colla M. S.; neſſuno ſarà obbligato contro volontà al riſcatto de' Schiavi Sudditi, lo che potrà eſſere effettuato a piacimento, allor quando ſi vorrà, e quando i Parenti o altre Perſone ſaranno diſpoſte a farlo; Nè ſi ſtabilirà un termine per il loro riſcatto, e per quello ſolo che ſarà giudicato giuſto, ſarà eſeguito con maniere convenevoli per il prezzo, che ſi tratterà con li ſteſſi Padroni, ſenza che niſſuno gli poſſa obbligare di vendere per prezzo aſſegnatoli, ſia che appartenghino gli Schiavi al Pubblico, a Particolari, o al Baſcià; Però per eſſere gli Schiavi Sudditi di S. M. Imp. non verrà per eſſi chieſto prezzo maggiore, ma ſecondo l'antico coſtume, nella maniera che ſi è praticato con altre Nazioni.

ART. XIII.

Succeſſions.

Se qualche Mercante, o altro Suddito di S. M. Imp. verrà a morire in Algeri, o in altra parte del Regno, neſſuno de' Superiori, o altra Perſona potrà prender poſſeſſo del denaro, beni, e robe del Defunto, in veruno modo, e ſe egli avanti la morte avrà conſtituito un' Erede, neſſun' altra Perſona, eccetto che eſſo, potrà impadronirſi di minima porzione delle ſue robe, effetti, e contanti; quando però l'Erede ſarà aſſente, l'Eſecutore Teſtamentario inſtituito dal Defunto prenderà la roba, e gli effetti, ſenza permettere, che alcuno ne levi la minima parte; l'Eſecutore Teſtamentario, o altra Perſona ſoſtituita dal Defunto, farà l'inventario del denaro, o robe, e le prenderà in cuſtodia, e quando converrà conſegnarle, le farà pervenire alla Perſona Erede, ed a queſto veruno ſi opporrà; in caſo che veruna delle dette Perſone ſarà preſente, il Conſole Imperiale allora farà l'inventario del denaro, ed effetti del Defunto, le prenderà, e le terrà in cuſtodia fino all' arrivo de' Parenti, o Eredi.

ART. XIV.

Achats forcés.

Nè nell' iſteſſo Algeri, nè in alcun luogo di quel Regno ſi potranno obbligare i Mercanti contro loro volontà a prendere mercanzie, e ſolo compreranno quelle che voranno, non ſi potrà porre alcuna Mercanzia forzata-

zamente nelle Navi de' Sudditi Imperiali, che approderanno ne' Porti di Algeri, nè potranno essere astretti a far viaggi contro la loro volontà, nè il Console, nè altre Persone suddite di S. M. Imp. potranno essere obbligate a pagare per qualche Suddito della M. Sua insolvente, ma solo quando ne fossero mallevadori, o che facessero spontaneamente. 1748

ART. XV.

Se un Suddito di S. M. Imp. sarà in lite con un Mussulmano, o Persona della dependenza di Algeri, la loro causa sarà decisa nella presenza del Felice Bey, ed Inclito Divano e non da altra Persona, ma se la controversia sarà tra i Sudditi di S. M. Imp., il Console Imperiale allora deciderà sopra della medesima. *Jurisdiction.*

ART. XVI.

Dandosi il caso, che qualche Suddito Imperiale facendo rissa con qualche Mussulmano, l'uno ferisca, o ammazzi l'altro, il reo verrà punito a tenore delle Leggi del suo Paese, cioè come si costuma in altri; ma se un Suddito Imperiale ammazzerà un Mussulmano, e dopo il fatto si salverà colla fuga, non ne sarà in verun modo attribuita la colpa al Console Cesareo in Algeri, nè altra Persona suddita di S. M. Imp. nè sarà perciò molestata. *Crimes.*

ART. XVII.

Il Console Imperiale porrà ora, ed in avvenire con tutta sicurrezza, e tranquillità vivere senza timore di alcuna offesa, nessuno farà danno alla sua Persona, ne a' suoi effetti, e prenderà a suo piacimento il Dragomano, e Sensale, e quando vorrà andare a bordo a qualche Bastimento, o uscire di Porto, nessuno gli darà impedimento, come anche gli verrà assegnato un luogo per esercitare la sua Religione, e potrà avere di permanenza il suo necessario Religioso per le funzioni. Li Sudditi Imperiali, che si trovano schiavi in Algeri, tanto quelli del Pubblico, quanto de' Particolari, non saranno impediti nè dal Capo Guardiano, nè da Padroni loro di andare all' alloggio del Console per esercitare li riti della loro Religione. *Prerogatives du consul.*

ART. XVIII.

La presente Pace, ed Amicizia è stabile; ma in caso che in avvenire qualche azione contraria desse motivo *Cas de rupture.*

1748 tivo alla rottura del preſente Trattato, allora quello che ſarà Conſole Imperiale, ed i Sudditi di S. M. Cef. tanto in Algeri, che in altra parte del Regno, volendo far partenza con i loro beni, effetti, e domeſtici, ſi in tempo di Pace, come in tempo di Guerra, neſſuno gli ſi opporrà, ed alcuno non gli darà occaſione di trattenerſi dal loro viaggio, quantunque qualcheduno di queſti foſſe nato nel Regno d'Algeri.

ART. XIX.

Sujets Imp. ſur navires ennemis. Se un Suddito di S. M. Imp. andando, o tornando da qualunque Paeſe ſopra Navi di qualunque Nazioni, ancora nemica del Regno di Algeri, non gli verrà fatto alcun danno, nè alla ſua Perſona, nè a' ſuoi Beni, Effetti, Mercanzie, e Servitori da' Baſtimenti di Algeri; E parimente trovandoſi un Algerino Baſtimento nemico di S. M. Imp. non verrà il medeſimo in niun modo danneggiato, ne i ſuoi beni, effetti, denari, e Servitori, ma ſaranno tutti trattati con amicizia, e corteſia.

ART. XX.

Salut maritime. In tutti i tempi quando la Nave de Guerra Comandante di S. M. Imp. e Rè noſtro Amico verrà avanti Algeri, dopo che il Conſole ne averà data notizia al Governo, e dopo aver gettata l'ancora avanti il Porto, in conſiderazione, e ſtima di S. M. I. ſi darà ordine, perchè dalla Fortezza ſiino in ſeguito tirati ventun tiro di Cannone, il Capitano dell' Imperatore corriſponderà con egual numero di tiri, ed a detta Nave, per eſſere Nave di S. M. I. in conſiderazione della medeſima, gli ſarà dato il rinfreſco.

ART. XXI.

Le conſul exemt d' impots. Il Conſole Imperiale, per le provviſioni di ſua caſa, e commeſtibili, e bevande come pure per i ſuoi bagagli, e Regali, non pagherà nè dazio nè aggravio.

ART. XXII.

Contreventions au traité Se in avvenire accaderà coſa contraria a queſta noſtra Pace, da qualunque parte ſuccederà, un ſimil ſconcerto non offenderà, ne interromperà la Noſtra Amicizia, ma la parte offeſa, qualunque ſarà, vicendevolmente chiederà ragione, ed i Sudditi dell' una, o dell' altra parte, che ſaranno i contraventori, ſaranno puniti. Coſi in ordine a queſta Amicizia la Noſtra parola data reſterà inalterabile, e la noſtra fede data ſara ſtabile.

In

In esecuzione de' medesimi il Consiglio di Reggenza 1748
ordina, che sia pubblicato il suddetto Trattato, e comanda a tutti li Governatori de' Porti, e Castellani delle Torri, e Forti delle Coste del Gran-Ducato; come ancora a tutti gl' Iusdicenti. Comandanti, Ufiziali, e Ministri di Guerra, e di Giustizia d'invigilare alla piu esatta osservanza del medesimo &c.

Dat. nel Consiglio di Reggenza li 17 Luglio 1749.

IL CONTE DE RICHECOURT.

ROBERTO PANDOLFINI.

56.

Traité de paix entre S. M. Impériale pour les Etats hereditaires de S. M. l'Empereur et de S. M. l'Imperatrice Reine de Hongrie et de Bohème avec le royaume de Tunis; signé le 23 Déc. 1748. 23 Dec.

(D'après l'imprimé qui a paru par autorité à Florence 1750. 4.)

Avendo Sua Maestà Imperiale comandato al suo Consiglio di Stato, e di Reggenza di publicare il Trattato di pace fermato fra la M. S. I. è il Regno di Tunis del tenore seguente:

Trattato di Pace fermato tra Sua Maestà Imperiale, e il Regno di Tunis fino a tutti i Confini del medesimo, il di 23. Dicembre 1748. Per i Paesi Ereditari si di S. M. l'Imperatore, che di S. M. l'Imperatrice Regina di Ungheria, e di Boemia in diciannove Articoli del seguente tenore.

ART. I.

Si è convenuto, che le Navi si da Guerra, che quelle armate in corso, e mercantili di ambedue le Parti, ovunque *Traitement amical.*

1748 que s'incontreranno, si tratteranno scambievolmente con tutte le dimostrazioni di perfetta amicizia, astenendosi da ogni azione alla medesima contraria fermo stante il Commercio, ed il pagamento de Dazzi, nel modo, e forma, che si fà di presente.

ART. II.

Corsaires Tunetains. I Bastimenti Corsali Tunisini non corseggeranno in vicinanza de' Porti, Spiagge, ed Isole soggette alle *LL. Maestà Imperiale*, essendo a loro proibito di crociare sotto la vista di detti Porti, Spiagge, ed Isole; e in questo spazio di Mari sarà a loro semplicemente permesso il passo, quando però siano obbligati dalla necessità, o perche siano spinti dalla tempesta, o perche siano inseguiti da Nemici, ne' quali casi potranno anche entrare ed approdare ne' Porti, ed Isole, ove saranno amichevolmente ricevuti, ed al possibile difesi; e se alcuno in tale occasione commetterà cose, che cagionino disturbo, ne sara data parte al Console Imperiale residente in Tunis, e il Bascià gli darà il dovuto gastigo.

ART. III.

Visitation. Incontrando le Navi Corsali Tunisini qualche Bastimento Imperiale Mercantile, dopo che da queste saranno stati spediti con la sua Lancia a bordo delle medesime i Passaporti stabiliti, sarà lasciato partire senza alcuna molestia; e quando la Nave Corsale mandi la sua Lancia a visitare il Bastimento mercantile, destinerà due sole delle migliori persone del suo Equipaggio, con i necessari remiganti, per prendere le giuste informazioni, quali avute, le due persone dovranno prontamente fare ritorno al loro bordo.

ART. IV.

Passagers. I Sudditi Tunisini, che si ritroveranno a bordo de' Bastimenti Imperiali, non saranno molestati da alcuna Potenza Cristiana amica della Bandiera Imperiale, fino che saranno passeggieri sopra detti Bastimenti; e parimente i Sudditi Imperiali, mentre anch'essi si ritroveranno a bordo de' Bastimenti Tunisini, saranno sicuri da ogni loro Nemico.

ART. V.

Sur vaisseaux ennemis. Tutti i Mercanti Sudditi Imperiali, compresi anche i naturalizzati, ritrovando si sopra Bastimenti de' Nemici, allorchè saranno muniti di legittimo Passaporto, e di polizza di Carico per le loro mercanzie ed effetti, saran-

faranno considerati per amici, talchè le loro persone, e 1748
i loro effetti, e mercanzie saranno sicure; e comprovata che sarà la realtà del fatto, verranno consegnate al Console.

ART. VI.

Non sarà concessa dalle LL. MM. I. la sua Bandiera e Passaporti, ad altre persone, che a' suoi propri Sudditi, e Naturalizzati, che saranno i Capitani; ed i proprietarj delle Navi Imperiali, le quali averanno gli Equipaggi composti di Sudditi, e Naturalizzati a riserva della terza parte, quale potrà esser composta di persone di Nazione ancora nemica; e il Console Imperiale in Tunis non darà i Passaporti, e Certificati a verun' altro, che a soli Bastimenti Tunisini. *Equipagi; pavillon.*

ART. VII.

Se qualche Bastimento di Bandiera Imperiale facesse naufragio nelle Coste del Regno di Tunis, i Sudditi del medesimo gli presteranno il necessario aiuto per salvarlo, con sicurezza che dal Proprietario del Bastimento saranno ricompensate le loro fatiche per mezzo del Console Imperiale, il quale averà la soprintendenza di detto Bastimento, e farà a suo arbitrio di disporne; talchè tanto i Marinari, che il Capitano, e le Mercanzie, con ogni altra cosa, verranno rimesse al medesimo Console, al di cui piacimento staranno tutti i pezzi attrezzi, robe de Bastimenti rotti, che li si dovrano consegnare. *Naufrage.*

ART. VIII.

Quando i Nemici Imperiali prendessero alcun Suddito Imperiale, e lo conducessero nel Dominio di Tunis per venderlo, non potrà essere da alcuno comprato. *Esclaves.*

ART. IX.

Il Console Imperiale goderà tutti i Privilegi, e Distinzioni conformi all' alto grado della Dignità Imperiale; e nascendo dispute, e controversie fra i Sudditi delle *Loro Maestà Imp.* spetterà al medesimo il giudicarne, e deciderne; ma quando uno di detti Sudditi averà contesa con un Mussulmano, sarà la lor lite decisa in presenza del Bascià; e se uno di loro ferirà, o ucciderà un Mussulmano, o commetterà azione illecita, e criminale, sarà giudicato secondo le leggi del Paese de' suddetti delitti. *Consul.*

Quando il Bascià vorrà mandare nelli Stati Imperiali qualche suo Commesso, sarà ricevuto con segni di ami-

1748 amicizia, e corteſia, ſenza che alcuno le faccia danno, o le cagioni incomodo; e ſe un Suddito Imperiale fuggirà dal Regno di Tunis con debito contratto con perſone del Paeſe, il Conſole Imperiale, quando non ſia mallevadore, non ſarà tenuto al pagamento.

ART. X.

Le fret ſera libre I Baſtimenti Mercantili Imperiali, che approderanno a Tunis, e in altri Porti del Regno, non potranno eſſere con violenza noleggiati ma dovrà intervenirvi il conſenſo del Proprietario; e ſolamente il Baſcià per ſuo proprio ſervizio, col mezzo del Conſole gli potrà noleggiare, pagando il dovuto nolo.

ART. XI.

Succeſſion. Morendo qualche Suddito Imperiale nel Regno di Tunis, il ſuo Erede prenderà poſſeſſo dell' Eredità, ed in caſo, che non vi ſia l'Erede, il Conſole Imperiale ne prenderà il poſſeſſo, ſenza che altri poſſino ingerirſene.

ART. XII.

Contre-ventions. Tutti gli eccefſi, o azioni contrarie alla reciproca amicizia, che poteſſero eſſer commeſſe nel Regno di Tunis, da qualunque Suddito delle LL. MM. Imp. o negli Stati Imperiali, da qualunque Tuniſino, non daranno motivo di rompere la preſente Pace.

ART. XIII.

Cas de rupture. Ed in caſo, che naſceſſe motivo di rompere la preſente Pace, il Conſole Imperiale, con tutta la ſua Famiglia, effetti, robe, e tutti i Sudditi Imperiali, che ſi troveranno nel Regno di Tunis, con tutte le loro Mercanzie, e robe, ſaranno ſicuri, e potranno partire per ritornare nel loro Paeſe, ſopra qualunque Baſtimento di qualſifia Nazzione vorranno, ſenza che alcuno poſſa recarli moleſtia; a tale effetto ſarà a loro conceduto il tempo di ſei Meſi, a fine, che poſſino ultimare i loro Negozi, e partire con i loro effetti, robe, e Famiglia; e l'iſteſſa regola ſarà oſſervata con i Tuniſini.

ART. XIV.

Eſclave fugitif. Se qualche Schiavo ſi refugiaſſe ſopra un Baſtimento mercantile Imperiale, dovrà eſſer ſubito reſo; e quando queſto fuſſe giunto nel ſuo Paeſe, e prima ancora d'aver notizia del ſuo arrivo, il Capitano del predetto Baſtimento ſarà obbligato per mezzo del Conſole di farlo reſtituire, o pagarne il prezzo, che ſarà creduto ragionevole, avuto riguardo alla ſua condizione.

ART.

ART. XV. 1748

Quando le Navi da Guerra Imperiali approderanno nel Regno di Tunis, saranno salutate dalle Fortezze, nell' istessa maniera, che si usa con l'altre Potenze amiche; e le Navi da Guerra di Tunis, quando approderanno ne' Paesi Imperiali, saranno salutate da' Bastimenti, conforme è il costume. *Salut de mer.*

ART. XVI.

I Bastimenti Mercantili Imperiali pagheranno l'ancoraggio nell' istessa maniera, che lo sogliono pagare le altre Nazione amiche. *Ancrage.*

ART. XVII.

I Sudditi del Regno, e Città di Tunis, che fuggendo da Paesi nemici si rifugieranno nelli Stati delle *LL. Maestà Imp.* saranno fatti liberi; e senza impedimento potranno sicuramente tornarsene a Tunis; e nell' istessa maniera i Sudditi Imperiali, che fuggendo da Paesi nemici passeranno nel Regno di Tunis, verranno consegnati al Console. *Esclaves fugitifs de l'ennemi.*

ART. XVIII.

I Bastimenti Imperiali saranno sempre muniti de' stabiliti Passaporti, e i Bastimenti Tunesini saranno sempre accompagnati dal Certificato del Console Imperiale residente in Tunis. *Passeports.*

ART. XIX.

Se qualche Cristiano, o Ebreo fuggirà nelli Stati sottoposti alle *Loro Maestà Imp.* con de' Beni d'appartenenza di persone dependenti dal Regno di Tunis, sarà restituito, perchè sia fatta la dovuta Giustizia; ed il medesimo seguirà nel caso, che un Mussulmano si refugiasse nel Regno di Tunis, con beni d'appartenenza di Sudditi delle *LL. Maestà Imp.* *Choses volées.*

In esecuzione de medesimi Comandamenti il Consiglio di Reggenza ordina che sia pubblicato il suddetto Trattato, e comanda a tutti li Governatori de' Porti, e Castellani delle Torri, e Forti delle Coste del Gran-Ducato, come ancora a tutti gl' Iusdicenti, Comandanti, Uficiali e Ministri di Guerra, e di Giustizia d'invigilare alla piu esatta osservanza del medesimo &c.

Dat. nel Consiglio di Reggenza li 4 Giugno 1750 St. Com.

IL CONTE DI RICHECOURT.
ROBERTO PANDOLFINI.

57.

1749 *Traité de paix entre S. M. Impériale et la Régence de Tripolis; signé le 27 Janv.* 1749.

27 Janv.

(D'après l'Imprimé qui a paru par autorité à Florence 1750. 4. et se trouve dans *Codice della Toscana legislazione* T. III. p. 39.)

Avendo Sua Maestà Imperiale comandato al suo Consiglio di Stato, e di Reggenza di pubblicare il Trattato di pace fermato fra la M. S. I. e la Reggenza di Tripoli del tenore seguente:

Trattato di Pace fermato tra Sua Maestà Imperiale, e la Reggenza di Tripoli li 27 Gennaio 1749. *Per i Paesi Ereditari si di S. M. l'Imperatore, che di S. M. l'Imperatrice Regina di Ungaria, e di Boemia in quattordici Articoli del seguente tenore.*

ART. I.

Amitié. Si è convenuto e stabilito, che sarà una sincera amicizia fra i Paesi, e Isole del Dominio delle LL. Maestà Imperiali con il Regno di Tripoli; e per godere perfettamente d'una reciproca sicurezza, e riposo, i Sudditi, e Bastimenti de' sopraccennati Paesi, come anche i Sudditi e Bastimenti del Regno di Tripoli, cesseranno d'ora in avanti in virtù dello stabilito Trattato di Pace, si per Mare, che per Terra, di farsi alcuna ostilità, o recarsi molestia; e se a caso dal giorno dello sotto scrizione si cagioneranno alcun danno, saranno tenuti vicendevolmente ad un' efatta soddisfazione, con restituire il Bastimento, gli Schiavi, ed ogn' altra minima cosa, che sarà stata presa.

ART. II.

Commerce. I Sudditi, ed i Bastimenti dell' Imperiali Maestà, potranno liberamente trafficare, e venire nel Regno di Tripoli, ove per le Mercanzie, che vi porteranno, non pagherranno altro Dazio, che tre percento, e niente di più; risperto però a quelle Mercanzie, che rimarranno invendute, potranno queste esser rimbarcate, e per esse non

non verrà esatto, alcun Dazio, come ne anche saranno 1749
obbligati al pagamento d'alcún Dazio gli attrezzi da Guerra, come Polvere, Ferro, Piombo, Armi, Legnami, Tavole, Cordami, Vele, ed altri generi consimili.

Se alcuno di quei Mercanti, che trafficheranno, per cagione di debiti fuggirà, il Console Imperiale non verrà molestato per il pagamento.

Gl' effetti, e beni de' Sudditi Imperiali Cristiani, o Ebrei, che moriranno nel Dominio di Tripoli, passeranno in Dominio degli Eredi; ed in mancanza di questi, ne prenderà possesso il Console, senza che altri possa ingerirsene.

Se per disgrazia succederà che un Bastimento Imperiale faccia naufragio sulle Coste, le Mercanzie, Attrezzi, e roba, che potrà ricuperarsi, non pagheranno Dazio, e tutto sarà consegnato al Capitano, ovvero al Console Imperiale; e le persone saranno libere senza recar loro minima molestia.

Alle Navi da Guerra Imperiali, che approderanno a Tripoli, verranno fatte le medesime amiche dimostrazioni, solite praticarsi alle Navi da Guerra dell' altre Potenze amiche.

ART. III.

Viene assolutamente proibito a' Bastimenti Corsali Tripolini di fare il corso, volteggiare, ed inferire danni alla vista de' Porti, e Paesi, sottoposti alle *LL. Maestà Imperiali*, acciò non venga disturbata la sicurezza del Commercio. In caso però di fiera burrasca, o di essere inseguiti da' Nemici, potranno ricoverarsi ne' detti Porti, come anche per necessità di acqua, e viveri, o per altro premuroso bisogno, sarà a loro lecito d'entrarvi; e allora saranno sicuri sotto il tiro del Cannone, ma ricevuti che siano, non sarà però loro permesso d'inseguire qualsisia Bastimento nemico, se non 24 ore dopo la partenza del medesimo. *Corsari Tripolitains.*

ART. IV.

Incontrandosi da' Bastimenti Corsali Tripolini Bastimento di Bandiera Imperiale, che si ritrovi munito di Passaporti de Governatori di qualunque Paese, purchè siano conforme a quei, che saranno trasmessi al Console Imperiale di Residenza in Tripoli, non le verrà fatto alcun danno, nè cagionato alcun ritardo, talchè potrà immediatamente proseguire il suo viaggio, e le sarà somministrato quel soccorso, che potrà aver di bisogno. *Visitation.*

1749 Per riconoſcere il Paſſaporto, ſarà ſpedita una Lancia con due perſone, ed i neceſſarj Remiganti, ed a riſerva di queſte due perſone, non ſarà lecito ad altri di montare ſopra il Baſtimento, ſe non col conſenſo del Capitano; E parimente i Padroni de' Baſtimenti Tripolini prendendo il Certificato del Conſole Imperiale in Tripoli in conformità della formula già concertata, potranno continuare il loro viaggio ſenza timore che ſeguino coſe contrarie alla reciproca amicizia.

A Stranieri non verranno conceſſi Paſſaporti.

ART. V.

Eſclaves. Sarà proibito alle Navi nemiche delle Maeſtà Imperiali, che condurranno ne' Porti di Tripoli Schiavi, che ſian Sudditi Imperiali, di eſporli a Terra, e ſe gli ſbarcheranno, ſaranno meſſi in libertà.

ART. VI.

Paſſagers. Si Sudditi Imperiali, che ſaranno ſtati imbarcati ſopra Baſtimenti di Bandiera ſtraniera, e parimente i Tripolini, che ſi ritroveranno ſopra Baſtimenti ſtranieri, purchè tanto gl' uni, che gl' *altri* ſian Paſſeggieri, quantunque ſia ſeguito combattimento, non verranno fatti Schiavi, e i loro effetti ſaranno reſi.

ART. VII.

Neutralité. Non ſi preſterà alcun ſoccorſo, ed' ajuto a Baſtimenti de' Nemici delle *LL. Maeſtà Imperiali*, e parimente ſarà proibito a inſtigazione loro in tutti i Porti della Giurisdizione della Reggenza di Tripoli, che ſi armino Baſtimenti per offendere i Sudditi Imperiali, come anche i Nemici della Reggenza di Tripoli non potranno armar Baſtimenti ne' Porti Imperiali per agire contro i Tripolini.

ART. VIII.

Conſul. Reſterà preſſo la Reggenza di Tripoli un Conſole Imperiale per trattare gl' affari, e dare i Certificati, il quale decidera le liti, che verteranno tra' Sudditi Imperiali, ed avrà, a forma, che praticaſi alla *Fulgida Porta* il poſto, e la precedenza ſopra tutti gl' altri Conſoli, e goderà l'immunità e corteſie conſtumate.

ART. IX.

Juriſdiction. Qualunque controverſia, e lite, che ſarà per ſuccedere tra gl' Imperiali, e i Muſſulmani, ſarà giudicata dal Baſcià, e Bey di Tripoli, ſenza che altri poſſa ingerirſi; e ſe ciò accaderà in altra Provincia, o Diſtretto della dependenza, il Giudice di quella ne deciderà.

ART.

ART. X. 1749

Se un Suddito Imperiale percuoterà, o ferirà un Muſſulmano, e ſarà preſo, il Conſole lo proteggerà; e ſecondo che coſterà eſſer colpevole e reo, verrà meritevolmente gaſtigato in preſenza del Conſole; ma ſe il delinquente fuggirà, non verrà il Conſole moleſtato, per farlo comparire al Tribunale. *Crimes contre des Muſulmans.*

ART. XI.

Succedendo che una delle Parti commetta azione contraria alla Pace, la Parte leſa portarà le ſue doglianze al Giudice, ed avanti che il fatto ſia comprovato con veridiche e chiare prove, non prenderaſſi la debita vendetta, ed il Trattato di Pace rimarrà inalterabile. *Contre-ventions.*

ART. XII.

Nel caſo, che due Baſtimenti di dependenza delle Parti contraenti incontrandoſi in Mare, ſi cagionaſſero danno, o altro incomodo, l'Aggreſſore verrà ſeveramente punito, la roba depredata ſarà reſa, e l'Armatore tenuto a renderne conto. *Rencontre de navires.*

ART. XIII.

Succedendo rottura del preſente Trattato, ſi concederà tre meſi di tempo al Conſole Imperiale, ed a quei di ſua dependenza per ritornarſene liberamente al Paeſe, ſenza che venga loro fatta alcuna ingiuria. *Cas de rupture.*

ART. XIV.

Incontrandoſi Baſtimento Corſale Tripolino con Baſtimento Mercantile Imperiale, queſto ſpedirà la ſua Lancia, con lo Scrivano, e due perſone, che produranno il paſſaporto, quale veduto, proſeguirà il ſuo Viaggio. *Paſſe-ports.*

I Governatori, e Comandanti de' Porti, Spiagge, ed Iſole delle *LL. Maeſtà Imp.* non concederanno agli Stranieri Paſſaporti, e Bandiere Imperiali; e facendolo, ſaranno ſeveramente puniti.

In eſecuzione de' medeſimi Comandamenti il Conſiglio di Reggenza ordina che ſia pubblicato il ſuddetto Trattato, e comanda a tutti li Governatori de' Porti, e Caſtellani delle Torri, e Forti delle Coſte del Gran-Ducato, come ancora a tutti gl' Iusdicenti, Comandanti, Uſiziali, e Miniſtri di Guerra, e di Giuſtizia d'invigilare alla piu eſatta oſſervanza del medeſimo &c.

Dat. nel Conſiglio di Reggenza li 4 Giugno 1750. St. Com.

IL CONTE DI RICHECOURT.
ROBERTO PANDOLFINI.

58.

1749 *Reſolution des Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas de donner le titre de très fidéle au Roi de Portugal en date du 27 Juin 1749.*

27 Juin.

(*Groot Placaat Boek* Tom. VII. p. 48.)

Reſolutie van de Staaten Generaal, waar by op verzoek van den Koning van Portugal is goedgevonden, om aan Denzelven den Titul van Très Fidellé te geeven. Den 27. Juny 1749.

Ontfangen een Miſſive van den Heere Hop, Haar Hoog Mog. extraordinaire Envoyé aan het Hof van zyne Majeſteit den Koning van Groot Brittannien, geſchreeven te Londen den 24. deezer loopende maand, geaddreſſeert aan den Griffier Fagel, houdende advertentie van het geene den Heere d'Andrada, Envoyé extraordinaire van den Koning van Portugal, aan Hem in eene vizite gezegt hadde, omtrent de ordre van den Koning zyn Meeſter, om hem Heere Hop te informeeren, dat van den Titul van Très Fidelle, die Hem geattribuurt wierd, wel gebruik wilde maaken voor Hem en Deſelfs Succeſſeurs; en dat gemelden Heere d'Andrada Hem Heere Hop van weegens den Koning zyn Meeſter verzocht hadde, dewyle geen Miniſter in den Hage hadde, daar van rapport aan Haar Hoog Mog. te willen doen, in die vaſte verzeekering, dat gewilligtyk zouden willen concurreeren, om deezen Titul in gebruik te brengen. Dat Hy Heere Hop daar op aan gemelden Heere Envoyé gevraagt hadde, of daar van te Londen meede kennis had gegeeven, en wat antwoord daar op ontfangen hadde; waar op aan Hem geantwoord had, dat het antwoord, dat men Hem gegeeven had, in zeer obligeante en gratieuſe termen had beſtaan, in ſubſtantie hier op uitkoomende, dat men die Mogentheid, welke diergelyke Tituls confereerde, aldaar niet erkende, doch dat men des niet teegenſtaande uit conſideratie en uit complaiſance voor zyne Portugeeſche Majeſteit indien

geneé-

geneegentheid hadde zich met die Titul te vercieren, zich in het vervolg met het verzoek van zyne Majeſteit zoude confirmeeren; en dat Hy Heere Hop ſeedert occaſie gehad hebbende met den Hertog van Bedfort, Secretairs van Staat, hier over te ſpreeken, Denzelven Hem gezegt had, dat het zelve conform was aan het geene gemelden Hertog aan meergemelden Heere Envoye van Portugal op ordre van den Koning had gezegt. 1749

Waar op gedelibereert zynde, is goedgevonden en verſtaan, dat aan gemelden Heere Hop zal worden gereſcribeert, dat Hy aan den Heere d'Andrada te kennen zal geeven, dat Haar Hoog Mog. uit conſideratie en complaiſance voor zyne Portugeeſche Majeſteit, niet ongeneegen zyn, zich in het vervolg met het verzoek van zyne Majeſteit te zullen conformeeren, zoo en in dier voegen als zulks aan Hem Heere d'Andrada uit de naam en van weegens zyne Majeſteit van Groot Brittannien is toegezegt.

En is voorts goedgevonden en verſtaan, dat hier van ter Griffie van Haar Hoog Mog. op het Titulboek aanteekeninge zal worden gedaan.

59.

Convention entre Sa Majeſté Très-Chrétienne et Sa Majeſté le Roi de Danemarc, qui proroge l'exécution du traité de 1742 *du* 30 *Septembre* 1749. 30 Sept.

(VOLLIN *traité des priſes* p. 177. et ſe trouve dans *Code des priſes* T. I. p. 470. et dans BERRYER *Darſtellung der Rechte der Neutralität* trad. allem. p. 100.)

Sa Majeſté Très-Chrétienne et Sa Majeſté le Roi de Danemarc voulant reſſerrer de plus en plus les noeuds de leur union mutuelle et en faire ſentir les effets à leur ſujets trafiquans et commerçans dans leurs Etats, ſont convenus expreſſément par la préſente déclaration reſpective.

1749 Que Sa Majeſté Très-Chrétienne d'une part, ſans avoir égard aux traités de commerce faits précédemment avec quelques Etats, autres que le Danemarc, leſquels traités ne ſubſiſtans plus, elle ſe propoſe de ne pas renouveller, promet et s'engage de faire jouir les ſujets du Roi de Danemarc dès-à-préſent et pendant le cours du nouveau traité de commerce à faire dans toute l'étendue de ſes Etats, tant pour leurs perſonnes que pour leur pêche et pour tout autre genre de commerce, de denrées de marchandiſes, qui du nord peuvent être apportées en France, des mêmes droits, immunités, privileges et avantages qu'Elle pourroit accorder dans la ſuite aux Suèdois, Hollandois et Villes Anſéatiques de toute autre nation, en ſorte que ces nations n'obtiendront à l'avenir, par aucun nouveau traité, aucune préférence dans l'étendue de ſesdits Etats ſur les ſujets du Roi de Danemarc pour le commerce, qui eſt propre aux uns et aux autres, déclarant Sa Majeſté Très-Chrétienne que ſon intention eſt d'établir à cet égard par les traités qu'Elle fera à l'avenir une parfaite égalité entr'eux.

De l'autre part, Sa Majeſté le Roi de Danemarc déclare reſpectivement, qu'Elle promet et s'engage de faire en même temps jouir les ſujets de Sa Majeſté Très-Chrétienne trafiquans et commerçans dans toute l'étendue de ſes Etats, tant pour leurs perſonnes que pour tous les genres de commerce qui leur ſont propres, des mêmes droits, immunités, privileges et avantages qu'elle accorde actuellement et qu'elle accordera dans la ſuite aux Anglois, Suèdois et Hollandois et à toute autre nation; en ſorte que les dites nations n'auront à l'avenir aucune préférence dans l'etendue de ſesdits Etats ſur les ſujets de Sa Majeſté Très-Chrétienne pour le commerce qui eſt propre aux uns et aux autres; leurs dites Majeſtés déclarant en outre que dès qu'il aura été fait un nouveau traité entre la France et quelqu'une des ſusdites nations, il ſervira de baſe à celui qui eſt à faire entre Sa Majeſté Très-Chrétienne et Sa Majeſté le Roi de Danemarc en conſéquence du préſent acte, pour la confection duquel il ſera alors procédé ſans perdre de temps, et qu'en attendant le traité de commerce de 1742, reſtera dans toute ſa force et continuera d'être exécuté dans tous ſes articles.

Le

Le but de cette déclaration mutuelle étant l'accroiſſement du commerce et de la navigation des ſujets reſpectifs, lequel ne pourroit pas s'obtenir, ſans qu'ils fuſſent encouragés à prendre une confiance entiere dans la durée et la ſolidité des meſures qu'il leur conviendroit de prendre entr'eux pour leurs intérêts mutuels; Sa Majeſté Très-Chrétienne pour établir cette confiance, s'engage et promet en outre de maintenir les regles établies par les traités de commerce, qui ſubſiſtent entre elle et diverſes autres Puiſſances pour la ſûreté de ſes ports et celle de la navigation et du commerce de vaiſſeaux neutres contre tous ceux qui voudroient les enfreindre. 1749

En foi de quoi nous ſouſſignés Miniſtres de Sa Majeſté Très-Chrétienne et de Sa Majeſté le Roi de Danemarc, autoriſés à cet effet, avons ſigné la préſente déclaration, et y avons fait appoſer le cachet de nos armes.

Fait à Verſailles le trente du mois de Septembre 1749.

(L. S.) PUYZIEULX.

60.

1750 Tratado de limites das conquiſtas entre os
13 Jan. mui Altos e Poderoſos ſignores D. Joaõ V. Rey de Portugal, e D. Fernando VI. Rey de Eſpanha pelo qual abolida a demarcaçaõ da Linha Meridiana, ajuſtada no Tratado de Tordeſillas de 7de Junho de 1494 ſe determina individualmente la raya dos dominios de huma e outra Coroa na America meridional; aſſignado en Madrid a 13de Janeiro de 1750.

(Imprimé ſéparement en Portugais et en Eſpagnol. à Lisbonne 1750. 4.)

Don Fernando por la Gracia de Dios Rey de Caſtilla de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canarias, de las Indias Orientales y Occidentales, y tierra firme del Mar Occeano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, de Barbante, y de Milan, Conde de Abſpurg, de Flandes, del Tirol, y Barcelona, Señor de Vizcaya, y de Molina &c. Por quanto haviendo-ſe ajuſtado y firmado en Madrid en trece de Enero del preſente año de mil ſetecientos y cincuenta por Don Joſeph de Carvajal y Lancaſter, y Don Thomaz de la Sylva Telles, en virtud de los Poderes, que a eſte fin ſe dieron por mi, y por el Sereniſſimo Rey de Portugal, mi muy charo, y muy amado Hermano e Suegro, un Tratado de Limites y Terrritorios en la America; cuyo tenor es como ſe ſigue.

* En

60.

Tractat der Grenzen der Eroberungen zwiſchen den Allerdurchlauchtigſten und Großmächtigſten Herren, Don Juan V. Könige von Portugal, und Don Fernando VI. Könige von Spanien, durch welchen die in dem Tractat von Tordeſillas, den 7. Junius 1494 beſtimmte Abtheilung der Mittagslinie aufgehoben, und die Grenzlinie der Herrſchaften beider Kronen in dem ſüdlichen America genau beſtimmt wird. Unterzeichnet Madrid den 13. Januar 1750. 1750 13 Jan.

(*Neue Nachrichten von den Miſſionen der Jeſuiten in Paraguay.* Hamburg 1768. 8. app. p. 57.)

DON FERNANDO, *König von Caſtilien, von Leon* *), *von Arragonien, von beiden Sicilien, von Jeruſalem, von Navarra, von Granada, von Toledo, von Valencia, von Gallicien, von Majorka, von Sevilla, von Sardinien, von Cordua, von Corſica, von Murcia, von Jaen, von den Algarbien, von Algeziras, von Gibraltar, von den Canariſchen Inſeln, von Oſt- und Weſtindien und dem feſten Lande des Oceans, Erzherzog von Oeſtereich, Herzog von Burgund, von Braband, und von Mayland, Graf von Habsburg, von Flandern, von Tyrol und Barcellona, Herr von Biscaya und von Molina u. ſ. f. Nachdem zu Madrit am 13. Januar des jetzigen Jahres 1750, durch D. Joſeph de Carvajal und Lancaſter und D. Thomas de la Hoya Telles in Kraft der Vollmachten, welche ihnen zu dem Ende von mir und von dem Durchlauchtigſten Könige von Portugal meinen viel geliebten Bruder und Schwiegervater ertheilet worden, ein Tractat wegen der Grenzen und Beſitzungen in Amerika geſchloſſen und unterzeichnet worden, des Inhalts wie folget:*

*) Ces titres, ainſi que la ratification manquent dans la traduction allemande.

1750 *En El Nombre de la SS. Trinidad.*

Los Sereniſſimos Reyes de Eſpaña, y Portugal, deſeando efficazmente conſolidar y eſtrechar la ſincera y cordial amiſtad, que entre ſi profeſſan, han conſiderado que el medio mas conducente para conſeguir tan ſaludable intento, es quitar todos los pretextos, y allanar los embaraços, que pueden en adelante alterar-la, y particularmente los que ſe pueden ofrecer con motivo de los Limites de las dos Coronas en America, cuyas Conquiſtas ſe han adelantado y mantenido con incertidumbre y duda, por no haverſe averiguado haſta aora los verdaderos Limites de aquellos Dominios, ò el parage donde ſe ha de imaginar la Linea diviſoria, que havia de ſer el principio inalterable de la demarcacion de cada Corona. Y conſiderando las dificultades inacceſſibles, que ſe ofrecerán ſi ſe huvieſſe de ſeñalar eſta Linea con el conocimiento practico, que ſe requiere; han reſuelto examinar las razones y dudas, que ſe ofrecen por ambas partes, y en viſta de ellas concluir un ajuſte con reciproca ſatisfacion y conveniencia.

Por parte de la Corona de Eſpaña ſe alegaba, que haviendoſe de imaginar la Linea Norte Sur a trecientas y ſetenta leguas al Poniente de las Islas de Cabo-Verde, ſegun el Tratado concluido en Tordeſillas a 7 de Junio de 1494, todo el terreno, que huvieſſe en las trecientas y ſetenta leguas, desde las referidas Islas haſta el parage, donde ſe havia de ſeñalar la Linea, pertenece a la de Portugal, y nada mas por eſta parte; porque desde ella al Occidente ſe han de contar los ciento y ochenta grados de la demarcacion de Eſpaña; y aunque es aſſi, que por no eſtar declarado desde qual de las Islas de Cabo-Verde ſe han de empeçar a contar las trecientas y ſetenta leguas, ſe ofrece la duda, y ay interes notable, con motivo de eſtar todas ellas ſituadas Leſte Oeſte, con la diferencia de quatro grados y medio; tambien lo es, que aun cediendo Eſpaña, y conſintiendo en que ſe empeçe la quenta desde las mas Occidental (que llaman de San Antonio) apenas podran llegar las trecientas y ſetenta leguas a la Ciudad de Para, y demás Colonias, ò Capitanias Portuguezas, fundadas antiguamente en las Coſtas del Brazil; y como la Corona de Portugal tiene ocupadas las dos riveras del

Rio

Im Nahmen der allerheiligſten Dreyfaltigkeit. 1750

Die allerdurchlauchtigſten Könige von Spanien und Portugal, aus Verlangen, die aufrichtige und herzliche Freundſchaft, die ſie zu einander tragen, kräftig zu befeſtigen und zu knüpfen, haben erwogen, daſs das bequemſte Mittel, eine ſo heilſame Abſicht zu erreichen, iſt, allen Vorwand aus dem Wege zu räumen, und die Hinderniſſe wegzuſchaffen, welche in Zukunft ſelbige ſtöhren können, und beſonders diejenigen, welche ſich über die Grenzen beider Kronen in America ereignen mögten, deren Eroberungen ſich ausgebreitet, und in Ungewiſsheit und Zweifel erhalten haben, weil man bis jetzt die wahren Grenzen dieſer Herrſchaften nicht beſtimmt hat, oder die Gegend, wo man ſich die Theilungslinie vorſtellen ſoll, welche die unwandelbare Regel der Grenze jeder Krone ſeyn ſollte, und in Erwegung der unüberwindlichen Schwierigkeiten, die ſich ereignen würden, wenn dieſe Linie mit erforderlicher practiſchen Kenntniſs bezeichnet werden ſollte; haben ſie beſchloſſen, die Gründe und Zweifel zu unterſuchen, welche ſich auf beiden Seiten finden, und nach deren Bewandniſs zu beiderſeitiger Zufriedenheit und Vortheil einen Vergleich zu ſchlieſsen.

Von Seiten der Krone Spanien wurde angeführet, daſs, da man ſich die Mittagslinie 370 Meilen nach Abend zu, von den Inſeln des grünen Vorgebürges an, nach dem zu Tordeſillas den 7. Junius 1794 geſchloſſenen Tractat, vorzuſtellen habe, alles Land, welches in den 370 Meilen von benannten Inſeln an, bis an die Gegend, wo die Linie bezeichnet werden ſollte, Portugal zugehöre, und nichts mehr in dieſem Welttheile. Denn von ihr an nach Weſten ſind die 180 Grade der ſpaniſchen Grenze zu rechnen. Allein, weil nicht beſtimmt iſt, von welchem Orte der Inſeln des grünen Vorgebürges man anfangen ſoll, die 370 Meilen zu rechnen, ſo ereignet ſich der Zweifel und der Punct eines beträchtlichen Vortheils, da alle dieſe Inſeln von Oſten nach Weſten eine Strecke von fünftehalb Graden ausmachen; ferner, wenn auch Spanien abtritt und bewilliget, daſs die Rechnung ſich von der meiſt weſtlichen Inſel St. Antonio genannt, anhebe, ſo werden die 370 Meilen kaum an die Stadt Para und die andern portugieſiſchen Colonien oder Hauptmannſchaften reichen, welche in alten Zeiten auf der Küſte Braſiliens gegründet

1750 *Rio Marañon, ò de las Amazonas, aguas arriva, hasta la boca del Rio Jabari, que entra en èl por la margen austral, resulta claramente haverse introducido en la demarcacion de España todo lo que dista la referida Ciudad de la boca de aquel rio, sucediendo lo mismo por la interior del Brazil, con la internacion que ha hecho esta Corona hasta Cuyabà, y Mato-Grosso.*

Por lo que mira a la Colonia del Sacramento, alegaba, que, segun los Mapas mas exactos, no llega con mucho a la boca del rio de la Plata el parage, donde se deberia imaginar la Linea; y por consiguiente la referida Colonia con todo su Territorio cae al Poniente de ella, y en la demarcacion de España: sin que obste el nuevo derecho, con que la retiene la Corona de Portugal, en virtud del Tratado de Utrecht, respecto de haver-se capitulado la restitucion por un equivalente. Y aunque la Corte de España le ofreciò dentro del termino señalado en el Articulo VII. no le admitiò la de Portugal; por cuyo hecho quedò prorrogado el termino, siendo como fuè, proporcionado el equivalente; y el no haverle admittido, fuè mas por culpa de Portugal, que de España.

Por parte de la Corona de Portugal se alegaba, que haviendo-se de contar los ciento y ochenta grados de su demarcacion, desde la Linea al Oriente, quedando para España los otros ciento y ochenta grados al Occidente; y debiendo cada una de las Naciones hacer sus descubrimientos, y Colonias, en los ciento y ochenta grados de su demarcacion, con todo esso se halla, segun las observaciones mas exactas, y modernas de Astronomos, y Geographos, que empeçando a contar los grados al Occidente de dicha Linea, se estiende el Dominio Español en la extremidad Asiatica del mar del Sur, muchos mas grados, que los ciento y ochenta de su demarcacion; y por el consiguiente tiene ocupado mucho mayor espacio, que lo que puede importar qualquiera exceso que se atribuia a los Portuguezes, por lo que, talvez havran ocupado en la America Meridional al Occidente de la misma Linea, y principio de la demarcacion Española.

Tambien se alegaba, que por la Escritura de venta con pacto de retrovendendo, otorgada por los Procuradores de las dos Coronas en Zaragoça a 22 de Abril de 1529,

gründet worden sind; und da die Krone Portugal beide Ufer des Marannon oder Amazonenflusses in Besitz genommen hat, bis an die Mündung des Yavariflusses hinauf, welcher sich von der Südseite in jenen ergiesst; so erhellet deutlich, dass die ganze Strecke Landes, von erwähnter Stadt bis an die Mündung dieses Flusses, sich innerhalb der Grenzen Spaniens befinde; eine gleiche Bewandniss hat es mit dem Innern Brasiliens in Ansehung der geschehenen Vorrückung dieser Krone bis Cuyaba und Matagrosso. 1750

Was die Colonie del Sacramento anbetrifft, so führte sie an, dass nach den richtigsten Charten, die Gegend, wo man sich die Linie einzubilden habe, lange nicht an die Mündung des Rio de la Plata reiche: und folglich fällt besagte Colonie mit ihrem ganzen Gebiete auf die Westseite der Linie und in die spanische Grenze; welchem das neue Recht nicht im Wege steht, vermöge welches sie die Krone Portugal, Kraft des Tractats von Utrecht, behält, sintemal die Zurückgabe gegen ein Equivalent bedungen worden, und wiewohl der spanische Hof es in der, in dem Art. VII. anberahmten Zeit anbot, so wollte es doch der portugiesische Hof nicht annehmen: durch diesen Vorfall wurde also die Zeit verlängert, und bey dem verhältnismässigen Equivalent, wie es war, blieb es mehr die Schuld Portugals als Spaniens, dass es nicht angenommen wurde.

Von Seiten der Krone Portugal wurde angeführet, dass, da die 180 Grade seiner Grenze von der Linie nach Morgen zu zu rechnen wären, für Spanien die andern 180 Grade nach Abend blieben, und da jede Nation ihre Entdeckungen und Colonien innerhalb der 180 Grade ihrer bezeichneten Grenze machen könnte, sich bey alle dem nach den genauesten und neuesten Beobachtungen der Sternseher und Erdbeschreiber fände, dass, wenn man die Grade nach Abend von besagter Linie zu zählen anfängt, die spanische Herrschaft sich an die asiatische Küste des Südmeers erstreckt, viel Grade weiter als die 180 Grade ihrer Grenze, und daher habe Portugal auch in dem südlichen America dieser Linie nach Abend und [illegible] der sich anhebenden spanischen Grenze Fuss gefass[illegible]

Gleichfalls wurde angeführet, dass, nach Inhalt der Schrift des Verkaufs mit Bedingung wieder zu verkaufen, welche von den Bevollmächtigten beider Kronen

zu

1750 1529, *vendiò la Corona de España a la de Portugal todo lo que por qualquiera via, ò derecho le pertenecieſſe al Occidente de otra Linea Meridiana, imaginada por las Islas de las Velas, ſituadas en mar del Sur a dezisiete grados de diſtancia del Maluco; con declaracion, que ſi España conſintieſſe, y no impidieſſe a ſus Vaſſallos la Navigacion de dicha Linea al Occidente, quedaria luego extinguido, y reſuelto el pacto de retrovendendo; y que quando algunos Vaſſallos de España, por ignorancia ò por neceſſidad entraſſen dentro de ella, y deſcubrieſſen algunas Islas y tierras, perteneceria a Portugal lo que en eſta forma deſcubrieſſen. Que ſin embargo de eſta convencion, fueron los Eſpañoles deſpues a deſcubrir las Philipinas, y con efecto ſe eſtablecieron en ellas poco antes de la union de las dos Coronas, que ſe hizo el anno 1580, a cuya cauſa ceſſaron las diſputas, que eſta infraccion ſuſcitò entre las dos Naciones; pero haviendo ſe deſpues dividido, reſultò de las condiciones de la Eſcritura de Zaragoça un nuevo titulo, para que Portugal pretendieſſe la reſtitucion, ò el equivalente de todo lo que ocuparon los Eſpañoles al Occidente de dicha Linea, contra lo capitulado en la referida Eſcritura.*

En quanto al Territorio de la margen Septentrional del rio de la Plata, alegaba, que con motivo de la fundacion de la Colonia del Sacramento, ſe moviò una diſputa entre las dos Coronas ſobre Limites, eſto es, ſi las tierras, en que ſe fundò aquella Plaça, eſtaban al Oriente ò al Occidente de la Linea diviſoria, determinada en Tordeſillas; y mientras ſe decidia la queſtion, ſe concluiò proviſionalmente un Tratado em Lisboa a 7de Mayo de 1681, en el qual ſe concordó, que la referida Plaça quedaſſe en poder de los Portuguezes, y que en las tierras diſputadas tubieſſen el uſo y aprovechamiento coman con los Eſpañoles. Que por el Articulo VI. de la Paz, celebrada en Utrecht, entre las dos Coronas a 6de Febrero de 1715, cediò S. M. C. toda la accion y derecho, que podia tener al Territorio y Colonia, dando por abolido en virtud de eſta ceſſion el dicho Tratado Proviſional. Que debiendo en fuerça de la misma ceſſion entregar-ſe a la Corona de Portugal todo el

zu Zaragoza den 22. April 1529 berichtiget wurde, die 1750
Krone Spanien an die Krone Portugal alles verkaufte, was ihr es ſey auf welche Weiſe oder mit welchem Rechte es wolle, auf der Weſtſeite einer andern durch die Inſeln de las Velas eingebildeten Mittagslinie zugehöre, welche Inſeln in dem Südmeer 17 Grade von Maluco entfernet liegen; mit der Erklärung, daſs, wenn Spanien ſeinen Unterthanen die Schifffahrt auf der Weſtſeite dieſer Linie bewilligen und nicht hindern würde, ſo ſollte der Pact des Wiederverkaufs ſogleich erloſchen und aufgehoben ſeyn, und daſs, wenn einige Unterthanen Spaniens aus Unwiſſenheit oder aus Noth gedrungen über dieſe Linie kämen, und einige Inſeln und Länder entdeckten, es Portugal zugehören ſollte, was ſie auf dieſe Weiſe entdeckt hätten: daſs aber dieſes Vertrages ohngeachtet die Spanier hernach zu Entdeckung der Philippiniſchen Inſeln ausgelaufen wären und ſich würklich auf denſelben feſtgeſetzet hätten, kurz vor der Vereinigung beider Kronen, welche im Jahr 1580 geſchah, weswegen die Streitigkeiten aufhörten, welche dieſe Uebertretung zwiſchen beiden Nationen erregte; allein, da ſie ſich nachher wieder trennten, ſo entſtand aus den Bedingungen der Schrift von Zaragoza ein neuer Anſpruch, daſs Portugal die Zurückgabe oder ein Equivalent alles deſſen verlangen konnte, was die Spanier nach Abend beſagter Linie in Beſitz genommen hatten.

Was das Land am nördlichen Ufer des Rio de la Plata anbetrifft, ſo führte Portugal an, daſs, bey Gelegenheit der Gründung der Colonie del Sacramento zwiſchen beiden Kronen, ein Streit über die Grenzen entſtand, nämlich, ob der Diſtrict, worauf dieſer Platz angelegt wurde, der zu Tordeſillas beſtimmten Theilungslinie nach Morgen oder Abend ſich befände; und indeſſen bis dieſe Frage entſchieden wäre, wurde 1681 zu Lisboa vorläufig ein Tractat geſchloſſen, worin man übereinkam, daſs erwähnter Platz in den Händen der Portugieſen bleiben ſollte, und daſs ſie in dem ſtreitigen Diſtrict den Gebrauch und die Nutzung mit den Spaniern gemein haben ſollten: daſs nach dem VI. Artikel des Utrechtiſchen Friedensſchluſſes zwiſchen beiden Kronen vom 6. Februar 1715 Se. Catholiſche Majeſtät alles Recht abtrat, welches ſie an das Land und die Colonie haben konnte, und alſo, Kraft dieſer Abtretung, den erwähnten vorläufigen Tractat aufgehoben erklärte:

da

1750 *el Territorio de la diſputa, pretendiò el Governador de Buenos Ayres ſatisfacer unicamente con la entrega de la Plaça; diciendo, que por el Territorio ſolo entendia el que alcançaſſe el tiro de Cañon de ella, reſervando para la Corona de Eſpaña todas las demas tierras de la queſtion, en las quales ſe fundò deſpues la Plaça de Monte-Video, y otros eſtablecimientos. Que eſta inteligencia del Governador de Buenos Ayres, fuè manifeſtamente opueſta a lo que ſe havia ajuſtado; ſiendo evidente, que por medio de una ceſſion no debia quedar la Corona de Eſpaña de mejor condicion, que lo que antes eſtaba en lo mismo que cedia; y que haviendo quedado por el Tratado Proviſional ambas Naciones con la poſſeſſion y aſſiſtencia comun en aquelas Campañas, no ay interpretacion mas violenta, que ſuponer, que por medio de la ceſſion de S. M. C. pertenecian privativamente à ſu Corona.*

Que tocando aquel Territorio a Portugal por titulo diverſo de la Linea diviſoria, determinada en Tordeſillas (eſto es, por la tranſaccion hecha en el Tratado de Utrecht, em que S. M. C. cedià el derecho que le competia por la demarcacion antigua), debiò aquel Territorio independiente de las queſtiones de la Linea, cederſe enteramente a Portugal con todo lo que en el ſe huvieſſe nuevamente fabricado, como hecho en ſuelo ageno. Finalmente, que ſuponiendo ſe que por el Articulo VII. del dicho Tratado de Utrecht ſe reſervò S. M. C. la libertad de proponer un equivalente à ſatisfacion de S. M. F. por el dicho Territorio, y Colonia; con todo eſſo, como ha muchos annos, que ſe paſſò el plazo ſeñalado para ofrecerle, ha ceſſado todo pretexto, y motivo, aun aparente, para dilatar la entrega del mismo Territorio.

Viſtas, y examinadas eſtas razones por los dos Sereniſſimos Monarchas, con las replicas, que ſe han hecho de una y otra parte, procediendo con aquella buena fee y ſinceridad, que es propria de Principes tan juſtos, tan amigos, y parientes, deſeando mantener à ſus Vaſſallos en paz y ſoſiego, y reconociendo las dificultades y dudas, que en todo tiempo haran embara-

coſa

da alſo, vermöge beſagter Abtretung, der Krone Portugal der ganze ſtreitige Diſtrict eingeräumet werden ſollte, behauptete der Gouverneur von Buenos-Ayres, dafs allein die Ueberlieferung des Platzes genug ſey, unter dem Vorgeben, dafs unter dem Diſtrict verſtanden würde, was in der Weite eines Canonenſchuſſes von dem Platze läge, und behielte für die Krone Spanien alle übrigen ſtreitigen Ländereyen, auf welchen hernach der Platz Monte-Video und andere Oerter angeleget wurden: dafs dieſs Verfahren des Gouverneurs von Buenos-Ayres demjenigen, worüber man ſich verglichen hatte, offenbar zuwider liefe, da es am Tage liege, dafs die Krone Spanien durch die Abtretung nicht in dem Lande gewinnen könne, welches ſie abtrete; und da nach dem vorläufigen Tractat beide Nationen in dem gemeinſchaftlichen Beſitz und Nutzung in dieſen Ländereyen geblieben wären, ſo könne keine Auslegung gewaltſamer ſeyn, als wenn man zum Grunde legen wollte, mittelſt der Abtretung Sr. Catholiſchen Majeſtät gehörten ſelbige ausſchlieſsungsweiſe ihrer Krone zu. 1750

Da dieſes Land Portugal aus einem andern Rechte als der zu Tordeſillas beſtimmten Theilungslinie zukam (nämlich nach dem in dem Tractat von Utrecht gemachten Vergleiche, worin Se. Catholiſche Majeſtät das nach der alten Grenzbeſtimmung ihr zukommende Recht abtrat), ſo ſollte dieſs Land, ohne Hinſicht auf die ſtreitige Linie ganz an Portugal abgetreten werden, mit allem was in ſelbigem neu angelegt wäre, welches als auf fremden Grund und Boden geſchehen, betrachtet werden müſſe. Endlich, wenn man annimmt, dafs nach dem VII. Art. beſagten Tractats von Utrecht, ſich Se. Catholiſche Majeſtät die Freyheit vorbehielte, ein Sr. allergetreueſten Majeſtät gefälliges Equivalent gegen gedachtes Land und Colonie vorzuſchlagen; ſo habe bey alle dem, da ſo viele Jahre verſtrichen ſind, ohne ein beſtimmtes Equivalent anzubieten, aller auch ſcheinbare Vorwand und Urſache aufgehöret, die Uebergabe dieſes Landes zu verzögern.

Da dieſe Gründe von beiden Durchlauchtigſten Monarchen erwogen und unterſuchet worden ſind, mit den Antworten, welche beide Theile vorgebracht haben, und da ſie mit dem guten Glauben und der Aufrichtigkeit zu Werke gehen, welche ſo gerechten, ſo freundſchaftlichen und verſchwägerten Fürſten eigen iſt, und da ſie wünſchen ihre Unterthanen in Ruhe und Frieden zu

1750 *cosa esta contienda, si se huviesse de jusgar por el medio de la demarcacion, acordada en Tordesillas; ya porque no se declarò desde qual de las Islas de Cabo-Verde se havia de empeçar la quenta de las trecientas y setenta leguas; ya por la difficultad de señalar en las Costas de la America Meridional los dos puntos al Sur, y al Norte, de donde havia de principiar la Linea; ya por la imposibilidad moral de establecer con certidumbre por en medio de la misma America una Linea Meridiana; y ya por otros muchos embaraços casi invencibles, que se ofrecerian para conservar sin controversia, ni exceso, una demarcacion regulada por Lineas Meridianas: y considerando al mismo tiempo, que los referidos embaraços talvez fueron en lo passado la occasion principal de los excessos, que de una y de otra parte se alegan, y de los muchos desordenes, que perturbaron la quietud de sus Dominios; han resuelto poner termino a las disputas passadas y futuras, y olvidarse, y no usar de todas las acciones y derechos, que puedan pertenecerles en virtud de los referidos Tratados de Tordesillas, Lisboa, y Utrecht, y de la Escritura de Zaragoça, ò de otros qualesquiera fundamentos, que puedan influir en la division de sus Dominios por Linea Meridiana; y quieren que en adelante no se trate mas de ella, reduciendo los Limites de las dos Monarchias a los que se señalarán en el presente Tratado; siendo su animo que en el se atienda con cuidado a dos fines: El primero, y mas principal es, que se señalen los Limites de los dos Dominios, tomando por terminos los parages mas conocidos, para que en ningun tiempo se confundan, ni den occasion a disputas, como son el origen, y curso de los rios, y los montes mas notables: El segundo, que cada parte se ha de quedar con lo que actualmente possee; à excepcion de las mutuas cessiones, que se diran en su lugar, las quales se executaran por conveniencia commun, y para que los Limites queden en lo possible menos sugetos a controversias.*

Para

erhalten, und die Schwierigkeiten und Zweifel einsehen, 1750
welche zu aller Zeit dieſe Streitigkeit verwickelt machen würden, wenn nach der Regel der zu Tordeſillas beliebten Grenzſcheidung getheilet werden ſollte; theils weil nicht erkläret wurde, von welchem Orte der Inſeln des grünen Vorgebürges die Zählung der 370 Meilen anheben ſollte; theils der Schwierigkeit wegen auf der Küſte des ſüdlichen America, die beiden Puncte in Norden und Süden zu beſtimmen, wo die Linie anfangen ſollte; theils wegen der moraliſchen Unmöglichkeit, mit Gewißheit mitten durch dieſs America eine Mittagslinie zu ziehen; und theils vieler andern, faſt unüberwindlichen Hinderniſſe wegen, welche ſich ereignen würden, um eine nach Mittagslinien beſtimmte Grenzſcheidung, ohne Streit und Uebertretung beyzubehalten; und da ſie zu gleicher Zeit erwägen, daſs dieſe berührte Hinderniſſe auch wohl in vorigen Zeiten die vornehmſte Veranlaſſung der Uebertretungen geweſen ſind, welche von beiden Theilen angeführet werden, und der vielen Unordnungen, welche die Ruhe ihrer Herrſchaften ſtöhreten: ſo haben ſie beſchloſſen, den vorigen und künftigen Streitigkeiten ein Ende zu machen, und alle Anſprüche und Rechte zu vergeſſen und nicht zu gebrauchen, welche ihnen Kraft der angezogenen Tractaten von Tordeſillas, Lisboa und Utrecht und der Schrift von Zaragoza zukommen mögen, oder aus ſonſtigen andern Gründen, welche in die Theilung ihrer Herrſchaften nach einer Mittagslinie Einfluſs haben können, und wollen, daſs in Zukunft nicht weiter von ihr die Rede ſey, indem die Grenzen beider Monarchien darauf beruhen ſollen, wie ſie in gegenwärtigem Tractat bezeichnet werden, und ihr Wille iſt, daſs hiebey ſorgfältig auf zwey Zwecke geſehen werde: der erſte und vornehmſte iſt, daſs die Grenzen der beiden Herrſchaften alſo bezeichnet werden, daſs man die am meiſten bekannten Gegenden zu Merkmahlen nimmt, damit ſie niemals verwechſelt werden, oder zu Streitigkeiten Gelegenheit geben mögen; als da ſind, der Urſprung und Lauf der Flüſſe, und die merkwürdigſten Berge: der Zweyte iſt, daſs jeder Theil behalten ſoll, was er gegenwärtig beſitzet, die gegenſeitigen Abtretungen ausgenommen, wie an ſeinem Orte geſagt werden wird, welche zum gemeinſchaftlichen Vortheile vollzogen werden ſollen, und damit die Grenzen ſo weit möglich, Streitigkeiten weniger unterworfen bleiben mögen.

1750 *Para concluir, y ſeñalar los Limites, han dado los dos Sereniſſimos Reyes a ſus Miniſtros, de una y otra parte, los plenos poderes neceſſarios, que se inſertaran al fin de eſte Tratado: a ſaber; Su Mageſtad Catholica a Su Excelencia el Señor D. Joſeph de Carvajal y Lancaſter, ſu Gentil-hombre de Camara con exercicio, Miniſtro de Eſtado, y Decano de eſte Conſejo, Governador del Supremo de las Indias, Preſidente de la Junta de Comercio y Moneda, y Superintendente General de las Poſtas y Correos de dentro y fuera de Eſpaña; y Su Mageſtad fideliſſima a Su Excelencia el Señor D. Thomaz de la Sylva y Telles, Viſconde de Villa-Nueva de Cerveira, del Conſejo de S. M. F. y de el de Guerra, Maeſtre de Campo General de ſus Exercitos, y ſu Embaxador extraordinario en la Corte de Madrid: los quales deſpués de haver conferido, y tratado la materia con la debida circunſpeccion y examen, bien inſtruidos de la intencion de los dos Sereniſſimos Reyes ſus Amos, y ſiguiendo ſus ordenes, ſe han conformado en el contenido de los Articulos ſeguientes:*

ART. I.

El preſente Tratado ſerà el unico fundamento, y regla, que en adelante ſe deberà ſeguir para la diviſion, y Limites de los Dominios en toda la America, y en Aſia; y en ſu virtud quedarà abolido qualquiera derecho, y accion, que puedan alegar las dos Coronas, con motivo de la Bulla del Papa Alexandro VI. de feliz memoria, y de los Tratados de Tordeſillas, de Lisboa, y Utrecht, de la Eſcritura de venta, otorgada en Zaragoça, y de otros qualesquiera Tratados, convenciones, y promeſſas; que todo ello, en quanto trata de la Linea de demarcacion, ſerà de ningun valor; y efecto, como ſi no huviera ſido determinado, quedando en todo lo demas en ſu fuerça, y vigor; y en lo futuro no ſe tratarà mas de la citada Linea, ni ſe podrà uſar de eſte medio para la deciſion de qualquiera difficultad, que occurra ſobre Limites, ſi no unicamente de la Frontera, que ſe preſcrive en los preſentes Articulos, como regla invariable, y mucho menos ſugeta a controverſias.

ART.

Zur Beſchlieſsung und zur Bezeichnung der Gren- 1750
zen haben die Durchlauchtigſten Könige ihren beider-
ſeitigen Miniſtern die nöthigen Vollmachten ertheilet,
welche am Schluſs dieſes Tractats eingerücket werden
ſollen; nämlich Ihre Catholiſche Majeſtät Se. Excellenz
dem Herrn Don Joſeph von Carbajal und Lancaſter, ihrem
würklichen Kammerherrn, Staatsminiſter und Dechanten
des Staatsraths, Gouverneur des höchſten Raths von
Indien, Präſidenten des Commerz- und Münzcollegiums,
und General-Directeur der Poſten und Couriere in und
auſserhalb Spanien; und Ihre Allergetreueſte Majeſtät
Se. Excellenz dem Herrn Don Thomas von Silva und
Telles Grafen (Visconde) von Villa Nueva de Cerveira,
des Raths Sr. allergetreueſten Majeſtät, und des Kriegs-
raths, Feldzeugmeiſter, General ihrer Armeen und ihr
auſserordentlicher Bothſchafter zu Madrid, welche, nach-
dem ſie die Sache mit gehöriger Vorſicht und Prüfung
überleget und behandelt haben, in genugſamer Wiſſen-
ſchaft der Abſicht der beiden Durchlauchtigſten Könige
ihrer Herren, und in Befolgung ihrer Befehle, über den
Inhalt folgender Artikel übereingekommen ſind.

ART. I.

Der gegenwärtige Tractat ſoll in Zukunft der ein- *Anciens traités de limites annullés.*
zige Grund und Regel ſeyn, wornach man ſich bey der
Abtheilung und den Grenzen der Herrſchaften in ganz
America und Aſia richten ſoll, und Kraft deſſelben ſoll
jedes ſonſtige Recht und Anſpruch aufgehoben ſeyn,
welches beide Kronen anführen können, zufolge der
Bulle des Pabſtes Alexander VI. hochſeligen Andenkens,
und der Tractaten von Tordeſillas, von Lisboa und
Utrecht, der Verkaufsſchrift von Zaragoza und aller ſon-
ſtigen Tractate, Verträge und Verſprechungen: daſs
alles dieſes, in ſo ferne es die Grenzlinie angeht, von
keiner Gültigkeit und Würkſamkeit ſeyn ſoll, als wenn
es nicht beſtimmt wäre, wobey doch alles übrige in
ſeiner Kraft und Gültigkeit bleibt; und in Zukunft ſoll
nicht mehr die Rede von angeführter Linie ſeyn, auch
ſoll man ſich dieſes Mittels nicht bedienen können zur
Entſcheidung der mindeſten Schwierigkeit, welche über
die Grenzen entſtehen ſollte, ſondern allein von der
Grenze, welche in den gegenwärtigen Artikeln vorge-
ſchrieben wird, als einer unveränderlichen und Streitig-
keiten viel weniger unterworfene Regel.

1750

ART. II.

Las Islas Philipinas, y las adyacentes, que poſſee la Corona de Eſpaña la pertenecerán para ſiempre, ſin embargo de qualquiera pretenſion, que pueda alegarſe por parte de la Corona de Portugal, con motivo de lo que ſe determinò en el dicho Tratado de Tordeſillas; y ſin embargo de las condiciones conthenidas en la Eſcritura celebrada en Zaragoça a 22de Abril de 1529; y ſin que la Corona de Portugal pueda repetir coſa alguna del precio, que pagò por la venta, celebrada en dicha Eſcritura; a cuyo efecto S. M. F. en ſu Nombre, y de ſus Herederos y Succeſſores, hace la mas amplia, y formal renuncia de qualquiera derecho, y accion, que pueda tener, por los referidos principios, ò por qualquiera otro fundamento, a las referidas Islas, y a la reſtitucion de la cantidad, que ſe pagò en virtud de dicha Eſcritura.

ART. III.

En la misma fórma pertenecerá a la Corona de Portugal todo lo que tiene ocupado por el rio Marañon, ò de las Amazonas arriva, y el terreno de ambas riveras de eſte rio haſta los parages, que abaxo ſe dirán; como tambien todo lo que tiene ocupado en el diſtricto de Matto-Groſſo, y deſde eſte parage hazia la parte del Oriente, y Braſil, ſin embargo de qualquiera pretenſion, que pueda alegarſe por parte de la Corona de Eſpaña, con motivo de lo que ſe determinò en el referido Tratado de Tordeſillas; a cuyo efecto S. M. C. en ſu Nombre, y de ſus Herederos y Succeſſores, ſe deſiſte, y renuncia formalmente de qualquiera derecho, y accion, que en virtud del dicho Tratado, ò por otro qualquiera titulo pueda tener a los referidos Territorios.

ART. IV.

Los Confines del Dominio de las dos Monarchias, principiarán en la Barra, que forma en la Coſta del Mar el Arroyo, que ſale al piè del Monte de los Caſtillos grandes, deſde cuya falda continuará la Frontera, buſcando en linea recta lo mas alto, ò cumbres de los Montes, cuyas vertientes baxan por una parte a la Coſta, que corre al Norte de dicho Arroyo, ò a la Laguna Marin, ò del Mini; y por la otra a la Coſta, que

ART. II. 1750

Die Philippinischen und die daran grenzenden Inseln, welche die Krone Spanien besitzet, sollen ihr auf ewig zugehören, mit Aufhebung alles Anspruches, welcher von Seiten der Krone Portugal angezogen werden mag, in Hinsicht dessen, was in besagtem Tractate von Tordesillas bestimmt wurde, und ungeachtet der, in der Schrift von Zaragoza vom 22. April 1529 enthaltenen Bedingungen, und ohne dass die Krone Portugal das mindeste von dem Gelde, welches sie bey dem in dieser Schrift bestimmten Verkauf bezahlte, wiederfordern könne. Zu dem Ende thut Se. Allergetreueste Majestät in ihrem und ihrer Erben und Nachfolger Nahmen die vollkommenste und förmlichste Verzicht auf alles Recht und Anspruch, welches sie nach angeführten Gründen, oder aus irgend einem andern Grunde an besagte Inseln und zu der Wiedererstattung der Summen, welche sie erwähnter Schrift zufolge bezahlete, haben konnte. *Cession des Philippines à l'Espagne.*

ART. III.

Auf gleiche Weise soll der Krone Portugal alles zugehören, was sie am Marannon oder Amazonenfluss hinauf besitzet, und das Land an beiden Ufern dieses Stroms bis zu die Gegenden, welche unten genannt werden sollen, wie auch alles, was sie in dem District von Mata-Grosso besitzet, und von dieser Gegend nach Morgen und Brasilien, alles andern Anspruches ohngeachtet, welcher von Seiten der Krone Spanien angeführet werden mag, in Beziehung auf das, was in erwähntem Tractat von Tordesillas bestimmt worden; zu dem Ende begiebt sich Se. Catholische Majestät in ihrem und ihrer Erben und Nachfolger Nahmen, und entsaget förmlich allem Rechte und Anspruche, welche sie Kraft besagten Tractats, oder aus irgend einem andern Grunde an angeführte Länder haben könnte. *Cessions au Portugal en Amerique.*

ART. IV.

Die Grenzen der Herrschaften beider Monarchien sollen bey dem Busen anheben, den auf der Küste des Meers der Bach bildet, welcher vom Fuss des Berges de los Castillos Grandes herunter rollet, von dessen Fusse an die Grenze fortlaufen soll, so dass man in gerader Linie die grösste Höhe, oder die Gipfel der Berge suchet, deren Scheidungen auf einer Seite nach der Küste herunter gehen, welche nach Norden von besagtem Bache, *Nouvelle ligne de démarcation.*

1750 *que corre desde dicho Arroyo al Sur, ò al rio de la Plata: De suerte que las Cumbres de los Montes sirvan de Raya del Dominio de las dos Coronas; y assi seguirà la Frontera hasta encontrar el origen principal, y cabeceras del rio Negro; y por en cima de todas continuarà hasta el origen principal del rio Tbicuí, siguiendo aguas abaxo desde este rio, hasta donde desemboca en el Uruguay por su rivera Oriental; quedando de Portugal todas las vertientes, que baxan a la dicha Laguna, ò al Rio grande de San Pedro; y de España, las que baxan a los rios, que van a unir-se con el de la Plata.*

ART. V.

Subirà desde la boca del Tbicuí por las aguas del Uruguay, hasta encontrar la del rio Pepirí, ò Pequirí; que desagua en el Uruguay por su rivera Occidental; y continuarà aguas arriva del Pepirí. hasta su origen principal; desde el qual seguirà por lo mas alto del terreno hasta la cabecera principal del rio mas vecino, que desemboca en el grande de Curituba, que por otro nombre llaman Tguazú. Por las aguas de dicho rio mas vecino del origen del Pepirí, y despues por las de Tguazú, ò rio grande de Curituba, continurá la Raya hasta donde el mismo Tguazú desemboca en el Paranà por sua rivera Oriental; y desde esta boca seguirà aguas arriva del Paranà, hasta donde se le junta el rio Tgurey por su rivera Occidental.

ART. VI.

Desde la boca del Tgurey continuarà aguas arriva hasta encontrar su origen principal; y desde el buscará en linea recta por lo mas alto del terreno la cabecera principal del rio mas vecino, que desagua en el Paraguay por su rivera Oriental, que talvez serà el que llaman Corrientes, y baxarà con las aguas de este rio hasta su entrada en el Paraguay, desde cuya boca subirà por el Canal principal, que dexa el Paraguay en tiempo seco; y por sus aguas hasta encontrar los Pantanos, que forma este rio, llamados la Laguna

de

oder nach dem See Marin oder del Mini läuft; und auf 1750
der andern Seite nach der Küste, welche von Norden von besagtem Bache an, nach Süden oder nach dem Rio de la Plata läuft; so daſs die Gipfel der Berge zur Grenzscheidung der beiden Kronen dienen, und so soll die Grenzlinie weiter gehen, bis sie auf den Hauptursprung und die Hauptquellen des Negroflusses stöſst, und über selbige soll sie bis an die Hauptquelle des Ybicuiflusses fortgehen, längs diesem Flusse hinunter bis dahin, wo er sich in den Uruguay am östlichen Ufer desselben ergieſst; daſs Portugal alle die Scheidungen zugehören, welche sich nach besagtem See oder dem groſsen Fluſs S. Pedro herunter erstrecken und Spanien diejenigen, welche nach den Flüſsen heruntergehen, die sich mit dem Rio de la Plata vereinigen.

ART. V.

Von der Mündung des Ybicui soll die Grenze den *Item.*
Uruguay hinauf gehen bis an den Ausfluſs des Pepiri- oder Pequiri-Flusses, welcher sich an der Westseite in den Uruguay ergieſst, und den Pepiri-Fluſs hinauf bis an seine Hauptquelle; von da an soll sie durch die höchste Gegend des Landes fortlaufen, bis zur vornehmsten Quelle des nächsten Flusses, welcher sich in den groſsen Fluſs Curituba, mit einem andern Nahmen Yguahu genannt, ergieſst. Längs erwähntem der Quelle des Pepiri nächstbelegenen Flusse herunter und hernach den Uguazu oder groſsen Fluſs Curituba herunter wird die Grenze bis dahin fortgezogen, wo dieser Uguazu sich von Osten in den *Parana* ergieſst; und von dieser Mündung soll sie den *Parana* hinauf gehen, bis an den Ort, wo sich der Yguereyfluſs von Westen her mit selbigem vereiniget.

ART. VI.

Von dem Ausfluſs des Yguerey soll sie bis zu seiner *Item.*
Hauptquelle hinauf fortgeführet werden, und von da an suchet man in gerader Linie durch die höchste Gegend des Landes den vornehmsten Ursprung des nächsten Flusses, welcher sich von Osten in den Paraguay ergieſst, und vermuthlich eben der ist, den man Corrientes nennet, und diesen Fluſs geht sie herunter bis zu seinem Eintritt in den Paraguay; von dieser Mündung an läuft sie durch den Hauptcanal, welchen der Paraguay zur Zeit der Dürre behält, bis an die Sümpfe, welche dieser Fluſs

1750 *de los Xaraies, y atraveſſando la Laguna haſta la boca del rio Jaurú.*

ART. VII.

Desde la boca del Jaurú por la parte Occidental ſeguirà la Frontera en linea recta haſta la rivera Auſtral del rio Guaporé en frente a la boca del rio Sarayé, que entra en dicho Guaporé por ſu rivera Septentrional; con tal que ſi los Commiſſarios, que ſe han de deſpachar para el arreglamento de los Confines en eſta parte en viſta del Paiz hallaren entre los rios Jaurú e Guaporé otros rios, ò terminos naturales, por donde mas commodamente, y con mayor certidumbre pueda ſeñalarſe la Raya en aquel parage, ſalvando ſiempre la navegacion del Jaurú, que dève ſer privativa de los Portugueſes, y el camino, que ſuelen hacer de Cuyabá hazia Matto-Groſſo; los dos Altos Contrahentes conſienten, y aprueban, que aſſi ſe eſtableſca, ſin attender a alguna porcion mas ò menor de terreno, que pueda quedar a una ò otra parte. Desde el lugar, que en el margen Auſtral del Guaporé fuere ſeñalado por termino de la Raya, como queda explicado, baxara la Frontera por toda la corriente del rio Guaporé haſta mas abaxo de ſu union con el rio Mamoré, que naſce en la Provincia de Santa Cruz de la Sierra, y atraviéſſa la Miſſion de los Mojos, y forman juntos el rio llamado de la Madera, que entra en el Marañón, ò Amazonas, por ſu rivera Auſtral.

ART. VIII.

Baxarà por las aguas de eſtos dos rios, ya unidos, haſta el parage ſituado en igual diſtancia del citado rio Marañon, ò Amazonas, y de la boca del dicho Mamorè; y desde aquel parage continuarà por una linea Leſte Oeſte, haſta encontrar con la rivera Oriental del rio Jabari, que entra en el Marañon, por ſu rivera Auſtral; y baxando por las aguas del Jabari, haſta donde deſemboca en el Marañon, ò Amazonas, ſeguirà aguas abaxo de eſte rio haſta la boca mas Occidental del Japura, que deſagua en èl por la margen Septentrional.

ART.

bildet, der See de los Xarayes genannt, und mitten durch 1750
dieſen See bis an die Mündung des Jauru-Fluſſes.

ART. VII.

Von der Mündung des Jauru an auf der weſtlichen Item.
Seite ſoll die Grenze in gerader Linie fortgehen, bis an das ſüdliche Ufer des Guapore-Fluſſes dem Ausfluſs des Sarare-Fluſſes gegenüber, welcher von Norden her in beſagten Guapore tritt; doch wenn die Commiſſarien, welche zur Berichtigung der daſigen Grenzen abgeordnet werden ſollen, bey Beſichtigung des Landes, zwiſchen den Flüſſen Jauru und Guapore andere Flüſſe oder natürliche Merkmahle fänden, wodurch die Grenzſcheidung in dieſer Gegend bequemer und mit mehr Gewiſsheit bezeichnet werden könnte, wobey ſie immer die Schifffahrt des Jauru in Betracht zu ziehen haben, welche den Portugieſen ausſchlieſsungsweiſe zugehören ſoll, wie auch der Weg, welchen ſie von Cuyaba nach Mata-Groſſo zu reiſen pflegen: ſo bewilligen und genehmigen die beiden hohen ſchlieſsenden Theile, daſs man ſie auf dieſe Weiſe feſtſetze, ohne darauf zu ſehen, ob einem oder dem andern Theile ein Stück Landes mehr oder weniger zufalle. Von dem Orte an, welcher am ſüdlichen Ufer des Guapore zum Merkmahle der Grenze bezeichnet ſeyn wird, wie erkläret worden iſt, ſoll die Grenzſcheidung den Guapore-Fluſs ganz herunter gehen, bis unterhalb ſeiner Vereinigung mit dem Mamore-Fluſs, welcher in der Provinz Sancta Cruz de la Sierra entſpringt, und durch die Miſſion der Moxos Indier ſeinen Lauf nimmt. Beide vereinigte Flüſſe führen alsdann den Nahmen Madera, welcher in den Marannon oder Amazonen-Fluſs von Süden her tritt.

ART. VIII.

Dieſen Madera-Fluſs hinunter ſoll die Grenze bis Item.
an die Gegend fortlaufen, welche ſich von dem erwähnten Marannon oder Amazonen-Fluſs und von der Mündung des beſagten Mamore-Fluſſes in gleicher Entfernung befindet; und von dieſer Gegend ſoll ſie weiter in einer Linie von Oſten nach Weſten fortgeführet werden, bis ſie an das öſtliche Ufer des Jabori-Fluſſes reichet, und ſelbigen hinab bis zu ſeinem Ausfluſſe in den Marannon oder Amazonen-Strom, und dieſen Strom hinauf ſoll ſie ſich bis an den Ausfluſs des weſtlichen Arms des Yapura erſtrecken, welcher ſich von Norden in ſelbigen ergieſst.

ART.

1750

ART. IX.

Continuarà la Frontera por el medio del rio Japurà, y por los demas rios, que se le junten, y se acerquen mas a el rumbo del Norte, hasta encontrar lo alto de la Cordillera de Montes; que median entre el rio Orinoco; y de Marañon ò de las Amazonas; y seguirà por la cumbre de estos Montes al Oriente, hasta donde se extienda el Dominio de una y otra Monarchia. Las personas nombradas por ambas Coronas para establecer los Limites, segun lo prevenido en el presente Articulo; tendran particular cuidado de señalar la Frontera en esta parte, subiendo aguas arriva de la boca mas Occidental del Japurà, de forma que se dexen cubiertos los establecimientos, que actualmente tengan los Portuguezes a las orillas de este rio y del Negro, como tambien la communicacion ò canal, de que se sirven entre estos dos rios; y que no se dè lugar a que los Españoles con ningun pretexto, ni interpretacion puedan introducirse en ellos, ni en dicha communicacion; ni los Portuguezes remontar hazia el rio Orinoco, ni extenderse hazia las Provincias pobladas por Españoles, ni en los despoblados, que la han de pertenecer, segun los presentes Articulos; a cuyo efecto señalaràn los Limites por las Lagunas y rios, enderezando la linea de la Raya, quanto pudiere ser, hazia el Norte, sin reparar al poco mas ò menos del terreno, que quede a una ò outra Corona, con tal que se logrem los expressados fines.

ART. X.

Todas las Islas, que se hallassen en qualquiera de los rios, por donde ha de passar la Raya, segun lo prevenido en los Articulos antecedentes, pertenecerán al Dominio a que estuvieren mas proximas en tiempo seco.

ART. XI.

Al mismo tiempo que los Commissarios nombrados por ambas Coronas vayan señalando los Limites en toda la Frontera, haran las observaciones necessarias para formar un Mapa individual de toda ella; del qual se sacaran las copias, que parescan necessarias, firmadas de todos, y se guardaran por las dos Cortes, por si en adelante se ofreciere alguna disputa con motivo de qualquiera infraccion; en cuyo caso, y en otro qualquiera,

ART. IX.

Mitten durch den Japura-Fluſs und durch die andern Flüſſe, welche er aufnimmt, und ihre Richtung des Laufs meiſt nördlich haben, ſoll ſie fortgehen, bis ſie an die Höhe der Ketten von Bergen langet, welche den Orinoco und den Maragnon oder Amazonen-Fluſs von einander ſcheiden, und über den Gipfel dieſer Berge ſoll ſie fortlaufen, bis an das beſtimmte Gebiet beider Monarchien auf der Küſte. Die von beiden Kronen zur Feſtſetzung der Grenzen nach dem Inhalte dieſes Artikels ernannten Perſonen haben beſondere Sorgfalt anzuwenden, die Grenzſcheidung in dieſer Gegend zu bezeichnen, und müſſen den weſtlichſten Arm des Japura hinaufgehen, ſolcher Geſtalt, daſs die Oerter, welche die Portugieſen an den Ufern dieſes und des Negro-Fluſſes jetzt beſitzen, gedeckt bleiben, wie auch der Canal, deſſen ſie ſich zwiſchen beiden Flüſſen bedienen; und daſs nicht verſtattet werde, daſs die Spanier, unter keinem Vorwande oder Auslegung, ſich ſelbige oder den Canal mit zueignen können, noch daſs die Portugieſen bis an den Orinoco hinauf kommen, noch ſich an die von Spanien bevölkerten Provinzen ausbreiten und eben ſo wenig in den unbevölkerten Provinzen, welche nach gegenwärtigen Artikeln Spanien zugehören ſollen: zu dem Ende ſollen ſie die Grenzen durch die Seen und Flüſſe bezeichnen und die Grenzlinie alſo möglichſt nach Norden ziehen, ohne darauf zu achten, ob einer oder der andern Krone mehr oder weniger Land zufällt, wenn nur die ausgedruckten Endzwecke erreichet werden. 1750 *Item.*

ART. X.

Alle Inſeln, welche in allen den Flüſſen wären, durch welche, nach dem Inhalt der vorhergehenden Artikel, die Grenzlinie gehet, ſollen deſſen Gebiete zugehören, dem ſie in trockner Zeit am nächſten liegen. *Item.*

ART. XI.

Zu gleicher Zeit, da die von beiden Kronen ernannten Commiſſarien ſich mit der Berichtigung der ganzen Grenzen beſchäftigen, ſollen ſie auch die benöthigten Beobachtungen anſtellen, um eine richtige Charte aufzunehmen, wovon man hernach die benöthigten und von allen Commiſſarien unterzeichneten Copeyen nimmt, welche für beide Höfe aufbewahret werden. Und wenn in Zukunft durch Veranlaſſung irgend einer Uebertretung *Carte.*

ein

1750 *quiera, se tendran por authenticas, y haran plena prueba: Y para que no se ofrezca la mas leve duda, los referidos Commissarios pondran nombre de comun acuerdo a los Rios, e Montes, que no lo tengan, y lo señalaran todo en Mapa con la mas posible claridad.*

ART. XII.

Atendiendo a la conveniencia comun de las dos Naciones, y para evitar todo genero de controversias en adelante, se han establecido, y arreglado la mutuas cessiones contenidas en los Articulos siguientes.

ART. XIII.

*Su Magestad Fidelissima en su Nombre, y de sus Herederos y Successores, cede para siempre a la Corona de España la Colonia del Sacramento, y todo su Territorio adyacente en ella, a la margen Septentrional del rio de la Plata, hasta los Confines declarados en el Articulo IV. y las Plaças, Puertos, y establecimientos, que se comprehenden en el mismo Paraage; como tambien la navegacion del mismo rio de la Plata; la qual pertenecerà enteramente a la Corona de España: y para que tenga effecto, renuncia S. M. F. todo el derecho, y accion, que tenia reservado a su Corona por el Tratado Provisional de 7de Mayo de 1681 *), y la possesion, derecho, y accion, que le pretenece, y pueda tocarle en virtud de los Articulos V. y VI. del Tratado de Utrecht de 6de Febrero de 1715 **), ò por otra qualquiera convencion, titulo, ò fundamento.*

ART. XIV.

Su Magestad Catholica en su Nombre, y de sus Herederos y Successores, cede para siempre a la Corona de Portugal todo lo que por parte de España se halla occupado, ò que por qualquiera titulo ou derecho pueda pertenecerle en qualquiera parte de las tierras, que por los presentes Articulos se declaran pertenecientes a Portugal, desde el Monte de los Castillos grandas, y su falda Meridional, y Ribera del Mar, hasta la Cabecera, y origen principal del rio Tbicui. Y tambien cede todos y qualesquiera Pueblos, y establecimientos, que se ayan hecho por parte de España en el angulo de tierras, com-

pre-

*) ROUSSET *Suppl.* T. II. P. I. p. 406.

**) DUMONT T. VIII. P. I. p. 444.

ein Streit entſtünde, in dem Fall und in jedem andern Fall ſoll ſie für authentiſch gehalten werden und völligen Beweis leiſten; und damit nicht die geringſte Zweydeutigkeit entſtehen möge, ſollen die erwähnten Commiſſarien die Flüſſen und Bergen, welche keinen Nahmen haben, mit gemeinſchaftlicher Uebereinſtimmung einen Nahmen geben, und ſelbigen mit möglichſter Genauigkeit auf der Charte bemerken. 1750

ART. XII.

Zum gemeinen Vortheil beider Nationen und zur künftigen Vermeidung aller Art Streitigkeiten, ſind in den folgenden Artikeln die beiderſeitigen Abtretungen feſtgeſetzet und beſtimmt worden. *Ceſſions reciproques.*

ART. XIII.

Se. Allergetreueſte Majeſtät tritt in ihrem, und ihrer Erben und Nachfolger Nahmen auf ewig an die Krone Spanien ab, die Colonia de Sacramento und ihren ganzen umliegenden Diſtrict am nördlichen Ufer des Rio de la Plata bis an die im Art. IV. bezeichnete Grenzſcheidung, und die Plätze, Häfen und Oerter, welche ſich in dieſer Gegend befinden; wie auch die Schifffahrt dieſes de la Plata-Stroms, welche Spanien ganz zugehören ſoll. Und damit ſolches vollſtrecket werde, ſo begiebt ſich Se. Allergetreueſte Majeſtät alles Rechts und Anſpruchs, welches Sie ihrer Krone durch den vorläufigen Tractat vom 1. May 1681 vorbehalten hatte, und die Beſitzung, Recht und Anſpruch, welches ihr zugehöret, und ihr, Kraft der Artikel V und VI des Tractats von Utrecht vom 6. Februar 1715 oder zufolge eines ſonſtigen Vertrages oder Grundes zukommen kann. *Colonie del Sacramento.*

ART. XIV.

Se. Catholiſche Majeſtät tritt in ihrem und ihrer Erben und Nachfolger Nahmen auf ewig an die Krone Portugal ab, alles, was von Seiten Spaniens beſeſſen wird, oder was aus einem ſonſtigen Rechtsgrunde in irgend einem Theile dieſer Länder, welche durch gegenwärtige Artikel als Portugal zugehörig erkläret werden, Spanien zugehören könnte, von dem Berge de los Caſtillos grandes und ſeinem mittäglichen Fuſse und ſeinem Meerufer, bis zur vornehmſten Quelle des Ybicui-Fluſſes. Gleichfalls tritt Se. Majeſtät ab alle und jede Plätze und Oerter, welche von Seiten Spaniens angelegt *Ceſſions par l'Eſpagne.*

1750 *prehendido entre la Rivera Septentrional del rio Ybicuy, y la Oriental del Uruguay, y los que se puedan haver fundado en la margen Oriental del rio Pepiri, y el Pueblo de Santa Rosa, y otros qualesquiera, que se puedan haver establecido por parte de España en la Rivera Oriental del rio Guaporé. Y S. M. F. cede en la misma fórma a España todo el Terreno, que corre desde la boca Occidental del rio Japura, y queda en medio entre el mismo rio, y el Marañon, ò Amasonas, y toda la navegaciòn del rio Isa, y todo lo que se sigue desde este ultimo rio al Occidente, con el Pueblo de San Christoval, y otro qualquiera, que por parte de Portugal se aya fundado en aquel espacio de tierras; haciendose las mutuas entregas con las calidades seguientes.*

Art. XV.

La Colonia del Sacramento se entregarà por parte de Portugal, sin sacar de alla mas que la Artillaria, Armas, Polvora, y Municiones, y Embarcaciones del servicio de la misma Plaça; y los Moradores podran quedarse libremente en ella, ò retirarse a otras tierras del dominio Portuguez, con sus efectos y muebles, vendiendo los bienes raices. El Governador, Officiales, y Soldados llevaran tambien todos sus efectos, y tendran la misma libertad de vender sus bienes raices.

Art. XVI.

De los Pueblos ò Aldeas, que cede S. M. C. en la margen Oriental del rio Uruguay, saldran los Missioneros con los muebles, y efectos, llevandose consigo a los Indios para poblarlos en otras tierras de España; y los referidos Indios podran llevar tambien todos sus bienes muebles y semovientes, y las Armas, Polvora, y Municiones, que tengan: en cuya fórma se entregaran los Pueblos a la Corona de Portugal con todos sus Casas, Yglesias y Edificios, y la propriedad, y possession del Terreno. Los que se ceden por Sus Magestades Catholica, y Fidelissima en las margenes de los rios Pequiri, Guaporé, y Marañon, se entregaràn con las mismas circunstancias, que la Colonia del Sacramento,

segun

leget wären, in dem, zwiſchen dem nördlichen Ufer des Ybicui-Fluſſes und dem öſtlichen des Uruguay, eingeſchloſſenen Winkel Landes, und die Oerter, welche am öſtlichen Ufer des Peperi-Fluſſes gegründet ſeyn mögen, und die Bevölkerung St. Roſa, und andere ſonſtige Plätze, die am öſtlichen Ufer des Guapore-Fluſſes von Seiten Spaniens aufgeführet worden ſind. Und Se. Allergetreueſte Majeſtät tritt in gleicher Form an Spanien ab alles Land, welches von der weſtlichen Mündung des Yapura-Fluſſes anhebt, und zwiſchen dieſem und dem Maranon oder Amazonen-Fluſs liegt, und die ganze Schifffahrt des Yſſa-Fluſſes, und alles, was von dieſem letztern Fluſſe an ſich nach Weſten erſtreckt, mit dem Orte St. Chriſtoval und jedem andern Orte, welcher von Seiten Portugals in dieſem Strich Landes gegründet ſeyn möchte. Die gegenſeitigen Abtretungen ſollen unter folgenden Umſtänden geſchehen. 1750

ART. XV.

Die Colonie del Sacramento ſoll von Seiten Portugals übergeben werden, ohne aus ihr weiter etwas wegzuführen, als die Artillerie, Waffen, Pulver und Kriegsmunitionen, und die zum Dienſt dieſes Platzes gehörigen Schiffe; und die Einwohner können ungehindert da bleiben oder ſich nach andern Ländern des Portugieſiſchen Gebiets mit ihren beweglichen Gütern begeben und ihre liegenden Gründe verkaufen. Der Gouverneur, die Officiere und Soldaten können ebenfalls ihre Güter mit ſich wegbringen, und ſollen gleiche Freyheit haben, ihre liegenden Güter zu verkaufen. *Mode de ceſſion.*

ART. XVI.

Aus den Flecken oder Dörfern, welche Se. Catholiſche Majeſtät am öſtlichen Ufer des Uruguay abtritt, ſollen die Miſſionarien mit Guth und Meubles abziehen und die Indier mit wegführen, um ſich mit ihnen in andern Ländern Spaniens nieder zu laſſen; und erwähnte Indier können gleichfalls alle ihre beweglichen Güter und Geräthſchaft mit ſich nehmen, wie auch die Waffen, Pulver und Kriegsmunitionen, welche ſie haben mögen; alſo ſollen die Flecken an die Krone Portugal übergeben werden mit allen ihren Häuſern, Kirchen und öffentlichen Gebäuden, wie auch mit dem Eigenthum und Beſitz des Landes. Die Oerter, welche von Ihren Catholiſchen und Allergetreueſten Majeſtäten an den Ufern *Item.*

1750 *segun se previno en el Articulo XIV; y los Indios de una y otra parte tendran la misma libertad para irse, ò quedarse, del mismo modo, y con las mismas calidades, que lo podran hacer los Moradores de aquella Plaça; solo, que los que se fueren, perderan la propriedad de los bienes raices, si los tuvieren.*

Art. XVII.

En consequencia de la Frontera, y Limites, determinados en los Articulos antecedentes, quedarà para la Corona de Portugal el Monte de los Castillos grandes con su falda Meridional, y le podrà fortificar, manteniendo alli una Guardia; pero no podrà poblarle: quedando a las dos Naciones el uso comun de la Barra, ò Ensenada, que forma alli el Mar, de que se tratò en el Articulo IV.

Art. XVIII

La navegacion de aquella parte de los rios, por donde ha de passar la Frontera, serà comun a las dos Naciones; y generalmente donde ambas orillas de los rios pertenescan a una de las dos Coronas, serà la navegacion privativamente suya: y lo mismo se entenderà de la pesca de dichos rios; siendo comun a las dos Naciones, donde lo fuere la navegacion; y privativa, donde lo fuere de una de ellas la dicha navegacion. Y por lo que mira a la Cumbre de la Cordillera, que han de servir de Raya entre el Marañon y Orinoco, pertenecerán a España todas las vertientes que caygan al Orinoco, y a Portugal las que caygan al Marañon ò Amazonas.

Art. XIX.

En toda la Frontera serà vedado y de contravdndo el Comercio entre las dos Naciones, quedando en su fuerça y vigor las Leyes promulgadas por ambas Coronas, que de esto tratan; y ademas de esta prohibicion, ninguna persona podrà passar el Territorio de una Nacion al de la otra por tierra, ni por agua, ni navegar en el todo ò parte de los rios, que no seyan privativos de su Nacion, ò comunes, con pretexto, ni motivo alguno, sin sacar primero licencia del Governador, ò

del

der Flüſſe Peguiri, Guapore und Marannon abgetreten 1750
werden, ſollen unter ſelbigen Umſtänden überliefert werden, als die Colonia del Sacramento, wie ſolches Art. XIV beſtimmt worden, und die Indier des einen ſowohl als des andern Theils, ſollen gleiche Freyheit haben, zu gehen oder zu bleiben, auf eben die Weiſe und unter ſelbigen Umſtänden, als die Einwohner jenes Platzes thun können; auſser daſs die, welche wegziehen, das Eigenthum ihrer liegenden Güter verlieren, wenn ſie welche beſitzen.

ART. XVII.

Montagne de los Caſtillos.

Zufolge der Grenzbeſtimmung in den vorhergehenden Artikeln, bleibt der Krone Portugal der Berg de los Caſtillos grandes und deſſen mittäglicher Fuſs, welchen ſie befeſtigen und daſelbſt eine Wache halten kann, ſie darf ihn aber nicht bevölkern. Der daſige Meerbuſen, deſſen Art. IV gedacht worden, bleibt beiden Nationen zum gemeinſchaftlichen Gebrauch.

ART. XVIII.

Navigation ſur les rivières.

Die Schifffahrt desjenigen Theils der Flüſſe, wodurch die Grenze geht, ſoll beiden Nationen gemein ſeyn, und überhaupt, wo beide Ufer der Flüſſe einer der beiden Kronen zugehören, da ſoll ſie auch die alleinige Schifffahrt haben, und daſſelbige iſt zu verſtehen von der Fiſcherey beſagter Flüſſe, welche beiden Nationen gemeinſchaftlich bleibt, wo es die Flüſſe ſind, und allein einſeitig, wo einer derſelben beſagte Schifffahrt allein zukömmt. Und was die Gipfel der Bergkette anbetrifft, welche zwiſchen dem Orinoco und Marannon zur Grenze dienen ſollen, ſo ſollen Spanien alle die Scheidungen zugehören, welche nach dem Orinoco fallen, und Portugal diejenigen, welche nach dem Marannon oder Amazonen-Fluſs fallen.

ART. XIX.

Commerce.

Auf der ganzen Grenze ſoll die Handlung zwiſchen beiden Nationen unterſaget und verboten ſeyn, und die von beiden Kronen in Anſehung dieſes Puncts gegebenen Geſetze bleiben bey ihrer Kraft und Würkſamkeit. Und auſser dieſem Verbot ſoll keine Perſon aus dem Gebiet einer Nation in das Gebiet der andern weder zu Lande, noch zu Waſſer kommen; eben ſo wenig auf den Flüſſen, oder den Theilen der Flüſſe fahren, welche nicht alleinig ihrer Nation zugehören, oder nicht gemein-

1750 *del Superior del Terreno, donde ha de ir, ò que vaya enviado del Governador de su Territorio a solicitar algun negocio; a cuyo efecto llevarà su Passaporte: y los transgressores seran castigados con esta diferencia: Si fueren aprehendidos en Territorio agèno, serán puestos en la carcel, y se mantendran en ella por el tiempo de la voluntad del Governador ò Superior, que les hizo aprehender; pero sino pudiessen ser havidos, el Governador ò Superior del Terreno, donde entren, formarà un processo con justificacion de las personas, y del delito, y con èl requerirà al Juèz de los transgressores; para que los castigue en la misma fórma: exceptuandose de las referidas penas los que navegando en los rios, por donde và la Frontera, fuessen constreñidos a llegar al Territorio ageno por alguna urgente necessidad, haciendo la constrar. Y para quitar toda ocasion de discordia, no serà licito lebantar ningun genero de fortification en los rios, cuya navegacion fuesse comun, ni en sus margenes, ni poner embarcaciones de registro, ni Artilleria, ni establecer fuerças que de qualquiera modo pueda impedir la libre y comun navegacion. Ni tampoco serà licito a ninguna de las partes visitar, registrar, ni obligar a que vayan a sus Riveras las Embarcaciones de las oppuestas; y solo podran impedir y castigar a los Vassallos de la otra Nacion si aportaren a las suyas; salvo en caso de indispensable necessidad, como queda dicho.*

Art. XX.

Para evitar algunos perjuicios, que podran ocasionarse, fuè acordado, que en los Montes, donde en conformidad de los precedentes Articulos quede puesta la Rayà en sus Cumbres, no serà licito a ninguna de las dos Potencias erigir fortificacion sobre las mismas Cumbres, ni permitir que sus Vassallos hagan en ellas poblacion alguna.

Art.

meinſchaftlich ſind, unter keinerley Vorwand oder Ver- 175C
anlaſſung, ohne zuvor die Erlaubniſs des Gouverneurs, oder erſten Gouverneurs des Landes, wohin ſie gehen will, zu nehmen, oder wenn ſie mit einem Auftrag von dem Gouverneur ihres Landes abgeſchickt worden wäre; deswegen, ſoll ſie ihren Paſs bey ſich führen und die Uebertreter ſollen beſtraft werden; mit dieſem Unterſchied: ſind ſie auf fremden Gebiet angehalten worden, ſo ſteckt man ſie ins Gefängniſs, wo ſie ſo lange bleiben ſollen, als es der Gouverneur oder Befehlshaber, welcher ſie anhalten laſſen, für gut findet; allein wenn man ihrer Perſon nicht habhaft werden können, ſo läſst der Gouverneur oder Befehlshaber des Landes, wo ſie hineinkommen, einen gerichtlichen Aufſatz verfertigen, mit Beweiſen der Perſonen und des Verbrechens, welchen er dem Richter der Uebertreter zuſtellet, damit er ſie auf eben die Weiſe ſtrafe: von erwähnten Strafen ſind die ausgenommen, welche bey der Fahrt auf den Flüſſen, durch welche die Grenze geht, durch eine dringende Noth genöthiget worden wären, in fremdes Gebiet zu kommen, wenn ſie es beweiſen können. Und um alle Gelegenheit zu Streitigkeiten zu vermeiden, ſo ſoll es nicht verſtattet ſeyn, irgend eine Art von Befeſtigung auf den Flüſſen oder an ihren Ufern anzulegen, deren Schifffahrt gemeinſchaftlich iſt, oder Wachtſchiffe und grobes Geſchütz hinzuſtellen, oder ein Mittel der Gewalt einzuführen, wodurch die freye und gemeinſchaftliche Schifffahrt auf einige Weiſe gehindert werden kann; eben ſo wenig ſoll es keinem Theile erlaubt ſeyn, die Fahrzeuge zu durchſuchen, anzuhalten oder zu nöthigen, daſs ſie von den gegenſeitigen Ufern an ihre Ufer kommen; und nur dann ſollen ſie die Unterthanen der andern Nation hindern und ſie beſtrafen können, wenn ſie an ihren Ufern anlanden; auſser in dem Fall einer unumgänglichen Nothwendigkeit, wie geſagt worden.

ART. XX.

Zur Verhütung einigen Nachtheils, welcher ver- *Cime des montagnes.*
anlaſſet werden könnte, iſt man überein gekommen, daſs auf den Bergen, wo, zufolge der obigen Artikel, die Grenze auf ihren Gipfeln feſtgeſetzet bleibt, es keiner der beiden Mächte erlaubt ſeyn ſoll, auf den Gipfeln ſelbſt Feſtungen anzulegen, oder zu vergönnen, daſs ihre Unterthanen ſich auf ſelbigen anbauen.

1750 ART. XXI.

Siendo la guerra occasion principal de los abusos, y motivo de alterarse las reglas mas bien concertadas, quieren Sus Magestades Catholica, y Fidelissima, que si (lo que Dios no permita) se llegasse a romper entre las dos Coronas, se mantengan en paz los Vassallos de ambas, establecidos en toda la America Meridional, viviendo unos y otros, como si no huviera tal guerra entre los Soberanos, sin hacerse la menor hostilidad por si solos, ni juntos con sus Aliados. Y los motores, y caudillos de qualquiera invasion, por leve que sea, seran castigados con pena de muerte irremissible; y qualquiera presa que hagan, será restituida de buena fee integramente. Y assi mismo, ninguna de las dos Naciones permitirá el comodo uso de sus Puertos, y menos el transito por sus Territorios de la America Meridional, a los enemigos de la otra, quando intenten aprobecharse de ellos para hostilizarla, aunque fuesse en tiempo que las dos Naciones tuviessen entre si guerra en otra region. La dicha continuacion de perpetua paz, y buena vecindad, no tendrá solo lugar en las Tierras, y Islas de la America Meridional, entre los Subditos confinantes de las dos Monarchias, sino tambien en los Rios, Puertos, y Costas, y en el Mar Oceano, desde la altura de la extremidad Austral de la Isla de San Antonio, una de las de Cabo-Verde, hazia el Sur, y desde el Meridiano, que passa por sur extremidad Occidental, hazia el Poniente: de suerte que a ningun Navio de guerra, Corsario, ò otra embarcacion de una de las dos Coronas sea licito dentro de dichos Terminos en ningun tiempo atacar, insultar, ò hacer el minimo perjuicio a los Navios, y subditos de la otra; y de qualquiera atentado, que en contrario se cometa, se dará prompta satisfaccion restituindose enteramente lo que acaso se huviesse apresado, y castigandose severamente a los transgressores. Otrosi, ninguna de las dos Naciones admitirá en sus Puertos, y tierras de dicha America Meridional, Navios, ò Comerciantes, amigos, ò neutrales, sabiendo que llevan intento de introducir su commercio en las tierras de la otra, y de quebrantar las Leyes, con que los dos Monarchas governan aquellos Dominios. Y para la puntual observancia de todo lo expressado en este Articulo, se haran por ambas Co-

ART. XXI. 1750

Paix en Amerique. Commerce de Contrebande.

Da der Krieg die gröfste Gelegenheit zu Mifsbräuchen und Urfache gibt, dafs die in beſter Form verabredeten Regeln beeinträchtiget werden, ſo wollen Ihre Catholiſche und Allergetreueſte Majeſtät, Majeſtät, dafs, wenn (welches Gott verhüten wolle) ſich ein Bruch zwiſchen beiden Kronen ereignete, beider Unterthanen, welche in dem ganzen Südamerica wohnen, in Friede bleiben und zuſammen leben, als wenn kein Krieg zwiſchen den Monarchen wäre, ohne die geringſte Feindſeligkeit wider einander auszuüben, weder allein, noch mit ihren Bundesgenoſſen vereinigt. Und die Urheber und Häupter irgend eines feindlichen Einfalls, er ſey ſo klein wie er wolle, ſollen unausbleiblich am Leben beſtrafet werden, und alle etwa gemachte Beute ſoll auf guten Glauben ganz wieder zurückgegeben werden. Und auf gleiche Weiſe ſoll keine der beiden Nationen den bequemen Gebrauch ihrer Häfen, viel weniger den Durchzug durch ihre Länder in Südamerica den Feinden der andern verſtatten, da ſie ſich dieſer Vortheile bedienen können, Feindſeligkeiten auszuüben; und dieſs ſoll gehalten werden, auch zur Zeit, wenn die Nationen unter ſich in anderer Gegend Krieg führen ſollten. Beſagte Beybehaltung eines ewigen Friedens und einer guten Nachbarſchaft ſoll nicht nur in den Ländern und Inſeln von Südamerica, zwiſchen den benachbarten Unterthanen beider Monarchien Statt haben, ſondern auch auf den Flüſſen, in den Häfen, auf den Küſten und auf dem Weltmeere von der Höhe des mittäglichen Endes der Inſel San Antonio, einer der Inſeln des grünen Vorgebürges (Cabo Verde) an nach Süden zu; und von der Mittagslinie an, welche durch ihre weſtliche Spitze ſtreicht, nach Abend zu; ſolcher Geſtalt, dafs keinem Kriegsſchiffe, Caper, oder anderm Fahrzeuge einer der beiden Kronen erlaubt ſey, innerhalb beſagten Bezirks zu keiner Zeit die Schiffe und Unterthanen der andern anzugreifen, zu beſchimpfen, oder ihnen den geringſten Nachtheil zuzufügen; und für jedwede Vergreifung, welche hiewider geſchieht, ſoll unverzügliche Genugthuung gegeben werden, durch die völlige Wiedererſtattung deſſen, was genommen worden wäre, und durch ernſtliche Beſtrafung der Uebertreter. Ferner ſoll keine von beiden Nationen in ihren Häfen und Ländern dieſes ſüdlichen America Schiffen und Handelsleuten,

1750 *Cortes los mas efficaces encargos a sus respectivos Governadores, Comandantes, e Justicias: Bien entendido, que aun en caso (que no se espera) que aya algun incidente, ò descuido, contra lo prometido y estipulado en este Articulo, no servirà esso de prejuicio a la observancia perpetua y inviolable de todo lo demas que por el presente Tratado queda arreglado.*

Art. XXII.

Para que se determinen con mayor precision, y sin que aya lugar à la mas leve duda en lo futuro en los Lugares, por donde debe passar la Raya en algunas partes, que no estan nombradas, y especificadas distintamente en los Articulos antecedentes, como tambien para declarar à qual de los dos Dominios han de pertenecer las Islas, que se hallan en los rios, que han de servir de Frontera, nombaràn ambas Magestades, quanto antes, Comissarios inteligentes; los quales reconocido toda la Raya, ajusten con la mayor distincion y claridad, los parages por donde ha de correr la demarcacion, en virtud de lo que se expressa en este Tratado, poniendo marcas en los lugares, que les parezca conveniente; y aquello en que se conformaren, serà valido perpetuamente en virtud de la Aprobacion, y Ratificacion de ambas Magestades. Pero en caso que no puedan concordarse en algun parage, daran quenta a los Sereníssimos Reyes, para decidir la duda en terminos justos y convenientes. Bien entendido, que lo que dichos Comissarios dexaren de ajustar, no perjudicarà de ninguna suerte al vigor y observancia del presente Tratado; el qual independiente de esto quedarà firme y inviolable en sus clausulas y determinaciones, serviendo en lo futuro de regla fixa, perpetua, y inalterable para los Confines del Dominio de las dos Coronas.

sie seyen fremde oder von ihrer Nation, Zutritt verstatten, 1750
wenn man weiss, dass sie die Absicht haben ihre Handlung ins Gebiet der andern zu treiben und die Gesetze zu brechen, wornach beide Monarchen diese Herrschaften regiren. Und zur pünctlichen Beobachtung des ganzen Inhalts dieses Artikels, sollen von beiden Höfen an ihre Gouverneurs, Commandanten und Gerichte die nachdrücklichsten Befehle ergehen. Sollte aber (wider Verhoffen) sich ein Vorfall oder Vernachlässigung, dem Versprochenen und in diesem Artikel Versicherten zuwider, ereignen, so soll dieſs der beständigen und unverbrüchlichen Beobachtung alles andern, was in dem gegenwärtigen Tractate festgesetzet worden, nicht zum Nachtheil gereichen.

ART. XXII.

Damit die Grenzen mit der gröfsten Genauigkeit bestimmt werden, und in Zukunft nicht der geringste Zweifel in Ansehung der Oerter entstehen möge, durch welche die Grenzlinie in einigen Gegenden gehen soll, die in den obigen Artikeln nicht besonders genannt und angezeiget sind; wie auch damit erkläret werde, zu welcher der beiden Herrschaften die Inseln gehören, welche sich in den Flüssen, die zur Grenze dienen, befinden, werden beide Majestäten ungesäumt verständige Commissarien ernennen, welche bey Besichtigung der ganzen Grenze mit der gröfsten Genauigkeit und Deutlichkeit die Gegenden bestimmen, wodurch die Scheidung, Kraft dessen was in diesem Tractat ausgedruckt wird, laufen soll, und nach ihrem Gutdünken an den Oertern Merkmahle errichten; und das, worin sie übereinkommen, soll Kraft der Genehmigung und Ratification beider Majestäten auf ewig gültig seyn. Falls sie sich aber in einer Gegend nicht vergleichen können, sollen sie den Durchlauchtigsten Königen Rechenschaft geben, dass der Zweifel auf eine gerechte und billige Art entschieden werde. Wohl zu verstehen, dass das, was besagte Commissarien unberichtiget liefsen, der Gültigkeit und Betrachtung des gegenwärtigen Tractats auf keine Art nachtheilig seyn soll; als welcher demohngeachtet in seinen übrigen Puncten und Bestimmungen fest und unverletzlich bleiben, und in Ansehung der Grenzen der Herrschaften beider Kronen künftig zur festen, beständigen und unwandelbaren Regel dienen soll.

Commissaires pour regler les limites.

1750

ART. XXIII.

Se determinarà entre las dos Mageſtades el dia, en que ſe han de hacer las mutuas entregas de la Colonia del Sacramento con el Territorio adyacente, y de las Tierras y Pueblos comprehendidos en la ceſſion, que hace S. M. C. en la margen Oriental del rio Uruguay; el qual dia no paſſarà del anno deſpues que ſe firme eſte Tratado; a cuyo efecto, luego que ſe ratifique, paſſaràn Sus Mageſtades Catholica y Fideliſſima las Ordenes neceſſarias, de que ſe harà cambio entre los dichos Plenipotenciarios; y por lo tocante à la entrega de los demas Pueblos ò Aldeas, que ſe ceden por ambas partes, ſe executarà al tiempo, que los Comiſſarios nombrados por ellas, lleguen à los pareges de ſu ſituacion, examinando, y eſtableciendo los Limites; y los que ayan de ir a eſtos pareges, ſeràn deſpachados con mas brevidad.

ART. XXIV.

Es declaracion que las ceſſiones contenidas en los preſentes Articulos, no ſe reputaràn como determinadas equivalente unas de otras, ſino que ſe hacen reſpecto al total de lo que ſe controvertia y alegaba, ò que recíprocamente ſe cedia, y à aquellas conveniencias, y comodidades, que al preſente reſultaban à una y à otra parte; y en atencion à eſto ſe reputò juſta y conveniente para ambas la concordia y determinacion de Limites, que và expreſſada, y como tal la reconocen y aprueban Sus Mageſtades en ſu Nombre, y de ſus Herederos y Succeſſores, renunciando otra qualquiera pretenſion en contrario; y prometiendo en la misma fórma, que en ningun tiempo, y con ningun fundamento ſe diſputarà lo que và ſentado, y concordado en eſtos Articulos; ni con pretexto de leſion, ni otra qualquiera, pretenderan otro reſarcimiento, ò equivalente de ſus mutuos derechos, y ceſſiones referidas.

ART. XXIII. 1750

Zwiſchen beiden Majeſtäten ſoll der Tag anberahmet werden, an welchem die gegenſeitigen Abtretungen der Colonia del Sacramento ſamt dem umliegenden Lande, wie auch der Länder und Oerter geſchehen ſoll, welche in der Abtretung begriffen ſind, die Se. Catholiſche Majeſtät am öſtlichen Ufer des Uruguay bewilliget. Dieſer Tag ſoll nicht über ein Jahr, von der Unterzeichnung dieſes Tractats angerechnet, ausgeſetzet werden. Zu dem Ende wollen Ihre Catholiſche und Allergetreueſte Majeſtäten, gleich nach der Ratification, die nöthigen Befehle ertheilen, welche beſagte Vollmächtige ſich einander zuſtellen ſollen. Und anlangend die Uebergabe der andern Flecken oder Dörfer, welche von beiden Theilen abgetreten werden, ſo ſoll ſelbige alsdann vollzogen werden, wenn die von ihnen ernannten Commiſſarien in dieſe Gegenden kommen, und die Grenzen unterſuchen und feſtſetzen. Und die Perſonen, welche in dieſe Gegenden gehen ſollen, werden ohne Verzug dahin abgefertiget werden.

Execution du traité.

ART. XXIV.

Man erkläret hiebey, daſs die in den gegenwärtigen Artikeln enthaltenen Abtretungen nicht angeſehen werden ſollen, als ein beſtimmtes Equivalent, das ein Theil dem andern giebt; ſondern daſs ſie in Betracht des Ganzen geſchehen, worüber geſtritten wurde, worauf man ſich bezogen, oder einander abgetreten hatte, und in Betracht der Vortheile und Bequemlichkeiten, welche gegenwärtig beiden Theilen dadurch zufielen: und in Hinſicht deſſen hat man den Vergleich und die Beſtimmung der Grenzen, welche hier ausgedruckt worden, für beide Theile gerecht und vortheilhaft gefunden. Wie ſolches denn auch Ihre Majeſtäten in ihrem, ihrer Erben und Nachfolger Nahmen erkennen und genehmigen und auf allen dem zuwiderlaufenden Anſpruch Verzicht thun; und in eben der Form verſprechen, daſs zu keiner Zeit und aus keinerley Grunde dasjenige, was in dieſen Artikeln feſtgeſetzet und verglichen worden, ſtreitig gemacht werden ſoll. Auch wollen ſie weder unter dem Vorwande eines erlittenen Nachtheils, noch unter irgend einem andern Vorwande eine andere Vergütung oder Equivalent ihrer gegenſeitigen Rechte und angeführten Abtretungen fordern.

Renonciation à l'exception laesionis.

ART.

1750

ART. XXV.

Para mas plena ſeguridad de eſte Tratado, convinieron los dos Altos Contratantes en garantirſe recíprocamente toda la Frontera, y adyacencias de ſus Dominios en la America Meridional, conforme arriba queda expreſſado; obligandoſe cada uno à auxiliar, y ſocorrer à el otro contra qualquiera ataque ò invaſion, haſta que con efecto quede en la pacifica poſſeſſion, uſo libre y entero, de lo que ſe le pretendieſſe uſurpar; y eſta obligacion, en quanto à las Coſtas del Mar, y Payſes circunvecinos à ellas, por la parte de S. M. F. ſe extenderà haſta las margenes del Orinoco de una y otra banda, y desde Caſtillos haſta el eſtrecho de Magallanes; Y por la parte de S. M. C. ſe extenderà haſta las margenes de una y otra banda del rio de las Amazonas ò Marañon, y desde el dicho Caſtillos haſta el puerto de Santos: Pero, por lo que toca à lo interior de la America Meridional, ſera indefinida eſta obligacion; y en qualquiera caſo de invaſion, ò ſublevacion, cada una de las Coronas ayudarà, y ſocorrerà à la otra haſta ponerſe las coſas en el eſtado pacifico.

ART. XXVI.

Eſte Tratado con todas ſus clauſulas, y determinaciones, ſerà de perpetuo vigor entre las dos Coronas; de tal ſuerte, que aun en caſo (que Dios no permita) que ſe declaren guerra, quedarà firme y invariable durante la misma guerra, y deſpues de ella, ſin que nunca ſe pueda reputar interrumpido, ni neceſſite de revalidarſe. Y al preſente ſe aprobarà, confirmarà, y ratificarà, por los dos Sereniſſimos Reyes; y ſe harà el cambio de las Ratificationes en el termino de un mez, deſpues de ſu data, ò antes ſi fuere poſſible.

En fee de lo qual, e en virtud de las Ordenes y Plenos-poderes, que Nos los dichos Plenipotenciarios havemos recebido de nueſtros Amos, firmamos el preſente

ART. XXV. 1750

Zu deſto mehrerer Sicherheit dieſes Tractats ſind die beiden hohen ſchlieſſenden Theile dahin übereingekommen, ſich einander die ganze Grenze mit dem anliegenden Lande ihrer Herrſchaften in Südamerica, ſo wie ſolches oben beſtimmt worden, zu verſichern. Und jeder Theil verbindet ſich, bey irgend einem feindlichen Angriff oder Einfall dem andern beyzuſtehen und zu helfen, bis er würklich in den ruhigen Beſitz, in den freyen und völligen Genuſs desjenigen geſetzet worden, worüber man ſich wider ihn die Herrſchaft anmaſſen wollte. Dieſe Verbindlichkeit in Anſehung der Küſten des Meers und der an ſie grenzenden Länder ſoll ſich von Seiten Sr. Allergetreueſten Majeſtät bis an die Ufer des Orinoco auf beiden Seiten erſtrecken, und von Caſtillos bis an die Magellaniſche Meerenge: und von Seiten Sr. Catholiſchen Majeſtät ſoll ſie ſich erſtrecken bis an die beiderſeitigen Ufer des Amazonen- oder Marannon-Fluſſes, und von beſagtem Caſtillos bis an den Hafen der Heiligen (Puerto de Santos). Was aber das Innere von Südamerica anbetrifft, ſo ſoll dieſe Verbindlichkeit unbedingt ſeyn; und bey jedem Vorgange eines feindſeligen Einfalls oder einer Empörung, ſoll jedwede der Kronen der andern helfen und beyſpringen, bis die Sachen in friedlichen Stand geſetzet worden. *Garantie des poſſeſſions en Amerique.*

ART. XXVI.

Dieſer Tractat mit allen ſeinen Puncten und Beſtimmungen ſoll von immerwährender Gültigkeit zwiſchen beiden Kronen ſeyn; ſolcher Geſtalt, daſs, auch im Fall (welchen Gott verhüten wolle) ſie ſich Krieg erklären, er während des Krieges ſelbſt und nach dem Kriege feſt und unveränderlich bleiben ſoll, ohne daſs er jemals für unterbrochen gehalten werden könne, oder nöthig hätte, wieder bekräftiget zu werden. Und gegenwärtig werden ihn beide durchlauchtigſte Könige genehmigen, beſtädtigen und ratificiren, und die Auswechſelung der Ratificationen ſoll von dem Tage der Unterzeichnung an in Monathsfriſt, oder wo möglich noch eher, geſchehen. *Durée du traité.*

Zu deſſen Beglaubigung, oder Kraft der Befehle und Vollmachten, welche wir, die benannten Bevollmächtigte, von unſern Herren erhalten haben, unterzeich-

1750 *ſente Tratado, y lo ſellamos con el Sello de nueſtras Armas.*

Dado en Madrid a trece de Enero de mil ſetecientos y cincuenta.

(L. S.) DON JOSEPH DE CARVAJAL Y LANCASTER.

(L. S.) EL VISCONDE THOMAZ DA SYLVA TELLES.

Po tanto, haviendo ſe viſto e examinado el tratado referido, hé venido en aprobarle y ratificarle (como en virtud de la preſente lo appruebo y ratifico) en la mejor y mas amplia forma, que puedo; prometiendo en fee de mi palabra Real, cumplirle enteramente, como en el ſe contiene, y expreſſa; para lo qual mandè deſpachar la preſente firmada de mi mano, ſallada con mi Sello Secreto y refrendada de mi infra ſcripto Secretario de Eſtado y del Deſpacho univerſal de guerra, Indias, marina, y hacienda.

Dada en Buen-Retiro a ocho de Febrero de mil ſetecientos y cincuenta.

(L. S.) Yo el Rey

CENON DE SOMODEVILLA.

zeichnen wir den gegenwärtigen Tractat, und unter- 1750
siegeln ihn mit dem Siegel unserer Wappen.

Gegeben zu Madrid den 15. Januar 1750.

(L. S.) Don Joseph de Carbajal y Lancastro.

(L. S.) el Visconde Thomas de Silva Telles.

So ist es, daß, nachdem der obige Tractat gesehen und untersuchet worden, ich denselben bestädtiget und ratificiret habe (wie ich ihn Kraft dieses bestädtige und ratificire) in bester und vollständigster Form wie solches geschehen kann, und verspreche auf mein Königliches Wort ihn gänzlich zu erfüllen nach seinem ganzen Inhalt und Ausdruck; wesfalls ich die gegenwärtige Urkunde von meiner Hand unterschrieben, mit meinem geheimen Siegel bestätigt und contrasignirt von meinem unterzeichneten Secretair des Staats, der allgemeinen Verwaltung des Kriegs, beider Indien, des Seewesens und der Finanzen.

Gegeben zu Buen-Retiro den 8. Februar 1750.

(L. S.) Ich der König.

Cenon de Somodevilla.

(*La ratification de la part du Roi de Portugal est datée du 26. Janvier 1750.*)

1750

a.

Plénipouvoir du Roi d'Espagne.

DON FERNANDO por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canarias, de las Indias Orientales y Occidentales, y tierra firme del Mar Occeano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Brabante y de Milan, Conde de Absburg, de Flandes, del Tirol y Barcelona, Señor de Vizcaya, y de Molina &c. Por quanto luego que se descubrió el basto Continente de la America, y por las dos Monarchias de España y Portugal se dió principio a las gloriosas Conquistas de aquellos Reynos, occurrieron, y aun existen entre ambos Principes muchas, y muy arduas dificultades, viva y constantemente agitadas por una y otra parte, sobre Terminos, demarcaciones, y pertenencias de algunos Territorios particulares; y esta profunda raiz de discordia no solo no ha perdido su [illegible] vigor en el largo espacio de mas de dos siglos y medio, sino que al contrario ha ido creciendo de dia en dia, de modo que los varios remedios aplicados en distintos tiempos, ò no han tenido los deseados efectos, ò no han sido universales; y de aqui han resultado en los dos Reynos algunos rompimientos, cuya cessacion nunca ha sido permanente por haver faltado siempre la vasa fundamental de una radical decision sin embargo de que para conseguirla han admitido los dos Monarchas la mediacion de Potencias terceras: Deseando yo siempre evitar en todo lo possible, quanto pueda ser occasion de una guerra, que es el mayor de los males, y concurriendo el mismo eficaz deseo en el muy Alto, muy Excelente, y muy Poderoso Principe Don Juan V. Rey de Portugal, y de los Algarves, y mirando à que mediante la actual feliz duplicacion de enlaces, permanezcan siempre las dos Augustas Familias unidas com el mas estrecho, y constante vinculo de amistad. Estamos reciprocamente convenidos en tratar, ajustar, y fenecer todas las dudas, y diferencias, que ha havido y ay sobre terminos, demarcaciones, y pertenencias de Territorios

ritorios particulares en la America, entre la Corona de Eſpaña y la de Portugal, y eſtablecer reglas fixas, que en lo futuro eviten todo motivo de queſtiones y deſavenencias entre unos y otros Vaſſallos. Por tanto, teniendo Yo preſente la fidelidad, celo y conocimiento, que por repetidas experiencias para los negocios mas graves de mi Monarchia he hallado em Vós Don Joſeph de Carvajal y Lancaſter, mi Gentil-hombre de Camara con exercicio, mi Miniſtro de Eſtado, Decano del Conſejo de Eſtado, Governador del Supremo de las Indias, Preſidente de la Junta de Comercio y Moneda, y ſuperintendente General de las Poſtas y Correos de dentro y fuera de Eſpaña, por el preſente os doy y concedo pleno y amplio poder, y facultad, para que en mi Nombre, y repreſentando mi Real Perſona, podais conferir, tratar, y eſtablecer con Don Thomas de la Sylva Telles, Viſconde de Villa-Nueva de Cerveira, del Conſejo de S. M. F., en el de Guerra, Maeſtro de Campo General de ſus Exercitos, y Embaxador extraordinario cerca de mi Real Perſona entre la Monarchia, Subditos y Vaſſallos de Eſpaña, y la Monarchia, Subditos y Vaſſallos de la de Portugal, un Tratado general ſobre Terminos, demarcaciones y pertenencias de todos y qualesquiera Territorios particulares, ſobre que haſta aora haya havido dudas, diſcordias, ò diſputas entre los Reyes de Eſpaña y de Portugal, y ſobre todos aquellos, de que pudieran originarſe en lo futuro; y que en el dicho Tratado podais proponer, incluir y ofrecer, y reſpectivamente admitir, conſentir y firmar todos los pactos, articulos, condiciones, declaraciones, ceſſiones, traſpaſſos, aſſignaciones, demarcaciones, limitaciones, y ampliaciones, que os parecieren utiles, convenientes, y proporcionadas para conſeguir desde aora para ſiempre la extincion, y fenecimiento de todas las dudas, queſtiones, y altercaciones, que por qualquiera de las cauſas dichas ayan ſobrevenido, y aun eſtan pendientes entre ambas Coronas; pues para todo ello, y lo demas anexo y dependiente, os doy tan pleno y amplio Poder, como de derecho ſe requiere y es neceſſario; y lo que en ſu virtud ajuſtareis, concluyereis y firmareis, lo admitirè y confirmarè, y lo darè por bien hecho; y quiero que ſea firme, eſtable y valedero, y aſſi lo prometo baxo de mi Palabra Real. En cuya fee mandè dar el preſente, firmado de mi Mano, ſellado con mi Sello, y

1750

1750 y refrendado de mi infraſcripto Conſejero y Secretario de Eſtado, y del Deſpacho univerſal de Guerra, Indias, Marina y Hacienda.

En Buen-Retiro a trece de Enero de mil ſetecientos y cincuenta.

Yo El-Rey

Don Cenon de Somodevilla.

b.

Pléinpouvoir du Roi de Portugal.

Dom Joaõ por graça de Deos Rey de Portugal e dos Algarves, dáquem e dálem Mar, em Africa Senhor de Guiné, e da conquiſta, Navegaçaõ, Commercio da Ethiopia, Arabia, Perſia, e da India &c. Faço ſaber aos que eſta minha Carta Patente virem, que exiſtindo varias diſputas ſobre confins entre eſta Corôa e a de Eſpanha, nas Indias Oriental e Occidental, desde o tempo do ſeu deſcubrimento á que naõ pode atégora, por meyo de alguns Tratados e Convençoẽs, que ſe fizeraõ, dar-ſe providencia, e determinaçaõ tal, que foſſe efficaz para compor de todo as duvidas e differenças, que de huma e outra parte ſe excitavaõ; e conſtando-me que o Sereniſſimo Rey Catholico, meu bom Irmaõ e Genero, concorria comigo no deſejo de buſcar algum expediente, com que todas as ditas duvidas por huma vez ficaſſem terminadas, ſem que ſubſiſtiſſe mais por eſſe motivo occaſiaõ alguma de deſabor entre as duas Corôas; antes regulados fixa e invariavelmente os limites des Conquiſtas de huma e outra Monarchia, ſómente ſe cuidaſſe ao diante em dar mutuas provas, de boa vizinhança, e amigavel correſpondencia. Houvo por bem nomear, como pela preſente nomeyo por meu Plenipotenciario a Thomaz da Sylva Telles, Visconde de Villa Nova de Cerveira, do meu Concelho, e do de Guerra, Meſtre de Campo General dos meus Exercitos, e meu Embaixador extraordinario na Corte de Madrid, de cuja probidade,

zelo

zelo e intelligencia, eſpero neſſa materia toda a ſatis- 1750
façaõ, com que em outras de meu ſerviço ſe tem empregado, para que com a peſſoa ou peſſoas, a quem o dito Sereniſſimo Rey des ſemelhantes Plenos-poderes, poſſa conferir, ajuſtar, concordar, e aſſignar da minha parte hum Tratado para a reciproca determinaçaõ dos limites, que haõ de ſubſiſtir ao diante entre as Conquiſtas das duas Monarchias, nas Indias Oriental e Occidental, e particularmente no Continente da America Meridional; para o que dou ao dito meu Plenipotenciario toda a faculdade, auctoridade e poder general e eſpecial, obrigando-me debaixo de fé e palavra de Rey, a haver por ffirme e valioſo tudo o que por elle for tratado, concordado e eſtipulado, e a ratificalo no tempo, em que elle convier. Em fé do que, fiz paſſar eſta carta, aſſignada por mim, e ſellada com o Sello grande das minhas armas.

Dada neſta Cidade de Lisboa a vinte de Dezembro do anno do Naſcimento de noſſo Senhor Jeſu Chriſto de mil ſetecentos quarenta e nove.

El-Rey

MARCO ANTONIO DE AZEVEDO COUTINHO.

APPENDICE

I.

1794 *Traités entre les Rois d'Espagne et de Portugal touchant les decouvertes dans l'Ocean etc. conclus à Tordesillas* 1494.

(L'une Espagnol dans: CAETANO DE SOUSA *provas da historia genealogica da casa real Portugueza* T. II. p. 94. tiré des archives da Torre do Tombo; l'autre à la suite de l'imprimé de Lisbonne du traité de 1750. p. 59.).

a.

Traité tel qu'il se trouve dans l'Impr. séparé de 1750.

Ratification Espagnole. *DON FERNANDO, y Doña Izabel por la gracia de Dios Rey y Reyna de Castilla, de Leon, de Aragon, y de Sicilia, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Cevilla, de Sardeña, de Cordova, de Corsega, de Murcia, de Jahen, del Algarbe, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, Condes y Condeça de Barcelona, y Señores de Viscaya y de Molina, Duques de Atenas y de Neopatria, Condes de Rossillon y de Cerdania, Marqueses de Oristan y de Gocia-*

Comme les traités qui suivent, savoir ceux de Tordesillas de 1494 et celui de Saragosse de 1529 sont importans pour l'etude de l'histoire et servent à l'intelligence de celui de 1750, et que d'ailleurs ils manquent dans tous les recueils généraux, ne se trouvant que je sache, qu'à la suite de l'imprimé séparé de 1750 et dans CAETANO DE SOUSA provas etc. ouvrages rares l'un et l'autre chès nous, j'ai cru rendre service au public en les ajoutant ici, quoiqu'ils soient antérieurs de beaucoup à l'epoque qu'embrasse le present recueil. La bulle papale du 4 May 1793, à la quelle le traité de 1494, s'y rapporte se trouve dans DUMONT T. III. P. II. p. 302. Mais le traité de 1494 imprimé sép. 1750 et celui dans CAETANO DE SOUSA sont deux traités differens, quoique de même date, dont l'un touche la ligne de démarcation, et l'autres les affaires d'Afrique, je les fais donc suivre ici lettre *a* et *b*.

Gociano, en uno con el Princepe Don Juan, nueſtro muy caro y muy amado hijo, primogenito heredero de los dichos nueſtros Reynos y Señorios. Por quanto, por Don Henrique Henriques, nueſtro Mayordomo mayor, y Don Guterre de Cardenas, Comiſario mayor de Leon, nueſtro Contador mayor, y el Doctor Rodrigo Maldonado, todos del nueſtro Conſejo, fue tratado, aſſentado, y capitulado por nós, y en nueſtro nombre, y por virtud de nueſtro poder, con el Sereniſſimo Don Juan por la gracia de Dios Rey de Portugal y de los Algarbes, de aquiende, y de allende el mar, en Africa Señor de Guinea, nueſtro muy caro y muy amado hermano, y con Rey de Soſa Señor de Uſagres y Berengel, y Don Juan de Soſa ſu hijo, Almotacen mayor del dicho Sereniſſimo Rey nueſtro hermano, y Arias de Almadana, Corregidor de los fechos civiles de ſu Corte y del ſu Deſembargo, todos del Conſejo del dicho Sereniſſimo Rey nueſtro hermano, em ſu Nombre, y por virtud de ſu poder, ſus Embaxadores que a nós vinieron; ſobre la diferencia de lo que a nós y al dicho Sereniſſimo Rey nueſtro hermano pertenece, de lo que haſta ſiete dias deſte mes de Junio, en que eſtamos, de la fecha deſta Eſcriptura eſtá por deſcubrir en el mar Oceano, en la qual dicha capitulacion los dichos nueſtros Procuradores entre ötras coſas prometieron, que dentro de cierto termino en ella contenido, nós otorgariamos, confirmariamos, juraríamos, ratificariamos, y aprovariamos la dicha capitulacion por nueſtras perſonas; e nós queriendo complir, e compliendo todo lo que aſy en nueſtro nombre nombre fue aſentado, e capitulado, e otorgado cerca de lo ſuſodicho, mandamos traer ante nós la dicha Eſcriptura de la dicha capitulacion y aſiento para la ver y examinar, y el tenor della de verbo ad verbum es eſte que ſe ſigue: 1494

En El Nombre de Dios Todo Poderoſo, Padre y Fijo y Eſpirito Santo, tres perſonas realmente diſtinctas y apartadas, y una ſola Eſſencia Divina. Tratd.

Manifieſto, y notorio ſea a todos quantos eſte publico inſtrumento vierem, como en la Villa de Tordeſillas a ſiete dias del mes de Junio, anno del Nacimiento de nueſtro Señor Jeſu Chriſto de mil e quatrocientos e noventa e quatro annos, en preſencia de nós los Secretarios, y Eſcrivanos, y Notarios publicos de

1494 ynso escritos, estando presentes los honrados Don Henrique Henriques Mayordomo mayor de los muy Altos y muy Poderosos Principes, Señores Don Fernando y Doña Isabel por la gracia de Dios Rey y Reyna de Castilla, de Leon, de Aragon, de Sicilia, de Granada &c. e Don Guterre de Cardenas, Contador Mayor de los dichos Señores Rey y Reyna, y el Doctor Rodrigo Maldonado, todos del Consejo de los dichos Señores Rey y Reyna de Castilla, e de Leon, de Aragon, de Sicilia, e de Granada &c. sus procuradores bastantes de la una parte, e los honrados Ruy de Sosa, Señor de Usagres e Berengel, e Don Juan de Sosa su hijo, Almotacen mayor del muy Alto y muy Excelente Señor el Señor Don Juan por la gracia de Dios Rey de Portugal e de los Algarbes, de aquende e de allende el mar, en Africa Señor de Guinea, e Arias de Almadana, Corregidor de los fechos civiles en su Corte, e del su Desembargo, todos del Consejo del dicho Señor Rey de Portugal, e sus Enbaxadores e Procuradores bastantes, segund amas las dichas partes lo mostraron por las cartas e poderes, e procuraciones de los dichos Señores sus constituyentes, de las quales su tenor de verbo ad verbum es este que se figue:

Pleinpouvoir Espagnol

Don Fernando y Doña Isabel por la gracia de Dios Rey e Reyna de Castilla, de Leon, de Aragon, de Sicilia, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jahen, del Algarbe, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, Conde y Condeça de Barcelona, e Señores de Viscaya e de Molina, Duques de Atenas e de Neopatria, Condes de Rosellon et de Cerdania, Marqueses de Oristan e de Goceano. Por quanto el Serenissimo Rey de Portugal nuestro muy caro amado hermano, embio a nós por sus Embaxadores et Procuradores a Ruy de Sosa, cuyas son las Villas de Usagre e Berengel, e a Don Juan de Sosa su Almotacen mayor, e Arias de Almadana su Corregidor de los fechos Civiles en su Corte e del su Desembargo, todos del su Consejo, para platicar e tomar asiento e concordia con nos, ò con nuestros Embaxadores e Procuradores, en nuestro Nombre, sobre la diferencia que entre nós y el dicho Serenissimo Rey de Portugal nuestro hermano, es sobre lo que a nós y a el pertenece de lo que hasta agora está por descubrir en el mar Oceano,

por

por ende confiando de vós Don Henrique Henriques nueſtro Mayordomo mayor, e Don Guterre de Cardenas Comiſario mayor de Leon, nueſtro Contador mayor, e del Doctor Rodrigo Maldonado de Talvera todos del nueſtro Conſejo, que ſois tales perſonas, que guardareis nueſtro ſervicio, e bien e fielmente hareis lo que por nós vos fuere mandado e encomendado; por eſta preſente Carta vos damos todo nueſtro poder complido, en aquella mas apta forma que podemos e en tal caſo ſe requiere, eſpecialmente para que por nós y en nueſtro nombre e de nueſtros herederos, e ſubceſores, e de todos nueſtros Reynos e Señorios, ſubditos e naturales dellos, podays tratar, concordar e aſentar, e fazer trato e concordia con los dichos Embaxadores del dicho Sereniſſimo Rey de Portugal nueſtro hermano, en ſu Nombre, qualquier concierto, aſiento, limitacion, demarcacion e concordia ſobre lo que dicho es, por los vientos en grados de Norte, e del Sol, e por aquellas partes, diviſiones, e lugares del Cielo, e de la mar, e de la tierra, que a vós bien viſto fueren, e aſy vos damos el dicho poder, para que podays dexar al dicho Rey de Portugal, e a ſus Reynos e Sobſeſores todos los mares e Tslas, e tierras, que fueren e eſtovieren dentro de qualquier limitacion e demarcacion, que con el fincaren e quedaren; e otroſy vos damos el dicho poder, para que en nueſtro Nombre, e de nueſtros Herederos e Sobſeſores, e de nueſtros Reynos e Señorios, e ſubditos e naturales dellos, podades concordar, e aſentar, e recebir, e aceptar del dicho Rey de Portugal, e de los dichos ſus Embaxadores, e Procuradores en ſu Nombre, que todos los mares, Tslas, e tierras, que fueren e eſtovieren dentro de la limitacion e demarcacion de Coſtas, mares e Tslas, e tierras, que quedaren e fincaren con nós e con nueſtros Sobſeſores, para que ſean nueſtros e de nueſtro Señorio e Conquiſta, e aſy de nueſtros Reynos e Sobſeſores dellos, con aquellas limitaciones e exepciones, e con todas las otras diviſiones e declaraciones, que a vòs otros bien viſto fuere; e para que ſobre todo lo que dicho es, e para cada una coſa e parte dello, e ſobre lo a ello tocante, ò de ello dependiente, ò a ello anexo e conexo en qualquier manera, podais faſer e otorgar, concordar, tratar e recebir, e aceptar en nueſtro Nombre, e de los dichos nueſtros Herederos e Sobſeſores, e de todos nueſtros Reynos e Señorios, e ſubditos e naturales dellos, qualesquier capitulaciones e contractos, eſcripturas, con qualesquier vinculos, 1494

1494 *abtos, modos, condiciones, obligaciones e estipulaciones, penas e submisiones e renunciaciones, que a vòs otros quisierdes e bien visto vos fuere e sobre ello podays fazer e otorgar, e fagays e otorgueys todas las cosas, e cada una dellas, de qualquier naturaleza e calidad, gravedad e importancia, que sea, ò ser poedan, aunque sean tales, que por su condicion requieran otro nuestro señalado e especial mandado, e de que se deviese de fecho e de derecho faser singular e espresa mincion, e que nòs seyendo presentes podriamos faser e otorgar e recebir, e otrosy vos damos poder complido, para que podays jurar, e jureis en nuestra anima, que nòs e nuestros Herederos e Sobsesores, e Subditos e Naturales, e Vasallos adquiridos e por adquerir, ternemos, guardaremos e compliremos, e que ternan, guardaran e compliran realmente e con efeto todo lo que vòs otros asy asentardes, capitulardes, e jurardes e otorgardes, e firmardes, sesante toda cautela, fraude e engaño, ficcion, simulacion, e asy podays en nuestro Nombre capitular e segurar, e prometer, que nòs en persona segurarèmos, juraremos e prometeremos e otorgaremos e firmaremos todo lo que vòs otros en nuestre Nombre, cerca de lo que dicho es, segurardes e prometierdes e capitulardes, dentro de aquel termino de tiempo, que vos bien pareciere, e que lo guarderemos e cumpliremos realmente e con efecto, sò las condiciones e penas e obligationes contenidas en el contracto de las pases entre nòs y el dicho Sereníssimo Rey nuestro hermano fechas e concordadas, e so todas las otras que vòs otros prometierdes e asentardes, las quales desde agora prometemos de pagar, se en ellas yncorrieremos; para lo qual todo e cada una cosa e parte dello, vos damos el dicho poder con libre e general administracion, e prometemos e seguramos por nuestra fé y palabra Real, de tener e guardar e cumplir nòs e nuestros Herederos e Sobsesores, todo lo que por vòs otros, cerca de lo que dicho es, en qualquier forma e manera fuere fecho e capitulado e jurado e prometido; e prometemos de lo haver por firme rato e grato, estable e valedero agora e en todo tiempo jamas; e que nò yremos ni vernemos contra ello ni contra parte alguna dello, nós, ni nuestros Herederos e Sobsesores, por nòs, ni por otras interpositas personas, directe, ni indirecte, sò alguna color, ni causa en juicio, ni fuera dèl, sò obligacion expresa, que para ello fasemos de todos nuestros biens patrimoniales e fiscales, e otros qualesquer*

de

de nueſtros Vaſſallos, ſubditos, e naturales, muebles y rayſes, havidor e por haver. Por firmeſa de lo qual mandamos dar eſta nueſtra carta de poder, la qual firmamos de nueſtros Nombres, e mandamos fellarla con nueſtro ſello: dada en la Villa de Tordeſillas a cinco dias del mes de Junio, anno del Naſcimiento de nueſtro Señor Jeſu Chriſto de mil quatrocientos e noventa e quatro annos. = Yo El Rey. = Yo la Reyna. = Yo Fernan Dalvres de Toledo, Secretario del Rey e de la Reyna nueſtros Señores la fize eſcrevir por ſu mandado. 1494

Don Juan por la gracia de Dios Rey de Portugal, e de los Algarbes, de aquiende, e de allende el mar en Africa, e Señor de Guinea. A quantos eſta nueſtra Carta de poder e procuracion vieren, faſemos ſaber, que por quanto por mandado de los muy Altos, e muy Excelentes, e poderoſos Princepes, El Rey Don Fernando, e Reyna Doña Iſabel, Rey e Reyna de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de Secilia, de Granada &c. nueſtros muy amados e preciados hermanos, fueron deſcobiertas e halladas novedamente algunas Tslas, e podrian adelante deſcobrir e hallar otras Tslas e tierras, ſobre las quales unas, e las otras halladas, e por hallar, por el derecho, e raſon, que en ello tenemos, podrian ſobrevenir entre nòs todos, e nueſtros Reynos e Señorios, Subditos e naturales dellos, debates e diferencias, que nueſtro Señor no conſienta, a nos plaſe, por el grande amor e amiſtad, que entre nòs todos ay, e por ſe buſcar, procurar, e conſervar mayor paz, e mas firme concordia, e aſuciego, que el mar en que las dichas Tslas eſtan, fueren halladas, ſe parta e demarque entre nòs todos en alguna buena, cierta, e limitada manera; y porque nòs al preſente nò podemos en ello intender en perſona, confiando de vós Ruy de Soſa, Señor de Uſagres e Berengel, y Don Juan de Soſa nueſtro Almotacen mayor, y Arias de Almadana, Corregidor de los fechos civiles en la nueſtra Corte, e del nueſtro Deſembargo, todos del nueſtro Conſejo, por eſta preſente Carta vos damos todo nueſtro complido poder, abtoridad, e eſpecial mandado, e vos faſemos e conſtituimos a todos juntamente, e a dos de vòs, e a uno in ſolidum ſin los otros, en qualquier manera fueren impedidos, nueſtros Embaxadores e Procuradores, en aquella mas abta forma que podemos, e en tal caſo ſe requier, general e eſpecialmente, en tal manera, que la

Pleinpouvoir Portugais.

1494 *generalidad no derrogue a la especialidad, ni la especialidad a la generalidad, para que por nòs, e en nuestro Nombre e de nuestros Herederos et Sobsesores, e de todos nuestros Reynos e Señorios, subditos e naturales dellos, podays tratar, concordar, asentar e fasser, trateys, concordeys, e asenteys, e fagays con los dichos Rey e Reyna de Castilla nuestros hermanos, ò con quien para ello su poder tenga, qualquier concierto, asiento, limitacion, demarcacion, e concordia sobre el mar Oceano, Tslas, e tierra firme, que en el estovieren por aquellos rumos de vientos, e grados de Norte e de Sol, e por aquellas partes, devisiones, e lugares del Cielo e del mar, e de la tierra, que vos bien parecier, e asy vos damos el dicho poder para que podays dexar, e dexeis a los dichos Rey e Reyna, e a sus Reynos e Sobsesores, todos los mares, Tslas, e tierras, que fueren, e estovieren dentro de qualquier limitacion, et demarcacion, que con los dichos Rey e Reyna quedaren; e asy vos damos el dicho poder para en nuestro Nombre, e de nuestros Herederos e Sobsesores, e de todos nuestros Reynos e Señorios, subditos e naturales dellos, podays con los dichos Rey e Reyna, e con sus Procuradores, concordar, asentar, recebir, e aceptar, que todos los mares, Tslas, e tierras, que fueren, e estovieren dentro de la limitacion, e demarcacion de Costas, mares, Tslas, e tierras, que con nòs e nuestros Sobsesores fincaren, sean nuestros e de nuestro Señorio e Conquista, e asy de nuestros Reynos e Sobsesores dellos, con aquellas limitaciones, e exepciones de nuestras Tslas, e con todas las otras claufulas e declaraciones, que vos bien parecier. El qual dicho poder damos a vòs los dichos Ruy de Sosa, e Don Juan de Sosa, e Arias de Almadana, para que sobro todo lo que dicho es, e sobre cada una cosa, e parte dello, e sobre lo a ello tocante, ò dello dependiente, ò a ello anexo e connexo en qualquier manera, podays fazer e otorgar, concordar, tratar e distratar, recebir e aceptar en nuestro Nombre, e de los dichos nuestros Herederos e Sobsesores, e de todos nuestros Reynos et Señorios, subditos e naturales dellos, qualesquier capitulos e contratos e escripturas, con qualesquier vinculos, patos, modos, condiciones, obligaciones, e estipulaciones, penas, e submissiones, e renunciaciones, que vòs quesierdes, e a vòs bien visto fueren, e sobre ello podays fasser e otorgar, e fagays e otorgueys todas las cosas, e cada una dellas de qualquier naturaleza, calidad,*

grq-

gravedad, e importancia que ſean, ò ſer puedan, puesto 1494
que ſean tales, que por ſu condicion requieran otro nueſtro
ſingular e eſpecial mandado, e de que ſe devieſſe de fecho,
e de derecho faſer ſingular e expreſa mencion, e que nós
ſyendo preſentes podriamos faſer e otorgar e recebir; e
otroſy vos damos poder complido, para que podays jurar,
e jureys por nueſtra anima, que nòs e nueſtros Herederos
e Sobſeſores, ſubditos e naturales e vaſſallos adquiridos,
e por adquerir, ternemos, guardaremos, e compliremos,
ternan, guardaran, e compliran realmente e con efeto
todo lo que vòs, aſy aſentardes, capitulardes, jurardes,
e otogardes, e firmardes, ceſante toda cautela, fraude,
engaño, e fingimento, e aſy podays en nueſtro Nombre
capitular, ſegurar, e prometer, que nòs èn perſona ſe-
guraremos, juraremos, prometeremos, e firmaremos todo
lo que vòs en el ſobre dicho Nombre, acerca de lo que
dicho es, ſegurardes, prometierdes, e capitulardes, den-
tro de aquel termino de tienpo, que vos bien parecier, e
que lo guardaremos e compliremos realmente, e con efeto,
ſò las condiciones, penas, e obligaciones contenidas en el
contracto de las paſes entre nòs fechas, e concordadas, e
ſò todas las otras que vós prometierdes, e aſentardes en
el dicho Nombre, las quales desde agora prometemos de
pagar, e pagaremos realmente, e con efeto, ſy en ellas
incurrieremos, para lo qual todo, e cada una coſa, e
parte dello, vos damos el dicho poder con libre e general
adminiſtracion, e prometemos, e ſeguramos por nueſtra
fé Real, de tener, guardar e conplir, e aſi nueſtros He-
rederos e Subceſores, todo lo que por vós acerca de lo
que dicho es, en qualquier fórma e manera que fuere
fecho, capitulado, jurado, e prometido, e prometemos
de lo haver por firme, rato e grato, eſtable, e valioſo
de agora para todo ſienpre, e que nò yremos, ni verne-
mos, ni yran, ni vernan contra ello, ni contra parte
alguna dello en tienpo alguno, ni por alguna manera,
por nos, ni por ſi, ni por ynterpoſitas perſonas directe,
ni yndirecte, ſo alguna color ò cabſa en juyſio, ni fuera
del, ſò obligacion expreſa, que para ello faſemos de los
dichos nueſtros Reynos e Señorios, e de todos los otros
nueſtros bienes patrimoniales, e ſiſcales, e otros quales-
quier de nueſtrôs Vaſallos, ſubditos e naturales, muebles,
e de rayz avidos e por aver, en teſtimonio e fé de lo qual,
vos mandamos dar eſta nueſtra Carta firmada por nòs,
e ſellada de nueſtro Sello, dada en la nueſtra Cebdat de

Lis-

1494 *Lisbona a ocho dias de Março Ruy de Pina la fiso anno del Nascimiento de nuestro Señor Jesu Christo, de mil e quatrocientos e noventa e quatro annos. = El Rey. =*

Ligne de demarcation.

E Luego los dichos Procuradores de los dichos Señores Rey y Reyna de Castilla, de Leon, de Aragon, de Secilia, de Granada &c. e del dicho Señor Rey de Portugal, e de los Algarbes &c. dixeron, que por quanto entre los dichos Señores sus Constituyentes ay cierta diferencia, sobre lo que a cada una de las dichas partes pertenece, de lo que fasta oy dia de la fecha desta capitulacion, està por descubrir en el mar Oceano; por ende que ellos por bien de pàz e concordia, e por conservacion del debdo, e amor, qual dicho Señor Rey de Portugal tiene con los dichos Señores Rey e Reyna de Castilla, e de Aragon &c. a sus Altezas plaze, e los dichos sus Procuradores en su Nonbre, e por virtud de los dichos sus poderes, otorgaron e consintieron, que se haga, e señale por el dicho mar Oceano una raya, ò linea derecha de polo a polo; convien a saber, del polo artico, al polo antartico, que es de Norte a Sul, la qual raya, ò linea se aya de dar, e dè derecha, como dicho es, a trecientas e setenta leguas de las Yslas del Cabo-Verde, hasia la parte del Poniente, por grados ò por otra manera, como mejor y mas presto se pueda dar, de manera que nò sean màs, e que todo lo que hasta aqui se ha fallado, e descubierto, e de aqui a delante se hallare, e descubriere por el dicho Señor Rey de Portugal, e por sus navios, asy Yslas, come tierra firme, desde la dicha raya, e linea dada en la forma susodicha, yendo por la dicha parte del Levante, dentro de la, dicha raya a la parte del Levante, ò del Norte, ò del Sul della, tanto que no sea atravesando la dicha raya, que esto sea, e finque, e pertenesca al dicho Señor Rey de Portugal, e a sus Subcesores, para siempre jamas, e que todo lo otro, asi Yslas, como tierra firme, halladas y por hallar, descubiertas y por descubrir, que son ò fueren halladas par los dichos Señores Rey e Reyna de Castilla, e de Aragon &c., e por sus navios desde la dicha raya dada en la forma suso dicha, yendo por la dicha parte del Poniente, despues de pasada la dicha raya hasia el Poniente, ò el Norte, ò el Sul della, que todo sea, e finque, e pertenesca a los dichos Señores Rey e Reyna da Castilla, e de Leon &c. e a sus sobse-

fores

ſores para ſiempre jamas. Yten los dichos Procuradores 1494
promityeron, e ſeguraron por virtud de los dichos poderes, que de oy en adelante no embiaran navios algunos; conviene a ſaber, los dichos Señores Rey e Reyna de Caſtilla, e de Leon, e de Aragon &c. por eſta parte de la raya a la parte del Levante aquiende de la dicha raya, que queda para el dicho Señor Rey de Portugal e de los Algarbes &c., ni el dicho Señor Rey de Portugal a la otra parte de la dicha raya, que queda para los dichos Señores Rey e Reyna de Caſtilla, e de Aragon &c. a deſcobrir e buſcar tierras, ni Yslas algunas, ni a contratar, ni reſcatar, ni conquiſtar em manera alguna; pero que ſi acaeſciere, que yendo aſy aquiende de la dicha raya los dichos navios de los dichos Señores Rey e Reyna de Caſtilla, de Leon, e de Aragon &c. fallaſen qualesquier Yslas, ò tierras en lo que aſy queda para el dicho Señor Rey de Portugal, que aquello tal ſea, e finque para el dicho Señor Rey de Portugal, e para ſus Herederos para ſiempre jamas, e ſus Alteſas gelo ayan de mandar loego dar, e entregar. E ſe los navios del dicho Señor Rey de Portugal falláren qualesquier Yslas, e tierras en la parte de los dichos Señores Rey e Reyna de Caſtilla, e de Leon, e Aragon &c., que todo lo tal ſea, e finque para los dichos Señores Rey e Reyna de Caſtilla, de Leon e de Aragon &c., e para ſus Herederos para ſiempre jamas, e que el dicho Señor Rey de Portugal, gelo haya loego de mandar dar, e entregar. Yten, para que la dicha linia, ò raya de la dicha particion ſe aya de dar, e dè derecha, e la mas cierta, que ſer podiere por las dichas trecientas e ſetenta legoas de las dichas Yslas del Cabo-Verde haſta la parte del Poniente, como dicho es, concordado, e aſentado por los dichos Procuradores de ambas las dichas partes, que dentro de diez meſes primeros ſiguientes, contados desde el dia de la fecha deſta capitulacion, los dichos Señores ſus Conſtituyentes hayan de embiar dòs, ò quatro caravelas, conyien a ſaber, una ò dòs de cada parte, ò mas ò menos, ſegund ſe acordaren por las dichas partes que ſon neceſarias, las quales para el dicho tiempo ſean juntas en la Ysla de la gran Canaria; y embien en ellas cada una de las dichas partes, perſonas, aſy pilotos como aſtrologos, e marineros, e qualesquier otras perſonas, que convengan, pero que ſean tantos de una parte, como de otra; y que algunas perſonas

de

1494 de los dichos pilotos, e astrologos, e marineros, é personas que sepan, que embiaren los dichos Señores Rey e Reyna de Castilla, e de Leon, de Aragon &c. vayan en el navio ò navios que embiare el dicho Señor Rey de Portugal, e de los Algarbes &c., e asy mismo algunas de las dichas personas, que embiare el dicho Sennor Rey de Portugal, vayan en el navio, ò navios, que embiaren los dichos Sennores Rey e Reyna de Castilla, e Aragon, tanto de una parte, como de otra parte, que juntamente puedan mejor ver, é reconoscer la mar, e los rumos, e vientos, e grados de Sol, e Norte, e sennalar las legoas sobredichas, tanto que para faser el sennalamiento e lemite conviran todos juntos, los que fueren en los dichos navios, que embiaren amas las dichas partes, e llevaren sus poderes; los quales dichos navios, todos juntamente continuen su camino a las dichas Yslas del Cabo-Verde, e desde alli tomaran su rota derecha al Poniente hasta las dichas trecientas e setenta legoas, medidas como las dichas personas, que asy fueren, acordaren que se deven medir, sin prejuicio de las dichas partes, y alli donde se acabaren, se haga el punto, e sennal que convenga, por grados de Sol ò de Norte, ò por singradura de leguas, ò como mejor se pudieren concordar. La qual dicha raya sennalen, desde el dicho polo artico al dicho polo antartico, que es de Norte a Sul, como dicho es, y aquello que sennalaren lo escrivan, e firmen de sus nombres las dichas personas, que asi fueren enbiadas por amas las dichas partes, las quales han de llevar facultad e poderes de las dichas partes, cada uno de la suya, para hafer la dicha sennal, e limitacion; y fecha por ellos, seyendo todos conformes, que sea avida por sennal e limitacion perpetuamente para sienpre jamas. Para que las dichas partes, ni alguna dellas, ni sus subcesores para sienpre jamas no la puedan contradesir, ni quitar, ni remover en tienpo alguno, ni por alguna manera que sea, ò ser pueda. E sy caso fuere, que la dicha raya e limite de polo a polo, como dicho es, topare en alguna Ysla ò tierra firme que al comienço de la tal Ysla ò tierra que asi fuere hallada donde tocare la dicha raya se haya alguna sennal ò torre; e que en derecho de la tal sennal ò torre se continue dende en adelante otras sennales por la tal Ysla ò tierra en derecho de la dicha raya, las quales partan lo que a cada una de las partes pertene-

cere

ciese della, e que los ſubditos de las dichas partes no 1494
ſean oſados los unos de paſar a la parte de los otros, ni los otros de los otros, paſando la dicha ſeñal ò limite en la tal Ysla ò tierra.

Yten. por quanto para yr los dichos navios de los dichos Sennores Rey e Reyna de Caſtilla, de Leon, de Aragon &c. de los ſus Reynos et Sennorios a la dicha ſu parte allende de la dicha raya, en la manera que dicho es, es forſado que ayan de paſar por los mares deſta parte de la raya que queda para el dicho Sennor Rey de Portugal, por ende es concordado e aſentado que los dichos navios de los dichos Sennores Rey e Reyna de Caſtilla, de Leon, de Aragon &c. poedan ir e venir, y vayan e vengan libre, ſegura, e pacificamente ſin contradicion alguna por los dichos mares que quedan con el dicho Sennor Rey de Portugal, dentro de la dicha raya en todo tiempo, e cada y quando ſus Alteſas, e ſus Sobſeſores quiſieren, e por bien tuvieren; los quales vayan por ſus terminos derechos, e rotas, deſde ſus Reynos para qualquier parte de lo que eſtà dentro de ſu raya, è limite, donde quiſieren embiar a deſcobrir, e conquiſtar, e a contratar, e que lleven ſus caminos derechos por donde ellos acordaren de yr para qualquier coſa de la dicha ſu parte, e de aquellos no puedan apartarſe, ſalvo lo que el tiempo contrario los fiſiere apartar; tanto que nò tomen ni ocupen antes de paſar la dicha raya coſa alguna de lo que fuere fallado por el dicho Sennor Rey de Portugal en la dicha ſu parte; e ſe alguna coſa fallaren los dichos ſus navios antes de paſſar la dicha raya, como dicho es, que aquello ſea para el dicho Sennor Rey de Portugal, e ſus Alteſas gelo ayan de mandar luego dar, e entregar. E porque podria ſer que los navios, e gentes de los dichos Sennores Rey e Reyna de Caſtilla, e de Aragon &c. ò por ſu parte avran fallado haſta veynte dias deſte mes de Junio en que eſtamos de la fecha deſta capitulacion, algunas Yslas, o tierra firme dentro de la dicha raya, que ſe ha de faſer de polo a polo por linea derecha en fin de las dichas trecientas e ſetenta legoas contadas desde las dichas Yslas del Cabo-Verde al Poniente, como dicho es; Es concordado, e aſentado, por quitar toda dubda que todas las Yslas, e tierra firme que ſean falladas, e deſcobiertas en qualquier manera haſta los dichos veynte dias deſte dicho mes de Junio, aunque *Navigation.*

ſean

1494 sean falladas por los navios, e gentes de los dichos Sennores Rey e Reyna de Castilla, e de Aragon &c. con tanto que sea dentro de las docientas e cincoenta legoas primeras de las dichas trecientas e setenta legoas contadas desde las dichas Yslas del Cabo-Verde al Poniente hasia la dicha raya, en qualquier parte dellas para los dichos polos, que seán falladas dentro de las dichas docientas e cincoenta legoas hasiendose una raya, ò linea derecha de polo a polo donde se acabaren las dichas docientas e cincoenta legoas, queden e finquen para el dicho Sennor Rey de Portugal e de los Algarbes &c., e para sus Subsesores e Reynos para siempre jamas. E que todas las Yslas, e tierra firme, que hasta los dichos veynte dias deste mes de Junio en que estamos, sean falladas e descobiertas por los navios de los dichos Sennores Rey e Reyna de Castilla, e de Aragon &c., e por sus gentes, ò en otra qualquier manera dentro de las otras ciento e veynte legoas, que quedan para complimiento de las dichas trecientas e setenta legoas, en que ha de acabar la dicha raya, que se ha de faser de polo a polo, como dicho es, en qualquier parte de las dichas ciento e veynte legoas para los dichos polos que sean falladas fasta el dicho dia, queden e finquen para los dichos Sennores Rey e Reyna de Castilla, e de Aragon &c., e para sus Subsesores, e sus Reynos para siempre jamas, como es, y ha de ser suyo lo que es ò fuere fallado allende de la dicha raya de las dichas trecientas e seteata legoas que quedan para sus Altesas, como dicho es, aunque las dichas ciento e veynte legoas, son dentro de la dicha raya de las dichas trecientas e sententa legoas, que quedan para el dicho Sennor Rey de Portugal, e de los Algarbes &c. como dicho es. E se fasta los dichos veynte dias deste dicho mes de Junio, nó son fallados por los dichos navios de sus Altesas cosa alguna dentro de las dichas ciento e veynte legoas, e de alli adelante lo fallaren, que sea para el dicho Sennor Rey de Portugal, como en el capitulo susoescripto es contenido. Lo qual todo que dicho es, e cada una cosa, e parte dello los dichos Don Henrique Henriques Mayordomo mayor, e Don Guterre de Cordenas Contador mayor, e Doctor Rodrigo Maldonado, Procuradores de los dichos muy Altos e muy Poderosos Princepes los Sennores El-Rey e la Reyna de Castilla, de Leon, de Aragon, de Sicilia,

é de Granada &c., e por virtud del dicho ſu poder que 1494
de ſuſo và incorporado, e los dichos Ruy de Soſa, e Don Juan de Soſa ſu hijo, e Arias de Almadana, Procuradores e Embaxadores del dicho muy Alto e muy Excelente Princepe el Sennor Rey de Portugal e de los Algarbes, de aquiende e alliende, en Africa Sennor de Guinea, e por virtud del dicho ſu poder, que de ſuſo và incorporado, prometieron e ſeguraron en Nombre de los dichos ſus Conſtituyentes, que ellos e ſus Subſeſores e Reynos e Sennorios para ſiempre jamas ternan e guárdaran e compliran realmente, e con efecto, ſeſante todo fraude y cautela, enganno, ficcion, e ſimulacion todo lo conteñido en eſta capitulacion, e cada una coſa, e parte dello, e quiſieron e otorgaron que todo lo contenido en eſta dicha capitulacion, e cada una coſa, e parte dello ſea guardado e cumplido e executado como ſe ha de guardar e complir, executar todo lo contenido en la capitulacion de las paſes fechas e aſentadas entre los dichos Sennores Rey e Reyna de Caſtilla, e de Aragon &c., e el Sennor Don Alfonſo Rey de Portugal, que ſanta gloria aya, e el dicho Sennor Rey, que agora es de Portugal, ſu fijo ſeyendo Princepe, el anno que paſſo de mil e quatrocientos e ſetenta e noeve annos, *) e ſo aquellas mismas penas, vinculos, e firmeſas, e obligaciones, ſegund e de la manera que en la dicha capitulacion de las dichas paſes ſe contiene; e obligaronſe, que las dichas partes, ni alguna dellas, ni ſus Subſeſores para ſiempre jamas no iran, ni vernan contra lo que de ſuſo es dicho y eſpecificado, ni contra coſa alguna ni parte dello directe ni indirecte, ni por otra manera alguna en tiempo alguno, ni por alguna manera penſada, ò non penſada, que ſea ò ſer poeda; ſo las penas contenidas en la dicha capitulacion de las dichas paſes. E la pena pagada ò non pagada, ò graciоſamente remetida, que eſta obligacion, e capitulacion, e aſiento, quede é finque firme, eſtable, e valedera para ſiempre jamas, para lo qual todo aſy tener e guardar, e complir e pagar, los dichos Procuradores en Nombre de los dichos ſus Conſtituyentes obligaron los bienes cada uno de la dicha ſu parte, moebles e raiſes, patrimoniales e fiſcales, e de ſus ſubditos e Vaſſallos, havidos e por haver, e renunciaron qualesquier leys, e derechos de que

*) *Soarez da Sylva* T. IV. p. 338.

1494 que se poedan aprovechar las dichas partes, é cada una dellas, para ir ò venir contra lo susodicho, ò contra
Serment. alguna parte dello; e por mayor seguridad e firmeza de lo susodicho, juraron a Dios, e a Santa María, e a la señal de la Cruz, en que posieron sus manos derechas, e a las palabras de los Sanctos Evangelios dò quier que mas largamente son escriptos, en anima de los dichos sus Constituyentes, que ellos y cada uno de ellos ternan, e guardaran, e compliran todo lo susodicho, y cada una cosa, e parte dello realmente, e con efeto, cesante todo fraude, cautela, e enganno, ficcion, e simulacion, e nò lo contradiran en tiempo alguno, ni por alguna manera. Sò el qual dicho juramento juraron de nò pedir absolvicion, ni relaxacion del a nuestro muy Santo Padre, ni a otro ningun Legado, ni Prelado que gela pueda dar, e aunque proprio motu gela dè, no usaran della, antes por esta presente capitulacion suplican en el dicho nombre a nuestro muy Santo Padre, que a Su
Confirmation papale. Santidad plega confirmar, e aprovar esta dicha capitulacion *), segund en ella se contiene, e mandando expedir sobre ello sus Bulas à las partes, ò a qualquier dellas, que las pedieren, e mandando incorporar en ellas el tenor desta capitulacion, poniendo sus censuras a los que contra ella fueren, ò pasaren, en qualquier tiempo
Ratification. que sea, ò ser poeda. E asy mismo los dichos Procuradores en el dicho Nombre se obligaron sò la dicha pena, e juramento, que dentro de ciento dias primeros siguyentes, contados desde el dia de la fecha desta capitulacion, daran la una parte a la otra, y la otra a la otra aprobacion, e ratificacion desta dicha capitulacion, escriptas en pergamino, e firmadas de los Nombres de los dichos Sennores sus Constituyentes, e selladas con sus Sellos de plomo pendiente, e en la escriptura que ovieren de dar los dichos Sennores Rey e Reyna de Castilla, e Aragon &c. aya de firmar, e consentir, e otorgar el muy Esclarecido, e Yllustrissimo Sennor el Sennor Princepe Don Juan su hijo, de lo qual todo que dicho es, otorgaron dòs escripturas de un tenor tal la una como la otra, las quales firmaron de sus Nombres, e las otorgaron ante los Secretarios, e Escrivanos de yuso escriptos para cada una de las partes la suya. E

que

*) La bulle confirmatoire du Pape en date du 24 Juin 1506 se trouve dans Rousset *Supplém.* T. II. P. I. p. 10. et dans Caetano de Sousa *provas* T. II. p. 106.

qualquiera que paraſciere, vala como ſe ambas a dos pareſcieſen; que fueron fechas, e otorgadas en la dicha Villa de Tordeſillas el dicho dia, e mes, e anno ſuſodicho. El Comiſario mayor Don Henrique, Ruy de Sosa, Don Juan de Sosa, el Doctor Rodrigo Maldonado, Licenciatus Arias; Teſtigos que fueron preſentes que vieron a qui firmar ſus nombres a los dichos Procuradores, e Embaxadores, e otorgar lo ſuſodicho, e faſer el dicho juramento el *Comiſario Pedro de Leon*, el *Comiſario Fernando de Torres*, veſinos de la Villa de Vallid; el *Comiſario Fernando de Gamarra Comiſario de Zagra* e Senate, contino de la Caſa de los dichos Rey e Reyna nueſtros Sennores, e *Juan Soares de Sequera*, e *Ruy Leme*, e *Duarte Pacheco*, continos de la Caſa del Sennor Rey de Portugal para ello procurados. E yo *Fernan Dalvres de Toledo*, Secretario del Rey e de la Reyna nueſtores Sennores, e del ſu Conſejo, e Eſcrivano de Camara, e Notario publico en la ſu Corte, e en todos los ſus Reynos e Sennorios, fuy preſente a todo lo que dicho es en uno con los dichos teſtigos, e con *Eſtevan Vaes*, Secretario del dicho Sennor Rey de Portugal, que por abtoridad que los dichos Rey e Reyna nueſtros Sennores le dieron para dar fé deſte abçon en ſus Reynos, que fue aſy miſmo preſente a lo que dicho es, e a roego e otorgamiento de todos los dichos Procuradores e Embaxadores, que en my preſencia, e ſuya, a qui firmaron ſus nombres, eſte publico inſtromento de capitulacion fiſe eſcrevir, el qual và eſcripto en eſtas ſeis fojas de papel de pliego entero eſcriptas de ambas partes con eſta en que van los nombres de los ſobredichos, e my Signo; en en fin de cada plana và ſennalado de la ſennal de my nombre, e de la ſennal del dicho *Eſtevan Vaes*, e porende fiſe aqui my ſigno, que es tal. = En teſtimonio de verdad Fernan Dalvres. E yo el dicho Eſtevan Vaes, que por abtoridad que los dichos Sennores Rey e Reyna de Caſtilla, e de Leon, me dieron para faſer publico en todos ſus Reynos e Sennorios, juntamente con el dicho Fernan Dalvres, a roego, e requerimento de los dichos Embaxadores e Procuradores a todo preſente fuy, e por fé e certidumbre dello aqui de my publico ſennal la ſigné, que tal es. 1494

La qual dicha Eſcriptura de aſiento, e capitulacion, e conçordia ſuſo incorporada, viſta e intendida por nós, e por Ratification Eſpagnole.

1494 *e por el dicho Princepe Don Juan nueſtro hijo, la aprovamos, loamos, e confirmamos, e otorgamos, e ratificamos, e prometemos de tener, e guardar, e complir todo lo ſuſodicho en ella contenido, e cada una coſa, e parte dello realmente e con efeto, ceſante todo fraude, e cautela, ficcion, e ſimulacion, e de no yr, ni venir contra ello, ni contra parte dello en tiempo alguno, ni por alguna manera que ſea, o ſer poeda; e por mayor firmeſa, nós, y el dicho Princepe Don Juan nueſtro hijo juramos a Dios, e a Santa Maria, e a las palavras de los Santos Evangelios dõ quier que mas largamente ſon eſcriptas, e a la ſennal de la Crus, en que corporalmente poſimos nueſtras manos derechas en preſencia de los dichos Ruy de Soſa, e Don Juan de Soſa, e Licenciado Arias de Almadana, Embaxadores e Procuradores del dicho Sereniſſimo Reŷ de Portugal, de lo aſy tener e guardar, e cumplir, e cada una coſa, e parte de lo que a nós incumbe, realmente e con efecto, como dicho es, por nós, e por nueſtros Herederos e Subſeſores, e por los dichos nueſtros Reynos e Sennorios, e ſubditos e naturales dellos, ſo las penas e obligaciones, vinculos e renunciaciones en el dicho contracto de capitulacion, e concordia de ſuſo eſcripto, contenidas: por certificacion, e corroboracion de lo qual, firmamos en eſta nueſtra Carta nueſtros Nombres, e la mandamos ſellar con nueſtro Sello de Plomo pendiente en filos de ſeda a colores. Dada en la Villa de Arevalo a dos dias del mes de Julio anno del Naſcimiento de nueſtro Sennor Jeſu Chriſto de mil quatrocientos noventa e quatro annos.*

Yo El Rey. — Yo la Reyna. — Yo El Princype.

Y yo Fernan Dalvres de Toledo, Secretario del Rey e de la Reyna nueſtros Sennores, la fice eſcrebir por ſu mandado.

Aſenſos Doctor.

b.

Copie d'un traité conclu sous la même date du 7 Juin 1494 et qui se trouve dans CAETANO DE SOUSA *provas* T. II. p. 94. 99. 1494 7 Juin.

En El Nombre de Dios todo poderoso &c.

Manifiesto, y notorio sea a todos que este publico instromento vierem, como en la villa de Tordesillas a siete dias del mes de Junio anno 1494 &c. (comme le précédent traité; et d'autres pléinspouvoirs également du 8 Mars et 5 Juin insérés).

I luego los dichos Procuradores de los dichos Señores Rey y Reyna de Castilla, de Leon, de Aragon, de Sicilia, de Granada &c. y del dicho Señor Rey de Portugal y de los Algarbes &c. dixeron que por quanto entre los dichos Señores sus constituientes ay y le espera aver difrencia sobre lo que toca a la pescaria del mar que es desde el Cabo de Bujador fasta el Rio del oro porque por parte de los dichos Señores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. se dize que a Sus Altezas y a sus subditos y naturales de los sus Reynos de Castilla pertenesce la dicha pescaria y nó al dicho Sennor Rey de Portugal y de los Algarves &c. ny a sus subditos y naturales del dicho su Reyno de Portugal y por parte del dicho Sennor Rey de Portugal se dize por el contrario que la dicha pescaria desde el dicho Cabo de Bujador abaxo fasta el dicho Rio del oro no pertenese a los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. ny a sus subditos sy nó a el e a sus subditos y naturales del dicho su Reyno de Portugal sobre lo qual hasta aquí ha avido la dicha difrencia y de voluntad y mandamiento de los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. y del dicho Sennor Rey de Portugal le dize que fue mandado y defendido cada uno a sus subditos y naturales que ningunos dellos fueren a pescar en los dichos mares y Rio desde el dicho Cabo de Bujador abaxo fasta el dicho Rio del oro fasta tanto que fuese visto y determinado por justicia a qual de las dichas partes pertenesce lo suso dicho y asy mismo porque entre los dichos Sennores constituyentes ay dubda y difrencia sobre los limites del Reyno de Fez assy donde comienca el Cabo del Estrecho a la parte del Levante como donde fenesce y acaba a la otra parte de la Costa hasta Meca

1494 *y porque ſy ſe oviece de eſperar a fazer la determinacion de todo lo ſuſo dicho por juſticia como dicho es requeria largo tienpo para las provanças y otras cozas que ſobre ello ſe avrian de fazer y eſto poderia traer algun inconveniente aſy para la parte del dicho Sennor Rey de Portugal porque a el ſeria neceſſario que en los dichos mares del dicho Cabo de Bujador abaxo faſta el dicho Rio del oro no fueſen a peſcar ny peſcaſen navios algunos que nó ſean de ſus ſubditos y naturales por el dano que podrian recebir ſus navios que van por la mina y Guinea como a la parte de los dichos Sennores Rey y Reyna de Caſtilla y de Aragon que para la Conquiſta de allende les es neceſſario procurar de aver las Villas de Melilla y Cacaca que ſe dubda ſy ſon del Reyno de Fez o non por ende los dichos Procuradores de ambas las dichas partes por concervacion del debdo y amor que en uno tienen los dichos Sennores Rey y Reyna de Caſtilla y de Aragon &c. y el dicho Sennor Rey de Portugal fueron convenidos y concordados que de aqui adelante durante el tienpo de tres annos no vayan a peſcar navios algunos de los Reynos de Caſtilla ny a fazer otras cozas algunas del dicho Cabo de Bujador para abaxo faſta el dicho Rio del oro ni dende abaxo pero que puedan yr a ſaltear a los moros de la Coſta del dicho mar donde ſuelen ſy faſta aqui han ydo algunos navios de los ſubditos de Sus Altezas a lo fazer y que en todo los otros mares que eſtan deſta parte del dicho Cabo de Bujador para a riba puedan yr y venir y vayan y vengan libre y ſeguros y pacificamente a peſcar y a ſaltear en tierra de moros y fazer todas las otras cozas que bien les eſtovieri los ſubditos y Vaſallos de los dichos Sennores Rey y Reyna de Caſtilla y de Aragon &c. y aſy mismo los ſubditos del dicho Sennor Rey de Portugal ſegund e como y de la manera que haſta aqui lo fizieron unos y los otros ſin embargo del vadamiento que ſe dize que agora eſta pueſto por ambas las dichas partes en lo ſuſo dicho y que por eſto los dichos Sennores Rey y Reyna de Caſtilla de Aragon &c. puedan haver y ganar las Villas de Melilla y Cacaca de los moros y los puedan tener y tengan para ſy y para ſus Reynos ſegund deinſo ſera contenido. Otro ſy es concordado y aſentado entre los dichos Sennores que la dicha lemitacion y ſenalamiento del dicho Reyno de Fez en la Coſta de la mar ſe entienda en eſta manera eſto del Cabo del Eſtrecho a la parte del Levante que el dicho*

Reyno

Reyno de Fez comienca desde donde se acaba el termino 1494
de Caçaca por quanto como quiera que las Villas de
Melilla y Caçaca y sus terminos le diga por parte del
Sennor Rey de Portugal que son del dicho Reyno de Fez
los dichos sus Enbaxadores y Procuradores consintieron
en su nombre que estas dichas Villas y sus tierras queden
a los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla y de
Aragon &c. y en su Conquista e que en lo que toca
al otro Cabo del Estrecho de la parte del Poniente por-
que por agora no se sabe cierto por donde parte la Raya
y limite del dicho Reyno de Fez es concordado y asen-
tado que desde oy dia de la fecha desde capitulacion
fasta tres annos primeros siguientes o encomedio dellos
los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla y de Ara-
gon &c. y el dicho Sennor Rey de Portugal y de los
Algarbes &c. o las personas que por ambas las dichas
partes fuere nonbradas ayan verdadera informacion asy
en la Cibdad de Fez como fuera della del limite y raya
donde llega el dicho Reyno de Fez y que aquello que por
ambas las partes o por las personas que por ellos fueren
nonbradas fuere determinado de una concordia cerca de
lo suso dicho avida la dicha informacion sea avido por
termino del dicho Reyno de Fez dende en adelante para
siempre ja mas y porque lo suso dicho mejor se pueda
saber y averiguar es asentado que cada y quando dentro
del dicho tienpo de los annos la una parte requeriere a
la otra o la otra a la otra que nonbren las dichas per-
sonas y las enbien a aver la dicha informacion notifi-
candole la parte que asy requirier a la otra las personas
que oviere nonbrado por sy que la otra parte son obli-
gado de nonbrar y enbiar otras tantas personas dentro
de tres mezes despues que asy fuere requerido para que
todos juntamente vayan a ver lo suso dicho y lo deter-
minar. Item es *assentado que durante el tienpo de los*
dichos tres annos los dichos Señores Rey y Reyna de
Castilla y de Aragon &c. ny sus subditos y Vassallos
no puedan tomar Villa ny Lugar ny Castillo alguno
en la dicha parte que asy hasta Muca incluzive queda
por determinar ny recebirla aun que los moros geladen
y que sy de aqui adelante en este tienpo de los di-
chos tres annos antes que se haya la dicha declaracion
y delimitacion el dicho Señor Rey de Portugal oviere y
ganare en la dicha parte algunas Villas o Lugares o For-
talezas y despues se hallare que son de la Conquista que

1494 *pertença a los dichos Señores Rey y Reyna de Caſtilla y de Aragon &c. que el dicho Sennor Rey de Portugal las aya de dar y entregar a los Sennores Rey y Reyna de Caſtilla y de Aragon &c. luego cada y quando gelas pedieren pagandole las deſpeuzas que oviere fecho en las tomar y en las lavores dellas y que haſta que gelos paguen tenga el dicho Sennor Rey de Portugal las tales Villas y Fortalezas en ſu poder por prenda dello.* Item *es concordado y aſentado que ſy dentro de los dichos tres annos conplidos primeros ſeguientes los dichos Sennores Rey y Reyna de Caſtilla de Aragon &c. no quizieren eſtar por eſta capitulacion aſy en lo que toca a la dicha peſcaria del Cabo de Bujador como en la dicha limitacion y ſenalamiento del dicho Reyno de Fez que eſta capitulacion ſea ninguna y de ningun defecto y valor y todo lo del dicho Cabo de Bujador y ſenalamiento del dicho Reyno de Fez y todas las otras cozas en ella contenidas ſe tornen por el mismo fecho al punto y eſtado en que han eſtado y eſtan haſta oy dia de la fecha deſta capitulacion y que ninguna de las partes no gane ny aya derecho ny propriedad ny poſeſion ny la otra la pierda por virtud della antes en tal cazo ſea anvida eſta capitulacion y todo lo que por virtud della ſe hiziere y uzare como ſy nunca paſara y que en tal cazo ſean obligados los dichos Sennores Rey y Reyna de Caſtilla y de Aragon &c. de entregar al dicho Sennor Rey de Portugal o a ſu cierto mandado las dichas Villas de Caçaca y Melilla o qualquier dellas que ovieren ganado y tovieren con tanto que al tiempo que los dichos Sennores Rey y Reyna de Caſtilla ovieren de entregar al dicho Sennor Rey de Portugal las dichas Villas de Caçaca y Melilla o qualquier dellas que ovieren ganado ovido el dicho Sennor Rey de Portugal ſea obligado de les pagar todos los maravedis que montare en todas las coſtas que ovieren fecho aſy en el tomar de las dichas Villas y cada una dellas como en las lavores que en ellas ovieren fecho y que haſta que los dichos Sennores Rey y Reyna de Caſtilla de Aragon ſean pagados dello ellos tengan las dichas Villas y Fortalezas y cada una dellas y que como quiera que ellos las tengan por la dicha prenda pues a cargo del dicho Sennor Rey de Portugal ſe quedan en ſu poder que eſta capitulacion todavia ſea ninguna y de ningun valor y efecto como dicho es en lo que toca al dicho Cabo de Bujador y limitacion del Reyno de Fez y las otras cozas*

cosas en ella contenidas. Pero sy durante el tiempo de los dichos tres annos o encomedio dellos los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon no declararen al dicho Sennor Rey de Portugal como no quiere estar por esta dicha capitulacion y asiento que en tal cazo conplidos los dichos tres annos no faziendo Sus Altezas la dicha declaracion se entienda que esta capitulacion dende en adelante queda en su fuerça y vigor perpetuamente para que los subditos de los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla &c. no poedan yr ny pescar ny faxer otras cosas desde el dicho Cabo de Bujador fasta el Rio del oro como dicho es y en lo de los otros mares de Bojador ariba se haga y cunpla todo lo de suso contenido y que las dichas Villas de Melilla y Cacaca con sus tierras y terminos sean y finquen perpetuamente con los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla y de Leon &c. y con sus Reynos y que la dicha lemitacion del dicho Reyno de Fez en la una parte y en la otra sea y queda y finque perpetuamente como y de la manera que de suso se contiene a ninguna de las partes no la pueda remover ny desfazer en tiempo alguno ny por alguna manera que sea o ser pueda y que esta dicha capitulacion no prejudique en cosa alguna al la capitulacion de las pazes fecha entre los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. y el Sennor Don Alonço de Portugal que santa gloria aya y el dicho Sennor Rey de Portugal que agora es seyendo Principe mas que aquello quede en su fuerça y vigor para siempre ja mas. Item es concordado y asentado que sy de aqui a los dichos tres annos conplidos primeros seguientes el dicho Sennor Rey de Portugal y de los Algarbes &c. declarare y notificare a los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. como no quieren estar por esta dicha capitulacion que en tal cazo queden para los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla y de Leon &c. las dichas Villas de Cacaca y Melilla a la conquista dellas quier las ayan tomado o non para siempre ja mas para ellos y para los dichos sus Reynos de Castilla y de Leon y que todo lo otro contenido en esta dicha capitulacion sea ninguno y de ninguno defecto y valor y todo quede por el mismo fecho en el estado en que ha estado y esta fasta oy dicho dia y que ninguna de las partes no gane ny adquiera derecho ny propriedad ny posecion ny la otra la pierda por virtud della lo qual todo que dicho es y cada una cosa y parte dello los dichos Don Henri- 1494

1494 *que Henriques Mayordomo mayor y Don Goterre de Cardenas Contador mayor y Doctor Rodrigo Maldonado Procurador de los dichos muy altos y muy poderozas Princepes los Sennores El Rey y la Reyna de Castilla de Leon, de Aragon, de Secilia, de Granada &c. y por virtud del dicho su poder que de suso va encorporado y los dichos Ruy de Soza y Don Juan de Soza su fijo y Arias de Almadana Procuradores e Enbaxadores de lo dicho muy alto y muy excelente Princepe el Sennor Rey de Portugal y de los Algarbes de aquiende y de allende mar en Africa Sennor de Guinea y por virtud del dicho su poder que de suso va encorporado prometieron y seguraron en nombre de los dichos sus constituyentes que ellos en loque a cada una de las partes toca durante el dicho tiempo de los dichos tres annos de suso contenidos y sy dende en adelante esta dicha capitulacion quedare firme y valedera que ellos o sus succesores y Reynos y Sennorios para sienpre ja mas ternan y guardaran y cumpliran realmente y con effecto cesante todo fraude y cautela engano ficcion y simulacion todo lo contenido en esta capitulacion y cada una cosa y parte dello y obligaron que las dichas partes ny alguna dellas en lo que a ellos toca ny a sus subcesores para sienpre ja mas en lo que oviere de ser perpetuo no yran ny vernan contra lo que de suso es dicho y especificado ny contra cosa alguna ny parte dello diredte ny indirecte en manera alguna en tienpo alguno ny por alguna manera pençada o non pençada sob pena de duzientas mil doblas de oro Castellanas de la vanda que dé e pague la parte que lo quebrantare y non lo cunplier o contra ello fuer o viniere para la parte que lo cunpliere por pena y por postura y enterece convencional que puzieron por cada una vez que lo quebrantaren o contra ello fueren o vinieren y la pena pagada o non pagada o graciosamente remitida que esta obligacion y capitulacion y asiento quede y finy firme estable y valedera como en ella se contiene para lo qual todo assy tener y guardar y conplir y pagar los dichos Procuradores en nombre de los dichos sus constituyentes obrigaron los bienes cada uno de la dicha su parte muebles y raizes patrimoniales y fiscales y de sus subditos y Vasallos avidos y por haver y por qual dicho poder que los dichos Ruy de Soza y Don Juan de Soza y Arias de Almadana tienen del dicho Sennor Rey de Portugal &c. suso encorporado no se estiende para fazer y otorgar lo que dicho es en*

esta

esta dicha escriptura continido como quiera que ellos trayan 1494
creencia y instrucion del dicho Sennor Rey de Portugal para lo fazer pero por mas seguridad y firmeza de lo suzo dicho los dichos Ruy de Soza y Don Juan de Soza y Arias de Almadana se obligaron por sy y por sus bienes muebles y raizes avidos y por haver que el dicho Sennor Rey de Portugal y de los Algarbes &c. dentro de sincoenta dias primeros seguientes ratificara y aprovara y de nuevo otorgara esta dicha escriptura de asiento y concordia segund que en ella se contiene y la terna y guardara y conplira realmente y con effecto so la dicha pena cerca de lo qual todo que dicho es renunciaron qualesquier leys y derechos de que se podrian aprovechar las dichas partes y cada una dellas para hir o venir o contradezir lo que dicho es o qualquier coza y parte dello y por mayor firmeza y seguridad de lo suso dicho juraron a Dios y a Santa Maria y a la señal de la Cruz en que puzieron sus manos derechas y a las palablas de los Santos Evangelios do quier que mas largamente son escriptas en anima de los dichos sus constituyentes que ellos y cada uno dellos ternan y guardaran y cumpliran todo lo suzo dicho y cada una coza y parte dello realmente y con effecto segund dicho es y no lo contradiran so el qual dicho juramento juraron de non pedir absolucion ny relaxacion del a nuestro muy Santo Padre ny a otro ninguno delegado ni Perlado que giela pueda dar y a un que proprio motu geladen nō uzaran della y assy mismo los dichos Procuradores del dicho Sennor Rey de Portugal en el dicho nonbre y por sy como dicho es se obligaron so la dicha pena y juramento que dentro de sincoenta dias primeros contados del dia de la fecha desta dicha capitulacion dara y enbiara el dicho Sennor Rey de Portugal y de los Algarbes &c. a los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. o a su cierto mandado la dicha escriptura de aprovacion y ratificacion y otorgamiento de nuevo desta dicha capitulacion escripta en pergamino y firmada de su nonbre y sellada con su sello de plomo y los dichos Procuradores de los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. se obligaran quedaran y entregaran al dicho Sennor Rey de Portugal y de los Algarbes &c. o a su cierto mandado otra tal escriptura de ratificacion y aprovacion escripta en pergamino y firmada de sus nonbres y sellada con su sello de plomo de lo qual todo que dicho es otorgaron

dos

1494 *dos eſcripturas de un tenor tal la una como la otra las quales firmaron de ſus nonbres y las otorgaron ante los Secretarios y Eſcrivanos deynſo eſcriptos para cada una de las partes la ſuya y qualquiera que parecier vala como ſy ambas a doz parecieren que fueron fechas y otorgadas en la dicha Villa de Tordeſillas el dicho dia y mez y anno ſuſo dichos Don Henrique el Comendador mayor Ruy de Soza Don Juan de Soza el Doctor Rodrigo Maldonado Lecenciatus Arias Teſtigos que fueron prezentes que vieron aqui firmar ſus nonbres a los dichos Procuradores y Enbaxadores y otorgar lo ſuſo dicho y fazer el dicho juramento al Comendador Pedro de Leon y el Comendador Fernan de Torres vezinos de la Villa de Vallid y el Comendador Fernan de Gamarra Comendador de Zagra e ſerve de Contino de la Caza de los dichos Rey y Reyna de Caſtilla nueſtros Senores y Juan Suares de Sequera y Ruy Leme y Duarte Pacheco Continuos de la Caza del Señor Rey de Portugal para ello llamados y rogados yo Fernão Dalvares de Toledo Secretario del Rey y de la Reyna nueſtros Señores del ſu Concejo y ſu Eſcrivano da Camara y Notario publico en la ſu Corte y en todos los ſus Reynos y Señorios fui prezente a todo lo que dicho es en uno con los dichos teſtigos y con Eſtevan Vaes Secretario del dicho Señor Rey de Portugal que por autoridad que los dichos Rey y Reyna nueſtros Señores la dieron para dar fé deſte abto en ſus Reynos que fue aſy mismo prezente a lo que dicho es y de ruego y otorgamiento de todos los dichos Procuradores e Enbaxadores que en my prezencia y ſuya firmaron aqui ſus nonbres eſte publico Inſtromento de capitolacion fize eſcrivir al qual va eſcripto en eſtas ſeis hojas de papel de pliego entero eſcritas de amas partes con eſtas en que van los nonbres ſobredichos y mi ſigno y en fin de cada plana va ſenalado de la ſenal de my nonbre y de la ſenal del dicho Eſtevan Vaz y por ende fize aqui eſte mio ſigno que es a tal en Teſtimonio de verdad Fernan Dalvares y yo el dicho Eſtevan Vaz que por abtoridad que los dichos Señores Rey y Reyna de Caſtilla y de Leon &c. me dieron para fazer publico en todos ſus Reynos y Señorios juntamente con el dicho Fernan Dalvares a ruego a requerimento de los dichos Enbaxadores y Procuradores a todo prezente fui y por ſe y verdadero dello aqui de my publico ſenal la ſigne que tal es —*

Rati-

(Ratification de l'Eſpagne.) 1494

La qual dicha Eſcriptura de aſiento capitulacion y concordia ſuſo encorporada viſta y entendida por nos y por el dicho Principe Don Juan nueſtro hijo la aprovamos loamos y confirmamos y otorgamos y reteficamos y prometemos de tener y guardar y complir todo lo ſuſo dicho en ella contenido y cada una coza y parte dello realmente y con efecto ceſſante todo fraude y cautela ficion y ſimulacion y de nó hir ny venir contra ello ny contra parte dello en tiempo alguno ny por alguna manera que ſea o ſer pueda y por mayor firmeza nos y el dicho Principe Don Juan nueſtro hijo juramos a Dios y a Santa Maria y a las palabras de los Santos Evangelios do quier que mas largamente ſon eſcriptas y a la ſeñal de la Cruz em que corporalmente puſimos nueſtras manos derechas en prezencia de los dichos Ruy de Soza y Don Juan de Soza y Lecenciatus Arias de Almadana Enbaxadores y Procuradores del dicho Sereniſſimo Rey de Portugal nueſtro hermano de lo aſy tener y guardar y cumplir y cada una coza y parte de lo que a nos incumbe realmente y con effecto como dicho es por nos y por nueſtros herederos y ſubceſſores y por los dichos nueſtros Reynos y Señorios y ſubditos y naturales dellos ſo las penas y obligaciones vinculos y renunciaciones en el dicho contrato de capitulacion y concordia de ſuſo eſcripto contenidos por certheficacion y corroboracion de lo qual firmamos en eſta nueſtra Carta nueſtros nonbres y la mandamos ſellar con nueſtro ſello de ploma pendiente en filos de ſeda a colores. Dada en la Villa de Arevalo doz dias del mez de Julio Anno del nacimento de nueſtro Señor Jeſu Chriſto de mil quatrocientos y noventa y quatro annos. Yo El Rey Yo la Reyna Yo El Principe Yo Fernan Dalvarés de Toledo Secretario del Rey y de la Reyna nueſtros Señores la fize eſcrivir por ſu mandado.

2.

1529 22 Avril. *Contrat, capitulation et convention entre l'Empereur Charles V. Roi de Caſtille et le Roi Jean III. de Portugal concernant les îles, terres et mer Molucques; ſigné à Saragoſſe le 22 Avril 1529.*

Inſtrumento de contrato, e capitulaçaõ, e aſſento, que fizeraõ o Emperador Carlos V. Rey de Caſtella, com el Rey Dom Joaõ III. ſobre as Ilhas terras e mar Oceano de Maluco.

(Caetano de Sousa *provas* T. II. p. 107, tiré des archives da Torre do Tombo; et tout de même dans: *Tratado de* 1750. p. 80.)

Ratification Portugaiſe. Dom Joam Por Graça de Deos Rey de Portugal e dos Algarves daquem e dalem mar em Africa Senhor de Guine e da Conquiſta navegaçaõ commercio da Ethiopia Arabia Perſia e da India &c. A quantos eſta minha Carta de aprovaçaõ e confirmaçaõ e ratheficaçaõ virem Faço ſaber que antre mim e Dom Carlos Emperador ſempre Auguſto Rey de Alemanha de Caſtella de Leaõ de Aragaõ das duas Scilias de Jeruzalem &c. meu muito amado e prezado Irmaõ havia duvida e debate ſobre a propriedade e poſſe ou quaze poſſe e direito navegaçaõ e commercio de Maluco en outras Ilhas e mares por cada hum de nos dizer lhe pertencer e eſtar em poſſe de todo ſobredito e pello muy conjunto divido que ambos temos e porque antre noſſos Vaſſallos e naturaes ſe naõ podeſſe nunca ſeguir deſcontentamento e foſſe ſempre conſervado o muito amor rezaõ e obrigaçaõ que antre nos ha nos conſertámos ſobre o que dito he de que ſe fez por noſſos ſuficientes e baſtantes Procuradores para iſſo deputados Carta de contrato capitulaçaõ e aſſento da qual o theor de verbo a verbo he o ſeguinte.

Ratification Eſpagnole. *Don Carlos por la Divina clemencia Emperador ſempre Auguſto Rey de Alemania Dona Juana ſu madre y el mismo Don Carlos ſu hijo por la gracia de Dios Reys de Caſtilla de Leon de Aragon de las doz Sicilias de Jeruſalem de Navarra de Granada de Toledo de Valencia de Sevilla de Cordova de Corcega de Murcia de Jean*

Juan de los Algarves de Algezira de Gibraltar de las 1529
Islas de Canaria de las Indias Islas e tierra firme del mar Oceano, Archiduques de Abſtria Duques de Borgonna y de Bravante Condes de Barcelona Flandes e Tirol Sennores de Viſcaya e de Molina Dyques de Atenas e de Neopatria Condes de Ruyſellon e de Cerdania Marquezes de Oriſtan e de Gociano &c. vimos y leimos una Eſcriptura de capitulacion e aſſiento de venta em pacto de retro vendendo del derecho y poſſeſion o cazy poſeſion y action de las Islas de Maluco que en ellas tenemos o podriamos tener por qualquier via que nos pertenesca y pertenecer pueda y en las tierras Islas y mares contenidas en la dicha contratacion y aſiento fecho en nueſtro nonbre por Mercurio de Gatinara Conde de Gatinara gran Chancillar de my El Rey y por Don Fray Garcia de Loayſa Obiſpo de Oſma my Confeſſor y por Don Garcia de Padilla Comendador mayor de Calatrava todos del nueſtro Conſejo y nueſtros Procuradores y por Antonio de Azevedo Coutinho del Conſejo y Enbaixador del Sereniſſimo muy alto y muy poderozo Rey de Portugal nueſtro muy caro y muy amado hermano y ſu Procurador de tenor del qual de verbo ad verbum es eſte que ſe ſigue:

En El Nonbre de Dios Todo Poderozo Padre e Hijo y Traſlt.
ſpirito Santo tres perſonas y un ſolo Dios verdadero

Notorio e manifeſto ſea a quantos eſte publico Inſtrumento de tranſacion y contrato de venta con pacto de retro vendendo vieren como en la Cibdad de Caragoça que es en el Reyno de Aragon a viente e doz dias del mez de Abril Anno del nacimento de nueſtro Salvador Jeſu Chriſto de mil quinbentos e veinte nove annos en prezencia de my Francisco de los Covos Secretario y del Concejo del Emperador Don Carlos e de la Reyna Dona Juana ſu Madre Reyna y Rey de Caſtilla y ſu Eſcrivano y Notario publico y de los teſtigos deynſo eſcritos parecieron los Sennores Mercurio de Gatinara Conde de Gatinara gran Chanciller del dicho Sennor Emperador y el muy Reverendo Don Fray Garcia de Loayſa Obiſpo de Osma ſu Confeſſor y Dom Fray Garcia de Padilha Comendador mayor de la Ordem de Calatrava todos tres del Concejo de los dichos muy altos y muy poderozos

Senno-

1592 Sennores Princepes Dom Carlos por la Divina Clemenzia e Emperador sempre Augusto Rey de Alemania y Dona Juana su Madre y el mismo Don Carlos su hijo por la gracia de Dios Reys de Castilla de Leon de Aragon de las doz Secilias de Jeruzalem e de Navarra e de Granada &c. en nonbre e como Procuradores de los dichos Sennores Emperador e Reys de Castilla de la una parte y el Sennor Antonio de Azevedo Coutino del Concejo e Embaxador del muy alto e muy poderozo Sennor Don Juan por la gracia de Dios Rey de Portugal e dos Algarves de aquende y de allende el mar en Africa Sennor de Guinea y de la Conquista navegacion y comercio de Ethiopia Arabia e Percia e de la India &c. en nonbre e como su Procurador de la otra segun que luego mostraron por sus soficientes e abastantes Procuraciones para este contrato firmadas por los dichos Sennores Emperador e Rey de Castilla y Rey de Portugal seladas con sus sellos de las quales dichas Procuraciones los treslados de verbo ad verbum son los seguientes.

Plein-pouvoir Espagnol.

Don Carlos por la Divina clemencia Emperador sempre Augusto Rey de Alemania Dona Juana su Madre y el mismo Rey su hijo por la gracia de Dios Rey de Castilla de Leon de Aragon y de las doz Secilias de Jeruzalem de Navarra de Granada de Toledo de Valencia de Galicia de Malhorcas de Sevilla de Cerdanha de Cordova de Corcega de Murcia de Jaen de los Algarves de Algezira de Gibraltar de las Islas de Canaria de las Indias Islas y tierra firme del mar Oceano Condes de Barcelona Flandes e Tirol Sennores de Viscaya e de Molina Duques de Atenas e de Neopatria Condes de Ruysellon y de Cerdania Marquezes de Oristan e de Gociano. A quantos esta nuestra Carta de poder e Procuracion vieren hazemos saber que por la dubda y debate que ay entre nos y el Serenissimo muy alto y muy poderozo Rey de Portugal nuestro muy caro y muy amado hermano sobre la propriedad e posicion de Maluco se ha hablado e platicado para tomar en ello asiento y concordia por ende porque aya efecto por la mucha confiança que tenemos de vos Mercurinus de Gatinara Conde de Gatinara my gran Chanciller y de vos el Reverendo en Xpõ Padre Don Fray Garcia de Loaysa Comendador mayor de Calatrava todos tres del nuestro Concejo por esta prezente Carta os hazemos ordenamos e con-

e conſtituimus en lo mejor modo e forma que devemos e 1529
podemos nueſtros ſuficientes e abaſtantes Procuradores generales y eſpeciales para capitular e aſſentar el dicho concierto e aſiento en tal manera que la generalidad no derogue la eſpecialidad ny la eſpecialidad la generalidad e para que por nos e en nueſtro nonbre podais tomar e concluir y efectuar el dicho concierto y aſiento de Maluco con el Embaxador del dicho Sereniſſimo Rey que tiene ſu poder baſtante e ſuficiente firmado de ſu nonbre e ſellado con ſu ſello y con otras qualesquier perſonas que tuviere ſu poder y hagaes en ello todo aquello que bien viſto os fuere para que podais aſentar y capitular concordar y prometer e jurar que havemos conplir y guardar todo lo que por voſotros fuere capitulado e aſentado en el dicho conſerto y aſiento con las condiciones pactos e vinculos y ſo las penas e firmezas que por voſotros fuere aſentado concordado e capitulado como ſi por nueſtras mismas perſonas fueſe hecho Otro ſy que podays jurar en nueſtra anima que guardaremos e compliremos realmente y con efecto todo lo que aſu por vos los dichos nueſtros Procuradores en el dicho cazo fuere concordado capitulado e aſentado ſin cautela ny enganno ny deſimulacion alguna, y que no hiremos ny vernemos contra coza alguna ny parte dello ſo las pennas que por los dichos nueſtros Procuradores fueren poſtas concordadas e aſentadas e para todo lo que dicho es os damos y otorgamos todo nueſtro poder complido con libre e general admeniſtracion y prometémos y ſeguràmos por eſta preſente Carta de tener e mantener realmente e con effecto todo lo que por vos los dichos nueſtros Procuradores ſobre el dicho concierto e aſiento fuere concordado aſentado e capitulado e prometido ſigurado y otorgado e jurado e de lo haver por rato grato firme y valero y de no hir ny venir contra ello ni contra parte alguna dello en tienpo alguno ny por alguna manera ſo obligacion expreça que para ello hazemos todos nueſtros bienes patrimoniales y de nueſtra Corona Real havidos y por haver los quales todos para ello expreçamente obligamos en firmeza de todo lo ſuſo dicho mandamos dar eſta nueſtra Carta firmada de my el Rey y ſellada con nueſtro ſello. Dada en la Cidad de Caragoça a quinze dias del mez de Abril Año del nacimento de nueſtro Salvador Jeſu Chriſto de mil quinhentos vinte y nueve annos yo el Rey, yo Francisco de los Covos Secretario de ſus Ceſaria y Catholicas Mage-

1529 *Mageſtades la fize eſcrevir por ſu mandado regiſtado y diaques Urbina Chanciler.*

Don Juan per graça de Deos Rey de Portugal e dos Algarves daquem y dealem mar em Africa Senhor de Guine e da Conquiſta navegaçaõ comercio de Ethiopia Arabia Percia e da India a quantos eſta minha Carta de poder e Procuraçaõ virem Faço ſaber que por la duvida e debate que ha entre o muito alto excelente Princepe e muito poderozo Carlo quinto Emperador dos Romanos ſempre Auguſto Rey de Alemanna e de Caſtella de Leaõ de Aragaõ e das duas Secilias de Jeruzalem &c. meu muito amado e prezado Irmaõ e mim ſobre a propriedade e poſſe de Maluco ſe fala antre nos ſobre iſſo em certo concerto e aſento porem para o que em o dito concerto e aſento delle ſe ha de aſentar concordar e afirmar eu pela muita confiança que tenho do Lecenceado Antonio de Azevedo Coutinho do meu Concelho e meu Embaixador por eſta prezente Carta o faço ordeno e conſtituo no melhor modo e forma que devo e poſſo por meu ſuficiente e abaſtante Procurador geral e eſpecial para capitular e aſſentar e afirmar o dito concerto e aſſento em tal maneira que a generalidade no derogue a eſpecialidade nem a eſpecialidade a generalidade e para que por mim e em meu nome poſſa aſentar ſobre o dito concerto de Maluco aſſy com o dito Emperador meu Irmaõ e em ſua prezença como em quaesquer Procurador ou Procuradores que elle para o dito concerto e aſſento delle ordenar e que moſtrarem ſeu poder e Procuraçaõ ſuficiente e baſtante para o dito cazo por elle aſſinada e aſſellada de ſeu ſello todo aquele que bem viſto le for e que poſſa capitular e aſentar e concordar e prometar e jurar em meu nome e que eu farey compritey e guardarey todo o que por elle for capitulado aſentado no dito concerto e aſento com as condições pactos vinculos e ſo las penas e firmezas que por elle for aſſentado concordado capitulado como por ſe my peſſoa foſſe feito. Outro ſy que poſſa jurar em minha alma que guardarey e compritey realmente e com efeito o que aſſy por elle no que dito he for concordado capitulado e aſſentado ſem cautela engano nem deſemulaçaõ alguna e que naõ hirey nem virey contra nem contra parte alguma dello ſob aquellas penas que por ello dito meu Procurador forem poſtas aſſentadas e concordadas e para todo o que dito o que dito he le dou e outorgo todo meu poder comprido com libre e geral adminiſtraçaõ

e prometo e feguro por eſta prezente Carta de ter e 1529
manter realmente e com effeito todo o que por elle dito
men Procurador ſobre o dito concerto e aſento for concor-
dado e aſſentado capitulado e prometido ſegurado e outor
gado e jurado e de o haver por rato grato firme e valiozo
e de nom hir nem vir contra ello nem contra parte al-
guma dello em tempo algum nem por maneira alguma
ſob obrigaçam expreça que por elle faço de todos meus
beus patrimoniales e da Coroa havidos e por haver os
quaes todos expreçamante para ello obrigo e por certidão
de todo o ſobredito mandey fazer eſta minha Carta aſſi-
nada por mim e aſſellada do meu ſello redondo de minhas
armas. Dada em a Cidade de Lisboa a dezoito dias de
Outubro Anno de noſſo Senhor Jeſu Chriſto de mil
quinhentos vinte oito annos = El Rey.

Aſy prezentadas las dichas Procuraciones por los dichos Sennores Procuradores fue dicho que por quanto antre el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla de Leon de Aragon de las doz Secilias de Jeruſalem &c. y el dicho Sennor Rey de Portugal e de los Algarbes &c. havia dubda ſobre la propriedad y poſeſion y derecho y poſſion o quazi poſiſion navegacion e comercio de Maluco y otras Islas y mares lo qual cada uno de los dichos Sennores Emperador y Rey de Caſtilla y Rey de Portugal dize pertencerle aſy por virtud de las capitulaciones que fueron fechas por los muy altos y muy poderozos y Catholicos Principes Don Fernando y Dona Izabel Reys de Caſtilla aguelos del dicho Sennor Emperador y con El Rey Don Juan el ſegundo de Portugal que aya gloria acerca de la demarcacion del mar Oceano como por otras razones y derechos que cada uno de los dichos Sennores Emperador y Reys dezia tener e pertendia a las dichas Islas mares y tierras ſer ſuyas e eſtar en poſeſion dellas y que aviendo los dichos Sennores Emperador y Reys reſpecto al muy conjuncto deudo e grande amor que antre ellos ay lo qual no ſolamente deve com mucha razon ſer conſervado mas quanto poſible fuere mas acrecentado y que por ſe quitar de dudas e demandas e debates que antre ellos podria haver y muchos inconvenientes que antre ſus vaſſallos y ſubditos y naturales ſe podrian ſeguir ſon agora los dichos Sennores Emperador y Rey y los dichos Procuradores en ſu nonbre concordados e concertados

1529 ſobre las dichas dubdas e debates en el modo y forma ſeguinte.

Vente des Moluc-ques au Portugal pour 350,000 Ducats.

Primeramente dixeron los dichos Gran Chanciler y o Biſpo de Osma y Comendador mayor de Calatrava Procuradores del dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla que ellos en ſu nonbre por virtud de la dicha ſu procuracion vendio como luego de fecho vendieron deſte dia para ſienpre ja maz al dicho Sennor Rey de Portugal para el y todos ſus ſucceſſores de la Corona de ſus Reynos todo el derecho accion dominio propriedad y poſeſion o quaſi poſeſion y todo el derecho de navegar y contratar y comerciar por qualquier modo que ſea que el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla dize que tiene y podria tener por qualquer via modo o manera que ſea em el dicho Maluco y Islas lugares tierras y mares ſegundo abaxo ſera declarado e eſto com las declaraciones y limitaciones y condiciones y clauzulas abaixo contenidas y declaradas por precio de trezientos y ſincoenta mil ducados de oro pagados en moñedas corrientes en la tierra de oro o de plata que valgan en Caſtilla trezientos y ſetenta e ſinco maravedis cada ducado los quales el dicho Sennor Rey de Portugal dara e pagara al dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla y a las perſonas que Su Mageſtad para ello nonbrare en eſta manera los ciento y ſincoenta mil ducados dellos em Lisbona dentro de quinze o vinte dias primeros ſeguientes deſpues que eſte contrato confirmado por el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla fuere llegado a la Ciudad de Lisboa o adonde el dicho Sennor Rey de Portugal eſtuviere e trinta mil ducados pagados em Caſtilla los vinte mil en Valladolid y los diez mil en Sevilla haſta veinte dias del mez de Mayo primero que viene deſto anno y ſetenta mil ducados em Caſtilla pagados en la feria de Mayo de Medina del Canpo deſte dicho anno a los terminos de los pagamientos della y los cien mil ducados reſtantes de la feria de Otobre de la dicha Villa de Medina del Campo deſte dicho anno a los plazos de los pagamientos della pagado todo fuera del canbio y ſe fuere neceſſario ſe dara luego cedulas para el dicho tienpo y ſy el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla quiziere tomar a canbio los dichos cien mil ducados en la dicha feria de Mayo deſte dicho anno para ſocorrerſe dellos pagara el dicho Sennor Rey de Portugal a razon de ſinco o ſeis por ciento de canbio

como

como ſu tezorero Hernan Dalvares los ſuele tornar de feria a feria la qual dicha venta el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla haze al dicho Sennor Rey de Portugal con condicion que en qualquiera tienpo que el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla o ſus ſuceſſores quizieren tornar y con effecto tornaren todos los dichos trezientos y ſincoenta mil ducados y ſin dellos faltar coza alguna al dicho Sennor Rey de Portugal o a ſus ſuceſſores que la dicha vienta quede defecha, y cada uno de los dichos Sennores Emperador y Reys quede con el derecho e action que agora tiene y pertiendem tener aſy en el derecho de la poſeſion o cazy poſeſion como en la propietad por qualquier via modo y manera que pertenecer les pueda como ſe eſte contrato no fuera hecho y de la manera que primeiro lo teniã e pertendian tener ſin que eſte contrato les haga ni cauze preiuizio ny ynovacion alguna. 1529

Item es concordado e aſentado entre los dichos Procuradores en nonbre de los dichos Sennores ſus conſtituientes que pera ſe ſaber las Islas lugares tierras y mares y derecho y action dellos que por eſte contrato el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla aſy vende con la condicion que dicha es al dicho Sennor Rey de Portugal desde agora para todo ſienpre ha por hechada una linia de polo a polo conviene a ſaber del norte al ſul por hum ſemicirculo que diſte de Maluco al nordeſte tomando la quarta de leſte dies y nueve grados a que conreſpondem dies e ſete grados eſcaſos en la equinocial em que monta dozientas y novienta y ſete legoas y media mas a oriente de las Islas de Maluco dando dies e ſete legoas y media por grado equinocial en el qual meredião y runbo del nordeſte y quarta de leſte eſtan ſituadas las Islas de las Velas y de Santo Thome por donde paſſa la ſobredicha linea y ſimicirculo y ſiendo cazo que las dichas Islas eſtiem y diſtiem de Maluco maz o menos todavia han por bien e ſan concordes que la dicha linia que de lançada a las dichas dozientas y novienta y ſete legoas y media mas oriente que hazem los dichos dies y nueve grados al nordeſte y quarta de leſte de las dichas Islas de Maluco como dicho es y dixeron los dichos Procuradores que para ſe ſaber por donde ſe ha la dicha linia por lançada ſe hagan dos padrones de hum tenor conformes al Padron que eſta en la Caza de la Contratacion de las Indias de Sevilla

Ligne de démarcation.

1529 por donde navegan las armadas y Vaſſallos y ſubditos del dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla y dentro de trinta dias deſpues de la fecha deſte contrato ſe nonbre doz perſonas de cada parte para que vean y hagan luego los dichos Padrones conforme a lo ſuſo dicho y en ellos ſea retada la dicha linia por el modo ſobredicho y que los dichos Sennores Emperador y Reys los firmem de ſus nonbres y ſellem con ſus ſellos pera quedar a cada uno el ſuyo y dende em adelante quede la dicha linia por lançada pera declaracion del punto y lugar por donde ella paſſa y tambien pera declaracion del ſitio em que los dichos Vaſſallos del dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla tiene ſituado y aſentado a Maluco la qual durante el tienpo deſte contrato ſe vea que eſta pueſta en el tal ſitio pueſto que en la verdad eſtè em menos o maz diſtancia a oriente de lo que en los dichos Padrones es ſituado y para que en el punto de la ſituacion em que en los dichos padrones eſta ſituado Maluco ſe continuem los dichos dies y ſiete grados a orjente que por bien deſte contrato el dicho Sennor Rey de Portugal ha de haver y que non ſe alhando en la Caza de la Contratacion de Sevilha el dicho padron las dichas perſonas nonbradas por los dichos Sennores Emperador y Reys dentro de hum mez hagan los dichos padrones y ſe firmem y ſellem como dicho es y por ellos ſe hagan Cartas de navegar em que ſe lance la dicha linia en la manera ſuſo dicha para que de aqui adelante naveguem por ellas los dichos Vaſſallos naturaes e ſubditos del dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla y para que los navegantes de una parte y de otra ſean ciertos del ſitio de la dicha linia y diſtancia de las ſobredichas duzentas y novienta y ſete legoas y media que aya entre la dicha linia y Maluco.

Cas de reſiliation. *Item* es concordado y aſentado por los dichos Procuradores que en qualquier tienpo que el dicho Sennor Rey de Portugal quiziere que ſe vea el derecho de la propriedad de Maluco y las tierras y mares contenidas em eſte contrato y pueſto que al tal tienpo el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla no tenga tornado el dicho precio ny el dicho contrato ſea reſoluto ſe vea en eſta manera conviene a ſaber que cada uno de los dichos Sennores nonbre tres Aſtrologos y tres pilotos o tres marineros que ſean eſpertos en la navegacion

los

los quales ſe ajuntaran en hun lugar de la raya dentre 1529
ſus Reynos donde fuere acordado que ſe juntem desde el dia que el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla o ſus ſubceſſores fueren requeridos por parte del dicho Sennor Rey de Portugal que ſe nonbren haſta quatro mezes y allí conſultaran y acordaran y tomaran aſiento de la maneira en que ha de hir a ſe ver el derecho de la dicha propriedad conforme a las dichas capitulaciones e aſiento que fue fecho antre los dichos Catholicos Reys Don Fernando y Dona Izabel y el dicho Rey D. Juan el ſegundo de Portugal y ſiendo cazo que el derecho de la dicha propriedad le jusge al dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla no ſe executarà ny ſe uzarà de la tal ſentencia ſim que primero el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla y ſus ſubceſſores tornem realmente y con effecto todos los dichos trezientos y cincoenta mil ducados que por virtud deſte contrato fueron dados e jusgandoſe el derecho de la propriedad por parte del dicho Sennor Rey de Portugal el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla y ſus ſubceſſores ſean obligados a tornar realmente y con effecto los dichos trezientos y ſincoenta mil ducados al dicho Sennor Rey de Portugal o a ſus ſubceſſores desde el dia em que la dicha ſentencia fuere dada haſta quatro annos primeros ſeguientes.

Item fue concordado y aſentado pelos dichos Pro- *Epiciria*
curadores en nonbre de los dichos Sennores ſus conſtituientes que ſiendo cazo que em quanto eſte contrato de venta durar y nõ fuere desfecho desde el dia de la fecha del em adelante vinieren algunas eſpeciarias o drogarias de qualquier ſuerte que ſean a qualesquier puertos o partes de los Reynos y Sennorios de cada hunо de los dichos Sennores conſtituientes que ſean traydas y por los Vaſſallos ſubditos y naturales del dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla o por otras quaesquer perſonas puesto que ſus ſubditos y naturales y Vaſſallos non ſean que el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla en ſus Reynos y Sennorios y el dicho Sennor Rey de Portugal en los ſuyos ſeyan obligados a mandar e hazer y mandem y hagaõ depozitar las dichas eſpeciarias o drogarias en tal manera que el tal depozito quede ſeguro ſin que a qũel a cuya parte viniere ſea por el otro pera eſto requerido para que a ſy

1529 eſtem depozitadas en nombre de ambos em poder de aquella perſona o perſonas en quien cada uno de los dichos Sennores en ſus tierras y Sennorios las mandaren y hizierem depozitar el qual depozito ſeram los dichos Sennores obligados a hazer e mandar hazer por la manera ſobredicha agora las dichas eſpeciarias o drogarias ſa hallen em poder de aquellos que las trayeron o en poder de qualquier otra perſona o perſonas en qualesquier lugares o partes donde fueren halladas y los dichos Sennores Emperador y Reys ſeram obligados de lo mandar aſſy notheficar desde agora en ſus Reynos y Sennorios para que aſy ſe cumpla en modo que nom ſe pueda alegar ignorancia y viniendo a apontar las dichas eſpeciarias o drogarias a qualesquier puertos o tierras que de cada uno de los dichos Sennores conſtituientes no fueren no ſiendo de enemigos cada uno dellos por virtud deſte contrato podera requerir en nonbre de ambos ſin maz moſtrar ninguna provizam ny poder de otro a las Juſticias de los Reynos y Sennorios donde las dichas eſpeciarias o drogarias vinieren a parar o fueren halladas que las mandem depozitar y depozitem y em qualquier de las dichas partes donde aſſy fueren halladas las dichas eſpeciarias o drogarias eſtaran embargadas y depozitadas por ambos haſta ſe ſaber de cuya demarcacion fueron ſacadas y para ſe ſaber ſi el lugar y tierras de donde las dichas eſpeciarias o drogarias fueron traidas y ſacadas caem dentro de la demarcacion y limites que por eſte contrato quedan con el dicho Sennor e Rey de Caſtilla e ay em ellas las dichas eſpeciarias o drogarias enbiaran los dichos Sennores Emperadores y Reys doz o quatro navios tantos el uno como el otro en los quales hiran perſonas juramentadas que de bien lo entendam tantos de la una parte como de la otra a los dichos lugares e tierras donde dixeren que ſacaron y troxieron las dichas eſpeciarias o drogarias para ver y detreminar em cuya demarcacion caem las dichas terras o lugares de donde aſſy las dichas eſpeciarias o drogarias ſe dixeren que fueron ſacadas e hallandoſſe que las dichas tierras y lugares caem dentro de la demarcacion del dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla y que em ellas hay las dichas eſpeciarias o drogarias en tanta cantidad que razonablemente podiecen traher las dichas eſpeciarias o drogarias em tal caſo ſe alçara e quitara el dicho depozito y ſe entregaran li-

bre-

brémente al dicho Sennor Emperador e Rey de Caſtilla 1529
ſin que por ello ſean obligados a pagar ningunas coſtas ny gaſtos ny intereces ny otra alguna coza e ſiendo hallado que fueron ſacadas de las tierras y lugares de la demarcacion del dicho Sennor Rey de Portugal aſy meſmo ſea alçado e quitado el dicho depozito y ſe entregara al dicho Sennor Rey de Portugal ſin que por ello ſea obligado a pagar ningunas coſtas ny gaſtos ny entereces ny otra alguna coza de qualquier calidad que ſea y las perſonas que aſſy las troxeren ſeran pugnidos y caſtigados por el dicho Sennor Emperador Rey de Caſtilla o por ſus juſticias como quebrantador de fè y de paz conforme a juſticia y los dichos Sennores Emperador y Rey de Caſtilla y el dicho Sennor Rey de Portugal ſeran obligados de enbiar los dichos ſus navios e perſonas tanto que por cada uno dellos al otro fuere requerido y en quanto aſy las dichas eſpeciarias o drogarias eſtovieren depoſitadas y enbargadas en el modo ſobredicho el dicho Sennor Emperador Rey de Caſtilla ny otro por el ny con ſu favor ny conſentimento no hirán nen embiaran a la dicha tierra o tierras de donde aſy las dichas eſpeciarias e drogarias fueron trahidas e todo lo que dicho es en eſte capitulo acerca del depozito de las eſpeciarias o drogarias no avra lugar ny ſe entendera en las eſpeciarias o drogarias que vinieren a qualesquier partes pera el dicho Senhor Rey de Portugal.

Item es concordado y aſentado que en todas las Islas tierras y mares que fueron de la dicha linia para dentro no puedam las naos navios e gentes del dicho Sennor Emperador e Rey de Caſtilla ny de ſus ſubditos Vaſſallos y naturales ny otras algunas perſonas pueſto que ſus ſubditos ny Vaſſallos naturales nõ ſean por ſu mandado y conſentimento favor e ajuda o ſin ſu mandado favor ny ajuda entrar navegar tratar ny comerciar ny cargar coza alguna que en las dichas Islas tierras y mares ouviere de qualquier ſorte o manera que ſea y que qualesquier de los ſobredichos que de aqui adelante el contrario de todas las dichas cozas o cada una dellas hizieren o fueren conprehendidos e alhados de dentro de la dicha linia ſean preſos por qualquier Capitan o Capitanes o gentes del dicho Sennor Rey de Portugal y por los dichos ſus Capitanes oydos e caſtigados e pugnidos como coſſarios y quebrantadores de paz y no *Navigation et commerce*

1529 ſiendo hallados dientro de la dicha linia por los dichos Capitanes o gentes del Sennor Rey de Portugal ſe vinieren a qualquier puerto tierra o Sennorio del dicho Sennor Emperador e Rey de Caſtilla que el dicho Sennor Emperador e Rey de Caſtilla y ſus juſticias donde aſſy vinieren o fueren hallados ſean tenidos y obligados de los tomar y prender en tanto que les fueren preſentados autos y peſquizas que les fueren enbiados por el dicho Sennor Rey de Portugal o por ſus juſticias porque ſe mueſtre ſer culpados en cada huna deſtas cozas ſobredichas y los pugnir e caſtigar enteramente como malhechores e quebrantadores de ſè e de paz.

Defenſe aux caſtillans. *Item* es concordado e aſentado por los dichos Procuradores que el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla no enbie por ſy ny por otro a las dichas Islas tierras y mares dentro de la dicha linia ny conſienta que allà vayan de aqui adelante ſus naturales y ſubditos y Vaſſallos o eſtrangeros pueſto que ſus naturales y Vaſſallos ny ſubditos no ſean ny les dè para ello ajuda ny favor ny *) *ello alla concierte con ellos para ſe hir* contra la forma y aſiento deſte contrato antes ſea obligado de lo defender eſtorvar e impedir quanto en el ſuere y enbiando el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla por ſy o por otra a las dichas Islas tierras o mares de dentro de la dicha linia o concentiendo que allà vayan ſus naturales Vaſſallos ſubditos o eſtrangeros pueſto que ſus naturales Vaſſallos ny ſubditos no ſean dandoles para ello ajuda o favor o concertandoſe con ellos para que allà vayan contra la forma e aſiento deſte contrato e ſy lo no defendiere y eſtorbare e inpediere quanto en el fuere que el dicho pacto de retro vendendo quede luego rezoluto y el dicho Sennor Rey de Portugal no ſea maz obligado a recibir el dicho precio ny al retro vender el derecho e accion que el dicho Sennor Emperador e Rey de Caſtilla por qualquier via e manera que ſea podria tener a ello antes que aquel por virtud deſte contrato tenga vendido y renunciado y traſpaſſado en el dicho Sennor Rey de Portugal y por el miſmo fecho la dicha venta quede pura e valedera para ſienpre ja maz como ſy al principio fuera fecha ſin condicion y pacto de retro vendendo pero porque poderia ſer que navegando los ſobredichos por los mares del ſul donde los ſubditos y naturales y Vaſſallos del dicho Sennor Empe-

*) CAETANO: ſe concierte con ellos para ellos alla hir &c.

Emperador e Rey de Caſtilla puedem navegar les podria 1529
ſobrevenir tienpo tam forçozo e contrario o neceſſidad
com que fueſen coſtrenidos continuando ſu camino e
navegacion a paſſar la dicha linia en tal cazo no in-
correrias eſi pena alguna maz antes que aportando y
llegando en qualquier de los dichos cazos a alguna
tierra de las que aſſy entraren en la dicha linea e por
virtud deſte contrato pertenecieren al dicho Sennor Rey
de Portugal que ſean tratados por ſus ſubditos e Vaſ-
ſallos e moradores della como Vaſſallos de ſu hermano
e aſy como el dicho Sennor Emperador e Rey de Ca-
ſtilla mandaria tratar a los ſuyos que deſta manera apor-
tacem a ſus tierras de la nueva Eſpaña o a otras de
aquellas partes con tanto que ceſſando la dicha neceſſidad
ſe ſalgan luego y ſe buelvan a ſus mares del ſul y
ſiendo cazo que los ſobredichos paſaſen por ignorancia
la dicha linia es concordado y aſentado que no incor-
reram por ello em pena alguna em quanto no conſtare
claramente que ſabiendo ellos que eſtavan dentro de la
dicha linea no ſe bolvieren y ſalieren fuera della como
es acordado e aſentado em el cazo que entraſem com
tienpo forçozo y contrario o de neceſſidad porque
quando eſto conſtare ſe averá por probado que com ma-
licia paſaran la linia y ſeran pugnidos y avran aquelas
penas que han de haver aquellos que entraren dentro
de la linia como dicho es y en eſte contrato es con-
tenido y declarado y alhando los ſobredichos o deſcu-
briendo en quanto dentro de la dicha linia anſy andu-
vieren algunas Islas o tierras dentro de la dicha linia
que las tales Islas o tierras quedem luego libremente y
con effecto al dicho Sennor Rey de Portugal e a ſus
ſubeſſores como ſy por ſus Capitanes e Vaſſallos deſcu-
biertas e halladas e poſſuidas al tal tienpo fueſen y es
concordado e aſentado por los dichos Procuradores que
las naos e navios del dicho Sennor Emperador Rey de
Caſtilla y de ſus ſubditos Vaſſallos y naturales puedam
hir e navegar por los mares del dicho Sennor Rey de
Portugal por donde ſus armadas vam para la India tanto
ſolamente quanto les fuere neceſſario para tomar ſus
derotas derechas para el eſtrecho de Magalhanes y
haziendo lo contrario de lo ſuſo dicho navegando maz
por los dichos mares del dicho Sennor Rey de Portugal
de lo que dicho es incurriran por el miſmo fecho aſſy
el dicho Sennor Emperador e Rey de Caſtilla conſtando

que

1529 que lo hizieron por ſu mandado favor o ajuda o conſentimento y los que aſſi navegaren e fueren contra lo ſuſo dicho en las penas ſobredichas aſy y de la manera que de ſuſo em eſte contrato es declarado.

Punitions. *Item* fue aſentado e concordado que lo que toca a que ſo algunos ſubditos del dicho Sennor Emperador e Rey de Caſtilla o otros algunos fueren tomados e hallados de aqui adelante dentro de los dichos limites ariba declarados ſean prezos por qualquer Capitaõ o Capitanes o gentes del dicho Sennor Rey de Portugal y por los dichos ſus Capitanes oydos caſtigados y pugnidos como coſſarios violadores e quebrantadores de paz y que no ſiendo hallados dentro de la dicha linia y viniendo a qualquier puerto del dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla Su Mageſtad e ſus juſticias ſean obligados de los tomar e prender tanto que le fueren prezentados autos e peſquizas que les fueren enbiados por el dicho Sennor Rey de Portugal ou por ſus juſticias por los quales ſe mueſtre ſer culpados en las cozas ſuſo dichas y los pugnir y caſtigar enteramente como malhechores e quebrantadores de fé y de paz, y lo de maz que ſe aſienta por eſte contrato en quanto toca a no paſſar la dicha linia ningunos ſubditos del dicho Sennor Emperador e Rey de Caſtilla ny otros algunos por ſu mandado conſentimento favor o ajuda y las pennas que cerca deſta ſe ponem ſe entenda desde el dia que fuere notheficado a los ſubditos del dicho Sennor Emperador y gentes que por aquellas mares y partes eſtan e navegan em adelante y que antes de la tal notheficaçaõ no incorreran en las dichas penas pera eſto ſe entenda quanto a las gentes de las armadas del dicho Sennor Emperador que haſta agora a aquellas partes ſon ydas y que desde el dia del otorgamiento deſte contrato em adelante durante el tienpo que la dicha venta no fuere desfecha en la forma ſuſo dicha no pueda enbiar ny enbie otras algunas de nuevo ſin incorrir en las dichas pennas.

Fortifications. *Item* fue concordado e aſſentado por los dichos Procuradores que el dicho Sennor Rey de Portugal no hara por ſy ny por otro ny mandara hazer de nuevo fortaleza alguna em Maluco ny al deredor del com veinte legoas ny de Maluco haſta donde por eſte contrato ſe ha por lançada la linia y es aſſentado y ſon concordes todos los dichos Procuradores de la una parte

y

y de la otra que este el tienpo que el dicho Sennor Rey de Portugal podiece alla enbiar a notheficar que no se haga ninguna fortaleza de nuevo que sera en la primera armada que fuere del dicho Reyno de Portugal para la India despues deste contrato ser confirmado e aprobado por los dichos Sennores sus constituientes y sellado de sus sellos y quanto a la fortaleza que agora esta fecha em Maluco non se hara maz obra alguna en ella de nuevo desde el dicho tienpo en adelante solamente se reparara e sostentara en el estado en que estovieren al dicho tienpo sy el dicho Sennor Rey de Portugal quiziere el qual jura e promete de guardarlo e comprilo assy. 1529

Item es assentado e concordado que las armadas que el dicho Sennor Emperador e Rey de Castilla hasta agora tiene enbiadas a las dichas partes sean miradas y bien tratadas e favorecidas del dicho Sennor Rey de Portugal y de sus gentes y no les sea puesto embaraço ny empedimento en su navegacion y contratacion y que sy danno alguno o que no se cre ellos ubieren recebido o recebiere de sus Capitanes o gentes o les ubieren tomado alguna coza que el dicho Sennor Rey de Portugal sea obligado de emmendar e satisfazer e restituir e pagar luego todo aquelo em que el dicho Sennor Emperador y Rey de Castilla y sus subdites e armadas obieren sido damnificados e de mandar pugnir y castigar a los que lo hizieren y de prover que las armadas e gentes del dicho Sennor Emperador e Rey de Castilla se puedan venir quando quizieren libremente sin impedimento alguno. *Flottes Espagnoles.*

Item es assentado que el dicho Sennor Emperador e Rey de Castilla mande dar luego sus Cartas e provisiones para sus Capitanes e gentes que estovieren en las dichas Islas que luego se vengan y non contratem maz en ellas con que les deixem traer libremente lo que ubieren rescatado y contratado y cargado. *Leur Rappel.*

Item es asentado e concordado que en las provisiones e Cartas que cerca deste asiento e contrato ha de dar e despachar el dicho Señor Emperador e Rey de Castilla se ponga e diga que lo que segund dicho es asenta capitula e contrata valga bien assy como se fuese fecho e passado em Cortes generales com consentimento expreço de los Procuradores dellas e que para validacion dello de su poderio real absoluto de que como Rey e Señor *Confirmation du traité.*

1529 Señor natural no reconociente ſuperior en lo temporal quiere uzar e uza abroga e deroga caſſa e anula la ſuplicacion que los publicos de las Ciudades y Villas deſtos Reynos en las Cortes que ſe celebraram en la Ciudad de Toledo el anno paſſado de quinhentos e veinte y ſinco le hizieron cerca de lo tocante a la contratacion de las dichas Islas e tierras y la reſpueſta que a ello dio y qualquier ley que en las dichas Cortes ſobre ello ſe hizo y todas las otras que a eſta puedan obſtar.

Biens Eſpagnols rendus. *Item* es aſſentado que el dicho Señor Rey de Portugal porque algunos ſubditos del dicho Señor Emperador e Rey de Caſtilla y otros de fuera de ſus Reynos que le vinieron a ſervir ſe quexan que en ſu Caza de India y en ſu Reyno les tienen embarçadas ſus hazieſdas promete de mandar hazer clara e abierta e breve juſticia ſin tener reſpecto a henojo que dellos ſe pueda tener por haver venido a ſervir e ſervido al dicho Señor Emperador.

Traité de 1494. *Item* fue aſſentado e concordado por los dichos Procuradores en nombre de los dichos ſus conſtituentes que las capitulaciones hechas entre los dichos Catholi- Reys Don Fernando y Dona Izabel y El Rey Don Juan el ſegundo de Portugal ſobre la demarcacion del mar oceano quedem firmes e valederas em todo em por todo como en ellas es contenido e declarado tirando aquelas cozas em que por eſte contrato em outra manera ſon concordadas e aſſentadas y ſiendo cazo que el dicho Señor Emperador e Rey de Caſtilla tome el precio que por eſte contrato le es dado en la manera que dicha es em modo que la venta quede desfecha en tal cazo las dichas capitulaciones echas entre los dichos Catholicos Reys Don Fernando y Dona Izabel y el dicho Rey Don Juan el ſegundo de Portugal quedará en toda ſu fuerça e vigor como ſy eſte contrato no fuera fecho como en ellas es contenido e ſejam los dichos Señores ſus conſtituientes obligados de las complir e guardar em todo e por todo como en ellas hes aſſentado.

Renonciation à l'exception de leſion. *Item* es concordado e aſentado por los dichos Procuradores que pueſto que el derecho e action que el dicho Señor Emperador e Rey de Caſtilla dize que tiene a las dichas tierras lugares e mares e Islas que anſy por el modo ſobredicho vende al dicho Señor Rey de Portu-

Portugal valga maz de la mitad del justo precio que por ello le da el del dicho Señor Emperador e Rey de Castilla sepa cierto e de cierta sabedoria por cierta enformacion de personas em ello expertas que ho muy bien saben y entenden que es de mucho mayor valor y estimacion alende de la mitad del justo precio que el dicho Señor Rey de Portugal da al dicho Señor Emperador e Rey de Castilla aplaze azer donacion como de fecho la haze dende el dicho dia para siempre ja maz entre vivos valedera de la dicha mayor valia e estimacion que asy vale maz e alende de la mitad del justo precio por muy gran mas valia que sea la qual mayor valia y estimacion alende de la mitad del justo precio el dicho Señor Emperador y Rey de Castilla demite de sy e de sus succesores e desmienta (*desmiembra* CAET.) de la Corona de sus Reynos para sienpre y todo trespassa al dicho Señor Rey de Portugal e a sus succesores e Corona de sus Reynos realmente e con effecto por el modo sobredicho durante el tienpo deste contrato. 1529

Item es concordado e asentado por los dichos Procuradores que qualquer de las partes que contra este contrato o parte del fuere por sy o por otro por qualquer modo via o manera que sea pensada o non pensada que por el mismo hecho pierda el derecho que tiene por qualquer via modo o manera que sea y todo luego quede aplicado junto e adquirido a la otra parte que por el dicho contrato estoviere y contra el nô fuere ya la Corona de sus Reynos sin para ello el que contra el fuere ser mas citado oydo ny requerido ny ser necessario sobre ello darse mas otra sentencia por Juis ny Jusgador alguno que sea averiguandose y provandose primeramente el mandado o consentimiento o favor de la parte que contra ello viniere y alende desto el que contra este contrato fuere por qualquier modo y manera que sea en parte o en todo pague a la otra parte que por el estuviere duzentos mil dinheiros de oro de pena y en nonbre de penna e interece en la qual pena incurriran tantas vezes quantas contra el fueren en parte o en todo como dicho es y la penna llevada ò nô llevada todavia este contrato quedara firme y valedero e estable para sienpre ja maz en favor de aquel que por el estuviere y contra el o parte del no fuere para lo qual obligaron todos los bienes patrimoniales e fiscales de los dichos sus constituien- *Conventions.*

1529 tuientes y de las Coronas de ſus Reynos de todo cōplir y mantener aſy y tan conplidamente como en ellos ſe contiene.

Serment. *Item* fue aſentado y concordado por los dichos Procuradores que los dichos Señores ſus conſtituientes y cada uno dellos juraron ſolemnemnemente e prometieron por el dicho juramiento que por ſy o por ſus ſucceſſores nunca en ningum tiempo vendram contra eſte contrato em todo ny em parte por ſy ny por otro en juizio ny fuera del por ninguna via forma ny manera que ſer y penſar ſe pueda y que nunca en tiempo alguno por ſy ny por otro pediran relaxacion del dicho juramiento a nueſtro muy Santo Padre ny a otro que para ello poder tenga e pueſto que Su Santidad o quien para ello poder tuviere ſin le ſer pedido de ſu proprio moto les relaxe el dicho juramento que lo no aceptara ny nunca en algun tienpo uzaran de la dicha relaxacion ny ſe adjudaraō della ny aproveharan em ninguna manera ny via que ſea en juizio ny fuera del.

Confirmation papale. *Item* fue concordado y aſentado por los dichos Procuradores que para maz corroboracion y firmeza deſte contrato que eſte contrato e tranſacion con todas ſus clauzulas condiciones pactos obligaciones y declaraciones del aſſy y por la manera que en el ſon contenidas ſea jusgado por ſentencia del Papa y confirmado y aprobado por Su Santidad por Bulla Apoſtolica con ſu ſello en la qual bula de ſentencia confirmacion e aprobacion ſera inſerto todo eſte contrato de verbo ad verbum y que Su Santidad en la dicha ſentencia ſupla y aya por ſuplido de ſu cierta ſciencia e poderio abſoluto todo e qualquer defecto e ſolenidād que de hecho e derecho ſe requiera para eſte contrato ſer mais firme e valedero en todo e qualquer parte dello e que Su Santidad ponga ſentencia descomunion aſy en las partes principales como en qualesquier otras perſonas que contra el fuere y lo no guardarē en todo o en parte por qualquer yia modo e manera que ſea en la qual ſentencia descomonion declarara y mandara que incurram ipſo facto los que contra el dicho contrato fueren em todo o em parte ſin para ello ſi requiera ny ſia neceſſaria otra ſentencia descomunion ny declaracion della y que los tales nō puedan ſer abſueltos por Su Sentidad ny por otra perſona por ſu mandado ſin concentimiento de la otra parte a quien tocare

y ſin

y el primero ſer para la tal abſolucion citada e requerida 1529
y oyda y los dichos Procuradores desde agora para entonces e desde entonces para agora en nonbre de los dichos ſus conſtituientes ſuplican a Su Santidad que lo quiera [illegible] confirmar e jusgar por ſentencia del modo e manera que en eſte capitulo eſta aſentado e declarado de la qual confirmacion e aprobacion cada una de las partes podra ſacra ſu Bula la qual los dichos Procuradores en nonbre de los dichos ſus conſtituientes peden a Su Santidad que mande dar cada uno dellos que la expedir quiziere ſin mas la otra parte para ello ſe requerir para confirmacion e firmeza de ſu derecho y todo lo ſobredicho, aſy concordado y aſentado como de ſuſo es contenido los dichos Procuradores en nonbre de los dichos ſus conſtituientes y por virtud de las dichas ſus Procuraciones dixeron ante my el dicho ſecretario e notario publico e ante los teſtigos de ſuſo eſcriptos y firmados que aprobavaõ loavan y otorgavan pera ſienpre ja maz aſy e tan interamente com todas las clauzulas declaraciones pactos y convenciones penas y obligaciones en eſte contrato contenidas y promitieron y ſe obligaron la una parte a la otra y la otra a la otra en nonbre de los dichos ſus conſtituientes eſtipulantes e aceptantes por ſolene eſtipulation de aſy lo tener e conplir, y guardar para ſienpre ja maz y que los dichos ſus conſtituientes y ſus ſuceſſores y todos ſus Vaſalos ſubditos y naturales ternan y guardaran e compliran agora e para ſienpre el dicho contrato e todo lo en el contenido ſo las penas e obligaciones en el declaradas y que no iran ny vernan ny conſentiran ny permitiran que ſea ido ny venido contra el ny parte alguna del directe ni indirectemente en juizio ny fuera del por ninguna cauza color ny cazo alguno que ſea o ſer pueda penſada o por penſar e dixeron los dichos Procuradores en nonbre de los dichos Señores ſus conſtituientes que renunciavaõ como de hecho renunciaron todas las enexaciones y cepciones y todos remedios juridicos beneficios y concilios ordinarios y extraordinarios que a los dichos Señores ſus conſtituientes y a cada uno dellos competẽ o podram conpetir e pertenecer por derecho agora y en qualquier tienpo de aqui adelante para anular y revocar o quebrantar en todo o en parte eſte contrato o para impedir el effecto del y an ſy mismo renunciaran todos los derechos leys coſtumbres eſtilos mazañas e opiniones de Doctores que

1529 para ello les podieſen aprovechar en qualquier manera y eſpecialmente renunciaron las leys e derecho que dizen que general renunciacion no val para lo qual todo aſy tener e guardar y complir obligaron los dichos Procuradores todos los bienes patrimoniales e ſeglares de los dichos ſus conſtituientes e de las Coronas de ſus Reynos y por mayor firmeza de los dichos Procuradores dixeron que juravaõ como de fecho logo juraron ante my el dicho Secretario y Notario ſuſo dicho e teſtigos de yuſo eſcriptos a Dios y a Santa Maria y a la ſenal de la Cruz y a los Santos Avangelios que con ſus manos derechas tocaran em nonbre y en las aſimas de los dichos ſus conſtituientes por virtud de los dichos poderes que eſpecialmente para ello tienen que ellos y cada uno dellos por ſy y por ſus ſubceſſores ternan guardaran y haran tener y guardar para ſienpre ja maz eſte contrato como en el es contenido y que los dichos Sennores ſus conſtituientes y cada uno dellos confirmaran aprobaran loaran e ratheficaran y otorgaran de nuevo eſta capitulacion y todo lo en ello conthenido y cada coza e parte dello y prometeron y ſe obligaran e juraran de lo guardar y complir cada una de las partes pelo que le toca incumbe la tañe de hazer e guardar e complir realmente y con effecto a buena fé ſin mal engano y ſim arte ny cautela alguna y que los dichos ſus conſtituientes ny alguno dellos no demandaran por ſy ny por otras perſonas abſolvicion relaxacion diſpenſacion ny comutacion del dicho juramento a nueſtro muy Santo Padre ny a otra perſona alguna que poder tenga para lo dar e conceder y pueſto que de proprio moto o en otra qualquier manera les ſea dada no uzaran della antes ſin enbargo della ternã guardaran y compliran y haran tener y guardar y complir todo lo contenido en eſte dicho contrato com todallas clauzulas obligaciones y penas y cada coza y parte dello ſegun en el ſe contiene fiel e verdadera realmente e con effecto y quedara y entregara cada una de las dichas partes a la otra la dicha aprobacion e ratheficacion deſte contrato jurada e firmada de cada hum de los dichos ſus conſtituientes y ſellada com ſu ſello desde el dia de la fecha del en veinte dias luego ſeguientes em Teſtimonio y firmeza de lo qual los dichos Procuradores otorgaron eſte contrato en la forma ſuſo dicha ante my el dicho Secretario y Notario ſuſo dicho y de los teſtigos deinco eſcriptos

[illegible]tos y lo firmarõn de ſus nonbres y pediron a mim 1529
[illegible]cho Secretario y Notario que les deſſe uno y
[illegible]os eſtromentos ſe le neceſſarios foſſen ſub my
[illegible] firma e ſigno que fue fecha y otorgada en la
dicha [illegible]dad de Caragoça el dia mez e anno ſuſo dichos
Teſtigos que fueron prezentes al otorgamiento deſte
dicho contrato y vieron firmar en el a todos los dichos
ſus Procuradores en el regiſtro de my el dicho Secre-
tario y los vieron jurar corporalmente em manos de
my el dicho Secretario Alonço de Valdes Secretario del
dicho Señor Emperador e Agoſtin de Urbina chanciller
de Su Mageſtad y Jeronymo Rancio criado del dicho
Señor chanciller y Conde de Gatinara y Hernan Rodri-
gues y Antonio de Soza criados del dicho Señor Em-
baxador Antonio de Azevedo y Alonço de Ydiaques
criado de my el dicho Secretario los quales dichos
teſtigos aſy mismo firmaran ſus nonbres en el regiſto
de my el dicho Secretario Mercurinus cancelarius frater
Garcia Epus Oxomenſis el Comendador mayor Antonio
de Azevedo Contiñho Teſtigos Alonço de Valdes Jero-
nimo Rancio Aguſtin de Urbina Antonio de Soza Fernaõ
Rodrigues Alonço de Ydiaques yo el dicho Secretario
y Notario Franciſco de los Covos fuy prezente en uno
con los dichos teſtigos al otorgamiento deſte contrato
y aſiento y al juramento en el contenido que en mis
manos hizieron los dichos Señores Procuradores y al
firmar dellos y de los dichos teſtigos en el regiſto que
queda em my poder e a pedimiento del dicho Señor
Embaxador Antonio de Azevedo hize hazer eſte treslado
e por ende fize aqui my ſigno em Teſtimonio de verdad
Franciſco de los Covos.

Lo Qual dicha Eſcritura e aſſiento que de ſuſo va Ratifica-
encorporado per nos viſta e entendida y cada coza y parte tion Eſ-
dello y ſiendo ciertos y certheficados de todo lo en ella con- pagnole.
tenido por la prezente lo loamos e confirmamos e aproba-
mos ratheficamos y quanto es neceſſario de nuvo otorga-
mos y prometemos de teñer y guardar la dicha Eſcriptura
y aſiento que aſy pelos dichos nueſtros Procuradores e aſy
mismo por el dicho Embaxador Procurador del dicho
Sereniſſimo muy alto y muy poderozo Rey de Portugal
nueſtro hermano fue aſentada e otorgada e concertada em
nueſtros nonbres y cada coza y parte dello de todo lo tener
y guardar realmente e con effecto fue ſin mal engaño ceſ-
ſante todo fraude e ſimulacion dolo y cautela y toda otra

1529 *eſpecia de dicebejon y arte e queremos y ſomos con[illegible] que ſe guarde e cumpla ſegund e como en ella ſe co[illegible] bien aſy e tam complidamente como ſy por nos fuero[illegible] y aſentada e para valedacion e corroboracion [illegible] de la dicha Eſcriptura de venta e aſiento derogam[illegible] e abrogamos caſamos e anulamos todas las leys e derechos prematicas hazanas y opiniones de Doctores que al valor de la dicha Eſcriptura de ſuſo emcorporada ſean contrarias eſpecialmente derogamos caſſamos e anulamos qualesquiera peticiones de Procuradores del Reyno que en las Cortes de Toledo o en otras qualesquiera que ayamos tenido no ſean fechas ſobre que no hagamos eſte concierto e aſiento ny otro alguno con el dicho Sereniſſimo Rey nueſtro hermano pueſto que eſpecie de contrato tengã e aſy mismo qualesquiera prematicas capitulos de Cortes que ſobre las dichas peticiones de Procuradores del Reyno hayamos hecho porque todas y cada huna dellas derogamos abrogãmos anulamos y caſamos y avemos por ningunas de nueſtro poderio real abſoluto no reconocientes ſuperior en lo Temporal y avemos por buena la dicha Eſcriptura de venta con el dicho pacto de retro vendendo y la confirmamos y retheficamos desde agora para ſienpre ja mas y la av[illegible] por buena y provechoza a nos y a la Corona de noſſos Reynos y queremos que valga como ſe em Cortes y com conſentimiento de los Procuradores de las Ciudades Villas e pueblos de nueſtros Reynos fueſſe fecha la qual aſy confirmamos y ratheficamos e aprovamos por cauzas a nos conecidas y provechozas y a la Corona de nueſtros Reynos y avemos por caſadas anuladas e abrogadas todas e qualesquiera leys e derechos que en contrario ſean eſpecialmente derogamos caſamos e anulamos las leys que dizem e diſponem que general renunciacion nom vale yo El Rey juro a Dios y a Santa Maria y a las palabras de los Santos Evangelios y a la ſenal de la Cruz en que pongo nueſtra mano derecha y prometemos por nos y por nueſtros ſuceſſores de nunca hir nem venir ny conſentir ny permetir que ſe vaya ny paſſe contra eſta Eſcritura de venta com pacto de retro vendendo ny parte della directe ny indirecte ny por otra alguna cauza penſada o non penſada ſo color alguna por nos ny por otro ny conſentiremos ny permiteremos que otra alguna perſona o perſonas vayan contra la dicha Eſcritura e aſiento antes lo defenderemos e caſtigaremos e prohibiremos quanto a nos poſible ſea ſob cargo del dicho juramiento del ng pedremas*

dicho los relaxacion como por mis Procuradores eſta otor- 1529
gado ny uſaremos della pueſto que el Papa o otro que
ſu poder tenga de ſu proprio moto nos la conceda pueſto
que tenga clauzulas derogatorias e abrogatorias de todo
lo que dicho es porque todo lo renunciamos y prometemos
de nõ uſar dello ſo cargo del dicho juramiento e para
certenidad deſta nueſtra voluntad y firmeza y validacion
de lo ſuſo dicho mandamos paſſar y dar eſta nueſtra Carta
de aprobacion ratheficacion abrogacion y anulacion fir-
mada por my El Rey y ſellada con nueſtro ſello Dada
en la Cidad de Lerida a veinte tres dias del mez de Abril
Anno del Señor de mil quinhentos y veinte y nueve annos.
= To El Rey = yo Francisco de los Covos Secretario de
ſu Cezaria y Catholicas Mageſtades la fize eſcrever por
ſu mandado = Mercurinus Cancelarius. = Frater G.
Epus Oxomenſis, = el Commendador mayor.

Ratification Portugaiſe.

A Qual Carta de contrato capitulaçaõ e aſſento de pacto de retro vendendo viſta por mim e todas as condiçoes e clauzulas em ella contheudas de palavra a palavra bem viſtas e entendidas a confirmo aprovo e rethefico e hey por boa e todas as couzas em ella contheudas e cada huma dellas e prometo por minha fe real e juro aos Santos Evangelhos ſobre que puz minhas maos que as comprirey e guardarey convem a ſaber aquellas que a my toca comprir e guardar por bem do dito contrato capitulaçaõ e aſſento aſſy e tam inteiramente como nella he contheudo e declarado e ſem mingoamento algum e ſob as penas clauzulas pactos e condiçoes que nella ſe conthem e prometo e juro por mim e por meus herdeiros e ſucceſſores de nunca em nenhum tempo nem por modo algum por mim nem por outrem hir nem vir contra o dito contrato capitulaçaõ e aſſento nem contra couza alguma das que em ella ſaõ contheudas antes em todo e por todo as comprirey e guardarey e farey cumprir e guardar a boa fé ſem arte cautela engano nem malicia alguma como dito he e por certidaõ de todo mandey fazer eſta Carta de confirmaçam aprovaçaõ e ratheficaçaõ por my aſſinada e aſſellada do meu ſello pendente em chumbo. Dada em a Cidade de Lisboa a vinte dias de Junho Pedro de Alcaçova Carneiro a fez Anno de noſſo Senhor Jeſu Chriſto de mil quinhentos e trinta annos = EL REY = Carta de confirmaçaõ aprovaçam e ratheficaçaõ do contrato de Maluco feito antre Voſſa Alteza e o Emperador.

61. *)

1708 24 Juin. *Traité de mariage entre le Roi Jean V. de Portugal et la Princeſſe Marie Anne Archiduchesſe d'Autriche; ſignée à Vienne le 24 Juin 1708.*

(CAETANO DE SOUSA *provas da hiſtoria genealogica da caſa real Portugueza* T. V. p. 141. n. 191.)

JOANNES *Dei gratia Rex Portugalliae, et Algarbiorum citra, et ultra mare in Africa Dominus Guineae, Conquiſitionis, Navigationis et Commercii Aethiopiae, Arabiae, Perſiae, Indiaeque &c. Notum ac teſtatum facio univerſis, et ſingulis qui inſpecturi ſunt has meas litteras patentes litteras approbationis, confirmationis, et ratificationis, quod Viennae Auſtriae die vigeſima quarta Junii anno reparatae ſalutis ſupra milleſimum ſeptingenteſimum octavum per Ferdinandum Tilleſium Silv[illegible] Comitem Villarmajoris Cubicularium meum intimum vigore amplae, et ſpecialis procurationis quam ipſi conceſſimus; et per deputatos miniſtros Sereniſſimi, et potentiſſimi Principis Domini Joſephi Divina favente clementia electi Romanorum Imperatoris ſemper Auguſti ac Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Sclavoniae Regis, Archiducis Auſtriae, Ducis Burgundiae, Stiriae, Carinthiae, Carnioliae, Virtembergae &c. Comitis Tirolis, et Goritiae &c. Leopoldum Donatum Trautſohn, Comitem in Falckenſtein, Liberum Baronem in Sprechen et Schroffenſtein, Dominum Dominiorum Kaja-laa ad Sanctum Hippolytum Martiniz, Kralowerz, Tſchaltiz, Craffaudolo, Neuſchlos, Bohemo Rudolez, Goldegg, Pillahaag et Danubialis Oppidi Aggſpach, haereditarium Provinciae Auſtriae Praefectum et Comitatus Tyroleuſis Marechallum, Aurei Velleris equitem, Sacrae Caeſareae Majeſtatis intimum Conſiliarium, ac Supremum Camerarium; item Carolum Erneſtum Comitem a Valdſtein, Dominum in Schwigan, Munchingrat, Leutſchinet Augezmajore*

*) Ce document et les ſuivans me ſont parvenus trop tard pour les placer dans le lieu où il aurait convenu d'après l'ordre chronologique.

majoris Sacrae Caesareae Majestatis Consiliarium intimum Camerarium, et Supremum Aulae Marechallum Aurea Velleris equitem, nec non Joannem Fridericum Liberum Baronem de Seilern Sacrae Caesareae Majestatis intimum Consiliarium, ac Aulae Cancellarium. Demum Philippum Ludovicum Sacri Romani Imperii haereditarium thesaurarium. Comitem à Sinzendorff, et Thanhausen Liberum Baronem in Ernstbrun, Dominum in Seelowrz, et Gfell, Burgravium in Rheinegg, Supremum haereditarium Scutiferum ac Praesiforem Archiducatus Austriae infra, et supra Anasum haereditarium Intendam in Austria ad Anasum Sacrae Caesareae Majestatis intimum Consiliarium, et Camerarium, ejusdemque Aulae Cancellarium vigore ejusmodi quoque potestatis ipsis concessae conventus, et signatus fuit tractatus matrimonialis inter me, et alte memoratum Serenissimum Principem Imperatorem pro Serenissima Principe Domina Maria Anna Josepha Antonia Regina nata Regia Hungariae, Bohemiaeque Principe, Archiduce Austriae ejusdem carissima sorore, tandemque ab utraque parte in sequentes articulos convenere. 1708

In nomine Sanctissimae Trinitatis, ac Beatissimae Deiparae Virginis.

Nos Ferdinandus Telesius Silvius Comes Villar- *Mariage*
majoris, Sacrae Regiae Majestatis Portugalliae a Consiliis, intimusque Cubicularius, et ad aulam Caesaream Legatus Extraordinarius, tanquam dictae Regiae Majestatis Serenissimi Principis, ac Domini Domini Joannis Quinti, Regis Portugalliae, et Algarbiorum, citra, et ultra mare in Africa, Domini Guineae, Conquisitionis, Navigationis et Commercii Aethiopiae, Arabiae, Persiae, Indiaeque &c. Domini nostri Clementissimi in rem praesentem, et ad infra scripta pacta dotalia destinatus Procurator, et Mandatarius, notum testatumque facimus tenore praesentium quorum interest, universis, quod cum nobis praedicta Majestas Regia amplum et solemne mandatum manu Regia subscriptum, ejusdemque majori Sigillo munitum, die undevigesima mensis Maji proxime elapsi anni Ulyssipone confectum dedisset, ut de matrimonio, et pactis dotalibus inter Suam Regiam Majestatem et Serenissimam Principem et Dominam Mariam Annam Josepham Antoniam, Reginam Regiam Hungariae et Bohemiae Princi-

1708 pem, Archiducem Auſtriae, Ducem Burgundiae, Comitem Tyrolis, cum ejusdemmet fratre Sereniſſimo et Invictiſſimo Principe et Domino Domino Joſepho, Divina favente clementia, electo Romanorum Imperatore, semper Auguſto, ac Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Sclavoniçae &c. Rege, Archiduce Auſtriae, Duce Burgundiae, Brabantiae, Stiriae, Charintiae, Carniollae, Lucemburgi, ac ſuperioris et inferioris Sileſiae, Virtembergae et Teckae. Principe Sueviae, Marchione Sacri Romani Imperii, Burgoviae, Moſcoviae, ac ſuperioris et inferioris Luſatiae, Comitis Habſpurgi, Tyrolis, Ferretis, Kiburgi, Goritiae, Landgravio Alſatiae, Domino Marchiae, Slavoniae, Portus Naonis et Salinarum &c. ejusque ad hoc Dominis Commiſſariis ageremus, tractaremus, conveniremus et concluderemus. Quo quidem fine ex parte dictae Majeſtatis Caeſareae Illuſtriſſimi et Excellentiſſimi Domini Joannes Leopoldus Donatus Trautshon, Comes in Falckenſtein, Liber Baro in Sprechen et Schrofenſtein, Dominus Dominiorum Kaja-haa ad Sanctum Hippolytum, Martinitz, Kralovitz Tſchechtitz, Cryſandolo, Neuſchloſs, Bohemo-Rudolez, Goldegg, Pilahaag, et Danubialis Orthidi Aggſpach &c. Supremus Camerarius Caeſareae Majeſtatis, haereditarius Provinciae Auſtriae, infra Anaſum Praefectus, pariterque Comitatus Tyrolenſis Mareſchallus, Aurei Velleris eques &c. item Carolus Erneſtus, Comes de Waldſtein, Dominus in Schuvingan, Munchengraz Lentſchin et Augez majore, Camerarius Caeſareae Majeſtatis et Supremus Aulae Mareſchallus, Aurei Velleris eques &c. nec non Joannes Fridericus, Liber Baro de Seilern, Aulae Caeſareae Cancellarius, et demum Philippus Ludovicus, Sacri Romani Imperii haereditarius thaeſaurarius, Comes a Sinzendorf et Thanauſen, Liber Baro in Ernſtbrun, Dominus in Scoloviz et Gfoell, Burgravius in Rheinegg, itidem Aulae Caeſareae Cancellarius et Camerarius Supremus Auſtriae, infra et ſupra Anaſum haereditarius Scutifer et Structor, Inferiorisque Auſtriae Pincerna, omnes Conſiliarii intimi Sacrae Caeſareae Majeſtatis vi mandati Caeſarei die vigeſima quarta nuper praeteriti menſis Martii conſtituti ſunt; tandem quod felix, fauſtumque ſit ad laudem et gloriam Omnipotentis Dei, et pro conſervatione, et incremento Fidei, ac Religionis Catholicae, nec non pro ſtabilienda inter utriusque Domum, Regna, Ditiones, Provincias, Poſteros

ſtros et ſubditos tranquillitate, ac pace perpetua, atque 1708
etiam pro corroboratione, confirmatione et augmento conſanguinitatis, amicitiae, amoris et fraternitatis, quae inter dictas Majeſtates floret, nec non pro arctiore ejusdem conjunctione et vinculo inter dictam Regiam Majeſtatem per nos Procuratorem, et mandatarium ejus ex una parte, et praedictam Dominam Mariam Annam Archiducem Auſtriae, Sereniſſimi et Invictiſſimi Leopoldi Imperatoris, glorioſiſſimae memoriae filiam, et Sereniſſimi, atque Invictiſſimi Domini Domini Joſephi Imperatoris, in praeſentia imperantis ſororem chariſſimam, nec non dictos Commiſſarios, ac Mandatarios Caeſareos intervenientes, ex altera accedente etiam diſpenſatione Sanctiſſimi Patris Domini Clementis Undecimi, Romanae, atque univerſalis Eccleſiae Pontificis, quae data eſt Romae, apud Sanctum Petrum, die vigeſima ſeptima, menſis Aprilis, praeſentis anni tractatum et concluſum eſt matrimonium verum et legitimum, ſub articulis et conditionibus ſubſequentibus videlicet.

Quod Majeſtas Caeſarea conſtituit, et promittit dicto *Dos.*
Sereniſſimo Regi pro dote et matrimonio cum praefata Sereniſſima Principe ſorore ſua chariſſima centum millia ſcutorum, ſeu coronatorum auri, ad rationem quadraginta placarum Flandricae monetae, quolibet ſcuto computando, Amſtelodami, vel Genuae, pro electione Suae Majeſtatis Regiae intra terminum duorum annorum exſolvenda; nempe quinque millia ſcutorum intra unius anni ſpatium a die conſumati matrimonii, reſidua vero quinquaginta millia ſcutorum poſt alterum annum proxime ſequentem, ita videlicet, ut integra ſumma centum millium ſcutorum, ſeu coronatorum, intra biennium plene perſolvatur.

Pro qua dote Sua Regia Majeſtas, et dictus Excel- *Contra-dot.*
lentiſſimus Comes Villarmaioris, ejusdem nomine, et vigore commiſſi, ſibi mandati pro arrhis, et donatione propter nuptias promittit, et conſtituit dictae Sereniſſimae Principi futurae Portugalliae Reginae centum millia ſcutorum auri, quae eandem ſummam conficiant, quam ipſe in dotem accipit, quae quidem arrharum ſumma eadem eſt, quae a Rege Catholico Philippo Quarto pactis dotalibus promiſſa eſt Sereniſſimae Archiduci Mariae Annae, Imperatoris Ferdinandi III. filiae, ſibi in matrimo-

1708 nium daretur, cum pari dote, eaeque arrhae modo, et tempore inferius dicendis exſolventur.

Maiſon de la reine. Sereniſſimus, ac Potentiſſimus Rex, promittit Sereniſſimae Principi Dominae ſponſae ſuae charissimae eam poſt matrimonium conſummatum eosdem ſtatus, redditus, oppida, jurisdictiones, privilegia, praerogativas, et aulicum apparatum, quibus priores Reginae Luſitaniae fruebantur ſemper, et nunquam minus habituram.

Garantie de la dot Pro aſſecuratione autem dotis, et arrharum modo, et tempore inferius dicendis exſolvendarum omnia Luſitaniae bona hypothecata erunt.

Reine douairière. Quod ſi Potentiſſimus Rex ante Regiam conjugem ſine liberis vita deceſſerit, et Regina in Luſitania reſidere voluerit, illi integra dos, gemmae, ſupellex, et reliqua omnia, quae juxta authenticam deſignationem in Luſitaniam attulerit, et non conſumpta fuerint, ſalua manebunt; atque ea bona durante matrimonio acquiſita, quae Regi et Reginae communia ſunt, et in parata pecunia, auro, argento, et aliis bonis mobilibus, quibuscunque conſiſtunt, et non ad Coronam pertinent, poſt obitum Regis dividentur, et eorum medietas Reginae tradetur; ſimulque eisdem ſtatibus, redditibus, oppidis, jurisdictionibus, privilegiis, praerogativis, et aulico apparatu, ſicuti Rege vivente Regia vidua fruetur, licet eo tempore alia Regina Principi Regnanti nupta ſit.

Retour en Allemagne. Cum vero Regina vidua non in Regno Luſitaniae habitare, ſed in Germaniam redire voluerit, reſtituetur illi integra dos cum tertia arrharum parte, et ſupradicta medietate bonorum conſtante matrimonio acquiſitorum, quae non pertinent ad Coronam, una cum omnibus iis bonis, quae in Regnum Luſitaniae attulerit, et conſumpta non fuerint, quae omnia ſecum in Germaniam feret, et quam diu praedicta dos, et tertia pars arrharum non perſolvetur, tamdiu omnibus ſupradictis ſtatibus, redditibus, oppidis, jurisdictionibus, privilegiis, praerogativis, et aulico apparatu Regia vidua fruetur.

S'il y a des enfans; retour en Allemagne. Si autem Potentiſſimus Rex ante Regiam conjugem relictis liberis deceſſerit, et vidua Regina in Regnis Luſitaniae reſidere recuſaverit, tunc illi tertia pars dotis, et tertia pars arrharum, necnon tertia pars ex medietate bonorum, quae fuere acquiſita conſtante matrimonio, et

non

non pertinent ad Coronam ad liberum usum, et propriam dispositionem Sereniſſimae Reginae viduae tradentur, et praeterea ei tertia pars eorum bonorum mobilium, quae praeterdictum in Luſitaniam attulerit, vel a Sereniſſimis, ac Poteniſſimis fratribus, ſororibus et agnatis, et aliis per teſtamentarias, ſeu quaslibet inter vivos factas donationes, aut diſpoſitiones acceperit, et non conſumpta fuerint, reſtituentur; ita ut etiam hanc tertiam partem omnium eorum bonorum in Luſitaniam allatorum, et ſucceſſu temporis praedicto modo acquiſitorum ſecum ferat; reliquae vero duo tertiae partes omnium ſupradictorum bonorum in Luſitaniam allatorum, et ſucceſſu temporis praedictis modis acquiſitorum manebunt in Luſitaniam pro ſecuritate liberorum, ſed ipſa Regina vidua eorum omnium integrum uſumfructum vsque ad mortem habebit. 1708

Sin autem Regina vidua in Regno Luſitaniae reſidere malverit, tunc illa eisdem ſtatibus, redditibus, oppidis, juriſdictionibus, privilegiis, praerogativis, et aulico apparatu uti ceterae Reginae, usque ad mortem fruetur, illi vero integra dos, arrhae, ſive donatio propter nuptias, una cum omnibus, et ſingulis ſupradictis bonis ſalva manebunt. *Si la veuve veſte en Portugal.*

Si vero Rege ſuperſtite ipſa Regina ſine liberis vita defuncta fuerit, et de ſuis facultatibus non aliter diſpoſuerit (quod in ipſius libera voluntate conſiſtit), integra dos cum reliquis in Luſitaniam allatis, et ex ſuperius bonorum diviſione acquiſitis ad ejus haeredes ab inteſtato redibit. *Succeſſion de la Reine.*

Contra ſi Sereniſſima Regina ante Sereniſſimum Regem relictis liberis deceſſerit, tunc in totam illius haereditatem, ni ipſa de tertia parte dictae haereditatis, juxta tamen leges juris communis diſpoſuerit, praedicti Regii liberi ſuccedent; qui ſi poſtmodum ante Regem eorum patrem ſuperſtitem pertinebit. *S'il y a des enfans.*

Conventum etiam eſt, et ſtabilitum, ut dicta Sereniſſima Princeps futura Regina renunciet in forma ad ſatisfactionem, et voluntatem Caeſareae Majeſtatis, et ejus deputatorum haereditati, jurique, ſuccedendique in bona, et jura paterna, materna, et fraterna, quae quomodocunque, et qualitercunque ei competere, aut ad eam pertinere poſſint, ita ut dote, ejusque ſumma, *Renonciation de la reine.*

aliis-

1708 aliisque ab ejus Sereniſſimis Fratribus ſibi donatis contenta omnibus aliis juribus ſucceſſionis, et haereditatis cedat, et renunciet. Cujus quidem renunciationis inſtrumentum pleniſſimum fiet ea forma, modo, et tempore, a Caeſarea Majeſtate, et ejus Deputatis praeſcribendis, et ad eorum integram ſatisfactionem.

Transport en Portugal Conventum inſuper eſt, et concluſum, quod dicta Sereniſſima Princeps cum ornatu, gemmis, comitatu, authoritate, et decentia ſibi competente conducenda ſit Imperatoris fratris ſui expenſis, et ſumptibus, usque ad oram maritimam, ubi claſſem Britannicam conſcendere poſſit.

Ratification. Nec minus conventum eſt, ut haec omnia, quae a Deputatis, utrinque Dominis Commiſſariis, Procuratoribus, et Mandatariis nomine ſuorum Principalium vi Plenipotentiarum ſuarum, et in verbis Imperiali, et Regio concluſa, ſtabilita, et promiſſa ſunt, ab ambabus Caeſarea, et Regia Majeſtatibus adimpleantur, et obſerventur integre, ac plenarie, absque omni defectu, vel diminutione directe, vel indirecte, et quod per dictas ambas Majeſtates illa omnia, et ſingula ratihabeantur, approbentur, et corroborentur ſolemniter per litteras propriis manibus ſubſcriptas, et Sigillis ſuis munitas, quae demum, utrinque invicem tradendae, et commutandae ſunt.

Signature. Hujus vero contractus matrimonialis, et pactorum dotalium dabitur nobis ex parte ſuae Caeſareae Majeſtatis, et ſupra nominatis Illuſtriſſimis, et Excellentiſſimis Dominis Commiſſariis, et Mandatariis, ſimile ac reciprocum exemplar. In quorum omnium fidem, ac teſtimonium praeſentes litteras manu noſtra ſubſcripſimus, et Sigillo noſtro communivimus. Datae Viennae Auſtriae die vigeſima quarta Junii anno reparatae ſalutis ſupra milleſimum ſeptingenteſimum octavum.

(L. S.) FERDINANDUS THADDAEUS SILVIUS, *Comes* VILLARMAJORIUS.

Plein.

Pleinpouvoir du Roi de Portugal. 1708

JOANNES Dei gratia Rex Portugalliae, et Algarbiorum citra et ultra mare in Africa, Dominus Guineae, Conquistionis, Navigationis, et Commercii Aethiopiae, Arabiae, Perſiae, Indiaeque, &c. Notum ac teſtatum facio omnibus, et ſingulis, qui has litteras poteſtatis generalis, et ſpecialis viſuri ſunt, quod cum expediat paciſci, et transigi Deo annuente de matrimonio inter me, et Sereniſſimam Principem Dominam Mariannam Auſtriae Archiducem Sereniſſimi, ac Potentiſſimi Principis Domini Joſephi, Romanorum itidem Imperatoris, in praeſentia reguantis fratris, et conſanguinei mei chariſſimi ſororem, ipſeque maximam fiduciam habeam fidei, et prudentiae Ferdinandi Telleſii Silvii, Comitis Villarmajoris, meique ad praedictum Sereniſſimum, ac Potentiſſimum Romanorum Imperatorem, Legati Extraordinarii, per haec mandata ipſi do, et concedo meum jus, plenamque poteſtatem liberam, ac ſufficientem, prout illam firmiſſime ei dare, et concedere poſſum, ac debeo, ad idque negotium de facto, et jure requiritur, atque eum conſtituo, et facio meum generalem, et ſpecialem Procuratorem, ut pro me meisque verbis perinde, ac ſi ego praeſens eſſem poſſit tractare, agere, paciſci, et convenire de rebus omnibus, cujuscunque generis, conditionis, et momenti ad praedictas nuptias ſpectantibus cum quibusuis Procuratoribus, Commiſſariis, aut Deputatis praedicti Sereniſſimi, ac Potentiſſimi Imperatoris, qui illius mandato ſive procuratione ad id ſufficienter inſtructi fuerint; omniaque, quae per illum pacta, et conventa fuerint, una cum conditionibus, et obligationibus, ac ſub iis cautionibus, in quas ipſe convenerit, et conſenſerit, integre ſervabo, et cuſtodiam, ſi quidem ad haec omnia ipſi Extraordinario Legato, do, et concedo omnem plenam poteſtatem meam, mandatum generale, et ſpeciale, cum libera, et generali adminiſtratione. Quin etiam per has litteras promitto, ſpondeo, Regiaque fide mea confirmo ſervaturum, ratihabiturum, reque ipſa facturum quaecunque per dictum Legatum meum Extraordinarium tractata, geſta, pacta, et conventa fuerint, cujuscunque ſint generis, conditionis, et momenti, omniaque, et ſingula quovis tempore rata, firmaque habiturum ſecundum obligationem harum litterarum poteſtatis. In quorum omnium fidem, et cautionem

1708 tionem has litteras, mandatumque generale, et ſpeciale fieri juſſi, quod eſt manus meae ſubſcriptione, meorumque inſignium maiori Sigillo munitum. Datum Ulyſſipone undevigeſima die Maii anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo ſeptimo. Didacus a Mendoça Corte-Real ſubſcripſi.

JOANNES Rex.

Qui quidem tractatus matrimonialis quatuordecim articulos, et unum paragraphum circa finem continens, cum a nobis mature fuerit conſideratus, et examinatus, eum tam in partes, quam in totum volumus accipere, approbare, confirmare, et ratificare, atque per hoc inſtrumentum re ipſa accipimus, approbamus, confirmamus et ratificamus; pollicemurque noſtro, ac haeredum, et ſucceſſorum noſtrorum omnium nomine illum obſervaturos, facturosque, ut exactiſſime et ſancte obſervéntur omnia quaecunque in eo comprehenduntur, neque unquam permiſſuros, ut ullo modo, aut via eorum vigori, et effectui, vel in minimo derogetur; et igitur promittimus, noſtraque Regia fide confirmamus omnia hoc tractatu matrimoniali ab initio, usque ad finem in cunctis, et ſingulis articulis, et paragrapho comprehenſa integre, illibateque executuros. In quorum omnium fidem, et cautionem fieri juſſimus praeſentes litteras confirmationis, et ratificationis Regia manu noſtra ſubſcripſimus, et magno Sigillo inſignium noſtrorum munitas. Datae Ulyſſipone die duodecima menſis Martii, anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo nono. Didacus a Mendoça Corte-Real ſubſcripſi.

JOANNES Rex.

62.

Supplément d'actes relatifs à la Quadruple Alliance de 1718.

1718
18 Juil.

a.

Convention entre le ſereniſſime et très puiſſant Prince George Roi de la Grande-Bretagne etc. et le ſereniſſime et très puiſſant Prince Louis XIV. Roi Très-Chrétien pour propoſer l'ultimatum des conditions de paix entre l'Empereur et le Roi d'Eſpagne, et l'Empereur et le Roi des deux Siciles; ſigné à Paris le 18 Juillet 1718.

[*Collection of treaties* 1785. T. II. p. 195. en Anglais *) d'après une copie imprimée par autorité].

ART. I.

Les deux puiſſances propoſeront inceſſament et de concert à l'Empereur le dit plan d'un traité comme un ultimatum auquel elles s'engagent à ne faire aucun changement comme auſſi à n'en admettre aucun.

ART. II.

Leurs Majeſtés Britannique et Très-Chrétienne ſe promettent et s'obligent reciproquement de faire ſigner et ratifier le dit traité conformement au plan ci-inféré; et donneront inceſſament à leurs plénipotentiaires les ordres

*) Il doit paraitre aſſés extraordinaire que cette convention, à la quelle cependant on a fait enſuite acceder ſéparement l'Eſpagne, ne ſe trouve ni dans DUMONT ni dans ROUSSET, ni dans la Collection Eſpagnole ni, que je ſache, dans aucun autre recueil d'actes publics que celui que j'ai cité. Ce qui a cauſé cette omiſſion c'eſt que le point le plus important, le projet y annexé, eſt exactement le même qui a été inſeré dans la ſuite dans la quadruple alliance du 2 Août 1718. Cependant j'ai cru qu'il n'était pas inutile d'en donner ici au moins une traduction françaiſe, ne fut-ce que pour épargner à d'autres le tems que j'ai perdu à des recherches faiblement recompenſées.

1718 ordres et pléinpouvoirs neceſſaires pour le ſigner à Londres ſans aucun delai ultérieur, auſſitôt que le miniſtre plénipotentiaire de l'Empereur ſera autoriſé à le faire au nom de S. M. Impériale.

ART. III.

En attendant que la dite ſignature ſera faite, leurs dites Majeſtés continueront d'employer de concert leurs offices les plus preſſants auprès du Roi d'Eſpagne, du Roi de Sicile et partout ailleurs où il pourrait convenir, pour faire approuver et accepter le dit traité.

ART. IV.

La preſente convention ſera ratifiée par leurs Majeſtés Britannique et Très-Chrétienne, et les lettres de ratification en due forme ſeront échangées reciproquement à Londres dans l'eſpace de 15 jours à compter du jour de la ſignature, ou plutôt s'il eſt poſſible.

En foi de quoi nous, les ſousſignés, étant munis de pléinpouvoirs de leurs Majeſtés Britannique et Très-Chrétiennne avons ſigné en leur nom la preſente convention et y avons fait appoſer le cachet de nos armes.

Fait à Paris le 18 Juillet 1718.

(L. S.) STAIR. (L. S.) HUXELLES.

(L. S.) STANHOPE. (L. S.) L. DE CLERMONT CHEVERNY.

b.

Déclaration des Plénipotentiaires d'Eſpagne, d'Autriche, de France et d'Angleterre au ſujet du titre Imperial pour Charles VI. et de la langue des traités inſérée dans la ratification Eſpagnole *). 1720 19 Avr.

Ratification Del Rey de Eſpanna à la declaracion que dièron en el Haya en 19. Abril de 1720 los Plenipotenciarios de Eſpanna, Auſtria, Francia, é Inglaterra ſobre el titulo de Emperador à Carlos VI. y ſobre el idioma de los Tratados inſertos en las ratificaciones de ſu Mageſtad Catolica.

(*Coleccion de los Tratados* T. II. p. 55.)

Don Felipe, por la gracia de Dios, Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoba, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierre-Firme del Mar Océano; Archiduque de Auſtria; Duque de Borgoña, de Brabante y Milan; Conde de Aspurg, de Flandes, Tirol, y Barcelona; Señor de Vizcaya y de Molina &c. Por los Plenipotenciarios y Miniſtros del Sereniſimo y Potentiſimo Emperador de Romanos, del Sereniſimo y muy Poderoſo Rey de la Gran Bretaña, y del Sereniſimo y muy Poderoſo Rey Chriſtianiſimo, juntamente con el Marqués Beretti Landi, mi Embaxador en Holanda, ſe firmó últimamente el dia 19de Abril proximo paſado de eſte preſente anno, la declaracion, cuyo contenido palabra por palabra traducido del Latin al Caſtellano es del tenor ſiguiente.

Deſpues que el Marqués Beretti Landi, Miniſtro Plenipotenciario de ſu Mageſtad Catolica, eſtando nos otros

*) Cette déclaration ne m'a pas parue aſſés importante pour la donner ici en deux langues; d'ailleurs il aurait fallu la retraduire. L'original latin ne ſe trouve pas dans la *Coleccion de los Tratados.*

1720 otros juntos los Miniſtros Plenipotenciarios de ſu Mageſtad Ceſarea, de ſu Mageſtad Catolica, de ſu Mageſtad Britanica, y de ſu Mageſtad Chriſtianiſima con el Señor Conde de Windiſchgratz, Miniſtro Plenipotenciario de ſu Mageſtad Ceſarea, el dia 15de Abril de 1720, declaro que el habia conſeguido del Rey ſu amo las ratificaciones de los Tratados concluidos en el Haya el dia 16. y 17de Febrero del mismo anno, paraque como es coſtumbre ſe cambiaſen mutuamente: por tanto hemos reconocido y peſado nos otros los deſpues nombrados Miniſtros, el tenor de las dichas cartas de las ratificaciones. Primeramente ſe ofrece una dificultad, que ſe ha conſiderado de la mayor importancia; eſto es, que en los inſtrumentos de las ratificaciones, exhibidas por el Señor Conde de Windiſchgratz, ſu Mageſtad Ceſarea, ahora ya daba a ſu Mageſtad Catolica el titulo de Rey de Eſpaña, pero que al contrario en las cartas de las ratificaciones, que el Señor Marqués Beretti Landi produxo, no ſe hacia mencion alguna del titulo de Emperador, que le compete a ſu Mageſtad Ceſarea: y aunque el Marqués Beretti Landi afirmo que eſta omiſion de ninguna ſuerte habia reſultado de intencion de diſputarlo; ni porque ſu Mageſtad Catolica ſe detuvieſe en dar a ſu Mageſtad Ceſarea el titulo de Emperador, o en reconocerle como tal; ofreciendo ademas, que el preſentaria una declaracion en virtud de la qual ſe entregaſen otros inſtrumentos de las ratificaciones ſin dilacion alguna, los quales contuvieſen el titulo de Emperador para ſu Mageſtad Ceſarea, y ſe puſiefe en lugar de las preſentes defectuoſas: no obſtante el Señor Conde de Windiſchgratz ſe detuvo en que por las circunſtancias de las referidas ratificaciones no podia abſolutamente executar ahora el cambio de ellas, eſpecialmente tratandoſe aque de un Acte ya firmado de la Sacra e Imperial mano, al qual ninguna declaracion podia jamas equivaler, no obſtante que en lo demas el Miniſtro Ceſareo no dudaba en modo alguno de la intencion ſincera del Rey Catolico, y de lo que aſeguraba ſu Miniſtro.

Lo ſegundo que ſe obſervo en los inſtrumentos entregados por el Señor Marqués Beretti Landi, fue que no ſolamente la cabeza y pie eſtaban eſcritos en eſpañol, ſino que tambien entrambos Actos de Acceſion de ſu Mageſtad Catolica a la Convencion hecha en Paris, y el Tratado concluido en Londres, en los quales ahora el

dicho

dicho Tratado eſta inſerto de verbo ad verbum, han ſido 1720
traducidos en lengua eſpañola de la latina y de la francesca, lo qual nos otros los Miniſtros de ſu Mageſtad Ceſarea, de ſu Mageſtad Britanica, y de ſu Mageſtad Chriſtianiſima, hemos tenido por contrario al uſo en quanto mira a la traduccion de los Actos inſertos, concebidos en ſu original en otras lenguas; pero el Marqués Beretti Landi lo defendio como eſtilo del Conſejo, y practica recibida en ſu Corte.

Por eſtas cauſas nos otros los Miniſtros Plenipotenciarios que abaxò firmamos, deſeando de conformidad concluir las negociaciones preſentes con el fin deſeado, hemos convenido en que el Señor Marqués Beretti Landi participe a ſu Corte la dificultad primera en orden a los titulos, ſin dilacion, como desde ahora ofrece, para que ſe dé el titulo de Emperador a ſu Mageſtad Ceſarea por el Rey Catolico, como tambien ſu Mageſtad Ceſarea ha nombrado a ſu Mageſtad Catolica con el titulo de Rey Catolico.

Y en lo que toca a la ſegunda dificultad, que es de la traduccion en lengua eſpañola de los Tratados formados primitiva y originalmente en el idioma latino y en el frances, igualmente convenimos en que cada uno informaſe a ſu Corte ſobre eſta dificultad, y que aguardaſe ſobre ello las inſtrucciones y ordenes.

No obſtante declaramos: que eſta detencion, que han producido las dos referidas dificultades, y ahora impide las conmutaciones de las ratificaciones que debian hacerſe al tiempo ſeñalado, no debe ni puede producir perjuicio a alguna de las Partes contratantes: y que luego que el Señor Marqués Beretti Landi reciba los nuevos deſpachos de las ratificaciones perfecionadas con el titulo debido a ſu Mageſtad Imperial, y nos otros todos los Miniſtros Plenipotenciarios hayamos recibido de nueſtras Cortes las explicaciones y mandatos en orden a la dificultad de la traduccion de los Tratados en lengua eſpañola como ſe ha dicho arriba, paſaremos ſin dilacion alguna a la conmutacion de las dichas ratificaciones; y eſta entrega, que ſe ha de hacer reciprocamente, ſe conſiderara de la miſma fuerte que ſi ſe hubieſe executado al tiempo ſeñalado.

En fe de lo qual nos otros los Miniſtros Plenipotenciarios de ſu Mageſtad Ceſarea, de ſu Mageſtad Ca-

1720 tolica, de ſu Mageſtad Britanica, y de ſu Mageſtad Chriſtianiſſima, hemos firmado la preſente declaracion, de nueſtras manos, y la hemos autorizado con nueſtros ſellos.

Dada en la Haya el dia 19de Abril Anno de 1720.

(L. S.) Leopoldo Conde de Windischgratz.
(L. S.) *El Marqués* Bereiti Landi.
(L. S.) Juan Dayrolle.
(L. S.) Fleuriau de Morville.

La qual referida declaracion, aquí eſcrita e inſerta como queda referido, deſpues de haberla viſto y examinado, la apruebo y ratifico, y doy por buena, firme, y valedera por la preſente, y la cumplire de mi parte como ſi Yo la hubiera hecho en propia perſona, ſin hacer, ni dexar de hacer, en qualquier modo que ſea, ni permitir que ſe haga, coſa alguna en contrario.

En fe de lo qual mandé deſpachar la preſente, firmada de mi mano, ſellada con el ſello ſecreto, y refrendada del infraſcrito Primer Secretario de Eſtado y del Deſpacho.

Dada en Aranjuez a 20de Mayo de 1720.

(L. S.) Yo El Rey.

Joseph de Grimaldo.

Ratification du Roi d'Eſpagne de l'acte d'admiſſion ſigné par le Roi de Sardaigne.

Ratificacion Del Rey Catolico D. Felipe V del Acto de Admiſion firmado por el Rey de Cerdeña de la Acceſion de ſu Mageſtad al Tratado de la Quàtriple Alianza concluido en Londres en 2. Agoſto de 1718.

(*Coleccion de los Tratados* T. II. p. 61.)

Don Felipe, por la gracia de Dios, Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalen, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Gali-

Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoba, 1720
de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierra-Firme del Mar-Océano; Archiduque de Auſtria; Duque de Borgoña, de Brabante, y Milán; Conde de Abspurg, de Flandes, Tirol, y Barcelona; Señor de Vizcaya y de Molina, &c. Habiendo admitido el Sereniſimo y muy Poderoſo Rey de Cerdeña el Acto de Acceſion que Yo hice al Tratado que ſe concluyo en Londres en dos de agoſto de mil ſetecientos diez y ocho, ſe firmo eſte inſtrumento en el Haya en diez y ocho de marzo paſado de eſte año por el Marques Beretti Landi, mi Embaxador en Holanda, juntamente con los otros Miniſtros del Sereniſimo y Potentiſimo Emperador de Romanos, del Sereniſimo y muy Poderoſo Rey Chriſtianiſimo, del Sereniſimo y muy Poderoſo Rey de la Gran Bretaña, y del Sereniſimo y muy Poderoſo Rey de Cerdeña, cuyo contenido palabra por palabra en lengua latina es el ſiguiente:

Inſtrumentum admiſſionis Regis Sardiniae ad Actum Acceſſionis Majeſtatis ſuae Catholicae ad Tractatum Londinenſem de die 2. Auguſti anni 1718.

Cum Majeſtas ſua Catholica pure et ſimpliciter, nullaque adhibita reſervatione vel reſtrictione, ad Conventionem Pariſiis die decima octava Julii anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi octavi et ad Tractatum Londini ſignatum ſecunda die Auguſti anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi octavi, in omnibus punctis, ut et ad Articulos omnes ſeparatos et ſecretos, ad dictam Conventionem et Tractatum ſpectantes, acceſſerit Actu Acceſſionis ſuae ad iſtum Tractatum, Hagae Comitum die 17. Februarii hujusce anni a Marchione Beretti Landi, Miniſtro ſuo et Plenipotentiario, una cum Nobis inſcriptis Miniſtris et Plenipotentiariis Caeſareae, Chriſtianiſſimae, et Britannicae Majeſtatum ſignato: cumque ſua Sardiniae Majeſtas pars ſtipulans dicti Tractatus, Londini die ſecunda Auguſti anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi octavi ſignati, Actu Acceſſionis ſuae ad eumdem Tractatum a Miniſtris et Plenipotentiariis ſubſcripto Londini die decima octava Novembris anni 1718 jam exiſtat; ipſaque Sardiniae Majeſtas authoritate et Plenipotentiarum tabulis Miniſtrum ſuum Hagae Comitum muniverit

1720 ad ſignandum, una cum Nobis Miniſtris et Plenipotentiariis Caeſareae, Catholicae, Chriſtianiſſimae, et Britannicae Majeſtatum, praefatum ſuae Majeſtatis Catholicae Actum Acceſſionis ad dictum Tractatum Londini die 2. Auguſti 1718 (N. S.) ſignatum, cujus tenor ſequitur:

[*Ici ſont inſérés de mot à mot:*

1) l'acte d'acceſſion du Roi d'Eſpagne au Traité de Londres du 2 Août 1718, en date du 17 Fevr. 1720, et qu'on trouve dans DUMONT T. VIII. P. II. p. 26.

2) L'acte d'acceptation du Roi d'Eſpagne des articles de la convention entre la France et l'Angleterre, ſignée à Paris le 18 Juil 1718 (voyés plus haut p. 431) lequel acte eſt dreſſé à Madrid en date du 26 Janvier 1720 et ſe trouve dans DUMONT T. VIII. P. II. p. 17.]

Nos infraſcripti Caeſareae, Catholicae, Chriſtianiſſimae, et Britannicae Majeſtatum Miniſtri et Plenipotentiarii nomine et authoritate praefatarum Majeſtatum admiſimus, adjunximus, et aggregavimus, quemadmodum per praeſentes plene et integre admittimus, adjungimus, et aggregamus, ſupramemoratum Sardiniae Regem ut Partem compacifcentem in dictum Acceſſionis Regiae ſuae Majeſtatis Catholicae Actum, ad praefatum Londinenſem Tractatum, aeque ac ſi ille Majeſtatis ſuae Catholiae Acceſſionis Actus a dicto Sardiniae Regis Miniſtro et Plenipotentiario qui nondum in eumdem finem Plenipotentiarum tabulas acceperat, ſignatus fuiſſet.

Ego autem Sardiniae Regis Miniſter et Plenipotentiarius, vigore Plenipotentiarum rite exhibitarum et recognitarum, quarumque apographum ad finem hujus inſtrumenti adjectum eſt, per praeſentes declaro: quod ſupradictus Sardiniae Rex, dominus meus, plene ac integre et ſine reſervatione ulla acceptat praefatum Acceſſionis Majeſtatis ſuae Catholicae Actum ad Tractatum Londinenſem in omnibus ejusdem punctis, atque ad articulos omnes et ſingulos eodem ſpectantes, quodque praefata Regis Sardiniae Majeſtas, tam pro ſe, quam pro ſuis haeredibus et ſucceſſoribus, obſtringitur ſpondetque Majeſtati ſuae Caeſareae, Regiae Majeſtati Catholicae, Regiae Majeſtati Chriſtianiſſimae, et Regiae Majeſtati Britannicae, earumque haeredibus et ſucceſſoribus, junctim vel ſeparatim, ſeſe obſervaturam, praeſtituram, atque ad-

adimpleturam omnes et singulos conditiones, cessiones, 1720
pactiones, guarantias, ac fidejussiones, quibus erga praedictas Majestates praesentis Accessionis Actus Majestatis suae Catholicae ad altefatum Tractatum Londinensem acceptatione obligatur. Mutuo vero et reciproce Nos infrascripti Caesareae, Catholicae, Christianissimae, et Britannicae Majestatum Ministri ac Plenipotentiarii, declaramus: quod dictae Majestates erga suam Regis Sardiniae Majestatem obstringuntur spondentque sese observaturas, praestituras, adimpleturasque omnes praememoratas conditiones juxta tenorem supradicti Londinensis Tractatus, qui hic de verbo ad verbum insertus quidem censetur.

Hic porro Admissionis Actus Regiae Sardiniae Majestatis, utpote Partis contrahentis, ad instrumentum Accessionis Majestatis suae Catholicae die decima septima Februarii hujusce anni signatum, ab omnibus Partibus compaciscentibus ratihabebitur, et ratihabitionum tabulae, debita forma confectae, intra spatium duorum mensium aut citius si fieri poterit, Hagae Comitum invicem extradentur et commutabuntur. In quorum fidem Nos Caesareae, Catholicae, Christianissimae, Britannicae, et Regis Sardiniae Majestatum Ministri et Plenipotentiarii, praesentes manibus nostris subscripsimus, sigillisque nostris communivimus. Actum Hagae Comitum die decima octava Martii anni millesimi septingentesimi vigesimi.

(L. S.) LEOPOLDUS *Comes* A WINDISCHGRATZ.
(L. S.) *El Marquis* BERETTI LANDI.
(L. S.) FLEURIAU DE MORVILLE.
(L. S.) CADOGAN.
(L. S.) J. B. DESPINE.

Pleinpouvoir du Roi de Sardaigne.

Victor Amé, par la grace de Dieu, Roi de Sardaigne, de Chypre et de Hierusalem, Duc de Savoie, de Monferrat, &c. A tous ceux qui ces présentes verront, salut. En conformité du Traité de la Quadruple Alliance signé à Londres le 2 Août 1718 qui est contenu dans la Convention signée à Paris du 18 Juillet dite

1720 année, étant informés de la resolution que nôtre très cher et très amé frère et beau fils le Roi Catholique a prise d'accepter les dits Traités, Nous confiant entierement en la capacité, expérience, zele, et fidélité pour notre service de notre cher, bien amé, et féal Secrétaire Jean Baptiste Despine, nous avons commis, ordonné, et député, et par ces présentes commettons, ordonnons, et deputons nôtre dit Secrétaire Despine, et lui avons donné et donnons pleinpouvoir, commission et mandement special pour en nôtre nom en la dite qualité de nôtre Plenipotentiaire, convenir conjointement ou separement avec le Ministre ou les Ministres Plenipotentiaires des Puissances qui ont conclu le dit Traité de la Quadruple Alliance et Convention de Paris, et ceux de nôtres (*nos très*) chers et grands amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, avec ceux de nôtre dit frère et beau fils le Roi Catholique, pareillement munis de leurs pleinspouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure, et signer l'Acte d'Accession de nôtre dit frère et beau fils aux dits Traités signés à Paris et à Londres, stipuler le temps de l'échange des ratifications de l'Accession du dit Roi, regler les déclarations et autres precautions qu'on a prises dans le dit Traité de Londres, regler ce dont on pourroit convenir pour une suspension d'armes par terre, et une cessation d'hostilités par mer; comme aussi de faire conclure et signer les Articles, Traités, et Conventions qu'il aviséra bon être: voulant qu'il agisse en ces occasions susdites avec la même autorité que Nous ferions et pourrions faire si Nous y étions presens en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requit mandement plus special non contenu en ces présentes: promettant en foi et parole de Roi d'observer et faire inviolablement observer tout ce qui aura été fait, convenu, reglé, et signé par le dit nôtre Secrétaire Despine nôtre Plenipotentiaire; sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu directement ou indirectement pour quelque chose ou sous quelque prétexte que ce puisse être; comme aussi d'en faire expedier nos lettres de ratification en bonne forme pour être échangées dans le temps dont il sera convenu. En témoin de quoi Nous avons signé les présentes, fait contresigner par le Marquis del Borgo Secrétaire de nôtre Ordre, nôtre Ministre et Premier Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangeres, et à icelles

icelles fait appoſer nôtre ſcel ſécret. Données à Turin le quinzième Fevrier, l'an de grace mil ſept cent vingt, et de notre regne le ſeptieme. 1720

V. AMÉ.
DEL BORGO.

El qual referido Inſtrumento aquí eſcrito é inſerto, como arriba queda dicho, deſpues de haberle viſto y examinado maduramente; Yo, por mi, mis herederos y ſucceſores, como tambien por los vaſallos, ſúbditos y habitantes de todos mis Reynos, Payſes y Señorios, apruebo, y ratifico todo lo expreſado en él, y doy por bueno, firme, y valedero por la preſente: prometiendo, en fé y palabra de Rey, y por todos mis ſucceſores y herederos, ſeguir y cumplir inviolablemente ſegun ſu forma y tenor, y mandarle ſeguir y cumplir de la misma manera como ſi Yo lo hubiera tratado en propia perſona, ſin hacer ni dexar hacer, en qualquier modo que ſea, ni permitir que ſe haga, coſa alguna en contrario; y que ſi ſe hiciere alguna contravencion de lo contenido en el referido inſtrumento, la mandaré reparar con efecto, ſin dificultad alguna ni dilacion, caſtigando, y mandando caſtigar á los delinquentes: y obligando para el efecto de lo ſuſodicho todos y cada uno de mis Reynos, Payſes y Señorios; y aſimismo todos los otros bienes, preſentes y venideros, como tambien mis herederos, ſin exceptuar nada. En fé de lo qual mandé deſpachar la preſente, firmada de mi mano, ſellada con el ſello ſecreto, y refrendada del infraſcrito Primer Secretario y del Deſpacho.

Dada en Madrid á 13de Abril de 1720.

Yo El Rey.

JOSEPH DE GRIMALDO.

63.

1721 *Traité d'alliance defensive entre les Couronnes* 27 Mars. *d'Espagne et de France; signé à Madrid le 27 Mars* 1721, *et ratifié par l'Espagne à Aranjuez le 5 May de la même année.*

a.

Traité.

(*Coleccion de los Tratados* T. II. p. 79. en Français et Espagnol.)

Don Felipe, por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoba, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierra-Firme del Mar Oceano; Archiduque de Austria; Duque de Borgoña, de Brabante, y Milan; Conde de Absburg, de Flandes, Tirol, y Barcelona; Señor de Vizcaya y de Molina &c. Por quanto el Marques de Grimaldo, Caballero de la Orden de Santiago, Comendador de Ribera y Azeuchal en dicha Orden, Gentil hombre de mi Camara, de mi Consejo de las Indias, y mi Primer Secretario de Estado y del Despacho, en virtud de pleno poder que To le he dado, ha ajustado, concluido, y firmado el dia 27 de Marzo de este presente anno con el Marques de Maulevrier, Teniente General de los exercitos de nuestro muy caro y muy amado hermano y sobrino el Rey Christianissimo, Comendador y Gran Cruz de la Orden militar de San Luis, y su Enviado extraordinario cerca de mi persona, igualmente autorizado de sus plenos poderes, el Tratado de Alianza Defensiva entre esta Corona y la de Francia, del tenor siguiente:

Les differends qui s'étoient élevés entre leurs Majestés Très-Chrétienne et Catholique, n'ayant causé aucune altération aux mouvements que leur inspirent les liens

liens du ſang qui les unit ſi étroitement; elles n'ont 1721
pas ceſſé de déſirer avec un égal empreſſement de rétablir la bonne correſpondance et l'amitié ſincère qui doivent ſubſiſter entre elles, et qui ſeront toujours les plus fermes appuis de la grandeur où Dieu les a élevées, et le plus ſur moyen de conſerver la tranquilité publique, auſſi bien que le bonheur et les avantages réciproques de leurs ſujets. C'eſt auſſi dans la vue de cimenter encore, et d'affermir plus ſolidement, s'il eſt poſſible, des diſpoſitions qui ne conviennent pas moins à la gloire et à la ſureté réciproques de l'une et de l'autre Couronne, qu'elles ſont conformes au bien et à la tranquillité de toute l'Europe, que leurs Majeſtés Très-Chrétienne et Catholique ont pris la réſolution de s'unir étroitement, en ſorte qu'elles agiſſent deſormais en tout comme n'ayant qu'un même objet et un même interêt. Et pour cet effet le Séréniſſime Roi Très-Chrétien ayant donné plein-pouvoir de traiter en ſon nom au Sieur Jean Baptiſte Luis Andrault de Langeron, Marquis de Maulevrier, Lieutenant Général de ſes Armées, Commandeur et Gran Croix de l'Ordre militaire de Saint Louis, ſon envoyé extraordinaire auprès de ſa Majeſté Catholique, et le Séréniſſime Roi d'Eſpagne ayant auſſi confié ſon plein-pouvoir pour le même effet au Sieur D. Joſeph de Grimaldo, Marquis de Grimaldo, Chevalier de l'Ordre de Saint Jacques, Commandeur de Ribera et d'Aceuchal dans le même Ordre, Gentil-homme de ſa Chambre, Conſeiller au Conſeil des Indes, ſon Premier Secrétaire d'Etat et du Dépêche, ils ſont convenus entre eux des Articles qui ſuivent:

ART. I.

Il y aura deſormais et pour toujours une union *Union et amitié.*
étroite et une amitié ſincere et durable entre le Séréniſſime Roi d'Eſpagne, et le Séréniſſime Roi Très-Chrétien, leurs royaumes et ſujets, et les habitans des terres de leur obeiſſance, en ſorte que les injuſtices ou les dommages ſoufferts pendant le cours de la guerre qui a été terminée par l'acceſſion du Séréniſſime Roi d'Eſpagne aux Traités de Londres du deuxième Août 1718, demeureront dans un éternel oubli; et qu'à l'avenir l'un aura ſoin des biens et de la ſureté de l'autre comme des ſiens propres; que non ſeulement il avertira ſon Allié du danger qui pourra le menacer, mais encore qu'il s'oppoſera

1721 pofera de tout ſon pouvoir au tort qui pourroit lui être fait.

ART. II.

Garantie reciproque. A fin d'établir ſolidement cette union et correſpondance, et de la rendre d'autant plus utile à l'un et à l'autre Couronne; leurs Majeſtés Catholique et Très-Chrétienne promettent et s'engagent par le preſent Traité d'Alliance defenſive de ſe garantir réciproquement leurs royaumes, provinces, états et terres de leur obeiſſance en quelque partie du monde qu'ils ſoient ſitués; en ſorte que leurs dites Majeſtés, ou l'une d'entre elles étant attaquées contre la diſpoſition des Traités de paix d'Utrecht et de Bade, et contre celle des Traités de Londres, et des ſtipulations qui ſeront faites à Cambray, elles ſe ſecoureront mutuellement jusqu'à ce que le trouble ſoit ceſſé, ou qu'elles ſoient ſatisfaites ſur la reparation des dommages qui leur auront étés cauſés.

ART. III.

Conſervation des traités. En conſequence du precedent Article, la conſervation et l'obſervation des Traités d'Utrecht, de Bade, de Londres, et de celui qui intreviendra à Cambray pour la conciliation des differends qui reſtent à regler entre le Séréniſſime Roi d'Eſpagne et l'Empereur, ſeront le principal objet de la préſente Alliance; et pour la rendre encore plus ſolide, le Séréniſſime Roi d'Eſpagne et le Séréniſſime Roi Très-Chrétien inviteront les Puiſſances qu'ils jugeront à propos et de concert d'entrer dans le préſent Traité pour l'utilité commune, et pour le maintien de la tranquillité générale.

ART. IV.

Cas d'attaque ſecours. S'il arrivoit (ce qu'à Dieu ne plaiſe) qu'au prejudice des ſusdits Traités d'Utrecht, de Bade, de Londres, ou de ce qui ſera ſtatué dans ceux qui ſeront faits à Cambray, leurs Majeſtés Catholique et Très-Chrétienne fuſſent attaquées ou troublées par quelque Puiſſance que ce ſoit dans la poſſeſſion de leurs royaumes et états, de quelque maniére que ce ſoit; elles promettent et s'obligent réciproquement d'employer leurs offices, auſſitôt qu'elles en ſeront requiſes, pour faire donner à la partie lezée ſatisfaction de l'injure qui lui aura été cauſée, et pour empêcher l'agreſſeur de continuer les hoſtilités. Et s'il arrivoit que les offices ne fuſſent pas ſuffiſans pour procurer ſans délai cette reparation; leurs dites

Maje-

Majeſtés s'engagent et promettent mutuellement de ſe [illegible]ner, deux mois après que la requiſition en aura été [illegible] par la partie attaquée, un ſecours effectif de dix [illegible] hommes de pied, et de cinq mille chevaux ou dra-[illegible], et de le continuer et entretenir auſſi long-temps que le trouble durera. Et ſi ce ſecours ne ſuffiſoit pas pour repouſſer les entrepriſes de l'ennemi, on conviendra de l'augmenter, et même, s'il étoit néceſſaire, leurs dites Majeſtés, s'aſſiſteront réciproquement de toutes leurs forces, et declareront la guerre à l'agreſſeur. 1721

ART. V.

Protection du Duc de Parme.

Leurs Majeſtés Très-Chrétienne et Catholique ayant une entière ſatisfaction des ſentimens que Monſieur le Duc de Parme a toujours fait paroître à leur égard, et voulant lui donner des marques de l'eſtime particuliere et de l'affection qu'elles ont pour lui; elles promettent et s'engagent, en vertu du préſent Traité, de lui accorder une protection particulière pour la conſervation de ſes Etats et droits, et pour le maintien de ſa dignité; en ſorte que s'il y étoit troublé au préjudice des Traités de paix, et de ce qui ſera ſtipulé dans ceux qui interviendront à Cambray, elles uniront leurs offices et leurs ſoins pour en obtenir une juſte ſatisfaction: et ſi elle lui étoit refuſée, elles conviendront des moyens de la lui procurer par toutes les autres voies qui ſeront en leur pouvoir.

ART. VI.

Privilèges des François en Eſpagne.

Sa Majeſté Catholique, voulant donner à ſa Majeſté Très-Chrétienne une marque de ſon amitié, confirme, en tant que beſoin ſeroit, tous les avantages, et tous les privileges qui ont été accordés par les Rois ſes prédéceſſeurs à la Nation françoiſe, tant par le Traité des Pyrenées confirmé par ceux de Nimegue et de Riswick, que par des Cedules particulieres concedées à la dite Nation avant l'actuel regne de ſa Majeſté Catholique heureuſement regnante, en telle ſorte que les commerçans françois, et autres ſujets du Roi Très-Chrétien jouiſſent toujours en Eſpagne des mêmes droits, prérogatives, avantages et priviléges pour leurs perſonnes, pour leur commerce, marchandiſes, biens et effets, dont ils ont joui ou dû jouïr en vertu des dits Traités ou Cedules, et de tous ceux qui ont été, ou qui ſeront, accordés en Eſpagne à la Nation la plus favoriſée.

ART.

1721

ART. VII.

Ratification. Le préſent Traité ſera ratifié par leurs Majeſtés [illegible] tholique et Très-Chrétienne, et les lettres de ratification en bonne forme ſeront délivrées et échangées part et d'autre dans l'eſpace de ſix ſemaines, à compter du jour de la ſignature, ou plutôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi Nous ſouſignés Miniſtres Plenipotenciaires de ſa Majeſté Catholique, et de ſa Majeſté Très-Chrétienne, munis de leurs pleinspouvoirs, qui ont été communiqués de part et d'autre, et dont les copies ſont ici inſérées, avons ſigné le préſent Traité, et y avons appoſé les cachets de nos armes.

Fait à Buen-Retiro le vingt ſeptième jour de Mars, mil ſept cent vingt un.

(L. S.) *Le Marquis* DE GRIMALDO.

(L. S.) LANGERON MAULEVRIER.

El qual referido Tratado aquí eſcrito e inſerto, como queda expreſado, deſpues de haberle viſto y examinado maduramente palabra por palabra, he reſuelto aprobarle y ratificarle. Por tanto, en virtud de la preſente; Yo, por mi, mis herederos y ſucceſſores, como tambien por los vaſallos, ſubditos, y habitantes de todos mis Reynos, Payſes y Señorios, apruebo, y ratifico todo lo expreſado en el, en la mejor y mas amplia forma que puedo: y doy por bueno, firme, y valedero todo lo que en el ſe contiene: y prometo, en fe y palabra de Rey, y por todos mis ſucceſſores y herederos, ſeguirle y cumplirle inviolablemente ſegun ſu forma y tenor, y mandarle obſervar, ſeguir y cumplir de la misma manera como ſi Yo le hubiéſe tratado por mi propia perſona, ſin hacer ni dexar hazer, en qualquier modo que ſea, ni permitir que ſe haga, coſa alguna en contrario; y que ſi ſe hiciere alguna contravencion de lo contenido en el referido Tratado, la mandaré reparar con efecto, ſin dificultad ni dilacion, caſtigando, y mandando caſtigar a los delinquentes; obligando para el efecto de lo ſuſodicho todos y cada uno de mis Reynos, Payſes y Señorios, y aſimismo todos los otros mis bienes, preſentes y venideros, como tambien mis herederos y ſucceſſores,

ſin

sin exceptuar nada. Y para firmeza de esta obligacion 1721
renuncio todas las leyes, costumbres, y todas otras cosas
contrarias a ellas.

En fe de lo qual mande despachar la presente, firmada de mi mano, sellada con el sello secreto, y refrendada de mi infrascrito Primer Secretario de Estado y del Despacho.

Dada en Aranjuez a 5de Mayo de 1721.

Yo El Rey.

D. Joseph Rodrigo.

(Les pleinpouvoirs de la part du Roi d'Espagne sont datés du 23 Mars 1721; ceux du Roi de France du 7 Mars de la même année.)

b.

Déclaration signée par les Plénipotentiaires d'Espagne et de France portant que le traité particulier d'alliance conclu entre ces deux Puissances le 27 Mars 1721 restera en vigueur.

(*Coleccion de los Tratados* T. II. p. 121. en Français et Espagnol.)

Quoique dans le Traité d'Alliance defensive qui a été signé ce jourd'huy entre les Rois Catholique, Très-Chrétien, et Britannique *) par leurs Ministres Plénipotentiaires, et dans les Articles ou Actes separés qui accompagnent le dit Traité il y ait plusieurs articles et stipulations qui ne sont pas entierement conformes à ceux d'un autre Traité d'Alliance defensive conclu le vingt septieme Mars dernier entre Sa Majesté Catholique et Sa Majesté Très-Chrétienne, et que quelques uns des Articles de ce Traité n'ayent pas même été compris dans

*) Ce traité se trouve dans Dumont T. VIII. P. II. p. 34.

1721 dans celui ſigné ce jourd'huy entre les trois Couronnes d'Eſpagne, de France, et d'Angleterre, neanmoins con[illegible] leurs dites Majeſtés Catholique et Très-Chrétienne une intention et un déſir ſincéres de garder et [illegible]cuter entre elles leur premier Traité: Nous [illegible]ſtres Plénipotentiaires de leurs dites Majeſtés Cath[illegible]que et Très-Chrétienne, au nom des Rois nos maîtres, et en conſequence de leurs ordres, reconnoiſſons et déclarons que le dit Traité entre eux paſſé le vingt ſeptième Mars dernier, et les Articles et Actes ſéparés qui ont été ſignés en même temps, et qui l'accompagnent, demeureront à l'égard de leurs dites Majeſtés dans toute leur force et vertu, et auront leur plein et entier effet et exécution ſans aucune derogation ni novation; non obſtant et ſans préjudice du dit Traité ſigné ce jourd'huy entre les trois Couronnes.

Le préſent Acte de Déclaration ſera ratifié par leurs dites Majeſtés Catholique et Très-Chrétienne, et les ratifications en bonne forme en ſeront échangées dans ſix ſemaines, ou plutôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi Nous Miniſtres Plénipotentiaires de leurs dites Majeſtés Catholique et Très-Chrétienne, avons ſigné la préſent Déclaration, et y avons appoſé le cachet de nos armes.

Fait à Madrid le treizième Juin mil ſept cet vingt un.

(L. S.) *Le Marquis* DE GRIMALDO.

(L. S.) LANGERON MAULEVRIER.

(Cette déclaration a été ratifiée par le Roi de France en date du 30 Juin de la même année.)

64.

Traité particulier de paix et d'amitié entre les Couronnes d'Espagne et de la Gr. Brétagne; signé à Madrid le 13 Juin 1721 *). 1721 13 Juin.

(*Coleccion de los Tratados* T. II. p. 93. en Espagnol et Français.)

Ayant plû à la Divine Providence de disposer les coeurs des Séréniſſimes et Puiſſans Princes Philippe Cinq, par la grace de Dieu, Roi d'Espagne, des Indes, &c. et le Roi George, par la grace de Dieu Roi de la Grande-Brétagne, de France, et d'Irlande, &c. à oublier tous les motifs de mécontentement et de mauvaise intelligence qui ont donné lieu à interrompre pour quelque temps l'amitié et la bonne correspondance qui regnoient au paravant entre eux; et leurs M. M. Catholique et Britannique désirant à présent de les renouveller, et de les retablir par les noeuds les plus étroits, ont stipulé et arrêté par leurs sousſignés Miniſtres Plénipotentiaires, nommés pour cet fin, les Articles suivans:

ART. I.

Qu'à l'avenir il y aura entre Sa Majesté Catholique, ses succeſſeurs et héritiers, et Sa Majesté Britannique, ses succeſſeurs et héritiers, comme aussi entre leurs royaumes, états, dominations, sujets, et vaſſaux, une bonne, stable, et inviolable paix, et une perpetuelle et sincere amitié, et un oubli général de tout ce qui a été fait de l'une et de l'autre part à l'occasion de la derniere guerre. *Amitié.*

ART. II.

Les Traités de paix et de commerce conclus à Utrecht le treizième de Juillet, et le neuvième Décembre *Confirmation des traités.*

*) Ce traité se trouve déja en Français dans DUMONT T. VIII. P. II. p. 33. mais la copie dont il n'indique pas la source diffère un peu de la présente qui semble être plus autorisée; au reste il est probable que d'après l'usage des deux Cours ce traité n'a pas été dressé en Français mais en Espagnol et Anglais.

1721 cembre de l'an 1713, dans les quels ſont compris le Traité fait à Madrid dans l'année 1667, et les Ce[dules] y mentionnées, demeureront confirmés et ratifi[és] le préſent, à l'excluſion des Articles III. V et V[I] dit Traité de commerce, appellés communement [Ex]natoires *a*), les quels ont été annullés en vertu d'un autre Traité poſterieur fait à Madrid le quatorzième du mois de Décembre 1715 *b*) entre les Miniſtres Plenipotentiaires, nommés pour cet effet par leurs Majeſtés Catholique et Britannique, le quel Traité demeure pareillement confirmé et ratifié comme auſſi le Contract particulier nommé communement del Aſiento, pour l'introduction des eſclaves negres aux Indes eſpagnoles, qui fut fait le 26 de Mars de la dite année 1713 *c*) en conſequence de l'article XII. du Traité de Commerce d'Utrecht, et pareillement le Traité de Déclaration touchant celui del Aſiento fait le 26 de Mai de 1715 *d*), tous les quels Traités mentionnés dans cet Article avec leurs déclarations demeureront dans force, vertu, et pleine vigueur en tout ce qu'ils ne ſeront contraires à celui-ci: et afin qu'ils ayent leur entier effet et accompliſſement, ſa Majeſté Catholique fera depecher ſes ordres et Cedules circulaires à ſes Vice-Rois, Gouverneurs, et autres Miniſtres, à qui il apartiendra, des ports et villes en Amérique, à fin que les vaiſſeaux emploiés pour le trafic de Negres par la Compagnie Royale de la Grande-Brétagne établie à Londres, ſoient admis ſans empéchement à commercer librement et de la même maniére qu'ils faiſoient avant la dernière rupture entre les deux Couronnes, et les ſusdites Cédules ſeront delivrées d'abord que les ratifications du préſent Traité auront été échangées; et en même temps ſa Majeſté Catholique donnera ſes ordres au Conſeil des Indes, à fin que la Junta compoſée de Miniſtres de ce Conſeil et nommés pour la connoiſſance privative des cauſes qui regardent le dit Aſiento ait de nouveau ſon cours, re-

çoive,

a) L'exemplaire Anglais de ces articles explanatoires ſe trouve dans DUMONT T. VIII. P. I. p. 412. L'exemplaire de même tenent inſéré dans la ratification Eſpagnole ſe trouve dans *Coleccion de los Tratados* T. I. p. 341.

b) Ce traité a été donné plus haut p. 110. du preſent volume.

c) DUMONT T. VIII. P. I. p. 330.

d) Ce traité ſe trouve plus haut p. 130. du preſent volume.

[illegible]e, et conſulte ſur ces affaires, ſuivant la regle établie 1721
[illegible]mps de ſa nomination. Et en ce qui régarde l'ob-
[illegible]on des Traités de paix et de commerce, il ſera
[illegible]é des ordres circulaires à tous les Gouverneurs
[illegible]gne à fin que ſans aucune interpretation ils les
faſſent obſerver et accomplir, comme pareillement ſe donneront de la part de ſa Majeſté Britannique les ordres qui ſeront demandées et jugées néceſſaires pour l'accompliſſement de tout ce qui a été ſtipulé et arrêté entre les deux Couronnes dans les ſusdits Traités d'Utrecht, et ſpecialment en ce qui peut n'avoir pas été mis en exécution des choſes reglées par les Articles VIII. XI. et XV. du Traité de paix qui parlent de laiſſer aux Eſpagnols le libre commerce et navigation aux Indes Occidentales, et de maintenir les anciennes limites en Amerique comme elles ſe trouvoient dans le temps du Roi Charles Second, du libre exercice de la religion Catholique dans l'Iſle de Miporque, et de la pêche du baccalao dans les mers de Terre neuve; de même qu'à l'égard de tous les autres articles qui juſqu'ici n'auroient pas été mis en exécution de la part de la Grande-Bretagne.

ART. III.

Reſtitution des biens confiſqués par l'Eſpagne.

D'autant que par l'Article VII du Traité de commerce d'Utrecht il a été arrêté que tous les biens confiſqués au commencement de la guerre précedente ſe roient reſtitués pour avoir été la confiſcation d'iceux faite contre la teneur de l'Article XXXVI du Traité de 1667; dans la même conformité Sa Majeſté Catholique ordonnera que tous les biens, marchandiſes, argent, vaiſſeaux, et autre effets qui ont été ſaiſis tant en Eſpagne qu'aux Indes en vertu de ſes ordres du mois de Septembre de 1718, et d'autres poſterieurs, dans le temps que la guerre n'étoit pas encore déclarée entre les deux Couronnes, et après qu'elle l'a été, ſoient reſtitués promptement, dans la même eſpece pour ceux qui ſe trouveront encore en nature; ou à ce défaut, la juſte et vraie valeur qu'ils avoient dans le temps qu'on les a ſaiſis, dont l'eſtimation, ſi elle n'a pas été faite alors par omiſſion ou negligence, ſera reglée ſelon les informations authentiques que les proprietaires auront à faire devant les magiſtrats ordinaires des villes et lieux où l'on aura ſaiſi les dits effets.

1721 Et comme il eſt certain que les ordres de S. M. Catholique quoiqu'ils portaſſent que de ces biens et effets il en fût fait et dreſſé des inventaires et des notices et déclarations, néanmoins ils n'ont pas été exécutés ainſi dans pluſieurs endroits; il a été convenu que ſi les proprietaires juſtifient par des preuves légitimes, informations, et autres documens, qu'on a manqué d'inſerer quelques uns dans les dits inventaires, S. M. Catholique donnera des ordres précis que la valeur de ceux qu'on aura omis, ſoit paiée par les treſoriers, ou autres perſonnes, par la negligence des quels telle omiſſion aura été faite.

ART. IV.

Par l'Angleterre. On eſt convenu réciproquement que S. M. Britannique donnera Ordre à ſes gouverneurs, officiers, et autres miniſtres à qui il apartiendra, de faire reſtituer tous les biens et effets des ſujets de S. M. Catholique qu'ils juſtifieront avoir été ſaiſis et confiſqués, dans les états de S. M. Britannique ſur le motif de la derniere guerre, de la même maniere qu'il a été reglé dans l'Article précedent en faveur des ſujets de S. M. Britannique.

ART. V.

Vaiſſeaux à reſtituer. On eſt convenu auſſi que S. M. Britannique fera reſtituer à S. M. Catholique tous les vaiſſeaux de la flotte d'Eſpagne qui ont été pris par celle d'Angleterre dans la bataille navale qui fut donnée au mois d'Août 1718 dans les mers de Sicile, avec l'artillerie, les voiles, les agrêts, et autres equipages, dans l'état où ils ſe trouvent à préſent; ou bien, la valeur de ceux qui auront pu être vendus, au même prix que les acheteurs auront donné ſuivant les preuves et les juſtifications.

Et pour l'effet de cette reſtitution S. M. Britannique fera expédier les ordres convenables d'abord après la ratification de ce Traité. Il eſt declaré auſſi que les autres pretenſions qu'il peut y avoir de part et d'autre entre les deux Couronnes ſur des matières dont il n'eſt pas parlé dans le préſent Traité, et qui ne ſont pas compriſes dans l'Article II. d'icelui, ſeront traitées au prochain Congrés de Cambray.

ART.

ART. VI. 1721

Le présent Traité aura son effet d'abord après qu'il *Ratifi-*
a été ratifié de part et d'autre, et les lettres de ra- *cation.*
Pour tion en seront échangées dans six semaines après
gnature, ou plutôt si faire se peut, diferant sa
publication jusqu'à que la paix générale aura été conclue au Congrés de Cambray entre toutes les parties intereſſées, ou jusqu'à que leurs Majestés Catholique et Britannique en seront convenues particuliérement.

En foi de quoi Nous soussignés Ministres Plénipotentiaires de S. M. Catholique et de S. M. Britannique, munis de nos pleins pouvoirs, qui ont été communiqués de part et d'autre, et dont les copies seront ci dessous transcrites, avons signé le présent Traité et y avons apposé les cachets de nos armes.

Fait à Madrid le treizième jour du mois de Juin mil sept cent vingt un.

(L. S.) *El Marqués* DE GRIMALDO.

(L. S.) WILLIAM STANHOPE.

65.

1727 3 Sept. Tratado do caſamento de Principe D. Joſeph, com a Princeza D. Marianna Victoria de Borbon, copiado do Original, que eſtá na Secretaria de Eſtado.

(CAETANO DE SOUSA *provas* T. V. p 316. en Eſpagnol d'après l'original qui ſe trouve dans la Sécrétairerie d'état.)

Tratado Matrimonial acordado entre el Comiſſario del Rey de Eſpaña Don Juan Baptiſta de Orendayn, Marques de la Paz, de ſu Conſejo, y primer Secretario de Eſtado, y del Deſpacho, y el Embaxador Extraordinario del Rey de Portugal Don Rodrigo Annes de Sá, Almeyda y Menezes, ſu muy amado, y charo ſobrino, de ſu Conſejo, Gentilhombre de ſu Camera, Marques de Abrantes, para el caſamiento, que deve efectuarſe entre el muy alto, y muy poderoſo Principe del Braſil Don Joſeph, hijo primogenito del muy alto, muy excelente, y muy poderoſo Principe Don Juan Quinto por la gracia de Dios Rey de Portugal, y de la muy alta, muy excelente, y muy poderoſa Princeſa Doña Maria Anna de Auſtria, tambien por la gracia de Dios Reyna de Portugal, y la muy alta, y muy poderoſa Princeſa Doña Maria Anna Victoria, Infanta de Eſpaña, hija del muy alto, muy excelente, y muy poderoſo Principe Don Phelipe Quinto por la misma gracia de Dios Rey de Eſpaña, y de la muy alta, muy excelente, y muy poderoſa Princeſa Doña Iſavel Farneſe, aſſi mismo por la gracia de Dios Reyna de Eſpaña, ſegun los plenos poderes, que han recevido los dichos Miniſtros de la Mageſtad del Rey de Portugal, cuyas copias ſe inſertarán al pie del preſente Tratado. . .

En nombre de la Santiſſima Trinidad, Padre, Hijo, y Eſpiritu Santo un ſolo Dios verdadero, a' ſu honor, y gloria, y por el bien reciproco de los Pueblos, ſubditos, y Vaſſallos de uno, y otro Reyno.

Sea notorio a todos aquellos, que las preſentes letras de acuerdo de matrimonio vieren, que haviendo ſe firmado en el Real ſitio de San Ildefonſo a los ſiete dias del mes de Octubre

65.

Traité de mariage du Prince D. Joſeph de Portugal avec la Princeſſe Marianne Victoire de Bourbon fille du Roi d'Eſpagne; ſigné à Madrid le 3 Septembre 1727.

1727 3 Sept.

(*Traduction privée.*)

Traité matrimonial conclu entre le commiſſaire du Roi d'Eſpagne D. Jouan Baptiſte de Orendayn, Marquis de la paix, membre de ſon Conſeil et premier ſecrétaire d'Etat et du Deſpacho et l'Ambaſſadeur extraordinaire du Roi de Portugal Don Rodrigue Annes de Sa, Almeyda et Menecès ſon très cher et très amé neveu, membre de ſon Conſeil, Gentilhomme de ſa chambre, Marquis de Abrantes, pour le mariage qui doit ſe faire entre le très-haut et très-puiſſant Prince du Breſil D. Joſeph, fils aîné du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince D. Juan V. par la grace de Dieu Roi de Portugal, et de la très-haute, très-excellente et très-puiſſante Princeſſe D. Marie Anne d'Autriche de même par la grace de Dieu Reine de Portugal; et la très-haute, et très-puiſſante Princeſſe D. Maria Anne Victoire, Infante d'Eſpagne fille du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince D. Philippe V. par la même grace de Dieu Roi d'Eſpagne, et de la très-haute, très-excellente et très-puiſſante Princeſſe D. Iſabelle Farneſe de même par la grace de Dieu Reine d'Eſpagne, d'après les pleinpouvoirs qu'ont reçu leſdits Miniſtres de Sa Majeſté le Roi Catholique et de Sa Majeſté le Roi de Portugal, dont les copies ſont annexées au bas du preſent traité.

Au nom de la très-ſainte Trinité, Pere, Fils, et Saint-Eſprit un ſeul Vrai Dieu, en Son honneur, et gloire, et pour le bien réciproque des peuples, ſujets et vaſſaux de l'un et l'autre royaume.

Soit notoire à tous ceux qui ces preſentes lettres d'accord de mariage verront, que comme dans la reſidence royale à Ildephonſe ont été reglés le 7 du mois d'Octo-

1727 *Octubre del anno del Nacimiento de Nueſtro Señor Jeſu Chriſto de mil ſetecientos y vrinte y cinco, por el Mar[illegible] de Grimaldo, Miniſtro, y Plenipotenciario de la Mag[illegible] del Rey Catholica, y por Joſeph de Acuña Brocha[illegible] Antonio Guedes Pereyra, Miniſtros, y Plenipotenci[illegible] de la Mageſtad del Rey de Portugal, los Articulos Preliminares para el matrimonio, que ſe deve efectuar del muy alto, y muy poderoſo Principe del Braſil Don Joſeph, hijo primogenito del muy alto, muy excelente, y muy poderoſo Principe Don Juan Quinto por la gracia de Dios Rey de Portugal y de la muy alta, muy excelente, y muy poderoſa Princeſa Doña Maria Anna de Auſtria, tambien por la gracia de Dios Reyna de Portugal, y la muy alta, y muy poderoſa Princeſa Doña Maria Anna Victoria, Infanta de Eſpaña, hija del muy alto, muy excelente, y muy poderoſo Principe Don Phelipe Quinto, por la misma gracia de Dios Rey de Eſpaña, y de la muy alta, muy excelente, y muy poderoſa Princeſa Donna Iſavel Farneſe, aſſi mismo por la gracia de Dios Reyna de Eſpanna; cuyos Articulos fueron ratificados en el mismo Real ſitio de San Ildefonſo a catorce de Octubre del mismo anno de mil ſetecientos y veinte y cinco por la Mageſtad del Rey Catholico, y por la Mageſtad del Rey de Portugal en la Corte de Lisboa Occidental a los trece del mismo mes de Octubre del dicho anno de mil ſetecientos y veinte y cinco.*

Y por quanto nos, como Miniſtros, y Plenipotentiarios, ahora eſpecialmente deputados, debemos reducir los dichos Articulos a un Tratado formal, en virtud de los plenos poderes reſpectivos, que por Sus Mageſtades nos fueron concedidos, ſolo para eſte fin, en la forma, que deſpues de eſte Tratado ſeran copiados: Haviendolos viſto, y examinado, y hallandolos en buena, y debida forma combenimos lo ſeguiente.

ART. I.

Se ha ajuſtado, que con la gracia, y benedicion de Dios, alcanzada primero diſpenſacion de nueſtro muy Sante Padre el Papa, en razon de la proximidad, y conſanguinidad entre el muy alto, y muy poderoſo Principe del Braſil Don Joſeph, y la muy alta, y muy poderoſa Infanta Donna Maria Anna Victoria, haran celebrar ſus deſpoſorios, y matrimonio por palabras de preſente, ſegun la forma preſcripta por los Sagrados Canones, y

Con-

d'Octobre de l'an 1725 par le Marquis de Grimaldo, 1727
Miniſtre et Plénipotentiaire de S. M. le Roi Catholique, et par Joſeph de Acuña Brochado, et Antonio Guedes Pereyra, Miniſtres et Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Portugal, les articles préliminaires pour le mariage qui doit avoir lieu entre le très-haut et très-puiſſant Prince du Breſil Don Joſeph, fils aîné du très-haut, très-excellent, et très-puiſſant Prince Don Juan V. par la grace de Dieu Roi de Portugal et de la très-haute, très-excellente et très-puiſſante Princeſſe D. Marie Anne d'Autriche de même par la grace de Dieu Reine de Portugal; et la très-haute et très-puiſſante Princeſſe Donna Marie Anne Victoire, Infante d'Eſpagne, fille du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince D. Philippe V. par la même grace de Dieu Roi d'Eſpagne, et de la très-haute, très-excellente et très-puiſſante Princeſſe Donna Iſabelle Farneſe de même par la grace de Dieu Reine d'Eſpagne; leſquels articles ont été ratifiés dans le même ſiége royal de S. Ildephonſe le 14 Octobre 1725 par S. M. le Roi Catholique; et par S. M. le Roi de Portugal à la Cour de Lisbonne occidentale le 13 du même mois d'Octobre de la dite année de 1725.

Et comme nous en qualité de Miniſtres et Plénipotentiaires à preſent ſpécialement deputés, devons rediger les dits articles en un traité formel, en vertu des pleinpouvoirs reſpectifs qui par leurs Majeſtés nous ont été accordés dans la forme dans la quelle ils ſeront inſérés à la fin de ce traité: après les avoir vu et examiné et trouvés en bonne et due forme nous ſommes convenus de ce qui ſuit:

ART. I.

Il a été arrêté qu'avec la grace et la benediction *Fiançailles: mariage.* divine, après avoir obtenu d'abord une diſpenſe de notre très-ſaint Père le Pape, à cauſe de la proximité de grade et conſanguinité entre le très-haut et très-puiſſant Prince du Breſil Don Joſeph et la très-haute et très-puiſſante Infante Donna Marie Anne Victoire ils feront celebrer leurs fiançailles et mariage par paroles *de preſent* ſelon la forme préſcrite par les ſacrés Canons et conſtitu-

1727 *Constituciones de la Iglesia Catholica Apostolica Romana, assi que la dicha Serenissima Sennora Infanta aya llegado a la edad de doce annos cumplidos; y despues que le aya ajustado, y finado el tiempo entra la Magestad del Rey Catholica, y la Magestad del Rey de Portugal, se haran los desposorios, y casamiento en la Corte de S. M. Catholica. Y por quanto la dicha Serenissima Sennora Infanta tiene ya cumplida la edad de siete annos, y el Serenissimo Principe la de onze, se ajustò reciprocamente, que obtenida la referida dispensacion de nuestro muy Santo Padre el Papa, se haran luego en la Corte de S. M. Catholica los esponsales de futuro matrimonio, para lo que se daran los poderes, y authoridad necessaria, assi por el Serenissimo Principe del Brasil, como por el Serenissimo Rey de Portugal su padre, al Ministro, ò persona, que fuere mas de su agrado.*

ART. II.

El Serenissimo Rey Catholico promete, y se obliga a dar, y darà à la Serenissima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria en dote, y a favor del matrimonio con el Serenissimo Principe Don Joseph, y pagarà a la Magestad del Rey de Portugal, ò a quien tuviere su poder, y commission la Summa de quinientos mil excudos de oro del Sol, ò su justo valor en la Ciudad de Lisboa, y se entregarà la dicha summa al tiempo de efectuarse el matrimonio.

ART. III.

La Magestad del Rey de Portugal se obliga a asegurar, y asegurarà el dote de la Serenissima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria, en buenas rentas, y asignaciones seguras, à satisfacion de S. M. Catholica, ò de las personas, que para este efecto nombrare al tiempo de el pagamento, y remitirà luego à S. M. Catholica los documentos de la dicha asignacion; y en el caso de dissolverse el matrimonio, y que por el derecho tenga lugar la restitucion del dote, serà este restituido a la Serenissima Sennora Infanta, à sus herederos, y subcesores, que lograràn los dilos, que importaren los dichos quinientos mil excudos de oro del Sol, a razon de cinco por ciento, que se pagaran en virtud de las dichas asignaciones.

ART. IV.

Por medio del pagamento efectivo, que se harà a la Magestad del Rey de Portugal de los dichos quinien-

stitutions de l'Eglise Catholique Apostolique Romaine, de sorte que la dite Séréniſſime Infante ayant atteint l'age de douze ans accomplis, et après que le tems aura été convenu et fixé entre S. M. le Roi Catholique et S. M. le Roi de Portugal ils celebreront les fiançailles et le mariage à la Cour de S. M. Catholique. Et tandisque la Séréniſſime Infante a deja accompli l'age de sept ans et le Séréniſſime Prince celui de onze, il est reciproquement convenu qu'après avoir obtenu la susdite dispense de notre très-saint Pere le Pape les fiançailles du *futur mariage* auront lieu aussitôt à la Cour de S. M. en donnant les pleinpouvoirs et autorité necessaires, tant par le Séréniſſime Prince du Brésil, que par le Séréniſſime Roi de Portugal son Pere à tel ministre ou personne qui leur conviendra le mieux. 1727

ART. II.

Le Séréniſſime Roi Catholique promet et s'oblige à donner et donnera à la Séréniſſime Infante Donna Marie Anne Victoire en dot, et en faveur du mariage avec le Séréniſſime Prince D. Joseph, et payera à S. M. le Roi de Portugal ou à celui qui aura pouvoir et commission de lui, la somme de 500,000 écus d'or dits de Soleil, ou valeur exacte d'iceux en la ville de Lisbonne, laquelle somme sera delivrée à l'époque où le mariage sera effectué.

ART. III.

Sa Majesté le Roi de Portugal s'oblige d'assurer et assurera la dot de la Séréniſſime Infante D. Marie Anne Victoire en bonne rentes et obligations assurées, à la satisfaction de S. M. Catholique ou des personnes qu'à cet effet elle nommera à l'époque du payement et remettra aussitôt à S. M. Catholique les documens de la dite garantie; et en cas que le mariage fut dissout et que de droit la restitution de la dot ait lieu, elle sera restituée à la Séréniſſime Infante ou à ses heritiers et successeurs qui garderont les revenus que rapportent lesdits 500,000 écus d'or, dits de Soleil, à raison de 5 pour cent, lesquels se payeront en vertu des dites obligations. *Garantie de la dot.*

ART. IV.

Moyennant le payement effectif qui se fera à S. M. le Roi de Portugal des dits 500,000 écus d'or, dits de Soleil, *Renonciation.*

1727 *nientos mil excudos de oro del Sol, ò su justo valor en el termino, que queda dicho, se dará por satisfecha la Sereníssima Sennora Infanta, y se satisfará del dicho dote, sin que en adelante pueda alegar otro algun derecho, ni intentar otra alguna accion, ò pertenſion pertendiendo, que la pertenezcan, ò puedan pertenecer otros, mayores bienes, razones, derechos ò acciones por causa de herencias, y mayores subceſiones de Sus Mageſtades Catholicas su padre, y madre, ni de qualquiera otra manera, y por qualquiera causa, y titulo, que fuere, ò sea, que lo sepa, ò lo ignore; bien entendido, que de qualquiera calidad, y condicion, que fueren las cosas arriba dichas, debe quedar excluida de ellas; y antes de efectuarse los desposorios hara renuncia en buena, y debida forma, y con todas las seguridades, formas, y solemnidades, que fueren requeridas, y neceſarias, la qual renuncia hará la Sereníssima Sennora Infanta antes de estar casada por palabras de presente, y la confirmará luego despues de celebrar el matrimonio, y aprobará, y ratificará juntamente con el Sereníssimo Principe de Brasil con las mismas formas, y solemnidades, que la Sereníssima Sennora Infanta huviere hecho la sobredicha primera renuncia, y a de mas con las clauſulas, que ſe juzgaren mas combenientes, y neceſarias, y el Sereníssimo Principe, y la Sereníssima Sennora Infanta quedaran, y quedan, assi de presente, como para entonces obligados al cumplimiento, y efecto de la dicha renuncia, y ratificacion, en la conformidad de los presentes Articulos, y las sobre dichas renuncias, y ratificaciones seran havidas, y juzgadas assi presentemente, como entonces por bien hechas, y verdaderamente pasadas, y otorgadas, y las dichas renuncias, y ratificaciones se haran en la forma mas authentica, juntamente con todas las clauſulas derogatorias de qualquiera Ley, jurisdiccion, costumbres, derechos, y constituciones a ello contrarias, a que impidiesen en todo, ò en parte las dichas renuncias, y ratificaciones, y para el efecto, y validacion de lo que arriba queda dicho, la Mageſtad del Rey Catholico, y S. M. Portugueſa derogaran, y derogan desde el presente sin alguna reſerva, y entenderán, y intienden assi de presente, como para entonces tener derogadas todas las excepciones en contrario.*

ART.

Soleil, ou leur juſte valeur dans le terme ci-deſſus 1727
indiqué, la Séréniſſime Infante ſe declarera ſatisfaite
et ſe contentera de la dite dot, ſans qu'à l'avenir elle
puiſſe alleguer aucun autre droit ou intenter aucune
autre action ou pretenſion en avancant qu'il lui appar-
tiendrait on pourrait appartenir d'autres plus grands
biens, facultés, droits ou actions pour cauſe d'héritage
et ſucceſſion ulterieure de Leurs Majeſtés Catholiques ſon
Pere et ſa mère, ou de quelque autre maniere et par
quelque cauſe et titre que ce puiſſe être, ou ſoit, connus
ou ignorés; bien entendu que de quelle qualité et con-
dition que ſeraient les choſes ci-deſſus exprimées, elle
en demeurera excluë et avant de celebrer les fiançailles
elle fera une renonciation en bonne et due forme et
avec toutes les ſuretés, formes et ſolemnités qui ſeront
requiſes et neceſſaires, laquelle renonciation la Séréniſ-
ſime Infante fera avant d'être mariée par paroles de
preſent, et la confirmera d'abord après avoir celebré le
mariage et l'approuvera et ratifiera conjointement avec
le Séréniſſime Prince du Breſil dans les mêmes formes
et avec les mêmes ſolemnités que la Séréniſſime Infante
aura fait la ſusdite premiere renonciation, et de plus
avec les clauſes qu'on jugera les plus convenables et
neceſſaires, et le Séréniſſime Prince, et la Séréniſſime
Infante reſteront et reſtent alors comme à preſent ob-
ligés à l'accompliſſement et effectuation de la dite re-
nonciation et ratification en conformité des preſens
articles; et les ſusdites renonciations et ratifications
ſeront tenuës et jugées alors comme à preſent pour
bien faites et vraiment paſſées et accordées, et les dites
renonciations et ratifications ſe feront en la forme la
plus authentique et efficace que ſe pourra faire pour
être bonnes et valides, enſemble avec toutes les clauſes
dérogatoires de toute loi, juriſdiction, uſages, droits
et conſtitutions à ce contraires ou qui pourraient em-
pecher en tout ou en partie les dites renonciations et
ratifications; et à cet effet et pour valider ce qui eſt dit
ci-deſſus, S. M. le Roi Catholique et S. M. Portugaiſe
derogeront et derogent dès à preſent ſans aucune re-
ſerve et entendront et entendent pour lors comme à pre-
ſent tenir pour derogées toutes les exceptions à ce
contraires.

ART.

1727

ART. V.

La Mageſtad del Rey de Portugal darà a la Sereniſſima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria en ſu llegada al Reyno de Portugal, para ſus anillos, y joyas, el valor de ochenta mil peſos, los quales le pertenecerán ſin dificultad deſpues de celebrado el matrimonio, de la misma ſuerte, que todas las otras joyas, que llebare conſigo, y ſeran propias de la dicha Sereniſſima Sennora Infanta, y de ſus herederos, y ſubceſſores, ò de aquellos, que tuvieren ſu derecho.

ART. VI.

La Mageſtad del Rey de Portugal aſignarà, y conſtituirà a la Sereniſſima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria para ſus arras veinte mil excudos de oro del Sol al anno, que ſeran aſignados ſobre rentas, y tierras, de las quales tendra jurisdiccion, y el nombre principal el Titulo de Ducado, de ſuerte, que las dichas rentas, y tierras lleguen haſta la dicha ſumma de veinte mil excudos de oro del Sol cada anno; de los quales lugares, y tierras aſſi dadas, y aſſignadas gozarà la Sereniſſima Sennora Infanta por ſus manos, y por ſu authoridad, y de las de ſus Commiſſarios, y Oficiales, y en las dichas tierras proverà las Juſticias, y a demas de eſto le pertenecerà la proviſion de los Oficios, como es coſtumbre, entendiendo ſe, que los dichos Oficios no podran ſer dados ſino a Portugueſes de nacimento, como tambien la adminiſtracion, y arrendamiento de las dichas tierras, conforme a las Leys, y coſtumbres del Reyno de Portugal; y de la ſobredicha aſſignacion entrarà a gozar, y poſſer la Sereniſſima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria, luego que tuvieren lugar las arras, para gozar de ella toda ſu vida, ſea que quedè en Portugal, ò ſe retire a otra parte.

ART. VII.

La Mageſtad del Rey de Portugal darà, y aſignarà a la Sereniſſima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria para el gaſto de ſu Camera, y para mantener ſu eſtado, y ſu Caſa, una ſumma conveniente, tal qual pertenece a muger de un tan gran Principe, y a hija de tan poderoſo Rey, aſſignandola en la forma, y manera, con que ſe acoſtumbra hazer en Portugal para ſemejantes manutenciones, y gaſto.

ART.

ART. V. 1727

S. M. le Roi de Portugal donnera à la Séréniſſime Infante D. Marie Anne Victoire, lors de ſon arrivée en Portugal, pour ſes anneaux et joyeaux la valeur de 80,000 peſos, leſquels lui appartiendront ſans difficulté après avoir celebré le mariage, de la même ſorte que tous les autres joyeaux qu'elle apportera avec elle, et ſeront la proprieté de la dite Séréniſſime Infante et de ſes heritiers et ſucceſſeurs ou de ceux à qui elle aura cédé ſon droit. *Anneaux; Joyeaux.*

ART. VI.

Sa Majeſté le Roi de Portugal aſſignera et conſtituera à la Séréniſſime Infante D. Marie Anne Victoire pour ſon douaire 20,000 écus d'or, dits de Soleil, par an, leſquels ſeront aſſignés en revenus et terres ſur leſquelles elle aura juriſdiction et le chef-lieu le titre de Duché, de ſorte que les dites rentes et terres montent à la ſomme de 20,000 écus d'or, dits de Soleil, chaque année; desquels lieux, et terres ainſi donnés et aſſignés la Séréniſſime Infante jouira par ſes mains et autorité et par celle de ſes commiſſaires et officiers, et dans les dites terres elle pourvoira à la juſtice, et de plus il lui appartiendra de pourvoir aux offices comme il eſt d'uſage, bien entendu, que les dits offices ne pourront être conférés qu'à des Portugais de naiſſance; comme auſſi l'adminiſtration et la ferme des dites terres aura lieu en conformité des lois et uſages du Royaume de Portugal; et la Séréniſſime Infante D. Marie Anne Victoire entera en jouiſſance et poſſeſſion de la dite aſſignation dès que le douaire aura lieu pour en jouir durant toute ſa vie, ſoit qu'elle reſte en Portugal ou qu'elle ſe retire autre part. *Douaire.*

ART. VII.

S. M. le Roi de Portugal donnera et aſſignera à la Séréniſſime Infante D. Marie Anne Victoire pour les fraix de ſa garderobe et pour le maintien de ſon état et de ſa maiſon une ſomme convenable, telle qu'il convient à l'épouſe d'un ſi grand Prince et à la fille d'un ſi puiſſant Roi, en la lui aſſignant dans la forme et maniere uſitée en Portugal pour de ſemblables fraix et entretiens. *Maiſon de la princeſſe.*

ART.

1727

ART. VIII.

Su Magestad Catholica hará conducir en el tiempo, que se ajustare a su costa, y gasto a la Serenissima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria su hija, a la Frontera, y raya de Portugal con la dignidad, y cortejo, que requiere una tan grande Princesa, y será recivida de la misma fuerte de parte de la Magestad del Rey de Portugal, y tratada, y servida con toda la magnificencia, que conbiene.

ART. IX.

En el caso, que se disuelva el matrimonio entre el Serenissimo Principe del Brasil, y la Serenissima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria, y que este sobreviva al dicho Serenissimo Principe, en este caso será libre a la dicha Serenissima Sennora Infanta quedar en Portugal en el lugar, que quisiere, ò volver a Espanna, ò a qualquiera otro lugar conbeniente, aun que sea fuera del Reyno de Portugal, todas, y quantas vezes bien le pariciere, con todos sus bienes, dote, y arras, joyas, vestidos, y vajilla de plata, y qualesquiera otros muebles con sus Oficiales, y criados de su Casa, sin que por qualquiera razon, ò consideracion, que sea, se le pueda poner algun impedimento, ni embarazo a su partida directa, ò indirectamente, ni impedirle el uso, y recuperacion de sus dichos dote, arras, y joyas, ni otras asignaciones, que se le huviesen hecho, ò devido hazer; y para este efecto dará la Magestad del Rey de Portugal a S. M. Catholica para la sobredicha Serenissima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria su hija, aquellas Cartas, y seguridades, que fueren necesarias, firmadas de su propria mano, y selladas con su Sello, y desde a hora para entonces lo asegurará, y prometerá la Magestad del Rey de Portugal por si, y por los Reyes sus subcesores con fé, y palabra Real.

ART. X.

Sus Magestades Catholica, y Portuguesa, suplicarán a nuestro muy Santo Padre el Papa con el Tratado, que se hará en virtud de estos Articulos, se sirva aprobarle, y darle su Benedicion Apostolica; y assi mismo aprobar las Capitulaciones, y las ratificaciones, que huvieren hecho las referidas Magestades, y que hará la referida Serenissima Sennora Infanta, como tambien los actos, y jura-

ART. VIII. 1727

S. M. Catholique fera conduire la Séréniſſime Infante dans le tems dont on conviendra à ſes frais et depends ſur la frontiere et limite du Portugal avec la dignité et le cortége qui conviennent à une ſi grande Princeſſe, et elle ſera reçue de la même ſorte de la part de S. M. le Roi de Portugal, et traitée et ſervie avec toute la magnificence convenable. *Paſſage en Portugal.*

ART. IX.

En cas que le mariage entre le Séréniſſime Prince du Breſil et la Séréniſſime Infante Marie Anne Victoire ſoit diſſout, et que celle-ci ſurvive au dit Séréniſſime Prince du Breſil, dans ce cas il ſera libre à la dite Séréniſſime Infante de reſter en Portugal dans tel lieu qu'elle deſirera, ou de retourner en Eſpagne, ou d'aller à tel autre endroit convenable, quoique hors du royaume de Portugal, toutes et telles fois qu'elle le jugera à propos, avec tous ſes biens, dot et douaire, joyeaux, vetemens, et vaiſſelle d'argent et autres meubles quelconques, avec les officiers et domeſtiques de ſa maiſon, ſans que pour quelque raiſon ou conſideration que ce ſoit, on puiſſe cauſer aucun empêchement ou retard à ſon depart, ſoit directement, ſoit indirectement, ni empecher l'uſage et le recouvrement de ſes dits dot, douaire, joyeaux ni autres obligations qui pourraient lui avoir été ou dû avoir été faites; et à cette fin S. M. le Roi de Portugal fera expedier à S. M. Catholique pour la ſusdite Séréniſſime Infante D. Marie Anne Victoire, ſa fille, les documens et ſuretés qui ſeront neceſſaires, ſignés de ſa propre main et ſcellés du grand ſceau et dès à preſent pour alors Sa Majeſté le Roi de Portugal en donnera l'aſſurance pour lui et pour les Rois ſes ſucceſſeurs ſous la foi et parole royale. *Diſſolution du mariage.*

ART. X.

Leurs Majeſtés Catholique et Portugaiſe ſupplieront notre très-ſaint Pere le Pape de vouloir approuver l'alliance qui ſe fera en vertu de ces articles, et y donner ſa benediction Apoſtolique, et de même auſſi d'approuver les capitulations et les ratifications qu'auront fait leurs ſusdites Majeſtés, et que fera la Séréniſſime Infante, comme auſſi les actes et ſermens qui ſe feront pour leur *Approbation et benediction Papale.*

1727 *juramentos, que se hicieren para su complimiento, insertandolos en sus letras de aprobacion, y de benedicion.*

ART. XI.

Y en nombre del muy alto, muy excelente, y muy poderoso Principe Don Phelipe Quinto Rey de Espanna, y como su Ministro, Comisario, Actor, y Mandatario de la una parte, y en nombre del muy alto, muy excelente, y muy poderoso Principe Don Juan Quinto Rey de Portugal, y de muy alto, y muy poderoso Principe del Brasil Don Joseph, y como su Embaxador Extraordinario Plenipotenciario, y Procurador de la otra; nos obligamos los mencionados Ministros de Sus Magestades, en virtud de nuestros respectivos plenos poderes, y prometemos en fé, y palabra de Sus Magestades, que los presentes Articulos serán enteramente observados de una, y de otra parte, cumplidos, y executados sin falta, ò diminuicion alguna, y que será el presente Tratado por Sus Magestades ratificado, y dentro de quince dias, ò mas presto si fuere posible, serán trocadas las ratificaciones en buena, y debida forma.

En fé de lo qual los dichos Ministros Plenipotenciarios, firmamos de nuestra propria mano dos Exemplares de este Tratado, y les hicimos poner los Sellos de nuestras Armas.

Fecho en Madrid a tres de Septiembre de mil setecientos y veinte y siete.

(L. S.) *El Marques* DE LA PAZ.

(L. S.) *El Marques* DE ABRANTES.

leur accompliſſement, en les inſerant dans ſes lettres 1727
d'approbation et benediction.

ART. XI.

Et au nom du très-haut, très-excellent et très- *Ratification.*
puiſſant Prince D. Philippe V. Roi d'Eſpagne et comme ſon Miniſtre, Commiſſaire Agent et mandataire d'une part, et au nom du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince D. Jouan V. Roi de Portugal et du très-haut et très-puiſſant Prince du Breſil, Don Joſeph, et comme ſon Ambaſſadeur extraordinaire, Plénipotentiaire et Procureur de l'autre; nous les mentionnés Miniſtres de leurs Majeſtés nous obligeons en vertu de nos pleinpouvoirs reſpectifs et promettons en foi et parole de Leurs Majeſtés, que les preſents articles ſeront entierement obſervés de l'une et de l'autre part, accomplis et executés ſans faute ou diminution quelconque et que le preſent traité ſera ratifié par leurs Majeſtés et les ratifications en bonne et due forme échangées dans l'eſpace de quinze jours ou plutôt s'il eſt poſſible.

En foi de quoi nous les dits Miniſtres Plénipotentiaires, avons ſigné de notre propre main deux exemplaires de ce traité et y avons fait appoſer le cachet de nos armes.

Fait à Madrid le 3 Septembre 1727.

(L. S.) *Le Marquis* DE LA PAZ.

(L. S.) *Le Marquis* DE ABRANTES.

(Les pleinpouvoirs du Roi d'Eſpagne ſont datés du 18 Juillet 1727; ceux du Roi de Portugal du 6 Août 1727. La ratification du Roi d'Eſpagne eſt datée du 14 Décembre 1727. J'omets ici ces pieces pour menager la place.)

66.

1727 Tratado do caſamento do Principe das Aſturias Don Fernando, com a Princeza D. Maria Barbara.

(CAETANO DE SOUSA *provas* T. V. p. 325. *copiado do Original, que eſtá na Secretaria de Eſtado.*)

Tratado Matrimonial acordado entre el Embaxador Extraordinario del Rey de Eſpaña Don Carlos Ambroſio Spinola de la Cerda, Marques de los Balbaſes, Gentilhombre de Camera de S. M.ª y Don Domingo Capeceiatro Marques de Capeceiatro, Embaxador Ordinario de la misma Mageſtad, y ſus Plenipotenciarios, y el Commiſario del Rey de Portugal Don Diego de Mendoza y Cortereal, de ſu Conſejo, y Secretario de Eſtado, de las Mercedes, Expediente, y Aſignatura, para el caſamiento, que deve efectuarſe entre el muy alto, y muy poderoſo Principe de Aſturias Don Fernando, hijo primogenito del muy alto, muy excelente, y muy poderoſo Principe Don Phelipe Quinto, por la gracia de Dios Rey de Eſpaña, y de la muy alta, muy excelente, y muy poderoſa Princeſa Doña Maria Luiſa Gabriela de Saboya, ya defunta, ſu primera eſpoſa, y compañera; y la muy alta, y muy poderoſa Princeſa Doña Maria Infanta de Portugal, hija del muy alto, muy excelente, y muy poderoſo Principe Don Juan Quinto, por la gracia de Dios Rey de Portugal, y de la muy alta, muy excelente, y muy poderoſa Princeſa Doña Maria Anna de Auſtria, tambien por la gracia de Dios Reyna de Portugal; ſegun los plenos poderes, que han recivido los dichos Miniſtros de la Mageſtad del Rey Catholico, y de la Mageſtad del Rey de Portugal, cuyas copias ſe anſeñtarán al pie de eſte prezente Tratado.

En nombre de la Santiſſima Trinidad, Padre, Hijo, y Spirito Santo, un ſolo Dios verdadero: a ſu honor, y gloria, y por el bien reciproco de los pueblos ſubditos, y Vaſallos, de uno, y otro Reyno.

Sea notorio a todos aquellos, que las prezentes letras de acuerdo de matrimonio vieren, que haviendo ſe firmado en el Real ſitio de San Ildefonſo, a los ſiete dias del mes de

66.

Traité de mariage du Prince des Aſturies D. Ferdinand avec la Princeſſe D. Maria Barbara Infante du Portugal, ſigné à Liſbonne le 1 Octobre 1727.

1727
1 Oct.

(*Traduction privée.*)

Traité matrimonial conclu entre l'Ambaſſadeur extraordinaire du Roi d'Eſpagne Don Carlos Ambroſio Spinola de la Cerda Marquis de los Balbaſes, Gentilhomme de la Chambre de S. M., et Don Capecelatro Marquis de Capecelatro, Ambaſſadeur ordinaire de ſa dite Majeſté, ſes Plénipotentiaires, — et le commiſſaire du Roi de Portugal Don Diego de Mendoza y Cortereal, membre de ſon Conſeil, et Secrétaire d'Etat, des Graces, Expeditions et Deſpacho, pour le mariage qui doit s'effectuer entre le très-haut et très-puiſſant Prince des Aſturies Don Ferdinand, fils aîné du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince Don Philippe V. par la Grace de Dieu Roi d'Eſpagne et de la très-haute, très-excellente et très-puiſſante Princeſſe Donna Marie Louiſe Gabriele de Savoye ſeu ſa premiere épouſe et compagne; et la très-haute et très-puiſſante Princeſſe Donna Marie Infante de Portugal, fille du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince D. Juan V. par la Grace de Dieu Roi de Portugal et de la très-haute, très-excellente et très-puiſſante Princeſſe D. Marie Anne d'Autriche auſſi par la Grace de Dieu Reine de Portugal; d'après les pleinpouvoirs qu'ont reçus les dits Miniſtres de S. M. le Roi Catholique et de S. M. le Roi de Portugal, dont les copies ſont annexées au bas du preſent traité.

Au nom de la très-ſainte Trivité, Pere, fils et Saint Eſprit un ſeul vrai Dieu, en ſon honneur et gloire, et pour le bien reciproque des peuples ſujets et vaſſaux de l'un et l'autre royaume.

Soit notoire à tous ceux qui ces preſentes lettres d'accord de mariage verront, que comme dans la reſidence royale à St. Ildephonſe ont été ſignés le 7 Octobre

1727 *de Octubre del anno del Nacimiento de Nuestro Senñor Jesu Christo de mil setecientos y veinte y cinco, por el Marquez de Grimaldo, Ministro, y Plenipotenciario de la Magestad del Rey Catholico, y por Joseph de Acuña Brochado, y Antonio Guedes Pereyra, Ministros, y Plenipotenciarios de la Magestad del Rey de Portugal, los Articulos Preliminares para el matrimonio, que se deve efectuar, del muy alto, y muy poderoso Principe de Asturias Don Fernando, hijo primogenito del muy alto, muy excelente, y muy poderoso Principe Don Phelipe Quinto, por la gracia de Dios Rey de Espanna, y de la muy alta, muy excelente, y muy poderosa Princesa Donna Maria Luisa Gabriela de Saboya, ya defunta, su primera esposa, y compannera; y la muy alta, y muy poderosa Princesa Donna Maria, Infanta de Portugal, hija del muy alto, muy excelente, y muy poderoso Principe Don Juan Quinto, por la gracia de Dios Rey de Portugal, y de la muy alta, muy excelente, y muy poderosa Princesa Doña Maria Anna de Austria, tambien por la gracia de Dios Reyna de Portugal, cuyos Articulos fueron ratificados en el mismo Real sitio de San Ildefonso, a catorce de Octubre del mismo anno de mil setecientos y veinte y cinco, por la Magestad del Rey de España, y por la Magestad del Rey de Portugal en la Corte de Lixboa Occidental, a los trece del mismo mes de Octubre del dicho anno de mil seteciento y veinte y cinco.*

Y por quanto nós, como Ministros, y Plenipotenciarios, ahora especialmente deputados, debemos reducir los dichos Articulos a un Tratado formal, en virtud de los plenos poderes respectivos, que por Sus Magestades nos fueron concedidos, solo para este fin, haviendolos visto, y examinado, y hallandolos en buena, y debida fórma combenimos lo seguiente.

ART. I.

Se ha ajustado, que visto hallarse, que los parentescos entre el muy alto, y muy poderoso Principe de Asturias, y la muy alta, y muy poderosa Infanta Doña Maria, son en grados, que no necesitan dispensaciones de nuestro muy Santo Padre el Papa, como ha constado despues de ajustado el primer Articulo de los Preliminares de este Tratado, en siete de Octubre de mil setecientos y veinte y cinco, y haver el muy alto, y muy poderoso Principe de Asturias Don Fernando, y la muy alta, y muy poderosa Infanta Doña Maria, llegado al pre-

sente

de l'an de la naiſſance de Jeſus Chriſt 1725 par le Marquis de Grimaldo, Miniſtre et Plénipotentiaire de S. M. le Roi Catholique, et par Joſeph de Acuña Brochado et Antonio Guedes Pereyra, Miniſtres et Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Portugal, les articles préliminaires pour le mariage qui doit avoir lieu entre le très-haut et très-puiſſant Prince des Aſturies Don Fernando fils aîné du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince D. Philippe V. par la Grace de Dieu Roi d'Eſpagne et de la très-haute, très-excellente et très-puiſſante Princeſſe D. Marie Louiſe Gabriele de Savoye, ſon premiere épouſe et compagne; et la très-haute et très-puiſſante Princeſſe Donna Marie Infante de Portugal fille du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince D. Jean V. par la Grace de Dieu Roi de Portugal, et de la très-haute, très-excellente et très-puiſſante Princeſſe D. Marie Anne d'Autriche auſſi par la Grace de Dieu Reine de Portugal, dont les articles ont été ratifiés dans la même reſidence royale de Saint-Ildephonſe le 14 Octobre de la même année 1725 par S. M. le Roi d'Eſpagne, et par S. M. le Roi de Portugal en la Cour de Lisbonne occidentale le 13 du mois d'Octobre de la dite année 1725. 1727

Et comme nous, en qualité de Miniſtres et Plénipotentiaires à préſent ſpécialement deputés, devons rediger les dits articles en un Traité formel, en vertu des pleinpouvoirs reſpectifs, qui par leurs Majeſtés nous ont été accordés uniquement à cette fin, les ayant vus et examinés et trouvés en bonne et dûe forme, nous ſommes convenus de ce qui ſuit.

ART. I.

Il eſt convenu que, vu que les liens de parenté entre le très-haut et très-puiſſant Prince des Aſturies, et la très-haute et très-puiſſante Infante Donna Marie ſont en tels degrés qu'ils n'exigent pas les diſpenſes de notre très-ſaint Pere le Pape, comme il a apparu après avoir ajuſté le prémier article des Préliminaires de ce Traité le 7 Octobre 1725, et que le très-haut et très-puiſſant Prince des Aſturies D. Ferdinand et la très-haute et très-puiſſante Infante D. Marie ſont parvenus à préſent à leur age competent pour pouvoir celebrer *Françaiſes, mariage.*

1727 *ſente a las edades competentes para poder celebrar los deſpoſorios, y matrimonio, ſe haran los dichos deſpoſorios, y matrimonio en la Corte de la Mageſtad del Rey de Portugal, deſpues que ſe tubieren ajuſtado, y fixado el tiempo entre la Mageſtad del Rey de Catholico, y la Mageſtad del Rey de Portugal, y para uno, y otro aſſo ſe daran los poderes, y autoridad neceſaria, aſſi por el Sereniſſimo Principe de Aſturias, como por el Sereniſſimo Rey Catholico ſu padre, al Miniſtro ò perſona, que ſea mas de ſu agrado.*

ART. II.

El Sereniſſimo Rey de Portugal, promete, y ſe obliga a dar, y darà a la Sereniſſima Señora Infanta Doña Maria, en dote, y a favor del matrimonio con el Sereniſſimo Principe de Aſturias Don Fernando, y pagarà a la Mageſtad del Rey Catholico, ò a quien tubiere ſu poder, y commiſion, la ſumma de quinientos mil excudos de oro del Sol, ò ſu juſto valor, en la Corte, y Villa de Madrid, y ſe entregarà en la dicha ſumma al tiempo de efectuarſe el matrimonio.

ART. III.

La Mageſtad del Rey Catholico ſe obliga a aſegurar, y aſegurarà el dote de la Sereniſſima Señora Infanta Donna Maria, en buenas rentas, y aſignaciones ſeguras, à ſatisfacion de la Mageſtad del Rey de Portugal, ò de los perſonas, que para eſte efecto nombrare al tiempo del pagamento, y remitirà luego a la Mageſtad del Rey de Portugal, los documentos de la dicha aſignacion; y en el caſo de deſolverſe el matrimonio, y que por el derecho tenga lugar la reſtituicion del dote, ſera eſte reſtituido a la Sereniſſima Seunora Infanta, ò a ſus herederos, y ſubceſores, que lograràn los reditos, que importaren los dichos quinientos mil escudos de oro de Sol, a razon de cinco por ciento, que ſe pagaràn en virtud de las dichas aſignaciones.

ART. IV.

Por medio del pagamento efectivo, que ſe harà a la Mageſtad del Rey Catholico de los dichos quiñientos mil excudos de oro del Sol, ò ſu juſto valor, en el termino, que queda dicho, ſe darà por ſatisfecha la Sereniſſima Sennora Infanta, y ſatisferà del dicho dote, ſin que en adelante puede alegar otro algun derecho, ni intentar otra alguna accion, ò pertenſion, ſolicitando, que le pertenez-

celebrer les fiançailles et le mariage, les dites fiançailles 1727
et le mariage ſeront celebrés dans la Cour de S. M. le Roi de Portugal après en avoir arrêté et fixé le tems entre S. M. le Roi Catholique et S. M. le Roi de Portugal et pour l'un et l'autre acte ſeront donnés les pouvoirs et autorité neceſſaires, tant par le Séréniſſime Prince des Aſturies que par le Séréniſſime Roi Catholique ſon Pere au Miniſtre ou à la perſonne qui leur conviendra le mieux.

ART. II.

Le Séréniſſime Roi de Portugal promet et s'oblige *Dot.*
de donner et donnera à la Séréniſſime Infante D. Marie en dot et en faveur du mariage avec le Séréniſſime Prince des Aſturies D. Ferdinand, et fera payer à S. M. le Roi Catholique ou à celui qui aura pouvoir et commiſſion de lui la Somme de 500,000 écus d'or, dits de Soleil, ou valeur exacte d'iceux en la cour et ville de Madrid, et cette ſomme ſera delivrée à l'époque où le mariage ſera effectué.

ART. III.

S. M. le Roi Catholique s'oblige d'aſſurer et aſſurera *Garantie de la dot.*
la dot de la Séréniſſime Infante D. Marie en bonnes rentes et aſſignations ſures, à la ſatisfaction de S. M. le Roi de Portugal, ou des perſonnes qu'elle nommera à cet effet à l'époque du payement, et remettra ſur le champ à S. M. le Roi de Portugal les documens de la dite aſſignation; et ſi le mariage venait à être rompu et que d'après le droit la reſtitution de la dot eut lieu, elle ſera reſtituée à la Séréniſſime Infante, ou à ſes heritiers et ſucceſſeurs, qui gagneront les revenus que rapporteront les dits 500,000 écus d'or dits de Soleil, à raiſon de 5 pour cent qui ſe payeront en vertu de la dite aſſignation.

ART. IV.

Moyennant le payement effectif qui ſe fera à S. M. *Renonciation.*
le Roi Catholique des dits 500,000 écus d'or dits de Soleil, ou leur juſte valeur, dans le terme qui eſt énoncé, la Séréniſſime Infante ſe declarera ſatisfaite et ſe contentera de la dite dot ſans qu'à l'avenir elle puiſſe alleguer aucun autre droit ni intenter aucune autre action, ou pretenſion, en demandant qu'il lui appartien-

1727 *tenezcan, ò puedan pertenecer, otros mayores bienes, razones, derechos, ò acciones, por cauſa de herencias, ò mayores ſubceſſiònes de las Mageſtades del Rey y Reyna de Portugal ſu Padre, y Madre, ni de qualquiera otra manera, y por qualquiera cauſa ò titulo, que ſea, ò fuere, que lo ſepa ò lo ignore: bien entendido, que de qualquiera calidad, y condicion, que fueren las coſas arriba dichas, deve quedar excluida de ellas; y antes de efectuarſe los deſpoſorios hará renuncia en buena, y devida forma, y con todas las ſeguridades, formas, y ſolemnidades, que fueren neceſarias; la qual renuncia hara la Sereniſſima Señora Infanta, antes de eſtar caſada por palabras de preſente, y la confirmará luego deſpues de celebrar el matrimonio, y la aprobará, y ratificará juntamente con el Sereniſſimo Principe de Aſturias, con las mismas formas, y ſolemnidades, que la Sereniſſima Señora Infanta hubiere hecho la ſobredicha primera renuncia, y a demas con las clauſulas, que ſe juzgaren mas combenientes, y neceſarias; y el Sereniſſimo Señor Principe, y la Sereniſſima Señora Infanta quedarà, y quedan, aſſi de preſente, como para entonces, obligados al cumplimiento, y efecto de la dicha renuncia, y ratificacion, en conformidad de los preſentes Articulos, y las ſobredichas renuncias, y ratificaciones ſeran avidas, y juzgadas, aſſi preſentemente, como para entonces por bien hechas, y verdaderamente paſadas, y otorgadas, y las dichas renuncias, y ratificaciones ſe haran en la forma mas authentica, y eficaz, que pudieren ſer, para que ſean buenas, y validas, juntamente con todas las clauſulas derogatorias de qualquiera ley, jurisdicion, coſtumbres, derechos, y conſtituciones a eſto contrarias, ò que empedieren en todo, ò en parte las dichas renuncias, y ratificaciones; y para efecto, y validacion de lo que arriba queda dicho, la Mageſtad del Rey Catholico, y la Mageſtad del Rey de Portugal derogarán, y derogan, desde el preſente, ſin alguna reſerva, y entenderán, y entenden, aſſi de preſente, como para entonces, tener derogadas todas las excepciones en contrario.*

ART. V.

La Mageſtad del Rey Catholico dará a la Sereniſſima Señora Infanta Doña Maria, a ſu llegada al Reyno de Eſpaña, para ſus anillos, y joyas, el valor de ochenta mil peſos, los quales le pertenecerán ſin dificultad, deſpues de celebrado el matrimonio, de la misma ſuerte, que todas

las

droient ou devraient appartenir de plus grands biens, facultés, droits ou actions, pour cause d'heritage ou plus grande succession de L. M. le Roi et la Reine de Portugal son pere et sa mere, ni de quelque autre maniere ou pour quelque cause ou titre que ce soit ou sera, soit connu ou ignoré: bien entendu, que de quelque qualité et condition que seroient les choses ci-dessus exprimées, elle devra en demeurer exclue; et avant d'effectuer les fiançailles elle fera renonciation en bonne et due forme et avec toutes les suretés, formes et solemnités qui seront necessaires; la quelle renonciation la Séréniſſime Infante fera avant d'être mariée par paroles *de presens*, et la confirmera aussitôt après avoir celebré le mariage, et l'approuvera et la ratifiera ensemble avec le Séréniſſime Prince des Asturies dans les mêmes formes et solemnités que la Séréniſſime Infante aura fait la susdite premiere renonciation, et de plus avec les clauses qui seront jugées les plus convenables et necessaires; et le Séréniſſime Prince et la Séréniſſime Infante restent et resteront presentement comme à l'avenir obligés à l'accompliſſement et à l'effet de la dite renonciation et ratification en conformité des presens articles, et les susdites renonciations et ratifications seront tenues et jugées à present comme alors pour bien faites et vraiment passées et octroyées, et les dites renonciations et ratifications se feront en la forme la plus authentique et efficace qui pourrait être pour être bonnes et valides ensemble avec toutes les clauses derogatoires de toute loi jurisdiction, usages, droits et constitutions à ce contraires ou qui empecheroient en tout ou en partie les dites renonciations et ratifications; et pour effectuer et valider ce qui est dit ci-dessus S. M. le Roi Catholique et S. M. le Roi de Portugal dérogeront et dérogent dès à present sans aucune reserve et entendront et entendent à present comme alors tenir pour dérogées toutes les exceptions à ce contraires. 1727

ART. V.

S. M. le Roi Catholique donnera à la Séréniſſime Infante D. Marie lors de son arrivée en Espagne pour ses anneaux et joyeaux le valeur de 80,000 pesos, lesquels lui appartiendront sans difficulté après la celebration du mariage de la même sorte que tous les autres *Anneaux. Joyeaux.*

joyeaux

1727 *las otras joyas, que llevare consigo, y seran propias de la Sereníssima Infanta, y de sus herederos, y subcesores, y de aquellos, que tubieren su derecho.*

ART. VI.

La Magestad del Rey Catholico asignarà, y constituirà a la Sereníssima Señora Infanta Doña Maria, para sus arras, veinte mil excudos de oro del Sol al anno; que seran asignados sobre rentas, y tierras; de las quales tendrà la jurisdiccion, y el lugar principal el Titulo de Ducado, de suerte, que las dichas rentas, y tierra lleguen hasta la dicha summa de veinte mil excudos de oro del Sol cada anno; de los quales lugares, y tierra assi dadas, y asignadas, gozarà la Sereníssima Sennora Infanta por sus manos, y por su authoridad, y de las de sus Commissarios, y Oficiales, y en las dichas tierras proveerà las Justicias, y a demas de esto, le pertenecerà la provision de los Oficios, como es costumbre, entendiendose, que los dichos Oficios no podran ser dados sino a Espannóles de nacimiento, como tambien la administracion, y arrendamiento de las dichas tierras, conforme à las Leys, y costumbres de Espanna. Y de la sobredicha asignacion entrarà a gozar, y poseer la Sereníssima Sennora Infanta Donna Maria, luego que tuvieren lugar las arras, para gozar de ella, toda su vida, sea que quede en Espanna, ò se retire a otra parte.

ART. VII.

La Magestad del Rey Catholico darà, y asignarà a la Sereníssima Sennora Infanta Donna Maria para el gasto de su Camera, y para mantener su estado, y Casa, una summa combeniente, tal, qual pertenece a muger de un tan gran Principe, y a hija de tan poderoso Rey, asignandola en la forma, y manera, que se acostumbra hazer en Espanna para semejantes manutenciones, y gasto.

ART. VIII.

La Magestad del Rey de Portugal harà conducir en el tiempo, que se ajustare a su costa, y gasto a la Sereníssima Sennora Infanta Donna Maria su hija, a la Frontera, y raya de Espanna, con la dignidad, y cortejo, que requiere una tan grande Princesa, y serà recivida de la misma suerte de parte de la Magestad del Rey Catholico, y tratada, y servida con toda la magnificencia, que conbiene.

ART.

joyeaux qu'elle apportera avec elle et appartiendront en propre à la Séréniſſime Infante et à ſes heritiers et ſucceſſeurs et à ceux à qui elle aura cédé ſes droits. 1727

ART. VI.

S. M. le Roi Catholique aſſignera et conſtituera à la Séréniſſime Infante D. Marie pour ſon douaire 20,000 écus d'or, dits de Soleil, par an, leſquels ſeront aſſignés ſur des rentes et terres, deſquelles elle aura juriſdiction et le chef lieu le titre de Duché, de ſorte que les dites rentes et terre montent juſqu'à la dite ſomme de 20,000 écus d'or dits de Soleil chaque année; des quels lieux et terres ainſi donnés et aſſignés, la Séréniſſime Infante jouira par ſes mains et par ſon autorité ou par celle de ſes commiſſaires et officiers, et dans ces terres elle pourvoira aux juriſdictions, et, de plus, lui appartiendra de pourvoir aux offices, comme il eſt d'uſage, bien entendu, que les dits offices ne pourront être conférés qu'à des Eſpagnols de naiſſance, comme auſſi l'adminiſtration, et la ferme des dites terres aura lieu en conformité des lois et des uſages d'Eſpagne. Et la Séréniſſime Infante entrera en jouiſſance et poſſeſſion de la ſusdite aſſignation dès que le douaire aura lieu, pour en jouir durant toute ſa vie, ſoit qu'elle reſte en Eſpagne, ou qu'elle ſe retire autre part. *Douaire.*

ART. VII.

S. M. le Roi Catholique donnera et aſſignera à la Séréniſſime Infante D. Marie pour les fraix de ſa garderobe, pour maintenir ſon état et ſa maiſon, une ſomme convenable, telle qu'il convient à l'epouſe d'un ſi grand Prince, et à la fille d'un ſi puiſſant Roi, en la lui aſſignant dans la forme et maniere uſitée en Eſpagne pour de ſemblables fraix et entretiens. *Maiſon de la Princeſſe.*

ART. VIII.

S. M. le Roi de Portugal fera conduire la Séréniſſime Infante Marie ſa fille dans le tems dont on conviendra, à ſes fraix aux frontières et limite d'Eſpagne avec la dignité et le cortége qui conviennent à une ſi grande Princeſſe, et elle ſera reçue ſur le même pied de la part de S. M. le Roi Catholique et traitée et ſervie avec toute la magnificence convenable. *Paſſage en Eſpagne.*

ART.

1727 ART. IX.

En el caſo, que ſe diſuelva el matrimonio entre el Sereniſſimo Principe de Aſturias, y la Sereniſſima Sennora Infanta Donna Maria, y que eſta ſobreviva al referido Sereniſſimo Principe, en eſte caſo ſerà libre a la dicha Sereniſſima Sennora Infanta quedar en Eſpanna, en el lugar, que quiſiere, ò bolver a Portugal, ò à qualquiera otro lugar combeniente, aun que ſea fuera del Reyno de Eſpanna, todas, y quantas veces bien le pareciere, con todos ſus bienes, dote, y arras, joyas, beſtidos, y vaguilla de plata, y qualesquiera otros muebles, con ſus Oficiales, y criados de ſu Caſa, ſin que por qualquiera razon, o conſideracion, que ſea, ſe le pueda poner impedimento, ni embarazo alguno a ſu partida, directè ò indirectamente, ni impedirle el uſo, y recuperacion de ſus referidos dote, arras, y joyas, ni otras aſignaciones, que ſe le hubieſen hecho, ò devido hacer; y para eſte efecto darà la Mageſtad de El Rey Catholico, a la Mageſtad del Rey de Portugal, para la ſobre dicha Sereniſſima Sennora Infanta Donna Maria ſu hija, aquellas Cartas, y ſeguridades, que fueren neceſſarias, firmadas de ſu propria mano, y ſelladas con ſu Sello, y desde ahora para entonces la aſegurarà, y prometerà la Mageſtad del Rey Catholico, por ſi, y por los Reys ſus ſubceſores, con ſè, y palabra Real.

ART. X.

La Mageſtad del Rey Catholico, y la Mageſtad del Rey de Portugal, ſuplicarán a nueſtro muy Santo Padre el Papa, con el preſente Tratado, ſe ſirva aprovarle, y darle ſu Bendicion Apoſtolica; y aſſi mismo aprovar las Capitulaciones, y ratificaciones, que hubieren hecho las referidas Mageſtades, y que harà la Sereniſſima Sennora Infanta, como tambien los actos, y juramentos, que ſe hicieren para ſu cumplimiento, inſertandolos en ſus letras de aprobacion, y de benedicion.

ART. XI.

Y en nombre del muy alto, muy excelente, y muy poderoſo Principe Don Phelipe Quinto Rey de Eſpanna, y del muy alto, y poderoſo Principe de Aſturias Don Fernando, y como ſus Embaxadores, Plenipotenciarios, y Procuradores de la una parte; y en nombre del muy alto, muy excelente, y muy poderoſo Principe Don Juan Quinto

Rey

ART. IX. 1727

En cas que le mariage entre le Séréniſſime Prince des Aſturies et la Séréniſſime Infante D. Marie fut diſſout, et qu'elle ſurvive au dit Séréniſſime Prince, dans ce cas il ſera libre à la dite Séréniſſime Infante de reſter en Eſpagne dans le lieu qu'elle deſirera, ou de retourner en Portugal; ou à quelque autre endroit convenable, quelqu'il ſoit, hors du royaume d'Eſpagne, toutes et telles fois qu'elle le jugera à propos, avec tous ſes biens, dot et douaire, joyeaux, betail et vaiſſelle d'argent et toute ſorte d'autres meubles, avec ſes officiers et domeſtiques de ſa maiſon, ſans que pour quelque raiſon ou conſidération que ce ſoit on puiſſe lui cauſer aucun empêchement, ni gêner ſon depart, ſoit directement, ſoit indirectement ni l'empêcher d'uſer et de reprendre ſes ſus-dits dot, douaire et joyeaux ou autres aſſignations qui auroient été faites ou du être faites à elle, et à cet effet S. M. le Roi Catholique donnera à S. M. Portugaiſe en faveur de la ſusdite Infante D. Marie ſa fille les documens et ſurétés qui ſeront neceſſaires, ſignés de ſa propre main et munis de ſon Sceau et dès à preſent comme alors S. M. le Roi Catholique le lui aſſurera et promettera pour Lui et pour les Rois ſes ſucceſſeurs ſous la foi et parole royale. *Diſſolution du mariage.*

ART. X.

S. M. le Roi Catholique et S. M. le Roi de Portugal ſupplieront notre Saint-Pere le Pape d'approuver le preſent traité et de lui donner ſa benediction apoſtolique, et de même d'approuver les capitulations et ratifications que les ſusdites Majeſtés auront faites et que fera la Séréniſſime Infante comme auſſi les actes et ſermens qui ſe feront pour ſon accompliſſement, en les inſerant dans ſes lettres d'approbation et de benediction. *Approbation et Benediction Papale.*

ART. XI.

Et au nom du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince D. Philippe V. Roi d'Eſpagne et du très-haut, et très-puiſſant Prince des Aſturies D. Ferdinand, et comme ſes Ambaſſadeurs Plénipotentiaires et Procureurs d'une part; et au nom du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince D. Jean V. Roi de Portugal comme *Ratification.*

1727 *Rey de Portugal, como su Miniſtro Commiſario, Actor, y Mandatario, de la otra; nos obligamos los mencionados Miniſtros de Sus Mageſtades, en virtud de nueſtros reſpectivos plenos poderes, y prometemos, en fé, y palabra de Sus Mageſtades, que los preſentes Articulos ſeran enteramente obſervados, de una, y otra parte, cumplidos, y executados, ſin falta ò diminucion alguna; y que ſerà el preſente Tratado por Sus Mageſtades ratificado, y dentro de quince dias, ò mas preſto ſi fuere poſible, ſeran trocadas las ratificaciones en buena, y debida forma.*

En fé de lo qual, los dichos Miniſtros Plenipotenciarios, firmàmos de nueſtra propria mano dos Exemplares deſte Tratado, y les hizimos poner los Sellos de nueſtras Armas.

Fecho en Lixboa Occidental a primero de Octubre de mil ſetecientos y veinte y ſiete.

(L. S.) *El Marques* DE LOS BALBASES.

(L. S.) DON DIEGO DE MENDOZA CORTEREAL.

(L. S.) *El Marques* DE CAPECELATRO.

comme ſon Miniſtre commiſſaire, agent et mandataire de l'autre; nous les mentionnés miniſtres de Leurs Majeſtés, envertu de nos pleinpouvoirs reſpectifs nous obligeons et promettons ſous la foi et parole de Leurs Majeſtés que les preſents articles ſeront entièremant obſervés, de l'une et de l'autre part, accomplis et exécutés ſans exception ou diminntion quelconque; et que le preſent traité ſera ratifié par Leurs Majeſtés et les ratifications échangées en bonne et due forme dans l'eſpace de quinze jours, ou plustot s'il eſt poſſible. 1727

En foi de quoi Nous les dits Miniſtres plénipotentiaires avons ſigné de notre propre main deux exemplaires de ce traité et y avons fait appoſer le cachet de nos armes.

Fait à Lisbonne Occidentale le 1 d'Octobre 1727.

(L. S.) *El Marquis* DE LOS BALBASES.

(L. S.) DON DIEGO DE MENDOZA CORTEREAL.

(L. S.) *Le Marquis* DE CAPECELATRO.

(Le pleinpouvoir de S. M. Catholique eſt daté du 12 Août 1727; celui de S. M. Portugaiſe du 29 Août 1727; la ratification du Roi d'Eſpagne du 12 d'Octobre 1727.)

67.

1749 27 Juil. et 7 Août *Extrait du traité préliminaire *) entre S. M. le Roi de Danemarc et Son Alteſſe Royale le Prince Adolphe Frédéric deſigné ſucceſſeur au throne de Suède au ſujet de l'échange futur du Holſtein; ſigné ſous la médiation de la France à Copenhague le* $\frac{27 \text{ Juil.}}{7 \text{ Août}}$ 1749.

(G. v. Lynar *Staatsſchriften* T. I. p. 635.)

Der Thronfolger leiſtet für ſich und ſeine Nachkommen Verzicht, ſowohl auf alle Anſprüche wegen des Herzogthums Schleswig, als auch auf den Beſitz des Fürſtenthums Hollſtein, wenn ſolcher an ihn, oder ſeine Linie gelangen ſollte; und zwar letzteres gegen Erhaltung eines Aequivalents.

Dieſes Aequivalent beſtehet in den Grafſchaften Oldenburg und Delmenhorſt, welche der König alsdann abtritt, und wenn ſich fände, daſs Hollſtein mehr einträge, als gedachte Grafſchaften, ſo wird der Unterſchied jährlich baar vergütet, auch deſsfalls Sicherheit geſtellet.

Beide Theile treten in den Beſitz dieſer Länder, ſo bald der Fall der Succeſſions-Eröffnung ſich eräugnet.

In den Grafſchaften bleibt eben die Succeſſions-Ordnung, wie ſolche in dem Fürſtl. Hollſteinſchen geweſen, und wenn des Thronfolgers Linie erlöſche, der alsdann ſuc-

*) Le traité définitif du 25 Avr. 1750 ſe trouve en entier dans *Urkunden und Materialien zur näheren Kenntniſs der Geſchichte Nordiſcher Reiche*, p. 197: et de là dans Wenck *C. I. G.* T. II. p. 472. Mais comme tout ce qui concerne cette négociation eſt intereſſant, j'ai cru devoir intérer ici le préſent traité, quoique je ne puiſſe le donner que par extrait.

SUPPLEMENT
AU
RECUEIL
DES PRINCIPAUX
TRAITÉS
d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Échange etc.

CONCLUS PAR LES PUISSANCES
DE L'EUROPE
TANT ENTRE ELLES
QU'AVEC LES PUISSANCES ET ETATS
DANS D'AUTRES PARTIES DU MONDE
depuis 1761 jusqu'à présent

PRÉCÉDÉ
DE
TRAITÉS DU XVIIIEME. SIÈCLE
antérieurs à cette époque et qui ne se trouvent pas dans
LE CORPS UNIVERSEL DIPLOMATIQUE
DE
Mrs. DU MONT ET ROUSSET
ET AUTRES RECUEILS GÉNÉRAUX DE TRAITÉS

PAR

GEORGE FREDERIC DE MARTENS
Conseiller de Cour de S. M. Britannique l'Electeur de Bronswic Lunebourg, Professeur ordinaire en droit de la Nature et des Gens, et Assesseur de la Faculté des droits en l'université de Gottingue.

TOME II.

A GOTTINGUE, 1802.
CHEZ HENRI DIETERICH.

Johann Beckmann
Gottingen 1802.

Préface.

Les ſupplémens dont je donne ici le ſecond volume embraſſent l'espace de tems depuis 1701 jusqu'à la paix d'Amiens du 27 Mars 1802. En rendant compte des pièces que les deux volumes renferment je diſtinguerai quatre époques particulières; la *première* depuis 1701 jusqu'à l'an 1738 où finit le corps diplomatique, la *ſeconde* depuis 1739 jusqu'en 1761 où commence mon recueil des traités, la *troiſième* depuis 1761 jusqu'à la paix de Luneville avec laquelle mon recueil termine, et la *quatrième* qui renferme la continuation de celui-ci jusqu'à la paix d'Amiens.

Pour la première époque j'offre 55 N'os qui manquent dans le Corps diplomatique, ou y ont été moins complettement donnés. Il y en a desquels on peut être ſurpris de ne pas les y trouver, tel que le fameux *Methuen treaty* de 1703, les traités de la Hollande avec les états barbaresques de 1712. 1713 et quelques actes qui ont trait à la quadruple alliance de 1718. D'autres, ou n'ont pas encore été imprimés du tout, ou ne l'ont été qu'à une époque poſtérieure à la redaction du corps diplomatique. De ce dernier genre ſont entre autres les traités que j'ai puiſés dans la continuation du grand recueil espagnol des traités qui n'a parue qu'en 1796 et 1800 et dans le recueil portugais de Caetano de Souza; ouvrages l'un et l'autre fort rares en Allemagne, et qui me ſont parvenus trop tard pour avoir pu inſérer tous ces documens dans le lieu où il aurait convenu d'après l'ordre chrono-

logique. Plusieurs autres ont été copiés des recueils particuliers publiés en Angleterre, en Suède, en Hollande etc. mais en y ajoutant des traductions françaises. Quand je n'ai eu que ma traduction privée à offrir j'ai cru devoir placer à côté de celles-ci le texte de l'original.

La plupart de ces traités sont importans et quelques uns même indispensablement necessaires à l'intelligence des affaires postérieurement survenues, tel p. é. que les traités de 1715. 1716 entre l'Angleterre et l'Espagne celui de 1716 entre l'Angleterre et la Hollande etc.; d'autres, quoique d'une importance secondaire, semblaient cependant meriter d'être recueillis à l'usage de ceux qui entrent dans l'étude des détails des relations particulières entre les Puissances et états de l'Europe.

2) Pour la seconde époque depuis 1739 jusqu'en 1761, qui fait partie de celle qu' embrasse le recueil de Mr. WENCK, j'offre ici 26 traités et plusieurs autres documens, la plupart en entier, quelques uns par extrait, tel que l'alliance de la France de 1740 avec les Grisons, la convention de 1744 entre la France et l'Angleterre, la convention entre le Danemarc et le Pr. royal de Suede de 1749 et le traité de 1753 entre le Danemarc et Maroc. Plusieurs de ces traités ou n'ont pas encore été imprimés tel que les traités entre la France et la Suède de 1735 et 1747 ou ne l'ont été que séparement; et souvent le hazard seul peut procurer ces feuilles volantes, qui d'ordinaire ne se vendent point chés les libraires. Tels sont la convention entre la France et le Duc de Wirtemberg de 1743, les traités de paix et de commerce de l'Autriche avec Alger, avec Tunis de 1748, avec Tripoli de 1749, le traité de limites entre l'Espagne et le Portugal que j'ai longtems vainement cherché, (et auquel je me suis permis d'a-

jouter

jouter les traités de Tordesillas de 1494 et celui de Saragosse de 1529, qui ne se trouvaient que dans des ouvrages fort rares;) le traité entre la ville de Hambourg et Alger de 1731, le concordat entre l'Espagne et le S. Siège de 1753, le traité de 1754 entre l'Autriche et la rép. de Venise, et les traités entre la Lombardie autrichienne et le Pape de 1757. D'autres, quoiqu' insérés déja dans des ouvrages imprimés ont pu aisement échapper aux recherches de Mr. *Wenck* tel que le traité entre l'Empereur et la Porte de 1747 qui perpétue la paix de Belgrade, la convention entre la France et le Danemarc de 1749, l'ampliation du traité de 1757 entre les P. U. d. Pays bas et Alger, de 1760, et plusieurs actes et traités de la France, de l'Angleterre, de la Hollande avec differens princes Indiens; quelques uns de ces derniers sont plutôt des objets de curiosité que d'utilité. Pour assimiler ces supplémens au plan que j'ai suivi dans mon recueil depuis 1761, j'aurais du insérer aussi les principales loix relatives au commerce neutre en tems de guerre; mais le recueil que j'en ai fait eût trop ample pour pouvoir entrer dans le présent 2^d^ volume; d'ailleurs pour le rendre utile j'aurais du remonter au moins jusqu'au milieu du 17eme siecle; j'en reserve donc la publication à une autre occasion.

Au reste je me rapporte quant à ces deux époques, depuis 1701 jusqu'en 1761 à ce qui a déja été dit dans le discours préliminaire au premier volume p LXXIII; mais plus il existe encore de traités importans qui manquent dans ces supplémens, ainsi que dans d'autres recueils, plus j'éprouve de satisfaction de pouvoir ajouter que le célebre C. Koch, à Strasbourg, naguères élu membre du tribunat, va donner un choix de traités importans conclus depuis la paix de Westphalie et non encore publiés.

Le

Le nom de l'auteur, ſi illuſtré par ſes ouvrages d'hiſtoire et de droit public, l'occaſion qu'il a eue de puiſer immédiatement dans les archives de France, ſurtout quand l'aſſemblée nationale le choiſit pour preſider à un comité diplomatique, chargé de l'examen des relations diplomatiques de la France avec d'autres puiſſances, ſuffiraient déja pour garantir l'importance de ce nouveau recueil, ſi même la liſte de pluſieurs traités qui s'y trouveront d'après une annonce inſérée dans les gazettes litteraires *) n'ajoutait à cet égard l'evidence à la certitude. Puiſſe l'exemple de ce digne homme exciter d'autres à l'imiter; et puiſſe le concours de ceux que leur poſition met à même de compulſer les archives, faire diſparaitre enfin de plus en plus des lacunes qui nuiſent à l'étude de l'hiſtoire et de la diplomatie.

3) Pour la troiſième époque depuis 1761 juſqu'à la paix de Luneville j'ai raſſemblé plus de ſupplémens que je n'oſais l'eſperer en publiant l'année derniere le 7eme volume de mon recueil. Quelques documens qui ſe trouvaient déja dans celui-ci ont été mieux donnés aujourdhui, tels que la convention du 9 Fevr. 1776 entre la Pologne et l'Autriche, l'alliance entre l'Autriche et la Pruſſe du 7 Fevr. 1792 avec les articles ſéparés, la convention entre la Ruſſie et la Porte du 11 Mars 1800 dont je n'avois pu encore donner qu'un extrait, et la convention du 16 Dec. 1800 entre la Ruſſie et la Suede; cette derniere aiant parue presqu'au moment où l'impreſſion du 7eme volume ſe terminait, elle n'a été donnée que ſur une copie inſerée dans la gazette de Francfort, qui n'eſt pas entierement exacte, tandisqu'on la trouvera ici d'après les imprimés qui ont

*) *Intelligenzblatt der allgem. Litteraturzeitung vom 31. März 1802.*

ont paru d'autorité et uniformément en Suède et en Russie.

Plusieurs autres déja imprimés, mais dispersés dans des ouvrages qu'on trouve rarement dans des bibliotéques privées, semblaient meriter d'être recueillis; au nombre des quels je range même plusieurs traités des Français des Anglais, des Hollandais avec les peuples des Indes, surtout les traités qui ont réglé le fort et le partage de Mysore; et ces derniers m'ont paru trop importans pour ne pas y joindre une traduction française. Les traités des Etats unis de l'Amérique avec Tunis de 1797 avec les Indiens de 1798 semblaient pouvoir entrer dans ces supplémens, bien que l'Amérique ne soit pas nommée sur le titre de mon recueil; la situation géographique seule distingue les E. U. d'Amérique d'avec les puissances Européennes dont ils ont adopté tous les moeurs. Nombre de traités qu'on trouvera ici, ou n'ont pas encore été imprimés, que je sache, tel que les alliances de la Gr. Bretagne avec l'Electeur Bavaro-Palatin et avec le Duc de Wirtemberg de 1800, ou ne se trouvaient que dans ces imprimés separés qui passent rarement chés l'étranger, tel que quelques traités entre l'Autriche et les Etats d'Italie, dont je suis redevable à l'amitié bienveillante de Mr. le Conseiller Schlözer; tel les traités de la Russie avec l'Electeur Palatin de 1799, avec la Porte, avec la Saxe de 1800 les traités d'alliance avec le Danemarc et avec la Prusse de 1800, qui nous ont été envoyés avec d'autres traités de la Russie par le généreux et savant protecteur de notre bibliothèque dans ces pays.

D'autres, tel que le traité de commerce entre la Prusse et l'Amérique n'ont été publiés qu'apres que le 7me volume de mon recueil a été mis au jour.

En

En le terminant je me proposois de commencer avec le 19eme siècle un autre recueil sous le titre d'annales politiques et diplomatiques dans le genre du recueil des memoires de feu M. Rousset. Je n'en abandonne par le projet, et la forme dans laquelle j'ai donné, T. II. p. 343 et suiv. les actes relatifs au nouveau système de neutralité armée depuis 1800 jusqu'à la convention du 17 Juin et 20 Oct. 1801, et p. 487. ceux relatifs à l'évacuation de l'Egypte, peut servir d'échantillon de l'arrangement interne que je me propose de donner à cet ouvrage; mais le peu de publicité qu'ont obtenu jusqu'ici, les negociations relatives à l'accompliſſement de la paix continentale et maritime m'oblige à en differer l'execution et j'ai cru mieux faire en continuant pour le present

4) le recueil depuis la paix de Luneville jusqu'à la paix d'Amiens qui vient d'être ſignée, quoique les actes que j'ai pu donner pour cette époque ne renferment rien qui n'ait déja été publié.

Je dois ſolliciter l'indulgence du lecteur pour pluſieurs erreurs typographiques dans les feuilles Ff. – Ll. imprimées dans mon abſence.

A Gottingue, ce 9 May 1802.

I.

Friedenstractat, welcher im Jahre 1751 zwischen der Republik Algier und der Stadt Hamburg errichtet worden iſt. Auf Befehl eines Hochedlen Raths publiciret den 15. Sept. 1751.

1751 22 Febr.

[Impr. 4to. Gedruckt bey König E. Hochedlen und Hochweiſen Raths Buchdrucker. *)]

Im Jahre 1164 am 26ſten des Monaths Rebbiul Ewel, welches mit dem 22ſten Februarii 1751 übereinkömmt, iſt zwiſchen dem Durchlauchtigen Mehemet Pacha Dey, dem

*) Ce traité n'a point ſorti d'effet, le Roi d'Eſpagne s'en étant tellement irrité, qu'il défendit tout commerce de la ville de Hambourg avec ſes états par un décret daté du 19 Octobre 1751, et publié le 25 du même mois, portant en ſubſtance: "Que, quoique la ville de Hambourg retire de grands avantages du commerce qu'elle fait avec l'Eſpagne, et qu'elle aurait pu, par cette raiſon, éviter tout ce qui auroit pu exciter le mécontentement du Roi à ſon égard, cette ville n'a pas laiſſé de conclure, depuis peu un Traité de commerce avec l'Empereur de Maroc et le Dey d'Alger, qui ſont ennemis hereditaires de la Couronne d'Eſpagne. Qu'ainſi S. M. a jugé à propos d'interdire, dans ſon Royaume le commerce de la même ville et des ſujets à elle appartenans, qu'en conſequence de cette reſolution, aucun vaiſſeau Hambourgeois ne ſera admis dans les Ports de ce royaume, après l'expiration de 50 jours, que toutes les marchandiſes de Hambourg, qui après l'expiration de trois mois, ſe trouveront encore dans ce royaume, ſeront ſaiſies et confiſquées; qu'en outre, la volonté du Roi eſt que tous les Conſuls, marchands et ſujets Hambourgeois, qui ſont actuellement dans ſon royaume, aient à s'en retirer dans la même eſpace de trois mois, que S. M. leur accorde pour mettre ordre à leurs affaires."

Ce n'eſt qu'après l'interceſſion de puiſſances étrangères ſavoir de la Cour de Vienne et de celle de Verſailles, et

1751 dem Divan, nebſt den übrigen zur Regierung der Republik Algier gehörigen Gliedern, und der Stadt Hamburg, ein immerwährender Friedens- und Freundſchafts-Tractat, unter nachfolgenden Artikeln geſchloſſen worden:

ART. I.

Paix. Es iſt beſchloſſen, daſs zwiſchen der vorerwähnten Regierung der Republik Algier, an einem, und der Stadt Hamburg, am anderen Theile, ein feſter, beſtändiger und dauerhafter Friede ſolchermaſsen obwalten werde, daſs, von nun an, und in Zukunft, nicht die mindeſte Feindſeligkeit unter vorbeſagten beiden Nationen

après que dans une convention ſignée avec l'Eſpagne la ville s'était engagée à renoncer à ſon traité avec les Algériens, à ne point entretenir de paix avec les barbaresques et à faire revenir d'Alger ſans délai ſon Conſul et ſes facteurs (Mere. hiſt. et pol. 1752. T. II. p. 518.) qu'elle rentra dans les bonnes graces du Roi et que celui-ci donna le ſuivant decret en date du 14 Novembre 1752 portant retabliſſement du commerce dans les ports du royaume.

"J'ai communiqué au conſeil par un décret du 2 Juillet de la preſente année les ſinceres diſpoſitions que la ville de Hambourg m'avait témoignées de faire tout ſon poſſible pour lever le ſujet qui avait excité mon mécontentement qu'elle a éprouvé en vertu de ma reſolution du 19 Octobre 1751. Cette ville a agi depuis, d'une maniere entierement conforme à ces diſpoſitions en faiſant publier dans ſon territoire que le traité qu'elle avait avec la Regence d'Alger était rompu et nul; en prenant ſoin de le faire ſavoir au Bey (Dey) de la dite regence, à qui il a été écrit par diverſes voyes afin que ce fait parvint au plutôt et ſurement à ſa connoiſſance; et en me donnant d'autres marques et preuves qu'elle préfere et ſouhaite ardemment ma bienveillance; de ſorte qu'entierement ſatisfait de ſon bon procédé et de ſon amitié j'ai reſolu de lui rendre la mienne. En conſequence dérogeant en toutes les parties au dit décret du 19 Octobre de l'année derniere, j'ordonne que dans tous mes Ports, Provinces et Domaines ſoient admis à commercer les navires de Hambourg avec les marchandiſes et denrées de la dite Ville, et que ſes habitans ſoient reçus et traités avec la même franchiſe et bonne correſpondance qu'ils l'étoient avant ladite date du 19 Octobre de l'année derniere. Sera entendu dans le Conſeil de guerre pour ſon entiere exécution en ce qui le concerne.

A St. Laurent le 14 Novembre 1752."

On verra plus bas l'iſſue d'une ſemblable diſpute ſurvenue preſque à la même époque entre l'Eſpagne et le Danemarc.

nen verfahret werden ſolle. Gegeben den 26. Rebbiul Ewel im Jahre 1164, welches iſt der 22. Februar 1751. 1751

ART. II.

Alle der Stadt Hamburg zugehörige Schiffe, ſie mögen groſs oder klein ſeyn, können zu allen Zeiten frey und ungehindert, nach dem alten Gebrauche der in Freundſchaft lebenden Nationen, ſowohl in den Hafen zu Algier, als auch in alle davon abhängende Häfen einlaufen. Von denjenigen Waaren, die ſie ausladen, ſoll nicht mehr als 5 pro Cent des Werthes an Zoll bezahlet werden, gleichwie es auch ſo mit den Engländern und Holländern gehalten wird. Im Falle daſs dieſe Waaren nicht könnten verkaufet werden, und man ſelbige wieder einſchiffen wollte, ſo ſoll desfalls überall kein Zoll erleget werden, auch ſoll alle Sorgfalt angewendet werden, daſs in allen den Häfen, wo beſagte Schiffe landen mögten, dieſelben auf keinerley Weiſe beläſtiget, noch wider ihren Willen aufgehalten werden mögen; und dafern ſelbige einige Waaren, die man Contrebande nennt, als Schieſspulver, Schwefel, Eiſen, Diehlen, und alles was zum Schiffsbaue dienlich iſt, wie auch Tauwerk, Pech, Teer, Stahl, und alle zum Schmieden und zum Baue brauchbare Geräthſchaften geladen hätten, ſo ſollen die Befehlshaber zu Algier, bey der Ausſchiffung keinen Zoll, auch, bey der Verkaufung, keine Abgabe davon verlangen. Gegeben den 26. Rebbiul Ewel im Jahre 1164, welches iſt der 22. Februar 1751. *Commerce doudnes.*

ART. III.

Wenn die Schiffe der Stadt Hamburg, und die von Algier, es ſeyen dieſelben Kriegs- oder Kaufferthey-Schiffe, ſich in der See begegnen, ſo ſollen ſolche ſich beiderſeits freundſchaftlich und höflich bezeigen, auch ohne alle Beſchädigung wieder von einander ſcheiden. Und wenn auf beſagten Schiffen Leute (von welcher Nation ſelbige auch ſeyn mögen) ſich befinden, ſo ſollen dieſelben nicht arreſtiret, auch ſoll nichts von ihren Effecten, Gütern und Kleidungen genommen werden, ſondern man ſoll ſie frey und ungehindert fahren laſſen, wohin ſie wollen, ohne daſs ihnen, auf die mindeſte Weiſe, von einer oder der anderen Seite, der geringſte Schade zugefüget werden dürfe. Gege- *Rencontre des navires.*

1751 ben den 26. Rebbiul Ewel im Jahre 1164, welches iſt der 22. Februar 1751.

ART. IV.

Viſitation für einer. Wann die Algieriſchen Caper den Hamburgiſchen Kauffarthey-Schiffen, ſie ſeyn groſs oder klein, begegnen, ſo ſollen ſie an Bord der beſagten Schiffe nicht mehr als eine Chaloupe ſenden, in welcher, auſser den Ruderern, ſich nur zwo Perſonen befinden müſſen, auch mögen nicht mehr, denn dieſe zwo Perſonen, in beſagte Hamburgiſche Schiffe überſteigen, es ſey denn, daſs der Schiffer es den übrigen auch zulieſse. Darauf ſoll man ohne Zeitverluſt die Päſſe unterſuchen, und demnächſt die Schiffe ungehindert ihre Reiſe fortſetzen laſſen. Dafern die Hamburgiſchen Kriegsſchiffe, den Algieriſchen Kauffarthey-Schiffen, oder Capern, begegnen, ſo ſollen ſelbige, ſobald ſie die Päſſe der Regierung, oder das Certificat, womit dieſelben von dem Hamburgiſchen Conſul zu Algier verſehen ſind, unterſuchet haben, ſolche gleichfalls ihre Reiſe geruhig und ungehindert fortſetzen laſſen, ohne das mindeſte von deren Effecten zu berühren. Ferner iſt beſchloſſen, daſs a dato des gegenwärtigen Tractates, bis man wegen der Art der Päſſe die behufige Einrichtung wird gemacht haben, funfzehn Monathe lang, die Hamburgiſchen Schiffe ohne Päſſe fahren mögen. Wann in Zeit beſagten funfzehn Monathe die Algieriſchen Caper, ſie ſeyen groſs oder klein, Hamburgiſche Schiffe ohne Päſſe antreffen möchten, ſo ſollen ſie dieſelben weder anhalten, noch ihnen auf ihrer Reiſe hinderlich ſeyn; welches gleichfalls von den Hamburgiſchen Kriegs-Schiffen gegen die Algieriſchen Schiffe in den angedeuteten funfzehn Monathen ſoll beobachtet werden. Gegeben den 26. Rebbiul Ewel 1164, welches iſt der 22. Februar 1751.

ART. V.

Exemtion des vexations Alle Schiffer, oder andere Perſonen, die auf den Algieriſchen Schiffen oder Fahrzeugen commandiren, ſollen den Hamburgiſchen Schiffen nichts mit Gewalt abnehmen, es ſey um ſolches auf ihre Schiffe zu übertragen, oder nach anderen Oertern hin zu bringen. Sie ſollen auch nichts von denſelben fordern, noch auf einigerley Art und Weiſe dieſelbigen beunruhigen. Wenn ſie auch auf beſagten Hamburgiſchen Schiffen Leute fänden (von welcher Nation ſie auch ſeyn mögen), ſo

ſoll

soll denselben unter der Hamburgischen Flagge niemals der geringste Unfug angethan werden. Gegeben den 26. Rebbiul Ewel 1164, welches ist der 22. Febr. 1751. 1751

ART. VI.

Im Falle, da einige der Stadt Hamburg, oder deren Unterthanen zugehörige Schiffe auf den Algierischen, oder den Algierern zuständigen Küsten, Schiffbruch leiden sollten, so soll von denselben nichts geraubt, noch das mindeste entwandt werden, auch sollen die Zollbediente von den geborgenen Waaren keinen Zoll verlangen, noch dem Schiffsvolke auf keinerley Weise beschwerlich fallen. Sollte es sich auch zutragen, dass an einigen, von den Algierischen Küsten entfernten Oertern dergleichen Schiffbruch entstünde, so soll dabey auf allerley Weise hülfliche Hand geleistet, und auf die geborgenen Güter getreu Acht gegeben werden, bis selbige getrocknet und in gute Gewahrsam gebracht worden sind, auch in allen Stücken die Pflicht einer aufrichtigen Freundschaft beobachtet werden. Gegeben den 26. Rebbiul Ewel 1164, welches ist der 22. Februar 1751. *Naufrage.*

ART. VII.

Die Regierung zu Algier will keinem einzigen von den unter ihre Botmäsigkeit gehörigen Schiffen, es sey gross oder klein, verstatten, dass es nach irgend einem Lande, womit die Stadt Hamburg nicht im Frieden ist, kriegerisch ausgerüstet geschickt werde, um dergestalt auf die Hamburgischen Schiffe zu capern. Gegeben den 26. Rebbiul Ewel 1164, welches ist der 22. Februar 1751. *Armemens.*

ART. VIII.

Wenn die Hamburgischen Kaufleute einige in die Algierische Häfen eingebrachte Prisen kaufen, oder auch solcher Kauf in voller See von den Algierischen Capern, die den Feinden der Regierung etwas abgenommen haben, bewirkten, so soll von dem Augenblicke an, da das Certificat des Verkaufs von dem Reys (d. i. Schiffer), welcher ihm solche Prise überlassen hat, ausgefertigt worden ist, kein anderer Algierischer Caper, den er nachher antreffen mögte, ihm sothane Prise wieder abnehmen, sondern ihn seine Reise frey und ungehindert, samt der erkauften Prise, fortsetzen lassen. *Achat des prises.*

1751 Gegeben den 26. Rebbiul Ewel 1164, welches iſt der 22. Februar 1751.

ART. IX.

Priſes des Tunetains. Die Unterthanen von Tunis, Tripolis und Sallee, auch andere Feinde der Stadt Hamburg, ſollen niemals dasjenige, was ſie den Hamburgern abgenommen haben, es beſtehe ſolches in gröſsen oder kleinen Schiffen, in Sclaven oder ſonſtigen Effecten, in dem Algieriſchen Gebiete verkaufen, oder zu Gelde machen dürfen. Gegeben den 26. Rebbiul Ewel 1164, welches iſt der 22. Februar 1751.

ART. X.

Vente des priſes. Wenn die Hamburgiſchen Kriegsſchiffe in die Algieriſchen oder andere Häfen dieſer Republik, mit dem, was ſie von ihren Feinden erbeutet haben, einlaufen, ſo iſt ihnen ſolches erlaubet, auch ſoll ihnen frey ſtehen, ihre Priſen entweder daſelbſt zu verkaufen, oder ſie nach ihrem freyen Willen wieder mit ſich zurück zu nehmen. Es ſoll auch kein Zoll von den Hamburgiſchen Kriegsſchiffen genommen werden, und dafern ſie auch einiger Lebensmittel benöthiget wären, ſo ſollen ihnen ſolche für eben den Preis, welchen andere Nationen dafür geben, ohne daſs ſie das mindeſte mehr dafür bezahlen dürfen, überlaſſen werden. Gegeben den 26. Rebbiul Ewel 1164, welches iſt der 22. Februar 1751.

ART. XI.

Eſclaves fugitifs. Wenn die Hamburgiſchen Kriegsſchiffe auf der Algieriſchen Küſte ankern, und einige Chriſten-Sclaven Hamburgiſcher oder anderer Nationen an deren Bord flüchten, und ſich dergeſtalt in Freyheit zu ſetzen ſuchen, ſo mag die Regierung zu Algier ſolche wieder abfordern laſſen und die Capitainen der gedachten Hamburgiſchen Schiffe ſollen ſodann verbunden ſeyn, ſelbige zurück zu geben. Geſetzt auch, wenn dergleichen Chriſten-Sclave ſich heimlich davon gemacht hätte, ohne daſs man deſſen gewahr geworden wäre, und er ſich nachgehends auf der Chriſten Grund und Boden ſehen liesse, ſo ſollen beſagte Hamburgiſche Schiffs-Capitaine verpflichtet ſeyn, ihn anzuhalten und nach Algier zurück zu ſenden. Dieſer Artikel iſt unter ſolcher ausdrücklicher Bedingung geſchloſſen worden. Gegeben den 26. Rebbiul Ewel 1164, welches iſt der 22. Febr. 1751.

ART.

ART. XII. 1751

Die Unterthanen von Hamburg ſollen in Zukunft in dem Algieriſchen Reiche, unter welcherley Vorwande es auch ſey, weder gekauft noch verkauft, noch zu Sclaven gemacht werden können. Es verbindet der gegenwärtige Friedenstractat die Hamburger keinesweges, die hier jetzo zu Algier befindlichen Sclaven ihrer Nation wieder zu kaufen. Wollen ſie es aber thun, ſo ſoll ſolches bey ihnen ſtehen, wann es ihnen gefallen wird, ohne daſs ihnen desfalls ein Termin vorgeſchrieben wird. Sie können es auch thun, wenn die Freunde und Verwandte der Sclaven etwas mit dazu beytragen, oder, zu welcher Zeit und auf was Weiſe es ihnen ſonſt am beſten zuträglich ſeyn mag. Des Preiſes halber mögen ſie mit den Patronen beſagter Sclaven ſich abfinden, indem ſothane Patronen nicht verbunden ſind, ihre Sclaven zu einem beſtimmten Preiſe zu verkaufen. Eine gleiche Beſchaffenheit hat es mit denjenigen, welche dem Baylik (d. i. der Regierung) oder dem Pacha, oder Privat-Perſonen zugehören. Wenn nun denn ſolcher Geſtalt die Hamburgiſchen Sclaven wieder freykaufen wird, ſo ſollen die Abgaben, oder Zölle, nach dem gewöhnlichen Gebrauche, ohne dieſelben im mindeſten zu erhöhen, reguliret werden. Gegeben den 26. Rebbiul Ewel 1164, welches iſt der 22. Febr. 1751. *Exemtion d'eſclavage.*

ART. XIII.

Wann die Hamburgiſchen Unterthanen zu Algier, oder an anderen, dem Algieriſchen Reiche zuſtändigen Oertern Todes verfahren, ſo ſollen die Befehlshaber, Gerichtsverwalter, oder andere an deren Stelle verordnete Perſonen, der Verſtorbenen Güter und Effecten auf keinerley Weiſe ſich anmaſſen, und im Falle die Hamburger, vor ihrem Tode, Erben eingeſetzet oder ernannt haben, ſo ſoll niemand anders, als dieſe Erben, das geringſte von der Erbſchaft zu empfangen haben. Wären aber beſagte Erben nicht zu Algier, ſo ſoll ihr Bevollmächtigter das Verzeichniſs über des Verſtorbenen ſämtlichen Nachlaſs aufmachen, um ſolchen denen Erben zu überſenden, oder auf deren Verlangen damit zu verfahren, ohne daſs jemand, er ſey wer er wolle, im mindeſten daran hinderlich ſeyn dürfe. Begäbe es ſich auch, daſs ein Hamburger zu Algier verſtürbe, ohne daſs jemand bevollmächtiget wäre, die Güter des Ver- *Succeſſions.*

1751 ſtorbenen zu ſich zu nehmen, ſo ſoll der Hamburgiſche Conſul, nach gemachter Inventur, den Erblaſs bey ſich bewahren, um ſolchen nachmals den rechtmäſsigen Erben ausantworten zu können. Gegeben den 26. Rebbiul Ewel 1164, welches iſt der 22. Februar 1751.

ART. XIV.

Liberté de vente. In allen der Regierung Algier zugehörigen Häfen ſollen die Hamburgiſchen Kaufleute durch keinerley Zwang angehalten werden, Effecten, gegen ihren Willen, zu kaufen, ſondern es ſoll ihnen vielmehr frey ſtehen, dasjenige, welches ihnen anſtändig iſt, an ſich zu erhandeln. Es ſollen auch die Schiffer der Hamburgiſchen Schiffe nicht genöthiget werden, Ladungen einzunehmen, noch Reiſen wider ihren Willen zu thun. Geſchähe es, daſs der Hamburgiſche Conſul oder andere Unterthanen der Stadt Hamburg Schulden machten, die ſie nicht bezahlen könnten, ſo ſoll der Abtrag ſolcher Schulden von keiner andern Perſon dieſer Nation gefordert werden, es wäre denn, daſs einer oder der andere freywillig für den Schuldner Bürgſchaft leiſten wollte. Gegeben den 26. Rebbiul Ewel 1164, welches iſt der 22. Februar 1751.

ART. XV.

Juris-diction. Wenn ein Hamburger mit einem Türken, oder Unterthanen der Algieriſchen Regierung in Zwiſtigkeit geräth, ſo ſoll der Durchlauchtige Pacha Dey und der Divan ſolche entſcheiden, ohne daſs einige andere Jurisdiction daran Theil nehmen könne. Wann aber unter den Unterthanen der Stadt Hamburg ein Streit entſteht, ſo ſoll der Conſul dieſer Nation allein das Recht haben, ſolchen zu ſchlichten. Gegeben den 26. Rebbiul Ewel 1164, welches iſt der 22. Februar 1751.

ART. XVI.

Crimes. Begäbe es ſich, daſs ein Unterthan von Hamburg mit einem Türken in Händel geriethe und zwar ſo weit, daſs ſie ſich tödtlich verwundeten, oder gar einer den andern ums Leben brächte, ſo ſoll der Schuldige nach den Geſetzen des Landes beurtheilet, und auf übliche Weiſe geſtrafet werden. Fände aber ein Hamburger, nachdem er einen Türken getödtet hätte, Mittel, ſich aus dem Wege zu machen, ſo ſoll, weder der Conſul

noch

noch irgend eine andere Perſon von Hamburg desfalls die mindeſte Verantwortung oder Beunruhigung zu befürchten haben. Gegeben den 26. Rebbiul Ewel 1164, welches iſt der 22. Februar 1751. 1751

ART. XVII.

Von nun an und in Zukunft kann die Stadt Hamburg einen Conſul nach ihrer eigenen Willkühr zu Algier einſetzen. Und dieſer Conſul ſoll daſelbſt mit aller Sicherheit reſidiren, ohne daſs er auf die mindeſte Weiſe weder für ſeine Perſon noch Güter beläſtiget werden dürfe. Er kann ſich zum Dollmetſcher und Mäckler ausleſen wen er will. Auch ſtehet es ihm frey, ſo oft es ihm gefällt, ſich an Bord der Schiffe zu begeben; nicht weniger, zu ſeinem Vergnügen aufs Land zu gehen. Es ſoll ihm ein anſtändiger Ort, um ſeinen Gottesdienſt nach dem Gebrauche der lutheriſchen Religion zu halten angewieſen werden; auch mag er einen eigenen Prediger, zur Ausübung ſolcher Religion, haben. Alle zu Algier befindliche Sclaven, lutheriſcher Religion, ſie mögen dem Baylik (d. i. der Regierung) oder Privat-Perſonen zugehören, ſollen Freyheit haben in dem Hauſe des Conſuls dem Gottesdienſte beyzuwohnen, ohne daſs der Gardein Bachy (d. i. Oberaufſeher) der Sclaven oder ihr Patron ihnen daran hinderlich ſeyn dürfen. Gegeben den 26. Rebbiul Ewel 1164, welches iſt der 22. Februar 1751. *Conſul.*

ART. XVIII.

Gott gebe, daſs unſer Friede feſt und dauerhaft ſeyn möge! Sollte aber bewandten Umſtänden nach ein Friedensbruch und ein Krieg erfolgen, ſo ſoll der Hamburgiſche Conſul, der ſodann zu Algier reſidiren mögte, ſowohl, als alle Unterthanen der Stadt Hamburg, welche dermalen im Algieriſchen Reiche befindlich wären, gleich wie vorhin, die Freyheit haben, daſelbſt zu wohnen; wie ſie dann mit aller Sicherheit, ſo wie in Friedenszeiten, alſo auch im Kriege, nach ihrem eigenen Willen von dort ziehen können, ohne daſs man weder ihre Perſonen, noch ihre Effecten und Kleider, noch ihr Hausgeſinde (geſetzt auch, daſs einige, die zu Algier geboren wären, darunter ſeyn mögten) auf- noch anhalten dürfe. Gegeben den 26. Rebbiul Ewel 1164, welches iſt der 22. Februar 1751. *Caſus de rupture.*

1751

ART. XIX.

Hamburgeois passagers. Alle Unterthanen von Hamburg, die sich bey ihren Reisen von einem Orte zum andern, als Passagiers auf Schiffen, von welcherley Nation dieselben seyn mögen, befinden, und dergestalt von den Algierischen Capern, sie seyen grofs oder klein, in der See angetroffen würden, sollen auf keine Weise, weder für ihre Personen, Güter, Kleidung noch ihre Bediente, belästiget werden. Gleichergestalt sollen die Hamburgischen Schiffer gegen die Algierer, wann sie solche auf feindlichen Schiffen antreffen, zu verfahren haben. Gegeben den 26. Rebbiul Ewel 1164, welches ist der 22. Februar 1751.

ART. XX.

Salut. Wann ein Hamburgisches Kriegsschiff auf der Algierischen Küste ankert, so soll der Consul dem Durch. Dey davon Nachricht geben, welcher, um der Stadt Hamburg Ehre und Höflichkeit zu erweisen, befehlen wird, solches mit 21 Canonenschüssen von der Festung Algier zu bewillkommen, worauf der Commandant gedachten Schiffes selbige mit einer gleichen Anzahl Schüsse zu beantworten hat. Ferner soll aus Hochachtung für die Kriegsschiffe der Stadt Hamburg, denselben gleich anderen, mit den Algierern in Frieden lebenden Nationen, die gewöhnlichen Geschenke, welche in Erfrischungen bestehen, nach üblichem Gebrauche gereichet werden. Gegeben den 26. Rebbiul Ewel 1164, welches ist der 22. Februar 1751.

ART. XXI.

Franchise pour les consuls. Der Hamburgische Consul soll von allen Bedürfnissen, die er für seine Tafel kommen läfst, imgleichen für diejenigen Sachen, welche zu seiner Kleidung bestimmt sind, nicht den mindesten Zoll zu erlegen haben. Gegeben den 26. Rebbiul Ewel 1164, welches ist der 22. Februar 1751.

ART. XXII.

Contraventions. Sollten sich besondere Vorfälle ereignen, dafs durch einige Contraventionen den Artikeln des gegenwärtigen Tractats zu nahe getreten würde, so sollen solche nicht von der Folge seyn, dafs dadurch dieser Friede im mindesten unterbrochen werden könnte, als welcher fest und beständig verbleiben soll. Daher durch diese Art Vorfälle die Freundschaft, welche alle Zeit dauer-

haft

haft seyn soll, auf keinerley Weise irgend verändert werden mag. Diejenigen Personen, welche Schaden erlitten haben, sollen sich damit befriedigen, dass sie sich eine billige Ersetzung ihres Nachtheiles ausbitten können, da sodann die Strafe blos auf die fallen wird, durch deren Schuld dergleichen Unfug verursachet worden ist. Denn unsere Treue ist aufrichtig und unser Wort ist unverbrüchlich! Gegeben Algier den 26. Rebbiul Ewel 1164, welches ist der 22. Februar 1751. 1751

Durch die Gnade des allmächtigen Gottes ist dieser aufrichtige und feste Friedenstractat geschlossen worden, welches wir mit unserem Insiegel bekräftigen. Gethan den 26. Rebbiul Ewel, im Jahre 1164, welches ist der 22. Februar 1751.

2.

Extrait du traité de paix et de commerce entre le Roi de Danemarc et l'Empereur de Maroc, signé le 18 Juin 1753. 1753 18 Juin.

(Höst *Nachricht von Marocco* p. 284.)

Art. VI.

Ein jeder Dänischer Kaufmann kann dort im Lande von einer vollkommenen Aufrichtigkeit und Sicherheit vergewissert seyn. Keiner von einer andern christlichen Nation soll den Vorzug vor einem Dänen haben, oder höher, als dieser, geachtet werden. *Traitement de la nation la plus favorisée*

Art. VII.

Wenn ein Dänisches Schiff einige von seinen, in einem marokanischen Hafen bereits verzollten Waaren, nach einen andern Hafen in Marokos bringen möchte, so soll kein Zoll aufs neue bezahlt werden. Es soll kein Zoll von den am Bord befindlichen Waaren erlegt werden, die anderwärts bestimmt sind. Von Munition und Schiffsbaumaterialien wird kein Zoll bezahlt. *Douane*

Art.

1753

ART. VIII.

Visitation sur mer. Wenn ein Mauriſcher Caper einem Däniſchen Kaufmannsſchiffe begegnet, und ſeinen Paſs ſehen will, ſo ſoll er nur zwey Mann an Bort des Däniſchen Schiffs ſenden; und wenn der Paſs nachgeſehen iſt, ſo ſollen dieſe ſich wieder zurückbegeben, ohne das geringſte zu begehren oder anzunehmen, oder die Dänen auf einige Weiſe zu beleidigen.

ART. IX.

Naufrage. Wenn irgend ein Däniſches Schiff, entweder durch Sturm oder durch anderes Unglück auf die Küſten getrieben oder geworfen werden ſollte, ſo ſoll ihm von den Marokanern nichts genommen, oder für einen Schilling am Werth entführt werden; ſondern im Fall es Hülfe bedürftig ſeyn ſollte, ſo ſollen ihm die Marokaner beyſtehen, und es ſoll keinen Zoll, auſser von den Waaren, bezahlen, die davon im Lande verkauft werden. Gleichfalls ſoll ihm auch eine eigene Stelle angewieſen werden, um die Todten zu begraben.

ART. X.

Conſul. Der Conſul, die Kaufleute und alle Däniſche Unterthanen können überall, und ohne einige Verhinderung, in den Marokaniſchen Ländern reiſen *). Im Fall ein Däne daſelbſt verſtirbt, ohne an dem Orte einen Erben zu hinterlaſſen, ſo ſoll der Conſul Erbtheilungsverwalter ſeyn, und ſeinen Nachlaſs an ſich nehmen.

ART. XI.

Liberté de la vente. Kein Maur darf einen Dänen zwingen, ſeine Waaren unter ihrem Werth zu verkaufen; eben ſo wenig darf jener Waaren in ſein Fahrzeug mit Gewalt, und wider dieſen guten Willen, einladen. Kein Matroſe darf mit Gewalt von einem Däniſchen Schiffe genommen werden.

ART.

*) Dans les préliminaires qui avaient été ſignés 1751 par M. de Longueville il avoit été ſtipulé que s'il ſerait volé quelque choſe à un Danois dans les Etats de l'Empereur de Maroc celui-ci garentiſait la reſtitution. On ſait que ces préliminaires, qui d'ailleurs aſſuraient aux Danois le commerce exécutif à Zaffia et à St. Croix, n'ont pas été ratifiés de la part du Danemarc par pluſieurs motifs.

ART. XII. 1753

Wenn ein Zwiſt zwiſchen einem Dänen und einem Maur entſteht, ohne daſs man weiſs, wer Recht hat, ſo ſoll der Kadi oder auch der Gouverneur des Orts durch ſein Urtheil entſcheiden. *Juriſdiction.*

ART. XIII.

Im Fall eines Friedensbruches ſollen die Dänen ſechs Monathe Zeit haben, um ſich mit ihren Mitteln, Effekten, und allem was ihnen zugehört, wegzubegeben, und ſie ſollen alles, was ſie zu gute haben, gerichtlich eintreiben laſſen können. *Cas de rupture.*

ART. XIV.

Wer den Frieden zu brechen ſucht, er ſey Däne oder Maur, der ſoll geſtraft werden, jeder von ſeinem Könige. *Peine d'infraction.*

ART. XVI.

Die Wohnung des Conſuls ſoll in Ehren gehalten werden, und keiner ſoll ihm etwas abverlangen, es ſey klein oder groſs, keiner ſoll in ſein Haus, oder in die Häuſer anderer Dänen, wider ihren guten Willen eingehen, auſser wenn es der Fürſt erlaubt hat. *Hotel du Conſul.*

ART. XVIII.

Der Fürſt gibt ein Haus zur Reſidenz des Conſuls, und dieſer ſowohl als alle andere Dänen, ſollen ihre Proviſionen für den gangbaren Preis, nicht nur für ſich ſelbſt, ſondern auch für die Mannſchaft ihrer Schiffe einkaufen können. *Achat des proviſions.*

ART. XIX.

Die Bedienten aus allen Nationen, ſowohl des Conſuls als der Kaufleure, ſollen von allen Arten von Schatzungen und Auflagen frey ſeyn. *Liberté d'impots.*

ART. XX.

Wenn einige Uneinigkeiten zu Waſſer oder zu Lande unter einigen aus dieſen zwo Nationen entſtehen möchten, ſo ſoll deſswegen der Friede nicht gebrochen werden, ſondern derjenige, der dem andern Unrecht gethan hat, ſoll ihm Genugthuung geben. *Contreventions.*

Signé le 18 Juin 1753 ou 16 Schaban 1166.

3.

1753 *Actes relatifs au commerce entre l'Eſpagne et le Danemarc rompu 1753 et retabli 1757.*

26 Août.

a.

Décret du Roi d'Eſpagne, concernant l'Interdiction du Commerce entre cette Monarchie et le Danemarc, en date du 26 Août 1753.

(*Mercure hiſt. et politique* 1753. T. II. p. 515.)

La Cour de Danemarc n'a eû aucune conſidération pour les repréſentations réiterées, que le Miniſtère d'Eſpagne lui a fait faire au ſujet des Traitez et des Conventions conclus avec les Puiſſances de la Barbarie, au grand préjudice de la Nation Eſpagnole; mais Elle a même negocié de nouvelles alliances et ainſi abuſé de la complaiſance, qu'on a toujours euë de laiſſer entrer les Vaiſſeaux Danois dans les ports du Roi, et de leur permettre d'y négocier, ce qui paraitroit à l'avenir fort déplacé après que ladite Couronne s'eſt engagée par un Traité, fait avec l'Empereur de Maroc de lui donner des préſens et lui fournir des marchandiſes prohibées; Traité, qui porte encore entre autres, que le Roi de Danemarc promet de livrer ſans rançon tous les Maures, qui pourroient ſe ſauver des ports Eſpagnols ou autres ſur ſes Vaiſſeaux. S. M. Catholique informée de ces arrangemens, fit declarer au Miniſtère de Coppenhague, qu'Elle ſe voioit forcée par-là d'interdire tout Commerce avec les Danois; mais qu'Elle voulait le faire néanmoins avec tant de ménagement, que la bonne intelligence pourroit continuer entre les deux Couronnes, et le Miniſtre Danois reſter à Madrid, dans l'eſpérance, qu'une telle déclaration pourrait produire quelques bons effets; mais elle produiſit un tout autre. La Cour de Danemarc ne profita aucunement des bonnes diſpoſitions de S. M. Cath. Elle rappella même par un Courier le Miniſtre, qu'Elle avait ici, de façon que le Roi ne peut maintenant ſe diſpenſer de rendre publique et de faire éxécuter la réſolution, qu'il a priſe, ordonnant ſérieuſement,

ſement, que tout Commerce avec le Danemarc ſoit et 1753
reſte interdit, que l'amitié et les Traités, faits avec ladite Couronne, ceſſent et ſoient conſiderés comme s'ils n'avoient jamais exiſté &c.

b.

Ordonnance du Roi de Danemarc pour interdire tout 22 Oct.
commerce entre ce Royaume et l'Eſpagne; en date du 22 Octobre 1753.

(*Merc. hiſt. et politique* 1753. T. II. p. 537.)

FRÉDÉRIC V., par la grace de Dieu, Roi de Danemarc, Norvègue, des Vandales et Goths, Duc de Slesvig, Holſtein, Stormarn et de Dithmarſen, Comte d'Oldenburg et Delmenhorſt &c. &c. &c.

Le Roi d'Eſpagne Nous ayant fait déclarer par ſes Miniſtres le 26 May et le 16 Juin de cette année, que ſi Nous ne rompions les Traités que le feu Roi, nôtre Seigneur et Père de glorieuſe mémoire, et Nous, avons contractez par un effet de nôtre amour pour nos fidèles Sujets, et de nôtre ſollicitude paternelle pour leurs avantages et la ſureté de leur Navigation, avec les Républiques d'Afrique, il romproit le Commerce établi juſqu'ici entre le Danemarc et l'Eſpagne; et s'étant porté ſur le refus que Nous lui avons fait de Nous prêter à une Propoſition ſi contraire à la dignité de notre Couronne, et à l'intérêt de nos Peuples, juſques à faire publier le 26 Août un décret par lequel il déclare tout Commerce entre les deux Couronnes et entre les deux Nations rompu et déchu; interdit à tous nos Sujets, à leurs Vaiſſeaux, Effets et Marchandiſes, l'entrée de ſes Etats et de ſes Ports, et défend à tous les Eſpagnols de ſe transporter dans nos Etats, et de trafiquer avec nos Sujets; Nous eſtimons devoir à la Juſtice et à l'Honneur de la Nation, dont Dieu Nous a établi Souverain, d'oppoſer à de tels procédez les meſures convenables.

A ces Cauſes, Nous déclarons, ainſi que le Roi d'Eſpagne l'a fait, tout Commerce entre les deux Couronnes et entre leurs Sujets rompu.

Défen-

1753 Défendons à nos Sujets de ſe transporter en Eſpagne, et d'avoir le moindre trafic, ni directement, ni indirectement, avec ſes Habitans, ou avec ceux qui dependent de ſa domination.

Déclarons toutes les denrées et Productions de l'Eſpagne défenduës et confiſcables dans tous nos Etats.

Ordonnons, qu'aucun Sujet de ladite Couronne ne ſoit admis ni par Terre, ni par Mer, dans aucun lieu de nos domaines.

Voulons, que tous ceux qui pourroient s'y trouver actuellement, en ſortent ſans délai; et que les Magiſtrats des lieux où ils pourroient être, ayent ſoin de les en faire partir ſur le champ, ſans cependant les moleſter, ni dans leurs Perſonnes, ni dans leurs Biens.

Et enjoignons à nos Officiers, Commandans dans nos Ports de Mer ou ſur nos côtes, de n'admettre (excepté dans le détroit du Sund, où ils pourront paſſer, et, où ils ſeront traitez comme ci-devant) aucun de leurs Vaiſſeaux de quelque Nom ou lieu, Port, Bayes, ou Golfes que ce ſoit, dans les nôtres: De laquelle défenſe nous exceptons néanmoins nommément les cas de malheur ou de péril preſſant: Voulant que dans ces cas, et lorsqu'un Vaiſſeau Eſpagnol ſeroit battu ou maltraité par la Tempête, ou ſurpris de quelque autre infortune, de manière à ne pouvoir tenir la Mer ſans danger grave et manifeſte, il ſoit reçû dans nos Ports ou dans nos Rades, et y trouve, tant que ce danger ou ce malheur dureront, et non plus longtems, tout l'abri, toute la protection, et tous les ſecours dont il aura beſoin.

Mandons et ordonnons aux Gouverneurs-Généraux et Particuliers de nos Royaumes et Provinces, aux Commandans de nos Flottes, de nos Ports et de nos Places, aux Magiſtrats de nos Villes, et à tous autres ayant Pouvoir et Juriſdiction ſur nos côtes, dans nos Ports, et autres lieux de nos Etats, de faire exécuter chacun dans ſon Reſſort, le contenu de cette préſente Ordonnance, laquelle ſera publiée, et affichée où il appartiendra.

Fait à Coppenhague le 22 Octobre 1753.

Edit du Roi de Danemarc) portant rétabliſſement d'amitié et de commerce avec la couronne d'Eſpagne et ſes ſujets.* 1757 22 Nov.

(*Dan. Forordninger.* 1757. p. 168–170. en Français.)

FREDERIC V. par la Grace de Dieu, Roi de Danemarc, Norvégue, des Vandales et des Goths &c. &c. A tous ceux qui les préſentes verront, Salut. Le Méſentendu, qui dans l'Année 1753, avoit cauſé l'Interdiction d'Amitié, de Correſpondence et de Commerce entre Nos Royaumes et ceux de l'Eſpagne, ayant été heureuſement éclairci au point, que Nous ſommes convenus avec Notre bon frère, le Roi Catholique des Eſpagnes et des Indes, de mettre de part et d'autre en oubli ce qui s'eſt paſſé à cette occaſion, de rétablir réciproquement toutes choſes au même état, où elles étoient avant la dite Interdiction, et de faire revivre entre Nous cette Amitié étroite, intime et naturelle, qui a toujours ſubſiſté entre les Rois Nos Ayeux et entre les deux Couronnes.

Et pouvant ainſi écouter et ſuivre ſans obſtacle le Penchant de Notre coeur, Nous déclarons par les préſentes, que Nous révoquons et ſupprimons à cette fin Notre Ordonnance donnée le 22 Octobre de la dite Année 1753, annullons les Interdictions et Défenſes y contenues, et voulons qu'elles n'ayent plus aucun effet ni valeur.

Déclarons qu'à commencer du jour de la date du préſent Edit, l'Amitié, la Correſpondence et le Commerce ſeront cenſés parfaitement rétablis entre les deux Couronnes et entre leurs Sujets, et les Ports, Rades et Places de Nos Royaumes et Etats ouverts aux Eſpagnols, à leurs Navires, Effets et Marchandiſes, autant que ces dernières ne ſe trouveront pas prohibées par d'autres Réglemens antérieurs à la dite Ordonnance du 22 Octobre 1753. ou indépendans d'elle.

Voulons, que les dits Sujets de l'Eſpagne ſoient reçus et traités dans toute l'étendue de Notre Domination comme Nation particulièrement favoriſée, et que toutes ſortes d'aſſiſtance leur ſoyent données par les Commandans des Provinces, ou Magiſtrats des Lieux, où ils ſe trouveront.

Permettons à Nos Sujets de voyager et commercer, en Eſpagne, comme ils le faiſoient avant Nos défenſes, de porter dans Nos Royaumes et Etats les denrées et Productions du dit Pays, et d'en trafiquer dans toutes Nos Provinces avec la même liberté qu'avant l'Année 1753.

Et défendons à tous Officiers, juges ou Magiſtrats ayant Pouvoir et Juriſdiction dans Nos Etats d'alléguer ou de faire valoir contre eux les diſpoſitions de la dite Interdiction, qui eſt et demeure levée et annullée pour toujours.

Si mandons et ordonnons, que le préſent Edit ſoit publié et affiché où il appartiendra. Donné a Copenhague le douzième jour du mois de Novembre, l'an de Grace mil ſept-cent cinquante ſept, et de Notre Régne le douzième.

FRIDERICH R.

*) Je cherche envain l'Edit du Roi d'Eſpagne pour le rétabliſſement du commerce Danois et l'eſpece de convention qui ſemble avoir precédé ces deux edits.

4.

1753 Concordato celebrado en el anno de 1753 entre las cortes de Roma, y Madrid. Constitucion apostolica, y breve expedidos en su corroboracion y declaracion.

(Reimpresso todo de orden de S. M. conforme à su Originales Madrid en la Imprenta de Antonio Perez de Soto. A. 1764. 4.)

Habiendo tenido siempre la Santidad de Nuestro Beatisimo Padre Benedicto Papa XIV. que felizmente rige la Iglesia, un vivo deseo de mantener toda la mas sincera, y cordial correspondencia entre la Santa Sede, y las Naciones, Principes, y Reyes Catolicos; no ha dexado de dar continuamente senales seguriſimas, y bien particulares de esta su viva voluntad acia la esclarecida, devota, y piadosa Nacion Espannola, y acia los Monarcas de las Espannas, Reyes Catolicos por titulo, y solida Religion, y siempre afectos á la Sede Apostolica, y al Vicario de Jesu Christo en la tierra.

Por tanto, habiendose tenido presente, que en el ultimo Concordato estipulado el dia diez y ocho de Octubre de mil setecientos y treinta y siete entre Clemente Papa XII. de santa memoria, y el Rey Felipe V. de gloriosa memoria, se habia convenido en que se deputasen por el Papa, y el Rey personas que reconociesen amigablemente las razones de una, y otra parte sobre la antigua controversia del pretendido Real Patronato universal, que quedo indecisa, no omitió su Santidad, desde los primeros pasos de su Pontificado, hacer sus instancias con los dos al presente difuntos Cardenales Belluga, y Acquaviva, á fin de que obtuviesen de la Corte de Espanna la Deputacion de personas, con quienes se pudiese tratar el punto indeciso, y sucesivamente para facilitar su examen, no dexó su Santidad de unir en un Escrito suyo, que entregó á los expresados dos Cardenales, todo aquello que creyó conducente á las intenciones, y derechos de la Santa Sede.

Pero habiendose reconocido por la practica, que no era este el camino de llegar al deseado fin, y que por los Escri-

4.

Concordat entre les cours de Rome et de Madrid; ſigné le 11 Janvier 1753.

1753
11 Janv.

(Impr. ſép. 4to et ſe trouve dans *Storia dell' anno* 1753. p. 178.)

Avendo la Santità di Noſtro Signore Papa Benedetto XIV. felicemente regnante avuto mai ſempre un vivo deſiderio di mantenere ogni più ſincera, e cordiale corriſpondenza frà la Santa Sede, e le Nazioni, Principi, e Re Cattolici, non ha mancato di dare continovamente ſegni ſicuriſſimi, e ben particolari di queſta ſua viva volontà verſo l'inclita, divota, e pia Nazione Spagnuola, e verſo i Monarchi delle Spagne per titolo, e ſoda Religione Rè Cattolici, e ſempre adetti alla Sede Apoſtolica, ed al Vicario di Geſù Chriſto in terra.

Avendo perciò oſſervato, che nell ultimo Concordato ſtipulato ſotto il giorno diciotto Ottobre mille ſette cento trenta ſette *) frà la ſanta memoria di Clemente XII. e la glorioſa memoria del Rè Filippo V. eraſi convenuto, che ſi deputaſſero dal Papa, e dal Rè perſone che amichevolmente riconoſceſſero le ragioni dell' una, e dell' altra Parte ſopra l'antica controverſia reſtata indeciſa dal preteſo Regio Padronato univerſale, ne primi momenti del ſuo Pontificato non tranſcurò di fare le ſue premure coi due ora defonti Cardinali Belluga, ed Acquaviva, acciò che dalla Corte di Spagna otteneſſero la Deputatione delle perſone, colle quali ſi poteſſe trattare il punto indeciſo, e ſucceſſivamente per facilitarne la diſcuſſione, non mancò di unire in una ſua Scrittura, che conſegnò ai predetti due Cardinali tutto ciò, che credette confacente, alle intenzioni, e dritti della Santa Sede.

Ma eſſendoſi in atto pratico riconoſciuto, che queſta non era la ſtrada per arrivare al bramato fine, e che

*) Ce concordat n'eſt pas imprimé en entier, que je ſache; quelques articles ſont inſérés dans la cedule royale du 29 Juin 1760 qui ſe trouve dans COVARRUBIAS *maximas* p. 314.

1753 *Eſcritos, y reſpueſtas ſe eſtaba tan lexos de allanar las diſputas, que antes bien ſe multiplicaban, ſuſcitandoſe controverſias que ſe creian olvidadas, en tanto extremo que ſe hubiera podido temer un infeliz rompimiento, pernicioſo, y fatal á una, y otra parte; y habiendo tenido pruebas ſeguras de la piadoſa propenſion del animo del Rey Fernando VI. que felizmente reyna, á un equitativo, y juſto temperamento ſobre las diferencias promovidas, y que ſe iban ſiempre aumentando, á lo que igualmente ſe hallaba propenſo con pleno corazon el deſeo de ſu Beatitud; ha creido ſu Santidad que no ſe debia malograr una ocaſion tan favorable para eſtablecer una Concordia, que ſe expreſa en los Capitulos ſiguientes, los quales ſe pondrán deſpues en forma autentica, y ſerán firmados por los Procuradores, y Plenipotenciarios de ambas Partes en el modo que ſe acoſtumbra hacer en ſemejantes Convenciones.*

Habiendo expueſto la Mageſtad del Rey Fernando VI. á la Santidad de nueſtro Beatiſſimo Padre la neceſidad que hay en las Eſpannas de reformar en algunos puntos la Diſciplina del Clero Secular, y Regular; promete ſu Santidad, que propueſtos los Capitulos ſobre que ſe debieré tomar la providencia neceſaria, no ſe dexara de executar aſi, ſegun lo eſtablecido en los Sagrados Canones, en las Conſtituciones Apoſtolicas, y en el Santo Concilio de Trento; y ſi eſto ſucedieſe, como lo deſea ſumamente, en tiempo de ſu Pontificado, promete, y ſe obliga, no obſtante la multitud de otros negocios que le oprimen, y ſin embargo tambien de ſu edad muy abanzada, á interponer para el feliz exito toda aquella fatiga perſonal, que in Minoribus, tantos annos ha, interpuſo en tiempo de ſus Predeceſores en las reſoluciones de las materias eſtablecidas en la Bula Apoſtolici Miniſterii, en la Fundacion de la Univerſidad de Cervera, en el Eſtablecimento de la Inſigne Colegiata de San Ildefonſo, y en otros importantes negocios pertenecientes á los Reynos de las Eſpannas.

No habiendo habido controverſia ſobre la pertenencia á los Reyes Catolicos de las Eſpannas del Real Patronato, ó ſea nomina á los Arzobiſpados, Obiſpados, Monaſterios, y Beneficios Conſiſtoriales, es á ſaber, eſcritos, y taſados en los Libros de camara, quando vacan en los Reynos de las Eſpannas, hallandoſe apoyado ſu derecho en Bulas, y Privilegios Apoſtolicos, y en

otros

Scritture, e risposte tanto era lontano, che si 1753
togliessero le dispute, che più tosto si moltiplicavano
eccitandosi controversie, che credevansi sopite, in tal
maniera, che si sarebbe potuto temere un infelice rotura,
incomoda, e fatale all' una ed all' altra Parte; ed avendo
avuti riscontri sicuri della pia propensione dell' animo
del Ré Ferdinando VI. felicemente regnante, ad un
giusto, ed equo temperamento sopra le controversie ec-
citate, e che si andavano sempre più moltiplicando, al
che era anche conpienezza di cuore proclive il desiderio
di Sua Beatitudine, hà essa creduto di non doversi trascu-
rare una così propizia congiuntura per istabilire una Con-
cordia, che si esprime ne' seguenti Capitoli da ridursi
di poi in forma autentica, e da sottoscriversi dai Pro-
curatori, e Plenipotenziari d'ambedue le Parti nella ma-
niera solita pratticarsi in simili Convenzioni.

Avendo la Maestà del Ré Ferdinando VI. esposto alla *Riforme de la discipline du clergé.*
Santità di Nostro Signore il bisogno, che vi è nelle
Spagne di riformare in alcuni punti la Disciplina del
Clero Secolare e Regolare, la Santità Sua promette, ch'
esposti li Capi, sopra i quali si dovrà prendere la neces-
saria providenza, non si lascierà di prenderla secondo lo
stabilito ne sagri Canoni, nelle Constituzioni Apostoliche,
e nel Sagro Concilio di Trento, e quando ciò cadesse,
come sommamente desidera, nel tempo del suo Ponti-
ficato, promette, e si obbliga, non ostante la folla
degli altri affari, de' quali è oppressa, e non ostante
l'età sua di molto avanzata, d'interporre per il felice
disbrigo tutta quella personale fatica, che *in Minoribus*,
tant' anni sono, interpose nel tempo de suoi Predecessori
nelle risoluzioni delle materie stabilite nella Bolla *Apo-
stolici Ministerij*, nella Fondazione dell' Università di Cer-
vera, nello Stabilimento dell' Insigne Collegiata di S. Il-
defonso, ed in altri rilevanti affari appartenenti ai Regni
delle Spagne.

Non essendovi stata controversia sopra la pertinenza *Nomination aux benefices.*
ai Ré Cattolici delle Spagne del Regio Padronato, o sia
nomina agl' Arcivescovati, Vescovati, Monasteri, e Be-
nefizi Concistoriali, cioè, scritti, e tassati ne Libri di
Camera, quando vacano, nei Regni delle Spagne, essendo
il loro Jus appoggiato a Bolle e Privilegi Apostolici, ed
altri titoli da essi allegati, nè tampuoco essendovi stata,

1753 *otros Titulos alegados por ellos, y no habiendo in-*
tampoco controverſia ſobre las nominas de los Reyes Ca-
tolicos á los Arzobispados, Obispados, y Beneficios que
vacan en los Reynos de Granada, y de las Indias, ni
tampoco ſobre la nomina de algunos otros Beneficios ſe
declara deber quedar la Real Corona en ſu pacifica po-
ſeſion de nombrar en el caſo de las vacantes, como lo ha
eſtado haſta aquí; y ſe conviene, en que los nominados
á los Arzobispados, Obispados, Monaſterios, y Bene-
ficios Conſiſtoriales, deban tambien en lo futuro conti-
nuar la expedicion de ſus reſpectivas Bulas en Roma, en
el mismo modo, y forma practicada haſta aquí, ſin in-
novacion alguna.

Pero habiendo ſido graves las controverſias ſobre
la nomina á los Beneficios reſidenciales, y ſimples que ſe
hallan en los Reynos de las Eſpannas, exceptuados, como
ſe ha dicho, los que eſtán en los Reynos de Granada, y
de las Indias; y habiendo pretendido los Reyes Catolicos
el derecho de la nomina en virtud del Patronato univerſal,
y no habiendo dexado de exponer la Santa Sede las ra-
zones que creia militaban por la libertad de los mismos
Beneficios, y ſu Colacion en los meſes Apoſtolicos, y
caſos de las reſervas, y aſi reſpectivamente por la de
los Ordinarios en ſus meſes; deſpues de una larga
diſputa, ſe ha abrazado finalmente, de comun conſenti-
miento, el temperamento ſiguiente.

La Santidad de nueſtro Beatiſimo Padre Benedicto
Papa XIV. reſerva á ſu privativa libre Colacion, á ſus
Suceſores, y á la Sede Apoſtolica perpetuamente, cin-
quenta y dos Beneficios, cuyos titulos ſeràn expreſados
inmediamente, para que aſi ſu Santidad como ſus Suceſo-
res, tengan el arbitrio de poder proveer, y premiar á los
Eccleſiaſticos Eſpannoles que por probidad, é integridad
de coſtumbres, ó por inſigne literatura, ó por ſervicios
hechos á la Santa Sede, ſe hicieren bene meritos; y la
Colacion de eſtas cinquenta y dos Beneficios deberá ſer
ſiempre privativa de la Santa Sede en qualquier modo que
vaquen, aun por reſulta Real, y tambien aunque alguno
de ellos ſe hallaſe tocar al Real Patronato de la Corona;
y aunque eſtuviſen ſitos en Dioceſis donde algun Cardenal
tuvieſe qualquiera amplio Indulto de conferir, no debiendo
en manera alguna ſer eſte atendido en perjuicio de la
Santa Sede; y las Bulas de eſtos cinquenta y dos Bene-

ficios

Controversia sopra la nomina dei Ré Cattolici agli Arci- 1753
vescovati, Vescovati, e Benefizi che vacano nei Regni di Granata e dell' Indie, ne tampuoco sopra la nomina ad alcuni altri Benefici, si dichiara dover la Regia Corona restare nel suo pacifico possesso di nominare nei casi delle vacanze come è stata insino ad ora; e si conviene, che i nominati agli Arcivescovati, Vescovati, Monasteri, e Benefizi Concistoriali, debbano altresì in avvenire continovare a spedire le loro rispettive Bolle in Roma nei modi, e forme finora pratticate senza veruna innovazione.

Essendo bensì stata grave la controversia sopra la nomina ai Benefizi residenciali, e semplici che sono ne' Regni delle Spagne, eccettuati come si è detto quelli che sono nei Regni di Granata, e dell' Indie; ed avendo li Ré Cattolici pretesa la pertinenza della nomina in vigore del Padronato universale, e non avendo la Santa Sede mancato di esporre le ragione, che credeva militare per la libertà de' medesimi, e per la sua collazione ne' mesi Apostolici, e casi delle riserve, e così rispettivamente per quella degli Ordinari nei loro mesi; dopo lungo dibattimento si è finalmente di comune consenso abbracciato il seguente temperamento.

La Santità di Nostro Signore Papa Benedetto XIV. riserva alla sua privativa libera collazione, à suoi Successori, ed alla Sede Apostolica perpetuamente cinquanta due Benefizi, i titoli dei quali ora saranno espressi, acciò non meno essa, che i suoi Successori abbiano il modo di poter provedere, e premiare quelli Ecclesiastici Spagnuoli, che per probità, e per illibatezza di costume, o per insigne letteratura, o per servizi prestati alla Santa Sede se ne renderanno meritevoli; e la collazione di questi cinquanta due Benefizi dovrà essere sempre privativa della Santa Sede, ed in qualunque mese, ed in qualunque modo vachino anche per regia risulta, ed ancorché qualcheduno di essi si ritrovasse spettare al Reale Padronato della Corona, ed ancorché fossero situati in Diocesi, nelle quali qualche Cardinale avesse qualsivoglia amplo Indulto di conferire, non dovendo questo in verun maniera attendersi in pregiudizio della Santa Sede;

Reservation pour le Pape.

1753 ficios deberan expedirſe ſiempre en Roma, pagando los acoſtumbrados emolumentos debidos á la Dateria, y Cancilleria Apoſtolica ſegun los preſentes eſtados; y todo eſto ſin impoſicion alguna de penſion, y ſin eſcepcion de Cedulas Bancarias, como tambien ſe dirá abaxo. Los nombres de los cinquenta y dos Beneficios, ſon los ſiguientes.

En la Catedral de Avila, el Arcedianato de Arevalo.

En la de Orenſe, el Arcedianato de Bubal.

En la de Barcelona, el Priorato antes Secular, ahora Regular de la Colegiata de Santa Ana.

En la de Burgos, la Maeſtreſcolia, y el Arcedianato de Palenzuela.

En la de Calahorra, el Arcedianato de Naxera, y la Teſoreria.

En la de Cartagena, la Maeſtreſcolia; y en ſu Diocefis el Beneficio ſimple de Albacete.

En la Catedral de Zaragoza, el Arcipreſtazgo de Daroca, y el Arcipreſtazgo de Belchite.

En la de Ciudad-Rodrigo, la Maeſtreſcolia.

En la de Santiago, el Arcedianato de la Reyna; el Arcedianato de Santa Teſia; y la Teſoreria.

En la de Cuenca, el Arcedianato de Alarcon, y la Teſoreria.

En la Cordova, el Arcedianato de Caſtro; y en ſu Diocefis el Beneficio ſimple de Belalcazar; y el Preſtamo de Caſtro y Eſpiejo.

En la de Tortoſa, la Sacriſtia; y la Hoſpitalaria.

En la de Gerona, el Arcedianato de Ampurdan.

En la de Jaen, el Arcedianato de Baeza; y en ſu Obiſpado el Beneficio ſimple de Arxonilla.

En la de Lerida, la Preceptoria.

En la de Sevilla, el Arcedianato de Xerez; y en ſu Diocefis el Beneficio ſimple de la Puebla de Guzman; y el Preſtamo de la Igleſia de Santa Cruz de Ecija.

En la de Mallorca, la Preceptoria; y la Prepoſitura de San Antonio de Santo Antonio Vienenſe.

Nullius, en el Reyno de Toledo, el Beneficio ſimple de Santa Maria de la Ciudad de Alcalá la Real.

En

Le Bolle di queſti cinquanta due Beneſizi dovranno 1753
ſpedirſi in Roma, pagandoſi li ſoliti emolumenti
dovuti alla Dateria, e Cancelleria Apoſtolica ſecondo li
ſtili preſenti; e tutto ciò ſenza impoſizione veruna di
penſione, e ſenza eſazione di Cedole Bancarie, come
anche abbaſſo diraſſi. I nomi poi dei cinquanta due
Beneſizi ſono i ſeguenti.

In Cathedrali Abulen. Archidiaconato d'Arevale.

Aurien. Archidiaconato di Bubal.

Barchinonen. Priorato una volta Secolare, ora Regolare della Collegiata di S. Anna.

In Cathedrali Burgen. Scholaſteria. Burgen. Archidiaconato di Valenzuela.

In Cathedrali Calaguritan. Archidiaconato di Nazara. Calaguritan. Teſoreria.

In Cathedrali Carthaginen. Scholaſteria Carthaginen. Semplice d'Albacete.

In Cathedrali Caeſarauguſtan. Arcipresbiterato di Daroca. Caeſarauguſtan. Arcipreſtato di Belchite.

In Cathedrali Civitaten. Matriſcolia.

In Cathedrali Compoſtellan. Archidiaconato della *Reyna. Compoſtellan.* Archidiaconato di Santa Teſia. *Compoſtellan. Teſoreria.*

In Cathedrali Conchen. Archidiaconato d'Alarcon. *Conchen. Treſoreria.*

In Cathedrali Corduben. Archidiaconato di Caſtro, Corduben. Semplice di Villacaſſar. Corduben. Preſtimonio di Caſtro y Eſpejo.

In Cathedrali Derthuſen. Sagriſtia. Derthuſen, Hoſpitalaria.

In Cathedrali Gerunden. Archidiaconato d'Ampueda.

In Cathedrali Giennen. Archidiaconato di Baeza. Giennen. Semplice di Arzonilla.

In Cathedrali Illerden. Precettoria.

In Cathedrali Iſpalen. Archidiaconato nuncupato di Xerez. Iſpalen. Semplice della Puebla di Guzman. Iſpalen. Preſtimonio nella Chieſa di Santa Croze di Ezziga.

In Cathedrali Mayorican. Precettoria. Mayorican. Prepoſitura di S. Antonio de Sancto Antonio Vienen.

Nullius, Provincie Toletan. Semplice di Santa Maria d'Alcalà Real.

1753 *En le Obiſpado de Orihuela, el Beneficio ſimple de Santa Maria de Elche.*

En la Catedral de Hueſca, la Chantria.

En la de Oviedo, la Chantria.

En la de Osma, la Maeſtreſcolia; y la Abadia de San Bartolome.

En la de Pamplona, la Hoſpitalaria, antes regular, ahora Encomienda; y la Preceptoria general de Olite.

En la de Plaſencia, el Arcedianato de Medellin, y el de Truxillo.

En la de Salamanca, el Arcedianato de Ponleon.

En la de Siguenza, la Teſoreria, y la Abadia de Santa Coloma.

En la de Tarragona, el Priorato.

En la de Tarazona, la Teſoreria.

En la de Toledo, la Teſoreria; y en ſu Dioceſis el Beneficio ſimple de San Martin de Rofal.

En la Catedral de Valencia, la Sacriſtia mayor.

En la de Urgel, el Arcedianato de Andorra.

En la de Zamora, el Arcedianato de Toro.

Para reglar bien deſpues las Colaciones, Preſentaciones, Nominas é Inſtituciones de los Beneficios que vacaren en adelante en los dichos Reynos de las Eſpannas, ſe conviene.

En primer lugar.

Que los Arzobiſpos, Obiſpos y Coladores inferiores deban continuar en lo venidero en proveer los Beneficios que proveian por lo paſado, ſiempre que vaquen en ſus meſes ordinarios de Marzo, Junio, Septiembre, y Diciembre, aunque ſe halle vacante la Silla Apoſtolica; y tambien que en los mismos meſes, y en el mismo modo, proſigan en preſentar los Patronos Eccleſiaſticos los Beneficios de ſu Patronato, excluſas las alternativas de meſes en las Colaciones que antecedentemente ſe daban; y que no ſe concederán jamas en adelante.

Segundo.

Que las Prebendas de Officio que actualmente ſe proveen por opoſicion, y concurſo abierto, ſe confieran, expi-

Oriolen. Semplice di Santa Maria d'Elche. 1753

In Cathedrali Oscen. Cantoria.

In Cathedrali Oveten. Cantoria.

In Cathedrali Oxomen. Scholasteria. Oxomen. Abbazia di S. Bartholomeo.

Pampilonen. Hospitalaria olim regularis ora Commenda. Pampilonen. Precettoria generale del Luogo d'Orce.

In Cathedrali Placentin. Archidiaconato de Medelin. Placentin. Archidiaconato di Truxillo.

Salamantin. Archidiaconato di Monleon.

In Cathedrali Seguntin. Tesoreria. Seguntin. Abbazia di S. Coloma.

In Cathedrali Taraconen. Priorato.

In Cathedrali Tyrasonen. Tesoreria.

In Cathedrali Toletan. Tesoreria. Toletan. Semplice di Ballasas.

Tuden. Semplice di S. Martino di Rozal.

In Cathedrali Valentin. Sagristia Maggiore.

In Cathedrali Urgellen. Archidiaconato d'Andozza.

In Cathedrali Zamoren. Archidiaconato de Toro.

Per ben regolare di poi le Collazione, le Presentazioni, le Nomine, e le Istituzioni de Benefizi che in avvenire vacheranno ne' predetti Regni delle Spagne, si conviene. *Collations futures.*

In primo luogo.

Che gli Arcivescovi, Vescovi, e Collatori inferiori debbanno in avvenire continovare a provedere quei benefizii che provedevano per lo passato ogni qualvolta vacheranno ne' loro mesi ordinari di Marzo, Giugno, Settembre, e Decembre ancorchè fosse vacante la Sede Apostolica, e che pure nelli stessi mesi, e nello stesso modo proseguano a presentare i Padroni Ecclesiastici ai Benefizi di loro Padronato, escluse le alternative de mesi nelle Collazioni, che antecedentemente si davano, e che in avvenire non si concederanno piu. *Presentation aux Benefices par les patrons.*

Secondo.

Che le Prebende di Offizio, che attualmente si provedono per opposizione, e concorso aperto si conferiscano in *Prebendes d'office.*

1753 *expidan en lo venidero en el propio modo, y con las mismas circunſtancias que ſe han practicado haſta aqui, ſin la menor innovacion en coſa alguna, ni que tampoco ſe innove nada en orden á los Beneficios de Patronato laical de Particulares.*

Tercero.

Que no ſolo las Parroquias, y Beneficios Curados ſe confieran en lo futuro como ſe han conferido en lo paſado por oposicion, y concurſo, quando vaquen en los meſes ordinarios; ſino tambien quando vaquen en los meſes, y caſos de las reſervas, aunque la preſentacion fueſe de pertenencia Real, debiendoſe en todos eſtos caſos preſentar al Ordinario el que el Patrono tuviere por mas digno entre los tres que hubieren ſido aprobados por idoneos por los Exáminadores Sinodales ad Curam animarum.

Quarto.

Que habiendoſe ya dicho arriba que deba quedar ileſo á los Patronos Eccleſiaſticos el Derecho de preſentar á los Beneficios de ſus Patronatos en los quatro meſes ordinarios, y habiendoſe acoſtumbrado haſta ahora que algunos Cabildos, Rectores, Abades, y Cofradias erigidas con autoridad Eccleſiaſtica, recurran á la Santa Sede, para que las Elecciones hechas por ellos ſean confirmadas con Bula Apoſtolica, no ſe entienda innovada coſa alguna en eſte caſo, ſino que todo quede en el pie en que ha eſtado haſta aqui.

Quinto.

Salva ſiempre la reſerva de los cincuenta y dos Beneficios, hecha á la libre Colacion de la Santa Sede, y ſalvas ſiempre las declaraciones poco antes expreſadas; ſu Santidad, para concluir amigablemente todo lo reſtante de la gran Controverſia ſobre el Patronato univerſal, acuerda á la Mageſtad del Rey Catolico, y á los Reyes ſus Suceſores perpetuamente, el Derecho univerſal de nombrar y preſentar indiſtintamente en todas las Igleſias Metropolitanas, Catedrales, Colegiatas, y Dioceſis de los Reynos de las Eſpannas que actualmente poſee, á las Dignidades Principales, y otras en Colegiatas, Canonicatos, Porciones, Prebendas, Abadias, Prioratos, Encomiendas, Parroquias, Perſonatos, Patrimoniales, Oficios, y Beneficios Eccleſiaſticos, Seculares, y Regulares, cum Cura et ſine Cura, *de qualquiera naturaleza que ſean,*

que

avvenire è si spediscano nello stesso modo, e colle stesse circostanze, che si sono pratticate finora, senza 1753
alcuna minima innovazione in cosa veruna, e che ne
meno nulla s'innovi in ordine ai Benefizi di Padronato
laicale dei Privati.

Terzo.

Che non solo le Parochie, e Benefizi Curati si con- *Dans les mois reservés.*
feriscano in avvenire come si sono conferite in passato
per opposizione, e concorso quando vachino nei mesi
ordinari, mà ancora quando nei mesi, e casi delle riserve,
ancorche la presentazione fosse di Regia pertinenza, do-
vendosi in tutti questi casi presentare all'Ordinario quello,
che il Padrone crederà più degno fra quei trè, che sa-
ranno stati approuovati per idonei dagli Esaminatori Si-
nodali *ad Curam animarum.*

Quarto.

Che essendosi già detto di sopra che debbà restar *Confir-*
illeso il Jus de Padroni Ecclesiastici nel presentare ai *mation*
Benefizi loro Patronali nei quattro mesi Ordinari, ed *pour les*
essendo stato solito fino ad ora, che alcuni Capitoli, *Chapi-*
Rettori, Abbati, e Compagnie erette con autorità Eccle- *tres etc.*
siastica ricorranno alla Santa Sede, acciò le Elezioni da
esse fatte siano confermate con Bolla Apostolica, nulla
in questo caso s'intenda innovato, mà il tutto resti nel
piede in cui é stato fino ad ora.

Quinto.

Salva sempre la riserva dei cinquanta due Benefizi *Droit*
fatta alla libera Collazione della Santa Sede, e salve *universel*
sempre le poch' anzi indicate dichiarazioni, per termi- *de pre-*
nare amichevolmente tutto il restante della gran Con- *sentation*
troversia sopra il Padronato universale, la Santità Sua *accordé*
accorda a Sua Maestà il Re Cattolico, ed a i Rè suoi *au Roi.*
Successori perpetuamente il Dritto universale di nomi-
nare, e presentare indistintamente in tutte le Chiese Me-
tropolitane, Cathedrali, Collegiatte, e Diocesi dei Regni
delle Spagne, che attualmente possiede, alle Dignità
Maggiori *post Pontificalem*, ed altre in Cathedrali, e
Dignità principali, ed altre in Collegiate, Canonicati,
Porzioni, Prebende, Abbadie, Priorate, Commende, Pa-
rochie, Personati, Patrimoniali, Offizi, e Benefizi Ec-
clesiastizi Secolari, e Regolari con Cura, e senza Cura

di

1753 *que al preſente exiſten, y que en adelante ſe fundaren, ſi los Fundadores no ſe reſervaſen en ſi, y en ſus Suceſores el derecho de preſentar, en los Dominios, y Reynos de las Eſpannas que actualmente poſee el Rey Catolico, con toda la generalidad, con que ſe hallan comprehendidos en los meſes Apoſtolicos, y caſos de las reſervas generales, y eſpeciales; y del mismo modo tambien en el caſo de vacar los Beneficios en los meſes ordinarios, quando vacan las Sillas Arzobiſpales, y Obiſpales, ó por qualquiera otro titulo.*

Y á mayor abundamiento en el Derecho, que tenia la Santa Sede por razon de las reſervas de conferir en los Reynos de las Eſpannas los Beneficios, ó por ſi, ó por medio de la Datária, Cancilleria Apoſtolica, Nuncios de Eſpanna, e Indultarios, ſubroga á la Mageſtad del Rey Catolico, y Reyes ſus Suceſores, dandoles el Derecho univerſal de preſentar á dichos Beneficios en los Reynos de las Eſpannas que actualmente poſee, con facultad de uſarle en el mismo modo que uſa y exerce lo reſtante del Patronato perteneciente á ſu Real Corona; no debiendoſe en lo futuro conceder á ningun Nuncio Apoſtolico en Eſpanna, ni á ningun Cardenal, ó Obiſpo en Eſpanna, Indulto de conferir Beneficios en los meſes Apoſtolicos, ſin el expreſo permiſo de S. M. ó de ſus Suceſores.

Sexto.

Para que en lo venidero proceda todo con el debido ſiſtema, y en quanto ſea poſible ſe mantenga ileſa la autoridad de los Obiſpos, ſe conviene en que todos los que ſe preſentaren y nombraren por S. M. Catolica, y ſus Suceſores á los Beneficios arriba dichos, aunque vacaren por reſulta de proviſiones Reales, deban recibir indiſtamente las Inſtituciones, y Colaciones Canonicas, de ſus reſpectivos Ordinarios, ſin expedicion alguna de Bulas Apoſtolicas, exceptuada la confirmacion de las Elecciones, que arriba quedan expreſadas, y exceptuados los caſos en que los preſentados, y nombrados, ó por defecto de edad; ó por qualquiera otro impedimento canonico, tuvieren neceſidad de alguna diſpenſa, ó gracia Apoſtolica, ó de qualquiera otra coſa ſuperior á la autoridad ordinaria de los Obiſpos, debiendoſe en todos eſtos caſos, y otros ſemejantes, recurir ſiempre en lo futuro á la Santa Sede, como ſe ha hecho por lo paſado, para obtener la

gracia,

d'qualunque natura siano esistenti al presente, e che in avvenire si fondassero, senza che i Fundatori riservassero a se, e suoi successori il Jus di presentare, ne Domini, e Regni delle Spagne, che attualmente possiede il Re Cattolico, con tutta la generalità con cui si trovano compresi nei mesi Apostolici, e casi delle riserve generali, e speciali, e così ancora nel caso della vacanza de' Benefizi nei mesi ordinari, quando vacano le Sedi Arcivescovili, e Vescovili, o per qualsivoglia altro titolo. 1753

E per maggior abondanza al Jus che aveva la Santa Sede per ragione delle riserve di conferire nei Regni delle Spagne i Benefizi, o per se, o per mezo della Dateria, Cancelleria Apostolica, Nunzi di Spagna, e Indultari, surroga la Maestà del Re Cattolico, e Re suoi Successori, dando loro il Jus universale di presentare ai sopra detti Benefizi nei Regni delle Spagne che attualmente possiede, con facoltà di usarne nello stesso modo che usa ed esercita il restante del Padronato appartenente alla sua Real Corona, non dovendosi in avvenire concedere a verun Nunzio Apostolico nella Spagna, ne a verun Cardinale, o Vescovo nella Spagna l'Indulto di conferire i Benefizi ne mesi Apostolici senza l'espressa permissione di Sua Maestà, o de suoi Successori.

Sexto.

Acciò il tutto in avvenire proceda col dovuto sistema, e quanto si può, si mantenga illibata l'autorità Vescovile, si conviene, che tutti li presentandi, è nominandi da Sua Maestà Cattolica, e dai suoi Successori ai Benefizi sopra detti, ancorche vacassero per risulta di proviste Regie, debano indistamente ricevere le Istituzione, e Collatione Canoniche dai loro rispettivi Ordinari, senza veruna Spedizione di Bolla Apostolica, eccettuata la conferma dell' Elezioni già di sopra indicate, ed eccettuati li casi nei quali i presentati, o nominati, o per diffetto di età, o per qualsivoglia altro impedimento canonico avessero bisogno di qualche dispenza, o gracia Apostolica, o di qualsivoglia altra cosa superiore all autorità ordinaria dei Vescovi, dovendosi in tutti questi e somiglianti casi sempre in avvenire, come si è fatto in passato, ricorrere alla Santa Sede per ottenere la grazia, o dispensa, pagando li soliti emolumenti *Collatione canonica.*

1753 *gracia, ó diſpenſacion, pagando á la Dataria y Cancilleria Apoſtolica los emolumentos acoſtumbrados ſin imposicion de Penſiones, ó exáccion de Cedulas Bancarias, como tambien ſe dirá en adelante.*

Septimo.

Que para el mismo fin de mantener ileſa la autoridad ordinaria de los Obispos, ſe conviene, y ſe declara, que por la ceſion, y ſubrogacion en los referidos Derechos de Nomina, Preſentacion, y Patronato, no ſe entienda conferida al Rey Catolico, ni á ſus Sucesores, Jurisdicion alguna Eccleſiaſtica ſobre las Igleſias comprehendidas en los expreſados Derechos, ni tampoco ſobre las perſonas que preſentare, y nombrare para las dichas Igleſias, y Beneficios, debiendo aſi eſtas como las otras á quienes fueren conferidos por la Santa Sede los cinquenta y dos Beneficios reſervados, quedar ſujetas á ſus reſpectivos Ordinarios, ſin poder pretender eſencion de ſu Jurisdicion, y ſalva ſiempre la ſuprema autoridad que el Pontifice Romano, como Paſtor de la Igleſia universal, tiene ſobre todas las Igleſias, y perſonas Eccleſiaſticas; y ſalvas ſiempre las Reales prerogativas que competen á la Corona en conſequencia de la Real Proteccion, eſpecialmente ſobre las Igleſias del Real Patronato.

Octavo.

Habiendo conſiderado S. M. Catolica que quedando la Dataria, y Cancilleria Apoſtolica, por razon del Patronato, y derechos cedidos á ſu Magéſtad, y á ſus Suceſores, ſin las utilidades de las Expediciones y Annatas, ſeria grave el menoſcabo del Erario Pontificio, ſe obliga á hacer conſignar en Roma, á titulo de compenſacion, por una ſola vez, á diſpoſicion de ſu Santidad, un Capital de trescientos y diez mil eſcudos Romanos, que á razon de un tres por ciento producirá annualmente nueve mil y trescientos eſcudos de la misma moneda, en cuya cantidad ſe ha regulado el producto de todos los Derechos arriba dichos.

Habiendoſe originado en los tiempos paſados alguna controverſia ſobre algunas proviſiones hechas por la Santa Sede en las Catedrales de Palencia, y Mondonnedo, la Magéſtad del Rey Catolico conviene en que los Proviſtos entren en poſſeſſion deſpues de la Ratificacion del preſente Concordato. Y habiendoſe tambien ſuſcitado nuevamente

con

menti della Dateria, e Cancelleria senza imposizione di pensione, o esazione di Cedole Bancarie, come anche di sotto in appresso. 1753

Settimo.

Che per lo stesso effetto di mantenere illibata l'autorità ordinaria de' Vescovi, si conviene, e si dichiara, che per la cessione, e surrogazione dei riferiti Dritti di Nomina, Presentazione, e Padronato, non s'intenda conferita al Ré Cattolico, e suoi Successori veruna giurisdizione Ecclesiastica sopra le Chiese compresse negli accennati dritti ne tampuoco sopra le Persone che presenterà e nominerà alle dette Chiesse, e Benefizi, dovendo non meno esse che le altre alle quali saranno dalla Santa Sede conferiti i cinquanta due Benefizi riservati, restar soggette ai loro rispettivi ordinari, senza poter pretendere esenzione dalla loro giurisdizione, salva sempre la suprema autorità, che il Romano Pontifice, come Pastore della Chiesa universale hà sopra tutte le Chiese, e Persone Ecclesiastiche, e salve sempre le Regie prerogative competenti alla Corona, in seguito della Regia Protezione, specialmente sopra le Chiese di Regio Padronato. *Juris-diction eccleſia-ſtique.*

Ottavo.

Avendo la Maestà Cattolica considerato che pel motivo del Padronato, e Dritti ad essa, e suoi Successori ceduti, restando la Dateria, e Cancelleria Apostolica senza gli utili delle Spedizioni, e delle Annate, grave sarà l'incomodo dell' Erario Pontifizio, si obbliga di far consegnare in Roma per titolo di compensazione per una sol volta, a disposizione di Sua Santità, un Capitale di trecento dieci mila scudi Romani, che a ragione di un tre per cento renderà annualmente nove mila, e trecento scudi della stessa moneta, nella qual soma è stato regotato il prodotto di tutti li sopraderti dritti. *Compenſation accordée pour la Daterie de Rome.*

Essendo ne' tempi passati nata qualche controversia circa alcune provviste fatte dalla Santa Sede nelle Cathedrale di Palenza, e Mondonedo, la Maestà del Re Cattolico conviene, che i Provisti entrino in possesso dopo la Ratifica del presente Concordato. Ed essendosi anche nell' occasione della pretensione del Regio Padronato *Cedole Bancarie*

1753 *con motivo de la pretenſion del Real Patronato univerſal, la antigua diſputa de la impoſicion de Penſiones, y exáccion de Cedulas Bancarias; aſi como la Santidad de nuſtro Beatiſimo Padre, para cortar de una vez las contiendas que de quando en quando ſe ſuſcitaban, ſe habia manifeſtado pronto, y reſuelto á abolir el uſo de dichas Penſiones, y Cedulas Bancarias, con el unico ſentimiento de que faltando el produćto de ellas, ſe hallaſſe, contra ſu deſeo, en la neceſidad de ſujetar el Erario Pontificio á nuevas cargas, reſpecto de que el produćto de eſtas Cedulas Bancarias ſe empleaba, por la mayor parte, en los ſalarios, y gratificaciones de los Miniſtros que ſirven á la Santa Sede en los negocios pertenecientes al Govierno univerſal de la Igleſia.*

Aſi tambien la Mageſtad del Rey Catolicò, no menos por ſu heredada devocion á la Santa Sede, que por el afecto particular con que mira la Sagrada Perſona de ſu Beatidud, ſe ha allanado á dar por una ſola vez un ſocorro que quando no en el todo, á lo ménos en parte, alivie el Erario Pontificio de los gaſtos, que eſtá obligado á hacer para la manutencion de los expreſados Miniſtros; y aſi ſe obliga á hacer entregar en Roma ſeiſcientos mil eſtudos Romanos, que al tres por ciento, producen anualmente diez y ocho mil eſcudos de la misma moneda, con lo qual queda abolido el uſo de imponer en adelante Penſiones, y exigir Cedulas Bancarias; no ſolo en el caſo de la Colacion de los cinquenta y dos Beneficios, reſervados á la Santa Sede, en el de las confirmaciones arriba expreſadas de algunas Elecciones, en el de recurſo á la Santa Sede para obtener alguna diſpenſacion concerniente á la Colacion de los Beneficios, ſino tambien en qualquiera otro caſo; de tal manera, que queda para ſiempre extinguido en lo venidero el uſo de la impoſicion de las Penſiones, y de la exáccion de las Cedulas Bancarias, pero ſin perjuicio de las ya impueſtas haſta el tiempo preſente.

Habia tambien otro punto de diſputa, no ya en orden al Derecho de la Camera Apoſtolica, y Nunciatura de Eſpanna ſobre los Eſpolios, y frutos de las Igleſias Obiſpales vacantes en los Reynos de las Eſpannas, ſino ſobre el uſo, exercicio, y dependencias de dicho Derecho; de modo que era neceſſario llegar ſobre eſto á alguna Concordia, ó compoſicion. Para allanar tambien eſtas con-

univerſale ripoſta di nuovo ſul tapeto l'antica contro- 1753
verſia dell' impoſizione delle penſioni, e dell' eſazione delle Cedole Bancarie; ſiccome la Santità di Noſtro Signore per ſedare una volta le querelle, che tratto a tratto ſi andavano risvegliando, erasi dimoſtrata pronta, e risoluta di abolire l'uſo delle dette Penſioni, e Cedole Bancarie, coll' unico ramarico che mancando l'entrata di eſſe, sarebbe ſtata neceſſitata, contra ſua voglia, a ſottoporre l'Erario Pontificio a nuovi debiti, giacchè il ritratto delle Cedole Bancarie per la maggior parte impiegavaſi ne ſalarj, ed onorarj di quei Miniſtri che ſervono la Santa Sede negli affari risguardanti il Governo univerſale della Chieſa.

Coſi la Maeſtà del Re Cattolico, no meno per la ſua ereditaria divozione verſo la Santa Sede, che per l'affetto particolare, con cui risguarda la Sacra Perſona di Sua Beatitudine, ſi è diſpoſta a dare per una ſola volta un ſouvenimento che ſe non in tutto, al meno in parte, ſollevi l'Erario Pontificio dalle ſpeſe, che è obbligato a fare per il mantenimento de ſopradetti Miniſtri; e coſi ſi obbliga a far conſegnare in Roma ſeicento mila ſcudi Romani, che al trè per cento producono annualmente ſcudi diciotto mila della ſteſſa moneta, con che reſta abolito l'uſo d'imporre in avenire Penſioni, e di eſiggere Cedole Bancarie, non ſolo nel caſo della Collazione dei cinquanta due Benefici riſervati alla Santa Sede nell' altro delle conferme ſopra indicate, nell altro del ricorſo alla Santa Sede per ottenere qualche diſpenza concernente la Collazione dei Benefizi, mà ancora in qualſivoglia altro caſo; in tal maniera che reſtà per ſempre tolto in avenire l'uſo dell' impoſizione delle penſioni e dell' eſazione delle Cedole Bancarie, ſenza pregiudizio però delle già impoſte fino al tempo preſente. *Dedomagement accordé au Pape.*

Altro caſo pure di controverſia era, no già circa il Jus della Camera Apoſtolica, e Nunziatura di Spagna ſopra li Spogli, e frutti delle Chieſe Veſcovili, vacanti nei Regni delle Spagne, mà ſopra l'uſo, eſercizio, e dependenze del detto dritto; in tal maniera, ch' eravi la neceſſità di venire ſopra ciò a qualche Concordia, o compoſizione. Per levare ancora queſte continove con- *Spolios y vacantes.*

1753 *continuas diferencias, la Santidad de nueſtro Beatiſimo Padre, derogando, annulando, y dexando ſin efecto alguno todas las precedentes Conſtituciones Apoſtolicas, y todas las Concordias, y Convenciones que ſe han hecho hasta aqui entre la Reverenda Camera Apoſtolica, Obiſpos, Cabildos, y Diocesis, y qualquiera otra coſa, que ſea en contrario: aplica desde el dia de la Ratificacion de eſte Concordato, todos los Eſpolios, y frutos de las Iglesias vacantes, exigidos, y no exigidos, á los uſos pios que preſcriben los Sagrados Canones; prometiendo que no concederá en adelante por ningun motivo á perſona alguna Eccleſiaſtica, aunque ſea digna de eſpecial, ó eſpecialiſima mencion, la facultad de teſtar de los frutos, y Eſpolios de ſus Igleſias Obispales, aun para uſos pios, pero ſalvas las ya concedidas que deberán tener ſu efecto, concediendo á la Mageſtad del Rey Catolico, y á ſus Suceſores el elegir en adelante los Economos, y Colectores, pero con tal que ſean perſonas Eccleſiaſticas, con todas las facultades oportunas, y neceſarias, para que baxo de la Real proteccion, ſean fielmente adminiſtrados, y fielmente empleados por ellos ſobredichos efectos en los expreſados uſos.*

Y ſu Mageſtad, en obſequio de la Santa Sede, ſe obliga á hacer depoſitar en Roma por una ſola vez, á diſpoſicion de ſu Santidad, un Capital de doscientos y treinta y tres mil, trescientos y treinta y tres eſcudos Romanos, que impueſtos al tres por ciento produce anualmente ſiete mil eſcudos de la propia moneda; y ademas de eſto acuerda S. M. que ſe ſenualen en Madrid á diſpoſizion de ſu Santidad ſobre el producto de la Cruzada cinco mil eſcudos annuales para la manutencion, y ſubſiſtencia de los Nuncios Apoſtolicos, y todo eſto en conſideracion de la compenſacion del producto que pierde el Erario Pontificio en la referida ceſion de los Eſpolios, y frutos de las Igleſias vacantes y de la obligacion de no conceder en adelante facultades de teſtar.

Su Santidad en fé de Sumo Pontifice, y ſu Mageſtad en palabra de Rey Catolico, prometen reciprocamente por ſi mismos, y en nombre de ſus Suceſores la firmeza inalterable, y ſubſiſtencia perpetua de todos, y cada uno de los Articulos precedentes, queriendo, y declarando, que ni la Santa Sede, ni los Reyes Catolicos hayan de pretender reſpectivamente mas de lo que ſe halla comprehendido,

trovarsi, la Santità di Nostro Signore, derogando, annullando, e privando d'ogni effetto tutte le precedenti Apostoliche Costituzioni, tutte le Concordie, e Convenzioni, che sonosi fatte finora frà la Reverenda Camera Apostolica, Vescovi e Capitoli, e Diocesi, ed ogn' altra cosa, che sia in contrario, dal giorno della Ratifica di questo Concordato: applica tutti i Spogli, e frutti delle Chiese vacanti esatti, ed inesatti a quelli usi pij, che sono prescritti dai Sagri Canoni; promettendo di non concedere in avenire, salve però le già concedutte, che devrano avere il suo effetto, per qualsivoglia motivo a qualsivoglia persona Ecclesiastica, ancorche degna di speciale o specialissima menzione, la facoltà di testare, benche ad usi pij, dei frutti, e Spogli delle loro Chiese Vescovili, concedendo alla Maestà del Rè Cattolico, e suoi successori l'eleggere in avenire gli Economi e Collettori, che però siano persone Ecclesiastiche, con tutte le facoltà opportune, e necessarie, acciò, sotto la Reale protezione, siano dai predetti fedelmente amministrati, e fedelmente impiegati i sopradetti effetti negli usi accennati. 1753

E la Maestà sua, in ossequio verso la Santa Sede, si obbliga di far depositare in Roma per una sol volta a disposizione di Sua Santità un Capitale di ducento trenta trè mila, e trecento trenta trè scudi Romani, che investito al tre per cento rende annualmente sette mila scudi della stessa moneta; ed in oltre Sua Maestà accorda, che si assegnino in Madrid a disposizione di Sua Santità sopra il prodotto della Crociata cinque mila scudi annui pel mantenimento, e sussistenza de Nunzi Apostolici, e tutto in considerazione del compenso dell entrata che perde l'Erario Pontifizio nella riferita cessione degli Spogli, e frutti delle Chiese vacanti, ed obbligo di non conceder in avenire facoltà di testare. *Dedomagement pour le Pape.*

La Santità Sua in fede di Sommo Pontefice, e Sua Maestà in parola di Rè Cattolico promettono mutuamente per se medesimi, ed in nome de' suoi Successori la fermezza inalterabile, e perpetua sussistenza di tutti, e ciascheduno degli Articoli precedenti; volendo, e dichiarando, che ne la Santa Sede, ne i Rè Cattolici abbiano rispettivamente da pretendere di più di quello che viene compresso,

1753 *dido, y expreſado en dichos Capitulos, y que ſe haya de tener por irrito, y de ningun valor, ni efecto quanto ſe hiciere en qualquiera tiempo contra todos, ó alguno de los mismos Articulos.*

Para la validacion, y obſervancia de quanto ſe ha convenido, ſe firmará eſte Concordato en la forma acoſtumbrada, y tendrá todo ſu entero efecto, y cumplimiento, luego que ſe entregaren los Capitales de recompenſa, que van expreſados, y deſpues que ſe hiciere la Ratificacion.

En fé de lo qual, Nos los infraſcriptos, en virtud de las facultades reſpectivas de ſu Santidad, y de S. M. Catolica, hemos firmado el preſente Concordato, y ſellado con nueſtro propio Sello.

En el Palacio Apoſtolico del Quirinal oy once de Enero de mil ſetecientos y cinquenta y tres.

(L. S.) S. Cardenal Valenti.

(L. S.) Manuel Ventura Figueroa.

ed eſpreſſo nei predetti Capitoli, e che ſi abbia a tenere per irrito, e di niun valore, ed effetto quanto ſi faceſſe in qualſivoglia tempo contro tutti, o alcuno degli ſteſſi Articoli. 1753

Per la validità, ed oſſervanza di quanto ſi è convenuto, ſarà firmato queſto Concordato nelle ſolite forme, ed avrà tutto il ſuo intiero effetto, ed adempimento, ſubito che ſaranno conſegnati li Capitali della ricompenſa, che ſi ſono eſpreſſi, e dopoche ſara ſeguita la Ratifica.

In fede di che Noi infraſcritti, in vigore delle riſpettive facoltà di Sua Santità, e di Sua Maeſtà Cattolica, abbiamo ſottoſcritto il preſente Concordato, e figillato col proprio noſtro Sigillo.

Nel Palazzo Apoſtolico del Quirinale queſto di 11 Genaro 1753.

(L. S.) S. Cardinale Valenti.

(L. S.) Manuel Ventura Figueroa.

1753 *Plenipotencia de S. M.*

Don Fernando por la gracia de Dios, Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdenna, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas y Tierra ferma del mar Oceano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgonna, de Bravante, y Milan, Conde de Aspurg, de Flandes, Tirol y Barcelona, Sennor de Vizcaya, y de Molina &c. Por quanto en el Concordato concluido, y firmado en diez y ocho de Octubre del anno de mil ſetecientos treinta y ſiete entre la Santa Sede, y eſta Corona quedaron pendientes varios puntos de Diſciplina Eccleſiaſtica, Patronato Real y otros, y es mi deſeo que las diferencias que de ellos reſultan tengan fin por un temperamento equitativo y de reciproca ſatisfaccion, que aſegure para ſiempre la mejor correſpondencia entre eſta Corte y la de Roma, à que igualmente eſtá propenſo el animo de nueſtro Santiſimo Padre Benedicto XIV. Por tanto, hallandome ſatisfecho de la capacidad, prudencia, zelo y amor à mi Real ſervicio de vos Don Manuel Ventura Figueroa, Auditor de la Sacra Rota por la Corona de Caſtilla, os he elegido y nombrado, y por el preſente os elijo y nombro, y os doy todo mi poder, facultad y comiſion en la mas amplia forma que puedo, y de derecho ſe requiere para que en mi nombre trateis y confirais, concluyais y firmeis con el Miniſtro, ò Miniſtros igualmente autorizados que ſu Santidad deſtinare al propio fin, el Concordato ò Concordatos que os parecieren convenientes ſobre las citadas diferencias y puntos pendientes; y prometo bacho mi palabra Real que tendré por grato y rato quanto aſi executareis, y que lo obſervaré y cumpliré, y haré que ſe obſerve y cumpla fiel y exactamente, ſin permitir que en tiempo alguno ſe contravenga à ello por qualquiera cauſa, ò con qualquier pretexto que ſea: En fé de lo qual he mandado despachar el preſente, firmado de mi mano, ſellado con mi ſello ſecreto, y refrendado de mi infraſcripto Conſejero de Eſtado,

Eſtado, y Secretario de Eſtado, y del Deſpacho de Guerra, Marina, Indias y Hacienda. 1753

Dade en San Lorenzo el Real à 17 de Octubre 1752.

Yo el Rey

(L. S.) CENON DE SOMODEVILLA.

Plenipotentia Suae Sanctitatis.

Dilecto filio noſtro Silvio, S. R. E.ᵉ Presbytero Cardinali, Valenti nuncupato, ejusdem S. R. E. Camerario, et Secretariae noſtrae Status Eccleſiaſtici Secretario.

BENEDICTUS Papa XIV.

Dilecte fili noſter, ſalutem et apoſtolicam benedictionem.

Cum pro ſingulari illa ac prorſus paterna, qua Chariſſimum in Chriſto filium noſtrum, Ferdinandum Hiſpaniarum regem Catholicum complecti pergimus charitate, nihil magis nobis cordi eſt, quam ut nonnulla, quae in Tractatu inter Apoſtolicam hanc ſanctam ſedem, et claraе memoriae Philippum Quintum, dum vixit, earundem Hiſpaniarum Regem Catholicum, Menſe Octobri M. D. CCXXXVII. habito, inito, concordato, atque utrinque comprobato et confirmato, diſcutienda et examinanda, praeſertim quoad diſciplinam Eccleſiaſticam, Regium Juspatronatus, atque alia momenta relicta fuerunt, tandem mutua animorum comparatione decidantur et terminentur. Hinc eſt quod Nos motu proprio, et ex certa ſcientia ac matura deliberatione noſtris, deque Apoſtolicae poteſtatis plenitudine, te, de cujus fide, prudentia, integritate et in rebus agendis dexteritate plurimum in Domino confidimus ſuper eisdem momentis proponendis, tractandis, debitoque fine concludendis in noſtrum et dictae Sedis Plenipotentiarium tenore praeſentium nominamus, conſtituimus et deputamus tibique ut noſtro et dictae ſedis nomine una cum dilecto filio, Magiſtro Emmanuele Ventura Figueroa Cappellano noſtro, et cauſarum Palatii Apoſtolici Auditore, quem ipſe Ferdinandus Rex eodem laudabili ſtudio ductus ſufficienti ad hoc mandato munivit, de eisdem momentis agere, eademque tractare, et concludere libere et licite poſſis

1753 et valeas, plenam et amplam facultatem harum ſerie concedimus, et impertimur. Decernentes validum, et efficax fore quidquid earundem praeſentium vigore tu egeris, tractaveris, et concluſeris; id omne, quantum in nobis eſt, acceptum, ac gratum firmumque ac ratum habere, nec non obſervare, complere, et exequi in verbo Romani Pontificis promittentes. In contrarium facientibus non obſtantibus quibuscunque. Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem ſub annulo Piſcatoris die IX. Januarii M. D. CCLIII. Pontificatus noſtri Anno Decimo tertio.

(L. S.) *D. Cardinalis* PASSIONEUS.

Ratificacion de S. M.

DON FERNANDO por la gracia de Dios, Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalen, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdenna, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas, y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgonna, de Bravante, y Milan, Conde de Aspurg, de Flandes, Tirol y Barcelona, Sennor de Vizcaya, y de Molina &c. Por quanto ſe concluyò y firmò en Roma el dia once de Enero de eſte anno por el Cardenal Valenti Secretario de Eſtado de ſu Santidad, y Don Manuel Ventura Figueroa Auditor de la Sacra Rota por la Corona de Caſtilla, autorizados ambos Miniſtros con los plenospoderes neceſſarios, el Concordato, cuyo tenor es como ſe ſiegue.

(Aqui ſe inſerta.)

Por tanto, habiendo viſto y examinado el referido Concordato, he venido en aprobarle y confirmarle, como en virtud de la preſente le apruebo, ratifico, y confirmo en todos, y cada uno de ſus Articulos en la mejor y mas amplia forma que puedo, prometiendo en fé de mi palabra Real por mi, y mis Succeſores de cumplir, y hacer cumplir quanto en el ſe contiene y expreſa, ſin permitir que en tiempo alguno ſe falte, ni contravenga á ello en la menor coſa, para cuya firmeza y vali-

validacion he mandado despechar la preſente, firmada 1753
de mi mano, ſellada con el Sello de mis Armas, y refrendada de mi infraſcripto Conſejero de Eſtado, y Secretario de Eſtado, y del Despacho de Guerra, Marina, Indias, y Hacienda.

Dada en Buen-Retiro à 31 de Enero de 1753.

Yo el Rey

(L. S.) CENON DE SOMODEVILLA.

Ratificatio Suae Sanctitatis.

BENEDICTUS PP. XIV. ad perpetuam rei memoriam.

Cum alias nempe die undecima Januarii proxime elapſi ad proponenda, tractanda, debitoque fine concludenda nonnulla, praeſertim quoad diſciplinam Eccleſiaſticam, Regium Juspatronatus, atque alia momenta, quae in Tractatu inter Apoſtolicam hanc Sanctam Sedem, et cla: me: Philippum V. dum vixit, Hispaniarum Regem Catholicum, menſe Octobri milleſimi ſeptingenteſimi trigeſimi ſeptimi habito, inito, concordato, atque utrinque comprobato, et confirmato, relicta fuerant, per dilectum Filium noſtrum Silvium Sanctae Romanae Eccleſiae Presbyterum Cardinalem, Valenti nuncupatum, noſtrum et dictae Sedis Plenipotentiarium, et dilectum itidem Filium Magiſtrum Emmanuelem Venturam Figueroa Cappellanum noſtrum, et Cauſarum Palatii Apoſtolici Auditorem, chariſſimi in Chriſto filii noſtri Ferdinandi eorundem Hispaniarum Regis Catholici Plenipotentiarium, conventus, ac ſubſcriptus fuerit quidam Tractatus octo Articulis comprehenſus, cujus tenor eſt qui ſequitur.

(Fiat inſertio.)

Subinde vero dictus Ferdinandus Rex Tractatum hujusmodi approbaverit, confirmaverit, ratumque habuerit, et alias prout in ſcriptura deſuper confecta, cujus tenorem praeſentibus pro expreſſo et inſerto haberi volumus, uberius continetur. Hinc eſt quod Nos Tractatum praeinſertum ratum, itidem habere, ſtabilique, ac perpetua firmitate ſubſiſtere, et inviolabiliter ſervari cupientes, motu proprio, ac ex certa ſcientia, et matura deliberatione noſtris, deque Apoſtolicae poteſtatis plenitudine

1753 tudine Tractatum praeinſertum a praedicto Ferdinando Rege approbatum, confirmatum, et ratum habitum, ut praedicitur, tenore praeſentium perpetuo ratificamus, ac ratum habemus, ac promiſſa per dictum Silvium Cardinalem noſtrum et praedictae Sedis Plenipotentiarium in Tractatu praedicto ſincere, et inviolabiliter ex noſtra, ejusdemque Sedis parte adimpletum et ſervatum iri in verbo Romani Pontificis promittimus. Decernentes praeſentes Litteras nullo unquam tempore de ſubreptionis, obreptionis, et nullitatis vitio, vel intentionis noſtrae, aut alio quocumque quantumuis magno, et inexcogitato defectu notari, et impugnari poſſe; ſed ſemper et perpetuo firmas, validas et efficaces exiſtere et fore, ſuosque plenarios, et integros effectus ſortiri et obtinere, ac inviolabiliter ſervari debere. Non obſtantibus quibusvis Apoſtolicis, ac in Univerſalibus, Provincialibusque, et Synodalibus Conciliis editis generalibus vel ſpecialibus Conſtitutionibus et Ordinationibus, ac quatenus opus ſit, noſtra, et Cancellariae Apoſtolicae Regula *de jure quaeſito non tollendo*, caeterisque contrariis quibuscumque. Quibus omnibus et ſingulis, illorum tenores praeſentibus pro expreſſis, et ad verbum inſertis habentes illis alias in ſuo robore permanſuris ad praemiſſorum effectum hac vice duntaxat ſpecialiter, et expreſſe derogamus, caeterisque contrariis quibuscumque. Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem ſub annulo Piſcatoris die vigeſima Februarii anno milleſimo ſeptingenteſimo quinquageſimo tertio. Pontificatus noſtri anno Decimo tertio.

(L. S.) *D. Cardinalis* PASSIONEUS.

Conſtitutio Apoſtolica.

Benedictus Epiſcopus, ſervus ſervorum Dei.

Ad perpetuam rei memoriam.

Quam ſemper a Deo, bonorum omnium largitore, effuſis precibus flagitare jubemur, pacem atque concordiam, quamque Nos ipſi, utpote cum Religionis utilitate ſemper conjunctam, hoc toto Pontificatus noſtri tempore, inter Nos, cunctosque Nobis in Chriſto Chariſſimos Filios Chriſtianos Reges et Principes, omni ſtudio tueri ac fovere curavimus; eam non ſatis firmo nexu con-

conſtare inter hanc *Apoſtolicam Sedem*, Hiſpaniaeque Catholicos Reges, ac Populos, latentibus diſſenſionum cauſis, quae aliquando, vel levi quopiam vento impellente, in aperta diſſidia erumpere poterant, non ſine perpetua animi noſtri anxietate et ſollicitudine cogitabamus. 1753

Cum enim in Tractatu jam usque ab anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo trigeſimo ſeptimo inter felicis recordationis Praedeceſſorem noſtrum Clementem Papam XII. et claraе memoriae Philippum hoc nomine V. dum viveret Hiſpaniarum Regem Catholicum inito, ac die vigeſima ſexta Septembris praedicti anni a Plenipotentiariis ex utraque parte deputatis Romae ſubſcripto, nihil expreſſe conventum fuiſſet circa veterem illam et arduam controverſiam de, et ſuper praetenſo Catholicorum Regum Jure Patronatus univerſalis in omnia et ſingula Beneficia Eccleſiaſtica per eorum Ditionis Regna et Provincias exiſtentia; ſed ipſius dumtaxat controverſiae, tamquam indeciſae et pendentis, examen in aliud tempus dilatum fuiſſet; nec alia ſane deeſſent inter hanc ipſam Apoſtolicam Sedem, eosdemque Hiſpaniarum Reges, controverſiarum capita; tum ſcilicet propter conſuetudinem a longo tempore vigentem, ut in hujusmodi Beneficiorum Eccleſiaſticorum collationibus et proviſionibus quae per dictam Sedem fierent, quaedam Penſiones annuae ſuper eorumdem Beneficiorum fructibus et proventibus reſervarentur, et pro earum certiori ſolutione, publicorum Argentariorum cautiones, ſeu Cedulae Bancariae a proviſis Beneficiatis exigentur; tum etiam propter nonnulla incidentia in exercitio et uſu illius Juris, quo Camera Apoſtolica ſine ulla contradictione fruebatur, exigendi videlicet, et colligendi, ac reſpective adminiſtrandi, et eroganди per Nuncium Apoſtolicum in dictis Hiſpaniarum Regnis pro tempore reſidentem, aliosque Miniſtros ibidem conſtitutos, Eccleſiaſticorum Praeſulum, aliorumque in iis decedentium Spolia, et Eccleſiarum vacantium fructus, redditus, et proventus; ſuper quibus omnibus non leves hinc inde agitabantur querelae, et nova diſcordiarum germina in dies exurgere poſſe timebantur; cumque adhibita per Nos ſtudia in colligendis exponendisque rationum momentis, quibus Apoſtolicae Sedis et Camerae jura, ac conſuetudines circa praemiſſa nitebantur non tam vita fuerint componendis rebus viam ſternere, quam nobis altioris indaginis queſtionibus excitan-

1753 citandis aditum aperire: Hoc tandem ſalubre conſilium, ad formidatae diſſenſionis pericula non ſolum praeſenti tempore procul arcenda, ſed etiam in futurum perpetuo praecavenda idoneum, communi noſtra, et Charillimi in Chriſto Filii noſtri Ferdinandi VI. Hiſpaniarum Regis Catholici voluntate, ſuſceptum fuit, ut juſto et aequabili temperamento ad utriusque Partis rationes accommodato, univerſum negotium terminaretur. Quapropter Nos Ven. Fratrem noſtrum Sylvium nunc Sabinenſem Epiſcopum Sanctae Romanae Eccleſiae Cardinalem Valenti nuncupatum, ejusdem Sanctae Romanae Eccleſiae Camerarium, in noſtrum dictaeque Apoſtolicae Sedis Plenipotentiarium deputavimus, ad hoc ut noſtro ejusdemque Sedis nomine, una cum Dilecto Filio Magiſtro Emmanuele Ventura Figueroa Cappellano noſtro, ac uno ex Cauſarum Palatii noſtri Apoſtolici Auditoribus, quem dictus Ferdinandus Rex Catholicus ſuum quoque Plenipotentiarium ad id conſtituerat, de ineundae conventionis articulis et conventionibus tractaret. Qui ſane diligenti ſtudio omnibus diu mature que diſcuſſis, ac etiam nobiscum, et cum dicto Ferdinando Rege reſpective communicatis, rem totam, auxiliante Domino, ad terminos utrique Parti acceptabiles feliciter deduxerunt; ac demum, opportunis utrinque mandatis, et facultatibus muniti, die undecima elapſi menſis Januarii Romae in Palatio noſtro Apoſtolico Quirinali Tractatum quemdam ſubſcripſerunt; quem poſtea praefatus Catholicus Rex ſuo Regio Diplomate die trigeſima prima ejusdem menſis expedito, de verbo ad verbum inſertum, in omnibus et ſingulis illius articulis approbavit, confirmavit, et ratum habuit; ac Regia Fide interpoſita, pro ſe ſuisque Succeſſoribus, tam a ſe ipſo, quam ab aliis, ad quos pertinet, ſeu pertinebit in poſterum pleniſſime implendum atque ſervandum promiſit: Quemque Nos etiam Apoſtolicis noſtris Litteris in Forma Brevis, cum integra ejusdem Tractatus inſertione, datis die vigeſima ſequentis menſis Februarii, approbavimus, confirmavimus, et ratum habuimus; promittentes in verbo Romani Pontificis, omnia et ſingula ibidem noſtro, dictaeque Sedis nomine promiſſa ſincere et inviolabiliter ex noſtra, ejusdemque Sedis parte, adimpletum et ſervatum iri; prout in dicta Regia Schedula, et in noſtris Litteris hujusmodi, quarum tenores praeſentibus pro inſertis haberi volumus, plenius atque diſtinctius continetur.

Jam

Jam vero quum idem Ferdinandus Rex Catholicus, ex conventis in Tractatu hujusmodi, ea quae paratam executionem habere poterant, praesertim quod pertinet ad compensationes, dispendiorum, quae Camera Apostolica ex concessionibus, et cessionibus eidem Regi ejusque successoribus per Nos factis, aliisque ex parte nostra promissis, subire poterat, effectu complere non distulerit: Nos etiam ea, quae in eodem Tractatu, nostro nomine conventa et promissa fuerunt, quantum praesenti tempore in nobis est, ad executionem deducere, ac sinceram paterni animi nostri dilectionem erga ipsum Regem, de Catholica religione, et de Apostolica Sede optime meritum, universamque Hispanam Nationem sua semper pietate, et in eamdem Sedem observantia conspicuam, ostendere volentes: 1753

Inprimis, quum idem Ferdinandus Rex Catholicus Nobis repraesentari fecerit, tam Secularis, quam Regularis Cleri in Hispaniis Disciplinam quibusdam in rebus reformatione indigere; Nos sane praesentium tenore declaramus quod ubi nobis exposita fuerunt peculiaria hujusmodi disciplinae capita, super quibus necessariam providentiam capere opus erit, hanc quidem, juxta ea, quae in Sacris Canonibus, et Apostolicis Constitutionibus, ac Tridentinae Synodi Decretis statuta habentur, interponere non omittemus, quinimo si nobis in hac Beati Petri Cathedra residentibus, quemadmodum enixe optamus, id fieri continget; neque negotiorum mole, qua opprimimur, neque senilis aetatis nostrae respectu, Nos deterri patiemur, quo minus in saluberrimi operis implementum tantum studii, et laboris per Nosmet ipsos impendamus, quantum olim multis retro annis, dum in Minoribus degeremus, Praedecessorum nostrorum temporibus impigre contulimus, seu pro resolutione earum rerum, quae in felicis recordationis Innocentii Papae XIII. litteris, incipientibus: Apostolici Ministerii statutae fuerunt; seu pro fundatione Universitatis de Cervera, aut pro stabilienda Insigni Collegiata S. Iidephonsi, aliisque gravissimis negotiis ad Hispaniarum Regna pertinentibus.

Quod autem pertinet ad Ecclesiarum et Beneficiorum Ecclesiasticorum in Hispaniarum Regnis et Provinciis consistentium nominationes, praesentationes, collationes, et provisiones pro tempore faciendas; Nos, praefato Tractatui inhaerentes, nihil novi statuere intendimus

quoad

1753 quoad dictorum Regnorum et Provinciarum Archiepiſcopales, et Epiſcopales Eccleſias, nec non Monaſteria, et Beneficia Conſiſtorialia in Libris Camerae noſtrae Apoſtolicae deſcripta et taxata, ſicut etiam quoad alia Beneficia Eccleſiaſtica cujuscumque qualitatis et denominationis, quae in Granatenſi et Indiarum Regnis, atque Ditionibus conſiſtunt; aliaque nonnulla etiam alibi exiſtentia quae de ipſorum Catholicorum Regum Patronatu, ſive ex fundatione, aut dotatione, ſive ex Privilegiis, et Litteris Apoſtolicis, aliisve legitimis titulis, ad hunc diem fuiſſe et eſſe ſine ulla controverſia dignoſcuntur; ſed tam Eccleſias et Monaſteria, aliaque Beneficia Conſiſtorialia hujusmodi, quam caetera Beneficia Eccleſiaſtica in dictis Regnis Granatenſis et Indiarum exiſtentia; aliaque praemiſſa quoties ea vacare, ſeu Paſtoribus, vel Praelatis aut Rectoribus, ſive Commendatariis reſpective carere contigerit, ad ipſorum Catholicorum Regum nominationem et praeſentationem, ut antea, conferri et provideri volumus et decrevimus, hoc etiam inconcuſſe ſervato, ut nominati et praeſentati ad Eccleſias, et Monaſteria, ac Beneficia Conſiſtorialia hujusmodi, conſuetas collationis et proviſionis Litteras, a Nobis, et ab hac Apoſtolica Sede impetrare ac ſolitas Taxas Datariae, Cancellariae, et Camerae noſtrarum Apoſtolicarum, aliaque jura, et emolumenta officialibus debita, ut hactenus ſervari conſuevit, ſine ulla innovatione, perſolvere debeant et teneantur.

Ex omnibus vero aliis Dignitatibus in Cathedralibus, et Collegiatis Eccleſiis, nec non ex Canonicatibus, et Praebendis earundem Eccleſiarum, ac Beneficiis Eccleſiaſticis in quibusdam Eccleſiis dictorum Regnorum et Provinciarum ſitis, Nos quidem, ad hoc ut Nobis, et Succeſſoribus noſtris Romanis Pontificibus aliqua ratio ſuppetat providendi, et gratificandi Perſonis Eccleſiaſticis Hispanae nationis, morum probitate ac doctrina praeſtantibus, ſeu alias de Nobis, et illis, ac de Apoſtolica Sede bene merentibus, certas Dignitates, certosque Canonicatus, et Praebendas, ac nonnulla Beneficia hujusmodi ſpeciali denominatione deſignata, in praedicto Tractatu expreſſa, ac etiam inferius enuncianda, quae omnia numero ſunt duo ſupra quinquaginta, eidem Tractatui inhaerentes, ac etiam auctoritate Apoſtolica, et praeſentium Litterarum tenore, liberae noſtrae, et Apoſtolicae Sedis diſpoſitioni perpetuo reſervamus: ita

ut

ut quocumque tempore, etiamsi Apostolica Sedes tunc 1753
vacaverit, et quocumque anni Mense etiamsi in ejusmodi Civitatibus et Dioecesibus sita fuerint, quorum Episcopis et Praesulibus, etiam Cardinalatus honore fulgentibus, quaecumque Indulta etiam amplissima, conferendi nonnulla, aut omnia Beneficia Ecclesiastica Apostolicae Sedi alioquin reservata et affecta forsan concessa fuerint, aut in posterum, ut infra, concedantur, et quocumque modo, seu titulo, etiam per affectionem alicujus Ecclesiae, aut Beneficii Ecclesiastici de Catholicorum Regum Patronatu, seu alias ad nominationem et praesentationem eorundem Regum pertinentis, aut ex cujuscumque persona eadem vacare contigerit, ac etiamsi aliqua ex ipsis de eodem Regio Patronatu ex fundatione, dotatione, Privilegio, aliove legitimo titulo esse comperiantur, quoniam ita in praedicto Tractatu conventum fuit, a nemine praeterquam a Nobis, et Successoribus nostris Romanis Pontificibus pro tempore futuris, de ipsis disponi et provideri possit; sed quoties ea et eorum singula, ut supra, vacaverint, toties a Nobis, seu a Romano Pontifice pro tempore existente, aut proxime futuro, idoneis Clericis, seu Presbyteris, natione Hispanis, Nobis, et illis respective benevisis, absque ulla Pensionis reservatione, seu cautionis exactione, libere conferantur; iidemque Clerici, seu Presbyteri, quorum favore de ipsis dispositum fuerit, Apostolicas provisionis suae Litteras reportare, et consuetas Taxas et emolumenta Camerae Apostolicae, aliisque Romanae Curiae officiis et officialibus debita, persolvere etiam teneantur.

Tituli autem, et denominationes dictorum quinquaginta duorum ex Dignitatibus, et Canonicatibus, ac Praebendis, nec non Beneficiis hujusmodi, in variis dictorum Regnorum et Provinciarum Ecclesiis, atque Dioecesibus consistentium, quarum et quorum liberam et fixam dispositionem Nobis et Successoribus nostris Romanis pontificibus in perpetuum reservavimus, sunt, prout sequitur

Abulen; in Cathedrali, Archidiaconatus de Arevale nuncupatus.

Aurien; in Cathedrali, Archidiaconatus de Bubal nuncupatus. Barchinonen; Prioratus, olim Regularis, et modo Saecularis Collegiatae Ecclesiae Sanctae Annae.

1753 Burgen; in Cathedrali, Scholaſtria. In eadem Cathedrali Archidiaconatus de Valenzuela nuncupatus.

Calaguritan; in Cathedrali, Archidiaconatus de Naxera nuncupatus. In eadem Cathedrali, Theſaurariatus.

Carthaginen; in Cathedrali, Scholaſtria. Item, Beneficium Simplex de Albacete nuncupatum.

Caeſarauguſtan; in Cathedrali, Archipresbyteratus de Daroca nuncupatus. In eadem Cathedrali, Archipresbyteratus de Belchite nuncupatus.

Civitaten; Provinciae Compoſtellanae, in Cathedrali, Matriſcolia.

Compoſtellan; in Cathedrali, Archidiaconatus della Reyna nuncupatus. In eadem Cathedrali, Archidiaconatus Sanctae Teſſiae nuncupatus. Item, Theſaurariatus ejusdem Cathedralis Eccleſiae.

Conchen; in Cathedrali, Archidiaconatus de Alacron nuncupatus. In eadem Cathedrali Theſaurariatus.

Cordúben; in Cathedrali, Archidiaconatus de Caſtro nuncupatus. Item, Beneficium Simplex de Villalcazar. Item, Beneficium, Praeſtimonium nuncupatum de Caſtro y Eſpejo.

Derthuſen; in Cathedrali Sacriſtia. In eadem Cathedrali Hoſpitalaria.

Gerunden; in Cathedrali, Archidiaconatus de Ampueda nuncupatus.

Giennen; in Cathedrali, Archidiaconatus de Baeza nuncupatus. Item, Beneficium Simplex de Arzovilla.

Illerden; in Cathedrali, Praeceptoria.

Iſpalen; in Cathedrali, Archidiaconatus de Aerez nuncupatus. Item, Beneficium Simplex de la Puebla de Guzman nuncupatum. Item, Beneficium, Praeſtimonium nuncupatum in Eccleſia Sanctae Crucis de Ecixa.

Majoricen; in Cathedrali, Praeceptoria. Item, Praepoſitura Sancti Antonii de Sancto Antonio Viennen.

Nullius Dioeceſis, Provinciae Toletanae, Beneficium Simplex Sanctae Mariae de Alcala la Real.

Oriolen; Beneficium Sanctae Mariae de Elche.

Oſcen; in Cathedrali, Cantoria.

Oveten; in Cathedrali, Cantoria.

Oxo-

Oxomen; in Cathedrali, Scholaſtria. In eadem Cathedrali Abbatia Sancti Bartholomaei. 1753

Pampilonen; Hoſpitalaria, olim Regularis, modo commendari ſolita. Item, Praeceptoria Generalis Loci de Olite.

Placentin; Provinciae Compoſtellanae, in Cathedrali, Archidiaconatus de Medelin nuncupatus. In eadem Cathedrali, Archidiaconatus de Truxillo nuncupatus.

Salamantin; Archidiaconatus de Monleon nuncupatus.

Seguntin; in Cathedrali, Theſauraria. In eadem Cathedrali, Abbatia Sanctae Colomae nuncupata.

Tarraconen; in Cathedrali Prioratus.

Tyraſonen; in Cathedrali Theſaurariatus.

Toletan; in Cathedrali, Theſaurariatus. Item, Beneficium Simplex de Ballecas.

Tuden; Beneficium Simplex Sancti Martini de Roxal.

Valentin; in Cathedrali, Sacriſtia Major.

Urgellen; in Cathedrali, Archidiaconatus de Andorra nuncupatus.

Zamoren; in Cathedrali, Archidiaconatus de Toro nuncupatus.

Caeterum, quum alias ſuper nonnullis Dignitatum, et Canonicatuum ac Praebendarum, ſeu Beneficiorum in Eccleſiis Cathedralibus Palentina, et Mindonien; alias etiam vacantium proviſionibus Apoſtolica auctoritate factis, aliqua controverſia inſurrexerit propter quam de illis proviſi earum et eorum actualem poſſeſſionem reſpective adipiſci nequiverunt; ſublata modo per Tractatus praedicti concluſionem et ratihabitionem, ut praefertur, qualibet controverſiae cauſa: Iidem, ut ſupra, proviſi, eorum reſpective Litterarum Apoſtolicarum vigore, in dictarum Dignitatum, et Canonicatuum, ac Praebendarum, ſeu Beneficiorum hujus modi veram realem, et actualem poſſeſſionem juxta conventa in eodem Tractatu, ſine mora induci debebunt.

Quo vero ad caeteras Dignitates, et Canonicatus, ac Praebendas, necnon Beneficia Eccleſiaſtica *cum Cura, et ſine Cura* in eorundem Regnorum Eccleſiis ſita, quae deinceps quovis modo vacare contigerit, ut pro eorum futuris collationibus et proviſionibus certa methodus

1753 praefiniatur, volumus primo, atque ſtatuimus, Archiepiscopos, et Episcopos Eccleſiarum in iisdem Regnis conſiſtentium aliosque Inferiores conferendi poteſtatem habentes, ea nimirum Beneficia, quae conferendi jus habent, prout antea quoties in Martii, Junii, Septembris et Decembris menſibus tantum, etiamſi Sedes Apoſtolica tunc vacet, vacare contigerit (Gratiis conferendi in ſex alternatim anni Menſibus, quae iisdem Archiepiscopis, et Episcopis, quamdiu ipſi apud Eccleſias et Dioeceſes ſuas vere et perſonaliter reſediſſent, concedi conſueverant, quaeque in poſterum minime concedentur, penitus excluſis) futuris temporibus conferre, ac idoneis et benemeritis perſonis de illis providere debere. Ac ita quoque Eccleſiaſticas perſonas, ſeu Patronos Eccleſiaſticos, quibus ad aliqua Beneficia Eccleſiaſtica pro tempore vacantia nominatio, ſeu praeſentatio perſonarum idonearum in eis, ad praeſentationem ſeu nominationem hujusmodi, per Ordinarium Loci, aut alias inſtituendarum, ceſſantibus reſervationibus et affectionibus Apoſtolicis, ſpectat et pertinet: ad eadem Beneficia, in iisdem duntaxat menſibus pro tempore vacantia, futuris quoque temporibus nominare vel praeſentare poſſe, ac debere. At quia quaedam Eccleſiarum Capitula, et Canonici, necnon Rectores, ac Monaſteriorum Abbates, atque etiam Chriſtifidelium Confraternitates Eccleſiaſtica auctoritate erectae, quibus electio Perſonae idoneae ad aliquot Beneficia hujusmodi dum ea pro tempore vacant, competere dignoſcitur, ad Nos et Sedem Apoſtolicam, pro reportanda electionum hujusmodi confirmatione, per Litteras Apoſtolicas facienda recurſum habere ſolent; volumus etiam, atque ſtatuimus, nihil in hac parte innovandum eſſe, ſed omnia, quae hactenus circa haec obſervata fuerunt, in poſterum quoque obſervari debere.

Canonicatus autem illos, et Magiſtrales, Doctorales, Lectorales, ac Poenitentiarias, vulgo de Officio nuncupatas Praebendas dictarum Eccleſiarum, quae praevio concurſu conferri ſolent, etiam deinceps eisdem modo, et forma vsque nunc laudabiliter ſervatis, absque minima in aliquo innovatione, futuris temporibus conferri et expediri. Pariterque quoad ea Beneficia, quae de Jure Patronatus Laicorum privatarum Perſonarum ex fundatione vel dotatione exiſtunt, nihil penitus innovari, volumus et decernimus.

De

De Parochialibus etiam Eccleſiis, aliisque Beneficiis 1753
Eccleſiaſticis animarum curam annexam habentibus, praevio concurſu, juxta formam in Concilii Tridentini Decreto ſuper modo de illis providendi edito, praeſcriptam, [illegible] diſponi debebit; nedum in caſu earum eorum vacationum in praedictis quatuor menſibus, ſed etiam [illegible] illae, et illa in aliis octo anni menſibus vacaverint, aut alias earum et eorum diſpoſitio Apoſtolicae Sedi reſervata fuerit, quamvis tunc praeſentatio ad easdem Parochiales, ſeu Beneficia hujusmodi de reſervato vacaturas et vacatura, ad Catholicos Reges, ut infra, pertinere deberet: in omnibus enim hujusmodi caſibus, jus erit Catholico Regi pro tempore exiſtenti, ac reſpective Patronis Eccleſiaſticis, quoad Parochiales Eccleſias, et Beneficia Curata in dictis quatuor menſibus ad eorum nominationem et praeſentationem pro tempore vacantes et vacantia, ex tribus, quos Examinatores Synodales in praedicto concurſu approbaverint, quosque Ordinarius Loci ad animarum curam idoneos eisdem reſpective ſignificaverit, unum eidem Ordinario praeſentare, quem ſcilicet Rex ipſe, ſeu reſpective Patronus Eccleſiaſticus, inter dictos tres magis dignum in Domino judicaverit.

Salvis itaque ſemper tam dictorum quinquaginta duorum ex Dignitatibus, et Canonicatibus, et Praebendis, ſeu Beneficiis Eccleſiarum in dictis Regnis conſiſtentium, ſpeciali reſervatione Nobis, et Sedi Apoſtolicae ſuperius per Nos facta, quam omnibus et ſingulis declarationibus etiam huc usque expreſſis: Nos juſtis de cauſis animum noſtrum digne moventibus, et praeſertim ad veterem illam controverſiam ſuper praetenſo Catholicorum Regum Univerſali Jure Patronatus in omnia et ſingula Beneficia Eccleſiaſtica in Hiſpaniarum Regnis atque Provinciis exiſtentia, juxta conventa in praedicto Tractatu, tandem omnino ac perpetuo de medio tollendam: Motu proprio, et auctoritate Apoſtolica praedicto Chariſſimo in Chriſto Filio noſtro Ferdinando Regi, ac pro tempore exiſtenti Hiſpaniarum Regi Catholico, Jus univerſale nominandi et praeſentandi ad ceteras omnes etiam poſt Pontificalem Majores, aliasque Metropolitanarum, et Cathedralium, nec non Principales, aliasque reſpective Dignitates Collegiatarum, Eccleſiarum ac ad caeteros omnes Canonicatus, et Praebendas, Portiones, Abbatias, Prioratus, Commendas, Parochiales Eccleſiaa,

1753 Perſonatus, Officia, caeteraque Beneficia Eccleſiaſtica etiam Patrimonialia, ac Saecularia, et cujusvis Ordinis Regularia, *cum Cura et ſine Cura*, cujuscumque ſint qualitatis, et denominationis, actu exiſtentia, et quae forſan in futurum, absque eo quod eorum Fundatores Juspatronatus et praeſentandi ad illa, ſibi ſuisque haeredibus, et ſucceſſoribus reſervent, canonice erigentur et inſtituentur, et in quibusvis Metropolitanis, Cathedralibus, Collegiatis, Parochialibus, aliisque in Hiſpaniarum Regnis atque Provinciis, quae actu ab eodem Ferdinando Rege poſſidentur exiſtentibus Eccleſiis ſita: Quotles Dignitates et Canonicatus, ac Praebendae, caeteraque Beneficia hujusmodi in octo menſibus Sede Apoſtolica reſervatis, ac etiam in aliis quatuor anni Menſibus Ordinariorum diſpoſitioni, ut ſupra, praeſervatis, vacante Sede Archiepiscopali, aut Epiſcopali, vacaverint; aut alias eorum tunc vacantium diſpoſitio Nobis et Sedi Apoſtolicae generaliter, vel ſpecialiter reſervata, vel affecta exiſtat, ſive ad Nos, et Sedem eamdem quovis titulo ſpectet et pertineat; in executionem conventorum, ut ſupra, ac etiam ex ſpeciali dono gratiae, harum ſerie concedimus et indulgemus. Et pro majori conceſſionis et Indulti hujusmodi declaratione et firmitate eumdem Ferdinandum Regem, ac pro tempore exiſtentes Hiſpaniarum Reges Catholicos illius Succeſſores, in omnia jura Nobis, et pro tempore exiſtenti Romano Pontifici, eidemque Apoſtolicae Sedi ſuper collatione quorumvis Beneficiorum hujusmodi, vigore reſervationum Apoſtolicarum, hactenus competentia, ac ſive per Nos ipſos, et per organum Datariae, et Cancellariae Apoſtolicae, ſive per noſtros, dictaeque Sedis Nuncios in Hiſpaniarum Regnis reſidentes, aliosque quoscumque per Apoſtolica Indulta ad id facultate donatos, exerceri ſolita, plenarie ac perpetuo ſubrogamus. Ita ut ipſe Ferdinandus Rex, ejusque Succeſſores Catholici Reges, conceſſo ſibi univerſali jure nominandi et praeſentandi ad omnia et ſingula Beneficia praedicta in Hiſpaniarum Regnis atque Provinciis actu ab eodem Catholico Rege poſſeſſis exiſtentia, dictisque juribus, etiam Apoſtolica Sede vacante, juxta praemiſſas declarationes, uti libere poſſint, et in omnibus exercere valeant, eodem modo, quo idem Ferdinandus Rex, ejusque Praedeceſſores Catholici Reges, quoad Eccleſias et Beneficia Eccleſiaſtica de eorum Regio Jure Patronatus antea exiſtentia hujusmodi

modi Regii Patronatus juribus uti, eaque exercere con- 1753
fueverunt. Ideoque nullum de caetero Indultum conferendi Beneficia Eccleſiaſtica Apoſtolicae Sedi reſervata in dictis Hiſpaniarum Regnis, praedicto Nuncio Apoſtolico, aut alicui ex Sanctae Romanae Eccleſiae Cardinalibus, ſeu Archiepiscopis, vel Episcopis, aliisve quibuslibet, niſi de expreſſo tunc exiſtentis Hiſpaniarum Regis Catholici conſenſu, concedendum fore ſtatuimus atque decernimus.

Volumus autem, ut omnes et ſinguli Clerici, ſeu Presbyteri, qui ad Beneficia ſupradicta per ipſum Ferdinandum Regem, eiusque Succeſſores Hiſpaniarum Reges Catholicos, praeſentis conceſſionis vigore nominati et praeſentati fuerint, etiamſi Beneficia hujusmodi per aſſecutionem alicujus Eccleſiae, aut alterius Beneficii Eccleſiaſtici de Catholicorum Regum Patronatu, ſeu alias ad nominationem et praeſentationem eorundem Regum pertinentis, ſeu, ut vulgo dicitur, *per riſulta Regia*, vacaverint, inſtitutionem et Canonicam Collationem ab eorum reſpective Ordinariis indiſtincte petere et reportare teneantur, absque ulla Litterarum Apoſtolicarum expeditione. Quatenus vero iidem nominati et praeſentati, aut aetatis defectu, aut alio quovis impedimento juxta Canonicas Sanctiones, ipſis quomodolibet obſtante, ad Beneficia hujusmodi aſſequenda aut retinenda, alicujus indigerent Apoſtolicae diſpenſationis, aut gratiae, ſeu aliquid aliud eis neceſſarium foret, quod Ordinariae Episcoporum auctoritatis et poteſtatis limites excederet; tunc in omnibus hujusmodi caſibus, ad Sedem Apoſtolicam, ut antea factum fuit, ita etiam perpetuis futuris temporibus, recurſum habere, et neceſſarias ſibi diſpenſationum gratias impetrare et expedire, ac ſolita jura et emolumenta in Dataria et Cancellaria Apoſtolicis perſolvere etiam teneantur; nullius tamen penſionis, aut Cedulae Bancariae praeſtandae onere gravari debeant. Nos enim ſaepedicto Tractatui inhaerentes, ac etiam habita ratione compenſationis ab eodem Ferdinando Rege pro ſui Regii animi aequitate, ad obviandum praeviſis ex hoc Apoſtolicae Camerae noſtrae diſpendiis, jam praeſtitae, hujusmodi Penſiones ſuper fructibus, redditibus, et proventibus quorumcumque Eccleſiaſticorum Beneficiorum per dicta Hiſpaniarum Regna et Provincias exiſtentium, tam ſcilicet in Apoſtolicis Collationibus, et Proviſionibus pro tempore faciendis quinquaginta duorum Beneficiorum,

1753 quae noſtrae et Apoſtolicae Sedis libere diſpoſitioni ſuperius reſervavimus; ac in confirmationibus dictarum electionum per quasdam Eccleſiaſticas Perſonas, earumque Collegia, ut praefertur, ad nonnulla Beneficia de eorum Jure Patronatus Eccleſiaſtico exiſtentia, pro tempore factarum, et in conceſſionibus hujusmodi diſpenſationum atque gratiarum; quam etiam in aliis quibuscumque caſibus forſan de futuro occurrentibus, quumquam in poſterum in qualibet, vel minima quantitate reſervandas, aut imponendas, et conſequenter nullas omnino cautiones, ſeu Cedulas Bancarias pro earum ſolutione exigendas eſſe et fore (firmis tamen remanentibus illis; quae ad hunc diem reſervatae et impoſitae, ac reſpective praeſtitae fuerunt), earumdem praeſentium tenore decernimus et perpetuo ſtatuimus.

Hoc tamen per easdem praeſentes juxta Tractatus praedicti tenorem, expreſſe declaratum volumus, quod per ceſſionem et ſubrogationem praemiſſorum jurium nominandi, praeſentandi, et Patronatus, favore praefati Ferdinandi Regis, et pro tempore exiſtentium Catholicorum Regum, per Nos factam, nulla ipſius Jurisdictio Eccleſiaſtica ſuper Eccleſiis in hujusmodi juribus comprehenſis, aut ſuper Perſonis, quae ad easdem Eccleſias, et Beneficia, vigore conceſſionis ac ſubrogationis hujusmodi, nominabuntur et praeſentabuntur, conceſſa et acquiſita cenſeri debebit; ſed ipſae praefatae Eccleſiae, ac etiam Perſonae hujusmodi, non ſecus, ac aliae, quibus de praemiſſis quinquaginta duobus Eccleſiaſticis Beneficiis, ſeu Dignitatibus, Canonicatibus, et Praebendis, Nobis, et Apoſtolicae Sedi, ut praefertur, perpetuo reſervatis, per Nos et Succeſſores noſtros Romanos Pontifices pro tempore providebitur; eorum reſpective Ordinariorum Praeſulum Jurisdictioni, absque eo quod ullam propterea exemtionem praetendere valeant, ſubjectae remanere debebunt; ſalva ſemper Nobis et Succeſſoribus noſtris ſuprema auctoritate, qua pollet Romanus Pontifex, uti Paſtor Eccleſiae Univerſalis in omnes Eccleſias, atque Perſonas Eccleſiaſticas; et ſalvis ſemper Regiis praerogativis eidem Ferdinando Regi, ejusque Coronae competentibus, in Regiae protectionis ſequelam, praeſertim ſuper Eccleſiis, quae de Regio Jure Patronatus exiſtunt.

Denique quod ſpectat ad Spoliorum Eccleſiaſticorum, et fructuum Eccleſiarum vacantium in praedictis Regnis atque

aque Provinciis exactionem, administrationem et ero- 1753
gationem; quum obvenientia inde Apostolicae Camerae emolumenta partim a dicto Ferdinando Rege, ad formam Tractatus praedicti, jam compensata fuerint, partim vero pro annuam praestationem quinque millium scutorum monetae Romanae ex Cruciatae proventibus desumendorum, perpetuis futuris temporibus in Regia Civitate Matriti, ad nostram, et pro tempore existentis Romani Pontificis dispositionem, pro Apostolici Nuncii sustentatione persolvendam, in vim ejusdem Tractatus, etiam successive compensari debeat. Nos pariter, eidem Tractatui inhaerentes, ipsarum praesentium tenore, hujusmodi Spolia, et fructus mensarum omnium et singularum Archiepiscopalium, Episcopalium, aliarumque Ecclesiarum in dictis Regnis, et Provinciis existentium pro tempore vacantium, tam exactos quam inexactos, ac maturandos, et exigendos, earumdem Ecclesiarum vacatione durante, seu illis Praesule, seu Administratore carentibus a supradicta die ratihabitionis ejusdem Tractatus, ad pios usus, illos videlicet qui a Sacris Canonibus de his fieri praescribuntur, Apostolica auctoritate destinamus, et perpetuo applicamus, ac in eosdem impendi deinceps et erogandi volumus et mandamus; dantes eidem Ferdinando Regi, ejusque Successoribus Catholicis Hispaniarum Regibus, plenam et liberam facultatem eligendi certas, seu plures Personas Ecclesiasticas sibi benevisas, easque in hujusmodi Spoliorum et fructuum Collectores et Exactores, ac Mensarum vacantium hujusmodi Ecclesiarum Oeconomos deputandi, quae opportunis ad id facultatibus, praesentium quoque auctoritate, suffultae, cum Regiae protectionis assistentia, illa et illos in dictos usus fideliter impendere et erogare possint et valeant, ac respective debeant, et teneantur. Ad quorum effectum, non modo omnes et singulas Romanorum Pontificum Praedecessorum nostrorum, super Ecclesiasticorum Spoliis, et vacantium Ecclesiarum fructibus, editas Constitutiones, nec non omnia et singula transactionum, conventionum, et concordiarum instrumenta inter Cameram Apostolicam et quosvis Archiepiscopos, et Episcopos, illorumque Mensarum Oeconomos, Capitula, atque Dioeceses dictorum Regnorum et Provinciarum, hactenus respective stipulata, quatenus praesentibus adversantur, de Apostolicae auctoritatis plenitudine juxta praemissa reducimus, et moderamur, ac

1753 reſpective reſcindimus, annullamus, et de medio tol-
limus per praeſentes, ſed inſuper de caetero Indulta, li-
cen ias, et facultates de bonis et rebus ex fructibus Ec-
cleſiaſticis acquiſitis, etiam in pios et privilegiato uſus
teſtandi, aut alias de ipſis cauſa mortis diſponendi, quis
Perſonae Eccleſiaſticae, etiam ſpeciali et ſpecialiſſima
mentione dignae, in praedictis Regnis atque Provinciis,
concedi nunquam debere (ſalvis tamen iis quae usque
ad praedictam diem conceſſa et non adhuc effectum for-
tita eſſe dignoſcuntur), iisdem tenore, et auctoritate
ſtatuimus.

Decernentes, has noſtras Litteras, atque omnia et
ſingula in iis contenta et expreſſa, necnon in ſaepe dicto
Tractatu utrimque, ut praefertur approbato, confirmato
et ratohabito, reſpective conventa et promiſſa, etiam
ex eo, quod quilibet in praemiſſis, ſeu eorum aliquo jus,
aut intereſſe habentes, vel habere praetendentes, cujus-
vis ſtatus, ordinis, et praeeminentiae ſint, etiam ſpeci-
fica, et individua mentione et expreſſione digni, illis
non conſenſerint, ſeu quod ipſi ad ea vocati non fuerint;
aut ex alia qualibet etiam juridica et privilegiata cauſa,
colore, praetextu, et capite, etiam in corpore juris clauſo,
nullo unquam tempore de ſubreptionis, vel obreptionis,
aut nullitatis vitio, ſeu intentionis noſtrae, aut intereſſe
habentium conſenſus aliove quolibet defectu quantumvis
magno, inexcogitato, et ſubſtantiali; ſive etiam ex eo,
quod in praemiſſis ſolemnitates, et quaecumque alia
forſan ſervanda et adimplenda minime ſervata et adim-
pleta; ſeu cauſae propter quas praeſentes emanaverint,
fatis adductae, verificatae, et juſtificatae non fuerint,
notari, impugnari, aut in controverſiam vocari, ſeu
adverſus eas, reſtitutionis in integrum, aperitionis oris,
aliud quodcumque juris, facti, vel juſtitiae remedium
impetrari poſſe, ſed tamquam ad veteres graviſſimasque
controverſias extinguendas, ac futurarum diſſenſionum
cauſas de medio tollendas, cum Eccleſiaſtico pacis, recti-
que rerum ordinis profectu, factas et emanatas, per-
petuo validas et efficaces exiſtere et fore, ſuosque ple-
narios et integros effectus ſortiri et obtinere; ac re-
ſpective ab omnibus et ſingulis, ad quos ſpectat, et quo-
modolibet ſpectavit in futurum, inviolabiliter obſervari
debere. Irritum quoque et inane, ſi ſecus ſuper his a
quoquam quavis auctoritate ſcienter, vel ignoranter
contigerit attentari.

Non

Non obſtantibus Clementis III. et Bonifacii VIII. 1753
ſuper Beneficiorum Eccleſiaſticorum apud Sedem Apoſtolicam vacantium reſervatione, et Pauli III. Pii IV. Pii V. Sixti etiam V. ac Urbani VIII. Romanorum Pontificum Praedeceſſorum noſtrorum, ſuper Spoliorum Eccleſiaſticorum Camerae Apoſtolicae praedictae applicatione, et illorum adminiſtratione, ac etiam primodicti Pii altera de gratiis intereſſe ejusdem Camerae quomodolibet concernentibus in eadem Camera regiſtrandis; nec non in Synodalibus, Provincialibus, et Generalibus Conciliis editis, vel edendis, ſpecialibus, vel generalibus Conſtitutionibus et Ordinationibus, praemiſſis quomodocumque adverſantibus: Ac etiam noſtris, et Cancellariae Apoſtolicae Regulis, etiam illa de jure quaeſito non tollendo: Privilegiis quoque, Indultis et Gratiis etiam alternativarum, ac Litteris Apoſtolicis, quibusvis Eccleſiis, Collegiis, ac Perſonis, quaecumque, Eccleſiaſtica, etiam Cardinalatus, aut mundana dignitate fulgentibus, quantumvis ſpecifica et individua mentione dignis, etiam ſub quibusvis tenoribus et formis, in contrarium praemiſſorum conceſſis et emanatis; dictarumque Eccleſiarum et Collegiorum, ſive Capitulorum, aut Univerſitatum, etiam confirmatione Apoſtolica, vel quavis firmitate alia roboratis ſtatutis, uſibus, et conſuetudinibus, etiam immemorabilibus, quibus omnibus et ſingulis, etiamſi de illis, eorumque totis tenoribus, ſpecialis, ſpecifica, et individua mentio, ſeu quaevis alia expreſſio habenda, aut aliqua alia exquiſita forma ad hoc ſervanda foret; illorum tenores, ac ſi de verbo ad verbum, nihil penitus omiſſo, et forma in illis tradita obſervata, praeſentibus inſerti forent, pro expreſſis habentes, ad praemiſſorum omnium et ſingulorum effectum, latiſſime et pleniſſime, ac ſpecialiter et expreſſe, de Apoſtolicae poteſtatis plenitudine, derogamus et derogatum eſſe volumus: nec non omnibus et ſingulis, quae in ipſis praeſentibus Litteris ſuperius in ſpecie, quaeque in aliis ſuper tractatus praedicti ratihabitione editis decrevimus, non obſtare caeteriſque contrariis quibuscumque.

Volumus autem, ut ipſarum praeſentium Tranſumptis, etiam impreſſis, manu alicujus Notarii publici ſubſcriptis, ac ſigillo alicujus perſonae in Eccleſiaſtica dignitate conſtitutae munitis, eadem prorſus fides ubique adhibeatur, quae ipſis praeſentibus adhiberetur, ſi forent exhibitae vel oſtenſae.

Nulli

1753 Nulli ergo omnino Hominum liceat paginam hanc noſtrae reſervationis, conceſſionis, indulti, ſubrogationis, declarationis, applicationis, facultatis, impertitionis, ſtatuti, decreti, voluntatis, et derogationis infringere, vel ei auſu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare praeſumpſerit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Patri et Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum.

Datum in Arce-Gandulphi Albanen. Dioeceſis, Anno Incarnationis Dominicae milleſimo ſeptingenteſimo quinquageſimo tertio, quinto Idus Junii. Pontificatus noſtri anno Decimo tertio.

D. CARDINALIS PASSIONEUS.
J. DATARIUS.
Viſa de Curia.
J. C. BOSCHI.
Loco Sigilli Plumbi.

Breve Suae Sanctitatis.

Chariſſimo in Chriſto Filio noſtro Ferdinando Hiſpaniarum Regi Catholico

BENEDICTUS PP. XIV.

Chariſſime in Chriſto Fili noſter, ſalutem et Apoſtolicam Benedictionem. Poſtquam controverſiae, quae jam dudum inter Apoſtolicam hanc Sanctam Sedem et Regiam Majeſtatis Tuae Curiam exortae, ac diu exagitatae exoptatam ex utraque parte pacem adhuc perturbabant, jam per Concordatum die undecima Menſis Januarii currentis anni milleſimi ſeptingenteſimi quinquageſimi tertii initum, atque etiam die vigeſima Menſis Februarii ejusdem anni utrimque ratificatum, largiente Omnipotente Deo, jam compoſitae ac penitus extinctae fuerant; dilectus filius Magiſter Emmanuel Ventura Figueroa, Cappellanus noſter, et Cauſarum Palatii Apoſtolici Auditor, ac Majeſtatis Tuae in ejusdem Concordati negotio Plenipotentiarius ad Nos retulit, quod Venerabilis Frater Archiepiscopus Nazianzenus Ordinarius noſter, et ejusdem Sanctae Sedis in Hiſpaniis Tuis Nuncius, mandata noſtra ejusdem Concordati occaſione eidem data non

non ſub iisdem modo et forma, ſub quibus ipſi injuncta 1753
erant, fuiſſet executus, atque inſimul quod ſine eo, quo decebat, debito Majeſtatis Tuae obſequio et reverentia ſe geſſiſſet in Encyclicis ſuis Litteris ad Venerabiles Fratres Archiepiscopos, Episcopos, atque alios Eccleſiaſticos Praelatos Hiſpaniarum Dicionumque Tuarum dandis, per quas ut ad ſollicitam integramque ipſius Concordati (hoc jam Majeſtas Tua publicum fieri, proponi, et diligentiſſime ſervari praeceperat) executionem eosdem Antiſtites ac Praelatos adhortaretur, memoratis Antiſtitibus et Prælatis ſignificabat et explicabat intelligentiam, cognitionem ſive dilucidationem nonnullorum capitum ſaepedicti Concordati non ſine aliquo aequivoco, confuſione et ſuperfluitate; imo noſtris viciſſim ſenſibus et intentis minime conſentaneam et conformem. Quod ſane non ſine paterni cordis noſtris dolore excepimus, cum neque juſtitia publicae Fidei pro eodem Concordato pro bono pacis, et Eccleſiaſticae diſciplinae utilitate inito et ſtipulato debita, neque Apoſtolici animi noſtri ſinceritas patiuntur, ut ea, quae in ipſo Concordato continentur, aliter intelligantur, quam juxta Legem inter pacta conventa conſtitutam.

Ea propter ut opportunum praecidendis iis omnibus, que fortaſſe ex memorati Henrici Archiepiscopi et Nuncii noſtri Encyclicis Litteris emergere poſſint, remedium adhibeamus, non omittimus Majeſtati tuae aperte declarare nunquam noſtrae fuiſſe voluntatis, ut recederemus, ne in minima quidem parte ab iis omnibus quae per idem Concordatum fuerant conventa; imo ſtatuimus quoque et mandamus, ut non ſolum omnia et ſingula, quae in Majeſtatis Tuae gratiam, et Hiſpanae Nationis utilitatem conceſſa, declarata et ceſſa fuerunt, fideliter ac perpetuo ſerventur; verum etiam pro majori, quo eximia tua erga Catholicam Religionem merita proſequimur, Apoſtolicae benignitatis documento declaramus inſuper in Majeſtatis Tuae gratiam, eos, qui Praebendis Magiſtralibus, Doctoralibus, Lectoralibus, et Poenitentialibus de Officio dictis, quae per Venerabiles Fratres Antiſtites, et dilectos filios Canonicos et Capitula per Oppoſitionem et Concurſum conferri ſolent, aucti et proviſi deinceps fuerint, non indigere, ut pro Apoſtolica earumdem Collationum confirmatione ab Apoſtolica hac Sancta Sede Apoſtolicae ſub Plumbo Litterae expediantur, quamvis vacatio in menſibus et caſibus reſervatis

1753 vatis occurrat, et quamvis de praeterito ſolitum fuiſſe ut in aliquot memoratarum Collationum Apoſtolica confirmatio obtineri deberet, non obſtante etiam, quod Apoſtolica noſtra Dataria juxta Concordatum quoque poſſet non ſine aliqua ratione contendere, conſuetam diuturnamque methodum impoſterum ſine innovatione aliqua continuari ſervarique debere. Vacationes etiam et caſus hujus modi raro accidunt, atque adeo de re parvi momenti agitur, quemadmodum laudatus Henricus Archiepiscopus, et Nuncius noſter alias per ſuam Epiſtolam ſignificaverat.

Porro providentes Nos, quod ex ſtatibus, qui hac in re ab ipſa Apoſtolica Dataria noſtra adduci poſſent, non leves oriri poſſent lites; haſce ut praecidamus, et magis magisque pacem et harmoniam mutuo confirmemus ſtabilemque muniamus, libenter cedimus juri, quod hoc in negotio ipſa Dataria noſtra ſibi non immerito vindicare poſſet, etiam juxta Concordatum, cui, quatenus opus ſit, hac in parte dumtaxat Apoſtolica auctoritate tenore praeſentium derogamus et derogatum eſſe declaramus.

Praeterea quoad jura tam Majeſtatem Tuam, quam Venerabiles Fratres Antiſtites, Collatores inferiores, et Patronos Eccleſiaſticos reſpicientia tam clarum et explicatum eſt Concordatum, atque Apoſtolica noſtra Conſtitutio, quam in ejusdem Concordati executionem per alias noſtras ſub Plumbo Litteras quinto Idus Junii hoc ipſo anno motu proprio expeditas edidimus, ut nihil aliud ſuperſit, quam debita omnium et ſingularum rerum executio et obſervantia. Enimvero tam Majeſtas Tua, quam Catholici Reges Succeſſores Tui, tamquam Hiſpaniarum Monarchae atque etiam Apoſtolicae hujus Sanctae Sedis Ceſſionarii cum uti et exercere poſſint et valeant Univerſale ubique Ditionum veſtrarum quoad nominationes et Praeſentationes Jus, per Encyclicas ſaepedictas Litteras nequaquam conſiderati debebat Eccleſiaſticus Patronus.

Inſuper ſuperflua fuit declaratio illa de differentia Eccleſiaſticum inter et Laicalem Patronum quoad approbationes nominandorum, cum in Concordato ne verbum quidem factum, nec quidpiam determinatum fuerit ſuper Patronatu Laicali particularium Perſonarum; ſed ſtatutum dumtaxat fuit nihil ſuper eodem eſſe innovandum.

Deni-

Denique cum Apoſtolicae ſub Plumbo Litterae in Apoſtolica Dataria et Cancellaria noſtra expediri, et continuari debeant ſuper omnibus negotiis et gratiis in ipſo Concordato non contentis quoad Uniones, Permutationes, Reſignationes, et alias Affectiones, ſeu Indulta, ut vocant, Affectionum, et ſimiles, ubi agatur de jure Tertii, per ipſas Encyclicas Litteras explicari opus erat, haec ita intelligi, et ſervari deberé nimirum juxta ſtylum Apoſtolicae Datariae, nempe ſervatis ſervandis, et ſi, et quatenus accidat conſenſus tam Majeſtatis Tuae, Tuorumque Succeſſorum pro tempore exiſtentium Regum Hiſpaniarum Catholicorum, quam quorumcumque aliorum intereſſe habentium, et congruentes etiam accedant Ordinariorum Locorum atteſtationes. 1753

Caeterum Tibi, Chariſſime in Chriſto Fili noſter, haec omnia ſignificanda duximus, ut amplius Majeſtas Tua perſuaſum habeat, quanta ſit actorum, geſtorum, ſenſuumque noſtrorum ſinceritas et certitudo. Quamobrem laudato Henrico Archiepiscopo et Nuncio noſtro in mandatis damus, ut antedicta omnia noſtro nomine ac juſſu omnibus, et ſingulis Antiſtibus, et Praelatis, ad quos Encyclicas ſuas Litteras, quas ſibi reſtituendas curabit, jam dederat, nota faciat, atque etiam Majeſtatem Tuam de mutua invicem harmonia, et voluptate confirmare ſatagat.

Ita enim futurum in Dominum confidimus, et enixis precibus a miſericordiarum Patre, et totius conſolationis Deo exoramus, ut noſtra paterna, et Apoſtolicae hujus Sanctae Sedis erga Majeſtatem Tuam, Tuosque Succeſſores Catholicos Hiſpaniarum Reges charitate, et Tuo illorumque filiali erga eamdem Sanctam Sedem, Nosque ipſos amore ſeſe invicem oſculantibus, perpetua quoque juſtitia, et pax tantopere utrique pro futurae ſeſe invicem oſculentur, et firmiſſime conſiſtant. Interim Majeſtati Tuae Apoſtolicam Benedictionem amantiſſime impertimur.

Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem ſub Annulo Piscatoris die decima Septembris milleſimo ſeptingenteſimo quinquageſimo tertio. Pontificatus noſtri anno Decimo quarto.

CAJETANUS AMATUS.

Loco Annuli Piscatoris.

5*

5.

1753 17 *Août.* *Trattato di ſtabilimento dei limiti fra Sua Maeſtà l'Imperatrice Regina, e la Sereniſſima Repubblica di Venezia, ſulla materia dei Confini;* *) *ſottoſcritto in Vaprio li 17 Agoſto 1754.*

(Impr. ſép. à Brescia 1755. Fol.)

Dopo avere la Commeſſione ſopra i Confini della Lombardia Auſtriaca, colli Stati Veneti fiſſato lo ſtabilimento de' limiti, e terminate le controverſie vertenti fra il Mantovano, e detti Stati, è venuta in prendere in deliberazione le controverſie vertenti fra lo Stato di Milano, e le Provincie limitrofe della Sereniſſima Repubblica. Incominciando pertanto dal Fiume Ollio, ſono gl' infraſcritti Signori Miniſtri Plenipotenziarj, cioè l'Illmo, ed Eccmo Sig. Co. Criſtiani per la parte di S. M. l'Imperatrice Regina in qualità di Ducheſſa di Milano, e l'Illmo, ed Eccmo Sig. Francesco Moroſini 2. Cavalier per la parte della Serma Repubblica, in virtù delle riſpettive Plenipotenze, registrate a' piedi delle Convenzioni di Roveredo ſegnate ſotto li 9 Giugno 1753, convenuti ne' ſeguenti Articoli.

ART. I.

Traité de 1454. La baſe del preſente Trattato ſarà la Pace di Lodi, ſeguita l'anno 1454, 9 Aprile **), fra la Sereniſſima Repubblica da una parte, ed il fu Sig. Duca di Milano Francesco Sforza dall' altra. A norma per tanto di detta Pace il Fiume Ollio ſervirà di Confine fra le due Provincie di Breſcia, e di Cremona, nel ſito, ove ſcorre intermedio fra le medeſime, deſcritto nelle Mappe degli Ingegneri Merlo, e Criſtiani, anneſſe al preſente Trattato ſotto li Numeri I. II e III.

ART. II.

Ollio comun. Sarà in conſeguenza detto Fiume comune fra S. M. l'Imperatrice Regina in qualità di Ducheſſa di Milano,

*) Ce traité fait la baſe de celui de 10 Juin 1756, lequel ſe trouve dans WENCK *C. I. G.* T. III. p. 116.

**) DUMONT T. III. P. I. p. 202.

e Signora Sovrana di Cremona, e la Sereniſſima Repub- 1754
blica in qualità di Signora Sovrana di Breſcia.

ART. III.

Salve per tanto le ragioni private, e l'infraſcritte *Libera navigation.*
coſe, ſarà libero alle due Nazioni l'uſo delle acque del Fiume, e libera la Navigazione in quelle parti, ove è di preſente, o potrebbe nell' avvenire divenir navigabile, ed eſente da ogni Dazio di Tranſito ſulle acque del Fiume medeſimo.

ART. IV.

In conſeguenza dovrà per l'avvenire, e dopo le *Droit de transit.*
ratifiche del preſente Trattato ceſſare il Dazio di Tranſito, che il Poſtiere di Rebecco a nome dell' Impreſario della Gabella Groſſa di Cremona colà eſigeva da quelli, che tranſitavano ſopra le acque comuni di detto Fiume, procedendo dalle parti ſuperiori dello Stato Veneto verſo le inferiori; anzi per non rendere eluſorio un tale concerto connaturale ad un Fiume comune fra due Principi, reſta convenuto, che queſto Dazio debba totalmente ceſſare in benefizio de' Sudditi della Serma Repubblica Condomina del Fiume medeſimo, e non poſſa per tutto il tratto di eſſo altrove traſportarſi, dovendo le merci *procedenti dallo Stato Veneto* ſuperiore poter diſcendere l'Ollio medeſimo ſenza alcun aggravio per la parte dello Stato di Milano fino al loro ſbarco effettivo nello Stato Veneto inferiore, purchè tranſitando ſi preſentino all' infraſcritta Poſta di Calvatone, e provino colli ſoliti certificati, o bollette, che provengano da detto Stato Veneto ſuperiore, e promettino di riportare il ritorno, o ſia li reſponſali di dette merci, cioè la fede che ſieno effettivamente finite nello Stato Veneto inferiore, firmata dalla Dogana Veneta, ove ſaran andate a terminare, mentre, accordandoſi tale eſenzione ſolamente a riflesso del Condominio ſpettante alla Repubblica in detta parte dell' Ollio, non deve eſſere comune nè ad altre Nazioni, nè ad altre Provincie che alle ſue; ben inteſo però, che la detta denuncia, e la detta preſentazione de' ritorni, debba farſi ſenza ſpeſa veruna dei Conducenti.

ART. V.

Dovranno perciò li Proprietarj, e Conducenti di altre *Item.*
Nazioni, o di robe, e merci procedenti da qualunque luogo ſuperiore, e non dirette allo Stato Veneto infe-

1754 riore, continuare per l'avvenire, discendendo il Fiume, il pagamento del solito Dazio di Transito, qualunque sia la parte a cui sono dirette. eccettuata la Veneta; ma in vece di pagarlo come in passato, alla Posta di Robecco, situata sulle acque intermedie, e comuni, dovranno, affinchè le dette acque restino libere da ogni pagamento, ed insecuzione, pagarlo alla Posta di Calvatone, dipendente dalla Gabella Grossa di Cremona, e situata in faccia al Mantovano, e al di sotto del Bozolese, e così fuori delle acque suddette intermedie, e comuni, ed all'istessa Posta di Calvatone dovrà continuare a farsi il pagamento del Dazio di Transito, come prima, da chi condurrà merci, o altre robe soggette a' Dazj dalle parti inferiori anche Venete su per l'Ollio verso le parti superiori anche Venete, ascendendo detto Fiume, per essere, come si disse, detta Posta situata in luogo, che non pregiudica al Condominio del Fiume nella parte superiore intermedia.

ART. VI.

Droit d'entrée et de sortie. Potranno però tanto l'Impresario di Pontevico, quanto il Postiere di Robecco accudire come prima ad esigere i Dazj di entrata, ed uscita da quelli, che dalle acque comuni sbarcheranno sul continente, o dal continente rispettivamente s'imbarcheranno in dette acque; permessa in oltre a' medesimi l'insecuzione dentro le acque medesime, quando alcuno s'imbarcasse senza aver pagato rispettivamente i Dazj di uscita.

ART. VII.

Juris-diction. Apparterrà promiscuamente alli due Sovrani, e *pro indiviso* la giurisdizione sul Fiume in dette parti intermedie, e comuni; farà per tanto reciprocamente permessa l'insecuzione de' Malviventi, e l'arresto, fino all' opposta ripa.

ART. VIII.

Juris-diction criminelle. Trovandosi in detto Fiume nei siti intermedj cadaveri sommersi naturalmente, o criminosamente, o di persone uccise, apparterrà la Visita, o Processo al Foro di cui sarà originario il sommerso, o l'ucciso, e non essendo conosciuto il cadavere, o essendo forestiere, sarà luogo alla prevenzione fra li due Fori di Cremona, e di Brescia, li quali dovranno darsi reciprocamente la mano per far avere alla Giustizia il suo luogo. Succedendo delitti minori dell' Omicidio nelle acque suddette, dovrà l'offeso rivol-

rivolgerſi al Foro ſuperiore del delinquente per conſe- 1754
guirne il caſtigo; ed eſſendo il delinquente foreſtiere ricorrerà l'offeſo al Foro del proprio Principe; ed eſſendo egli pure foreſtiere, ſarà in ſuo arbitrio il ricorſo.

ART. IX.

Occorrendo conſegne di Malviventi dovran farſi alla metà del Fiume, col concorſo di ambi li Fori. *Pourſuite.*

ART. X.

La Peſca nel Fiume apparterrà per metà a' Frontiſti di una parte, e dell' altra, li quali potranno intenderſi fra di loro per peſcare promiſcuamente, o dividere la Peſca a' tratti, o a' tempi come hanno praticato ſin ora, e come crederanno della loro maggior convenienza; e quando non poſſano convenirſi, farà penſiere dell' uno, e dell' altro Governo di concertarſi aſſieme per imporre loro quella norma, che ſarà creduta più giuſta. *Peche.*

ART. XI.

Sarà però per pubblico Editto loro difeſo di valerſi per la Peſca di Arrelate, o altri iſtromenti impeditivi poco, o molto del corſo del Fiume; anzi dopo la ratifica del preſente Trattato dovran tutti *Manu Regia* rimoverſi, e proibirſi reciprocamente con Editti penali, e colla facoltà anche ad ogni terzo di rimoverli di fatto proprio, non dovendo permetterſi per la Peſca, tanto nelle parti Navigabili, che non Navigabili di detto Fiume, ſe non l'uſo delle coſi dette arti, e reti a filo. *Meſures pour la peche.*

ART. XII.

Sua M. permetterà a' Proprietarj de Molini, e Porti Breſciani, o promiſcui, ſpecificati ſotto il n. 4. di appoggiarſi alla Ripa Cremoneſe, e far uſo delle acque comuni per detti Molini, e per detti Porti, ſenza che poſſano eſſere accataſtrati, nè cenſiti, nè aggravati di alcun carico per la parte del Cremoneſe, e viceverſa la Serma Repubblica permetterà ai Proprietarj de' Molini, e Porti Cremoneſi, o promiſcui ſpecificati ſotto il n. 5. di appoggiarſi alla Ripa Breſciana, e valerſi delle acque comuni per uſo di detti Molini, e di detti Porti, ſenza che poſſino eſſere nè accataſtrati, nè cenſiti, nè aggravati di alcun carico per la parte Breſciana, dovendo li primi riſpetto a Cremona, e gli altri riſpetto a Breſcia, godere per detti Molini, e Porti, e per le perſone inſervienti a' medeſimi dell' illimitata, e perpetua eſenzione, *Moulins.*

1754 di cui han goduto finora alle Ripe rispettivamente opposte, giacchè se fossero in ambi i luoghi egualmente aggravati, sarebbe loro impossibile di mantenere i detti Molini, e detti Porti.

ART. XIII.

Nouvelles constructions. Sarà alli stessi Proprietarj, e loro Eredi, e Successori permesso di tenere i detti Molini; e i detti Porti sopra detto Fiume, ma venendo alcuno di detti Molini, o di detti Porti per qualunque caso a mancare affatto, non sarà permesso di surrogarne altro senza il concorde consenso di S. M., e della Ser^ma Repubblica, e molto meno d'introdurre di nuovo, o altri Porti, o altri Molini, salva però a' Porti, e Molini la libertà della ubicazione a proporzione del filone del Fiume.

ART. XIV.

Moyens de fureté. Ne' sospetti della pubblica salute sarà permesso ad ambi i Dominj impedire il tragitto de' suddetti Porti, e la comunicazione di detti Molini, anche con renderli ozioši nel modo, che ogni Dominio crederà della sua convenienza.

ART. XV.

Barques de trajet. Saranno indistintamente proibite le barche di tragitto dall' una, e dall' altra parte del Fiume arbitrariamente introdotte da' Cremonesi, e da' Bresciani, per essere queste pregiudiziali alla ragione legittima di detti Porti.

ART. XVI.

Canaux. Saranno pure permesse in tutto il corso del Fiume le Seriole, o sia Canali, si macinatorj, che irrigatorj, descritti nelle Mappe suddette. Dovranno però modularsi le bocche della Seriola de' Molini di Urago dalla parte Bresciana, e della Seriola Calciana dalla Cremonese, a proporzione delle rispettive loro ragioni di acqua, e non potranno aprirsi nuove Seriole, se non col consenso concorde delli due Sovrani.

ART. XVII.

Naviglio Pallavicino. Dovrà il Naviglio Pallavicino continuare nello stato presente, sopra cui non è stata rilevata alcuna difficoltà, e dovran pure continuare i Consorti del medesimo nella corrispondsione del solito livello alla Città di Brescia, giacchè per rapporto alla Città di Cremona, ed al Fisco di Milano fu da detti Compartecipi nell' anno 1693 transatto sopra ciò, che potesse essere ad essi dovuto.

ART.

ART. XVIII. 1754

Dovrà al Navigliò Cremoneſe conſervarſi la ragione d'acqua ad eſſo dovuta ſecondo l'originaria conceſſione del anno 1337, nel modo regolato colle dichiarazioni degli Arbitri degli anni 1559 e 1561, regiſtrate ſotto il n. 4. *), ed eſſendo ſtato preteſo, che poſſa eſſerſi pregiudicato alle volte alla detta ragione, o fortuitamente per fatto del Fiume, o doloſamente per colpa degli Intereſſati contrarj con approfondire dalla parte Breſciana il letto del Fiume medeſimo, è ſtato convenuto, che ſia all' una, e all' altra parte proibito ogni operazione diretta ad approfondire il fondo naturale del Fiume, e che li quattro Ingegneri Azalini, Merlo, Roſſi, e Criſtiani ſi portino ſul fatto, e rilevino, e riferiſcano alla Commeſſione, ſe vi ſiano mezzi adattati a meglio aſſicurare l'eſecuzione di detta Maſſima, e ciò per le provvidenze ulteriori nel tempo dell'eſecuzione; ben inteſo che occorrendo qualche nuova opera, ſi faccia a ſpeſa de' Cremoneſi, e che ſi abbiano preſenti le dichiarazioni ſuddette. *Naviglio Cremoneſe.*

ART. XIX.

Dovranno gli Ingegneri Merlo, e Criſtiani riconoſcere la bocca della Seriola Donna, per vedere ſe ſia vero, che il letto del Fiume ſiaſi abbaſſato, in modo che in tempo d'Eſtate, e di penuria d'acque, non poſſa imboccare la ſua ragione, e riferire alla Commeſſione i mezzi, che troveranno adattati per riparare al diſordine; ben inteſo che i Conſorti di detta Calciana continuino alla Città di Breſcia la ſolita preſtazione di libre quattordeci Cera. *Seriola Donna.*

ART. XX.

Eſaminate le quattro Convenzioni ſegnite fra la Comunità Breſciana di Rudiano, e la Caſa Barbò Milaneſe gli anni 1500 23 Dicembre per rogito del Notajo Gian-Vincenzo Coletti, 1677 12 Febbrajo per rogito del Notajo Nicolao Albertoni, 1717 3 Gennajo per rogito di detto Notajo Albertoni, amendue di Soncino, e 1736 14 Maggio per ſcrittura privata, dichiara la Commeſſione eſſere ſpirata la convenzione di detto anno 1717, ed in conſeguenza disobbligata la detta Comunità delle preſtazioni *Anciennes Conventions.*

*) J'omets ici cet annexe et les autres qui ont trop peu d'intérêt pour la plupart des lecteurs et ne ſeraient intelligibles qu'avec le ſecours des cartes mentionnées n. 1. 2. 3. mais qui ne ſont pas annexées à l'imprimé que j'ai devant moi.

1754 in essa convenute a favore di detta Casa, e restituita la detta Casa Barbò al possesso delle Terre Boschive a detta Comunità in tale occasione affittate, ma viceversa essere tenuta l'istessa Casa alla osservanza delle Convenzioni del 1500 e 1677, e così di subire la servitù passiva sopra propri beni, fin dove si stendono i beni medesimi, e la giurisdizione di detta Casa, della strada, che conduca al Porto di detta Comunità, come pure l'appoggio di detto Porto al fronte delli detti suoi beni alla forma della seconda convenzione di detto anno 1677, sempre però a suo minor danno, come portano le Convenzioni suddette, e la natura dell' affare medesimo.

ART. XXI.

Convenzioni confirmées. Si approvano le Convenzioni seguite per scrittura privata l'anno 1592 2 Ottobre, 1610 10 Maggio, 1699 1 Maggio, 1730 2 Settembre, e 1740 7 Dicembre fra il Regio Capitolo della Scala di Milano per li Beni suoi di Castel Visconte, e li Compartecipi di Acqualonga, che fan fronte a' medesimi dall' opposta Ripa dell' Ollio, e per troncare le verrenze insorte fra le dette Parti sopra l'intelligenza, ed esecuzione delle Convenzioni suddette, si dichiara, che le opere da farsi reciprocamente alle sponde dell' Ollio per la manutenzione de' rettifili già convenuti, ed effettuati fra le Parti medesime, debbano in adempimento del Capitolo II. dell' Articolo IV. della Convenzione 1740, farsi a spese comuni, ed in conseguenza tanto il Regio Capitolo debba concorrere alla riparazione delle opere manufatte, ed utili ancora esistenti dalla parte Bresciana, quanto li Compartecipi di Acqualonga alla manutenzione di simili opere esistenti nella Ripa Cremonese, e producenti lo stesso effetto.

ART. XXII.

Regia. Costando le giornate Cremone si più, che le Bresciane, e convenendo allo spirito, ed alla lettera delle Convenzioni la comunicazione reciproca de' danni, e de' lucri, si farà nel conteggiamento della spesa una massa delli due prezzi, per tirarne un adequato da servire di norma a detto conteggio; quindi costando le giornate Cremonesi soldi 30 di Cremona, e le Bresciane soldi 24 dell' istessa moneta, ne risulta il totale di soldi 54, e così l'adequato di soldi 27 per ogni giornata. Questa regola non solamente dovrà servire di norma per l'avvenire, ma ancora

ancora per il paſſato relativamente alle giornate, che devono i Compartecipi in pareggio del loro debito riſultante dal conto riſtretto li 19 Novembre 1753. 1754

ART. XXIII.

Eſſendo morti li due Periti, che furono eletti dalle Parti per aſſiſtere alle opere de' rettifili, e loro mantenzione, e riparti delle ſpeſe dovranno paſſare dentro l'anno corrente all' elezione di due altri per le iſteſſe incombenze, in adempimento dell' articolo II. della Convenzione 1730. *Choix des Ingenieurs.*

ART. XXIV.

Finalmente dovrà eſeguirſi la Convenzione 1699, portata nell' Iſtromento de' 21 Agoſto 1728, rogato dal Notajo Milaneſe Melchiore Monza in favore de' Compartecipi di Acqualonga, ed in conſeguenza il Conduttore del Porto di Caſtel Visconte, non ſolamente ſarà obbligato di tragittare *gratis* gli Uomini, e Donne di detta Terra, con carri, beſtiami, robe, ed altro di loro ragione, ma ancora quelli di Acqualonga, ſimilmente con carri, beſtiami, robe, ed altro di loro ragione. Nel reſto non eſſendo nata fra dette Parti alcuna queſtione, dovranno eſeguirſi eſattamente le Convenzioni ſuddette. *Convention de 1699.*

ART. XXV.

Avendo l'eſperienza dimoſtrato l'ottimo ſucceſſo, che a comun beneficio de' Poſſeſſori, e de' Territorj hanno da tanto tempo avuto li rettifili praticati da detto Regio Capitolo, e Compartecipi di Acqualonga nel tratto di Fiume, che ſcorre in mezzo a' loro Terreni, e ſentito dalli Ingegneri Merlo, e Criſtiani colla loro relazione ſegnata n. 7. che ſarebbe eguale, ed importante il beneficio, che potrebbe riaverſi dal praticarli egualmente nel reſtante del Fiume intermedio, nelle parti almeno, ove l'opera foſſe più facile, e meno diſpendioſa, ſupplendo per i rami minori con inteſtarli in modo, che produceſſero con minor ſpeſa l'iſteſſo effetto, mentre un tal modo riparando a molte tortuoſità del Fiume, verrebbe ad ovviarſi alle frequenti corroſioni contingenti in pregiudicio de' Privati, e a impedirſi i ſalti dell' iſteſſo Fiume, che ſono ſempre un ſeminario di liti fra li due Territorj, e li riſpettivi Poſſeſſori, ſono i detti Sigg. Commeſſarj convenuti nella maſſima, ed hanno accordato, che li due Ingegneri nell' opportuna ſtagione del proſſimo Inverno *Rettifili.*

1754 abbiano a portarſi ſul fatto a porre in pratica per economia li rettifili, ne' luoghi, a' quali ſaranno ſecondo il loro parere adattabili, come pure le inteſtazioni de' rami minori in ſupplimento de' rettifili, ed alla forma della loro relazione ſuddetta.

ART. XXVI.

Operation des Ingenieurs. Fatta l'operazione dovranno gl' Ingegneri rilevare, e ſottoſcrivere d'accordo il conto de' Terreni privati, che ſaranno riſpettivamente acquiſtati, o perduti da' Poſſeſſori Cremoneſi, o Breſciani per occaſione di detti rettifili, e li Poſſeſſori, che reſteranno in acquiſto, ſaranno obbligati d'indennizare i perdenti diſcretamente a giudizio delli ſteſſi Ingegneri in tutto, come fu praticato da detto Regio Capitolo della Scala, e detti Compartecipi di Acqualonga, in virtù delle ſuddette convenzioni degli anni 1610 e 1730.

ART. XXVII.

Compenſation. L'iſteſſa compenſa deve correre *per eguale equità in* maſſima fra li due Principi per rapporto al Territorio pubblico. Dal conteggio di detti Ingegneri formato in detta relazione, riſulterebbe che il Territorio Breſciano colli rettifili verrebbe a reſtar debitore eventualmente di qualche quantità di Perticato, che verrebbe ad acquiſtare a danno del Cremoneſe, ma ſiccome per i ſalti del Fiume ſeguiti nel corrente Secolo, reſterebbe viceverſa creditore il Territorio Breſciano di altra quantità di Perticato unitaſi al Continente Cremoneſe, ſecondo la ſpecificazione ſegnata n. 8. coſi fatto un equitativo conteggio corriſpondente alla grandezza de' Principi, ſi è dalla Commiſſione appuntato, che poſſa conſiderarſi per fatta una ſufficiente compenſa del Territorio Pubblico, ed è convenuta in dichiarare, che tutto quanto dopo i detti rettifili, reſterà di quà dal Fiume unito al Continente Cremoneſe, rimanga di Dominio di S. M. e di pertinenza di queſta Provincia, e tutto quanto reſterà di là dal Fiume fino al foſſo, e cavo colatore intermedio fra il diſtretto di Seniga, e la ſtriſcia di Gabionetta confinante col Torrente Mella, deſcritti detti foſſo, e colatore al n. 183. nel terzo Diſegno, rimanga di Dominio della Ser.ma Repubblica, e di pertinenza di Breſcia.

ART. XXVIII.

Juriſdiction. Coſi regolato il Dominio Pubblico ſpetterà a' Tribunali delle riſpettive Provincie di rendere giuſtizia a' Poſſeſ-

Poſſeſſori particolari per i dominj, e poſſeſſi privati nelle contingibili controverſie fra loro, di modo che i Poſſeſſori Breſciani, o Veneti di quà dall' Ollio dovranno eſſere giudicati da' Tribunali di Cremona, e dello Srato di Milano; ed i Poſſeſſori Cremoneſi, o Milaneſi di là del Fiume, dovranno eſſere giudicati da' Tribunali di Breſcia, e Veneti, e gli uni, e gli altri riſpettivamente cenſiti colle riſpettive Provincie, alle quali reſteranno uniti. 1754

ART. XXIX.

Ma ſiccome queſti poſſeſſi, ſi dell' una, che dell' altra parte ſono per lo più neceſſarj, e cagionati, o almeno occaſionati dalli ſalti, ed altri movimenti del Fiume, e colla providenza conſecutiva ai rettifili non reſta provviſto a' poſſeſſi prodotti da dette mutazioni del Fiume, e non è giuſto, che ſiano a tal effetto conſiderati, come forenſi, nè ſentano pena ſenza loro colpa, reſta perciò convenuto, che il Conte Barbò, Marcheſi Pallavicini, li Particolari di Soncino, la Comunità di Zenivolta, e di Azzanello, Monſig. Veſcovo di Cremona, l'Oſpitale dell' iſteſſa Città, ed altri, che poſſono eſſere in ſimile caſo, li quali preſentemente poſſedono, o pretendono di poſſedere di là dall' Ollio; e viceverſa li Conti Enrico, e Carlo Martinengo, il Conte Tadini, il Nobil Uomo Conte Neſtore Martinengo, il Conte Martinengo di Villagana, Paolo Ruffoni, Attilio Borgondio, li Fratelli Bargnani, la Comunità di Rudiano, ed altri, che foſſero nell' iſteſſo caſo, per i Beni che poſſedono, o pretendono di poſſedere di quà dal Fiume, non ſiano per i Beni ſituati dentro quattro miglia di diſtanza di quà, e di là dal Fiume medeſimo, ſoggetti a' Decreti promulgati, o da promulgarſi nell' una, o nell' altra Provincia *contra forenſes, et non habitantes*, nè a' valimenti, o Taſſe di aſſenza, anche per il tempo di Guerra, e poſſano liberamente poſſederli, come ſe foſſero Nazionali, e Abitanti. *Poſſeſſeurs ſur les rives oppoſées.*

ART. XXX.

L'operazione de' rettifili renderà per ſe ſteſſa inutili, ed innocue alcune delle opere, che preſentemente dall' uno, o dall' altro lato del Fiume ſi conſiderano per reſpingenti del Fiume; reſtandone però alcuna ancora nociva dopo detta operazione, dovranno li due Ingegneri farla ridurre *Manu Regia*, quanto baſti a renderla innocua, ed anche totalmente diſtruggerla, ſe caſi foſſe op- *Digues etc.*

1754 portuno, e ciò a ſpeſe de' Patroni Proprietarj dei Terreni, ſulli quali foſſe poſta, e per il tratto ſucceſſivo dovranno inibirſi con Editti penali le opere reſtringenti ſenza permettere per difeſa tanto del Territorio, che de' Poſſeſſi privati, ſe non che le opere ſemplicemente munienti, e naſcendo diſparere ſulla qualità dell' opera, dovranno li due Podeſtà di Breſcia, e Cremona, ed occorrendo li Superiori Governi intenderſi fra di loro di buona fede, per far riconoſcere la nuova opera per mezzo d'Ingegneri di comune confidenza, e regolarla nella qualità naturale di opera a difeſa, e muniente.

ART. XXXI.

Conſervation du cours. Per l'iſteſſo fine dovrà per Editto penale proibirſi a' Particolari di por mano nel Fiume, fuor che per gli uſi ſopra permeſſi: ſi procurerà d'impedire, che il Fiume formi de' nuovi rami minori, e naſcendone dovranno reciprocamente, e di buona fede avviſarſi li due Podeſtà, ed occorrendo li due Governi, per andare al riparo a' ſpeſe comuni.

ART. XXXII.

Munitions contre le torrent. Sarà però permeſſo alli Conforti del Naviglio Pallavicino di inteſtare con opera muniente il Fiume nella parte, che minaccia di corroſione l'Aſta di detto Naviglio, e farà ciò egualmente permeſſo alla Comunità di Orzi Novi per la Seriola coſi detta Comune, nella parte che corre l'iſteſſo pericolo.

ART. XXXIII.

Frais. Le ſpeſe di detti rettifili, e di dette inteſtazioni, e riduzioni, o demolizioni ſaranno anticipate dalle due Camere di Cremona, e di Breſcia metà per cadauna, per ripeterle in appreſſo ogni una nel ſuo Territorio da quelli, che di ragione ſarebbero ſtati obbligati alle medeſime ſecondo le già dette maſſime, e ſecondo il praticato fra Regio Capitolo della Scala, e li Compartecipi di Acqualonga. La manutenzione di dette opere ſarà a carico de' Proprietarj, e Frontiſti, e in caſo di negligenza le due ſuccennate Camere le faran riparare a loro ſpeſe.

ART. XXXIV.

Isles ſur le fleuve. Atteſi i rettifili reſteranno diſtrutte, o unite a' riſpettivi continenti le Iſole già nate nel Fiume: naſcendone

per

per l'avvenire delle nuove, apparterranno per la giuris- 1754
dizione al continente, a cui ſaran più vicine, o in tutto, o in parte ſecondo la diviſione del ventre fluviale; e quanto al Dominio privato, e proprietà di dette Iſole, appartenranno a' riſpettivi Frontiſti dell' uno, e dell' altro continente ſecondo il loro principio, ed ubicazione, e ſecondo le regole della ragione comune per ſimili caſi preſcritte.

ART. XXXV.

Per tenere ferma la mano all' eſecuzione di quanto *Viſita-tion.*
ſi è convenuto intorno a detto Fiume, dovrà ogni bien nio il Luogotenente, o Delegato a' Confini dello Stato di Milano, intendersi con uno de' Deputati di Breſcia al Fiume Ollio per farne la viſita, e tenere nella più eſatta oſſervanza il preſente Trattato, ſecondo la ſua intiera, e riſpettiva ſerie, e continenza.

ART. XXXVI.

Piacendo a S. M. Imperiale Regia, ed alla Sereniſſi- *Ratifica-tion.*
ma Repubblica di approvare quanto è ſtato concluſo nelli ſopraſcritti Articoli, ſarà ratificato il preſente Trattato, e ſi cambieranno le ratifiche nel termine di due meſi, e più preſto, ſe ſarà poſſibile; ed in fede delle predette coſe li Sigg. Miniſtri Plenipotenziarj lo hanno ſegnato di proprio pugno, e vi hanno fatto apporre il Sigillo delle loro Armi.

Dat. in Vaprio li 17 Agoſto 1754 *).

BELTRAME CRISTIANI.

FRANCESCO MOROSINI II. *Cav.*

*) Ce traité a été ratifié de la part de S. M. l'Impératrice le 30 Nov. 1754, de la part de la République de Veniſe le 6 Déc. 1754, et les ratifications échangées le 7 Sept. 1755.

6.

1757 7 Dec. *Traité de commerce entre le Saint-Siège et la Lombardie Autrichienne; signé à Rome le 7 Déc. 1757.*

(Imprimé séparément à Milan in Fol.)

Trattato di Commercio fra la Santa Sede e la Lombardia Austriaca.

Mostrando la sperienza quanto sia pregiudicato il Commercio universale, e la convenienza delle Finanze, e de' Popoli dagli Dazj imposti sulla Navigazione del Fiume Pò ne' rispettivi Dominj; si è mossa la Santità di Nostro Signore Papa Benedetto XIV, ed egualmente Sua Maestà l'Imperatrice Regina, Duchessa di Milano, e di Mantova a provvidamente pensare ad un Trattato di Commercio per le loro Dominazioni in Italia, e ad uno stabilimento di Tariffe atto a facilitare la Navigazione del Fiume, ed il Traffico de' rispettivi Sudditi; quindi autorizzati a tal effetto i sottoscritti Signori Ministri Plenipotenziarj, cioè per la parte di Sua Beatitudine, e della Santa Sede l'Eminentissimo, e Reverendissimo Sig. Cardinale Archinto Segretario di Stato; e per la parte di Sua Maestà Duchessa di Milano, e di Mantova l'Illustrissimo, ed Eccellentissimo Sig. Conte Christiani Consigliere Intimo attuale di Stato, Gran-Cancelliere di Sua Maestà per la Lombardia Austriaca, e Vice-Governatore di Mantova, mediante le rispettive Plenipotenze cambiate fra loro in Originali, cioè quella di Sua Santità in data di Roma de 14. Novembre 1757, e quella di Sua Maestà in datta di Vienna de 10. Ottobre 1757, sono convenuti ne' seguenti Articoli.

ART. I.

Traitement des sujets réciproques. I Sudditi della Santa Sede, ed abitanti ne' suoi Stati d'Italia saranno trattati nella Lombardia Austriaca, ed assistiti, come lo sono le Nazioni più favorite, ed amiche, e lo stesso trattamento sarà fatto negli Stati della Santa Sede in favore de' Sudditi di Sua Maestà, ed abitanti nella sua Lombardia Austriaca.

ART.

ART. II.

1757 Sarà vicendevolmente assistita, e protetta l'accennata Navigazione per li rispettivi Popoli, e per le Merci *Navigation.* provenienti dagli Stati soggetti alle due Potenze contrattanti, e vicendevolmente difesa, e garantita, specialmente per tutti que' tratti, ne' quali spetta detto fiume Pò dall' una all' altra ripa a rispettivi Sovrani.

ART. III.

In conseguenza di questa massima da essi stabilita per regola, si sono accordati in un vicendevole, e corrispettivo ribasso de' due Dazj, i quali si sono trovati essere maggiormente gravosi al Commercio: l'uno è il Dazio della Gabella Grossa di Cremona, che per parte di Sua Maestà si esige sul Pò, laddove scorre lungo il Cremonese libero in detto sito da ogni altro Dazio: l'altro del Ponte di Lagoscuro, che si esige dalla Santa Sede sul Pò lungo il Ferrarese, ove il Fiume dal confine Mantovano fino alla sua foce di Goro abocca in conseguenza dalla sola sua autorità di facilitare in quella parte il Commercio. *Péages [illegible]*

ART. IV.

Quindi si contenta Sua Beatitudine in nome della Santa Sede, e per tutti i suoi Successori di ridurre a favore de' Sudditi di Sua Maestà abitanti ne' suoi Stati di Lombardia, il detto Dazio di Transito appartenente alla Reverenda Camera Apostolica, e solito pagarsi al Ponte di Lagoscuro a piè dell' inserta Tariffa segnata A., cosicchè li Mercanti, e le Merci procedenti dalla Lombardia Austriaca, o a quella diretti, e dirette tanto ascendendo, che discendendo il Fiume, non sieno soggetti a maggior pagamento per detto Dazio in tutto il Tratto del Pò lungo il Ferrarese, come sopra, per quelle Merci però, che procederanno da' Luoghi Originarj, e di prima mano, e non mai per le altre Merci di qualunque sorta, che proveniffero per mezzo di Stati esterni situati nel Golfo Adriatico, non compresi nel presente Trattato, ancorchè veniffero le dette Merci commesse, o dirette alla Lombardia Austriaca. Viceversa i Sudditi della Santa Sede abitanti ne' suoi Stati d' Italia, ed i Mercanti, e le Merci procedenti da' detti suoi Stati, o ad essi diretti, e dirette tanto ascendendo, che discendendo il Fiume, non saranno tenuti nel Cremonese, ove il Fiume spetta a Sua Maestà, ad altro Dazio, che a quello portato *Tarif à cet égard*

dalla

1757 dalla Tariffa ridotta, e ingiunta sotto B, e saranno in conseguenza i Sudditi, e Negozianti dell' uno e l'altro Dominio reciprocamente esentati, e difesi in benefizio della rispettiva, e vicendevole Navigazione, e libertà da ogni, e qualunque molestia, come si pratica verso le Nazioni più favorite.

ART. V.

Droit sur le sel. Non essendo compreso in detta Tariffa il Dazio de' Sali appartenente alla Camera Apostolica, si riduce per i Sali forestieri destinati alla provvista de' Stati di Sua Maestà in Lombardia, procedenti da qualunque parte, niuna eccettuata, e fino a qualunque quantità, oltre le tre mila Moggia di ordinaria provvista, fissamente tal Dazio a Paoli nove per Moggio, nella qual Tassa s'intenda compresa qualunque ragione potesse appartenere alla Camera Apostolica, per obbligare il Ducato di Milano a provvedersi de' Sali dello Stato Ecclesiastico, o a pagare in danaro il corrispettivo di tale obbligo. Se poi accadesse di provvedersi dalle Saline Pontificie di alcuna quantità di Sali, e condursi per la provvista de' Stati di Sua Maestà in Lombardia, il Dazio sarà per tali Sali fissamente ridotta a Paoli sei per Moggio; sempre però con dichiarazione, che in amendue i casi si ritenghino per il Transito le cautele praticate finora, e qualunque altra si trovasse in progresso più opportuna ad ovviare allo spargimento di detti Sali negli Stati della Santa Sede.

ART. VI.

D. de Tranfit dans le Ferrara. L'altro Dazio di Transito de' due scudi per ogni migliajo d'Olio solito esigersi nel Ferrarese, e già assegnato a' Monti della Città di Ferrara, come pure altri spettanti ad alcuni Particolari sulle Acque Ferraresi, saranno per la loro tenuità, e circostante ritenuti, e pagati stabilmente secondo lo stato presente.

ART. VII.

Droit Mantouan. Il Dazio Mantovano di Viadana sarà in concorso de' Sudditi dello Stato Ecclesiastico ritenuto sul piede fissato nel Trattato di Mantova de' 24 Luglio 1752 *) in concorso de' Stati di Modena, e riferito nella Specificazione C. Il Dazio di Borgo Forte sarà in favore de' Mercanti, e delle Merci procedenti dallo Stato Ecclesiastico; o dirette come sopra, al piede espresso nell' Allegato D. All' incontro il così detto Traverso di Dos-

solo

*) Je ne trouve pas que ce traité soit imprimé.

solo, e gli altri Dazi, o sieno Diritti di Transito im- 1757
posti sulle Acque Mantovane, ed enunciati sotto detto Allegato D ed i piccoli Dazi di Sacchetta, e della Città di Casal-Maggiore, saranno corrispettivamente anch'essi per la loro tenuità ritenuti, e pagati secondo lo stato presente.

ART. VIII.

Exportation de viz. en faveur du

Volendo le due Potenze contribuire ulteriormente alle comodità, e vantaggi de' loro Sudditi, hanno pensato ad assicurare loro il comodo delle necessarie provviste; onde accorda Sua Maestà allo Stato Ferrarese, ed altri Domini della Santa Sede in Italia l'annua estrazione dal Mantovano, a misura di Mantova, di seimila Sacchi di Riso nato in quella Provincia, e di mille cinquecento Moggia dal Cremonese, a misura Cremonese, e similmente nato in quella Provincia, mediante il pagamento de' Dazio e Diritti corrispondenti a tali estrazioni.

ART. IX.

Exportation de denrées en faveur de l'Autriche.

Accorderà reciprocamente Sua Santità in favore de' Stati, e Sudditi della Lombardia Austriaca l'estrazione del Canape Formento, ed Avena, che previe le dovute Licenze e colla riserva dell' interiore provvista, come sopra, occorrese tirare dagli Stati della Santa Sede per servizio de' Sudditi della Lombardia Austriaca, come sopra, mediante il pagamento de' soliti Dazj, e Tratte.

ART. X.

Le cas de nécessité excepté.

Dichiarandosi, che eccettuato il solo caso della necessaria interna provvista, ancorchè in qualche anno a qualsifia altro oggetto si vietassero generalmente dette estrazioni; nondimeno dovranno sempre intendersi permesse a comodo de' rispettivi Sudditi delle due Potenze contrattanti, ogni volta però che sotto loro nome non ne passi alcuna porzione ad altre Nazioni non contrattanti.

ART. XI.

Empêchement des abus.

Per ovviare dunque all'abuso nel caso, come sopra di altri nomi, nel conseguire le accennate estrazioni, dovranno i Provvisori venire rispettivamente, e reciprocamente muniti de' Certificati de' rispettivi Governi, e Tribunali competenti dell' uno, e dell' altro Dominio, co' quali Certificati rimanga assicurata la conversione de' generi ad uso e benefizio delle sole due Nazioni contrattanti.

ART.

1757

Diminution d' autres droits de tranſit.

ART. XII.

Riduce Sua Maeſtà alla metà tutti gli altri Dazj del Tranſito di terra della Lombardia Auſtriaca, quando occorreſſe a' Sudditi della Santa Sede, e come ſopra, tranſitare con Merci, e Generi per occaſione di Commercio ſulle ſtrade, ove poſſino eſſere impoſti nella Lombardia Auſtriaca, per uſcire a parti foreſtiere; e viceverſa Sua Santità accorda a' Sudditi della Lombardia Auſtriaca, e come ſopra, eguale ribaſſo per ſimili Tranſiti di terra, che loro occorreſſero per Commercio ne' Stati della Santa Sede, per uſcire a parte foreſtiere, come ſopra.

Sur les manufactures.

ART. XIII.

Accorda ſimilmente Sua Maeſtà il ribaſſo di un terzo per i Dazi impoſti ſopra l'eſtrazioni delle Manifatture procedenti dalla Lombardia Auſtriaca, e dirette agli Stati della Santa Sede, mediante il coſi detto ritorno, cioè la giuſtificazione, che le Manifatture ſieno effettivamente paſſate nello Stato Eccleſiaſtico per uſo de' medeſimo Stato, quando tale ritorno foſſe richieſto, affinché non poſſa abuſarſi di tale facilità in favore di altre Nazioni non privilegiate; e colla ſteſſa condizione accorda Sua Santità vicendevolmente il ribaſſo di un terzo ai Dazj impoſti ſopra l'eſtrazione delle Manifatture de' ſuoi Stati dirette alla Lombardia Auſtriaca.

Durée du traité.

ART. XIV.

Promettono vicendevolmente Sua Santità, e Sua Maeſtà per loro medeſimi, e per i loro Succeſſori la perpetua oſſervanza delle dette Riduzioni, e Tariffe, e che nè di preſente, nè in avvenire ſaranno impoſti altri nuovi Dazj, e gravezze, nè ſopra le Acque del ſuddetto Fiume Pò, nè ſu i riſpettivi continenti in pregiudizio della preſente Convenzione ſopra le Mercanzie procedenti, e dirette riſpettivamente, come ſopra, ai Porti, Luoghi, e Stati di Sua Santità in Italia, ed agli di Lombardia di Sua Maeſtà tanto per i Tranſiti di terra, come quelli d'acqua, come ſopra.

Nature de la convention; ratification.

ART. XV.

La preſente Convenzione ſarà perpetua, e reale fra gli Stati della Lombardia Auſtriaca, e gli Stati della Santa Sede in Italia, e ſarà ratificata nel termine di tre meſi dall' infraſcritta data, e più preſto ſe ſarà poſſibile; ed in

fede

fede delle predette cose sarà il presente Trattato di Commercio sottoscritto dagli accennati Ministri Plenipotenziari, e munito del solito Sigillo delle loro Armi. 1757

Roma 7. Dicembre 1757.

(L. S.) *A. Card.* ARCHINTO.

Milano 30. Novembre 1757.

(L. S.) *Il Conte* CRISTIANI.

Segue il tenore delle rispettive Plenipotenze.

Articolo separato per il Transito de' Sali di Mantova.

Ancorchè nell' Articolo quinto fiasi ridotto a Paoli nove il Dazio solito pagarsi al Ponte di Lagoscuro per il Transito de' Sali destinati alla Provvista de' Stati di Sua Maestà in Lombardia contuttociò le Parti Contrattanti, affine di prevenire gli equivoci, e per motivi particolari dichiarano non essere stato sotto tale generalità compresi i Sali destinati alla Provvista del Mantovano, per i quali resta fissamente convenuto, che debba in avvenire pagarsi alla Camera Apostolica il Dazio di Paoli dodici per ogni moggio del solito peso, e misura. Il presente Articolo separato dovrà aver forza, come se fosse inserito di parola in parola nel presente Trattato. *Transit pour le sel.*

Roma 24. Dicembre 1757.

(L. S.) *A. Card.* ARCHINTO.

Milano 17. Dicembre 1757.

(L. S.) *Il Conte* CRISTIANI.

J'omets ici les 4 tarifs ajoutés, savoir pour les droits à percevoir A. *à Ponte Lagoscuro*, B. *pour la gabelle de Cremone*, C. *pour les droits à Viadana* et D. *pour le transit de Mantoue qui rempliſſent 50 pages dans l'imprimé que j'ai devant moi et semblent avoir perdu leur importance.*

7.

1757 10 et 17 Déc. *Concordat entre l'Imp. Reine comme Duc. de Milan et le Saint-Siège sur l'exemtion des biens ecclésiastiques; signé le* 10 *et* 17 *Déc.* 1757.

(D'après l'Imp. séparé qui a paru à Milan 1758 in 4to.)

Concordato colla Santa Sede intorno alla proporzione Colonica de' beni antichi ecclesiastici dello stato di Milano.

Per parte di Sua Maestà l'Imperatrice Regina è stato rappresentato alla Santità di Nostro Signore, che la Maestà Sua aveva determinato di procedere senza ulteriore ritardo alla pubblicazione, ed esecuzione del nuovo Censimento per il suo Stato di Milano. Che in questa grande Opera tutte le premure della Maestà Sua erano dirette al solo bene de' Sudditi, e non ad alcun profitto del Regio suo Erario; e perciò non si aggiungerà col nuovo maggior Carico allo Stato; ma si distribuirà quell' istesso Carico, che finora ripartito con disuguaglianza riusciva per molti esorbitante, ed insopportabile, e dava luogo a continue doglianze, e dispendiose controversie, e che dall' universale giusta perequazione sarà reso a' suoi meno sensibile, e specialmente a' Contadini, e Poveri, e tolta sarà per sempre l'occasione alle liti, e dissensioni talvolta più pesanti dell' istesso Carico: ad ottenere un sì salutare oggetto, non solo era stata diretta la generale Misura, e Stima del Territorio per base del Riparto; ma inoltre si era determinato, che restassero in avvenire abolite tutte le Esenzioni gratuite, e le Tasse Personali de' Contadini, le quali in alcune Comunità ascendevano a lire venti, trenta, ed in taluna fino a sessanta lire per testa, fossero invariabilmente ridotte a sole lire sette di Milano; e prese si erano molte altre provvidenze per comprendere ogni Fondo, e Capitale censibile, e per ogni via sollevare le Imposte: non ostanti tutte queste misure non poterli conseguire un fine così importante, finchè non fossero sciolte le questioni insorte cogli Ecclesiastici tanto rapporto all'

Epoca

Epoca da fissarsi per circoscrivere i Beni, detti antichi, 1757
di Chiesa, i quali per la Porzione Dominicale, e sono, e devono restare immuni da ogni Carico; da' Beni, detti di nuovo acquisto, li quali per l'inveterata consuetudine, credesi anche approvata dalla Santa Sede, sono stati sempre sottoposti a' Carichi Laici, quanto rapporto alla Colonica de' Beni Ecclesiastici antichi. Nel presente stato alcuni de' Coloni de' Beni antichi di Chiesa pagano per la Porzione Colonica egualmente che i Laici: altri ne pagano solamente una parte, ed alcuni non pagano niente; anzi siccome in diverse Provincie, diverso è l'uso di misurare la Colonica, poichè in alcune si regola a proporzione della metà de' Beni, che si coltivano, in altre di tre ottavi, ed in alcune di un solo ottavo; così da tutto ciò derivava una varietà, e confusione, cagione di continui disturbi tra gli Ecclesiastici, e i Laici, ed un aggravio insoffribile a questi ultimi non solamente, ma altresì agli Ecclesiastici di nuovo acquisto, censiti a guisa de' Laici, e sopraccaricati per le cause succennate. Essere quindi necessario alla pubblica Causa, e tranquillità, che tolte tutte codeste dispute, si ristabilisse l'ordine, e l'uguaglianza anche in questa parte, come si è procurata in generale con lo stabilimento del nuovo Censo. Stimarsi proprio, che l'Epoca della divisione de' Beni antichi, e moderni fissata sia coll' anno mille cinquecento quarantotto, in cui si diede principio all' antica Misura generale; e rapporto alla Colonica, che i Coloni de' Beni Ecclesiastici antichi concorrano ai Carichi Regj, e Locali egualmente che i Coloni de' Laici per la Porzione Colonica a proporzione della metà de' Beni, che coltivano, e ciò generalmente in tutte le Provincie; mentre alle ragioni altrevolte addotte su questo assunto, s'aggiungeva ora il riflesso, che i Carichi, e debiti dello Stato sono venuti ad un eccesso insoffribile, sì a' Laici, che agli Ecclesiastici di moderno acquisto; onde anche secondo l'equità Canonica, trattandosi, non di pagare un nuovo Carico al Principe, ma di sollevare sì i Laici, che gl' istessi Ecclesiastici di moderno acquisto, *quorum vires non sufpetunt*, sembrava inevitabile il concorso almeno della Porzione Colonica, ed attese le sovraindicate Misure, e provvidenze, il nuovo Metodo della Esazione riuscirebbe in pratica nel complesso piuttosto vantaggioso, che nocevole alla Chiesa.

1757 Tutte le ſuddette rappreſentanze avendo Sua Santità preſe in matura conſiderazione, compaſſionando il grave quaſi inſopportabile peſo, al quale finora hanno ſoggiacciuto non meno i Laici, che alcuni degli Eccleſiaſtici, ed in conſiderazione, e correſpettività del ſollievo, che tutti i Coloni avranno dalla riduzione della Taſſa Perſonale, e dalle altre ſuccennate provvidenze del nuovo Cenſimento, deſiderosa di contribuire al ſollievo comune, ſenza ſoverchio aggravio degli Eccleſiaſtici, ſi è benignamente preſtata all' iſtanza di Sua Maeſtà, e col mezzo degl' infraſcritti Signori Miniſtri Plenipotenziarj, autorizzati colle Plenipotenze trasmeſſe, e cambiate in originale, cioè per la parte di Sua Santità di data di Roma a' 16. Dicembre 1757, e per la parte di Sua Maeſtà di data di Vienna a' 27. Ottobre 1757, ſono ſtati conciliati li ſeguenti provvedimenti da oſſervarſi nello Stato di Milano dal giorno, che ſarà poſto in eſecuzione il nuovo Cenſimento in avanti.

ART. I.

Diſtinction des biens eccleſ. acquis avant et après 1575.

Reſtando eſenti riguardo alla Porzione Dominicale tutti li Beni poſſeduti dalle Chieſe prima dell' anno mille cinquecento ſettantacinque, ſaranno ſottopoſti a tutti li peſi de' Laici li ſucceſſivi acquiſti delle Chieſe da detto anno in avanti, ove non ſi tratti de' Beni eſpreſſamente privilegiati, ovvero che già ſtati ſiano, o che in avvenire foſſero legittimamente ſurrogati a' Beni poſſeduti dalle Chieſe prima dell' anno mille cinquecento ſettantacinque. Tale diſpoſizione non dovrà aver luogo, quando entro un anno dagli Eccleſiaſtici ſi produca qualche Concordia approvata dalla Santa Sede, o qualche altro legittimo Documento, nel quale concorra l'autorità Apoſtolica, da cui fiſſata reſtaſſe un Epoca diverſa, quale in tal caſo dovrà unicamente attenderſi.

ART. II.

Preuve par le Cadaſtre.

Affinchè non vi ſia diſturbo, o ſpeſa negli Eccleſiaſtici per provare il loro poſſeſſo anteriore all' anno mille cinquecento ſettantacinque, o altra Epoca, che ſi trovaſſe già fiſſata, come ſopra, ſi ratterranno immuni li Beni poſſeduti dalle Chieſe, che ſono deſcritti come Eccleſiaſtici ne' Cataſtri dell' anno mille cinquecento ſeſſantacinque; e per quelli, che non foſſero in eſſi deſcritti, baſterà, che entro il ſuddetto termine gli Eccleſiaſtici

siastici presentino le loro rimostranze in iscritto appog- 1757
giate a valevoli autentici Documenti al rispettivo loro Ordinario, quale, essendo tali, non lascerà di passarle al Governo, acciò possa dare gli ordini, che senza lite, o spesa degli Ecclesiastici suddetti si dia la dovuta esecuzione alle cose sopra disposte.

ART. III.

Li sopradetti Beni posseduti prima dell' Epoca sovra *Portion coloniale.*
stabilita, saranno bensì immuni per la Porzione Dominicale, ma non già per la Porzione Colonica, mentre li Coloni di detti Beni immuni dovranno sempre concorrere in proporzione de' Beni, che coltivano a Carichi si Regj, che Locali per titolo di Porzione Colonica in due terze parti di quello, che per detto titolo sarà imposto a' Coloni de' Beni de' Laici.

ART. IV.

A titolo della Taffa Personale Sua Maestà si presta *Taxe personnelle.*
a che non possa esigersi da' Coloni, che travagliano detti Beni immuni più di lire 5 i per Testa: ma se col tratto del tempo stimasse la Maestà Sua di minorare le lire sette di Milano, fissate invariabilmente per gli altri Coloni, farà godere dell' istesso beneficio a proporzione anche ai Coloni de' Beni suddetti.

ART. V.

Per evitare ogni collusione, che si potrebbe fare in *Abus à prévenir.*
pregiudizio della suddetta disposizione con far lavorare i Beni ad economia, o sia a conto proprio per mezzo di Mercenarj, a riserva di quell' Ecclesiastico, che non possiede Benefizio di maggior frutto di scudi ventiquattro d'oro di Camera, a cui sarà tollerata la coltura ad economia, come necessaria al povero di lui stato, tutti gli altri Possessori de Benefizj di maggior reddito, tanto facendo lavorare da' Coloni, come facendo lavorare ad economia, non potranno esimere li frutti dovuti alla Colonia, dal Carico della Porzione Colonica nella rata sopra specificata.

ART. VI.

La esazione si farà sopra li soli Coloni, e sopra la sola *Limitation de l' exaction.*
porzione de' frutti ad essi spettante per Porzione Colonica,

1757 o che ſarebbe loro ſpettata nel caſo, che non foſſero ſtati coltivati li Beni ad economia, ſenza che poſſano eſſere per tal conto inquietate le Chieſe, i loro Fondi, ed i Padroni Eccleſiaſtici nella loro Porzione Decimale, o in qualunque altro modo.

ART. VII.

Exemtions des Colons. Dal detto pagamento dovranno eſſere eſenti li Coloni delle Parrocchie, l'entrata delle quali non eccede la congrua Conciliare, e delli veri Ospitali dello Stato di Milano, quantunque non aveſſero alcun Privilegio, per i Beni però, che preſentemente poſſedono, e che ſaranno legittimamente ſurrogati.

ART. VIII.

Privileges. Ne' ſuccennati provvedimenti non s'intenderà diſpoſta coſa veruna per ciò concerne l'Eſenzione Colonica, e Perſonale, procedenti da Privilegj a chi che ſia accordati da' Principi *pro tempore* dello ſtato di Milano.

Il preſente Trattato piacendo a Sua Santità, ed a Sua Maeſtà l'Imperatrice Regina, ſi degneranno di rattificarlo entro il termine di due meſi, e più preſto, ſe ſia poſſibile; ed in appreſſo Sua Santità ne farà ſpedire l'opportuno Breve, e la Maeſtà Sua darà gli ordini riſpettivi per la eſecuzione.

Roma 17. Dicembre 1757.

(L. S.) *A. Card.* ARCHINTO.

Milano 10. Dicembre 1757.

(L. S.) *Il Conte* CRISTIANI.

8.

Traité entre la Comp. Anglaise des Indes Orientales et le Nabob du Bengale Serajah Dowlah 1757. 1757 Fevr.

(Bolts *considerations* Vol. I. Appendix p. I.)

a.

Copy of a Treaty between Colonel Robert Clive on the part of the English East India Company, and Serajah al Dowlah, Nabob of Bengal, in February 1757.

Signed Munsur al Muluk Serajah al Dowlah Shah Kuly Khawn Bahader hybut Jung, Servant of king Allum Gueer the Invincible.

List of Demands.

1) That the Company be not molested upon account of such Privileges as have been granted them by the King's Firmaun and husbulhookums, and the Firmaun and husbulhookums remain in full force. That the villages which were given to the Company by the Firmaun *), but detained from them by the Subahdars, be likewise allowed them; nor let any impediment or restriction be put upon the Zemindars.

Agreed to according to the tenor of the Firmaun.

2) That all goods belonging to the English Company, and having their dustuck, do pass freely by land or water in Bengal, Bahar, and Orissa, without paying any duties or fees of any kind whatsoever; and that the Zemindars, Chokeydars, Guzerbauns &c. offer them no kind of molestation upon this account.

It is agreed to.

*) Voyés plus haut le Firmaun de 1717 placé T. I. p. 154. Bolts observe dans une note que ces villages n'aiant pas été donnés par Furrukseer aux Anglais, mais seulement la liberté de les acheter des Zemindars, ceux-ci n'ont pas voulu s'en dessaisir jusqu'à ce qu'ils en ont été privés par fraude et par violence.

1757 3) That reſtitution be made the Company of their factories and ſettlements at Calcutta, Coſſimbazar, Dacca &c. which have been taken from them. That all money and effects taken from the Engliſh Company, their factors and dependents, at their ſeveral ſettlements and aurungs, be reſtored in the ſame condition. That an equivalent in money be given for ſuch goods as are demaged, plundered, or loſt, which ſhall be left to the Nabob's juſtice to determine.

Whatever has been ſeized by the government ſhall be reſtored.

4) That the Company be allowed to fortify Calcutta in ſuch a manner as they ſhall deem proper for their defence, without any hindrance or obſtruction.

It is agreed to.

5) That ſiccas be coined at Allenagore (Calcutta) in the ſame manner as at Murſhedabâd, and that the money ſtruck in Calcutta be of equal weight and fineneſs with that of Murſhedabâd. There be no demand made for a deduction of batta.

It is agreed, that bullion imported by Company be coined into ſiccas.

6) That theſe propoſals be ratified in the ſtrongeſt manner in the preſence of God and his Prophet, and ſigned and ſealed to by the Nabob and ſome of his principal people.

In the preſence of God and his Prophet, theſe articles are ſigned and ſealed.

7) And Admiral Charles Watſon and Colonel Clive promiſe in behalf of the Engliſh nation, and of the Engliſh Company, that from henceforth all hoſtilities ſhall ceaſe in Bengal, and the Engliſh will always remain in peace and friendſhip with the Nabob, as long as theſe articles are kept in force, and remain unviolated.

On condition that an agreement under the Company's ſeal, and ſigned by the Company's Council, and ſworn to according to their religion, be ſent me; agree to the articles which have counterſigned.

Signed Aez al Muluk Morad al Dowlah Nowariſh Ally Khawn Bahader Zaooer Jung, a Servant of king Allum Gueer the Invincible.

Meer

Meer Jaffier Khawn Bahader, a Servant of king Allum Gueer the Invincible. 1757.

Rajah Doolubram Bahader, a Servant of king Allum Gueer the Invincible.

Witneſs, Mohinder Narrain, Canongo.

Witneſs, Lucki Narrain, Canongo.

Agreement of the Company, ſigned by the Governor and Committee, the 9the February 1757.

We the East India Company, in the preſence of his Excellency the Nabob Munſur al Muluk Serajah al Dowlah Shah Kuly Khawn Bahader Hybut Jung, Nazim of Bengal, Bahar, and Oriſſa, by the hands and ſeal of the Council, and by firm agreement and ſolemn atteſtation, do declare, That the buſineſs of the Company's factories within the jurisdiction of the Nabob ſhall go on in its former courſe: that we will never oppreſs or do violence to any perſons without cauſe: that we will never offer protection to any perſons having accounts with the governement, any of the king's Talookdars or Zemindars, nor murderers, nor robbers; that we will never act contrary to the tenor of the articles agreed to by the Nabob: that we will carry on our buſineſs as formerly; and will never, in any reſpect, deviate from this agreement.

Agreement of Colonel Clive with the Nabob the 7th February 1757.

Colonel Clive, Sabut Jung Bahader Commander of the Engliſh land-forces in Bengal, do ſolemnly declare, in the preſence of God and our Saviour, that there is peace between the Nabob Serajah al Dowlah and the Engliſh: they, the Engliſh, will inviolably adhere to the articles of the treaty made with the Nabob; that, as long as he ſhall obſerve his agreement, the Engliſh will always look upon his enemies as their enemies; and, whenever called upon, will grant him all the aſſiſtance in their power.

b.

1757 *Copies of perwanahs from Serajah al Dowlah, Nabob of Bengal, granted to the East India Company, for erecting a mint at Calcutta, and for the currency of their business; with a copy of the Nabob's dustuck, dated in March 1757.*

(BOLTS *considerations* Vol. I. Appendix p. 3.)

Perwanah for dustucks from Serajah al Dowlah, dated 9th of the Moon Rajeb.

The English Company's goods have been carried backward and forward by land and water, always through the provinces of Bengal, Bahar, and Orissa, by the dustuck and seal of the said Company, by virtue of the King's Firmaun, which is also now confirmed by me. Take care, on no pretence to interupt their carrying their goods backwards and forwards through all the chokeys whatsoever, and not to demand any ghatbarry, mangon &c. according to the King's Firmaun. Let them pass and repass without receiving a single cowrie from any of their people; and interfere not with the English Company's gomastahs on any account, but rather take care, that through all your districts their business be not obstructed in any way.

(*Quinze* perwanahs *de même teneur et date furent donnés sous le sceau du* Nabob Serajah al Dowlah *aux* Rajahs *et* Zemindars.)

Perwanah under the seal of Nabob Munsur al Muluk Serajah al Dowlah Bahader Hybut Jung, dated 9th of Rajeb (31st March 1757) in the 3d year of the glorious reign Mohunlol.

All goods belonging to the English Company, which by virtue of the royal mandate used to pass and repass with the said Company's dustucks by land or wather, through the province of Bengal, Bahar, and Orissa, I have at this time granted a free currency to, in the same manner, and with the same privileges as formerly: it is necessary that your Excellency write to the Officiers at Dacca, Chittigong, Jugdea, Akbarnagur, Silhett,

Silhett, Rangamatty, Chilmary, and Mahudabad Purnea, 1757.
that they ſuffer the ſame goods to paſs up and down the rivers without any moleſtation or impoſition of ghatbarry (a tax laid upon boats) or any other articles forbidden by the royal court; nor exact the ſmalleſt ſum from them, nor any ways oppreſs the Company's gomaſtahs or dependents. Let them be punctual in this duſtuck

Under the ſeal of the Nabob Serajah al Dowlah &c. dated (about the 9th March 1757) 17th Jemmade Saunie, the third year of the King's glorious reign.

To all Fowzdars, Zemindars, Chokeydars, and overſeers of the way of the provinces of Bengal, Bahar, and Oriſſa.

All goods belonging to the Engliſh Company, which by virtue of the royal mandate uſed to paſs and repaſs through the foregoing provinces, by land and water, with the Company's duſtucks, I have at this time granted a free currency to, in the ſame manner as formerly, and with the confirmation of their former privileges. Let all goods, having the Engliſh Company's duſtuck, paſs as before, up and down the river, without any moleſtation or impoſition of ghatbarry, or any other articles forbidden by the royal court; nor exact the ſmalleſt ſum from them, nor oppreſs the Company's dependents. In this be punctual, and act conformably to this writing.

Perwanah of the Nabob Serajah al Dowlah to the Honourable Company, for erecting a mint in Calcutta.

From the date of the firſt of the moon, the fourth ſun ſiccas are begun to be ſtampt, and through all the mint-houſes the new ſiccas of the fourth ſun are coined. Take care and erect a mint in Calcutta (called Allenagore) and ſtamp gold and ſilver rupees out of the bullion and gold imported by your nation, of the weight of rupees of gold and ſilver coined at Murſhedabâd, under the name of Allenagore (Calcutta) ſhall you coin your money, it ſhall paſs for land revenues &c. and no body will aſk or ſet any batta upon them; only take care not to coin the gold and ſilver of other nations.

9.

1757 *Traité entre la Compagnie Anglaise des Indes Orientales et le Meer Jaffier Ally Khawn nommé par elle Nabob du Bengale 1757.*

a.

Copy of a Treaty between Colonel Robert Clive, on the Part of the English East India Company, and Meer Jaffier Ally Khawn, upon the Colonel's placing that officer in the Nabobship of Bengal in June 1757.

(Bolts *considerations* Vol. I. Appendix p. 5.)

I swear by God and the Prophet of God, to abide by the terms of this treaty whilst I have life *).

Signed Meer Mahomed Jaffier Khawn Bahader, Servant to King Allum Gueer.

1) Whatever articles were agreed upon in the time of peace with the Nabob Serajah al Dowlah Munsur al Muluz Shah Kuly Khawn Bahader Hybut Jung, I agree to comply with.

2) The enemies of the English are my enemies, whether they be Indians or Europeans.

3) All the effects and factories belonging to the French in the province of Bengal (the Paradise of nations) and Bahar, and Orissa, shall remain in the possession of the English, nor will I ever allow them any more to settle in the three Provinces.

4) In consideration of the losses wich the English Company have sustained by the capture and plunder of Calcutta by the Nabob, and the charges occasioned by the maintenance of forces, I will give them one crore of rupees.

5) For the effects plundered from the English inhabitants at Calcutta, I agree to give fifty lacks of rupees.

6)

*) Ces mots sont écrits de la propre main du Nabob.

6) For the effects plundered from the Gantoos Muſſulmen, and other ſubjects of Calcutta, twenty lacks of rupees ſhall be given. 1757

7) For the effects plundered from the Armenian inhabitants of Calcutta, I will give the ſum of ſeven lacks of rupees. The diſtribution of the ſums allotted the natives, the Engliſh inhabitants, Gentoos, and Muſſulmen, ſhall beleft to the Admiral Colonel Clive (Sabut Jung Bahader) and the reſt of the Council, to be diſpoſed of by them to them to whom they think proper.

8) Within the ditch which ſurrounds the borders of Calcutta are tracts of land belonging to ſeveral Zemindars; beſides this, I will grant the Engliſh Company ſix hundred yards without the ditch.

9) All the land lying ſouth of Calcutta, as far as Culpee, ſhall be under the Zemindary of the Engliſh Company, and all the officers of thoſe parts ſhall be under their jurisdiction. The revenues to be paid by them (the Company) in the ſame manner with other Zemindars.

10) Whenever I demand the Engliſh aſſiſtance, I will be at the charge of the maintenance of them.

11) I will not erect any new fortifications below Hoogly, near the river Ganges.

12) As ſoon as I am eſtabliſhed in the government of the There Provinces, the aforeſaid ſums ſhall be faithfully paid.

Dated 15th Ramzan, in the 4th year of the reign.

Additional Article.

13) On condition that Meer Jaffier Khawn Bahader ſhall ſolemnly ratify, confirm by oath, and execute all the above articles, which the under-written on behalf of the Honourable *Eaſt India* Company do, declaring on the holy Goſpels, and before God, that we will aſſiſt Meer Jaffier Khawn Bahader with all our force, to obtain the ſubahſhip of the provinces of Bengal, Bahar, and Oriſſa; and further that we will aſſiſt him to the utmoſt againſt all his enemies whatever, as ſoon as he calls upon us for that end; provided that he, on his coming to be Nabob, ſhall fulfil the aforeſaid articles.

b.

1757 *Copy of the General Sunnud from the Nabob Meer Jaffier Ally Khawn, for the currency of the Company's business, and relative to the mint, dated 15th July 1757.*

To all Mutseddees, present or future, all Naibs, Fowzdars, Zemindars, Chowdrys, Canongos &c. Servants of the government in the provinces of Bengal, Bahar, and Orixa.

Know, that by the royal Firmaun and husbulhookums the English Company are pardoned (Maaf exempt) from all duties; therefore I write,

That whatever goods the Company's gomastahs may bring or carry to or from their factories, the aurungs, or other places, by land or by water, with a dustuck from any of the chiefs of their factories, you shall neither ask nor receive any sum, however trifling, for the same. Know, they have full power to buy and sell; you are by no means to oppose it; you are not to require from the Company's gomastahs, the mongons, or any other of the Zemindar's impositions.

The Company's gomastahs shall buy and sell the Company's goods without the intervention of dallals, unless the gomastahs are satisfied to employ them; you are to assist them on all occasions wherever they buy or sel. Whoever acts contrary to these ordres, the English have full power to punish them. If any of the Company's goods are stolen you are to recover the very effects stolen, or make good their amount. Any merchants or other on whom the Company have any lawful demands, you are to see that the same be paid to their gomastahs. Take care that no one wrong or oppress the Company's gomastahs. You are not to require or stop their boats on preretence of the ghatbarry or other duties on boats, whether they be the Company's own boats, or boats hired by their gomastahs; you are to give credit to the copies of all the sunnuds to the Company under the Kâzy's seal, without requiring the original. Any of the Company's debtors running from them, you are not to give them protection or

plead

ead for them, but are to delivrer them up to the 1757
mpany's gomaſtahs. The Fowzdary-charges &c. im-
ſitions of the Fowzdars, which are forbid by the
King, you ſhall not demand of the Engliſh, their go-
maſtahs, or inhabitants. Whenever the Engliſh Com-
pany deſire to ſettle a new factory, beſides thoſe they
are already poſſeſſed of in the provinces of Bengal,
Bahar, and Oriſſa, you are to give them forty begas
of the King's land. If any of the Engliſh ſhips are
driven by bad weather or wrecked in any of the ports
or other places, you are to aſſiſt them all in your power,
and ſee that the goods are reſtored to the Company;
and you are not to require the Choutarry &c. which
the King has forbid.

A mint is eſtabliſhed at Calcutta; coin ſiccas and
gold mohurs of equal weight and fineneſs with the
ſiccas and gold mohurs of Murſhedabâd. They ſhall
paſs in the King's treaſury.

All that I have wrote muſt be done; do as I have
wrote, nor aſk a new ſunnud every year. The 27th of
the Moon Showall, and 4th of the King's reign, being
the 15th of the month of July 1757.

c.

Copy of a Perwanah from the Nabob Meer Jaffier Ally Khawn, for the currency of gold and ſilver coined in the Company's mint at Calcutta, dated the 28th July 1757.

To the High and Mighty, the bold and valiant Commanders, the greateſt of Merchants, the Engliſh Company, on whom may the King's favour reſt for ever.

A mint has been eſtabliſhed at Calcutta, continue coinig gold and ſilver into ſiccas and mohurs of the ſame weight and ſtandard with thoſe of Murſhedabâd; the impreſſion to be Calcutta; they ſhall paſs current in the provinces of Bengal, Bahar, and Oriſſa, and be received into the treaſury; there ſhall be no obſtruction or difficulty for Cuſſore. — Under the ſeal of Fidwee Allum Gueer Badſha Gazee, Sujah-ul Muluk, Hoſſam ô Dowla, Meer Mahomed Jaffier Khawn Bahader Mahabut Jung, 11th Zilcade, 4th of the King's reign.

d.

d.

1757 *Copy of a perwanah from the Nabob Meer Jaffier Ally Khawn, dated the 28th Decembre 1757. Relative to the Zemindary of the lands ſouth of Calcutta, granted to the Company by the treaty with the ſaid Nabob.*

Perwanah for the granted lands. Seal of the Nabob Jaffier Ally Khawn 1170. Allum Guzer, Emperor, fighting for the Faith, his devoted Meer Mahomed Jaffier Ally Khawn Bahader Shujah al Muluck Hoſſam o Dowlah Mahabut Jung. Anno 4.

Ye Zemindars, Chowdrys, Talookdars, Murkaudums, Recayahs, Morſawreans, Mootawwallahs, of the Chucklahs of Hoogly, and others ſituated in Bengal, the terreſtrial Paradiſe know, that the Zemindary, Chowdrawy, and Talookdarry of the countries in the ſubjoined liſt, hath been given by treaty to the moſt illuſtrious and moſt magnificent the Engliſh Company, the glory and ornament of trade. The ſaid Company will be careful to govern according to eſtabliſhed cuſtom and uſage, without any gradual deviation, and watch for the proſperity of the people. Your duty is, to give no cauſe of complaint to the Recayahs of the Company, who on their part are to govern with ſuch kindneſs, that huſbandry may receive a daily increaſe, that all diſorders may be ſuppreſſed, drunkenneſs and other illicit practices prevented, and the imperial tributes be ſent in due time. Such part of the aboveſaid country as may be ſituated to the weſt of Calcutta, on the other ſide of the Ganges, does not belong to the Company. Know then, ye Zemindars &c. that ye are dependents of the Company, and that ye muſt ſubmit to ſuch treatment as they give you, whether good or bad; and this is my expreſs injunction.

Twenty-four Mahals.

The Pergunnah of	– –	Magurah.
Ditto	– –	Khaſſpoor.
Ditto	– –	Medonmul.
Ditto	– –	Ektiarpoor.

The

		1757
The Pergunnah of	Burridgehatty.	
Ditto	Azimabad.	
Ditto	Muragaſſa.	
Ditto	Peechacooly.	
Part of the Pergunnah of	Shahpoor.	
	Shah Nagur.	
Part of the Pergunnah of	Ghur.	
The Pergunnah of	Kary Jurey.	
Ditto	Duccan Sagor.	
Part of the Pergunnah of	Calcuntta.	
Ditto	Paikan.	
Ditto	Munpoor.	
Ditto	Ameerabad.	
Ditto	Mahomed Ameerpoor.	
Saltpans, or	Mellung Mahal.	
The Pergunnah of	Hattiagur.	
Ditto	Meida.	
Part of the Pergunnah of	Akbarpoor.	
Ditto	Bellia.	
Ditto	Buſſindarry.	

Dated the *) 5th of Rabbi al Sauni, anno quarto.

(In the Nabob's own hand, ſerving by way of ſign manual) written *Finis*.

(In Maha Rajah Doolubram's own hand, as Naib) *Seen*.

(In Rajah Raage Bullub's own hand, as Huſſoor Neviſe) the 5th of Rabbi al Sauni, *anno quarto*. Regiſtered in the imperial regiſter.

(In Rajah Cunjoo Beharree's own hand, as Dewan of Bengal) the 5th of Rabbi al Saun, *anno quarto*. Regiſtered in the Dewannee regiſter.

*) Environ le 20 Déc. 1757.

e.

1757 *Copy of the Mutchulcah, or obligatory bond, giv[en] by the Company upon their being appointed Zemindars of the lands south of Calcutta, dated*

We the English Company do declare, That whereas the office of the Zemindary of the Kismut Pergunnah of Calcutta &c. of the Sircar Saulgaum &c. belonging to the Paradise of Nations, the Subah of Bengala, in consideration of the sum of twenty thousand one hundred and one rupees (20,101.) peshcush &c. to the Imperial Sircar, from the month Poos (anno 1164) in the year eleven hundred and sixty-four of the Bengal aera, has been conferred on us, to the end that we attend to the rules and customs thereof as is fitting, nor in the least circumstance neglect or withhold the vigilance and care due therero; that we deliver into the treasury in the proper times the due rents of the Sircar; that we behave in such manner to the inhabitants and lower sort of people, that by our good management the said Pergunnahs may flourish and encrease; that we suffer no robbers nor housebreakers to remain within our districts, and take such care of the king's highways, that the travellers and passengers may pass and repass without fear or molestation; that (which God forbid) if the effects of any person be plundered or stolen, we discover and produce the robbers or thieves, together with the goods, and deliver the goods to the owners, and the criminals to condign punishment, or else that we ourselves be responsible for the said goods. That we take especial care, that no one be guilty of any crime or drunkenness within the limits of our Zemindary, that after the expiration of the year we take a discharge according to custom, and that we deliver the accounts of our Zemindary agreeable to the stated forms every year, into the Dufter Khana of the Sircar, and that we refrain from demanding the articles forbidden by the Imperial Court, the asylum of the world.

For this reason we have given this writing as a mutchulcah and agreement, that upon any occasion recourse may be had thereto.

To

10.

Traité entre la Comp. Anglaiſe des Indes Orientales et Meer Mahomed Coſſim Ally Khawn lorſqu'elle depoſa Meer Jaffier et éleva Meer Coſſim à la dignité de Nabob du Bengale; en date du 27 Sept. 1760. 1760 27 Sept.

(BOLTS *conſiderations* T. I. Appendix p. II. et ſe trouve dans: VANSITTART T. I. p. 101.)

Copy of a treaty between Meer Mahomed Coſſim Ally Khawn and the Engliſh Eaſt-India Company, on their depoſing of Meer Jaffier, and making Meer Coſſim Nabob of Bengal; dated the 27th September 1760.

Company's Seal. MAHOMED COSSIM KHAWN BAHADER'S *Seal.*

Two treaties have been written of the ſame tenor and reciprocally exchanged, containing the articles under mentioned, between Meer Mahomed Coſſim Khawn Bahader, and the Nabob Shums ô Dowlah, Governor Vanſittart, and the reſt of the council for the affairs of the Engliſh Company, and during the life of Meer Mahomed Coſſim Khawn Bahader, and the duration of the factories of the Engliſh Company in this country, this agreement ſhall remain in force. God is witneſs between us, that the following articles ſhall in no wiſe be infringed by either party *).

ART. I.

The Nabob Meer Mahomed Jaffier Khawn Bahader ſhall continue in the poſſeſſion of his dignities, and all affairs be tranſacted in his name, and a ſuitable income ſhall be allowed for his exigences.

ART. II.

The Neabut of the Soubahdaree of Bengal, Azimabad, (*Patna*) and Oriſſa &c. ſhall be conferred by his Excellency the Nabob on Meer Nabob Coſſim Khawn Bahader. He ſhall beveſted with the adminiſtration of all the affairs

*) Cette introduction manque dans la copie de VANSITTART l. c.

1760 of the provinces, and after his Excellency he ſ
ſucceed to the government.

ART. III.

Betwixt us and Meer Mahomed Coſſim Khawn, firm friendſhip and union is eſtabliſhed. His enemies are our enemies, and his friends are our friends.

ART. IV.

The Europeans and ſeepoys (*Telegas*) of the Engliſh Army ſhall be ready to aſſiſt the Nabob Meer Mahomed Coſſim Khawn in the management of all affairs; and in all affairs dependent on him, they ſhall exert themſelves to the utmoſt of their abilities.

ART. V.

For all charges of the Company, and of the ſaid army, and proviſions for the field &c the Lands of Burdwan, Midnapoor, and Chittigong, ſhall be aſſigned, and ſunnuds for that purpoſe ſhall be written and granted. The Company is to ſtand to all loſſes, and receive all the profits of theſe three countries; and we will demand no more than the three aſſignments aforeſaid.

ART. VI.

One half of the Chunam (*lime*) produced at Silhet, for three years, ſhall be purchaſed by the Gomaſtahs of the Company, from the people of the government, at the cuſtomary rate of that place. The tenants and inhabitants of that place ſhall receive no injury.

ART. VII.

The balance of the former tuncaws ſhall be paid according to the Kiſtbundee agreed upon with the Royroyan. The jewels, which have been pledged, ſhall be received back again.

ART. VIII.

We will not allow the tenants of the Sircar to ſettle in the lands of the Engliſh Company. Neither ſhall the tenants of the Company be allowed to ſettle in the lands of the Sircar.

ART. IX.

We will give no protection to the dependants of the Sircar, in the lands or factories of the Company, neither ſhall any protection be given to the dependants of the Company, in the lands of the Sircar; and

who-

whoever ſhall fly to either party for refuge ſhall be 1760
delivered up.

ART. X.

The meaſures for war or peace with the Shahzada, (*Ally Gohor*) and raiſing ſupplies of money, and the concluding both theſe points, ſhall be weighed in the ſcale of reaſon, and whatever is judged expedient ſhall be ſo contrived by our joint counſels, that he be removed from this country, nor ſuffered to get any footing in it. Whether there be peace with the Shahzada or not, our agreement with Meer Mahomed Coſſim Khawn, we will, by the grace of God, inviolably obſerve, as long as the Engliſh Company's factories continue in the country.

Dated the 27th of September 1760, in the year of the Hegira 1174.

II.

Ampliation ajoutée en date du 26 May 1760 *au traité de paix de* 1757 **) entre les Prov. Unies des Pays-Bas et le Dey et la regence d'Algèr.*

(*Recueil van Zeezaaken.* Deel VIII. p. 556. et ſe trouve dans: *Vervolgh van het Recueil van de Tractaten* &c. n. 29. p. 21.)

Ampliatie tot het Tractaat van Vreede tuſſchen haar Hoog Mog: myn Heeren de Staaten Generaal der Vereenigde Nederlanden, en den Dey en Regeering van Algiers.

ART. I.

Den Dey en Regeering van Algiers declareert en verklaert de regte ſin en meening van het derde Articul van het Vredens-Tractaat te zyn, en het ſelve alſoo te verſtaen, dat in gevallen eenige Oorlogſcheepen of *Explication de l'art. III.*

*) Ce traité ſe trouve dans WENCK. *C. I. G.* T. III. p. 161.

1760 Kapers van Algiers, koomende te ontmoeten, een Scheepen van haar Hoog Mog. dewelke voorſien zyn van een Algieriſche Pasport, deſelve onverhindert laaten paſſeeren, en dat gemelde Oorlogſcheepen of Kapers niet ſullen vermoogen daaruit te neemen eenige Perſoonen, Goederen, Effecten of wat ook ſullen zyn mag, niets uitgeſondert op eenig pretext, al waaren die Scheepen gelaaden met Goederen toebehoorende aan Vyanden van Algiers; ſullen meede gemelde Oorlogſcheepen, of Kapers ſulks niet vermoogen te doen op pretext van die Goederen benodigt te zyn, of daar voor te willen betaalen maar ſullen deſelve Scheepen ſonder eenige viſitatie, en na het examineeren van hun Pasport, onverhindert laaten paſſeeren.

ART. II.

Cas de contravention. En ſoo het mogte gebeuren dat nogtans eenig Oorlogſchip of Kaper van Algiers, ſig verſtoute teegens den inhoud van het derde Articul van het Vreedens-Tractaat eenig Hollandſch Schip op te brengen, of Goederen daaruit te neemen, ſoo belooft den Dey en Regeering van Algiers ſig in allen deelen te ſullen houden aan het twee en twintigſte Articul van het Vreedens-Tractaat, en de opgebragte Goederen te reſtitueeren, en den Capitain van het Oorlogſchip of Kaper te ſtraffen, belovende den Dey en Regeering ſulke ſtrikte ordres aan hunne Oorlogſcheepen en Kapers te geven, dat ſig voortaan wel wagten ſullen op eenig pretext, Scheepen toebehoorende aan Onderdaanen van haar Hoog Mog. op te brengen, of Goederen daar uit te neemen.

ART. III.

Preſens; mais ſatisfaction refuſée. Den Capitain Reynſt, als Gevolmagtigden van Haar Hoog Mog. belooft, na het ſluiten deeſes, aan den Dey en Regeering van Algier te ſullen overgeeven alle de Preſenten beneevens de Regaale, door den Schout by Nagt Sels op inſtantelyk verſoek van den Dey en Regeering belooft, ſonder dat haar Hoog Mog koomen af te ſien van hunne wettige pretenſien, om voldoening te hebben over het neemen en confiſqueeren der Laading van het Schip de Catharina Cornelia, Schipper Cornelis Janſe Eye, teegens het geſlooten Vreedens-Tractaat.

Gedaan in Algiers den tienden Dag van de maand Chaval 1173, overeenkoomende met den 26. Mey 1760.

Geteekent,

P. H. REYNST.

12

12.

Articles entre la Comp. Hollandaiſe d. Indes Or. et le Nabob Jaffier Ally Khawn *) ſous la garantie du Préſident du fort Guillaume; ſignés le 23 Août 1760.

1760
23 Août.

(*Nederlandſche Jaerboeken.* Deel XV. St. 2. 1761. p. 1191.)

Articulen, goedgekeurd by de ondergeſchreve Gedeputeerden, aengeteld van den Directeur en Raed der Nederlandſche Ooſt-Indiſche Compagnie in Bengale, en van wegen voorſz. Compagnie, te worden nagekomen; als mede Voorwaerden hun, in gevolge van dien, toegeſtaen door den Nawab Jaffer Aly Khan, Souja Ulmpek Bhadur. De volbrenging der voorſz Articulen en Voorwaerden is op verzoek beider contracterende Partyen, gegaerandeerd door de reſpective ondertekende Praeſident en Raed van het Fort William.

ART. I.

De Directeur en Raed van Chintſura zullen, onmiddelyk, van Hougly, en hunne verdere Comtoiren alhier, wegzenden alle de Manſchap, die het getal van honderd vyfentwintig Koppen te boven gaet, hun by vorige Tractaten toegeſtaen; zullende zich dezelven op een hunner te Colpi of Foltha leggende Scheppen zoo lang moeten ophouden, tot dat ze by eene gemakkelyke gelegenheid Batavia waert kunnen vervoerd worden.

ART. II.

Dat byaldien ze eenige nieuwe Veſtingwerken hebben opgeworpen, of hunne Gragten uitgediept, vergroot of verwyderd, ſedert den Dag der volvoeringe van hun laeſt met den Nawab geſloten Tractaet, onmiddelyk hunnen vougen ſtaet zullen wederbrengen.

ART. III.

Dat, ingevalle zy het getal van hun Kanon en Oorlogs Ammunitie hebben vermeerdert, boven het geen zy

G 4

*) Comparés le document placé plus haut n. 10. p. 99.

1760 zy tot ordinaris gebruik in hunne Bezittingen benoo[dig] hebben, zy het overſchot in zelver voegen zullen d[en] verzenden, als by het eerſte Articul, ten opzigte d[er] Manſchap, is vermeld.

ART. IV.

Dat ze nooit zullen gedoogen meer dan één Europiſch Schip te gelyk hooger dan Culpi, Foltha of Majapour te laten opkomen, zonder daer toe bevorens van den Nawab eene uitdruckelyke Vergunning erlangt te hebben.

ART. V.

De voorſz. Gecommitterden, van wegen den Directeur en Raed van Chintſura, vernieuwen, beveſtigen en ratificeren mits dezen, alle de Voorwaerden, by hun aengenomen in het Tractaet geſloten tuſſchen de Engelſche Commiſſariſſen, als mede den Nawab, ter eenre, en den Directeur en Raed van Hougly, ter andere zyde, op den 3 December 1759, en in het byzonder dat gedeelte, het welck de Militaire Magt in Bengale op honderd vyfentwintig Europeſen bepaelt.

ART. VI.

De voorſz. Directeur en Raed zullen, nu en ten allen tyde, wanner het de Nawab mogte requireren, toeſtaen dat één zyner Officieren, verzeld met één der Engelſchen, hunne Manſchap en Oorlogs-voorraed te Chintſura, en verdere Comptoiren, overzie; of indien men tuſſchen den Gouverneur en Raed van het Fort William, en den Directeur en Raed van Chintſura, door eenigen andere middelen, kan overeenkomen, waer door de Gouverneur en den Raed van het Fort William konden tot deszelfs genoegen verzekerd worden van het Getal hunner Manſchap, en de Hoeveelheid van derzelver Krygs-voorraed, en hy, als Vermiddelaer, mogte vermogende wezen den Nawab een voldoende antwoord te geven omtrent de Veiligheid van zyn Land, dat alsdan, in een alzulk geval, de Nawab niet verder op de Monſtering zoude inſteren.

ART. VII.

De Nawabs Dnan Ray Rayaen Ameed Raey verbin[den] zich, plegtiglyk, van wegen den Nawab aen de voor[ſz.] Boe-

[illegible]mende Directeur en Raed, dat, Zoodra zy zich de 1760
[illegible]rgenoemende Voorwaerden hebben onderworpen, [illegible] alle hunne Rechten, Vryheden en Prerogativen, hun by Firmans van den Mogol verleend, zullen worden ondersteund.

ART. VIII.

Dat zy, in den aenstaende, met geene nieuve of ongewone Geld-Afperssingen, hoe genaemd, zullen worden beladen, en voornamelyk, dat ze zullen bevryd zyn van de betalinge eener somme, hun, eenige jaren geleden, door den Souba van Patna, voor de Privilegie van den Salpeter Handel, onder den naem van Peesk[illegible] afgeëischt, doordien het niet billyk zoude zyn dat gemelde Directeur en Raed zoude continueren te betalen voor een Privilegie, dat ze thans niet meer behouden.

ART. IX.

Dat zy voor hunne Schepen en Vaertuigen zullen hebben een vrye en ongehinderde doortogt, echter met deze uitzondering, als by het Vierde Articul vermeld staet; zoo mede over land voor hunne Ossen, Karren, Koelys, Pions, Casseds, naer hunne gewoonlyke bestemde Plaetsen gaende, mits voorzien zynde met het zegel van de Compagnie en dat van den Directeur, Opperhoofden af andere daer toe gequalificeerde Dienaren, zonder eenige belasting van Fansdaers, Jagierdaers, Chokiedaers, Derrogas, of andere Officieren van de Regeering onderhevig te zyn.

ART. X.

Dat ingevolge van verscheide door hun verkregen Firmans de Handel van de Nederlandsche Oost-Indische Compagnie, in Bengale, Behaer en Orixa, vry en ongestoord in alle Articulen, hoe genaemd, zal worden gedreven, uitgezondert, de Salpeter-Inzaem, welk voorrecht de Nawab aen de Engelschen, met uitsluitinge van alle anderen, heeft toegestaen.

Dat de Nawab zal ordre geven om de Rekening van [illegible] Verstempeling in de Munt te Cariemabaed effen te stellen, en het saldo, dat blyken zal hen nog te compereren, uit te keeren; voorts dat, in het toekomende, hunne bezigheden in de voorsz. Munt voortgang zullen nemen, zonder eenige de minste molestatie of verhindering, en dat, verders, het nette Product, zonder

1760 de minſte aen of achterhoudinge of aftrekkinge, v
taen zal worden afgelegt.

Gegeven in het Fort William, den 23. Auguſty 1760.

(Onderſtond)
Geteeknet.

A. J. DE WILDE,
en
JOH. BACHERACHT.

Ratificatie.

Adrian Bisdom, Directeur van wegen de Ed. Nederlandſche Ooſt-Indiſche Maetſchappy, in Bengale, Behaer en Orixa, benevens de Raed, doen te weten aen allen en een iegelyk, die het aengaet of eenigerwyze kan aengaen.

Alzoo wy het oorbaer en geraden hebben gevonden eene Conventie met zyne Excellentie, den Heere Jaffer Aly Cham, Souja Ulmoek Bhadur, Nawab der Provincien Bengale, Behaer en Orixa enz. enz. enz., aen te gaen, door welke alle ſedert eenigen tyd gerezen Differentien, finael, in der minne mogten vereffend worden, en wy weder zouden kunnen gevoelen de vruchten en emolumenten eenes vryen, ongeſtoorden en onverhinderden Handels in deze Geweſten, zoo veel als het namelyk doenlyk is en de tydsomſtandigheden komen te lyden, voorts deze Conventie met wederzydſche Afgevardigden, voorzien met een ampel bevel, op den Dag en jare als daer by vermeld ſtaet, en de voorenſtaende Articulen en Conditien, onder vermiddelinge en guarantie des reſpective Praeſidents en Raeds van het Fort William geſloten, ondergeſchreven en geteekend is geworden.

En vermits de inhoud van het voorſz. Inſtrument dicteert, dat de Acten van Ratificatien van de eene en de andere zyde, in goede en behoorlyke formen, zullen worden uitgewiſſeld binnen den tyd van twintig dagen, te reckenen van den Dag der Onderteekeninge; 1760 is 't dat wy, om overtuigende bewyzen te geven van onze oprechtheid, en om te voldoen het gene onze Com-

mitteerden voor ons belooft hebben, de voorſz. 1760
ventie in alle haare Hoofden, Articulen en Voor-
waerden generaellyk, zoo veel in ons is, echter onder
approbatie onzer Heeren en Meeſters, en illibaet den
eigendom van der zelver verkregen ware Rechten, Vry-
heden en Bezittingen albier, hebben geagreëert en ge-
ratificeert, gelyk wy dezelven agreëren en ratificeren by
dezen; belovende, ter goeder trouwe en ſincerlyk, dat
wy alle het gene aldus daer in overeengekomen, geſloten
en nu by ons geratificeerd is geworden, van poinct tot
poinct zullen naerkomen, onderhouden en zorge dragen
dat by onze Onderhoorigen, eguaellyk, zonder daer tegens
te doen, directlyk of indirectlyk, op wat wyze en manere
het ook zoude mogen wezen, geobſerveerd worde.

Ter bekrachtiginge en kondſchap van al het welke hebben wy deze met onze hand onderteekent, en ons groot Zegel daer by doen ſtellen.

(Onderſtond)

Gegeven, binnen het Fort Guſtavus, ten onzen Nederlandſche Hoofd-Comptoire Hougly, in Bengalen, dezen 21. September 1760.

(Geteekend)

A. Bisdom. R. H. Armenault.
L. Zuidland. M. Isinck.
J. L. v. Schevichaven. S. de Hoog.
J. C. Kist. O. W. Falk.

Daar nevens 's Compagnie's groot Zegel, gedrukt in rooden Lakke.

(Lager ſtond)

Accordeert,

(Was geteekent)

Jacob Eilbracht.
E. G. Clerq.

13.

1762 13 Oct. *Traité conclu ſous la garantie de la Comp. Anglaiſe des Indes Orientales entre le Nabob du Carnatic et le Rajah de Tanjour le 13 Octobre 1762* *).

(The reſtoration of the King of Tanjore appendix p. 7. Extract of Fort St. George Military Conſultations, 20th Septembre 1762.)

A Treaty and Agreement made and concluded between Woomdatool Moollock, Serajah Dowlah, Anaverdy Cawn, Behauder, Munſoor Jung, Nabob of the Carnatic, Pyen Gaut, and Pertaupa Sing, Rajah of Tanjore, in manner following.

Whereas a deſtructive war, fomented and carried on by the French and their allies againſt the ſaid Nabob, hath for many years laſt paſt waſted and afflicted the province of the Carnatic Pyen Gaut, in which war the ſaid Nabob Anaverdy Cawn, Behauder, hath at length, with the aſſiſtance of his allies, proved victorious, and reſtored peace and tranquility to the ſaid province: And whereas at ſundry times during the ſaid troubles, the ſaid Rajah Pertaupa Sing did yield ſome aid and aſſiſtance to the ſaid Nabob Anaverdy Cawn, whereby, as well as by the neceſſary defence of his own Kingdom againſt the French, he hath been put to great expenſe: And whereas, by reaſon of the ſaid troubles, neither the account of Peſhcuſh due from the ſaid Rajah to the Mogul, and payable to the Nabob of the Carnatic, nor the account of expenſes of the ſaid Rajah, incurred as aforeſaid, have been ſettled or adjuſted. But now it having pleaſed God to reſtore peace to theſe countries, by

*) Ce traité eſt d'autant plus memorable, qu'il a ſervi de prétexte à la part qu'on a fait prendre à la Comp. Anglaiſe des Indes Orientales à la guerre de 1771 contre le Rajah du Tanjour, dont l'injuſtice a enſuite été reconnue en Angleterre.

the expulſion of the common enemy, the ſaid Nabob 1762
the ſaid Rajah being equally deſirous that the people whom God hath placed under their rule may enjoy the full fruits thereof, have mutually conſented to eſtabliſh a firm friendſhip between them; and to that end they have agreed, and do agree to ſettle and adjuſt all accounts and matters of diſpute between them in manner following; and they do faithfully promiſe, each for what concerns himſelf, punctually to perform the ſame.

1) The ſaid Rajah Pertaupa Sing doth hereby oblige himſelf to pay unto the ſaid Nabob Anaverdy Cawn, Behauder, the ſum of twenty-two Lacks of Rupees, coined in the Engliſh Eaſt-India Company's mint at Fort St. George, or the value thereof in Star Pagodas coined in the ſaid mint, valuing the ſaid Rupees at the rate of 350 for 100 Pagodas, at the times and in manner following; that is to ſay.

On the day of ſigning this agreement by the ſaid Pertaupa Sing three Lacks of Rupees, —	300,000
In the month of April, 1763, five Lacks of Rupees, — — —	500,000
In the month of November, 1763, five Lacks of Rupees, — — —	500,000
In the month of April, 1764, five Lacks of Rupees, — — —	500,000
In the month of Auguſt, 1764, four Lacks of Rupees, — — —	400.000
In all, Rupees —	2,200.000

And the ſaid Nabob Anaverdy Cawn, Behauder, doth agree to accept of the ſaid twenty-two Lacks of Rupees in full payment and ſatisfaction for or on account of Peſhcuſh, and in full of all accounts and demands whatſoever unto the 10th day of July laſt paſt, being the full term and expiration of the year of Phaſely, 1171.

2) The ſaid Rajah Pertaupa Sing doth hereby oblige himſelf to pay yearly, in the month of July, unto the ſaid Nabob Anaverdy Cawn, Behauder, or his ſucceſſor, the ſum of two Lacks of Rupees, as a Peſhcuſh or tribute to the Mogul: and forasmuch as it hath been the uſage and cuſtom to make certain preſents to the Nabob and his principal officers at the time of paying the annual Peſhcuſh, the ſaid Rajah doth promiſe to

1762 to pay yearly to the ſaid Nabob, or his ſucceſſors, the day and time of paying the ſaid Peſhcuſh) further ſum of two Lacks of Rupees as a preſent, provided that no further ſum, either for Peſhcuſh or Durbar charges, be demanded of him; which ſaid two Lacks, making together four Lacks, ſhall be paid in Rupees, coined in the Company's mint, or in Star Pagodas, at the abovementioned exchange: and the ſaid Nabob Anaverdy Cawn, Behauder, doth agree to accept of the firſt named ſum of two Lacks, in full for the annual Peſhcuſh due to the Mogul, and alſo of the ſecond named ſum of two Lacks of Rupees, in full for the uſual and cuſtomary preſents or Durbar charges, and doth hereby promiſe, that he will not demand any thing more.

3) Whereas the ſaid Nabob Anaverdy Cawn, Behauder, hath in his poſſeſſion a bond given by the ſaid Rajah Pertaupa Sing unto the ſaid Nabob's late Father, Anaverdy Cawn, Behauder, dated the 15th moon Zehedgha, Hegira 1158, for the ſum of ſeven Lacks of Rupees, which bond appears fair and uncancelled, and without any receipt or indorſement thereon, although the ſaid Rajah Pertaupa Sing doth alledge that the ſum, or the greateſt part thereof, hath been diſcharged; the ſaid Nabob Anaverdy Cawn, Behauder, as a teſtimony of his good inclinations to cultivate a laſting friendſhip with the ſaid Rajah, doth promiſe, at the time of ſigning this agreement by the ſaid Rajah, he will cauſe the ſaid bond to be delivered up to him to be cancelled as if the ſame had been fully paid and diſcharged.

4) The ſaid Nabob Anaverdy Cawn, Behauder, doth hereby confirm unto the ſaid Rajah Pertaupa Sing the full and free poſſeſſion and enjoyment of the diſtricts of Covilady and Elangad, which diſtricts the ſaid Nabob did give and grant unto the ſaid Rajah during the late troubles, as may appear by the ſaid Nabob's Saneds.

5) The ſaid Nabob Anaverdy Cawn, Behauder, having expended immenſe ſums during the late troubles in defence of the province under his government, found it neceſſary, after the expulſion of the common enemy, to call upon the ſeveral Jemmidars, Poligars, and la-

gu-dars, to contribute each a moderate ſum towards reimburſing the monies ſo expended in procuring the bleſſings of the peace, of which they became partakers, and amongſt others did demand of Tremaul Row, Killedar of Arnee, his reaſonable quota; but the ſaid Tremaul Row having obſtinately refuſed to comply therewith, and having alſo in other reſpects behaved himſelf diſobediently, the ſaid Nabob found himſelf obliged to compel him to a compliance with his demand; and did accordingly ſubdue and take the forts of Arnee and Doby-Guddy, with all the Jaghire thereunto belonging, as alſo the perſon of the ſaid Tremaul Row, with his family and others. The ſaid Nabob having thus convinced the ſaid Tremaul Row, and all the world, that he can and will enforce due obedience in all who are ſubject to his government, is now equally deſirous of ſhewing to all mankind that compaſſion is ſtronger in him than reſentment. From theſe motives, as well as in condeſcenſion to the requeſt of the ſaid Rajah Pertaupa Sing, the ſaid Nabob doth hereby promiſe, that as ſoon as the ſaid Rajah ſhall have ſigned this agreement, he, the ſaid Nabob, will cauſe the ſaid Tremaul Row, with his family, attendants, and all other perſons who were taken and made priſoners at Arnee, to be releaſed and ſet at full liberty; and further, that on the day the ſum of three Lacks of Rupees, mentioned in the firſt article hereof, ſhall be paid, he will cauſe the ſaid Tremaul Row to be put in full poſſeſſion of the whole Jaghire he poſſeſſed and enjoyed before the capture of Arnee (excepting however the ſaid Fort and Doby-Guddy, which the ſaid Nabob will retain in his own poſſeſſion); and provided that the ſaid Tremaul Row ſhall not at any time hereafter erect, or cauſe to be erected, any fortreſs, walled pagoda, or other ſtrong-hold, and that he ſhall not even erect or build any wall round his dwelling houſe exceeding eight feet high and two feet thick; and further, that the ſaid Tremaul Row ſhall in all things behave himſelf with due obedience to the Government, and pay yearly, in the month of July, unto the ſaid Nabob, or his ſucceſſors, the ſum of ten thouſand Rupees; and the ſaid Rajah Pertaupa Sing doth promiſe for the ſaid Tremaul Row, that he ſhall in all things demean and behave himſelf accordingly, and pay yearly the ſtipulated ſum. 1762

We

1762 *Garantie Anglaise.* We George Pigot, Eſquire, Governor of Fort St. George, and all the forts and factories and places ſubordinate thereto, Preſident of the Council for all the affairs of the Engliſh Eaſt-India Company on the Coaſt of Coromandel, and alſo the ſaid Council, whoſe names are hereunto ſigned, having greatly at heart the peace and tranquillity of the countries where the Company hold poſſeſſions, and to which they trade, ſee with great ſatisfaction the concluſion of the treaty of friendſhip between Nabob Woomdatooll Moolock, Serajah Dowlah, Anaverdy Cawn, Behauder, Munſoor Jung, Nabob of the Carnatic Pyen Gaut, and Pertaupa Sing, Rajah of Tanjore, of which the foregoing is a tranſlation; and being willing and deſirous, as much as in us lies, to eſtabliſh the friendſhip between them upon a laſting foundation, do hereby promiſe to guaranty the performance of the ſaid treaty, being thereunto invited by both parties: And accordingly we do hereby promiſe, as far as in us lies, that in caſe either party ſhall fail in the performance of the articles he hath here undertaken to perform, or any part thereof, we will, to the utmoſt of our power, aſſiſt the other party to compel him who ſhall fail to fulfil his agreement, and to render due ſatisfaction for his failure therein. In witneſs whereof we have hereunto ſet our hands, and cauſed the ſeal of the ſaid Company to be affixed hereto, in Fort St. George, the 12th October 1762.

GEORGE PIGOT.

14.

Traités entre la France et le Rajah de Tanjour 1738-1765 *). 1738

a.

A Copy of the Bill of Sale and Grant given and made by Sahajee Rajah, King of Tanjore, to Monsieur Demaux, the Governor of Pondicherry; dated in the Year of the Marattas, 1139, answering the Year of Christ, 1738, and in the Malabar stile Kalayotty Samvecheram.

(*The restoration of the King of Tanjore.* Appendix p. 104.)

I do hereby dispose and sell unto you the port of Carrical, and the forts thereof, upon the following terms:

A price of the said port and fort is settled at Tanjore Checrams, 50,000.

I hereby grant you the 5 villages adjacent thereof, namely, Kealore, Malore, Tirmatrazpatnam, Pudotora, and Covilpet; and in consideration of which you are to pay the annual tribute of Pagodas 3000 of Negapatam coin, and the same to be commenced from the next year (that is 1739).

With regard to the Juneans without the town, I shall employ my own people to collect them for the use of my Circar.

If a mint is established, you are to pay me the customs thereof, in the same manner as is usual in Negapatam.

If any troubles happen to my government, you are to yield your assistance in every respect.

If

*) Ces traités, intéressans, surtout à cause des differends survenus au sujet de l'accomplissement du traité de Paris de 1763, ne se trouvent nulle part imprimés, que je sache, que dans l'ouvrage cité ci-dessus; je ne puis donc en donner qu'une traduction Anglaise que je n'ai pas cru devoir retraduire en Français.

1738 If any people belonging to my Circar makes his escape to your place, you are not to protect him; on the contrary you should deliver him up to me, that I may punish him according to his deserts.

With regard to the Pagodas in Carrical & villages aforesaid, you are to pay their allowances according to Salabad custom, and take care that their worship, and the celebration of the feast of Radochevam, may be performed with due respect; and you are likewise to continue the duties, appropriated for their use, according to the usual customs. You are not to convert the Bramins houses into those of the Bandaravada or the Soodra cast. As there are several Tanks in the Pagodas, and at the Bramins houses, you must not suffer the Europeans to go into them.

The above are the terms agreed upon; you may therefore enjoy the said port of Carrical, together with the fort thereof, as also the 5 villages as aforesaid, and perform the above articles, and be happy.

b.

1739 *A Copy of the Bill of Sale given by Pertaupa Sing, Rajah, King of Tanjore, to Monsieur Demaux, the Governor of Pondicherry; dated Moon Jamadalacar the 3d, and in the Year of the Marattas, 1140, answering the 27th of August 1739, and in the Malabar stile Siddarteynama Samvecheram.*

I do hereby dispose and sell unto you the following 8 villages for Tanjore Checrams 60,000 viz.

Out of the Magan of Termaga, viz. Condugam, Wanjeywoor, and Tannacuttal.

Out of the Magan of Ternallar, viz. Narvey, and Darmaporam.

Out of the Magan of Carrical, viz. Woolapettoo, Moratta Goody, and Polagam-Ninycatta.

In all 8 villages. The terms agreed on are as follows:

With regard to the Pagodas in the said villages, you are to pay their allowances according to Salabad custom, and take care that their worship, and the celebration of the feast of Radochevam, may be performed

with due reſpect; and you are likewiſe to continue the duties appropriated for their uſe, according to the uſual cuſtom. You are not to convert the Bramins houſes into thoſe of the Bandaravada or the Soodra caſt. If any people belonging to my Circar makes his eſcape to your place, you are not to protect him; on the contrary you ſhould deliver him up to me, that I may puniſh him according to his deſerts. 1739

You are to perform the above articles, enjoy the 8 villages aforeſaid, and make yourſelf happy.

C.

A Copy of a Grant made by Pertaupa Sing, King of Tanjore, to Monſieur Dupleix, the Governor of Pondicherry; dated Moon Ralealevel the 22d, and in the Year of the Marattas, 1143, anſwering 27th May, 1742, and in the Malabar ſtile Dundooley Samavecheram. 1742

Whereas you have hitherto enjoyed the 8 villages which have been ſold in the time of Monſieur Demaux for 60,000 Cheerams, but as you have now repreſented to me, that a frequent diſpute happens concerning ſome of the ſaid villages, with regard to the watercourſe, with the people of my Circar, requeſting me at the ſame time to receive back three of thoſe villages, and to give you in the room of them ſome other villages adjacent, anſwering equally to the revenues of the ſaid three villages; I agree to receive back thoſe three villages, and in the room of them grant you the four villages, and a ſpot of ground called Padaga, as hereunder written, which being added to the remaining 5 of the former, makes in number 9 villages, and one Padaga.

What you returned back out of the 8 villages, given you on 27th Auguſt, 1739. is as follows:

Out of Termaga Magan, Condugam, and Tannacuttal.

Out of Carrical Magan, Moratta Goody.

In all three villages.

The remaining 5 villages of the former, being as follows:

1742 Out of Termaga Magan, at Ambel, Tarcavat Wanjeywoor.

Out of Ternallar Magan, Narvey and Darmaporam.

Out of Carrical Magan, Wooliapetto and Polagam Ninycatta.

What is now granted in lieu of the three villages returned back, and equal to their revenues.

Out of Arangoly Padagumt, Sumet Adambarupet Polagam, Padaga Wodayore.

Out of Nadangad Magan at Tarekvet, Covilpet, Walarmarcad and Kealacufandgody.

Out of Cotachery Magan, at Wadacuvet, Taly Tura.

Theſe four villages, and one Padaga, being added to the above remaining 5, makes the number 9 villages and one Padaga; which I hereby acknowledge to have been ſold for the 60,000 Checrams, mentioned in the former bill of ſale. The terms agreed on are as follow:

With regard to the Pagodas in the ſaid villages, you are to pay their allowances according to Salabad cuſtom, and take care that the worſhip and the celebration of the feaſt of Rodachevam may be performed with due reſpect, and you are likewiſe to continue the duties appropriated for their uſe, according to the uſual cuſtoms, as well as the Manians, or free gift of lands relating to the gods of the Bramins; and as there are ſeveral Tanks belonging to theſe, you muſt not ſuffer the Europeans to go into them; you ſhould ſupport the Bramins in the rites and duties of their caſt as has been uſual. If any people belonging to my Circar makes his eſcape to your place, you are not to protect him, on the contrary, you ſhould deliver him up to me that I may puniſh him according to his deſerts.

You are to perform the above articles, enjoy the nine villages and one Padaga as aforeſaid, and make yourſelf happy.

It is alſo agreed, that Mr. Brouwer, who hath been before wrote to on the ſubject, be deſired to aſſiſt Mr. Ruſſel all in his power in pointing out to him the exact boundaries of limits of the places dependent on Carrical to be reſtored.

d.

Articles dreſſés par les préſident et membres du Conſeil pour les affaires de la Comp. Anglaiſe à Madras, renfermant les conditions que devront exiger le Nabob du Carnatic et le Rajah de Tanjour pour renouveller les privilèges des Français 1765. 1765

Articles propoſed to be ſettled between the Nabob and the Repreſentatives of the French Nation, or Monſieur Law de Lauriſton, or ſuch as we think the Nabob ought to inſiſt on.

(*The reſtoration of the King of Tanjore.* Appendix p. 107.)

1) That the French ſhall have no connexion with, or give any protection to Rajah Saib, or any of the late or future pretenders to the Carnatic or any part of it. The French ſhall not on any pretence protect or encourage any diſobedient ſervants, ſubjects, or dependents on the Nabob, but ſhall deliver them up, in caſe any ſuch take ſhelter in their ſettlements; nor ſhall the French aid or aſſiſt any tributary or dependent on the Nabob's government in rebellion or oppoſition to the Nabob's claims and ordres; nor ſhall they interfere with the managers or management of the Circars affairs, but in caſe of any complaints ſhall apply to the Nabob for redreſs; on the contrary, they ſhall remain quietly in their ſettlements as merchants, and meddle with ſuch affairs only as relate to their commerce.

2) The French ſhall not, under any pretence whatſoever, march any troops, either of natives or Europeans, or ſend or permit to be ſent any artillery or warlike ſtores of any kind out of the limits of their ſettlements through any of the countries dependent on the Nabob's government, without his permiſſion being firſt obtained.

3) The French having agreed on their parts inviolably to obſerve the foregoing articles, and to be ſubject to the ſame regulations obſerved in former times under the government of the Nabobs, his predeceſſors. The Nabob Serajah Dowlah will confirm them their former pri-

1765 privileges in the countries under his government, and on all occaſions treat them and their dependents in a friendly manner.

4) But that he may be the better aſſured of their good faith and intentions, and the ſtrict obſervance of all their engagements, the Nabob requires that his allies the Engliſh may become guarantees to him for the true and juſt performance of all agreements which ſhall be entered into.

Articles propoſed to be ſettled between the Rajah of Tanjore and the Repreſentatives of the French Nation, or ſuch as we think the Rajah ought to inſiſt upon.

1) The French ſhall acknowledge the King of Tanjore to be the only true and rightful Prince of that country. The French ſhall not, under any pretence, protect or encourage any diſobedient ſervants, ſubjects, or dependents on the King of Tanjore, but ſhall deliver them up in caſe any ſuch take ſhelter in their ſettlements, nor ſhall the French aid or aſſiſt any tributary or dependent on the King of Tanjore's government, in rebellion or oppoſition to the King's claims and ordres; nor ſhall they interfere with the managers or management of the Circar's affairs, but in caſe of any complaints, ſhall apply to the King for redreſs; on the contrary they ſhall remain quietly in their ſettlements as merchants, and meddle with ſuch affairs only as relate to their commerce.

2) The French ſhall not claim, or pretend to claim, any villages in the Tanjore kingdom but ſuch as they poſſeſſed before the beginning of 1749, and which are now delivered up to them by the Engliſh, in conſequence of the treaty of peace; and for theſe the ſame annual tribute ſhall be paid as to the Rajah, his predeceſſor.

NB. Mr. Dupré in his Memoirs ſets it down at Rupees 7,500.

3) The French ſhall not, under any pretence whatſoever, march any troops, either of natives or Europeans, or ſend, or permit to be ſent, any artillery or warlike ſtores of any kind out of the limits of their ſettlements, through any of the countries dependent

on the King of Tanjore's government, without his permiſſion being firſt obtained. 1765

4) The French having agreed on their parts inviolably to obſerve the foregoing articles, and to be ſubject to the ſame regulations obſerved in former times under the government of the Kings his predeceſſors, the Rajah will confirm to them their former privileges in the countries under his government, and on all occaſions treat them and their dependents in a friendly manner.

5) The Rajah will conſider whether he ſhall demand the bond extorted from him in Eradmooden Cayn's time, if the ſaid bond, or any other, be in the cuſtody of the French.

6) But that he may be the better aſſured of their good faith and intentions, and the ſtrict obſervance of all their engagements, the King requires that his allies, the Engliſh, may become guarantees to him for the true and juſt performance of all agreements which ſhall be entered into.

ROBERT PALK.
STRINGER LAWRENCE.
CHARLES BOURCHIER.
RICHARD FAIRFIELD.
SAMUEL ARDLEY.
CHARLES TURNER.
JOHN CALL.
GEORGE STRATTON.

e.

1765 *Traité entre les Français et le Nabob du Carnatic probablement *) ſigné 1765.*

A treaty to be concluded between the Nabob etc. and Mr. Law, Commiſſary etc and every French Chief who ſhall ſucceed him.

(*The reſtoration of the King of Tanjore.* Appendix p. 136.)

1) By the Grace of God the foundations of a ſincere friendſhip are firmly eſtabliſhed between the aforeſaid Nabob and the French Nation. The French ſhall not have any connexion with Rajah Ally Cawn contrary to the intereſt of the Nabob. They ſhall not moreover have any connexions with any other perſon who may be able to diſturb the tranquillity of the Carnatic, nor with the enemies of that country, of what nation ſoever they be, nor with the diſcontented ſubjects of the Nabob, whether they be his immediate ſervants, managers of the country affairs, relations or others, who endeavour to withdraw their obedience from him. Thoſe who are ſettled in the Nabob's territories ought to do nothing that ſhall give him uneaſineſs, and conſequently ought not to give protection to thoſe people whom the Nabob hath reaſon to complain of; the French in this reſpect will conform themſelves to what other European nations have practiſed, or do now practiſe. On the other hand, in caſe any ſubjects or ſervants of the King of France, or of the French Company, whether Indians or Europeans, Merchants or others, inhabitants of the French diſtricts, ſhall quit them and retire into the Nabob's country, the Nabob will be ſo good as to give ordres that ſuch fugitives may be delivered over to the French Chief, who ſhall reclaim them.

2)

*) Dans l'ouvrage cité ci-deſſus il n'eſt pas poſitivement marqué ſi ce traité a été effectivement ſigné et à quelle date. Mais comme la longue liſte des villages qui y eſt ajoutée (et que j'omets ici) fait voir qu'on était d'accord ſur tous ces villages, à 4 petits hamaux près, il eſt très probable que le traité a été effectivement ſigné et preſqu'à la même époque à la quelle le traité ſuivant avec le Tanjour l'a été.

2) How zealous ſoever the French may be for the intereſt of the Nabob, he knows himſelf that they cannot give him any ſuccours without the orders of their King, which they will endeavour to obtain, and the Nabob may then rely on the French for ſerving him with all their power. Without the Nabob's orders they will not interfere with the government of the country dependent on the Nabob. 1765

3) If any ſubject of diſpute ariſes between the French and thoſe who are in immediate dependence on the Nabob, whether his officers or civilians, the French will acquaint the Nabob that they may have juſtice. However, in caſes where it may be found that theſe people, merchants or others, whoever they be, againſt whom the French have cauſe of complaint, have entered into engagements with them, of what nature ſoever, it ſhall be permitted for the French to ſeize them, and to force them to fulfil their engagements, as has been practiſed in all times. On the other hand, if the officers or ſubjects of the Nabob, of whatever rank they are, have cauſe to complain of any inhabitant of the French diſtricts, they ſhall not do themſelves juſtice, but addreſs themſelves to the Governor of Pondicherry to obtain it.

4) The object of the French in re eſtabliſhing themſelves at Pondicherry, being to labour in good earneſt to render the trade of their Company valuable and extenſive, and conſequently augment the advantages and riches of the Carnatic, they will avoid every thing that may tend to diſturb the tranquillity thereof. Moreover they will conform in every thing that is reaſonable to the orders which they ſhall receive from the Nabob.

5) If the Governors of European nations ſettled in the Carnatic write to the Nabob in form of requeſts, the French Governor will follow the ſame method; if not, he hopes the Nabob will treat with him as with the Governor of the moſt favoured nation. With reſpect to preſents, thoſe which are fixed and involuntary are nothing worth. The French rely on the Nabob to be left at liberty in that article, that they may of themſelves ſhew the great deſire they have to gain his friendſhip.

6) The French Nation is very far from having an inclination to commit any hoſtilities againſt the Nabob,

1765 whom they acknowledge for the lawful Governor of the Carnatic, or againſt any of his childern; on the contrary they flatter themſelves with hopes of ſtrengthening the bands of the moſt ſincere friendſhip with the Nabob and his family; and they look on the Nabob Meyen ul Mulk &c. ſon of the Nabob, as the Nabob himſelf, and as deſtined to ſucceed him.

7) The French will not march European or country troops, nor cannon, nor arms, nor ammunition, through the Nabob's territories, without leave firſt obtained, with intention to make war againſt him, or to occaſion any troubles. If there ſhall be any arms at Pondicherry to be ſold, they ſhall be ſold for the ſervice of the Nabob, and not to his enemies.

8) In caſe a war breaks out between the Europeans, the French, who deſire nothing but tranquillity in the country, promiſe not to make war in the Carnatic, provided on all occaſions the Nabob will oblige the other nations to give him the ſame promiſes.

9) As eſtabliſhing Collectors of the Cuſtoms in behalf of the Nabob within the French limits, or even juſt without them, hath always been the cauſe of diſputes and complaints, which cannot but give the Nabob diſquietude, the French hope the Nabob will be pleaſed not to eſtabliſh them there.

10) Conformably to the aforeſaid Articles, the French promiſe ſincerly to live on good terms with the Nabob, and to follow his orders in the manner they followed thoſe of his predeceſſors. — The Nabob on his ſide, as well in his name as in the name of his ſucceſſors, promiſes and engages to protect the French who ſhall be eſtabliſhed in the country under his government, to grant them the peaceable enjoyment of all the privileges and exemptions which they enjoyed before 1749, and for the preſent to give the neceſſary orders for facilitating the means of eſtabliſhing themſelves as they were before, and that they may not be interrupted in any manner in carrying on their trade.

11) The French deſire the Nabob will be perſuaded that their promiſes and engagements contained in the aforeſaid Articles are ſincere, and that they ſhall be exactly and faithfully obſerved; in confirmation of which they call the whole world to witneſs.

f.

Traité conclu entre les Français et le Rajah du Tanjour le 21 May 1765. 1765

(*The reſtoration of the King of Tanjore.* Appendix p. 143.)

Letter from the King of Tanjore to Governor Palk. Received 21ſt July 1765.

Monſieur Florin, agent from Mr. Law, came hither, and we viſited each other; upon which certain articles were agreed on, and to that end the ſaid Monſieur Florin has ſigned an agreement with me; I did the ſame to him on my part, a copy of which I ſend for your peruſal, which will explain you the matter. Continue to write to me of your health, that I may rejoice. As there is no manner of diſtinction betwixt us, I need not urge much to you.

A Copy of the Agreement.

I Law De Lauriſton do give the following agreement to Tolazazee Maharaz;

We ſhall take poſſeſſion of the fort of Carrical and its bound villages according to the former Saneds, and keep ourſelves within our own limits.

Annual tribute of Pagodas 1000 of Negapatam coin ſhall be paid to your Circar every year in the month of June.

You may employ the people of your own Circar without the town to collect and receive the Juneans for the uſe of your Circar.

If a mint is eſtabliſhed, the revenues thereof ſhall be paid to your Circar, according to the cuſtom of Negapatam.

We ſhall behave ſincerely with regard to your Samaſtan (or Government), and if any one ſhould act againſt it, we ſhall on no account aſſiſt him.

We ſhall not ſell guns, gun-powder, ſhot, or any warlike ſtores, at Carrical, to your enemy; if we have

1765 have a mind to ſell them, they ſhall be ſold to your Circar. If any of your Circars people ſhould make their eſcape, and come to our diſtrict, we ſhall not protect them; and if you write to us we ſhall deliver them up to you, and you may puniſh them as you think proper.

As to the Pagodas ſituated in the villages belonging to Carrical, we ſhall continue their allowance according to Salabad cuſtom, and take care that their worſhip and offerings, as well as the feaſt called Radochevam, be performed and celebrated as uſual; we ſhall alſo continue the duties belonging to the ſaid Pagodas. We ſhall not convert the Bramins houſes in the ſaid villages into that of the Soodras; and as to the Tanks belonging to the Pagodas and Bramins houſes, we ſhall not ſuffer any Europeans to go there.

We ſhall build the fort of Carrical in the ſame manner as formerly.

A writing, which has been given to our Company by your Circar, concerning the four Magans, ſhall ſtand null and void, and we ſhall have no buſineſs concerning thoſe Magans.

We ſhall act according to the above agreement.

Dated 21ſt May, 1765.

Signed by

Monſr. FLORIN.

15.

Traité entre la Compagnie Hollandaiſe des Indes Orientales et le Nabob du Carnatic; avec ſes pieces y annexées; ſigné le 23 Novembre 1773.

1773 23 Nov.

(*The reſtoration of the King of Tanjore.* Appendix p. 237.)

2.

Translation of a Treaty between the Nabob and the Dutch.

Agreement between the Nabob Umeer ul Omrah, Mander ul Mulk, Rouſhana Dowlah, Haphez Mahomed Monover Cawn, Behauder Jung, in the name and on behalf of his father, his Highneſs the Bundagawn Nabob Walajah ul Hind, Umdet ul Mulk, Serajah ul Dowlah, Anaverdy Cawn Behauder, Munfoor Jung, Sepoy Sardar, Mahomed Ally Cawn, Soubah of the Carnatick, on the one part; and the Honourable Reyner Van Vliſſengen, Governor and Director of the Coaſt of Choromandel &c. Council of Negapatam, in the name of and behalf of the Netherlandiſh Eaſt-India Company, on the other part, made and concluded, for to make, increaſe, more and more, the great friendſhip which a long time ſince ſubſiſted between his Highneſs the Soubah and the ſaid Company, concerning his being come with his army, and having conquered the Fort Tanjore, and the countries belonging to that kingdom; to wit, as follows:

Firſt, The Dutch Company acknowledges and declares to have received on account of his Highneſs the Soubah, a teep (or obligation) of Collandy Mudally, factor of Mr. Paul Benfield, at Madraſspatnam, and Nallabaram Tarwaddy, of Budarſy, the brother's ſon of Buckenury, for 4,84,545 Pagodas, being 4,25,000 new Negapatam Pagodas, which the ſaid Company has paid for the diſtricts bought from the ſubdued Tanjore Prince Tooſaſia Rooaſia, conſiſting of the province of *Kirvalore*,

Obligation dreſſée par le Soubah pour le prix des diſtricts ci devant achetés mais reſtitués pour la Comp. Holl.

1773 *lore*, which containeth 8 Maganam. the Sea Towns *Nagore*, and *Topatury*, and the Maganam *Tripondy*, from which amount there has yet been deducted or kept back the sum of 180,000 Pagodas, for which the said Prince had before given in pawn jewels, which now unmolestedly are secured for it, and Pagodas 59,545 paid by the said Governor and Council, for to buy of the duty of the money of recognizance and that of elephants.

Diamans engagés seront restitués.

Secondly, The said Company promises to give over and deliver to Collandy Madaly, factor of Mr. Paul Benfield, and Nalabaram Turwaddy, factor of Budarsy, after the receipt of 1,80,000 Pagodas, the jewels which have before been given in pawn by the Prince for 1,80,000 Pagodas, which amount afterwards is passed in account, so and in the same condition as they have been sealed up by the Prince's seal, and according to the notice of his writers that have been found with them; the said Governor and Council declaring likewise to have from henceforth never the least claim on the Prince's Countries.

Prix annuel pour le rachat du droit de monnaye.

Thirdly, And because there are, in the before-mentioned teep, or obligations, of the factors of Mr. Benfield and Budarsy, comprehended also those 59,545 new Negapatam as well as Porto Novo Pagodas, which the Company has paid for, to buy off the duty of the money of recognizance, amounting to 5000 Pardoes annually, and that of elephants; consisting of one with large teeth, and two with short ones, for every year; the said Governor and Council promise to send annually the said elephants, according to custom, to Trivelore, and to deliver the money in ready cash at Negapatam to him that brings the receipt of his Highness for it.

Documens à restituer.

Fourthly, Whereas the five original Bills of Sale, and one receipt of Canaga Sawee Pilla and Narsing Row, which are of the tenor as the copies thereof delivered to the Circar, have been sent to Batavia, the Company promises also to deliver them in the month of June or July of the ensuing year 1774, to Collandiapa Modely, factor to Mr. Paul Benfield, declaring, that besides the said Bills of Sale of afore-mentioned Districts and recognizance, they have no others, neither of the Prince himself nor his minister.

Fifthly,

Fifthly, His Highneſs the Subah has, by the grace of God, a long time ſince been the lord of this country, the Carnatick; therefore his Highneſs's own flag ſhall by God's bleſſing always fly at *Nagore* and *Topotury*, places belonging to Tanjore. 1773 *Pavillon du Subah.*

Sixthly, The Company promiſes to deliver up to his Highneſs's people ſuch of his Highneſs's people, as well inhabitants as others, that might come for ſhelter to Negapatam as fugitives; as likewiſe is promiſed, on behalf of his Highneſs, to deliver up the Company's ſubjects and European ſervants that might run over into the territories of his Highneſs. *Déſerteurs.*

Further, The Honourable Company promiſes to obſerve in all things the former cuſtoms, as on his Highneſs's part is likewiſe promiſed to ſhew the favour to the Honourable Company, to let every thing always be treated and managed according to the cuſtom. *Anciens uſages conſervés.*

This done, contracted and agreed to at Nagore, and ſigned at Negapatam, in the Caſtle, the 23d day of the Month November, in the year One Thouſand Seven Hundred and Seventy-Three.

Signed RR. VAN VLISSENGEN.
LEMBRUGGEN.
J. E. G. HAASELMANN.
Mr. KONING.
CORNELIUS PETIERZ.
J. APENGH.
VAN TESSLE.
W. DUNYVELT.
T. DE SIMONS.

Upon order (L. S.) of the Honourable Governor and Council.

WM. DUYNEVELT, *Sec.*

b.

1773 *Copy of a Duſtuck under the Nabob's Seal, dated at Candapatam, alias Nagore, the 23. of Nov. 1773, and delivered to the Negapatam Counſellors.*

Ordre touchant les douanes à percevoir

To the Phousdars, Aumildars, and Renters of the Subahſhip of Candic, alias Nagore thes; By God's bleſſing, the Fort and Country of Candernagur, alias Tanjore, has been taken poſſeſſion of by the Circar. As I have for a long time paſt been in friendſhip with, and been favourably inclined towards the ſettlement of the Dutch Company, in conſideration of the proper obedience ſhewn by the Dutch to the Circar, I write this directing, that, conformable to the times of the Government of former Rajahs down to the time of the adminiſtration of the Rajah Pertaupa Sing, you paſs the cloths of the Dutch Company, upon receiving one half of the cuſtoms; that in the ancient villages likewiſe belonging to Negapatam, you ſuffer water to paſs in the manner which has been cuſtomary of old; that the people moreover belonging to the Dutch Company, with their goods and effects, be ſuffered to paſs to and fro through the Tanjore diſtricts in the ſame manner as before; and that in the village of Chickal they may keep their ſhops, as has been uſual.

Eſteeming this a poſitive order, comply with it accordingly.

c.

A Tranſlation of a Cowle under the Nabob's Seal, wrote and delivered on Tuesday the 23. day of November, 1773, to the Negapatam Counſellors.

A Cowle to the Dutch Eaſt-India Company.

Droits des Hollandais à Candernagor

Through the bleſſing of the Almigthy, the fort of *Candernagur*, alias *Tanjore*, with the country thereof, has been taken poſſeſſion of, in conſequence of the favour, friendſhip, and ſupport which I have ever ſhewn to the Dutch

Dutch East-India Company in the carrying on of their trade; let them now alſo be convinced, that in conſideration of their friendſhip and obedience to the Circar, on the part thereof, they will experience its favour and ſupport in carrying on of their trade, in the receiving of their cuſtoms, and in ſuffering water to paſs to the villages of old belonging to them, agreeable to whatever has been the cuſtoms in theſe reſpects. 1773

d.

A Tranſlation of a writing in the Perſian Language, given and ſigned by the Governor and Council of Negapatam.

Reſtitution faite des diſtricts achetés par les Holl.

To His Highneſs Nabob Walau Jau, Umeer ul Hind, Umdet ul Mulk, Serajah ul Dowlah, Aneverdy Cawn Behauder, Munſoor Jung, Sepoy Sardar, Subahdar of the Carnatick, and to the fountain of generoſity, the Nabob Umeer ul Omrah, Mauder ul Mulk, Rouſhana ul Dowlah, Haphez Mahomed Monover Cawn Behauder, Behauder Jung, who having been ſent with an army, has conquered the fort and country of Tanjore. On the part of the Dutch East-India Company, We, the Honourable Reyner Van Vliſſengen, Governor and Director of the ſea port of Negapatam, on the Coaſt of Choromandel &c. Gentlemen of the Secret Council of the ſaid place, belonging to the ſaid Company, do give this writing, to wit; that having purchaſed of the diſpoſſeſſed Rajah, Tuljagee of Tanjore, the diſtrict of *Cavaloor*, conſiſting of 8 Magons, alſo *Nagore*, *Taptora*, and the diſtrict of Turpondy, together with the Peſhcuſh &c. and having now received from the Circar the amount of the ſaid purchaſe, we have delivered all thoſe diſtricts to the Circar, mention of which is alſo particularly made in the treaty, as is hereafter expreſſed; conformable to which we have returned the ſaid diſtricts to the Circar, and give this engagement, that we have no demand on, or concern with the ſaid country. The amount of the five deeds, purporting the ſale of the diſtricts, and the amount purchaſe of the Peſhcuſh in money and elephants from the Circar, agreeable to the treaty we have received,

1773 which render invalid the ſaid five deeds of ſale, together with a receipt of Cunick Suba Pilla, and Narſingrow, which we have ſent to Batavia. We therefore engage, that we will procure the ſaid deeds and ſaid receipts from Batavia, and deliver them to the Circar in June or July, 1774; in the performance of which, we are not to make uſe of any ſhifts or evaſions. We have given this writing therefore as a Saned, and ſign our names thereto, in order that it may be of ſervice on occaſion.

Dated the 8th day of the month Rumzaun 1187, of the Mahometan Aera, equivalent to the 23d of November, 1773.

(Signed) by RR. VAN VLISSENGEN.
LEMBRUGGEN.
F. E. G. HASSELMAN.
Mr. KONING.
CORNELIUS PERTIERZ.
J. APENGH.
VAN TESSEL.
W. DUYNEVELT.
T. D. SYMONS.

Conterſigned by Order of the Honourable the Governor,

WM. DUYNEVELT, *Sec.*

16.

Acte de Convention entre S. M. le Roi et la République de Pologne d'une part, et S. M. l'Impératrice Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème de l'autre part, pour fixer les limites de Leurs Etats respectifs en 1776. 1776 9 Fevr.

[*Tractaty Convencye.* T. II. p. 1. *)]

Soit notoire à tous et à chacun, qu'il appartiendra. Le Traité conclu à Varsovie en 1773, entre Sa M. le Roi et la République de Pologne, et Sa M. l'Imperatrice Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème, n'ayant pas fixé d'une manière assés précise sur les limites de Leurs Etats, et les Commissaires envoyés de part et d'autre en conformité du dit Traité pour regler la démarcation sur les lieux, n'ayant pas pu convenir, ni achever leur ouvrage, à cause des difficultés survenues à l'égard de la differente interprétation des termes du II. Article de ce même Traité; Sa M. le Roi et la République de Pologne et Sa M. l'Imperatrice Reine Apostolique ont vu avec une égale peine la continuation d'un different aussi contraire à Leur intention, qu'aux liens de l'amitié, qui les unissent, et à la parfaite intelligence, qu'elles desirent de maintenir et de perpétuer entre les Pays et Sujets de Leur domination. Pour prévenir donc desormais toute contestation pareille, et pour écarter à jamais tout sujet de difficulté par rapport auxdites limites, Sa M. l'Imperatrice Reine Apostolique ne consultant en cette occasion, que les mouvemens de Son Amitié inalterable pour Sa M. le Roi et la République de Pologne, s'est portée à traiter à Varsovie des moyens d'un accommodement, par lequel, sans entrer de nouveau dans un long détail des discussions sur tous les points contestés, on convint de regler les limites de manière à assurer aux deux Hautes Parties contractantes, moyennant des compensations réciproques, la possession desormais tranquille et non disputée des terreins

*) L'extrait de cette convention a déja été donné T. I. p. 479. de mon recueil; ici elle suit en entier.

1776 litigieux jusqu'ici. En conſequence et à fin de convenir d'un arrangement définitif et ſolide pour determiner d'une manière claire et exacte les limites reſpectives des deux Etats, Sa M.ᵗᵉ le Roi de Pologne, de l'avis du Conſeil Permanent, autoriſé à cet effet, et chargé par les Etats Confédérés de la diète de 1773, de traiter et de conclure les demarcations avec les Puiſſances Voiſines, a nommé et deputé: André Stanislas Kotſka Mjadzieiowski Evêque de Posnanie et de Varſovie G. Chancelier de la Couronne; Michel Pr. Radziwill Caſtellan de Vilna; François Rzewuſki Maréchal de la Couronne; Auguſte Pr. Sulkowſki Maréchal de l'Ordre Equeſtre au Conſeil Permanent; Hyacinthe Ogrodzki Grand Sécrétaire de la Couronne et du Département des affaires étrangères au Conſeil Permanent; et Sa M. l'Imperatrice Reine Apoſtolique a deſigné et ſpécialement autoriſé le Baron Charles Rewiczky de Revisnye Commandeur de l'Ordre Royal de S. Etienne, Son Chambellan actuel, Envoyé Extraordinaire et Miniſtre Plénipotentiaire à la Cour de Pologne. Leſquels Plénipotentiaires en vertu de leurs Pleinpouvoirs échangés et réconnus de part et d'autre pour ſuffiſans, après pluſieurs conférences, qu'ils ont tenues enſemble, ont enfin accordé et arrêté les Articles ſuivans.

ART. I.

Le Bog ſervira de limite Quoique le Traité de ceſſion conclu en 1773. ait deſigné les limites des Pays cédés à Sa M. l'Imperatrice Reine au delà du Bug, par les limites mêmes de la Ruſſie Rouge faiſant auſſi les limites de la Volhynie et de la Podolie, Sa dite Majeſté cede à Sa M. le Roi et la République de Pologne ce qu'elle a poſſédé jusqu'ici, en vertu du dit Traité ſur la rive droite du Bug, depuis Uscitug, ou Rozyampol jusqu'à la ſortie de cette riviere des Confins de la Gallicie, de manière, que le Bug formera deſormais une frontière naturelle depuis Hombek, jusqu'au point, où il quitte les dits confins entre les Etats de Sa M. l'Imperatrice Reine et ceux de S. M. le Roi et la République de Pologne; bien entendu que la propriété de toute la rivière dans cette partie enſemble avec les Isles, demeurera à Sa M. l'Imperatrice Reine, ſauf les ſtipulations du dernier Traité de commerce, quant à la libre navigation et paſſage, auſſi bien que l'uſage des Moulins ſur la rive droite, en tant que les moulins ne porteront point de préjudice à la navigation, ni

ra d'endomageront la rive opposée. De plus, Sa M. l'Im- 1776
peratrice Reine cede à Sa M. le Roi et la République de Pologne tout le terrein depuis Muszyrowce jusqu'à Gontow, et ensuite les terreins entre Strzemiles, Stoianow, et entre ce dernier et Tartakow, le tout à la manière plus particulierement designée dans la Carte des limites signée par les Plénipotentiaires respectifs des deux Hautes parties contractantes, faisant partie de la présente convention; et suivant l'explication de la Note également signée jointe à la dite carte, contenant le détail précis des nouvelles limites des deux Etats.

ART. II.

Sa M. l'Imperatrice Reine consent en outre de déroger à la Clause de l'Article II. du susdit Traité, en vertu duquel elle possede les Pays et districts y enoncés avec leurs appartenances, et cede à Sa M. le Roi et la République de Pologne tout le terrein contenu entre ses limites actuelles, et une ligne tirée au dessus du vieux Zamosc sur Woyslawice au Bug, en suivant les limites de la Staroſtie de Dubienka, jusqu'à cette riviere; se reglant, sur ce qui se trouve distinctement marqué sur la susdite carte, et specifié dans la Note y jointe. *L'autriche cede.*

ART. III.

Pareillement du côté de la Vistule les limites designées par le Traité au de là du Confluent du San, et fixées en consequence à Kosin, seront reculés, jusqu'à Popowice, ou à ses environs, selon la restriction de la Note susdite, et de là jusqu'à la riviere de Tense, d'ou en suivant cette même riviere jusqu'au point, ou elle traverse les limites du Palatinat de Lublin, et de là les limites mêmes de ce Palatinat, jusqu'à Podlesie. Sa M. l'Imperatrice Reine cede à Sa M. le Roi et la République de Pologne toute la partie du Palatinat de Lublin contenue dans les bornes tracées distinctement dans la susdite, et determinées amplement dans la Note, qui lui sert d'explication. *Lublin.*

ART. IV.

Finalement la ville de Casimir située vis à vis de Cracovie dans une Isle formant la rive droite de la vieille Vistule est aussi rendue par la presente Convention à Sa M. le Roi et la République de Pologne, et moyenant cette importante cession, Sa M. l'Imperatrice Reine *Casimir.*

1776 gardera avec la moitié du lit de la Viſtule toutes les Isles, jusqu'aux nouvelles limites de la preſente Convention, ſauf toujours la libre navigation de part et d'autre, ſelon qu'elle ſe trouve ſtipulée dans le dernier Traité de commerce.

ART. V.

Navigation libre. Pour ne point gêner la liberté de la Navigation ſur les rivieres, qui reſtent, ou deviennent limitrophes par le préſent réglement des limites, l'on ne fera de part ni d'autre aucun ouvrage, qui y puiſſe être contraire en aucune façon, ni l'on n'entreprendra rien, qui puiſſe detourner le cours des rivieres, ou endommager une de deux rives. En échange il ſera permis de conſtruire d'une coté et de l'autre des ouvrages utiles, uniquement pour la conſervation des rives et ſans préjudice des rives oppoſées.

ART. VI.

Réglement des limites par des ingenieurs. Les Ingenieurs nommés des deux parts ſe rendront au *terminus a quo*, c'eſt à dire aux frontieres de la Sileſie ſur le bord de la Viſtule dans l'eſpace de ſix ſemaines à compter de la date de la préſente Convention, pour régler et conſtater par tout les limites deſignées ci-deſſus, et en dreſſer conjointement la Carte la plus exacte, de maniere, qu'à meſure qu'ils avanceront, et que les limites de Sa M. l'Imperatrice Reine Apoſtolique ſeront reculées, les terreins cédés ſeront effectivement rendus en toute propriété à Sa M. le Roi et la République de Pologne. Quand aux revenus de ces mêmes Pays cedés, il eſt convenu, qu'ils ſeront bonifiés à Sa dite Majeſté la République de Pologne du jour de la date de la préſente Convention, bien entendu, que c'eſt ſur le pied des revenus, qui ont été perçus par la Pologne avant la priſe de poſſeſſion de 1772.

ART. VII.

Renonciation à toutes pretenſions. Au moyen des arrangemens ſtipulés par la préſente Convention pour affermiſſement à jamais inébranlable des poſſeſſions des deux Etats, et pour le maintien inviolable de leurs frontieres, les Hautes Parties contractantes, ne pourront rien prétendre ni demander à l'avenir de part ni d'autre ſous quelque titre, ou prétexte, que ce puiſſe être, et les ceſſions et échanges portés par ce reglement des limi-

Unies, comprendront ſans exception ni reſerve, tout droit de Souveraineté regale et autres, qui peuvent concerner les choſes cedées, tant pour le temporel, que pour le Spirituel, ſans préjudice toutefois des articles ſéparés du Traité de 1773. 1776

En foi de quoi tous les points et Articles cideſſus ayant été ainſi convenus et accordés de part et d'autre, les dits Plenipotentiaires en vertu de leurs Pleinpouvoirs ont arrêté la préſente Convention, dont les Ratifications ſeront échangées à la future diète de Pologne, et l'ont ſouſcrite de leurs noms en y faiſant apposer les cachets de leurs armes.

Fait dans la ville de Varſovie, le 9 Fevrier 1776.

(L. S.) Miadzieiowski, *Evêque de Posn. G. Chanc. de Pologne.*

(L. S.) *Le Baron* de Rewiczky.

(L. S.) Michel Pr. Radziwill, *Caſtellan de Vilna.*

(L. S.) François Rzewuski, *Maréchal de la Cour.*

(L. S.) Auguste Pr. Sulkowski, *Maréchal du Conſeil Perman.*

(L. S.) Hyacinthe Ogrodzki, *G. Secrétaire de la Couronne et du Départ. des Affaires Etrangères du Conſeil Perm.*

17.

1777 26 Dic. *Trattato di commercio fra Sua Maestà l'Imperatrice Regina d'Ongheria, e di Boemia, come Duchessa di Milano, e di Mantova, Sua Altezza Reale il Sereniſſimo Arciduca d'Auſtria Gran Duca di Toscana, e Sua Altezza Sereniſſima il Signor Duca di Modena, Reggio ec. In favore della Strada modernamente costruita fra Pistoja, Modena, e Mantova *).*

(Impr. sépar. d'autorité à Milan fol.)

Volendo Sua Maestà l'Imperatrice Regina d'Ongheria, e di Boemia, come Duchessa di Milano, e di Mantova, S. A. Reale il Sereniſſimo Arciduca d'Auſtria, Gran Duca di Toscana, e S. A. Sereniſſima il Signor Duca di Modena, Reggio ec. promuovere quanto sia possibile il felice successo della nuova Strada fra Pistoja, e Modena, e fra Modena, e Mantova intrapresa già da alcuni anni, e mediante le grandiose somme impiegate per l'addattamento della medesima ne' rispettivi Dominj, ridotta ormai alla sua perfezione: Ed all' effetto di conciliare le massime tendenti a stabilire gli opportuni provvedimenti per la facilità, e sicurezza de' trasporti delle Mercanzie, e del passaggio de' Viandanti per mezzo di detta nuova Strada, essendo stati deputati il Consigliere Don Antonio Greppi per parte del Governo della Lombardia Austriaca, Don Vincenzo Mugnay per il Gran Ducato di Toscana, ed il Conte Consigliere Don Giacomo Mellerio per parte del Governo di Modena; unitisi perciò i medesimi in varie Sessioni, ed avute in vista le cose già

*) Malgré les changemens survenus en Italie, il me paraît que ce traité mérite d'être insére ici, quoique dans la suite ce ne serait pas l'Autriche, mais la Cisalpine de la quelle il serait question d'accomplir ce traité, ou de le renouveller avec la Toscane.

Già trattate in addietro sul medesimo oggetto, sono con- 1777
cordemente venuti alle seguenti Convenzioni, riservata sempre l'Approvazione, e Ratifica per parte de' rispettivi Sovrani da concambiarsi.

I. Si stabilisce il numero delle Poste per la nomi- *Poste.*
nata nuova Strada nelle seguenti Stazioni.

Nel Dominio della Toscana.

Da Pistoja alle Piastre una Posta — Poste num.	1. —
Dalle Piastre a S. Marcello una Posta —	1. —
Da S. Marcello al Piano Asinatico una Posta —	1. —
Dal Piano Asinatico al Bosco lungo, ultima Posta della Toscana tre quarti di Posta —	— ¾

Nel Dominio Modonese.

Dal Bosco lungo ultima Posta della Toscana a Pieve Pelago, prima Posta del Modonese una Posta — — — —	1. —
Da Pieve Pelago a Barigazzo una Posta —	1. —
Da Barigazzo a Monte Cenere una Posta —	1. —
Da Monte Cenere a Paullo tre quarti di Posta —	— ¾
Da Paullo alla Serra de' Mazzoni tre quarti di Posta — — — — —	— ¾
Dalla Serra de' Mazzoni a San Venanzio una Posta — — — — —	1. —
Da San Venanzio a Formigine tre quarti di Posta — — — —	— ¾
Da Formigine a Modena tre quarti di Posta —	— ¾
Da Modena a Carpi una Posta, ed un quarto —	1. ¼
Da Carpi a Novi una Posta — — —	1. —

Nel Dominio Mantovano.

Da Novi ultima Posta del Modonese a S. Benedetto prima Posta del Mantovano, Posta una, ed un quarto — — — —	1. ¼
Da S. Benedetto a Mantova Posta una, e mezza —	1. ½

II. Restano stabilite le Corse, e Benandate relativa- *Prix.*
mente ai due Domini di Toscana, e Modena, come qui sotto si distingue:

Per i Corrieri per ciascuna Posta intiera, ed a ragguaglio, essendo maggiore, o minore, e per ogni pajo di Cavalli Paoli sei —	Paoli 6. —
Col Gigliato, a Paoli venti.	
E per qualunque altro Passaggiere a regola come sopra Paoli otto — —	Paoli 8. —

1777 Per ciaſcun Cavallo da Sella, che accompagni, e ſeguiti le cambiature, per ogni Poſta a regola come ſopra Paoli tre — Paoli 3. —

Per ogni Cavallo da Sella, che non ſia compagnia di Sedia, o Carrozza, per ogni Poſta a regola come ſopra Paoli quattro — Paoli 4. —

Le Mancie, o Benandate, che ſi dovranno dare ai Poſtiglioni tanto dai Corrieri, che da qualunque Paſſaggiere, ſaranno di Paoli due per ogni paio di Cavalli, e per ciaſcuna corſa, ſebbene non ſia di Poſta intiera Paoli 2. —

Ogni Sedia a due ruote dovrà eſſere tirata da due Cavalli, ed ogni Legno a quattro ruote da quattro Cavalli; Alle due Poſte però da Piſtoja alle Piaſtre, e dal Piano Alinatico al Boſco lungo ſolamente ſalendo verſo le Piaſtre, e verſo il Boſco lungo riſpettivamente, ma non nel caſo contrario, dovranno le Sedie eſſere tirate a tre Cavalli, e le Carrozze da ſei, e ſi pagheranno per queſte le Corſe, e le Benandate tanto dai Corrieri, che dai Paſſaggieri riſpettivamente a proporzione del ſuddetto Regolamento.

Il Carico ordinario di una Sedia a due Cavalli ſarà di due Perſone dentro, con uno, o più Baulli, o Valligie dietro alla Sedia del peſo circa di lib. 200, o con una Perſona dietro con piccolo Equipaggio, che unitamente alla Perſona non ecceda il ſuddetto peſo di lib. 200 circa.

E per un Legno a quattro ruote ſarà di quattro Perſone dentro, e due fuori, con uno, o più Baulli, o Valligie del peſo di circa lib. 300.

Eccedendo i detti limiti dovranno le Sedie avere tre Cavalli, e le Carrozze, o Legni a quattro ruote ſei, col pagamento di Corſa, e Benandata a proporzione: Ben inteſo, che in tutti queſti caſi potrà compenſarſi il minor numero delle Perſone col maggior peſo degli Equipaggi, e viceverſa.

Courier de Rome. III. Sua Maeſtà l'Imperatrice Regina accorda in via di ſperimento, che il Corriere, e la Staffetta di Milano, che partono, e ritornano riſpettivamente ogni ſettimana da Roma tengano la detta nuova Strada Modoneſe, e Piſtojeſe, mediante l'obbligo dei due Offici di Firenze, e di Modena di indennizzare li Corrieri Milaneſi, non meno

meno che la Staffetta ordinaria di Milano nel caso, che occorra qualche maggior spesa; Come pure per parte dell' Officio di Modena l'obbligo di procurare a proprie spese il trasporto da Modena a Bologna de' Pieghi, di Lettere, e Pacchetti di Mercanzie spediti per mezzo de' detti Corrieri, e Staffetta per Bologna, e così anche il trasporto da Bologna a Modena de' Pieghi, e Pacchetti dell' Officio di Bologna soliti farsi per Roma, e Strada, Milano, e Strada per mezzo de' medesimi Corrieri, e Staffetta; E non risultando nessun inconveniente, si riterrà dalli medesimi Corrieri stabilmente detta Strada, previa però l'opportuna Convenzione tra gli Officj di Milano, e di Modena necessaria per assicurare al primo l'attuale sua immediata corrispondenza coll' Officio di Bologna, la quale Convenzione avrà per base le disposizioni del presente Articolo. Quanto alla sopraccennata Staffetta, dipendendo essa dall' Officio d'Augusta, il quale ha le sue Convenzioni particolari con gli Officj Stradali, per il trasporto delle Valligie, l'Officio di Corrier Maggiore di Milano s'interporrà per indurre lo stesso Officio d'Augusta ad acconsentire al deviamento dell' attuale Strada di Bologna per battere la nuova di Modena, e Pistoja, mediante gli obblighi di sopra stipulati rispetto alla corrispondenza da, e per Bologna, ed al caso di maggiore spesa; Ed i rispettivi Sovrani si degneranno in appresso d'interporre, quando lo stimino a proposito, i loro buoni officj presso le Corti di Torino, e di Madrid per ottenere, che anche i Corrieri di Torino, e di Spagna passino per la nuova Strada Modonese, e Pistojese. 1777

IV. Quanto alla Stazione Mantovana da S. Benedetto a Mantova, e a Novi, le Corse si pagheranno secondo il solito rispetto alli Particolari, cioè in ragione di lir. 7. 5. di Milano per Posta, e di soldi quaranta per la Mancia; quanto alli Corrieri si pagheranno sole lir. 4. 10. per Posta, e soldi trenta di Mancia, ossia Benandata. *Postes de Mantoue*

V. Staranno fermi i Regolamenti attualmente veglianti nelli Stati di Modena relativamente alle Poste, ed alle Vetture, poichè senza questa massima potrebbero rimanere con grave spesa per la manutenzione dei Cavalli inoperose le Poste della detta nuova Strada nel Dominio Modonese; solo si accorda, non ostante l'attual prei- *Reglemens.*

1777 proibizione, che rapporto alla detta nuova Strada i Nolesini, e Vetturini, che dal Mantovano, o dalla Toscana arriveranno a Modena con Forestieri, possano ricaricare altre Persone per condurle a Mantova, o in Toscana rispettivamente, acciò non abbiano a tornare indietro a vuoto, purchè l'istessa facoltà sia reciprocamente accordata negli altri due Dominj, e con tale facilità sarà promosso il passaggio dei Forestieri per la nuova Strada.

Auberges VI. Sarà cura dei rispettivi Governi il disporre, che per tutto il corso della nuova Strada siano fissati gli opportuni Alberghi, ed Osterie, oltre le Poste nelle convenienti distanze per l'effetto, che i Passaggieri, e specialmente i Conducenti delle Mercanzie trovino i Comodi necessarj a prezzi discreti, mentre qualora si riconoscesse eccesso dei prezzi negli Alberghi, o Stallazzi, ciascheduno de' Governi assisterà colle opportune provvidenze in relazione al sistema dei rispettivi Stati, e secondo le diverse situazioni, e circostanze annuali per riparare a simili inconvenienti.

Soins pour les chemins. VII. Tanto S. A. Reale il Gran Duca di Toscana, quanto S. A. Serenissima il Signor Duca di Modena si obbligano rispettivamente non solo a fare spalare le Nevi per tenere aperta la detta nuova Strada, e sempre praticabile al possibile tutte le Stagioni; ma ancora prendere le necessarie misure, perchè sia mantenuta libera, e sicura da' Malviventi, e Perturbatori della pubblica quiete.

Droits de Transit. VIII. Per facilitare nelle maggiori misure possibili il trasporto delle Merci per la riferita nuova Strada restano fissati i Dazj di Transito da pagarsi, e le regole da osservarsi nei rispettivi tre Dominj come appresso, ed a forma delle Tabelle, che s'inferiscono, e che fanno parte del presente Trattato.

Per il Mantovano secondo la Tabella segnata colla Lettera A; Bene inteso, che la Finanza di Mantova non possa mai accordare a qualunque altra Strada influente pregiudizio alla detta nuova Strada Pistojese, e Modonese le stesse facilità portate dalla detta Tabella A; se non se con obbligo di ribassare anche a favore della detta nuova Strada Modonese, e Pistojese in proporzione, cosicchè vi sia sempre a favore come sopra quel ribasso, che passa dalla detta Tabella alla vegliante Tariffa.

Per

Per la Toscana ſecondo la Tabella ſegnata colla 1777
Lettera B.

E finalmente per il Modoneſe, Reggiano ec. ſecondo la Tabella ſegnata C.

IX. E a tenore di queſte Tabelle ſi dovranno come ſopra pagare i riſpettivi Diritti de' Dazj, con l'eſcluſione dei Capi, che reſtano eccettuati e con le Cautele, e Certificati per giuſti[illegible] le provenienze, a norma, e come reſta ſpecificato nelle mentovate Tabelle, dichiarando, che il preſente Trattato è relativo ſolamente ai Dazj per Mercanzia di Tranſito, e non mai a quelli di Conſumazione, ed Eſtrazione de' riſpettivi Dominj. *Payés ſeuls d'après le tarif.*

X. Comecchè i Dazj di Toscana, e di Modena ſono ſtati fiſſati nel preſente Trattato al diſotto della quinta parte dei Dazj attuali, compreſe le Onoranze, ed Emolumenti, che ſi pagano per le Mercanzie di Tranſito in Toscana da Livorno a Bologna, o al Bologneſe, e viceverſa, e negli Stati di Modena per Bologna, o Bologneſe, e viceverſa, riſultando detti Dazj, Onoranze ec. dalle Note ſegnate D, ed E, che vanno qui unite firmate dai riſpettivi Deputati. Perciò ſi dichiara relativamente alla Toscana, dove non ſono in uſo per le altre Strade le due Claſſi di Mercanzie groſſe, e Mercanzie ſottili, che tutte le Mercanzie non nominate nella detta inſerta Nota di Toscana debbano in vece delle lire due, e dei ſoldi quindici fiſſati nel preſente Trattato riſpettivamente per le Mercanzie ſottili, e per le Mercanzie groſſe, pagare la ſola quinta parte dei Dazj, Onoranze, ed Emolumenti, che ſi riſcuoteſſero attualmente ſopra ciaſchedun Capo di Merci pel ſuddetto Tranſito da Livorno a Bologna, e viceverſa, o per altra via, che apportaſſe deviamento alle Condotte per detta nuova Strada nel caſo, che queſti Dazj, Onoranze, ed Emolumenti cumulati inſieme importino meno di lire dieci la Soma per le Mercanzie ſottili, e di lire tre, e ſoldi quindici la Soma riſpettivamente per le Merci groſſe. E quando accadeſſe in qualunque ulterior tempo cambiamento di Tariffe nelle Gabelle di Tranſito della Toscana da Livorno a Bologna, o Bologneſe, o viceverſa, o per altre Strade influenti pregiudizio a detta nuova Strada Piſtojeſe, e Modoneſe. E coſì reciprocamente quando accadeſſe cambiamento ſulle Gabelle di Tranſito degli Stati di Modena per il Bologneſe, o dal Bologneſe, o per altre Strade, *Pour la Toscane en particulier.*

1777 Strade, che portaſſero pregiudizio alla nuova Strada Piſtojeſe, e Modoneſe, come ſopra, reſta convenuto, che in tal caſo debba ſempre ritenerſi per la detta Strada nuova Piſtojeſe, e Modoneſe la ſola quinta parte dei Dazj, compreſe le Onoranze, ed Emolumenti, che veniſſero fiſſati nel detto cambiamento di Tariffe tanto nella Toscana, che negli Stati di Modena.

Limitation. XI. Ed oltre le regole generale preſcritte nelle anneſſe ſopracitate Tabelle per le ſpedizioni delle Mercanzie, reſta convenuto, che queſte nel loro Tranſito per la nuova Strada non ſaranno ſottoposte tanto nella Toscana, che nel Modoneſe a maggiori profeſſioni, propalazioni, o riſcontri di quelli, che ſi praticano, o ſaranno praticati in qualunque tempo per le altre ſopracitate vie.

Marchandiſes deſtinées pour le Milan. XII. Per le Merci provenienti dalla riferita nuova Strada, che ſaranno deſtinate per lo Stato di Milano, come provenienti per la via di Terra, pagheranno al pari di quelle di Bologna in correlazione della vigente Tariffa, e come reſta preſcritto al foglio A intitolato = Modo di ſcuodere il Dazio delle Merci, e Generi degli Stati Eſteri = alla pagina num. 1. per le Merci, e Generi procedenti dal Gran Ducato di Toscana, mediante però gli opportuni Certificati di Toscana vidimati, o nella Dogana di Modena, od in quella di Reggio. E rapporto alla richieſta di accordare anche per la Strada nuova di Piſtoja gli ſteſſi patti, e facilità, che godono le Merci procedenti dalle Germania, e Veneziano, che paſſano per via di Milano a Genova, e viceverſa, come egualmente per le Merci di Tranſito provenienti da qualunque parte per la via del Mantovano, e deſtinate a rimanere nel Modoneſe, S. M. l'Imperatrice Regina accorda alle prime i patti, e facilità richieſte, ed alle ſeconde il pari trattamento, come ſe tranſitando dal Mantovano foſſero deſtinate alla Toscana, in contemplazione principalmente, che per parte degli altri due Domini ſi accordano i beneficj del preſente Trattato anche alle Merci provenienti dal Mantovano, o deſtinate per conſumazione di quel Ducato.

Prompte expédition. XIII. Per maggiormente facilitare l'affluenza de' Traſporti per detta nuova Strada Mantovana, Modoneſe, e Piſtojeſe, le Merci, che paſſeranno per la medeſima, ſaran-

faranno nei rispettivi Dominj trattate col maggior fa- 1777
vore, e correnteria, ed i Superiori delle Dogane invi-
gileranno specialmente, chi i Conducenti siano spediti
colla maggiore celerità, non siano loro cagionate ves-
sazioni, nè perdimento di tempo, o spese inutili senza
giusto titolo, e particolarmente avranno cura, che non
si facciano scaricare le Merci, nè aprire Colli sotto pre-
testo di doverle pesare, o di riscontrare il peso, o la
qualità senza un [illegible] ragionevole sospetto di
ragguardevole frode, e che vi concorrano speciali mo-
tivi di doverlo fare.

XIV. Nel caso, che nascesse qualche dubbio sul corso regolare, che avessero avuto le Merci per godere delle facilità convenute nel presente Trattato, i Superiori delle Dogane degli Stati di Milano, di Mantova, di Toscana, e di Modena si somministreranno reciprocamente le notizie, che saranno loro richieste dai Superiori delle Dogane degli altri Stati suddetti per gli opportuni schiarimenti. *Cas de doutes à éclaircir.*

XV. Il presente Trattato comincierà ad avere la sua esecuzione col primo del mese di Maggio del prossimo venturo anno 1781. *Terme à quo.*

Fatto in Milano questo dì 26. Dicembre 1777.

Firmat. Antonio Greppi Delegato come sopra.
Vincenzo Mugnay Delegato come sopra.
Giac. Mellerio Delegato come sopra.

a.

1777 *Tabella, e Regolamento de' Dazj da osservarsi per le Merci, che procederanno dalla Germania, Stato Veneto, e da qualunque altra parte per Transito nel Mantovano, e che per la nuova Strada Modonese, e Pistojese passeranno alla Toscana, in regola del Gigliato a lire quarantatre [illegible] ed a peso loro di Mantova, e viceversa, che procederanno dalla Toscana per via di Modena.*

Seta di qualunque sorte al Peso lire una soldi tre — — — — lir. 1. 3. —

Mercanzia di qualunque sorte da' Pesi num. 1. a' 9. inclusive soldi tre denari nove al Peso lir. — 3. 9

Da Pesi num. 10. a' 30. inclusive lire tre soldi diecinove al Collo — — — lir. 3. 19. —

Da Pesi num. 31. inclusive in su, oltre le lire tre, e soldi diecinove al Collo soldi tre denari nove al Peso — — — lir. — 3. 9

E ciò sopra la quantità eccedente li Pesi num. 30.

Drappi di Seta, di Velo, e la Seta in filza indistintamente provenienti dalla Toscana soldi quattordici denari nove al Peso — lir. — 14. 9

Ne' suddetti respettivi pagamenti è compresa l'Onoranza del Collo in soldi quattro per ogni Pesi dieci, e il Capitaniato de' Laghi in soldi quattro per ogni Collo d'indistinta grossezza.

Pel Campagnatico di Porto in vece di pagare denari sei al Peso, si pagheranno solamente soldi sei per ciaschedun Collo d'indistinta grossezza.

Il taglio di Bolletta si pagherà per tutte le suddette Merci a ragione di soldi sette, e denari sei per ogni Bolletta.

Per i Bestiami si pagherà secondo i Patti veglianti.

Per i Grani si pagherà come alla vegliante Tariffa.

Si dichiara, che transitando qualche Merce, per la quale la Tariffa a rigore fosse minore dei Dazj di sopra stabiliti sarà in arbitrio de' Mercanti, e Condottieri l'attenersi per quelli tali Capi alla Tariffa.

Per

Per godere la facilitazione dei Dazj ſuddetti, le Merci, che deriveranno dalla Germania, Stato Veneto, e altri Stati, tranſitando pel Mantovano, e tenendo la nuova Strada, che per via di Modena paſſa alla Toscana, ſaranno accompagnate dell' opportuna Bolletta della Dogana di Mantova, ove dovranno pagare il detto Dazio di Tranſito, e per prova d'eſſer le Merci ſortite dal Mantovano, dovranno i Condottieri riportare i Reverſali numerizzati, ed in forma di Bolletta Madre, e Figlia, o dalla prima Dogana di Toscana, che ſarà il Boſco lungo, o dalla prima Poſta del Modoneſe. 1777

Viceverſa le Merci derivanti dalla Toscana per via del Modoneſe, che tranſiteranno dal Mantovano per andare in Germania, Stato Veneto, ed altri Stati, dovranno eſſere accompagnate dal Certificato in ſtampa, ed in forma di Bolletta come ſopra della predetta Dogana di Toscana, entrando nel Modoneſe, o dall' ultima Dogana Modoneſe, qualora ſiano prodotti dei Stati di Sua Altezza Sereniſſima il Sig. Duca di Modena.

A riſerva di quanto ſopra il Tranſito delle Merci predette provenienti come ſopra non ſarà pel Mantovano ſottopoſto a verun altro Dazio, nè a verun altra Onoranza, o Emolumento ſotto qualunque titolo, ſalvo il paſſaggio del Pò, riſpetto al quale il pagamento del Paſſo del Porto, o Barca ſarà a carico de' Conducenti, ritenuta per ſempre l'oſſervanza dell'attuale Tariſſa.

Per maggior comodo alle Merci di Tranſito potranno le medeſime ſtare in depoſito della Dogana di Mantova per lo ſpazio di un' anno, ſenza incorrere in alcun pregiudicio, e durante queſto termine potranno ſpedirſi per Tranſito in una, o più volte, a norma delle facilità ſtabilite come ſopra.

Milano queſto dì 26. Dicembre 1777.

Firmat. Antonio Greppi Delegato come ſopra.
Vincenzo Mugnay Delegato come ſopra.
Giac. Melzio Delegato come ſopra.

b.

1777 *Tabella, e Regolamento de Dazj di Tranſito, che dovranno pagarſi in Toscana per le Merci procedenti dal Mantovano, Alemagna, Stato Veneto, da Parma, dallo Stato di Milano, o de altri Stati Superiori, che paſſeranno pel Modoneſe, e Reggiano, o che ſi leveranno dagli Stati medeſimi del Modoneſe, Reggiano ec. e che tenendo la nuova Strada Modoneſe, e Piſtojeſe, ſaranno deſtinate per Livorno; E viceverſa per le Merci, che procedenti da Livorno verranno condotte per detta nuova Strada per rimanere ne' Dominj di S. A. Sereniſſima, o per tranſitare ne' ſuddetti riſpettivi Stati; Il tutto a peſo, ed a Moneta di Toscana col Gigliato a lir. 13. 6. 8.*

Merci ſottili, che ſaranno la Seta tanto griggia, che lavorata, i Drappi di tutta Seta, o meſcolati con Oro, e Argento, Galloni, Bottoni, ed altri lavori d'Oro, e Argento, o di Seta, o di più d'uno di detti Generi uniti inſieme per ogni Soma di lib. 300. a peſo lordo lire due — — — — lir. 2. — —

Merci groſſe, che tali ſaranno tutte le altre, che non ſono nella detta Claſſe delle ſottili per ogni Soma di lib. 500. a peſo lordo ſoldi quindici — — — lir. — 15. —

Ed eſſendo le Merci riſpettivamente meno, o più della Soma, ſi riſcuoterà a proporzione.

Oltre i ſuddetti Dazj di Tranſito ſaranno ſoggette le Merci al Diritto dello Stallaggio di Mare, o di Terra, dovuto al Porto franco di Livorno.

Dalla ſuddetta Tariffa reſtano eſcluſi i Beſtiami di qualunque ſorte, e così ancora li Grani.

Per godere le facilitazioni dei Dazj ſuddetti, le Merci, che derivanno dai preſetti Dominj di Sua Altezza Sereniſſima, o che in eſſi foſſero pervenuti dal Mantovano, dalla Germania, Stato Veneto, ed altri Stati per la via di Mantova, o che procederanno da Parma, Stato di Milano, ed altri Paeſi, tenendo ſempre

la

la detta nuova Strada Modoneſe, e Piſtojeſe per paſſare 1777
a Livorno, ed accompagnate del Certificato o di Modena, o di Reggio, leveranno la Bolletta, o il Manifeſto alla prima Dogana di Toscana, che ſarà il Boſco lungo; pagheranno il Dazio o nella Dogana di Piſtoja, o di Piſa ad elezione dei Conducenti, i quali ſaranno obbligati a comparire colle Mercanzie alle Porte della Città di Livorno, ove ſi regiſtrerà la Bolletta in prova di eſſere ſtate introdotte nel detto Porto di Livorno.

Viceverſa le Merci, che ſi diſtaccheranno dal detto Porto di Livorno; e delle quali ſi dovrà pagare il Dazio o alla Dogana di Livorno, o a quella di Piſa, o a quella di Piſtoja ad elezione dei Conduttori, tranſitando per la Toscana per andare, mediante la mentovata nuova Strada o a Modena, o a Reggio, dovranno eſſer preſentate all ultima Dogana Toscana di Bosco lungo, ove parimente ſi prenderà della Bolletta in prova d'eſſer tali Merci uſcite dal Gran Ducato di Toscana.

Alla riſerva di quanto ſopra il Tranſito delle Merci per la Toscana non ſarà ſottopoſto a verun altro Dazio, nè a verun altra Onoranza, o Emolumenti ſotto qualunque titolo.

I Conduttori delle Merci ſaranno benſì obbligati ai ſoliti pagamenti nel paſſaggio dei Fiumi a tenore delle Tariffe attuali, qualora queſto ſegua ſopra Barche, o ſopra Ponti; ma ſe a motivo della baſſezza delle Acque i detti Fiumi ſi paſſaſſero a guado, non ſaranno tenuti ad alcun pagamento, non oſtante qualunque diſpoſizione in contrario; E per il paſſaggio dei Ponti ſempre relativamente alle Condotte, ed ai Viandanti, che terranno la nuova Strada non ſi eſiggerà verun diritto, o mercede in alcuna parte del Dominio di Toscana.

Per maggior comodo alle Merci di Tranſito potranno le medeſime ſtare in depoſito nella Dogana di Piſtoja, o di Piſa per lo ſpazio di un anno, ſenza incorrere in alcun pregiudicio, e durante queſto termine potranno ſpedirſi per Tranſito in una, o più volte, a norma delle facilità ſtabilite come ſopra.

Milano queſto di 2[illegible] Dicembre 1777.

Firmat. ANTONIO [illegible]PI Delegato come ſopra.
VINCENZO MUGNAY Delegato come ſopra.
GIAC. MELLER Delegato come ſopra.

c.

1777 *Tabella, e Regolamento de' Dazj di Tranſito da pagarſi nei Dominj di S. A. Sereniſſima il Signor Duca di Modena per le Merci, che deriveranno dalla Germania, Stato Veneto, ed altri Stati per la via di Mantova, e dal Mantovano medeſimo, e che tranſiteranno da Modena per andare in Toſcana, o Livorno, tenendo la nuova Strada Modoneſe, e Piſtojeſe, ed egualmente per le Merci, che deriveranno da Parma, Piacenza, Stato di Milano, ed altri Stati, e paſſando per il Reggiano, e Modoneſe verranno incamminate per detta nuova Strada alla Toſcana, e Livorno; E viceverſa per le Merci venienti ſempre per detta nuova Strada dalla Toſcana, e Livorno, che tranſitando da Modena, ſaranno deſtinate per il Mantovano, Germania, Stato Veneto, ed altri Stati, e tranſitando dal Modoneſe, e dal Reggiano, ſaranno traſportate a Parma, Piacenza, Stato di Milano, ed altri Dominj come ſopra: il tutto a peſo, ed a Moneta di Modena col Gigliato a lir. 30.*

Tranſitando ſolo da Modena.

Merci ſottili, che faranno la Seta tanto greggia, che lavorata, i Drappi di tutta Seta, o meſcolati con Oro, e Argento, Galloni, Bottoni, ed altri lavori d'Oro, e Argento, o di Seta, o di più d'uno di detti Generi uniti inſieme per ogni Soma di lib. 300. a peſo lordo lire tre — — — — lir. 3. — —

Merci groſſe, che tali ſaranno tutte le altre, che non ſono nella detta Claſſe delle ſottili, per ogni Soma di lib. 300. a peſo lordo lire una ſoldi due — — lir. 1. 2. —

Tranſitando dal Modoneſe, e Reggiano.

Merci ſottili ſuddette per ogni Soma di lib. 300. a peſo lordo lire quattro, e ſoldi cinque — — — — lir. 4. 5. —

Merci

Merci groſſe come ſopra per ogni Soma di lib. 500. a peſo lordo lire una, ſoldi quindici — — — — — lir. 1. 15. — 1777

Ed eſendo le Merci rifpettivamente meno, o più della Soma ſi riſcuoterà a proporzione.

Dalla ſuddetta Tariffa reſtano eſcluſi i Beſtiami di qualunque ſorta, e co[illegible]

Per godere le facilitazioni dei Dazj ſuddetti, le Merci, che deriveranno dal Mantovano, o che tranſiteranno per il detto Ducato, venendo dalla Germania, Stato Veneto, ed altri Stati, e che paſſeranno da Modena per andare in Toscana, e Livorno per la detta nuova Strada Modoneſe, e Piſtojeſe, leveranno la Bolletta del Pagamento del Dazio alla Dogana di Modena, come dovranno fare a Reggio, o a Modena le Merci procedenti da Parma, ed altri Stati, con obbligo a' Conducenti di riportare il Reverſale dall' ultima Poſta Modoneſe di Pieve Pelago per la prova di eſſere dette Merci ſortite dallo Stato Modoneſe, e di più eſſi Conducenti ſaranno tenuti riportare da Boſco lungo prima Dogana della Toscana il Certificato per giuſtificazione d'eſſere le dette Merci giunte in Toscana, tenendo la detta nuova Strada.

Viceverſa le Merci, che deriveranno da Livorno, o dalla Toscana per tranſitare dal Modoneſe, o Reggiano, dovranno accompagnarſi per giuſtificazione della loro procedenza dal Certificato della detta Dogana di Boſco lungo, ed a Pieve Pelago ſi dovrà levare la Bolletta del Dazio per conſegnarſi con detto Certificato nella Dogana di Modena, ove ſi farà il pagamento del Dazio, o in quella di Reggio, quando da Formigine ſi andaſſe direttamente a Reggio, e rifpetto a quelle Merci, che faranno deſtinate per il Mantovano, dovranno riportare il Reverſale dall' ultima Poſta Modoneſe, ed il Certificato della prima Dogana del Mantovano da ſervire di prova d'eſſere dette Merci ſo[illegible]re dal Modoneſe; E per quelle, che andaſſero a Parma, Piacenza, Stato di Milano, ed altri Paeſi, dovrà ripor[illegible]a dalla Poſta di S. Ilario, o altre ultime Poſte del Dominio Modoneſe il Reverſale per prova dell' Uſcita dallo Stato.

1777 Alla riserva di quanto sopra il Tranfito delle Merci nel Dominio Modonese non sarà sottoposto a verun altro Dazio, nè a veruna Onoranza, o Emolumento sotto qualunque titolo.

I Conduttori delle Merci saranno bensì obbligati ai soliti pagamenti nel passaggio dei Fiumi, qualora questi segua sopra Barche, o sopra i Ponti secondo le attuali Tariffe; ma se a motivo della bassezza delle Acque i detti Fiumi si passassero a guado, non saranno tenuti ad alcun pagamento, non ostante qualunque disposizione in contrario. E per il passaggio dei Ponti sempre relativamente alle Condotte, ed ai Viandanti, che terranno la nuova Strada, non si esigerà verun Diritto, o Mercede in alcuna parte del Dominio di S. A. Serenissima.

Per maggior comodo alle Merci di Tranfito potranno le medesime stare in deposito nella Dogana di Modena, o di Reggio per lo spazio di un anno senza incorrere in alcun pregiudizio, e durante questo termine potranno spedirsi per Tranfito in una, o più volte a norma delle facilità stabilite come sopra.

Milano questo dì 26. Dicembre 1777.

Firmat. Antonio Greppi Delegato come sopra.

Vincenzo Mugnay Delegato come sopra.

Giac. Mellerio Delegato come sopra.

d.

Nota de Dazj, ed Onoranze, che ſi pagano attualmente nella Toscana ſopra le Merci di Tranſito da Livorno a Bologna, via di Firenze, e viceverſa col Gigliato a lir. 13. 6. 8. 1777

Natura delle Merci.		Dazi attuali	Onoranze	Totale
Merci di Livorno per Bologna, Drappi, Veli ec. di Seta per ogni Soma di lib. 300.	–	lir. 7. 11. 3	lir. 1. 2. 4	lir. 8. 13. 7
Cannella, Corali, Pepe ec.	–	lir. 3. 14. —	lir. 1. 17. —	lir. 5. 11. —
Caccaos, Caffe Zuccaro ec.	per ogni	lir. 1. 17. —	lir. 1. 17. —	lir. 3. 14. —
Cottone, Campeggio ec.	Soma di lib.	lir. — 12. 4	lir. 1. 17. —	lir. 2. 9. 4.
Peſce ſalato, o ſecco oſſia Baccalari	500. –	lir. 6. 10. —	lir. 1. 17. —	lir. 8. 7. —
Acciughe	–	lir. 7. 16. 4	lir. 1. 17. —	lir. 9. 13. 4
Merci di Bologna per Livorno, Seta, ſuoi Drappi, Veli ec. per ogni Soma di lib. 300.	–	lir. 8. 19. 7	lir. — 19. 10	lir. 9. 19. 5
Telerie, Merci ec.	per ogni Soma di	lir. 3. 10. 9	lir. 1. 13. 2	lir. 5. 3. 11
Reffe Curato o tinto	lib. 500.	lir. 8. 7. 1	lir. 1. 13. 2	lir. 10. — 3

Milano queſto dì 26. Dicembre 1777.

Firmat. VINCENZO MUGNAY Del. ec.

1701 *Nota che dimostra l'Intiero de' Dazj attuali, Transiti, che si pagano ne' Dominj del Serenissimo Sig. Duca di Modena alle Dogane di Modena, di Carpi, di Novi, e Montefiorino, ed in quella della Città di Reggio. Il tutto in Moneta corrente di Modena col Giuliato a f. 30.*

In Modena, Carpi, Novi, e Montefiorino.

Modena = Merci sottili, cioè Seta tanto greggia, che lavorata, Drappi di tutta Seta, o mescolati con Oro, ed Argento, Galloni, ed altri lavori d'Oro, ed Argento, o di Seta, o di più d'uno di detti Generi uniti insieme per ogni Soma di libbre trecento a peso lordo – – – lir. 10. — —

Montefiorino – – – lir. — 16. 8

Carpi – – – – lir. 11. 2. $2\frac{2}{5}$

Novi lo stesso, che Carpi – – lir. 11. 2. $2\frac{2}{5}$

In tutto per ogni Soma come sopra di Merci sottili – – – – lir. 33. 1. $1\frac{1}{5}$

Merci grosse, cioè qualunque altro Capo non compreso nella detta Classe di Merci sottili per ogni Soma di libbre cinquecento a Peso lordo in

Modena – – – – lir. 3. 16. —

Montefiorino – – – – lir. — 16. 8

Carpi – – – – lir. — 11. $1\frac{1}{5}$

Novi, lo stesso, che Carpi – – lir. — 11. $1\frac{1}{5}$

In tutto per ogni Soma come sopra lir. 5. 14. $10\frac{2}{5}$

In Reggio.

Merci sottili come sopra per ogni Soma di libbre trecento a peso lordo – – – lir. 11. 5. $2\frac{2}{9}\frac{8}{15}$

Merci grosse come sopra per ogni Soma di libbre cinquecento a peso lordo – lir. 4. 14. $9\frac{7}{9}$

Milano questo dì 26. Dicembre 1777.

Firmat: GIAC. MELLERIO &c.

Noi

Noi MARIA TERESA, *per la Dio grazia, Imperatrice de' Romani, Vedova, Regina d'Ongheria, di Boemia, Dalmazia, Croazia, Schiavonia, Galizia, e Lodomeria ec., Arciduchessa d'Austria, Duchessa di Borgogna, Stiria, Carintia, e Carniola, Gran Principessa di Transilvania, Marchese di Moravia, Duchessa di Brabante, Limburgo, Lucemburgo, e Getdria, Wirtemberg Superiore, ed Inferiore, Slesia, di Milano, Mantova, Parma, Piacenza, Guastalla, Oswiecim, e Zatoria, Principessa di Svevia, Contessa di Habsburgo, Fiandra, Tirolo, Hannonia, Chiburgo, Gorizia, e Gradisca, Marchese del Sac. Rom. Impero, Borgovia Superiore, ed Inferiore Lusazia, Contessa di Namurci, Signora della Marchia, Schiavonia, e Meclinia, Duchessa di Lorena, e Barri, Gran Duchessa di Toscana ec. ec.* 1777

Nostro amatissimo Figlio, Serenissimo Arciduca Ferdinando, Nostro Luogotenente, Governatore, e Capitano Generale della Lombardia Austriaca. = In coerenza al Reale Nostro Dispaccio 23. Marzo prossimo passato, con cui abbiamo approvata in massima il Progetto d'una Convenzione firmata il 26. Dicembre 1777. dai tre Delegati de' rispettivi Principi Contraenti per un vicendevole ribasso de' Dazj di Transito da stabilirsi nel Mantovano, nella Toscana, e nel Modonese, a favore delle Mercanzie, che passeranno per la nuova Strada detta di Pistoja, dal Confine Mantovano traversando il Modonese al Toscano, e viceversa. Preso da Noi di nuovo in considerazione il Trattato medesimo coi rischiarimenti in Nostro Nome chiesti al Governo, e da Esso dati con Lettera del Ministro Plenipotenziario Conte di Firmian de' 22. del mese scorso al Nostro Cancelliere di Corte, e Stato, l'abbiamo approvato, e ratificato, come in virtù del presente Reale Rescritto l'approviamo, e ratifichiamo, commettendo nel tempo stesso al Serenissimo Arciduca Governatore, che seguito il Concambio degli Esemplari di questa Convenzione fra i rispettivi Ministri Delegati, dia i suoi Ordini per l'esecuzione di essa dal canto della Nostra Lombardia. E preghiamo Iddio, che conservi il Serenissimo Arciduca per gran numero d'anni. = Vienna li 14. Settembre dell'anno mille settecento settantotto. = K. R. V. = Firmat. MARIA TERESA. = Per Sua Maestà l'Imperatrice Regina Apostolica. = Sott. GIUSEPPE SPERGES.

Milano 20 Gennaj 1781.

Firmat. Carlo *Conte di Firmian.* — DE PAGAVE PIETRA

1777 *Pietro Leopoldo per grazia di Dio Principe Reale d'Ungheria, e di Boemia, Arciduca d'Austria, Gran Duca di Toscana ec. ec. ec.*

Essendoci stato reso conto del Trattato di Commercio, e di facilità, e Privilegj per la nuova Strada Pistojese, e Modonese, che a beneficio dei rispettivi Sudditi dei Principi Contraenti è stato concertato, concluso, e sottoscritto fino sotto li 26 Dicembre 1777, dal Conte Consigliere D. Antonio Greppi Deputato per parte del Governo di Milano, e di Mantova, di Vincenzo Mugnay a questo effetto specialmente Deputato, e incaricato per parte Nostra, e dal Consigliere Conte D. Giacomo Mellerio Deputato per parte del Sereniſſimo Sig. Duca di Modena, ed avendo trovate di piena Nostra soddisfazione le Convenzioni contenute in esso Trattato, quello perciò approviamo, confermiamo, e ratifichiamo, e ne comandiamo l'inviolabile osservanza.

In fede di che sarà il presente firmato di Nostra mano, e munito del Nostro Real Sigillo, visto dal Nostro Consigliere Intimo Attuale di Stato, e Ministro del Dipartimento degli Affari Esteri, e contrassegnato da uno dei Nostri Segretarj del Consiglio di Stato.

Dato in Firenze questo di quattro Novembre 1780.

Pietro Leopoldo.

Vidit Tommaso de Piccolomini.

F. Seratti.

Ercole Terzo per la grazia di Dio Duca di Modena, Reggio, Mirandola ec. ec. ec.

Preso in considerazione il Trattato di Commercio, e quanto pel più facile avviamento, e felice progresso della nuova grande Strada Modenese, e Pistojese a vantaggio de' rispettivi Stati, e Sudditi de' Principi contraenti è stato concordemente stabilito, e segnato il 26. Dicembre 1777. dal Conte Consigliere Don Antonio Greppi Deputato per parte del Governo di Milano, e di Mantova, da Vincenzo Mugnay incaricato per quello di Toscana, e dal Conte Consigliere Don Giacomo Mellerio a questo effetto da Noi specialmente Deputato, e incaricato; e avendo conosciuto le

Con-

Convenzioni contenute in esso Trattato pienamente corrispondenti alla Nostra aspettazione, e desiderio, lo approviamo di buon grado, confermiamo, e ratifichiamo, e ne comandiamo la costante inviolabile osservanza. In fede di che fatto il presente firmato di Nostra mano, munito del Nostro maggior Sigillo, e contrassegnato dal Nostro Consigliere Intimo attuale di Stato, di Conferenza, e Ministro di Gabinetto per gli Affari Esteri. 1777

Dato in Modena questo dì ventisette Novembre 1780.

(L. S.) Firmat. ERCOLE.

Contrass. FILIPPO GIUSEPPE *Conte* MARCHISIO.

---

18. *)

Renouvellement de la convention de 1775 *entre la Lombardie Autrichienne et la République de Venise, stipulé pour* 5 *ans* 1780.

MARIA THERESIA, Dei gratiâ, Romanorum Imperatrix, Regina Hungariae, Bohemiae &c. Archidux Austriae, Dux Mediolani, Mantuae &c. &c. FERDINANDO Principe Reale d'Ungheria, e di Boemia, Arciduca d'Austria, Duca di Borgogna, e di Lorena &c., Cesareo Reale Luogotenente, Governatore, e Capitano Generale nella Lombardia Austriaca.

*) La maison d'Autriche, pendant qu'elle possédait le Milanais, le Mantouan &c., a conclu, en cette qualité, une multitude de conventions avec d'autres états d'Italie pour la poursuite, la saisie, l'extradition et le bannissement des coupables et criminels. Ces conventions furent ordinairement conclues et renouvellées pour 5 ou 10 ans; mais comme toutes celles que j'ai devant moi sont presque de mot à mot de la même teneur, et que le changement des affaires en Italie en a fait encore diminuer l'interêt, et obligera d'en venir à de nouvelles conventions, peut être plus necessaires que jamais à la fin d'une longue guerre, je me contenterai d'en inférer une

1780 *Il vantaggio reciproco risultante dalle Convenzioni già stabilite con i Principi confinanti per il vicendevole arresto, e consegna dei Malviventi ci ha determinati a disporne nella scadenza de' termini la rinnovazione; siccome quella già stipulata negli anni addietro fra gli Stati della Lombardia Austriaca, e quelli della Serenissima Repubblica di Venezia è già terminata, così ne abbiamo conciliata la continuazione per altri cinque anni da cominciare dal giorno della pubblicazione del presente Editto, a piedi del quale sarà trascritta la Convenzione suddetta per notizia del Pubblico, e per norma dei Tribunali, ed Ufficiali di Giustizia, onde abbiano a conformarsi a quanto resta nella medesima stabilito.*

Convenzione per l'arresto de' Banditi, e Malviventi fra gli Stati della Lombardia Austriaca dipendenti da Sua Maestà Imperiale Regia Apostolica per una parte, e gli Stati dipendenti della Serenissima Repubblica di Venezia per l'altra.

Sendosi rilevato sempre più, e conosciuto il vantaggio, che viene alla sicurezza, e tranquillità de' Sudditi di Sua Maestà l'Imperatrice Regina nella Lombardia Austriaca, e di quelli della Sereniſſima Repubblica di Venezia dalla plausibile Convenzione, che da molti anni vige, e sussiste fra li detti rispettivi Dominj esistenti in Italia

une seule, en choisissant de préférence celle qu'on trouve ci-dessus, par la singularité, qu'elle pourrait s'observer aujourd'hui entre les mêmes états, mais que l'Autriche qui était l'une des puissances contractantes, comme Duc de Milan, serait devenue aujourd'hui, l'autre, à raison de la partie du territoire Venitien qui lui est tombée en partage. (Sans du reste, entrer ici dans la question plus épineuse jusqu'à quel point les traités de la République de Venise sont aujourd'hui obligatoires pour l'Autriche à raison de cette nouvelle partie de ses possessions.

Au reste j'ai en mains des conventions de la même teneur que celle ci dessus

entre l'Autriche et le S. Siège du 6 May 1773 pour 5 ans
— — et les 4 baillages Italiens de la Suisse du 20 Fevr. 1775 pour 10 ans.
— — et la Savoye du 31 Août 1776 pour 5 ans.
— — et l'Empereur à raison de quelques fiefs d'empire du 16 Juil. 1777 pour 10 ans.
— — et le Duc de Parme du 20 Avril 1775 et 25 Fevr. 1780 pour 5 ans.

Italia per l'arreſto, e conſegna reciproca de' Malviventi, Facinoroſi, e Foruſciti col venir coſì tolto a' medeſimi il rifugio, ed aſilo, li ſottraea alle inquiſizioni, e procedure de' riſpettivi Giusdicenti, e Governi, opportuna, ed utile cosa ſi è riputata il rinnovare la medeſima Convenzione ſegnata già ſotto li 9. Marzo 1775. Quindi è, che la prelodata Maeſtà Sua, e la detta Sereniſſima Repubblica hanno ſtimato, di c'e per mezzo di Noi infraſcritti, ſe ne ſegnaſſe la rinnovazione, riaſſumendo li medeſimi Capitoli, e producendone l'accordo, e l'oſſervanza ad un eguale periodo di anni, però ſi conviene, che 1780

ART. I.

I Banditi per Sentenza di pena capitale, che li dichiari eſpoſti alla pubblia vendetta dagli Stati della Lombardia Auſtriaca, o da quelli del Dominio Veneto, non poſſano in modo alcuno abitare, nè dimorare in alcuna Città, Terra, Luogo, e Diſtretto di eſſi Dominj, e ſe ſaranno ritrovati dentro di eſſi, debbano eſſere preſi dagli Ufficiali di Giuſtizia, o Milizia, o Comandante, che ſi ritroverà ſopra Luogo, e conſegnarſi reciprocamente a' Miniſtri del Dominio, onde ſono, e ſaranno banditi, e non ſolamente potranno eſſere impunemente offeſi, ed anche uccisi, quando nell' atto della Cattura ſi oppoſeſſero alla medeſima con armi, ma ancora quando foſſero ritrovati alla Campagna, e chi gli ammazzerà, oltre l'impunità, potrà conſeguire anche i premj, che ſi ritrovaſſero allora per Grida propoſti contro tali Banditi: ed all' incontro chi darà a' medeſimi albergo, ajuto, ſoccorſo, o favore, incorrerà le pene impoſte dalle Leggi nel Luogo della ricettazione, a' Fautori, e Ricettatori de' Banditi, compreſe anche le Perſone congiunte di ſangue a' Banditi, ſecondo le circoſtanze de' caſi, ed i gradi dell' attinenza, a norma delle enunciate Leggi. *Bannis par ſentence de peine capitale.*

ART. II.

Qualunque Malfattore ancora non bandito, ma imputato di delitto tale, che ſecondo il tenore del delitto poſſa eſſere punito nella pena della morte naturale, o civile, o di Galera perpetua, o a tempo, o altra ſimile pena corporale grave, capiterà negli Stati Veneti viceverſa nella Lombardia Auſtriaca, dovrà eſſere preſo, e carcerato, per conſegnarlo a quello de' ſuddetti Dominj, *Prisons de criminels capitaux extradés.*

1780 minj, nel quale avrà commeſſo il delitto, acciò ſia punito, e caſtigato dal ſuo Superiore.

ART. III.

Excep-tion. Si dichiara però, che ſe il Malfattore al tempo della richieſta ſi trovaſſi imputato, o condannato nel luogo della dimora, di delitto pari, o maggiore di quello, per cui ſarà riclamato, non ſarà il Dominio, in cui ſarà preſo, obbligato alla conſegna, e potrà ivi eſſere ritenuto, e caſtigato a proporzione del delitto. In caſo, che in progreſſo ſia aſſoluto, o per altra ragione non punito, dovrà eſſere conſegnato all' altro Dominio, dove avrà fatto l'altro delitto, e che l'avrà dimandato, come ſopra, acciò onninamente detto Malfattore ſia per il ſuo delitto caſtigato.

ART. IV.

Mode d' executer la faiſie. Si aſſegnano frattanto a' detti Malfattori, o Banditi da' riſpettivi Stati quindici giorni, dalla pubblicazione della preſente Convenzione a doverſi aſſentare dall' uno, e dall' altro Stato, il qual termine paſſato, potranno eſſere preſi, ed anche quando ſiano banditi capitalmente, ed eſpoſti alla pubblica vendetta, come ſopra, offeſſi impunemente, ſenz' alcun amparo della fede, ed aſilo pubblico, e chi li terrà, e favorirà ſia anche punito, comme ſopra ſi è detto irremiſſibilmente. Affinchè poi ſi abbia la preciſa notizia di eſſe Banditi, e Malfattori, che dovranno arreſtarſi, e come, ſopra, ſi communicherà di preſente vicendevolmente il Catalogo generale, come pure le Note particolari di mano in mano, che occorrerà il caſo, coi di loro cognome, nome, e Patria, e ciò per la più puntuale eſecuzione delle coſe, come ſopra, concordate. E dopo la communicazione di eſſi Cataloghi, e Note, ſarà permeſſo a' Giusdicenti particolari di ambi li Domini d'intenderſi fra di loro, anche ſenza paſſare per i canali de' Superiori Governi, per l'arreſto de' riſpettivi Delinquenti ſcoperti, o da ſcoprirſi, ſecondo le occorrenze, ed i caſi, affinchè il fine provvido della preſente Convenzione ſi ottenga con maggior brevità, e ſeguite le detenzioni ſi daranno dalli riſpettivi Governi gli ordini ſoliti per i corriſpondenti, conſegne a ſoliti Confini.

ART. V.

Mode de requiſi-tion. L'arreſto, e la conſegna de' Rei già banditi, e condannati nelle pene già ſpiegate nell' Articolo primo,

ſi

ſi farà ſopra la preſentazione della copia della Sentenza, 1780
e per l'arreſto, e conſegna per gl' Imputati de' delitti, che portino alcuna delle pene ſopra ſpiegate all' Articolo ſecondo, baſteranno le riſultanze delle imputazioni appoggiate alle ſemplici aſſerzioni degli Ufficiali del dominio, che farà la richieſta relativa agli atti del Proceſſo. E ad effetto di riparare ad ogni conteſtazione riſpetto alla qualità della pena ſopra eſpreſſa, per qualificare i delitti dei Delinquenti cadenti ſotto queſto Concordato, ſi dichiara, che dovranno a queſt' effetto attenderſi le Leggi del Luogo, dove ſaranno commeſſi, ed in difetto prenderne norma dalla ragione comune.

ART. VI.

Occorendo caſo di delitto commeſſo fuori de' ſuddetti riſpettivi Dominj, per i quali caſi però poteſſe ſecondo le Leggi riſpettive Provinciali, o la ragione comune procederſi in alcuno de' ſuddetti Dominj ad iſtanza di Parte, o anche ex Officio, ſarà lecito al Governo, che dovrà procedere per detto caſo di riclamarlo preſſo l'altro Governo, in cui dimoraſſe, purchè non ſia Suddito di origine, o per incolato del Luogo, ove faceſſe dimora, mentre in tal caſo non ſarà queſto Governo obbligato alla Conſegna, ma benſì a preſtarſi al caſtigo dello ſteſſo Delinquente, nel caſo, che foſſe punibile, come ſopra, anche per il delitto commeſſo fuori di ſtato. *Crimes commis chés l'étranger.*

ART. VII.

Per non dar luogo a deludere il fine della preſente Convenzione, non ſi potrà dall' una delle due Parti fare grazia, Salvocondotto, o altra fidenza agl' Inquiſiti, o Banditi nello Stato dell' altra, eccettuati li Salvocondotti, che ſi accordano per l'effetto della citazione de' Rei imputati di altro delitto, ſecondo le regole, e Prammatiche criminali, li quali ſaranno permeſſi per il ſolito ſervigio della Giuſtizia. *Graces; ſaufconduit.*

ART. VIII.

Riuſcendo in alcuni di Stati la detenzione di Ladri con robe derubbate, dovranno reſtituire prontamente, e ſenza ſpeſa alcuna, dopo che ſe ne ſarà fatto l'uſo neceſſario per la prova del corpo del delitto a coloro, de' quali ſaranno tali robe, o ſiano loro proprie o ad *Effets volés reſtitués.*

eſſi

1780 essi commesse, facendo però questi primieramente constare o per Testimonj, o Istromenti, o altre legittime prove, conforme allo stile de' Giudici Ordinarj del Luogo, ove essi abitano, che siano robe loro proprie, ovvero a loro commesse, e che a tali prove sia prestata fede.

ART. IX.

Vagabonds. Essendo già proibita ne' detti Stati contrattanti la tolleranza delle Persone oziose, vagabonde, o in altro modo sospette, siano estere, siano naturali de' rispettivi Stati, potranno li Giusdicente rispettivi, e specialmente i finitimi andare inteſi fra loro per l'osservanza de' rispettivi Editti veglianti negli accennati Domini.

ART. X.

Poursuite. Ogni Console delle Terre, e Luoghi di essi Stati sia obligato, controvandosi alcuni Banditi, Malviventi, Oziosi, e Delinquenti, come sopra, ne' suoi Luoghi, avvisare il Giudice, se risiede sul fatto, e non essendovi, convocare la gente della Terra, seguitare, e andare contro detti Banditi per iscacciarli, e rispettivamente anche ucciderli, quando siano Banditi Capitali, come sopra.

ART. XI.

Renvoi au lieu du délit. Si dichiara però, che la rimessa ne' casi suddetti al Luogo del delitto debba farsi solamente per i casi, che il Delinquente sia Suddito del Luogo del delitto, o Forastiere, mentre, essendo Suddito o d'origine, o di legale incolato, o domicilio al Luogo, ove farà la dimora, sarà bensì questo Dominio obbligato a farlo arrestare, o punire a proporzione delle circostanze, ma non già rimetterlo ad altro Giudice, e s'intenda contratta la reciproca obbligazione di castigare i propri sudditi per i delitti altrove commessi, quando il delitto sarà stato commesso negli Stati dell' altra Parte contrattante, o in pregiudizio de' Sudditi della medesima, ancorchè fuori degli Stati suoi, e tanto sull' istanza de' rispettivi Governi, quanto ex Officio, e sull' istanza delle Parti dannificate, o offese: Si dichiara inoltre, che occorrendo il caso, che un Reo provasse di essere Suddito di amendue gli Stati, debba egli ristituirsi a quello, ove avesse commesso il delitto.

ART.

ART. XII. 1780

In ognuno di detti caſi dovranno colli Banditi, e Delinquenti conſegnarſi anche i corpi di delitto, e tutto ſenza veruna ſpeſa della Parte, che riceverà la conſegna. Dovranno pure comunicarſi in forma autentica i Proceſſi, che foſſero già fatti prima della conſegna, quando ne ſia richieſta la Copia, e queſti colla ſola, e ſimplice mercede della Scrittura. *Corps du délit.*

ART. XIII.

La preſente Convenzione avrà a durare per anni cinque dal giorno, in cui ſi avrà da pubblicare in ciascuno de detti Dominj per Editto, acciochè ognuno ne abbia notizia, e ſia da tutti, a' quali tocca, irremiſſibilmente eſeguita, ed oſſervata, e niun Reo poſſa ſcuſarſi col preteſto dell' ignoranza, e ſarà ſigillata, e ſottoſcritta dagl' infraſcritti Delegati, e con dupplicati Originali, perche ciaſcuno ne abbia un Eſemplare autentico. *Durée de la convention.*

Dat. in Milano li 3. Ottobre 1780.

Ordiniamo pertanto a tutti li Giusdicenti delle Città, e Provincie della Lombardia Auſtriaca, e ad ogni altro, a cui ſpetta, che facciano publicare, ed affigere il preſente Editto ne' Luoghi, onde non poſſa da alcuno allegarſene ignoranza.

Dat. in Milano li 25. Ottobre 1780.

FERDINANDO.

V. FIRMIAN. V. CONRADUS OLIVERA. BOVARA.

19.

1781 *Acte par lequel les Etats Généraux des Prov. Unies se chargent de la Garantie d'une dette de la France de 5 millions de florins d'Hollande.* 1781.

(*Nederl. Jaerboeken* 1781. p. 2247.)

De Staaten Generaal der Vereenigde Nederlanden, doen te weeten, alzoo Zyne Majesteit de Koning van Vrankryk, ons heeft doen verzoeken onze Guarantie op de Obligatie hier na volgende.

Lodewyk, by de gratie Gods Koning van Vrankryk en Navarre: Allen den geenen die deze jegenswoordige Briven zullen zien; Salut; doen te weeten, dat onze Neef de Hertog de la Vauguion, onze Ambassadeur by de Staaten Generaal der Vereenigde Provintien van de Nederlanden, van onzent wege gelast zynde geweest, aan de gemelde Staaten Generaal voor te stellen, om door derzelver Guarantie meede te willen werken, tot een Geldleening in hunne Staaten van vyf Millioenen Hollandsch, en gemelde Staaten der Vereenigde Provintien daar in hebbende bewilligt, beloven Wy zoo voor ons zelve, als voor onze erfgenamen en opvolgers tot ons Ryk, conform onze tegenwordige Obligatie, dat als de voorschreeve Som van vyf Millioenen Hollandsch in Geld Specie, en in de Republiek Cours hebbende Munt, aan onzen voornoemenden Neef behandigt zal zyn geweest, tot welkers ontvang Wy hem speciaal by deze gevolmagtigen, Wy daar van zullen doen bezorgen en Rembourseeren, een gelyker wys by de Republiek Cours hebbende Munt en Specie, zoo het Capitaal als de Intressen, zonder eenige onkosten of kortinge hoe genaamt, ten laste van de Leeners, invoegen dat het gem. Capitaal volkomen na verloop van vyftien Jaaren, te rug zal gegeven zyn, zullende de rembourssement gedaan worden, in tien gelyke termynen, waarvan de eerste vervallen zal op het zesde Jaar, te reekenen van den datum af der tegenwoordige Geldleening, en zoo vervolgens tot het finaal rembourssement

van

van de geheele voorſz. Som; en belangende het rembourſement van yder tiende gedeelten zal deze ordre gevolgt worden, dat yder jaar tot vervaldage der afloſſinge ten Comptoire generaal van de Unie, een Loterye zal gehouden worden, welke aanwyzen zal de Nummers der Obligatie, die gerembourſeert zullen moeten worden, welker trekking bekent zal worden gemaakt, wanneer de daartoe overgemaakte Fondſen zullen ingekoomen zyn; waar op wy ons invoegen als voorſchreeve verbinden en belooven, dat de Jaarlykſche Intreſſen van gemelde Som a vier per Cent altoos met zoodanig een ſtiptheid aan het Comptoir Generaal zullen bezorgt worden, dat dezelve van zes tot zes Maanden op hunne vervaldag zullen kunnen ontvangen worden, en zulks alles in dier voegen, dat Wy, noch onze Erfgenaamen en Opvolgers, als voorgemeld, ons daar tegens niet zullen mogen verzetten, noch ons bedienen van eenigerlei beneficie, exceptie, ſervé of Privilegie, hoe genaamd, aan welken Wy dezen volkomen renuncieren, en tot nog meerder verzeekering, zoo van het gunt Capitaal van vyf Millioenen Guldens Hollandſch, als van de betaaling der deswegens beloofde Intreſſen, en de afloſſing van 't voorſchreeven Capitaal in tien egale Termynen, gelyk hier boven breeder is geſpecificeerd, verklaren Wy zoo voor ons zelven, als voor onze opvolgers te verbinden alle de inkomſten en in ons Ryk geheevene regten, van welken aart en benaaming die ook mogen weezen, en ſpeciaal, en in 't byzonder onze Generaale Pagte. — Ten Oirkonde hebben Wy de tegenwoordige Obligatie met ons Zegel doen bekragtigen. — Gegeeven te Verſailles den vyfden dag van de Maand November, in 't jaar onzes Heeren een duizend zeven honderd een en tagtig, en van onze Regeering het agtſte. 1781

(L. S.)

(Was geteken.) LOUIS.

(Lager ſtond) By de Koning.

(Geteekent) GRAVIER DE VERGENNES.

1781 *Zoo is 't, dat wy de voorſ. Zaak overgemerkt hebbende, gelaſt en geauthoriſeerd hebben, gelyk wy laſten en authoriſeeren by dezen, onzen Ontfanger Generaal Mr. Quiryn van Stryen, de voorſz. Somma van vyf Millioenen Guldens Hollandſch te ligten en te Negocieeren, tot laſten van Hooggedagte Zyne Majeſtat. en Koning van Vrankryk, onder de verbinteniſſen en clauſulen hier vóren gemeld, belovende onwederroepelyk, zoo veel in ons is, niet alleen te zullen helpen bezorgen; dat aan alle dezelve Conditien, zoo ten opzigten der betaalinge der Intreſſen, als van de afloſſing van het Capitaal zelve, volgens de vaſtgeſtelde termynen, prompt en ſtiptelyk zal worden voldaan; maar ook het zelve Capitaal en Intreſſen daar en boven te guarandeeren, zulks na dat de eerſte klagten, welken dezen aangaande aan ons zouden mogen gedaan worden, en binnen den tyd van vier Maanden, niet by ons buiten koſten der klagende geëffectueerd zynde, wy de Intreſſe van dien, door onze Ontfanger Generaal in der tyd, die wy daar toe, nu voor alsdan qualificeeren, in maniere als alle andere Intreſſen van Capitaalen, ten laſten van het Comptoir Generaal der Vereenigde Nederlanden loopende, zullen doen betaalen, behoudens dezelve Intreſſen, als dan niet hooger zullen loopen, dan tegens drie percent Vrygeld, en zonder eenige belaſtingen, als tot meerdere faciliteit van deezen te doen Negociatie, ook declareeren, dat wy dezelve, zoo lange die loopen zal, van alle reële belaſtingen van honderd en tweehonderd, minder of meerdere penningen houden voor geëximeert. En ten einde al het gunt voorſz. is, ordentelyk ter Executie gefield, mitsgaders onze goede meeningen aan alle en een yglyk na behooren kennelyk gemaakt mogen worden; zoo hebben wy den gemelden Ontfanger-Generaal geauthoriſeerd, het voorſz. Capitaal ter ſomma van vyf Millioenen Guldens Hollandſch op te nemen, en daar vor generalyk te verbinden, alle revenues en inkomſten van Zyne Majeſteit van Vrankryk, en in maniere voorſz. en wel ſpecialyk het inkomen van de Generale Pagten, die in obgemelde Konigryk geheven worden, mitsgaders in Kas van wanbetaling als vooren, vier Maanden, na dat daar over aan ons zal weezen geklaagt, op de voet als boven, en tot betaaling in dien gevalle der Intreſſe à 3 percent vrygeld ook te mogen verbinden, alle de Generaliteits middelen en inkomſten enz.*

20

20.

Convention entre les Rois d'Eſpagne et de Sardaigne pour l'établiſſement d'un droit de ſucceſſion égale entre leurs ſujets réciproques; ſignée à l'Eſcurial le 27 Nov. 1782 et publiée à Turin le 12 Avril 1783. 1782 27 Nov.

(Impr. ſép. p. autor. à Turin in Fol.)

Manifeſto Senatorio con cui ſi notifica la convenzione ſeguita trà S. M. e quella del Re Cattolico, in virtù della quale viene ſtabilita un' aſſoluta uguaglianza, ed intiera reciprocità in fatto di ſucceſſioni a favore dei riſpettivi loro ſudditi. In data delli 12 Aprile 1783.

Il Senato di S. M. in Torino ſedente.

Ad ognuno ſia manifeſto, che eſſendoſi fra la Maeſtà del Re noſtro Signore, e quella del Re Cattolico conchiuſa, e ſegnata a l'Eſcurial li 27. ſcorſo Novembre dai riſpettivi Miniſtri a ciò autorizzati una Convenzione ratificata dalle prefate MM. LL. in virtù della quale, per vieppiù raſſodare la buon' armonia, ed amicizia, che avventuroſamente ſuſſiſte fra eſſi due Sovrani, e farne riſentire li favorevoli effetti alli riſpettivi loro ſudditi, viene ſtabilita un' aſſoluta uguaglianza, ed intiera reciprocità in fatto di ſucceſſioni.

E volendo la medeſima M. S. che le diſpoſizioni contenute in eſſa Convenzione fatta da Noi regiſtrare, ſiano a noi note a' ſuoi ſudditi per ſervire loro di regola nelle occorrenze, ci ha per tal effetto comandato di quella fare notificare con noſtro manifeſto da pubblicarſi nelle Città, e Terre dalla noſtra giuriſdizione dipendenti. In eſecuzione pertanto del Reale comandamento notifichiamo.

ART. I.

Che li ſudditi di S. M. e quelli del Re Cattolico avranno la libera facoltà di diſporre de' riſpettivi loro beni di qualunque ſorta li per teſtamento, che per do- *Droit de ſucceſſion par inteſtat et par teſtament etc.*

1782 nazione, o per qualſivoglia altro atto riconoſciuto valido, e legittimo a favore di chi loro piacerà dei ſudditi dell' uno, o dell' altro dominio, ed i loro eredi ſudditi dell' una, o dell' altra parte, e tutti quelli, che avranno giuſto titolo per eſercire le loro ragioni, i loro procuratori, gli aventi mandato, tutori o curatori potranno raccogliere le ſucceſſioni aperte a loro favore ne' riſpettivi Stati tanto di terra-ferma, che altri, ma ab inteſtato, che in virtù di teſtamento, o altre legittime diſpoſizioni e poſſedere i beni ſi mobili, che ſtabili di qualunque ſorta ſenz' alcuna eccezione, dritti, ragioni, nomi, ed azioni, e goderne ſenza avere biſogno di altre lettere di naturalizzazione, o altra ſpeciale conceſſione, traſportare li beni, ed effetti mobili, dov' eſſi ſtimeranno a propoſito (eccettuati però que' beni, ed effetti, l'eſportazione dei quali è proibita anche agli ſteſſi ſudditi naturali, ſenza una particolare permiſſione, ed ove queſta veniſſe accordata, s'intenderà ſecondo le regole, e mediante que' dritti, che ſi pagano dagli ſteſſi ſudditi naturali) amminiſtrare, e far valere gli ſtabili, o diſporne per vendita, o altrimenti ſenza alcuna difficoltà, nè impedimento, paſſando tutte le quitanze, e liberazioni, che ſaranno di ragione, e giuſtificando ſoltanto i loro titoli, e qualità, e ſaranno i ſuddetti eredi a queſto riguardo trattati in quello de' due Stati, in cui ſi ſaranno aperte le ſucceſſioni col medeſimo favore, che ſi uſerebbe ai propri, e naturali ſudditi, ben inteſo però, che ſaranno tenuti alle medeſime leggi, formalità, e dritti, a' quali ſono ſottopoſti i predetti ſudditi naturali.

ART. II.

Droit de detraction aboli. Che per viemmaggiormente ſtabilire fra li riſpettivi ſudditi queſta perfetta reciprocità, che le prefate MM. LL. hanno avuto in mira, ſi è determinato, e convenuto, che nè li ſudditi di S. M. Cattolica negli Stati di S. M. Sarda, nè quelli di S. M. Sarda nel dominio di S. M. Cattolica ſaranno tenuti ad alcun dritto ſotto titolo di detrazione, nè ſotto altro di qualunque denominazione per ragione de' beni, che loro perverranno per legato, donazione, ſucceſſioni teſtamentarie, o ab inteſtato, nè per l'eſportazione de' mobili, o prezzo d'eſſi, o de' ſtabili, che ſaranno loro così pervenuti, o acquiſtati. E nel caſo che li ſuddetti eredi, legatari, o donatari dopo avere preſo poſſeſſo delle ſucceſſioni, delle coſe loro

loro legate, o donate, preferiſcano di continuare a poſ- 1782
ſederle, e goderle non ſi eſigeranno da' medeſimi altri dritti, ſalvo quelli, ai quali ſono tenuti li ſudditi propri, e naturali del paeſe, in cui ſi trovano le ſuddette ſucceſſioni.

ART. III.

Che per quest' effetto ſi è eſpreſſamente dalle pre- *Non obſtant les loix précédentes.*
fate MM. LL. con queſta preſente Convenzione derogato a tutte le leggi, ordinanze, ſtatuti, decreti, uſi, e privilegi, che poteſſero eſſervi contrari, i quali ſaranno conſiderati, come non ſeguiti, e non emanati a riguardo de' riſpettivi ſudditi per i caſi menzionati ne' due precedenti articoli.

ART. IV.

Che qualora ſi eccitaſſero conteſtazioni ſulla validità *Diſputes ſur la validité d'un teſtament etc.*
di un teſtamento, o di alcun altra diſpoſizione, faranno le medeſime deciſe dalli Giudici competenti a norma delle leggi, ſtatuti, e [illegible] ricevuti, ed autorizzati nel luogo, in cui ſi ſaranno fatte tali diſpoſizioni, di maniera che ſe li ſuddetti atti ſi troveranno riveſtiti delle formalità, e condizioni, che ſi richiedono per la validità di eſſi nel luogo, dove ſaranno ſtati fatti, avranno egualmente il loro pieno effetto negli Stati dell' altra parte contrattante, quand' anche in queſti foſſero ſimili atti ſottopoſti a maggiori formalità, e da regole differenti da quelle, che ſi oſſervano nel paeſe, in cui eſſi atti ſono ſtati formati.

ART. V.

Che la preſente Convenzione debba avere il ſuo pieno, *Terme a quo de la ſomme.*
ed intiero effetto dal giorno della ſignatura di eſſa.

Mandiamo pertanto quanto ſovra pubblicarſi nelle Città, e Terre di noſtra giuriſdizione, eſattamente oſſervarſi, ed alla copia ſtampata nella Stamparia Reale preſtarſi la ſteſſa fede, che al proprio originale.

Dat. in Torino li 12 Aprile 1783.

Per detto Eccelentiſſimo Real Senato.

POZZI.

21.

1783 18 Sept. *Königlich Schwediſche *) Verordnung, wegen Aufhebung der Abgabe des ſechsten Pfennings von Erb-Capitalien und andern Mitteln, welche von Schweden nebſt darunter belegenen Ländern nach Dänemark und Norwegen ausgeführet werden, 18. September 1783.*

(Dahnert *Suppl.* T. II. p. 1216. Nr. 1.)

Wir Gustaf von Gottes Gnaden der Schweden, Gothen und Wenden König &c. &c. &c. Erbe zu Norwegen, Herzog zu Schleswig, Holſtein, Stormarn und Ditmarſen, Graf zu Oldenburg und Delmenhorſt &c. &c.

Thun hiermit kund und zu wiſſen: Gleichwie Wir mit Seiner Majeſtät dem Könige von Dänemark, zum Nutzen und Vortheil für beider Seiten Unterthanen, reciproce abgeredet und beſchloſſen haben, daſs von Erb-Capitalien und andern Mitteln, welche bey Emigrations- und allen andern Gelegenheiten von Unſerm Reiche nach den Herzogthümern Schleswig und Holſtein ausgeführet werden, nur der zehnte Pfennig an Abgabe erhoben werden ſoll, ſo weit dieſe Abgabe in Unſern Landesherrlichen Caſſen bishieher eingefloſſen iſt; So ſind Wir auch auf einerley Weiſe mit Seiner Majeſtät dem Könige von Dänemark reciproce übereingekommen, dieſe Einſchränkung in den Abgaben für die geſammten Länder und Staaten beider Seiten gelten zu laſſen, und daſs folglichemnach hinführo nur allein der zehnte Pfenning von denen Capitalien erleget werden ſoll, welche von Unſerm Reiche nebſt darunter belegenen Ländern und Beſitzungen ausgeführet werden. Wir gebieten und befehlen demnach Unſern Hofgerichten, Befehlhabenden, und übrigen Ober- und Unterrichterſtühlen, auch Allen, denen es gebühret, und dieſes in einiger Maaſse angehen kann, vorerwähntes Uebereinkommen gehörig zu

*) L'ordonnance du Roi de Danemarc sur le même objet se trouve déja dans mon *Recueil* T. IV. p. 452.

zu beobachten, und dieſes Unſer gnädiges Verordnen 1783
ſich zur unterthänigen Nachricht zu ſtellen. Urkundlich haben Wir dieſes mit eigener Hand unterſchrieben, und mit Unſerm Königl. Inſiegel bekräftigen laſſen.

Drotningholm im Schloſſe, den 18. September 1783.

(L. S.) GUSTAF.

CARL FRIEDRICH FREDENHEIM.

22.

*Convention d'abolition des droits de retrait entre S. M. Pruſſienne et S. M. Danoiſe, publiée à Berlin le 16 et à Copenhague *) le 17 Décembre 1790.* 1790 16. Dec.

(*Copie manuſcrite.*)

NOUS FRÉDERIC GUILLAUME par la grace de Dieu, Roi de Pruſſe &c. &c. &c. déclarons et atteſtons pour Nous et Nos ſucceſſeurs, que, après avoir péſé dans Notre clemence Royale les inconvéniens, qui ont réſulté juſqu'ici des droits de retrait, exigés des regnicoles qui tranſportent leur domicile hors du pays, ou pour les héritages ou bien dans d'autres cas, Nous Nous ſommes accordés avec Notre Couſin, Frère et Voiſin, S. M. CHRETIEN VII. Roi de Dannemarc, de lever et annuller réciproquement les dits droits de retrait entre Notre royaume et tous Nos Etats quelconques d'un côté, et de l'autre entre le Royaume et tous les Etats de S. M. Danoiſe. C'eſt ce que Nous faiſons par les préſentes de ſorte que ſera levé et annullé dès-à-préſent.

1) Tout droit de retrait territorial et fiſcal d'héritages et de legs ci-devant verſé dans Nos Caiſſes Royales, ainſi que

L 5 2)

*) La publication faite à Copenhague ſe trouve en allemand dans mon *Recueil* T. IV. p. 577.

1790 2) tout tantième des biens des emigrans, qui a été perçu pour les caisses territoriales et royales.

3) Et ceci réciproquement dans toute l'étendue des Royaumes, Etats et Pays Prussiens et Danois.

4) Dans ce retrait territorial abrogé dès-à-présent est compris non seulement celui, qui étoit perçu sur les Héritiers et les Héritages immédiatement soumis à la jurisdiction Royale et qui étoit versé dans les caisses Royales et Territoriales, mais aussi celui, qui étoit prélevé dans les Etats Danois et par retorsion aussi dans les Etats Prussiens à raison de six pour cent au dessus des droits, que se font payer les jurisdictions patrimoniales.

5) Et comme ces sommes de retrait avoient été abandonnées et assignées par le Souverain à des Etablissemens Ecclesiastiques et pieux pour l'amélioration de leurs fondations, restant cependant alors ces dits droits territoriaux et fiscaux, on les abolit également par les présentes.

6) Cette convention pour l'extinction des droits de retrait doit étendre son effet sur tous les héritages et biens qui ne sont pas encore effectivement exportés au tems de la signature, et dont les droits ne sont pas encore payés.

7) Cependant sont exceptés expressément de cette Convention les Chapitres, la Noblesse et les Villes qui par leur jurisdiction héréditaire et patrimoniale sont en possession de percevoir le droit de retrait et le tantième sur les personnes et les héritages, qui y sont assujettis; et pour cela on regardera exclusivement la dépendance du donatoire ou des emigrans.

En conséquence de ce que dessus Nous avons signé cette Convention de Notre propre main et Nous y avons fait apposer Nos sceaux Royaux.

Donné à Berlin le 16. Déc. 1790.

(L. S. R.) F. GUILLAUME.

FINKENSTEIN. HERTZBERG.

23.

*Acte ſéparé et ſecrèt, ajouté à la convention préliminaire entre l'Autriche et la Pruſſe; ſignée le 25 Juillet 1791 *).*

1791 25 Juill.

Mr. le Colonel de Biſchofswerder ayant été chargé de repreſenter à la Cour de Vienne, ſi, dans le cas que le défaut de deſcendance maſculine dans la branche Electorale de Saxe réaliſât le droit de retrait compétant à la maiſon d'Autriche ſur les deux marggraviats de Luſace, elle n'inclineroit point à s'entendre avec la Cour de Berlin ſur cet arrangement de limites, qui ſans empêcher eſſentiellement la réaliſation de ſon droit eventuel ſur ces Provinces, ſeroit toutefois propre à mieux aſſurer la tranquillité et ſûreté du voiſinage mutuel, et S. M. l'Empereur ayant témoigné ſon deſir d'obliger ſur ce point S. M. Pruſſienne, on eſt convenu, que par un article ſecrèt et ſéparé du traité d'alliance à conclure, les deux Souverains ſe promettront et reſerveront de donner les mains à un pareil arrangement amical. En foi de quoi nous avons ſigné le préſent acte ſéparé et ſecrèt.

à Vienne le 25 Juillet 1791.

*) Cette convention ſe trouve déja T. V. p. 5, mais ſans l'acte ſéparé. Une autre copie manuſcrite du traité que j'ai devant moi convient exactement avec celle que j'ai deja publiée, ſi ce n'eſt qu'on y trouve la ſuivante introduction:

Tous les objets des commiſſions importantes, dont s'eſt trouvé chargé Mr. le Colonel de Biſchofswerder et dont il s'eſt acquitté avec autant d'exactitude que de dexterité ayant été arrangés, il en a reſulté, que de la part de la Cour de Vienne il ne reſte plus rien à faire relativement au Congrès de Siſtou, vu que le traité de paix eſt probablement déja conclu à preſent. *Quant à un traité formel* &c.

24.

1792 7 Fevr. *Traité d'alliance entre S. M. l'Empereur Roi de Hongrie et de Bohème et S. M. le Roi de Pruſſe conclu à Berlin le 7 Fevr. 1792 *).*

(Copie manuſcrite mais ſure.)

Nous Fred. Guillaume II. *par la grace de Dieu, Roi de Pruſſe &c. &c. Savoir faiſons à quiconque appartient, qu' étant convenus avec S. M. l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohème, d'affermir et de reſſerrer par la concluſion d'un traité d'alliance defenſive et perpétuelle l'heureuſe intelligence et l'amitié ſincère qui ſubſiſtoient déjà entre nous, et les Plénipotentiaires nommés de part et d'autre pour cet effet, ſavoir de celui de S. M. Impériale le Sieur* Henri XIV. *Prince Reuß — et de Notre côté le Sieur* Charles Guillaume *Comte* de Finkenſtein — *le Sieur* Fred. Guillaume *Comte* de Schulenburg — *et le Sieur* Philippe Charles *Baron* d'Alvensleben — *ayant ſigné le 7 du préſent mois un traité d'alliance, dont la teneur ſuit:*

Au nom de la Très-Sainte Trinité.

S. M. l'Empereur Roi de Hongrie et de Bohème et S. M. le Roi de Pruſſe, animés du plus grand zèle pour la tranquillité publique et deſirant d'aſſurer le repos et la proſperité de leurs Etats héréditaires ſur une baſe inébranlable, ſe ſont déterminées à reſſerrer les ſentimens de confiance, d'amitié et de bon voiſinage, qui les uniſſent, par les noeuds d'une alliance intime et perpétuelle. Elles ont autoriſé pour cet effet, S. M. l'Empereur, le Prince Reuss — et S. M. le Roi de Pruſſe ſes Miniſtres d'Etat, de guerre et de Cabinet — Finkenstein — Schulenburg — et — Alvensleben —, leſquels, après s'être communiqués reciproquement leurs pleinpouvoirs, ſont convenus des articles ſuivans:

Art.

*) Ce traité a déja été donné T. V. p. 77. mais dans une traduction allemande, et ſans les articles ſéparés qui ſe trouvent au bas de la preſente copie.

ART. I. 1792

Il y aura une amitié et une union ſincère et conſtante entre S. M. l'Empereur &c. et S. M. le Roi de Pruſſe, Leurs Héritiers et Succeſſeurs, Royaumes, Etats et Sujets héréditaires. En conſequence les Hautes Puiſſances contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir entre Elles et Leurs dits Etats et Sujets une bonne intelligence et correſpondance réciproque. Elles éviteront tout ce qui pourroit altérer à l'avenir la tranquillité et l'union heureuſement établies entre Elles, et donneront au contraire tous leurs ſoins à procurer en toute occaſion leur utilité, honneur et avantages mutuels. *Amitié.*

ART. II.

Tous les traités antérieurs et nommément ceux de Breslau, de Dresde, de Hubertsbourg et de Teſchen ſont renouvellés et confirmés par le préſent traité dans la meilleure forme, et comme s'ils étoient inſerés ici de mot à mot. *Traités antérieurs renouvellés*

ART. III.

S. M. l'Empereur R. &c. et S. M. Pruſſienne promettent et s'engagent pour Elles et Leurs Héritiers de garantir et défendre tous les Etats, Provinces et Domaines héréditaires qu'elles poſſédent actuellement de part et d'autre, contre les attaques de quelque puiſſance que ce ſoit. *Garantie*

ART. IV.

Par une ſuite de cette garantie réciproque les deux hautes parties contractantes travailleront de concert pour le maintien de la paix. Elles employeront dans le cas, où les Etats de l'une ou de l'autre d'entre Elles ſeroient menacés d'une invaſion, leurs bons offices les plus efficaces pour l'empêcher. Mais ſi ces bons offices n'avoient point l'effet deſiré, et que l'une ou l'autre d'entre elles fut réellement attaquée, elles s'obligent pour ce cas à ſe ſecourir mutuellement avec un Corps de 15000 hommes d'Infanterie et 5000 hommes de Cavallerie. *Bons offices; ſecours.*

ART. V.

Le ſecours ſe mettra en marche deux mois après la requiſition faite par la partie attaquée et demeurera à ſa diſpoſition pendant toute la durée de la guerre, dans laquelle Elle ſe trouvera engagée. Il ſera payé *Envoi des ſecours etc.*

et

1792 et entretenu par la Puiſſance requiſe pa[illegible] où ſon Allié le fera agir, mais la partie requérante lui fournira le pain et le fourrage neceſſaires ſur le pied uſité dans ſes propres Trouppes. Si néanmoins la partie requérante préféroit au ſecours effectif en hommes, l'équivalent en argent, Elle en aura le choix, et dans ce cas le ſecours ſera évalué à 60,000 écus en argent blanc par an pour 1000 hommes d'Infanterie et 80000 écus en argent blanc par an pour 1000 hommes de Cavallerie, le tout payable annuellement ou dans la même proportion par mois. Cet argent ſe payera d'après le titre des monnoies reçu dans l'Empire appellé Conventions ou 20 fl. Fuſs, le marc d'argent fin rendant 13$\frac{1}{3}$ écus.

ART. VI.

Augmentation. Dans le cas, où ces ſecours ſtipulés ne ſeroient pas ſuffiſans pour la dépenſe de la Puiſſance requérante, la Puiſſance requiſe les augmentera ſucceſſivement ſelon les beſoin de ſon Allié, les circonſtances et le concert qu'on prendra alors.

ART. VII.

Acceſſion d'autres Puiſſances. Pour atteindre complettement les vues ſalutaires, que les deux Hautes Parties Contractantes ſe propoſent dans le préſent traité, elles ſe reſervent d'inviter de concert la Cour Imp. de Ruſſie, les deux Puiſſances maritimes et S. A. E. de Saxe, à s'unir mutuellement avec elles par des engagemens défenſifs analogues aux ſtipulations ci-deſſus.

ART. VIII.

Conſtitution Germanique. Et comme elles n'ont en particulier rien plus à coeur que de voir perpétuer la tranquillité et la proſperité de l'Allemagne, et quelles enviſagent cet objet comme un des buts principaux de leur Union, les deux hautes parties contractantes ſe promettent et s'engagent mutuellement de veiller ſoigneuſement à maintenir la Conſtitution Germanique dans toute ſon integrité, telle qu'elle a été établie par les loix et les traités antérieurs.

ART. IX.

Alliances futures. Elles s'engagent auſſi à ne contracter aucune autre alliance à l'inſcu l'une de l'autre, et donneront ordre à Leurs Miniſtres dans les cours étrangères, de ſe communiquer amicalement tout ce qui importeroit de parvenir à la connoiſſance des deux Puiſſances [illegible]

ART. X. 1792

Le préſent traité d'alliance défenſive ſera ratifié de part et d'autre, et l'échange des ratifications ſe fera dans l'eſpace de trois ſemaines, ou plutôt ſi faire ſe peut. *Ratifications.*

En foi de quoi nous ſouſſignés, munis des pleins-pouvoirs de Leurs Maj. Imp. et Pruſſienne, avons en leur nom ſigné le préſent traité et y avons appendu le cachet de nos armes.

Fait à Berlin le 7. Fevr. 1792.

(L. S.) HENRI XIV. PR. REUSS.

(L. S.) FINKENSTEIN.

(L. S.) SCHULENBURG.

(L. S.) ALVENSLEBEN.

Nous après avoir lû et examiné ce traité, l'avons trouvé conforme à notre volonté en tous et chacun des points et articles qui y ſont contenus et les avons en conſéquence acceptés, approuvés, ratifiés et confirmés pour Nous et pour Nos ſucceſſeurs, comme Nous les acceptons, approuvons, ratifions et confirmons par les préſentes; promettant en foi et parole de Roi d'accomplir et d'obſerver ſincèrement et de bonne foi le dit traité d'alliance dans tous ſes points, ſans contrevenir ni permettre qu'il ſoit contrevenu à ſa teneur, en quelque ſorte et maniere que ce puiſſe être.

En foi de quoi Nous avons ſigné ces préſentes de Notre main et y avons fait appoſer Notre Sceau Royal.

Fait à Berlin le 19. Fevr. l'an de grace 1792 et de notre Règne le 6me.

FRED. GUILLAUME.

FINKENSTEIN. SCHULENBURG.

Arti-

1792 *Articles ſéparés conclus entre S. M. l'Empereur Roi de Hongrie et de Bohême et S. M. le Roi de Pruſſe le 7 Fevr. 1792.*

Nous Fred. Guillaume II. *par la grace de Dieu, Roi de Pruſſe &c. Savoir faiſons à quiconque appartient, que les Plénipotentiaires, nommés pour la concluſion du traité d'alliance défenſive, convenu entre S. M. l'Empereur Roi de H. et de B. et Nous ſavoir: de la part de Sa dite Majeſté — (comme dans le traité) étant tombés d'accord des articles ſéparés ſuivans.*

Articles ſéparés.

Accompliſſement de l'acte préliminaire du 25 Juil. 1791.

Les deux hautes parties contractantes, en conſéquence des ſentimens qui les animent, pour le maintien de la tranquillité générale, étant convenues dans l'acte préliminaire ſigné et échangé à Vienne le 25 Juillet 1791, et ratifié de part et d'autre, de comprendre dans le préſent traité les objets de ſtipulations, enoncés dans les points ſuivans.

1) Qu'elles s'entendront et s'employeront pour effectuer le concert, auquel S. M. l'Empereur a invité les principales Puiſſances de l'Europe ſur les affaires de France.

2) Qu'elles ſe porteront à leur requiſition reſpective, ſecours et aſſiſtance réciproque, au cas que la tranquillité interne de l'un ou de l'autre de leurs Etats fut menacé de troubles.

3) Qu'elles conviendront, et inviteront la Cour Impériale de Ruſſie de convenir avec elles, qu'elles n'entreprendront rien pour altérer l'intégrité et le maintien d'une libre Conſtitution de la Pologne, qu'elles ne chercheront jamais à placer un Prince de leur maiſon ſur le thrône de Pologne, ni par un mariage avec la Princeſſe Infante, ni dans le cas d'une nouvelle élection, et n'employeront point leur influence pour déterminer le choix de la Rép. dans l'un ou l'autre cas, en faveur d'un autre Prince, hors d'un concert mutuel entre Elles.

Les ſusdites parties contractantes, fidèles à ces engagemens préalables, promettent et s'obligent à les remplir de part et d'autre, pour autant que les cas ſuppo-

ſuppoſé [illegible] points de ſtipulation énoncés ci-deſſus ſe trouveront réaliſés par les circonſtances, en ſe reſervant de ſe concerter ultérieurement ſur leur accompliſſement le plus convenable, tant entre elles, qu'avec d'autres Cours principalement intereſſées dans l'un ou l'autre des ſusdits objets. 1792

Ces articles ſéparés auront la même force et valeur que s'ils étoient inſérés dans le traité d'alliance et ſeront ratifiés en même tems que lui.

En foi de quoi Nous ſouſſignés, munis des Pleinpouvoirs de LL. MM. I. et R. avons en leur nom ſigné ces articles et y avons appoſé le cachet de nos armes.

Fait à Berlin le 7. Fevr. 1792.

REUSS. FINKENSTEIN.

SCHULENBURG.

ALVENSLEBEN.

Nous ayant lu et examiné ces articles ſeparés et les ayant trouvé conformes à nos intentions, les avons en conſéquence acceptés, approuvés, ratifiés et confirmés pour Nous et pour Nos ſucceſſeurs, comme nous les acceptons, approuvons, ratifions et confirmons par les préſentes, promettant en foi et parole de Roi d'accomplir et d'obſerver ſincerement et de bonne foi les dits articles ſans contrevenir à leur teneur en quelque ſorte et manière que ce puiſſe être.

En foi de quoi Nous avons ſigné ces préſentes de notre main et y avons fait appoſer Notre ſceau Royal.

Fait à Berlin le 19. de Fevr. de l'an de Grace 1792, et de notre Regne le 6me.

FRED. GUILLAUME.

FINKENSTEIN. SCHULENBURG.

25.

1797 Août. *Treaty of Peace and Friendship between the United-States of America and the Kingdom of Tunis.*

(Acts pass'd at the 6 Congress p. 213.)

God is infinite.

Under the auspices of the greatest, the most powerful of all the Princes of the Ottoman nation, who reign upon the earth, our most glorious and most august Emperor, who commands the two lands and the two seas, Selim Kan, the victorious, son of the Sultan Mouſtapha whose realm may God prosper until the end of ages, the support of Kings, the seal of Justice, the Emperor of Emperors.

The most illustrious and most magnificent Prince, Hamouda Pacha Bey, who commands the Odgiak of Tunis, the abode of happiness, and the most honored Ibrahim Dey, and Soliman aga of the Janissaries, and chief of the Divan, and all the elders of the Odgiak; and the most distinguished and honored President of the Congress of the United-States of America, the most distinguished among those who profess the religion of the Messiah, of whom may the end be happy.

We have concluded between us the present treaty of peace and friendship all the articles of which have been framed by the intervention of Joseph Stephen Famin, French merchant residing at Tunis, chargé d'affaires of the United-States of America; which stipulations and conditions are comprized in twenty-three articles written and expressed in such manner as to leave no doubt of their contents, and in such way as not to be contravened.

ART. I.

Peace and Friendship. There shall be a perpetual and constant peace between the United-States of America and the magnificent Pacha-Bey of Tunis; and also a permanent friendship which shall more and more increase.

ART.

ART. II. 1797

If a veſſel of war of the two nations ſhall make prize of an enemy veſſel, in which may be found effects, property and ſubjects of the two contracting parties, the whole ſhall be reſtored. The Bey ſhall reſtore the property and ſubjects of the United-States, and the latter ſhall make a reciprocal reſtoration: it bein underſtood on both ſides that the juſt right to what is claimed ſhall be proved. *Reſtoration of ſubjects and goods found in on enemy's veſſel.*

ART. III.

Merchandize belonging to any nation which may be at war with one of the contracting parties, and loaded on board of the veſſels of the other, ſhall paſs without moleſtation, and without any attempt being made to rapture or detain it. *Enemies goods on board a veſſel of the parties to be free.*

ART. IV.

On both ſides ſufficient paſsports ſhall be given to veſſels, that they may be known and treated as friendly; and conſidering the diſtance between the two countries, a term of eighteen months is given, within which term reſpect ſhall be paid to the ſaid paſsports, without requiring the congé or document (which at Tunis is called teſta) but after the ſaid term the congé ſhall be preſented. *Paſsports to be given.*

ART. V.

If the corſairs of Tunis ſhall meet at ſea with ſhips of war of the United-States, having under their eſcort merchant veſſels of their nation, they ſhall not be ſearched or moleſted; and in ſuch caſe the commanders ſhall be believed upon their word, to exempt their ſhips from being viſited and to avoid quarantaine: the american ſhips of war ſhall act in like manner towards merchant veſſels eſcorted by the corſairs of Tunis. *Commander of a convoy to be believed upon his word in order to exempt it from ſearch and quarantine.*

ART. VI.

If a Tuniſian corſair ſhall meet with an American merchant veſſel, and ſhall viſit it with her boat, ſhe ſhall not exact any thing, under pain of being ſeverely puniſhed: and in like manner if a veſſel of war of the United-States ſhall meet with a Tuniſian merchant veſſel, ſhe ſhall obſerve the ſame rule. In caſe a ſlave ſhall take refuge on board of an American veſſel of war, the conſul ſhall be required to cauſe him to be reſtored; and if any of their priſoners ſhall eſcape on board *Nothing to be exacted for viſits. Fugitive ſlaves and priſoners.*

1797 of the Tunisian vessels, they shall be [illegible], but if any slave shall take refuge in any American merchant vessel, and it shall be proved that the vessel has departed with the said slave, then he shall be returned, or his ransom shall be paid.

ART. VII.

Prize vessels purchased at Tunis how to obtain temporary passports.

An American citizen having purchased a prize-vessel from our Odgiak, may sail with our passport, which we will deliver for the term of one year; by force of which our corsairs which may meet with her shall respect her; the consul on his part shall furnish her with a bill of sale; and considering the distance of the two countries, this term shall suffice to obtain a passport in form: But after the expiration of this term, if our corsairs shall meet with her without the passport of the United States, she shall be stopped and declared good prize, as well the vessel as cargo and crew.

ART. VIII.

Hospitality to be granted to vessels entering the ports of the parties.

If a vessel of one of the contracting parties shall be obliged to enter into a port of the other, and may have need of provisions and other articles, they shall be granted to her without any difficulty, at the price-current at the place; and if such a vessel shall have suffered at sea, and shall have need of repairs, she shall be at liberty to unload, and re-load her cargo without being obliged to pay any duty; and the captain shall only be obliged to pay the wages of those whom he shall have employed in loading and unloading the merchandise.

ART. IX.

Assistance to be granted to wrecked vessels.

If by accident and by the permission of God, a vessel of one of the contracting parties shall be cast by tempest upon the coasts of the other, and shall be wrecked, or otherwise damaged, the commandant of the place shall render all possible assistance for its preservation, without allowing any person to make any opposition; and the proprietor of the effects shall pay the costs of salvage to those who may have been employed.

ART. X.

Neutrality of ports to be enforced.

In case a vessel of one of the contracting parties shall be attacked by an ennemy under the cannon of the forts of the other party, she shall be defended and protected as much as shall be permitted to pursue her

from

from th[illegible]rt, or any other neighbouring port, 1797
for forty-eight hours after her departure.

ART. XI.

Salute. When a veſſel of war of the United States of America ſhall enter the port of Tunis, and the conſul requeſt that the caſtle may ſalute her, the number of guns ſhall be fired which he may requeſt; and if the ſaid conſul does not want a ſalute, there ſhall be no queſtion about it.

But in caſe he ſhall deſire the ſalute, and the number of guns ſhall be fired which he may have requeſted, they ſhall be counted and returned by the veſſel in as many barrels of cannon powder.

The ſame ſhall be done with reſpect to the Tuniſian corſairs when they ſhall enter any port of the United States.

ART. XII.

Privileges of merchants. When citizens of the United States ſhall come within the dependencies of Tunis, to carry on commerce there, the ſame reſpect ſhall be paid to them which the merchants of other nations enjoy; and if they wiſh to eſtabliſh themſelves within our ports, no oppoſition ſhall be made thereto; and they ſhall be free to avail themſelves of ſuch interpreters as they may judge neceſſary, without any obſtruction in conformity with the uſages of other nations; and if a Tuniſian ſubject ſhall go to eſtabliſh himſelf within the dependencies of the United States, he ſhall be treated in like manner.

Tuniſian ſubject freighting an American veſſel etc. If any Tuniſian ſubject ſhall freight an American veſſel and load her with merchandize, and ſhall afterwards want to unlade or ſhip them on board of another veſſel, we will not permit him, until the matter is determined by a reference of merchants, who ſhall decide upon the caſe; and after the deciſion, the determination ſhall be conformed to.

Embargoes. No captain ſhall be detained in port againſt his conſent except when our ports are ſhut for the veſſels of all other nations, which may take place with reſpect to merchant veſſels, but not to thoſe of war.

Protection of the ſubjects. The ſubjects of the two contracting powers ſhall be under the protection of the prince and under the

1797 jurisdiction of the chief of the place where they may
Subjects of the parties. be, and no other person shall have authority over them. If the commandant of the place does not conduct himself agreeably to justice, a representation of it shall be made to us.

Government of Tunis may freight American vessel In case the government shall have need of an American merchant vessel, it shall cause it to be freighted, and then a suitable freight shall be paid to the captain agreeably to the intention of the government, and the captain shall not refuse it.

ART. XIII.

Enemy's subjects on board the vessels of the parties — in what case they shall be made slaves. If among the crews of merchant vessels of the United States, there shall be found subjects of our enemies, they shall not be made slaves, on condition that they do not exceed a third of the crew and when they do exceed a third, they shall be made slaves. The present article only concerns the sailors, and not the passengers, who shall not be in any manner molested.

ART. XIV.

Duties to be reciprocally paid. A Tunisian merchant, who may go to America with a vessel of any nation soever, loaded with merchandise which is the production of the Kingdom of Tunis, shall pay duty (small as it is) like the merchants of other nations; and the American merchant shall equally pay for the merchandise of their country, which they may bring to Tunis under their flag, the same duty as the Tunisians pay in America.

But if an American merchant, or a merchant of any other nation, shall bring American merchandise under any other flag, he shall pay six per cent duty: in like manner, if a foreign merchant shall bring the merchandise of his country under the American flag, he shall also pay six per cent.

ART. XV.

Liberty of commerce, contraband excepted. It shall be free for the citizen of the United States to carry on what commerce they please in the Kingdom of Tunis, without any opposition, and they shall be treated like the merchants of other nations; but they shall not carry on commerce in wine, nor in prohibited articles: And if any one shall be detected in a contraband trade, he shall be punished according to the

the laws of the country. The commandants of ports and castles shall take care, that the captains and sailors shall not load prohibited articles; but if this should happen, those who shall not have contributed to the smuggling shall not be molested nor searched, no more than shall the vessel and cargo: but only the offender, who shall be demanded to be punished. No captain shall be obliged to receive merchandise on board of his vessel, nor to unlade the same against his will, until the freight shall be paid. 1797

Privilege of masters of vessels.

ART. XVI.

The merchant vessels of the United States which shall cast anchor in the road of the Gouletta, or any other port of the Kingdom of Tunis, shall be obliged to pay the same anchorage for entry and departure which French vessels pay, to wit: Seventeen piasters and an half, money of Tunis, for entry, if they import merchandise; and the same for departure, if they take away a cargo; but they shall not be obliged to pay anchorage if they arrive in ballast, and depart in the same manner.

Duty of anchorage.

ART. XVII.

Each of the contracting parties shall be at liberty to establish a consul in the dependencies of the other; and if such consul does not act in conformity with the usages of the country, like others, the government of the place shall inform his government of it, to the end that he may be changed and replaced; but he shall enjoy as well for himself as his family and suite, the protection of the government: and he may import for his non use all his provisions and furniture without paying any duty; and if he shall import merchandise (which it shall be lawful for him to do) he shall pay duty for it.

Right of having a Consul, and his privileges.

ART. XVIII.

If the subjects or citizens of either of the contracting parties, being within the possessions of the other, contract debts, or enter into obligations, neither the consul nor the nation, nor any subjects or citizens thereof shall be in any manner responsible, except they or the consul have previously become bound in writing: and without this obligation in writing, they cannot be called upon for indemnity or satisfaction.

No responsibility for subjects contracting debts etc.

1797

ART. XIX.

Administration of the effects of a decedant.

In case of a citizen or subject of either of the contracting parties dying within the possessions of the other, the consul or the vekel shall take possession of his effects (if he does not leave a will) of which he shall make an inventory; and the government of the place shall have nothing to do therewith. And if there shall be no consul, the effects shall be deposited in the hands of a confidential person of the place, taking an inventory of the whole, that they may eventually be delivered to those to whom they of right belong.

ART. XX.

Consul's jurisdiction over his country-man

The consul shall be the judge in all disputes between his fellow-citizens or subjects, as also between all other persons who may be immediately under his protection; and in all cases wherein he shall require the assistance of the government where he resides to sanction his decisions, it shall be granted to him.

ART. XXI.

Punishment of personal assaults, committed by the subjects of one party upon those of the other.

If a citizen or subject of one of the parties shall kill, wound, or strike a citizen or subject of the other, justice shall be done according to the laws of the country where the offence shall be committed; the consul shall be present at the trial; but if any offender shall escape, the consul shall be in no manner responsable for it.

ART. XXII.

Trial of disputes on civil matters between them.

If a dispute or law-suit on commercial or other civil matters shall happen, the trial shall be had in the presence of the consul, or of a confidential person of his choice, who shall represent him, and endeavour to accommodate the difference which may have happened between the citizens or subjects of the two nations.

ART. XXIII.

In case of national differences, accommodation to be attempted before recourse is had to arms.

If any difference or dispute shall take place concerning the infraction of any article of the present treaty on either side, peace and good harmony shall not be interrupted, until a friendly application shall have been made for satisfaction; and resort shall not be had to arms therefor, except where such application shall have been rejected; and if war be then declared, the term of one year shall be allowed to the citizens or subjects of the contracting parties to arrange their

their af[illegible] to withdraw themſelves with their property. 1797

The agreements and terms above concluded by the two contracting parties, ſhall be punctually obſerved with the will of the moſt High: And for the maintenance and exact obſervance of the ſaid agreements, we have cauſed their contents to be here tranſcribed in the preſent month of Rebia Elul, of the Hegira one thouſand two hundred and twelve, correſponding with the month of Auguſt, of the Chriſtian year one thouſand ſeven hundred and ninety ſeven.

The Aga Soliman's Signature and (Seal)	Ibrahim Dey's Signature and (Seal)	The Bey's Signature and (Seal).

Whereas the Preſident of the United States of America by his letters patent, under his ſignature and the (Seal) ſeal of State dated the eighteenth day of December one thouſand ſeven hundred and ninety eight, veſted Richard O'Brien, William Eaton and James Leander Cathcart, or any two of them in the abſence of the third, with full powers to confer, negotiate and conclude with the Bey and Regency of Tunis, on certain alterations in the treaty between the United States and the government of Tunis, concluded by the intervention of Joſeph Etienne Famin, on behalf of the United States, in the month of Auguſt, one thouſand ſeven hundred and ninety ſeven, we, the underwritten William Eaton and James Leander Cathcart (Richard O'Brien being abſent) have concluded on and entered, in the foregoing treaty, certain alterations in the eleventh, twelfth and fourteenth articles, and do agree to ſaid treaty with ſaid alterations, reſerving the ſame nevertheleſs for the final ratification of the Preſident of the United States, by and with the advice and conſent of the Senate.

In teſtimony whereof we annex our names and the conſular ſeal of the United States. Done in Tunis, the twenty-ſixth Day of March, in the year of the Chriſtian era one thouſand ſeven hundred and ninety nine, and of American independence the twenty third.

Signed: WILLIAM EATON.
JAMES LEANDER CATHCART.

26.

1798 *Articles of a treaty between the United States of America and the Cherokee Indians.*

(*The laws of the United States.* T. IV. p. 555.)

Preamble. Whereas the treaty made and concluded on Holſton River, on the ſecond day of July, in the year one thouſand ſeven hundred and ninety-one *), between the United States of America, and the Cherokee nation of Indians, had not been carried into execution, for ſome time hereafter, by reaſon of ſome miſunderſtandings which had ariſen: *and whereas*, in order to remove ſuch miſunderſtandings, and to provide for carrying the ſaid treaty into effect, and for re-eſtabliſhing more fully the peace and friendſhip between the parties, another treaty was held, made and concluded by and between them, at Philadelphia, the twenty-ſixth day of June, in the year one thouſand ſeven hundred and ninety four **): In which, among other things, it was ſtipulated, that the boundaries mentioned in the fourth article of the ſaid treaty of Holſton, ſhould be actually aſcertained and marked in the manner preſcribed by the ſaid article, whenever the Cherokee nation ſhould have ninety days notice of the time and place at which the commiſſioners of the United States intended to commence their operation: *and whereas* further delays in carrying the ſaid fourth article in complete effect did take place, ſo that the boundaries mentioned and deſcribed therein, were not regularly aſcertained and marked, until the latter part of the year, one thouſand ſeven hundred and ninety ſeven; before which times and for want of knowing the direct courſe of the ſaid boundary, divers ſettlements were made, by divers citizens of the United States, upon the Indian lands over and beyond the boundaries ſo mentioned and deſcribed in the ſaid article

*) Je ne trouve pas que ce traité ſoit imprimé, quoique nombre d'autres traités entre les Etats-Unis d'Amérique et les Iroquois et autres peuples Indiens d'Amérique ſe trouvent dans les actes du Congrès.

**) d. mon *Recueil* T. VI. p. 326 et ſuiv.

ticle, [illegible]ary to the intention of the ſaid treaties: but which ſettlers were removed from the ſaid Indian lands, by authority of the United States, as ſoon after the boundaries had been ſo lawfully aſcertained and marked as the nature of the caſe had admitted: *and whereas*, for the purpoſe of doing juſtice to the Cherokee nation of Indians, and remedying inconveniencies ariſing to citizens of the United States from the adjuſtment of the boundary line between the lands of the Cherokees and thoſe of the United States, or the citizens thereof, or from any other cauſe in relation to the Cherokees; and in order to promote the intereſts and ſafety of the ſaid ſtates, and the citizens thereof, the Preſident of the United States, by and with the advice and conſent of the Senate thereof, hath appointed George Walton of Georgia, and the Preſident of the United States hath alſo appointed Lieutenant colonel Thomas Butler, commanding the troops of the United States, in the ſtate of Tenneſſee, to be commiſſioners for the purpoſe aforeſaid; and who, on the part of the United States, and the Cherokee nation, by the underſigning chiefs and warriors, repreſenting the ſaid nation, have agreed to the following articles, namely: 1798

ART. I.

The peace and friendſhip ſubſiſting between the United States and the Cherokee people, are hereby renewed, continued and declared perpetual. *Peace and friendſhip declared perpetual.*

ART. II.

The treaties ſubſiſting between the preſent contracting parties, are acknowledged to be of full and operating force; together with the conſtruction and uſage under their reſpective articles, and ſo to continue. *Subſiſting treaties to operate.*

ART. III.

The limits and boundaries of the Cherokee nation, as ſtipulated and marked by the exiſting treaties between the parties, ſhall be and remain the ſame, where not altered by the preſent treaty. *Limits to remain the ſame etc.*

ART. IV.

In acknowledgement for the protection of the United States, and for the conſiderations herein after expreſſed and contained, the Cherokee nation agree, and do hereby *Ceſſion of territory.*

1798 reby relinquiſh and cede to the United States all the lands within the following points and lines, viz. From a point on the Tenneſſee river, below Tellico block-houſe, called the Wild-cat Rock, in a direct line to the Militia ſpring, near the Mary-ville road leading from Tellico. From the ſaid ſpring to the Chill-howie mountain, by a line ſo to be run as will leave all the farms on Nine-mile Creek to the northward and eaſtward of it; and to be continued along Chill-howie mountain, until it ſtrikes Hawkin's line. Thence along the ſaid line to the great Iron mountain; and from the top of which a line to be continued in a ſoutheaſtwardly courſe to where the moſt ſouthwardly branch of Little river croſſes the diviſional line to Tuſkaloe river: From the place of beginning, the Wild-cat Rock, down the northeaſt margin of the Tenneſſee river (not including islands) to a point or place one mile above the junction of that river with the Clinch, and from thence by a line to be drawn in a right angle, until it interſects Hawkin's line leading from Clinch. Thence down the ſaid line to the river Clinch; thence up the ſaid river to its junction with Emmery's river; and thence up Emmery's river to the foot of Cumberland mountain. From thence a line to be drawn, northeaſtwardly, along the foot of the mountain, until it interſects with Campbell's line.

ART. V.

Commiſſioners for running the line of ceſſion.

To prevent all future miſunderſtanding about the line deſcribed in the foregoing article, two commiſſioners ſhall be appointed to ſuperintend the running and marking the ſame, where not aſcertained by the rivers, immediately after ſigning this treaty; one to be appointed by the commiſſioners of the United States, and the other by the Cherokee nation; and who ſhall cauſe three maps or charts thereof to be made out, one whereof ſhall be tranſmitted and depoſited in the war office of the United States; another with the executive of the ſtate of Tenneſſee, and the third with the Cherokee nation, which ſaid line ſhall form a part of the boundary between the United States and the Cherokee nation.

ART. VI.

Conſideration for the treaty.

In conſideration of the relinquiſhment and ceſſion hereby made, the United States upon ſigning the preſent

treaty,

treaty shall cause to be delivered to the Cherokees, goods, wares and merchandize, to the amount of five thousand dollars, and shall cause to be delivered, annually, other goods, to the amount of one thousand dollars, in addition to the annuity already provided for; and will continue the guarantee of the remainder of their country for ever, as made and contained in former treaties. 1798

ART. VII.

The Cherokee nation agree, that the Kentuckey road, running between the Cumberland mountain and the Cumberland river, where the same shall pass through the Indian land, shall be an open and free road for the use of the citizens of the United States in the like manner as the road from Southwest point to Cumberland river. In consideration of which it is hereby agreed on the part of the United States, that until settlements shall make it improper, the Cherokee hunters shall be at liberty to hunt and take game upon the lands relinquished and ceded by this treaty. *Kentucky road to be kept open.*

ART. VIII.

Due notice shall be given to the principal towns of the Cherokees, of the time proposed for delivering the annual stipends; and sufficient supplies of provisions shall be furnished, by and at the expense of the United States, to subsist such reasonable number that may be sent, or shall attend to receive them during a reasonable time. *Notice of time for delivering annuities etc.*

ART. IX.

It is mutually agreed between the parties that horses stolen and not returned within ninety days, shall be paid for at the rate of sixty dollars each; if stolen by a white man, citizen of the United States, the Indian proprietor shall be paid in cash; and if stolen by an Indian from a citizen, to be deducted as expressed in the fourth article of the treaty of Philadelphia. — This article shall have retrospect to the commencement of the first conferences at this place in the present year, and no further. And all animosities, aggressions, thefts and plunderings, prior to that day shall cease, and be no longer remembered or demanded on either side. *Horses stolen to be paid for.*

ART.

ART. X.

1798 The Cherokee nation agree, that the agent who shall be appointed to reside among them from time to time, shall have a sufficient piece of ground allotted for his temporary use.

The Cherokee agent to have a piece of ground.

And lastly, this treaty, and the several articles it contains, shall be considered as additional to, and forming a part of, treaties already subsisting between the United States and the Cherokee nation, and shall be carried into effect, on both sides, with all good faith as soon as the same shall be approved and ratified by the President of the United States and the Senate thereof.

In witness of all and every thing herein determined between the United States of Amerika and the whole Cherokee nation, the parties hereunto set their hands and seals, in the Council house, near Tellice, on Cherokee ground, and within the United States, this second day of October in the year one thousand seven hundred and ninety-eight, and in the twenty-third year of the Independence and Sovereignty of the United States.

Thos. Butler. (L. S.)
Geo. Walton. (L. S.)
Ne ne tu och, *or* Bloody Fellow. X (L. S.)
Oftaiah.
Jaunne, *or* John.
Oortlokecteh.
Chokonniftaller, *or* Stallion.
Nool-hoietah.
Kunnateetah, *or* Rifing Fawn.
Utturah, *or* Skin Worm.
Wee, lee, *or* Will.
Oolafoteh.
Tlorene.
Jonnurteekee, *or* little John.
Oonatakoteehee.
Kanowfurkee. *or* Broom.
Yonah Oolah, Bear at Home.
Tunkfalenee, *or* Thick legs.
Oorkullaukee.
Kumamah, *or* Butterfly.
Chattakuteehee.

Kanitta,

K[illegible], *or* Little Turkey. X (L. S.) 1798
Kettegiskie.
Tauquotihee, *or* the Glass.
Chuquilatague.
Salleekookoo, Olah.
Tallo tuskee.
Chellokee.
Tuskeegatee, *or* Long Fellow.
Neeka, Anneah, *or* Woman Holder.
Kulsateehee.
Keetakeuskah, *or* Prince.
Charley.
Akoch.
Sawanookeh.
Yonah Equah, *or* Big Bear.
Keenahkunnah.
Ka, wee, soola, skee.
Teekakalohenah.
Ookouseteeh, *or* John Taylor.
Chochu Chee.

Witnesses.

Elisha I. Hall. *Sec. of the commission.* (L. S.)
Silas Dinsmoor I. *agent to the Cherokees.* (L. S.)
John IV. Hooker U. S. *Factor.* (L. S.)
Ed. Butler, *Capt. commanding at Tellico.* (L. S.)
Robt. Purdy, *Lieut. 4th. U. S. Regt.* (L. S.)
Ludwell Grymes. (L. S.)
Ino M'Donald. (L. S.)
Daniel Ross. (L. S.)
Mattw. Wallace, *Esquire.* (L. S.)
Saml. Hanly. (L. S.)
Michael M'Kinsey. (L. S.)
Chr. Hicks, *interpreter.* (L. S.)
James Cazey, *interpreter.* (L. S.)
John Thompson. (L. S.)

27.

1799 Treaty for ſtrengthening the Alliance and
22 *Juin.* Friendſhip ſubſiſting between the Engliſh Eaſt-India Company Behauder, his Highneſs the Nabob Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder, and the Paiſhwah Row Pundit Purdhan Behauder, and for effecting a ſettlement of the Dominions of the late Tippoo Sultaun.

(BEATSON *account of the war in Myſore appendix.* p. CXL.)

Whereas the deceaſed Tippoo Sultaun, unprovoked by any act of aggreſſion on the part of the allies, entered into an offenſive and defenſive alliance with the French, and admitted a French force into his army, for the purpoſe of commencing war againſt the Honourable Engliſh Company Behauder, and its allies, Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder, and the Paiswah Row Pundit Purdhan Behauder; and the ſaid Tippoo Sultaun having attempted to evade the juſt demands of ſatisfaction and ſecurity made by the Honourable Engliſh Company Behauder and its allies, of their defence and protection againſt the joint deſigns of the ſaid Sultoun, and of the French, the allied armies of the Honourable Engliſh Company and of his Highneſs Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder, proceeded to hoſtilities, in vindication of their reights, and for the preſervation of their reſpective dominions from the perils of foreign invaſion and from the ravages of a cruel and relentleſs enemy.

And whereas it has pleaſed Almighty God to proſper the juſt cauſe of the ſaid allies, the Honourable Engliſh Company Behauder and his Highneſs Nizam and Dowlah Aſoph Jah Behauder, with a continued courſe of victory and ſucceſs, and finally to crown their arms, by the reduction of the capital of Myſore, the fall of Tippoo Sultaun, the utter extinction of his power, and the unconditional ſubmiſſion of his people; and whereas the ſaid allies, being

27.

Traité de partage de l'empire de Myſore ou traité pour raffermir l'alliance et l'amitié ſubſiſtant entre la Compagnie Anglaiſe des Indes Orientales ſa hauteſſe le Nabob Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder et le Paishwah Row Pundit Purdhan Behauder, et pour régler le ſort des poſſeſſions de feu Tippoo Sultaun; ſigné le 22 Juin 1799. 1799 22 Juin.

(Traduction privée.)

Comme le defunt Tippoo Sultaun, ſans avoir été provoqué par aucun acte d'agreſſion de la part des alliés, eſt entré dans une alliance offenſive et defenſive avec les François, et qu'il a reçu des troupes françaiſes dans ſon armée, afin de commencer une guerre contre la Compagnie Anglaiſe et ſes alliés le Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder et le Paiſhwah Row Pundit Purdhan Behauder, et que le dit Tippoo Sultaun a taché de ſe ſouſtraire aux juſtes demandes de ſatisfaction et de ſureté, faites par l'honorable Compagnie Anglaiſe et ſes alliés, unis pour leur defenſe et protection contre les deſſeins concertés du dit Sultaun et des français, les armées alliées de l'honorable Compagnie Anglaiſe et de ſa Hauteſſe le Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder en ſont venues à des hoſtilités pour la defenſe de leurs droits et pour la garantie de leurs poſſeſſions reſpectives contre les dangers d'invaſion étrangère, et contre les ravages d'un ennemi cruel et impitoyable.

Et comme il a plu au Tout Puiſſant de favoriſer la cauſe des dits alliés, l'honorable Compagnie Anglaiſe et ſa Hauteſſe le Nizam ud Dowlah Aſoph Jah par une ſerie continuelle de victoires et de progrès, et finalement de couronner le ſuccès de leurs armes par la reduction de la capitale de Myſore, par la chute de Tippoo Sultaun, l'extinction totale de ſon pouvoir et la ſoumiſſion abſolue de ſon peuple; et comme les dits alliés,

1799 *being diſpoſed to exerciſe the right of conqueſt with the ſame moderation and forbearance which they have obſerved from the commencement to the concluſion of the late ſucceſsful war, reſolved to uſe the power which it hath pleaſed Almighty God to place in their hands for the purpoſe of obtaining reaſonable compenſation for the expenſes of the war, and eſtabliſhing permanent ſecurity, and genuine tranquillity, for themſelves and their ſubjects, as well as for all the powers contiguous to their reſpective dominions: wherefore a treaty, for the adjuſtment of the territories of the late Tippo Sultaun, between the Engliſh Eaſt India Company Behauder and his Highneſs the Nabob Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder, is now concluded by Lieutenant-General George Harris, Commander in Chief of the forces of his Britannic Majeſty and of the Engliſh Eaſt India Company Behauder in the Carnatic and the coaſt of Malabar, the Honourable Colonel Arthur Wellesley, the Honourable Henry Welleſley, Lieutenant-colonel William Kirkpatrick, and Lieutenant-colonel Barry Cloſe, on the part and in the name of the Right Honourable Richard Earl of Mornington, K. P. Governor-General for all affairs, civil or military, of the Britiſh nation in India; and by the Nabob Meer Allum Behauder, on the part and in the name of his Highneſs the Nabob Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder, according to the under-mentioned articles, which by the bleſſing of God ſhall be binding on the heirs and ſucceſſors of the contracting parties, as long as the ſun and moon ſhall endure, and of which the conditions ſhall be reciprocally obſerved by the ſaid contracting parties.*

ART. I.

It being reaſonable and juſt that the allies, by this treaty, ſhould accompliſh the original objects of war (viz. a due indemnification for the expenſes incurred in their own defence, and effectual ſecurity for their reſpective poſſeſſions againſt the future deſigns of their enemies), it is ſtipulated and agreed, that the diſtricts ſpecified in ſchedule A. hereunto annexed, together with the heads of all the paſſes leading from the territory of the late Tippoo Sultaun to any part of the poſſeſſions of the Engliſh Eaſt India Company Behauder, of its allies or tributaries, ſituated below the Ghauts on either coaſt, and all forts ſituated near to and commanding the ſaid paſſes, ſhall

be

étant diſpoſés d'uſer du droit de conquête avec la même modération et menagement qu'ils ont obſervé depuis le commencement jusqu'à la fin de la derniere guerre heureuſe, ont reſolu de ſe ſervir du pouvoir que Dieu a jugé à propos de mettre entre leurs mains, à la fin d'obtenir une compenſation raiſonnable pour les fraix de la guerre, et d'établir une ſureté permanente et une tranquilité effective pour eux même et pour leurs ſujets, comme auſſi pour toutes les puiſſances voiſines de leurs états reſpectifs, à la quelle fin un traité pour la diſtribution des poſſeſſions du defunt Tippo Sultaun entre la Compagnie Anglaiſe des Indes Orientales et ſa Hauteſſe le Nabob Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder eſt actuellement conclu par le Lieutenant Général George Harris, Commandant en Chef des forces de S. M. Britannique et de la Compagnie Anglaiſe des Indes Orientales dans le Carnatic et ſur les côtes du Malabar, l'honorable Colonel Arthur Wellesley, l'honorable Henry Wellesley, le Lieutenant-Colonel William Kirkpatrick et le Lieutenant-Colonel Barry Cloſe de la part et au nom du très honorable Richard Comte de Mornington K. P. Gouverneur Général pour toutes les affaires civiles ou militaires de la Nation Britannique aux Indes, et par le Nabob Meer Allum Behauder de la part et au nom de ſa Hauteſſe le Nabob Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder, en conformité des articles ci-deſſous, leſquels à l'aide de Dieu ſeront obligatoires pour les héritiers et ſucceſſeurs des parties contractantes auſſi [illegible]tems que luiront le ſoleil et la Lune, et dont les [illegible]ions ſeront réciproquement obſervées par les dites [illegible]s contractantes. 1799

ART. I.

Diſtricts qui tomberont en partage à la Comp. Angl. des Ind. Or.

Comme il eſt juſte et raiſonnable que les alliés atteignent par ce traité les objets primitifs de la guerre (ſavoir une indemniſation convenable pour les fraix qu'ils ont faits pour leur propre defenſe, et une ſureté effective pour leurs poſſeſſions reſpectives contre les deſſeins futurs de leurs ennemis, il eſt ſtipulé et convenu que les diſtricts ſpécifiés dans la liſte A. annexée ci-bas, enſemble avec les têtes de tous les paſſages qui conduiſent du territoire du defunt Tippoo Sultaun vers une partie quelconque des poſſeſſions de la Compagnie Anglaiſe des Indes Orientales ou de ſes alliés ou tributaires ſitués au deſſus des Ghauts ſur l'une ou l'autre

1799 *be ſubjected to the authority, and be for ever incorporated with, the dominions of the Engliſh Eaſt India Company Behauder, the ſaid Company Behauder engaging to provide effectually, out of the revenues of the ſaid diſtricts, for the ſuitable maintenance of the whole of the families of the late Hyder Ally Khan, and of the late Tippoo Sultaun, and to apply to this purpoſe, with the reſervation herein after ſtated, an annual ſum of not leſs than two laks of ſtar pagodas, making the company's ſhare as follows:*

Eſtimated value of diſtrict enumerated in the ſchedule A. according to the ſtatement of Tippoo Sultaun in 1792.

Canteria pagodas	7,77,170
Deduct proviſion for the families of Hyder Ally Khan and Tippoo Sultaun two lacks of ſtar pagodas, in Canteria pagodas	2,40,000
Remains to the Eaſt India Company	5,37,170

Art. II.

For the ſame reaſon ſtated in the preceding article, the diſtricts ſpecified in the ſchedule B. annexed hereunto, ſhall be ſubject to the authority, and for ever united with the dominions of the Nabob Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder, the ſaid Nabob having engaged to provide liberally, from the revenues of the ſaid diſtricts, for the ſupport of Meer Kummer ud Deen Behauder, and of his family and relations, and to grant him for that purpoſe a perſonal jaghire in the diſtrict of Gurrumconda equal to the annual ſum of rupees 2,10,000, or Canteria pagodas 70,000, over and above, and excluſive of the jaghire, which the ſaid Nabob has alſo agreed to grant to the ſaid Meer Kummer ud Deen Khan, for the payment and maintenance of a proportionate number of troops to be employed in the ſervice of his ſaid highneſs, making the ſhare of his highneſs as follows:

Eſtimated value of the territory ſpecified in ſchedule B. according to the ſtatement of Tippoo Sultaun in 1792	6,07,332
Deduct perſonal jaghire to Meer Kummer ud Deen Khan, rupees 2,10,000 or Canteria pagodas	70,000
Remains to the Nabob Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder	5,37,332

côte, et tous les forts ſitués près des dits paſſages, ou qui les dominent, ſeront aſſujettis à l'autorité, et ſeront incorporés à perpetuité aux domaines de la Compagnie Angloiſe des Indes Orientales, la dite Compagnie s'engageant à pourvoir effectivement par les revenus desdits diſtricts à l'entretien convenable de toute la famille de feu Hyder Ally Khan et du defunt Tippoo Sultaun, et d'employer à cette fin, avec la reſervation, ci-après exprimée, une ſomme annuelle de non moins que deux lacs de pagodes étoilées; de ſorte que le lot de la Compagnie ſe trouve établi comme ſuit. 1799

Evaluation des diſtricts deſignés dans la liſte A. conformément à l'état de Tippoo Sultaun de l'an 1792.

Pagodes de Canterie - - -	7,77,170
Deduction de l'entretien des familles de Hyder Ally Khan et Tippoo Sultaun deux lacks de Pagodes étoilées, feſant en Pagodes de Canterie	2,40,000
Reſte à la Compagnie des Indes Orientales	5,37,170

ART. II.

Diſtricts qui tomberont en partage au Nizam.

Par le même motif expoſé dans l'article précédent, les diſtricts ſpecifiés dans la liſte B, annexée ci-bas ſeront ſujets à l'autorité et réunis à perpetuité aux domaines du Nabob Nizam ul Dowlah Aſoph Jah Behauder, le dit Nabob s'étant engagé de pourvoir libéralement des revenus des dits diſtricts à l'entretien de Meer Kummer ud Deen Behauder et de ſes famille et parens, et de lui accorder à cette fin un revenu pour ſa perſonne [illegible] le diſtrict de Gurrumcondah équivalent à la ſomme [illegible]e de 2,10,000 rupies ou 70,000 pagodes de Canterie pour le tout, et excluſivement de la penſion que [illegible] Nabob doit aſſigner comme il eſt convenu au dit [illegible]r Kummer ud Deen Khan pour la ſolde et l'entretien [illegible] nombre proportionné de troupes à employer au ſervice de ſa dite Hauteſſe; de ſorte que le lot de ſa Hauteſſe ſe trouve établi comme ſuit:

Evaluation du territoire ſpécifié dans la liſte B. conformément à l'état de Tippoo Sultaun de l'an 1792 - - -	6,07,332
Deduction faite de la penſion perſonelle pour Meer Kummer ul Deen Khan, roupies 2,10,000 [illegible]en pagodes de Canterie - -	70,000
Reſte au Nabob Nizam ul Dowlah Aſoph Jah [illegible]ehauder - - -	5,37,332

1799

ART. III.

It being further expedient, for the preſervation of peace and tranquillity, and for the general ſecurity on the foundations now eſtabliſhed by the contracting parties, that the fortreſs of Seringapatam ſhould be ſubjected to the ſaid Company Behauder, it is ſtipulated and agreed that the ſaid fortreſs, and the iſland on which it is ſituated (including the ſmall tract of land, or iſland, lying to the weſtard of the main iſland, and bounded on the weſt by a nullah called the Myſore Nullah, which falls into the Cavery, near Chungal Ghaut) ſhall become part of the dominions of the ſaid Company, in full right and ſovereignty for ever.

ART. IV.

A ſeparate government ſhall be eſtabliſhed in Myſore; and for this purpoſe it is ſtipulated and agreed, that Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver Behauder, a deſcendant of the ancient Rajahs of Myſore, ſhall poſſeſs the territory hereinafter-deſcribed, upon the conditions hereinafter mentioned.

ART. V.

The contracting powers mutually and ſeverally agree, that the diſtricts ſpecified in ſchedule C. hereunto annexed, ſhall be ceded to the ſaid Maha Rajah Myſore, upon the conditions hereinafter mentioned.

ART. VI.

The Engliſh Eaſt India Company Behauder [illegible] be at liberty to make ſuch deduction, from time to [illegible] from the ſums allotted by the firſt article of the pr[illegible] treaty, for the maintenance of the family of Hyder A[illegible] Khan and Tippoo Sultaun, as may be proper; in conſequence of the deceaſe of any member of the ſaid families, and in the event of any hoſtile attempt, on the part of the ſaid family, from any member of it, againſt the authority of the contracting parties, or againſt the peace of their reſpective dominions, or the territory of the Rajah of Myſore, then the ſaid Engliſh Eaſt India Company Behauder ſhall be at liberty to limit, or ſuſpend entirely the payment of the whole, or any part of the ſtipend, herein before ſtipulated to be applied to the maintenance and ſupport of the ſaid families.

ART.

ART. III. 1799

Comme de plus il eſt convenable pour le maintien de la paix et de la tranquilité, et pour la ſureté générale ſur les baſes actuellement établies par les parties contractantes, que la fortereſſe de Seringapatam ſoit fujette à la dite Compagnie, il eſt ſtipulé et convenu que la dite fortereſſe et l'île ſur la quelle elle eſt ſituée (y compris le petit diſtrict de terrein ou île à l'oueſt de la même île, et borné à l'oueſt par un nullah *[rivière?]* appellé Nullah de Myſore qui tombe dans le Cavery près du havre de Chungal) ſera partie des poſſeſſions de la dite Compagnie à jamais en plein droit et ſouveraineté. *Seringapatam.*

ART. IV.

Il ſera établi un gouvernement ſéparé à Myſore; et à cette fin il eſt ſtipulé et convenu que Maha Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver *) Behauder deſcendant des anciens Rajahs de Myſore poſſédera le territoire deſigné ci-après, ſous les conditions ci-après exprimées. *Myſore cède à Oodiaver.*

ART. V.

Les puiſſances contractantes conviennent conjointement et ſéparément que les diſtricts ſpecifiés dans la liſte C. ci-bas ſeront cédés au dit Maha Rajah Myſore ſous les conditions ci-après exprimées. *Ses limites.*

ART. VI.

La Compagnie Anglaiſe des Indes Orientales aura la liberté de faire de tems en tems telle deduction des ſommes aſſignées par le premier article du preſent traité pour l'entretien de la famille de Hyder Ally Khan et Tippoo Sultaun, qu'il ſera convenable à raiſon de la mort de quelqu'un des membres des dites familles; et dans le cas de quelque tentative hoſtile de la part d'un de leurs membres contre l'autorité des parties contractantes, ou contre la paix de leurs poſſeſſions reſpectives, ou contre le territoire du Rajah de Myſore, la dite Compagnie des Indes Orientales ſera en droit de limiter ou de ſuſpendre entièrement le payement du tout ou d'une partie de la penſion ciderſſus ſtipulée pour devoir être employée à l'entretien et à la nourriture des dites familles. *Entretien de la famille de Hyder Ally.*

*) C'était alors un enfant de 5 ans qu'on prétendit être le deſcendant de Kisna Raije Warrier chef legitime de Myſore, mais privé du throne par les uſurpations de Hyder Ally.

1799

ART. VII.

His Highneſs the Paiſhwah Row Pundit Purdhan Behauder, ſhall be invited to accede to the preſent treaty; and although the ſaid Paiſhwah Row Pundit Purdhan Behauder, has neither participated in the expenſe or danger of the late war, and therefore is not entitled to ſhare any part of the acquiſitions made by the contracting parties, (namely, the Engliſh East India Company Behauder, and his Highneſs the Nabob Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder) yet for the maintenance of the relations of friendſhip and alliance between the ſaid Paiſhwah Row Pundit Purdhan Behauder, the Engliſh East India Company Behauder, his Highneſs the Nabob Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder, and Maha Rajah Myſore Kiſhna Rajah Behauder, it is ſtipulated and agreed, that certain diſtricts, ſpecified in ſchedule D. hereunto annexed, ſhall be reſerved for the purpoſe of being eventually ceded to the ſaid Paiſhwah Row Pundit Purdhan Behauder in full right and ſovereignty; in the ſame manner as if he had been a contracting party to this treaty; provided, however, that the ſaid Paiſhwah Row Pundit Purdhan Behauder ſhall accede to the preſent treaty, in its full extent, within one month from the day on which it ſhall be formally communicated to him by the contracting parties; and provided alſo, that he ſhall give ſatisfaction to the Engliſh East India Company Behauder, and to his Highneſs the Nabob Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder, with regard to certain points now depending between him the ſaid Paiſhwah Row Pundit Purdhan Behauder, and the ſaid Nabob Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder, and alſo with regard to ſuch points as ſhall be repreſented to the ſaid Paiſhwah on the part of the Engliſh East India Company Behauder by the Governor-General, or the Engliſh Reſident at the Court of Poonah.

ART. VIII.

If, contrary to the amicable expectation of the contracting parties, the ſaid Paiſhwah Row Pundit Purdhan Behauder ſhall refuſe to accede to this treaty, or to give ſatisfaction upon the points to which the ſeventh article refers, them the right to any ſovereignty of the ſeveral diſtricts herein-before reſerved for eventual ceſſion to the Paiſhwah Row Pundit Purdhan Behauder, ſhall veſt jointly in the ſaid Engliſh East India Company Behauder

ART. VII. 1799

* Sa Hauteſſe le Paiſhwah Row Pundit Purdhan Behauder ſera invitée d'acceder au preſent traité; et bien que le dit Paiſhwah Row Pundit Purdhan n'a point pris part ni aux fraix ni aux dangers de la dernière guerre, et que par conſéquent elle n'eſt pas autoriſée de demander quelque part des acquiſitions faites par les parties contractantes (ſavoir la Comp. Anglaiſe des Indes Orientales et ſa Hauteſſe le Nabob Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder) cependant, pour le maintien des liens d'amitié et d'alliance entre le dit Paiſhwah Row Pundit Purdhan Behauder, la Compagnie Anglaiſe des Indes Orientales, ſa Hauteſſe le Nabob Nizam ul Dowlah Aſoph Jah Behauder et Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Behauder, il eſt ſtipulé et convenu que de certains diſtricts ſpécifiés dans la liſte D. ci-deſſous annexée ſeront reſervés à l'effet d'être éventuellement cédés au dit Paiſhwah Row Pundit Purdhan Behauder en plein droit et ſouveraineté, de la même manière comme s'il avait été partie contractante du preſent traité, pourvu cependant que le dit Paiſhwah Row Pundit Purdhan Behauder accede au preſent traité dans toute ſon étendue dans l'eſpace d'un mois à compter du jour où il lui ſera formellement communiqué par les parties contractantes; et de même ſous condition qu'il donnera ſatisfaction à la Comp. Anglaiſe des Indes Orientales et à ſa Hauteſſe le Nabob Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder par rapport à certains points actuellement en [illegible]e entre lui, le dit Paiſhwah Row Pundit Purdhan [illegible]der et le dit Nabob Nizam ud Dowlah Aſoph Jah [illegible]der; et de même par rapport aux points qui ſeront [illegible]ſentés au dit Paiſhwah de la part de la Comp. [illegible]glaiſe des Indes Orientales par le Gouverneur Général ou par le reſident Anglais à la Cour de Poonah.

Part cedée au Paiſhwah.

ART. VIII.

Si contre l'attente amiable des parties contractantes le dit Paiſhwah Row Pundit Purdhan Behauder ſe refuſeroit d'accéder à ce traité, ou de donner ſatisfaction touchant les points auxquels ſe rapporte le VIIeme article, alors le droit de ſouveraineté quelconque ſur les [illegible]ens diſtricts ci-deſſus reſervés à la ceſſion éven[illegible]le au Paiſhwah Row Pundit Purdhan Behauder, reſtera [illegible] dite Compagnie Anglaiſe des Indes Orientales et

Si le Paiſhwah n'accède pas.

1799 *and the ſaid Nabob Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder, who will either exchange them with the Rajah of Myſore for other diſtricts of equal value more contiguous to their reſpective territories, or otherwiſe arrange and ſettle reſpecting them, as they ſhall judge proper.*

ART. IX.

It being expedient, for the effectual eſtabliſhment of Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah in the Government of Myſore, that his Highneſs ſhould be aſſiſted with a ſuitable ſubſidiary force, it is ſtipulated and agreed, that the whole of the ſaid force ſhall be furniſhed by the Engliſh Eaſt India Company Behauder, according to the terms of a ſeparate treaty to be immediately concluded between the ſaid Engliſh Eaſt India Company Behauder and his Highneſs the Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver Behauder.

ART. X.

This treaty, conſiſting of ten articles, being ſettled and concluded, this day, the 22d of June, 1799, (correſponding with the 17th of Mohurrum, 1214 anno Higeree) by Lieutenant-General Harris, the Honourable Colonel Arthur Welleſley, the Honourable Henry Welleſley, Lieutenant-colonel William Kirkpatrick, and Lieutenant-colonel Barry Cloſe, on the part and in the name of the Right Honourable Richard, Earl of Morrington, Governor-General aforeſaid, and by Meer Allum Behauder on the part, and in the name of his Highneſs the N[awab] Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder, the ſaid [Lieu]tenant-General Harris, the Honourable Colonel A[rthur] Welleſley, the Honourable Henry Welleſley, Lieuten[ant-] colonel William Kirkpatrick, and Lieutenant-colon[el] Barry Cloſe, have delivered to Meer Allum Behauder one copy of the ſame, ſigned and ſealed by themſelves: and Meer Allum Behauder has delivered to Lieutenant-General George Harris, the Honourable Colonel Arthur Welleſley, the Honourable Henry Welleſley, Lieutenant-colonel William Kirkpatrick, and Lieutenant-colonel Barry Cloſe, another copy of the ſame, ſigned and ſealed by himſelf; and Lieutenant-General George Harris, the Honourable Colonel Arthur Welleſley, the Honou[rable] Henry Welleſley, Lieutenant-colonel William Kirkpat[rick], and Lieutenant-colonel Barry Cloſe, and Meer All[um] Beha[uder]

au dit Nabob Nizam ud Dowlah Asoph Jah Behauder, qui les échangeront avec le Rajah de Mysore contre d'autres districts de même valeur, et plus attenants à leurs territoires respectifs, ou s'arrangeront d'autre manière par rapport à ces districts comme ils le jugeront à propos. 1799

ART. IX.

Secours militaire à fournir par les Anglais à Mysore.

Comme il est convenable pour l'établissement solide de Maha Rajah Mysore Kistna Rajah dans le gouvernement de Mysore, que sa Hautesse soit assistée par une force subsidiaire considérable, il est stipulé et convenu que toute cette force sera fournie par la Compagnie Anglaise des Indes Orientales en conformité d'un traité séparé qui sera immédiatement conclu entre la dite Compagnie Anglaise des Indes Orientales et sa Hautesse le Maha Rajah Mysore Kistna Rajah Oodiaver Behauder *).

ART. X.

Ratification.

Ce traité consistant en dix articles étant arrangé et conclu ce jour 22 Juin 1799 (repondant au 17 Mohurrum année 1214 de l'Hegire) par le Lieutenant-Général Harris, l'honorable Colonel Arthur Wellesley, l'honorable Henry Wellesley, le Lieutenant-Colonel Guillaume Kirkpatrik et le Lieutenant-Colonel Barry Close de la part et au nom du très-honorable Richard Comte de Morrington, Gouverneur Général sus-dit, et par Meer Allum Behauder de la part et au nom de sa Hautesse le Nabob Nizam ud Dowlah Asoph Jah Behauder, le dit [illegible]tenant-Général Harris, l'honorable Colonel Arthur [illegible]esley, l'honorable Henry Wellesley, le Lieutenant-[illegible]nel Guillaume Kirkpatrik et le Lieutenant-Colonel [illegible]ry Close, aiant delivré à Meer Allum Behauder une copie de celui-ci signé et scellé par eux: et Meer Allum Behauder a delivré au Lieutenant-Général George Harris, au honorable Colonel Arthur Wellesley, au honorable Henry Wellesley au Lieutenant-Colonel Guillaume Kirkpatrik et au Lieutenant-Colonel Barry Close une autre copie du même signé et scellé par lui même; et le Lieutenant-Général George Harris, l'honorable Colonel Arthur Wellesley, l'honorable Henry Wellesley, le Lieutenant-Colonel Guillaume Kirkpatrick et le Lieutenant Colonel Barry Close et Meer Allum Behauder, engagent séparément et conjointement, que le dit traité sera

*) Voyés le traité ci-après n. 28.

1799 *Behauder, ſeverally and mutually engage, that the ſaid treaty ſhall be reſpectively ratified by the Right Honourable the Governor-General, under his ſeal and ſignature, within eight days from the date hereof, and by his Highneſs the Nabob Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder, within twenty-five days from the date hereof.*

(L. S.) MEER ALLUM, *witneſſed by order of the Commiſſioners.*

Signed: J. MALCOLM, *Secetary.*

Separate Articles of the Treaty between the Company and the Nizam.

ART. I.

With a view to the prevention of future altercations, it is agreed between his Highneſs the Nabob Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder and the Honourable Engliſh Eaſt India Company Behauder, that to whatever amount the ſtipends appropriated to the maintenance of the ſons, relatives, and dependants of the late Hyder Ally Khan and Tippoo Sultaun, or the perſonal jaghire of Meer Kummer ud Deen Khan ſhall hereafter be diminiſhed, in conſequence of any of the ſtipulations of the treaty of Myſore, the contracting parties ſhall not be accountable to each other on this head.

ART. II.

And it is further agreed between the contracting parties, that in the event provided for in the eighth article of the treaty of Myſore, two-thirds of the ſhare reſerved for Row Pundit Purdhan Behauder ſhall fall to his Highneſs the Nabob Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder, and the remaining third to the Honourable Engliſh Eaſt India Company Behauder.

Sche

ſera reſpectivement ratifié par le très-honorable Gouverneur Général ſous ſon ſçeau et ſignature dans l'eſpace de huit jours à compter de ce jour et par ſa Hauteſſe le Nabob Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder dans l'eſpace de 25 jours à compter de ce jour. 1799

(L. S.) MEER ALLUM, *atteſté par ordre des commiſſaires.*

Signé: J. MALCOLM, *Secrétaire.*

Articles ſéparés du traité entre la Compagnie et le Nizam.

ART. I.

Dans la vue de prevenir des diſputes futures, il eſt convenu entre ſa Hauteſſe le Nabob Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder et l'honorable Compagnie des Indes Orientales, qu'à quelque ſomme que les penſions aſſignées pour l'entretien des fils, parens et ſuite du defunt Hyder Ally Khan et Tippoo Sultaun, ou le revenu perſonnel de Meer Kummer ud Deen Khan ſeront diminués dans la ſuite, en conſequence de quelqu'une des ſtipulations du traité de Myſore, les parties contractantes ne ſeront pas reſponſables l'une à l'autre de ce chef. *Clauſe ajoutée à l'art. VI.*

ART. II.

Et il eſt convenu de plus entre les parties contractantes que dans le cas, au quel il a été prévu par l'article VIII. du traité de Myſore, deux tiers de la part reſervée à Row Pundit Purdhan Behauder tomberont en partage à ſa Hauteſſe le Nabob Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder et l'autre tiers à l'honorable Compagnie Anglaiſe des Indes Orientales. *Clauſe ajoutée à l'art. VIII.*

(Suivent les liſtes cottées A. B. C. qui n'ont pas paru exiger une traduction.)

1799

Schedule A.

1. The Company's ſhare.

The following diſtricts from Nuggur or Bednore:

	Cant.	Pagodas	Fanams
Korial (Mangalore)			
Bedul and Neleſeram		1,33,662.	7¼
Karcul		11,393.	2¼
Barkoo		48,389.	8½
Khooſaulpore		26,361.	7½
Bulkull		9,177.	0¼
Garſopa		9,192.	0½
Hunawur (Onore)		17,842.	9½
Mirjaun		8,953.	4¼
Ancola, Punchmahl and Shedaſheoghur (or Soonda Payen Ghaut)		28,332.	2
Bilghuy		18,929.	4¼
Coimbatore		80,000.	0
Danaigincottah		35,000.	0
Chevor		27,000.	0
Chinjerry		27,000.	0
Darapoor Chuckergary		64,000.	0
Settimungalum		30,000.	0
Undoor		8,000.	0
Peroondora		14,000.	0
Vizimungul or Aravacoorchy		20,000.	0
Erroade		20,000.	0
Caroor		41,000.	0
Coodgully		15,000.	0
Caverypporam		4,000.	0
		3,85,000.	0

Wynaad (from Amudnagur Chickloor) from Talooks belonging to Seringapatam.

Punganoor		15,000.	0
Sutticul			
Alumbaddy		15,200.	0
Koodahally			
Ouſſore		18,096.	0
Decani Cottah and Ruttuugherry		14,000.	0
Carried forward		62,296.	0

Vent

	Cant. Pagodas	Fanams.	1799
Brought forward	62,296.	0	
Vencatigericottah	6,000.	0	
Ankusgeery and Sooligeery	4,000.	0	
Banglore	3,000.	0	
Talamulla and Talwaddy, half Taiooks of Hurdaluelly	5,000.	0	
	80,296.	0	
Total	7,77,170.	6¾	
Deduct proviſion for the maintenance of the families of Hyder Alli Khan and of Tippoo Sultaun, Star Pagodas 2,00,000 or Canterai Pagodas	2,40,000.	0	
Remains to the Company — Cant. Pagodas	5,37,170.	6¾	

Schedule. B.

2. The Nizam's ſhare.

Gooty.

Fuze Huzzoor Kubal	15,568.	1
Kona Koomlah	7,500.	0
Pamri	11,000.	0
Wunjur Kurroor	8,998.	1
Turſutty Muracherroo	5,902.	0
Beem Rapah	4,800.	0
Muttoor	2,700.	0
Pravallie Mumuimong	9,426.	3
Chunumpilly	8,951.	8
Mulkairva Kotoo	22,251.	8¾
Kurtooni	8,800.	0
Yarky	22,673.	1
Pennacoonda	60,000.	0
Munug Seera	8,000.	0
Huddynaadpoor	16,000.	0
Koorgoor, remainder of	11,629.	0
Chindgoondy, ditto of	10,000.	0
Carried forward	2,34,200.	1¾

Of

1799

	Cant. Pagodas	Fanams.
Brought forward	2,34,200.	1¾
Of Gurrumcondah.		
All the diſtricts not added in 1792	1,85,810.	0
Puttungeery, from Seringapatam	10,000.	0
Rydroog (6 Talooks)	1,02,856.	0
Kunnool Peſhouſh	66,666.	0
From Chittledroog.		
Jerymullah (1 Talook)	7,800.	0
Total	6,07,332.	1¾
Deduct for a perſonal jaghire to Cumeer ud Deen Khan and relations	70,000.	0
Remains to the Nizam Cant. Pagodas	5,37,332.	1¾

Schedule C.

Diſtrict ceded to Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver Behauder.

Talooks belonging to Seringapatam.

Pattum Attacran	11,000.	00
Myſore Attacran or Rechmut.		
Nuzzur	11,500.	00
Nuzzur Bar	14,000.	00
Hardunhelly	15,000.	00
Periapatam	6,200.	00
Muddoor	13,200.	00
Hetghur Deivan Cottah	8,000.	00
Betudapoor	7,000.	00
Tyour	8,000.	00
Telandoor	10,000.	00
Mallivelly Gullinabad	9,000.	00
Tulkar Sofilah	8,100.	00
Nurzipore	10,200.	00
Teſtonah	7,200.	00
Bailoor	15,700.	00
Aſtrulgoor	4,300.	00
Chenapatam	12,100.	00
Bullum Mungirabad	10,000.	00
Huſſin	7,900.	00
Honavelly	9,400.	0
Carried forward	195,800.	0

Na

	Cant. Pagodas Fanams.	1799
Brought forward	195,800. 00	
Nagmungul	4,700. 00	
Bellore	3,100. 00	
Mahorage Droog	10,000. 00	
Gram	3,500. 00	
Ramgherry	7,400. 00	
Turkanemb	7,400. 00	
Ahmud Nuggur Chickloor	10,000. 00	
Kurp	12,000. 00	
Toory Khaira	9,000. 00	
Coonydghul	5,008. 90	
Hoolyoor droog	4,000. 00	
Kirkairy	4,065. 00	
Channyputtun	9,138. 00	
Noogairly	3,000. 00	
Mairlabah or Kiſhmagheſſoor	6,100. 00	
Sucknyputtun	6,200. 00	
Banorawar, Gurradungilly, Harruuhilly	10,000. 00	
Boodihall	7,000. 00	
Nidgul	6,000. 00	
Posgur	10,000. 00	
Hagulwary	12,000. 00	
Goomairpollam	12,000. 00	
Bangalore	55,000. 00	
Maugry	8,400. 00	
Mudgherry	36,000. 00	
Coorghurry	4,000. 00	
	4,64,811. 90	
Chankanelly	8,900. 00	
Nalwungle and Dooribilla	16,000. 00	
Anikul	10,300. 00	
Byroodroog	4,000. 00	
Hyboor	7,000. 00	
Dewanhully	20,045. 00	
Dodadroog	5,000. 00	
Chnroydroog	8,000. 00	
Coomkoor and Deoroy	18,000. 00	
Nidgegul and Maclydroog	16,000. 00	
Kunkaeera and Chellnaigelly	16,000. 00	
Carried forward	129,245. 00	

1799

	Cant.	Pagodas	Fanams.
Brought forward		129,245.	00
Chota Balapoor		80,000.	00
Colar		89,000.	00
Jungum Cottah		13,000.	00
Chuckmogalam		8,134.	40
Kudoor		7,129.	74
	2,04,263.	14	
Sera, remainder of			
Sera and Amerapoor		55,000.	00
Ooſcotah		50,754.	00
Burra Balapoor		44,000.	00
	1,49,754.	00	
Nuggur above Chaut.			
Kusbah		29,145.	4¾. 2
Coolydroog		28,818.	0¾. 2
Koompſee		8,094.	2¼. 0
Kopè		22,864.	5⅓. 2
Waſtara		6,818.	9. 0
Eekairy and Sagur		39,411.	0½. 2
Gooty (Hoobly)		11,006.	8. ¾
Surbtonanundy		10,458.	0¼. 2
Terryanwitty		17,424.	0. 2
Shikarpoor		11,774.	0¾. 0
Ammuntapoor		10,191.	0½. 9
Lakootey Dawnaſs		11,629.	6¾. 1
Oodumny		13,614.	1¾. 0
Simoga		16,883.	5. 0
Hooly Honore		6,583.	5¾. 1
Biddary		10,835.	5. 2
Chingeery Beswapattam		22,091.	1¾. 3
Turrykeera		14,076.	4¼. 2
Azeimpoor		10,696.	2¾. 3
	3,02,417.	6. 6	
Chitteledroog remainder of 12 Tallooks.			
Kusbah		20,874.	7¾. 1
Beejumunder		12,[illegible].	4. 2
Dideary		12,984.	9½. 0
Husdroog		11,936.	2¾. 3
Multoor		10,392.	3½. 1
Carried forward		68,336.	7½. 8

Murkul

	Cant. Pagodas	Fanams.	
Brought forward	68,336.	7½.	8
Murkal Moroo	12,662.	9¼.	3
Tullik	11,854.	0¾.	0
Burnm Sagur	10,163.	6¼.	0
Kunkopa	12,542.	0½.	2
	13,46,053.	1.	7
Bilchoor	10,683.	1.	2
Hinoor	10,090.	0.	5
Goody Cottah	11,330.	5.	3
	32,033.	6.	10.
Deduct two Purgunnahs of Hurdenhally viz. Talmale and Talwaddy, included in the company's ſhare	5,000.	0.	0
	13,74,076.	8.	1

1799

Schedule D.

The Paiſhwah's ſhare.

Harpoonelly (6 Talloöks)	1,10,030.	8¾.	0
Soonda (above the Ghauts)	59,377.	0.	0
Annagoondy	60,110.	0.	0
From Chittledroog 2 Talooks, viz.			
Holul Kaira	11,425.	6.	0
Mycomdo	11,226.	9.	0
	23,652.	5.	0
From Bednore 1 Talook, viz.			
Hurryhur	10,796.	0.	0
Total Canteria Pagodas	2,63,957.	3¾.	0

Ratified at Hyderabad by his Highneſs the Nizam, on the 13th day of July, anno domini 1799.

Signed: J. A. KIRKPATRICK, *Reſident.*

28.

1799 8 Juil. A treaty of perpetual friendſhip and alliance concluded, on the one part, by his Excellency Lieutenant-General George Harris, Commander in Chief of the forces of his Britannic Majeſty and of the Engliſh Eaſt India Company Behauder, in the Carnatic and on the Coaſt of Malabar etc. by virtue of full powers veſted in them for this purpoſe, by the right honourable Richard Earl of Mornington, Governor-General; and, on the other part, by Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver Behauder, Rajah of Myſore.

(BEATSON *account of the war in Myſore appendix.* p. CLVIII.)

Whereas it is ſtipulated in the treaty concluded on the 22d of June, 1799, between the honourable Engliſh Eaſt India Company Behauder, and the Nabob Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder, for ſtrengthening the alliance and friendſhip ſubſiſting between the ſaid Engliſh Eaſt India Company Behauder, his Highneſs Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder, and the Paiſhwah Row Pundit Purdhan Behauder, and for effecting a ſettlement of the territories of the late Tippoo Sultaun, that a ſeparate government ſhall be eſtabliſhed in Myſore and that his Highneſs Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver Behauder ſhall poſſeſs certain territories, ſpecified in ſchedule C. annexed to the ſaid treaty, and that for the effectual eſtabliſhment of the Government of Myſore, his Highneſs ſhall be aſſiſted with a ſuitable ſubſidiary force, to be furniſhed by the Engliſh Eaſt India Company Behauder.

Wherefore, in order to carry the ſaid ſtipulations into effect, and to increaſe and ſtrengthen the friendſhip ſub-

28.

Traité d'amitié et d'alliance perpétuelle conclu par S. Excellence le Lieutenant-Général George Harris, Commandant en Chef des forces de S. M. Britannique et de la Compagnie Anglaiſe des Indes Orientales dans le Carnatic et ſur les côtes du Malabar, etc. en vertu des pleinspouvoirs qui leurs ont été confiés à cette fin par le très honorable Richard Comte de Mornington Gouverneur-Général, d'une part, et de l'autre par Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver Behauder, Rajah de Myſore; ſigné le 8 Juil. 1799. 1799 8 Juil.

(*Traduction privée.*)

Comme il eſt ſtipulé dans le traité conclu le 22 Juin 1799 entre l'honorable Compagnie Anglaiſe des Indes Orientales et l'invincible Nabob Nizam ud Dowlah Aſoph Jah pour raffermir l'alliance et l'amitié ſubſiſtant entre la dite invincible Compagnie Anglaiſe des Indes Orientales, ſa Hauteſſe le Nizam ud Dowlah Aſoph Jah Behauder, et l'invincible Paiſhwah Row Pundit Pardhan, et pour régler le ſort des poſſeſſions du defunt Tippoo Sultaun, qu'un gouvernement ſeparé ſeroit établi à Myſore et que Sa Hauteſſe Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver Behauder poſſederoit de certains diſtricts ſpecifiés dans la liſte B. annexée au dit traité, et que pour aſſurer effectivement le gouvernement de Myſore, ſa Hauteſſe ſera aſſiſtée par une force ſubſidiaire convenable, à fournir par la Compagnie Anglaiſe des Indes Orientales.

A cette fin pour mettre en effet les dites ſtipulations et pour augmenter et raffermir l'amitié ſubſiſtant entre

1799 *ſubſiſting between the ſaid Engliſh Eaſt India Company and the ſaid Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver Behauder, this treaty is concluded by Lieutenant-General George Harris, Commander in Chief of the forces of his Britannic Majeſty, and of the ſaid Engliſh Eaſt India Company Behauder, in the Carnatic and on the Coaſt of Malabar, the honourable Colonel Arthur Wellesley, the honourable Henry Wellesley, Lieutenant-Colonel William Kirkpatrick, and Lieutenant-Colonel Barry Cloſe; on the part and in the name of the Right honourable Richard Earl of Mornington, Governor-General aforeſaid, and by his Highneſs Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver Behauder, which ſhall be binding upon the contracting parties, as long as the ſun and moon ſhall endure.*

ART. I.

The friends and enemies of either of the contracting parties ſhall be conſidered as the friends and enemies of both.

ART. II.

The honourable the Eaſt India Company Behauder agrees to maintain, and his Highneſs Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver Behauder agrees to receive a military force for the defence and ſecurity of his Highneſs's dominions; in conſideration of which protection, his Highneſs engages to pay the annual ſum of ſeven lacks of ſtar pagodas to the ſaid Eaſt India Company; the ſaid ſum to be paid in equal monthly inſtalments, commencing from the 1ſt of July, anno Domini, 1799. And his Highneſs further agrees that the diſpoſal of the ſaid ſum, together with the arrangement and employment of the troops to be maintained by it, ſhall be left entirely to the company.

ART. III.

If it ſhall be neceſſary for the protection and defence of the territories of the contracting parties, or of either of them, that hoſtilities ſhall be undertaken, or preparations made for commencing hoſtilities againſt any ſtate or power, his ſaid Highneſs Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver Behauder agrees to contribute towards the diſcharge of the increaſed expence, incurred by the augmentation of the military force, and the unavoidable charges of war, ſuch a ſum as ſhall appear to the Go-

ver-

entre la dite Compagnie Anglaiſe des Indes Orientales et le dit invincible Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver le preſent traité eſt conclu par le Lieutenant-Général George Harris, Commandant en Chef des forces de S. M. Britannique et de celles de la dite Compagnie Anglaiſe des Indes Orientales dans le Carnatic et ſur les côtes du Malabar, l'honorable Colonel Arthur Wellesley, l'honorable Henry Wellesley, Lieutenant-Colonel Guillaume Kirkpatrick et Lieutenant-Colonel Barry-Cloſe de la part et au nom du très-honorable Richard Comte de Mornington, Gouverneur-Général ſus-dit, et par ſa Hauteſſe Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver Behauder, qui ſera obligatoire pour les parties contractantes auſſi longtems que le ſoleil et la lune luiront. 1799

ART. I.

Les amis et les ennemis de l'une des deux parties contractantes ſeront conſidérés comme les amis et les ennemis de l'autre. *Amis et ennemis communs.*

ART. II.

L'honorable Compagnie des Indes Orientales conſent d'entretenir et ſa Hauteſſe Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver conſent de recevoir une force militaire pour la defenſe et la ſureté des poſſeſſions de ſa Hauteſſe, en conſidération de la quelle protection ſa Hauteſſe s'engage à payer la ſomme annuelle de ſept lacks de pagodes étoilées à la dite Compagnie des Indes Orientales; la dite ſomme devant être payée en termes égaux par mois à commencer du premier Juillet de l'an du Seigneur 1799. Et ſa Hauteſſe s'engage de plus que la diſpoſition de la dite ſomme, enſemble avec l'arrangement et l'employ des troupes qui ſeront entretenues par là, ſeront entièrement abandonnés à la Compagnie. *Sommes à payer pour la protection de la Compagnie.*

ART. III.

S'il ſeroit neceſſaire pour la protection et la defenſe des territoires des parties contractantes, ou de l'une d'entre elles, d'entreprendre des hoſtilités ou de faire des préparatifs pour le commençement des hoſtilités contre quelque état ou puiſſance, ſa dite Hauteſſe Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver Behauder conſent de contribuer au payement des fraix plus conſiderables cauſés par l'augmentation des forces militaires et les charges inévitables de la guerre par une ſomme *Augmentation en cas de guerre.*

1799 *vernor-General in council of Fort William, on an attentive consideration of the means of his said Highness, to bear a just and reasonable proportion to the actual net revenues of his said Highness.*

ART. IV.

And whereas it is indispensably necessary, that effectual and lasting security should be provided against any failure in the funds destined to defray, either the expenses of the permanent military force in time of peace, or the extraordinary expenses described in the third article of the present treaty, it is hereby stipulated and agreed, between the contracting parties, that whenever the Governor-General in council of Fort William in Bengal shall have reason to apprehend such failure in the funds so destined, the said Governor-General in council shall be at liberty, and shall have full power and right, either to introduce such regulations and ordinances, as he shall deem expedient for the internal management and collection of the revenues, or for the better ordering of any other branch and department of the government of Mysore, or to assume and bring under the direct management of the servants of the said Company Behauder, such part or parts of the territorial possessions of his Highness Maha Rajah Mysore Kistna Rajah Oodiaver Behauder, as shall appear to him, the said Governor-General in council, necessary to render the funds efficient and available, either in time of peace or war.

ART. V.

And it is hereby further agreed, that whenever the said Governor-General in council shall signify to the said Maha Rajah Mysore Kistna Rajah Oodiaver Behauder, that it is become necessary to carry into effect the provision of the fourth article, his said Highness Maha Rajah Mysore Kistna Rajah Oodiaver shall immediately issue orders to his aumils or other officers, either for carrying into effect the said regulations and ordinances, according to the tenor of the fourth article, or for placing the territories required under the exclusive authority and control of the English Company Behauder. And in case his Highness shall not issue such orders within ten days from the time when the application shall have been formally made to him, the said Govenor-General in council shall be at liberty to issue orders, by his

own

telle qu'elle paroitra au Gouverneur-Général dans le Conſeil du fort Guillaume, après une conſidération attentive des moyens de ſa dite Hauteſſe, former une juſte proportion avec les revenus nets effectifs de ſa dite Hauteſſe. 1799

ART. IV.

Et comme il eſt indiſpenſablement neceſſaire de fournir une ſureté efficace et permanente contre tout manquement dans les fonds deſtinés au defrayement, ſoit des depenſes pour les forces militaires permanentes en tems de paix, ſoit pour les depenſes extraordinaires déſignées dans le troiſième article du preſent traité, il eſt ſtipulé et convenu par le preſent entre les parties contractantes, que toutes les fois que le Gouverneur-Général au Conſeil du fort Guillaume au Bengale aura lieu de craindre un tel manquement dans les fonds ainſi deſtinés, le dit Gouverneur-Général en Conſeil aura la liberté et pleinpouvoir et droit, ſoit d'introduire tels règlemens et ordonnances qu'il jugera convenables pour l'adminiſtration interne et le recouvrement des revenus, ou pour un meilleur ordre dans telle autre branche et departement du gouvernement de Myſore, ou de mettre ſous l'adminiſtration directe des officiers de la dite compagnie, telle part ou parts des poſſeſſions territoriales de ſa Hauteſſe Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver Behauder, qu'il paraitra neceſſaire au dit Gouverneur-Général en Conſeil pour aſſurer la perception des fonds, ſoit en tems de paix ou de guerre. *Sureté pour le payement du ſubſide.*

ART. V.

Et il eſt convenu de plus que lorsque le dit Gouverneur-Général en Conſeil ſignifiera au dit invincible Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver, qu'il eſt devenu neceſſaire de mettre en effet les ſtipulations du quatrième article, ſa dite Hauteſſe Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver donnera ſans délai des ordres à ſes aumils ou autres officiers, ſoit de mettre en effet les dits règlemens et ordonnances, en conformité de la teneur du IVeme Article, ou de mettre les diſtricts neceſſaires ſous l'autorité et le contrôle excluſif de la Compagnie Angloiſe. Et en cas que ſa Hauteſſe n'expédiera par de tels ordres dans l'eſpace de dix jours depuis qu'on s'eſt addreſſé à cet égard formellement à lui, le dit Gouverneur-Général en Conſeil aura la liberté de faire émaner des ordres de ſa propre autorité pour *Obligation du Rajah quant à l'art. IV.*

1799 *own authority, either for carrying into effect the said regulations or ordinances, or for assuming the management and collection of the revenues of the said territories, as he shall judge most expedient, for the purpose of securing the efficiency of the said military funds, and of providing for the effectual protection of the country, and the welfare of the people. Provided always, that whenever and so long as any part or parts of his said Highness's territories shall be placed, and shall remain under the exclusive authority and control of the said East India Company, the Governor-General in council shall render to his Highness a true and faithful account of the revenues and produce of the territories so assumed. Provided also, that in no case whatever, shall his Highness's actual receipt of annual income, arising out of his territorial revenue, be less than the sum of one lack of star pagodas, together with one-fifth part of the net revenues of the whole of the territories ceded to him by the fifth article of the treaty of Mysore; which sum of one lack of star pagodas, together with the amount of one-fifth of the said net revenues, the East-India Company engages, at all times, and in every case, to secure, and cause to be paid for his Highness' use.*

ART. VI.

His Highness Maha Rajah Mysore Kistna Rajah Oodiaver Behauder engages, that he will be guided by a sincere and cordial attention to the relations of peace and amity now established between the English Company Behauder and their allies; and that he will carefully abstain from any interference in the affairs of any State in alliance with the said English Company Behauder, or of any State whatever. And for securing the object of this stipulation, it is further stipulated and agreed, that no communication or correspondence, with any foreign State whatever, shall be holden by his said Highness, without the previous knowledge and sanction of the said English Company Behauder.

ART. VII.

His Highness stipulates and agrees, that he will not admit any European foreigners into his service, without the concurrence of the English Company Behauder; and that he will apprehend and deliver to the Company's government, all Europeans, of whatever de-

scriptio-

mettre en vigueur les dits réglemens ou ordonnances, 1799
ou pour ſe ſaiſir de la direction et du recouvrement des revenus des dits territoires, comme il jugera le plus convenable à fin d'aſſurer l'efficacité des dits fonds militaires et de pourvoir à la protection effective du pays et au bien-être du peuple. Pourvu cependant que toutes les fois et auſſi longtems que quelque partie ou parties des territoires de la dite Hauteſſe ſeront mis et reſteront ſous l'autorité excluſive et le contrôle de la dite Compagnie des Indes Orientales, le Gouverneur-Général en Conſeil rendra à ſa Hauteſſe un compte vrai et fidéle des revenus et produits des territoires ainſi adminiſtrés. Pourvu de même que dans aucun cas, quelconque la recette actuelle des revenus annuels de ſa Hauteſſe qui reſulteront de ſes perceptions territoriales ne ſera inferieur à la ſomme d'un lac de pagodes étoilées enſemble avec un cinquième des revenus nets de tous les territoires qui lui ont été cédés par le Veme Article du traité de Myſore; laquelle ſomme d'un lack de pagodes étoilées enſemble avec le montant d'un cinquième des dits revenus nets, la Compagnie des Indes Orientales s'engage d'aſſurerer et de faire payer en tout tems et en tous cas à ſa Hauteſſe pour ſon propre uſage.

ART. VI.

Relations avec les étrangers defendues.

Sa Hauteſſe Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver Behauder s'engage qu'il ſera guidé par un ſentiment ſincère et cordial vers le maintien de la paix et de l'amitié actuellement établis entre la Compagnie Anglaiſe et leurs alliés; et qu'il s'abſtiendra ſoigneuſement de toute participation aux affaires d'un état quelconque en Alliance avec la dite Compagnie Anglaiſe, ou de quelque autre état quelconque. Et pour aſſurer l'objet de cette ſtipulation il eſt convenu et arreté de plus qu'il ne ſera entretenu aucune communication ou correſpondance avec un état étranger quelconque par ſa Hauteſſe, ſans l'avis et la ſanction préalable de la dite Compagnie Anglaiſe.

ART. VII.

Point d'European au ſervice du Rajah

Sa Hauteſſe ſtipule et conſent qu'elle ne recevra aucuns Europeans étrangers à ſon ſervice ſans le conſentement de la Compagnie Anglaiſe, et qu'elle ſaiſira et délivrera au gouvernement de la Compagnie tous les Europeans de quelque qualité qu'ils ſoient qui ſeront rencon-

1799 *ſcription, who ſhall be found within the territories of his ſaid Highneſs, without regular paſsports from the Engliſh government, it being his Highneſs's determined reſolution, not to ſuffer, even for a day, any European foreigners to remain within the territories now ſubjected to his authority, unleſs by conſent of the ſaid Company.*

ART. VIII.

Whereas the complete protection of his Highneſs's ſaid territories requires that various fortreſſes and ſtrong places, ſituated within the territorities of his Highneſs, ſhould be garriſoned and commanded, as well in time of peace as of war, by Britiſh troops and officiers, his Highneſs Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver Behauder engages, that the ſaid Engliſh Company Behauder ſhall, at all times, be at liberty to garriſon, in whatever manner they may judge proper, ſuch fortreſſes and ſtrong places, within his ſaid Highneſs's territories, as it ſhall appear to them adviſable to take charge of.

ART. IX.

And whereas, in conſequence of the ſyſtem of defence which it may be expedient to adopt for the ſecurity of the territorial poſſeſſions of his Highneſs Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver Behauder, it may be neceſſary that certain forts and ſtrong places within his Highneſs's territories, ſhould be dismantled or deſtroyed, and that other forts and ſtrong places ſhould be ſtrengthened and repaired, it is ſtipulated and agreed, that the Engliſh Eaſt India Company ſhall be the ſole judges of the neceſſity of any ſuch alterations in the fortreſſes. And it is further agreed, that ſuch expences as may be incurred on this account, ſhall be borne and defrayed, in equal proportion, by the contracting parties.

ART. X.

In caſe it ſhall become neceſſary for enforcing and maintaining the authority and government of his Highneſs in the territories now ſubjected to his power, that the regular troops of the Engliſh Eaſt India Company Behauder ſhould be employed, it is ſtipulated and agreed, that upon formal application being made for the ſervice of the ſaid troops, they ſhall be employed in ſuch manner as to the ſaid Company ſhall ſeem fit, but it is expreſsly underſtood by the contracting parties, that this

ſtipu-

rencontrés dans les états de ſa dite Hauteſſe ſans un 1799
paſſeport en règle de la Compagnie Anglaiſe, comme c'eſt la ferme reſolution de ſa Hauteſſe de ne point ſouffrir que quelques Européans étrangers ſéjournent même un jour dans les territoires actuellement ſujets à ſon pouvoir, ſi ce n'eſt du conſentement de la dite Compagnie.

ART. VIII.

Droit de garniſon à lus forteresſes.

Comme l'entière protection des états de ſa Hauteſſe exige que diverſes forteresſes et places fortes ſituées ſur le territoire de ſa Hauteſſe ſoient munies d'une garniſon et commandées en tems de paix comme en tems de guerre par des troupes et officiers britanniques, ſa Hauteſſe Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver Behauder s'engage que la dite Compagnie Anglaiſe des Indes Orientales aura en tout tems la liberté de mettre garniſon de quelque manière qu'elle le juge à propos dans les dites forteresſes et places fortes ſur le territoire de ſa Hauteſſe d'après qu'elle trouvera convenable de s'en charger.

ART. IX.

Forteresſes à demolir et autres à bâtir.

Et comme en conſequence du ſyſteme defenſif qu'il pourrait être convenable d'adopter pour la ſureté des poſſeſſions territoriales de ſa Hauteſſe Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver Behauder il pourrait être neceſſaire que de certaines forteresſe et places fortes ſur le territoire de ſa Hauteſſe ſoient démantelées ou démolies et que d'autres forteresſes et places fortes ſoient fortifiées et réparées, il eſt ſtipulé et convenu que la Comp. Anglaiſe des Indes Orientales ſera ſeule juge de la neceſſité de tels changemens dans les forteresſes. Et il eſt convenu de plus, que les fraix qui pourraient être occaſionnés de ce chef ſeront ſupportés et payés en proportion égale par les parties contractantes.

ART. X.

Emploi des troupes Anglaiſes.

En cas qu'il deviendroit neceſſaire pour renforcer et maintenir l'autorité et le gouvernement de ſa Hauteſſe dans les diſtricts actuellement aſſujettis à ſon pouvoir, que les troupes regulières de l'invincible Compagnie Anglaiſe des Indes Orientales ſoient employées, il eſt ſtipulé et convenu qu'à la requiſition formelle pour le ſervice desdites troupes, elles ſeront employées de telle manière qu'il paraitra propre à la dite compagnie, mais il eſt expreſſément entendu par les parties con-

1799 *ſtipulation ſhall not ſubject the troops of the Engliſh Eaſt India Company Behauder to be employed in the ordinary transactions of revenue.*

ART. XI.

It being expedient, for the reſtoration and permanent eſtabliſhment of tranquillity in the territories now ſubjected to the authority of his Highneſs Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver Behauder, that ſuitable proviſion ſhould be made for certain officers of rank in the ſervice of the late Tippoo Sultaun, his Highneſs agrees to enter into the immediate diſcuſſion of this point, and to fix the amount of the funds (as ſoon as the neceſſary information can be obtained) to be granted for this purpoſe, in a ſeparate article to be hereafter added to this treaty.

ART. XII.

Leſt the garriſon of Seringapatam ſhould, at any time, be ſubject to inconvenience from the high price of proviſions and other neceſſaries, his Highneſs Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver Behduder agrees, that ſuch quantities of proviſions, and other neceſſaires, as may be required for the uſe and conſumption of the troops compoſing the ſaid garriſon, ſhall be allowed to enter the place, from all and every part of his dominions, free of any duty, tax, or impediment, whatever.

ART. XIII.

The contracting parties hereby agree to take into their early conſideration the beſt means of eſtabliſhing ſuch a commercial intercourſe between their reſpective dominions, as ſhall be mutually beneficial to the ſubjects of both governments, and to conclude a commercial treaty, for this purpoſe, with as little delay as poſſible.

ART. XIV.

His Highneſs Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver Behauder, hereby promiſes to pay, at all times, the utmoſt attention to ſuch advice as the Engliſh government ſhall occaſionally judge it neceſſary to offer to him, with a view to the economy of his finances, the better collection of his revenues, the adminiſtration of juſtice, the extenſion of commerce, the encouragement of trade, agriculture, and induſtry, or any other objects connected with the advancement of his Highneſs's intereſts, the

ha

contractantes que cette ſtipulation n'aſſujettira pas les troupes de l'invincible Compagnie Anglaiſe des Indes Orientales à être employées pour le recouvrement ordinaire des revenus. 1799

ART. XI.

Anciens officiers de Tippoo.

Comme il eſt avantageux pour le rétabliſſement et l'introduction permanente de repos dans les diſtricts actuellement aſſujettis à l'autorité de ſa Hauteſſe l'invincible Maha Raja Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver de former des établiſſemens pour de certains officiers de rang au ſervice du defunt Tippoo Sultaun, ſa Hauteſſe conſent de s'occuper immédiatement de ce point, et de fixer le montant des fonds (auſſi tôt qu'on aura pris les informations neceſſaires) pour être emploiés à cette fin, dans un article ſéparé, qui ſera enſuite ajouté à ce traité.

ART. XII.

Approviſionnement de Seringapatam.

Afin que la garniſon de Seringapatam ne ſoit jamais aſſujettie à des inconveniens par le haut prix des proviſions et autres beſoins, ſa Hauteſſe l'invincible Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver conſent que telles quantités de proviſions et autres beſoins qui ſeront requis pour l'uſage et la conſommation des troupes compoſant la dite garniſon auront la permiſſion d'entrer dans cette place de toutes et quelconques parties de ſes états libres de tout droit, taxe ou moleſtation quelconques.

ART. XIII.

Commerce.

Les parties contractantes conſentent par le preſent traité de prendre en leur ſerieuſe conſidération les meilleurs moyens pour établir un commerce réciproque entre leurs poſſeſſions reſpectives tel qu'il ſera mutuellement avantageux aux ſujets des deux gouvernemens, et pour conclure un traité de commerce à cette fin dans un auſſi court delai que poſſible.

ART. XIV.

Finances.

Sa Hauteſſe l'invincible Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver promet par le preſent de prêter en tout tems la plus grande attention aux conſeils que le gouvernement Anglois jugera neceſſaire dans les occaſions de lui donner par rapport à l'economie de ſes finances, à la meilleure perception de ſes revenus, l'adminiſtration de la juſtice, l'extenſion du commerce, l'encouragement du negoce, de l'agriculture et de l'induſtrie, ou par rapport à tels autres objets relatifs à l'avance-

ment

1799 *happineſs of his people, and the mutual welfare of both States.*

ART. XV.

Whereas it may hereafter appear, that ſome of the diſtricts declared by the treaty of Myſore to belong, reſpectively, to the Engliſh Company Behauder and to his Highneſs are inconveniently ſituated, with a view to the proper connection of their reſpective lines of frontier, it is hereby ſtipulated between the contracting parties, that in all ſuch caſes they will proceed to ſuch an adjuſtment, by means of an exchange or otherwiſe, as ſhall be beſt ſuited to the occaſion.

ART. XVI.

This treaty, conſiſting of ſixteen articles, being this day, the 8th of July, anno domini 1799, correſponding the 3d of Suffer, anno Higeree 1214, and to the 7th of the monath Haſſar, of the 1721 year of the Salwant aera, ſetteld and concluded at the fort of Nuzzerbah, near Seringapatam, by his Excellency Lieutenant-General George Harris, Commander in Chief of the forces of his Britannic Majeſty, and of the honourable Engliſh Eaſt India Company in the Carnatic and on the coaſt of Malabar, the honourable Colonel Arthur Wellesley, the honourable Henry Wellesley, Lieutenant-Colonel William Kirkpatrick, and Lieutenant-Colonel Barry Cloſe, with the Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver Behauder, the aforeſaid gentlemen have delivered to the ſaid Maha Rajah one copy of the ſame in Engliſh and Perſian, ſealed and ſigned by them, and his Highneſs the Maha Rajah has delivered to the gentlemen aforeſaid another copy, alſo in Perſian and Engliſh, bearing his ſeal, and ſigned by Luchuma, widow of the late Kiſtna Rajah, and ſealed and ſigned by Purnea, dewan to the Maha Rajah Kiſtna Rajah Oodiaver.

And the aforeſaid gentlemen have engaged to procure and deliver to the ſaid Maha Rajah, without delay, a copy of the ſame, under the ſeal and ſignature of the right honourable the Governor-General, on the receipt of which by the ſaid Maha Rajah, the preſent treaty ſhall be deemed complete and binding, on the honourable the Engliſh Eaſt India Company, and on the Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver Behauder, and the copy of it now delivered to the ſaid Maha Rajah ſhall be returned.

main des interêts de ſa Hauteſſe, le bonheur de ſon peuple, et le bien réciproque des deux états. 1799

ART. XV.

Echanges futurs de diſtricts.

Comme il pourroit ſe manifeſter dans la ſuite que quelques uns des diſtricts qui par le traité de Myſore ſont declarés appartenir reſpectivement à l'invincible Compagnie Anglaiſe et à ſa Hauteſſe, ſeroient ſitués dès-avantageuſement par rapport à la fixation de leurs limites reſpectifs: il eſt ſtipulé par le preſent entre les parties contractantes, que dans tous les cas de ce genre elles procéderont à un tel arrangement par la voie d'échange ou autrement qui ſera le mieux adapté aux circonſtances.

ART. XVI.

Signature et échange des copies.

Ce traité conſiſtant en ſeize articles aiant été arrêté et conclu ce jour, le 8 Juillet l'an du Seigneur 1799 repondant au 3 de Suffer l'an de l'Hegire 1214 et au 7ème du mois Haſſar de l'année 1721 de l'ere de Salabant, au fort de Nuzzerbah près Seringapatam par S. Excellence le Lieutenant-Général George Harris, Commandant en Chef des forces de S. M. Britannique et de celles de l'honorable Compagnie Anglaiſe des Indes Orientales dans le Carnatic et ſur les côtes du Malabar, l'honorable Colonel Arthur Wellesley, l'honorable Henry Wellesley, le Lieutenant-Colonel Guillaume Kirkpatrick et le Lieutenant-Colonel Barry Cloſe, avec l'invincible Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver, les ſusdits Meſſieurs ont delivré au dit Maha Rajah une copie du même traité en Anglais et en Perſan ſcellée et ſignée par eux, et ſa Hauteſſe le Maha Rajah a delivré aux plénipotentiaires une autre copie également en Perſan et en Anglais munie de ſon ſceau et ſignée par Luchuma veuve du defunt Kiſtna Rajah et ſcellée et ſignée par Purnea Dewan du Maha Rajah Kiſtna Rajah Oodiaver.

Et les ſusdits plénipotentiaires ſe ſont engagés de fournir et delivrer au dit Maha Rajah ſans delai une copie du même traité ſous le ſceau et la ſignature du très honorable Gouverneur-Général, à la reception de la quelle par le dit Maha Rajah, le preſent traité ſera cenſé complet et obligatoire pour l'honorable Compagnie Anglaiſe des Indes Orientales et pour l'invincible Maha Rajah Myſore Kiſtna Rajah Oodiaver, et la copie actuellement remiſe au dit Maha Rajah ſera alors reſtituée.

29.

1799 Treaty of amity and commerce between the King of Pruſſia and the United States of America; ſigned the 11 Jul. 1799.

11 Juli.

(*Annual-Regiſter.* Year 1800. St. pap. p. 290.)

His Majeſty the king of Pruſſia, and the United States of America, deſiring to maintain, on a ſtable and permanent footing, the connections of good underſtanding, which have hitherto happily ſubſiſted between their reſpective ſtates, and for this purpoſe to renew the treaty of amity and commerce concluded between the two powers, at the Hague, on the 10th of September 1785, for the term of ten years, his Pruſſian Majeſty has nominated and conſtituted as his plenipotentiaries the count Charles William de Finkenſtein, his miniſter of ſtate, of war, and of the cabinet, knight of the orders of the black eagle and the red eagle, and commander of that of St. John of Jeruſalem; the Baron Philip Charles d'Alvensleben, his miniſter of ſtate, of war, and of the cabinet, knight of the orders of the black eagle and of the red eagle, and that of St. John of Jeruſalem; and the count Chriſtian Henry Curt de Haugwitz, his miniſter of ſtate, of war, and of the cabinet, knight of the orders of the black eagle and of the red eagle; and the preſident of the United States has furniſhed with their full powers John Quincy Adams, a citizen of the United States, and their miniſter plenipotentiary at the court of his Pruſſian Majeſty: Which plenipotentiaries, after having exchanged their full powers, found in good and due form, have concluded, ſettled, and ſigned the following articles:

ART. I.

There ſhall be in future as there has been hitherto, a firm, inviolable, and univerſal peace, a ſincere friendſhip, between his Majeſty the king of Pruſſia, his heirs, ſucceſſors and ſubjects on the one part, and the United States of America, and their citizens, on the other, without the exception of perſons or places.

ART.

29.

Traité d'amitié et de commerce entre la Pruſſe et les Etats-Unis d'Amerique, conclu à Berlin le 11 Juil. 1799, et ratifié reſpectivement l'année ſuivante. 1799 11 *Juil.*

(*Nouvelles politiques* 1802. n.·2-6.)

Sa Maj. le Roi de Pruſſe et les Etats-Unis d'Amérique, deſirant maintenir ſur un pié ſolide et durable les relations de bonne intelligence, qui ont ſubſiſté ſi heureuſement jusqu'ici entre les deux Etats, ſont convenus à cette fin de renouveller le traité d'amitié et de commerce, conclu à la Haye le 10 Septembre 1785, entre les deux puiſſances, pour le terme de dix ans. En conſéquence, Sa Maj. Pruſſienne a nommé, pour ſes Plénipotentiaires, le Comte Charles de Finkenſtein, ſon Miniſtre-d'Etat, de Guerre et de Cabinet, Chevalier des Ordres de l'Aigle-Noir, de l'Aigle-Rouge et de St. Jean de Jéruſalem; le Baron Philippe Charles d'Alvensleben, ſon Miniſtre-d'Etat, de Guerre et de Cabinet, Chevalier des Ordres de l'Aigle-Noir, de l'Aigle-Rouge et de St. Jean de Jéruſalem, et le Comte Henri Kurd de Haugwitz, ſon Miniſtre-d'Etat, de Guerre et de Cabinet, Chevalier des Ordres de l'Aigle-Noir et de l'Aigle-Rouge; et le Préſident des Etats-Unis a revêtu de Pleinspouvoirs Jean Quincy Adams, Citoyen des Etats-Unis, et leur Miniſtre Plénipotentiaire près Sa Maj. Pruſſienne: lesquels, après avoir échangé leurs Pleinspouvoirs, et les avoir trouvés en bonne forme, ont conclu, arrêté et ſigné les Articles ſuivans:

ART. I.

Il y aura à l'avenir, ainſi qu'il a eu lieu jusqu'ici, une paix ſolide, inviolable et générale, et une amitié ſincère, ſans exception de perſonnes ni de lieu, entre Sa Maj. le Roi de Pruſſe, ſes héritiers, ſucceſſeurs et ſujets, d'une part, et les Etats-Unis d'Amérique et leurs Citoyens, de l'autre. *Amitié.*

1799

ART. II.

The ſubjects of his Majeſty the king of Pruſſia may frequent all the coaſts and countries of the United States of America, and reſide and trade there, in all ſorts of produce, manufactures, and merchandize, and ſhall pay there no other or greater duties, charges or fees whatſoever, than the moſt favoured nations are or ſhall be obliged to pay. They ſhall alſo enjoy, in navigation and commerce, all the rights, privileges, and exemptions, which the moſt favoured nation does enjoy, ſubmitting themſelves, nevertheleſs, to the eſtabliſhed laws and uſages, to which are ſubmitted the citizens of the United States and the moſt favoured nations.

ART. III.

In like manner the citizens of the United States of America may frequent all the coaſts and countries of his Majeſty the king of Pruſſia, and reſide and trade there, in all ſorts of produce, manufactures, and merchandize and ſhall pay in the dominions of his ſaid Majeſty, no other or greater duties, charges, or fees whatever, than the moſt favoured nation is or ſhall be obliged to pay; and they ſhall enjoy all the rights, privileges, and exemptions in navigation and commerce, which the moſt favoured nation does or ſhall enjoy; ſubmitting themſelves, nevertheleſs, to the eſtabliſhed laws and uſages to which are ſubmitted the ſubjects of his Majeſty the king of Pruſſia, and the ſubjects and citizens of the moſt favoured nations.

ART. IV.

More eſpecially, each party ſhall have a right to carry their own produce, manufactures, and merchandize, in their own or any other veſſels, to any parts of the dominions of the other, where it ſhall be lawful for all the ſubjects and citizens of that other freely to purchaſe them, and thence to take the produce, manufactures, and merchandize of the other, which all the ſaid citizens or ſubjects ſhall in like manner be free to ſell there, paying, in both caſes, ſuch duties, charges, and fees only, as are or ſhall be paid by the moſt favoured nation. Nevertheleſs, his Majeſty the king of Pruſſia and the United States, reſpectively, reſerve to themſelves the right, where any nation reſtrains the transportation of merchandize

the

ART. II. 1799

Les sujets de Sa Maj. le Roi de Prusse peuvent visiter toutes les côtes et pays des Etats-Unis d'Amérique, y demeurer et commercer avec toutes sortes de productions, de fabrications et de marchandises, sans payer aucuns droits, impôts ou octrois, autres ou plus considérables que ceux, auxquels sont ou seront obligées les nations les plus favorisées. Ils jouiront aussi, dans la navigation et le commerce, des mêmes droits, privilèges et faveurs, dont jouissent à-présent ou jouiront à l'avenir les Nations les plus favorisées, en se soumettant toutefois aux usages et aux loix, auxquels sont soumis les Citoyens des Etats-Unis et des nations les plus favorisées. *Traité-ment relatif au commerce Prussien;*

ART. III.

Pareillement, les Citoyens des Etats-Unis d'Amérique peuvent visiter toutes les côtes et pays de Sa Maj. le Roi de Prusse, y demeurer et commercer avec toutes sortes de productions, fabrications et marchandises, sans payer, en aucun endroit de la domination de Sa Majesté, aucuns droits, impôts ou octrois, autres ou plus considérables que ceux auxquels sont ou seront obligées les nations les plus favorisées. Ils jouiront aussi, dans la navigation et le commerce, des mêmes droits, privilèges et faveurs, dont jouissent à-présent ou jouiront à l'avenir les nations les plus favorisées, en se soumettant toutefois aux loix et aux usages, auxquels sont soumis les sujets de Sa Majesté le Roi de Prusse, et les sujets ou citoyens des nations les plus favorisées. *et Américain.*

ART. IV.

Chaque partie sera autorisée à transporter ses productions, fabrications et marchandises particulières, sur ses bâtimens ou sur tout autre, dans toutes les parties du territoire de l'autre, où il sera permis de les acheter à tous les sujets ou citoyens de cette dernière; chaque partie pourra également exporter les productions, fabrications et marchandises de l'autre, et il sera de même permis aux sujets ou citoyens de celle-ci de les vendre. Dans les deux cas, il ne sera payé aucun autre droit, impôt ou octroi, que ceux, que payent à-présent ou payeront à l'avenir les nations les plus favorisées. Cependant, s'il arrivoit, qu'une nation quelconque refusoit le transport des marchandises sur les bâtimens *Importations et exportations.*

1799 *the veſſels of the country of which it is the growth, manufacture, to eſtabliſh againſt ſuch nation retaliating regulations; and alſo the right to prohibit in their reſpective countries the importation and exportation of all merchandize whatſoever, when reaſons of ſtate ſhall require it. In this caſe, the ſubjects or citizens of either of the contracting parties ſhall not import or export the merchandize prohibited by the other. But if one of the contracting parties permits any other nation to import or export the ſame merchandize, the citizens or ſubjects of the other ſhall immediately enjoy the ſame liberty.*

ART. V.

The merchants, commanders of veſſels, or other ſubjects or citizens of either party, ſhall not, within the ports or jurisdiction of the other, be forced to unload any ſort of merchandize in any other veſſels, nor receive them into their own, nor to wait for their being loaded longer than they pleaſe.

ART. VI.

That the veſſels of either party, loading the ports of jurisdiction of the other, may not be uſeleſsly harraſſed, or detained, it is agreed, that all examinations of goods, required by the laws, ſhall be made before they are loaden on board the veſſel, and that there ſhall be no examination after; nor ſhall the veſſel be ſearched, at any time, unleſs articles ſhall have been laden therein clandeſtinely and illegally; in which caſe the perſon by whoſe order they were carried on board, or who carried them without order, ſhall be liable to the laws of the land in which he is, but no other perſon ſhall be moleſted, nor ſhall any other goods, nor the veſſel, be ſeized or detained for that cauſe.

ART. VII.

Each party ſhall endeavour, by all the means in their power, to protect and defend all veſſels and other effects belonging to the citizens or ſubjects of the other, which ſhall be within the extent of their jurisdiction by ſea or by land; and ſhall uſe their efforts to recover, and cauſe to be reſtored to the right owners, their veſſels and their effects,

du pays, duquel sont les marchandises, productions et fabrications, Sa Maj. le Roi de Prusse et les Etats-Unis d'Amérique se réservent le droit d'user de représailles envers cette nation, ainsi que celui de défendre dans leurs pays respectifs l'importation et l'exportation de quelle marchandise que ce soit, lorsque des raisons d'etat l'exigent. Dans ce cas, les sujets ou citoyens d'aucune des parties-contractantes ne pourront importer ni exporter les marchandises prohibées par l'autre: Mais, si une des parties-contractantes permet à une autre nation quelconque d'importer ou d'exporter les mêmes marchandises, les citoyens ou sujets de l'autre jouiront de la même liberté. 1799

ART. V.

Liberté du chargement et déchargement.

Les Commerçans, Commandans de Navires, ou autres sujets ou citoyens de chacune des parties-contractantes, ne pourront être obligés, dans les ports ou la juridiction de l'autre, de décharger aucune espèce de marchandises sur d'autres bâtimens quelconques, ou d'en recevoir sur les leurs propres, ni d'attendre pour leur chargement plus longtems qu'il ne leur plaira.

ART. VI.

Visitation.

Afin que les bâtimens d'aucune des deux parties, qui chargeront dans les ports ou la jurisdiction de l'autre, ne puissent être gênés ou retardés inutilement, il est convenu, que tout examen légal de la cargaison doit avoir lieu avant qu'elle ne soit chargée à bord du bâtiment, et qu'ensuite il ne sera fait aucune recherche ultérieure; le bâtiment ne pourra non plus être visité en aucun tems, à moins qu'on n'y ait chargé secrètement et illégalement quelques articles. Dans ce cas, celui qui les aura fait porter à bord, ou qui les y aura portés sans ordre, sera responsable aux loix du pays, dans lequel il se trouve; mais personne ne pourra ni ne devra être inquiété à ce sujet, et, ni les autres objets, ni le bâtiment, ne pourront être, pour cela, séquestrés ni arrêtés.

ART. VII.

Protection de vaisseaux respectifs

Chaque partie employera tous les moyens, qui seront en son pouvoir, pour protéger et défendre tous les bâtimens, appartenant aux citoyens ou sujets de l'autre partie, ou tous autres effets, quand ils se trouveront dans l'étendue de la jurisdiction, sur mer ou sur terre. Elle fera tous ses efforts, pour recouvrer

1799 *effects, which shall be taken from them within the extent of their said jurisdiction.*

ART. VIII.

The vessels of the subjects or citizens of either party, coming on any coast belonging to the other, but not willing to enter into port, or who entering into port are not willing to unload their cargoes or break bulk, shall have liberty to depart, and to pursue their voyage without molestation, and without being obliged to render any account of their cargo, or to pay any duties, charges or fees whatsoever, except those established for vessels entered into port, and appropriated to the maintenance of the port itself, or of other establishements for the safety and convenience of navigators; which duties, charges, and fees shall be the same, and shall be paid on the same footing, as in the case of subjects or citizens of the country where they are established.

ART. IX.

When any vessel of either party shall be wrecked, foundered, or otherwise damaged on the coasts or within the dominions of the other, their respective citizens or subjects shall receive, as well for themselves as for their vessels and effects the same assistance which would be due to the inhabitants of the country where the damage happens, and shall pay the same charges and dues only as the said inhabitants would be subject to pay in a like case; and if the operations of repair shall require that the whole or any part of the cargo be unloaded, they shall pay no duties, charges, or fees upon the part which they shall reload and carry away. — The ancient and barbarous right to wrecks of the sea shall be entirely abolished with respect to the subjects or citizens of the two contracting parties.

ART. X.

The citizens or subjects of each party shall have power to dispose of their personal goods within the jurisdiction of the other, by testament, donation, or otherwise; and their representatives, being subjects or citizens of the other party, shall succeed to their said personal goods, whether by testament or ab intestato, and take possession thereof, either by themselves or by others acting for them,

and

les bâtimens et effets capturés dans l'étendue de la dite juris[illegible]ion, et pour les faire reſtituer à leurs propriétaires légitimes. 1799

ART. VIII.

Les bâtimens des ſujets ou citoyens de chacune des parties-contractantes, qui viendront à une côte quelconque appartenant à l'autre, et ne ſe ſoucieront d'entrer dans un port, ou qui, y entrant, ne voudront décharger ou commercer, auront la liberté de remettre à la voile et de continuer leur voyage ſans être gênés, ſans devoir rendre compte de leur cargaiſon, ni payer aucuns droits, impôts ou octrois, autres que ceux, établis pour les bâtimens qui ne font que mouiller, et qui ſont deſtinés à l'entretien du port même, ou d'autres établiſſemens ſervant à la ſûreté et à la commodité des navigateurs; leſquels droits, impôts ou octrois ſeront les mêmes et devront être payés ſur le même pié, que par les ſujets ou les citoyens du pays, dans lequel ils ſont introduits. *Vaiſſeaux entrans ſans décharger.*

ART. IX.

Si par hazard un Navire d'une des parties-contractantes fait naufrage, touche ou éprouve quelque dommage, ſur les côtes ou dans le territoire de l'autre partie, les citoyens ou ſujets reſpectifs recevront, pour leurs bâtimens et leur effets, la même aſſiſtance que recevroient les habitans du pays, dans lequel le dommage aura lieu; et ils ne payeront de droits que ceux, que devroient payer les dits habitans en pareil cas. Si les ouvrages de réparation exigeoient, que la cargaiſon fût déchargée en tout ou en partie, ils ne payeront aucun droit, impôt ou octroi pour ce qu'ils rechargeront et emmèneront. Les prétentions antiques et barbares, ſur les objets naufragés, ſont entièrement abolies à l'égard des ſujets ou citoyens des deux parties-contractantes. *Naufrage.*

ART. X.

Il ſera libre aux citoyens ou ſujets de chaque partie-contractante, dans la juriſdiction de l'autre, de diſpoſer de leurs propriétés perſonnelles, par teſtament, donation ou autrement, et leurs ſucceſſeurs, qui ſont ſujets ou citoyens de l'autre partie, hériteront des dits biens perſonnels, par teſtament ou ab inteſtat, et pourront en prendre poſſeſſion, ſoit en perſonne, ſoit par procuration; ils en diſpoſeront à leur gré, ſans payer d'autres *Libre diſpoſition des biens.*

1799 *and dispose of the same at their will paying such duties only as the inhabitants of the country wherein the said goods are, shall be subject to pay in like cases. And in case of the absence of the representative, such care shall be taken of the said goods as would be taken of the goods of a native in like case, until the lawful owner may take measures for receiving them. And if question should arise among several claimants, to which of them the said goods belong, the same shall be decided finally by the laws and judges of the land wherein the goods are. And where, on the death of any person, holding real estate within the territories of the one party, such real estate would, by the laws of the land, descend on a citizen or subject of the other were he not disqualified by alienage, such subject shall be allowed a reasonable time to sell the same, and to withdraw the proceds, without molestation, and exempt from all rights of detracting on the part of the governments of the respective states. But this article shall not derogate in any manner from the force of the laws already published, or hereafter to be published by his Majesty the king of Prussia, to prevent the emigration of his subjects.*

ART. XI.

The most perfect freedom of worship is granted to the citizens or subjects of either party, within the jurisdiction of the other, and no person shall be molested in that respect, for any cause other than an insult on the religion of others. Moreover, when the subjects or citizens of the one party shall die within the jurisdiction of the other, their bodies shall be buried in the usual burying groundt, or other decent and suitable places, and shall be protected from violation or disturbance.

ART. XII.

Experience having proved, that the principle adopted in the twelft article of the treaty of 1785, according to which free ships make free goods, has not been sufficiently respected during the two last wars, and especially in that which still continues, the two contracting parties propose, after the return of a general peace, to agree either separately between themselves, or jointly with other powers alike interested, to concert with the great maritime powers

traits que ceux, auxquels seroient tenus en pareil cas 1799
les habitans du pays, dans lequel les dits biens se trouveront. S'il n'y a point de successeur sur les lieux, on veillera sur les dits biens comme sur ceux d'un Indigène en pareil cas, jusqu'à ce que le propriétaire légitime ait fait ses dispositions pour les recevoir. S'il s'élevoit entre diverses personnes la question à qui appartiendroient les dits biens, les loix et les juges du pays, dans lequel ils se trouveroient, la décideront. Si, à la mort d'un propriétaire dans le territoire d'une partie, son bien étoit dévolu par les loix du pays à un citoyen ou sujet de l'autre, en cas que comme étranger il ne fût pas inepte à les hériter, il sera accordé à ce dernier un délai convenable pour vendre ce bien, et en retirer le produit; sans gêne et franc de tout droit de déduction de la part des gouvernemens des états respectifs. Cet Article cependant ne restreindra en aucune manière la force des loix présentes ou à venir, par lesquelles Sa Majesté le Roi de Prusse prévient l'Emigration de ses sujets.

ART. XI.

Les citoyens ou sujet de chaque partie jouiront, *Religion.* dans la jurisdiction de l'autre, de la plus parfaite liberté de conscience et de Culte; personne ne sera inquiété à cet égard, pour aucune raison quelconque, excepté pour insulte faite à la Religion de l'autre. En cas que des sujets ou des citoyens d'une partie meurent dans la jurisdiction de l'autre, leurs corps seront enterrés dans les cimetières ordinaires ou en d'autres places convenables, et mis à l'abri de toute atteinte.

ART. XII. *)

L'expérience ayant prouvé, que le principe adopté *Commerce neutre.* dans l'Article XII. du Traité de 1785, sçavoir: Que le Pavillon couvre la Cargaison, n'a pas été respecté suffisamment dans les dernières guerres, et surtout dans la guerre actuelle; les deux parties-contractantes se proposent, au retour de la paix générale, de concerter, soit entre elles en particulier, ou d'accord avec d'autres

*) En comparant le present traité avec celui de 1785 on voit que cet article et les Art. 14. 16. 21. sont nouveaux, ou changés, tandisque les précedens et les autres qui suivent conviennent presque de mot à mot avec les articles du traité de 1785, si ce n'eſt que l'art. 23 de 1785 a été en-partie supprimé 1799.

1799 *of Europe; such arrangements and such permanent principles as may serve to consolidate the liberty and the safety of the neutral navigation and commerce in future wars. And if, in the interval, either of the contracting parties should be engaged in a war, in which the other should remain neutral, the ships of war and privateers of the belligerent power shall conduct themselves towards the merchant-vessels of the neutral power as favourably as the course of the war then existing may permit, and conformably to the principles and rules of the law of nations, generally acknowledged.*

Art. XIII.

And in the same case of one of the contracting parties being engaged in war with any other power, to prevent all the difficulties and misunderstandings that usually arise respecting merchandize of contraband, such as arms, ammunition, and military stores of every kind, no such articles carried in the vessels, or by the subjects or citizens of either party, to the enemies of the other, shall be deemed contraband, so as to induce confiscation or condemnation, and a loss of property to individuals. Nevertheless, it shall be lawful to stop such vessels and articles, and to detain them for such length of time as the captors may think necessary to prevent the inconvenience or damage that might ensue from their proceeding, paying, however, a reasonable compensation, for the loss such arrest shall occasion to the proprietors; and it shall farther be allowed to use in the service of the captors the whole or any part of the military-stores so detained, paying the owners the full value of the same to be ascertained by the current price at the place of its destination. But in a case supposed of a vessel stopped for articles of contraband, if the master of the vessel stopped will deliver out the goods supposed to be of contraband nature, he shall be admitted to do it and the vessel shall not, in that case be carried into any port, nor farther detained, but shall be allowed to proceed on her voyage. All cannons, mortars, fire arms, pistols, bombs, grenades, bullets, balls, muskets, flints, matches, powder, saltpetre, sulphur, cuirasses, pikes, swards, belts, cartouch-boxes, saddles and bridles, beyond the quantity necessary

d'autres puissances qui y soient également intéressées, de tels arrangemens avec les grandes puissances-maritimes de l'Europe, et des principes durables, qui puissent servir à consolider la liberté et la sureté de la navigation et du commerce des neutres dans les guerres à venir. Si, dans l'intervalle, une des parties-contractantes devoit se trouver compliquée dans une guerre, dans laquelle l'autre restât neutre, les vaisseaux de guerre et Corsaires de la puissance belligérante se conduiront envers les bâtimens-marchands de la puissance neutre, aussi favorablement que le cours de la guerre le permettra, en observant les principes généralement reconnus et les maximes du droit des gens. 1799

ART. XIII.

Contrebande.

En cas qu'une des parties-contractantes soit en Guerre avec une autre puissance, pour prévenir toutes les difficultés et mes-intelligence, qui s'élèvent communément au sujet des marchandises de contrebande, telles qu'Armes, Munitions et Provisions de guerre de toute espèce; aucun de ces Articles, que les vaisseaux des sujets ou citoyens d'une partie, ou qu'elles-mêmes transporteront à l'ennemi, ne pourra être regardé comme contrebande, de manière qu'il en résulte, pour les Individus, la confiscation ou la condemnation et la perte de leur propriété. Cependant ces bâtimens et ces objets devront être arrêtés, et retenus aussi longtems que les arrêtans le jugeront nécessaire pour prévenir le dommage, qui pourroit résulter de leur navigation ultérieure, en payant toutefois aux propriétaires une juste compensation pour la perte, qu'une pareille arrestation pourra leur avoir occasionnée. Il sera en outre permis à la partie arrêtante d'employer à son service, en tout ou en partie, les approvisionnemens de guerre arrêtés de cette manière, en payant aux propriétaires l'entière valeur de ces objets au prix courant sur les lieux de leur destination. Mais si, dans le cas supposé, qu'un bâtiment soit arrêté pour cause de contrebande, le maître de ce bâtiment veut délivrer les objets, qui seront regardés comme contrebande, il en aura la liberté; le bâtiment ne sera alors conduit dans aucun Port, il ne pourra être retenu plus longtems, et il continuera sa route librement. Seront regardés comme objets de contrebande, Mortiers, Armes à feu, Pistolets, Bombes, Gre-

1799 *neceſſary for the uſe of the ſhip, or beyond that which every man ſerving on board the veſſel, or paſſenger, ought to have; and in general whatever is comprized under the denomination of arms and military ſtores of what deſcription ſoever, ſhall be deemed objects of contraband.*

ART. XIV.

To enſure to the veſſels of the two contracting parties, the advantage of being readily and certainly known in time of war, it is agreed, that they ſhall be provided with the ſea letters and documents hereafter ſpecified: 1) A paſsport, expreſſing the name, the property, and the burden of the veſſel, as alſo the name and dwelling of the maſter; which paſsport ſhall be made out in good and due form, ſhall be renewed as often as the veſſel ſhall return into port, and ſhall be exhibited when ſoever required, as well in the open ſea as in port. But if the veſſel be under convoy of one or more veſſels of war, belonging to the neutral party, the ſimple declaration of the officer commanding the convoy, that the ſaid veſſel belongs to the party of which he is, ſhall be conſidered as eſtabliſhing the fact, and ſhall relieve both parties from the trouble of farther examination. 2) A charter-party, that is to ſay, the contract paſſed for the freight the whole, or the bills of lading given for the cargo in detail. 3) The liſt of the ſhip's company, containing an indication by name, and in detail, of the perſons compoſing the crew of the veſſel. Theſe documents, ſhall always be authenticated according to the forms eſtabliſhed at the place from which the veſſel ſhall have ſailed. As their production ought to be exacted only when one of the contracting parties ſhall be at war, and as their exhibition ought to have no other object than to prove the neutrality of the veſſel, its cargo, and company, they ſhall not be deemed abſolutely neceſſary on board ſuch veſſels, belonging to the neutral party, as ſhall have ſailed from its ports before or within three months after the government ſhall have been informed of the ſtate of war, in which the belligerent party ſhall be engaged. In the interval, in default of theſe ſpecific documents, the neutrality of the veſſel may be eſtabliſhed by ſuch other evidence as the tribunals authoriſed to judge of the caſe may deem ſufficient.

ART.

Grenades, Boulets et Balles, Mousquets, Fusils, Mêches, Poudre, Salpêtre, Soufre, Cuirasses, Piques, Sabres, Baudriers, Gibernes, Selles, Brides, au-delà du nombre ou de la quantité nécessaire pour l'usage du bâtiment, ou pour chacun des individus, qui serviront à son bord, ou qui s'y trouveront comme passagers; et en général tout ce qui est compris sous la dénomination d'Armes et de Munitions de guerre, de quelle espèce que ce soit. 1799

ART. XIV.

Pour assurer aux habitans des deux parties-contractantes l'avantage d'être reconnus avec promptitude et sûreté en tems de guerre, ils seront munis des passeports de mer et pièces suivantes: 1) d'un passeport, qui énonce le nom, la propriété et la cargaison du bâtiment, ainsi que le nom et le domicile de son propriétaire. Ce passeport sera expédié dans la meilleure forme, et renouvellé aussi souvent que le bâtiment entrera dans un port: il sera exhibé toutes les fois qu'on le requerra. Mais, si le bâtiment est convoyé par un ou plusieurs vaisseaux de guerre, appartenant à la partie neutre, la simple déclaration de l'Officier, qui commandera le Convoi; sçavoir, "que le dit bâtiment appartient à cette partie"; sera regardée comme une preuve suffisante du fait, et dispensera les deux parties de la peine de tout examen ultérieur. 2) Du Contrat pour le frêt de tout le bâtiment, ou des lettres particulières de chargement. 3) D'un état nominatif et détaillé de l'équipage. — Ces pièces devront être, en tout tems, légalisées suivant les formes, introduites dans le lieu, où le bâtiment a mis à la voile. Comme elles ne pourront être demandées que dans le tems, où une des parties-contractantes sera en guerre, et que leur exhibition ne peut avoir d'autre but que de prouver la neutralité du bâtiment, de la cargaison et de l'équipage, elles ne seront point regardées comme absolument nécessaires à bord des bâtimens de la partie neutre, qui seront sortis de ses ports, avant ou pendant les trois premiers mois, après que le gouvernement de cette partie aura reçu la nouvelle de la guerre, dans laquelle sera engagée la partie-belligérante. A défaut de tels documens particuliers, la neutralité du bâtiment pourra être établie par telles autres preuves, que le jugeront nécessaire les tribunaux, compétens à prononcer dans ce cas. *Preuve de neutralité.*

ART.

1799

ART. XV.

And to prevent entirely all disorder and violence in such cases, it is stipulated, that when the vessels of the neutral party, sailing without convoy, shall be met by any vessel of war, public or private, of the other party, such vessel of war shall not send more than two or three men in their boat on bord the said neutral vessel, to examine her passport and documents. And all persons belonging to any vessel of war, public or private, who shall molest or insult, in any manner whatever, the people, vessels, or effects of the other party, shall be responsible in their persons and property for domages and interest, sufficient security for which shall be given by all commanders of private armed vessels before they are commissioned.

ART. XVI.

In times of war, or in cases of urgent necessity, when either of the contracting parties shall be obliged to lay a general embargo, either in all its ports or in certain particular places, the vessels of the other party shall be subject to this measure, upon the same footing as those of the most favoured nations, but without having the right to claim the exemptions in their favour, stipulated in the 16th article of the former treaty of 1785. But on the other hand, the proprietors of the vessels which shall have been detained, whether for some military expedition, or for what other use soever, shall obtain from the government that shall have employed them, an equitable indemnity, as well for the freight as for the loss occasioned by the delay. And furthermore, in all cases of seizure, detention, or arrest, for debts contracted or offences committed by any citizen or subject of the one party, within the jurisdiction of the other, the same shall be made and prosecuted by order and authority of that only, and according to the regular course of proceedings used in such cases.

ART. XVII.

If any vessel or effects of the neutral power be taken by an enemy of the other, or by a pirate, and retaken by the power at war, they shall be restored to the first proprietor upon the conditions hereafter stipulated in the 21st article for cases of recapture.

ART.

ART. XV. 1799.

Pour prévenir, en pareils cas, tout desordre ou violence, si des bâtimens de la partie neutre, naviguant sans Convoi, sont rencontrés par un vaisseau-d'état ou un Corsaire de l'autre partie, ce dernier ne pourra envoyer que deux ou trois hommes à bord du bâtiment neutre, pour examiner ses Passeports et autres papiers. Toute personne appartenant à un vaisseau de guerre, soit vaisseau d'état, soit Corsaire qui offenseroit d'une manière quelconque les équipages, ou endommageroit les vaisseaux ou effets de l'autre partie, sera responsable, corps et biens, des dommages et intérêts; à cet effet, les Commandans des Corsaires armés fourniront une caution suffisante, avant de recevoir leurs lettres-de-marque. *Visitation sur mer.*

ART. XVI.

Si, en tems de guerre, ou dans les cas d'une pressante nécessité, une des parties belligérantes se trouvoit obligée de mettre un embargo général dans tous ses ports ou dans certaines places déterminées, les bâtimens de l'autre partie seront soumis à cette mesure comme ceux des nations les plus favorisées, mais sans pouvoir réclamer en leur faveur les exemtions stipulées dans l'Article XVI. du traité précédent de 1785. Mais, d'autre part, les propriétaires des vaisseaux, qui auront été retenus, soit pour une entreprise militaire, soit pour tout autre usage, devront recevoir du gouvernement, qui les aura employés, une indemnité convenable, tant pour le frêt, que pour la perte occasionnée par le retard. Dans tous les cas de séquestre, arrestation ou détention pour dettes ou fautes de la part d'un citoyen ou sujet d'une partie dans la jurisdiction de l'autre, l'affaire aura lieu et sera poursuivie dans les formes légales, et conformément aux procédés réguliers, en usage dans pareilles circonstances. *Embargo aura lieu.*

ART. XVII.

Si des bâtimens ou effets de la partie neutre sont pris par un ennemi de l'autre ou par un Corsaire, et qu'ils soient repris par la partie belligérante, ils seront rendus au premier propriétaire aux conditions arrêtées dans l'Article XXI. ci-dessous, pour les cas de reprise. *Reprises.*

1799

ART. XVIII.

If the citizens or subjects of either party in danger from tempests, pirates, enemies, or other accident, shall take refuge with their vessels or effects within the harbours or jurisdiction of the other, they shall be received, protected, and treated with humanity and kindness, and shall be permitted to furnish themselves, at a reasonable price with all refreshments, provisions, and other things necessary for their sustenance, health, and accommodation, and for the repair of their vessels.

ART. XIX.

The vessels of war, public and private, of both parties, shall carry freely, wheresoever they please, the vessels and effects taken from their enemies, without being obliged to pay any duties, charges, or fees to officers of admiralty, of the customs, or any others; nor shall such prizes be arrested, searched, or put under any legal process, when they come to and enter the ports of the other party, but may freely be carried out again at any time by their captors to the places expressed in their commissions, which the commanding officer of such vessels shall be obliged to show. But conformably to the treaties existing between the United States and Great-Britain, no vessel that shall have made a prize upon British subjects, shall have right to shelter in the ports of the United States; but if forced therein by tempests, or any other danger, or accident of the sea, they shall be obliged to depart as soon as possible.

ART. XX.

No citizen or subject of either of the contracting parties shall take from any power with which the other may be at war, any commission or letter of marque for arming any vessel to act as a privateer against the other, on pain of being punished as a pirate: nor shall either party hire, send, or give any part of its naval or military force to the enemy of the other to aid them offensively or defensively against the other.

ART.

ART. XVIII. 1799

Si les citoyens ou sujets d'une partie se réfugient avec leurs bâtimens et effets dans les ports ou la jurisdiction de l'autre, pour se mettre à l'abri de la Tempête, des Pirates, des Ennemis ou de tout autre accident, ils y seront reçus, protégés et traités avec humanité et bienveillance, et il leur sera permis de se pourvoir, à un prix modéré, de tous les rafraichissemens, vivres et autres objets nécessaires pour leur entretien, leur santé et commodité, et pour la réparation de leurs bâtimens. *Refuge accordé.*

ART. XIX.

Les vaisseaux de guerre (vaisseaux-d'Etat ou Corsaires) des deux parties pourront conduire les bâtimens et effets, qu'ils auront pris sur leurs ennemis, partout où ils voudront, sans être obligés de payer aucun droit, impôt ou octroi, aux Employés de l'amirauté, des douanes, ou autres. De pareilles prises ne seront, ni arrêtées, ni visitées, ni soumises à aucun procédé juridique, lorsqu'elles entreront dans les ports de l'autre partie; elles pourront en sortir en tout tems et sans gêne, pour être conduites par les vaisseaux, qui les auront capturées, dans les lieux désignés par les patentes de ces derniers, à l'exhibition desquelles les Officiers-Commandans seront tenus. Cependant, en conséquence des traités subsistans entre les Etats-Unis et la Grande-Brétagne, aucun bâtiment, qui aura fait une prise sur des sujets de cette dernière puissance, ne sera en droit de se réfugier dans les ports des Etats-Unis; si toutefois un bâtiment, dans ce cas, se trouvoit contraint d'aborder, soit par la tempête, ou autre danger quelconque, soit par un de ces accidens qui surviennent en mer, il devra remettre à la voile le plutôt possible. *Prises faites sur l'ennemi.*

ART. XX.

Aucun citoyen ou sujet d'une des parties-contractantes ne pourra recevoir d'une puissance quelconque, avec qui l'autre seroit en guerre, une patente ou lettre-de-marque, pour armer en course contre la dite autre partie, quelque bâtiment que ce soit, sous peine d'être puni comme pirate. Aucune des deux parties ne louera, enverra ou cédera à l'ennemi de l'autre, la moindre partie de ses Forces Maritimes ou Militaires, pour l'assister contre l'autre offensivement ou défensivement. *Assistance à l'ennemi.*

1799

ART. XXI.

If the two contracting parties should be engaged in a war against a common enemy, the following points shall be observed between them: 1) If a vessel of one of the parties, taken by the enemy, shall, before being carried into a neutral or enemy's port, be taken by a ship of war or privateer of the other, it shall, with the cargo, be restored to the first owners, for a compensation of one-eighth part of the value of the said vessel and cargo, if the recapture be made by a public ship of war, and one-sixt part, if made by a privateer. 2) The restitution in such cases shall be after due proof of property and surety given for the part to which the recaptors are entitled. 3) The vessels of war, public and private, of two parties shall reciprocally be admitted with their prizes into the respective ports of each; but the said prizes, shall not be discharged or sold there, until their legality shall have been decided according to the laws and regulations of the state to which the captors belongs; but by the judicatories of the place into which the prize shall have been conducted. 4) It shall be free to each party to make such regulations as they shall judge necessary for the conduct of their respective vessels of war public and private; relative to the vessels which they shall take, and carry into the ports of the two parties.

ART. XXII.

When the contracting parties shall have a common enemy or shall both be neutral, the vessels of war of each shall upon all occasions take under their protection the vessels of the other going the same course, and shall defend such vessels as long as they hold the same course, against all force and violence, in the same manner as they ought to protect and defend vessels belonging to the party of which they are.

ART. XXIII.

If war should arise between the two contracting parties, the merchants of either country, then residing in the other, shall be allowed to remain nine months to collect their debts and settle their affairs, and may depart freely, carrying off all their effects without molestation or hindrance; and all women and children, scholars of every

ART. XXI. 1799

Dans le cas, où les deux parties-contractantes seroient en guerre avec un ennemi commun, elles observeront entr'elles les points suivans: 1) Si un bâtiment, appartenant à l'une des deux parties, et ayant été pris par l'ennemi, est repris par un vaisseau de guerre ou un Corsaire de l'autre partie, avant d'avoir été remorqué dans un port neutre ou ennemi; il sera restitué avec la cargaison au premier propriétaire, moyennant une indemnité du huitième de la valeur du bâtiment et de la Cargaison, si le vaisseau, qui l'a repris, est un Vaisseau-d'Etat, et du sixième, si c'est un Corsaire. 2) La restitution en pareil cas s'effectuera sur la présentation des preuves convenables de propriété, et d'une garantie pour la part, à laquelle le repreneur aura droit. 3) Les Vaisseaux de guerre (Vaisseaux-d'Etat et Corsaires) des deux parties feront reçus avec leurs Prises dans les ports respectifs; mais les dites prises ne pourront y être déchargées ou vendues, avant que la legitimité n'en ait été reconnuë, non d'après les loix et réglemens de l'Etat, dont sera le preneur, mais par les tribunaux du lieu, où la prise aura été amenée. 4) Il sera libre à chaque partie de faire tels réglemens qu'elle jugera à-propos, relativement à la conduite de leurs Vaisseaux de guerre respectifs (Vaisseaux-d'Etat et Corsaires) envers les bâtimens, qu'ils prendront et qu'ils conduiront dans les ports des deux parties.

Guerre commune

ART. XXII.

Si les parties-contractantes ont un ennemi commun, ou si toutes deux sont neutres, les vaisseaux de guerre de chacune d'elles devront, dans toutes les occasions, prendre sous leur protection les bâtimens de l'autre, faisant la même route, et les défendre contre toutes violences, aussi longtems qu'ils suivront ensemble le même chemin, comme ils seroient tenus de protéger et de défendre les vaisseaux appartenant à leur propre état.

Defense mutuelle.

ART. XXIII.

En cas de guerre entre les deux parties-contractantes, il sera permis aux Commerçans de l'un Pays, qui à cette époque seront domiciliés dans l'autre, d'y rester neuf mois, pour faire rentrer leurs créances et régler leurs affaires; ils auront la liberté de partir avec toutes leurs propriétés, sans éprouver aucun gêne ou obstacle.

Cas de rupture.

1799 *every faculty, cultivators of the earth, artiſans, manufacturers, and fiſhermen, unarmed and inhabiting unfortified towns, villages, or places, and in general all others, whoſe occupations are for the common ſubſiſtence and benefit of mankind, ſhall be allowed to continue their reſpective employments, and ſhall not be moleſted in their perſons, nor ſhall their houſes or goods be burnt, or otherwiſe deſtroyed, nor their fields waſted by the armed force of the enemy, into whoſe power, by the events of war, they may happen to fall; but if any thing is neceſſary to be taken from them for the uſe of ſuch armed force, the ſame ſhall be paid for at a reaſonable price.*

ART. XXIV.

And to prevent the deſtruction of priſoners of war, by ſending them into diſtant and inclement countries, or by crowding them into cloſe and noxious places, the two contracting parties ſolemnly pledge themſelves to the world and to each other, that they will not adopt any ſuch practice; that neither will ſend the priſoners whom they may take from the other, into the Eaſt Indies, or any other part of Aſia or Africa, but they ſhall be placed in ſome part of their dominions in Europe or America, in wholeſome ſituations; that they ſhall not be confined in dungeons priſon-ſhips, nor priſons, nor be put in irons, nor bound, nor otherwiſe reſtrained in the uſe of their limbs; that the officers ſhall be enlarged on their paroles within convenient diſtricts, and have comfortable quarters, and the common men be diſpoſed in cantonments open and extenſive and lodged in barracks as roomy and good are provided by the party in whoſe power they are, for their own troops; that the officers ſhall alſo be daily furniſhed by the party in whoſe power they are, with as many rations, and of the ſame articles and quality as are allowed by them, either in kind, or by commutation, to officers of equal rank in their own army; and all others ſhall be daily furniſhed by them with ſuch ration as they ſhall allow to a common ſoldier in their own ſervice; the value whereof ſhall be paid by the other party on a mutual adjuſtment of accounts for the ſubſiſtence of priſoners at the cloſe of the war; and the ſaid accounts ſhall not be mingled with or ſet off againſt any others, nor the balances due on them be withheld as a ſatis-

Les Femmes, Enfans, Sçavans de toute faculté, Gens de Campagne, Ouvriers, Fabricans et Pêcheurs, qui ne ſont point armés, et habitent des villes, villages ou endroits non fortifiés, et en général tous ceux, dont le travail ſert à l'entretien commun et au bien de l'humanité, pourront continuer leurs occupations reſpectives; ils ne ſeront point inquiétés dans leurs perſonnes; leurs maiſons ou biens ne ſeront ni brûlés, ni détruits, ni leurs champs ravagés par la force-armée de l'ennemi, au pouvoir duquel le ſort de la guerre les feroit tomber, et, s'ils doivent fournir quelque choſe pour le ſervice de la dite force-armée, ils en ſeront payés convenablement. 1799

ART. XXIV.

Priſonniers de guerre.

Pour prévenir le dépériſſement, auquel ſeroient expoſés les priſonniers de guerre, ſi on les tranſportoit dans des Pays éloignés, rigoureux, ou s'ils étoient accumulés dans des lieux fermés et mal-ſains, les deux parties-contractantes s'engagent ſolemnellement, devant l'univers, à ne prendre aucunes meſures de ce genre. Aucune d'elles ne fera tranſporter les priſonniers de l'autre dans les Indes-Orientales, ou dans une autre Contrée quelconque d'Aſie ou d'Afrique; mais elles les feront placer dans leurs poſſeſſions d'Europe ou d'Amérique et dans des lieux ſains; ils ne ſeront détenus dans aucun Château fort, vaiſſeau de priſon, ou priſon; ils ne ſeront point mis aux fers ni enchainés, ni reſtreints dans l'uſage de leurs membres: Les Officiers pourront ſéjourner dans un arrondiſſement convenable, ſur leur parole d'honneur; ils recevront des logemens commodes: La troupe ſera répartie dans des cantonnemens ouverts; elle aura ſuffiſamment de place, tant pour le bon air que pour le mouvement; et elle ſera logée dans des caſernes, auſſi ſpacieuſes et auſſi bonnes que les troupes mêmes de la partie, au pouvoir de laquelle elle ſe trouvera. Les Officiers recevront, par jour, de la dite partie autant de rations, des mêmes articles et de la même qualité, qu'elle donne, ſoit en nature, ſoit par eſtimation, dans ſa propre Armée, aux Officiers du même rang; tous les autres recevront d'elle la même ration, que les Soldats, qui ſont à ſon ſervice: Le montant en ſera payé par l'autre partie, à la fin de la guerre, lors de la liquidation des comptes reſpectifs, re-

1799 *ſatisfaction or repriſal for any other article, or for any other cauſe real or pretended whatever. That each party ſhall be allowed to keep a commiſſary of priſoners of their own appointement, with every ſeparate cantonement of priſoners in poſſeſſion of the other; which commiſſary ſhall ſee the priſoners as often as he pleaſes; ſhall be allowed to receive and diſtribute whatever comforts may be ſent to them by their friends; and ſhall be free to make his rapports in open letters to thoſe who employ him; but if any officer ſhall break his parole, or any other priſoner ſhall eſcape from the limits of his cantonment, after they have been deſignated to him, ſuch individual officer or other priſoner ſhall forfeit ſo much of the benfit of this article as provides for his enlargement on parole or cantonment. And it is declared, that neither the pretence that war diſſolves all treaties, nor any other whatever, ſhall be conſidered as annulling or ſuſpending this and the next preceding article; but on the contrary, that the ſtate of war is preciſely that for which they are provided, and during which they are to be as ſacredly obſerved as the moſt acknowledged articles in the law of nature and of nations.*

ART. XXV.

The two contracting parties have granted to each other the liberty of having each in the ports of the other, conſuls, vice-conſuls, agents, and commiſſaries of their own appointment, who ſhall enjoy the ſame privileges and powers as thoſe of the moſt favoured nations. But if any ſuch conſuls ſhall exerciſe commerce, they ſhall be ſubmitted to the ſame laws and uſages to which the private individuals of their nations are ſubmitted in the ſame place.

ART. XXVI.

If either party ſhall hereafter grant to any other nation any particular favour in navigation or commerce, it ſhall immediately become common to the other party, freely, where it is freely granted to ſuch other nation, or on yielding the ſame compenſation when the grant is conditional.

ART.

lativement à l'entretien des prisonniers; les dits comptes ne pourront être amalgamés, ni portés en déduction d'autres comptes; l'excédent, qui restera à payer, ne pourra être exigé à titre d'indemnité ou par représailles pour aucun autre article, ou pour une raison quelconque fondée ou prétendue telle. Il sera permis à chaque partie d'avoir, dans chaque cantonnement de prisonniers au pouvoir de l'autre, un Commissaire nommé par elle: Ce Commissaire pourra voir les prisonniers aussi souvent qu'il le jugera à propos; recevoir pour eux et leur distribuer les secours de toute espèce, que leur enverront leurs amis, et rendre compte à ses commettans par des lettres non cachetées. En cas qu'un Officier manque à sa parole d'honneur, ou que tout autre prisonnier s'évade de l'arrondissement, qui lui aura été préalablement désigné pour son cantonnement, cet Officier seul ou cet autre prisonnier sera privé du bienfait du présent Article, par rapport à sa liberté sous parole d'honneur et à son cantonnement. Il est notifié, que, ni la raison, que la guerre annulle tous les traités, ni aucun autre prétexte, ne pourront être considérés comme détruisant ou suspendant le présent et le précedent Article; mais qu'au contraire l'état de guerre est précisément celui, pour lequel ces Articles ont été arrêtés, et durant lequel ils devront être observés saintement, comme les Articles les plus reconnus du droit naturel et public. 1799

ART. XXV.

Les deux parties-contractantes se sont permis réciproquement d'avoir, chacune dans les ports de l'autre, des Consuls, Vice-Consuls, Agens et Commissaires, qu'elle nommera, avec la jouissance des Privilèges et pleinspouvoirs, dont jouissent ceux des nations les plus favorisées. En cas que ces Consuls veulent commercer, ils se conformeront aux mêmes loix et usages, que les particuliers de leur nation dans le même endroit. *Consuls.*

ART. XXVI.

Dans le cas, où une des deux parties-contractantes dût accorder à l'avenir des avantages particuliers à une autre nation, ces avantages seront aussi accordés à l'autre partie, soit gratuitement, si la dite nation les reçoit gratuitement, soit pour la même compensation, s'ils sont conditionnels. *Avantages futurs à accorder.*

1799

ART. XXVII.

His Majeſty the king of Pruſſia and the United States of America agree, that this treaty ſhall be in force during the term of ten years from the exchange of the ratifications; and if the expiration of that term ſhould happen during the courſe of a war between them, then the articles before provided for the regulation of their conduct during ſuch war, ſhall continue in force until the concluſion of the treaty which ſhall reſtore peace.

This treaty ſhall be ratified on both ſides, and the ratification exchanged within one year from the day of its ſignature, or ſooner if poſſible. In teſtimony whereof the plenipotentiaries, before mentioned have hereto ſubſcribed their names and affixed their ſeals.

Done at Berlin, 11 July 1799.

Signed: CH. G. *Comte* DE FINKENSTEIN.

PH. CH. D'ALVENSLEBEN.

CH. H. C. *Comte* D'HAUGWITZ.

JOHN QUINCY ADAMS.

ART. XXVII. 1799

Sa Majesté le Roi de Prusse et les Etats-Unis d'Amérique conviennent, que le présent traité sera valable pendant dix ans, à dater de l'échange des ratifications, et si, à l'expiration de ce terme, les deux états étoient en guerre entre eux, les Articles arrêtés précédemment, relativement à leurs procédés pendant le cours d'une pareille guerre, continueront à être valides jusqu'à la conclusion du traité qui rétablira la paix. *Durée du traité.*

Le présent traité sera ratifié de part et d'autre, et les ratifications échangées dans le terme d'un an, à compter du jour de la signature, ou plutôt, s'il est possible. En foi de quoi, les sus-dits plénipotentiaires ont souscrit leurs noms et apposé leurs sceaux.

Fait à Berlin le 11 Juillet 1799.

Signé: CH. G. *Comte* DE FINKENSTEIN.

PH. CH. D'ALVENSLEBEN.

CH. H. K. *Comte* DE HAUGWITZ.

JOHN QUINCY ADAMS.

Les ratifications de ce traité n'ont été échangées qu'en 1800, et le traité publié en suite en Amérique &c. comme on le voit par le discours du Président à l'ouverture du Congrès le 22 Nov. 1800. Annual-Register 1800. S. P. p. 298.

30.

1799 *Traité d'alliance entre Sa Majeſte l'Empereur* 1 Oct. *de toutes les Ruſſies et Son Alteſſe Séréniſſime l'Electeur Bavaro-Palatin; ſigné à Gatſchino le* $\frac{20 \text{ Septembre}}{1 \text{ Octobre}}$ *1799.*

(D'après l'imprimé ſéparé qui a paru d'autorité à S. Petersbourg. Fol. en Ruſſe et François.)

Nous PAUL *I. par la grace de Dieu, Empereur et Autocrateur de toutes les Ruſſies, de Moſcovie, Kiovie, Wladimirie, Novogorod, Czar de Caſan, Czar d'Aſtracan, Czar de Sibérie, Czar de la Cherſonèſe-Taurique, Seigneur de Pleſcau, et Grand Duc de Smolenſko, de Lithuanie, Volhynie et Podolie, Duc d'Eſtonie, de Livonie, de Courlande et Sémigalle, de Samogitie, Carélie, Twer, Jugorie, Permie, Wiatka, Bolgarie, et d'autres; Seigneur et Grand Duc de Novogorod inférieur, de Czernigovie, Réſan, Polock, Roſtow, Jaroslaw, Bélo-Oſérie, Udorie, Obdorie, Condinie, Wilepſk, Miſtislaw, Dominateur de tout le Côté du Nord, Seigneur d'Ivérie et Prince héréditaire et Souverain des Czars de Cartalinie et Georgie, comme auſſi de Cabardinie, des Princes de Czircaſſie, de Gorſky et d'autres; Succeſſeur de Norwège, Duc de Schleswick-Holſtein, de Stormarie, de Dithmarſen et d'Oldenbourg. Seigneur de Jever et Grand-Maître de l'Ordre Souverain de Saint Jean de Jéruſalem &c. &c.*

Savoir faiſons par les préſentes que Nos Plénipotentiaires et celui de Son Alteſſe Séréniſſime Electorale Bavaro-Palatine ont de Notre conſentement préalable et réciproque conclu et ſigné le $\frac{20 \text{ Sept.}}{1 \text{ Oct.}}$ *1799 dans Notre Ville de Gatſchino un traité d'alliance, dont la teneur eſt inſerée ici mot à mot comme il ſuit:*

Au Nom de la Très-Sainte et Indiviſible Trinité.

Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies ayant agréé le deſir que lui a témoigné Son Alteſſe Séréniſſime Electorale Bavaro-Palatine de conſolider encore les nou-

nouveaux liens formés entre la maiſon Impériale de toutes les Ruſſies et la Sienne par une alliance ſolide et indiſſoluble entre les deux Etats: Sa dite Majeſté Impériale de concert avec Son Alteſſe Séréniſſime l'Electeur Bavaro-Palatin, pour procéder inceſſamment à la confection d'un ouvrage ſi ſalutaire, ont choiſi et nommé pour leurs Plénipotentiaires, à ſavoir: Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies, le Sieur Comte de Kotſchoubey, Son Conſeiller privé actuel, Vice-Chancelier, Chambellan actuël, Chevalier de l'Ordre de St. Alexandre Nevsky, Commandeur de celui de St. Jean de Jéruſalem et Grand Croix de l'Ordre de Saint Wladimir de la ſeconde Claſſe; et le Sieur Comte de Roſtopſin, Son Conſeiller privé actuël, Directeur Général des Poſtes, Membre du Collège des affaires étrangères, Chevalier des Ordres de St. André, de St. Alexandre Nevſky, de St. Anne de la première Claſſe, Grand Chancelier et Grand Croix de celui de St. Jean de Jéruſalem; et Son Alteſſe Séréniſſime le Duc Guillaume de Bavière, Comte Palatin du Rhin, leſquels après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs réciproques, trouvés en bonne et duë forme, ſont convenus entre eux des articles ſuivans: 1799.

ART. I.

Garantie des poſſeſſ. Palatines.

Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies fermément réſolue à maintenir et faire maintenir les garanties, que Sa Couronne a priſes ſur elle dans le traité de paix de Teſchen du 13 Mai 1779, renouvelle pour elle et tous ſes ſucceſſeurs, à l'Electeur Bavaro-Palatin pour lui et toute ſa maiſon la promeſſe de garantir à celle-ci toutes ſes poſſeſſions en entier, telles qu'elles étoient à l'époque de la dite paix de Teſchen.

ART. II.

Reſtitution de l'Emp. in ſtatum quo.

Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies s'engage de même envers Son Alteſſe Séréniſſime l'Electeur de s'oppoſer de toutes ſes forces, qu'il ne ſoit fait à la paix générale aucun démembrement ou échange de païs et poſſeſſions appartenants à la maiſon Bavaro-Palatine, à moins que cela ne ſoit de ſon propre gré ou à ſa convenance, Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies ayant à coeur, que la conſtitution Germanique ſoit maintenue et que l'Empire ſoit rétabli in ſtatum quo ante bellum.

ART.

1799

ART. III.

Subsides Angl. pour la Bav.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies employera ses bons offices auprès de la Cour de Londres, afin d'en obtenir des subsides pour vingt mille hommes de troupes Bavaroises, lesquelles seront prêtes à entrer en Campagne le premier de Mars de l'année prochaine. Ces troupes seront à la disposition de l'Angleterre et serviront de son contingent avec les troupes de sa Majesté Impériale de toutes les Russies contre les François.

ART. IV.

L'Electeur mettra sur pied 20.000 hommes.

Son Altesse Sérénissime Electorale Bavaro-Palatine s'oblige à mettre sur le pied de guerre les vingt mille hommes de ses troupes stipulées par l'article précédent, et de les tenir prêtes à l'époque susdite du premier Mars 1800, pour être jointes à l'armée Russe envoyée en Allemagne, et être à la disposition du Général Commandant en Chef ladite Armée, et servir sous ses ordres de la manière, qui sera encore déterminée par une Convention particulière à conclure pour cet objet militaire.

ART. V.

Outre le Contingent.

Son Altesse Sérénissime Electorale Bavaro-Palatine n'en continuera pas moins d'entretenir le contingent, que les loix et Constitutions de l'Empire Germanique obligent Son Altesse Sérénissime Electorale de fournir tant que dure la guerre du dit Empire.

ART. VI.

Ingolstadt.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies employera Son intervention pour transmettre à Son Altesse Sérénissime Electorale la garde, l'approvisionnement et la défense de la Forteresse d'Ingolstadt à la fin de la guerre, ou à la première occasion favorable que les circonstances peuvent amener.

ART. VII.

Appui de la bonne cause par l'Electeur.

Son Altesse Sérénissime Electorale Bavaro-Palatine promet de plus, pour contribuer de tout Son pouvoir au succès de la bonne cause, à laquelle l'Empereur de toutes les Russies prend une part si marquée, et des vuës conservatrices de la constitution Germanique, dont Sa Majesté Impériale est animée, de les seconder par ses suffrages à la diète de Ratisbonne, par (l') influence que Son Altesse Sérénissime Electorale peut avoir sur plusieurs

de

de ſes Co-Etats, et en général par tous les efforts et moyens qui ſont en ſon pouvoir. 1799

ART. VIII.

Le préſent traité ſera ratifié par Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies et Son Alteſſe Séréniſſime Electorale Bavaro-Palatine, et les Ratifications échangées ici dans l'eſpace de deux mois, ou plutôt ſi faire ſe pourra. *Ratifications.*

En foi de quoi Nous ſousſignés, munis des pleinpouvoirs de Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies et de Son Alteſſe Séréniſſime Electorale Bavaro-Palatine avons en leurs noms ſigné le préſent traité, et y avons appoſé le cachêt de Nos armes.

Fait à Gatſchino le $\frac{1 \text{ Oct.}}{20 \text{ Sept.}}$ mille ſept cent quatre-vingt dix neuf.

(L. S.) GUILLAUME,
Duc de Bavière en qualité de chargé des pouvoirs de l'Electeur.

(L. S.) *Le Comte* DE KOTSCHOUBEY.

(L. S.) *Le Comte* DE ROSTOPSIN.

A ces cauſes après avoir ſuffiſament examiné le traité ci-deſſus, Nous l'avons agréé dans tous ſes points et Nous le confirmons et ratifions ſolemnellement par les préſentes, promettant ſur Notre parole Impériale pour Nous et Nos Succeſſeurs non ſeulement de tenir, et de remplir fidellement et inviolablement tout ce qui a été ſtipulé dans le dit traité d'alliance, mais auſſi de ne permettre ni ſouffrir qu'il y ſoit contrevenu en quelque façon que ce ſoit.

En foi de quoi Nous avons ſigné cette ratification de la propre main, à laquelle avons fait appoſer le ſceau de Notre Empire. Donné à St: Petersbourg le 20. Décembre l'an de grace mille ſept cent nonante neuf et de Notre Règne la quatrième année.

PAUL.

Contreſigné:

Le Comte DE ROSTOPSIN.
Le Comte DE PANIN.

31.

1800 16 Mars. *Traité de ſubſides conclu entre S. M. Britannique et S. A. S. Electorale Palatine; ſigné à Munich le 16 Mars 1800.*

(*Copie privée mais ſure.*)

Soit notoire à tous ceux à qui il appartiendra, que S. A. S. Electorale Bavaro-Palatine ſe trouvant, en qualité de Membre de l'Empire et par une ſuite de ſon attachement à ſa conſtitution, engagée dans la guerre que le Corps Germanique à été obligé de declarer à la France pour la defenſe et le maintien de ſa conſtitution ainſi que de l'integrité de ſon territoire, et bien convaincue de la neceſſité d'employer à ce but ſalutaire non ſeulement les forces que les loix de l'Empire exigent de chacun de ſes membres, à titre de contingent, mais de développer même de plus grands moyens, afin de parvenir plutôt à une paix honorable et ſolide, ce que la priſe de poſſeſſion par la France d'une partie conſiderable des Etats et des Revenus de S. A. S. Electorale ne lui permet pas de faire par elle même dans la proportion qu'elle l'auroit deſirée; elle s'eſt adreſſée à S. M. Britannique (qui par ſuite de l'aggreſſion hoſtile de la France, ſe trouve également en guerre avec le même ennemi); en invitant S. M. à concourir à l'execution de ces meſures par tels arrangemens qui pourroient être jugés convenables; S. M. de ſon coté partageant les ſentimens de S. A. S. Electorale à cet égard et ſouhaitant de lui donner une preuve de ſon amitié et de ſon deſir de favoriſer autant qu'il dependra d'elle l'objet juſte et ſalutaire que S. A. S. Electorale a en vue, a envoyé en conſequence à Munich le Sieur William Wickham, Son Miniſtre Plénipotentiaire et Commiſſaire nommé à cet effet, afin de regler plus particulièrement tous les points relatifs à cet objet important et S. A. S. Electorale Bavaro-Palatine a nommé de ſa part pour le même but le Baron Maximilien Joſeph de Montgelas, Son Chambellan, Conſeiller privé actuel, Miniſtre d'Etat et de Conférences, ayant le departement des affaires étrangères, Grand Croix honoraire de l'ordre de St. Jean de Jéruſalem,

ſalem, lesquels, après l'échange de leurs pleinspouvoirs 1800
reſpectifs, ſont convenus des articles ſuivans:

ART. I.

S. A. S. Electorale Bavaro-Palatine mettra à la *Corps ſubſidiaire 12000 hommes.* diſpoſition de S. M. le Roi de la Grande-Brétagne, un Corps de 12,000 hommes, tant Infanterie que Cavalerie, bien entendu toujours que la Cavalerie ne depaſſera pas la proportion d'un onzième du Corps entier, pour ſervir dans quelque partie que ce ſoit en Europe, où S. M. B. l'exigeroit, et cela pendant le terme d'une année entière à dater du jour que la totalité de ce Corps aura été paſſée en revue par le Commiſſaire de S. M. Br. Ce Corps entier, ainſi que le Général nommé par S. A. S. Electorale pour le commander, ſeront ſous les ordres de tel Général en Chef des Armées alliées qu'il plaira à S. M. Br. de déſigner à cet effet; ils lui obéiront d'après les loix de la guerre et de la diſcipline militaire pour tout ce qui concerne la marche de la guerre et l'enſemble des operations, bien entendu cependant que dans tout ce qui ne regarde que leur diſcipline et organiſation intérieure et particulière, les troupes Bavaro-Palatines, fournies en vertu de ce traité, reſteront ſous le commandement immédiat de leurs propres officiers et les ordres de leur Général Bavarois; elles ſeront toujours employées enſemble; ſans être jamais ſeparées, à moins que la raiſon de guerre ne l'exige abſolument. On les traitera en tous points, tant en ce qui concerne le ſervice militaire, que tout autre objet, avec une parfaite égalité avec les troupes de la puiſſance, avec l'armée de laquelle elles agiront.

Le dit Corps ſera du reſte abſolument indépendant et en ſus des troupes que S. A. S. Electorale doit fournir pour ſon Contingent à l'Armée de l'Empire.

ART. II.

Ce Corps exercé, diſcipliné, armé, équipé et pourvu *Son équipement et départ* de tout l'attirail de guerre, de l'artillerie de campagne, à raiſon de deux pièces par bataillon, et des munitions néceſſaires, doit être prêt et partira de la manière ſuivante.

La prémière moitié ſera rendue, ſoit à Donauwerth, ſoit à Angsbourg, ou à telle autre ville en Souabe qui ſera deſignée par les ſignataires du préſent traité pour

1800 le premier du mois d'Avril, et y ſera paſſée en revue par le Commiſſaire de S. M. Br. nommé à cet effet.

La ſeconde moitié ſera rendue dans l'un des endroits ci-deſſous nommés pour le 25 du même mois d'Avril, ou plutôt, ſi faire ſe peut et y ſera pareillement paſſée en revue.

ART. III.

Fraix d'équipement. Afin de ſubvenir aux frais de levée et d'équipement de ce Corps, et de faciliter à S. A. S. Electorale les moyens de le completter et de le mettre à même de s'unir promptement aux troupes deſtinées à agir contre l'ennemi commun, S. M. Br. s'engage à payer à S. A. S. Electorale la ſomme de 80 écus de Banque pour chaque Cavalier monté, armé, équipé et exercé, et celle de 30 écus de Banque pour chaque Fantaſſin de même armé, équipé et exercé, l'écu de Banque à quatre Schellins, neuf deniers et trois quarts Anglais. Une moitié de cet argent de levée ſera payée le jour même, où la première diviſion ſera paſſée en revue et approuvée par le Commiſſaire de S. M. Br. L'autre moitié le jour, où la ſeconde diviſion ſera paſſée en revue et approuvée de même manière.

ART. IV.

Solde de entretien La ſolde de ces troupes, ainſi que leur entretien ſur le pied de guerre uſité pour l'armée Bavaro-Palatine, commencera à courir du jour de la ſignature du preſent traité, mais il ne ſe fera aucun payement effectif, avant que la prémière revue n'ait été paſſée. Elle continuera à être payée par S. M. Br. tant pour le prêt des Soldats que pour tous les autres émolumens quelconques, et ſans exception, auſſi longtems que ce Corps ſera à ſa diſpoſition.

Afin de prevenir toutes les conteſtations qui pourroient naitre à ce ſujet, les hautes parties contractantes conviendront par leurs Commiſſaires reſpectifs, nommés à cet effet d'une Somme fixe, d'après la quelle ces différens articles ſeront évalués et acquittés pendant tout le tems de la durée du preſent traité.

S. M. Br. conſent à payer extraordinairement et en ſus du courant un mois de ſolde et d'émolument pour fournir aux fraix de retour de ce Corps, lorsqu'il ſe tournera dans les Etats de S. A. S. Electorale.

ART.

ART. V. 1800

Pendant la durée du preſent traité les deſerteurs Bavaro-Palatins ſeront fidèlement reſtitués, toutes les fois qu'ils ſeront découverts dans les endroits dépendans de S. M. Br. ou dans les Corps levés par ſes ordres. *Deſerteurs.*

ART. VI.

S. A. S. Electorale s'engage à tenir ce Corps toujours complet, et d'envoyer les recrues néceſſaires, équipées et exercées de trois mois en trois mois, et plutôt même, ſi l'état des choſes l'exige abſolument. *Recrues.*

ART. VII.

Il dependra du Commiſſaire de S. M. Br. de faire de ce Corps, ſoit en entier, ſoit en partie, une ou pluſieurs revues par an, de manière cependant que pour ne pas courir risque de déranger les operations de la Campagne, elles ne puiſſent avoir lieu pour chaque Corps plus frequemment que tous les deux mois. Les Commiſſaires et Officiers, tant Généraux que Commandants de Regiments, et tout Officier ou autre perſonne, chargés de conduire les Recrues aux Corps, ſeront tenus chacun de fournir audit Commiſſaire de S. M. Br. l'état de ſituation actuel, ſoit des Regiments reſpectifs, ſoit des Recrues, toutes les fois que le dit Commiſſaire jugera convenable de le demander. *Revues.*

ART. VIII.

S. A. S. Electorale ayant, à la demande expreſſe de S. M. en vertu de l'article VI. renoncé entièrement à tous les avantages de la vacante ſolde, laquelle dans tout traité de ce genre a été regardée comme le principal fonds pour ſubvenir aux frais du Recrutement, et ayant par l'article VIII. donné toutes les facilités poſſibles au Commiſſaire de S. M. Br. de verifier l'état exact du Corps dans tous les tems, et le nombre et la nature des Recrues, qui lui ſeront envoyées, S. M. Br. ſentant tout l'avantage de cet arrangement, ſoit pour le bon entretien du Corps, ſoit pour les ſervices effectifs, qu'il ſe trouvera par là à même de rendre pendant toute la durée de la Campagne autant qu'au Commencement, s'engage à payer à S. A. S. Electorale pour fraix de Recrutement une Somme calculée ſur le pied de 30 écus de banque, pour chaque Recrue diſciplinée, armée et équipée qui ſera fournie en remplacement des hommes *Somme pour le recrutement.*

1800 qui periront, ou qui seront mis hors de service pendant le tems que ces troupes seront employées pour S. M. B.

Les deserteurs sont formellement exceptés de cet article et leur remplacement restera entièrement à la Charge de S. A. S. Electorale.

ART. IX.

Artillerie etc. L'artillerie et autres effets et ustensiles de guerre, perdus devant l'ennemi seront remplacés aux frais de S. M. Br. à un prix fixe et déterminé, à convenir entre les Commissaires des hautes parties contractantes.

ART. X.

Protection des Etats de l'Electeur. S. M. Br. promet de veiller à la sureté des domaines et possessions de S. A. S. Electorale et de diriger les operations militaires autant que cela dependra d'elle et que les circonstances de la guerre et les interêts de la cause commune le lui permettront, de manière à ce que les Pays Bavaro-Palatins, actuellement occupés par S. A. S. Electorale, ou par les armées alliées, soyent couverts et épargnés le plus que possible. Si cependant, non obstant les précautions qui seront prises dans cette vue, une partie quelconque des Etats susmentionnés de S. A. S. Electorale étoit attaquée par l'ennemi en haine du present traité, S. M. Br. prendra de concert avec ses alliés les mesures qui seront jugées les plus convenables pour procurer à S. A. S. Electorale une indemnité proportionnée aux pertes qu'une telle invasion feroit éprouver à l'une ou l'autre de ces provinces.

ART. XI.

Reconquêtes. Pour donner à S. A. S. Electorale une marque encore plus forte de son amitié, ainsi que de l'interêt vif et sincère, qu'elle prend à la conservation et à la prosperité de sa maison, S. M. Br. observera la même conduite par rapport aux autres Possessions de S. A. S. Electorale à mesure qu'elles seront reconquises et tirées des mains de l'ennemi, et s'employera de plus de la manière la plus efficace de concert avec ses alliés, pour procurer, lors de la pacification générale, la restitution complete des Etats que la maison Electorale possédoit au commencement de la guerre actuelle, tels qu'ils se trouvoient à cette époque.

ART.

ART. XII.

1800

Le Corps ſtipulé dans le preſent Traité pourra être porté juſqu'à 20,000 hommes moyennant une augmentation de fraix de levée et d'équipement, ainſi que de ſolde et autres émolumens, calculés ſur les baſes du preſent Traité d'après l'augmentation en hommes qui ſera convenue entre les hautes parties contractantes. *Augmentation des troupes.*

ART. XIII.

Les clauſes et ſtipulations de la preſente Convention ſeront communiquées en entier et ſans aucune reſerve à S. M. Imperiale et Royale et à S. M. Imperiale et Eminentiſſime l'Empereur de toutes les Ruſſies. Il leur ſera libre d'y acceder autant que la nature des divers articles et ſtipulations le leur permettra, de même qu'à telles modifications, ou additions que les hautes Parties contractantes pourroient y apporter par la ſuite. *Communication à l'Autriche et à la Ruſſie.*

ART. XIV.

Les ratifications du preſent Traité ſeront échangées dans l'eſpace de quatre ſemaines, ou plutôt ſi faire ſe peut. *Ratification.*

En foi de quoi les ſousſignés ont ſigné le preſent Traité, et y ont appoſé le cachet de leurs armes.

Fait à Munich le 16 Mars 1800.

(L. S.) MONTGELAS.

(L. S.) W. WICKHAM.

Articles ſéparés et ſecrets.

ART. I.

Quoique S. M. le Roi de la Grande-Brétagne, par le Traité conclu aujourdhui, ſe ſoit reſervé le droit d'employer partout, où il lui plairoit en Europe, le Corps que S. A. S. Electorale Bavaro-Palatine à mis à ſa diſpoſition, néanmoins S. M. Br. par une ſuite de ſon amitié pour S. A. S. Electorale voulant que le dit Cops ſerve, (autant que les circonſtances de la guerre et l'intérêt de la cauſe générale le permettront) à couvrir et à proteger les Etats Bavaro-Palatins, conſent qu'il ne ſoit employé qu'avec l'armée de l'Empereur et de l'Empire en Allemagne, ou ſur les frontières de la France les plus voiſines de celles de l'Empire du Coté du Rhin et de la Suiſſe, à proportion des progrès qui ſeroient faits *Emploi limité des troupes.*

1800 par ladite armée de l'Empereur et de l'Empire, ſur l'ennemi commun, et jamais en Italie, ni dans les Pays-Bas au delà de la Meuſe, et ſans que jamais, dans aucun cas, ni ſous aucun pretexte, on puiſſe lui donner une autre deſtination, ni l'embarquer. . . .

ART. II.

Commandement. Il eſt expreſſement convenu que S. A. S. Electorale pendant la durée du preſent Traité, ne nommera pour commander en Chef le Corps qu'elle met à la diſpoſition de S. M. Br. et ne continuera dans le Commandement du dit Corps qu'un Sujet qui ſoit agréable à ce Prince.

ART. III.

Negociations de paix. S. A. S. Electorale s'engage auſſi, tant que durera le preſent Traité, à n'ouvrir aucune négociation avec la France, à l'inſçu de S. M. Br. mais elle lui communiquera fidelement, ſoit à elle, ſoit à ſes Miniſtres et Commiſſaires, dûment autoriſés à cet effet, toutes les ouvertures et propoſitions qui lui ſeroient faites à cette fin; en cas de Contravention au préſent article, S. M. Br. ne ſeroit plus obligé de ſon côté à remplir les engagemens, auxquels elle ſe trouveroit alors encore tenue, et ſeroit pleinement autoriſée à regarder les ſtipulations du preſent Traité, comme nulles et non avenues.

S. M. le Roi de la Grande-Brétagne s'engage pendant la durée du préſent Traité à ne conclure aucun Traité avec la France, ſans que S. A. S. Electorale Bavaro-Palatine n'y ſoit nommement compriſe, et que ſes interêts n'y ayent été reglés.

ART. IV.

Prolongation future. Quoique S. M. Br. ne puiſſe dans ce moment, s'engager au preſent Traité pour un terme plus long que celui d'un an; cependant ſi dans cet intervalle il n'y a pas de negociation ouverte entre S. A. S. Electorale et la France, ſans le ſçu et l'aveu de S. M. Br. et que d'ailleurs la ſituation des affaires et les circonſtances ſoient de nature, à admettre la prolongation de cet engagement, Sa dite Majeſté le Roi de la Grande-Brétagne ſe prêtera ſans difficulté à en étendre la durée juſqu'au terme qui ſera convenu alors entre les hautes Parties contractantes.

ART. V.

Garantie ſolliciteé. S. A. S. Electorale Bavaro-Palatine ayant inſiſté de la manière la plus formelle et la plus préciſe ſurceque

S. M.

S. M. Br. voulut bien prendre sur elle et la couronne de la Grande-Brétagne la garantie positive de l'integrité des domaines et Provinces, dont S. A. S. Electorale se trouvoit actuellement en possession réelle et effective, le Ministre Plénipotentiaire de S. M. Br. a declaré qu'il manquoit des pleinspouvoirs et instructions nécessaires à cet égard. Sur quoi il a été convenu et arrêté que tout ce qui concernoit cet objet, seroit remis à un arrangement séparé, auquel les alliés des deux hautes Parties contractantes, particulièrement, S. M. Imperiale et Royale l'Empereur des Romains et S. M. Imperiale et Eminentissime l'Empereur de toutes les Russies, seroient invitées à concourir et pour l'accéleration duquel S. M. Br. promet d'interposer ses bons offices efficaces et suivis. 1800

ART. VI.

Les présens articles séparés et secrets sont censés faire partie du Traité principal, signé aujourdhui et auront la même force et valeur, comme s'ils y étoient inserés mot pour mot. *Signature.*

En foi de quoi les sousignés ont signé les presens articles séparés et secrets et y ont appose les cachets de leurs armes.

Fait à Munich le 16 Mars 1800.

(L. S.) MONTGELAS.
(L. S.) W. WICKHAM.

Article séparé.

Il a été convenu et arrêté que les titres employés, ou omis de part et d'autre, à l'occasion de la presente négociation, dans les pleinspouvoirs, ou partout ailleurs, ne pourront être cités, ni tirés à conséquence et qu'il ne pourra jamais en resulter aucun préjudice pour l'une ou l'autre des hautes Parties contractantes. *Titres.*

Le present article séparé aura la même force que s'il étoit inséré mot à mot dans la Convention principale.

En foi de quoi les Ministres plénipotentiaires l'ont signé et scellé de leurs armes.

Fait à Munich le 16 Mars 1800.

(L. S.) MONTGELAS.
(L. S.) W. WICKHAM.

32.

1800 15 Juil. *Convention supplémentaire au traité de subsides du 16 Mars 1800, conclue entre S. M. Britannique et S. A. S. Electorale Bav. Palat. et signée à Amberg le 15 Juil. 1800.*

Soit notoire à tous ceux à qui il appartiendra que les motifs puissans, qui ont determiné S. M. le Roi de la Grande-Brétagne et S. A. S. Electorale Bavaro-Palatine à resserrer par un traité d'alliance et d'union, conclu à Munich le 16 Mars dernier, les liens d'amitié si heureusement établis entre leurs états respectifs, ayant acquis depuis un nouveau dégré de force par les progrès de l'armée françoise en Allemagne et l'occupation d'une grande partie de la Bavière, qui en a été la suite, S. A. S. Electorale desirant en conséquence donner aux moyens militaires, qui sont en son pouvoir, tous les développemens, dont ils sont susceptibles et qui pourroient conduire à seconder encore plus puissamment les efforts de l'Empereur et de l'Empire pour la cause commune et à la prompte delivrance de ses Etats; S. M. Br. de son côté, par une suite de son affection pour S. A. S. Electorale et voulant lui donner une preuve de son desir de favoriser en tout ce qui dépendroit d'elle ses interêts et l'avantage de sa maison, a autorisé le Sieur William Wickham, Signataire dudit traité de Munich à entrer en pourparler avec le Baron Maximilien Joseph de Montgelas, également Signataire dudit traité, sur tout ce qui concerne cet objet, lesquels sont convenus des articles supplémentaires suivans.

Art. I.

Corps auxiliaire. S. M. Br. prendra à sa Solde à titre de Corps auxiliaire, les troupes qui ont été levées en Bavière depuis la signature du traité d'alliance et de subsides, conclu le 16 Mars dernier, et qui se trouvent aujourdhui sous les ordres de S. A. S. le Duc Guillaume de Bavière, étant toujours libre à S. M. d'en tirer un nombre de recrues à convenir entre les hautes Parties contractantes, pour aider à completer le Corps subsidiaire de la manière

nière et sous les conditions, convenues par l'art. VIII. du traité de subsides. 1800

ART. II.

Le dit Corps auxiliaire agira dans l'étendue de la Bavière, du haut Palatinat, des Duchés de Neubourg et de Sultzbach, pour défendre la partie de ces Provinces qui n'a pas été occupée par l'ennemi et particulièrement le haut Palatinat, ainsi que les districts de la Basse Bavière qui l'avoisinent et reconquérir le reste des Etats de S. A. S. Electorale sans que jamais il puisse lui être donné une autre destination que du libre consentement de l'Electeur. *Son emploi.*

ART. III.

La solde des troupes commencera à courir du jour de la signature de la presente Convention supplémentaire; elle sera payée sur le pied de guerre usité pour l'armée Bavaro-Palatine, tant pour le prêt des Soldats, que pour les Gages des Officiers et pour la subsistance de toute l'armée; le tout d'après les principes adoptés à cet égard tant par le traité de subsides du 16 Mars, que par la Convention additionelle du 19 du même mois, dont les stipulations sont appliquées expressement au Corps auxiliaire en autant qu'elles en seront susceptibles. *Solde.*

ART. IV.

L'état Major de ce Corps sera organisé d'après le pied adopté pour le Corps subsidiaire. *Etat Major*

ART. V.

La solde et autres fournitures seront acquittés et fournies par les agens et fourniſſeurs de S. M. Br. d'après les états de chaque Corps, signés par les Chefs, et visés par S. A. S. le Duc de Bavière, comme Commandant en Chef. *Entretien. Revues.*

Si cependant les commissaires et agens de S. M. Br. desiroient faire une verification plus particulière de l'état effectif des troupes, il leur seroit fourni à leur requisition, toutes les facilités stipulées pour les revues du Corps subsidiaire par l'art. VII. du traité de subsides.

ART. VI.

L'emploi actif et constant de ce Corps auxiliaire pour le but et à la fin enoncés par l'article II. de la presente convention supplémentaire sera reglé dans le plus bref delai possible entre S. A. S. le Duc de Bavière, le Général en Chef de l'Armée Imperiale et Royale en *Concert avec l'Autriche*

1800 Allemagne (ou pour le moment actuel par le Général-Major, Comte de Klenau, Commandant un detachement de l'Armée Imperiale et Royale actuellement à Ratisbonne) et le Miniſtre Plénipotentiaire et Commiſſaire de S. M. Br. ou tout autre Officier qui ſeroit commis expreſſément à cet effet, et s'il exiſtait une difference d'avis entre les Généraux Impériaux et Bavarois, qui ne pût être conciliée, l'avis de ce dernier ſera deciſif.

ART. VII.

Continuation de la ſolde. Quoique l'objet principal de la preſente convention ſoit de recouvrer la Bavière et de repouſſer par là l'ennemi du centre de l'Allemagne, et que par conſequent les ſécours, que S. M. Br. ne s'eſt engagée à donner qu'à titre de ſubvention et pendant la durée de la criſe actuelle, duſſent ceſſer du moment, où l'ennemi aura été expulſé entièrement de cette Province, cependant S. M. le Roi de la Grande-Brétagne par une ſuite de ſon amitié pour S. A. S. Electorale Bavaro-Palatine, conſent à continuer au Corps auxiliaire Bavarois la ſolde et ſubſiſtance, ſur le pied énoncé ci-deſſus, tant que le théâtre de la guerre ſera aſſés voiſin des confins du pays pour exiger la préſence des troupes ſur l'extrême frontière.

ART. VIII.

Corps ſubſidiaire. Dèsque S. A. S. Electorale ſera rentrée en pleine et entière poſſeſſion de ſes états Bavarois, le Corps ſubſidiaire, ſtipulé par le traité du 16 Mars dernier ſera ſur la demande et à la requiſition de S. M. Br. porté ſur le pied complet de 12,000 hommes effectifs, pour agir conformement aux ſtipulations convenues et dans leur limites déterminées par le dit traité; on y employera, ſoit le Corps auxiliaire, ſoit tout autre moyen quelconque que le Gouvernement Bavarois voudra adopter, pourvû qu'il rempliſſe le but de l'article II. du traité de ſubſides. S. M. Br. de ſon coté promet alors de ſubvenir aux fraix de recrutement, dans la forme, et avec les modifications, dont on eſt convenu par l'article VIII. du traité de ſubſides.

ART. IX.

Garantie des poſſeſſions etc. Palatines. Pour donner à la Maiſon Electorale Bavaro-Palatine une preuve réelle et effective de ſa reconnoiſſance pour les ſervices que S. A. S. Electorale vient de rendre à la cauſe, dans laquelle S. M. Br. ſe trouve engagée, et

et pour la fidelité, avec laquelle S. A. S. Electorale s'eſt efforcée de remplir ſes engagemens avec S. M. malgré la perte de la plûpart de ſes états et de ſa Capitale, Sadite Majeſté employera non ſeulement toute ſon influence pour que les parties du Duché de Bavière, du Haut Palatinat, de Neubourg et de Sulzbach, de la Province du Bas Palatinat, ſituée ſur la Rive droite du Rhin, ainſi que le Duché de Berg, qui ſont occupées par l'Ennemi ſoient reconquiſes et reſtituées le plutôt poſſible à leur légitime Souverain mais Elle s'engage encore pour Elle, ſes héritiers et ſucceſſeurs à en garantir la jouiſſance libre et entière et la poſſeſſion paiſible à S. A. S. Electorale Bavaro-Palatine, pour Elle, ſes héritiers, Succeſſeurs et toute la Maiſon Bavaro-Palatine, telles et dans l'état qu'elles ont été aſſurées à tous les Princes Palatins par le traité de paix, ſigné à Teſchen le 13 May 1779, ou qu'elles ont été poſſedées par le feu Electeur, Charles Theodore. 1800

Les effets de la preſente garantie s'étendront auſſi ſucceſſivement ſur les pays et provinces, ſitués à la Rive gauche du Rhin, dont la maiſon Bavaro-Palatine étoit en poſſeſſion à l'époque du commencement de la preſente guerre, à meſure que tout ou des parties ſeulement de ces pays et provinces ſeront ſouſtraites à la domination de la France, par la voye des armes, ou reſtituées à la ſuite des negociations qui pourroient avoir lieu à cet ſujet.

ART. X.

Les troupes auxiliaires Bavaroiſes ſeront toujours employées en maſſe, ſans être detachées, ni diviſées qu'autant que les circonſtances l'exigeront abſolument; elles formeront conſtamment un Corps ſéparé, ou dumoins une diviſion particulière. *Emploi des troupes en maſſe.*

ART. XI.

Les ratifications de la préſente convention ſeront échangées dans le terme de 4 ſemaines, ou plutôt, ſi faire ſe peut. *Ratification.*

En foi de quoi les ſouſſignés ont ſigné la preſente convention ſupplémentaire et y ont appoſé le cachet de leurs armes.

Fait à Amberg le 15 Juillet 1800.

(L. S.) W. WICKHAM.
(L. S.) MONTGELAS.

Arti-

1800

Articles ſéparés et ſecrets.

ART. I.

Intervention de l'Angl. pour procurer des indemnités.

Pour achever de convaincre S. A. S. Electorale de ſes ſentimens de beinveillance et d'amitié, et combien elle deſiré lui en donner les marques les plus prononcées, S. M. Br. s'engage, dans la ſuppoſition, où le ſuccès des armes tromperoit la juſtice de la cauſe commune, et où la France demeureroit en poſſeſſion à la paix générale, du tout, ou d'une partie de ſes conquêtes ſur la maiſon Bavaro-Palatine, à employer ſon intervention active, zelée et ſuivie, ainſi que toute ſon influence, pour procurer à S. A. S. Electorale Bavaro-Palatine, ſes heritiers, ſucceſſeurs et toute la maiſon Bavaro-Palatine, des avantages proportionnés aux ſacrifices, que l'Electeur regnant et ſon prédéceſſeur ont fait dans cette guerre, et aux ceſſions territoriales, auxquelles ce Prince pourroit être déterminé en faveur de la tranquilité générale.

ART. II.

Concert avec l'Autriche

Sa dite M. Br. ſe concertera pour l'execution du précédent article avec ſes alliés et particulièrement avec S. M. Imp. et Royale et interpoſera auprès d'eux ſes bons offices et ſon intervention de la manière la plus ſuivie, pour réaliſer autant qu'il dépendra d'elle, les vues de S. A. S. Electorale Bavaro-Palatine.

ART. III.

Nature de ces articles ſéparés.

Les préſens articles ſéparés et ſecrèts ſont cenſés faire ſuite et partie tant du traité d'alliance et de ſubſides, conclu le 16 Mars dernier, que de la convention additionelle et ſupplémentaire, ſignée aujourdhui, ils auront la même force et valeur que s'ils y étoient inſérés mot à mot.

En foi de quoi les ſouſſignés ont ſigné les préſens articles ſéparés et ſecrets, et y ont appoſé les cachets de leurs armes.

Fait à Amberg, le 15 Juillet 1800.

(L. S.) W. WICKHAM.

(L. S.) MONTGELAS.

33.

Traité de ſubſides entre le Roi de la Grande-Brétagne et le Duc de Wirtemberg, pour un Corps de 5,000 hommes, à fournir par ce Prince, pendant 3 années, conclû et ſigné à Louisbourg le 20 Avril 1800.

1800
20 *Avr.*

(*Copie privée mais ſure.*)

Soit notoire à tous à qui il appartiendra; que S. A. S. le Duc régnant de Wirtemberg, ſe trouvant en qualité de membre de l'Empire et par une ſuite de ſon attachement à ſa conſtitution, engagé dans la guerre que le Corps Germanique a été obligé de déclarer à la France pour la defenſe et le maintien de ſa conſtitution, ainſi que de l'integrité de ſon territoire; et bien convaincu de la neceſſité d'employer à ce but ſalutaire, non ſeulement les forces que les loix de l'Empire exigent de chaqu' un de ſes membres, à titre de contingent, mais de developper même de plus grande moyens, afin de parvenir plutôt à une paix honorable et ſolide; et auſſi pour donner plein effet au Traité conclu le 2 de Juillet 1799 *), entre S. M. Imperiale Royale Apoſtolique et Romaine et ſadite A. S. ſous les auſpices de S. M. Imperiale Eminentiſſime, l'Empereur de toutes les Ruſſies, par lequel il a été reconnu, que la priſe de poſſeſſion, par la France, d'une partie conſidérable de ſes Etats, et les invaſions réiterées, faites par la même puiſſance, dans les autres poſſeſſions de S. A. S. ainſi que l'épuiſement de ſes moyens cauſé par les efforts extraordinaires déja faits par elle, pour le ſoutien et l'avantage des armées, agiſſant pour la cauſe commune en Allemagne, ne lui permettent pas de faire par elle même de plus grands ſacrifices, dans la proportion qu'elle auroit deſirée; Elle s'eſt adreſſée à S. M. Britannique (qui par une ſuite de l'aggreſſion hoſtile de la France, ſe trouve également en guerre avec le même ennemi) invitant S. M. à aider S. A. S. à concourir à l'execution de ces meſures par tels arrangemens qui pourroient être jugés convenables.

S. M.

*) Ce traité n'eſt pas publié, que je ſache.

1800 S. M. de ſon côté partageant les ſentimens de S. A. S. à cet égard et ſouhaitant de lui donner une preuve de ſon amitié et de ſon deſir de favoriſer, autant qu'il dependra d'elle, l'objet juſte et ſalutaire que S. A. S. a en vue, a envoyé à Stoutgart le Sr. W. Wickham, Son Miniſtre Plénipotentiaire et Commiſſaire nommé à cet effet, afin de regler plus particulièrement tous les points relatifs à cet objet important; et S. A. S. à nommé de Sa part pour le même but, le Comte Charles de Zeppelin, Son Chambellan, Préſident de Son Conſeil intime, Son Miniſtre d'Etat et de Conférence, ayant le Departement des affaires étrangères; Chevalier de Son grand ordre, grand croix honoraire de l'ordre de St. Jean de Jeruſalem, Conſeiller privé actuel de S. M. Imperiale et Royale, leſquels après l'échange de leurs pouvoirs reſpectifs, ſont convenus des Articles ſuivans.

ART. I.

Alliance. Il y aura, autant en vertu de ce traité, qu'à raiſon des liens étroits qui uniſſent les deux maiſons, une amitié et une alliance ſincères et durables entre S. M. B. et S. A. S. Mgr. le Duc de Wirtemberg, leurs deſcendans et Succeſſeurs, de telle ſorte que chacune des deux hautes parties contractantes, enviſagera les interêts de l'une, comme les ſiens propres, et s'efforcera de contribuer à la proſperité de ſa maiſon, de ſes Etats, de ſes Sujets, comme de s'oppoſer à tout ce qui pourroit y nuire ou porter préjudice.

ART. II.

Corps ſubſidiaire de 5000 h. S. A. S. le Duc de Wirtemberg mettra à la diſpoſition de S. M. le Roi de la Grande-Bretagne, un Corps de 5,000 hommes, tant Infanterie que Cavalerie, (celle ci ne dépaſſera pas la proportion d'un onzième du Corps entier) pour ſervir dans quelle partie que ce ſoit en Europe, où S. M. B. l'exigeroit, et cela pendant tout le tems que S. M. prendra une part active ſur le continent dans la guerre actuelle; et pour le terme de trois ans, ſi des événemens heureux permettoient à l'Europe, à cette époque, ou plutot, de jouir d'une paix ſolide et durable; S. M. ſe reſervant dans ce dernier cas, c'eſt à dire, ſi la paix continentale ſe faiſoit avant l'expiration des trois ans, la liberté de ne plus faire uſage de ce Corps, en prévenant S. A. S. de ſes intentions à cet égard trois mois d'avance, pendant leſquels la ſolde et

les

les autres émolumens des troupes continueront à leur être payés sur le pied et de la manière ci après énoncés. 1800

ART. III.

Ce Corps entier, ainsi que le Général nommé par S. A. S. pour le commander, seront sous les ordres de tel Général en Chef des Armées alliées qu'il plaira à S. M. B. de designer à cet effet; ils lui obéiront, d'après les loix de la guerre et de la discipline militaire, pour tout ce qui concerne la marche de la guerre et l'ensemble des opérations, bien entendu cependant, que dans tout ce qui ne regarde que leur discipline et leur organisation interieure et particulière, les Troupes Wirtembergeoises, fournies en vertu de ce traité, resteront sous le commandement immédiat de leurs propres Officiers et les ordres de leur Général Wirtembergeois. — Elles seront toujours employées ensemble sans jamais être separées, à moins que la raison de guerre ne l'exige absolument. On les traitera en tous points, tant en ce qui concerne le service militaire, que tout autre objet, sur le pied d'une parfaite égalité avec les Troupes de la puissance, avec l'Armée de laquelle elles agiront. — Ledit Corps sera du reste absolument indépendant et en sus des Troupes que S. A. S. doit fournir pour son contingent à l'Armée de l'Empire. *Commandement.*

ART. IV.

Ce Corps exercé, discipliné, armé, équipé et pourvu de tout l'attirail de guerre, de l'Artillerie de Campagne, à raison de deux pièces par bataillon, et des munitions nécessaires, étant actuellement prêt à partir, partira pour la destination qui lui sera designée, huit jours après la première requisition qui en sera faite par le Commissaire de S. M. Br. nommé à cet effet. *Son départ.*

ART. V.

Afin de subvenir aux frais de levée et d'équipement de ce Corps et de faciliter à S. A. S. les moyens de le mettre à même de s'unir promptement aux troupes destinées à agir contre l'ennemi commun, S. M. Br. s'engage à payer à S. A. S. la somme de 80 écus de Banque pour chaque Cavalier monté, armé, equipé et exercé et celle de 30 écus de Banque pour chaque Fantassin, de même armé, equipé et exercé: l'écu de Banque estimé à 4 Shillings 9 deniers et ¾ anglois. Une *Fraix d'équipement.*

moitié

1800 moitié de cet argent ſera payée le jour même de la ſignature du preſent traité et l'autre, le jour où la troupe ſera paſſée en revue et approuvée par le Commiſſaire de S. M. Britannique.

ART. VI.

Terme a quo de la Solde. S. M. B. en conſideration de la longue durée de cette negociation occaſionnée par la privation des moyens de communication entre l'Angleterre et le Continent, et pour dédommager en partie S. A. S. des frais que lui a cauſés pendant cet intervalle de tems, l'entretien de ces troupes levées extraordinairement par S. A. S. dans l'eſpérance que cette negociation ſeroit amenée à une fin prompte et heureuſe, conſent à lui payer la ſolde, mais non pas la ſubſiſtance du Corps ſtipulé dans le préſent traité, depuis le 20 du mois de Janvier dernier jusqu'au jour de la ſignature de ce traité.

ART. VII.

Sa continuation. La ſolde de ce Corps, ainſi que ſa ſubſiſtance et tout ſon entretien ſur le pied de guerre uſité dans l'armée de S. A. S. commencera à courir du jour même de la ſignature du preſent traité. — Elle continuera à être payée par S. M. B. tant pour le prêt et ſubſiſtance des Soldats, que pour tous les autres émolumens quelconques, et ſans exception auſſi longtems que ce Corps ſera activement employé par S. M. B. Mais dès qu'il plaira à Sa dite Majeſté de n'en plus faire uſage, et que les trois mois d'avertiſſement, ſtipulés dans l'article II. ſeront expirés, Elle payera à S. A. S. pour le reſte du tems de la durée du préſent traité, un ſubſide proportionné à la force du Corps fourni par S. A. S. et calculé ſur les baſes du ſubſide accordé à S. A. S. le Landgrave de Heſſe-Caſſel par le traité, conclu entre S. M. B. et le Séreniſſime Landgrave et ſigné à Caſſel le 10 Avril 1793. — S. M. B. s'engage à payer de plus, dans ce cas là, extraordinairement, et en ſus du Courant, un mois de ſolde et d'émolument, pour fournir aux frais de ce Corps, lorsqu'il rentrera dans les états de S. A. S. — Afin de prevenir toutes les conteſtations qui pourroient naitre au ſujet de la ſolde et émolumens ainſi que des objets relatifs à l'entretien de ce Corps, les hautes parties contractantes conviendront par leurs Commiſſaires reſpectifs, nommés à cet effet d'une ſomme fixe, d'après laquelle ces differens articles

ſeront

feront evalués et acquittés pendant la durée du pre- 1800
ſent traité.

ART. VIII.

Tous les deſerteurs Wurtembergeois, ſeront fidéle- *Deſerteurs.*
ment reſtitués pendant la durée du preſent traité et ſous la reſerve de reciprocité, toutes les fois qu'ils ſeront decouverts dans les endroits dépendans de S. M. Britannique ou dans les Corps levés par ſes ordres. — Les priſonniers faits ſur les troupes Würtembergeoiſes ſeront échangés par S. M. B. au même terme et de la même manière que les autres troupes Allemandes qu'elle vient de prendre à ſa ſolde.

ART. IX.

S. A. S. s'engage à tenir ce Corps toujours complet *Recrues.*
et d'envoyer les recrues neceſſaires, équipés et exercés, de trois en trois mois, et plutôt même, ſi l'état des choſes l'exige abſolument.

ART. X.

Il dependra du Commiſſaire de S. M. B. de faire *Revues.*
de ce Corps, ſoit en entier, ſoit en partie, une ou pluſieurs revues par an, de manière cependant que, pour ne pas courir risque de déranger les opérations de la Campagne, elles puiſſent avoir lieu, pour chaque Corps, plus fréquemment que tous les deux mois.

Les Commiſſaires et Officiers tant Généraux que Commandans de Regiment, et tout Officier, ou autre perſonne chargé de conduire les recrues au Corps, ſeront tenus chacun de fournir audit Commiſſaire de S. M. B. l'état de ſituation actuelle, ſoit du Corps en entier, ſoit des Regimens, ſoit des recrues, toutes les fois que le dit Commiſſaire jugera convenable de le demander.

ART. XI.

S. A. S. ayant à la demande expreſſe de S. M. en *Somme à*
vertu de l'article IX. renoncé entièrement à tous les *payer*
avantages de la vacante ſolde, laquelle, dans tout traité *p. 1. re-*
de ce genre, a été régardée comme le principal fond, *cruté-*
pour ſubvenir aux fraix du recrutement; et ayant par *ment.*
l'art. X. donné toutes les facilités poſſibles au Commiſſaire de S. M. B. de verifier l'état exact du Corps dans tous les tems, et le nombre et la nature des recrues qui lui ſeront envoyées, S. M. B. ſentant tout l'avantage de

1800 cet arrangement, soit pour le bon entretien du Corps, soit pour les services effectifs, qu'il se trouvera par là à même de rendre pendant toute la durée de la Campagne, autant qu'au commencement, s'engage à payer à S. A. S. pour frais de recrutement une somme calculée sur le pied de 30 écus de Banque pour chaque recrue disciplinée, armée et equipée, qui sera fournie en remplacement des hommes qui periront, ou qui seront hors d'état de service, pendant le tems que ces troupes seront employées par S. M. — Les Deserteurs sont formellement exceptés de cet Article et leur remplacement sera entièrement à la charge de S. A. S.

ART. XII.

Artillerie. L'artillerie et autres effets et ustensiles de guerre, perdus devant l'ennemi, seront remplacés aux frais de S. M. B. à un prix fixe et déterminé, à convenir entre les Commissaires des hautes Parties contractantes.

ART. XIII.

Négociations de paix. S. A. S. s'engage, tant que durera le present traité, à n'ouvrir aucune négociation avec la France, à l'insçu de S. M. B. mais elle lui communiquera fidélement, soit à elle, soit à ses Ministres et Commissaires, duement autorisés à cet effet, toutes les ouvertures et propositions qui lui seront faites à cette fin: en cas de Contravention au present article, S. M. B. ne seroit plus obligée, de son côté, à remplir les engagemens, auxquels elle se trouveroit alors tenue, et seroit pleinement autorisée à regarder les stipulations du present traité, comme nulles et non avenues. — S. M. B. de son côté s'engage, pendant la durée du present traité, à ne conclure aucun traité avec la France, sans que S. A. S. n'y soit nommement comprise et que ses interêts n'y ayent été réglés.

ART. XIV.

Protection des Etats du Duc. S. M. B. promet de veiller à la surêté des domaines et possessions de S. A. S. et de diriger les operations militaires, autant que cela dependra d'elle et que les circonstances de la guerre et les interêts de la cause commune le lui permettront, de manière à ce que les pays du Wirtemberg actuellement occupés par S. A. S. ou par les armées alliées, soyent couverts et épargnés

le

le plus que poſſible. Si cependant non obſtant les 1800
precautions qui ſeront priſes dans cette vue, une partie quelconque des états ſusmentionnés de S. A. S. était attaquée par l'ennemi, en haine du preſent traité, S. M. Britannique prendra de concert avec ſes hauts alliés, les meſures qui ſeront jugées les plus convenables, pour procurer à S. A. S. une indemnité proportionnée aux pertes qu'une telle invaſion feroit eprouver à l'une, ou l'autre de ſes Provinces.

ART. XV.

Pour donner à S. A. S. une marque encore plus forte de ſon amitié, ainſi que de l'interêt vif et ſincère qu'elle prend à la conſervation et à la proſperité de ſa maiſon, S. M. B. obſervera la même conduite par rapport aux autres poſſeſſions de S. A. S. à meſure qu'elles ſeront reconquiſes et tirées des mains de l'ennemi; et s'employera de plus de la manière la plus efficace, de concert avec ſes alliés, pour obtenir lors de la pacification générale, la reſtitution complette des états que la maiſon de Wirtemberg poſſédait au commencement de la guerre actuelle, tels qu'ils ſe trouvoient à cette époque, et de lui en garantir la pleine et entière poſſeſſion. *Reſtitution et garantie des poſſeſſions.*

ART. XVI.

Le Corps, ſtipulé dans le preſent traité, pourra être porté juſqu'à 6,000 hommes, moyennant une augmentation de fraix de levée et d'équipement, ainſi que de ſolde et autres émolumens, calculés ſur les baſes du preſent traité, d'après l'augmentation en hommes qui ſera convenue entre les hautes Parties contractantes. *Augmentation du nombre.*

ART. XVII.

Comme le preſent traité, ainſi qu'il eſt énoncé dans ſon préambule, eſt baſé particulièrement ſur celui de Vienne du 2 Juillet 1799, les Clauſes et ſtipulations de la preſente Convention ſeront communiquées en entier et ſans réſerve à S. M. Imperiale et Royale l'Empereur des Romains et à S. M. Imperiale et Eminentiſſime l'Empereur de toutes les Ruſſies. Il leur ſera libre d'y accéder autant que la nature des divers articles et ſtipulations le leur permettra, de même qu'à telles modifications ou additions, que les hautes Parties contractantes pourroient y apporter par la ſuite. *Communication à l'Autriche.*

1800 ART. XVIII.

Les ratifications du preſent traité ſeront échangées dans l'eſpace de quatre ſemaines, ou plutôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi les ſousſignés ont ſigné le preſent traité et y ont appoſé le ſceau de leurs armes.

Fait à Louisbourg ce 20 du mois d'Avril 1800.

(L. S.) W. WICKHAM.

(L. S.) *Charles Comte* DE ZEPPELIN

34.

21 *Mars.* *Convention entre l'Empire de Ruſſie et la Porte Ottomanne, concernant la République de ſept Isles unies, conclue à Conſtantinople le* 21 *Mars* 1800 *).

(Impr. d'autorité à St. Petersbourg in fol. en François et en Ruſſe.)

Au Nom de Dieu Tout-Puiſſant.

Le pays originairement ſoumis à la République de Veniſe après avoir paſſé ſous la domination des François, ayant été à l'aide du Souverain Arbitre de la Victoire, délivré de ce joug odieux par les Eſcadres combinées de la Ruſſie et de la Sublime Porte ſecondées par le vœu unanime et les efforts des Inſulaires, Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies et Sa Majeſté l'Empereur Ottoman étant convenus d'obſerver les principes de l'équité, de la modération et du déſintéreſſement, principes dont l'exécution a été de plus ſolemnellement et explicitement ſtipulée dans le traité d'alliance défenſive; et la dignité des deux cours exigeant qu'elles rempliſſent une promeſſe faite publiquement par l'une et par l'autre, il a été réſolu d'établir dans ce pays un Gouvernement tel qu'il n'arrive rien de contraire à

*) Je n'a pu donner que la ſubſtance de ce traité dans le VII. Volume de mon Recueil p. 511.

la tranquillité et ſurêté des Etats de la Sublime Porte, 1800
en raiſon de voiſinage, et qui conforme aux anciens uſages, coutumes et réligion du Pays, ſoit en même tems agréable aux habitans délivrés du joug d'une puiſſance, qui ne ceſſe d'employer des maneuvres publiques et ſecrettes pour réuſſir dans ſon deſſein pervers de detruire et renverſer les loix et les principes de toute réligion et de la ſociété humaine. En conſequence la Cour Impériale de Ruſſie et la Sublime Porte voulant d'un commun accord arranger ſolemnellement cet ouvrage d'une manière ſolide et par des réglemens, qui le rendent inaltérable et indiſſoluble, elles ont nommé et autoriſé pour cet effet, ſavoir: Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies le Haut et Noble Waſili Tamara, Son Conſeiller Privé, Envoyé Extraordinaire et Miniſtre Plénipotentiaire près la Porte Ottomanne, Chevalier de l'Ordre de St. Anne et Commandeur de l'Ordre Souverain de St. Jean de Jéruſalem; et Sa Majeſté l'Empereur Ottoman les très-excellents et très-honorables Eſſeid Ibrahim Ismet Bey qualifié du titre de Cazi-Aſker de Romelie et ci-devant Iſtambol Effendi; et Ahmet Atif Reis-Effendi, leſquels Plénipotentiaires après l'échange de leurs Pleinspouvoirs reſpectifs, trouvés en bonne et due forme, ſont convenus des articles ſuivans:

ART. I.

Républiques des 7 îles ſous la ſuzeraineté de la Porte.

Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies, conſidérant que les ſusdites Islès ci-devant Venetiennes, vû leur proximité de la Morée et de l'Albanie, intéreſſent particulièrement la ſureté et tranquillité des Etats de la Sublime Porte, il a été convenu que les ſusdites Isles, à l'inſtar de la République de Raguſe, formeroient une République ſoumiſe à titre de Suzeraineté à la Sublime Porte et gouvernée par les Principaux et Notables du Pays. Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies s'engage pour Elle et ſes ſucceſſeurs de garantir l'intégrité des Etats de la dite République, le maintien de ſa conſtitution, qui ſera acceptée et ratifiée par les deux hautes parties contractantes, après avoir été ſoumiſe à leur approbation, de même que la perpétuité des privilèges qui lui ſeront accordés, Sa Majeſté l'Empereur Ottoman et Ses Succeſſeurs étant Suzerains de la ſusdite République, c'eſt à dire Seigneurs, Princes et Protecteurs, et ladite République étant Vaſſale de la Sublime Porte,

1800 c'eſt à dire, dependante, ſoumiſe et protégée, les devoirs de cette protection ſeront réligieuſement obſervés par la Sublime Porte en faveur de la ſusdite République.

ART. II.

Dénomination des îles. En conſéquence de l'Article I. ci-deſſus les îles de Corfou, de Zante, de Cephalonie, de Sainte-Maura, d'Itaque, de Pacſou, de Cérigo et toutes les îles grandes et petites, habitées et inhabitées, ſituées vis-à-vis des côtes de la Morée et de l'Albanie, leſquelles ont été détachées de Veniſe et viennent d'être conquiſes, étant ſoumiſes à la Sublime Porte ſous le nom de la République des ſept Iſles unies, la dite République et ſes ſujets jouiront pour leurs affaires politiques, pour leur conſtitution intérieure et pour leur commerce de tous les privilèges, dont jouiſſent la République de Raguſe et ſes ſujets; et les deux hautes cours contractantes pour exercer convenablement leur droit de conquête ſur les dites Iſles accepteront et ratifieront la conſtitution intérieure de la ſusdite République par des actes ſolemnels après l'avoir approuvée d'un commun accord.

ART. III.

Droits de la nouvelle République. La ſusdite République des ſept Iſles unies en rempliſſant exactement envers la Sublime Porte les devoirs de fidelité et d'obéiſſance auxquels elle eſt tenue en raiſon de ſon Vaſſelage, jouira pour toutes ſes diſpoſitions intérieures et exterieures abſolument des mêmes droits et privilèges dont a coutume de jouir la République de Raguſe. Les ſujets de la dite République qui commercent dans les Etats de la Sublime Porte ou qui y réſident, ſeront ſous l'action directe de leur Conſul ou Vice-Conſul. Les mêmes coutumes qui ont lieu à l'égard des biens et des perſonnes des Raguſais ſeront exactement obſervées pour ce qui les concerne. La Sublime Porte employera tous ſes efforts pour que les vaiſſeaux et négocians de la ſusdite République ſoient protégés contre les Régences de Barbarie, de la même manière que le ſont les vaiſſeaux et négocians Raguſais.

ART. IV.

Redevances à la Porte. La ſusdite République pour donner une marque de ſon Vaſſelage envers la Sublime Porte et reconnoître ſa Suzeraineté promet de payer au Tréſor Impérial tous les trois ans ſoixante et quinze mille Piaſtres. Cette redévance ſera préſentée à la Sublime Porte par une Ambaſ-

Ambaſſade ſolemnelle, ainſi que l'eſt la redévance de 1800
la République de Raguſe. La ſusdite ſomme ne pourra jamais être augmentée ni diminuée. La ſusdite République ne payera aucune autre eſpèce de tribut outre la dite ſomme; et ſes ſujets étant ainſi que ceux de la République de Raguſe, exempts de la Capitulation et de tous autres impôts dans les Etats de la Sublime Porte, il ſera accordé dans tout l'Empire les Ordres néceſſaires relatifs à cet objet.

ART. V.

Les forteresſes et autres ouvrages quelconques exiſtant actuellement dans les Isles ſusdites, devant être rémis à la ſusdite République, elle doit ſans doute pourvoir à leur défenſe en y mettant garniſon et de la manière qu'elle le jugera à propos. Mais pour que ces Isles ſoient à l'abri de tous les événemens poſſibles pendant la durée de la préſente guerre, dans le cas où elle même n'auroit pas des forces ſuffiſantes, il ſera permis à la Cour de Ruſſie et à la Sublime Porte, ou bien aux Commandans de leurs Eſcadres reſpectives de faire entrer dans les forteresſes des troupes réglées, de l'avis toute fois de la dite République et après un concert réciproque entre les deux hautes parties contractantes ou entre les Commandans de leurs forces Navales. Ces troupes y ſeront en garniſon le tems qui ſera néceſſaire d'après les circonſtances des affaires; mais après la ceſſation de la guerre les deux Hautes Cours ſusmentionnées évacueront les dites Isles et en retireront ſans faute leurs Eſcadres et leurs troupes. *Garniſon pendant la guerre actuelle.*

ART. VI.

Les Négocians et Capitaines des ſusdites Isles ayant depuis longtems la permiſſion de naviguer dans la mer noire, les deux hautes parties contractantes ſont convenues que cette permiſſion leur ſera confirmée à l'avenir ſeulement ſous leur propre Pavillon. Ainſi cet objet ſera rempli de la manière expoſée. *Navigation de la mer noire.*

ART. VII.

Comme la Sublime Porte a à coeur la ſûreté et tranquillité des ſusdites Isles, le réglement antérieur relatif à la liberté du commerce et à la navigation dans les Mers où ces Isles ſont ſituées, ſera maintenu comme auparavant, de manière à ce qu'il ne ſoit point porté atteinte *Liberté de commerce; barbaresques; vaiſſeaux de guerre Turcs.*

1800 atteinte aux articles qui concernent le commerce et la ſûreté et qui ſont inſérés *ab antiquo* dans les traités de la Sublime Porte avec les puiſſances limitrophes, et la Sublime Porte enjoindra ſévérement, et rigoureuſement aux Régences de Barbarie, de ne pas dépaſſer les limites maritimes qui ont été aſſignées et marquées depuis un très-grand nombre d'années.

La Sublime Porte promet comme une faveur éclatante et une grace inſigne envers la ſusdite République, que ſes bâtimens de guerre n'iront point au delà des ſusdites limites maritimes, tant qu'il n'y aura point de néceſſité urgente, mais dans le cas d'une néceſſité urgente et après qu'on aura prévénu la ſusdite République et ſon Conſul réſident auprès de la Sublime Porte, il leur ſera permis d'y aller, et les bâtimens de guerre qui ſeront expédiés ſe conformeront à la quarantaine et aux autres réglemens du pays, dans les lieux où ils iront.

ART. VIII.

Lieux cédés à la Porte. Les lieux de Preveſa, Parga, Vonitza et Butrinto, ſitués en terre ferme et détachés de Veniſe étant contigues à l'Albanie, ſeront ainſi que leurs dépendances et attenances annexés aux Etats de la ſublime Porte et lui appartiendront déſormais. Mais tous les habitans de ces contrées étant ſans exception de la Réligion Chrétienne, les privilèges relatifs au culte réligieux et à l'adminiſtration de la juſtice qui ont lieu dans les Principautés de Moldavie et de Valachie dont les habitans ſont pareillement tous de la Réligion Chrétienne, auront auſſi exactement lieu à l'égard des habitans des ſusdites contrées. En conſéquence les coutumes du Pays relativement aux procédures civiles et criminelles, la nature des poſſeſſions et l'ordre des ſucceſſions ne ſeront point changés. Il continuera d'être défendu aux Mahometans d'y acquerir des propriétés et de s'y domicilier ainſi qu'il eſt obſervé dans les ſusdites Principautés de Moldavie et de Valachie. Mais comme ces contrées appartiennent en toute propriété à l'Empire Ottoman, il ſera permis d'y établir un Officier Commandant, qui devra être abſolument Mahometan, et attendu qu'un grand nombre des ſujets de la République des ſept Isles unies ont des poſſeſſions dans les dites contrées, la ſublime Porte promet de déterminer dès-à-preſent le rang de cet Officier, la nature et les droits de ſa fonc-

fonctions, ainsi que le lieu de sa résidence, le tout au gré du gouvernement de la susdite République. 1800

ART. IX.

Culte religieux.

La Sublime Porte promet que tout ce qui a rapport au culte religieux des Rayas habitans du susdit territoire sera dorénavant maintenu et observé de la même manière qu'il l'a été jusqu'à présent. En conséquence ils auront une permission entière de réparer leurs Eglises, d'en construire de nouvelles et de sonner les Cloches sans qu'on puisse y mettre aucun empêchement.

ART. X.

Tribut.

D'après les sentimens généreux et bienfaisans de sa Hauteſſe envers ses sujets et surtout d'après les soins qu'elle apporte pour contenter et satisfaire les dits Rayas qui doivent être soumis pour la première fois à la Sublime Porte, elle ne veut retirer qu'un tribut modéré de Rayas habitans de Prevesa, Parga, Venitza, Butrinto, ainsi que de leurs dépendances; c'est pourquoi la Sublime Porte promet qu'il ne sera retiré d'eux, rien au delà de ce qu'ils étoient dans l'usage de payer à la ci-devant République de Venise. Les susdits Rayas ayant éprouvé toute sorte de vexation pendant qu'ils étoient ci-devant sous la domination des François et ayant beaucoup souffert aussi depuis ce tems, à cause des calamités de la guerre ils seront exempts de tous impots pendant deux années à compter de la date de la signature de la presente convention.

ART. XI.

Bons offices de la Russie.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies pour témoigner l'amitié sincère qu'elle porte à Sa Majesté l'Empereur Ottoman, et combien elle s'interesse au bien être de la Sublime Porte à titre de son allié fidéle, promet d'employer ses soins pour faire accepter et garantir lors de la paix générale par les puissances alliées et par les autres qui y seront invitées tous les principes contenus dans les Articles II. V. VII et VIII. ci-dessus, et relatifs au mode d'existence politique tant des susdites Iles que des dites terres du continent, les unes et les autres détachées de Venise.

ART. XII.

Ratification.

Cette convention sera ratifiée par leurs Majestés l'Empereur de toutes les Russies et l'Empereur Ottoman,

1800 et les Ratifications reſpectives devront être échangées à Conſtantinpole dans deux mois et demi, ou plutôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi nous ſousſignés en vertu de nos pléinpouvoirs avons ſigné l'Inſtrument de la préſente Convention, y avons appoſé le ſçeau de nos Armes et l'avons échangé contre un Inſtrument de la même forme et teneur également ſigné par les ſusdits pléinpotentiaires et muni de leurs cachets.

Fait à Conſtantinople le 21 Mars 1800.

(L. S.) W. TAMARA.

35.

20 Août. *Convention conclue entre Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies et Son Alteſſe Séréniſſime l'Electeur de Saxe, concernant l'abolition des droits perçus ſur les héritages délaiſſés par leurs ſujets reſpectifs le 20 Août* 1800.

(D'après l'imprimé de l'impr. Impériale 1800. Fol. en François et Ruſſe.)

NOUS PAUL I. *par la grace de Dieu, Empereur et Autocrateur de toutes les Ruſſies, de Moſcovie, Kiovie, Wladimirie, Novogorod, Czar de Caſan, Czar d'Aſtracan, Czar de Sibérie, Czar de la Cherſonèſe-Taurique, Seigneur de Pleſcau, et Grand-Duc de Smolenſko, de Lithuanie, Volhynie et Podolie, Duc d'Eſtonie, de Livonie, de Courlande et Sémigalle, de Samogatie, Carélie, Twer, Jugorie, Permie, Wiatka, Bolgarie, et d'autres; Seigneur et Grand Duc de Novogorod inférieur, de Czernigovie, Réſan, Polock, Roſtow, Jaroslaw, Bélo-Oſérie, Udorie, Obdorie, Condinie, Witepſk, Miſtislaw, Dominateur de tout le Côté du Nord, Seigneur d'Ivérie et Prince héréditaire et Souverain des Czars de Cartalinie et Georgie, comme auſſi de Cabardinie, des Princes de*

Czir-

Czircaſſie, de Gorſky et d'autres; Succeſſeur de Norwège, 1800
Duc de Schleswick-Holſtein, de Stormarie, de Dithmarſen et d'Oldenbourg, Seigneur de Jever et Grand-Maître de l'Ordre Souverain de Saint Jean de Jéruſalem &c. &c.

faiſons ſavoir, qu'en vertu du deſir qui nous a été manifeſté par Son Alteſſe Séréniſſime l'Electeur de Saxe de conclure une Convention en faveur des ſujets reſpectifs, les plénipotentiaires nommés des deux côtés en vertu de leurs pleinpouvoirs, ont conclu et ſigné à Gatſchino le 20 Août de l'année preſente une Convention, qui eſt mot pour mot de la teneur ſuivante:

Au Nom de la Très-Sainte et indiviſible Trinité.

Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies et Son Alteſſe Séréniſſime Electorale de Saxe animées du deſir mutuel, non ſeulement de reſſerrer de plus en plus les liens d'amitié et de bonne intelligence qui ont ſubſiſté juſqu'ici entr' elles, mais encore d'en faire reſſentir les heureux effets à leurs ſujets reſpectifs, en écartant de leur commerce et correſpondance réciproque tout ce qui ſeroit capable d'y porter des entraves; Elles ont réſolu de ſupprimer et d'abolir pour jamais, en faveur de leurs dits ſujets, tout droit de rétention ou de dixme quelconque, établis juſqu'à preſent dans leurs états et perçus ſur des héritages et ſucceſſions délaiſſés par leurs ſujets reſpectifs, décédés dans les états de l'un ou l'autre des deux Souverains. Dans cette vue, les plénipotentiaires ſuſignées ſuffiſament autorifés pour cet effet, ont arrêté et conclu les Articles ſuivants:

ART. I.

Il ſubſiſtera dès-à-préſent entre les ſujets des deux états une égalité abſolue et une entière reciprocité pour tout ce qui concerne les héritages et ſucceſſions à récueillir de part et d'autre, et à compter du jour où la preſente aura été ſignée, tous droits de rétention ou de dixme quelconques, auxquels de pareilles ſucceſſions ont été aſſujetties auparavant, ſeront à jamais abolis et annullés. *Succeſſions.*

ART. II.

Il ſera libre en conſéquence aux héritiers, tant Ruſſes que Saxons, qui ont des ſucceſſions à prétendre dans les pays de l'autre ſouverain, de les récueillir reſpecti- *Exportation.*

1800 ſpectivement, qu'elles leur ſoient échuës par teſtament ou ab inteſtat, et de les transporter ſans qu'il puiſſe jamais en être exigé aucun droit de rétention ou de dixme quelconque; Sa Majeſté Impériale et Son Altesse Séréniſſime Electorale dérogeant à cet égard à tous ſtatuts, ordonnances, loix et coutumes à ce contraires établis dans les pays de leur domination.

ART. III.

Abolition limitée du droit de détraction.

Toutefois, les deux hautes parties contractantes, en ſtatuant cette exemption abſoluë et réciproque de toute déduction des héritages à récueillir dans leurs états reſpectifs, la bornent uniquement aux droits de rétention ou de dixme qui reviennent au fiſc des deux ſouverains, n'entendant déroger en aucune façon à de pareils droits dont la perception appartiendroit aux juriſdictions Patrimoniales à des titres valables, leſquels droits ſubſiſteront au contraire en pleine vigueur et pourront être perçus comme par le paſſé à la charge des ſucceſſions à exporter hors des dites juriſdictions, à moins qu'elles n'y renoncent librement, de cas en cas, en acceptant de la part de ſemblables juriſdictions de l'autre pays, où de pareilles ſucceſſions ſeroient transportées, des aſſurances légales de réciprocité, communément appellées reverſales de obſervando reciproco.

ART. IV.

Ratifications.

Les Ratifications de la préſente Convention ſeront échangées, dans l'eſpace de deux mois, ou plutôt, ſi faire ſe peut.

En foi de quoi, nous plénipotentiaires avons ſigné la preſente convention et y avons appoſé le cachet de nos armes.

Fait à Gatſchino le 20 Août mille huit cent.

(L. S.) *Le Comte* DE ROSTOPSIN.
(L. S.) G. DE VÖLKERSAHM.
(L. S.) *Le Comte* DE PANIN.

A ces cauſes après avoir ſuffiſamment examiné la preſente Convention, nous l'avons agréée, confirmée et ratifiée, ainſi que nous l'agréons, confirmons et ratifions par

par les preſentes dans tous ſes points, promettant ſur notre parole Impériale pour nous et nos ſucceſſeurs d'obſerver inviolablement tout ce qui y a été ſtipulé, et de rien entreprendre qui y ſoit contraire. 1800

En foi de quoi nous avons ſigné de notre propre main cette notre Ratification Imperiale, et y avons fait appoſer le ſceau de Notre Empire.

Donné à Gatſchino le 2 Octobre l'an de grace 1800, et de Notre règne la quatrième année.

PAUL.

Contreſigné:

Le Comte DE ROSTOPSIN.
Le Comte DE PANIN.

36.

Proclamation de l'Empereur de Ruſſie relative à la priſe de poſſeſſion de la Georgie appellée en Ruſſie Gruſinie; en date du 28 Janv. 1801. 1801 28 Janv.

(*Journal de Francfort* 1801. Nr. 60.)

Nous PAUL I. par la grace de Dieu, Empereur et Autocrate de toutes les Ruſſies &c. Depuis long-tems l'Empire de Gruſinie ſe trouvoit réduit à un état d'épuiſement par les efforts continuels qu'il étoit obligé de faire, pour ſe protéger contre les oppreſſions de ſes voiſins les mécréans, et il éprouvoit presque toujours les ſuites inévitables d'une guerre malheureuſe. A ces maux ſe joignirent encore des diſſentions dans la famille du Czar même, et la guerre inteſtine qu'elles entrainèrent après elles, menaçoit d'achever la ruine de cet empire. Le Czar Georges Irakliewitſch, voyant approcher le terme de ſes jours, a eu recours à notre protection, du conſentement des premières perſonnes de ſon Empire, et du peuple même, et ne voyant aucun

autre

1801 autre moyen de ſalut, pour ſe garantir d'une chûte inévitable, et ſe ſouſtraire à l'oppreſſion de leurs ennemis, ils ont envoyé des plénipotentiaires pour nous prier d'adopter comme ſujets immédiats du trône impérial de Ruſſie, la Gruſinie et les provinces qui y ſont ſoumiſes.

Dans nos diſpoſitions bienveillantes, pour tous ceux qui profeſſent notre foi, et par un effet de la ſollicitude dont nous avons toujours été animés pour le bien être du peuple de Gruſinie, nous avons accueilli cette demande, et avons ordonné de remplir les voeux du Czar George Irakliewitſch, et de ſon peuple; en conſéquence, nous avons commandé à nos troupes d'entrer dans le pays de Gruſinie, tant pour réprimer les déſordres dans l'intérieur, que pour le garantir contre toute invaſion ennemie. Nous annonçons par la préſente, et ſur notre parole d'honneur Impériale, qu' après la réunion de la Gruſinie ſous notre ſceptre, et a perpétuité, non-ſeulement nous garantirons et conſerverons tous les droits, privilèges, et propriétés légitimes de nos nouveaux, chers et fidèles ſujets de l'Empire de Gruſinie, et de chacun en particulier, ainſi que de toutes les provinces qui en dépendent; mais que dès à-préſent, toutes les claſſes du peuple des dites provinces peuvent jouir des droits, libertés, avantages et privilèges, dont nos ſujets ruſſes jouiſſent ſous notre protection, par la faveur de nos ancêtres et la nôtre. Du reſte, nous ſommes convaincus que ces nouveaux ſujets et leurs deſcendans, s'efforceront de mériter notre bienveillance impériale par une fidélité inviolable à notre perſonne, et à nos ſucceſſeurs au trône, ainſi que par leur zèle pour le bien de l'Empire dont ils ſont devenus membres par la volonté toute-puiſſante du Très-Haut.

Donné à Petersbourg le 28 Janvier, de l'an 1801 de la naiſſance du Chriſt, le 5e. de notre règne, et le 3e. de notre grande-maitriſe.

Signé à l'original:

PAUL.

37.

Actes entre la Grande-Brétagne et la France relatifs à l'exemtion de saisie pour les bateaux de pêcheurs. 1801. 1801

J'ai donné T. VII. p. 295 de mon recueil les déclaration et contredéclaration de 1800 par lesquelles la France et la Grande-Brétagne avaient enjoint à leurs vaisseaux de guerre et armateurs de ne plus saisir les bateaux pêcheurs réciproques, à moins qu'ils ne fussent munis d'armes, ou qu'on n'eut découvert qu'ils avoient fait des signaux de communication.

L'Angleterre s'étant plaint quelque tems après, que plusieurs bateaux pêcheurs avoient été armés en brulôts à Flessingue, le gouvernement français ordonna de les rendre à leur première déstination. Mais bientôt de nouveaux griefs s'éleverent; et l'Angleterre aiant été informée que le gouvernement français avait mis en requisition les pêcheurs français et leurs bateaux, et les avait envoyé à Brest pour y équiper et armer la flotte, sans même excepter de la requisition ceux des pêcheurs, qu'on avait fait sortir de leur prison en Angleterre sous condition de ne pas servir, le Secrétaire d'état Dundas fut chargé d'envoyer aux Commissaires de l'amirauté l'ordre suivant de remettre en vigueur les ordres donnés le 24 janvier 1798 pour la capture des pêcheurs Français et Hollandais.

Downing-street, 21 janvier 1801.

Milords, ayant reçu divers avis que le gouvernement françois abusoit de la faveur accordée aux pêcheurs de cette nation, d'après la lettre que j'adressai à vos seigneuries, le 30 Mai dernier, par laquelle je vous informois que la volonté de Sa Majesté étoit que les ordres donnés aux croiseurs de capturer tous les pêcheurs, ainsi que leurs bâteaux, fussent révoqués; ayant même lieu de croire que ces pêcheurs, ainsi que leurs bâteaux, sont en réquisition, et envoyés à Brest pour y équiper et armer la flotte, et que ceux à qui l'on a permis de sortir des prisons de ce pays, pour retourner dans leur patrie, sous la condition expresse de ne pas servir, se trou-

Lettre des Lords Commiss. d'Amirauté Angl. au Transport-office.

1801 trouvent ainſi compris dans cette réquiſition, j'ai ordre de ſignifier à vos ſeigneuries que la volonté de S. M. eſt que les ordres donnés en conſéquence de ma lettre du 24 Janvier 1798, ſoient de nouveau mis à exécution en ce qui a rapport aux pêcheurs et à leurs bateaux; et que les commiſſaires chargés du ſervice des tranſports et de la garde des priſonniers de guerre, ayant à requérir dans le mode de communication uſité, que tous ceux mis en liberté ſur parole ſoient tenus de retourner dans ce pays, et de leur ſignifier, ainſi qu'au gouvernement françois, que ceux d'entre eux qui negligeront d'obéir à ces ordres, ſeront traités ſelon toute la rigueur des lois de la guerre, dans le cas où ils ſeroient de nouveau faits priſonniers en ſervant les ennemis de S. M.

Je ſuis, &c.

Signé: H. DUNDAS.

Pour traduction

Signé: OTTO.

Les Lords Commiſſaires de l'Amirauté aiant transmis copie de cette lettre aux Commiſſaires du Transport-office, ceux-ci en firent part au Citoyen Otto Commiſſaire du gouvernement français pour l'échange des priſonniers de guerre par la lettre ſuivante:

Transport-office. — 29 *Janvier* 1801.

Lettre des commiſſ. du Transport-office à Otto.

Les Lords Commiſſaires de l'Amirauté viennent de nous transmettre copie d'une lettre du 21 courant, qu'ils ont reçue du très-honorable Henry Dundas, l'un des principaux ſecrétaires d'état de S. M. ſignifiant, que, d'après les motifs qui y ſont mentionnés, la volonté de S. M. eſt que les ordres de prendre ou détruire les bâteaux de pêche françois, et de faire leurs équipages priſonniers de guerre, ſoient de nouveau mis en exécution, et que nous requérions le retour de tous les pêcheurs qui ont été renvoyés ſur parole. Nous vous renvoyons ci-incluſe, copie de la lettre dont il s'agit, et en conſéquence des ordres qui y ſont contenus, nous réclamons, par votre intermédiaire, le retour immédiat, dans ce pays, de tous les pêcheurs qui en ſont partis ſur parole, et nous vous informons que ceux d'entr'eux qui négligeroient de ſe rendre à ces ordres, ſeront traités

selon toute la rigueur des lois de la guerre, dans le cas où ils seroient de nouveau faits prisonniers. 1801

Nous sommes, &c.

Signés: RUF. GEORGE, AMB. SERLE, JOHN SHANK.

Pour traduction

Signé: OTTO.

Le Citoyen Otto en rendit sur le champ compte au gouvernement français dans la lettre suivante au C. Talleyrand.

Le Commissaire de la République Française en Angleterre, au Citoyen Talleyrand, Ministre des relations extérieures. *Lettre du C. Otto au C. Talleyrand.*

Londres le 10 *Pluviôse* (30 *Janv.*) *an* 9.

Je reçois dans le moment la lettre ci-jointe des commissaires du Transport-office, et celle de M. Dundas, qui annonce la résolution de soumettre de nouveau les pêcheurs françois à toutes les rigueurs de la course. Cette détermination violente et imprévue est fondée sur des allégations si vagues, que je ne puis m'empêcher de demander avec instance des éclaircissemens plus positifs. En attendant, il est de mon devoir de vous transmettre le plus promptement possible une nouvelle aussi importante, pour que nos pauvres pêcheurs puissent en être informés, et se mettre à l'abri des croiseurs anglois, qui ne manqueront pas de les saisir partout où ils les trouveront. J'écris de suite aux commissaires de la marine à Dunkerque, Calais, Dieppe, au Havre et à Port-Malo, pour les inviter à faire connoître aux pêcheurs le danger dont ils sont menacés. Quoiqu'en jetant les yeux sur la lettre de M. Dundas, du 21 Janvier, qui ne m'a été transmise qu'aujourd'hui, j'aie lieu de craindre que cette information n'arrive trop tard, et qu'un grand nombre de malheureux n'aient déjà été victimes d'une mesure dont je ne puis deviner le véritable motif.

Salut et respect.

Signé: OTTO.

Il en avertit de même sur le champ le préfet maritime de l'arrondissement de Dunkerque par la lettre suivante:

1801 *Lettre du Citoyen Otto, commiſſaire de la République Françaiſe en Angleterre au préfet maritime de l'arrondiſſement de Dunkerque en date du* 10 *Pluviôſe an* 9. (30 *Janv.* 1801.)

Lettre du C. Otto au préfet de Dunkerque.

Citoyen,

L'adminiſtration Anglaiſe vient de me prévenir, qu'en conſéquence des plaintes portées contre les pêcheurs François et notamment contre ceux, qui ont été renvoyés ſur parole, le Roi a ordonné de les remettre ſur le même pied, où ils étoient avant l'arrangement, qui leur permettoit d'exercer librement leur metier. Il eſt de mon devoir de vous transmettre, le plus promptement poſſible, une nouvelle auſſi affligeante pour cette claſſe induſtrieuſe des habitans de notre côte, pour qu'ils en ſoient informés ſans délai, et qu'ils ſe mettent à l'abri des croiſeurs Anglois, qui ſans doute ne manqueront pas de les ſaiſir partout où ils les trouveront.

Il repondit auſſi en date du 13 Pluviôſe (2 Fevrier) aux Commiſſaires du Transport-office qui porte en ſubſtance (nouvelles politiques 1801. n. 19 ſuppl.)

Lettre du C Otto aux Commiſ du Transport-office.

Qu'il ſe plaint que les ordres ſevères de S. M. fuſſent fondés ſur différents rapports, dont les baſes étoient abſolument inconnues, qu'on eut mis une ſimple appréhenſion à la place d'une preuve: ce qui tendoit à introduire la doctrine auſſi neuve que dangereuſe de traiter en ennemi ceux qui peuvent le devenir &c. La determination rigoureuſe du Gouvernement (dit il) feroit moins ſurprenante, ſi elle ſe fondoit ſur des hoſtilités poſitives de la part des pêcheurs, ou ſur un déni de juſtice de la part du Gouvernement François: mais il eſt conſolant pour moi de remarquer, que, depuis l'arrangement fait en Mai dernier, vous ne m'avés communiqué qu'une ſeule plainte, portant que des bateaux pêcheurs avoient été armés en brulots à Fleſſingue. Ce grief (indirectement lié à cette diſcuſſion, puis qu'il ne s'agiſſoit pas des pêcheurs, mais ſeulement de leurs bateaux) a été redreſſé ſur le champ. J'ai eu l'honneur de vous mander le 7 Vendemiaire (29 Septembre) que ſans s'arrêter au droit inconteſtable, qu'a une puiſſance de diſpoſer à ſon gré de ſes bâtimens, le Premier Conſul, cédant, à cette occaſion, au deſir d'éviter tou-

ce

ce qui pourroit nuire à l'exécution d'un arrangement, 1801
qu'il a la volonté de faire obſerver religieuſement, venoit de donner l'ordre de rendre à leur première deſtination ces bateaux pêcheurs. Le Commiſſaire ajoûte: que la convention touchant la neutralité des pêcheurs étant réciproque, le Gouvernement François auroit pu temoigner, avec autant de juſtice des appréhenſions touchant l'emploi des pêcheurs Anglois; qu'il auroit pu croire avec quelque fondement, que ces hommes étant ſujets à la preſſe, ont été envoyés à Portsmouth ou Plymouth, ou que leurs bateaux ont ſervi à porter dans ces ports des munitions et des vivres, et que par la même raiſon il auroit pu ordonner la ſaiſie de leurs perſonnes et de leurs propriétés. Enfin il proteſte contre le retard apporté à la communication des ordres de S. M. d'exercer des hoſtilités contre les pêcheurs, ſe reſervant de réclamer avec inſtance le renvoi de ceux qui auroient été pris avant que ces ordres n'euſſent été connus ſur les côtes de France.

Il envoya copie de cette lettre au Citoyen Talleyrand dans une depêche du 14 Pluviôſe (3 Fevrier 1801) de la ſuivante teneur.

Le Commiſſaire de la République Françoiſe en Angleterre, au Citoyen Talleyrand, Miniſtre des relations extérieures.

Lettre du C. Otto au C. Talleyrand.

Londres, 14 Pluviôſe (4 Fév.) an 9.

Citoyen Miniſtre, la détermination violente priſe par le Gouvernement Britannique contre les pêcheurs François, peut être attribuée à pluſieurs cauſes: les appréhenſions que lui inſpirent les préparatifs de notre eſcadre à Breſt, l'humeur qu'il reſſent de la coalition des puiſſances du nord, et la répugnance avec laquelle il s'eſt chargé forcément d'habiller les priſonniers François. En attendant les ordres de mon Gouvernement, j'ai cru devoir proteſter contre une meſure d'autant plus injuſte, qu'elle n'eſt fondée ſur aucun fait connu, et qu'elle paroit avoir été miſe à exécution avant que nos pêcheurs aient été inſtruits de la nouvelle perſécution ordonnée contre eux. Je joins ici copie de ma lettre aux Commiſſaires chargés de l'échange des priſonniers; j'ai fait remarquer particulièrement la lenteur avec laquelle ces nouveaux ordres m'ont été communi-

1801 qués; comme si on eût voulu laisser aux croiseurs Anglois, le tems d'enlever nos pêcheurs avant qu'ils fussent instruits du danger qui les menace. Cette hostilité gratuite, contre des hommes paisibles, ne manquera pas d'être appréciée, même en Angleterre, quand le public en sera informé. En France, elle doit produire l'effet que l'on affecte de craindre ici; elle doit réellement donner des matelots à la marine nationale. La neutralité des pêcheurs étoit réciproque: le Gouvernement François avoit donc autant de droit que le Ministère Britannique de se plaindre de la pêche et de l'emploi des bateaux pêcheurs pour l'approvisionnement des ports militaires. Non seulement il ne l'a point fait; mais sur une simple représentation, touchant l'armement de quelques bateaux pêcheurs François à Flessingue, il a donné sur le champ, l'ordre de rendre ces bâtimens à leur première destination. Il en résulte que, loin de gêner l'emploi hostile des pêcheurs Anglois, nous avons, de notre côté, poussé le scrupule au point de ne pas même armer les bâtimens construits pour la pêche. Ce contraste doit être remarqué. Il caractérise l'esprit et les dispositions des deux Gouvernemens.

Salut et respect.

Signé: OTTO.

Le Gouvernement Français, en réponse à la dépêche du C. Otto du 10 Pluviôse (30 Janv.) lui envoya l'ordre suivant de quitter l'Angleterre, après avoir présenté la note dont la teneur fut insérée dans la dépêche suivante que lui adressa le C. Talleyrand.

Lettre du C. Talleyrand au C. Otto.

Le Ministre des relations extérieures, au Citoyen Otto, à Londres. Paris, le 27 Pluviôse (16 Févr.) an 9.

Citoyen, le premier Consul, qui a eu connoissance de votre lettre du 10 de ce mois et des pièces inclusés, me charge de vous faire savoir que vous ayez à quitter Londres, et à repasser en France. En vous retirant, vous adresserés au Gouvernement Britannique une note dans laquelle vous vous exprimerez ainsi:

Le soussigné ayant donné communication à son Gouvernement, de la déclaration du Ministère Britannique,

nique, qui annonce que les pêcheurs ſeront pourſuivis 1801
et capturés comme tous les autres bâtimens ennemis, déclaration en vertu de laquelle pluſieurs barques et bateaux pêcheurs ont déjà été enlevés, le premier Conſul a conſidéré que ſi d'une part cet acte du Gouvernement Britannique, contraire à tous les uſages des nations civiliſées, et au droit commun qui les régit, même en tems de guerre, donnoit à la guerre actuelle un caractère d'acharnement et de fureur qui détruiſoit juſqu'aux rapports d'uſage dans une guerre loyale, de l'autre il étoit impoſſible de ne pas reconnoître que cette conduite du Gouvernement Anglois ne tendoit qu'à exaſpérer davantage les deux nations, et à éloigner encore le terme de la paix; qu'en conſéquence le ſouſſigné ne pouvoit plus reſter dans un pays où non ſeulement on a abjuré toute diſpoſition à la paix, mais où les loix et les uſages de la guerre ſont méconnus et violés. Le ſouſſigné a donc reçu l'ordre de quitter l'Angleterre, où ſon ſéjour ſe trouve de tout point inutile; et il eſt chargé en même tems de déclarer que le Gouvernement François ayant eu toujours pour premier deſir de contribuer à la pacification générale, et pour maxime d'adoucir autant que poſſible les maux de la guerre, ne peut ſonger pour ſa part à rendre de miſérables pêcheurs victimes de la prolongation des hoſtilités, qu'il s'abſtiendra de toutes repréſailles, et qu'il a ordonné, au contraire, que les bâtimens François, armés en guerre ou en courſe, continuaſſent à laiſſer la pêche libre et ſans atteinte.

Signé: CH. M. TALLEYRAND.

Cependant peu après que ces ordres furent parvenus au Citoyen Otto celui-ci reçut de la part du Transport-office la lettre ſuivante en réponſe à celle qu'il lui avoit adreſſée le 13 Pluviôſe (2 Fevrier).

Traduction d'une lettre de M. le Capitaine George au Citoyen Otto, Transport-office à 2 heures après-midi 3 Mars 1801. *Lettre du Transport-office au C. Otto.*

Monſieur

Depuis que j'ai eu le plaiſir de vous voir ce matin, j'ai été informé, que le Sécrétaire d'état a recommandé

1801 aux Lords de l'Amirauté, de ſuſpendre l'exécution de l'ordre donné pour capturer les bateaux pêcheurs jusqu'à ce que Sa Majeſté puiſſe être conſultée à ce ſujet.

J'ai l'honneur d'être &c.

Signé; GEORGE.

Pour traduction

Signé: OTTO.

Cette déclaration détermina le C. Otto à prolonger ſon ſéjour en Angleterre, et le Gouvernement Français manifeſta ſon deſir de maintenir l'arrangement pris 1800. à l'occaſion ſuivante.

Non obſtant la déclaration de la France de laiſſer la pêche ſans atteinte, un armateur de Dunkerque informé de ce que les Anglais avaient remis en vigueur leur ordonnance de 1798 s'aviſa de ſaiſir quatre pêcheurs Anglais, ainſi qu'on le voit par la ſuivante lettre.

Lettre du C. Dupont au préfet maritime d'Angers.

Lettre écrite par le Citoyen Dupont, Armateur de Dunkerque au préfet maritime à Anvers, en date du 13 Ventoſe an 9. (4 Mars 1801.

Citoyen préfet, le Capitaine Joly, Commandant le Corſaire le Petit-Dunkerque, dont j'ai fait l'armement en ce port, a pris quatre pêcheurs Anglois. Un des quatre navires eſt arrivé à Fleſſingue; je ne connois encore le ſort des trois autres. Une convention particulière et tacite entre les deux Gouvernemens avoit ſuſpendu momentanément les hoſtilités contre les pêcheurs; les Anglois l'ont rompue les premiers. Le Capitaine Joly, en capturant ces quatre navires de pêche, a uſé, aux termes de ſa lettre de marque, du droit de la guerre et de celui des repreſailles. Il avoit été inſtruit pendant ſa relâche à Oſtende, que les Anglois avoient pris des pêcheurs de ce Port; il ignoroit que notre Gouvernement avoit cru de ſa dignité de donner au Gouvernement Anglois un rare exemple de generoſité en lui déclarant, que l'injuſtice du prétexte, dont il ſe ſervoit pour arrêter les pêcheurs François, ne changeroit rien à ſa détermination de ne pas troubler la pêche Angloiſe.

gloiſe. Le Capitaine Joly devoit donc ſe croire autoriſé à prendre les quatre pêcheurs. 1801

J'ai l'honneur de vous ſaluer reſpectueuſement,

Signé: DUPONT.

Pour copie conforme

Signé: NIELLY.

Cependant peu après des ordres ont été donnés pour que les quatre pêcheurs et leurs bateaux fuſſent renvoyés en Angleterre. (*Nouvelles pol.* n. 22.)

Toutefois il s'éleva peu après des diſputes ſur le genre de navires qui pourraient être compris ſous la notion de bateaux pêcheurs exemts de ſaiſie et ſur l'étendue de la faveur accordée à la pêche, les français prétendant étendre l'exemtion d'hoſtilité même aux vaiſſeaux ſervant à la grande pêche et aux navires ſervant au transport des huitres et des poiſſons, tandisque l'Angleterre ſemble avoir voulu reſtreindre l'exemtion aux ſeuls bateaux ſervant à l'exploitation de la pêche ſur les côtes. C'eſt dumoins ce qu'on doit juger de la ſuivante lettre du chef d'adminiſtration au ſous-Commiſſaire de marine aux Sables écrite dans les premiers jours de Juillet 1801.

Le Chef d'Adminiſtration au ſous-Commiſſaire de Marine aux Sables.

Lettre du Chef d'Admin. au ſous-Commiſſaire de Marine aux Sables.

Je dois vous faire part, Citoyen, d'un avis, que le Miniſtre a transmis en ce Port d'après une explication qui a eu lieu avec le Gouvernement Anglois, au ſujet de la liberté de la pêche, par l'entremiſe du Citoyen Otto, Commiſſaire François à Londres pour l'échange des priſonniers de guerre. Il paroit que le Gouvernement Anglois entend: 1) Que la liberté de la pêche n'eſt aucunement fondée ſur une Convention, mais ſur une ſimple conceſſion de ſa part, qui fut provoquée par l'appel fait en dernier lieu à l'humanité du Miniſtère Britannique et de la Nation entière, et que cette conceſſion ſera toujours ſubordonnée à la convenance du moment. 2) Que cette conceſſion n'a jamais porté ſur la grande pêche, ni ſur le commerce d'Huitres ou de Poiſſons, qui, ſuivant l'opinion des Anglois, doivent

1801 être soumis aux mêmes entraves que tout autre commerce. — Vous voyés par là que la liberté de la pêche se trouve reduite à celle du Coquillage qui se fait sur les côtes: Les actes de violence exercés contre quelques uns de nos pêcheurs, doivent Vous inspirer une juste défiance sur les intentions de l'ennemi. Vous voudrés bien en conséquence, donner à cet avis toute la publicité nécessaire dans l'étendue de votre Quartier, et en prévenir particulièrement les pêcheurs, afin qu'ils soient toujours en garde contre les intentions hostiles des Croiseurs Anglois, et qu'il ne s'exposent pas à un danger imminent.

Dans ces termes il semble que la chose est restée jusqu'à la signature des préliminaires de paix entre la France et l'Angleterre qui eut lieu le 1 Oct. 1801, et fut suivie de la cessation des hostilités publiée en Angleterre le 12 Oct.

38.

9 Fevr. *Actes relatifs à la ratification du traité de paix conclu à Luneville le 9 Fevrier 1801 *) entre S. M. l'Empereur Romain et la République Française.*

a.

Décret de Cour de S. M. Impériale addressé à la diète d'Empire.

(Dictatum Ratisbonae die 25 Febr. per Moguntinum.)

Kaiserlich allergnädigstes Hofdekret, an die hochlöbliche allgemeine Reichsversammlung zu Regensburg, de dato Wien den 21. Hornung 1801.

Von der Römisch-Kaiserl. Majestät FRANZ des Zweyten, unsers allergnädigsten Herrn wegen, den bey gegen-

*) Ce traité, en tant qu'il est rendu public, se trouve déjà dans mon *Recueil* T. VII. p. 538.

genwärtig allgemeiner Reichsverſammlung anweſenden 1801
des heiligen Römiſchen Reichs Kurfürſten, Fürſten und
Stände fürtrefflichen Räthen, Bothſchaftern und Geſand-
ten in Gnaden anzufügen:

An den von Sr. K. K. Apoſtol. Majeſtät zur Unter-
handlung des Friedens mit der Franzöſiſchen Republik
nach Lüneville abgeſonderten Kaiſerl. Bevollmächtigten,
geſchah von dem Bevollmächtigten des Franzöſiſchen
Gouvernements unter namentlicher Beziehung auf das
Beyſpiel der Friedenshandlungen zu Raſtadt und zu Ba-
den vom Jahre 1714, der beſtimmteſte Antrag, daſs dort
zugleich der Reichsfriede in Allerhöchſtihrer Eigenſchaft
als Reichsoberhaupt berichtigt und unterzeichnet werde.

Die Wichtigkeit dieſes Antrags, die vielerley Rück-
ſichten, die hierbey eintraten, erheiſchten die redlichſte
und ſorgfältigſte Erwägung des Reichsoberhaupts, und
Seine Kaiſerl. Majeſtät durften keinen Anſtand nehmen,
unverzüglich ſämmtliche Kurfürſten in ihrer kurfürſt-
lichen ſowohl, als fürſtlichen Eigenſchaft, und andere
angeſehene Reichsfürſten mittelſt eines eigenen Aller-
höchſten Handſchreibens in die Kenntniſs des wahren
Verhältniſſes der Sache und Ihrer gefaſsten Entſchlieſsung
zu ſetzen. Daſſelbe enthält den reinen Ausdruck Al-
lerhöchſtihrer Empfindungen und Grundſätze, und Se.
Kaiſerl. Majeſtät theilen hievon auch der allgemeinen
Reichsverſammlung in der erſten Anlage eine Abſchrift
mit, des feſten Vertrauens auf ihr wohl bewährtes Ur-
theil, daſs bey richtiger Abwägung des ganzen Inhalts
dieſes Handſchreibens, ſelbſt jeder Schein verfaſſungs-
widriger Abſicht weichen werde.

So kam dann und zu Folge des von dem Franzö-
ſiſchen Bevollmächtigten namentlich angeführten Bey-
ſpiels der Friedenshandlungen zu Raſtadt und zu Baaden
der Friedenstractat zu Stande, deſſen vollſtändige Ab-
ſchrift hier anliegt. Eben jenes zur Norm aufgeſtellte
Beyſpiel bewahret zugleich ſattſam das reichsſtändiſche
Mitwirkungsrecht in Friedensſachen, wenn gleich der
vorliegenden Friedensurkunde zur Sicherſtellung jener
geſetzlichen Gerechtſame keine ähnliche Uebereinkunft,
wie dem Friedensſchluſſe zu Raſtadt, ausdrücklich ein-
verleibet iſt.

Die Beweggründe, welche Se. Kaiſerl. Majeſtät zu
Abſtimmung (*Abſchlieſsung?*) dieſes Friedens beſtimmt
haben, werden nun auch durch ihre Stärke bey Kurfürſten,

1801 Fürſten und Ständen den Entſchluſs erzeugen, die Ratification des vorliegenden Friedensinſtruments möglichſt zu beſchleunigen; beſonders da das Franzöſiſche Gouvernement den Genuſs der erſten Friedensfrüchte, nämlich die Befreyung von allen Krigsexactionen und die Abziehung der Armeen aus dem Reiche von der baldigſten Reichsgenehmigung abhängig gemacht hat. Se. Kaiſerl. Majeſtät ſehen ſomit einem zu dieſem Ende ſchleunigſt zu erſtattenden Reichsgutachten mit groſser Sehnſucht entgegen.

Es verbleiben übrigens Ihro Kaiſerl. Majeſtät den des heil. Röm. Reichs Kurfürſten, Fürſten und Stände fürtrefflichen Räthen, Bothſchaftern und Geſandten mit Kaiſerl. Gnaden wohl- und gewogen.

Signatum zu Wien, unter Ihro Kaiſerlichen Majeſtät hervorgedrucktem Kaiſerlichen Sekretinſiegel, den 21. Hornung 1802.

(L. S.) *F. zu* Colloredo Mannsfeld.
Peter Anton *Reichs Frhr.*
v. Frank mppr.

Inſcriptio.

Von der Röm. Kaiſerl. Majeſtät Franz des Zweyten, unſers allergnädigſten Herrn wegen, den bey gegenwärtig allgemeiner Reichsverſammlung anweſenden des heil. Röm. Reichs Kurfürſten, Fürſten und Stände fürtrefflichen Räthen, Bothſchaftern und Geſandten in Gnaden anzuhändigen.

Anlage I.

Meinem nach Lüneville zur Unterhandlung des Friedens mit der Franzöſiſchen Republik abgeſendeten K. K. bevollmächtigten Miniſter geſchah von dem Bevollmächtigten des Franzöſiſchen Gouvernements der beſtimmte Antrag, daſs in dem mit Mir abzuhandelnden Friedensſchluſſe zugleich der Reichsfrieden in Meiner Eigenſchaft als Reichsoberhaupt berichtigt werden ſolle.

Dem K. K. Bevollmächtigten war nicht entgangen, daſs das Mitwirkungsrecht der Kurfürſten, Fürſten und Stände des Reichs in Friedensſachen durch die Grundgeſetze des deutſchen Reichs klar entſchieden, ſomit hierin Meine Kaiſerliche Authorität, ohne vorher zu dem Ende eine beſondere Vollmacht von dem Reiche

hierin

erhalten zu haben, durch die Rechte der deutschen Ver- 1801
fassung beschränkt sey. Diese dem obigen Antrage in ihrem vollen Gewichte, nebst andern, entgegengestellte Betrachtung fand aber den Eingang nicht, den Mein Bevollmächtigten von der Stärke deren verfassungsmäfsigen Richtigkeit erwartet hatte. Vielmehr ward auf dem Antrage, unter namentlicher Beziehung auf das Beyspiel der Friedensunterhandlungen zu Rastadt und zu Baaden vom Jahre 1714 so beharrlich, fest und dringend bestanden, dafs sich alle Friedensunterhandlungen würden aufgelöst haben, wenn nicht endlich, nach fruchtlos erschöpften Vorstellungen, Mein Bevollmächtigter dem Französischen Ansinnen, unter gleichmäfsiger Beziehung auf die Unterhandlungsart zu Rastadt und zu Baaden, beygetreten wäre.

Grofs war Meine Verlegenheit in der Eigenschaft als Reichsoberhaupt, als ich durch Meinen Bevollmächtigten von diesem Hergange der Sache die Nachricht erhielt, und es war für Mich ein höchst wichtiges Anliegen, die Sache reiflichst zu erwägen. Die Vorstellung, den Schritt Meines Bevollmächtigten zu genehmigen, und in Folge dieser Genehmigung zur Abhandlung der Reichsfriedens-Artikel vorzuschreiten, wenn gleich hiebey die Absicht keinesweges ist, den Friedenstractat der nachherigen Einsicht und Ratification der allgemeinen Reichsversammlung zu entziehen, lag sehr mit Meiner pflichtmäfsigen Achtung für die Reichsständischen Rechte und Befugnisse im Streite; der Mifsbilligung hingegen des Beytritts Meines Bevollmächtigten zu jenseitigem Ansinnen wirkte die Vorstellung des harten Verhängnisses, welches gegenwärtig über einem sehr ansehnlichen Theile Deutschlands schwebt, die Vorstellung eines noch härteren Schicksals, womit die französische Uebermacht das Reich bey längerer Aussetzung des Friedenswerks bedroht, die Vorstellung der allgemein gewordenen Friedenswünsche, und des baldigen Genusses der Friedensfrüchte mächtig entgegen; und Ich beschlofs zu Folge der von Meinem Bevollmächtigten gegebenen und von Mir unter solchen Verhältnissen genehmigten Erklärung auch die Reichsfriedenspuncte abschliefsen zu lassen, und vertraue anbey sehr auf die bewährte Wohlerwägung Eurer &c. dafs Dieselben nach gröfster Wahrscheinlichkeit in ähnlicher beschwerlichen Lage eben die Entschliefsung gefafst haben würden.

Wenn

1801 Wenn Ich nun eine Beruhigung darin finde, Euer &c. durch gegenwärtiges Handschreiben, mit dem wahren Verhältnisse der Sache und Meiner gefaßten Entschließung bekannt zu machen: so finde Ich zugleich eine nicht geringere in dem Bewußtseyn der reinsten Reichsoberhauptlichen Absicht, die überdieß durch mehrere öffentliche Erklärungen an den Reichstag, besonders durch das Kaiserliche Hofdekret vom 19 May 1795 auf das feyerlichste verbürget ist, auf keine Weise dadurch dem Reichsständischen Beywirkungsrechte in Friedenssachen zu nahe treten zu wollen; und auch der Erfolg, wenn späterhin der Friedensabschluß an die Kurfürsten, Fürsten und Stände bey der allgemeinen Reichsversammlung gelanget, wird bestätigen, und Eure &c. vollkommen überzeugen und beruhigen, daß selbst bey der Leitung des erwähnten Friedensgeschäfts, eben in Gemäßheit des oben gedachten Beyspiels der Rastädtischen und Badischen Friedenshandlungen vom Jahre 1714, von Mir schon zum voraus zur Sicherstellung der Reichsständischen Gerechtsame alle mögliche Vorsorge getroffen worden sey.

Ich verbleibe &c. &c.

Anlage 11.

(Copie du traité de Luneville en Français.)

b.

9 Mars. *Suffrage de l'Empire au sujet de la ratification de la paix en date du 7 Mars* 1801.

(Dictatum Ratisbonae die 9 Martii 1801 per Moguntinum.)

An Ihro Röm. Kaiserl. Majestät allerunterthänigstes Reichs-Gutachten, de dato Regensburg, den 7. März 1801.

Ihrer Röm. Kaiserl. Majestät, unsers allergnädigsten Herrn, zu gegenwärtiger Reichsversammlung bevollmächtigten höchstansehnlichen Principal-Commissarius, Herrn Karl Alexander, Fürsten von Thurn und Taxis &c. &c. Hochfürstl. Gnaden, bleibt hiemit im Namen Kurfürsten, Fürsten und Stände des Reichs gebührend unverhalten:

Aus

Aus dem allerhöchſten Kaiſerl. Hofdekrete vom 21ſten und dictato 25ſten Februars des laufenden Jahrs und deſſen zwey Anlagen habe die allgemeine Reichsverſammlung erſehen, aus welchen wichtigen Gründen Se. Kaiſerl. Majeſtät in den beſtimmteſten Antrag der franzöſiſchen Republik: 1801

dass auch der Reichsfriede in Allerhöchſtihrer Eigenſchaft als Reichsoberhaupt, nach dem Beyſpiele der Friedenshandlungen zu Raſtadt und zu Baaden, zu Lüneville berichtiget und unterzeichnet werde,

einzuwilligen, und den Frieden in dieſer Eigenſchaft abzuſchlieſsen, bewogen worden ſeyen, und ſolchen jetzt der allgemeinen Reichsverſammlung in der zweyten Anlage zu dem Ende vorzulegen geruheten, damit Kurfürſten, Fürſten und Stände ſolchen von Reichswegen ratificiren, und aus denen, in dem allerhöchſten Hofdekrete angeführten, auf den mit jedem Verzuge für Deutſchland täglich anwachſenden Schaden ſich genau und richtig beziehenden Vorſtellungen die Ratification, und das darüber an Allerhöchſtdieſelbe zu erſtattende Reichsgutachten, welchem Ihre Kaiſerl. Majeſtät mit Sehnſucht entgegen ſehen, beſchleunigen möchten.

Die drey Reichskollegien hätten dieſes allerhöchſte Kaiſerliche Hofdekret in reife, dem wichtigen Inhalte deſſelben angemeſſene, und dabey nach den dringenden Umſtänden, ſchleunigſte Berathung genommen, und ſo wie ſich dieſelben wegen des, Kurfürſten, Fürſten und Ständen des Reichs nach den Reichsgeſetzen zuſtehenden Mitwirkungsrechts in Friedensſachen bey denen in dem — dem Kaiſerlichen Hofdekrete in der erſten Anlage beygelegten Kaiſerlichen Handſchreiben, ausführlich angeführten Gründen, und bey denen für die anerkannten und ohnehin unbezweifelten Rechte des Reichs wiederhohlten Kaiſerlichen Verſicherungen ſich jetzt allerdings beruhigen können; ſo hätten auch die Beweggründe, welche Se. Kaiſerliche Majeſtät, den Frieden in der vorgelegten Maaſse abzuſchlieſsen, beſtimmt haben, durch ihre Stärke und durch die bekannte traurige Lage Deutſchlands, welches den Frieden ſo ſehr wünſche, und deſſelben ſo ſehr bedürfe, die allgemeine Reichsverſammlung zu dem Schluſs bewogen, dass der von Sr. Kaiſerl. Majeſtät in Allerhöchſtihrem und des Reichs Namen mit der franzöſiſchen Republik

1801 publik am 9. Hornung des laufenden Jahres zu Lüneville abgeſchloſſene Friede von Ihro Kaiſerl. Majeſtät und des Reichs wegen zu ratificiren, darüber an Allerhöchſtdieſelbe ſchleunigſt ein allerunterthänigſtes Reichsgutachten zu erlaſſen, und Sr. Kaiſerl. Majeſtät dabey für alle reichspatriotiſche, thätige Bemühungen und Verwendungen in dieſer Friedensſache der lebhafteſte Dank, wie hiemit geſchiehet, zu erſtatten, und Allerhöchſtdieſelbe ehrerbietigſt zu erſuchen ſeyen, den gedachten Frieden in Allerhöchſtihrem und des heil. Röm. Reichs Namen zu ratificiren und zu beſtätigen.

Womit des Kaiſerlichen Herrn Principal-Commiſſarius hochfürſtlichen Gnaden der Kurfürſten, Fürſten und Stände des Reichs anweſende Räthe, Bothſchafter und Geſandte ſich beſten Fleiſſes und geziemend empfehlen.

Signatum, Regensburg den 7. März 1801.

(L. S.) *Kurfürſtlich Mainziſche Kanzley.*

c.

9 Mars. *Décret de ratification de S. M. Impériale du précédent ſuffrage d'Empire en date du 9. Mars* 1801.

(Dictatum Ratisbonae d. 10. Martii 1801 per Moguntinum.)

Kaiſerlich allergnädigſtes Commiſſions-Ratifications-Dekret an die hochlöbliche allgemeine Reichsverſammlung zu Regensburg de dato den 9. März 1801.

Von der Röm. Kaiſerl. Majeſtät Franz des Zweyten, unſers Allergnädigſten Kaiſers und Herrn Herrn, zur gegenwärtigen allgemeinen Reichsverſammlung verordneter Höchſtanſehnlicher Kaiſerl. Principal-Commiſſarius, Herr Karl Alexander, des heil. Römiſchen Reichs Fürſt von Thurn und Taxis, gefürſteter Graf zu Friedberg-Scheer, Graf zu Valſaſina, Herr der Herrſchaften Demmingen, Mark-Tiſchingen und Trugenhofen, Sr. Röm. Kaiſerl. Majeſtät wirklicher geheimer Rath, Ritter des goldenen Vlieſſes &c. laſſen den allhier verſammelten, des heil. Römiſchen Reichs Kurfürſten, Fürſten und Ständen vortrefflichen Räthen, Bothſchaftern und Geſandten andurch unverhalten:

Ihro

Ihro Röm. Kaiserl. Majestät haben aus dem unter 1801
dem 7ten dieses erstatteten allerunterthänigsten Reichsgutachten den von der allgemeinen Reichsversammlung nach reifer und schleuniger Berathung gefaßten Schluß vernommen, daß

der von Allerhöchstdenselben in Allerhöchstihrem und des Reichs Namen mit der französischen Republik am 9. Hornung des laufenden Jahrs zu Lüneville abgeschlossene Friede von Ihro Kaiserlichen Majestät und des Reichs wegen zu ratificiren — darüber an Allerhöchstdieselbe schleunigst ein Reichsgutachten zu erlassen — Sr. Kaiserl. Majestät dabey für alle reichspatriotische thätige Bemühungen und Verwendungen in dieser Friedenssache der lebhafteste Dank zu erstatten — und Allerhöchstdieselben ehrerbietigst zu ersuchen seyn, den gedachten Frieden in Allerhöchstihrem und des heiligen Röm. Reichs Namen zu ratificiren und zu bestätigen.

Es gereichet Ihrer Röm. Kaiserl. Majestät zur grosen Beruhigung und Zufriedenheit, Ihre reichsväterliche Bemühungen zur schleunigen Herbeyführung des Friedens für das deutsche Reich mit dem lebhaftesten Dank der allgemeinen Reichsversammlung anerkannt zu sehen: und Allerhöchstdieselbe finden sich durch gleiche Sorgfalt zur schnellsten Entfernung der noch fortwährenden Kriegsleiden bewogen, dem vorerwähnten Reichsgutachten die reichsoberhauptliche allergnädigste Genehmigung ohne allen Aufenthalt zu ertheilen, und in dessen Gemäsheit die förmliche und feyerliche Ratifications-Urkunde in Allerhöchstihrem und des Reichs Namen aufs schleunigste nach Lüneville befördern zu lassen.

Es verbleiben übrigens des Höchstansehnlichen Kaiserlichen Principal-Commissarius Hochfürstliche Gnaden den allhier versammelten vortrefflichen Räthen, Bothschaftern und Gesandten mit freundlichem, auch geneigtem und gnädigen Willen beständig wohl zugethan.

Signatum Regensburg den 9. März 1801.

(L. S.) Karl, *Fürst von Thurn und Taxis* mppr.

Aufschrift.

Dem Hochlöblichen Kurmainzischen Reichs-Directorio anzuhändigen.

d.

d.

1801 *Inſtrumentum ratificationis Caeſaris ſuo et Imperii nomine pacis in Lunari villa concluſae.*

Nos Franciscus II. divina favente clementia electus Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus, Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae et Hieroſolymae Rex; Archidux Auſtriae &c. &c.

Notum facimus omnibus et ſingulis praeſentes literas inſpecturis, lecturis, vel legi audituris, aut quomodocunque infra ſcriptorum notitia ad ipſos pervenire poterit: poſtquam ad reſtringendum, quod inter Nos et Romanum Imperium ex una, et Rempublicam gallicam ex altera parte per plures annos duravit, graviſſimum bellum conſilia pacis collata fuerint, divina bonitate factum eſſe, ut per conſtitutos utrimque Plenipotentiarios pax et amicitia concluſa ſit forma et tenore ſequenti:

(*Ici eſt inſéré l'inſtrument de paix en français.*)

Nos igitur haec omnia et ſingula, prout hic verbotenus inſerta et deſcripta leguntur, praehabita matura et diligenti conſideratione ex certa Noſtra ſcientia approbamus, ratificamus et confirmamus, rataque et firma eſſe et fore virtute praeſentium declaramus, ſimulque verbo Imperiali promittimus pro Nobis Noſtrisque ſucceſſoribus et Imperio Romano (cuius Status Ratisbonae per Deputatos congregati memoratum pacis inſtrumentum, vigore concluſi nuperrime facti et a Nobis ratificati, in omnibus et ſingulis articulis approbarunt, et ratum habuerunt) Nos omnes et ſingulos ſupra deſcriptos articulos, et quidquid tota hac pacis conventione continetur, firmiter, conſtanter, ac inviolabiliter ſervaturos, atque executioni mandaturos, nullaque ratione, ut vel ex Noſtra Parte, vel per alios ullo unquam tempore contraveniatur, paſſuros, quomodocunque id fieri poſſit, omni dolo et fraude excluſis. In horum omnium teſtimonium et fidem ſigillum Noſtrum Caeſareum maius huic diplomati manu Noſtra ſubſcripto appendi fecimus. Datum in civitate Noſtra Viennae in Auſtria die nona menſis

menſis Martii, anno milleſimo octingenteſimo primo, Regnorum Noſtrorum, Romani nono, Hungarici et Bohemici vero decimo. 1800

FRANCISCUS.

Vt. Princeps DE COLLOREDO MANNSFELD.

Ad mandatum Sacrae Caeſar. Majeſtatis proprium,

PETRUS ANTONIUS L. B. A FRANK.

f.

Ratification de la paix de Luneville de la part du Gouvernement François.

BONAPARTE, prémier Conſul, au nom du peuple Français.

Les Conſuls de la République ayant vu et examiné le traité conclu arrêté et ſigné à Luneville le vingt Pluviôſe an neuf de la République Françaiſe (neuf Fevrier mil huit cent-un) par le Citoyen Joſeph Bonaparte, Conſeiller d'état; en vertu de pleinspouvoirs qui lui avoient été conférés à cet effet, avec le Sieur Louis, Comte du St. Empire Romain, de Cobenzl, Miniſtre plénipotentiaire de Sa Majeſté l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême également muni de pleinspouvoirs et du quel traité la teneur ſuit.

(*Ici le traité eſt inſéré.*)

Approuve le traité ci-deſſus en tous et chacun des articles, qui y ſont contenus, declare qu'il eſt accepté, ratifié et confirmé et promet qu'il ſera inviolablement obſervé.

En foi de quoi ſont données les préſentes, ſignées, contreſignées et ſcellées du grand ſceau de la République.

A Paris le vingt Ventôſe an neuf de la République (onze Mars mil huit cent un.)

BONAPARTE.

Le Miniſtre des rélations extérieures,

CH. MAU. TALLEYRAND.

Par le Prémier Conſul le Sécrétaire d'Etat,

HUGUE B. MARET.

1801 19 Mars. *Sanction du Corps législatif par laquelle le Traité de Luneville est converti en Loi de la République; en date du 28 Ventôse an 9.* (19 *Mars* 1801.)

Le Corps législatif formé au nombre de membres, prescrit par l'article XC. de la constitution; lecture faite du Projet de Loi (*du 26 Ventôse*) sur la présentation au Corps législatif du Traité de paix conclu à Luneville; les Orateurs du Tribunat et ceux du Corps législatif entendus; les suffrages recueillis au scrutin secret: décrète: Le Traité dont la teneur suit, conclu à Luneville le 20 Pluviôse an 9. (9 Fevrier 1801) et dont les Ratifications ont été échangées à Paris le 25 Ventôse an 9. (16 Mars 1801) sera promulgué comme une Loi de la République. (Suit le traité, inséré T. VII. p. 538.)

(*La promulgation de la paix a eu lieu à Paris le 30 Ventôse.*)

"Déjà avant l'échange des ratifications la réunion du territoire Allemand sur la rive gauche fut proposée par le Gouvernement le 8 Ventôse et approuvée par le Tribunat le 17, par le Corps législatif le 18 Ventôse et en conséquence la suivante loi fut sanctionnée le même jour."

ART. I.

Les Départemens de la Roer, de la Sarre, du Rhin et Moselle et du Mont-Tonnere font partie intégrante du territoire Français.

ART. II.

La circonscription des dits Départemens et celle des arrondissemens communaux, qui y ont été provisoirement compris, sera définitivement fixée dans le courant de l'an 10.

ART. III.

Les loix et Réglemens de la République ne seront appliqués aux dits Départemens qu'aux époques où le Gouvernement le jugera convenable, et en vertu d'arrêtés qu'il prendra à cet effet.

39.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation, entre Sa Maj. le Roi de Suède d'une part, et Sa Maj. l'Empereur de toutes les Russies de l'autre; conclu à St. Petersbourg, le 1 (13) Mars 1801, ratifié à Landscrona, le 11 Avril 1801, à St. Peterbourg, le 30 Mai (11 Juin) de la même année. 1801 13 Mars.

[PEUCHET *du commerce des neutres*; P. II. p. 400. *Nouv. politiques* 1801. Nro. 69–76. *)]

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Unies déjà par un traité d'alliance, Sa Majesté le Roi de Suède et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, voulant resserrer les noeuds de cette amitié et cimenter de plus en plus la bonne intelligence qui subsiste entre elles et leurs Etats respectifs, faire partager à leurs fidèles sujets les fruits de cette heureuse union, et encourager par des facilités réciproques le commerce entre les deux nations et la navigation directe entre leurs sujets respectifs, sont convenus d'en poser les bases et d'en stipuler les avantages par un traité d'amitié, de commerce et de navigation; à l'effet de quoi leurs dites Majestés ont choisi et nommé pour leurs plénipotentiaires; savoir: Sa Majesté le Roi de Suède, le Sieur Baron Court de Stedingk, un des seigneurs du royaume

 de

*) Dans les nouv. pol. l'introduction manque, et quoiqu'on ait annoncé y avoir suivi la copie publiée à Stockholm, il semble, que les Art. I–VII. X. et XII. sont tronqués, ce qui m'a fait préférer la copie donnée par PEUCHET en faisant imprimer en caractères italiques ce qui manque dans la copie d. nouv. polit. ou y est différemment énoncé; au reste aucune de ces *variations* est fort essentielle, mais on n'en peut pas dire autant de ce qui *manque* d. l. n. pol. Art. III. IV. VI. VII.

1801 de Suède, ſon Ambaſſadeur extraordinaire, auprès de Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies, Lieutenant Général dans ſes Armées, chambellan de la reine douairière, Colonel d'un Regiment d'Infanterie, Chevalier et Commandeur de ſes ordres, Chevalier grand-croix de ſon ordre de l'Epée, et Chevalier de ceux de Saint-André, de Saint-Alexandre-Newſky, de Sainte Anne de la première claſſe, et de celui de France pour les merites militaires; et Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies le Sieur Alexandre, Prince de Kourakin, ſon vice-Chancelier et Conſeiller privé actuel, Chevalier de l'ordre de Saint-André, grand-croix de l'ordre ſouverain de Saint Jean de Jeruſalem, et Chevalier des ordres de Saint Alexandre Newſky, de Sainte-Anne de la première claſſe, comme auſſi de ceux de Danemark, de Danebrog et de l'union parfaite; le Sieur Pierre, Comte de Pahlen, ſon Général de Cavalerie, Miniſtre de ſon collège des affaires étrangères, directeur Général des poſtes, grand Chancelier de l'ordre ſouverain de St. Jean de Jeruſalem, Gouverneur Militaire de Saint Petersbourg, Inſpecteur de l'Infanterie et de la Cavalerie de la diviſion de Livonie, Adminiſtrateur Civil des Gouvernemens de Livonie, d'Eſtonie et de Courlande, Chevalier de l'ordre de Saint André, grand-croix de l'ordre ſouverain de Saint Jean de Jeruſalem, et Chevalier des ordres de Saint-Alexandre-Newſky, de Sainte Anne de la première claſſe, de Saint-George de la troiſième, de Saint-Wlademir de la ſeconde, et de celui de Saint-Lazare de France; et le Sieur Gabriel Prince de Gagarin, ſon Conſeiller privé actuel, membre de ſon Conſeil, Sénateur, Directeur-Général des banques d'emprunt et d'hypothèques, Miniſtre de commerce, chambellan actuel, grand-hoſpitalier de l'ordre ſouverain de Saint Jean de Jeruſalem, et Chevalier de l'ordre de Saint André, grand-croix de celui de Saint-Jean de Jeruſalem, et Chevalier des ordres de Saint-Alexandre-Newſky et de Sainte-Anne de la première claſſe; leſquels plénipotentiaires après s'être communiqué leurs pleinspouvoirs, (et) les avoir trouvés en bonne et due forme, ſont entrés en conférence, et ayant mûrement diſcuté la matière, ont arrêté et conclu les articles ſuivans.

ART.

ART. I. 1801

Il subsistera entre S. M. le Roi de Suède, ses héritiers et successeurs d'une part, et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, ses héritiers et successeurs de l'autre, entre leurs états, royaumes, provinces, villes et sujets, à perpétuité, une amitié vraie, sincère et parfaite; une paix durable et bonne intelligence. *Et en vertu de cet accord, tant ces puissances elles-mêmes que* leurs sujets, sans exception, se prêteront mutuellement, dans toutes les occasions, et particulièrement en ce qui concerne le commerce et la navigation, toute aide et assistance possibles *se traiteront en amis et bons voisins, sans jamais rien entreprendre qui puisse tourner au détriment des uns ou des autres.* *Amitié.*

ART. II.

Les sujets Suédois jouïront, en Russie, *ainsi que* les sujets Russes en Suède, d'une liberté entière de commerce. Il leur sera libre *en conséquence* de fréquenter respectivement avec leurs navires, barques, chariots et voitures, tous les ports, havres et villes *des deux Etats, comme il sera plus particulièrement expliqué dans les articles suivans;* d'y vendre leurs marchandises, d'en acheter, aller, venir, séjourner, s'y réparer, en repartir avec une parfaite sûreté, conformément aux loix et réglemens, qui subsistent dans les deux Monarchies *sans qu'on puisse les troubler ni inquiéter en aucune manière.* *Liberté de commerce.*

ART. III.

Par une suite des dispositions du précédent article les sujets de S. M. Suédoise jouïront en Russie et réciproquement les sujets de S. M. Impériale en Suède, pour leurs personnes, leurs navires, barques, voitures et leurs biens, de la même sûreté et protection, dont jouïssent les habitans des pays respectifs. On y aura, de part et d'autre, les plus justes égards aux passeports, *qu'ils présenteront, lorsqu'ils seront reconnus en bonne et due forme; il leur sera libre d'y importer leurs marchandises, soit en matière première ou ouvragée, productions propres ou étrangères, et sur leurs propres vaisseaux; d'y en acheter, d'importer et d'exporter eux-mêmes ce qu'ils auront acheté, pourvu que, dans l'un comme dans l'autre cas, ces marchandises, soit propres, soit étrangères* *Sûreté et protection.*

1801 ne soient pas du nombre de celles, dont l'importation ou l'exportation *soit* respectivement défenduë.

ART. IV.

Ports et villes ouverts au commerce.

Dans la vue d'obvier aux conveniens qui pourraient resulter d'une extension indéfinie de cette liberté de trafiquer dans l'un et l'autre des deux pays les hautes parties contractantes sont convenuës, de la restreindre aux ports indistinctement des deux états, et aux villes *les plus près des frontières continentales des deux Finlandes, dont la spécification, ainsi que celle des routes et passages qui y conduisent jusqu'aux frontières seront annexées dans un état séparé, fourni de part et d'autre à la suite du présent traité, sans que les sujets respectifs qui y seront venus pour trafiquer puissent se permettre d'aller plus avant dans leur pays; mais leur sera libre dans ces ports et villes les plus près de la frontière*, de trafiquer en gros et non en détail, *soit en vendant ou en achetant* non-seulement avec les habitans de ces villes ou ports, mais encore avec ceux de toute autre ville, port ou contrée, qui s'y seroient rendus *dans ce dessein*. Il sera défendu aux marchands-ambulans et colporteurs de courir les pays respectifs, de fréquenter les maisons particulières pour y débiter leurs marchandises en détail, ou pour y acheter ou troquer quelque chose que ce soit avec les habitans; et seront traités comme contrebandiers, *et punis comme tels* ceux qui auront contrevenu à cette défense *quels que soient les objets qu'ils auroient achetés ou débités* *).

ART. V.

Droits à payer.

Pour établir *sur le pied d'une parfaite réciprocité, les avantages mutuels du présent traité*, les hautes parties-contractantes conviennent, que les sujets de S. M. Suédoise en Russie, et ceux de S. M. Imperiale en Suède, ne payeront pas pour les marchandises, qu'ils importeront respectivement, des droits plus forts ni autres que ceux, que payent les sujets même de leurs dites Majestés dans leurs états réspectifs; ils jouïront même de la diminution ou exemption des droits, qui seront stipulés dans les Articles suivans; et seront les dits droits acquit-

*) Cet article a été limité par une déclaration commune du 7 Juin ajoutée au traité.

acquittés de part et d'autre dans la même *monnaie, comptée d'après la même valeur et sur le pied*, que sont obligés de les acquitter les habitans des deux pays eux-mêmes. 1801

ART. VI.

Traitement des sujets.

Les marchands de l'une et l'autre nation et en général tous les sujets des deux hautes parties contractantes, qui seront munis de passeports valables, seront traités respectivement avec bienveillance, justice et équité, par tous les Officiers civils et militaires, par tous les tribunaux de justice et de police, par les Officiers de douane; et y seront expédiés, *soit pour les affaires qui seraient du ressort de ces tribunaux, soit pour la visite et l'expedition de leurs marchandises sans éprouver aucun retard et* avec toute la promptitude compatible avec les formes *judiciaires* prescrites dans les deux Etats. *La valeur et inviolabilité des contrats qui auront été passés entre les sujets respectifs, seront maintenues, et sera libre à chacun desdits sujets d'en poursuivre l'effet, ou par lui même, ou par tel mandataire auquel il pourrait confier le soin de ses interêts; toutes violences, injustices et autres mènées répréhensibles seront poursuivies et punies selon les lois du pays; et seront tenus les dits sujets respectifs de se conformer aux lois, ordonnances, réglemens et tarifs qui sont actuellement ou seraient à l'avenir généralement en vigueur dans les deux Etats, se soumettant, en cas de contravention, aux peines portées par ces mêmes ordonnances.* Les Contrats, passés entre les sujets respectifs, seront maintenus dans toute leur force; et il sera libre à chacun des dits sujets d'en poursuivre l'exécution par lui même ou par un mandataire.

ART. VII.

Religion, loix; disposition des biens.

Les sujets de l'un des deux états, qui séjourneront ou *se seraient* établis, après en avoir obtenu la permission dans l'autre, jouiront, sous la protection des loix, d'une parfaite liberté de conscience et du libre exercice de leur Religion dans leurs Eglises, de même que dans leurs maisons particulières: *Ils participeront devant les juges et tribunaux, au bénéfice des mêmes formes judiciaires que les naturels eux-mêmes; auront en s'y conformant la libre et incontestable* disposition de leurs biens, meubles et immeubles, soit qu'ils les

1801 adminiſtrent ou les faſſent adminiſtrer de leur vivant, ſoit qu'ils en diſpoſent par teſtament; la faculté leur étant expreſſément réſervée de pouvoir entrer et ſortir des états réſpectifs avec hoiries ou toute autre fortune en argent comptant ou autrement; qu'ils y auroient acquiſe ou apportée, ſans que ces biens et effets puiſſent être aſſujettis au droit d'Aubaine, qui eſt aboli entre les deux états, ni à aucuns autres droits que ceux qui ſont établis de part et d'autre pour la ſortie ſans retour des biens et effets d'une ſouveraineté dans l'autre, et à condition encore que les effets exportés ſeront du nombre de ceux, dont l'exportation et l'importation ſont reſpectivement permiſes *par les tarifs et autres réglemens additionels de ces ordonnances. Ne pourront leſdits ſujets reſpectifs quitter l'une ou l'autre ſouveraineté, ſans en avoir obtenu la permiſſion des autorités civiles, qui ne pourront l'accorder s'il ne leur eſt pas juſtifié qu'ils ont réciproquement ſatisfait à tous les engagemens et à ce que les loix préſcrivent en ſemblable cas.*

ART. VIII.

Livres de commerce. Il ſera libre aux Marchands des deux Nations de tenir leurs livres en telle langue qu'ils voudront; et ils ne pourront jamais être obligés à en donner communication, ſi ce n'eſt dans le cas de ceſſion ou de quelques difficultés, conteſtation ou procès, pour le jugement desquels leur repréſentation ſeroit jugée néceſſaire; mais, dans ce cas encore, ils ne ſeront tenus qu'a en extraire et produire ce qui ſera indiſpenſable pour éclaircir le point de la queſtion.

ART. IX.

Tribunaux. Dans tous les différends, qui pourroient s'élever entre les ſujets reſpectifs *dans les deux pays ou entre les ſujets de l'une et de l'autre monarchie* on aura recours, de part et d'autre, aux tribunaux ordinaires, auxquels reſſortiſſent dans les deux états les mêmes cas litigieux; et ſeront les ſujets reſpectifs tenus de comparoître, en demandant ou défendant, comme les ſujets mêmes des deux pays, ſans aucune différence, dérogeant à tous droits, priviléges ou uſages à ce contraires. Il en ſera de même des affaires de banqueroutes, dans leſquelles les ſujets de l'une ou l'autre des deux Monarchies ſe trouveroient impliqués.

ART.

ART. X. 1801

En cas de mort d'un ſujet de l'une des deux hautes parties contractantes dans les états de l'autre, ſes héritiers légitimes, ſoit par teſtament ou ab inteſtat ou, [illegible] abſence, *celui qui ſera muni de procuration ſuffiſante de leur part* ſeront immédiatement mis en poſſeſſion de l'héritage; mais, ces mêmes héritiers étant [illegible] perſonne autoriſé de leur part ne ſe préſente pour recueillir la ſucceſſion, il ſera procédé, incontinent après la mort du défunt, à l'appoſition des ſcellés ſur les papiers et effets par lui délaiſſés, formalité qui ſera remplie par un notaire public ou par quelqu'autre Officier public à ce déſigné, en préſence du Conſul, s'il y en a un dans le lieu, ou de deux autres perſonnes dignes de foi, et préférablement des compatriotes du défunt; et, après un délai de ſix ſemaines écoulées, s'il ne ſe préſente ni héritiers, ni procureur fondé de leur part, il ſera procédé à l'inventaire *des effets délaiſſés par le defunt, de quelque nature qu'ils puiſſent être, leſquels effets, ainſique tout ce qui compoſe la ſucceſſion ſeront dépoſés dans une caiſſe ou dépôt public* ou entre les mains de deux propriétaires accrédités et ſolvables, au choix du Conſul, ou, à ſon défaut au choix de l'Officier public, qui aura fait l'inventaire, et devront y être gardés à la diſpoſition et pour le compte des héritiers légitimes, qui ſeront avertis et cités édictalement par la voye des Gazettes, par trois publications conſécutives et dans les délais convenables, avec l'annonce, qu'à défaut par les héritiers, ayant-cauſe ou procureur fondé de leur part, de ſe préſenter dans l'eſpace de cinq années, la dite ſucceſſion, et tout ce qui en dépend, ſeront échus au Fiſc du Gouvernement où le défunt eſt décédé. *Succeſſions.*

ART. XI.

Les Conſuls-Généraux, Conſuls ou Vice-Conſuls, qui ſont conſtitués et reconnus de part et d'autre, ou qui pourroient l'être à l'avenir, ſont ou ſeront ſous la protection particulière des Loix, et jouiront des mêmes droits et immunités que ceux de la nation la plus favoriſée. Quoiqu'il ne leur ſoit attribué aucune juriſdiction, il ne ſera pas moins loiſible à ceux de ſa nation de les choiſir pour arbitres de leurs différends, ſans que *Conſuls.*

1801 ceux-ci perdent pour cela la faculté de se pourvoir par devant les tribunaux compétens *suivant l'exigence des cas*. Les Consuls-Généraux, Consuls ou Vice-Consuls étant dans le cas, pour réprimer sur les vaisseaux quelque rebelle, ou perturbateurs du repos public de leur district, de réquérir main-forte du Gouvernement, [illegible] sera accordée sans délai ni difficulté.

ART. XII.

Fugitifs desertés sur les navires.

En conformité de l'article XVIII du traité d'amitié et d'union renouvellé le $\frac{18}{29}$ *Octobre 1799* les gens de mer, qui déserteront d'un vaisseau de l'une des deux nations sur celui de l'autre, seront réciproquement rendus, quand ces vaisseaux même se trouveroient dans des ports étrangers. Aucun Maître-de-Vaisseau ou Batelier ne pourra recevoir à son bord, dans les ports réciproques, aucun passager qui ne seroit pas muni de passeports valables, ni aucun effet qui ne seroit pas accompagné d'un certificat légitime. S'il est fortement soupçonné d'avoir contrevenu à cette disposition, le vaisseau pourra être arrêté, jusqu'à ce que la contravention soit éclaircie et réparée, si elle a eu lieu. Dans le cas que de semblables soupçons feroient juger nécessaire de visiter le vaisseau, cette visite ne pourra se faire qu'en présence du Consul, ou en son absence de deux personnes dignes de foi: Cette mesure, au surplus, de l'arrêt du batiment ainsi que des gens de l'équipage, n'aura lieu qu'autant qu'elle seroit reconnue indispensable. Le présent article ne pourra pas être appliqué aux équipages des vaisseaux de guerre.

ART. XIII.

Déchargement et vente et cargaisons.

Les vaisseaux Suédois arrivés dans les ports de Russie, et les *vaisseaux* Russes arrivés dans ceux de Suède, seront assujettis, pour ce qui concerne le déchargement de leurs marchandises, et la vente de leur cargaison, aux réglemens et usages établis dans les ports respectifs, et auxquels sont assujettis les vaisseaux des sujets des deux Monarchies.

Pour prévenir, en outre, les fraudes des droits de douane, soit par la contrebande, soit de quelqu'autre manière, les hautes parties-contractantes conviennent réciproquement, que pour tout ce qui regarde les visites

des

des Navires-Marchands, les déclarations des marchandises, le tems de les préſenter, la manière de les verifier, et en général pour tout ce qui concerne les précautions à prendre contre la contrebande, et les peines à infliger aux contrebandiers, l'on obſervera dans chaque pays les loix, reglemens et coûtumes, qui y ſont établis ou qu'on y établira à l'avenir. Dans tous les cas ſus-mentionnés, les deux puiſſances contractantes s'engagent réciproquement à ne point traiter les ſujets reſpectifs avec plus de rigueur que ne le font leurs propres ſujets, lorſqu'ils ſont convaincus des mêmes contraventions. 1801

ART. XIV.

Sa Maj. l'Empereur de toutes les Ruſſies, pour contribuer à favoriſer plus particulièrement encore le commerce et la navigation directe des ſujets de Sa Maj. Suèdoiſe dans les états de ſa domination, leur accorde les avantages ſuivans. L'Alun de Suède importé dans les ports de l'Empire ſur des vaiſſeaux Ruſſes ou Suèdois, et pour compte de ſujets Ruſſes ou Suèdois, jouira d'une diminution de la moitié des droits fixés par le Tarif général. Les Harengs ſalés de Suède, même propriété et importés de même, ne payeront de même que la moitié des droits; les ſaurs ou fumés ne payeront qu'un tiers de ces mêmes droits. Le ſel importé de même, partout ailleurs que St. Petersbourg, jouira également de la diminution de la moitié des droits fixés par le Tarif. *Avantages des Suèdois en Ruſſie.*

ART. XV.

Pour donner encore un nouveau témoignage de ſon deſir de faciliter la libre communication entre les états des deux dominations, S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies accorde non ſeulement la libre entrée, ſur toute l'étendue des frontières continentales de la Finlande Ruſſe et Suèdoiſe, de toutes les productions de cette dernière, mais encore les exempte de tous droits quelconques, au moyen de laquelle exemption toutes ces productions pourront entrer librement et être verſées dans la Finlande Ruſſe, ſans payer aucuns droits, auxquels elles ſont aſſujetties par le Tarif général. Mais, pour éviter les abus qui pourroient réſulter de l'extenſion *Continuation.*

indé-

1801 indéfinie, qu'on pourroit donner à cette conceſſion, ſera donné à la ſuite de ce traité une ſpécification de toutes les productions de cette province, [illegible] ſera revêtuë de l'autorité du Gouvernement de [illegible] et dépoſée à tous les Bureaux de Douane ou [illegible] des Frontières de la Finlande Ruſſe, afin que ces productions de la Finlande ſeulement, et non [illegible] autre étrangère à cette Province, jouiſſent du bénéfice de cette exemption: Elles ſeront en outre certifiées par les Magiſtrats des lieux et obligées de ſuivre les chemins indiqués par l'État, à la ſuite de ce traité, dont il eſt fait mention par l'Art. IV, afin de mettre les Bureaux de Douanes ou de Viſite à même de pouvoir les vérifier à leur paſſage; leſquelles formalités remplies et non autrement, ces productions de la Finlande Suèdoiſe jouiront en effet de l'exemption de tous droits, ſous quelque dénomination que ce puiſſe être.

S. M. Impériale accorde encore aux ſujets de S. M. Suèdoiſe, et non-obſtant la défenſe actuellement exiſtante, relative à l'exportation des Bois des Ports de Ruſſie, le privilège de pouvoir importer du Bois de la Finlande Suédoiſe, leur aſſignant pour l'établiſſement d'un dépot un terrain *à Jozeno*, *) de même d'exporter des Bois de Finlande Suèdoiſe des Ports de Wibourg et de Fredericshamn, mais à condition qu'on n'exportera de l'endroit et des Ports ſus-mentionnés que la quantité de Bois, dont l'importation aura été dûement conſtatée d'après les règles établies ci-deſſus.

ART. XVI.

Avantages des Ruſſes en Suède.

En compenſation de ces avantages, S. M. le Roi de Suède accorde, que le Chanvre, le Lin, la Toile et le Suif de toute eſpèce, qui ſeront importés de la Ruſſie dans les Ports de Suède ſur des Vaiſſeaux Suédois ou Ruſſes, et qui ſeront Propriété Suèdoiſe ou Ruſſe, jouiront d'une diminution des droits fixés ſur ces marchandiſes, ou qui pourroient l'être à l'avenir par les Tarifs et Ordonnances établis en Suède; ſcavoir: Le Chanvre, la Toile et le Suif, importés en Suède ſur des Vaiſſeaux Suèdois ou Ruſſes, ne payeront que la moitié des droits

*) La déclaration commune du 7 Juin ajoutée à ce traité ſubſtitue à Jozeno l'île de Kapazari.

droits fixés par le Tarif général; le Lin, importé de même, jouira d'une diminution de deux tiers de ces mêmes droits. 1801

ART. XVII.

Magazins à Stockholm.

Sa Maj. le Roi de Suède confirme aux sujets Russes la possession des Magasins, qui leur ont été accordés dans la ville de Stockholm pour le dépôt de leurs marchandises; et, comme par le laps du tems, et le non-usage qu'on en a fait, ce terrein a été successivement et est encore occupé par des Cabanes et Cabarets, ce qui fait craindre pour la sûreté des marchandises qui pourroient y être deposées, de semblables bâtimens pouvant facilement être incendiés, il est convenu, pour éloigner ce danger, de faire débarrasser ce terrein des bâtimens de peu de valeur qui s'y trouvent, de manière à pouvoir être non-seulement rassuré, du côté de tout accident fâcheux, mais encore pour donner aux Marchands Russes la facilité d'y établir leurs Entrepôts comme par le passé, en leur rendant l'usage de tout le Terrein, qui leur avoit été concédé originairement à cet effet, à l'exception de ce qui en aura été ôté légalement, en vertu des ventes ou des concessions faites par des Marchands Russes. Il leur sera rendu de même l'usage exclusif de la balance, qui, en conséquence de cette concession, avoit été établie pour y peser leurs Marchandises. Il est convenu encore, que les Marchands Russes ne seront en aucune manière obligés, dans leurs affaires et marchés, de recourir à l'assistance d'aucun interprète qu'autant qu'ils le voudront, ni assujettis à aucuns droits à cet égard, sauf, s'ils le jugent nécessaire, de s'adresser à tel interprète qu'ils voudront, en convenant avec lui de la rétribution, qui lui sera accordée de gré à gré pour le service rendu.

ART. XVIII.

Conditions ajoutées.

Le but des hautes parties-contractantes, en accordant les avantages stipulés dans les Art. XIV et XVI, étant uniquement d'encourager le commerce et la navigation directs entre les deux Monarchies, les sujets respectifs ne jouiront des dites prérogatives, diminutions et exemptions, qu'à condition de prouver la propriété de leurs marchandises par des certificats en due forme;

et

1801 et les deux puissances contractantes s'engagent réciproquement à publier, chacune de son côté, une défense expresse à leurs sujets, d'abuser de ces avantages en se donnant pour propriétaires de navires ou de marchandises, qui ne leur appartiendront pas, sous peine à celui ou ceux, qui auroient ainsi fraudé les droits en prêtant leurs noms à quelqu'autre négociant étranger, d'être traités selon la rigueur des Loix et Réglemens, émanés à cet égard dans les états respectifs.

ART. XIX.

Preuve de propriété. Pour constater la propriété Suédoise des marchandises importées en Russie, on devra produire des certificats des Consuls-Généraux, Consuls ou Vice-Consuls de Russie, résidant en Suède rédigés en due forme; mais, si le navire fait voile d'un port, où il n'y ait pas de Consul-Général, Consul ou Vice-Consul de Russie, on se contentera d'un certificat de la douane ou du Magistrat du lieu, d'où le navire a été expédié. Les dits Consuls-Généraux, Consuls ou Vice-Consuls ne pourront rien exiger au-delà de 2. Rixdales de banque pour l'expédition, soit d'un tel certificat, soit d'un acquit à caution, soit de tout autre document nécessaire. Pour constater pareillement la propriété Russe des Marchandises, importées en Suède, on devra produire des certificats des Consuls-Généraux, Consuls ou Vice-Consuls de Suède, résidant en Russie; mais, si le navire a fait voile d'un port, où il n'y ait pas de Consul-Général, Consul ou Vice-Consul de Suède, on se contentera de pareils certificats de la douane, ou du Magistrat du lieu, ou de telle autre personne prépofée à cet effet. Les Consuls-Généraux, Consuls ou Vice-Consuls de Suède en Russie, ne pourront rien exiger au-delà de la valeur de deux Rixdales, réduites en monnoye du pays, pour l'expédition d'un certificat ou autre document de cette espèce.

ART. XX.

Refuge accordé. Lorsque les navires Suédois ou Russes seront obligés, soit par des tempêtes, soit pour se soustraire à la poursuite des ennemis ou de quelque pirate, enfin par quelqu'autre accident, de se réfugier dans les ports des états respectifs, ils pourront s'y radouber, se pourvoir de toutes

tes les choſes néceſſaires, et ſe mettre librement en mer, ſans ſubir la moindre viſite, ni payer aucuns droits de douane ni d'entrée, ni de ſéjour, excepté les droits de fanaux ſeulement; pourvu que, pendant leur ſéjour dans ces ports, on ne tire aucune marchandiſe des dits navires, et moins encore qu'on expoſe quoique ce ſoit en vente; mais, ſi le maître ou patron d'un tel navire jugeoit à propos de vendre quelque marchandiſe, il ſera tenu de ſe conformer aux loix, ordonnances et tarifs de l'endroit où il aura abordé. 1801

ART. XXI.

Les vaiſſeaux de guerre des deux puiſſances contractantes trouveront également, dans les états reſpectifs, les rades, rivières, ports et havres, ouverts pour entrer ou ſortir, demeurer à l'ancre tant qu'il leur ſera néceſſaire, ſans ſubir aucune viſite, en ſe conformant aux loix générales de police et à celles des bureaux de ſanté, établis dans les états reſpectifs. Dans les ports fortifiés, il ne pourra entrer reſpectivement que quatre vaiſſeaux de guerre à-la-fois, à moins qu'on n'en ait obtenu réciproquement la permiſſion pour un plus grand nombre. On facilitera aux dits vaiſſeaux de guerre les moyens de ſe ravitailler et radouber dans les ports reſpectifs, en leur fourniſſant les vivres et rafraichiſſemens au prix courant, francs et libres de droits de douane, ainſi que les agrès, bois, cordages et apparaux, qui leur ſeront néceſſaires, au prix courant, des arſenaux des états reſpectifs, autant que le beſoin preſſant de l'état n'y mettroit point un obſtacle légitime; lequel dernier cas exiſtant, il leur ſera libre de les acheter auſſi au prix courant, et comme les achètent les magaſins et arſenaux. *Vaiſſeaux de guerre.*

ART. XXII.

Pour ce qui regarde le ſalut en mer entre les vaiſſeaux de guerre des deux hautes parties contractantes, il eſt convenu de le régler ſur le pié d'une parfaite égalité entre les Couronnes. Quand leurs vaiſſeaux de guerre ſe rencontreront en mer, le ſalut ſuivra le rang des Officiers commandans, de ſorte que celui d'un rang ſupérieur recevra le premier le ſalut, qui ſera rendu coup pour coup. S'ils ſont d'un rang égal, on ne ſe ſaluera *Salut en mer.*

1801 saluera de part ni d'autre. Devant les châteaux, forteresses et à l'entrée des ports, l'arrivant ou le partant saluë le premier; et ce salut lui est rendu coup pour coup.

Art. XXIII.

Naufrage. Si les navires des sujets des hautes parties-contractantes échouoient ou faisoient naufrage sur les côtes des états respectifs, on s'empressera de leur donner tous les secours et assistances possibles, tant à l'égard des navires et effets, qu'envers les personnes, qui composeront l'équipage. Il leur sera libre, s'ils le veulent, de s'aider par eux-mêmes, et par leurs propres gens, dérogeant à cet effet à tous privilèges, qui pourroient être accordés à quelques associations particulières de plongeurs ou autres, qui voudroient s'immiscer, contre la volonté du maître ou patron du navire, dans le sauvetage; laquelle disposition cependant ne pourra avoir lieu qu'après l'expiration du contrat actuellement existant entre le gouvernement de Suède et la société de plongeurs, lequel contrat expire dans le terme de deux années; sauf, s'ils y avoient recours ou à tout autre secours étranger, à payer les mêmes rétributions pour l'assistance prêtée, que les indigènes payent eux-mêmes en pareil cas.

Si les marchandises sauvées d'un navire échoué avoient été destinées à être exportées du pays près duquel il avoit touché, elles peuvent y entrer librement et être vendues sans nouveaux droits. Si elles avoient dû y être importées, elles payeront les droits ordinaires, eu égard cependant au dégré de détérioration qu'elles auront subi. Si le vaisseau périt entièrement ou est obligé de jetter à la mer sa Cargaison, il sera défendu de part et d'autre de rien distraire des effets ou marchandises, que les flots auront apportés ou qu'on aura pu recueillir; et seront les dits effets et marchandises gardés sous l'autorité du gouvernement, pour être rendus au propriétaire légitime contre l'acquit des frais, lorsqu'il les réclamera. Convenu réciproquement, que ces effets naufragés, n'étant pas réclamés dans l'espace d'une année, après que l'annonce en aura été faite par les Gazettes, ils seront censés, abandonnés et dévolus au Fisc des gouvernemens respectifs.

Art.

ART. XXIV. 1801

Lorsqu'une des hautes parties contractantes ſera en guerre contre d'autres états, les ſujets de l'autre puiſſance contractante n'en continueront pas moins leur navigation et leur commerce avec ces mêmes états, pourvu qu'ils s'astreignent à ne point leur fournir, comme il ſera ſpécifié ci-après, les effets reputés de contrebande. C'eſt au contraire dans ce cas que les deux Couronnes, intimément convaincuës de la ſageſſe des principes, qui, pour le bien général des peuples commerçans, ont été fixés et arrêtés dans la convention maritime, concluë entre elles à St. Petersbourg le 4. (16.) Décembre dernier, declarent "d'en vouloir faire la règle immuable de leur propre conduite, y avoir recours en toute occaſion, et obſerver ſcrupuleuſement les principes fondamentaux des droits du commerce et de la navigation marchande des peuples neutres, et nommément les cinq axiomes ſuivans:" *Commerce neutre.*

1) Que les vaiſſeaux neutres pourront naviguer librement de port en port et ſur les côtes des nations en guerre. 2) Que les effets, appartenant aux ſujets des puiſſances en guerre, ſeront libres, ſur les vaiſſeaux neutres, à l'exception de la contrebande de guerre, comme il ſera détaillé ci-après. 3) Que, pour déterminer ce qui caractériſe un port bloqué, on n'accordera cette dénomination qu'à celui, qui ſera attaqué par un nombre de vaiſſeaux proportionné à la force de la place, et qui en ſeront ſuffiſamment proches, pour qu'il y ait un danger évident d'entrer dans le dit port. 4) Que les vaiſſeaux neutres ne pourront être arrêtés que ſur de juſtes cauſes et des faits évidens; qu'ils ſeront jugés ſans retard; que la procédure ſera uniforme, prompte et légale, et qu'outre les dédommagemens qu'on accordera toujours à ceux qui en auront ſouffert, ſans avoir été en faute, il ſera donné une ſatisfaction complette pour l'inſulte faite au pavillon. 5) Que la déclaration de l'Officier, Commandant le vaiſſeau de la Marine Royale ou Impériale, qui ſervira de convoi à un ou pluſieurs bâtimens marchands, "que ce convoi n'a à bord aucune marchandiſe de contrebande," doit ſuffire pour qu'il n'y ait lieu à aucune viſite ſur ſon bord ni à celui des bâtimens de ſon convoi.

1801

ART. XXV.

Conduite dans les ports, rades etc.

En conſéquence de ces principes, les hautes parties contractantes s'engagent réciproquement, en cas que l'une d'entre elles fût en guerre contre quelque puiſſance que ce ſoit, de n'attaquer jamais les vaiſſeaux de ſes ennemis que hors de la portée du canon des côtes de ſon allié: Elles s'obligent de même mutuellement d'obſerver la plus parfaite neutralité dans les ports, havres, golfes et autres eaux compriſes ſous le nom d'eaux cloſes, qui leur appartiennent reſpectivement. Il leur ſera libre de fermer en tems de guerre leurs ports aux armateurs et priſes de celle qui eſt en guerre, ſans que celle-ci puiſſe s'en plaindre, ſi cette meſure eſt générale contre les Armateurs et Priſes de toutes les puiſſances belligérantes. Au cas qu'un Armateur d'une puiſſance tierce ſoit forcé par détreſſe d'entrer dans le port du neutre avec une Priſe faite ſur la partie belligérante, l'équipage ſera d'abord mis en liberté, ſans qu'on ſoit tenu de prendre aucune connoiſſance du fait. Il ſera enjoint à l'Armateur, la détreſſe paſſée, de remettre en mer avec ſa priſe, ſans pouvoir la vendre dans le pays du neutre.

ART. XXVI.

Contrebande.

Pour éviter toute équivoque et tout mal-entendu ſur ce qui peut être qualifié de Contrebande, S. M. le Roi de Suède et S. M. Imp. de toutes les Ruſſies déclarent ne reconnoître pour telles que les objets ſuivans: comme Canons, Mortiers, Armes à feu, Piſtolets, Bombes, Grenades, Boulets, Balles, Fuſils, Pierres à feu, Mêches, Poudre, Salpêtre, Souffre, Cuiraſſes, Piques, Epées, Ceinturons, Gibernes, Selles, Brides, au-delà de la quantité qui peut être néceſſaire pour l'uſage du vaiſſeau et de celle que doit avoir chaque homme, ſervant ſur le vaiſſeau ou paſſager. Tous les autres objets, qui ne ſont pas déſignés ici, ne pourront être réputés ni munitions de guerre ni navales, ni ſujettes à confiſcation, et pourront par conſéquent paſſer librement et ſans être aſſujettis à la moindre difficulté.

ART. XXVII.

Le navire couvre la cargaiſon.

Tous les effets et marchandiſes, qui ſe trouvent à bord d'un vaiſſeau neutre, hors celles ſpécifiées dans l'Ar-

l'Article précédent, ſeront regardées comme propriété neutre, ſans égard à qui elles appartiennent, ni dans quel port, ni pour quel port elles auront été chargées; et il ſera libre aux dits vaiſſeaux neutres de fréquenter les ports ouverts de la puiſſance ennemie, d'après les principes établis par l'Art. XXIV. du préſent traité. 1801

ART. XXVIII.

Conceſſion des lettres de marque.

La partie belligérante ne donnera des lettres de marque qu'à ſes propres ſujets, et non à aucun étranger, ni même à ceux de ſes ſujets qui ſeroient domiciliés hors de ſa domination; afin d'aſſurer aux neutres les dédommagemens, qui pourroient réſulter des entrepriſes des armateurs; et ne ſeront données ces lettres de marque qu'à des ſujets ſolvables, ou qui auront donné des cautions ſuffiſantes pour les indemnités, qui pourroient être prononcées en faveur des neutres dans le cas de quelque contravention ou illégalité commiſe par l'armateur.

ART. XXIX.

Viſitation ſur mer; navires eſcortés.

Lorsqu'une des deux puiſſances-contractantes ſera engagée dans une guerre contre quelqu'autre état, ſes vaiſſeaux de guerre ou armateurs particuliers auront le droit de faire la viſite des navires marchands appartenans aux ſujets de l'autre puiſſance-contractante, qu'ils rencontreront naviguans ſans eſcorte ſur les côtes ou en pleine mer: mais, en même tems qu'il eſt expreſſément défendu à ces derniers de jetter aucun Papier à la mer dans un tel cas, il n'eſt pas moins ſtrictement ordonné aux dits vaiſſeaux de guerre ou armateurs de ne jamais s'approcher des dits navires marchands, qu'à la diſtance au plus de la demi-portée du Canon: et afin de prévenir tout déſordre et violence, les hautes parties-contractantes conviennent, que les premiers ne pourront jamais envoyer au-delà de deux ou trois hommes dans leurs Chaloupes à bord des derniers, pour faire examiner les paſſeports et lettres de mer, qui conſtateront la propriété des chargemens des dits navires marchands. Et, pour mieux prévenir tout accident, les hautes parties-contractantes ſont convenues réciproquement de ſe communiquer la forme des documens et des lettres de mer, et d'en joindre les modèles aux ratifications. Mais, en cas que ces navires marchands fuſſent eſcortés par un ou pluſieurs vaiſſeaux de guerre, la ſimple déclaration

1801 de l'Officier-Commandant de l'eſcorte, "que les dits navires n'ont à bord aucune contrebande de guerre," doit ſuffire pour qu'aucune viſite n'ait lieu, conformément à ce qui eſt préſcrit par la cinquième maxime établie dans l'Article XXIV.

ART. XXX.

Satisfaction en cas d'inſulte. Dès qu'il aura apparu par l'inſpection des documens des navires marchands rencontrés en mer, ou par l'aſſurance verbale de l'Officier-Commandant de l'eſcorte, qu'ils ne ſont point chargés de contrebande de guerre, ils pourront auſſi-tôt continuer librement leur route. Mais ſi, malgré cela, les dits navires marchands étoient moleſtés ou endommagés, de quelque manière que ce ſoit, par les vaiſſeaux de guerre ou armateurs de la puiſſance belligérante, les Commandans de ces derniers répondront, en leurs perſonnes et leurs biens, de toutes les pertes et dommages qu'ils auront occaſionnés; et il ſera de plus accordé une réparation ſatisfaiſante pour l'inſulte faite au pavillon. Si les biens des Officiers, qui ſeront convaincus d'avoir agi contrairement aux diſpoſitions du préſent article, n'étoient pas ſuffiſans pour répondre des dedommagemens, ils ſeront à la charge des Gouvernemens reſpectifs.

ART. XXXI.

Cas de la contrebande trouvée. En cas qu'un tel navire marchand, ainſi viſité en mer, eut à bord de la contrebande de guerre, il ne ſera point permis de briſer les écoutilles, ni d'ouvrir aucune caiſſe, coffre, malles, ballots ou tonneaux, ni déranger quoique ce ſoit du dit navire. Le Patron du dit bâtiment pourra même, s'il le juge à propos, livrer ſur le champ la contrebande de guerre à ſon capteur, lequel devra ſe contenter de cet abandon volontaire, ſans retenir, moleſter ni inquiéter en aucune manière le navire ni l'Equipage, qui pourra dès ce moment même pourſuivre ſa route en toute liberté; mais, s'il refuſe de livrer la contrebande de guerre, dont il ſeroit chargé, le capteur aura ſeulement le droit de l'amener dans un port, où on inſtruira ſon procès devant les juges de l'amirauté, ſelon les loix et formes judiciaires de cet endroit; et, après qu'il aura été rendu une Sentence définitive, les ſeules marchandiſes de contrebande de guerre ſeront confiſquées; et tous les autres effets

non

non deſignés dans l'Art. XXVI. ſeront fidèlement rendus. 1801
Il ne ſera permis d'en retenir quoi que ce ſoit, ſous prétexte de fraix ou d'amende.

ART. XXXII.

Exemption d'Embargo.

Les vaiſſeaux, gens et effets de la partie belligérante, ſe trouvant dans les ports ou dans la domination de la partie neutre, y jouïront de la même protection et ſûreté que ceux du pays même. De même les vaiſſeaux, gens et effets de la partie neutre jouïront chez l'autre, en tems de guerre, de la même liberté et ſûreté qu'en tems de paix, ſans que ſes vaiſſeaux puiſſent être mis en embargo, ni forcés à des transports contre leur gré, ni à aucune expédition militaire, ni leurs Equipages ou Paſſagers enrôlés ou embauchés pour aucun ſervice quelconque; en exceptant cependant le cas, où, de part ou d'autre, on auroit adopté la meſure générale de mettre un embargo ſur tous les bâtimens marchands ſans diſtinction; et, dans ce cas encore, cet embargo ne ſera nullement applicable ni à l'Equipage ni à la cargaiſon appartenante aux ſujets des deux hautes parties-contractantes.

ART. XXXIII.

Banqueroute.

S'il arrivoit qu'un ſujet Suédois établi en Ruſſie, ou un ſujet Ruſſe établi en Suède, fit banqueroute, l'autorité des Magiſtrats et des tribunaux du lieu ſera réquiſe par les créanciers pour nommer les curateurs de la maſſe, auxquels ſeront confiés tous les effets, livres et papiers de celui qui aura fait banqueroute. Les Conſuls et Vice-Conſuls reſpectifs pourront intervenir dans ces affaires pour les créanciers et debiteurs de leur nation abſens, en attendant que ceux-ci aient envoyé leurs procurations; et il leur ſera donné copie des actes et titres qui pourroient intéreſſer les ſujets de leur ſouverain, afin qu'ils ſoient en état de leur en faire parvenir la connoiſſance. Les dits créanciers pourront auſſi s'aſſembler, pour prendre entre eux les arrangemens, qui leur conviendront, concernant la diſtribution de la dite maſſe. Dans ces aſſemblées, le ſuffrage de ceux des créanciers, qui auront à prétendre aux deux tiers de la maſſe, ſera toujours prépondérant; et les autres créanciers ſeront obligés de s'y ſoumettre: mais quant aux ſujets reſpectifs, qui auront été naturaliſés ou auront acquis le droit de bourgeoiſie dans les états de l'autre

1801 puiſſance-contractante, ils ſeront ſoumis, en cas de banqueroute, comme dans toutes les autres affaires, aux loix, ordonnances et ſtatuts des pays où ils ſeront naturaliſés.

ART. XXXIV.

Cas de rupture. Afin de promouvoir d'autant mieux le commerce des deux nations, il eſt convenu, que, dans le cas où la guerre ſurviendroit entre les hautes parties-contractantes, (ce qu'à dieu ne plaiſe!) il ſera accordé de part et d'autre l'eſpace d'une année, après déclaration de guerre, aux ſujets commerçans reſpectifs, pour raſſembler, transporter ou vendre leurs effets et marchandiſes, pour ſe rendre dans cette vuë par-tout où ils jugeront à propos; et, s'il leur étoit enlevé ou confiqué quelque choſe ſous prétexte de la guerre contre leur ſouverain, ou s'il étoit fait quelque injuſtice durant la ſus-dite année, dans les états de la puiſſance ennemie, il ſera donné à cet égard pleine et entière ſatisfaction. Ceci doit s'entendre pareillement de ceux des ſujets reſpectifs, qui ſeroient ſous la puiſſance ennemie: il ſera libre aux uns et aux autres de ſe retirer, dès qu'ils auront acquitté leurs dettes; et ils pourront, avant leur départ, diſpoſer ſelon leur bon plaiſir et convenance de ceux de leurs effets, dont ils n'auroient pas pu ſe défaire, ainſi que des créances, qu'ils auroient à revendiquer; leurs débiteurs étant tenus de les acquitter, comme s'il n'y avoit pas eu de rupture.

ART. XXXV.

Durée du traité. Quoique les deux hautes parties-contractantes aient également à cœur d'établir et de fixer à perpétuité les avantages réciproques, que le préſent traité de commerce doit procurer aux deux nations, il eſt cependant convenu, eu égard aux changemens qui peuvent ſurvenir, de limiter en premier lieu la durée de ce traité dans l'eſpace de douze années, à compter du 29 Oct. 1799; les deux cours ſe réſervant de convenir entre elles, avant l'expiration de ce terme, de le prolonger ou d'en conclure un nouveau.

ART. XXXVI.

Ratification. S. M. le Roi de Suède et S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſes s'engagent de faire échanger les ratifications du

du preſent traité de commerce en bonne et duë forme, 1801
dans l'eſpace de deux mois, ou plutôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi, nous ſouſſignés, en vertu de nos pleinspouvoirs, ayons ſigné le preſent traité d'amitié, de commerce et de navigation, et y avons appoſé le cachet de nos armes.

Fait à St. Petersbourg le 1 (13) de Mars 1801.

Signé:

(L. S.) COURT STEDINCK.

(L. S.) *Le Prince* DE KOURAKIN.

(L. S.) *Le Comte* DE PAHLEN.

(L. S.) *Le Prince* DE GAGARIN.

Par une déclaration commune, annexée au traité et ſignée à Petersbourg le 7 (19) Juin par les plénipotentiaires ſusdits, on a ſupplée et limité les Articles IV et XV. en déterminant les routes du commerce réciproque entre les deux Finlandes, Ruſſe et Suèdoiſe. La même déclaration ſubſtitue encore au Terrain à Jozena, accordé par l'Article XV. aux Sujets Suèdois pour un dépôt de bois, en Ruſſie, l'Isle nommée Rapazari, comme plus propre à cet uſage.

40.

1801 Traité signé à Madrid le 21 Mars 1801, par le Prince de la paix, et Lucien Bonaparte.

1801 *Mars.* 21

(*Copie manuscrite.*)

El premier Consul de la Republica Francesa, y S. M. Catholica queriendo establecer de una manéra perpetua los Estados, que por equivalente a los de Parma deben darse al Hijo de el Infante de España, han convenido en los articulos siguientes, y autorizado para formalizar este Tratado, el primer Consul el Ciudadano Bonaparte Embajador actual de la Republica Francesa, y S. M. Catholica el Principe de la Paz, los quales han convenido en los articulos siguientes:

ART. I.

El Duque reynante de Parma renuncia por si, y sus herederos perpetuamente al Ducado de Parma con todas sus dependencias, en favor de la Republica Francesa, y S. M. garantirà esta renuncia. El Gran Ducado de Toscana renunciado tambien por el Gran Duque, y garantida la cession por el Emperador de Alemania, se dara al Hijo de el Duque de Parma en compensacion de los Estados cedidos por el Infante su Padre, y en virtud de otro Tratado hecho anteriormente entre S. M. Catholica; y el primer Consul de la Republica Francesa.

ART. II.

El Principe de Parma passarà a Florencia, en donde sera reconocido por Soberano de todos los dominios pertenecientes al Gran Ducado, recibiendo en la forma mas solemne de mano de las autoridades constituidas en el Pais las llaves de las Fortalezas, y el juramento de vassallage que como a Soberano le es debido. El primer Consul concurira con sus fuerzas a la pacifica realizacion de este auto.

ART. III.

El Principe de Parma sera reconocido por Rey de Toscana con todos los honores debidos a su qualidad, y el

40.

Traité entre la République Française et le Roi d'Espagne; signé à Madrid le 21 Mars 1801.

1801
21 *Mars.*

(*Nouvelles politiques* 1802. n. 4. suppl.)

Le prémier Consul de la République Française, et Sa Majesté Catholique voulant déterminer d'une manière solide les Etats, qui doivent être donnés au fils de l'Infant de Parme, comme équivalent du Duché de Parme, sont convenus des articles ci-dessous, et ont muni de leurs pleinspouvoirs pour la conclusion de ce traité, savoir le prémier Consul, le Citoyen Lucien Bonaparte, Ambassadeur actuel de la République Française, et Sa Majesté Catholique le Prince de la paix, lesquels ont arrêté les articles suivans:

Art. I.

Le Duc régnant de Parme resigne à jamais, pour lui et ses héritiers, le Duché de Parme, avec toutes ses dépendances en faveur de la République Française; et Sa Majesté garantira cette réfignation. Le Grand-Duché de Toscane, que le Grand-Duc réfigne également, et dont l'Empereur Allemand garantira la ceffion, fera donné au fils du Duc de Parme, en indemnité des Pays, cédés par l'Infant fon Père, et par fuite d'un autre traité qui a été conclu précédemment entre Sa Majesté Catholique et la République Française.

Réfignation du D. de Parme.

Art. II.

Le Prince de Parme se rend à Florence, où il fera reconnu comme Souverain de toutes les poffeffions, qui appartiennent au Grand-Duché, et où il recevra, des mains des autorités conftituées du Pays, les Clefs des Forteresses, et le Serment de Vaffelage, qui lui eft dû comme Souverain. Le prémier Conful contribuëra, par fon pouvoir, à l'exécution pacifique de cet acte.

Le Prince de Parme prendra poffeffion de Toscane.

Art. III.

Le Prince de Parme fera reconnu pour Roi de Toscane, avec tous les honneurs qui conviennent à fon rang;

Reconnu pour Roi de Toscane.

1801 el primer Conſul lo hará reconocer y tratar como tal Rey por las demas potencias, cuyo convenio debe preceder al acto de poſſeſſion.

ART. IV.

La porcion de la Iſla de Elba dependiente y perteneciente a la Toscana quedara en poder de la Republica Franceſa, y el primer Conſul dará por equivalente al Rey de Toscana el pais de Piombino, que pertenece al Rey de Napoles.

ART. V.

Como eſte Tratado tiene ſu origen del celebrado por el primer Conſul con S. M. Catholica, en el que cede el Rey à la Francia la poſſeſſion de la Luiſiana, convienen las partes contratantes en llevar a effecto los artículos de aquel Tratado, y en el mientras ſe acomodan las diferencias que en el ſe advierten, de uſar eſtas de los derechos reſpectivos.

ART. VI.

Y como la nueva Caſa que ſe eſtablece en la Toscana es de la Familia de Eſpaña, eſtos Eſtados ſeran propriedad de Eſpaña en todo tiempo, y a ellos ira a reynar un Infante de la Familia ſiempre que la ſucceſſion vaya a faltar en el Rey que va a ſer, o en ſus hijos, ſi los tuviere, pues ſi no deben ſucceder en eſtos Eſtados los hijos de la Caſa reynante en Eſpaña.

ART. VII.

El primer Conſul, y S. M. Catholica, en conſideracion a la renuncia del Duque reynante de Parma en favor de ſu hijo, ſe entenderan para procurarle unas indemniſaciones convenientes en poſſeſſiones, o en rentas.

ART. VIII.

El preſente Tratado ſera ratificado, y mudadas en el termino de tres ſemanas, paſſado el qual quedara de ningun valor alguno.

rang; et le prémier Conſul le reconnoîtra, et fera en 1801
ſorte qu'il ſoit traité par les autres puiſſances comme Roi, tandisque déja avant la Priſe de poſſeſſion il ſera fait, pour cet effet les demarches néceſſaires.

ART. IV.

Cette partie de l'Isle d'Elbe, qui appartient à la Toscane et en dépend, reſtera dans la poſſeſſion de la République Françaiſe, et le prémier Conſul donnera en indemnité au Roi de Toscane le Pays de Piombino, qui appartient au Roi de Naples. *Isle d'Elbe; Piombino.*

ART. V.

Attendu que ce traité a ſon origine en celui, conclu par le prémier Conſul avec Sa Majeſté Catholique, dans lequel le Roi céde à la France la poſſeſſion de la Louiſiane, les parties contractantes conviennent de mettre en exécution les articles de ce traité antérieur, et d'uſer de leurs droits reſpectifs juſqu'à l'applaniſſement des différends desquels il y eſt fait mention. *Traité précédent.*

ART. VI.

Puisque la nouvelle maiſon qui s'établit en Toscane eſt de la famille Eſpagnole, cet état reſtera à perpétuité la propriété de l'Eſpagne, et il y ſera appellé au Gouvernement un Infant d'Eſpagne, quand le Roi actuel ou ſes Enfans n'auroient point de Deſcendans, dans lequel cas les fils de la famille régnante en Eſpagne doivent ſuccéder en cet Etat. *Succeſſion de l'Eſpagne en Toscane.*

ART. VII.

Le prémier Conſul et Sa Majeſté Catholique, eu égard à la réſignation faite par le Duc régnant de Parme en faveur de ſon fils, conviennent de lui procurer une indemnité convenable en Poſſeſſions ou revenus. *Indemnité pour le Duc regnant.*

ART. VIII.

Le préſent traité ſera ratifié et échangé dans trois ſemaines.

Signé: LUCIEN BONAPARTE.

Le Prince DE LA PAIX.

41.

1801 25 Mars. *Ordonnance de S. M. l'Empereur Roi portant les restrictions sous lesquelles il sera permis aux étrangers d'entrer dans les Etats Autrichiens;*) publiée en date du 25 Mars 1801.*

(*Journal de Francf.* 1801. n. 118.)

Comme, depuis le rétablissement de la paix, le nombre des étrangers voyageant dans les états de S. M. Imp. et Roy. doit augmenter: que l'accumulation progressive des habitans dans la résidence et dans les principales villes de province, ainsi que la cherté des vivres qui en résulte, exigent une attention continuelle; l'intention de Sa Majesté est que les étrangers non suspects et qui voyagent réellement pour leurs affaires, trouvent toute l'assistance et les facilités possibles; qu'au contraire, les étrangers suspects, mal intentionnés et sans affaires ne puissent entrer ni séjourner dans les états de l'Autriche, au moyen des mesures de police convenables. Pour atteindre ce double but, S. M. a jugé à propos d'arrêter et prescrire les régles générales qui suivent:

1) Personne, de quelque état que ce soit, ne pourra entrer dans les états Autrichiens sans être muni d'un passeport en bonne et due forme. Pour obtenir ce passeport, chaque étranger devra s'adresser préalablement à la chancelerie d'état Imp. et Roy., ou au Ministre, Résident, ou Consul Imp. le plus voisin, au dehors; et (à l'exception des personnes généralement connues, et éminemment distinguées par leur rang) fournir, par le témoignage digne de foi des autorités locales, les renseignemens nécessaires sur sa personne et l'objet de son voyage.

2) Pour donner toutes les facilités à ceux qui voudront avoir un passeport, les habitans des provinces étrangères, voisines des états de S. M., pourront s'adresser

*) Aiant inseré dans mon Recueil plusieurs loix qui fixent les droits et les privilèges des étrangers dans quelques uns des états de l'Europe, j'ai cru devoir inférer ici la présente ordonnance, restrictive de cette liberté dont depuis des siècles les étrangers jouissaient en Europe en tems de paix.

ſes aux gouverneurs provinciaux Imp. et Roy. les plus 1801
proches, et à cette fin envoyer les certificats néceſſaires. Les négocians qui fréquentent les foires, devront ſeulement demander un paſſeport au baillage du diſtrict où ſe tient la foire, ou au magiſtrat de l'endroit; mais les ouvriers et artiſans devront être munis de certificats réguliers, qui ne ſoient point trop anciens, et de paſſeports de leurs magiſtrats.

3) Pour prevenir tous abus, chaque paſſeport (avec l'exception ſusmentionnée) contiendra le ſignalement de la perſonne qui l'aura demandée; celle-ci devra auſſi mettre au bas ſon nom de ſa propre main. Dans tous les cas où le demandeur ne pourroit comparoitre en perſonne devant l'autorité qui delivre les paſſeports, les places laiſſées en blanc pour le ſignalement, dans le paſſeports délivré, ſeront remplies à la prémière ſtation des frontières, et la ſignature du voyageur y ſera jointe. La ſuite du voyageur devra également être indiquée nominalement dans le paſſeport, et il en répondra dans tous les cas.

4) Tout étranger preſentera au prémier endroit ſur la frontière, ſes paſſeports on les certificats de ſa corporation. Si l'employé I. R. prépoſé à cet effet, en reconnoit la validité, il y appoſera ſon viſa, et y déſignera la route jusqu'au lieu de deſtination énoncé. L'étranger qui tenteroit de s'introduire dans les états héréditaires, ſans avoir fait viſer ſes paſſeports, ou qui s'écarteroit de la route préſcrite, devra s'imputer à lui même les déſagremens qui en réſulteroient.

5) Les paſſeports devront auſſi être viſés dans tous les endroits de la route préſcrité, où il ſe trouvera une direction de police, un baillage ou un magiſtrat organiſé.

6) A ſon arrivée dans la ville où il doit réſider, l'étranger dépoſera auſſitôt ſon paſſeport, qui ſera conſervé jusqu'à ſon départ, pour lui être remis; dans les capitales de province, où il ſe trouve une direction de police, il adreſſera à celle-ci, et dans les autres villes, au magiſtrat de l'endroit; il recevra par contre un reçu imprimé.

7) Dans le cas où un étranger voudroit s'éloigner à une certaine diſtance du lieu de ſon ſéjour, pour aller à la campagne ou dans un autre endroit, il s'annoncera à l'autorité où ſes paſſeports ſont dépoſés;

celle-

1801 celle-ci lui donnera un ſauf-conduit qui ſera muni du ſignalement et de la ſignature du porteur, afin qu'il puiſſe l'exhiber, tant ſur la route qu'au lieu de ſa deſtination proviſoire, attendu que ſans cette exhibition, aucun étranger ne pourra s'arrêter ſur aucune grande route ni autre chemin, ni dans aucun endroit.

8) Si l'étranger vouloit ſortir du pays, il remettra le reçu imprimé ou le ſauf-conduit qui lui aura été délivré et on lui rendra ſon paſſeport viſé pour le retour, et la route y ſera déſignée.

9) Les ouvriers et artiſans ſe rendront, à leur arrivée, dans les auberges de leurs métiers reſpectifs, ils y remettront le certificat de leur corporation et leur nom ſera inſcrit dans le régiſtre de leur profeſſion; on veillera à ce que, conformément aux réglemens des métiers, ils aient de l'ouvrage dans l'eſpace de 15 jours; quiconque ne ſe conformera pas à ces diſpoſitions, ſera regardé comme un vagabond ou un homme ſuſpect, et ſera traité comme tel.

10) Quoique les paſſeports délivrés par les autorités mentionnées dans le §. 1. donnent aux étrangers la faculté de voyager dans les états de S. M. Imp. jusqu'au lieu déſigné pour leur ſéjour, chacun d'eux eſt néanmoins tenu de ſe preſenter, à ſon arrivée, à la direction de police du chef lieu, ou au magiſtrat de l'endroit, pour y énoncer le but de ſon voyage, et donner les renſeignemens néceſſaires ſur ſa perſonne; d'après la déclaration, les autorités détermineront la durée de ſon ſéjour.

11) Quoique tout étranger, pendant ſon ſéjour dans les états S. M. Imp. Royale, puiſſe compter ſur une juſte protection, et la jouiſſance d'une honnête liberté civile, il s'entend qu'il ne pourra y prétendre avec droit, qu'en ſe ſoumettant aux réglemens du pays et de police, en ſe comportant avec décence et diſcrétion, et en obſervant, ainſi qu'il convient chez toutes les nations policées, le égards dûs à la tranquillité publique, à la conſtitution et aux inſtitutions du pays.

Celui qui, par une conduite irreguliere ſe rendroit indigne de la protection du gouvernement, devra s'imputer à lui-même les ſuites qui pourront en réſulter.

Vienne, le 25 Mars 1801.

Signé: JEAN ANTOINE, *Comte* DE PERGEN,
Miniſtre I. R. d'état et de police.

42.

Traité de paix entre la Rép. Française et le Roi des deux Siciles; signé le 28 Mars 1801.

1801
28 Mars.

a.

Armistice conclu entre le Général Murat, Commandant en Chef l'Armée Françoise d'observation, et le Général Dumas, Commandant en Chef l'Armée S. M. Sicilienne.

(*Journal de Francfort.* n. 72. *Nouv. polit.* 1801. n. 23 suppl.)

Pénétrés des sentimens de modération et de générosité qui animent le Gouvernement François, et des preuves d'intérêt que S. M. l'Empereur de Russie n'a cessé de donner à Cour de Naples: desirant faire cesser le fléau de la guerre entre la France et S. M. le Roi des deux-Siciles, et de co-opérer de leur côté à la paix générale; le Général Murat, Commandant en Chef de l'Armée d'observation Françoise, et le Général Comte de Dumas, Commandant en Chef de l'Armée Sicilienne, ont arrêté les articles suivans.

ART. I.

Il y aura suspension d'Armes entre les Armées de S. M. Sicilienne et les Armées de la République Françoise, sur terre et sur mer. Toutes les prises qui seront faites 10 jours après la conclusion du présent, seront rendues respectivement.

ART. II.

L'Armée Napolitaine évacuera l'état de l'eglise, et se mettra en marche 2 jours après la signature du présent armistice. Cette évacuation devra avoir lieu dans six jours au plus.

ART. III.

L'Armée Françoise reste dans sa position, occupera Terni, et s'étendra le long de la Nera jusqu'à son embouchure dans le Tibre: elle ne pourra dépasser ce fleuve.

ART.

1801

ART. IV.

Tous les ports des royaumes de Naples et de Sicile, seront fermés à tous les vaisseaux Anglois et Turcs tant de guerre que de commerce, jusqu'à la paix définitive de la France avec ces puissances. Les bâtimens appartenant à ces nations, sortiront de ces ports, 24 heures après la notification de la presente convention. Les vaisseaux de guerre et de commerce de la République Françoise et de ses alliés, jouiront dans les ports des deux Siciles de tous les priviléges des nations les plus favorisées.

ART. V.

Toute communication avec Portoferrajo et Longone, restera suspendue, tant que les Anglois seront en possession de ces ports.

ART. VI.

Tous les ports de la République Françoise seront ouverts aux bâtimens Napolitains, pendant la durée de cet armistice.

ART. VII.

Il ne sera fourni aux bâtimens Anglois et Turcs qui peuvent se trouver dans les ports de Naples et de Sicile, aucune provision de guerre ou de bouche, au-delà de ce qui seroit absolument nécessaire à leur subsistance pour se rendre dans les ports les plus proches: S. M. le Roi des deux Siciles défendra, jusqu'à la conclusion de la paix générale, toute exportation de grains de comestibles, et de munitions de guerre pour les Anglois et les Turcs, et principalement pour l'Isle de Malthe.

ART. VIII.

Le Citoyen Dolomieu, le Général Dumas et le Général Monsecour, tous les François faits prisonniers à leur retour de l'Egypte, seront rendus sur le champ. Immédiatement après, tous les prisonniers Napolitains seront rendus.

ART. IX.

Tout tribunal de rigueur étant aboli dans le royaume des deux Siciles, S. M. s'engage à faire droit aux recommandations du Gouvernement François pendant les négociations pour la paix definitive, pour stipuler les interêts des personnes détenues ou émigrées pour cause d'opinions.

ART.

ART. X. 1801

L'armistice sera de 30 jours, en se prévenant dix jours avant la reprise des hostilités.

ART. XI.

Le Gouvernement François nommera un chargé de pouvoirs pour traiter de la paix. La cour de Naples a déjà envoyé à cet effet au Quartier Général de l'Armée d'observation, le chevalier Micheroux avec des pleinspouvoirs.

ART. XII.

Il sera nommé par les Généraux Commandans en Chef, des Officiers de l'Etat-Major, chargés de veiller à l'exécution des articles susdits.

Fait et conclu par nous Généraux en Chef de l'Armée d'observation et de l'Armée Napolitaine, au Quartier-Général de Foligno, le 29 Pluviôse an 9 républicain (18 Fevrier 1801).

Signé, pour le Gén. DUMAS, le Chevalier MICHEROUX.

JOACHIM MURAT,
Général en Chef

Pour copie conforme, le Général de Brigade, Chef de l'Etat-Major-Général

LEOPOLD BERTHIER.

b.

Traité de paix entre le prémier Consul de la République Françoise et S. M. le Roi des deux Siciles; signé à Florence le 7 Germinal an 9. 28 Mars.

(28 *Mars* 1801.)

(*Neues polit.* 1801. Nr. 30. conf. 101.)

Le prémier Consul de la République Françoise, au nom du peuple François, et S. M. le Roi des deux Siciles, également animés du désir de faire cesser définitivement la guerre, qui existe entre les deux états, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, sçavoir: le prémier

1801 Conſul de la République Françoiſe, au nom du peuple François, le Citoyen Charles Jean Marie Alquier; et S. M. Sicilienne, le Sieur Antoine de Micheroux, Chevalier de l'ordre Royal Conſtantinien de Saint-Georges, et de l'ordre Impérial Ruſſe de Sainte-Anne, de la première Claſſe, et Colonel au ſervice de Sa Majeſté: leſquels, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs, ont arrêté les articles ſuivans.

ART. I.

Paix. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la République Françoiſe et S. M. le Roi des deux Siciles. Toutes hoſtilités par terre et par mer ceſſeront définitivement entre les deux puiſſances, à compter du jour de l'échange des Ratifications du preſent Traité, et au préalable, l'armiſtice, conclu à *Foligno*, le 29 Pluviôſe (18 Fevrier) dernier, entre les Généraux reſpectifs, aura ſa pleine et entière exécution.

ART. II.

Revocation de traités contraires. Tout acte, engagement ou conventions antérieurs de la part de l'une ou de l'autre des deux parties contractantes, qui ſeroient contraires au preſent Traité, ſont révoqués, et ſeront regardés comme nuls et non-avenus.

ART. III.

Ports fermés aux Turcs et Anglais. Tous les ports des royaumes de Naples et de Sicile ſeront fermés à tous bâtimens de guerre et de commerce Turcs et Anglois, juſqu'à la concluſion, tant de la paix définitive entre la République Françoiſe et ces deux puiſſances, que des différends ſurvenus entre l'Angleterre et les puiſſances du Nord de l'Europe, et pécialement entre la Ruſſie et l'Angleterre. Les dits Ports demeureront, au contraire, ouverts à tous les bâtimens de guerre ou de commerce, tant de S. M. Impériale de Ruſſie et des états compris dans la neutralité maritime du Nord, que de la République Françoiſe et de ſes alliés. Et, ſi, par ſuite de cette détermination, S. M. le Roi des deux Siciles ſe trouvoit expoſée aux attaques des Turcs ou des Anglois, la République Françoiſe s'engage à mettre à la diſpoſition de Sa Majeſté et d'après ſa demande, pour être employé dans ſes états, un nombre de Troupes égal à celui, qui lui ſeroit auxiliairement envoyé par S. M. Impériale de Ruſſie.

ART.

ART. IV. 1801

Cessions par le Roi des deux Siciles.

S. M. le Roi des deux Siciles renonce à perpétuité, pour elle et ses successeurs, premièrement à Porto-Longone dans l'Isle d'Elbe, et à tout ce qui pouvoit lui appartenir dans cette Isle; secondement aux états des présides de la Toscane; et elle les cède, ainsi que la principauté de Piombino (tous situés sur la Mer du Grand-Duché) à la République Françoise, qui pourra en disposer à son gré.

ART. V.

Séquestres levés

La République Françoise et S. M. le Roi des deux Siciles s'engagent à donner réciproquement main-levée du séquestre de tous effets, revenus, biens, saisis, confisqués ou retenus sur les Citoyens et sujets de l'une et de l'autre puissance par suite de la guerre actuelle, et à les admettre respectivement à l'exercice légal des actions et droits, qui pourroient leur appartenir.

ART. VI.

Satisfaction aux agens Français

Afin de faire disparoître toute trace des malheurs particuliers, qui ont signalé la guerre actuelle, et pour donner à la paix rétablie la stabilité, qu'on ne peut attendre que d'un oubli général du passé, la République Françoise renonce à toute poursuite, par rapport aux faits, dont elle peut avoir eu à se plaindre; et le Roi, voulant de son côté contribuer, autant qu'il est en lui, à reparer les malheurs occasionnés par les troubles qui ont eu lieu dans ses états, s'engage à faire payer dans trois mois, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité, une somme de 500 mille Francs, qui sera partagée entre les agens et les Citoyens Français qui ont été particulièrement victimes des desordres arrivés à Naples, à Viterbe et dans d'autres points de l'Italie méridionale, par le fait des Neapolitains.

ART. VII.

Amnistie pour les sujets Neapolitains.

Sa Maj. Sicilienne s'engage aussi à permettre, que tous ceux de ses sujets, qui n'auroient été poursuivis, bannis ou forcés de s'expatrier volontairement, que pour des faits relatifs au séjour des François dans le Royaume de Naples, retournent librement dans leur pays et soient réintegrés dans leurs biens. Sa Maj. promet également, que toutes les personnes, actuellement détenues à raison des opinions politiques qu'elles ont manifestées, seront incessamment remises en liberté.

1801

Statues, tableaux etc.

ART. VIII.

Sa Maj. le Roi des deux Siciles s'engage à faire restituer à la République Françoise les statues, tableaux et autres objets d'arts, qui ont été enlevés à Rome par les Troupes Neapolitaines.

ART. IX.

Filles République

Le présent traité est déclaré commun aux Républiques Batave, Cisalpine et Ligurienne.

ART. X.

Ratification.

Le présent traité sera ratifié, et les ratifications échangées dans l'espace de trente jours pour tout délai.

Fait et signé à Florence le 7 Germinal an 9. de la République Françoise (28 Mars 1801).

Signé: ALQUIER.

ANTOINE DE MICHEROUX.

Les ratifications de ce traité aiant été échangées, il a été publié à Naples le 28 Avr. et sanctionné par le Corps législatif de la Rép. Fr. le 16 Frimaire an 10. (7 Déc. 1801.)

43.

6 Juin.

Traité de paix et d'amitié entre les hauts et puissans Seigneurs, Don Carlos IV, Roi d'Espagne, et Don Joao, Prince Régent du Portugal et de l'Algarve; signé à Badajoz le 6 Juin 1801.

(*Nouvelles politiques* 1801. N. 71. 72 suppl.)

Sa Majesté Catholique ayant atteint le but, qu'elle s'étoit proposé, pour le bien de l'Europe, en déclarant la guerre au Portugal, et les puissances belligérantes des deux côtés en étant convenues avec Sa dite Majesté Royale, celles-ci ont résolu de renouer et renforcer le lien de l'amitié et de la bonne intelligence par un traité

traité de paix. Et, les Plénipotentiaires des trois puiſ- 1801
ſances s'étant entendus enſemble à ce ſujet, ils réſo-
lurent de dreſſer deux traités de paix, qui néanmoins
ne ſont, en réalité, qu'un ſeul traité: La garantie en
eſt mutuelle, et aucun des deux traités ne ſera valable, ſi
quelque Article de l'un ou de l'autre vient à être rompu.

Pour l'accompliſſement d'un deſſein auſſi important, Sa Majeſté Catholique, et Son Alteſſe Royale le Prince Régent du Portugal ont donné leurs pleinspouvoirs; ſçavoir, Sa Maj. Catholique, à Son Exc. Don Manuel de Godoy, Alvarez de Faria, Rios, Sanchez et Zarzoſa, Prince de la Paix, Duc d'Alcudia &c.; et le Prince Régent, à Son Exc. Mr. Louis Pinto de Souza-Coutinho &c.; leſquels ſont convenus des Articles ſuivants:

ART. I.

Il régnera paix, amitié et bonne intelligence entre *Paix.*
Sa Maj. le Roi d'Eſpagne et S. A. R. le Prince Régent du Portugal et de l'Algarve, tant ſur mer que ſur terre, dans toute l'étendue de leurs Royaumes et Domaines. Toutes les priſes maritimes, faites après la ratification de cette paix, ſeront rendues, ſur parole et de bonne foi, avec toutes marchandiſes et effets, ou leur valeur.

ART. II.

Son Alt. Royale fermera les ports, dans tous ſes *Ports fermés aux Angl.*
pays, à tous vaiſſeaux Britanniques.

ART. III.

Sa Maj. Catholique rendra à Son Alt. Royale les *Ceſſion d'Olivenza*
Villes et Places de Jurumenta, Arronches, Portalegre, Castelldevide, Barbacena, Campo-Mayor et Ouguella, déjà conquis ou à conquérir encore par ſes Armes, y compris toute l'Artillerie, toutes Armes et Munitions, qui y ont été trouvées: Cependant Sa Maj. Catholique gardera comme Conquête et joindra à ſes Domaines la Forteresſe d'Olivença, avec ſon Territoire et les Places ſituées ſur la Guadiana, enſorte que ce Fleuve ſoit la Frontière des deux Royaumes de ce côté.

ART. IV.

Son Alt. Royale ne ſouffrira pas, qu'il exiſte ſur les *Contrebande.*
Frontières de ſon Royaume des Magaſins de Marchandiſes prohibées ou de contrebande, qui puiſſent nuire au commerce et aux intérêts du Roi d'Eſpagne; excepté les

1801 les Magasins de Marchandises, lesquelles font partie des possessions de la Couronne de Portugal; et ne sont déposées aux Frontières que pour être venduës dans le pays. Et, en cas que cet Article, ou quelque autre, soit violé, le traité actuellement conclu entre les trois puissances, eu égard à la garantie mutuelle, ne sera d'aucune valeur ni force.

ART. V.

Indemnités. Son Alt. Royale indemnisera sans délai les sujets Espagnols de tous les torts et dommages, dont ils réclament justement la réparation, et que des vaisseaux Anglois ou des sujets Portugais leur ont fait éprouver, pendant la guerre avec l'une ou l'autre des deux puissances. De la part de Sa Maj. Catholique il sera de même fourni des indemnités équitables pour toutes les prises, faites par les Espagnols avant cette guerre et avec violation du territoire ou sous la portée du canon des forteresses du Portugal.

ART. VI.

Frais occasionés par les troupes. Dans le terme de trois mois, le Prince Régent satisfera au Tréfor du Roi les fraix, que ses Troupes, lorsqu'elles revinrent de la guerre contre la France, laissèrent à payer, et qui furent faits pendant la guerre, d'après les Comptes que l'Ambassadeur Espagnol a remis ou remettra de nouveau, sauf les erreurs qui s'y rencontreroient.

ART. VII.

Cessation des hostilités. Aussitôt après la signature du présent traité, toutes les hostilités cesseront réciproquement, au plus tard dans 20 heures, sans qu'il puisse plus être mis des contributions ou autres charges de guerre sur les endroits conquis, outre ce qu'on accorde en tems de paix à des Troupes amies: Et, dès que le traité aura été ratifié, les Troupes Espagnoles quitteront le Territoire Portugais dans six jours; elles se mettront en marche 24 heures après la publication de la ratification, sans se permettre en chemin aucunes violences ou oppressions. Au contraire elles devront payer comptant tout ce dont elles auront besoin.

ART. VIII.

Prisonniers de guerre. Tous les prisonniers, faits sur terre ou sur mer seront sur le champ mis en liberté, et renvoyés réci-

pro-

proquement quinze jours après la Ratification, ils doivent payer les dettes, faites par eux pendant leur captivité. Les prisonniers blessés et malades seront soignés dans les Hopitaux jusqu'à leur guerison, et rendus alors également à la liberté. 1801

ART. IX.

Sa Maj. Ca[illegible]que garantit au Prince-Régent l'entiere possession de ses états et domaines, sans la moindre exception. *Garantie des états Portug.*

ART. X.

Les deux hautes puissances s'obligent à renouveller incessamment l'alliance défensive, qui existoit jusqu'ici entre elles, néanmoins avec de telles clauses et modifications, qu'exige l'alliance entre la Monarchie Espagnole et la République Française. Dans le même traité on déterminera le nombre des Troupes auxiliaires, que les deux puissances se fourniront réciproquement, en cas de nécessité. *Renouvellement promis de l'alliance.*

ART. XI.

Le present traité sera ratifié dans dix jours, ou plutôt si faire se peut. *Ratification.*

Fait à Badajoz, le 6 Juin 1801.

Le Prince DE LA PAIX.

LOUIS PINTO DE SOUZA COUTINHO.

(Ce traité a été ratifié par l'Espagne le 11 Juin par le Portugal le 14 Juin, et les ratifications ont été échangées le 16 Juin à Badajoz, mais il n'a été publié à Madrid que le 30 Juillet 1801.)

44.

1800 *Traités et autres actes rélatifs à la nouvelle association maritime pour le maintien de la navigation neutre et aux differens ſurvenus à cet égard entre la Gr. Brétagne et les puiſſances du Nord, depuis 1800 juſqu'à la convention du 17 Juin et 29 Oct. 1801.*

Les conventions maritimes que la Ruſſie avait cimentées avec diverſes puiſſances pour le maintien des droits du commerce neutre dans les années 1780 - 1783, ſur la baſe de ſa fameuſe déclaration du 28 Fevr. 1780, n'avaient principalement été conclues que pour la guerre qu'alors la Grande Brétagne ſoutenait contre la France, l'Eſpagne, la Hollande et ſes colonies revoltées en Amérique. Cependant les déclarations de la Ruſſie, et en partie les traités même annonçaient le deſſein "d'etablir un ſyſtème naturel et fondé ſur la juſtice, et qui par ſon avantage réel ſervit de regle aux ſiecles à venir;" et bien que le projet d'en venir après le rétabliſſement de la paix à l'introduction d'un code maritime univerſel et poſitif, n'ait pas été réaliſé, la Ruſſie fit adopter ces mêmes principes dans differens de ſes traités de commerce poſterieurs à la paix de 1783. Et pluſieurs puiſſances Europennes, ainſi que les états unis de l'Amérique, étaient convenus entre eux de ces mêmes principes dans nombre de leurs traités. De plus, quoique ni la déclaration de la Ruſſie du 28 Fevr. 1780 ni les conventions ſubſéquentes des années 1780 et 1781, ne renfermaient expreſſément le principe que les navires marchands, naviguant ſous le convoi d'un vaiſſeau de guerre neutre, ſeraient exemts de toute viſitation de la part des vaiſſeaux de guerre et armateurs des puiſſances belligérantes, une diſpute ſurvenue au mois d'Oct. 1780 entre l'Angleterre et la Suède, au ſujet de cette viſitation, et dans la quelle cette dernière puiſſance s'étant addreſſée à la Ruſſie, engagea celle-ci à déclarer dès-lors qu'elle regardait cette exemtion de viſitation comme fondée dans les

*) v. ſ. v. p. mes *Erzählungen merkwürdiger Fälle aus dem Völkerrecht.* T. II. p. 35.

les principes de la neutralité armée, à charger ses mi- 1800
*nistres auprès des diverses cours de l'Europe d'agir en conséquence, et à inférer dans plusieurs de ses traités de commerce conclus depuis 1782 *), un article particulier portant que la simple déclaration de l'Officier Commandant le vaisseau de convoi, de ce que les navires convoyés n'étaient point chargés de contrebande, suffirait pour faire cesser toute visitation. Sur ce dernier point, nouvellement énoncé dans plusieurs traités, rien n'était expressément réglé dans les traités, soit de la Russie, soit des autres puissances du Nord avec la Grande-Brétagne. Le principe que le navire couvre le cargaison, maxime fondamentale du système de la neutralité armée, se trouvait aussi peu expressément réglé dans les rélations de la Russie et de la Prusse avec la Grande-Brétagne; et les traités du Danemarc de 1670 art. 20. et de la Suède de 1661 art. 13. avec cette même puissance, l'un et l'autre encore en vigueur, renfermoient positivement le principe opposé. Enfin quant à la liste des marchandises de contrebande de guerre, elle se trouvait énoncée dans les traités de l'Angleterre avec la Russie le Danemarc et la Suède, et pouvait s'inférer des traités de la Russie avec ces dernières deux puissances. Non obstant quelques variations, tous ces traités s'accordaient à ne point ranger dans la classe de la contrebande les denrées et vivres de tout genre. Telle était, sous ces points de vue, la position de ces puissances lorsqu'en 1793, la guerre continentale et maritime éclata contre la France; alors la Russie fit cause commune avec l'Angleterre et avec la Prusse pour déterminer le Danemarc et la Suède à renoncer à leur commerce avec la France, surtout à défendre de lui porter des denrées; la contradiction qui se trouvait entre cette prétension et les principes établis par la Russie 1780. et suivis par la Prusse, fut voilée du prétexte que dans une guerre telle qu'était celle contre la France revolutionée, il ne pouvait être question des droits de neutralité *). Le Danemarc et la Suède, loin d'accéder à ces propositions, s'unirent de plus près par l'alliance du 27 Mars 1794 †), dans la vue de se maintenir dans la jouissance des droits qu'ils considé-*

*) Tels qu'avec le Danemarc 1782, avec l'Autriche 1785, avec la France 1787, avec la Sicile 1787, avec le Portugal 1787.

*) Voyez les actes dans m. *Recueil* T. V. p. 254. 295.

†) m. *Recueil* T. V. p. 274.

1800 *ſidéraient comme appartenans à toute puiſſance neutre. Cette alliance, ſans être nommément dirigée contre l'Angleterre, avait principalement en vue de protéger leur commerce contre les effets des principes d'après leſquels ſe conduiſoient les armateurs Anglais, et contre les excès reprochés à ceux-ci. Cependant déja à cette époque la France avait donné de ſon côté de graves ſujets de plaintes aux puiſſances neutres. Déjà ſon décret du 9 May 1793, avait autoriſé ſes vaiſſeaux d'amener les vaiſſeaux neutres chargés de comeſtibles pour l'ennemi, ou de marchandiſes ennemies, et déclarait ces dernières de bonne priſe. On ſait combien elle a rencheri depuis ſur ces meſures pésant ſur le commerce neutre, par les décrets du 2 Juillet et 22 Nov. 1796. du 31 Oct. même année, et ſurtout par celui du 29 Nivôſe an 6. (18 Janv. 1798) portant que tout navire chargé en tout ou en partie de marchandiſes Anglaiſes ſera déclaré de bonne priſe, quelque ſoit le propriétaire de ces marchandiſes; comme auſſi par le décrèt du 29 Oct. 1798 *), portant que tout ſujet neutre faiſant partie des équipages des bâtimens de guerre et autres, ennemis, ſera par ce ſeul fait, déclaré pirate et traité comme tel. Quelque révoltans que ſoient ces deux derniers décrèts, ils furent tolérés par les puiſſances neutres du Nord ſans que dumoins on ait vû naître alors une aſſociation maritime entre elles pour s'oppoſer à leur exécution; cependant ils ſervirent de motif au Danemarc et à la Suède pour augmenter le nombre de leurs convois, même dans ces mers où juſqu'ici on n'en avait pas donné, et où on avait évidemment moins à craindre de la France que de la Grande-Bretagne. Meſures ſans doute très légitimes en elles mêmes, mais dont les exemples antérieurs prouvent qu'elles n'ont jamais été vues de bon oeil par les puiſſances belligérantes **). Ce ſont ces convois qui donnèrent de nouveau lieu à des diſputes au ſujet du droit prétendu par l'Angleterre de viſiter des bâtimens, même navigant ſous convoi, et qui étaient ſemblables à celles qui s'étaient élevées*

*) Ce décret et les précédens ſe trouvent tous dans m. *Recueil* T. VI. p. 751 et ſuiv.

**) Voyés p. e. l'oppoſition de la Suède aux convois que les Hollandais réſolurent d'armer 1741, dans mes *Erläuterungen merkwürdiger Fälle* T. II. p. 166. On n'a qu'à parcourir les réſolutions des Etats Généraux pour ſe convaincre de combien de ménagemens les Hollandais ont toujours cru devoir uſer en donnant des convois, pour ne pas choquer les puiſſances belligérantes.

levées avec la Hollande peu de mois avant l'origine du 1800
ſyſtème de la neutralité armée, et avec la Suède peu après
les conventions maritimes de 1780 entre la Ruſſie, la
Suède et le Danemarc, ſans avoir donné alors lieu à des
aſſociations particulières.

De ce genre était, entre pluſieurs diſputes ſurvenues avec la Suède, ſurtout celle élevée en 1709, au ſujet de la viſitation des navires convoyés par la frégatte Suédoiſe Ula Ferſen **). De ce genre étaient deux autres ſurvenues avec le Danemarc l'une au mois de Decembre 1799 au ſujet de la Frégatte Danoiſe* Hafrueu *qui s'oppoſa de force à la viſitation des navires qu'elle convoioit dans les environs de Gibraltar, l'autre au mois de Juillet 1800, au ſujet de la Frégatte Danoiſe* Freya *qui avait engagé un combat inégal pour s'oppoſer à la viſitation des Anglais à l'entrée du Canal, et qui, obligée de céder à la majorité des forces, avait été conduite dans les Dunes enſemble avec les navires marchands auxquels elle ſervait de convoi.*

Les circonſtances de cette première diſpute ſe trouvent 10 *Avril.*
*énoncées dans les notes ſuivantes **) échangées entre*
les deux Cours.

Nr. I.

Lettre de M. Merry, Chargé des Affaires de Sa Maj. *Lettre de*
Britannique auprès de Sa Maj. Danoiſe, adreſſée à M. *Merry*
le Comte de Bernſtorff, Secrétaire d'Etat pour les affai- *au C. de*
res étrangères. A Copenhague, le 10 Avril 1800. *Berns-*
torff.

L'importance que le Gouvernement Britannique doit néceſſairement attacher à l'événement arrivé au mois de Décembre paſſé aux environs de Gibraltar, entre quelques Frégates du Roi et la Frégate de Sa Maj. Danoiſe, nommée Haufruen, commandée par le Capitaine van Dockum, et les ordres qui m'ont été envoyés en conſéquence par ma cour à cet égard, m'impoſe le devoir

*) m. *Erzählungen merkwürdiger Fälle.* T. I. p. 299.

**) Quoique ces notes aient déja été ſouvent imprimées, et qu'elles ſe trouvent même déja dans mes *Erzählungen merkwürdiger Fälle*, T. II. p. 39, je crois qu'on ne ſera pas faché de les trouver ici, comme elles ſervent d'introduction aux differends ſurvenus depuis.

1800 voir pénible de vous répéter, par écrit, la plainte ſur cet objet, que j'eus l'honneur de vous repréſenter de bouche, dans l'audience que vous avez bien voulu m'accorder à cet effet, il y a trois jours.

Les faits dont il s'agit dans cette affaire, ſont en eux-mêmes fort ſimples, et je crois que nous en ſommes déjà convenus; ſavoir: les Frégates Anglaiſes rencontrèrent la Frégate Danoiſe en pleine mer, menant un convoi. Le Commandant Anglais, jugeant à propos d'uſer du droit de viſiter ce convoi, envoya à bord de la Frégate Danoiſe demander au Capitaine ſa deſtination. Celui-ci ayant répondu que, pour lors, il allait à Gibraltar, on lui répliqua que, puisqu'il allait s'arrêter à cette baie, on ne ferait pas la viſite de ſon convoi; mais que, s'il ne devait pas y jeter l'ancre, la viſite aurait lieu. Le Capitaine van Dockum, informa pour lors l'Officier qui s'était rendu à ſon bord, qu'il y ferait réſiſtance. Sur cette réponſe, le Commandant Anglais fit ſignal d'examiner le convoi. Une Chalouppe de la Frégate l'Emerald ſe trouvait en marche pour exécuter cet ordre; l'on tira deſſus de la mousquetterie de la Frégate Danoiſe, et un des matelots Anglais en fut griévement bleſſé. Cette Frégate prit auſſi poſſeſſion d'une Chalouppe de la Frégate Anglaiſe la Flora, et ne la relâcha qu'après que le Commandant Anglais eût fait entendre au Capitaine van Dockum que, s'il ne la rendait pas ſur le champ, il commencerait les hoſtilités. La Frégate Danoiſe s'eſt rendue enſuite, avec ſon convoi, à la baie de Gibraltar. Là, des diſcuſſions ont eu lieu ſur cette affaire entre le Lord Keith, Amiral et Commandant en Chef des forces navales de Sa Maj. dans la Méditerranée; et le Capitaine van Dockum; que le Lord Keith a dû regarder comme perſonnellement reſponſable et coupable de l'injure faite à un des ſujets du Roi, ne pouvant pas croire que ce Capitaine y pouvait être autoriſé par les inſtructions de ſa cour.

Pour s'en éclaircir, l'Amiral Anglais envoya un Officier au Capitaine van Dockum, pour le prier de faire voir et d'expliquer la nature de ſes inſtructions. Celui-ci ſe refuſa à les faire voir, alléguant que cela lui était défendu; mais il dit à l'Officier, qu'elles portaient qu'il ne devait pas permettre la viſite de ſon convoi, et qu'en feſant feu ſur les Chalouppes du Roi, il n'avait fait

fait que remplir ſes ordres. Le même Capitaine fit 1800
enſuite une réponſe pareille, et ſur ſa parole d'honneur, en parlant avec le Lord Keith, en préſence du Gouverneur de Gibraltar; mais il promit en même tems de ſe rendre devant le juge, et d'y donner caution de comparaître; et ſur cette promeſſe l'Amiral lui a dit qu'il pouvait retourner à ſon bord. Etant entré dans ſa Chalouppe, il envoya une lettre à l'Amiral, dans laquelle il ſe refuſa à donner la caution requiſe. Ces diſcuſſions ſe ſont terminées par une déclaration que Lord Keith fit au Capitaine van Dockum, que s'il manquait de s'y ſoumettre, en voulant par là ſe ſouſtraire à la juſtice, l'affaire ſerait repreſentée à ſa cour.

Voilà, Monſieur le Comte, l'expoſition des faits qui ont donné lieu à la plainte que je ſuis chargé de porter au Gouvernement Danois. Je me flatte que vous la trouverez exacte et conforme à ce qui eſt marqué dans la correſpondance entre le Lord Keith et le Capitaine van Dockum, que vous poſſédez, comme vous m'avez fait l'honneur de me le dire.

Le droit de viſiter et d'examiner les vaiſſeaux marchands en pleine mer, de quelque nation qu'ils ſoient, et quelles que ſoient leurs cargaiſons ou deſtinations, le Gouvernement Britannique le regarde comme le droit inconteſtable de toute nation en guerre; droit qui eſt fondé ſur celui des gens, et qui a été généralement admis et reconnu. Il s'en ſuit, par conſéquent, que la réſiſtance que faſſe à cette viſite le Commandant d'un vaiſſeau de guerre d'une puiſſance amie, doit néceſſairement être regardée comme un acte d'hoſtilité, telque le Roi ſe perſuade qu'il ne peut pas être enjoint aux Commandans des vaiſſeaux de guerre de S. M. Danoiſe par leurs inſtructions. S. M. ne doute donc pas du déplaiſir que S. M. Danoiſe aura ſenti en apprenant ce procédé violent et inſoutenable d'un Officier à ſon ſervice; et le Roi eſt perſuadé de la promptitude avec laquelle S. M. Danoiſe accordera à S. M. le déſaveu formel et l'excuſe auxquels elle a ſi juſte droit de s'attendre dans le cas actuel, avec une réparation proportionnée à la nature de l'offenſe qui s'eſt commiſe.

Je ſuis ſpécialement chargé, Monſieur le Comte, de vous faire la demande de ce déſaveu, excuſe et réparation. La confiance que je dois avoir dans la juſtice con-

1800 connuë de Sa Maj. Danoiſe, me fait eſpérer que cette repréſentation ſimple et amicale pourra ſuffire pour l'obtenir avec la promptitude qu'exige un cas auſſi grave; mais je ne dois pas vous cacher, en même tems, que quelque grand et ſincere que ſoit le déſir du Roi mon maître de maintenir et de cultiver l'harmonie et l'amitié la plus étroite avec la Cour de Dannemarc, rien n'engagera Sa Maj. à ſe départir de cette juſte demande.

J'ai l'honneur d'être, &c.

Signé: Ant. Merry.

Nr. II.

19 Avril. *Note de Mr. le Comte de Bernſtorff, Secrétaire d'Etat, à Mr. Merry, Chargé des Affaires de S. M. Britannique. A Copenhague le 19 Avril 1800.*

Reponſe du Min. Danois. Le ſous-ſigné, Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères, ayant rendu compte au Roi, ſon maître, des repréſentations, que Mr. Merry lui a fait l'honneur de lui addreſſer, en date du 10. du courant, relativement à une rencontre, ſurvenuë au mois de Décembre dernier dans le détroit de Gibraltar, entre une Frégate Danoiſe et quelques Frégates Angloiſes, vient d'être autoriſé à y faire la réponſe ſuivante.

Il eſt d'abord à obſerver, que la maniére, dont le fait ſe trouve expoſé dans la note de Mr. Merry, n'eſt pas abſolument conforme au compte, qui en a été rendu par le Commandant de la Frégate du Roi; et quoique cette différence entre les rapports faits ſur cette affaire ne porte que ſur des points acceſſoires, l'on ne ſauroit s'empêcher de la relever, en autant que le récit, qui ſert de fondement aux plaintes du Gouvernement Britannique, ſemble compromettre l'honneur et la bonne-foi du Capitaine van Dockum.

Selon ce récit, cet Officier ſe ſeroit engagé vis-à-vis du Lord Keith, de comparoitre perſonnellement devant un Tribunal Angloiſ, et auroit rompu cet engagement, du moment qu'il fut retourné à bord de ſa Frégate, tandis qu'il conſte par le rapport du dit Capitaine, qu'il a, ainſi que cela lui convenoit, déclaré

con-

conſtamment et poſitivement, "que, revêtu du com- 1800
mandement d'un vaiſſeau de guerre du Roi, il ne pouvoit être reſponſable de ſa conduite qu'à ſon Souverain ſeul."

Les rapports, faits de part et d'autre, s'accordent du reſte ſur le fait principal. Il s'agit d'examiner, "ſi les Frégattes Angloiſes ont eu plus de droit de tenter, ou le Chef de la Frégate Danoiſe d'empêcher, la viſite du convoi, allant ſous l'eſcorte de cette dernière?"

L'uſage et les traités attribuent ſans doute aux puiſſances belligérantes le droit de faire viſiter par leurs vaiſſeaux de guerre ou leurs Corſaires les navires neutres non convoyés. Mais, ce droit, n'étant pas naturel, mais purement conventionel, l'on ne ſçauroit ſans injuſtice ou ſans violence en étendre l'effet arbitrairement, au-delà de ce qui a été convenu ou accordé. Or aucune des puiſſances maritimes et indépendantes de l'Europe n'a jamais, que le ſous-ſigné ſçache, reconnu le droit de faire viſiter des navires neutres, eſcortés par un ou pluſieurs vaiſſeaux de guerre, et il eſt évident, qu'elles ne ſçauroient le faire, ſans dégrader leurs pavillons, et ſans rénoncer à une partie eſſentielle de leurs propres droits."

Bien loin d'acquieſcer à cette prétention autrefois inconnuë, la plûpart de ces puiſſances ont cru, depuis qu'elle a été miſe en queſtion, devoir énoncer le principe oppoſé dans leurs conventions, relatives à des objets de cette nature, ainſi qu'un grand nombre de traités, conclus entre les Cours les plus reſpectables de l'Europe, en offrent les preuves.

Cette diſtinction, faite entre les navires convoyés, eſt d'ailleurs auſſi juſte que naturelle: Car les premiers ne ſçauroient être rangés dans la même catégorie, où ſe trouvent les derniers.

La viſite exercée par les Corſaires ou vaiſſeaux de guerre de puiſſances belligérantes à l'égard des bâtimens neutres allant ſans convoi, eſt fondée ſur le droit d'en reconnoître le pavillon, et d'en examiner les papiers. Il ne s'agit que de conſtater leur neutralité et la régularité de leurs expéditions. Les papiers de ces bâtimens étant trouvés en régle, aucune viſite ultérieure ne peut légalement avoir lieu; c'eſt par conſéquent l'autorité du Gouvernement, au nom du quel ces documens ont été

1800 été dreſſés et délivrés, qui procure à la puiſſance belligérante la ſûreté réquiſe.

Mais le Gouvernement Neutre, en faiſant convoyer par des vaiſſeaux de guerre les navires de ſes ſujets commerçans, offre par la même aux puiſſances belligérantes une garantie plus authentique, plus poſitive encore, que ne l'eſt celle qui eſt fournie par les documens, dont ces navires ſe trouvent munis; et il ne ſçauroit, ſans ſe deshonorer, admettre à cet égard des doutes ou des ſoupçons, qui ſeroient auſſi injurieux pour lui, qu'injuſtes de la part de ceux, qui les concevroient ou les manifeſteroient.

Que ſi l'on vouloit admettre le principe, que le convoi du Souverain, qui l'accorde, ne garantit pas les navires de ſes ſujets de la viſite des vaiſſeaux de guerre ou Armateurs Etrangers, il en reſulteroit, que l'eſcadre la plus formidable n'auroit pas le droit de ſouſtraire les bâtimens confiés à ſa protection, au contrôle du plus chétif Corſaire.

Mais on ne ſçauroit raiſonnablement ſuppoſer, que le Gouvernement Anglois, qui s'eſt toujours, et aux plus juſtes titres, montré jaloux de l'honneur de ſon pavillon, et qui dans les guerres maritimes, auxquelles il n'a pas eu part, a ſçu ſoutenir avec vigueur les droits de la neutralité, jugeroit devoir, ſi le cas arrivoit, ſouffrir une pareille avanie; et le Roi a trop de confiance dans l'équité et dans la loyauté de Sa Maj. Britannique, pour ſe permettre de croire, qu'elle puiſſe vouloir s'arroger un droit qu'elle n'accorderoit, ſous les mêmes circonſtances, à toute autre puiſſance indépendante.

Il paroit ſuffire d'appliquer au fait en queſtion le réſultat néceſſaire de ces conſidérations, pour mettre en évidence, que le Commandant de la Frégate du Roi, en répouſſant une violence, à laquelle il ne devoit pas s'attendre, n'a fait que ſon devoir; et que c'eſt de la part des Frégates Angloiſes, qu'une violation des droits d'un Souverain Neutre, et Ami de Sa Maj. Britannique, a été commiſe.

Le Roi a héſité d'en porter plainte formelle, tant qu'il n'y a vu qu'un mal-entendu ſuſceptible d'être levé par des explications amicales entre les Chefs reſpectifs des Forces Navales, que les deux Gouvernemens entretien-

tiennent dans la méditerranée; mais, se voyant à grand regrèt frustré de cette attente, il ne sçauroit qu'insister sur la réparation, qui lui est duë, et que la justice et l'amitié de S. M. Britannique paroissent devoir lui garantir. 1800

Signé: C. BERNSTORFF.

Le second événement touchant la Frégatte Danoise la Freya causa surtout de vives reclamations de la part de la Cour de Danemarc, et donna lieu aux suivantes pièces diplomatiques.

Nr. I.

Note de Son Excel. M. le Comte de Wedel-Jarlsberg, Envoyé-Extraordinaire de Sa Maj. Danoise, à Mylord Grenville, Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères. A Londres le 29 Juillet 1800. 29 *Juil.*

Le sous-signé, Envoyé-Extraordinaire de S. M. Danoise, a l'honneur de mettre sous les yeux de S. M. Britannique, les faits suivans. *Note du C. Wedel à Mylord Grenville*

A l'entrée du Canal, la Frégate de S. M. Danoise, la Freya, commandée par le Capitaine Krabbe, chargé d'un convoi de six navires, a été rencontrée le 25 du courant par six vaisseaux de guerre Anglois, sous les ordres du Capitaine Baker. D'un de ceux-ci il y fut envoyé un Officier à bord, qui s'informa de la destination &c., et s'en retourna avec les informations usitées. Mais peu après l'Officier revint, chargé de demander la visite du convoi. Celle-ci lui fut refusée. Sur ces entrefaites les autres Frégates s'approchèrent; et une d'elles tira un coup à boulet sur un navire du convoi, lequel fut repoussé par un coup de la Frégate Danoise par devant celle, qui commença l'agression. La Frégate du Commandant Anglois, en s'approchant de plus près, renouvella la demande de la visite, qui fut refusée par le Commandant Danois sous la protestation, "que le convoi n'étoit chargé d'aucun article de contrebande," et accompagnée de sa déclaration, "qu'il ne souffriroit point, conformément à ses Instructions, que quelque Chaloupe se mît en devoir d'aborder le convoi." Il y fut non obstant expedié une sur laquelle on tira de la Freya, pour l'en détourner, mais sans la toucher. Aussi tôt

1800 tôt le Commandant Anglois lâcha ſa bordée; et ce ne fut qu'après que le Capitaine Krabbe s'étoit aſſuré, par la vuë de deux bleſſés, des hoſtilités effectives, qu'il rendit la bordée, qu'il repouſſa la force par la force, et qu'il continua le Combat engagé avec la dite Frégate commandante, et avec les trois autres, jusqu'à ce qu'il ſe trouva obligé de ſe rendre à la ſupériorité des aſſaillans, et de baiſſer ſon pavillon, après l'avoir honorablement défendu et ſoutenu jusqu'à l'extrémité. Les Anglois ont là-deſſus pris poſſeſſion de la Frégate Danoiſe, ont tenu le Capitaine Krabbe priſonnier à bord du vaiſſeau commandant, et l'ont amené avec la priſe et le convoi aux Dunes.

C'eſt ainſi qu'au ſein d'une paix conſtante et bien aſſurée entre deux nations amies et alliées, il vient de s'élever une provocation inouïe, dont l'énormité eſt ſcellée par le ſang innocent des ſujets réciproques.

La ſcène, qui vient d'avoir lieu, eſt une attaque directe contre l'indépendance du Danemarc, eſt une violation des droits les plus ſacrés du Souverain et une agreſſion ſi violente, qu'elle ne pourroit que faire naitre des ſuites très funeſtes, s'il fut poſſible de preſumer, que les inſtructions du Gouvernement Britannique aient autoriſé des extrémités d'une nature ſi contraire à l'amitié qui régne entre les deux Cours.

Mais, ſous l'impreſſion la plus douloureuſe des faits énoncés, il eſt d'une grande conſolation au ſous-ſigné, d'être perſuadé, que ſeuls les Employés Anglois ont, par un zèle téméraire et malentendu, outrepaſſé leurs inſtructions, et qu'en conſéquence S. M. Britannique n'héſitera pas, ſuivant ſes ſentimens reconnus, d'en témoigner la plus haute indignation, et d'en donner à S. M. Danoiſe une ſatisfaction éclatante.

C'eſt ſous la reſervation de celle-ci, et dans l'attente des ordres de ſa Cour ſur ce ſujet, que le ſous-ſigné ſe borne maintenant à réclamer miniſtériellement la prompte reſtitution de la Frégate Freya, et celle de ſon convoi, et la réparation, aux fraix du Gouvernement Britannique, de tout dommage fait par les hoſtilités mentionnées.

Son Exc. Mylord Grenville, auquel le ſous-ſigné a l'honneur d'adreſſer cette Note, partagera certainement

ſa

ſa juſte ſenſibilité ſur le ſus-dit événement facheux, et 1800
ſes voeux pour que l'offenſe ſoit inceſſamment reparée d'une manière ſatisfaiſante. Le ſous-ſigné s'empreſſe en conſéquence de requérir avec inſtance les bons offices de Son Exc. pour cet effet; et, avec une confiance illimitée dans ſa manière de penſer juſte et équitable, il à l'honneur de lui renouveller l'aſſurance de ſa conſideration et de ſon reſpect.

Signé: WEDEL JARLSBERG.

Nr. II.

Note de Lord Grenville à Son Exc. M. le Comte de Wedel Jarlsberg, (traduite de l'Anglois). A Londres le 30. Juillet 1800. 30. Juil.

Le ſous-ſigné, Principal-Secrétaire d'Etat de S. M. pour les Affaires-Etrangères, a eu l'honneur de remettre devant le Roi la Note, qu'il a reçu hier du Comte Wedel-Jarlsberg, Envoyé Extraordinaire et Miniſtre Plénipotentiaire du Roi de Danemarc. *Note de Grenville au C. de Wedel.*

Ce fut avec la plus grande ſurpriſe et douleur, que S. M. reçut les premiers rapports de l'affaire, à laquelle cette Note eſt relative. Deſirant avec application de maintenir toujours avec la Cour de Copenhague ces relations d'amitié et d'alliance, qui ont ſi longtems ſubſiſté entre la Grande-Brétagne et le Danemarc; Sa Maj. a durant tout le cours de ſon Règne, donné des preuves réïtérées de ces diſpoſitions, qu'elle s'étoit flattée de voir reciproquement entretenues par le Gouvernement de Sa Maj. Danoiſe: Et malgré les expreſſions employées *dans la Note du Comte Wedel*, Sa Maj. ne ſçauroit pas même ſe perſuader encore, que ce ſoit réellement par les ordres du Roi de Danemarc, que cet état d'harmonie et de paix ait été ainſi ſoudainement troublé aujourd'hui, ou qu'un Officier Danois ait pu avoir agi conformément à ſes inſtructions, en commençant des hoſtilités effectives contre ce Pays, par une attaque téméraire et non provoquée contre un vaiſſeau de guerre Britannique, portant le Pavillon de Sa Majeſté et naviguant dans les Mers Britanniques.

Les impreſſions, qu'un tel événement a néceſſairement cauſées ſur le cœur de Sa Majeſté, ont reçu un nou-

1800 nouveau dégré de force par la lecture d'une Note, dans laquelle il eſt demandé ſatisfaction et réparation, comme dues aux Aggreſſeurs de la part de ceux qui ont eſſuyé l'inſulte et le tort.

Sa Majeſté ayant des égards pour les circonſtances difficiles, où les Nations neutres ſont placées par la conduite ſans exemple et le caractère ſingulier de ſon ennemi, s'eſt abſtenue, en bien des occaſions durant la préſente guerre, de faire valoir ſes droits, et de réclamer de la part du Gouvernement Danois, l'acquit impartial des devoirs de cette neutralité, qu'il ſe profeſſoit diſpoſé à maintenir. Mais l'aggreſſion préméditée et ouverte, qu'elle vient d'éprouver, ne ſçauroit être paſſée de la même façon. La vie de ſes braves Marins a été ſacrifiée; l'honneur de ſon Pavillon a été inſulté presqu'à la vuë de ſes propres côtes, et de tels procédés ſont ſoutenus en mettant en conteſtation ces droits indiſputables, fondés ſur les principes les plus évidens du droit des gens, dont Sa Maj. ne ſçauroit jamais ſe départir, et dont l'exercice modéré eſt indiſpenſablement neceſſaire pour le maintien des intérêts les plus chers de ſon empire.

Le ſous-ſigné, dans tous les rapports qu'il a faits à Sa Majeſté, a rendu pleinement juſtice aux diſpoſitions, perſonnelles, qu'il a uniformément trouvées, de la part du Comte Wedel, pour écarter toutes cauſes de mes-intelligence entre les deux pays. Il ne ſçauroit donc ſe diſpenſer aujourd'hui, de le preſſer de repréſenter cette matiére à ſa Cour ſous ſon vrai jour; d'effacer ces fauſſes impreſſions, au moyen desquelles ſeules une conduite ſi injurieuſe pour Sa Maj. a pu être autoriſée (ſi même elle l'a été); et de conſulter les intérêts des deux pays, mais ſpécialement ceux du Danemarc, en rendant témoignage aux diſpoſitions, dont le Gouvernement de Sa Maj. eſt animé, et en recommandant à la Cour avec tout cet empreſſement ſérieux, que l'importance de l'occaſion juſtifie autant qu'elle l'exige, qu'elle faſſe trouver à ces diſpoſitions, dans une conjoncture auſſi critique, un retour proportionné et qu'il ſoit donné une réponſe prompte et ſatisfaiſante à la demande, que Sa Maj. a ordonné de faire en ſon nom à Copenhague, tant pour avoir réparation de ce qui s'eſt paſſé, que pour ſûreté contre la réïteration de ces injurieuſes violences.

A l'ef-

A l'effet de donner d'autant plus de poids aux re- 1800
présentations de S. M. sur ce sujet, et de fournir en même tems les moyens de telles explications y relatives, qui puissent détourner la nécessité de ces extrémités, dont S. M. considère la perspective avec la plus grande repugnance, elle a chargé Lord Withworth d'une mission spéciale à la Cour de Danemarc; et ce Ministre fera immédiatement voile pour sa destination. Cette Cour ne sçauroit voir dans cette détermination qu'une nouvelle preuve du désir, dont le Roi est animé, de concilier la conservation de la paix avec le maintien des droits fondamentaux et des intérêts de son empire.

Signé: GRENVILLE.

Nr. III.

Note de M. le Comte de Wedel-Jarlsberg à Mylord Grenville. A Londres, le 2 Août 1800. 2 Août.

Note du Comte de Wedel à M. Grenville.

Le sous-signé, Envoyé-Extraordinaire de S. M. Danoise, se borne à accuser la reception de la Note ministérielle de Mylord Grenville, datée le 30. du passé, en réponse à la sienne du 29. précedent. Il en a fait incessamment part à sa Cour, ainsi que de la mission, dont Lord Withworth est chargé pour le Danemarc.

Mais en attendant que la discussion sur les hostilités commises va être portée à Copenhague, le sous-signé s'empresse de renouveller sa réclamation instante sur la restitution de la Frégate Freya, dans un état de continuer son voyage; et sur celle de son convoi. Après que le Gouvernement Britannique a, moyennant l'emploi de forces supérieures, obtenu le but de mettre la Frégate de S. M. Danoise hors d'état de protéger son convoi contre l'exécution d'une prétention contestée et en litige, et que l'une et l'autre ont été amenés dans un Port Anglois, où la prétendue visite des navires marchands s'est effectuée, sans qu'on ait découvert le moindre article à la charge des Cargaisons innocentes, le sous-signé se flatte, que le Gouvernement Britannique voudra bien s'empresser de donner par les faits à celui du Danemarc l'assurance conciliatoire, qu'il est bien éloigné d'aggraver le différend par la prolongation de procedés hostiles; et une preuve qu'en restituant les vaisseaux

1800 mentionnés il les traite différemment des captures faites sur l'ennemi.

Le sous-signé prie S. E. Mylord Grenville, de vouloir bien appuyer sa juste demande de ses bons offices, et d'en considérer l'accompliſſement comme une voye ouverte vers telle explication qui puiſſe écarter l'impreſſion du paſſé et aſſurer la continuation d'une harmonie, qui a conſtamment fait la ſatisfaction et le bonheur des Souverains des Nations réciproques.

Signé: WEDEL-JARLSBERG.

Nr. IV.

4 Août. *Note de Lord Grenville à Son Excel. M. le Comte de Wedel-Jarlsberg (traduite de l'Anglois). A Londres le 4 Août 1800.*

Note de Lord Grenville au C. de Wedel.

Le sous-signé, principal Secrétaire-d'Etat de S. M. pour les Affaires-Etrangères, a eu l'honneur de remettre devant le Roi la Note, qui lui a été transmiſe par le Comte Wedel-Jarlsberg, Envoyé-Extraordinaire et Miniſtre Plénipotentiaire de S. M. Danoiſe, le 2. de ce mois.

Pour ce qui concerne la demande, faite par le Comte Wedel-Jarlsberg, pour faire relâcher la Frégate Danoiſe, Freya, et ſon convoi il a ordre de Sa Majeſté, d'informer ce Miniſtre, que, quel que ſoit le déſir de S. M. de manifeſter en toutes les occaſions ſon égard et ſon amitié pour le Roi de Danemarc, cependant comme le Capitaine de la Freya a jugé à propos, ſans aucune provocation, de commencer des hoſtilités actuelles contre un de ſes vaiſſeaux de guerre, et de ſacrifier téméraire-ment (wantonly) les vies des ſujets des deux Souverains, par une conteſtation où il eſt entré ſans cauſe, et qui pouvoit uniquement conduire à une effuſion de ſang non neceſſaire, la Frégate et le convoi qui ſe trouvoient placés ſous ſes ordres, doivent neceſſairement répondre du réſultat de la demande, qui ſera faite au nom de Sa Majeſté, d'une ſatisfaction duë à cette conduite ſi peu ſuſceptible de juſtification et ſi digne de blâme.

Cette reſolution de la part de S. M. eſt d'autant plus neceſſaire, que le cas préſent n'eſt pas le prémier, où S. M. à eu récemment à ſe plaindre d'une pareille con-

conduite, et depuis que la patience distinguée, qu'on 1800
à observée dans le cas du Phénix, paroit avoir produit un effet, qui à si peu répondu aux voeux et à la juste attente de Sa Majesté. Mais c'est avec plaisir, que S. M. anticipe l'époque, où la Cour de Copenhague, par une détermination qui s'accorde avec l'usage établi et le droit des gens, ainsi qu'avec l'honneur du pavillon de Sa Majesté, la mettra à même de manifester, de son côté, ses sentimens d'amitié envers une Puissance, avec laquelle elle est liée par tant de liens.

Signé: GRENVILLE.

Peu après la Cour de St. James envoya le Lord Whitworth en qualité de son Envoyé extraordinaire et plénipotentiaire à Copenhague afin de negocier un arrangement à l'amiable, en appuyant ces negociations d'une escadre envoyée dans le Sund sous le commandement de l'Amiral Dixon, qui jetta l'ancre près d'Helsingoer le 19 Août. Cette negociation est contenue dans les pièces suivantes.

Nr. V.

Note de Lord Whitworth à M. le Comte de Bernstorff. 12 Août.

A Copenhague, le 12 *Août* 1800.

Sa Maj. Britannique, animée du desir le plus sincère de maintenir constamment avec la Cour de Copenhague ces relations d'amitié et d'alliance, qui avoient depuis si longtems subsisté entre la Grande-Bretagne et le Danemarc, n'a pu voir qu'avec surprise et douleur la démarche hostile, par laquelle ce Gouvernement vient d'en interrompre le cours. Sa Majesté n'a jamais cessé de donner les preuves les plus évidentes de cette disposition; et elle s'étoit flattée d'un retour de la part de Sa Maj. Danoise conforme à ces sentimens. *Note de M. Whitworth au Comte de Bernstorff.*

Non obstant les expressions, dont s'est servi le Ministre de Sa Maj. Danoise dans une Note officielle, qu'il a cru devoir présenter à son Ministère, au sujet de la detention de la Frégate, la Freya, et de son convoi, Sa Maj. ne peut pas même encore se persuader, que ce soit véritablement d'après les ordres de Sa Maj. Danoise, que la paix et la bonne harmonie aient été si subitement interrompues, ou qu'un Officier Danois ait pu agir conformé-

1800 formément à ſes inſtructions, en commençant des hoſtilités contre ſes états par l'attaque prémeditée et non provoquée d'un vaiſſeau de guerre Anglois, portant le pavillon de Sa Majeſté, et naviguant les Mers Britanniques.

L'effet, qu'un tel événement à dû naturellement exciter, a acquis de nouvelles forces à une demande de réparation, comme duë aux Aggreſſeurs de la part de ceux, qui ont eſſuyé l'inſulte et l'injure.

Sa Majeſté, appréciant les difficultés aux quelles toutes les nations neutres ont été expoſées par la conduite ſans exemple et le caractère particulier de ſon ennemi, s'eſt abſtenuë à différentes repriſes, durant le cours de cette guerre, de réclamer ſes droits, et a fermé les yeux ſur l'execution partielle des devoirs de cette neutralité, que le Gouvernement Danois faiſoit profeſſion de vouloir ſuivre: Mais l'aggreſſion ouverte et délibérée, qu'elle vient d'eſſuyer, ne ſçauroit être regardée avec la même indifference. Le ſang de ſes braves matelôts a été répandu; l'honneur de ſon pavillon inſulté à la vuë presque de ſes propres côtes; et ces démarches ſont ſoutenuës, en ſuſcitant des doutes ſur des droits inconteſtables, fondés ſur les principes les plus evidents de la loi des nations, dont Sa Maj. ne peut jamais ſe departir, et dont le maintien calme, mais ſoutenu, eſt indiſpenſablement néceſſaire à l'exiſtence des interêts les plus chers de ſon empire.

Le ſous-ſigné eſt donc ſpécialement chargé de repréſenter cette matiere dans ſon veritable point de vuë, d'effacer des fauſſes impreſſions, qui aient pu autoriſer, jamais juſtifier, une conduite auſſi injurieuſe envers Sa Majeſté, et de demander avec l'énergie, que l'importance de la criſe exige, réparation pour ce qui eſt paſſé, et ſecurité contre une répetition de pareils outrages.

Le ſous-ſigné ſe flatte, que le Miniſtère Danois lui rendra la juſtice d'être perſuadé, que, tandis qu'il manifeſte une juſte ſollicitude pour la dignité et les interêts du Roi, ſon Maître, il n'eſt pas indifférent à ceux du Danemarc, uni de tous tems à la Grande-Bretagne par les liens de l'amitié et de l'alliance: Il eſpère trouver dans le Miniſtère Danois une diſpoſition analogue à la ſienne, et que le réſultat de leurs négociations ſera une ſatisfaction, telle que la Grande-Bretagne n'hésiteroit

teroit point à donner elle-même en pareil cas, et un renouvellement de confiance et de bonne harmonie entre les deux Etats. Tel eſt le but de ſa miſſion; et tel eſt le voeu le plus ſincere de ſon coeur. 1800

Signé: WHITWORTH.

Nr. VI.

Note de M. le Comte de Bernſtorff à Mylord Whitworth. A Copenhague le 16 Août 1800. 16 Août.

Note du Comte de Bernstorff à M. Whitworth.

Le Roi avoit appris avec autant de douleur que de ſurpriſe l'évenement, qui a donné lieu à la détention de ſa Frégate, la Freya, et du convoi mis ſous la protection de celle-ci. Sa Maj. étoit cependant loin de preſumer, que l'atteinte, portée à la ſûreté d'un convoi, navigant à l'abri et ſous la ſauvegarde de ſon pavillon, eût été préméditée, ou que le combat le plus inégal et le plus imprevu eût été provoqué par un ordre émané du Gouvernement Britannique. Elle ne voyoit encore dans cette rencontre fâcheuſe que l'effet du zèle inconſidéré du Chef de l'Eſcadre Angloiſe, qui a ſi violemment abuſé de ſa ſupériorité ſur un vaiſſeau étranger, qui, allant avec confiance dans les eaux, qui baignent la côte d'un pays uni au Danemarc par les liens de l'amitié et de l'alliance, n'étoit nullement preparé à une ſurpriſe hoſtile.

Mais rien n'égale l'étonnement avec lequel S. M. vient de voir par la Note, que le ſous-ſigné a eu l'honneur de recevoir de la part du Lord Whitworth, que le Gouvernement Britannique, pour lui refuſer la ſatisfaction, qui lui eſt évidement duë, en retorque la demande contre elle, en lui imputant ſans ſcrupule une agreſſion, dont le reproche eſt anéanti par le plus ſimple examen du fait.

C'eſt en effet confondre les idées les plus claires, et intervertir le ſens le plus naturel et le moins équivoque des choſes et des mots, que de vouloir faire envisager comme une aggreſſion, et une aggreſſion préméditée, une réſiſtance legale et provoquée à une atteinte, donnée gratuitement aux droits et à l'honneur d'une pavillon indépendant.

Les démonſtrations deviennent ſuperfluës, quand le fait parle; et le Danemarc ne craint pas d'en appeller

1800 à cet égard au jugement de toutes les puiſſances impartiales de l'Europe.

S'il étoit poſſible de ſuppoſer au Roi une idée d'aggreſſion, ou des intentions hoſtiles contre la Grande-Brétagne, Sa Maj. n'héſiteroit pas à les deſavouer hautement; mais cette poſſibilité n'exiſte pas: Et le Gouvernement Anglois lui-même, s'il pèſe les circonſtances avec calme et ſans prévention, ne ſçauroit avoir aucun ſoupçon à cet égard.

Mais, ſuppoſé même, que le *Chef* de la Frégate Danoiſe eût excédé les bornes de ſes devoirs, et que le Gouvernement Anglois fût par-là autoriſé à en demander ſatisfaction, il réſulte encore évidemment de la nature du cas, que cette demande ne pourroit avoir lieu, qu'après que la Frégate amenée, et ſon convoi, euſſent été rélâchés, le Danemarc étant juſques là ouvertement la partie leſée, et par conſequent ſeul en droit de ſe plaindre.

C'eſt cette demande préalable, de relâcher ſans perte de tems la Frégate du Roi et le convoi, qui avoit été confié à ſa protection, que Lord Whitworth eſt prié de transmettre à ſa Cour et d'appuyer auprès d'elle. Il voudra bien y ajouter l'aſſurance, que le Roi recevra avec empreſſement toute propoſition compâtible avec l'honneur de ſon pavillon et la dignité de ſa Couronne, et tendante à maintenir cette harmonie entre les deux Cours, qui a toujonrs fait, et qui fera toujours, un des premiers objets des voeux et des ſoins du Danemarc.

Le Roi ne croit pas devoir renouveller à Sa Maj. Britannique des proteſtations de ſon amitié dans une occaſion, qui ne l'a ni démentie, ni miſe en doute. Sa Maj. ne ſe permet pas non plus de réclamer les effets de celle de ſon auguſte allié: elle n'en appelle qu'à l'équité d'un Souverain vertueux et loyal, qui ne croira certainement pas, par une injuſtice envers elle, ajouter à la gloire de ſon Règne ou à l'éclat de ſa puiſſance.

Le ſous-ſigné, qui depuis longtems eſt très-favorablement prévenu à l'égard du Lord Whitworth, aime à prendre confiance dans ſes diſpoſitions perſonnelles, et ſe flatte d'acquerir des titres à la ſienne.

Signé: C. Bernstorff.

Nr. VII.

Nr. VII. 1800

Note de Lord Whitworth à M. le Comte de Bernſtorff. 21 *Août.*

A Copenhague le 21 *Août* 1800.

Note de M. Whitworth au Comte de Bernſtorff.

Le ſous-ſigné a l'honneur d'accuſer la reception de la Note officielle que M. le Comte de Bernſtorff lui a communiquée en réponſe à celle, qu'il a eu l'honneur de lui remettre le lendemain de ſon arrivée, et dont le but étoit "de demander, au nom du Roi, ſatisfaction de l'inſulte, faite à ſon pavillon par l'aggreſſion non provoquée d'un Officier Danois, agiſſant d'après les ordres de ſa Cour, et ſécurité à l'avenir contre de pareils outrages."

Quant à la demande "de relâcher la Frégate Danoiſe et ſon convoi, que M. le Comte de Bernſtorff inſiſte toujours avoir été injuſtement arrêté," le ſous-ſigné ſe croit pleinement fondé à ſoutenir, d'après l'opinion des juriſconſultes les plus eclairés, qui ont traité ce ſujet, "que tout vaiſſeau neutre, qui s'oppoſe à la viſite en pareil cas, eſt de fait confiſquable et de bonne priſe," et que ce principe a été de tout tems univerſellement admis, excepté par ceux qui ont eu un intérêt particulier à le méconnoître.

Au reſte, le droit, que le Roi réclame, eſt univerſel et réſulte néceſſairement d'un état de guerre. Ce n'eſt qu'aux modifications et aux limitations de ce droit, que les traités particuliers ſont applicables.

Si le principe eſt une fois admis, qu'une Frégate Danoiſe peut légalement garantir de toute viſite ſix vaiſſeaux marchands de cette nation, il s'enſuit naturellement que cette même puiſſance, que toute autre puiſſance quelconque, peut, par le moyen du moindre bâtiment de guerre, étendre la même protection ſur tout le commerce de l'ennemi, dans toutes les parties du monde.

Il ne s'agira que de trouver, dans tout le cercle du monde civiliſé, un ſeul état neutre, tel peu conſidérable qu'il puiſſe être, aſſez bien diſpoſé envers nos ennemis, pour leur prêter ſon pavillon, et couvrir tout leur commerce, ſans encourir le moindre risque; car dès que l'examen ne peut plus avoir lieu, la fraude ne craint plus de découverte.

Dans

1800 Dans la Note, que M. le Comte de Bernſtorff vient de lui transmettre, le ſous-ſigné apperçoit avec peine, que bien loin de vouloir ſatisfaire à la juſte demande du Roi, ſon Maître, le Gouvernement Danois perſiſte toujours à ſoutenir non-ſeulement le principe, ſur lequel il fonde ſon aggreſſion, mais auſſi le droit de le défendre par la voye des Armes.

Dans cet état choſes, le ſous-ſigné n'a d'autre alternative, que de s'acquitter ſtrictement de ſon devoir en inſiſtant de nouveau ſur la ſatisfaction, qu'exige le Roi, ſon Maître, et en déclarant à M. le Comte de Bernſtorff, que, malgré ſon ſincére deſir d'être l'inſtrument de la réconciliation des deux Cours, il ſera obligé de partir de Copenhague, avec toute la miſſion Angloiſe, dans l'eſpace de huit jours, à compter du jour de la ſignature de cette note, à moins que, dans l'intervalle, le Gouvernement Danois n'adopte des conſeils plus conformes aux intérêts des deux pays, et ſurtout à ceux du Danemarc, avec lequel Sa Maj. a conſtamment déſiré et déſire encore vivre dans les termes de l'amitié et de l'alliance.

Le ſous-ſigné a donc l'honneur de répeter à M. le Comte de Bernſtorff, qu'il lui eſt enjoint de quitter Copenhague avec la miſſion du Roi dans huit jours, à moins qu'une réponſe ſatisfaiſante ne lui ſoit donnée avant l'expiration de ce terme. Il prie M. le Comte de Bernſtorff de vouloir bien agréer les aſſurances de la conſidération la plus diſtinguée.

Signé: WHITWORTH.

Nr. VIII.

26 *Août.* *Note de M. le Comte de Bernſtorff à Mylord Whitworth. A Copenhague le 26 Août 1800.*

Note du Comte de Bernſtorff à M. Whitworth.

Le ſous-ſigné, ayant mis ſous les yeux du Roi, ſon Maître, la Note, que le Lord Whitworth lui a fait l'honneur de lui remettre en date du 21 du courant, vient d'être autoriſé à faire la reponſe ſuivante.

Sa Maj. n'a pu voir qu'avec une ſurpriſe extrême, que le Lord Whitworth prétend motiver la détention prolongée de la Frégate, la Freya, et de ſon convoi, ſur le principe, qu'un navire neutre, qui s'oppoſe à la viſite d'un

d'un ou de plusieurs vaisseaux armés, appartenans à une puissance belligérante, se rend, par cette résistance seule, sujet à confiscation. Ce principe, tel qu'il est, non universellement reconnu, mais assez généralement reçu, ne porte notoirement que sur des navires marchands non convoyés, qui, n'étant pas censés armés, n'ont à attendre leur salut que de l'innocence de leur expédition, du respect dû à leur Pavillon, et de l'authenticité des documens, dont ils se trouvent munis de la part de leurs Gouvernemens. 1800

L'extension de l'application de ce principe à la résistance, faite par un vaisseau de guerre en faveur de navires sous son convoi, seroit aussi arbitraire que nouvelle, et absolument contraire à l'essence même du principe mentionné.

Si le Gouvernement Britannique croit avoir des autorités ou des preuves à alleguer à l'appui de sa thése, le Danemarc doit attendre, qu'il les lui indique d'une manière plus particulière, pour lui opposer celles, qui lui ont toujours paru assez decisives en faveur de la sienne, pour déterminer son opinion à cet égard, sans qu'il eût jamais été tenté de sacrifier sa conviction à son interêt particulier.

Quant à la question générale, relativement au prétendu droit de visiter les navires neutres allant sous convoi, le sous-signé croit devoir s'en rapporter au contenu de la Note, qu'il a remise à Mr. Merry, en date du 19 Avril.

Si le Lord Whitworth a pensé détruire la force des argumens, développés dans cette Note, par la réflexion, que par le droit de garantie des navires marchands de toute visite par l'escorte d'un vaisseau de guerre l'état neutre le moins puissant acquerroit la faculté de couvrir impunément de son pavillon un commerce illicite, le sous-signé le prie d'observer, que le Gouvernement, qui se dégraderoit au point de prêter son pavillon à une pareille fraude, sortiroit par là même des bornes de la neutralité, et autoriseroit par conséquent la puissance belligérante, au préjudice de laquelle cette fraude eût été commise, à des mesures, que des circonstances ordinaires n'admettroient pas.

L'état, qui méconnoit ses devoirs, s'expose sans doute à perdre ses droits; mais le soupçon d'une conduite

1800 duite aviliſſante ſeroit auſſi injurieuſe pour le Gouvernement, qui ne le mériteroit pas, que peu honorable pour celui, qui l'avanceroit ſans fondement. Mais ce cas ne ſçauroit exiſter entre le Danemarc et la Grande-Brétagne. Le Gouvernement Anglois n'ignore pas ſans doute, que les Officiers Danois, qui commandent des convois, ſont rendus perſonnellement reſponſables de ce que les cargaiſons des navires, appartenans à ces convois, ne contiennent des articles prohibés par les règles du droit des gens, ou par les traités ſubſiſtans entre le Danemarc et les puiſſances belligérantes; et il eſt aiſé de ſentir, qu'il doit y avoir incomparablement plus de difficulté à éluder à cet égard la vigilance de ces Officiers, que les recherches de ceux qui prétendroient exercer ſur ces navires un droit, auſſi odieux dans ſon principe, qu'illuſoire dans ſon effet.

Cette différence eſſentielle entre les principes des deux Cours apportant dans cette diſcuſſion des difficultés particulières, il ne paroit pas y avoir un moyen plus propre à les lever, que d'avoir recours à la médiation d'une troiſième puiſſance; et le Roi héſite d'autant moins à propoſer à Sa Majeſté Britannique celle de Sa Majeſté l'Empereur de Ruſſie, que ce Monarque, ami et allié des deux ſouverains, n'aura certainement rien plus à coeur que de les concilier, et de prévenir une mésintelligence fâcheuſe. Le Roi abandonnera ſes intérêts, avec la plus grande confiance, à cette médiation; et Sa Majeſté adoptera avec empreſſement toutes les propoſitions de Sa Maj. l'Empereur de Ruſſie, tendantes à effectuer un accommodement, compatible avec l'honneur des deux Cours.

Le ſous-ſigné ne doute pas, que le Lord Whitworth ne voye dans cette propoſition une nouvelle preuve de la modération ſincère du Roi, et de ſon déſir inaltérable de ſe conſerver l'amitié de S. Maj. Britannique; il le prie de vouloir bien, dans ce ſens, la transmettre à ſa Cour. Le Roi regretteroit d'autant plus de le voir partir, que S. M. avoit regardé ſa miſſion comme un gage des intentions conciliantes de la Cour de Londres, et qu'elle s'étoit flattée, que ſes diſpoſitions perſonnelles contribueroient à accelérer un accommodement, pour lequel elle lui a offert et lui offre encore les plus grandes facilités.

Le

Le ſous-ſigné a l'honneur de prier le Lord Whitworth d'agréer les aſſurances renouvellées de ſa conſidération la plus diſtinguée. 1800

Signé: C. BERNSTORFF.

Nr. IX.

Note de Lord Whitworth à M. le Comte de Bernſtorff. 27 Août.
A Copenhague le 27 Août 1800.

Le ſous-ſigné à l'honneur d'accuſer la réception de la Note de M. le Comte de Bernſtorff, en date du 26 du courant, et ne manquera pas de la transmettre à ſa Cour. *Note de M Whitworth au Comte de Bernstorff.*

En attendant, il prie M. le Comte de Bernſtorff d'obſerver, que s'il ne releve pas les argumens, dont il s'eſt ſervi dans cette occaſion, c'eſt qu'il croit rendre un ſervice bien plus eſſentiel à ſa Cour, ainſi qu'à celle de Copenhague, en s'abſtenant de tout ce qui pourroit les éloigner du but, que l'une et l'autre doivent avoir également à coeur.

Quant à la médiation, que M. le Comte de Bernstorff propoſe, comme le moyen le plus propre à lever les difficultés de cette diſcuſſion, le ſous-ſigné croit pouvoir répondre avec ſûreté, que, malgré la mésintelligence apparente, qui a pu exiſter entre les deux Cours, il n'eſt aucun ſouverain en Europe, auquel le Roi ſe remettroit ſur ſes intérêts les plus chers avec plus de confiance qu'à Sa Maj. l'Empereur de Ruſſie. Perſonne n'eſt plus à même que le ſous-ſigné de rendre juſtice à la loyauté et au zèle pour la bonne cauſe de ce ſouverain. Mais il eſpère être fondé à croire, que dans un cas pareil il ſeroit inutile de recourir même à cette intervention, telle reſpectable qu'elle ſoit; et que la Cour de Danemarc, apportant dans la diſcuſſion la même franchiſe que la ſienne, et le même déſir de prévenir promptement tout ſujet de mésintelligence fâcheuſe, trouvera ſans peine le moyen d'y parvenir.

Le ſous-ſigné ſaiſit avec empreſſement cette occaſion de renouveller à M. le Comte de Bernſtorff les aſſurances de ſa conſidération la plus diſtinguée.

Signé: WHITWORTH.

Le

1800 *Le fruit de ces negociations fut la convention préalable signée à Copenhague le 29 Août 1800 *) par laquelle l'Angleterre promit de relacher incessament la Frégatte la Freya et les navires trouvés sous son convoi, et le Danemarc s'engagea, pour empêcher de pareilles rencontres, de suspendre ses convois jusqu'à ce que les explications ultérieures sur ce même objet eussent pu effectuer une convention définitive.*

Pendant qu'on negociait ainsi à l'amiable entre les deux cours, l'Empereur Paul I. qui, après s'être séparé de l'alliance avec l'Autriche venait aussi d'abandonner celle de l'Angleterre, fit remettre en date du 16 Août la suivante déclaration aux puissances du Nord pour les engager à renouveller les alliances de 1780 et suiv. pour le maintien des droits du commerce neutre, en y ajoutant le principe que les navires convoyés sont exemts de visitation.

16 Août. ***Déclaration par laquelle S. M. l'Empereur de Russie invita la Suède, la Prusse et le Danemarc, à conclure une convention pour le rétablissement des droits de neutralité; du 16 Août 1800.***

(*Journ. de Francf.* 1801. n. 79.)

Déclaration de la Russie aux Cours du Nord.

L'Europe donna son approbation aux mesures qui furent prises par la plus grande partie des puissances maritimes pour établir, comme un pacte sacré, les principes d'une neutralité sage et impartiale, lorsqu'en 1780, une guerre maritime qui avoit éclaté entre deux grandes puissances, imposa aux autres l'obligation de pourvoir à la sûreté du commerce et de la navigation de leurs sujets. Tout acte fondé sur la justice doit obtenir l'assentiment général; et ici, en effet, on ne fit que remettre en vigueur les principes du droit des gens. La Russie eut alors l'avantage inappréciable de porter à son dernier terme cet établissement salutaire; et elle fut pour ainsi dire le régulateur des différentes mesures qui devoient le faire respecter. Chacune des puissances qui y accédérent, en recueillit des avantages sans nombre, et cet arrangement servit de base à la Russie pour

*) m. *Recueil* T. VII. p. 426.

pour tous les traités de commerce qu'elle conclut dans 1800
la ſuite. L'approbation générale avoit fait, des principes ſur lesquels il repoſoit, une eſpèce de code des nations; c'étoit en même tems le code de l'humanité. L'intérêt commun en garantiſſait le maintien et l'exécution.

Mais peut-être a-t-on trop négligé de donner à ces principes une nouvelle ſanction, à cette époque où une grande puiſſance étant venue à ſe diſſoudre, preſque toutes les autres éprouvérent la fatale influence de cette diſſolution; où la majeure partie des liens politiques furent rompus, ou prirent une autre direction par un effet de la guerre qui ne trada pas à s'allumer; guerre ſi differente de toutes celles qui l'avoient précédée, et dont les évènemens ſi multipliés et ſi extraordinaires détruiſirent toutes les combinaiſons antérieures. L'attention étant abſorbée par ces évènemens d'un intérêt ſi éminent, on ne pouvoit apporter tous les ſoins néceſſaires au maintien de ces ſtipulations ſalutaires; d'un autre côté, la juſtice des puiſſances belligérantes auroit du preſenter un moyen de garantie; et les puiſſances neutres, qui avoient cette confiance, croyoient avoir ſuffiſamment aſſuré la liberté de la navigation et du commerce, pour qu'elle fût au moins reſpectée par les gouvernemens légitimes, lorsqu'un nouvel incident a prouvé jusqu'à quel point peut être expoſée l'indépendance des couronnes, ſi on ne rétablit pas les principes et les maximes qui ſeuls peuvent ſervir de baſes, pendant cette guerre, à la tranquillité et à la ſûreté des puiſſances neutres.

Le 13 (25) Juillet dernier, une Frégate Angloiſe rencontra, à l'entrée du Canal, une Frégate Danoiſe, qui convoyoit dans différens ports pluſieurs bâtimens de ſa nation. Le Capitaine Danois, ſur ſa déclaration qu'il n'avoit à bord aucun objet de contrebande, s'étant oppoſé à la viſite de ſon vaiſſeau, fut attaqué et contraint de céder à la ſupériorité de force. On le conduiſit, ainſi que ſon convoi, dans les ports d'Angleterre.

Le premier ſoin de Sa Maj. Danoiſe, l'ami et l'allié de Sa Maj. l'Empereur de toutes les Ruſſies, fut de faire part à ce dernier ſouverain de cet évènement, et de le conſulter pour ſavoir ſous quel jour devoit être enviſagée cette violation manifeſte du droit des gens et des principes de neutralité qui formoient la baſe du traité de commerce du Danemarc avec la Ruſſie.

1800 Quoiſque Sa Maj. Imp. ne puiſſe jusqu'à ce moment qu'être convaincue qu'une telle violation ſera hautement désapprouvée par Sa Maj. Britannique; et quoique Sa Maj. aime à croire que l'équité de Sa Maj. Britannique la portera non ſeulement à refuſer ſon approbation à ce qui s'eſt paſſé, mais encore à donner à la Cour de Danemarc une ſatisfaction proportionnée à l'inſulte; cependant Sa Maj. Imp. pour prévenir à l'avenir de tels actes de violence, reconnoit la neceſſité de rétablir les baſes de la neutralité, à la faveur de laquelle ſes ſujets, ainſi que ceux des puiſſances neutres, puiſſent jouir des fruits de l'induſtrie et de tous les avantages des nations neutres, ſans être expoſés à l'avenir à des meſures arbitraires qu'aucune des puiſſances belligérantes ne pourra ſe permettre impunément contre elles.

Comme il eſt de l'intérêt évident de Sa Maj. Imp., tant par raport à la navigation de ſes propres ſujets qu'aux nations les plus voiſines de ſes ports, de mettre à l'abri de pareilles aggreſſions ou violences, les mers qui baignent les côtes de Ruſſie, elle invite les puiſſances qui ont des ports dans ces diſtricts, et particuliérement L. Maj. les Rois de Pruſſe, de Danemarc et de Suède, d'accéder avec Sa Maj. Imp. aux meſures qu'elle leur propoſera ſucceſſivement, pour rétablir dans toute leur force les principes de la neutralité armée, et aſſurer ainſi la liberté des mers. Sa Maj. annonce en même tems à ces ſouverains, par la préſente déclaration, qu'elle emploiera toute la force qui s'accorde avec ſa dignité pour ſoutenir l'honneur de ſon pavillon et de celui de ſes alliés, pour garantir leurs ſujets de toute violation des droits conſacrés par tous les peuples, et leur procurer, ſous la protection de leurs gouvernemens reſpectifs, tous les avantages qui naiſſent de la liberté du commerce et de la navigation.

Sa Maj. Imp. également animée des ſentimens de juſtice et d'impartialité, déclare, que tandis qu'elle établira une régle pour l'exacte obſervation des droits de neutralité, elle ne portera atteinte à aucun d'eux, et que les meſures qu'elle adoptera dans ſa ſageſſe, dirigeront la conduite de ſes officiers commandans et ſujets, d'après les principes de la plus ſévére équité, et de telle manière, que les puiſſances belligérantes mêmes ne pourront s'empêcher de reconnoitre la néceſſité

ceſſité de ſes diſpoſitions, et la pureté bienfaiſante 1800
de ſes vues.

Le Miniſtre de Sa Maj. Impériale adreſſe, par ordre de ſon ſouverain, la préſente déclaration, à Son Exc. Mr. la Baron de Steding, Ambaſſadeur extraordinaire de Sa Maj. le Roi de Suède, en le priant d'en donner immédiatement communication à ſa cour.

Signé: *Le Comte* DE ROSTOPSIN.
Le Comte DE PANIN.

L'empereur ne ſe borna pas à cette déclaration, et dès qu'il fut informé de ce qu'une Eſcadre Anglaiſe avait paſſée le Sund, il ordonna le ſequeſtre des capitaux appartenans aux Anglais dans ſes états, comme le fait voir la ſuivante publication faite à Riga le 29 Août 1800.

Sequeſtre décerné ſur les biens des Anglais.

D'après les ordres de Son Excellence le Chevalier Pepow, le Général-Major, Commandant de Riga, en date du 28 Août, les magiſtrats de cette ville font connaitre que Sa Majeſté Impériale ayant été inſtruite de la conduite violente qu'ont tenue les Anglais envers le Danemarc, et appris qu'une eſcadre Anglaiſe avait paſſé le Sund, événement qui, en donnant lieu à la clôture de ce paſſage, a eu une grande influence ſur tout le commerce de la Baltique, a ordonné que, pour ſûreté du dommage qui pourrait en réſulter pour le commerce des Ruſſes, les véritables deſſeins de la Cour de Londres reſtant encore inconnus, le ſéqueſtre fût mis ſur tous les capitaux appartenant aux Anglais; que les meſures les plus rigoureuſes fuſſent priſes pour que, ſous aucun prétexte et ſans la permiſſion de Sa Majeſté Impériale, ces capitaux ne puiſſent leur être remis, ſans que cependant ils puiſſent leur être enlevés, ni que les Anglais fûssent troublés dans leur commerce intérieur.

Publié à la maiſon de ville de Riga, le 29 Août 1800.

Ad mandatum.

Signé: SCHWAZ,
Sécrétaire en Chef.

1800 *La nouvelle de la convention signée le même jour entre l'Angleterre et le Danemarc semblait d'abord faire changer ces mesures, et le Ministre Russe à Berlin fut autorisé d'annoncer le 22 Sept. au Consul de Russie à Hambourg que l'Empereur avait fait lever l'embargo decerné contre les Anglais. Mais bien-tôt un nouveau grief se joignit à ceux qu'il crut avoir contre l'Angleterre. L'île de Malte s'étant rendue aux Anglais en vertu de la Capitulation du 5 Septembre 1800 *) ceux-ci en restèrent en possession, tandis que l'Empereur prétendait que d'après sa convention, de 1798 **), avec l'Angleterre cette île devait être remise entre ses mains.*

C'est sous ce prétexte que, sans aucun égard pour ses traités avec l'Angleterre qui portaient clairement †) que même en cas de rupture les personnes vaisseaux et marchandises ne seront ni retenus ni confisqués, il decerna un embargo sur tous les vaisseaux Anglais dans les ports de Russie, comme le font voir les pièces suivantes.

7 Nov. *Extrait de la Gazette de la Cour de St. Pétersbourg le 7 Novembre 1800.*

L'on a été informé, que l'Isle de Malte, qui avoit été jusqu'ici entre les mains des Français, s'est renduë aux Troupes Angloises: Cependant jusqu'ici il n'est pas connu, si le réglement, fait ici à ce sujet le 30 Décembre 1798 a été rempli; sçavoir, qu'après la prise de cette Isle elle seroit rendue à l'Ordre de St. Jean de Jerusalem, dont l'Empereur de toutes les Russies est le Grand-Maitre. En conséquence il a plu à Sa Majesté Impériale, pour maintenir ses droits, d'ordonner que dans tous les ports de son Empire, il seroit mis un Embargo sur tous les vaisseaux Anglais, qui pourroient s'y trouver, jusqu'à ce que les engagemens de cette Convention aient été parfaitement remplis.

Ordre

*) m. *Recueil* T. VII. p. 466.

**) Ce qui des conventions entre ces deux puissances a transpiré dans le public ne renferme rien qui appuie cette prétension voyés l'alliance du 29 Décembre 1798, à la quelle on se rapportait en Russie, dans mon *Recueil* T. VII. p. 318.

†) Traité de 1766. Art. XII. Traité de 1797. Art. XII.

Ordre de S. M. l'Empereur de Ruſſie relatif à l'Embargo ſur les vaiſſeaux Anglais (de la Gazette de la Cour). Petersbourg le 18 Novembre. 1800 18 Nov.

L'équipage de deux vaiſſeaux Anglais dans le port de Narva aiant, à l'arrivée de la force militaire deſtinée à les mettre aux arrêts, en conformité de l'Embargo décerné, fait reſiſtence, dechargé ſes piſtolets et coulé à fond un navire Ruſſe et enſuite lévé l'ancre et pris la fuite, Sa Maj. Impériale a jugé à propos d'ordonner qu'un bâtiment qui étoit reſté encore dans ce port fut brulé.

St. Petersbourg le 21 Novembre.

En conſequence des avis, reçus de Palerme, de la part du Chambellan actuel Italinſki relativement à la priſe de Malte, il a plu à l'Empereur de faire remettre aux membres du Corps Diplomatique reſidant à ſa Cour, une note, ſignée du Miniſtre Préſident au Département des Affaires étrangères Comte Roſtoptſchin et du Vice-Chancelier Comte Panin de la teneur ſuivante.

"Sa Maj. l'Empereur de toutes les Ruſſies a reçû, relativement à la reddition de Malte des informations circonſtanciées, par leſquelles il ſe confirme, que, malgré les repréſentations réitérées, faites tant de la part de Son Miniſtre à Palerme que du Miniſtère de S. M. Sicilienne, les Commandants Anglois ont pris poſſeſſion de la Valette et de l'Iſle de Malte au nom de Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne, et qu'ils y ont arboré le Pavillon à l'excluſion de tous autres. Sa Majeſté juſtement irritée d'une pareille violation de la bonne foi, a réſolu en conſéquence de ne pas lever l'Embargo mis ſur tous les navires Anglois dans les Ports de la Ruſſie, avant que les ſtipulations de la Convention conclue en 1798 n'aient ſorti pleinement leur effet."

Presqu'à la même époque l'Eſpagne s'efforça d'augmenter encore le mécontentement qui regnait en Suède au ſujet de la conduite tenue par les vaiſſeaux Anglais, en ſe plaignant auprès de la Cour de Stockholm d'un ſtratâgème, contraire aux loix de la guerre, dont les Anglais auraient uſé contre elle ſur la rade de Barcelone, en abuſant du pavillon Suédois pour ſe ſaiſir de deux Frégattes Eſpagnoles; Elle exigea de la Suède de preſſer la Cour d'An-

1800 *d'Angleterre à donner une satisfaction convenable tant par la reſtitution de ces priſes que par la punition de ceux qui les avaient faites. La lettre qu'à ce ſujet le ſécrétaire d'état en Eſpagne écrivit au Miniſtre des affaires étrangères du Roi de Suède, et dans la quelle il joignait les menaces aux exhortations, était datée du 17 Septembre 1800; elle fut communiquée à tous les membres du Corps diplomatique à Madrid par la lettre circulaire ſuivante.*

17 Sept. *Circulaire aux Ambaſſadeurs et Miniſtres Etrangers, à la Cour d'Eſpagne.*

Lettre circulaire au Corps dipl. à Madrid.

Monſieur, j'ai l'honneur de vous communiquer copie du mémoire que le Roi mon Maître m'a ordonné de faire paſſer à Son Miniſtre à Stockholm, pour être remis au Miniſtre de Sa Maj. Suédoiſe.

Les principes qui y ſont établis, et l'événement qui y a donné lieu, ſont de nature à intéreſſer toutes les nations commerçantes de l'Europe, particuliérement les puiſſances neutres.

Sa Maj. eſt perſuadée d'avance que votre gouvernement enviſagera l'affaire ſous le même point de vue, et elle ſe flatte qu'il voudra concourir à effacer, autant que poſſible, des annales de cette guerre, un attentat auſſi deſtructeur de la confiance et de l'hoſpitalité dont jouiſſent les pavillons neutres et amis.

Je vous renouvelle, à cette occaſion, les aſſurances de ma conſidération et de mon eſtime, et je ſuis, Monſieur, votre, &c.

Signé: *Le Chevalier* D'URQUIJO.

A St. Ildephonſe, le 17 Septembre 1800.

17 Sept. *Lettre à M. le Miniſtre des Affaires Etrangères du Roi de Suède.*

Lettre du Secr. d'Etat Eſpagnol au Miniſtère de Suède.

Monſieur, le Roi mon Maître a vu avec la plus vive indignation, par un rapport que le Conſul de Sa Maj. Suédoiſe à Barcelonne a remis au Capitaine-Général de la Catalogne, contenant la déclaration du Capitaine Rudbardt, de la Galiote Suédoiſe la Hoffnung, que, le 4 Septembre dernier, dans l'après-midi, deux vaiſſeaux

et

et une Frégate Anglaiſe ont forcé ledit Capitaine, après 1800.
avoir examiné et trouvé en regle ſes papiers, de prendre à ſon bord des Officiers Anglais et un nombre conſidérable de marins, et de ſe laiſſer remorquer à l'entrée de la nuit par pluſieurs Chaloupes Anglaiſes jusques ſur la rade de Barcelonne, et ſous le canon de ſes batteries.

Que les Anglais, ayant réduit ledit Capitaine et ſon équipage au ſilence, en lui tenant le piſtolet ſur la poitrine, ſe ſont emparés du gouvernail, et ont fait, à neuf heures du ſoir, moyennant ledit bâtiment et les Chaloupes qui l'environnaient, une attaque ſur deux Frégates ſous pavillon Eſpagnol qui s'y trouvaient à l'ancre, leſquelles n'ayant pas pu ſoupçonner que ce bâtiment ami et neutre recélait à ſon bord des ennemis, et ſervait ainſi à l'attaque la plus traitreuſe, ont été presque ſurpriſes et forcées de ſe rendre.

On ſe réfere pour les autres particularités et les violences exercées par les Anglais ſur le bâtiment Suédois, à la déclaration du Capitaine qui ſe trouve ci-jointe.

Le Roi mon Maître n'a pu conſidérer cet événement que comme intéreſſant les droits et bleſſant les intérêts de toutes les puiſſances de l'Europe, ſans en excepter l'Angleterre, et ſurtout comme l'inſulte la plus grave contre le pavillon de Sa Maj. Suédoiſe.

En effet, il eſt évident que les puiſſances belligérantes, en admettant les bâtimens neutres ſur leurs rades et dans leurs ports, ont voulu adoucir le fléau de la guerre, et menager les relations commerciales de peuple à peuple, que leurs beſoins mutuels exigent.

Tout ce qui tend donc à rendre cette navigation ſuſpecte et dangereuſe, bleſſe également les droits et les interêts de toutes les nations.

Mais dans le cas actuel, les droits et l'honneur du pavillon Suédois ont été violés d'une maniere ſi outrageante, qu'on en trouvera peu d'exemples dans l'hiſtoire maritime de l'Europe.

L'attentat, s'il reſtait impuni, tendrait à brouiller deux nations amies, anéantir leurs relations commerciales, et à faire conſidérer le pavillon qui le ſouffrirait comme auxiliaire ſecret de la puiſſance ennemie, et forcerait ainſi l'Eſpagne à prendre des meſures que l'intérêt de ſes vaiſſeaux et la ſécurité de ſes ports commanderaient.

1800 Cependant, le Roi mon Maître aime encore à croire que le Capitaine Suédois ne s'eſt pas rendu coupable de la moindre connivence avec les Anglais, et qu'il n'a fait que ceder à leurs violences et à leur grand nombre.

Dans cette ſuppoſition, le Roi m'a ordonné de porter à la connoiſſance de Sa Maj. Suédoiſe cette inſulte grave commiſe contre ſon pavillon; et ne doutant pas du reſſentiment qu'elle éprouvera d'un procédé auſſi bas et déloyal de la part de quelques Officiers de marine Britannique, il s'attend à ce que la Cour de Stockholm fera auprès du Miniſtère Anglais les inſtances les plus ſérieuſes pour que les Officiers qui ſe ſont rendus coupables en cette occaſion ſoient punis ſéverement, et que les deux Frégates Eſpagnoles, ſurpriſes et enlevées de la rade de Barcelonne par une ruſe auſſi contraire au droit des gens et aux règles de la guerre, ſoient immédiatement reſtituées avec leurs cargaiſons, comme étant illégalement priſes au moyen d'un vaiſſeau neutre, qui ſervait d'inſtrument aux aſſaillans.

S. M. C. ſe croit d'autant plus fondée à regarder le ſuccès de cette réclamation comme aſſuré, que le Gouvernement Anglais même ne ſaurait ſe diſſimuler que ſes ennemis, en ſuivant un pareil exemple, pourraient ſe ſervir également des bâtimens neutres pour infeſter ſes rades et cauſer dans ſes ports tous les dommages poſſibles.

Mais ſi, contre toute attente, les démarches de Sa Maj. Suédoiſe auprès de la Cour de Londres, pour obtenir la réparation de l'injure faite à ſon pavillon, ainſi que la reſtitution des deux Frégates Eſpagnoles, n'avaient pas le ſuccès deſiré avant la fin de cette année, Sa Maj. ſe verrait obligée, quoiqu'avec beaucoup de regret, de prendre envers le pavillon Suédois des meſures de précaution qui mettroient ſes rades et ſes ports à l'abri d'un abus auſſi dangereux et révoltant que celui que les Anglais viennent de faire.

J'ai l'honneur d'être, &c.

Signé: *Le Chevalier* D'URQUIJO.

A St. Ildephonſe, le 17 Septembre 1800.

La reponſe, pleine de dignité, que la Cour de Suède fit à cette lettre, fut remiſe au Miniſtre Eſpagnol à Stockholm en date du 22 Oct. dans ces termes.

Note,

Note, remiſe par le Miniſtère de Sa Maj. Suèdoiſe au Miniſtre de Sa Maj. Catholique à Stockholm, en reponſe aux réclamations de la Cour d'Eſpagne, datée du 22 Oct. 1800.

1800 22 Oct.

(*Nouv. polit.* 1800. Nr. 90. ſuppl.)

Reponſe de la Cour de Suède.

Sa Maj. Suèdoiſe a appris avec le plus vif déplaiſir la violence, que quelques Officiers de la Marine Angloiſe ont faite à un vaiſſeau marchand de la Poméranie-Suédoiſe, pour le faire ſervir à une entrepriſe hoſtile contre deux Frégates ſur la rade de Barcelone. Parfaitement d'accord avec Sa Maj. Catholique dans la manière d'enviſager ce nouvel abus de la force, et le danger commun que de pareils exemples pourroient entrainer, tant pour les neutres, que pour les belligérans mêmes, Sa Maj. en fera porter des plaintes à Londres, duës en même tems à ſes liaiſons amicales avec la Cour d'Eſpagne, et à la Neutralité du pavillon.

Dans ces réclamations, qui ont pour premier objet les droits du pavillon et des ſujets de Suède, Sa Maj. Catholique trouvera juſte ſans doute, que le Roi ſe regarde comme partie principale. En ſuivant ſes intérêts, comme Sa Maj. les entend, elle n'oublira certainement pas ceux de l'Eſpagne. La juſtice veut, qu'on reſtitue ce qui a été mal pris: Sa Maj. y inſiſtera, toutefois ſans garantir le ſuccès de cette démarche. Elle fera dans ſon tems des communications confidentielles à la Cour d'Eſpagne ſur les diſpoſitions, dans leſquelles elle aura trouvé le Gouvernement Anglois à cet égard; mais une juſte confiance de la part de Sa Majeſté Catholique lui laiſſera ſans doute dans cette négociation le libre choix des formes et des moyens, la diſpenſant de toute époque fixe, comme de toute eſpèce de compte à rendre; l'Eſpagne, qui, comme le reſte de l'Europe, connoit le long procès, que la Suède fait plaider à Londres ſur des reſtitutions à faire à elle, n'a pas lieu de ſe promettre une plus prompte juſtice dans une cauſe, où il s'agit de reſtitutions à faire à des ennemis.

En général Sa Maj. Suèdoiſe ne ſe reconnoît dans aucune reſponſabilité d'un fait, dont les cauſes lui ſont

1800 absolument étrangères. Après les rapports, que la Cour d'Espagne s'en est fait donner, avec les circonstances qu'elle admet elle-même comme constatées, il a été très-inattendu de l'y voir impliquer le Gouvernement de Suède et toute la Nation.

Ce seroit assez malheureux, que les torts d'un tiers pourroient faire rompre des relations, que plusieurs discussions directes pendant la présente guerre n'ont pas pu altérer. Il y a eu de fréquents revers, particulièrement affectés, à ce qu'il a paru, aux ports d'Espagne: un vaisseau Suédois, pris dans le port même de Passage par les Anglois: un second pillé et entièrement devasté à Alicante par les François; plusieurs autres enlevés par des Corsaires François, stationnés à l'entrée du port de Malaga, ont fourni à Sa Maj. Suédoise autant de sujets de réclamations et d'invitations amicales à la Cour d'Espagne, de faire respecter son territoire pour la sûreté de son commerce. Sa Maj. se seroit fort applaudie de ses représentations, si elle eût trouvé en sa faveur quelques marques de cette énergie, que le Gouvernement d'Espagne vient de déployer contr' elle dans une affaire, où elle n'a d'autre part que des plaintes à faire. Mais l'inutilité de ses réclamations n'a pas fait sortir Sa Maj. des termes de modération et d'équité, convenables entre des Cours amies, et auxquels Sa Majesté espère encore de voir revenir la Cour d'Espagne, après des différents malheurs arrivés dans ses ports.

Le sous-signé Chancelier de la Cour, ayant l'honneur de transmettre ces notions à M. le Chevalier de la Huerta, envoyé extraordinaire de Sa Maj. Catholique, en réponse de ses communications du 17 Sept. profite avec plaisir de cette occasion &c.

Drottningholm le 22 Octobre 1800.

Signé: F. D'Ehrenheim.

A cette reponse le Ministre d'Espagne à Stockholm fit la replique suivante en date du 29 Déc. 1800.

Lettre

Lettre du Chevalier de Huerta au Chancelier de Suède. 1800

29 Déc.

(*Nouv. polit.* 1801. Nr. 13. suppl.)

Rep. du Ministre Espagnol

Monsieur, je viens de recevoir de ma Cour une réponse à la lettre, dans laquelle je lui ai rendu compte des prémières ouvertures, que je fis au Cabinet Suèdois, lorsque j'eus l'honneur de vous remettre ma prémière Note, relativement à la violence commise par les Anglois dans la Rade de Barcelone. Le Roi, mon Maître, a vu à regret la froideur, avec laquelle la Cour de Suède a reçu ses prémières réclamations, et qu'elle se bornoit à des démarches foibles, dont Sa Maj. n'ose se promettre aucun résultat. La manière, dont on a envisagé ici ces démarches, a prouvé, en même tems, le peu d'énergie, que la Cour de Suède se proposoit de montrer dans cette circonstance. Je ne puis vous le cacher, Monsieur: Cette tiédeur, que l'on pourroit supposer à la Cour de Suède, dans ses réclamations près celle de Londres, donneroit lieu de croire, que l'on voudroit rapporter cette négociation à d'autres objets d'intérêt particulier, qui exigent des ménagemens peu conciliables avec cette énergie et ce zèle, que Sa Maj. Catholique se feroit flattée de trouver dans Sa Maj. Suèdoise, lorsqu'il s'agit de maintenir l'honneur de son pavillon, de prouver à l'Europe la part qu'elle prend à l'intérêt commun des puissances maritimes, et le prix qu'elle attache à l'amitié et à la bonne intelligence, qui n'ont cessé de régner entre les deux puissances. En conséquence d'un nouvel ordre de ma Cour, je réitère mes représentations; et j'insiste formellement sur le contenu de ma Note du 17 Octobre. Je croirois avec plaisir, que Sa Maj. Suèdoise fera des démarches plus actives, que je n'eusse osé l'espérer d'après sa réponse. Il n'est pas vraisemblable, qu'elle veuille exposer les vaisseaux Suèdois à toute la rigueur des mesures, que prescrivent les circonstances contre des vaisseaux suspects, et dont la conduite pourroit être regardée comme tolérée, si la Cour de Suède n'obtenoit de l'Angleterre la réparation la plus éclatante, touchant l'affaire de Barcelone. — J'ai l'honneur d'être &c.

Stockholm, le 29 Décembre 1800.

Signé: *Le Chevalier* DE HUERTA.

Et

1800 *Et tandis que le Roi de Pruſſe appuya la reclamation de l'Eſpagne en faiſant faire à cet égard des repréſentations à la Cour de Stockholm par ſon Miniſtre Mr. de Tarrach, le Roi de Suède y fit faire la ſuivante reponſe par le Chancelier de Cour.*

Lettre du Chancelier de Suède au Miniſtre de Pruſſe dans le courant du mois de Novembre 1800.

(*Nouv. polit.* 1800. Nr. 99. ſuppl.)

Lettre du Chancelier de Suède au Miniſtre Pruſſien.

Ayant rendu compte au Roi de la manière, dont Sa Maj. Pruſſienne s'intéreſſoit dans la réclamation de la Cour d'Eſpagne, au ſujet d'un abus fait par les Anglois du Pavillon de Suède, le ſous-ſigné, Chancelier de Cour, a été chargé d'exprimer à Mr. de Tarrach toute la reconnoiſſance de Sa Majeſté de l'attention conſtante, que la Cour de Berlin portoit ſur les intérêts des pavillons neutres, et toute la confiance qu'elle met dans ſa manière de les voir. Le Roi a été très-ſurpris de la reſponſabilité publique, à laquelle la Cour d'Eſpagne a appellé la Suède en cette occaſion, et des menaces, qu'elle y a jointes. Après toutes les vexations, auxquelles les pavillons neutres ont été expoſés pendant la préſente guerre, c'eſt la meſure la plus oppreſſive qu'ils aient encore éprouvée. De cette manière, placés ſans ceſſe entre l'offenſe et la réparation, ils devront bien-tôt ſe laiſſer entrainer dans la guerre, ou diſparoître de toutes les mers où elle ſe fait.

Ces vérités étant de trop de conſéquence et pour la Suède et pour les autres puiſſances neutres, Sa Maj. Suédoiſe n'a pu en général ſe charger d'aucune reſponſabilité des abus, que les puiſſances belligérantes pourroient faire des navires Suédois, dont elles s'emparent. Ce principe paroît à Sa Maj. ſi fondé, qu'elle ſe flatte, que la Cour de Berlin voudra lui donner tout l'appui, que la juſtice et les intérêts communs paroiſſent également réclamer; il a été généralement reconnu juſqu'ici parmi tant de violences, qu'on s'eſt permiſes des deux côtés, ſans quoi la guerre auroit été générale. Si la Porte Ottomane, la Ruſſie et l'Angleterre avoient noté de cette reſponſabilité tous les pavillons, qu'ils ont trouvés dans Alexandrie; ſi elles avoient redemandé

l'Egypte

l'Egypte aux Gouvernemens respectifs; parce que des 1800
navires marchands avoient été forcés de transporter des Troupes Françoises pour la surprendre; si elles y avoient mis ces formes, ce terme peremptoire, et ces conditions; tout commerce, toute neutralité auroient été d'abord anéantis. Ainsi Sa Maj. a cru, que la violence, faite au pavillon Suédois à Barcelone, ne pourroit être traitée autrement que celles, dont elle a eu à se plaindre auparavant; et elle s'est réservé la liberté de relever les torts faits à ses sujets ou à son pavillon, dans tel tems et par tels moyens, que sa position particulière lui permettra.

Sa Majesté ne doit pas cacher cependant, que, dans le cas présent, le dommage, qui en est résulté pour une puissance amie, lui fait d'autant plus de peine qu'elle trouve la capture des Anglois très-illégale, et qu'elle désire vivement de pouvoir contribuer, par ses représentations, à en obtenir la restitution. Sa Majesté ne négligera certainement rien, pour parvenir à un arrangement, dont le prix est devenu assez inopinément la continuation des relations amicales entre la Suède et l'Espagne; mais elle ne peut à-présent faire pour les deux Frégattes, ce que même elle n'a pas fait auparavant pour ses propres Convois, ni donner à la Cour d'Espagne de meilleures espérances, qu'elle n'en a elle même. — Le sous-signé profite de cette occasion &c.

Signé: D'EHRENHEIM.

Pendant que la Cour de Berlin épousait la cause de l'Espagne auprès de celle de Stockholm contre l'Angleterre, un nouvel incident menaçait de la brouiller avec la Cour de St. James et fut l'avant coureur de plus grands événemens. Un navire Prussien d'Embden le Triton chargé de bois de charpente et destiné pour Amsterdam, après avoir été pris par un vaisseau de guerre Anglais à la hauteur du Texel avait été forcé par les dangers de la mer à entrer dans le port de Cuxhaven dans les premiers jours de Novembre; le Ministre du Roi de Prusse à Hambourg le reclama, et quoique le Magistrat de Hambourg se soit peu après déterminé d'acheter cette prise du capteur pour la faire rendre au propriétaire, cet événement engagea la Cour de Berlin à persister dans sa résolution une fois prise d'envoyer un détachement de

ses

1800 *ſes troupes à Cuxhaven pour prendre poſſeſſion militaire du port et du bourg de Ritzebüttel ſous le pretexte d'empêcher qu'à l'embouchure de l'Elbe il ne ſe commette des hoſtilités contraires à la neutralité du Nord de l'Allemagne dont le Roi de Pruſſe s'était rendu le garant. Voici la proclamation publiée lors de l'entrée des troupes le 23 Novembre 1800.*

Proclamation.

(*Nouvelles polit.* 1800. Nr. 103.)

Proclamation. Par ordre exprès de Sa Maj. Pruſſienne, Frédéric-Guillaume III. mon très-gracieux ſouverain, on fait ſçavoir, que l'occupation temporaire du Diſtrict de Ritzebüttel et Cuxhaven, par les troupes que je commande, et, qui ſont un détachement de l'Armée d'obſervation, chargée de protéger la Neutralité-Armée du Nord de l'Allemagne, a eu pour cauſe l'enlevement d'un vaiſſeau Pruſſien. Le différend, que cet enlèvement a occaſionné, a enfin été arrangé après quelques explications d'uſage et quelques proteſtations d'amitié.

Mais, comme la marche des troupes, devenuë néceſſaire, après le peu ſuccès qu'avoient eu les premières explications, étoit ordonnée et déjà en partie exécutée, Sa Majeſté Pruſſienne a jugé à propos d'en faire achever l'exécution, et de prendre poſſeſſion du Diſtrict de Ritzebüttel et de Cuxhaven, afin de prévenir de ſemblables conteſtations à l'avenir, et de s'aſſurer, pour la plus grande ſûreté et obſervance de la Neutralité, d'une place ſi importante et ſi néceſſaire aux états, qui ſe trouvent ſous la ligne de démarcation.

Tel eſt l'unique objet de l'arrivée des troupes, qui ſont ſous mes ordres. Comme leur chef, mon premier déſir eſt de maintenir la ſûreté et la tranquillité publiques, particulièrement en tout ce qui reſte attaché au Syſtème de Neutralité; et non-ſeulement je ſoutiendrai de toutes mes forces l'autorité des Magiſtrats, établis par la ville de Hambourg; mais je protégerai tous les habitans ou étrangers, qui arrivent ici, dans leurs droits, dans le cours de leurs affaires, et particulièrement dans leur commerce et la navigation, qui ne ſeront pas le moins du monde interrompus; mais, au contraire, mieux pro-

protégés et encouragés, ſans la moindre altération dans 1800
la conſtitution et les uſages du Diſtrict, que j'occupe.

Il eſt donc enjoint à toutes les perſonnes, qui l'habitent ou qui s'y trouvent, d'avoir, pour les troupes que je commande, les égards et les diſpoſitions d'amitié, qu'elles apportent elles-mêmes, et d'éviter par-là les conſequences inévitables et funeſtes, qu'entraineroient des diſpoſitions contraires.

A la première nouvelle de cette reſolution Mylord Carysford preſenta à la Cour de Berlin la ſuivante note en date du 16 Novembre 1800.

(*Nouv. polit.* 1801. Nr. 7. ſuppl.)

Première Note de M. Carysford à la C. de Berlin.

Dans l'inſtant que le Comte de Carysford, envoyé extraordinaire et Miniſtre-Plénipotentiairee de Sa Maj. Britannique, eut appris, que Sa Majeſté Pruſſienne ſe diſpoſoit à faire entrer un Détachement de ſes troupes à Cuxhaven, et que la raiſon, que le Public ſe plaiſoit à donner de cette démarche, étoit le refus, qu'avoit fait le Gouvernement de Hambourg, de faire relâcher un bâtiment, qui, après avoir été pris par un des vaiſſeaux de guerre de Sa Maj. Britannique, avoit été obligé, pour éviter les dangers de la mer, d'entrer dans le ſus-dit port; il crut de ſon devoir de demander une audience à Son Exc. M. le Comte de Haugwitz, Miniſtre-d'Etat et du Cabinet, afin de s'informer de cette affaire. Il a reçu de Son Exc. l'aſſurance, que les intentions de Sa Maj. Pruſſienne n'étoient nullement hoſtiles, ni contraires aux intérêts de la Grande-Bretagne; mais que l'occupation, qu'elle avoit ordonnée, avoit pour but principal de maintenir l'autorité de Sa Maj. en ſa qualité de Chef et de protecteur de la Neutralité du Nord de l'Allemagne, et qu'elle étoit de l'aveu et du conſentement de la ville de Hambourg même.

Lord Carysford n'étant pas exactement informé des circonſtances, dans leſquelles le vaiſſeau, dont il eſt queſtion, ſe trouvoit, a remis à une autre occaſion les obſervations, qu'il eût voulu ſoumettre à Son Excellence: Il a maintenant lieu de croire, que ce bâtiment, chargé de contrebande, a été pris par un des vaiſſeaux de Sa Majeſté Britannique, comme il entroit dans le Texel, c'eſt-à-dire, dans un port appartenant aux ennemis de

S. M.

1800 S. M. et qu'il a été rendu, auſſi-tôt que l'Officier, qui en étoit chargé, a pu demander les ordres de ſes ſuperieurs.

Pour ce qui eſt de l'occupation de la ville de Cuxhaven par les troupes Pruſſiennes, qui doit avoir été fondée ſur des Conventions particulières entre Sa Maj. Pruſſienne et le Sénat de Hambourg, il ne ſe croit pas appellé à prendre part à cette diſcuſſion; mais il ſe ſent autoriſé à réclamer en faveur des ſujets et des vaiſſeaux du Roi, ſon Maître, tous les droits, auxquels ils peuvent juſtement prétendre dans un port neutre, appartenant à une République, dont les liaiſons avec les états de Sa Maj. ſont très-anciennes, et généralement connuës; aucune Convention, faite entre la ville de Hambourg et Sa Maj. Pruſſienne, ne pouvant infirmer ni altérer ſes droits.

D'après ces conſidérations, il oſe eſpérer, que Sa Majeſté Pruſſienne pourra ſuſpendre encore l'occupation de Cuxhaven, juſqu'à ce que les deux Cours aient pu s'expliquer, ſur-tout puiſque cette occupation, dans les circonſtances actuelles, pourroit donner lieu, à des eſprits mal diſpoſés, d'attribuer à Sa Maj. Pruſſienne des vuës oppoſées néanmoins aux ſentimens de juſtice et de modération, qui dirigent toutes ſes démarches, ainſi qu'à l'amitié et à la bonne harmonie, qui ſubſiſtent entre Elle et Sa Maj. Britannique.

Au reſte, il n'échappera pas à la ſageſſe et à l'humanité de Sa Majeſté, que l'entrée d'un Corps nombreux de troupes, dans un village très-pauvre et n'ayant qu'un territoire de très-peu d'étenduë, augmenteroit probablement la miſère des habitans, et que la ville de Hambourg ayant toujours poſſédé cette place, indiſpenſable à la conſervation de la navigation ſur l'Elbe, tout ce qui pourra troubler cette poſſeſſion, déranger les anciens uſages, et porter les Pilotes, qui y demeurent actuellement, à chercher aſyle ailleurs, porteroit un coup ſenſible au Commerce de tous les pays du Nord de l'Allemagne, et à celui des états mêmes de Sa Majeſté Pruſſienne.

Berlin, 16 Novembre 1800.

Signé: CARYSFORD.

Cette note fut ſuivie le 18 Novembre d'une ſeconde, conçue dans ces termes.

(Nov.

(*Nouv. polit.* 1801. Nr. 8. suppl.) 1800

Seconde Note de M. Carysfort.

Le sous-signé, Envoyé-Extraordinaire et Ministre-Plénipotentiaire de Sa Maj. Britannique, se croit obligé de s'adresser encore à Son Exc. M. le Comte de Haugwitz, au sujet de l'intention de S. M. Prussienne à prendre une possession militaire de Cuxhaven. Quand le sous-signé a eu l'honneur de remettre à Son Exc. la Note verbale du 16 (Novembre), on ne sçavoit pas encore avec certitude, que le Vaisseau Prussien, amené dans ce Port, avoit été restitué. Le fait étant maintenant constaté, aussi bien que le zèle, que le Sénat de Hambourg a mis à remplir les volontés du Roi, la surprise et la consternation, qui ont été excitées, dès le moment que l'on a appris les ordres, qui avoient été donnés pour la marche d'un Détachement des Troupes, s'accroîtroient au dernier point, si l'on apprenoit, que, non-obstant une satisfaction complette, donnée à S. M. Prussienne sur tous les points, dont elle a cru avoir à se plaindre, elle ne paroissoit pas moins dans la résolution de faire occuper Cuxhaven par ses Troupes. En effet, il paroit au prémier coup-d'oeil, que cette occupation seroit si propre à donner les plus vives alarmes aux nations commerçantes, qui y sont intéressées, qu'on croit pouvoir attendre de la justice et de la modération de S. M. Prussienne, que pour cette raison seule (sans parler des interprétations, que la malveillance chercheroit à donner à cette mesure), elle se déterminera à ne point y donner de suite.

Le sous-signé néanmoins ne croiroit pas avoir fait son devoir, s'il négligeoit de représenter à Son Exc. les vives inquiétudes, qui résultent nécessairement de l'incertitude, où l'on reste encore à cet égard. Les assurances réïterées, que le sous-signé a reçues de Son Exc. de l'amitié et de la bienveillance de Sa Maj. Prussienne envers le Roi de la Grande-Brétagne, ne lui permettent pas de croire, qu'aucune mésintelligence puisse naître entre les deux Cours; mais il ne peut se cacher, que les ennemis du bien de l'humanité et du repos public chercheront à profiter de l'alarme, qui est généralement répandue, pour semer la discorde parmi les puissances, qui devroient toutes se réunir et maintenir la sûreté et l'indépendance de l'Europe entière.

Signé: CARYSFORD.

A ces deux notes le comte de Haugwitz fit la suivante réponse en date du 20 Novembre.

1800 *Réponse de M. le Comte de Haugwitz.*

(*Nouv. polit.* 1801. Nr. 8. suppl.)

Réponse du Comte de Haugwitz.

Le Ministre d'Etat et de Cabinet sous-signé se trouve autorisé, par les ordres du Roi, à calmer entièrement les inquiétudes et les appréhensions, que Mylord Carysford, Envoyé-Extraordinaire et Ministre-Plénipotentiaire de Sa Maj. Britannique, lui a témoignées dans ses deux Notes du 16. et du 18. Novembre. Le Vaisseau Prussien, le Triton, a été rendu, il est vrai, à son propriétaire; mais le mode de la relaxation a été tout aussi irrégulier, que les procédés qu'il avoit essuyés précédemment; et en examinant, dans toutes ses circonstances, l'incident, dont il a eu à se plaindre, on retrouve partout une infraction manifeste des principes de la Neutralité du Nord de l'Allemagne. C'est cette considération majeure, jointe au refus déloyal du Magistrat de Hambourg, qui a dicté au Roi la résolution de faire occuper militairement le Port de Cuxhaven et le Baillage de Ritzebüttel. La mesure en a été exécutée aussitôt que prise; et elle n'est plus dans le cas d'être révoquée; l'exemple de ce qui s'est passé imposant à Sa Maj. la nécessité de veiller efficacement au maintien de la Neutralité, qu'elle a garantie à ses Co-Etats. Le Roi ne sçauroit s'imaginer, que Sa Maj. Britannique, après avoir participé, en sa qualité d'Electeur de Hannover, aux avantages et aux bénéfices de cette même heureuse neutralité, puisse concevoir la moindre alarme, en voyant entrer une Garnison Prussienne dans le Port, que l'Angleterre a choisi pour son point de communication avec le Nord de l'Allemagne. Placé de cette manière sous la garantie immédiate du Roi, il en sera d'autant plus à l'abri de toute espèce d'atteinte; et les Troupes de S. M. n'auront d'autres devoirs à remplir que d'y faire respecter les loix du bon ordre et de l'équité. On peut s'en rapporter avec confiance aux sages dispositions du Duc-Règnant de Brunswick, qui est chargé du Commandement de la ligne de démarcation.

S'il falloit cependant encore à cet égard des assurances plus particulières, le Roi se feroit un plaisir de les donner par la présente à Sa Maj. Britannique, et de lui déclarer en termes exprès et positifs, que l'ordre actuel

actuel des choſes ne dérangera en rien la liberté du commerce et de la navigation dans le Port de Cuxhaven, ni ſurtout auſſi la continuation de la correſpondance de l'Angleterre: L'Officier, Commandant les Troupes du Roi, en garniſon dans le Bailliage de Ritzebüttel, ſe fera au contraire un devoir d'y apporter, de ſon côté, toutes les facilités imaginables. 1800

En général, la démarche, à laquelle le Roi a été entraîné par la néceſſité, n'admet aucune interprétation équivoque: Elle n'a d'autre but que le maintien du Syſtème, dont il eſt l'Auteur et le Défenſeur; et ce but ne ſera point outrepaſſé. Sa façon de penſer et d'agir lui a concilié la confiance de l'Europe entière et ne ſe démentira jamais; et, quoiqu'il ne ſoit pas à prévoir, que les autres puiſſances ſoient tentées de ſe méprendre ſur la pureté de ſes vûës dans la circonſtance préſente, Sa Maj. ſe réſerve cependant de s'en expliquer ultérieurement, et, d'une manière convenable avec qui il appartiendra.

Berlin le 20 Novembre 1800.

Signé: HAUGWITZ.

La convention du 29 Août par laquelle le Danemarc avait promis de s'entendre à l'amiable avec l'Angleterre au ſujet des differends ſurvenus entre ces deux Puiſſances; la reponſe pleine de dignité et de moderation que la Suède avait donnée aux inſinuations de l'Eſpagne et à l'interceſſion de la Pruſſe, et les aſſurances réitérées d'amitié données à l'Angleterre de la part d'une cour auſſi intimement liée avec elle que l'était celle de Berlin, pouvaient faire eſperer encore que les trois Cours du Nord ne donneraient point de ſuite aux négociations auxquelles la déclaration de la Ruſſie du 16 Août les avait invitées, ſur tout depuis les changemens ſurvenus dans la ſituation politique entre la Ruſſie et l'Angleterre. Comment ſe diſſimuler qu'après que les meſures de cette dernière Cour contre l'Angleterre avaient pris un caractère d'hoſtilité, et que l'embargo général décerné au mois de Novembre ne differait que d'un pas à une guerre ouverte, toute alliance poſterieure avec cette puiſſance devait plus que jamais donner de l'ombrage à la Cour de St. James.

1800 *Cependant vu les pressantes invitations de Paul I. ces trois Cours se trouvaient dans la désagréable necessité de choisir entre deux parties. Envain le Roi de Suède s'était il rendu en personne à Petersbourg pour obtenir quelques modifications. Aux égards pour la Russie la Cour de Berlin joignait sans doute encore d'autres considérations que le rapprochement entre la France et la Russie pouvait fait naitre. La Cour de Copenhague était plus dependante encore de celle de Russie que les autres en vertu de ses* differens *traités depuis 1773, d'ailleurs elle avait eu naguères des preuves de l'irritabilité de Paul I. dans la célerité avec la quelle il avait fermé ses ports aux Danois au mois de Sept. 1799* *).

De plus ces puissances aimaient probablement à se persuader, que, malgré la frappante diversité des circonstances, une alliance qu'on annonçait comme le simple renouvellement de celles de 1780, 1781, ne pourrait pas être considérée comme une mesure plus offensive et menaçante que ne l'avaient été ces alliances même.

Ainsi elles se déterminerent de signer presqu'au même jour les trois conventions maritimes suivantes, savoir entre la Suède et la Russie, entre le Danemarc et la Russie le 16 Déc. 1800, entre la Prusse et la Russie le 18 Déc. N. S. équivalentes à une quadruple alliance en tant que chacune des trois cours accédait à celles des autres avec la Russie. Voici ces trois conventions:

*) Ukase du mois de Sept. 1799. Moniteur an VIII. Nr. 10.

I.

Convention entre Sa Majeſté le Roi de Suède d'une part, et Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies de l'autre, pour le rétabliſſement d'une Neutralité armée. Conclue et ſignée à St. Petersbourg le $\frac{4}{16}$ *Déc.* 1800: *) *acceptée et ratifiée par Sa Majeſté Suédoiſe le* 20 *Déc. et par Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies le* $\frac{8}{20}$ *Déc. de la même année.* 1800

(Cum Gratia et Privilegio Sanctae Regiae Majeſtatis. Stockholm, tryckt i Kongl. Tryckeriet, 1801; en Français et Suèdois in 4to et imprimé de même m. m. par autorité à St. Petersbourg en Français et Ruſſe in Fol.)

Nous Guſtave Adolphe par la grace de Dieu, Roi de Suède, des Goths et des Vandales etc. etc. etc. Héritier de Danemarc et de Norvège, Duc de Slesvic Holſtein, de Stormarie et de Ditmarſen, Comte d'Oldenbourg et de Delmenhorſt etc. etc. Savoir faiſons: qu'ayant, d'accord avec le Séréniſſime et très-puiſſant Prince, Paul I. par la grace de Dieu Empereur et Autocrate de toutes les Ruſſies, de Moscovie, Kiovie, Wladimirie, Novogorod, Czar de Caſan, Czar d'Aſtracan, Czar de Siberie, Czar de la Cherſonèſe-Taurique, Seigneur de Pleſcau, et Grand-Duc de Smolenſko, Lithuanie, Volhynie et Podolie, Duc d'Eſtonie, de Livonie, de Courlande et Semgale, de Samogitie, Carèlie, Twer, Jugorie, Permie, Wiatka, Bolgarie et d'autres, Seigneur et Grand-Duc de Novogorod inférieur, de Czernigovie, Reſan, Polock, Roſtow,

*) J'ai déjà donné cette convention T. VII. p. 516. de mon *Recueil*; mais comme elle n'avait paru que presqu'au moment où le libraire preſſait la conclusion de ce volume j'ai été obligé de la donner d'après une copie qui ſe trouvait dans le *Journal de Francfort* et qui n'eſt pas entièrement exacte, étant probablement une retraduction de l'Allemand.

1800 *Roſtow, Jaroslaw, Belo-Oſérie, Udorie, Obdorie, Condinie, Vitepſk, Miſtislaw, et Dominateur de tout le coté du Nord; Seigneur d'Ivérie, et Prince héréditaire et Souverain des Czars de Cartalinie et de Georgie, comme auſſi de Cabardinie, des Princes de Czarcaſſie, de Gorſky et d'autres: héritier de Norvège, Duc de Slesvic Holſtein, de Stormarie et de Ditmarſen, Comte d'Oldenbourg et de Delmenhorſt etc. etc. Seigneur de Jewern, et Grand-Maître de l'Ordre Souverain de St. Jean de Jeruſalem, Notre très cher Frère, Couſin, Voiſin, et particulièrement bon Ami, jugé bon et néceſſaire de Nous concerter mutuellement ſur des meſures communes pour protéger le commerce et la navigation de Nos ſujets, et de maintenir le reſpect dû à Nos pavillons reſpectifs; et qu'ayant à l'effet de conclure cet ouvrage ſalutaire, de Notre coté nommé et autoriſé Notre amé et féal Monſieur le Baron Court Louis Bogislas Chriſtophe de Stedingk, un des Seigneurs du Royaume, Notre ambaſſadeur extraordinaire à la Cour de Ruſſie, Lieutenant Général de Nos Armées, Colonel d'un Regiment d'Infanterie, Chambellan, Chevalier Commandeur de Nos Ordres; Chevalier des Ordres de Ruſſie de St. André et de St. Alexandre Newſky, Chevalier Grand Croix de Notre Ordre de l'Epée, Chevalier de l'Ordre de Ruſſie de St. Anne de la première Claſſe, et de celui de France pour les mérites militaires: et Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies ayant de ſon coté pareillement choiſi et autoriſé Monſieur le Comte Theodor de Roſtopſin, ſon Conſeiller privé actuel, membre de ſon Conſeil, Principal-Miniſtre du Collège des affaires étrangères, Directeur Général des poſtes de l'Empire, Grand Chancelier et Grand-Croix de l'Ordre Souverain de St. Jean de Jeruſalem, Chevalier Commandeur de Nos Ordres, Chevalier des Ordres de St. André, de St. Alexandre Newſky et de St. Anne de la première Claſſe; Chevalier des Ordres Royaux; de Notre Dame du Mont-Carmel et de St. Lazare de Jeruſalem, de France; de l'Annonciade et de St. Maurice et de St. Lazare, de Sardaigne; de St. Ferdinand des Deux-Siciles; et de St. Hubert de l'Electeur Palatin: les dits Commiſſaires Plénipotentiaires viennent de convenir, arrêter, ſigner et ſceller une Convention à St. Petersbourg le 16 Décembre de la préſente année, dont la teneur ſuit mot pour mot:*

Au

Au Nom de la très-Sainte et Indivisible Trinité. 1800

La liberté de la navigation et la sûreté du Commerce des puissances Neutres ayant été compromises et les principes du droit des Nations méconnus dans la présente guerre maritime, Sa Majesté le Roi de Suède, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, guidés par leur amour pour la justice et par une égale sollicitude pour tout ce qui peut concourir à la prospérité publique dans leurs états, ont jugé convenable de donner une nouvelle sanction aux principes de Neutralité, qui, indestructibles dans leur essence, ne sollicitent que le concours des Gouvernemens intéressés à leur maintien, pour les faire respecter. Dans cette vue Sa Majesté Impériale a manifesté par la Déclaration du 15 Août aux Cours du Nord, qu'un même intérêt engage à des mésures uniformes dans de pareilles circonstances; combien il lui tenoit à coeur de rétablir dans son inviolabilité le droit commun à tous les peuples de naviguer et commercer librement et indépendamment des intérêts momentanés des parties belligérantes. Sa Majesté Suédoise partageoit les voeux et les sentimens de son auguste allié, et une heureuse analogie d'intérêts, en cimentant leur confiance réciproque, a déterminé la résolution de rétablir le Système de la Neutralité armée, qui avoit été suivi avec tant de succès pendant la dernière guerre d'Amerique; en renouvellant les maximes bienfaisantes dans une nouvelle Convention, adaptée aux circonstances actuelles.

Pour cet effet, Sa Majesté le Roi de Suède et Sa Majesté Impériale de toutes les Russies ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté Suédoise Mr. le Baron Court de Stedingk, un des Seigneurs du Royaume de Suède, Son Ambassadeur Extraordinaire auprès de Sa Majesté Impériale de toutes les Russies, Lieutenant-Général dans les Armées, Chambellan de la Reine Douairière, Colonel d'un Regiment d'Infanterie, Chevalier Commandeur de ses Ordres, Chevalier Grand Croix de son Ordre de l'Epée, et Chevalier de l'Ordre de France pour les Mérites Militaires; et Sa Majesté Impériale de toutes les Russies, Mr. le Comte Theodor de Rostopsin, son Conseiller privé actuel, membre de son Conseil, Principal-Ministre du Collège des Affaires Etrangères, Directeur-Général des Postes de l'Empire,

1800 Grand Chancelier et Grand Croix de l'Ordre Souverain de St. Jean de Jeruſalem, Chevalier des Ordres de St. André, de St. Alexandre Newſky et de St. Anne de la première Claſſe, de ceux de St. Lazare, de l'Annonciade, de St. Maurice et de St. Lazare, de St. Ferdinand et de St. Hubert; leſquels après l'échange de leurs pleins-pouvoirs reſpectifs ſont convenus des Articles ſuivans:

ART. I.

Commerce de contrebande. Sa Majeſté le Roi de Suède et Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies déclarent vouloir tenir la main à la plus rigoureuſe exécution des défenſes portées contre le commerce de contrebande de leurs ſujets, avec qui que ce ſoit des puiſſances déja en guerre ou qui pourroient y entrer dans la ſuite.

ART. II.

Notion de la contrebande. Pour éviter toute équivoque et tout malentendu ſur ce qui doit être qualifié de contrebande, Sa Majeſté le Roi de Suède et Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies déclarent, qu'elles ne réconnoiſſent pour telle que les objets ſuivans, ſavoir: Canons, Mortiers, Armes à feu, Piſtolets, Bombes, Grenades, Boulets, Balles, Fuſils, Pierres à feu, Mèches, Poudre, Salpêtre, Soufre, Cuiraſſes, Piques, Epées, Ceinturons, Gibernes, Selles et Brides, en exceptant toutefois la quantité, qui peut être néceſſaire pour la défenſe du vaiſſeau et de ceux qui en compoſent l'Equipage; et tous les autres articles quelconques non déſignés ici, ne ſeront pas reputés munitions de guerre et navales ni ſujets à confiſcation, et par conſéquent paſſeront librement ſans être aſſujettis à la moindre difficulté. Il eſt auſſi convenu que le préſent Article ne portera aucun préjudice aux ſtipulations particulières des traités antérieurs avec les parties belligérantes, par leſquels des objets de pareil genre ſeroient reſervés, prohibés ou permis.

ART. III.

Principes de la liberté du commerce neutre. Tout ce qui peut être objet de contrebande étant ainſi déterminé et exclu du commerce des nations neutres, d'après le diſpoſitif de l'Article précédent, Sa Majeſté le Roi de Suède et Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies entendent et veulent, que tout autre trafic ſoit et reſte parfaitement libre. Leurs Majeſtés pour

mettre

mettre tous une sauvegarde suffisante les principes gé- 1800
néraux du droit naturel, dont la liberté du commerce et de la navigation, de même que les droits des peuples neutres sont une conséquence directe, ont résolu de ne les point laisser plus longtems dépendre d'une interprétation arbitraire, suggérée par des intérêts isolés et momentanés. Dans cette vue elles sont convenues:

1) Que tout vaisseau peut naviguer librement de port en port, et sur les côtes des nations en guerre.

2) Que les effets appartenans aux sujets des dites puissances en guerre soient libres sur les vaisseaux neutres, à l'exception des marchandises de contrebande.

3) Que pour déterminer ce qui caractérise un port bloqué, on n'accorde cette dénomination qu'à celui où il y a, par la disposition de la puissance qui l'attaque avec des vaisseaux arrêtés et suffisamment proches, un danger evident d'entrer et que tout bâtiment naviguant vers un port bloqué ne pourra être regardé d'avoir contrevenu à la présente Convention, que lorsqu'après avoir été averti par le Commandant du blocus de l'état du port, il tâchera d'y pénétrer en employant la force ou la ruse.

4) Que les vaisseaux neutres ne peuvent être arrêtés que sur de justes causes et faits évidents, qu'ils soyent jugés sans rétard, que la procédure soit toujours uniforme, prompte et légale, et que chaque fois, outre les dédommagemens qu'on accorde à ceux qui ont fait des pertes, sans avoir été en contrevention, il soit rendu une satisfaction complette pour l'insulte faite au pavillon de leurs Majestés.

5) Que la déclaration de l'Officier, Commandant le vaisseau ou les vaisseaux de la Marine Royale ou Impériale, qui accompagneront le convoi d'un ou de plusieurs bâtimens marchands, que son convoi n'a à bord aucune marchandise de contrebande, doit suffire pour qu'il n'y ait lieu à aucune visite sur son bord ni à celui des bâtimens de son convoi.

Pour assurer d'autant mieux à ces principes le respect dû à des stipulations dictées par le désir désintéressé de maintenir les droits imprescriptibles des nations neutres et donner une nouvelle preuve de leur loyauté et de leur amour pour la justice, les hautes parties

1800 contractantes prennent ici l'engagement le plus formel de renouveller les défenſes les plus ſévères à leurs Capitaines, ſoit de hautbord, ſoit de la marine marchande, de charger, tenir, ou recéler à leurs bords aucun des objets, qui, aux termes de la préſente Convention pourroient être reputés de contrebande et de tenir reſpectivement la main à l'exécution des ordres qu'elles feront publier dans leurs Amirautés et partout où beſoin ſera, à l'effet de quoi l'ordonnance, qui renouvellera cette défenſe ſous les peines les plus graves, ſera imprimée à la ſuite du préſent Acte, afin qu'il n'en puiſſe être prétendu cauſe d'ignorance.

ART. IV.

Armemens pour la protéger. Pour protéger le commerce commun de leurs ſujets, ſur le fondement des principes ci-deſſus établis, Sa Majeſté le Roi de Suède et Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies ont jugé à propos d'équiper ſéparement un nombre de vaiſſeaux de guerre et de Frégattes proportionné à ce but; les Eſcadres de chaque puiſſance ayant à prendre la ſtation et devant être employées aux convois qu'exigent ſon commerce et ſa navigation, conformément à la nature et à la qualité du trafic de chaque nation.

ART. V.

Pavillon national. Pour prévenir tous les inconvéniens, qui peuvent provenir de la mauvaiſe foi de ceux qui ſe ſervent du pavillon d'une nation ſans lui appartenir, on convient d'établir pour règle inviolable, qu'un bâtiment quelconque, pour être regardé comme propriété du païs, dont il porte le pavillon, doit avoir à ſon bord le Capitaine du vaiſſeau et la moitié de l'Equipage des gens du païs, les papiers et paſſeports en bonne et due forme; mais tout bâtiment, qui n'obſervera pas cette règle et qui contreviendra aux ordonnances publiées à cet effet, et imprimées à la ſuite de la préſente convention, perdra tous les droits à la protection des puiſſances contractantes, et le Gouvernement, auquel il appartiendra, ſupportera ſeul les pertes, dommages et déſagremens, qui en réſulteront.

ART. VI.

Aſſiſtance mutuelle. Si cependant il arrivoit que les vaiſſeaux marchands de l'une des puiſſances ſe trouvaſſent dans un parage, où

où les vaisseaux de guerre de la même nation ne fussent pas stationnés, et où ils ne pourroient pas avoir recours à leurs propres convois, alors le Commandant des vaisseaux de guerre de l'autre puissance, s'il en est réquis, doit, de bonne foi et sincèrement, leur prêter les secours, dont ils pourroient avoir besoin, et en tel cas les vaisseaux de guerre et Frégattes de l'une des puissances serviront de soutien et d'appui aux vaisseaux marchands de l'autre. Bien entendu cependant, que les réclamans n'auroient fait aucun commerce illicite ni contraire aux principes de la neutralité. 1800

ART. VII.

Cette Convention n'aura point d'effet rétroactif, et par conséquent on ne prendra aucune part aux différends nés avant sa conclusion, à moins qu'il ne soit question d'actes de violence continués, tendans à fonder un système oppressif pour toutes les nations neutres de l'Europe en général. *Effet rétroactif.*

ART. VIII.

S'il arrivoit, malgré tous les soins les plus attentifs des deux puissances et malgré l'observation de la neutralité la plus parfaite de leur part, que les vaisseaux marchands de Sa Majesté le Roi de Suède ou de Sa Majesté Impériale de toutes les Russies fussent insultés, pillés ou pris par les vaisseaux de guerre ou Armateurs de l'une ou l'autre des puissances en guerre, alors le Ministre de la partie lézée auprès du Gouvernement, dont les vaisseaux de guerre ou Armateurs auront commis de tels attentats, y fera des représentations, réclamera le vaisseau marchand enlevé et insistera sur les dédommagemens convenables, en ne perdant jamais de vue la réparation de l'insulte faite au pavillon. Le Ministre de l'autre partie contractante se joindra à lui et appuyera ses plaintes de la manière la plus énergique et la plus efficace, et ainsi il sera agi d'un commun et parfait accord. Que si l'on refusoit de rendre justice sur ces plaintes ou si l'on remettoit de la rendre d'un tems à l'autre, alors leurs Majestés useront de représailles contre la puissance, qui la leur refuseroit, et elles se concerteront incessamment sur la manière la plus efficace d'effectuer ces justes représailles. *Satisfaction en cas d'abus.*

ART.

1800

ART. IX.

Alliance. S'il arrivoit que l'une ou l'autre des deux puiſſances ou toutes les deux enſemble, à l'occaſion ou en haine de la préſente Convention ou pour quelque cauſe qui y auroit rapport, fut inquiétée, moleſtée ou attaquée, il a été également convenu que les deux puiſſances feront cauſe commune pour ſe défendre réciproquement et pour travailler et agir de concert à ſe procurer une pleine et entière ſatisfaction, tant pour l'inſulte faite à leur pavillon, que pour les pertes cauſées à leurs ſujets.

ART. X.

Guerres futures. Les principes et les meſures adoptés par le préſent Acte ſeront également applicables à toutes les guerres maritimes, par leſquelles l'Europe auroit le malheur d'être troublée. Ces ſtipulations ſeront en conſéquence régardées comme permanentes et ſerviront de règle aux puiſſances contractantes en matière de commerce et de navigation, et toutes les fois qu'il s'agira d'apprécier les droits des nations neutres.

ART. XI.

Acceſſion des neutres. Le but et l'objet principal de cette Convention étant d'aſſurer la liberté générale du commerce et de la navigation, Sa Majeſté le Roi de Suède et Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies conviennent et s'engagent d'avance à conſentir, que d'autres puiſſances également neutres y accèdent, et qu'en en adoptant les principes, elles en partagent les obligations ainſi que les avantages.

ART. XII.

Communication aux belligerants. Afin que les puiſſances en guerre ne puiſſent prétendre cauſe d'ignorance des arrangemens pris entre leurs dites Majeſtés, elles conviennent de porter à la connoiſſance des parties belligérantes les meſures qu'elles ont contractées entre elles, d'autant moins hoſtiles, qu'elles ne ſont au détriment d'aucun autre pais; mais tendent uniquement à la ſureté du commerce et de la navigation de leurs ſujets reſpectifs.

ART. XIII.

Ratification. La préſente Convention ſera ratifiée par les deux parties contractantes et les ratifications échangées en

bonne

bonne et duë forme dans l'eſpace de ſix ſemaines ou plutôt, ſi faire ſe peut, à compter du jour de la ſignature. 1800

En foi de quoi Nous ſous-ſignés en vertu de Nos pleins-pouvoirs l'avons ſignée et y avons appoſé le cachet de nos armes.

Fait à St. Petersbourg le $\frac{\text{quatre}}{\text{ſeize}}$ Décembre mille huit cent.

(L. S.) COURT STEDINGK.

(L. S.) Comte DE ROSTOPSIN.

A ces cauſes, Nous avons voulu ratifier, confirmer et accepter la ſusdite Convention avec tous ſes Articles points et clauſes; comme auſſi par les préſentes Nous l'acceptons, confirmons et ratifions: promettons et Nous engageons de la manière la plus ſolemnelle que faire ſe peut, de remplir et d'obſerver ladite Convention dans toute ſa teneur, ſincerement, fidèlement et loyalement. En foi de quoi Nous avons ſigné les préſentes de Notre main, et l'avons fait munir de Notre grand ſceau Royal.

Fait à St. Petersbourg le vingtième jour du mois de Décembre, l'an de grace mille huit cent.

GUSTAVE ADOLPHE.

(L. S.) JEAN CHRISTOPHE DE TOLL.

Ratification de Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies, de la Convention ſusmentionnée.

Nous PAUL I. par la grace de Dieu, Empereur et Autocrateur de toutes les Ruſſies, de Moſcovie, Kiovie, Wladimirie, Novogorod, Czar de Caſan, Czar d'Aſtracan, Czar de Siberie, Czar de la Cherſonèſe-Taurique, Seigneur de Pleſcau et Grand Duc de Smolenſko, de Lithuanie, Volhynie et Podolie, Duc d'Eſtonie, de Livonie, de Courlande et Semgalle, de Samogitie, Carélie, Twer, Jugorie, Permie, Wiatka, Bolgarie, et d'autres; Seigneur et Grand Duc de Novogorod inférieur, de Czernigovie,

1800 *govie, Réſan, Polotzk, Roſtov, Jaroslaw, Bélo-Oſérie, Udorie, Obdorie, Condinie, Witepſk, Miſtislaw, Dominateur de tout le côté du Nord, Seigneur d'Iverie, Prince héréditaire et Souverain des Czars de Cartalinie et Georgie, comme auſſi de Cabardinie, des Princes de Czircaſſie, de Gorſky et d'autres: héritier de Norvège, Duc de Slesvic Holſtein, de Stormarie, de Ditmarſen, Comte d'Oldenbourg et de Delmenhorſt etc. etc. Seigneur de Jevern, et Grand-Maître de l'Ordre Souverain de Saint Jean de Jeruſalem: faiſons ſavoir par ces préſentes, que d'un commun accord avec Sa Majeſté le Roi de Suède, Nos plénipotentiaires réſpectifs ont arrêté et ſigné dans Notre Ville de St. Petersbourg le $\frac{4}{16}$ Décembre de l'année courante 1800, une Convention de Neutralité maritime armée, dont la teneur eſt inſéré ici mot pour mot.*

(Inſertion de la Convention.)

A ces cauſes, après avoir ſuffiſamment examiné cette Convention de Neutralité maritime armée, Nous l'agréons par les préſentes, la confirmons et la ratifions de la manière la plus ſolemnelle, dans toute ſa teneur; promettant ſur Notre parole Impériale pour Nous et Nos ſucceſſeurs, d'obſerver et d'exécuter inviolablement tout ce qui a été ſtipulé dans la dite Convention. En foi de quoi Nous avons ſigné Notre préſente Ratification Impériale de Notre propre main, et y avons fait appoſer le grand ſceau de Notre Empire. Donné à Saint Petersbourg le $\frac{5}{20}$ Décembre l'an de grâce 1800, et de Notre Règne la cinquième année.

PAUL.

(L. S.) *Comte* DE ROSTOPSIN.

(Le réglement du Roi de Suède au ſujet de la navigation et du commerce de la Suède du 23 Décembre 1800, ſe trouve déja T. VII. p. 523. d'après l'imprimé de Stockholm.)

2.

Convention de neutralité maritime armée, conclue entre leurs Majeſtés l'Empereur de toutes les Ruſſies et le Roi de Danemarc à St. Petersbourg le $\frac{4}{16}$ Déc. 1800.

1800 16 Dec.

(A St. Petersbourg, de l'Imprim. Imp. 1800., Fol. François et Ruſſe.)

Nous Paul I. par la grace de Dieu, Empereur et Autocrateur de toutes les Ruſſies, de Moſcovie, Kiovie, Wladimirie, Novogorod, Czar de Caſan, Czar d'Aſtracan, Czar de Sibérie, Czar de la Cherſonèſe-Taurique, Seigneur de Pleſcau, et Grand Duc de Smolenſko, de Lithuanie, Volhynie et Podolie, Duc d'Eſthonie, de Livonie, de Courlande et Sémigalle, de Samogitie, Carélie, Twer, Jugorie, Permie, Wiatka, Bolgarie, et d'autres; Seigneur et Grand Duc de Novogorod inférieur, de Czernigovie, Réſan, Polock, Roſtow, Jaroslaw, Bélo-Oſérie, Udorie, Obdorie, Condinie, Witepſk, Miſtiſlaw, Dominateur de tout le Côté du Nord, Seigneur d'Ivérie et Prince héréditaire et Souverain des Czars de Cartalinie et Géorgie, comme auſſi de Cabardinie, des Princes de Czircaſſie, de Gorſky et d'autres, Succeſſeur de Norwège, Duc de Schleswick-Holſtein, de Stormarie, de Dithmarſen et d'Oldenbourg, Seigneur de Jever et Grand-Maître de l'Ordre Souverain de Saint Jean de Jéruſalem etc. etc. etc.

Savoir faiſons qu'en conſéquence de Notre déſir conforme à celui de Sa Majeſté le Roi de Danemarc, Nos plénipotentiaires reſpectifs munis d'inſtructions et pleinpouvoirs néceſſaires ont arrêté et ſigné à St. Petersbourg, le $\frac{4}{16}$ Décembre l'an 1800, une Convention de Neutralité maritime armée dont la teneur ſuit ici mot à mot:

Au Nom de la Très-Sainte et indiviſible Trinité.

La liberté de la navigation et la ſûreté du commerce des puiſſances neutres ayant été compromiſes et les prin-

*) Quoique cette convention convienne mut-mutandis avec la précedente j'ai cru ne pas devoir l'omettre ici.

1800 principes du droit des nations méconnus dans la préſente guerre maritime, Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies et Sa Majeſté le Roi de Danemarc et de Norvège guidés par leur amour pour la juſtice et par une égale ſollicitude pour tout ce qui peut concourir à la proſpérité publique dans leurs états, ont jugé convenable de donner une nouvelle ſanction aux principes de Neutralité, qui indéſtructibles dans leur eſſence, ne ſollicitent que le concours des Gouvernemens intéreſſés à leur maintien pour les faire reſpecter. Dans cette vue Sa Majeſté Impériale a manifeſté par la déclaration du 15 Août aux Cours du Nord qu'un même interêt engage à des meſures uniformes dans de pareilles circonſtances, combien il lui tenait à coeur de rétablir dans ſon inviolabilité le droit commun à tous les peuples de naviguer et commercer librement et indépendamment des interêts momentanés des parties belligérantes. Sa Majeſté Danoiſe partageoit les voeux et les ſentimens de ſon auguſte allié et une heureuſe analogie d'interêts en cimentant leur confiance réciproque, a déterminé la reſolution de rétablir le ſyſtême de la Neutralité armée, qui avoit été ſuivie avec tant de ſuccès pendant la dernière guerre d'Amérique, en renouvellant ſes maximes bienfaiſantes dans une nouvelle Convention adaptée aux circonſtances actuelles.

Pour cet effet Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies et Sa Majeſté le Roi de Danemarc et de Norvège ont nommé pour leurs plénipotentiaires, ſavoir: Sa Maj. Impériale le Sieur Comte Théodore de Roſtopſin, Son Conſeiller privé actuel, membre de Son Conſeil, Principal Miniſtre du Collége des affaires étrangères, Directeur Général des poſtes de l'Empire, Grand-Chancelier et Grand-Croix de l'Ordre Souverain de St. Jean de Jéruſalem, Chevalier des Ordres de St. André, de St. Alexandre Nevſky et de St. Anne de la première Claſſe, de ceux de St. Lazare, de l'Annonciade, de St. Maurice et Lazare, de St. Ferdinand et de St. Hubert; et Sa Majeſté Danoiſe le Sieur Niels de Rotenkrantz, Son Envoyé extraordinaire et Miniſtre Plénipotentiaire auprès de Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies, Son Chambellan et aide de Camp Général; leſquels après l'échange de leurs plenipouvoirs reſpectifs ſont convenus des Articles ſuivans:

ART. I.

ART. I. 1800

Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies et Sa Majeſté le Roi de Danemarc et de Norvège déclarent vouloir tenir la main à la plus rigoureuſe exécution des défenſes portées contre le commerce de contrebande de leurs ſujets avec qui que ce ſoit des puiſſances déja en guerre ou qui pourroient y entrer dans la ſuite. *Commerce de contrebande.*

ART. II.

Pour éviter toute équivoque et tout malentendu ſur ce qui doit être qualifié de contrebande, Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies et Sa Majeſté le Roi de Danemarc et de Norvège déclarent qu'elles ne reconnoiſſent pour telles que les objets ſuivans, ſavoir: canons, mortiers, armes à feu, piſtolets, bombes, grenades, boulets, balles, fuſils, pierres à feu, mêches, poudre, ſalpêtre, ſoufre, cuiraſſes, piques, épées, ceinturons, gibernes, ſelles et brides, en exceptant toute fois la quantité qui peut être néceſſaire pour la defenſe du vaiſſeau et de ceux, qui en compoſent l'équipage; et tous les autres articles quelconques, non déſignés ici, ne ſeront pas réputés munitions de guerre et navales, ni ſujets à confiſcation et par conſéquent paſſeront librement ſans être aſſujettis à la moindre difficulté. Il eſt auſſi convenu que le préſent Article ne portera aucun préjudice aux ſtipulations particulières des traités antérieurs avec les parties belligérantes par leſquelles des objets de pareil genre ſeroient réſervés, prohibés ou permis. *Notion de la contrebande.*

ART. III.

Tout ce qui peut être objet de contrebande étant ainſi déterminé et exclu du commerce des nations neutres d'après le diſpoſitif de l'Article précédent, Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies et Sa Majeſté le Roi de Danemarc et de Norvège entendent et veulent que tout autre trafic ſoit et reſte parfaitement libre; leurs Majeſtés pour mettre ſous une ſauve garde ſuffiſante les principes généraux du droit naturel dont la liberté du commerce et de la navigation, de même que les droits des peuples neutres ſont une conſéquence directe, ont reſolu de ne les point laiſſer plus longtems dépendre d'une interprétation arbitraire, ſuggérée par des intérêts iſolés et momentanés. Dans cette vue elles ſont convenuës: *Principes de la liberté du commerce neutre.*

1800 1) Que tout vaiſſeau peut naviguer librement de port en port et ſur les côtes des nations en guerre.

2) Que les effets appartenans aux ſujets des dites puiſſances en guerre ſoient libres ſur les vaiſſeaux neutres, à l'exception des marchandiſes de contrebande.

3) Que pour déterminer ce qui caractériſe un port bloqué, on n'accorde cette dénomination qu'à celui où il y a par la diſpoſition de la puiſſance qui l'attaque avec des vaiſſeaux arrêtés et ſuffiſamment proches, un danger évident d'entrer, et que tout bâtiment naviguant vers un port bloqué ne pourra être regardé d'avoir contrevenu à la préſente convention, que lorsqu'après avoir été averti par le Commandant du blocus de l'état du port, il tachera d'y pénetrer en employant la force ou la ruſe.

4) Que les vaiſſeaux neutres ne peuvent être arrêtés que ſur de juſtes cauſes et faits évidents, qu'ils ſoient jugés ſans retard, que la procédure ſoit toujours uniforme, prompte et légale, et que chaque fois, outre le dedommagement qu'on accorde à ceux qui ont fait des pertes ſans avoir été en contrevention, il ſoit rendu une ſatisfaction complette pour l'inſulte faite au pavillon de leurs Majeſtés.

5) Que la déclaration de l'Officier Commandant le vaiſſeau ou les vaiſſeaux de la Marine Impériale ou Royale qui accompagneront le convoi d'un ou de pluſieurs bâtimens marchands, que ſon convoi n'a à bord aucune marchandiſe de contrebande, doit ſuffire pour qu'il n'y ait lieu à aucune viſite ſur ſon bord ni à celui des bâtimens de ſon convoi.

Pour aſſurer d'autant mieux à ces principes le reſpect dû à des ſtipulations dictées par le deſir deſintéreſſé de maintenir les droits impréſcriptibles des nations neutres et donner une nouvelle preuve de leur loyauté et de leur amour pour la juſtice, les hautes parties contractantes prennent ici l'engagement le plus formel de renouveller les défenſes les plus ſévères à leurs Capitaines, ſoit de haut bord, ſoit de la marine marchande de charger, tenir ou réceler à leurs bords aucun des objets, qui, aux termes de la préſente Convention, pourroient être réputés de contrebande, et de tenir reſpectivement la main à l'exécution des ordres qu'elles

féront

féront publier dans leurs Amirautés et partout où besoin 1800
sera; à l'effet de quoi l'ordonnance, qui renouvellera cette défense sous les peines les plus graves, sera imprimée à la suite du présent Acte pour qu'il n'en puisse être prétendu cause d'ignorance.

ART. IV.

Armemens pour la protéger.

Pour protéger le commerce commun de leurs sujets sur le fondement des principes ci-dessus établis, Sa Majesté Impériale de toutes les Russies et Sa Majesté le Roi de Danemarc et de Norvège ont jugé à propos d'equiper séparément un nombre de vaisseaux de guerre et de frégattes proportionné à ce but, les Escadres de chaque puissance ayant à prendre la station et devant être employées aux convois qu'exigent son commerce et sa navigation, conformément à la nature et à la qualité du trafic de chaque nation.

ART. V.

Pavillon national.

Pour prévenir tous les inconvéniens qui peuvent provenir de la mauvaise foi de ceux qui se servent du pavillon d'une nation sans lui appartenir, on convient d'établir pour règle inviolable qu'un bâtiment quelconque, pour être regardé comme propriété du pais dont il porte le pavillon, doit avoir à son bord le Capitaine du vaisseau et la moitié de l'équipage des gens du pays, les papiers et passeports en bonne et due forme. Mais tout bâtiment qui n'observera pas cette règle, et qui contreviendra aux ordonnances publiées à cet effet et imprimées à la suite de la présente Convention, perdra tous les droits à la protection des puissances contractantes, et le Gouvernement auquel il appartiendra supportera seul les pertes, dommages et désagrémens qui en résulteront.

ART. VI.

Assistance mutuelle.

Si cependant il arrivoit que les vaisseaux marchands de l'une des puissances se trouvassent dans un parage où les vaisseaux de guerre de la même nation ne fussent pas stationnés et où ils ne pourroient pas avoir recours à leurs propres convois, alors le Commandant des vaisseaux de guerre de l'autre puissance, s'il en est requis, doit de bonne foi et sincérement leur prêter les secours dont ils pourroient avoir besoin, et en tel cas, les vaisseaux de guerre et frégattes de l'une des puissances serviront de soutien et d'appui aux vaisseaux

1800 marchands de l'autre, bien entendu cependant que les réclamans n'auroient fait aucun commerce illicite, ni contraire aux principes de la neutralité.

ART. VII.

Effet rétroactif. Cette Convention n'aura point d'effet rétroactif et par conſequent on ne prendra aucune part aux différends nés avant ſa concluſion, à moins qu'il ne ſoit queſtion d'actes de violence continués, tendans à fonder un ſyſtême oppreſſif pour toutes les nations neutres de l'Europe en général.

ART. VIII.

Satisfaction qu'on exigera en cas d'abus. S'il arrivoit malgré tous les ſoins les plus attentifs des deux puiſſances et malgré l'obſervation de la neutralité la plus parfaite de leur part, que les vaiſſeaux marchands de Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies ou de Sa Majeſté le Roi de Danemarc et de Norvège fuſſent inſultés, pillés ou pris par les vaiſſeaux de guerre ou armateurs de l'une ou l'autre des puiſſances en guerre, alors le Miniſtre de la partie lézée auprès du Gouvernement dont les vaiſſeaux de guerre ou armateurs auront commis de tels attentats, y fera des répréſentations, réclamera le vaiſſeau marchand enlevé et inſiſtera ſur les dédommagemens convenables, en ne perdant jamais de vue la réparation de l'inſulte faite au pavillon. Le Miniſtre de l'autre partie contractante ſe joindra à lui et appuyera ſes plaintes de la manière la plus énergique et la plus efficace, et ainſi il ſera agi d'un commun et parfait accord. Que ſi l'on refuſoit de rendre juſtice ſur ces plaintes, ou ſi l'on remettoit de la rendre d'un tems à l'autre, alors leurs Majeſtés uſeront de répréſailles contre la puiſſance qui la leur refuſerait, et elles ſe concerteront inceſſamment ſur la manière la plus efficace d'effectuer ces juſtes répréſailles.

ART. IX.

Alliance. S'il arrivait que l'une ou l'autre des deux puiſſances ou toutes les deux enſemble, à l'occaſion ou en haine de la préſente Convention ou pour quelque cauſe qui y auroit rapport, fût inquiétée, moleſtée ou attaquée, il a été également convenu que les deux puiſſances feront cauſe commune pour ſe défendre réciproquement et pour travailler et agir de concert à ſe procurer une pleine et entière ſatisfaction, tant pour l'inſulte

· ſulte faite à leur pavillon, que pour les pertes cauſées 1800
à leurs ſujets.

ART. X.

Les principes et les meſures adoptées par le préſent acte ſeront également applicables à toutes les guerres maritimes, par leſquelles l'Europe aurait le malheur d'être troublée. Ces ſtipulations ſeront en conſéquence regardées comme permanentes et ſerviront de régle aux puiſſances contractantes en matière de commerce et de navigation, et toutes les fois qu'il s'agira d'apprécier les droits des nations neutres. *Guerres futures.*

ART. XI.

Le but et l'objet principal de cette Convention étant d'aſſurer la liberté générale du commerce et de la navigation, Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies et Sa Majeſté le Roi de Danemarc et de Norvège, conviennent et s'engagent d'avance à conſentir que d'autres puiſſances également neutres y accedent, et qu'en en adoptant les principes, elles en partagent les obligations ainſi que les avantages. *Acceſſion des neutres.*

ART. XII.

Afin que les puiſſances en guerre ne puiſſent prétendre cauſe d'ignorance des arrangemens pris entre leurs dites Majeſtés, elles conviennent de porter à la connoiſſance des parties belligérantes les meſures qu'elles ont contractées entre elles, d'autant moins hoſtiles qu'elles ne ſont au détriment d'aucun autre pays, mais tendent uniquement à la ſureté du commerce et de la navigation de leurs ſujets reſpectifs. *Communication aux belligérants.*

ART. XIII.

La préſente Convention ſera ratifiée par les deux parties contractantes et les ratifications échangées en bonne et due forme, dans l'eſpace de ſix ſemaines ou plutôt ſi faire ſe peut, à compter du jour de la ſignature. *Ratification.*

En foi de quoi Nous ſous-ſignés en vertu de Nos pleinpouvoirs l'avons ſignée et y avons appoſé le cachet de Nos armes.

Fait à St. Petersbourg le $\frac{4}{16}$ Déc. mille huit cent.

(L. S.) *Comte* DE ROSTOPSIN.
(L. S.) NIELS DE ROSENKRANTZ.

1800 *A ces cauſes et après avoir ſuffiſamment examiné ce traité de Neutralité armée, Nous l'avons agréé, confirmé et ratifié, ainſi que Nous l'agréons, confirmons et ratifions par les préſentes dans tous ſes Articles, promettant ſur Notre parole et foi Impériale pour Nous et Nos héritiers de remplir inviolablement tout ce qui a été ſtipulé par la ſusdite Convention.*

En foi de quoi Nous avons ſigné cette Notre Ratification Impériale de Notre propre main et y avons fait apposer le ſceau de l'Empire.

Donné à St. Petersbourg le 20 Fevrier l'an de grace 1801. et de Notre Règne la cinquième année.

PAUL.

Contreſigné: *Comte* DE ROSTOPSIN.

3.

18 Déc. *Convention de neutralité maritime armée, conclue entre leurs Majeſtés l'Empereur de toutes les Ruſſies et le Roi de Pruſſe à St. Petersbourg le 18 Déc. 1800; avec l'article ſupplémentaire ratifié le 6 Fev. 1801.*

(Imprimé à St. Petersbourg de l'Imprim. Imp. in Fol. en François et Ruſſe.)

Nous PAUL *I. par la grace de Dieu, Empereur et Autocrateur de toutes les Ruſſies, de Moſcovie, Kiovie, Wladimirie, Novogorod, Czar de Caſan, Czar d'Aſtracan, Czar de Sibérie, Czar de la Cherſonèſe-Taurique, Seigneur de Pleſcau, et Grand Duc de Smolenſko, de Lithuanie, Volhynie et Podolie, Duc d'Eſtonie, de Livonie, de Courlande et Sémigalle, de Samogitie, Carélie, Twer, Jugorie, Permie, Wiatka, Bolgarie, et autres; Seigneur et Grand Duc de Novogorod inférieur, de Czernigovie, Réſan, Polock, Roſtow, Jaroslaw, Bélo-Oſérie, Udorie,*

Udorie, Obdorie, Condinie, Witepſk, Miſtislaw, Dominateur de tout le Côté du Nord, Seigneur d'Ivérie et Prince héréditaire et Souverain des Czars de Cartalinie et Georgie, comme auſſi de Cabardinie, des Princes de Czircaſſie, de Gorsky et d'autres; Succeſſeur de Norwège, Duc de Schleswick-Holſtein, de Stormarie, de Dithmarſen et d'Oldenbourg, Seigneur de Jever et Grand-Maître de l'Ordre Souverain de Saint Jean de Jéruſalem etc. etc. etc. 1800

Savoir faiſons qu'en conſéquence de Notre déſir conforme à celui de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, Nos plénipotentiaires reſpectifs munis d'inſtructions et pleins-pouvoirs néceſſaires ont arrêté et ſigné à St. Petersbourg, le $\frac{16}{28}$ *Décembre l'an 1800, une Convention de Neutralité maritime armée dont la teneur ſuit ici mot à mot:*

Au Nom de la Très-Sainte et indiviſible Trinité.

La liberté de la navigation et la ſûreté du commerce des puiſſances neutres ayant été compromiſes et les principes du droit des nations méconnus dans la préſente guerre maritime, Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies et Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, guidés par leur amour pour la juſtice et par une égale ſollicitude pour tout ce qui peut concourir à la proſpérité publique dans leurs états, ont jugé convenable de donner une nouvelle ſanction aux principes de neutralité, qui indeſtructibles dans leur eſſence, ne ſollicitent que le concours des Gouvernemens intéreſſés à leur maintien pour les faire reſpecter. Dans cette vue Sa Majeſté Impériale a manifeſté par la déclaration du 15 Août aux Cours du Nord qu'un même intérêt engage à des meſures uniformes dans de pareilles circonſtances combien il Lui tenait à coeur de rétablir dans ſon inviolabilité le droit commun à tous les peuples de naviguer et commercer librement et indépendamment des intérêts momentanés des parties belligérantes. Sa Majeſté Pruſſienne partageoit les voeux et les ſentimens de Son Auguſte Allié et une heureuſe analogie d'interêts en cimentant leur confiance réciproque, a déterminé la réſolution de rétablir le ſyſtème de la neutralité armée, qui avoit été ſuivie avec tant de ſuccès pendant la dernière guerre d'Amérique, en renouvellant ſes maximes bienfaiſantes dans une nouvelle Convention adaptée aux circonſtances actuelles.

1800 Pour cet effet Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies et Sa Majeſté le Roi de Pruſſe ont nommé pour leurs plénipotentiaires, ſavoir: Sa Majeſté Impériale le Sieur Comte Théodore de Roſtopſin, Son Conſeiller privé actuel, membre de ſon Conſeil, Principal Miniſtre du Collège des affaires étrangères, Directeur Général des poſtes de l'Empire, Grand-Chancelier et Grand-Croix de l'Ordre ſouverain de St. Jean de Jeruſalem, Chevalier des Ordres de St. André, de St. Alexandre Nevſky et de St. Anne de la prémière Claſſe, de ceux de St. Lazare, de l'Annonciade, de St. Maurice et Lazare, de St. Ferdinand et de St. Hubert, et Sa Majeſté Pruſſienne le Sieur Comte Spiridon de Luſi, Lieutenant Général d'Infanterie de ſes armées, Son Envoyé Extraordinaire et Miniſtre plénipotentiaire auprès de Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle rouge et de l'Ordre pour le mérite; leſquels après l'échange de leurs pleinpouvoirs ſont convenus des Articles ſuivans:

ART. I.

Commerce de contrebande. Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies et Sa Majeſté le Roi de Pruſſe déclarent vouloir tenir la main à la plus rigoureuſe exécution des défenſes portées contre le commerce de contrebande de leurs ſujets avec qui que ce ſoit des puiſſances déja en guerre ou qui pourroient y entrer dans la ſuite.

ART. II.

Notion de la contrebande. Pour éviter toute équivoque et tout malentendu ſur ce qui doit être qualifié de contrebande, Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies, et Sa Majeſté Pruſſienne déclarent qu'elles ne reconnaiſſent pour telles que les objets ſuivans, ſavoir: canons, mortiers, armes à feu, piſtolets, bombes, grenades, boulets, balles, fuſils, pierres à feu, mêches, poudre, ſalpêtre, ſoufre, cuiraſſes, piques, épées, ceinturons, gibernes, ſelles et brides, en exceptant toute fois la quantité qui peut être néceſſaire pour la défenſe du vaiſſeau et de ceux, qui en compoſent l'équipage; et tous les autres articles quelconques, non déſignés ici, ne ſeront pas réputés munitions de guerre et navales, ni ſujets à confiſcation et par conſéquent paſſeront librement ſans être aſſujettis à la moindre difficulté. Il eſt auſſi convenu que le préſent article ne portera aucun préjudice aux ſtipulations particuliè-

culières des traités antérieurs avec les parties belligérantes par lesquelles des objets de pareil genre ſeroient réſervés, prohibés ou permis. 1800

ART. III.

Tout ce qui peut être objet de contrebande étant ainſi déterminé et exclu du commerce des nations neutres d'après le diſpoſitif de l'article précédent, Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies et Sa Majeſté Pruſſienne entendent et veulent que tout autre trafic ſoit et reſte parfaitement libre; leurs Majeſtés pour mettre ſous une ſauve garde ſuffiſante les principes généraux du droit naturel dont la liberté du commerce et de la navigation, de même que les droits des peuples neutres, ſont une conſéquence directe, ont reſolu de ne les point laiſſer plus long tems dépendre d'une interprétation arbitraire, ſuggérée par des intérêts iſolés et momentanés. Dans cette vue elles ſont convenues: *Principes de la liberté du commerce neutre.*

1) Que tout vaiſſeau peut naviguer librement de port en port et ſur les côtes des nations en guerre.

2) Que les effets appartenans aux ſujets des puiſſances en guerre ſoient libres ſur les vaiſſeaux neutres, à l'exception des marchandiſes de contrebande.

3) Que pour déterminer ce qui caractériſe un port bloqué, on n'accorde cette dénomination qu'à celui où il y a, par la diſpoſition de la puiſſance qui l'attaque avec des vaiſſeaux arrêtés et ſuffiſamment proches, un danger évident d'entrer; et que tout bâtiment naviguant vers un port bloqué ne pourra être regardé d'avoir contrevenu à la préſente convention, que lors qu'après avoir été averti par le Commandant du blocus de l'état du port, il tachera d'y pénétrer en employant la force ou la ruſe.

4) Que les vaiſſeaux neutres ne peuvent être arrêtés que ſur de juſtes cauſes et faits évidents, qu'ils ſoient jugés ſans retard, que la procédure ſoit toujours uniforme, prompte et légale, et que chaque fois, outre le dedommagement qu'on accorde à ceux qui ont fait des pertes ſans avoir été en contrevention, il ſoit rendu une ſatisfaction complette pour l'inſulte faite au pavillon de leurs Majeſtés.

5) Que la déclaration de l'Officier Commandant le vaiſſeau ou les vaiſſeaux de la Marine Impériale ou Royale

1800 qui accompagneront le convoi d'un ou de pluſieurs bâtimens marchands, que ſon convoi n'a à bord aucune marchandiſe de contrebande, doit ſuffire pour qu'il n'y ait lieu à aucune viſite ſur ſon bord ni à celui des bâtimens de ſon convoi.

Pour aſſurer d'autant mieux à ces principes le reſpect dû à des ſtipulations dictées par le deſir déſintéreſſé de maintenir les droits impréſcriptibles des nations neutres, et donner une nouvelle preuve de leur loyauté et de leur amour pour la juſtice, les hautes parties contractantes prennent ici l'engagement le plus formel de renouveller les défenſes les plus ſévères à leurs Capitaines, ſoit de Haut-bord, ſoit de la marine marchande de charger, tenir ou réceler à leurs bords aucun des objets, qui aux termes de la préſente Convention pourroient être réputés de contrebande, et de tenir reſpectivement la main à l'exécution des ordres qu'elles feront publier dans leurs Amirautés et partout où beſoin ſera; à l'effet de quoi l'ordonnance, qui renouvellera cette défenſe ſous les peines les plus graves, ſera imprimée à la ſuite du préſent acte pour qu'il n'en puiſſe être prétendu cauſe d'ignorance.

ART. IV.

Protection pour les vaiſſeaux Pruſſiens

En réciprocité de cette acceſſion Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies fera jouir le commerce et la navigation des ſujets Pruſſiens de la protection de ſes flottes, en ordonnant à tous les chefs de ſes eſcadres de protéger et défendre contre toute inſulte et moleſtation les navires marchands Pruſſiens qui ſe trouveront ſur leur route, comme ceux d'une puiſſance amie, alliée et ſtricte obſervatrice de la neutralité; bien entendu cependant que les ſusdits navires ne ſeront employés à aucun commerce illicite ni contraire aux règles de la neutralité la plus exacte.

*La même protection et la même aſſiſtance ſera accordée au pavillon Pruſſien de la part des vaiſſeaux de guerre Danois et Suédois conformément aux principes de la neutralité armée, et Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies s'engage à concourir, s'il eſt neceſſaire, aux arrangemens qui doivent être ſtipulés pour cet effet dans les Conventions ſéparées à conclure en ſuite du préſent Acte entre les Cours de Berlin, de Copenhague et de Stockholm *).*

ART.

*) Cet article eſt ſubſtitué aux art. IV. V et VI. des conventions avec la Suède et le Danemarc. Mais on retrouvera l'art. V. dans l'article ſéparé.

ART. V. 1800

Cette convention n'aura point d'effet rétroactif et par conſéquent on ne prendra aucune part aux différends nés avant ſa concluſion, à moins qu'il ne ſoit queſtion d'actes de violence continués, tendans à former un ſyſtème oppreſſif pour toutes les nations neutres de l'Europe en général. *Effet rétroactif.*

ART. VI.

S'il arrivoit malgré tous les ſoins les plus attentifs des deux puiſſances et malgré l'obſervation de la neutralité la plus parfaite de leur part, que les vaiſſeaux marchands de Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies, ou de Sa Majeſté Pruſſienne fuſſent inſultés, pillés ou pris par les vaiſſeaux de guerre ou armateurs de l'une ou l'autre des puiſſances en guerre, alors le Miniſtre de la partie lézée auprès du Gouvernement dont les vaiſſeaux de guerre ou armateurs auront commis de tels attentats, y fera des repréſentations, réclamera le vaiſſeau marchand enlevé et inſiſtera ſur les dédommagemens convenables, en ne perdant jamais de vue la réparation de l'inſulte faite au pavillon. Le Miniſtre de l'autre partie contractante ſe joindra à lui et appuyera ſes plaintes, de la manière la plus énergique et la plus efficace, et ainſi il ſera agi d'un commun et parfait accord. Que ſi l'on refuſoit de rendre juſtice ſur ces plaintes ou ſi l'on remettoit de la rendre d'un tems à l'autre, alors leurs Majeſtés uſeront de repréſailles contre la puiſſance qui la leur refuſerait et elles ſe concerteront inceſſament ſur la manière la plus efficace d'effectuer ces juſtes repréſailles. *Satisfaction en cas d'abus.*

ART. VII.

S'il arrivait que l'une ou l'autre des deux puiſſances ou toutes les deux enſemble à l'occaſion ou en haine de la préſente Convention ou pour quelque cauſe qui y auroit rapport fut inquiétée, moleſtée ou attaquée, il a été également convenu que les deux puiſſances feront cauſe commune pour ſe défendre réciproquement et pour travailler et agir de concert à ſe procurer une pleine et entière ſatisfaction, tant pour l'inſulte faite à leur pavillon, que pour les pertes cauſées à leurs ſujets. *Alliance.*

ART. VIII.

Les principes et les meſures adoptées par le preſent acte ſeront également applicables à toutes les guerres mari- *Guerres futures.*

1800 maritimes, par leſquelles l'Europe auroit le malheur d'être troublée. Ces ſtipulations ſeront en conſéquence regardées comme permanentes et ſerviront de règle aux puiſſances contractantes en matière de commerce et de navigation, et toutes les fois qu'il s'agira d'apprécier les droits des nations neutres.

ART. IX.

Acceſſion des neutres. Le but et l'objet principal de cette convention étant d'aſſurer la liberté générale du commerce et de la navigation, Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies et Sa Majeſté Pruſſienne conviennent et s'engagent d'avance à conſentir que d'autres puiſſances également neutres y accedent, et qu'en adoptant les principes, elles en partagent les obligations ainſi que les avantages.

ART. X.

Communication aux belligérants. Afin que les puiſſances en guerre ne puiſſent prétendre cauſe d'ignorance des arrangemens pris entre leurs dites Majeſtés, elles conviennent de porter à la connaiſſance des parties belligérantes les meſures qu'elles ont contractées entre elles, d'autant moins hoſtiles qu'elles ne ſont au détriment d'aucun pays, mais tendent uniquement à la ſûreté du commerce et de la navigation de leurs ſujets reſpectifs.

ART. XI.

Ratification. La préſente convention ſera ratifiée par les deux parties contractantes et les ratifications échangées en bonne et due forme, dans l'eſpace de ſix ſemaines, ou plutôt ſi faire ſe peut, à compter du jour de la ſignature.

En foi de quoi Nous ſousſignés en vertu de Nos pleinspouvoirs l'avons ſignée et y avons apposé le cachet de Nos armes.

Fait à St. Petersbourg le $\frac{5}{16}$ Déc. mille huit cent.

(L. S.) *Comte* DE ROSTOPSIN.

(L. S.) SPIRIDON *Comte* DE LUSI.

A ces cauſes et après avoir ſuffiſamment examiné le traité de Neutralité armée, Nous l'avons agréé, confirmé et ratifié, ainſi que Nous l'agréons, confirmons et ratifions par les préſentes dans tous ſes articles, promettant ſur

ſur Notre parole et foi Impériale pour Nous et Nos hé- 1800
ritiers de remplir inviolablement tout ce qui a été ſtipulé par la ſusdite Convention.

De plus et indépendamment des ſtipulations contenues dans la Convention ci-deſſus tranſcrite, Sa Majeſté le Roi de Pruſſe ayant agréé un Article ſupplémentaire que Nous Lui avons propoſé, conçu en termes ſuivans:

Pour prévenir tous les inconveniens qui peuvent provenir de la mauvaiſe foi de ceux qui ſe ſervent du pavillon d'une nation ſans lui appartenir, on convient d'établir pour régle inviolable qu'un bâtiment quelconque, pour être regardé comme propriété du pays dont il porte le pavillon, doit avoir à ſon bord le Capitaine du vaiſſeau et la moitié de l'équipage des gens du pays, les papiers et paſſeports en bonne et due forme. Mais tout bâtiment, qui n'obſervera pas cette règle et qui contreviendra aux ordonnances publiées à cet effet et imprimées à la ſuite de la preſente Convention, perdra tous les droits à la protection des puiſſances contractantes, et le gouvernement auquel il appartiendra ſupportera ſeul les pertes, dommages et desagrémens qui en reſulteront.

Et cet article additionel ayant uniquement pour objet de parer avec d'autant plus d'efficacité aux abus de tout commerce frauduleux et de contrebande, Nous l'avons confirmé et ratifié, ainſi que Nous le confirmons et ratifions par les préſentes, promettant ſur Notre parole et foi Impériale pour Nous et Nos héritiers de remplir inviolablement tout ce qui a été ſtipulé par le ſusdit article.

En foi de quoi Nous avons ſigné cette Notre ratification Impériale de Notre propre main et y avons fait appoſer le ſceau de l'Empire.

Donné à Notre Chateau de St. Michel le ſix Fevrier l'an de grace mille huit cent un et de Notre règne la cinquième année.

PAUL.

Contreſigné: *Comte* DE ROSTOPSIN.

4.

1801 27 Fevr. *Acte d'acceſſion de S. M. le Roi de Danemarc à la convention maritime entre la Suède et la Ruſſie du* $\frac{4}{16}$ *Déc. 1800; ſigné à Copenhagen le 27 Fevrier 1801.*

[*Hamburger Correſpondent* 1801. Nr. 90. *)]

Wir Christian der Siebente &c. thun kund hiemit, da Wir eingeladen worden, als hauptcontrahirender Theil der Convention beyzutreten, welche den $\frac{4}{16}$ten December des vorigen Jahres zwiſchen Sr. Majeſtät, dem Kaiſer aller Reuſſen und Sr. Majeſtät dem Könige von Schweden geſchloſſen, und am 20ſten deſſelben Monaths zwiſchen denſelben zu St. Petersburg ratificiret worden, welche der Convention mit Sr. beſagten Kaiſerlichen Majeſtät völlig gleich iſt, die am 16ten December zu St. Petersburg unterzeichnet und am 16ten Januar des gegenwärtigen Jahrs von Uns iſt ratificiret worden: ſo erkennen Wir förmlich durch gegenwärtige Declaration, daſs es Uns ebenfalls am Herzen liegt, die Freiheit des Handels und der neutralen Schiffahrt nach den zwiſchen eben dieſen Mächten im Jahr 1800 verabredeten und zugelaſſenen Grundſätzen herzuſtellen, und daſs Wir in dieſer Hinſicht von denſelbigen Geſinnungen als Ihre beſagte Majeſtäten beſeelt ſind. Wir treten demnach als hauptcontrahirender Theil erwähnter Convention in beſter Form bey, und verpflichten Uns, für Uns und unſere Nachfolger, für alle Stipulationen, die in den Bedingungen derſelben und in den beygefügten Separat-Artikeln **) enthalten ſind, denen Wir ebenfalls ihrem ganzen Inhalt nach beytreten. Wir gewärtigen, daſs Sr. Kaiſerliche Majeſtät aller Reuſſen und Sr. Majeſtät der König von Schweden ebenfalls durch eine förmliche Acte erklären werden, daſs Sie dieſe

Unſere

*) Cette feuille étant le ſeul écrit où j'ai pu trouver cet acceſſion, j'aime mieux la donner en Allemand que de retraduire.

**) On n'a pas jugé à propos d'ajouter ces articles ſéparés aux imprimés qui ont paru d'autorité.

Unſere Declaration erhalten und empfangen haben, und 1801
daſs Sie Uns als hauptcontrahirenden Theil in Rückſicht jener Convention anerkennen werden; und da Se. Majeſtät der König von Schweden nach gleichmäſsiger Einladung ebenfalls auf dieſelbe Art und in demſelben Sinn der Convention beygetreten ſind, die derjenigen völlig gleich iſt, welche zwiſchen Uns und Sr. Majeſtät dem Kaiſer aller Reuſsen geſchloſſen, und am 16ten December des vorigen Jahrs unterzeichnet worden; ſo erklären Wir feyerlich, daſs Wir den Beytritt derſelben annehmen und daſs Wir Se. Schwediſche Majeſtät als hauptcontrahirenden Theil dieſer Convention anſehn.

Zu Urkund deſſen haben Wir gegenwärtige Beytritts-Acte eigenhändig unterzeichnet und mit Unſerm Königl. Siegel verſehen laſſen. Gegeben in Unſerer Königlichen Reſidenz zu Coppenhagen den 27ſten Februar im Jahr Chriſti 1801 und Unſrer Regierung im 36ſten.

CHRISTIAN R.

(L. S.) C. BERNSTORFF.

D'après la gazette de Hambourg l. c. la contredéclaration de la Suède et ſon acte d'acceſſion, de la même teneur que la précedente déclaration, ſerait datée de Landscrona le 11 Avril 1801; mais il eſt probable que l'acte d'acceſſion de la Suède eſt de la même date du 27 Fevr. que l'acceſſion du Danemarc, et que c'eſt l'acte d'acceptation qui eſt daté du 11 Avril.

Je ne trouve pas non plus l'acte d'acceſſion de la Pruſſe, mais les déclarations de la Cour de Berlin à celle de Londres font ſuppoſer que cette acceſſion a eu lieu et probablement au mois de Fevrier 1801.

* * *

L'Angleterre, informée de ce qui ſe trâmoit, ne tarda pas à demander à la Cour de Danemarc des explications ſur la nature de ces negociations, et de lui expoſer le point de vue ſous lequel elle crut devoir les conſidérer. A ce fin M. Drummond chargé d'affaires du Roi à Coppenhague remit la note ſuivante au comte de Bernſtorff en date du 27 Déc. 1800.

Note

1800 *Note de M. Drummond au Comte de Bernſtorff.*

27 *Déc.* *Note de M. Drummond au Comte de Bernstorff.*

La Cour de Londres informée, que le Danemarc pourſuit avec activité des negociations très-hoſtiles aux intérêts de l'Empire Britannique, croit ne pouvoir mieux remplir les devoirs, que préſcrit une pareille circonſtance, qu'en s'adreſſant directement au Miniſtère de Sa Majeſté Danoiſe pour lui en demander une explication franche et ſatisfaiſante.

Dans toutes les Cours de l'Europe l'on parle ouvertement d'une confédération entre le Danemarc et quelques autres puiſſances, pour s'oppoſer par la force à l'exercice de ces principes de droit maritime, ſur leſquels repoſe en grande partie la puiſſance navale de l'Empire Britannique, et qui dans toutes les guetres ont été ſuivis par les états maritimes, et reconnus par leurs tribunaux.

Sa Majeſté Britannique ſe repoſant avec confiance ſur la loyauté de Sa Maj. Danoiſe, et ſur la foi des engagemens, qui viennent encore tout récemment d'être contractés entre les deux Cours, ne lui a demandé aucune explication à cet égard: Elle a voulu attendre le moment, où la Cour de Danemarc auroit cru devoir démentir ces bruits, ſi injurieux pour ſa bonne foi, et ſi peu compâtibles avec le maintien de la bonne intelligence, qu'on étoit parvenu à retablir entre les deux pays.

Aujourd'hui la conduite et la déclaration publique de l'une des puiſſances, que l'on prétend être entrées dans cette conféderation, ne permettent plus à Sa Maj. de garder envers les autres le même ſilence, qu'elle a obſervé jusqu'ici.

Le ſous-ſigné ſe trouve donc chargé de demander à Son Excellence M. le Comte de Bernſtorff une réponſe, pleine, ouverte, et ſatisfaiſante ſur la nature, l'objet, et l'étendue des obligations, que Sa Maj. Danoiſe peut avoir contractées, ou des négociations, qu'elle pourſuit à l'égard d'une matière, qui intéreſſe de ſi près la dignité de Sa Maj. Britannique, et les interêts de ſon peuple. Sa Maj. Britannique, toujours prête à réciproquer toutes les marques d'amitié, qu'elle pourra recevoir de la p[art] de Sa Maj. Danoiſe, eſpère ne trouver dans la répo[nſe] de la Cour de Copenhague à cette demande, qu'u[ne] nouvelle occaſion de manifeſter ces diſpoſitions.

En

En remettant cette Note à M. le Secrétaire d'Etat, le ſous-ſigné profite avec plaiſir de cette occaſion de l'aſſurer de la haute conſidération, avec laquelle il a l'honneur d'être &c. 1800

Signé: W. DRUMMOND.

La réponſe que le Miniſtère Danois fit à cette note en date du 31 Déc. eſt conçue en ces termes:

Réponſe du Miniſtère Danois à la Note ci-deſſus. 31 *Déc.*

Le ſous-ſigné, Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères, ayant rendu compte au Roi, ſon Maître, du contenu de la Note que M. Drummond lui a fait l'honneur de lui remettre le 27 du courrant, vient d'être autoriſé à y faire la réponſe, qui ſuit. Il faut que la Cour de Londres ait reçu des informations très-peu exactes pour avoir pu un moment préſumer, que le Danemarc eût conçu des projets hoſtiles contre elle, ou incompatibles avec le maintien de la bonne intelligence, qui ſubſiſte entre les deux Couronnes; et le Roi eſt très-obligé à Sa Maj. Britannique de ce qu'elle vient de lui fournir l'occaſion de démentir, de la manière la plus poſitive, des bruits auſſi mal-fondés que contraires à ſes ſentimens les plus prononcés. *Réponſe du Min. Danois.*

La Négociation, qui ſe fait à St. Petersbourg entre la Ruſſie, la Pruſſe, la Suède, et le Danemarc, n'a pour objet que le renouvellement des engagemens, qui dans les années 1780 et 1781, furent contractés par les mêmes puiſſances pour la ſûreté de leur navigation, et dont il fut alors donné connoiſſance à toutes les Cours de l'Europe. Sa Maj. l'Empereur de Ruſſie ayant propoſé aux puiſſances du Nord de rétablir ces engagemens ſous leur forme primitive, le Danemarc a d'autant moins héſité à y conſentir, que loin d'avoir jamais abandonné les principes profeſſés en 1780, il a cru devoir les ſoutenir et les réclamer dans toutes les occaſions, et ne pouvoir admettre à leur égard d'autres modifications que celles, qui reſultent de ſes traités particuliers avec les puiſſances belligérantes. Bien éloigné de vouloir gêner ces puiſſances dans l'exercice des droits, que la guerre leur attribue, le Danemarc n'apporte dans la négociation avec les

1800 ſes alliés, que des vuës abſolument défenſives, pacifiques, et incapables d'offenſer ou de provoquer perſonne. Les engagemens, qu'il prendra, ſeront baſés ſur le plus ſtrict accompliſſement des devoirs de la neutralité, et des obligations, que ſes traités lui impoſent; et s'il ſouhaite de mettre ſa navigation à l'abri des abus des violences manifeſtes, que la guerre maritime n'entraîne que trop aiſément, il croit reſpecter les puiſſances belligérantes en ſuppoſant, que, loin de vouloir autoriſer ou tolérer ces abus, elles voudront de leur côté prendre les meſures les plus propres à les prévenir, ou à les réprimer. Le Danemarc n'a fait myſtère à perſonne de l'objet de la Négociation, ſur la nature de laquelle on eſt parvenu à donner le change à la Cour de Londres; mais il n'a pas cru s'écarter des formes ordinaires, en voulant en attendre le réſultat définitif, pour en donner connoiſſance officielle aux puiſſances en guerre.

Le ſous-ſigné, ne ſçachant pas qu'aucune des puiſſances, engagées dans cette Négociation, ait fait une Déclaration ou adopté des meſures relativement à ſon objet, dont la Grande-Bretagne puiſſe s'offenſer, ou prendre ombrage, ne ſçauroit, ſans explication ultérieure, repondre à ce point de la Note de Mr. Drummond. Il conçoit beaucoup moins, ſous quel rapport on pourroit faire envisager l'engagement, pris par la Convention préalable du 29 Août dernier, comme contraire à ceux, que le Danemarc va prendre avec les puiſſances neutres et réunies du Nord; et dans tous les cas, où il ſe trouvera interpellé de combattre et d'écarter les doutes, qu'on aura pu concevoir à l'égard de la bonne foi du Roi, il regardera ſa tâche comme très-facile, tant qu'on mettra cette bonne foi dans les reproches ou dans les ſoupçons avancés contre Sa Majeſté. Il ſe flatte, que le Gouvernement Anglois, après avoir reçu les éclairciſſemens réquis, aura la franchiſe de convenir, "Que l'abandon proviſoire et momentané, non d'un principe, dont la queſtion eſt reſtée indéciſe, mais d'une meſure, dont le droit n'a jamais été, ni ne ſçauroit jamais être conteſté, ne ſe trouve nullement en oppoſition avec les principes généraux et permanens, relativement auxquels les puiſſances du Nord ſont ſur le point de retablir concert, qui loin de pouvoir compromettre leur neutralité, n'eſt deſtiné qu'à la raffermir." Le ſous-ſigné aime à croire, que ces explications paroîtront ſatisfaiſantes

tes à la Cour de Londres, et que celle-ci voudra rendre juſtice aux intentions, et aux ſentimens du Roi, et particulierement au déſir invariable de Sa Maj. de maintenir et de cimenter par tous les moyens en ſon pouvoir l'amitié et la bonne intelligence, qui ſubſiſtent entre le Danemarc et la Grande-Brétagne. Il a l'honneur d'offrir à Mr. Drummond l'aſſurance de ſa conſidération la plus diſtinguée. 1801

Signé: BERNSTORFF.

Cette réponſe renfermant l'aveu d'un traité que les puiſſances du Nord étaient ſur le point de ratifier, et qui uniſſait leur cauſe à celle d'une puiſſance avec laquelle l'Angleterre n'était plus dans les termes de la neutralité, le Miniſtère Anglais ſe détermina le 14 Janv. 1801 à décerner un Embargo général, non ſeulement contre les vaiſſeaux et bâtimens de la Ruſſie, mais auſſi contre ceux des Danois et Suédois ainſi qu'on le voit par la ſuivante.

Proclamation. *En la Cour de St. James, le 14 Janv. 1801, Sa Maj. préſente en Conſeil.* 14 Janv.

Attendu que Sa Maj. a été informée, qu'un grand nombre de vaiſſeaux appartenant à ſes ſujets, ont été ſaiſi dans les ports de Ruſſie et que les marins Britanniques, qui y étoient à bord, ſont detenus priſonniers en diverſes Provinces du dit pays; et que, durant que cet événement a eu lieu, il a été formé une alliance d'une nature hoſtile contre les juſtes droits et les interêts de Sa Maj. avec la Cour de Petersbourg, par celles de Danemarc et de Suède; Sa Maj. de l'avis de ſon Conſeil-privé, a jugé à propos d'ordonner, comme elle ordonne par le préſente, qu'il ne ſera point donné des expéditions aux vaiſſeaux ou bâtimens, appartenant à ſes ſujets pour les ports de Ruſſie, de Danemarc et de Suède, ſi non après nouvel ordre. Il a plu en même tems à Sa Maj. de faire mettre un Embargo général ſur tous les vaiſſeaux et bâtimens Ruſſes, Suédois et Danois, déja entrés qui pourroient entrer encore dans quelque port ou Rade, ſitués dans le Royaume-uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande, et de faire ſaiſir toutes les perſonnes et biens, qui ſeront trouvés à bord desdits *Embargo contre la Ruſſie, le Dan. et la Suède.*

1801 vaiſſeaux et bâtimens; mais qu'en même tems il ſera pris le ſoin le plus exact de conſerver à l'abri de toute perte et dommage toutes les parties des cargaiſons à bord desdits vaiſſeaux et bâtimens, de ſorte qu'il n'en ſoit rien endommagé ni diſtrait: ſont chargés les Seigneurs Commiſſaires de la Tréſorerie, les Seigneurs Commiſſaires de l'Amirauté et le Seigneur Gouverneur des Cinq Ports de donner les ordres néceſſaires à cet effet, chacun pour ce qui le regarde.

Signé: W. FAWKENER.

Cette proclamation fut communiquée aux Miniſtres de Danemarc et de Suède à Londres par la note ſuivante que leur remit Lord Grenville en date du 15 Janvier.

15 Janv. *Note que Lord Grenville a remis, le 15 Janv. 1801, aux Miniſtres de Danemarc et de Suède, au ſujet de l'Embargo mis ſur les vaiſſeaux de ces deux puiſſances.*

(*Journal de Francfort* 1801. Nr. 48.)

Note de Lord Grenville

Sa Majeſté a appris avec une véritable peine qu'au même moment où la Cour de Petersbourg prenoit les meſures les plus hoſtiles contre les perſonnes et les propriétés de ſes ſujets, les deux Cours de Copenhague et de Stockholm concluoient avec cette puiſſance une convention pour la formation d'une alliance maritime armée dans le Nord de l'Europe. Quand même les circonſtances dans leſquelles cette convention a été négociée et ſignée, auroient pu faire douter en le moindre choſe Sa Maj. de l'objet vers lequel elle étoit dirigée, cette incertitude auroit été entièrement levée: tant par la déclaration que par la conduite de la Cour de Petersbourg, et ſurtout par la dernière déclaration officielle du Cabinet de Copenhague. On ſait aſſez dans quelle vue hoſtile on tenta en 1780, d'établir un nouveau code de droits maritimes, et de ſoutenir par la force un ſyſtème d'innovations nuiſible aux intérêts les plus chers de l'Empire Britannique. Mais Sa Maj. a eu juſqu'à préſent le plaiſir de voir qu'on avoit entièrement renoncé à cette meſure impérieuſe et offenſante. Au commen-

mencement de la guerre actuelle, la Cour de Peters- 1801
bourg, qui eut la principale part à la dernière coalition, forma avec Sa Maj. des liaisons qui non-seulement ne s'accordoient point avec la convention de 1780, mais qui lui étoient même entièrement contraires; elle contracta avec Sa Maj. des engagemens qui ont encore leur force, et dont Sa Maj. est fondée à demander l'exécution pendant toute la durée de la guerre, d'après la foi due aux traités.

La conduite de Sa Maj. envers les autres puissances de la mer baltique, et toutes les décisions de ses tribunaux connoissant des prises, marchent sur la même ligne, et n'ont été déterminés que par les principes qui servoient de base, avant 1780, aux procédés des tribunaux de toutes les autres puissances maritimes. Sa Maj. n'a été informée par aucune d'elles, de leur intention de renouveller l'ancienne alliance, qu'au moment où elle se trouve suffisamment instruite de la signature effective de la convention, et où une des parties contractantes lui a notifié que l'objet de cet acte étoit de ratifier dans leurs premières formes les obligations contractées en 1780 et 1781. On ne peut donc maintenant révoquer en doute, que par cette coalition, et les armemens maritimes qui se poussent avec la plus grande activité, les parties contractantes n'ont aucun autre but que de se mettre en état de soutenir, par la force, des prétentions qui répugnent si évidemment à tout principe de justice, que la puissance, qui la première, à la faveur de sa neutralité, les a mises en avant, fut aussi la première, aussitôt qu'elle fut en guerre, à s'opposer à leur admission; laquelle, si elle devoit jamais avoir lieu, tariroit infailliblement une des principales sources de la force et de la sûreté de l'Empire Britannique. Ayant la connoissance de ces faits, Sa Majesté agiroit contre l'intérêt de son peuple, la dignité de sa couronne, et l'honneur de son pavillon, qui par la discipline, la bravoure et l'habileté, a atteint un si haut degré de gloire, si elle hésitoit de prendre préalablement les mesures les plus efficaces, tant pour repousser l'agression qu'elle a déjà éprouvée, que pour s'opposer aux entreprises hostiles des liaisons dirigées contr'elle. En conséquence, Sa Maj. a chargé le soussigné de notifier officiellement au Comte de Wedel et au Baron d'Ehrenswärd, qu'il a été mis un Embargo sur les bâtimens

1801 Danois et Suédois, qui se trouvoient dans les états de Sa Maj. Britannique. Mais en ordonnant cette mesure, Sa Maj. aura soin que l'on ne se permette aucun procédé de rigueur envers des individus innocens. Sa Maj. desire sincèrement que les circonstances qui ont nécessité cette mesure, disparoissent, et que ses relations avec la Cour de Stockholm et celle de Copenhague se rétablissent telles qu'elles étoient, avant que la bonne intelligence qui regnoit entr'elle et ces gouvernemens, ne fût troublée par la tentative qu'ils font actuellement pour renouveller leurs anciennes prétentions.

Signé: GRENVILLE.

Le Comte de Wedel Jarlsberg envoyé de Danemarc fit encore le même jour la réponse suivante.

16 Janv. *Note de M. de Wedel-Jarlsberg, Ambassadeur de Sa Maj. près du Gouvernement Britannique; remise à Lord Grenville, en réponse à celle de ce Ministre, en date du 15 Janvier 1801.*

(*Journal de Francfort* 1801. Nr. 62.)

De Copenhague, le 23 Janvier.

Réponse du Min. de Danemarc. C'est à regret que le sous-signé, Ambassadeur extraordinaire de Sa Maj. le Roi de Danemarc, doit envoyer aujourd'hui à sa cour la communication officielle qu'il a reçue hier de Lord Grenville, relativement à la mise de l'embargo sur les vaisseaux Danois qui se trouvent dans les ports de la Grande-Bretagne. En attendant qu'il reçoive les ordres de son souverain sur ces mesures offensives, il ne peut s'empêcher de protester contre la validité des motifs cités dans la dite note, et contre les conséquences que l'Angleterre se croit autorisée à en induire et à accréditer contre la Cour de Copenhague. Un différend qui s'est élevé entre celles de Petersbourg et de Londres, pendant le cours d'une négociation qui n'a d'autre but que de protéger la neutralité dans le Nord, n'a aucune connexion avec l'embargo; Sa Maj. l'Empereur de Russie ayant d'ailleurs exposé dans une déclaration formelle, les motifs des mesures qu'elle a adoptées,

adoptées, le Danemarc trouve dans cette pièce une 1801
réfutation complète des raisons alléguées par le Ministre de Sa Maj. Britannique. Quant aux principes des puissances neutres à l'égard des droits sacrés de la neutralité, on ne les a jamais abandonnés. La Russie, lorsqu'elle étoit en guerre, en a seulement différé l'application, et le Danemarc et la Suède, par leur Convention du 27 Mars 1794 (laquelle a été communiquée officiellement à toutes les puissances belligérantes) ont déclaré à la face de l'Europe, l'invariabilité du système de protection qu'ils avoient adopté en faveur de tout commerce licite. Il résulte de-là que Sa Maj. Danoise n'a fait que renouveller des engagemens qui n'avoient pas cessé de subsister jusqu'ici. Le sous-signé se croit justifié à protester formellement contre des procédés d'une nature si hostile, que le Roi son maître les regarderoit comme une provocation ouverte et préméditée, si la communication qui en a été faite, ne répondoit des voeux persévérans de Sa Maj. Britannique pour le maintien de la bonne harmonie avec le Danemarc; voeux que Sa Maj. Danoise n'a cessé de témoigner, et dont elle a donné des preuves si évidentes. Le sous-signé, en se félicitant d'avoir été, pendant une longue suite d'années, l'interprète des sentimens invariables du Roi son maître, regrette que de fausses impressions menacent aujourd'hui la bonne intelligence entre les deux Cours. Il souhaite devenir l'instrument d'un rapprochement, qui aboutisse à lever les doutes offensans, et à écarter les suites fâcheuses et incalculables qui en résulteroient pour l'intérêt des deux puissances. C'est pénétré de ces sentimens et de ceux de la plus parfaite considération, que le sous-signé réitère à Lord Grenville les assurances de son respect.

Londres le 16 Janvier 1801.

Signé: WEDEL JARLSBERG.

Je n'ai pu me procurer la réponse que fit probablement le Ministre de Suède, à une note de la même teneur.

Dans la proclamation du 15 Janvier les vaisseaux suédois n'avaient pas été nommés. Plus d'un motif pouvait faire espérer de détacher encore le Roi de Prusse d'une union de la quelle il semblait à prevoir qu'elle entrai-

1801 *trainerait ſes membres beaucoup au delà du but primitif pour lequel on annonçait qu'elle avait été cimentée.*

C'eſt à cette fin que la Cour de Londres entama la ſuivante correſpondance officielle avec le Miniſtère Pruſſien par ſon Miniſtre à Berlin, Mylord Carysfort *).

I.

27 Janv. *Première Note, remiſe au Miniſtère Pruſſien par Lord Carysfort, Envoyé Extraordinaire et Miniſtre Plénipotentiaire du Roi de la Grande-Bretagne du 27 Janvier 1801.*

Le ſous-ſigné Envoyé Extraordinaire et Miniſtre Plénipotentiaire étant chargé par Sa Cour de communiquer au Miniſtère de Sa Majeſté Pruſſienne, la note remiſe, d'après les ordres de Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, aux Miniſtres de la Suède et du Danemarc à Londres, ne ſauroit s'acquitter de cette tâche ſans exprimer la ſatisfaction ſincère, avec laquelle il ſe voit en même tems autoriſé à déclarer, combien Sa Majeſté eſt convaincue, que la Pruſſe n'a jamais pu approuver les démarches qui ont donné lieu à la note ſusdite. Ces démarches manifeſtent le deſſein de preſcrire à l'Empire Britannique une loi ſur un objet de la plus haute importance; de lui impoſer cette loi par la force; et de former à cet effet, et avant qu'aucune des puiſſances, qui ont pris part à cette meſure, en ait donné le moindre avertiſſement à Sa Majeſté le Roi, une ligue deſtinée à faire revivre des prétentions que la Grande-Brétagne a de tout tems regardées comme contraires à ſes droits et à ſes intérêts, et déclarées telles, toutes les fois que l'occaſion s'en préſentoit; prétentions que la Cour de Ruſſie a non ſeulement abandonnées par le fait, mais qu'elle s'eſt même engagée à combattre, par un traité actuellement en vigueur, et dont Sa Majeſté eſt en droit de demander l'exécution.

Lorsqu'un vaiſſeau de guerre de Sa Majeſté Danoiſe a réſiſté par la force à l'exercice d'un droit, que le R[illegible]

*) Cette note et les ſuivantes ſont copiées de l'imprimé qui en a paru à Berlin chez Unger 1801. 8. ſous le titre: *Correſpondance officielle &c.*

de la Grande-Brétagne et de l'Irlande réclame en vertu 1801
des ſtipulations les plus claires et les plus préciſes de
ſes traités avec la Cour de Danemarc. Sa Majeſté s'eſt
bornée à prendre les meſures qu'exigeoit la protection
du commerce de ſes ſujets, contre tout effet des hoſti-
lités que cette conduite de la part d'un Officier, portant
des ordres de Sa Majeſté Danoiſe, ſembloit annoncer.
Un arrangement amical a mis fin à ces premiers dif-
férends, et le Roi s'eſt flatté d'avoir, non ſeulement
écarté tout ſujet de mésintelligence ultérieure, mais
fortifié même et cimenté de nouveau l'amitié entre les
deux Cours.

Dans cet état des choſes Sa Majeſté a dû apprendre
avec autant de ſurpriſe que de regret, que la Cour de
Copenhague étoit entré dans des négociations pour reſ-
ſuſciter la ligue hoſtile contre la Grande-Brétagne, qui
eut lieu en 1780, et qu'il ſe faiſoit même des arme-
mens très-actifs dans les ports Danois. Dans ces cir-
conſtances le Roi devoit néceſſairement demander des
explications à la Cour de Danemarc. Il a reçu au même
moment la nouvelle qu'une convention avoit été ſignée
à Pétersbourg, et la réponſe du Miniſtère Danois, qui
ne laiſſoit plus ſubſiſter le moindre doute ſur la nature
et le but de cette convention, en ce qu'elle déclaroit
d'une manière poſitive:

"que ces négociations avoient pour objet le renou-
vellement des engagemens qui dans les années 1780
et 1781 furent contractés par les mêmes puiſſances."
Et en ajoutant:

"que Sa Majeſté l'Empereur de Ruſſie avoit propoſé
aux puiſſances du Nord de rétablir ces engagemens
ſous leur forme primitive."

Les engagemens en queſtion avoient pour but de
fonder des principes de droit maritime qui n'avoient
jamais été reconnus par les tribunaux de l'Europe; et
les parties contractantes s'obligeoient réciproquement à
les ſoutenir par la force, et à les impoſer par la force
aux autres nations. Ils étoient de plus en contradiction
avec les ſtipulations expreſſes des traités ſubſiſtans entre
les Cours de Stockholm et de Copenhague, et l'Empire
Britannique.

La convention qui doit renouveller ces engagemens,
fut négociée et conclue dans un tems, où la Cour de

1801 Petersbourg avoit pris les mesures les plus hostiles contre les personnes et les propriétés des sujets de Sa Majesté Britannique, et où il n'y avoit absolument que l'extrême modération du Roi qui pût autoriser encore les autres puissances à ne pas regarder cette cour comme en état de guerre ouverte avec lui.

Dans une telle position des affaires rien certainement ne pouvoit être plus opposé à toute idée de neutralité, rien ne pouvoit annoncer plus clairement des dispositions hostiles que de ne pas suspendre même les nouveaux engagemens jusqu'à ce qu'il fut décidé, si la Russie ne seroit pas considérée comme une puissance belligérante. On pouvoit d'autant plus s'attendre à un ménagement pareil, et la Cour de Copenhague surtout devoit d'autant plus s'y prêter, que par un article exprès de la ligue de 1780, on avoit entendu assurer à la Russie la disposition des ports et des arsenaux du Danemarc et de la Norvège pour pousser des opérations de guerre au delà des limites de la Baltique.

Quand le Roi a donc été instruit par une des parties contractantes elles-mêmes, que l'objet des négociations qu'on avoit entamées à St. Petersbourg, sans en donner la moindre connoissance préalable à Sa Majesté, et qui d'après les informations parvenues au Roi ont conduit enfin à une convention actuellement signée, n'étoit autre que de renouveller les engagemens anciennement pris, pour imposer à Sa Majesté par la force un code de loix, auquel Elle avoit déja refusé son assentiment; et quand il a appris de plus, de manière à ne pas pouvoir en douter, que les puissances maritimes de la Baltique qui avoient contracté ces engagemens, s'appliquoient avec la plus grande activité à des préparatifs de guerre, qu'une de ces puissances s'étoit même placée en état d'hostilités effectives avec Sa Majesté, il ne Lui restoit absolument que l'alternative, ou de se soumettre à cette nouvelle loi, ou de prendre les mesures qui pouvoient efficacement arrêter l'effet hostile de la ligue, qui d'après la déclaration de la Cour de Danemarc elle-même étoit évidemment dirigée contre Elle. Cependant Sa Majesté n'a pas manqué de faire preuve dans cette occasion de sa justice et de sa bienveillance habituelle, et tout en jugeant nécessaire pour la conservation des droits et des intérêts de son peuple, de s'assurer d'un gage contre l'attaque qu'on se prépare à livrer à

ses

ſes droits, elle a mis la plus grande ſollicitude à prévenir 1801
les pertes et les ſouffrances des individus.

Bien perſuadée que ſa conduite envers les états neutres a toujours été réglée par des lois reconnues, lois, dont la baſe et la ſanction ne ſe trouvoient pas dans des intérêts paſſagers ou dans les convenances du moment, mais dans les principes généraux du droit, lois qui ont été adoptées et ſuivies par tous les tribunaux maritimes de l'Europe, le Roi ne renonce pas encore à l'eſpoir, que les Cours de Stockholm et de Copenhague ne voudront point encourir la reſponſabilité, qui doit peſer ſur les auteurs d'une guerre; qu'elles ne voudront point s'y expoſer ſurtout pour introduire des innnovations, dont l'injuſtice évidente a déterminé les puiſſances mêmes qui avoient été les premières à les propoſer, à en combattre l'exécution lorsqu'elles ſe ſont trouvées engagées dans une guerre, et qui d'ailleurs ſont contraires aux traités qu'elles ont faits avec Sa Maj.

La démarche à laquelle le Roi vient de ſe réſoudre a dû être prévue depuis longtems. Le Gouvernement Britannique n'a jamais diſſimulé, qu'il conſidéroit la ligue de 1780, comme hoſtile, et ne s'eſt jamais relâché dans l'attention, avec laquelle il a veillé au maintien des droits de ſa nation. Il a réſiſté immédiatement à toute tentative de faire revivre les principes, qu'on vouloit établir à l'époque ſusmentionnée, et le ſous-ſigné a pris occaſion de dire à Son Excellence Monſieur le Comte de Haugwitz dans la première conférence qu'il a eu l'honneur d'avoir avec elle après ſon arrivée à Berlin, que Sa Majeſté ne ſe ſoumettroit jamais à des prétentions inconciliables avec les vrais principes du droit des gens et attentatoires aux baſes de la grandeur et de la ſécurité maritime de ſon empire. Encore au commencement du mois de Novembre le ſous-ſigné a eu l'honneur de prévenir Son Excellence, comme le Miniſtre d'une puiſſance liée d'amitié intime avec Sa Majeſté, à quelles extrémités facheuſes conduiroit inévitablement la tentative des puiſſances maritimes du Nord de reſſuſciter ces prétenſions. Il n'a pas ceſſé de renouveller cette déclaration, toutes les fois que par ordre de Son Souverain il a été l'organe de la ſatisfaction que donnoient au Roi les aſſurances réitérées de l'amitié de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe et de ces diſpoſitions conci-

cilia-

1801 ciliatoires, de la parfaite ſincérité desquelles le Roi n'a jamais douté un ſeul moment; et Son Excellence Monſieur le Comte de Haugwitz ſe rappellera facilement de l'époque où le ſous-ſigné intimément convaincu des intentions amicales du Gouvernement Pruſſien lui a communiqué par ordre de Sa Majeſté Britannique la réſolution du Roi de n'acquieſcer à aucune meſure tendant à innover par la force les lois maritimes actuellement en vigueur, mais au contraire de les défendre à tout événement et d'en maintenir l'exécution telle qu'elle a eu lieu dans tous les tribunaux de l'Europe avant l'année 1780.

Si la Cour de Danemarc n'avoit pas annoncé de la manière la moins équivoque quel étoit le but et la teneur de ſes engagemens, la déclaration de la même Cour, que la Pruſſe eſt une des puiſſances intéreſſées dans ces négociations, auroit ſuffi au Roi pour le raſſurer et pour lui prouver qu'elles ne pouvoient pas avoir un caractère hoſtile relativement à Son Gouvernement; et le Roi ſe tient encore perſuadé qu'il peut compter abſolument ſur l'amitié de Sa Majeſté Pruſſienne. Il eſt vrai qu'il n'exiſte aucune analogie par rapport à la Grande-Bretagne et l'Irlande, entre la ſituation de la Pruſſe et celles des autres puiſſances du Nord. Ces dernières puiſſances ſont liées à Sa Majeſté par les obligations mutuelles de traités particuliers, très favorables à leurs intérêts et modifiant et mitigeant plus ou moins la ſévérité de la loi générale, tandis qu'il n'exiſte pas de traité commercial entre Sa Majeſté le Roi de Pruſſe et la Grande-Bretagne, et que tout doit être réglé parmi eux d'après les principes généraux du droit et les uſages reçus.

Cependant, quand Sa Maj. réfléchit ſur ſes propres diſpoſitions, et ſur ſon intention invariable de cultiver l'amitié d'un monarque, auquel elle eſt attachée par tant de liens, elle n'entrevoit pas même la poſſibilité d'un différend qui ne pourroit être terminé promptement et facilement par une diſcuſſion amicale. Les aſſurances réitérées de ſentimens analogues de la part de Sa Maj. Pruſſienne, que le ſous-ſigné a été autoriſé à transmettre à ſa cour, confirment cette ſuppoſition agréable; et les principes connus qui ont dirigé toujours Sa Majeſté le Roi de Pruſſe ne permettent abſolument pas de croire qu'il ſe ſoit engagé ou qu'il puiſſe s'engager à ſoutenir

par

par la force et en commun avec des puiſſances, dont 1801
les actions ont manifeſté les intentions les plus hoſtiles contre Sa Maj. Britannique, des principes qui ne peuvent être fondés que ſur un prétexte de neutralité. En chargeant le ſous-ſigné de faire ces communications, le Roi n'a donc eu d'autre motif que celui de donner à Sa Majeſté Pruſſienne une nouvelle preuve de ſa confiance et de ſon eſtime particulière, et il eſt pleinement convaincu que Sa Majeſté le Roi de Pruſſe aura applaudi à ſa ferme réſolution de défendre les droits et les intérêts de ſa couronne.

Quelle que puiſſe être la façon de penſer du Gouvernement Pruſſien par rapport aux nouveau principes eux-mêmes, ce Gouvernement eſt trop juſte et connoit trop bien ce que les ſouverains doivent à leurs peuples, et ce qu'ils ſe doivent entr'eux, pour avoir pu favoriſer un moment l'intention d'employer la force pour déterminer Sa Majeſté Britannique, à adopter d'après le bon plaiſir d'autres puiſſances un nouveau code de lois maritimes, qu'il croit incompatibles avec l'honneur et la ſécurité de ſon empire.

Berlin le 27 Janvier 1801.

Signé: CARYSFORT.

A Son Excellence Monſieur le Comte de Haugwitz Miniſtre d'Etat et de Cabinet &c. &c. &c.

II.

Seconde Note, remiſe au Miniſtère Pruſſien par Lord Carysfort, Envoyé Extraordinaire et Miniſtre Plénipotentiaire du Roi de la Gr. Bretagne. 1 Fevr. 1 Fevr.

Le ſous-ſigné Envoyé Extraordinaire et Miniſtre Plénipotentiaire de Sa Majeſté Britannique a l'honneur par ordre de ſa cour de s'addreſſer à Son Excellence Monſieur le Comte de Haugwitz Miniſtre d'Etat et de Cabinet pour Lui communiquer les pieçes ci-jointes.

L'eſprit de modération et de tolérance qui régne dans la lettre du Lord Grenville au Comte de Roſtopſin en date du 5 Décembre n'échappera pas aſſurément à l'obſervation de Son Excellence.

Un

1801 Un traité solemnel avoit donné aux sujets respectifs des deux puissances une pleine et entière garantie de liberté du commerce; et même en cas de rupture. Il étoit convenu, non seulement qu'un embargo ne seroit pas mis sur les vaisseaux, mais que les sujets de part et d'autre jouiroient de l'espace d'un an entier pour retirer leurs effets, et arranger leurs affaires dans le pays.

En dépit de ces engagemens sacrés les vaisseaux des sujets Britanniques ont été arrêtés dans les ports de la Russie, et leur propriété mises en séquestre ou vendues sous divers prétextes d'une manière inusitée et arbitraire. Leurs personnes aussi ont été mises en arrestation, et des matelots Britanniques en grand nombre enlevés par force de leurs vaisseaux et envoyés sous garde et au fort de l'hiver dans l'intérieur du pays.

C'est ensuite de ces nouvelles violences que Lord Grenville, Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères a reçu ordre de Sa Majesté d'adresser au Comte de Rostopsin une seconde lettre, dans laquelle Sa Majesté annonce la nomination d'un Commissaire pour veiller à la sureté et pourvoir aux besoins de ses sujets infortunés, ce qui est usité même entre les puissances qui sont en guerre ouverte.

Lord Grenville y réclame aussi formellement et au nom de Sa Majesté, l'exécution du traité de 1793. Mais tout en faisant les justes et fortes représentations, et les réclamations qu'exigeoient des circonstances pareilles, les dispositions constantes de Sa Majesté de rétablir la bonne intelligence et de maintenir les anciennes liaisons entre les deux couronnes ont été énoncées de la manière la plus claire et la plus satisfaisante.

Sa Majesté Britannique connoit d'avance les sentimens qu'éprouvera le Roi de Prusse quand il apprendra la manière inouie et inexcusable dont il a été répondu à Sa Majesté Britannique par la Cour de St. Petersbourg. La lettre du Comte de Rostopsin au Lord Grenville en date du $\frac{20 \text{ Décembre}}{1 \text{ Janvier}}$ dont le sous-signé a ordre de communiquer une copie à Son Excellence Monsieur le Comte de Haugwitz en réponse à celle du 5 Décembre, mettra Sa Majesté Prussienne à même d'en juger, sans qu'il soit nécessaire au sous-signé d'y ajouter aucune remarque.

Le sousigné est ordonné de notifier formellement à la Cour de Berlin que ce procédé de la part de l'Empereur

de

La Ruſſie a mis fin à toute correſpondance entre les Cours de Londres et de St. Petersbourg, et combiné avec les outrages commis ſur les perſonnes et les propriétés des ſujets de Sa Majeſté et avec la ſignature d'une confédération hoſtile formée par l'Empereur de Ruſſie pour la fin expreſſe et avouée d'impoſer à l'Empire Britannique par la force des innovations dans la loi maritime auxquelles il a déjà refuſé de ſouſcrire, a produit enfin un état de guerre actuelle et ouverte entre la Grande-Bretagne et l'Irlande, et la Ruſſie. 1801

Il ne ſera pas inutile de remarquer que l'Empereur de Ruſſie ne peut être regardé ſous aucun point de vue comme puiſſance neutre dans la criſe actuelle, étant engagé en guerre déclarée avec Sa Majeſté Britannique avant même d'avoir conclu ſa paix avec la France.

Le ſous-ſigné aura rempli la tâche qui lui a été aſſignée dès qu'il aura déclaré au nom du Roi ſon Maître, à Son Excellence Monſieur le Comte de Haugwitz, que Sa Majeſté réfléchiſſant ſur les circonſtances actuelles de l'Europe, veut s'abſtenir de demander à Sa Majeſté Pruſſienne les ſecours ſtipulés par le traité d'alliance entre les deux Couronnes, mais qu'elle regarde le *caſus fœderis* comme étant entièrement conforme aux circonſtances où elle ſe trouve, et qu'elle ne doute nullement qu'elle ne recevra de la part de ſon allié toutes les preuves d'amitié que les événemens de cette nouvelle guerre pourront demander.

Le ſous-ſigné a l'honneur de renouveller à Son Excellence l'aſſurance de ſa haute conſidération.

Berlin le 1 Fevrier 1801.

Signé: CARYSFORT.

III.

Note, adreſſée à Lord Carysfort par Monſieur le Comte de Haugwitz, Miniſtre d'Etat et de Cabinet de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe.

Le Miniſtre d'Etat et de Cabinet ſous-ſigné a rendu compte au Roi des deux Notes que Mylord Carysfort, Envoyé Extraordinaire et Miniſtre Plénipotentiaire de

Sa

1801 Sa Majeſté le Roi de la Grande-Brétagne et de l'Irlan[illegible] lui a fait l'honneur de lui remettre en date du 27 Jan[illegible] et du 1 Fevrier.

Chargé d'y faire une réponſe détaillée il doit témoigner d'abord à Mylord Carysfort que Sa Majeſté n'a pu apprendre qu'avec une peine et un regret infinis les meſures violentes et précipitées auxquelles la Cour de Londres s'eſt portée contre les puiſſances maritimes du Nord. L'erreur ſeule a pu les dicter, et les raiſons que l'office du 27 allégue, le prouvent aſſez. Il y eſt dit que l'aſſociation maritime a eu pour but, *de renverſer les traités précédemment conclus avec l'Angleterre, de lui preſcrire des lois ſur des principes dont la neutralité devoit être le ſimple prétexte, de lui impoſer ces lois par la force et de former pour cet effet une ligue hoſtile contre elle.*

Rien de plus étranger à la négociation ſusdite que les baſes qu'on lui prête. La juſtice, la modération y préſidèrent, et la communication des pièces qui s'y rapportent, à celles des puiſſances en guerre qui ont eu la juſtice et la patience d'en attendre le moment, va inceſſamment en faire foi.

Lorsque dans les premiers jours du mois de Janvier le Miniſtre de Sa Majeſté Britannique demanda officiellement au ſous-ſigné, "ſi les Cours du Nord avoient effectivement formé la confédération dont le bruit venoit de ſe répandre, et ſi la Pruſſe y étoit entrée," le Roi, qui aime à reſpecter les égards que les Souverains ſe doivent, et la liberté qu'a chaque Etat indépendant de conſulter ſes propres intérêts, ſans en rendre compte à perſonne, a cru devoir alors ſuſpendre des communications qui appartenoient à ſes allies comme à lui, et il ſe contenta de répondre: "qu'ayant regardé d'un oeil tranquille les liaiſons contractées précédemment à ſon inſçu par l'Angleterre, il avoit droit d'exiger la même confiance; que ſi le Roi de la Grande-Brétagne ſe croyoit appellé à ſoutenir les droits et les intérêts de ſon Empire, Sa Majeſté ne devoit pas moins à ſes peuples, de veiller par tous ſes moyens à la défenſe des leurs."

Cette réponſe pouvoit ſuffire il y a peu de ſemaines; au point où les choſes en ſont venues, le Roi ſe doit à lui-même de s'expliquer envers la Cour de Londres

ſur

l'esprit du traité qu'elle n'attaque peut-être que 1801
parcequ'elle le méconnoit.

Loin de nourrir les vues offensives dont on accuse gratuitement les parties contractantes, elles sont expressément convenues, *que leurs mesures ne seroient ni hostiles, ni au détriment d'aucun pays, mais uniquement tendantes à la sureté du commerce et de la navigation de leurs sujets.* Elles ont eu l'attention d'adapter leurs nouveaux engagemens aux circonstances actuelles. L'équité sévère de Sa Majesté l'Empereur de Russie, lui a même fait proposer dans les détails des modifications qui seules suffisoient pour prouver l'esprit de l'ensemble. On a stipulé de plus que le traité ne porteroit point préjudice aux traités antérieurement conclus avec telle ou telle des puissances belligérantes. Enfin on s'est engagé à s'en ouvrir avec celles-ci, et on alloit constater par la franchise des communications la pureté des motifs et des vues.

Mais l'Angleterre n'en a pas laissé le tems aux parties contractantes. Si elle avoit attendu leur confidence, elle se seroit ménagé les démarches tranchantes qui vont propager le feu de la guerre. D'ailleurs il n'auroit tenu qu'à elle, de puiser des informations préalables et satisfaisantes dans sa correspondance avec le Danemarc, si, au lieu de s'attacher aux deux passages isolés, que le premier office de Mylord Carysfort extrait de la Note du Comte de Bernstorff datée du 31 Décembre, on avoit écouté à Londres l'assurance solemnelle qu'elle renferme:

"qu'il n'y a jamais eu lieu de présumer un instant que le Danemarc eut conçu contre la Grande-Bretagne des projets hostiles ou incompatibles avec le maintien de la bonne harmonie entre les deux Couronnes, — et que la Cour de Copenhague se félicite de trouver l'occasion de démentir de la manière la plus positive les bruits aussi mal-fondés."

Cette déclaration si claire et si précise étoit consonnante au langage que le sous-signé a tenu plus d'une fois à Mylord Carysfort sur le même objet, et on a de la peine à concevoir, comment, après l'avoir reçue, la Cour d'Angleterre a pu inférer de l'office du Ministère Danois:

1801 "que les engagemens des puiſſances contractantes viſent à fonder des principes de droit maritime qui n'ont jamais été réconnus par les tribunaux de l'Europe, et dont la direction eſt hoſtile contre l'Angleterre."

L'induction eſt abſolument fauſſe, et la teneur même de la réponſe de la Cour de Danemarc l'autoriſe tout auſſi peu, que cet autre reproche non mérité qu'on lui fait:

"d'avoir reſſuſcité une ligue hoſtile contre la Grande-Bretagne, et de s'occuper dans cette vue d'armemens très-actifs."

Jamais meſures ne furent plus inconteſtablement défenſives que celles de la Cour de Copenhague, et on en méconnoitra moins encore l'eſprit quand on ſongera, combien, avant de recourir même à celles-là, cette Cour a eſſuyé de la part du Gouvernement Britannique de démonſtrations menaçantes, lors de l'incident de la Frégate Freya.

La conduite arbitraire de l'Angleterre dans cette occaſion s'explique naturellement par les prétentions qu'elle a élevées depuis ſi longtems, et qu'elle reproduit encore à pluſieurs repriſes dans les offices de Mylord Carysfort, aux dépens de toutes les puiſſances maritimes et commerçantes. Le Gouvernement Britannique s'eſt arrogé dans la guerre préſente, plus que dans toutes les précédentes, la ſuprématie des mers, et en ſe formant à ſon gré un code naval qui ſeroit difficile à concilier avec les vrais principes du droit des gens, il exerce ſur les autres nations amies et neutres une juriſdiction uſurpée, dont il ſoutient la légitimité, et qu'il veut faire paſſer pour un droit impréſcriptible, ſanctionné par tous les tribunaux de l'Europe. Jamais les ſouverains n'ont accordé ou adjugé à l'Angleterre la faculté d'évoquer et de ſoumettre leurs ſujets à ſes loix, et dans les cas malheureuſement trop fréquens, où l'abus de la force l'a emporté ſur l'équité, les puiſſances neutres ont toujours eu ſoin de lui adreſſer les réclamations et les proteſtations les plus énergiques. L'expérience a prouvé que leurs remontrances ont été la plûpart du tems infructueuſes, et il n'eſt pas ſurprenant qu'après tant de vexations multipliées et réitérées, elles aïent conçu le deſſein d'y chercher remède, et d'établir pour cet

cet effét un concert bien ordonné qui fixât leurs droits 1801
et qui les mit en règle avec les puiſſances belligérantes mêmes.

L'aſſociation maritime, telle qu'elle vient d'être conſolidée, devoit acheminer vers ce but ſalutaire, et le Roi ne fait aucune difficulté de déclarer à Sa Majeſté Britannique, qu'il y a retrouvé ſes propres principes, et qu'intimément perſuadé, de ſa néceſſité et de ſon utilité, il a formellement accédé à la convention conclue à Petersbourg entre les Cours de Ruſſie, de Danemarc et de Suède le 16 Décembre de l'année dernière. Sa Majeſté ſe trouve ainſi placée au nombre des parties contractantes, et en cette qualité elle eſt obligée non ſeulement de prendre une part directe à tous les événemens qui intéreſſent la cauſe des neutres, mais auſſi de la ſoutenir en vertu de ſes engagemens, par telles meſures efficaces que l'urgence des cas pourra exiger.

Il eſt dans les notes de Mylord Carysfort un objet ſur lequel Sa Majeſté ne ſe croit ni l'obligation de répondre, ni même le droit d'avoir une opinion. Il exiſte entre les Cours de Petersbourg et de Londres des diſcuſſions abſolument étrangères à la queſtion, que cette dernière confond avec elles. Mais autant l'impartialité la plus irréprochable a dirigée juſqu'à préſent la conduite de la Pruſſe, autant le reſpect pour des engagemens, qui eux mêmes en ſont la preuve, dirigeront à l'avenir les démarches du Roi. Il doit à des ſtipulations, qui n'eurent rien d'hoſtile, que la ſureté de ſes ſujets lui dicta, tous les moyens que la providence a mis en ſon pouvoir.

Quelques fâcheuſes que ſoient les extrémités auxquelles l'Angleterre s'eſt portée, le Roi ne déſeſpère pas encore de la poſſibilité d'un prompt retour à des diſpoſitions conciliatoires et pacifiques, et il doit s'en remettre aux ſentiments de juſtice qu'il a eu l'avantage de reconnoître à Sa Majeſté Britannique en d'autres occaſions. Il n'y a que la révocation et la levée plénière de l'embargo qui puiſſe remettre les choſes à leur place, et c'eſt à l'Angleterre à juger ſi elle doit s'y réſoudre, pour offrir aux puiſſances neutres le moyen de procéder aux communications qu'elles ſe propoſoient de lui faire. Mais ces meſures, tant qu'elles ſubſiſtent, et priſes en haine d'un principe commun et d'un engagement qui

1801 ne peut plus s'ébranler, et la relation hostile qui en est la suite, amènent nécessairement le cas du traité, et le sous-signé a ordre de déclarer au Ministre de Sa Maj. Britannique, que le Roi, en donnant ses regrets à des événemens qu'il n'eut jamais provoqués, remplira saintement les obligations que les traités lui prescrivent.

Le sous-signé en s'acquittant de cet ordre, a l'honneur d'assurer Mylord Carysfort de sa haute considération.

Berlin ce 12 Février 1801.

Signé: HAUGWITZ.

Cette réponse semblait peu satisfaisante à ceux qui croïoient que quelque essentiellement differente que soit la prétension sur l'île de Malthe de la question sur les droits de la navigation neutre, les differens objets de dispute ne se distinguent plus dans le choix des mesures à prendre entre des puissances qui se trouvent dans les termes auxquels en étaient venus l'Angleterre et la Russie, et que du moment où la Russie cessait d'être neutre vis à vis de l'Angleterre tout engagement avec elle tendant à la protection réciproque de la navigation paffait les bornes de la neutralité; sans parler ici des articles séparés de ces conventions maritimes desquels on sait qu'ils existent, mais qu'on n'a pas jugé à propos de publier.

La Cour de Berlin éprouva bientôt elle même les effets de la haine sans bornes que Paul I. avait juré à l'Angleterre, et qu'il poussa au point de defendre le commerce même avec les états Prussiens afin d'empêcher le transport de marchandises Russes en Angleterre, par l'Ukase suivant du 23 Fevrier 1801.

* *Ukase du 23 Fevr.* Attendu qu'il a été communiqué par le Collège de Commerce de l'Empire à Son Exc. M. le Gouverneur-Civil et Conseiller-d'Etat actuel, Chevalier de Richter, "que, Sa Maj. Imp. ayant été informée, que des productions et marchandises de la Russie étoient exportées pour l'Angleterre par la voye de Prusse, il lui avoit plû d'ordonner, que le transport de telles productions et marchandises vers la Prusse seroit absolument prohibé, tant par mer que du côté de terre, et qu'il seroit veillé de la façon la plus rigoureuse à l'observation de cet Ordre suprême, conformément à l'Ukase du 15 Déc. 1800.

En

En conſéquence, le Collège de Commerce requiert 1801
tous les Gouverneurs-Civils: 1) De faire connoître cet Ordre ſuprême, par les Magiſtrats, à tout le Corps des Commerçans. 2) De préſcrire aux Magiſtrats, qu'ils aient à enjoindre de la manière la plus rigoureuſe aux courtiers de leur ville et à tous autres, de conſtater toujours par un Article ſéparé, dans les Contrats et tous autres Actes, à paſſer relativement aux Marchandiſes, ſoit pour des Négocians de Nations Etrangères, ſoit pour des Ruſſes, et d'aſtreindre l'une et l'autre partie à cette ſtipulation, "que les Marchandiſes achetées ou venduës ne ſoient expediées, en aucune manière ni ſous aucun prétexte, pour la Pruſſe, et qu'elles n'y parviennent par quelque voye que ce ſoit." Les Magiſtrats obligeront également tout Commerçant, qui expédie des Marchandiſes pour les Pays Etrangers, par les reverſales les plus fortes et expreſſives, à ne laiſſer parvenir dans la Pruſſe, ſous aucune condition ni aucun prétexte quelconque, les Marchandiſes ainſi miſes en commerce; et, au cas que quelqu'un ſe refuſât à de telles reverſales, l'on ſera tenu d'arrêter ſes Marchandiſes, et d'en faire rapport là où il conviendra.

A ces cauſes le dit Ordre ſuprême, après avoir été envoyé par Son Exc. M. le Gouverneur-Civil, Conſeiller-d'Etat actuel et Chevalier de Richter, au Vénérable Magiſtrat, pour qu'il ſût exactement obſervé, eſt notifié par la préſente à tout le Corps des Commerçans de Riga.

Publié de l'Hôtel-de-Ville le 12. (23.) Fev. 1801.

Signé: Par ordre, JEAN BERNARD SCHWARTZ,
Premier-Secrétaire.

La Cour de Suède, en conſervant ce ton de modération qui a caractériſé tous ſes écrits dans ces malheureuſes diſputes, communiqua à l'Angleterre la convention conclue le $\frac{4}{16}$ Déc. avec la Ruſſie et l'édit de neutralité qu'elle avait fait publier en conſéquence, en inſiſtant ſur la levée de l'Embargo decerné contre les vaiſſeaux Suédois.

1801 4 Mars. *A cette fin elle fit remettre au Miniſtère Britannique la ſuivante note, par Son Miniſtre-Plénipotentiaire Baron d'Ehrenwärd, en date du 4 Mars.*

(*Nouv. polit.* 1801. Nr. 28.)

Note du B. d'Ehrenwärd au Gouvernement Britannique.

Le ſous-ſigné Miniſtre-Plénipotentiaire de S. M. Suédoiſe a l'honneur de remettre à Son Exc. Mylord Hawkesbury, Premier-Secrétaire-d'Etat de S. M. Britannique, une copie imprimée ci-jointe de la Convention Maritime, conclue en date du 16. (4.) Décembre 1800 entre S. M. Suédoiſe et S. M. l'Empereur de Toutes les Ruſſies, comme auſſi une copie imprimée du Réglement Maritime, que le Roi vient de faire publier.

Le ſous-ſigné, qui, par ordre de ſa Cour, a l'honneur de faire au Miniſtère de S. M. Britannique cette communication, eſt en même tems chargé de déclarer expreſſément, que Sa Majeſté, en expoſant dans la première des droits, que le Roi croit lui appartenir comme puiſſance neutre, et en établiſſant dans l'autre les devoirs, que S. M. s'engage comme telle à faire obſerver à ſes ſujets, elle penſoit, en tâchant de fortifier ſes droits de neutralité par une convention, affermir la tranquillité de ſes états, et ne croyoit point provoquer des hoſtilités. Le reſpect dû au droit des gens et aux traités, la combinaiſon la plus ſcrupuleuſe entre ſes intérêts et ceux des autres, l'amour enfin de la juſtice et de la paix, ayant ſeuls guidé Sa Majeſté; c'eſt avec d'autant plus de ſurpriſe, que S. M. vient d'apprendre, que la première nouvelle de la concluſion de cette convention a motivé en Angleterre une meſure auſſi violente que celle de l'embargo mis ſur les Vaiſſeaux Suédois. Loin de vouloir faire aucune innovation dans les loix maritimes de l'Europe par les droits établis de la Neutralité, Sa Maj. ſçavoit, qu'il n'y a aucune puiſſance, qui ne les ait reconnus dans les traités antérieurement conclus. L'Angleterre a vu conclure ces traités; elle en a eu communication officielle ſans proteſter; elle a vu de même la convention de 1780 et de 1781; et le même Miniſtère, qui a procédé aujourd'hui avec autant de violence, connoiſſoit le renouvellement partiel de cette convention entre la Suède et le Danemarc en 1794 avec les armemens, qui s'enſuivirent pendant trois ans conſécu-

ſécutifs, toujours ſans ſe plaindre d'hoſtilités: Et néanmoins une pareille convention eſt à préſent caractériſée de confédération hoſtile contre l'Angleterre. Cette différence ne dérive donc pas de quelques renforcemens des principes et des prétentions des neutres; elle paroît fondée uniquement ſur un ſyſtème maritime de l'Angleterre, étendu pendant cette guerre; et que ce gouvernement, qui a tant de fois voulu convaincre l'Europe de ſes diſpoſitions pacifiques, veut maintenant commencer une guerre d'aſſerviſſement des mers, après s'être tant vanté de l'avoir faite pour la liberté de l'Europe. 1801

Le Miniſtère Britannique, en voulant ſe rappeller la conduite de l'Angleterre vis-à-vis de la Suède et des neutres en général pendant cette guerre, trouvera le vrai motif, qui a engagé S. M. de croire, que l'adhéſion formelle de pluſieurs puiſſances aux mêmes principes convaincroit mieux la Cour de Londres de leur validité, que des réclamations ſéparées, jusqu'ici ſans effet, ſans ſuppoſer jamais qu'un pareil accord dût être regardé comme une hoſtilité. Le Miniſtre Britannique ſe plaint, que la Cour de Londres n'ait pas été prévenue des intentions des Cours reſpectives de renouveller la convention de 1780; mais, avouant dans la même note, que l'Angleterre avoit pris dans cette guerre des engagemens avec ſes alliés contre les neutres, cet aveu du Miniſtre Britannique ſert de Réponſe à ſes inculpations.

Si S. M. n'étoit pas auſſi intimément convaincue de l'innocence de ſes intentions, comme elle veut auſſi ne point s'écarter de la modération, qu'elle a conſtamment temoignée, elle pourroit, en recriminant ſur la conduite de l'Angleterre, rappeller les offenſes impunies des Commandants des Vaiſſeaux Anglois dans les Ports même de la Suède; les Interrogatoires Inquiſitoriaux, qu'ont ſubis les Capitaines et les Equipages des Bâtimens, détenus tant dans les Indes-Occidentales qu'en Angleterre; la détention des convois dans l'année 1798 accompagnée de chicanes menſongères des tribunaux, équivalentes à un déni de juſtice abſolu, enfin la violation du Pavillon Suédois dans l'entrepriſe, executée à Barcelone. — Sa Maj. trouveroit ſans doute dans des offenſes auſſi graves, et dont les plaintes, portées à la Cour Britannique ſucceſſivement par ſes Miniſtres, ſont reſtées ſans être redreſſées, une juſtification, dont la rectitude de ſa con-

1801 duite n'a pas besoin: Elle n'a point cherché une vengeance: Sa Maj. a désiré d'assurer à son Pavillon la sûreté, à laquelle il a droit de prétendre. C'est en conséquence de ces sentimens, que le sous-signé est autorisé de déclarer, que, d'abord que la Cour Britannique aura égard aux droits de la Suède, en lui rendant justice sur les réclamations, touchant les convois arrêtés en 1798, comme aussi sur la violation du Pavillon à Barcelone, et avant tout en levant l'embargo, si injustement mis sur les Bâtimens Suédois, S. M. se verroit avec le plus grand plaisir en état de r'ouvrir ses Ports au commerce Anglois, et de rétablir les anciennes relations entre les deux nations. Sa Maj. cependant, ayant égard à ce qu'elle croit devoir à la dignité de son Empire, a fait ordonner, en conséquence de l'embargo mis sur les Vaisseaux Suédois, un égal embargo sur les Bâtimens Anglois dans les Ports de la Suède.

Ayant démontré jusqu'à l'évidence l'innocence de la Convention présente, Sa Maj. croit ne pas devoir entrer en discussion au sujet d'un événement accidentel, survenu entre son Allié S. M. l'Empereur de Russie et la Cour de Londres. L'acte même de la Convention montre qu'il n'y est question que des droits de la neutralité, isolée par sa nature même de toute autre contestation.

Le sous-signé Ministre-Plénipotentiaire de S. M. Suédoise, en portant le contenu de cette note à l'attention sérieuse du Ministre de S. M. Britannique, a l'honneur de prier Son Exc. Mylord Hawkesbury de vouloir procurer au sous-signé une réponse, qu'il désire qu'elle soit conforme aux voeux du Roi, son Maître. — Sa Maj. ayant ordonné au sous-signé de se rendre près de sa personne, la mission conciliatoire, dont il a été chargé, ayant été infructueuse, elle a jugé, que sa présence seroit à la Cour de Londres maintenant inutile.

Le sous-signé a l'honneur d'assurer Son Exc. Mylord Hawkesbury de sa plus haute considération.

Londres, ce 4 Mars 1801.

Signé: Le Baron d'Ehrenswärd.

A cette

A cette note le Gouvernement Britannique fit remettre la suivante réponse à M. d'Ehrenswärd, en date du 6 Mars. 1801. 6 Mars.

(*Nouv. polit.* 1801. Nr. 29. suppl.)

Réponse du Gouvernement Britannique.

Le sous-signé, Premier-Secrétaire d'Etat de S. M. au departement des affaires-étrangères, a l'honneur d'accuser à M. le Baron d'Ehrenswärd, Ministre-Plénipotentiaire de S. M. Suèdoise, la réception de sa Note du 4. de ce mois. Sa Maj. Britannique a déjà annoncé et répété la Résolution ferme et inaltérable où elle est de maintenir les principes reçus des droits des mers, droits établis par l'expérience des siècles, et parfaitement combinés pour procurer, tant aux puissances neutres qu'aux belligérantes, la sûreté de leurs droits et de leurs avantages respectifs.

Les éclaircissemens, que l'on cherche à donner aux articles de la convention actuelle, n'ont affoibli en aucune manière l'impression, qu'a dû faire sa première lecture, dans laquelle on voit clairement les motifs et les vues hostiles des puissances coalisées contre l'Angleterre. Et cette impression devient d'autant plus forte, quand on considère, que les Cours du Nord, en renouvellant les principes de la convention de 1780, qui n'étoient alors qu'une mesure générale, commune à toutes les puissances maritimes, convertissent cette convention, aujourd'hui où la politique et la position des puissances sont totalement changées, en un instrument injurieux, uniquement dirigé contre la Grande-Brétagne.

En pareille circonstance, on ne peut considérer l'embargo, mis sur les Vaisseaux Suédois, que comme une mesure juste et nécessaire, qui doit subsister tant que la Cour de Stockholm fera partie d'une confédération, dont le but est de forcer S. M. Britannique à adopter un nouveau système de droits maritimes, incompatible avec la dignité et l'indépendance de sa couronne, et avec les droits et les intérêts de ses Peuples.

Le sous signé présente à M. le Baron d'Ehrenswärd l'assurance de son estime.

Downing-street, le 6 Mars 1801.

Signé: HAWKESBURY.

1801 *Les plaintes que le Danemarc élévait au ſujet de l'Embargo decreté ſur ſes vaiſſeaux et contre lequel on n'uſa pas d'abord de repreſailles, furent accompagnées encore d'autres griefs élevés contre la conduite des vaiſſeaux de guerre et armateurs Anglais, ſurtout ſur les côtes de Norvège. C'eſt ce qui donna lieu à la ſuivante correſpondance officielle entre le Miniſtère Anglais et l'envoyé de Danemarc à Londres.*

I.

4 Mars. *Première Note du Miniſtre de Danemarc à Londres au Secrétaire-d'Etat Lord Hawkesbury.*

(*Nouv. polit.* Nr. 36.)

Première Note du C. Wedel au M. Britannique.

Mylord, par ordre de ma Cour, j'ai l'honneur de mettre ſous les yeux du Gouvernement Britannique le fait ſuivant, dont il apert, que le Capitaine Hamſtead, Commandant de la Frégate Angloiſe, Squirrel, s'eſt rendu coupable d'une violence inouïe et atroce ſous toutes les conſidérations poſſibles.

La dite Frégate eſt entrée le 5. Février dernier dans le Port d'Oſter-Riſöer en Norwègue, et a d'abord ſaiſi le Navire Suédois, Freden, Cap. Marrelius, qui en ſortoit, en enlevant le Pilote Norwégien, Rasmus Anderſon Narreſtöe, et le mettant aux fers, pour avoir fait des repréſentations contre la capture. Arrivé à l'ancre dans le ſus-dit Port, le Commandant Hamſtead a, par des Chaloupes armées, fait prendre poſſeſſion des Navires Suédois ſuivants: Erbarheten, Cap. Berlen; Telemak, Cap. Sundberg; et Sex-Södskende, Cap. Bolin. Les repréſentations du Sr. Tobieſen, Premier-Magiſtrat de la Ville, contre cet acte d'hoſtilité ouverte, furent en vain employées pour détourner l'Officier Anglois de ſa conduite violente; celui-ci inſiſtant même, qu'on lui fournit des pilotes, pour conduire ſes Priſes en mer.

A la ſuite du juſte refus, qu'on lui fit ſur ce ſujet, il expédia le lendemain un Officier avec trois Soldats et deux Marins, armés de fuſils et de ſabres tirés, chez le Chef des Pilotes, pour le forcer de donner les Pilotes demandés. Sur ces entrefaites le ſus-mentionné Chef-Magiſtrat, accompagné du Vice-Conſul Anglois, ſe

ſe rendit à bord du Squirrel, repréſentant au Commandant l'impoſſibilité d'acquieſcer à ſa demande: Mais, durant cet entretien, une Chaloupe armée fut de nouveau envoyée à terre: Pluſieurs Pilotes furent enlevés de force et obligés de ſe rendre aux ordres du Capitaine Hamſtead, qui, par ces moyens violents, emmena avec lui les dits Navires Suédois. 1801

Cette conduite, révoltante et criminelle dans tous ſes détails, ne pourra ſans doute que rencontrer l'indignation du Gouvernement Britannique, qui, quelque fâcheuſes que ſoient les circonſtances du moment, ne ſçauroit certainement pas tolérer une atrocité de ce genre, qui, inouïe entre des nations policées, dégrade l'honneur de la Marine Angloiſe, et n'admet plus ni ſûreté ni tranquillité pour les nations en paix avec la Grande-Brétagne.

Dans cette conviction je m'acquitte des ordres de ma Cour, en réclamant les ſus-dits quatre Navires Suédois enlévés, en inſiſtant ſur leur reſtitution immédiate avec leurs équipages, en demandant une ſatisfaction proportionnée à l'enormité de l'attentat, dont les Employés Anglois ſe ſont évidemment, de propos délibéré, rendus coupables.

Le Roi, mon Maître, s'attend avec confiance à la prompte réparation d'un délit, qui affecte la dignité de ſa Couronne, et la ſûreté de ſes Royaumes. Je m'empreſſe d'y appeller, Mylord, votre plus ſérieuſe attention; et je me flatte, que V. Exc. voudra bien au plutôt me mettre à même de faire ſur ce ſujet un rapport ſatisfaiſant à ma Cour. — J'ai l'honneur d'être etc.

A Londres, ce 4 de Mars 1801.

Signé: WEDEL JARLSBERG.

II.

Seconde Note du Miniſtre de Danemarc à Londres au Secrétaire d'Etat Lord Hawkesbury.

Seconde Note du C. Wedel.

La Cour de Copenhague ſe trouve de nouveau affligée par les atrocités ſuivantes, commiſes de propos délibéré ſur les côtes de Norwégue par des ſujets Britanniques. Le 8 de Février dernier une Chaloupe armée, expe-

1801 expediée par le Cutter Achilles, commandée par un Officier nommé Barnett, eſt entrée dans le port d'Egvaag près de Fahrſunden en Norwègue, et y a de vive force enlevé une Priſe Françoiſe. L'equipage du dit Cutter ne s'eſt point borné à cet acte de piraterie: Il eſt deſcendu à Skioldneeſs, d'où il a tiré ſur une Barque, qui y paſſoit venant de Lyshavn, avec trois des paiſibles habitans de la côte, dont un nommé Elling fut tué; et ces Barbares continuèrent leur feu dirigé contre la dite Barque, auſſi longtems qu'ils pouvoient l'atteindre.

Suivant ces faits conſtatés il m'eſt enjoint de réclamer la reſtitution immédiate du ſusdit navire, enlevé de ſes ancres dans un Port ſous la domination Danoiſe. Pareilles violences ne ſont autoriſées entre puiſſances civiliſées qu'après une déclaration de guerre formelle. Auſſi longtems que le Gouvernement Britannique ne caractériſe les meſures, adoptées contre le Danemarc, que ſous le titre de proviſoire et de précaution, S. M. Danoiſe, dont la modération conſtante ne s'eſt point démentie, eſt bien éloignée de ſuppoſer, qu'il veuille tolérer, encore moins approuver, la conduite hoſtile et violente de ſes Officiers, contraire au droit des gens comme aux ſtipulations des traités, et auſſi deshonorante pour leur état, que pour le Pavillon de leur nation: Elle s'attend en conſéquence d'être, ſans délai, raſſurée contre des récidives de cette nature; et, quant à l'acte inhumain et atroce, dont des ſujets Britanniques ſe ſont ſouillés, en tirant ſur de paiſibles et innocens navigateurs d'un Bateau, qui longeoit la côte, et ſe rendant les Meurtriers du ſus-mentionné Elling, le Roi ſe flatte, qu'il n'a beſoin que d'être nommé au Gouvernement Anglois, pour exciter la plus haute indignation, et pour l'engager à punir exemplairement les coupables, et à pourvoir à l'entretien de la famille, qui pleure l'innocente victime des atrocités ſus-dites.

En transmettant cette réclamation et ces repréſentations, par ordre de ma Cour, entre les mains de V. E. je me flatte d'y appeller ſon attention ſerieuſe; et j'ai l'honneur de la prier, de vouloir bien me mettre à même de faire mon rapport y relatif par le Courier prochain, tout comme ſur l'objet de nature pareille, contenu dans ma Note du 4. du courant. Il me ſera particulièrement ſatisfaiſant d'avoir à annoncer au Roi mon

Maître,

Maître, le desaveu formel de la Cour de Londres des actes susdits, et l'assurance de réparation immédiate. 1801

C'est dans cette attente que j'ai l'honneur d'ajouter l'assurance de la considération respectueuse, avec laquelle j'ai celui d'être etc.

A Londres, ce 18 Mars 1801.

Signé: WEDEL-JARLSBERG.

III.

Réponse du Secrétaire-d'Etat Lord Hawkesbury aux deux Notes précédentes, traduite de l'Anglois.

Réponse de Lord Hawkesbury.

Le sous-signé principal Secrétaire-d'Etat de S. M. pour les Affaires-Etrangères a l'honneur d'informer le Comte de Wedel-Jarlsberg, Envoyé-Extraordinaire et Ministre-Plénipotentiaire de S. M. Danoise, en réponse à sa Note d'hier, qu'il a fait les démarches convenables, pour instituer des recherches rigoureuses au sujet de la conduite de ces personnes, qu'on y accuse d'actes de violence et d'inhumanité. Le sous-signé espère, que les faits auront été mal-représentés au Comte de Wedel-Jarlsberg; mais, si, après un examen impartial, ils se trouvent tels qu'on les a exposés à M. le Comte, le sous-signé n'hesite point à déclarer, que la conduite des individus en question rencontrera les plus fortes marques d'improbation de la part du Gouvernement de Sa Majesté, attendu que c'est le voeu uniforme de Sa Majesté, que, même dans les cas d'hostilités ouvertes, toute espèce de cruauté ou de severité non nécessaire soit scrupuleusément evitée par toutes les Personnes, employées au service de Sa Majesté.

A l'égard de la demande, faite par le Comte de Wedel-Jarlsberg, par ordre de sa cour, pour la restitution des differents bâtimens, dont il est parlé dans sa présente Note et dans la precédente, le sous-signé a l'honneur de lui observer, que, dans les circonstances actuelles des deux pays, il est impossible à S. M. d'entrer dans aucune explication sur ces points. Mais, si la mesintelligence, qui malheureusement subsiste aujourdhui entre les deux Cours, est amiablement ajustée, ainsi

1801 ainſi que S. M. le déſire ardemment, ces cas ſeront naturellement portés, ſans perte de tems, devant les tribunaux réguliers et impartiaux, établis dans ce pays-ci pour décider de telles cauſes, conformément aux principes de juſtice et au droit des gens.

Le ſous-ſigné a l'honneur de renouveller au Comte de Wedel-Jarlsberg les aſſurances de ſa haute conſidération.

Downing-ſtreet, 19 Mars 1801.

Signé: HAWKESBURY.

IV.

Troiſième Note du Miniſtre de Danemarc à Londres au Secrétaire-d'Etat Lord Hawkesbury.

Troiſième Note du C. Wedel.

Le ſous-ſigné, Envoyé-Extraordinaire de S. M. Danoiſe, a reçu avec reconnoiſſance la prompte réponſe, que Son Exc. Mylord Hawkesbury, principal Secrétaire-d'Etat pour les Affaires étrangères, lui a fait l'honneur de lui adreſſer en date d'hier. Il en diſtingue avec ſatisfaction le desaveu des actes de violence et d'inhumanité, commis par des ſujets Britanniques ſur les côtes de Norwège, et l'aſſurance d'une ſatisfaction proportionnée à l'offenſe et au crime, conſtatés par les rapports officiels faits à la Cour de Copenhague.

Quant à l'Article de la reſtitution des navires enlevés, demandée par le ſous-ſigné, il voit avec regret, que l'explication n'eſt pas auſſi ſatisfaiſante: Mais, quelle que ſoit l'opinion de Son Exc. ſur ce ſujet, le ſous-ſigné s'empreſſe de déclarer, que Sa Maj. Danoiſe ne conſentira jamais, que la violation ouverte de ſes ports et de ſon territoire devienne, ſous aucun prétexte quelconque, un objet ſoumis à la déciſion des tribunaux. Ses droits Souverains et Territoriaux ſont aſſurés: Elle ne s'en départira pas; et, toutes les fois qu'ils ſont enfreints par la conduite violente des Employés Britanniques, le Roi n'héſitera pas d'appeller directement à la juſtice de Sa Maj. Britannique, dont il s'attend à recevoir immédiatement cette ſatisfaction, que les Souverains ne ſe refuſent guères, et qui en pareil cas ſeroit promptement rendue à celui de la Grand-Bretagne.

Le

Le sous-signé a l'honneur de renouveller à Son Exc. Mylord Hawkesbury l'assurance de sa haute considération. 1801

A Londres ce 20 Mars 1801.

Signé: WEDEL-JARLSBERG.

V.

Réponse du Secrétaire-d'Etat Lord Hawkesbury à la Note ci-dessus (traduite de l'Anglois).

Réponse de L. Hawkesbury.

Le sous-signé, principal Secrétaire d'Etat de Sa Maj. pour les Affaires-Etrangères, a reçu la Note, que le Comte de Wedel-Jarlsberg, Envoyé-Extraordinaire et Ministre-Plénipotentiaire de Sa Maj. le Roi de Danemarc, lui a fait l'honneur de lui adresser le 20. du courant. La conduite attribuée à des sujets Britanniques, qui ont eu part à l'affaire de l'enlèvement des Bâtimens Suédois en question d'un Port de Norvège, ayant déjà été desavouée par le Gouvernement de Sa Majesté, sous le double rapport de la violation de la jurisdiction territoriale de Sa Maj. Danoise et des actes de violence et d'inhumanité, allégués comme ayant été commis par les dits sujets en cette occasion; — il ne reste au sous-signé qu'à faire au Comte Wedel-Jarlsberg la remarque, — que le Gouvernement de Sa Maj. n'a aucun pouvoir de contraindre à la restitution de ces bâtimens ceux qui s'en sont emparés, avant que les parties lésées n'aient porté l'affaire devant les tribunaux légitimes et impartiaux, établis depuis longtems dans ce pays pour juger toutes les contestations en matière de prises; ceci étant la manière convenable d'éclaircir les faits, et d'obtenir la restitution de la propriété saisie, ainsi que de contraindre les Individus coupables à faire compensation pour les dommages essuyés par leur mauvaise conduite. Jusqu'à ce qu'on ait eu recours à ces moyens, le Gouvernement de Sa Majesté, ayant desavoué le fait, ne peut être responsable, suivant le droit des gens, des dommages essuyés.

Le sous-signé a l'honneur de renouveller au Comte de Wedel-Jarlsberg les assurances de sa haute considération.

Downing-street, 23 Mars 1801.

Signé: HAWKESBURY.

VI.

VI.

1801 *Quatrième Note du Miniſtre de Danemarc à Londres au Secrétaire-d'Etat Lord Hawkesbury.*

Quatrième Note du Comte Wedel. Le ſous-ſigné, Envoyé-Extraordinaire de Sa Maj. Danoiſe, a l'honneur d'accuſer la réception de la Note, dont Son Exc. Mylord Hawkesbury, principal Secrétaire-d'Etat pour les Affaires-Etrangères, l'a honoré en date du 23. du courant.

Le deſaveu ſans réſerve d'actes d'hoſtilités commis par les Employés Britanniques durant l'état de paix, qui exiſte heureuſement encore entre le Danemarc et l'Angleterre, juſtifie la confiance illimitée, que Sa Maj. Danoiſe n'a jamais ceſſé de conſerver dans les ſentimens du Roi de la Grande-Bretagne.

Le ſous-ſigné s'empreſſera de transmettre cette déclaration ſatisfaiſante au Roi, ſon Maître; mais, en attendant qu'il puiſſe être muni de ſes ordres précis ſur l'article de la reſtitution des navires enlevés dans les Ports Danois, le ſous-ſigné ne peut que ſe référer au contenu de ſa Note du 20 de ce mois, jugeant ſon opinion appuyée par les principes les plus reconnus et les plus ſacrés, par les uſages conſtans établis entre les ſouverains, et par des exemples même de date très-récente, où le Gouvernement Britannique n'a pas ſeulement reconnu le droit de reſtitution immédiate, mais où il s'eſt empreſſé d'en prévenir la demande formelle par une prompte déclaration de réparation.

Le ſous-ſigné prie S. Exc. Hawkesbury d'agréer l'hommage de ſon reſpect.

A Londres ce 24 de Mars 1801.

Signé: WEDEL-JARLSBERG.

VII.

Réponſe du Secretaire-d'Etat Lord Hawkesbury à la Note ci-deſſus (traduite de l'Anglois).

Réponſe de Lord Hawkesbury. Le ſous-ſigné, principal Secrétaire-d'Etat de Sa Majeſté pour les Affaires-Etrangères, a l'honneur d'informer le Comte de Wedel-Jarlsberg, Envoyé-Extraordinaire de Sa Maj. le Roi de Danemarc, qu'il paroît par

par le réſultat des recherches rigoureuſes, qui ont été faites au ſujet de la conduite des Officiers Britanniques, accuſés d'avoir violé la Juriſdiction territoriale de S. M. Danoiſe, que le fait, tel qu'il a été expoſé par le Comte de Wedel-Jarlsberg dans ſa Note du 18. eſt bien fondé, autant qu'il ſe rapporte à l'enlèvement de quelques bâtimens Suédois des Ports de la Norvège. Le Gouvernement de Sa Maj. ſignifiera donc ſans délai à l'Officier en queſtion les plus fortes marques de l'improbation de Sa Maj. au ſujet de tout l'enſemble de ce procédé; et c'eſt avec beaucoup de ſatisfaction, que le ſous-ſigné eſt actuellement à même d'ajouter, que les navires Suédois, capturés dans le Port de Norvège, ainſi que leurs Equipages, ſeront immédiatement relâchés, attendu qu'il n'eſt pas beſoin de recourir préalablement à des procédures juridiques, dans les circonſtances particulièrement du cas en queſtion. Le ſous-ſigné ſe félicite de pouvoir profiter de cette occaſion de renouveller au Comte de Wedel-Jarlsberg les aſſurances de ſa haute conſidération. 1801

Downing-ſtreet le 24 Mars 1801.

Signé: HAWKESBURY.

VIII.

Cinquième Note du Miniſtre de Danemarc à Londres au Secrétaire-d'Etat Lord Hawkesbury.

Cinquième Note du Comte Wedel.

Le ſous-ſigné Envoyé-Extraordinaire de Sa Maj. Danoiſe s'empreſſe de témoigner à Son Exc. Mylord Hawkesbury, principal Secrétaire-d'Etat pour les Affaires-Etrangères, ſa reconnoiſſance de la Note obligeante, qu'il vient de recevoir de ſa part, relative à la reſtitution immédiate des navires Suédois, enlevés dans un Port de Norvège, objet de l'Office, daté le 4 de ce mois. Il ne tardera pas d'en faire part à ſa Cour; et il va avec confiance au-devant de pareille juſtice dans le cas et les circonſtances graves, mentionnées dans la Note, qu'il a eu l'honneur d'adreſſer à S. E. le 18 du courant, ayant en attendant celui de renouveller à Mylord Hawkesbury l'aſſurance de ſa reſpectueuſe conſidération.

A Londres ce 25 Mars 1801.

Signé: WEDEL-JARLSBERG.

1801 Cependant la promptitude avec laquelle la Cour de Londres ſe portait à remedier à ces griefs fondés du Danemarc, ne pouvait diſſiper les nuages élevés d'autre part, et qui à tout moment menaçoient d'une orage.

On ſait que depuis que la France avait perdu l'eſpoir d'enlever à la marine Anglaiſe cette prépondérance que celle-ci avait maintenue pendant toute la guerre, elle forma le deſſein de porter un coup mortal à ſon commerce en lui fermant les principaux ports de l'Europe qui lui ſervaient de debouchés. Ayant déja reuſſi par rapport à nombre de ports de la mediterranée elle ſe propoſa d'en faire autant par rapport à ceux de la mer du Nord et nommément de ruiner le commerce de ſon ennemi avec les villes de Hambourg et de Bremen; plus important que jamais depuis que les ports de la Hollande lui avaient été fermés. Un projet de ce genre ne pouvait guère manquer d'être accueilli de Paul I. le nouvel ami de la République Françoiſe et à qui ſa paſſion contre l'Angleterre ferma les yeux ſur les interêts de ſes propres états; et il ne ſemblait pas impoſſible, d'après les circonſtances, de rendre les autres puiſſances du Nord les inſtrumens de ces meſures de vengeance, tandisque la poſition particulière du Danemarc et de la Pruſſe rendait également redoutable pour elles ſoit une invaſion de la France pour ſe rendre maitre de l'Elbe et du Weſer en dépit de cette neutralité que la paix recemment conclue à Luneville pouvait rendre moins précieuſe, ſoit une invaſion de la Ruſſie méditée par un Prince qui n'était malheureuſement que trop prompt à executer ſes conceptions.

Effectivement les Cours de Copenhague et de Berlin concerterent enſemble l'occupation des bords de l'Elbe et du Weſer et tandis que le Roi de Pruſſe fit entrer ſes troupes dans le territoire de l'Electorat d'Hannovre et de Bremen le Danemarc ſe preſſa d'envoyer un Corps de troupes ſous le commandement du Prince de Heſſe pour occuper la ville de Hambourg et ſes environs, à la ſuite d'une proclamation datée de Pinneberg le 28 Mars 1801, et qui eſt conçue dans ces termes:

Mani-

Manifeste de S. A. S. le Prince Charles de Heſſe. 1801

(*Journal de Francfort* 1801. Nr. 98.) 28 *Mars.*

Les meſures auſſi arbitraires que violentes, priſes par le Gouvernement Anglois, au mépris de tous les principes du droit des gens, contre la navigation et le commerce des puiſſances alliées pour la garantie et le maintien des droits des pavillons neutres, n'ayant point encore été révoquées, malgré les plus inſtantes repréſentations; les dites puiſſances ſe voyent dans la déſagréable néceſſité de prendre, de leur côté, toutes les meſures propres à rappeller ce Gouvernement à des ſentimens plus équitables.

Comme le moyen qui a paru le plus efficace pour atteindre ce but, eſt d'empêcher la navigation et le commerce Anglois ſur l'Elbe, et qu'à cet effet, l'occupation de la ville libre et Impériale de Hambourg eſt abſolument néceſſaire, Sa Maj. Danoiſe, en regrettant d'être obligée d'ordonner une pareille meſure, a dû céder à l'Empire des circonſtances, et m'a chargé, en conſéquence, de l'exécuter avec les troupes confiées à mon Commandement.

Conformément aux ordres qui m'ont été donnés, je veillerai avec ſollicitude à ce que les troupes qui entreront dans la ville, y obſervent pendant leur ſéjour, la diſcipline la plus ſévère, et que les habitans non-ſeulement ne ſoient point troublés, ni inquiétés dans leurs poſſeſſions ni dans l'exercice de leurs droits, mais qu'ils ſoient même protégés de la manière la plus énergique. J'eſpère, d'un autre côté, que chacun ſe comportera paiſiblement et amicalement envers les troupes que je commande, et que perſonne ne s'expoſera aux meſures de rigueur que néceſſiteroit une conduite oppoſée.

Pinneberg, le 28 Mars 1801.

Signé: CHARLES *Prince de Heſſe.*

L'occupation des remparts de la ville eut lieu le 29 Mars et pour travailler plus efficacement à la ruine du commerce des Anglais ſur l'Elbe on fit ôter les baliſes dans l'Elbe et éteindre le fanal de Heigoeland et autres, moyen cruel et dont l'inutilité a été conſtatée.

1801 *On ignorait encore ces projets en Angleterre quand l'Amiral Parker et le Vice-Amiral Nelson reçurent l'ordre de se rendre avec une forte Escadre dans la Baltique pour forcer le Danemarc et la Suède à se séparer de l'alliance du Nord, à laquelle on perdait l'espoir de les faire renoncer de bon gré. Ces mesures jointes au refus constant de lever l'Embargo en Angleterre déterminerent la Cour de Copenhague à refuser de nouvelles lettres de créance envoyées à M. Drummond, et la reception du nouveau Ministre que l'Angleterre lui avait adjoint, et à décerner un Embargo général sur les vaisseaux et bâtimens des Anglais dans les ports de ses états, en vertu d'une ordonnance datée du 29 Mars 1801, et conçue en ces termes.*

(*Nouv. polit.* 1801. Nr. 29 fq.)

Nous CHRISTIERN VII, et ſçavoir faiſons; attendu que toutes les meſures et démarches amicales, pour procurer la levée de l'Embargo, mis ſur les Navires et Marchandiſes de nos ſujets dans les ports Anglois, ont été infructueuſes, nous nous ſommes vues dans la néceſſité d'ordonner par la préſente, que tous Navires et Marchandiſes, qui appartiennent à des ſujets du Gouvernement Britannique et ſe trouvent dans nos Ports, ſoient arrêtés ſur le champ et mis en ſaiſie. Pour l'exécution de cet Embargo, tous les Magiſtrats, dans les villes et au Plat-Pays, ſeront tenus de prêter main forte de la manière la plus efficace aux Employés des Douanes et autres, qui trouveront leſdits Navires et Marchandiſes. Quant à la conſervation des Navires et Marchandiſes ſaiſis, les Magiſtrats, non moins que les Employés des Douanes, ſont chargés de faire tout ce qui eſt néceſſaire; et l'on réglera ultérieurement ce qui concerne les ſoins à prendre pour les Equipages. Ce à quoi tous et chacun devront ſe conformer.

Donné dans notre Réſidence Royale de Copenhague le 29 Mars 1801.

Ces repréſailles et le départ des Miniſtres Anglais furent ſuivis de près d'hoſtilités effectives, et l'Eſcadre Anglaiſe ayant forcé le paſſage du Sund le 30 Mars, on vit s'engager le 2 Avril cette bataille ſanglante devant Copenhague qui termina le même jour en Europe la guerre entre

tre ces deux Puiſſances. Un armiſtice d'abord conclu 1801
pour 24 heures, puis pour un tems indéfini, fut ſuivi le 9 Avril d'une trêve pour 14 ſemaines. La Cour de Copenhague a fait publier officiellement la ſubſtance des negociations qui ont precédé cet armiſtice, dans les termes ſuivans:

(*Nouv. polit.* 1801, Nr. 35.)

L'Amiral Sir Hyde Parker (muni des pleins-pouvoirs néceſſaires de ſon Gouvernement), propoſa d'abord une Alliance défenſive entre le Danemarc et la Grande-Brétagne, dans lequel cas le Gouvernement Anglois s'engageoit à ſoutenir le Roi de Danemarc par une Flotte, au moins de 20. Vaiſſeaux de guerre, pendant que le Danemarc, à ſon tour, s'obligeroit également à tenir 10. Vaiſſeaux de guerre dans la Baltique. Cette propoſition fut d'abord refuſée, comme incompâtible avec la Convention de neutralité des puiſſances ſeptentrionales. Sur cela l'Amiral Anglois déclara, qu'il étoit prêt à demander des inſtructions ultérieures à ſa Cour, s'il pouvoit conſidérer dans l'intervalle Copenhague comme un Port ami, et ſi le Danemarc vouloit ſe départir de la Coalition du Nord. Du côté du Danemarc le Général de Waltersdorff et l'Adjutant-Général Lindholm furent nommés Commiſſaires-Militaires, pour prendre des éclairciſſemens ultérieurs ſur le premier Point: Quant au ſecond, il fut abſolument refuſé. Après quelques Conférences des dits Commiſſaires avec l'Amiral Parker, au ſujet d'un armiſtice et des conditions y relatives, celui-ci donna un Ecrit, ſous le nom de ſon Ultimatum, qui tendoit à l'alternative d'une alliance défenſive, où le Danemarc entreroit avec la Grande-Brétagne, ou d'un desarmement; ſur quoi il demandoit une réponſe catégorique dans un délai de 24 heures: Mais on lui fit connoître, que ces deux demandes étoient peu convenables et ne ſçauroient être trouvées acceptables. Le lendemain, il offrit dans les conditions d'Armiſtice ce changement, que le Danemarc ceſſeroit d'armer; que ſes Vaiſſeaux de guerre reſteroient in ſtatu quo; qu'il obſerveroit la neutralité la plus rigoureuſe à l'égard de la Grande-Brétagne, et qu'il ſuſpendroit l'effet des engagemens contractés avec les puiſſances ſeptentrionales, juſqu'à ce que les différends actuels avec le Roi

1801 de la Grande-Brétagne fuſſent arrangés, ou juſqu'à ce que l'Amiral eût reçu de nouveaux Ordres ou Inſtructions de ſa Cour. Enfin les Commiſſaires s'accordèrent, de part et d'autre, ſur les conditions, poſées pour baſe de la Convention d'Armiſtice, déjà connûe du public.

9 Avril. *Convention d'armiſtice entre le Gouvernement Danois et l'Amiral Sir Hyde Parker, Commandant en Chef des Forces Navales de S. M. Britannique dans la Rade de Copenhague; ſignée le 9 Avril 1801.*

(*Nouv. polit.* 1801. Nr. 33.)

Le Gouvernement Danois, d'une part, et l'Amiral Sir Hyde Parker, Chevalier, Commandant en Chef des Forces Navales de Sa Maj. Britannique dans la Rade de Copenhague, de l'autre, déſirant également, par des motifs d'humanité, de mettre fin à l'effuſion ultérieure de ſang, et de ſauver la Ville de Copenhague des ſuites des ſtreuſes, qui pourroient accompagner la pourſuite ultérieure des hoſtilités contre cette Ville, ſont mutuellement convenus d'un Armiſtice-Militaire ou Suſpenſion-d'Armes.

Sa Maj. Danoiſe ayant à cet effet nommé le Général-Major Erneſt Frédéric Waltersdorff, Chambellan de S. M. Danoiſe et Colonel d'un Regiment, et l'Adjudant-Général Hans Lindholm, Capitaine de Vaiſſeau dans la Marine de Sa Majeſté, ſes Commiſſaires pour convenir des conditions du dit Armiſtice, et l'Amiral Sir Hyde Parker, Chevalier, ayant dans la même vuë dûment autoriſé le très-honorable Horatio Lord Nelſon, Chevalier du très-honorable Ordre du Bain, Duc de Bronte en Sicile, Chevalier Grand' Croix de St. Ferdinand et du Mérite, ainſi que de l'Ordre Impérial du Croiſſant, Vice-Amiral dans la Flotte de Sa Maj. Britannique, et l'Hon. William Stewart, Lieutenant-Colonel au ſervice de Sa Maj. Britannique, commandant un Détachement des Forces de terre de ſa dite Majeſté, embarqué ſur la Flotte; les dits Commiſſaires ont conféré aujourd'hui, et ayant échangé leurs pouvoirs reſpectifs ſont convenus des conditions ſuivantes.

Art. I.

ART. I. 1801

Du moment de la signature de cet armistice, toutes hostilités cesseront immédiatement entre la Flotte sous les ordres de l'Amiral Sir Hyde Parker et la Ville de Copenhague, et tous les Vaisseaux armés et Bâtimens de Sa Maj. Danoise dans la Rade ou le Port de cette Ville; ainsi qu'entre les différentes Isles et Provinces du Danemarc, y compris la Jutlande.

ART. II.

Les Vaisseaux armés et Bâtimens, appartenant à Sa Maj. Danoise, resteront dans leur situation actuelle, et tels qu'ils se trouvent aujourd'hui, relativement à leur armement, équipement, et position hostile; et le traité communément connu sous le nom de traité de neutralité armée, sera, autant que cela regarde la co-opération du Danemarc, suspendu, aussi longtems que l'armistice reste en force. D'autre part, les Vaisseaux armés et Bâtimens, sous les ordres de l'Amiral Sir Hyde Parker, ne molesteront en aucune façon quelconque la Ville de Copenhague, ni les Vaisseaux armés et Bâtimens de Sa Maj. Danoise, ni les côtes des différentes Isles et Provinces du Danemarc, y compris la Jutlande: et, afin d'éviter tout ce qui pourroit autrement causer de l'inquiétude ou de la jalousie, Sir Hyde Parker ne permettra point, qu'aucun des Vaisseaux ou Bâtimens sous ses ordres s'approchent à la portée du Canon des Vaisseaux armés ou Forts de Sa Maj. Danoise dans la Rade de Copenhague. Cette restriction ne s'étendra pas néanmoins aux Vaisseaux, qui passent ou repassent nécessairement par le détroit ou Canal du Roi.

ART. III.

Cet armistice protégera aussi la Ville de Copenhague, ainsi que les côtes du Danemarc, la Jutlande et les Isles y comprises, contre l'attaque de toute autre Force Navale, que Sa Maj. Britannique pourroit avoir, actuellement ou dans la suite, pendant qu'il reste en force, dans ces Mers.

ART. IV.

Il sera permis à la Flotte de l'Amiral Sir Hyde Parker de se pourvoir à Copenhague, ainsi que le long des côtes des différentes Isles et Provinces du Danemarc, y compris la Jutlande, de tout ce dont elle pourra avoir besoin pour la santé ou rafraichissement de ses Equipages.

1801

ART. V.

L'Amiral Sir Hyde Parker renverra à terre tous les ſujets de Sa Maj. Danoiſe, qui ſont actuellement à bord de la Flotte Britannique ſous ſes ordres; le Gouvernement Danois s'engageant à donner une reconnoiſſance pour eux, ainſi que pour tous les bleſſés, qu'il a été permis de mettre à terre après l'Action du 2. de ce mois, afin qu'il en ſoit tenu compte en faveur de la Grande-Brétagne, dans le cas malheureux de la repriſe des hoſtilités.

ART. VI.

Le commerce de cabotage intérieur, qui ſe fait par le Danemarc le long de toutes les parties de ſes côtes, compriſes dans l'opération de cet armiſtice, reſtera ſans être moleſté par aucun Vaiſſeaux armés ou Bâtimens Britanniques quelconques; et il ſera donné des Inſtructions en conſéquence par l'Amiral Sir Hyde Parker.

ART. VII.

Cet armiſtice continuera ſans interruption, de la part des parties contractantes, durant l'eſpace de 14. ſemaines, à compter de ſa ſignature; à l'expiration duquel tems il ſera au pouvoir de chacune des dites parties de déclarer une ceſſation du dit armiſtice, et de recommencer les hoſtilités, en prevenant quinze jours d'avance.

Les conditions du préſent armiſtice ſeront, dans toutes les occaſions, interprêtées de la manière la plus libérale et loyale, de façon à écarter toute matière pour des conteſtations futures, et de faciliter les moyens d'effectuer le rétabliſſement de l'harmonie et de la bonne intelligence entre les deux Royaumes.

En foi de quoi nous ſous-ſignés Commiſſaires, en vertu de nos pleins-pouvoirs, avons ſigné le préſent armiſtice, et y avons appoſé le ſceau de nos armes. Fait à bord du Vaiſſeau de Sa Maj Britannique, the London, dans la Rade de Copenhague le 9 Avril 1801.

(L. S.) ERNEST FREDERIC WALTERSDORFF.
(L. S.) HANS LINDHOLM.
(L. S.) NELSON BRONTI.
(L. S.) WILLIAM STEWART.

Quand

Quand cette dernière convention fut signée on venait 1801
d'apprendre que le premier moteur de l'alliance du Nord et de tous ces mouvemens qui, au moment même où dans le Sud de l'Europe on vit paraître l'aube d'une nouvelle paix menaçaient le Nord d'un embrasement général, que Paul I. n'était plus. Dès le 24 Mars le thrône de toutes les Russies était occupé par Alexandre I. et les premières démarches de ce Souverain étant marquées au coin de la sagesse et de la modération, il fut permis dès lors d'espérer que le nouveau Ministère Britannique annoncé officiellement dès le 17 Mars pourrait conjurer l'orage qui venait d'éclater, et pourrait réussir à renouer ces liens d'amitié avec les Puissances du Nord dont l'utilité reciproque s'était manifestée avec tout d'évidence. Cependant les choses étaient parvenues à un point où même les sentimens les plus conciliatoires demandaient à être alliés avec ce que la dignité des états semblait exiger: d'ailleurs il importait réciproquement d'en venir à un arrangement quelconque, capable à prévenir de nouvelles disputes semblables à celles pour lesquelles on avait mis les armes à la main.

C'est ainsi que l'Angleterre de son côté après avoir signé avec le Danemarc l'armistice qui suspendait les effets des engagemens de cette Puissance, avec les Cours du Nord jugea devoir poursuivre dans la même route pour détacher la Suède d'une alliance à la quelle ni le nouveau Souverain de la Russie ni la Suède n'avoient encore renoncé. A cette fin la Flotte Britannique s'étant rendu le 19 Avril à la hauteur de l'entrée du Port de Cronstadt, l'Amiral Hyde Parker envoya la sommation suivante au Vice-Amiral Cronstedt Commandant dans ce Port.

A bord du Vaisseau-Amiral, la Ville de Londres, étant à la voile, le 18 Avril 1801.

Comme la Cour de Danemarc a été portée à conclure un Armistice, qui a mis un terme aux malheureux différends entre les Cours de St. James et de Copenhague, et, comme il m'est également ordonné d'obtenir une Réponse positive sur la façon de penser de la Cour de Suède, relativement à la renonciation aux projets hostiles, que, de concert avec la Russie, elle avoit dirigés contre les droits et les intérêts de la Grande-Bretagne, j'ai l'honneur d'envoyer cette Lettre à Votre

1801 Exc. dans la vue de recevoir, sur la résolution de la Cour de Suède, relativement à cet important objet, une déclaration, telle que je puisse régler mes opérations futures d'après la Réponse, que j'attends à cette dépêche dans le délai de 48 heures. J'ai l'honneur &c.

Signé: HYDE PARKER, *Commandant en Chef de la Flotte Britannique dans la Baltique.*

A cette sommation le Vice-Amiral Cronstedt, donna aussitôt, d'après les ordres du Roi, qui se trouvoit alors à Malmoë, la Réponse provisoire qui suit.

Que, n'étant que Militaire, il ne lui appartenoit pas d'entrer particulièrement dans la Réponse à une demande, qui n'étoit point du ressort de ses fonctions; mais que, Sa Maj. ayant annoncé, qu'elle se rendroit incessamment à Carelscrona, elle feroit connoître alors sa résolution à M. l'Amiral.

Le Roi étant en effet arrivé, il chargea le Vice-Amiral Cronstedt de faire à l'Amiral Parker la Réponse officielle, dont voici la teneur.

Monsieur l'Amiral,

Le Roi, mon Maître, m'a ordonné de faire la Réponse officielle suivante à la lettre dont Votre Exc. m'a honorée en date du 18 de ce mois.

Convaincus, que Votre Exc. connoit parfaitement la valeur et la sainteté d'engagemens pris, Sa Maj. est persuadée, que la déclaration solemnelle, qu'elle va faire, ne paroîtra certainement pas inattendue à Votre Excellence; savoir, que le Roi de Suède n'hesite pas un moment à remplir avec fidelité et loyauté les engagemens, que Sa Maj. a contractés avec ses alliés, et ce sans avoir aucun égard aux Conventions particulières de quelque autre puissance, sous quelque nom qu'elles puissent avoir été faites, dont les effets ne pourroient jamais s'étendre aux intérêts des Puissances Septentrionales, qui ont été Neutres jusqu'à présent. Telle est la résolution ferme et invariable de Sa Majesté, obligée, tant par inclination que par devoir, de considérer la cause de ses fidé-

fidèles alliés comme la sienne propre, Sa Maj. ne veut pas se refuser en attendant à écouter les propositions équitables, pour terminer les différends subsistans, qui pourroient être faites par des Plénipotentiaires, autorisés de la part de Sa Majesté Britannique, aux Puissances confédérées du Nord. 1801

Carlscrona, le 2 Avril 1801.

Signé: C. O. CRONSTEDT, *Adjudant-Général du Roi, pour le Service de la Flotte, et Commandant en Chef à Carelscrona.*

L'empereur de Russie, animé de sentimens pacifiques et conciliatoires vis-à-vis de l'Angleterre à la quelle il avait fait le champ envoyé un courir pour lui notifier son avenement au Thrône, chargea le Comte de Pahlen de faire remettre la déclaration suivante à l'Amiral Parker, Commandant en Chef de la Flotte Britannique dans la Baltique.

Par le décès de Sa Maj. Imp. PAUL I., de glorieuse mémoire, le Sceptre de l'Empire Russe, par droit de naissance, a passé dans les mains de Sa Maj. Impériale ALEXANDRE. Une des premières démarches de ce Monarque a été d'accepter les propositions, que la Grande-Bretagne avoit faites à son Prédécesseur, de terminer, par une Convention heureuse, les différends, qui avoient fait éclater la guerre dans le Nord de l'Europe. Fidèle néanmoins aux engagemens contractés avec les Cours de Stockholm, de Berlin et de Copenhague, Sa Maj. a fait connoître, qu'elle étoit fermement décidée à agir de concert avec ses alliés, en tout ce qui étoit relatif aux intérêts des puissances neutres. Sa Maj. Imp. ne s'attendoit point, que la Grande-Bretagne commenceroit les hostilités contre le Danemarc, précisément au moment où l'Envoyé de cette puissance à la Cour de Berlin étoit de nouveau autorisé à conférer avec le Ministre Russe résidant en cette Capitale. Les mesures, prises par Sa Maj. Impériale, n'ont été qu'une suite de son désir pour maintenir la paix, afin de prévenir, pour le bien de l'Humanité, une rupture funeste aux dites puissances. Les hostilités, entreprises contre le Danemarc, eussent infailliblement mis obstacle à la paix, si les intentions pacifiques de Sa Maj. Impériale eussent à cette époque

1801 époque été connues de la Cour de Londres: Mais, comme la Flotte Angloiſe eſt partie pour le Sund, avant que Sa Maj. ſoit montée ſur le Trône, Elle attendra, pour connoître les vraies diſpoſitions du Cabinet de St. James, que celui-ci ait reçu les propoſitions qu'elle lui a faites. Le ſous-ſigné, Général de Cavalerie et Miniſtre des Affaires Etrangères, demande en conſéquence, au nom de ſon Souverain, que l'Amiral en Chef de la Flotte de Sa Maj. Britannique ſuſpende toute hoſtilité contre le pavillon des trois puiſſances co-aliſées, juſqu'à ce que Son Exc. ait reçu des ordres ultérieurs de ſa Cour; et en attendant l'Amiral ſera perſonnellement reſponſable des ſuites, qui réſulteroient de la continuation de la guerre.

Quoique prête à repouſſer la force par la force, Sa Maj. Impériale perſiſtera dans ſes intentions pacifiques, ſi la juſtice et la modération du Cabinet de Londres lui permettent de concilier l'humanité, avec ce qu'elle doit à la dignité de ſa Couronne et aux intérêts de ſes Alliés.

Signé: DE PAHLEN.

Cette Note lui fut transmiſe par M. de Liſakewitſch Miniſtre de Ruſſie à Copenhague accompagnée d'une lettre de celui-ci en date du 20 Avril à laquelle l'Amiral fit la réponſe ſuivante.

A bord du Vaiſſeau de ligne Britannique, le London, en Mer, le 22 Avril 1801.

Dans ce moment même j'ai eu l'honneur de recevoir la lettre de Votre Excellence, en date du 20 de ce mois, avec Copie de la lettre de Son Excellence le Comte von der Pahlen. Je puis aſſurer Votre Excellence, que l'une et l'autre m'ont procuré une ſatisfaction particulière par l'eſpoir, que la Ruſſie et la Grande-Bretagne vont être réunies de nouveau, comme ci-devant, par les liens de l'amitié et de l'harmonie. Je retourne inceſſamment au KlogeBucht, pour y attendre les ordres de ma Cour. Enſuite du même ordre à donner par Sa Maj. Impériale, je donnerai pareillement celui de s'abſtenir de toutes eſpèces d'hoſtilités contre les Sujets de la Ruſſie, du Danemarc, et de la Suède. J'ai l'honneur d'être &c.

Signé: H. PARKER, *Amiral et Chef de la Flotte de S. M. Britannique dans la Baltique.*

Les

Les dispositions des deux Cours principales pour un accommodement se prononçant de plus en plus et le préjudice que l'interruption du commerce de l'Elbe et du Weser causait, étant commun à toutes les parties enveloppées dans ces disputes, l'Empereur de Russie écrivit au Roi de Prusse: 1801

*"Qu'étant très satisfait des conditions modérées et équitables de l'Angleterre, Sa Maj. Imp. engageoit Sa Maj. Prussienne à évacuer le Pays d'Hannovre, les Embouchures de l'Elbe et du Weser, qu'elle considéroit cette démarche comme une preuve de son amitié; et que, désirant pacifier le Nord et rendre la Paix au monde, elle prioit Sa Maj. Prussienne de ne point mettre d'empêchement à ce grand dessein, et de l'aider au contraire de tout son pouvoir." *).*

En conséquence le Roi de Prusse s'adressa à la Cour de Copenhague pour l'engager à évacuer la ville et le territoire de Hambourg et les autres places qu'elle avait fait occuper, et c'est avec le concours du Ministre Prussien qu'il fut concerté en cette ville un arrangement entre l'Angleterre et le Danemarc en date du 7 May 1801, qui est renfermé dans les suivantes déclarations en forme de lettres.

Lettre de M. Crauford Ministre de S. M. Britannique à S. A. S. Mgr. le Prince de Charles de Hesse.

(*Nouv. polit.* 1801. Nr. 40.)

A Hambourg ce 7 May 1801.

Monseigneur!

Pour empêcher toute possibilité de mépriſe, il me paroît à propos de soumettre par écrit à Votre Altesse Sérénissime les points, dont elle a bien voulu convenir avec moi ce matin, en présence du Ministre de Prusse, qui nous assure l'agrément de sa Cour. Votre Alt. Sér. déclare

1) la neutralité de l'Elbe complettement rétablie, dès ce jour: Que par conséquent tout vaisseau, quelque pavillon qu'il porte, pourra aller et venir librement; que même, dans le cas malheureux de la reprise des hostilités entre l'Angleterre et le Danemarc, le libre retour sera

*) Ce passage est tiré des *nouvelles politiques de Leyde* 1801. n. 41.

1801 ſera aſſuré à tous ceux qui ſe trouveront à cette époque dans l'Elbe, ou qui y arriveront ſur la foi de cette convention; et que dans aucun cas ils ne ſeront ſujets à l'embargo, ni à quelque moleſtation que ce ſoit.

2) Que toute Marchandiſe ou Propriété Angloiſe quelconque, qui arrivera dans l'Elbe, dès ce jour, ſera exempte de ſéqueſtre et de toutes recherches quelconques dans quelque cas que ce ſoit.

3) Que, ſi la Cour de Copenhague voudroit revenir ſur cette convention, elle ſera tenuë d'en avertir ſix ſemaines d'avance; Que cette convention reſtera en force juſqu'à l'expiration de ces ſix ſemaines.

Par contre, je m'engage à donner les paſſeports néceſſaires aux Vaiſſeaux Danois, allant des Ports de l'Elbe en Groenlande et en Norwègue; pour qu'ils puiſſent pourſuivre leur voyage, et retourner, ſans être arrêtés ou moleſtés, de quelque manière que ce ſoit, par les vaiſſeaux de guerre ou par les Corſaires Britanniques. J'ai l'honneur d'être avec reſpect, etc.

Signé: JAMES CRAWFORD.

Réponſe de S. A. S. Mſgr. le Prince Charles de Heſſe.

Au Quartier-Général près Hambourg ce 7 May 1801.

Monſieur!

Les points, que vous voulez bien m'alleguer dans la lettre, que je viens d'avoir le plaiſir de recevoir de votre part, Monſieur, ſont exactement ceux dont nous ſommes convenus en préſence du Miniſtre de Pruſſe, ſçavoir.

(Ici ſuivent mot à mot les trois articles de la lettre du Chevalier Crawford.)

Par contre vous avez bien voulu vous engager, Monſieur, à donner les paſſeports néceſſaires aux Vaiſſeaux Danois allant des Ports de l'Elbe en Norwègue, et ceux qui vont à la Pêche de Groenlande, pour qu'ils puiſſent pourſuivre leur voyage, et retourner ſans être arrêtés ou moleſtés, de quelque manière que ce ſoit, par

par les vaisseaux de guerre, ou par les Corsaires Britanniques. 1801

C'est avec une considération parfaite, que je ne cesserai d'être etc.

Sign. CHARLES, *Prince de Hesse.*

*A la suite de cette convention les Danois quitèrent la ville et le territoire de Hambourg le 23 May *) après que le Veldmaréchal Prince Charles de Hesse eut remis au Sénat la suivante déclaration en date du 20 May.*

Déclaration du Veldmaréchal Prince Charles de Hesse remise au Magistrat de la ville de Hambourg, en date du 20 May 1801.

(*Nouv. polit.* 1801. Nr. 44. suppl.)

Attendu que par les événemens, qui ont eu lieu dans ces derniers tems, il s'est effectué un retranchement essentiel dans les rapports politiques, qui avoient eu lieu jusqu'à présent, Sa Maj. le Roi, mon Maitre s'est aussi trouvé par là dans le cas de faire actuellement des changemens dans plusieurs des mesures, qui avoient été prises précédemment de son côté. Particulièrement a-t-Elle jugé à propos de supprimer pour le présent les obstacles à la navigation et au commerce des Anglois sur l'Elbe, qu'on avoit dû juger necessaire d'y mettre il y a quelque tems, comme mesure forcée de defense contre les hostilités, qu'on avoit essuyées de la part de l'Angleterre; et en vertu d'un accord que j'ai signé avec le ministre Britannique, résidant près du Cercle de la Basse Saxe, et qui a été communiqué au Public, la liberté générale de la navigation sur l'Elbe a déjà été rétablie. En conséquence, dans des circonstances altérées de cette façon, le principe s'évanouit pour le présent, d'après lequel S. M. s'étoit vu dans la necessité de se déterminer à faire occuper provisoirement par ses troupes la *ville libre et Impériale* de Hambourg; principes qui consistoit uniquement dans l'interruption de la navigation

*) Mais les troupes Prussiennes, dont le rappel semblait reposer sur les mêmes motifs, n'ont entièrement evacué des territoires de leurs voisins qu'après la ratification des préliminaires de paix entre la France et l'Angleterre signées le 1 Oct. 1801.

1801 tion et du commerce des Anglois: Et d'autant plus, qu'en se décidant à une telle mesure Sa Maj. a dû céder à la force irresistible de circonstances impérieuses, ainsi qu'Elle l'a fait déclarer dès lors aussi solemnellement que publiquement par moi, d'autant plus trouve-t-Elle conforme à sa façon de penser de limiter la dite mesure uniquement à la durée des relations qui en avoient fait naître la nécessité.

En conséquence S. M. m'a donné l'ordre de retirer aujourdhui de la ville libre et Impériale de Hambourg et de son Territoire les troupes confiées a mon Commandement. En même tems je me fais un devoir de témoigner par la Présente au Senat de cette Ville libre et Impériale tant la satisfaction particulière du Roi, ainsi que S. M. m'en a expressément chargé, que, de mon côté, les remercimens les plus sincères, pour les procédés honnêtes et amiables, que les Habitans de la ville et de son Territoire ont observés, autant à l'entrée des troupes Royales que durant leur séjour (procédés par lesquels la bonne intelligence entre les Habitans et les Troupes a été constamment maintenuë) ainsi que pour les dispositions, qui avoient été prises par le Magistrat, les plus propres à remplir ce but.

Donné au Quartier Général près de Hambourg le 20 Mai 1801.

Signe: CHARLES, *Prince de Hesse.*

Ces arrangemens furent suivis de près de la levée de l'Embargo qui avait été decerné en Russie contre les Anglais. L'ukase donné à cet égard est daté du 18 May et conçu dans ces termes.

(*Nouv. polit.* 1801. Nr. 50.)

Les raisons, pour lesquelles nous différames jusqu'ici de délivrer les Vaisseaux Marchands des Anglois ainsi que leurs autres proprietés de l'embargo, que nous jugions plus préjudiciable aux Particuliers, qu'au Gouvernement, n'existent plus. La Flotte Angloise, dont l'entrée dans la mer Baltique et en dernier lieu l'apparition devant le Port de Revel retardèrent le plus cette mesure que nous nous étions proposé de prendre, s'est eloignée à notre demande, le Commandant déclarant "que dans sa conduite il n'avoit pas eu le moindre dessein d'une tentative hostile contre nos côtes, mais qu'il étoit dirigé par les mêmes

mêmes ſentimens pacifiques, dont le Gouvernement Anglois nous a donné des preuves non équivoques." Cet événement nous a rendu poſſible de ſatisfaire, ſans bleſſer la dignité de l'Empire Ruſſe, à ce que demandoient la juſtice de nos principes et les démarches réciproques pour arriver à la paix. En conſéquence nous ordonnons de retirer dans tous les Ports de notre Empire, l'embargo mis ſur les Vaiſſeaux Marchands Anglois, et de lever par-tout le ſéqueſtre, ſous le quel ſe trouvent les autres propriétés de cette nation. Du reſte nous laiſſons au collège du commerce de notre Empire le ſoin de faire les diſpoſitions les plus convenables et les plus promptes dans leur effet, pour la liquidation des comptes entre les ſujets des deux puiſſances, ayant tout l'égard poſſible à l'avantage et aux intérêts réciproques. 1801

En conſéquence il fut expédié en Angleterre le 4 Juin l'ordre dans tous les Ports de retirer l'Embargo de tous les navires Ruſſes et Danois dans les Ports de la Grande-Brétagne et d'Irlande. Des difficultés particulières empêcherent encore d'étendre cette levée d'Embargo aux Vaiſſeaux Suèdois. Cependant la defenſe de tout commerce avec l'Angleterre prononcée en Suède par ordonnance du 30 Mars y avait été levée et le commerce entre les deux Nations retabli par une ordonnance du 19 May de la teneur ſuivante.

(*Nouv. polit.* 1801. Nr. 46. ſuppl.)

Nous Guſtave-Adolphe etc. etc. ſçavoir faiſons: Comme par les démarches peu amicales, faites par le Gouvernement Anglois, et les violences exercées envers le Pavillon Suèdois, nous nous ſommes vus dans le cas d'interrompre toute communication commerciale avec l'Angleterre, nous avons ſcrupuleuſement maintenu cette réſolution, priſe d'après des principes ſi ſolides, par un effet de la ſollicitude, que nous mettons à remplir fidèlement les obligations, où nous ſommes entrés, et de ſoutenir dans toutes les occaſions la majeſté et la dignité de notre Royaume, auſſi longtems et jusqu'à ce qu'il s'offrit des motifs pour changer de meſures. Mais, comme nous, apprenons aujourd'hui, que nos Alliés ont déjà r'ouvert avant nous, les anciennes relations de commerce avec l'Angleterre, et que le Commandant en Chef de la Flotte Angloiſe dans la Baltique a également déclaré ſolemnellement, que les Navires Marchands Suè-

1801 dois dans la Baltique et le Cattegat ne ſeroient pas inquiétés; dans des circonſtances tellement altérées nous ne nous trouvons pas plus longtems dans l'obligation de perſiſter ſeuls dans une réſolution, dont l'unique effet ſeroit à préſent de mettre des entraves à la navigation et au commerce entre nos ſujets et ceux de S. M. Britannique. En conſéquence notre intention par la préſente eſt non-ſeulement de lever de nouveau la prohibition du commerce et de la navigation vers l'Angleterre, faite par ordonnance de notre collège de commerce, ſous la date du 30 Mars; mais auſſi de permettre, que les Navires Marchands Anglois entrent ſans obſtacle dans les Ports de la Suède, qu'ils y importent et en exportent des Marchandiſes permiſes, en obſervant les ordonnances et en payant les droits de douane et impoſitions, qui avoient lieu avant la mesintelligence ſurvenue entre l'Angleterre et la Suède. Nous nous attendons, que par cette démarche, qui manifeſte ſi clairement nos ſentimens juſtes, équitables, et conformes à la circonſtance, le Gouvernement Anglois ſe croira également obligé, de ſon côté, à traiter deſormais nos chers ſujets avec la même juſtice et convenance.

Donné au Château de Stockholm, le 19. Mai 1801.

Signé: GUSTAVE-ADOLPHE.

Cette ordonnance fut communiquée à l'Amiral Nelſon, qui avait ſuccédé à Parker dans le Commandement de la Flotte Britannique dans la Baltique, par le Vice-Amiral Cronſtedt en date du 24 May en réponſe à une lettre que Nelſon lui avait envoyée le même jour pour inſiſter qu'en revanche de la déclaration de Parker portant que le commerce Suédois dans le Cattegat et la Baltique ne ſeroit aucunement moleſté par les Croiſeurs Britanniques, il ſoit donné une déclaration poſitive que le commerce Britannique dans le Cattegat et la Baltique ne ſeroit non plus aucunement inquiété de la part de la Suède.

Pendant qu'ainſi la correſpondance fut rétablie entre la Grande-Brétagne d'une part et la Ruſſie, le Danemarc et la Suède de l'autre, les poſſeſſions de ces deux dernières puiſſances aux Indes Occidentales étaient déja tombées entre les mains des Anglais. Le Gouvernement Britannique, en même tems qu'il avait donné des ordres pour un Embargo ſur les effets des Danois en Europe, avait

expé-

expedié dès le 31 Janv. des ordres au Lieutenant Général 1801.
Trigge, Commandant en Chef des forces de terre aux Iles du vent et sous le vent, pour l'occupation de ces poſſeſſions en Amérique; et ces faibles îles, presqu'ſans defenſe, durent tomber entre les mains des Anglais à la première ſommation.

Voici la ſommation envoyée au Gouverneur de l'Ile de St. Barthélemy en date du 20 Mars.

Sommation envoyée au Gouverneur de l'Isle de St. Barthélemy.

(*Journal de Francfort* 1801. Nr. 147.)

Le Roi, notre maître, a vu avec le plus profond regret l'injuſte combinaiſon formée dernièrement par les cours de Suède, de Danemarc et de Ruſſie, pour ſoutenir les principes d'une neutralité armée, contraire à la loi des nations et aux ſtipulations poſitives des traités. Une conduite ſi hoſtile envers les anciens et juſtes privilèges du pavillon britannique, a mis S. M. dans le cas d'adopter les meſures propres à maintenir les plus précieux droits de ſes peuples, et à appuyer les traités les plus ſolemnels qui ſe trouvoient violés; elle s'eſt vue obligée, quoique malgré elle, de conſidérer les ſuſdites cours comme ennemies de la Grande-Bretagne. Aſſuré que la reſiſtance de votre part ne tendroit qu'à augmenter les calamités de la guerre, que nous déſirons pouvoir alléger, nous envoyons la préſente ſommation par le brigadier général Euller et par le capitaine King, pour vous requérir de livrer l'Isle de St. Barthélemy, avec les vaiſſeaux, les magaſins et les propriétés publiques de toute eſpèce. Sachant que le Roi, notre maître, déſire ardemment d'éviter aux individus des malheurs, et diſpoſés nous-même à adoucir leur ſort, autant que poſſible, nous ſaiſiſſons cette occaſion de déclarer que les propriétés particulières des habitans ſeront reſpectées, ainſi que tout ce qui peut appartenir aux ſujets des Etats-Unis d'Amérique, et que, dans le cas d'une ſoumiſſion immédiate, les lois, les coutumes, les uſages religieux de l'Isle ne ſeront point enfreints. — A bord du vaiſſeau de S. M. le Leviathan, le 20 Mars 1801.

Signé: THOMAS TRIGGE, *Lieutenant-Général.*
J. T. DUCKWORTH, *Contre-Amiral.*

Elle amèna le même jour la ſuivante capitulation.

1801 *Capitulation proposée par le Gouverneur de l'Isle de St. Barthélemy.*

(*Journal de Francfort* 180[illegible] Nr. 147.)

La guerre entre la Grande-Bretagne et la Suède étant annoncée par l'arrivée d'une escadre, qui, en paroissant devant cette isle, l'a sommée de se rendre à S. M. B., je consens à la remettre aux Anglois aux conditions suivantes.

ART. I.

Toutes les propriétés de S. M. Suédoise, livrées maintenant, seront restituées, selon l'inventaire qui en aura été fait, lorsque la colonie sera rendue au Roi de Suède. — *Réponse:* Toutes les propriétés de S. M. S. seront livrées sans condition.

ART. II.

Tous les habitans de cette colonie, de quelque nation qu'ils soient, seront protégés dans leurs personnes et leurs propriétés, et en liberté de quitter l'Isle ou d'y rester, et, dans le premier cas, d'emmener leurs propriétés sans confiscation ni empêchement. Sous cette dénomination sont compris les effets, les marchandises et les vaisseaux. — *Rép.* Tous les habitans Suédois ou Américains des Etats-Unis seront protégés dans leurs personnes et leurs propriétés, et en liberté de quitter l'isle ou d'y rester, pourvu toutefois qu'ils n'agissent point d'une manière contraire aux intérêts des Anglois. Par propriété, doivent être entendus les effets et marchandises à terre.

ART. III.

Tous les officiers civils et militaires, ainsi que les hommes de la garnison, seront transportés en Suède, lorsque les Anglois en seront requis, aux frais de S. M. B., et sans être considérés comme prisonniers de guerre. Ils auront la permission d'emmener avec eux leurs propriétés. — *Rép.* La garnison sera prisonnière de guerre. Toute l'indulgence possible lui sera accordée. Ses propriétés seront respectées.

ART. IV.

Tous les papiers et documens publics seront respectés, et pourront être envoyés en Suède. — *Rép.* Tous

Tous les papiers et documens publics seront soumis à l'inspection des Anglois. 1801

ART. V.

La religion, les lois et les coutumes resteront dans leur état actuel. — *Rép.* Accordé.

ART. VI.

Les papiers et documens appartenant aux délégués François ici, pourront être renvoyés intacts. — *Rép.* Tous papiers appartenant aux ennemis de la Grande-Bretagne, seront livrés.

ART. VII.

Six jours seront accordés pour livrer tout ce qui peut appartenir à S. M. Suédoise, et pour en faire l'inventaire: pendant ce tems, je désire être gardé par mes propres troupes. — *Rép.* Toute protection est assurée à la personne du gouverneur; mais les troupes Suédoises doivent être désarmées aussitôt après la reddition de la place, et les propriétés du Roi doivent être livrées aussitôt que possible, de même tous les forts et tous les postes fortifiés doivent être remis aux troupes Angloises, dès que les articles présens auront été ratifiés par le commandant en chef.

A Gustavia, Isle St. Barthélemy, le 20 Mars.

Signés: ANKERHEIM, *Brigadier-Général.*

T. FULLER, E. D. KING, *Capitaines.*

Confirmé et ratifié par nous les Commandans en chef des forces de S. M. Britannique. — A bord du Leviathan, le 20. Mars 1801.

Signés: THOMAS TRIGGE, J. C. DUCKWORTH.

C'est d'après des sommations semblables à la précédente, envoyées aux îles Danoises, que l'île de St. Thomas et de St. Jean capitula le 28 Mars, l'île de St. Croix le 31 Mars sous les conditions suivantes.

1801 *Capitulation proposée par le Gouverneur de l'Ile de St. Thomas.*

ART. I.

Les Isles de St. Thomas, de St. Jean et leurs dépendances sont mises sous la protection de Sa Majesté Britannique jusqu'à ce qu'il soit réglé par un traité de paix si elles seront propriété Danoise ou Angloise. — *Réponse.* Les îles St. Thomas, St. Jean et leurs dépendances seront remises au pouvoir de S. M. Britannique sous les conditions qui suivent.

ART. II.

Les honneurs militaires sont accordés lors de la reddition; les officiers garderont et porteront leurs épées. — *Rép.* Accordé.

ART. III.

Tous les habitans des dites îles jouiront de la plus parfaite sureté pour leurs personnes, biens et droits comme aussi du libre exercice de religion. — *Rép.* Tous les habitans Danois et sujets des Etats de l'Amérique jouiront de la plus parfaite sureté quant à leurs personnes, biens et à l'exercice de religion, savoir s'ils ne s'avisent pas de recéler frauduleusement la propriété appartenant aux ennemis de la Grande-Bretagne et d'Irlande. Sous la propriété on comprend les biens et marchandises qui se trouvent actuellement à terre.

ART. IV.

Les armes et munitions seront delivrées par une commission qui consistera d'officiers de part et d'autre. De même les magasins et provisions et ce que d'ailleurs on trouvera aujourdhui dans le fort d'après un inventaire qui en sera dressé alors. — *Rép.* Accordé.

ART. V.

Tous les Officiers Danois, de la garnison, de marine et les matelots seront transportés en sureté dans leur patrie dès que l'occasion s'en présentera, et ceux qui préfereront de prendre le chemin par l'Amérique ou d'aller autre part seront munis de passeports nécessaires. — *Rép.* La garnison devra être considerée comme prisonniere de guerre et sera transportée aussi-tôt que possible en Europe; on la traitera avec toute indulgence.

ART.

ART. VI. 1801

Aucun militaire ne ſera logé dans les maiſons, mais dans des baraques et logemens convenables qui leur ſeront aſſignés par le conſeil civil et par une commiſſion. — *Rép.* Accordé.

ART. VII.

Les loix et ordonnances Danoiſes reſteront en vigueur. Tous les tribunaux et places de juſtice reſteront occupés par les employés actuels. En cas qu'il ne ſerait point poſſible d'appeller au Tribunal de Copenhague, le Gouvernement Anglais établira ici un tribunal d'appel compoſé de 3 des plus habiles jurisconſultes et de deux reſpectables citoyens poſſedant la langue Danoiſe. — *Rép.* Les loix et ordonnances Danoiſes reſteront pour le preſent en vigueur. Mais les officiers civils ſeront aſſujetis à l'approbation du commandant en chef. En cas d'appel des tribunaux établis ici cet appel ſera addreſſé au Conſeil privé de Sa Majeſté Britannique.

ART. VIII.

Le treſor royal et public, tous les livres de compte, archives et protocoles publics ſeront conſervés à l'uſage et à la ſureté réciproque. — *Réponſe* toute propriété appartenant au Roi ou au Gouvernement ſera livrée à S. M. Britannique, et tous les papiers et comptes publics ſeront aſſujetis à l'inſpection Britannique. En ſuite les papiers et les comptes ſeront laiſſés à ceux à qui il convient.

ART. IX.

Comme S. M. le Roi de Danemarc a accordé aux planteurs un prêt, ceux-ci continueront d'après le pied reglé de le rembourſer à S. Majeſté (qui conſerve le droit d'hypotheque ſur les dits biens) à l'exception que les propriétaires en conſidération des précedentes conjonctures défavorables au commerce, et en conſidération des circonſtances actuelles ne paieront rien cette année du prêt royal en faveur des planteurs. — *Rép.* Il a été répondu à ceci au dernier article. Cependant quant au prêt de S. M. Danoiſe en faveur du planteurs, ſon rembourſement eſt renvoyé à la deciſion du Conſeil privé de S. M. Britannique quant au payement et à l'emploi.

1801

ART. X.

Aucun habitant ne ſera forcé de prendre les armes ou de faire ſervice s'il a prêté ſon ſerment de neutralité. — *Rép.* Accordé. Mais on exigera d'eux le ſerment de devouement au Gouvernement Britannique, qui porte qu'ils n'entreprendront rien d'hoſtile contre le Gouvernement Britannique, ſoit publiquement ſoit en ſecret.

ART. XI.

Il eſt accordé aux Americains d'exporter ſans reſtriction les productions de ces îles et de les pourvoir de leurs beſoins; de plus la navigation vers l'Amerique eſt accordée aux habitans. — *Rép.* Ces colonies devront agir conformément aux lois données pour les colonies Angloiſes des Indes occidentales.

ART. XII.

Une convention ſéparée et ſecrète accordera aux habitans des îles voiſines ou de la terre ferme de faire le commerce vers ces îsles afin de les pourvoir de nouvelles proviſions. — *Rép.* La conceſſion de ce point dependra de la deciſion de Sa Majeſté Britannique.

ART. XIII.

Les gens de couleurs de ce pays, libres, ſeront protégés comme pas le paſſé et conſidérés comme ſujets Danois, et ne ſeront pas forcé d'entrer au ſervice militaire. — *Rép.* Ils devront prêter le ſerment de devouement d'après le X. article.

ART. XIV.

L'article préliminaire ſur lequel repoſe cette capitulation c'eſt que d'après le rapports des officiers envoyés à bord de la flotte, il ſera conſtaté que les forces Britanniques conſiſtent au moins en 3000 hommes. — *Rép.* Son Excellence le Gouverneur Danois ne ſera pas obligé de ſigner la capitulation avant que le rapport des officiers qu'il a envoyé pour l'inſpection des forces Britanniques ne lui ſoit parvenu.

ART. XV.

Tous les navires et effets qui ſe trouvent dans le port ou ce qui pourrait y entrer encore pendant que les Colonies Danoiſes ſont en poſſeſſion de S. M. Britannique ſera conſidéré et reſpecté comme propriété Danoiſe ou neutre. — *Rép.* Ce point eſt decidé par la réponſe à l'article III.

Tous

Tous les forts, postes militaires et bâtimens de guerre seront rendus immédiatement après la ratification de cette capitulation. 1801

Fait à St. Thomas, le 28. Mars 1801.

Ratifié:

TRIGGE. FERD. MAITLAND, *Brig. Général.*
DUCKWORTH. E. D. KING, *Capitaine de la marine royale.*

Extrait de la capitulation proposée par le Gouverneur-Général de St. Croix.

ART. I.

La garnison et les troupes sortiront avec tous les honneurs militaires, avec deux pieces de campagne, tambour battant et drapeau déployé; déchargeront tous les canons avant d'évacuer et les Officiers garderont leurs armes blanches.

ART. II.

La garnison et les mariniers seront considérés comme prisonniers de guerre et transportés au plutôt en Europe. Les Officiers pourront, sur leur parole d'honneur de ne plus servir avant d'être échangés, partir dans l'espace de deux mois en prenant le chemin par l'Amérique.

ART. III.

Les Officiers de terre et de mer ne pourront pas rester sur l'Isle.

ART. IV.

Toutes les églises et congrégations religieuses sur l'Isle conserveront leurs rits et privilèges.

ART. V.

Les lois Danoises resteront en vigueur; mais les employés seront assujetis à l'approbation des Commandans Britanniques et les appels seront addressés au conseil privé de Sa Maj. Britannique.

ART. VI.

La propriété des habitans sera respectée excepté celle des Français, Espagnols et Hollandais qui s'y sont établis depuis le 1 Janvier 1794.

ART. VII.

Les employés Danois et autres qui seroient actuellement absens, excepté les Français, Espagnols et Hol-

1801 landois conſerveront leur proprieté et elle ſera adminiſtrée par leurs prépoſés. Mais ſi quelqu'un, demeurant en Danemarc, poſſede des Magazins ou autres depots de marchandiſes ſur l'Isle, ceux-ci ſeront ſequeſtrés jusqu'à ce que la volonté de Sa Majeſté Britannique ſoit connue à cet égard.

ART. VIII.

Aucun habitant ne ſera forcé de porter les armes; mais ils préteront le ſerment de dévouement à Sa Maj. Britannique. Aucun Français, Hollandais ou Eſpagnol qui s'eſt établi en cette Isle depuis le 1 Janvier 1794 ne pourra y reſter.

ART. IX.

Les gens de couleur libres garderont leur liberté et propriété.

ART. X.

Le militaire Anglois ne ſera pas logé chès les habitans mais obtiendra d'autres logemens commodes.

ART. XI.

Les habitans intereſſés aux avances faites par S. M. Danoiſe feront les payemens des termès échus à S. M. Britannique tant que la Colonie reſtera ſous le Gouvernement Britannique.

ART. XII.

Tous les livres et regiſtres publics ſont ſoumis à l'inſpection Britannique.

ART. XIII. et XIV.

Les habitans jouiront quant à leur commerce des mêmes avantages dont jouiſſent ceux des Colonies Angloiſes.

Il ſera proviſoirement permis aux navires Eſpagnols de porter des munitions de bouche à St. Croix.

Fait à bord du vaiſſeau de Sa Maj. le Leviathan, le 31 Mars 1801.

Signé:

TRIGGE, *Lieut. Général.* J. C. MOT, *Chambellan &c.*
DUCKWORTH, *Contre-Amiral.* *S. M. Danoiſe.*
KRAUSE, *Major de l'Is*

Ratifié par le Gouverneur-Général
LINDEMANN.

Si la position de ces îles pouvait en rendre la pos- 1801
session importante à l'Angleterre, tant que, brouillée avec leurs Souverains, elle avait encore à soutenir la guerre contre la France et l'Espagne, leur restitution semblait devoir souffrir peu de difficultés, dès que le motif qui avait déterminé à s'en emparer venait à cesser; cependant elle paroit avoir fait un des objets des negociations particulières pour lesquelles le Ministre principal d'état, le Comte de Bernstorff se rendit à Londres, tandis que les arrangemens sur les affaires maritimes, formaient l'objet le plus important et le plus difficile des negociations qui s'entamerent peu après à Petersbourg, où la Cour de Londres envoya à cette fin Mylord St. Helens en qualité de son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, le Danemarc le Comte de Lowendahl, la Suède le Général Baron de Stedingk; et comme la Russie avait été le centre autour duquel les autres Puissances s'étoient réunies pour former la nouvelle association maritime en accedant chacune aux conventions faites avec les autres, il devait paraitre assés naturel, pour la dissoudre, de choisir la forme d'un traité principal entre la Grande-Brétagne et la Russie auquel les autres puissances seroient invitées d'accéder.

C'est sur ce pied que ces deux Puissances parvinrent à faire signer le 17 Juin la convention memorable qui suit, et par laquelle la Grande-Brétagne en accédant à quelques uns des principes qui font la base des alliances pour la neutralité armée de 1780 et 1800, et dont elle n'avait jamais contesté la théorie, obtint l'aveu du principe si essentiellement lié aux interêts de sa marine: que le navire ne couvre pas la cargaison, et maintint pour ses vaisseaux de guerre le droit de visiter des navires [illegible] naviguant sous convoy.

a.

1801 17 Juin. ***Convention maritime entre la Ruſſie, et la Grande-Brétagne; ſignée à St. Petersbourg le $\frac{5}{17}$ Juin 1801 avec deux articles ſéparés de la même date.***

(Feuchet *du commerce des neutres.* P. II. p. 438. *Nouv. polit.* 1801. Nr. 7 & 78.)

Au nom de la Très-Sainte et indiviſible Trinité.

Le déſir mutuel de Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies et de Sa Maj. le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande étant, non-ſeulement de s'entendre entre Elles ſur les différends, qui ont altéré en dernier lieu la bonne intelligence et les rapports d'amitié, qui ſubſiſtoient entre les deux Etats; mais encore de prévenir à l'avance, par des explications franches et préciſes à l'égard de la navigation de leurs ſujets reſpectifs, le renouvellement de ſemblables altercations et les troubles qui pourroient en être la ſuite; et l'objet de la ſollicitude de leurs dites Majeſtés étant de parvenir, le plutôt que faire ſe pourra, à un arrangement équitable de ces différends et une fixation invariable de leurs principes ſur les droits de la neutralité, dans leur application à leurs Monarchies reſpectives, afin de reſſerrer de plus en plus les liens d'amitié et de bonne correſpondance, dont Elles reconnoiſſent l'utilité et les avantages: Elles ont nommé et choiſi pour leurs Plénipotentiaires, ſçavoir: Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies, le Sieur Niquita Comte de Panin, ſon Conſeiller, &c.; et Sa Majeſté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande, Ableyne Lord Baron St. Hélens, Conſeiller-Privé, &c. Leſquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et dnë forme, ſont convenus des points et Articles ſuivans:

ART. I.

Amitié rétablie. Il y aura déſormais entre Sa Maj. Imp. de toutes les Ruſſies et Sa Maj. Britannique, leurs ſujets, états et pays de leurs dominations, bonne et inaltérable amitié et intelligence, et ſubſiſteront, comme par le paſſé, tous les rapports politiques, de commerce, et autres d'une

d'une utilité commune, entre les ſujets reſpectifs, ſans qu'ils puiſſent être troublés ni inquiétés en manière quelconque. 1801

ART. II.

Commerce de Contrebande défendu.

Sa Maj. l'Empereur et Sa Maj. Britannique déclarent vouloir tenir la main à la plus rigoureuſe exécution des défenſes portées contre le commerce de contrebande de leurs ſujets avec les ennemis de l'une ou de l'autre des hautes parties-contractantes.

ART. III.

Principes à l'égard du commerce neutre.

Sa Maj. Imp. de toutes les Ruſſies et Sa Maj. Britannique ayant réſolu de mettre ſous une Sauvegarde ſuffiſante la liberté du commerce et de la navigation de leurs ſujets, dans le cas où l'une d'entre elles ſeroit en guerre tandis que l'autre ſeroit neutre, elles ſont convenuës:

1) Que les vaiſſeaux de la puiſſance neutre pourront naviguer librement aux ports et ſur les côtes des nations en guerre.

2) Que les effets embarqués ſur les vaiſſeaux neutres ſeront libres, à l'exception de la contrebande de guerre et des propriétés ennemies; et il eſt convenu de ne pas comprendre au nombre des dernières les Marchandiſes du produit, du crû ou de la Manufacture des pays en guerre, qui auroient été acquiſes par des ſujets de la puiſſance neutre, et ſeroient tranſportées pour leur compte; leſquelles Marchandiſes ne peuvent être exceptées en aucun cas de la franchiſe accordée au pavillon de la dite puiſſance.

3) Que, pour éviter auſſi toute équivoque et tout mésentendu ſur ce qui doit être qualifié de contrebande de guerre, Sa Maj. Imp. de toutes les Ruſſies et Sa Maj. Britannique déclarent conformément à l'Art. XI. du traité de commerce conclu entre les deux Couronnes le 16. (22.) Février 1797, qu'elles ne reconnoiſſent pour telles que les objets ſuivans, ſçavoir: "Canons, Mortiers, Armes à feu, Piſtolets, Bombes, Grenades, Boulets, Balles, Fuſils, pierres à feu, Mêches, Poudre, Salpêtre, Souffre, Cuiraſſes, Piques, Epées, Ceinturons, Gibernes, Selles et Brides," en exceptant toutefois la quantité des ſusdits Articles, qui peut être néceſſaire pour la défenſe du Vaiſſeau et de ceux qui en

1801 en compoſent l'Equipage; et tous les autres Articles quelconques non déſignés ici ne ſeront pas réputés Munitions de guerre et navales ni ſujets à confiscation, et par conſéquent paſſeront librement ſans être aſſujettis à la moindre difficulté, à moins qu'ils ne puiſſent être réputés propriétés ennemies dans le ſens arrêté ci-deſſus. Il eſt auſſi convenu, que ce qui eſt ſtipulé dans le préſent Article, ne portera aucun préjudice aux ſtipulations particulières de l'une ou de l'autre Couronne avec d'autres puiſſances, par leſquelles des objets de pareil genre ſeroient réſervés, prohibés ou permis.

4) Que, pour déterminer ce qui caractériſe un Port bloqué, on n'accorde cette dénomination qu'à celui où il y a, par la diſpoſition de la puiſſance qui l'attaque avec des vaiſſeaux arrêtés ou ſuffiſamment proches, un danger évident d'entrer.

5) Que les vaiſſeaux de la puiſſance neutre ne peuvent être arrêtés que ſur de juſtes cauſes et faits évidens; qu'ils ſoient jugés ſans retard; et que la procédure ſoit toujours uniforme, prompte et légale.

Pour aſſurer d'autant mieux le reſpect dû à ces ſtipulations, dictées par le déſir ſincere de concilier tous les intérêts et donner une nouvelle preuve de leur loyauté et de leur amour pour la juſtice, les hautes parties-contractantes prennent ici l'engagement le plus formel de renouveller les défenſes les plus ſévères à leurs Capitaines, ſoit de haut-bord, ſoit de la Marine Marchande, de charger, tenir ou récéler à leurs bords aucun des objets qui, aux termes de la préſente Convention, pourroient être réputés de Contrebande, et de tenir reſpectivement la main à l'exécution des ordres qu'elles auront publiés dans leurs Amirautés et partout où beſoin ſera.

ART. IV.

Viſite des vaiſſeaux marchands ſous convoi.

Les deux hautes parties contractantes, voulant encore prévenir tout ſujet de diſſenſion à l'avenir, en limitant le droit de viſite des Vaiſſeaux Marchands allant ſous Convoi, aux ſeuls cas où la puiſſance belligérante pourroit eſſuyer un préjudice réel par l'abus du pavillon neutre, ſont convenuës:

1) Que

1) Que le droit de visiter les Navires Marchands, appartenant aux sujets de l'une des puissances-contractantes, naviguant sous le Convoi d'un Vaisseau de guerre de la dite Puissance ne sera exercé que par les Vaisseaux de guerre de la partie belligérante, et ne s'étendra jamais aux Armateurs, Corsaires ou autres Bâtimens, qui n'appartiennent pas à la Flotte Impériale ou Royale de leurs Majestés, mais que leurs sujets auroient armés en guerre. 1801

2) Que les propriétaires de tous les Navires Marchands, appartenant aux sujets de l'un des Souverains contractans, qui seront destinés à aller sous Convoi d'un Vaisseau de guerre, seront tenus, avant qu'ils ne reçoivent leurs instructions de navigation, de produire au Commandant du Vaisseau de Convoi leurs passeports et certificats ou lettres de mer, dans la forme annexée au présent traité.

3) Que, lorsqu'un tel Vaisseau de guerre, ayant sous Convoi des Navires Marchands, sera rencontré par un Vaisseau ou des Vaisseaux de guerre de l'autre partie-contractante, qui se trouvera alors en état de guerre, pour éviter tout désordre, on se tiendra hors de la portée du Canon, à moins que l'état de la mer ou le lieu de la rencontre ne nécessite un plus grand rapprochement; et le Commandant du Vaisseau de la puissance belligérante enverra une Chaloupe à bord du Vaisseau de Convoi, où il sera procédé réciproquement à la vérification des Papiers et Certificats; qui doivent constater, d'une part, que le Vaisseau de guerre neutre est autorisé à prendre sous son Escorte tels ou tels Vaisseaux Marchands de sa Nation, chargés de telle Cargaison et pour tel Port; de l'autre part, que le Vaisseau de guerre de la partie belligérante appartient à la Flotte Impériale ou Royale de leurs Majestés.

4) Cette vérification faite, il n'y aura lieu à aucune visite, si les papiers sont reconnus en règle, et s'il n'existe aucun motif valable de suspicion. Dans le cas contraire, le Commandant du Vaisseau de guerre Neutre (y étant dûment requis par le Commandant du Vaisseau ou des Vaisseaux de la Puissance Belligérante) doit amener et détenir son convoi pendant le tems nécessaire pour la visite des Bâtimens qui le composent; et il aura la faculté de nommer et déléguer un

1801 un ou pluſieurs Officiers, pour aſſiſter à la viſite desdits Bâtimens, laquelle ſe fera en ſa préſence ſur chaque Bâtiment Marchand, conjointement avec un ou pluſieurs Officiers prépoſés par le Commandant du Vaiſſeau de la Partie Belligérante.

5) S'il arrive, que le Commandant du Vaiſſeau ou des Vaiſſeaux de la Puiſſance en guerre, ayant examiné les papiers trouvés à bord, et ayant interrogé le Maître et l'Equipage du Vaiſſeau, appercevra des raiſons juſtes et ſuffiſantes pour détenir le Navire Marchand, afin de proméder à une recherche ultérieure, il notifiera cette intention au Commandant du Vaiſſeau ou convoi, qui aura le pouvoir d'ordonner à un Officier de reſter à bord du Navire ainſi détenu, et aſſiſter à l'examen de la cauſe de ſa détention. Le Navire Marchand ſera amené, tout de ſuite, au Port le plus proche et le plus convenable, appartenant à la Puiſſance Belligérante; et la recherche ultérieure ſera conduite avec toute la diligence poſſible.

ART. V.

Satisfaction en cas d'abus. Il eſt également convenu, que, ſi quelque Navire Marchand ainſi convoyé étoit détenu ſans une cauſe juſte et ſuffiſante, le Commandant du Vaiſſeau ou des Vaiſſeaux de la Puiſſance Belligérante ſera non-ſeulement tenu, envers les propriétaires du Navire et de la cargaiſon, à une compenſation pleine et parfaite pour toutes pertes, frais, dommages et dépenſes occaſionnés par une telle détention; mais il ſubira encore une punition ultérieure pour tout acte de violence ou autre fraude qu'il auroit commis, ſuivant ce que la nature du cas pourroit exiger. Par contre il ne ſera point permis, ſous quelque prétexte que ce ſoit, au Vaiſſeau de convoi de s'oppoſer par la force à la détention du Navire ou des Navires Marchands, par le Vaiſſeau ou les Vaiſſeaux de guerre de la Puiſſance Belligérante; obligation, à la quelle le Commandant du Vaiſſeau de convoi n'eſt point tenu envers les Corſaires et Armateurs.

ART. VI.

Jugement des priſes. Les hautes Parties Contractantes donneront des ordres précis et efficaces, pour que les ſentences des priſes faites en mer ſoient conformes aux règles de la plus exacte juſtice et équité; qu'elles ſoient rendues

les juges non ſuſpects, et qui ne ſoient point intéreſſés dans l'affaire dont il ſera queſtion. Le Gouvernement des états reſpectifs veillera à ce que les dites ſentences ſoient promptement et duëment exécutées ſelon les formes préſcrites. 1801

En cas de détention mal-fondée ou autre contravention aux règles ſtipulées par le préſent Article, il ſera accordé aux propriétaires d'un tel Navire et de la cargaiſon des dédommagemens proportionnés à la perte, qu'on leur aura occaſionnée. Les règles à obſerver pour ces dédommagemens et pour le cas de détention mal-fondée, de même que les principes à ſuivre pour accélérer les procédures, feront la matière d'Articles additionels, que les Parties-Contractantes conviennent d'arrêter entre elles, et qui auront même force et valeur que s'ils étoient inſérés dans le préſent Acte. Pour cet effet, leurs Majeſtés Impériale et Britannique s'engagent mutuellement de mettre la main à l'oeuvre ſalutaire, qui doit ſervir de complément à ces ſtipulations et de ſe communiquer ſans délai les vuës, que leur ſuggérera leur égale ſollicitude, pour prévenir les moindres ſujets de conteſtation à l'avenir.

ART. VII.

Pour obvier à tous les inconvéniens, qui peuvent provenir de la mauvaiſe foi de ceux qui ſe ſervent du pavillon d'une Nation ſans lui appartenir, on convient d'établir pour règle inviolable, "qu'un Bâtiment quelconque, pour être regardé comme propriété du pays dont il porte le pavillon, doit avoir à ſon bord le Capitaine du Vaiſſeau et la moitié de l'Equipage des gens du pays, et les papiers, et paſſeports en bonne et duë forme," mais tout Bâtiment, qui n'obſervera pas cette règle, et qui contreviendra aux Ordonnances publiées à cet effet, perdra tous les droits à la protection des Puiſſances-Contractantes. *Preuve de la propriété*

ART. VIII.

Les principes et les meſures, adoptés par le préſent Acte, ſeront également applicables à toutes les guerres maritimes, où l'une des deux Puiſſances ſeroit engagée, tandis que l'autre reſteroit Neutre. Ces ſtipulations ſeront en conſequence, regardées comme permanentes, et ſerviront de règle conſtante aux Puiſſances-Contractantes en manière de commerce et de navigation. *Ces principes ſeront permanens.*

1801

ART. IX.

Acceſſion du Danemarc et de la Suède : reſtitutions.

Sa Majeſté le Roi de Danemarc et Sa Maj. le Roi de Suède, ſeront immédiatement invitées par Sa Maj. Impériale, au nom des deux Puiſſances-Contractantes, à accéder à la préſente Convention, et en même tems à renouveller et confirmer leurs traités reſpectifs de commerce avec Sa Maj. Britannique; et Sa dite Majeſté s'engage, moyennant les Actes qui auront conſtaté cet accord, "de rendre et reſtituer à l'une et l'autre de ces Puiſſances toutes les priſes qui ont été faites ſur elles, ainſi que les terres et pays de leur domination, qui ont été conquis par les Armes de Sa Maj. Britannique depuis la rupture, dans l'état où ſe trouvoient ces poſſeſſions à l'époque où les Troupes de Sa Maj. Britannique y ſont entrées." Les ordres de Sa dite Majeſté pour la reſtitution de ces priſes et de ces Conquêtes ſeront expédiés immédiatement après l'échange des Ratifications des Actes, par leſquels la Suède et le Danemarc accéderont au préſent traité.

ART. X.

Ratification.

La préſente Convention ſera ratifiée par les deux Parties-Contractantes, et les Ratifications échangées à St. Petersbourg dans l'eſpace de deux mois pour tout délai, à compter du jour de la ſignature.

En foi de quoi les Plénipotentiaires reſpectifs en ont fait faire deux Exemplaires parfaitement ſemblables, ſignés de leurs mains, et y ont appoſé le ſceau de leurs Armes.

Fait à St. Petersbourg, le 5. (17.) Juin 1801.

(L. S.) N. *Comte* DE PANIN.

(L. S.) SAINT-HELENS.

Formulair des Paſſeports et Lettres de mer, qui doivent être délivrés, dans les Amirautés reſpectives des états des deux hautes Parties-Contractantes, aux Vaiſſeaux et Bâtimens qui en ſortiront, conformément à l'Art. IX. du préſent traité.

Formulaire des Paſſeports.

Faiſons ſçavoir, que vous avons donné congé et permiſſion à N..., dans la Ville ou du lieu de N. Maître ou Conducteur du Vaiſſeau de N..., appar[illegible]

N..., du Port de N... Tonneaux ou environ, qui 1801
se trouve à préſent au Port et Havre de N..., de s'en aller à N..., chargé de N..., pour le compte de N..., après que la viſite de ſon Vaiſſeau aura été faite avant ſon départ, ſelon la manière uſitée par les Officiers prépoſés à cet effet; et le dit N..., ou tel autre fondé de pouvoir pour le remplacer, ſera tenu de produire, dans chaque Port ou Havre où il entrera avec le dit Vaiſſeau, aux Officiers du lieu ſe préſent Congé, et de porté le pavillon de N... durant ſon voyage.

En foi de quoi, &c.

Article I. *) *ſéparé de la Convention entre la Ruſſie et l'Angleterre, ſigné à St. Petersbourg le 5. (17.) Juin 1801.*

Reſtitution des biens ſequeſtrés. Armiſtice prolongé avec le Dan. et la Suède.

Les intentions pures et magnanimes de Sa Majeſté l'Empereur de toutes-les-Ruſſies l'ayant déjà porté à reſtituer les navires et les biens des ſujets Britanniques, qui avoient été ſéqueſtrés en Ruſſie; Sa dite Majeſté confirme cette diſpoſition dans toute ſon étendue; et Sa Majeſté Britannique s'engage également à donner immédiatement des ordres, pour faire lever tout Séqueſtre ſur les propriétés Ruſſes, Danoiſes et Suédoiſes, déterminés dans les Ports de la Grande-Bretagne, et pour conſtater d'autant mieux ſon déſir ſincère de terminer à l'amiable les différends ſurvenus entre la Grande-Bretagne et les Cours du Nord; et pour qu'aucun incident ne puiſſe apporter des entraves à cette oeuvre ſalutaire, Sa Maj. Britannique s'engage à donner des ordres aux Commandans de ſes forces de terre et de mer, pour que l'armiſtice, actuellement ſubſiſtant avec les Cours de Danemarc et de Suède, ſoit prolongé juſqu'au terme de trois mois, à dater de ce jour; et Sa Maj. l'Empereur de toutes-les-Ruſſies, guidé par les mêmes motifs, s'engagent, au nom de ſes alliés, de faire maintenir également cet armiſtice pendant le ſus-dit terme.

Cet Article ſéparé, &c. — En foi de quoi, &c.

*) Cet article et le ſuivant manquent dans Pruchet l. c.

1801 *Article II. et ſéparé de la ſus-dite Convention, ſigné à St. Petersbourg le* 5. (17.) *Juin* 1801.

Traité de commerce confirmé. Les différends et meſentendus, qui ſubſiſtoient entre Sa Maj. l'Empereur de toutes-les-Ruſſies et Sa Maj. le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande, étant ainſi terminés, et les précautions priſes par la préſente Convention ne donnant plus lieu de craindre, qu'ils puiſſent troubler à l'avenir l'harmonie et la bonne intelligence, que les deux hautes Parties-Contractantes ont à coeur de conſolider; leurs dites Majeſtés confirment de nouveau, par la préſente Convention, le traité de Commerce du 10. (21.) Février 1797, dont toutes les ſtipulations ſont rappellées ici pour être maintenues dans toute leur étenduë.

Cet Article ſéparé, &c. — En foi de quoi, &c.

1801. *Articles additionels de la convention conclue à St. Petersbourg le* $\frac{17}{5}$ *Juin* 1801. *entre Sa Maj. l'Empereur de toutes les Ruſſies et Sa Maj. Britannique, arrêtés à Moscau le* $\frac{8}{20}$ *Octobre* 1801.

(Publié dans la *Gazette de la Cour de Copenhague* du 27 Mars 1802, et ſe trouve dans: *Journal de Francfort* 1802. Nr. 97. et de même dans: *Nouvelles politiques* 1802. Nr. 27.)

Comme par l'Article VI. de la convention conclue le $\frac{17}{5}$ Juin 1801, entre Sa Maj. Imp. de toutes les Ruſſies et Sa Majeſté Britannique, il a été ſtipulé que les deux hautes parties-contractantes arrêteroient entre elles des articles additionnels, qui fixeroient les règles et les principes à ſuivre, tant pour l'accélération des procédures judiciaires ſur des priſes faites en mer, que pour les dédommagemens qui ſeroient dûs aux propriétaires des navires et des cargaiſons neutres, dans le cas d'une détention mal-fondée; leurs dites Majeſtés ont nommé et autoriſé à cet effet: Sa Maj. l'Empereur de toutes les Ruſſies, le Sieur Alexandre Prince de Kourakin, Son Vice-

Vice-Chancelier, Conſeiller privé actuel, Miniſtre du Conſeil d'Etat, Chambellan actuel, Grand-Chancelier de l'Ordre Souverain de St. Jean de Jéruſalem et Chevalier des Ordres de Ruſſie de St. André, de St. Alexandre Nevſky, de St. Anne de la première Claſſe, de ceux de Pruſſe de l'Aigle Noir et de l'Aigle Rouge, de ceux de Danemarc du Dannebrog et de la parfaite union et Grand-Croix de l'Ordre Souverain de St. Jean de Jéruſalem; et le Sieur Victor Comte de Kotſchoubey, ſon Conſeiller privé actuel, Miniſtre au Département des affaires étrangères, Sénateur, Chambellan actuel et Chevalier des Ordres de St. Alexandre Nevſky, de St. Vladimir de la ſeconde Claſſe, et Commandeur de l'Ordre Souverain de St. Jean de Jéruſalem; et Sa Maj. le Roi du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Lord St. Helens, Pair du dit Royaume-uni, du Conſeil privé de Sa Maj. et Son Ambaſſadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Maj. l'Empereur de toutes les Ruſſies. Lesquels, en vertu de leurs pleinspouvoirs reſpectifs ſont convenus des articles ſuivans: 1801

Art. I.

En cas de détention mal fondée ou autre contravention aux règles convenues, il ſera accordé aux propriétaires du navire ainſi détenu et de ſa cargaiſon, pour chaque jour de retard, des dedommagemens proportionnés à la perte qu'ils auroient ſoufferte, en raiſon du frêt du dit navire et de la nature de ſa cargaiſon. *Dedommagemens.*

Art. II.

Si les Miniſtres de l'une des hautes parties-contractantes, ou autres perſonnes accréditées de ſa part, portoient des plaintes contre les jugemens qui auroient été rendus ſur les dites priſes par les cours des amirautés reſpectives, l'affaire ſera évoquée, en Ruſſie au ſénat dirigeant, et dans la Grande-Bretagne, au conſeil du Roi. *Evocation des procès.*

Art. III.

Des deux côtés, on examinera ſoigneuſement, ſi les règles et précautions ſtipulées dans la préſente convention ont été obſervées, ce qui devra être fait avec toute la célérité poſſible. Les deux hautes parties contractantes s'engagent de plus à adopter les moyens les *Délai à éviter.*

plus

1801 plus efficaces, pour que les jugemens de leurs différens tribunaux, ſur les priſes ſaiſies en mer ne ſoient ſujets à aucun délai inutile.

ART. IV.

Vente et déchargement. Les effets en litige ne pourront être vendus ni déchargés avant le jugement définitif, ſans une néceſſité réelle et preſſante, qui aura été conſtatée devant la cour de l'amirauté et moyennant une commiſſion autoriſée à cet effet; et il ne ſera point permis aux capteurs de rien retirer ni enlever, de leur propre autorité, d'un vaiſſeau ainſi detenu.

Ces articles additionnels, faiſant partie de la convention ſignée le $\frac{4}{17}$ Juin 1801, au nom de leurs Majeſtés Impériale de toutes les Ruſſies et Britannique, auront la même force et valeur, que s'ils étoient inſérés mot-à-mot dans la dite convention.

En foi de quoi, nous ſouſſignés, munis des pleins-pouvoirs de leurs dites Majeſtés, avons ſigné les préſens articles additionnels, et y avons appoſé le cachet de nos armes.

Fait à Moscou, le $\frac{8}{20}$ Octobre 1801.

Signé: *Le Prince* DE KOURAKIN.
Le Comte KOTSCHOUBEY.
Lord ST. HELENS.

Le Danemarc a accédé à la convention du 17 Juin ainſi qu'aux articles additionnels du 20 Octobre, au mois de Mars 1802; voyés la Gazette de la Cour de Copenhague du 27 Mars 1802, citée dans les nouvelles politiques 1802. Nr. 27. L'acte d'acceſſion de la Suède à la même convention eſt daté du 31 Mars 1802. v. Hamburger Correſpondent 1802. Beylage zu Nr. 63.

45.

Actes et Conventions à l'evacuation de l'Egypte par les Troupes Françaises 1800. 1801. 1800

J'ai donné T. VII. p. 380 de mon Recueil la Convention pour l'évacuation de l'Egypte signée à El-Arisch le 24 Janvier 1800. Cette Convention n'avait été signée que par les Plénipotentiaires Français et Turcs; mais elle demandait la Sanction de la part de l'Angleterre puisqu'il s'agissait de fournir à l'Armée Française les passeports necessaires pour retourner en sureté en France. Sir Sidney Smith, Commandant alors les forces de S. M. Britannique en Egypte sous les ordres supérieurs de Lord Keith qui commandait alors la Flotte Anglaise dans la méditerranée et se trouvait a Minorque y se determina à prendre cet engagement, pour l'execution d'une Convention qui avait été principalement negociée avec lui. Il ignorait à cette époque les ordres secrets que l'Amirauté avait envoyé à Lord Keith en date du 15 Décembre 1799 conçus dans ces termes.

Ordre secret des Lords de l'Amirauté à Lord Keith, en date du 15 Déc. 1799. 1799 15 Déc.

(*Journal de Francfort* 1799. Nr. 108.)

Ordre de l'Amirauté Anglaise à M. Keith.

Nous apprenons par une lettre de Lord Grenville, datée de ce jour, que, selon les dépêches de Lord Elgin, le Commandant en Chef de l'Armée Françoise en Egypte a proposé au Gouvernement Turc d'évacuer ce pays, sous la condition de pouvoir retourner librement en France, et que le Gouvernement Turc, qui paroît disposé à y consentir, s'est adressé à S. S. pour obtenir des passeports à cet effet. En même tems Lord Grenville nous a signifié que l'intention de S. M. étoit qu'il fût enjoint au Commandant de les Flottes dans la méditerranée de ne consentir, sous aucun prétexte, au retour de l'Armée Françoise en France, ni à aucune capitulation, à moins qu'elle ne soit acceptée, conjointement par toutes les puissances alliées et que l'Armée Françoise ne se rende prisonnière de guerre desdites puissances, &c.

1799 Dans le cas où l'Armée ſe rendroit à ces conditions, V. S., ne doit cependant permettre, ſous aucun prétexte, que les Officiers ni aucuns détachemens de l'Armée retournent en France, en s'engageant à ne point ſervir qu'ils ne ſoient échangés. La mauvaiſe foi de l'ennemi dans tous les engagemens de cette nature, a été prouvée par des exemples répétés, et notamment dans le cas des matelots pris à la bataille du Nil et débarqués enſuite en Egypte. Vous devez au contraire, ſtipuler, par une clauſe particulière, que les Officiers et Soldats ſeront détenus dans quelque partie du territoire de puiſſances alliées jusqu'à ce qu'ils ſoient echangés; tous les vaiſſeaux appartenant à l'ennemi, qui ſe trouveront dans le port Alexandrie, devront auſſi être livrés et diviſés entre les puiſſances alliées, ſelon la proportion des forces qu'elles pourront avoir employées au blocus d'Alexandrie. — S'il arrivoit que l'Ambaſſadeur Anglois à Conſtantinople eut donné des paſſeports, avant d'avoir été informé des intentions de S. M., vous ordonneriez aux Commandans des vaiſſeaux ſous vos ordres, d'arrêter les bâtimens qu'ils pourroient rencontrer en mer, munis de tels paſſeports, et de déclarer qu'ils ſont, n'ayant point été donnés, ainſi que les loix de la guerre l'exigent, par des perſonnes duëment autoriſées; mais aucun acte d'hoſtilité ne ſera commis envers leſdits bâtimens et les troupes qu'ils pourront porter à bord; ils ſeront ſimplement contraints de retourner à Alexandrie. Votre ſeigneurie communiquera ſans délai ces réſolutions à l'Armée Françoiſe en Egypte, &c.

Signé: SPENCER, GAMBIER,
W. YOUNG.

Ces ordres étant parvenus à Mylord Keith le 8 Janv. celui donna en conſequence des inſtructions à S. Sidney Smith qui lui parvinrent le 22 Février en Chypre et conformement auxquels il avertit le Citoyen Pouſſielgue des empêchemens qui s'oppoſoient à l'execution de la convention d'El-Alriſch en lui ecrivant la lettre ſuivante:

Sidney

Sidney Smith au Citoyen Pouſſielgue, Adminiſtrateur-Général des Finances, à bord du Tigre, le 8 Mars 1800.

1800. 8 Mars.

(*Nouv. polit.* 1800. Nr. 65. ſuppl.)

Lettre de S. Smith à Pouſſielgue.

Je me ſuis empreſſé de me rendre devant Alexandrie à l'inſtant que j'ai pu completter l'approviſionnement de mon vaiſſeau, pour vous faire part, d'une manière détaillée, des obſtacles que mes ſupérieurs ont mis à l'exécution de toute Convention de la nature de celle que j'ai cru devoir admettre, n'ayant pas alors reçu les inſtructions contraires, qui me ſont parvenues en Chypre le 22 Février en date du 10 Janvier. Quant à moi-même, je n'héſiterois pas de paſſer par-deſſus tout arrangement d'ancienne date, pour ſoutenir ce qui a été fait le 24. et le 31. Janvier; mais ce ſeroit tendre un piège à mes braves Antogoniſtes, ſi je les encourageois à s'embarquer, je le dois à l'Armée Françoiſe et à moi-même, de ne pas lui laiſſer ignorer cet état actuel des choſes, que je travaille cependant à changer. En tout cas, je me trouve entre elle et les fauſſes impreſſions, qui ont dicté une meſure de cette nature; et, comme je connois la libéralité de mes ſupérieurs, je ne doute pas de pouvoir produire ſur leur eſprit la même conviction, que j'ai moi-même en faveur de la meſure, que nous avons adoptée enſemble. Un entretien avec vous me mettroit à même de vous communiquer l'origine et la nature de cette reſtriction; et je vous propoſe de faire le voyage ſur une Frégate Angloiſe juſqu'au Commandant en Chef de la Flotte nouvellement arrivée dans la méditerranée, pour conférer avec lui là-deſſus. Je compte beaucoup ſur vos lumières et l'eſprit conciliateur, qui a facilité les moyens de nous entendre, pour appuyer mes raiſonnemens ſur l'impoſſibilité de revenir ſur ce qui a été ſi formellement fait. Après une diſcuſſion détaillée et une mûre délibération, je vous propoſe donc, Monſieur, de venir encore une fois à mon bord, pour conférer ſur ce qu'il y a faire dans les circonſtances difficiles, où nous nous trouvons. Je regarde de ſang-froid la reſponſabilité grave, à laquelle je me trouve expoſé; il y va de ma vie, je le ſais, mais je préférerois la perdre d'une manière non

1800 méritée, que de la conserver méritant non-seulement la mort, mais le déshonneur. — J'ai l'honneur d'être avec une parfaite considération et une haute estime.

Monsieur, Votre très-humble Serviteur,

Signé: SIDNEY SMITH.

De même Mylord Keith avait écrit une lettre en date de Minorque le 8 Janvier au Général Kleber portant ce qui suit:

A bord du vaisseau de S. M. Britannique, la Reine Charlotte le 8 Janv. 1800.

Monsieur!

Lettre de M. Keith à Kleber. Je Vous préviens, que j'ai reçu des ordres positifs de S. M. de ne consentir à aucune Capitulation avec l'Armée Françoise, que vous commandés en Egypte et en Syrie, à moins qu'elle ne mette bas les armes et ne se rende prisonnière de guerre et n'abandonne tous les vaisseaux et munitions des Port et Ville d'Alexandrie aux puissances alliées: Qu'en cas de Capitulation je ne dois permettre à aucunes troupes de retourner en France avant qu'elles n'aient été échangées. Je crois également nécessaire de Vous informer que tous les vaisseaux ayant des troupes françoises à bord, et faisant voile de ce Pays, munis de passeports signés par d'autres que ceux qui ont le droit d'en accorder, seront forcés, par les Officiers des vaisseaux que je commande, de rester à Alexandrie: Enfin que les bâtimens, qui seront rencontrés retournant en Europe avec des passeports, accordés en conséquence d'une Capitulation particulière avec une des puissances alliées, seront retenus comme prises, et tous les individus à bord considérés comme prisonniers de guerre.

Signé: KEITH.

Cependant lorsque la Convention du 24 Janvier parvint en Angleterre les Lords de l'Amirauté furent chargés de donner les suivantes nouvelles instructions à Mylord Keith datées du 28 Mars 1800.

Orde

Ordre secret des Lords de l'Amirauté à Lord Keith, en date du 28 Mars 1800.

1800 28 Mars.

(*Journal de Francfort* 1801. Nr. 109.)

Ordre de l'Amirauté Angl. à M. Keith.

Lord Grenville nous a informés par une lettre en date de ce jour, que, conformément aux ordres de S. M., il devoit vous être signifié qu'elle desapprouvoit les conditions de la capitulation de l'Armée Françoise en Egypte, dont elle a eu connoissance par des dépêches nouvellement reçues de Lord Elgin et de Sir Sidney Smith. Ces conditions paroissent au Roi plus avantageuses pour l'ennemi, qu'il ne devoit l'espérer d'après sa situation, et d'ailleurs préjudiciables aux intérêts des alliés, en mettant à la disposition du Gouvernement François, un corps considérable de troupes disciplinées. Le Roi ne considère point le capitaine Sir Sidney Smith, comme ayant eu le droit d'entrer dans un accord de cette nature, ni de le sanctionner au nom de S. M. Cet officier n'étoit revêtu d'aucune autorité speciale pour cet effet, et ce n'étoit point dans un cas semblable, que le capitaine, commandant les forces de S. M. sur la côté d'Egypte, pouvoit prendre de pareils engagemens sans la sanction de son officier supérieur. Mais le Général françois paroit avoir vu dans Sir Sidney un homme, qu'il croyoit de bonne foi suffisamment autorisé, et une partie du traité a été de suite mise à exécution par l'ennemi, de manière que si le traité étoit anullé (en ce qui concerne la part que l'officier de S. M. y a prise) l'Armée Françoise ne pourroit être replacée dans la situation où elle se trouvoit préalablement. D'après ces considérations, S. M. voulant observer scrupuleusement la foi publique, juge à propos que ses officiers ne fassent rien qui puisse être incompatible avec les engagemens auxquels Sir Sidney Smith a donné par une mesure erronée, la sanction du nom de S. M.

Lord Grenville nous a aussi prévenus que, dans cette vue, il transmettra au Comte d'Elgin, les ordres de S. M. pour régler avec la Porte la forme des passeports, qui seront accordés au nom du Roi, non comme partie accédant à la capitulation, mais comme allié de la Turquie. La volonté de S. M. est que les dits passeports, ainsi que les autres passeports qui pourroient avoir été accor-

1800 accordés (irrégulièrement) dans l'intervalle, par Sir Sidney Smith, ſoient reſpectés. Quoique les circonſtances ſus-mentionnées aient engagé S. M. à ne point troubler l'exécution du traité de la Porte, elle ne ſe croit pas obligée d'autoriſer ſes officiers à y prendre une part active, ni à fournir pour cet effet aucun convoi ni transport. Cependant, ſi l'on s'adreſſoit à vous pour obtenir la liberté d'envoyer des cartels de France en Egypte, afin de transporter l'armée, conformement à la capitulation, votre ſeigneurie accorderoit des paſſeports, toutefois avec les reſtrictions et précautions neceſſaires. Pour empêcher les abus qui pourroient réſulter de cette liberté votre ſeigneurie aura ſoin de donner des ordres convenables aux commandans des vaiſſeaux qui ſont ſous ſes ordres, et de prévenir Sir S. Smith de la volonté de S. M. Si vous pouviez découvrir, de la part des Turcs ou des Ruſſes, l'intention d'empêcher l'exécution de la capitulation, ou de commettre quelque acte d'hoſtilité contre l'Armée Françoiſe, ſoit avant ou après ſon embarquement, nous recommandons à votre ſeigneurie de ne rien négliger, pour leur perſuader d'adopter les meſures les plus compatibles, avec la fidelle obſervation des engagemens contractés envers l'ennemi.

Signé: SPENCER, GAMBIER, W. YOUNG.

Ces nouvelles inſtructions étaient déjà parvenus à Mylord Keith alors devant Gênes quand Pouſſielgue, parti d'Egypte le 14 Mars pour ſe rendre en France, muni de paſſeports de Sir Sidney Smith après être arrivé à Alexandrie en Italie écrivit la lettre ſuivante à Mylord Keith en date du 20 Avril 1800.

30 Avril. ## *Lettre au Lord Keith, Amiral Anglois.*

(*Nouv. polit.* 1800. Nr. 66. ſuppl.)

A bord de la Conſtance, le 30 Germinal an 8. (20 Avril 1800.)

Lettre de Pouſſielgue à Keith. Mylord! Au moment de quitter l'Egypte pour retourner en France, en vertu de la convention ſignée à El-Arish, j'ais appris à Alexandrie les obſtacles, que vos ordres apportoient à l'exécution de cette convention, quoi-

quoiqu'elle eût déjà eu, en partie, son effet avec cette bonne-foi, que devoit inspirer la loyauté des parties contractantes. — Je me suis décidé à me rendre auprès de vous, Mylord, pour vous demander de révoquer vos ordres, en mettant sous vos yeux tous les motifs, qui doivent vous y déterminer, ou pour vous prier, dans le cas où vous ne pourriez pas prendre ce parti, de me faire remettre promptement en France, afin que le Gouvernement François traite directement cette affaire avec le Gouvernement Anglois. Il s'agit peut être de la vie de 50,000 hommes, qui peuvent s'égorger aujourd'hui sans aucun motif, puisque, d'après le traité solemnellement fait avec les Anglois, les Russes et les Turcs, tout étoit terminé. 1800

Je n'ai pas de Pouvoirs ad hoc, pour la démarche que je fais auprès de vous, Mylord; il n'en étoit pas besoin pour réclamer une chose, qui seroit de droit entre les nations les moins civilisées; elle me paroissoit si juste et si simple, elle étoit d'ailleurs si urgente, que je n'ai pas cru devoir attendre les ordres du Général Kleber, qui, j'en crois sûr, ne voudroit pas consentir à ce qu'il fût apporté la moindre modification au traité, quoique sa fidélité à l'exécuter eût rendu sa position beaucoup moins avantageuse. Au moment, où nous conclûmes la convention à El-Arish, sous la simple garantie de la loyauté Angloise, nous étions loin de prévoir, que les obstacles viendroient de cette même puissance, la plus libérale de celles avec lesquelles nous traitions. Au reste, Mylord, je ne suis pas militaire; toutes mes fonctions sont terminées. Deux ans de fatigue et de maladie m'ont rendu indispensable mon retour dans mon pays. Je n'aspire plus qu'à m'y reposer auprès de ma femme et de mes enfans; heureux, si je puis porter aux familles des François, que j'ai laissés en Egypte, la Nouvelle, que vous avez fait cesser les derniers obstacles, qui s'opposoient à leur retour. —

J'ai l'honneur d'être avec la plus grande considération.

Mylord, Votre très-humble Serviteur.

Signé: POUSSIELGUE.

A laquelle celui-ci fit la réponse suivante en date du 2 Avril.

Réponse

1800 *Réponse de l'Amiral Keith au Citoyen Poussielgue.*

23 *Avril.*

(*Nouv. polit.* 1800. Nr. 66. suppl.)

A bord du Minotaure devant Gènes, le 23 Avril 1800.

Lettre de M. Keith à Pouſſielgue.

Monſieur! J'ai reçu la lettre, que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire aujourd'hui. Je dois vous informer, que je n'ai jamais donné aucun ordre, ni autoriſation, en oppoſition à la convention paſſée entre le Grand-Viſir et le Général Kleber, n'ayant jamais reçu à cet égard d'inſtruction des Miniſtres du Roi. D'après cela j'ai penſé, que Sa Majeſté ne devoit prendre aucune part à cette affaire: Mais, depuis que le traité a été conclu, Sa Majeſté voulant montrer à ſes alliés les égards qu'elle a pour eux, j'ai reçu des inſtructions, qui accordent le paſſage aux troupes françoiſes; et je n'ai pas perdu un inſtant, pour envoyer en Egypte l'ordre de les laiſſer retourner en France ſans les troubler dans leur Voyage. Cependant, j'ai cru de mon devoir envers le Roi, et ceux de ſes alliés dont les états ſe trouvent dans les mers où ces troupes doivent paſſer, de demander, qu'elles ne reviennent pas en un ſeul corps, ni ſur des vaiſſeaux de guerre ou armés en guerre. J'ai demandé auſſi, que les vaiſſeaux de cartel ne portaſſent pas de marchandiſes, ce qui eſt contraire aux loix des nations. J'ai auſſi demandé au Général Kleber ſa parole d'honneur, que ni lui ni ſon armée ne commettroient aucune hoſtilité envers les puiſſances co-aliſées; et je ne doute pas, que le Général Kleber ne trouve ces conditions parfaitement raiſonnables. — Le Capitaine Hay a reçu mes ordres, pour vous laiſſer retourner en France avec l'Adjudant Général Cambis, auſſi-tôt ſon arrivée à Livorne.

Je ſuis, Monſieur, Votre Serviteur

Signé: KEITH.

Mais à cette époque les hoſtilités avaient déjà recommencées depuis long-tems en Egypte. Dès que le Général Kleber eut reçu la lettre de Mylord Keith du 8 Janv. qui lui fut remiſe au commencement de Mars, et qu'à cette même époque on eut des nouvelles en Egypte de la revolution du 18 Brumaire qui avait mis Bonaparte à la tête du Gouvernement il publia le 17 Mars 1800 la ſuivante.

Pro-

Proclamation. 1800

17 Mars.

Au Quartier-Général du Caire le 27 Ventôse (17 Mars) an 8. de la Rép. Française.

Le Général en Chef Kleber à l'armée.

Soldats! Voici la lettre qui vient de m'être adreſſée par le Commandant en Chef de la Flotte Anglaiſe dans la mediterranée (ici la lettre de M. Keith du 8 Janv. eſt inſérée). Soldats nous ſçaurons repondre à une telle inſolence par des victoires. Préparés vous à combattre. *Proclamation du Kleber*

Signé: KLEBER.

Et fit recommencer les hoſtilités à l'improviſte dès le 20 Mars. Le ſuccès des Armes Françaiſes en Egypte joints à l'acharnement que l'aſſaſſinat du Général Kleber, ſurvenu le 14 Juin, fit naître auprès de l'Armée Françaiſe devinrent de nouveaux empêchemens à l'execution de la Convention d'El-Ariſch lors même que les inſtructions ultérieures de l'Angleterre étaient parvenues à Sir Sidney Smith et lui permettaient de ſatisfaire aux engagemens du 24 Janvier, ainſi qu'il l'offrit dans ſa lettre au Général Kleber en date du 8 Juin 1800.

Le Général Menou, qui avait ſuccédé à Kleber dans le commandement de l'Armée, y répondit par une lettre du 20 Juin de la ſuivante teneur.

J. Menou, Général en Chef, à Sir Sidney Smith, Commandant le Vaiſſeau de Sa Majeſté Britannique le Tigre. 20 Juin.

(*Nouv. polit.* 1800. Nr. 71.)

Au Quartier-Général au Caire, le 1 Meſſidor (19 Juin).

J'ai reçu, Monſieur, la lettre, que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, en date du 9 Juin, à bord du Tigre devant Rhodes. L'horrible Aſſaſſinat, commis ſur la perſonne du Général en Chef Kleber, ayant privé l'Armée Françoiſe de ſon Chef, j'en ai pris le Commandement. *Lettre de Menou à S. Sidney Smith.*

Vos

1800 Vos alliés, les Turcs, n'ayant pu vaincre les François à Matarich, ont employé, pour se venger, l'arme du Poignard, cette arme qui n'est que celle des lâches. Un Janissaire parti de Gaza, il y a aujourd'hui quarante-deux jours, a été envoyé pour commettre cet horrible crime. Les François aiment à croire, que les Osmanlis seuls sont coupables. Cet Assassinat doit être dénoncé à toutes les nations; et toutes ont intérêt à le venger.

La marche, que vous avez tenue, Monsieur, relativement à la Convention, qui avoit été faite à El-Arish, me trace parfaitement celle, que je dois tenir. Vous avez demandé la ratification de votre Gouvernement; je dois également demander celle des Consuls, qui Gouvernent aujourd'hui la République Françoise, pour toute espèce de traité, qui pourroit être conclu entre l'Armée, que je commande, les Anglois, et leurs Alliés. C'est la seule marche légale, la seule convenable dans les négociations, qui pourront avoir lieu.

Ainsi que vous, Monsieur, j'abhorre les fléaux de la guerre; ainsi que vous, Monsieur, je désire de voir la fin des maux, qui affligent l'univers: Mais je ne me départirai jamais de tout ce qui peut tenir à l'honneur de la République Françoise et de ses armées. Je suis bien convaincu, que cette façon de penser doit être aussi la vôtre. La bonne-foi et la moralité doivent présider aux traités, que font entre elles les nations. Les Républicains François ne connoissent pas ce que c'est, que les ruses de guerre, dont il est parlé dans le papier de Mr. Morieze: Ils n'ont d'autres règles de conduite que courage dans le combat, générosité après la victoire, et bonne-foi dans les traités.

Cent-cinquante Anglois sont prisonniers ici. Si je n'avois consulté que la générosité Républicaine, je les aurois renvoyés sans les considérer comme prisonniers: Car, échoués sur la côte d'Egypte, ils n'ont pas été pris les armes à la main; et je suis bien assuré que les Consuls de la République Françoise m'eussent approuvé: Mais vos Alliés, par la plus vile de toutes les conduites, ont retenu le Citoyen Baudot, Chef de Brigade, Aide-de-Camp du Général Kleber, lorsque sa personne devoit être sacrée pour les nations les plus barbares. Il avoit été envoyé en Parlementaire: J'ai donc été forcé, contre mes principes et contre mon opinion, d'user de représailles

lles envers vos compatriotes: Ils ne seront relâchés 1800
qu'au moment où le Citoyen Baudot arrivera à Damiette. Là; il doit être échangé contre Mouſtapha-Pacha et quelques Commiſſaires Turcs. Si, comme je ne puis en douter, Monſieur, vous avez de l'influence parmi vos alliés, cette affaire devra bientôt être terminée: Elle intéreſſe votre honneur et compromet éminemment 150 de vos compatriotes.

J'ai l'honneur de vous répéter Monſieur, que ce ſera avec l'enthouſiasme de la ſatisfaction, que je verrai terminer une guerre, qui, depuis ſi longtems, déſole le monde entier. Mais, quand de grandes nations traitent enſemble, ce ne doit être que ſous des conditions également honorables pour toutes les deux, et avantageuſes pour leur proſpérité.

Recevez, Monſieur, les aſſurances bien ſinceres de mon eſtime et de ma haute conſidération.

Signé: J. MENOU.

Pour copie conforme

Signé: SIDNEY SMITH.

Sir Sidney repliqua en date du 22 Juin ce qui ſuit.

Copie de la traduction du Turc d'une lettre de Sir Sidney Smith, au Général Menou, Commandant en Chef de l'Armée Françoiſe en Egypte, écrite originairement en François, de Jaffa, en date du 22 Juin 1800. 22 Juin.

(*Nouv. pol.* 1800. Nr. 72.)

Monſieur le Général! J'ai reçu ce ſoir la lettre, que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 20 Juin. Au moment, où je m'attendois à voir le Général Kleber, ſous les auſpices les plus favorables et les plus heureux, j'apprends avec le plus vif chagrin et la plus grande douleur ſa mort tragique. J'en ai fait part ſur le champ au Grand-Viſir et aux Miniſtres Ottomans, dans les termes que vous m'annoncez ce triſte événement; et il n'a rien moins fallu que la certitude et les détails, avec- *Lettre de S. Sidney Smith à Menou.*

1800 lesquels vous me donnez cette nouvelle, pour que Leurs Excellences y ajoutaſſent foi. Le Grand-Viſir m'a déclaré formellement et officiellement, qu'il n'avoit pas la moindre connoiſſance de ceux qui ont commis cet Aſſaſſinat, et je ſuis très-ſur, que ſa déclaration eſt vraie et ſincère. Et, ſans entrer dans les détails de ce malheureux événement, qui me cauſe une peine inexprimable; je me contenterai de répondre aux articles de votre lettre, qui ont trait à nos affaires.

Si le Grand-Viſir a retenu à ſon Camp, l'Aide-de-Camp Baudot, qui lui avoit été envoyé à Jebil-il-Illam, c'eſt que Son Exc. n'avoit pas jugé à propos de laiſſer ſortir perſonne de ſon Camp, au moment qu'il ſe voyoit environné de ſes ennemis. Baudot étoit arrêté à Jebil-il-Illam, comme les Officiers Turcs, deſtinés à ſervir réciproquement avec lui d'Otages, étoient retenus au Caire. Cet Aide-de-Camp a été envoyé à l'Eſcadre Ottomane, pour être échangé comme vous le déſirez; et, dans cet intervalle Son Exc. le Capitain-Pacha étant arrivée ici, ſon abſence de l'eſcadre a fait différer l'échange déſiré. Quand Son Exc. ſera de retour à ſon eſcadre, comme l'Aide-de-Camp Baudot eſt devant Alexandrie, l'affaire de l'échange pourroit s'y conclure, ſi vous le jugiez à propos. Mais je ne vois pas, pourquoi vous faites dépendre d'une affaire, qui ne regarde que vous et la Porte, la miſe en liberté de 150 Anglois, qui ont fait naufrage au Cap Brulos: J'attends de votre loyauté et de votre juſtice, que, ſuivant les règles convenues entre nos deux nations pour l'échange réciproque de nos priſonniers, auquel nous ſommes autoriſés à travailler, vous permettrez le retour du Capitaine Butal, de ſes Officiers et de ſon équipage. Les promeſſes, que vous me faites, dans l'eſpérance de la réciprocité de ma part, ne peuvent être appliquées à cette circonſtance; et je crois ſuperflu de vous offrir en réciprocité la promeſſe de mes bons offices en faveur d'une perſonne, qui ſe trouve dans une poſition ſi honteuſe, que j'ai moi-même éprouvée (à Paris). Je ſuis perſuadé, que le Grand-Viſir mettra le ſceau de ſa généreuſe et haute approbation à tous les procédés honnêtes que nous aurons les uns pour les autres. Les ruſes de la guerre ne ſont connues ni de vous ni de nous; et outre que je continuerai à me comporter envers vous avec la même franchiſe et la même loyauté, que je l'ai fait juſqu'à

qu'à préſent, j'employerai fortement tous mes efforts, 1800
pour qu'aucune perſonne, ſur laquelle je puis avoir quelque influence, ne tienne une conduite contraire à ces principes. Soyez perſuadé, que les diſpoſitions hoſtiles, qui ont été annoncées par de premières oppoſitions, et qui ont acquis de l'extenſion et de la publicité, peuvent ſe calmer par les moyens, que les circonſtances préſentes fourniront aux deux parties, de correſpondre et de s'entendre réciproquement, et qu'à la fin nous ſerons unis par les liens d'une ſincère amitié. En attendant, nous ferons la guerre avec les moyens, que nous avons employés jusqu'à préſent contre vous, et ceux que nous pouvons encore nous procurer; et nous tâcherons de nous rendre dignes de l'eſtime de vos braves troupes.

Les hoſtilités, que vous avez commiſes ſans attendre la réponſe de l'Amiral Keith, qui n'avoit pas eu connoiſſance de la convention conclue pour l'évacuation de l'Egypte, ont ſervi de règle à notre conduite. Je n'avois pas demandé à ma Cour ſa ratification; je n'avois cherché qu'à lever quelques difficultés imprévues, qui avoient pu s'oppoſer au retour des François dans leur patrie. Le Général Kleber, dans les derniers préliminaires qui ont été arrêtés, n'ayant pas fait entendre que le traité, qui devoit ſuivre, avoit beſoin de la ratification des Conſuls, qui gouvernent aujourd'hui la France, cette condition, que vous mettez dans vos preliminaires, ſemble être un refus d'évacuer l'Egypte; et le Grand-Viſir m'a chargé de vous demander à ce ſujet une réponſe claire et préciſe. Vous déſirez, comme moi, la fin du fléau de la guerre, qui déſole tout l'univers.

Il eſt dans votre pouvoir d'écarter un des obſtacles, qui s'oppoſent à la paix, en évacuant l'Egypte aux conditions convenues avec le Général Kleber; et, ſi vous vous y refuſez, nous employerons tous nos moyens et ceux de nos alliés, pour vous y contraindre à des conditions, qui pourront bien ne pas vous être ſi avantageuſes. Je ne puis pas vous diſſimuler, combien il m'en coûteroit de remplir ce devoir; mais, l'évacuation de l'Egypte étant un point ſi intéreſſant pour le bien de l'humanité, les voyes des conférences et des correſpondances, pour faire les diſpoſitions néceſſaires a cette fin, ſont toujours ouvertes. Comme l'Amiral, ſous les ordres

1800 duquel je suis, se trouve à des distances éloignées de moi, je suis autorisé à souscrire à tels arrangemens, que les circonstances nécessiteront; et, quoique, par la nature des événemens, je ne sois pas dans le cas de vous faire aucune nouvelle proposition, cependant je suis prêt et disposé à entendre toutes celles, que vous voudriez me faire. Je puis vous déclarer officiellement, que j'emploierois tous mes efforts et tous mes moyens pour empêcher toute démarche inconsidérée, et pour m'opposer à toutes vexations, de la part de qui que ce soit. Je remplirai à la lettre les instructions précises de ma Cour: Je connois ses principes fondés sur la plus exacte équité et la plus parfaite loyauté: Ma conduite sera conforme à ces principes, et tous mes efforts tendront à remplir mon devoir en servant ses intérêts.

Comme il n'est pas encore certain, sur quel point je vais me porter, je vous prie de me faire deux expéditions de votre réponse. Vous adresserez l'une à Alexandrie, et l'autre à Jaffa, au Camp du Grand-Visir.

Mais ces exhortations n'eurent pas le succès désiré, et ce n'est qu'après bien du sang versé que les suivantes nouvelles Conventions ont préparé l'évacuation effective de l'Egypte de la part des Troupes Françoises.

1801 18 Mars. *Articles de Capitulation, demandés pour la Garnison d'Aboukir, assiégée par les Anglois, le 27 Ventose an 9. de la Rép. Françoise (18 Mars 1801).*

Capitulation d'Aboukir.

(*Nouv. polit.* 1801. Nr. 43.)

ART. I.

La Garnison du Fort d'Aboukir sortira avec les honneurs de la guerre, drapeaux déployés, mèche allumée; elle sera conduite à Alexandrie par mer, pour y être échangée pour un nombre égal de prisonniers, et s'engagera à ne servir qu'après son échange. — *Réponse.* La Garnison se rendra prisonnière de guerre, sortira avec les honneurs de la guerre, et, après avoir déposé ses Armes sur le Glacis, sera transportée à bord de la flotte.

ART.

ART. II. 1801

Les Officiers conserveront leurs Armes dans tous les cas; les Meubles et Effets seront emportés, autant que faire se pourra, tant pour les Officiers que pour les Troupes. Il n'est fait mention dans cet Article que d'Effets particuliers, n'ayant aucun rapport aux effets militaires. — *Rép.* Accordé, sauf les Meubles, qui doivent tous rester dans la Place, tout le monde devant être embarqué avant trois heures.

ART. III.

Il sera accordé vingt-quatre heures à la Garnison, pour déposer les Bagages avant la sortie. — *Rép.* L'Art. II répond à celui-ci.

ART. IV.

Tout ce qui appartient aux Fortifications, à l'Artillerie et autres Effets, tels que Munitions de bouche, seront remis au pouvoir du Vainqueur dans la teneur actuelle, après l'inventaire fait et constaté par les Officiers des deux Armées et Agens Civils; les Papiers, relatifs au service de la Place, seront également remis. — *Rép.* Convenu.

ART. V.

Les Articles non prévus seront rapellés et terminés par les deux parties. Les conditions ne peuvent avoir lieu que dans les vingt-quatre heures après l'arrêté de la Capitulation. — *Rép.* L'Art. III, répond à celui-ci. Ni Grecs ni Egyptiens ne seront compris dans la Capitulation.

Signé: DALHOUSIE, *Colonel.*

VINACHE, *Chef de Bataillon du Génie, Commandant la Troupe et Fort d'Aboukir.*

Approuvé par le Commandant en Chef

Signé: J. HOPE, *Adjudant-Général.*

1801 27 Juin. Capitulation du Caire etc.

Convention pour l'évacuation de l'Egypte, par les Troupes Françoiſes et leurs Auxiliaires, ſous le Commandement du Général de Diviſion Belliard, conclue entre le Brigadier-Général Hope, de la part du Commandant en Chef de l'Armée Britannique en Egypte; Osman-Bey, de la part du Grand-Viſir, et Iſaac-Bey, de la part du Capitain-Pacha; et les Citoyens Donzelot, Général de Brigade, Morand, Général de Brigade, et Tarayre, Chef de Brigade de la part du Général de Diviſion Belliard, Commandant un Corps de Troupes Françoiſes et Auxiliaires.

Les Commiſſaires ci-deſſus nommés s'étant réunis et ayant conféré, après l'échange de leurs pouvoirs reſpectifs, ſont convenus des Articles ſuivans:

ART. I.

Les Troupes Françoiſes de toutes Armes et leurs Auxiliaires, ſous le commandement du Général de Diviſion Belliard, évacueront la Ville du Caire, la Citadelle, les Forts de Boulac, Giza, et toute cette partie de l'Egypte, qu'elles occupent maintenant.

ART. II.

Les Troupes Françoiſes et leurs Auxiliaires ſe rendront par terre à Roſette, en ſuivant la rive gauche du Nil, avec leurs Armes, Bagages, Artillerie de Campagne et Munitions, pour y être embarquées et transportées dans les Ports François ſur la Méditerranée, avec leurs Armes, Artillerie, Bagages et Effets, aux fraix des Puiſſances Alliées. L'embarquement des dites Troupes Françoiſes et Auxiliaires ſe fera auſſitôt que poſſible, mais, pour le plus tard, dans cinquante jours, qui ſuivront la date de la Ratification de la préſente Convention. Il eſt convenu auſſi que les dites Troupes ſeront conduites dans les Ports de France ſus-mentionnés par la Route la plus directe et la plus prompte.

ART. III.

A dater de la ſignature et de la Ratification de la préſente Convention, les hoſtilités ceſſeront de part et d'autre.

d'autre. Le Fort de Sulkowsky et la Porte des Pyramides de la Ville de Giza ſeront remis à l'Armée combinée. La Ligne des Poſtes avancés des Armées reſpectives ſera déterminée par des Commiſſaires nommés à cet effet; et les ordres les plus poſitifs ſeront donnés, pour qu'elle ne ſoit point dépaſſée, afin de prévenir toute diſpute; et, s'il s'en élevoit quelqu'une, elle ſeroit terminée à l'amiable. 1801

ART. IV.

Douze jours après la Ratification de la préſente Convention, la Cité du Caire, la Citadelle, les Forts et la Ville de Boulac ſeront évacués par les Troupes Françoiſes et leurs Auxiliaires, qui ſe retireront chez Ibrahim-Bey, à l'Iſle de Rhoda et Dépendances, aux Forts de Fourcroy et Gizeh, d'où ils partiront, auſſitôt que poſſible, et dans cinq jours au plus tard, pour ſe rendre ſur les points déſignés pour l'embarquement. Les Généraux, Commandant les Armées Britannique et Ottomane, s'engagent, en conſéquence, à fournir à leurs dépens tout ce qui ſera néceſſaire pour tranſporter de Gizeh, le plutôt poſſible, les Troupes Françoiſes et leurs Auxiliaires.

ART. V.

La marche et le campement des Troupes Françoiſes et Auxiliaires ſeront réglés par les Généraux des Armées reſpectives, ou par les Officiers nommés de part et d'autre; mais il eſt clairement compris, que, conformément à cet Article, les jours de marche et de campement ſeront fixés par les Généraux des Armées combinées, et conſéquemment que les Troupes Françoiſes et Auxiliaires ſeront accompagnées par des Commiſſaires Anglois et Turcs, chargés de leur fournir les proviſions néceſſaires pendant leur route.

ART. VI.

Les Bagages, Munitions et autres Articles tranſportés par eau, ſeront eſcortés par des Détachemens François et par des Bateaux armés appartenant aux Puiſſances Alliées.

ART. VII.

Les Troupes Françoiſes et Auxiliaires, depuis l'inſtant de leur départ de Gizeh juſqu'à celui de leur embarquement, recevront leur ſubſiſtance d'après les Réglemens de l'Armée Françoiſe, et depuis le jour de leur

1801 embarquement jusqu'à celui de leur débarquement en France, d'après les Réglemens de la Marine Angloise.

ART. VIII.

Les Commandans de terre et de mer des Forces Britanniques et Turques fourniront des vaisseaux pour le transport des Troupes Françoises et Auxiliaires, dans les Ports de France sur la Méditerranée, aussi bien que pour celui de tous les François et autres Personnes employées au service de l'Armée. Tout ce qui est relatif à ce point, ainsi qu'aux subsistances, sera réglé par les Commissaires nommés à cet effet par le Général de Division Belliard, et par les Commandans en Chef de terre et de mer des Forces combinées, aussitôt que la présente Convention aura été ratifiée. Ces Commissaires se transporteront à Rosette ou à Aboukir, à l'effet de faire tous les préparatifs nécessaires pour l'embarquement.

ART. IX.

Les Puissances Alliées fourniront quatre vaisseaux (ou davantage, s'il est possible) propres à transporter les Chevaux, les Tonnes d'eau, et les Fourages suffisans pour le voyage.

ART. X.

Les Troupes Françoises et Auxiliaires recevront des Puissances combinées un Convoi suffisant pour protéger leur retour en France. Les François embarqués, les Puissances Alliées leur garantissent, que, jusqu'au moment de leur arrivée sur le continent de la République Françoise, ils ne seront molestés et aucune manière: De son côté, le Général de Division Belliard, ainsi que les Troupes sous son Commandement, s'engagent à ne commettre aucun acte d'hostilité, pendant le dit espace de tems, contre la Flotte ou les Pays soumis à Sa Majesté Britannique, ou ceux de la Sublime-Porte et de leurs Alliés.

Les vaisseaux, employés à transporter les dites Troupes ou les autres sujets de la République Françoise, ne toucheront à aucun autre Port de France, excepté dans les cas d'une absolue nécessité. Les Commandans des Troupes Britannique, Ottomanes et Françoises, contractent réciproquement les mêmes engagemens, durant le tems que les Troupes Françoises resteront en Egypte, depuis la Ratification de la présente Convention, jusqu'au moment

moment de leur embarquement. Le Général de Division Belliard, Commandant les Troupes Françoiſes et Auxiliaires, garantit, au nom de ſon Gouvernement, que les vaiſſeaux, employés pour tranſporter et protéger les Troupes Françoiſes, ne ſeront point détenus dans les Ports de France, après le débarquement des dites Troupes, et que leurs Commandans auront liberté d'acheter, à leurs fraix, les Proviſions qui leur ſeront néceſſaires pour leur retour. Le Général Belliard garantit auſſi, au nom de ſon Gouvernement, que les dits vaiſſeaux ne ſeront point inquiétés, à leur retour dans les Ports des Puiſſances combinées, pourvû qu'ils ne tentent eux-mêmes aucune opération Militaire, ou n'y contribuent en aucune manière. 1801

ART. XI.

Toutes les Adminiſtrations, les membres de la commiſſion des arts et ſciences; en un mot, toutes les perſonnes attachées à l'Armée Françoiſe jouïront des mêmes avantages que le Militaire. Tous les membres de la dite commiſſion, et ceux de la commiſſion des arts et ſciences, emporteront auſſi avec eux, non-ſeulement tous les Papiers relatifs à leur miſſion, mais encore leurs Papiers particuliers, ainſi que tous les autres Articles qui y ont quelque rapport.

ART. XII.

Tous les habitans de l'Egypte, de quelque Nation qu'ils puiſſent être, qui voudront ſuivre les Troupes Françoiſes, auront la liberté de le faire; et, après leur départ, leurs familles ne ſeront point inquiétées ni leurs biens confiſqués.

ART. XIII.

Aucun habitant de l'Egypte, quelle que ſoit ſa Religion, qui déſirera ſuivre les Troupes Françoiſes n'aura rien à ſouffrir, ſoit dans ſa perſonne, ſoit dans ſes biens, à raiſon des engagemens qu'il aura pu contracter avec les François pendant leur ſéjour en Egypte, pourvu qu'il ſe conforme aux loix du pays.

ART. XIV.

Les malades, qui ne peuvent ſupporter le tranſport, ſeront mis dans un hôpital, et ſervis par les médecins français et autres perſonnes de leur pays, juſqu'à leur rétabliſſement, époque à laquelle ils ſeront envoyés en

1801 France aux mêmes conditions que les Troupes. Les Commandans des Armées Alliées s'engagent à fournir tous les objets, qui peuvent paroître réellement néceſſaires dans cet hôpital: Les avances faites à ce ſujet ſeront rembourſées par le Gouvernement François.

ART. XV.

Lorsque les Places et Forts, mentionnés dans la préſente Convention, ſeront remis, on nommera des Commiſſaires pour recevoir l'Artillerie, les Munitions, Magaſins, Papiers, Archives, Plans et autres Effets publics, que les François devront laiſſer au pouvoir des Alliés.

ART. XVI.

Un vaiſſeau ſera expédié, auſſitôt que poſſible, par le Commandant de Marine des Puiſſances Alliées, pour conduire à Toulon un Officier et un Commiſſaire, chargés de porter la préſente Convention au Gouvernement François.

ART. XVII.

Toutes difficultés ou diſputes, qui pourroient s'élever concernant l'exécution de la préſente Convention, ſeront terminées à l'amiable par des Commiſſaires, nommés de part et d'autre.

ART. XVIII.

Immédiatement après la Ratification de la préſente Convention, tous les Priſonniers Anglois ou Ottomans, détenus au Caire, ſeront mis en liberté; et les Commandans en Chef des Puiſſances Alliées rendront également les Priſonniers François, qui ſont dans leurs Camps reſpectifs.

ART. XIX.

Des Officiers de l'Armée Angloiſe, du Grand-Viſir, et du Capitan-Pacha, ſeront échangés contre un nombre égal d'Officiers François du même grade, pour ſervir comme Otages pour l'exécution du préſent traité. Auſſitôt que les Troupes Françoiſes auront abandonné dans les Ports de France, les Otages ſeront réciproquement rendus.

ART. XX.

La préſente Convention ſera portée et communiquée, par un Officier François, au Général Menou, à Alexandrie, lequel pourra l'accepter pour les François et leurs Auxiliaires (de terre ou de mer) qui ſont avec lui

lui dans la Place susdite, pourvu que son acceptation soit notifiée au Général, Commandant les Troupes Angloises devant Alexandrie, dans les deux jours qui suivront la date de celui où cette communication leur aura été faite. 1801

ART. XXI.

La présente Convention sera ratifiée par les Commandans en Chef des Armées respectives, dans les vingt-quatre heures après la signature.

Signé par quadruple, au lieu de la Conférence, entre les deux Armées, le 27. Juin 1801; ou du Siège de Saffar, 1216; ou le 8. Messidor an 9. de la République Françoise.

Signé: J. HOPE, *Brigadier-Général.*
OSMAN-BEY.
ISAAC-BEY.
DONZELOT, *Général de Brigade.*
TARAYRE, *Chef de Brigade.*

Approuvé et ratifié la présente Convention au Caire, le 8. Messidor an 9. de la République Françoise.

Signé: BELLIARD, *Général de Division.*

Note additionnelle et explicative à la Convention du 8. Messidor an 9, (27. Juin 1801) et du mois de Saffar 1216. 27 Juin.

(*Nouv. polit.* 1801. Nr. 84.)

1) Il est entendu, que l'Artillerie de Campagne, que le Corps de Troupes Françoises et Auxiliaires, aux ordres du Général de Division Belliard, emmène dans sa retraite du Caire, pour être transportée avec lui en France, est de deux bouches à feu de Campagne, du calibre de [illegible] à celui de deux, par Bataillon, et une par Escadron, avec les Caissons et Munitions qui leur sont affectés.

2) Il est en outre entendu, que les Troupes Françoises, embarquées à bord des vaisseaux de guerre, auront, dès le moment où elles seront à bord, leurs Armes et leurs Munitions déposées dans les lieux destinés à cet effet, sous la surveillance du Commandant du vaisseau; les-

1801 lesquelles Armes et Munitions leur ſeront remiſes au moment du débarquement en France, conformément à la Convention, et que les Troupes du dit Corps-d'Armée, qui ſeront embarquées ſur des bâtimens non armés en guerre, conſerveront pendant leur ſéjour à bord de ces Bâtimens leurs Armes, Munitions, et ſeront ſous la police de leurs Officiers.

3) La femme, la fille, l'Aide-de-Camp et tous les Effets du Général en Chef Menou, ſeront tranſportés du Caire à Alexandrie, ſur un Bâtiment fourni à cet effet par les Puiſſances Alliées.

4) Les Femmes des Officiers, Soldats et autres François de la Garniſon d'Alexandrie, et qui ſe trouvent au Caire dans ce moment, pourront ſe rendre librement à Alexandrie, et il leur ſera accordé à cet effet les moyens de tranſport, qui leur ſeront néceſſaires: et, dans le cas où elles ne ſeroient pas reçues à Alexandrie, elles ſeront tranſportées en France avec le Corps-d'Armée aux ordres du Général de Diviſion Belliard, ou auſſitôt que poſſible, et jouiront de tous les avantages de la dite Convention.

5) Les Femmes Françoiſes, qui appartiennent tant aux Corps de Troupes aux ordres du Général de Diviſion Belliard qu'aux Employés et autres François à la ſuite des dits Corps, ſeront embarquées avec leurs Maris, et jouiront des Rations de Vivres et autres avantages, ſtipulés dans la Convention, d'après les Réglemens Maritimes d'Angleterre.

6) Les Bagages et Effets, appartenans à des Corps ou à des Particuliers de la Garniſon d'Alexandrie, s'il s'en trouvoit au Caire, ſeront tranſportés et dépoſés à Roſette, ou embarqués, s'il eſt poſſible.

7) Le Directeur-Général et comptable des revenus publics pourra ſe rendre à Alexandrie, ou y envoyer un de ſes Employés, et il lui ſera donné pour cela toutes les facilités poſſibles.

8) Si, parmi les Otages donnés et rendus par les Généraux, Commandant les Armées et Corps de Troupes reſpectives, il ſe trouve des Officiers de l'Armée de terre, il ſera libre aux Généraux de terre et de mer des trois puiſſances de les remplacer par des Officiers de l'Armée de mer de même grade, au moment de l'embarquement.

9) Les

9) Les Chevaux et Chameaux, que le Corps de Troupes aux ordres du Général de Division Belliard laſſeroit en Egypte, ſeront remis au moment de l'embarquement à des Commiſſaires, nommés par les Généraux des Puiſſances Alliées pour les recevoir. 1801

10) Il eſt entendu, que les Fortifications ſeront remiſes ſans aucune dégradation, et les Mines indiquées aux Officiers du Genie.

Fait au Camp des Conférences entre les deux Armées, le 8. Meſſidor an 9. (27. Juin 1801), et le 16. Saafar 1216.

Signé: DONZELOT, *Général de Brigade.*
MORAND, *Général de Brigade.*
TAREYRE, *Chef de Brigade.*
JOHN HOPE, *Brigadier-Général.*
OSMAN-BEY, et ISAAC-BEY.

Articles de Capitulation propoſée par Abdalla Jacques François Menou, Général en Chef de l'Armée Françoiſe d'Alexandrie, aux Généraux Commandant les Forces de terre et de mer de Sa Majeſté Britannique et de la Sublime Porte, en date du 12. Fructidor an 9. de la République Françoiſe.

(30. Août. 1801.)

(Nouv. polit. 1801. Nr. 91.)

30 Août. *Capitulation de l'Armée d'Alexandrie.*

ART. I.

A compter du jour préſent juſqu'au 30. Fructidor (17. Septembre 1801), il y aura continuation de Trève et de Suſpenſion-d'armes entre l'Armée Françoiſe et les Armées combinées de Sa Majeſté Britannique et de la Sublime Porte, aux mêmes conditions qui ſubſiſtent maintenant, à l'exception d'une Convention amicale, qui ſera faite entre les Généraux reſpectifs des deux Armées, pour l'établiſſement d'une nouvelle Ligne d'Avant-Poſtes, à l'effet d'éviter tout prétexte d'hoſtilités entre les Troupes. — *Réponſe.* Refuſé.

ART.

1801

ART. II.

Dans le cas où l'Armée Françoiſe ne recevroit pas de ſecours ſuffiſans avant l'époque mentionnée dans l'Article précédent, l'Armée évacuera les Forts et les Camps retranchés d'Alexandrie aux conditions ſuivantes. — *Rép.* Refuſé.

ART. III.

L'Armée Françoiſe ſe retirera, le premier Jour-complémentaire de l'Ere Françoiſe (18 Septembre), dans la Ville d'Alexandrie et les Forts adjacens, et remettra aux Puiſſances Alliées le Camp retranché au-devant de la Ligne des Arabes, le Fort le Turc, le Fort du Vivier avec leur Artillerie et Munitions. — *Rép.* Quarante-huit heures après la Capitulation ſignée, c'eſt-à-dire, le 2. Septembre, à midi, les Camps retranchés, le Fort le Turc et le Fort du Vivier, ſeront remis aux Puiſſances Alliées: Il en ſera de même de leurs Munitions et de leur Artillerie. Les Troupes Françoiſes évacueront la Ville, les Forts et les Dépendances d'Alexandrie, dix jours après la ſignature de la Capitulation, qui ſera l'époque de leur embarquement.

ART. IV.

Tout Individu faiſant partie de l'Armée Françoiſe ou attaché à cette Armée par des relations Civiles ou Militaires, les Troupes Auxiliaires de chaque Nation, de quelque Pays, Religion, ou de quelque Puiſſance qu'elles aient été ſujettes avant l'arrivée de l'Armée Françoiſe, conſerveront leurs propriétés, de quelque nature qu'elles ſoient, leurs Effets, Papiers, &c., qui ne pourront être ſujets à aucun examen. — *Rép.* Accordé, pourvu qu'il ne ſoit rien enlevé de ce qui appartient au Gouvernement de la République Françoiſe, autre que les Effets, Bagages et autres Articles appartenans aux François ou à leurs Auxiliaires, qui ont ſervi dans l'Armée de la République depuis ſix mois: Entendu, qu'il en eſt de même de tous les Individus attachés à l'Armée Françoiſe, ſoit dans des fonctions Civiles, ſoit dans des fonctions Militaires, de quelque Nation, Pays ou Religion qu'ils puiſſent être.

ART. V.

Les Forces Françoiſes, les Troupes Auxiliaires et tous les Individus décrits dans l'Article précédent, ſeront embarqués dans le Port d'Alexandrie, entre le 5. et le

10.

18 de Vendémiaire de l'an dix de la République (du 27. Septembre au 2. Octobre), au plus tard avec leurs Armes, Munitions, Bagages, Effets et Propriétés de toute eſpèce, Papiers officiels, Dépôts. Chaque Bataillon et Eſcadron aura une Pièce de Campagne et ſes Munitions; le tout pour être tranſporté à l'un des Ports de la République Françoiſe ſur la Mediterranée, lequel ſera déterminé par le Général en Chef de l'Armée Françoiſe. — *Rép.* Les Troupes Françoiſes, les Troupes Auxiliaires et tous les Individus déſignés en l'Article IV, ſeront embarqués dans les Ports d'Alexandrie (à moins qu'à la ſuite d'une Convention amicale, il ne ſoit trouvé plus avantageux d'en embarquer une partie à Aboukir), auſſitôt que les vaiſſeaux ſeront prêts. Les Puiſſances Alliées s'engagent en même tems à faire exécuter l'embarquement, s'il eſt poſſible, dix jours après la ſignature de la Capitulation. L'Armée Françoiſe recevra tous les honneurs de la guerre, emportera ſes Armes et Bagages, ne ſera point priſonnière de guerre, emmenera de plus dix Pièces de canon de 4 à 8 et dix charges de poudre pour chacune; elle ſera tranſportée dans un Port François de la Méditerranée. 1801

ART. VI.

Les vaiſſeaux de guerre François, avec leur équipement complet, tous les vaiſſeaux marchands, à quelque Nation ou Individus qu'ils puiſſent appartenir, même ceux des Nations en guerre avec les Puiſſances Alliées, ou ceux qui appartiennent à des propriétaires ou marchands, qui étoient ſujets des Puiſſances Alliées avant l'arrivée des François, partiront avec l'Armée Françoiſe, de telle ſorte que les vaiſſeaux de guerre ſoient reſtitués au Gouvernement François, et les vaiſſeaux marchands à leurs poſſeſſeurs ou ayant cauſe. — *Rép.* Refuſé. Les vaiſſeaux ſeront remis dans l'état où ils ſont.

ART. VII.

Chaque vaiſſeau françois qui, à compter du préſent jour, juſqu'au 30. Fructidor (17. Septembre), arriveroit aux Ports de la République Françoiſe ou de ſes Alliés dans les Ports ou la Rade d'Alexandrie, ſera compris dans la préſente Capitulation. Tout vaiſſeau de guerre ou marchand, appartenant à la France ou aux Alliés de la République, qui arrivera dans la Rade ou les Ports d'Alexandrie dans les 20 jours, qui ſuivront l'évacuation de

1801 de la Place, ne ſera pas conſidéré comme Priſe légale, mais ſera remis en liberté avec ſon Equipage et ſa Cargaiſon, et ſera fourni de paſſeports par les Puiſſances Alliées. — *Rép.* Refuſé.

ART. VIII.

Les Troupes Françoiſes et leurs Auxiliaires, les Agens Civils et Militaires attachés à l'Armée, et tous les autres Individus déſignés dans les précédens Articles, ſeront embarqués, ſoit ſur des vaiſſeaux françois ou autres actuellement dans les Ports d'Alexandrie, autant qu'ils ſeront en état d'être mis en mer, ſoit ſur des vaiſſeaux de Sa Majeſté Britannique et de la Sublime Porte, dans le terme fixé par le cinquième Article.

ART. IX.

Des Commiſſaires ſeront nommés de part et d'autre, pour régler le nombre de vaiſſeaux qui doivent être employés, le nombre d'hommes qu'on doit y embarquer, et généralement prévoir toutes les difficultés qui pourront s'élever au ſujet de l'exécution de la préſente Capitulation. Ces Commiſſaires conviendront des poſitions qui ſeront priſes par les vaiſſeaux actuellement dans le Port d'Alexandrie, et ceux qui pourront être fournis par les Puiſſances Alliées, de ſorte que, par l'effet des meſures qui ſeront priſes, on puiſſe éviter toute occaſion de différends entre les Equipages des différentes Nations. — *Rép.* Tous ces détails ſeront réglés par l'Amiral Anglois, et par un Officier de la Marine Françoiſe, nommé par le Général en Chef.

ART. X.

Les marchands et propriétaires de bâtimens, de quelque Nation ou Religion qu'ils ſoient, les habitans de l'Egypte ou de tout autre Pays, qui peuvent ſe trouver maintenant à Alexandrie, Syriens, Cophtes, Grecs, Arabes ou Juifs, &c., et qui voudront ſuivre l'Armée Françaiſe, ſeront embarqués avec elle et jouiront des mêmes avantages que cette Armée: Ils auront la liberté d'emporter leurs propriétés, de quelque nature qu'elles ſoient, et de laiſſer des pouvoirs pour diſpoſer de ce qu'ils ne pourront point emporter avec eux. Toutes Conventions, ventes et ſtipulations de Commerce, de quelque nature qu'elles ſoient, faites par eux, ſeront ſtrictement exécutées et ſeront maintenues par les Généraux de Sa Maj. Britannique

nique et de la Sublime Porte. Ceux, qui préféreront 1801
de rester en Egypte un certain tems pour leurs affaires particulières, auront la liberté de le faire, et auront toute protection de la part des Puissances Alliées. Ceux également, qui desireroient s'établir en Egypte, seront investis de tous les privilèges et droits, dont ils étoient en possession avant l'arrivée des François. — *Rép.* Tout objet de Commerce et de marchandise, soit dans la Ville d'Alexandrie, soit à bord des vaisseaux qui sont dans le Port, seront remis provisoirement à la disposition des Puissances Alliées, pour être ensuite définitivement soumis aux règles, qui seront déterminées par l'usage et les loix établis entre les Nations. Les particuliers commerçans auront la faculté de suivre l'Armée Françoise, ou de rester en Egypte avec toute sûreté.

ART. XI.

Aucun habitant d'Egypte ou de toute autre Nation, de quelque Religion qu'il soit, ne pourra être recherché pour sa conduite pendant le tems où les François ont occupé leur Pays, et particulièrement pour avoir pris les Armes pour eux ou avoir été employé par eux. — *Rép.* Accordé.

ART. XII.

Les Troupes et tous ceux, qui seront embarqués avec elles, seront nourris, durant leur passage et jusqu'à leur arrivée en France, aux dépens des Puissances Alliées, et conformément aux règles établies dans la Marine Françoise. Les Puissances Alliées fourniront tout ce qui est nécessaire pour l'embarquement. — *Rép.* Les Troupes et tous ceux, qui seront embarqués avec elles, seront nourris, durant leur passage et jusqu'à leur arrivée en France, aux dépens des Puissances Alliées, suivant l'usage établi dans la Marine Angloise.

ART. XIII.

Les Consuls du Commerce et tous autres Agens publics des différentes Puissances Alliées de la République Française continueront de jouir de tous les privilèges et droits, qui sont accordés par les Nations civilisées aux Agens diplomatiques. Leurs propriétés et tous leurs Effets et Papiers seront respectés, et placés sous la protection des Puissances Alliées. Ils auront la liberté de se retirer ou de rester, suivant qu'ils le jugeront à propos. — *Rép.* Les Consuls et autres Agens publics

1801 des Puiſſances Alliées de la République Françoiſe auront la liberté de reſter ou de ſe retirer, ſuivant qu'ils le jugeront convenable. Leurs Propriétés et Effets de tout genre, ainſi que leurs Papiers, leur ſeront conſervés, pourvu qu'ils ſe conduiſent avec loyauté, et conformément aux loix des nations.

ART. XIV.

Les malades, qui ſeront jugés par le Conſeil de Santé de l'Armée en état d'être tranſportés, ſeront embarqués, en même-tems que l'Armée, ſur les bâtimens d'hôpitaux convenablement fournis de remèdes, de proviſions et de tout autre objet néceſſaire à leur ſituation, et ils ſeront ſuivis par des Chirurgiens François. Ceux des Malades, qui ne ſeront point en état d'entreprendre le voyage, ſeront laiſſés aux ſoins et à l'humanité des Puiſſances Alliées. Des Médecins François, et tous autres ſecours de même nature, leur ſeront laiſſés pour les ſoigner, et ils ſeront entretenus aux dépens des Puiſſances Alliées, qui les renverront en France auſſitôt que leur ſanté pourra le permettre, avec tous les Effets à eux appartenans, de la même manière qu'il a été propoſé pour le reſte de l'Armée. — *Rép.* Accordé. Des vaiſſeaux deſtinés aux hôpitaux ſeront préparés, pour recevoir ceux qui pourroient tomber malades pendant leur paſſage. Les Conſeils de Santé des deux Armées ſe concerteront enſemble ſur les moyens à employer à l'égard de ceux des malades, qui, étant attaqués de maladies contagieuſes, ne doivent point avoir de communication avec les autres.

ART. XV.

Des bâtimens de tranſport, pour ſeize Chevaux, ſeront fournis avec les choſes néceſſaires à leur ſubſiſtance pendant le paſſage. — *Rép.* Accordé.

ART. XVI.

Les individus, compoſant l'Inſtitut d'Egypte et la Commiſſion des Arts, emporteront avec eux tous les Papiers, Plans, Mémoires, Collections d'Hiſtoire naturelle, et tous les monumens d'Arts et d'Antiquités qu'ils ont recueillis en Egypte. — *Rép.* Les Membres de l'Inſtitut pourront emporter avec eux tous les Inſtrumens d'Arts et de Sciences, qu'ils ont apportés de France; mais les Manuſcrits Arabes, les ſtatues, et autres collections, qui ont été faites pour la République Françoiſe

çoiſe, feront conſidérés comme propriété publique, et remis à la diſpoſition des Généraux des Armées Combinées. 1801

(Le Général Hope ayant déclaré, en conſéquence de quelques obſervations du Commandant en Chef de l'Armée Françoiſe, qu'il ne pouvoit accorder aucun changement à l'Article, il a été convenu, qu'il en ſeroit référé au Commandant en Chef des Armées Combinées.)

ART. XVII.

Les bâtimens, qui ſeront employés à tranſporter l'Armée Françoiſe et ſes Auxiliaires, auſſi bien que les autres perſonnes, qui doivent l'accompagner, ſeront eſcortés par des vaiſſeaux de guerre appartenant aux Puiſſances Alliées, qui s'engagent formellement à ne pas ſouffrir, qu'ils ſoient moleſtés en aucune manière durant leur voyage. La ſûreté des bâtimens, qui pourroient être ſeparés par la force de la tempête ou autres accidens, ſera garantie par les Généraux des Forces Alliées. Les bâtimens, qui tranſporteront l'Armée Françoiſe, ne pourront toucher, ſous quelque prétexte que ce ſoit, aucune autre côte que celles de France, a moins d'une abſolue néceſſité. — *Rép.* Accordé, le Commandant en Chef de l'Armée Françoiſe s'engageant réciproquement à ne pas permettre, qu'aucun des vaiſſeaux ſoit moleſté pendant leur ſéjour en France, ou à leur retour; promettant également qu'ils ſeront fournis de toute choſe neceſſaire, conformément à la pratique conſtante des Puiſſances Européennes.

ART. XVIII.

A l'époque, ou les Camps et les Forts ſeront remis, en conformité des diſpoſitions du troiſième Article, les priſonniers en Egypte ſeront rendus de part et d'autre. — *Rép.* Accordé.

ART. XIX.

Des Commiſſaires ſeront nommés pour recevoir l'Artillerie de la Place et des Forts, les Munitions, Magaſins, Plans et autres Articles, que les François laiſſent aux Puiſſances Alliées; des Liſtes et Inventaires en ſeront ſignés par les Commiſſaires des différentes Puiſſances, à meſure que les Forts et Magaſins ſeront remis aux Puiſſances Alliées. — *Rép.* Accordé, pourvu que tous les Plans de la Ville et des Forts d'Alexandrie, ainſi que tous ceux du Pays, ſoient remis aux Commiſſaires Anglois. Les Batteries, Caſernes et autres bâtimens publics

1801 seront également remis dans l'état, où ils se trouvent actuellement.

ART. XX.

Il sera accordé un passeport à un vaisseau de guerre François, pour conduire a Toulon, immédiatement après la remise des Camps et Forts susmentionnés, les Officiers chargés par le Commandant en Chef de porter à son Gouvernement la présente Capitulation. — *Rép.* Accordé; mais, si c'est un vaisseau François, il ne sera pas armé.

ART. XXI.

En livrant les Camps et Forts, mentionnés aux précédens Articles, des Otages seront remis de part et d'autre, à l'effet de garantir l'exécution du présent traité: Ils seront choisis parmi les Officiers de rang des Armées respectives; sçavoir, quatre pour l'Armée Françoise, deux pour l'Armée Britannique, et deux pour l'Armée de la Sublime Porte. Les quatre Otages de l'Armée Françoise seront embarqués sur le Vaisseau-Commandant de l'Escadre, et les quatre Ottages de l'Armée Angloise et Turque, sur un des bâtimens, qui portera le Commandant en Chef ou les Lieutenans-Généraux. Ils seront réciproquement remis à leur arrivée en France. — *Rép.* Il sera remis entre les mains du Commandant en Chef de l'Armée Françoise quatre Officiers de rang comme Otages; sçavoir, un Officier de la Marine, un de l'Armée Britannique, deux de l'Armée Turque. Le Commandant en Chef de l'Armée Françoise remettra également entre les mains du Commandant en Chef de l'Armée Britannique quatre Officiers de rang. Les Otages seront remis de part et d'autre à l'époque de l'embarquement.

ART. XXII.

S'il s'élève quelques difficultés pendant l'exécution de la présente Capitulation, elles seront réglées à l'amiable par les Commissaires des Armées. — *Rép.* Accordé.

Signé: KEITH, *Amiral.*
J. HELY HUTCHINSON, *Lieutenant-Général Commandant en Chef.*
HUSSEIN, *Capitan-Pacha.*
ABDALLA JACQUES FRANÇOIS MENOU, *Général en Chef de l'Armée Françoise.*
JAMES KEMPT, *Lieutenant-Colonel et Secrétaire.*

46.

Traduction des Ratifications du Gouvernement Américain, et Texte des Ratifications du Gouvernement François de la Convention; ſignée le 30 Sept. 1800, entre la République Françaiſe et les Etats-Unis d'Amérique.

1801 18 Fevr. et 31 Juill.

(*Nouv. polit.* 1800. Nr. 100.)

JOHN ADAMS, Préſident des Etats-Unis d'Amérique, à tous à chacun, qui liront ces préſentes, ſalut.

Convention entre les Etats-Unis d'Amérique et la République Françoiſe ayant été concluë et ſignée entre leurs Plénipotentiaires, les honorables Olivier Ellsworth, William Richardſon Davie, et William Vans Murray, Ecuyers, Envoyés-Extraordinaires et Miniſtres Plénipotentiaires des Etats-Unis près la République Françoiſe, et les Plénipotentiaires de la République Françoiſe, les Citoyens Joſeph Bonaparte, Charles Pierre Claret Fleurieu et Pierre-Louis Roederer, à Paris, le 30 Sept. dernier, de laquelle Convention la teneur ſuit:

[*Ici la Convention* *) *eſt inſérée.*]

Le Sénat des Etats-Unis d'Amérique ayant, par ſa réſolution du 3 du préſent mois de Février, et avec le concours des deux tiers des Sénateurs alors préſens, conſenti et délibéré la Ratification de la dite Convention, pourvu que le ſecond Article ſoit retranché, et que l'Article ſuivant ſoit ajouté et inféré:

"Il eſt convenu, que la préſente Convention ſera en vigueur pendant l'eſpace de huit années, à dater de l'échange des Ratifications."

En conſéquence, moi, JOHN ADAMS, Préſident des Etats-Unis d'Amérique, ayant vu et examiné la Convention et l'Article additionnel ci-deſſus mentionné; et conformément au dit Avis et conſentement des dits Etats-Unis, j'accepte, ratifie et confirme, par ces préſentes,

*) m. *Recueil* T. VII. p. 484.

1801 ſentes, la dite Convention et l'Article additionnel, et chaque Clauſe, Article, tels qu'ils ſe trouvent inſérés ci-deſſus, réſervant et exceptant le ſecond Article de la dite Convention, lequel, je déclare en être retranché et demeurer ſans validité et ſans force; et je déclare en outre, que la dite Convention (en exceptant le ſecond Article précité) et le dit Article additionnel forment enſemble un même Acte, et deviennent une Convention entre les Etats-Unis d'Amérique et la République Françoiſe, Convention faite par le Préſident des Etats-Unis, par et avec l'Avis et le conſentement du Sénat.

En témoignage de quoi, j'ai fait appoſer ici le ſceau des Etats-Unis d'Amérique.

Donné par moi dans la Cité de Waſhington, ce 18 Fevrier, l'année de notre Seigneur 1801, et de l'Indépendance des dits Etats la 25me.

Signé: JOHN ADAMS.

MARSHALL,

Par le Préſident, faiſant fonctions de Secrétaire-d'Etat.

Bonaparte, premier Conſul, au nom du Peuple François.

Les Conſuls de la République ayant vu et examiné la Convention, concluë, arrêtée et ſignée à Paris, le 8 Vendémiaire an 9. de la République Françoiſe (30 Sept. 1800), par les Citoyens Joſeph Bonaparte, Fleurieu et Roederer, Conſeillers-d'Etat, en vertu des pleinspouvoirs, qui leur avoient été conférés à cet effet, avec Mrs Ellsworth, Davie et Murray, Miniſtres-Plénipotentiaires des Etats-Unis, également munis de pleinspouvoirs, deſquels pleinspouvoirs et Convention la teneur ſuit:

Approuve la Convention ci-deſſus en tous et chacun des Articles, qui y ſont contenus; déclare, qu'elle eſt acceptée, ratifié et confirmée, et promet qu'elle ſera inviolablement obſervée.

Le Gouvernement des Etats-Unis ayant ajouté dans ſa Ratification, que la Convention ſera en vigueur pendant l'eſpace de huit années, et ayant omis l'Article ſecond; le Gouvernement de la République Françoiſe conſent à accepter, ratifier et confirmer la Convention ci-

ci-deſſus, avec l'Addition, portant, "que la Convention 1801
ſera en vigueur pendant l'eſpace de huit années," et avec le retranchement de l'Article ſecond; bien entendu que, par ce retranchement, les deux Etats renoncent aux prétentions reſpectives, qui ſont l'objet du dit Article.

En foi de quoi ſont données les préſentes, ſignées, contreſignées, et ſcellées du grand ſceau de la République.

A Paris le 12 Frimaire an 9. de la République (31 Juillet 1801).

Le premier Conſul, Signé: BONAPARTE.

Par le premier Conſul,
Le Secrétaire-d'Etat, Signé: H.B. MARET.

Pour copie conforme,
Le Secrétaire-Général du Conſeil-d'Etat,
Signé: J.G. LOCRÉ.

ſanctionné par le Corps législatif le 15 Frimaire an 10. (6 Déc. 1801.)

47.

Convention entre le Gouvernement François et Sa Sainteté Pie VII; ſignée à Paris le 26 Meſſidor an 9. (15 Juil. 1801.)

(*Journal de Francfort* 1802. Nr. 102. 110. 117.)

Le premier Conſul de la République Françoiſe et Sa Sainteté le Souverain Pontife Pie VII. ont nommé pour leurs plénipotentiaires réſpectifs, le premier Conſul les Citoyens Joſeph Bonaparte, Conſeiller d'Etat, Cretet Conſeiller d'Etat et Bernier docteur en Théologie, curé de Saint-Laud d'Angers, munis de pleinspouvoirs; Sa Sainteté, S.E. Mgr. Hercule Conſalvi, cardinal de la ſainte égliſe romaine, diacre de St. Agathe ad Suburram, ſon Secrétaire d'Etat Joſeph Spina, archevêque de Corinthe, prélat domeſtique de Sa Sainteté, aſſiſtant du thrône pontifical, et le pere Caſelli, théologien conſultant de Sa Sainteté, pareillement munis de pleinspouvoirs, en bonne et due

1801 forme; lesquels après avoir fait l'échange des pleins-pouvoirs respectifs ont arrêté la Convention suivante.

Le Gouvernement de la République reconnoit que la Religion Catholique Romaine est la Religion de la Grande Majorité du Peuple François.

Sa Sainteté reconnoit également que cette même Religion a retire et attend encore en ce moment le plus grand bien, et le plus grand éclat de l'établissemeet du culte Catholique en France, et de la profession particulière qu'en font les Consuls de la République.

En conséquence, d'après cette reconnoissance mutuelle, tant pour le bien de la Religion que pour le maintien de la tranquillité intérieure, ils sont convenus de ce qui suit:

ART. I.

Culte public. La Religion Catholique, Apostolique et Romaine, sera librement exercée en France. Son culte sera public, en se conformant aux réglemens de police que le Gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique.

ART. II.

Diocèses. Il sera fait par le Saint-Siège, de concert avec le Gouvernement, une nouvelle circonscription des diocèses François.

ART. III.

Renonciation des titulaires. Sa Sainteté déclarera aux titulaires des évêchés François, qu'elle attend d'eux, avec une ferme confiance, pour le bien de la paix et de l'unité, toute espèce de sacrifices, même celui de leurs sièges. D'après cette exhortation, s'ils se refusoient à ce sacrifice commandé par le bien de l'église (refus néanmoins auquel Sa Sainteté ne s'attend pas) il sera pourvu, par de nouveaux titulaires, au Gouvernement des évêchés de la circonscription nouvelle, de la manière suivante.

ART. IV.

Nomination aux évêchés Collation canonique. Le premier Consul de la République nommera, dans les trois mois qui suivront la publication de la bulle de Sa Sainteté, aux archevêchés et évêchés de la circonscription nouvelle. Sa Sainteté conférera l'institution canonique suivant les formes établies par rapport à la France, avant le changement de Gouvernement.

ART.

ART. V. 1801

Les nominations aux évêchés qui vaqueront dans la suite, feront également faites par le premier Consul, et l'institution canonique sera donnée par le Saint-Siège, en conformité de l'Article précédent. *Pour le futur.*

ART. VI.

Les évêques avant d'entrer en fonctions, prêteront directement, entre les mains du premier Consul, le serment de fidelité qui étoit en usage avant le changement du Gouvernement, exprimé dans les termes suivans: *Serment des évêques.*

"Je jure et promets à Dieu, sur les saints évangiles, de garder obéissance et fidélité au Gouvernement établi par la constitution de la République Françoise. Je promets aussi de n'avoir aucune intelligence, de n'assister à aucun conseil, de n'entretenir aucune ligue, soit au dedans, soit au-dehors, qui soit contraire à la tranquillité publique, et si, dans mon diocèse, ou ailleurs, j'apprends qu'il se trame quelque chose au préjudice de l'état, je le ferois connoitre au Gouvernement."

ART. VII.

Les ecclésiastiques du second ordre prêteront le même serment entre les mains des autorités civiles designées par le Gouvernement. *Serment des ecc. du 2 ord.*

ART. VIII.

La formule de prière suivante sera récitée à la fin de l'office divin, dans toutes les églises catholiques de France: *Prière publique.*

Domine, salvam fac Rempublicam;
Domine, salvos fac Consules.

ART. IX.

Les évêques feront une nouvelle circonscription des paroisses de leurs diocèses, qui n'aura d'effet que d'après le consentement du Gouvernement. *Paroisses*

ART. X.

Les évêques nommeront aux cures. Leur choix ne pourra tomber que sur des personnes agréées par le Gouvernement. *Cures.*

ART. XI.

Les évêques pourront avoir un chapitre dans leur cathédrale, et un seminaire pour leur diocèse, sans que le Gouvernement s'oblige à les doter. *Chapitre: seminaire.*

1801

ART. XII.

Eglises. Toutes les églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales et autres non aliénées, necessaires au culte, seront mises à la disposition des évêques.

ART. XIII.

Biens ecclés. aliénés. Sa Sainteté, pour le bien de la paix et l'heureux rétablissement de la Religion Catholique, déclare que ni elle, ni ses successeurs, ne troubleront en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés, et qu'en conséquence la propriété de ces mêmes biens, les droits et revenus y attachés, demeureront incommutables entre leurs mains ou celles de leurs ayant cause.

ART. XIV.

Traitement pour les évêques et curés. Le Gouvernement assurera un traitement convenable aux évêques et aux curés dont les diocèses et les cures seront compris dans la circonscription nouvelle.

ART. XV.

Fondations. Le Gouvernement prendra également des mesures pour que les Catholiques François puissent, s'ils le veulent, faire, en faveur des églises, des fondations.

ART. XVI.

Prérogatives du premier Consul. Sa Sainteté reconnoit dans le premier Consul de la République Françoise, les mêmes droits et prérogatives dont jouissoit près d'elle l'ancien Gouvernement.

ART. XVII.

S'il n'est pas Catholique. Il est convenu entre les parties contractantes, que, dans le cas où quelqu'un de ses successeurs du premier Consul actuel ne seroit pas Catholique, les droits et prérogatives mentionnés dans l'Article ci-dessus, et la nomination aux évêchés, seront réglés par rapport à lui, par une nouvelle Convention.

Les Ratifications seront échangées à Paris dans l'espace de quarante jours.

Fait à Paris le 26 Messidor de l'an 9. de la République Françoise.

Les Ratifications de cette Convention ont été échangées le 23 Fructidor an 9. (10 Sept. 1801.) Elle a été sanctionnée par le Corps legislatif ensemble avec les 77 loix organiques qui y ont été ajoutées.

Arti-

Titre I.

Du Regiment de l'égliſe Catholique dans ſes rapports généraux avec les droits et la police de l'état.

1) Aucune bulle, bref, reſcript, décret, mandat, proviſion, ſignature ſervant de proviſion, ni autres expéditions de la Cour de Rome, même ne concernant que des particuliers, ne pourront être reçus, publiés, imprimés, ni autrement mis à exécution, ſans l'autoriſation du Gouvernement.

2) Aucun individu, ſe diſant nonce, légat, vicaire ou Commiſſaire Apoſtolique, ou ſe prévalant de toute autre dénomination, ne pourra, ſans la même autoriſation, exercer ſur le ſol Français, ni ailleurs, aucune fonction relative aux affaires de l'égliſe Gallicane.

3) Les décrets des ſynodes étrangers, même ceux des conciles généraux, ne pourront être publiées en France avant que le Gouvernement en ait examiné la forme, leur conformité avec les loix, droits et franchiſe de la République Françoiſe, et tout ce qui, dans leur publication, pourroit altérer ou intéreſſer la tranquillité publique.

4) Aucun concile national ou metropolitain, aucun ſynode diocéſain, aucune aſſemblée délibérante, n'aura lieu ſans la permiſſion expreſſe du Gouvernement.

5) Toutes les fonctions eccléſiaſtiques ſeront gratuites, ſauf les oblations qui ſeront autoriſées et fixées par les réglemens.

6) Il y aura recours au conſeil d'état dans tous les cas d'abus de la part des ſupérieurs et autres perſonnes eccléſiaſtiques. Les cas d'abus ſont l'uſurpation ou l'excès de pouvoir, la contravention aux loix et reglemens de la République, l'infraction des règles conſacrées par les canons reçus en France, l'attentat aux libertés, franchiſes et coutumes de l'égliſe Gallicane, et toute entrepriſe ou tout procédé qui, dans l'exercice du culte, peut compromettre l'honneur des citoyens, troubler arbitrairement leur conſcience, dégénérer contre eux en oppreſſion, ou en injure ou en ſcandale public.

7) Il y aura pareillement recours au conſeil d'état, s'il eſt porté atteinte à l'exercice public du culte et à la liberté

1801 liberté que les loix et les réglemens garantiſſent à ſes Miniſtres.

8) Le recours compétera à toute perſonne intéreſſée. A défaut de plainte particulière, il ſera exercé d'office par les préfets. Le fonctionnaire public, l'eccléſiaſtique ou la perſonne qui voudra exercer le recours, adreſſera un mémoire détaillé et ſigné, au conſeiller d'état chargé de toutes les affaires concernant les cultes, lequel ſera tenu de prendre, dans le plus court délai, tous les renſeignemens convenables; et ſur ſon rapport, l'affaire ſera ſuivie et définitivement terminée dans la forme adminiſtrative, ou renvoyée, ſelon l'exigence du cas, aux autorités compétentes.

Titre II.

Des Miniſtres.

Section I.

Diſpoſitions générales.

9) Le culte Catholique ſera exercé ſous la direction des archevêques et évêques dans leurs diocèſes, et ſous celle des curés dans leurs paroiſſes.

10) Tout privilège portant exemption ou attribution de la juriſdiction épiſcopale eſt aboli.

11) Les archevêques et évêques pourront, avec l'autoriſation du Gouvernement établir dans leurs diocèſes des chapitres cathédraux et des ſeminaires. Tous autres établiſſemens eccléſiaſtiques ſont ſupprimés.

12) Il ſera libre aux archevêques et évêques d'ajouter à leur nom le titre de citoyen ou celui de Monſieur; toutes autres qualifications ſont interdites.

Section II.

Des archevêques ou métropolitains.

13) Les archevêques conſacreront et inſtalleront leurs ſuffragans: en cas d'empêchement ou de refus de leur part, ils ſeront ſuppléés par le plus ancien évêque de l'arrondiſſement métropolitain.

14) Ils veilleront au maintien de la foi et de la diſcipline dans les diocèſes dépendans de leur métropole.

15) Ils connoîtront des réclamations et des plaintes portées contre la conduite et les déciſions des évêques ſuffragans.

Section

Section III. 1801

Des évêques, des vicaires-généraux et des séminaires.

16) On ne pourra être nommé évêque avant l'âge de 30 ans, et si on n'eſt originaire françois.

17) Avant l'expédition de l'arrêté de nomination, celui ou ceux qui ſeront propoſés, ſeront tenus de rapporter une atteſtation de bonne vie et moeurs, expédiée par l'évêque dans le diocèſe duquel ils auront exercé les fonctions du Miniſtère eccléſiaſtique, et ils ſeront examinés ſur leur doctrine par un évêque et deux prêtres qui ſeront commis par le premier Conſul; leſquels adreſſeront le réſultat de leur examen au conſeiller d'état chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

18) Le prêtre nommé par le premier Conſul, fera les diligences pour rapporter l'inſtitution du Pape. Il ne pourra exercer aucune fonction avant que la bulle portant ſon inſtitution ait reçu l'attache du Gouvernement, et qu'il ait prêté, en perſonne, le ſerment preſcrit par la Convention paſſée entre le Gouvernement François et le Saint-Siège. Ce ſerment ſera prêté au premier Conſul; il en ſera dreſſé procès-verbal par le Secrétaire d'Etat.

19) Les évêques nommeront et inſtitueront les cultes; néanmoins, ils ne manifeſteront leur nomination et ils ne donneront l'inſtitution canonique qu'après que cette nomination aura été agréée par le premier Conſul.

20) Ils ſeront tenus de réſider dans leurs diocèſes; ils ne pourront en ſortir qu'avec la permiſſion du premier Conſul.

21) Chaque évêque pourra nommer deux vicaires généraux, et chaque archévêque pourra en nommer trois; ils les choiſiront parmi les prêtres ayant les qualités requiſes pour être évêques.

22) Ils viſiteront annuellement et en perſonne une partie de leur diocèſe, et dans l'eſpace de cinq ans, le diocèſe entier. En cas d'empêchement légitime, la viſite ſera faite par un vicaire général.

23) Les évêques ſeront chargés de l'organiſation de leurs ſéminaires, et les réglemens de cette organiſation ſeront ſoumis à l'approbation du premier Conſul.

24) Ceux qui ſeront choiſis pour l'enſeignement dans les ſéminaires, ſouſcriront la déclaration faite par le

1801 le clergé de France en 1682, et publiée par un édit de la même année; ils se soumettront à y enseigner la doctrine qui y est contenue, et les évêques adresseront une expédition en forme de cette soumission au conseiller d'état chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

25) Les évêques enverront, toutes les années, à ce conseiller d'état, le nom des personnes qui étudieront dans les séminaires, et qui se destineront à l'état ecclésiastique.

26) Ils ne pourront ordonner aucun ecclésiastique, s'il ne justifie d'une propriété produisant au moins un revenu annuel de 300 francs, s'il n'a atteint l'âge de 25 ans, et s'il ne réunit les qualités requises par les canons reçus en France. Les évêques ne feront aucune ordination avant que le nombre des personnes à ordonner ait été soumis au Gouvernement, et par lui agréé.

Section IV.

Des curés.

27) Les curés ne pourront entrer en fonctions, qu'après avoir prêté, entre les mains du préfet, le serment prescrit par la convention passée entre le Gouvernement et le Saint-Siège; il sera dressé procès-verbal de cette prestation par le Secrétaire-général de la préfecture, et copie collationnée leur en sera délivrée.

28) Ils seront mis en possession par le curé ou le prêtre que l'évêque désignera.

29) Ils seront tenus de résider dans leurs paroisses.

30) Les curés seront immédiatement soumis aux évêques, dans l'exercice de leurs fonctions.

31) Les vicaires et desservans exerceront leur Ministère sous la surveillance et la direction des curés. Ils seront approuvés par l'évêque, et révocables par lui.

32) Aucun étranger ne pourra être employé dans les fonctions du Ministère ecclésiastique sans la permission du Gouvernement.

33) Toute fonction est interdite à tout ecclésiastique même français, qui n'appartient à aucun diocèse.

34) Un prêtre ne pourra quitter son diocèse pour aller desservir dans un autre, sans la permission de son évêque.

Section

Section V. 1801

Des chapitres cathédraux et du Gouvernement des diocèses pendant la vacance du siège.

35) Les archevêques et evêques qui voudront uſer de la faculté qui leur eſt donnée d'établir des chapitres, ne pourront le faire ſans avoir rapporté l'autoriſation du Gouvernement, tant pour l'établiſſement lui-même que pour le nombre et le choix des eccléſiaſtiques deſtinés à les former.

36) Pendant la vacance des ſièges, il ſera pourvu par le métropolitain, et, à ſon défaut, par le plus ancien des evêque ſuffragans, au Gouvernement des diocèſes. Les vicaires-généraux de ces diocèſes continueront leurs fonctions, même après la mort de l'évêque, jusqu'à ſon remplacement.

37) Les métropolitains, les chapitres cathédraux ſeront tenus, ſans délai, de donner avis au Gouvernement de la vacance des ſièges, et des meſures qui auront été priſes pour le Gouvernement des diocèſes vacans.

38) Les vicaires-généraux qui gouverneront pendant la vacance, ainſi que les métropolitains ou capitulaires, ne ſe permettront aucune innovation dans les uſages et coûtumes des diocèſes.

Titre III.

Du culte.

39) Il n'y aura qu'une lithurgie et un catéchisme pour toutes les égliſes de France.

40) Aucun curé ne pourra ordoner des prières publiques extraordinaires dans ſa paroiſſe, ſans la permiſſion ſpéciale de l'évêque.

41) Aucune fête, à l'exception du dimanche, ne pourra être établie ſans la permiſſion du Gouvernement.

42) Les eccléſiaſtiques uſeront, dans les cérémonies religieuſes, des habits et ornemens convenables a leur titre. Ils ne pourront, dans aucun cas, ni ſans aucun prétexte, prendre la couleur et les marques diſtinctives réſervées aux évêques.

43) Tous les eccléſiaſtiques ſeront habillés à la Françaiſe, et en noir. Les évêques pourront joindre à ce coſtume la croix pectorale et les bas violets.

44)

1801 44) Les chapelles domeſtiques, les aratoires particuliers ne pourront être établis ſans une permiſſion expreſſe du Gouvernement, accordée ſur la demande de l'évêque.

45) Aucune cérémonie religieuſe n'aura lieu hors des édifices conſacrés au culte catholique dans les villes où il y a des temples deſtinés à différens cultes.

46) Le même temple ne pourra être conſacré qu'à un même culte.

47) Il y aura, dans les cathédrales et paroiſſes, une place diſtinguée pour les individus catholiques qui rempliſſent les autorités civiles et militaires.

48) L'évêque ſe concertera avec le préfet, pour regler la manière d'appeler les fidèles au ſervice divin par le ſon des cloches. On ne pourra les ſonner, pour toute autre cauſe, ſans la permiſſion de la police locale.

49) Lorſque le Gouvernement ordonnera des prières publiques, les évêques ſe concerteront avec le préfet et le commandant militaire du lieu, pour le jour, l'heure et le mode d'exécution de ces ordonnances.

50) Les prédications ſolemnelles, appelées ſermons, et celles connues ſous le nom de ſtations de l'avent et du carême, ne ſeront faites que par des prêtres qui en auront obtenu, une autoriſation ſpéciale de l'évêque.

51) Les curés aux prônes des meſſes paroiſſiales prieront et feront prier pour la proſpérité de la République Françoiſe et pour les conſuls.

52) Ils ne ſe permettront dans leurs inſtructions, aucune inculpation directe ou indirecte, ſoit contre les autres cultes autoriſés dans l'état.

53) Ils ne feront, au prône, aucune publication étrangère à l'exercice du culte, à moins qu'ils n'y ſoient autoriſés par le Gouvernement.

54) Ils ne donneront la bénédiction nuptiale qu'à ceux qui juſtifieront, en bonne et due forme, avoir contracté mariage devant l'officier civil.

55) Les regiſtres tenus par les Miniſtres du culte, n'étant et ne pouvant être relatifs qu'à l'adminiſtration de ſacremens, ne pourront, dans aucun cas, ſuppléer les regiſtres ordonnés par la loi pour conſtater l'état civil des François.

56) Dans tous les actes ecclésiastiques et religieux, on sera obligé de se servir du calendrier d'équinoxe, établi par les lois de la République: on désignera les jours par les noms qu'ils avaient dans le calendrier des solstices. 1801

57) Le repos des fonctionnaires publics sera fixé au dimanche.

Titre IV.

De la circonscription des archevêchés, des évêchés et des paroisses; des édifices destinés au culte, et du traitement des Ministres.

Section I.

De la circonscription des archevêchés et des évêchés.

58) Il y aura en France dix archevêchés ou métropoles, et cinquante evêchés.

59) La circonscription des métropoles et des diocèses sera faite conformément au tableau ci-joint.

Section II.

De la circonscription des paroisses.

60) Il y aura au moins une paroisse dans chaque justice de paix. Il sera, en outre, établi autant de succursales que le besoin pourra l'exiger.

61) Chaque évêque, de concert avec le préfet, réglera le nombre et l'étendue de ces succursales. Les plans arrêtés seront soumis au Gouvernement, et ne pourront être mis à exécution sans son autorisation.

62) Aucune partie du Territoire François ne pourra être érigée en cure ou en succursale, sans l'autorisation expresse du Gouvernement.

63) Les prêtres desservant les succursales, sont nommés par les évêques.

Section III.

Du traitement des Ministres.

64) Le traitement des archevêques sera de 15,000 fr.

65) Le traitement des évêques sera de 10,000 fr.

66) Les curés seront distribués en deux classes. Le traitement des curés de la première classe sera porté à 1500 fr.; celui des curés de la seconde classe à 1000 fr.

1801 67) Les pensions dont ils jouissent, en exécution des lois de l'assemblée constituante, seront précomptées sur leur traitement. Les conseils généraux des grandes communes pourront, sur leurs biens ruraux ou sur leurs octrois, leur accorder une augmentation de traitement, si les circonstances l'exigent.

68) Les vicaires et desservans seront choisis parmi les ecclésiastiques pensionnés, en exécution des lois de l'assemblée constituante. Le montant de ces pensions et le produit des oblations formeront leur traitement.

69) Les évêques rédigeront les projets de réglemens relatives aux oblations que les Ministres du culte sont autorisés à recevoir pour l'administration des sacremes. Les projets de réglemens rédigés par les évêques, ne pourront être publiés, ni autrement mis à exécution qu'après avoir été approuvés par le Gouvernement.

70) Tout ecclésiastique pensionnaire de l'état, sera privé de sa pension, s'il refuse, sans cause légitime, les fonctions qui pourront lui être confiées.

71) Les conseils généraux de département sont autorisés à procurer aux archevêques et évêques un logement convenable.

72) Les presbytères et les jardins attenans, non aliénés, seront rendus aux curés et aux desservans des succursales. A défaut de ces presbytères, les conseils généraux des communes sont autorisés à leur procurer un logement et un jardin.

73) Les fondations qui ont pour objet l'entretien des Ministres et l'exercice du culte, ne pourront consister qu'en rentes constituées sur l'état; elles seront acceptées par l'évêque diocésain, et ne pourront être exécutées qu'avec l'autorisation du Gouvernement.

74) Les immeubles, autres que les édifices destinés au logement, et les jardins attenans, ne pourront être affectés à des titres ecclésiastiques, ni possédés par les Ministres du culte, à raison de leurs fonctions.

Section IV.

Des édifices destinés au culte.

75) Les édifices anciennement destinés au culte catholique, actuellement dans les mains de la nation, à raison d'un édifice par cure et par succursale, seront mis à

la

la disposition des évêques, par arrêtés du préfet du dé- 1801
partement. Une expédition de ces arrêtés sera adressée au conseiller d'état chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

76) Il sera établi des fabriques pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples, à l'administration des aumônes.

77) Dans les paroisses où il n'y aura point d'édifice disponible pour le culte, l'évêque se concertera avec le préfet pour la désignation d'un édifice convenable.

48.

Traité de paix particulière entre la République Françoise et S. A. S. l'Electeur Palatin de Bavière; signé à Paris le 24 Août 1801. 24 Août.

(*Nouv. polit.* 1801. Nr. 84. 86. 100.)

S. A. S. l'Electeur Palatin de Bavière et le premier Consul de la République Françoise, au nom du Peuple François, ayant à coeur de retablir, d'une manière solemnelle et inconteſtable, les anciens rapports d'amitié et de bon voiſinage, qui ont ſubſiſté entre la Séréniſſime maiſon Bavaro-Palatine et la France, avant la guerre, qui a été terminée entre la République Françoiſe et l'Empire Germanique par le traité de paix de Luneville, et à laquelle Sa dite Alteſſe Electorale avoit pris part, non-ſeulement moyennant les ſecours fournis en vertu des arrêtés de la diète mais auſſi en ſa qualité d'auxiliaire des puiſſances alliées: Les parties contractantes ſont convenues de conſtater le retour parfait d'une bonne harmonie entre elles par un traité de paix particulier; et à cet effet, elles ont nommé pour leurs Plénipotentiaires; ſçavoir: S. A. S. l'Electeur de Bavière, le Sieur Antoine de Cetto, ſon Conſeiller d'Etat actuel et Miniſtre Plénipotentiaire au Cercle Electoral et à celui du Haut-Rhin, et le premier Conſul, au nom du Peuple François, le Citoyen Caillard, Garde des Archives du Miniſtère des relations extérieures; leſquels, après avoir

1801 échangé leurs pleinspouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivans:

ART. I.

Paix et amitié. Il y aura paix, amitié et bon voisinage entre l'Electeur Palatin de Bavière et la République Françoise. L'un et l'autre ne négligeront rien, pour maintenir cette union, et pour se rendre réciproquement des services, propres à resserrer de plus en plus les liens d'une amitié sincère et durable.

ART. II.

Renonciation aux possessions sur la rive gauche. S. M. l'Empereur et l'Empire ayant consenti, par l'Article VII. du traité, conclu à Luneville le 20 Pluviôse an 9 de la République (ou le 9 Fevr. 1801) à ce que la République Françoise possède desormais, en toute Souveraineté et propriété, les Pays et Domaines, situés sur la rive gauche du Rhin, et qui faisoient partie de l'Empire Germanique, S. A. Electorale Palatine de Bavière, renonce pour Elle, les Héritiers, et Successeurs, aux droits de supériorité territoriale, de propriété et autres quelconques, que sa maison a exercées jusqu'ici et qui lui appartenoient sur les Pays et Domaines à la rive gauche du Rhin. Cette renonciation a lieu nommément pour les Duchés de Juliers, des Deux-Ponts avec ses dépendances, et tous les baillages du Palatinat, situés sur la rive gauche du Rhin.

ART. III.

Indemnité territoriale pour les pertes de tout genre. Convaincue qu'il existe un interêt pour elle, à empêcher l'affoiblissement des possessions Bavaro-Palatines, et conséquemment à réparer la diminution des forces de Territoire, qui resulte de la renonciation ci-dessus; la République Françoise s'engage à maintenir et à défendre efficacement l'intégrité des sus-dites possessions à la rive droite du Rhin, dans l'ensemble et l'étenduë, qu'elles ont, ou qu'elles doivent avoir d'après le Traité et les Conventions conclues à Teschen le 13 May 1779, sauf les cessions qui auroient lieu du plein gré de S. A. Electorale, et du consentement de toutes les parties interessées. La République Françoise promet en même tems qu'elle usera de toute son influence et de tous ses moyens, pour que l'Article VII. du Traité de Paix de Luneville, en vertu duquel l'Empire est tenu de donner aux Princes héréditaires qui se trouvent dépossédés à la rive gauche du Rhin, un dédommagement

pris

pris dans ſon ſein, ſoit particulièrement exécuté à l'égard 1801
de la maiſon Electorale Palatine de Bavière, en ſorte que cette maiſon reçoive une indemnité territoriale, ſituée autant que poſſible à ſa bienſéance, et équivalente aux pertes de tous genres qui ont été une ſuite de la préſente guerre.

ART. IV.

Les parties contractantes s'entendront, dans tous les tems en bons voiſins, et en ſuivant de part et d'autre les principes d'une parfaite équité, pour régler les conteſtations qui auroient lieu, ſoit par rapport au cours du *Thalweg* entre les Etats reſpectifs, qui aux termes de l'Article VI. du Traité de Paix de Luneville, ſera deſormais la limite du territoire de la République Françoiſe et de l'Empire Germanique, ſoit par rapport à la navigation du Rhin et au commerce, ſoit à l'égard des conſtructions à faire ſur l'une ou l'autre rive. *Thalweg etc.*

ART. V.

L'Art. VIII. du Traité de Paix de Luneville, concernant les dettes hypothequées ſur le ſol des Pays de la rive gauche du Rhin, ſervira de baſe à l'égard de celles, dont les Poſſeſſions et Territoires, compris dans la renonciation de l'Art. II. du préſent traité, ſe trouvent grévés. Comme le dit traité de Luneville ne reconnoit à la charge de la République Françoiſe que les dettes reſultantes d'Emprunts conſentis par les Etats des Pays cédés, ou de dépenſes faites pour l'Adminiſtration effective des dits Pays, et que d'un autre côté le Duché de Deux-Ponts, ainſi que la partie du Palatinat du Rhin, cédée par l'Art. II. du préſent traité, ne ſont pas des Pays d'Etats, il eſt convenu que les dettes des dits Pays, qui à leur origine ont été enregitrées par les Corps adminiſtratifs ſupérieurs, ſeront aſſimilées à celles, qui ont été conſenties par les Etats, dans les Pays où il y en a. Immédiatement après l'échange des ratifications, il ſera nommé de part et d'autre des Commiſſaires, pour procéder à la vérification et à la répartition des dettes déſignées ci-deſſus. *Dettes.*

ART. VI.

Les dettes particulières, contractées par les communes et par les ci-devant baillages ſous l'autorité du Gouvernement, reſtent à leur charge et ſeront acquittées par eux. *Dettes des communes.*

1801

ART. VII.

Documens. Tous les papiers, documens et actes, relatifs aux propriétés publiques et particulières des Pays, cédés par l'Art. II. ci-dessus, seront dans l'espace de trois mois, à dater de l'échange des ratifications, délivrés fidèlement au Commissaire, nommé par le Gouvernement François pour les recevoir. La même chose aura lieu pour les papiers, documens et actes concernant les objets d'Administration, qui se rapportent exclusivement aux dits pays. Quant à ceux desdits papiers, documens et actes, qui concernent les interêts communs des Etats de la Maison Palatine, tant ceux cédés sur la rive gauche, que ceux qu'elle conserve sur la rive droite, il en sera fait à frais communs des Copies collationnées qui seront remises au Commissaire François.

ART. VIII.

Sequestres levés. Du jour de l'échange des ratifications, tous séquestres, qui auroient été mis, à cause de la guerre, sur les biens, effets et revenus des Citoyens François dans les états de S. A. Ser. Electorale, et ceux qui auroient été mis dans le territoire de la République Françoise sur les biens, effets et revenus des sujets ou serviteurs de Sa dite Altesse Serenissime domiciliés sur la rive gauche du Rhin, sont levés. Il n'est pas fait d'exception, par rapport aux sujets ou serviteurs Bavaro-Palatins, qui, lors de l'entrée des Armées Françoises, se sont retirés de la rive gauche à la rive droite du Rhin.

ART. IX.

Ratifications et cession. Le présent traité sera ratifié par les parties contractantes dans l'espace de vingt jours ou plutôt, si faire se peut; et S. A. S. l'Electeur Palatin de Bavière s'engage à procurer dans le même espace de tems, un acte d'accession, de la part de S. A. S. Guillaume Duc de Bavière, aux cessions faites par le dit Traité.

Fait à Paris le 24 Août 1801 (6 Fructidor l'an 9 de la République).

Signé: ANTOINE DE CETTO.
ANTOINE BERNARD CAILLARD.

Les ratifications de ce traité ayant été échangées, il a été sanctionné par le Corps législatif de France le 17 Frimaire an 10 (8 Déc. 1801).

49.

Extrait de la Convention entre la République Françoise et la République Batave; signée à la Haye le 29 Août 1801. 1801 29 Août.

(*Nouvell. polit.* 1801. Nr. 92. suppl.)

Gouvernement François. — Bonaparte, premier Consul.

Au nom du Peuple François, les Consuls de la République Françoise; ayant vu et examiné la Convention conclue, arrêtée et signée, le 11 Fructidor an 9. de la République Françoise (29 Août 1801), par le Citoyen Charles François Pierre Augereau, Général en Chef des Troupes Françoises et Bataves en Batavie, en vertu des pleins-pouvoirs, qui lui avoient été conférés à cet effet avec le Citoyen Jacob Spoors, Ministre de la Marine de la République Batave, et plénipotentiaire de la dite République, également muni de pleinspouvoirs, de laquelle Convention la teneur suit:

Convention entre le Gouvernement de la République Françoise et celui de la République Batave.

Le premier Consul de la République Françoise, étant disposé à avoir égard aux réclamations réitérées, faites par le Gouvernement Batave, pour la diminution des frais excessifs, occasionnés par l'entretien des Troupes Françoises, employées jusqu'à ce jour dans la République Batave, a nommé, pour traiter cet objet sous la Ratification, le Citoyen Charles François Pierre Augereau, Général en Chef des Troupes Françoises et Nationales de la République Batave. Et le Directoire-Exécutif de cette dernière République a nommé, de son coté, pour le même objet, sous son approbation et sous la Ratification du Corps législatif, le Citoyen Jacob Spoors, Ministre de la Marine, remplissant aussi en ce moment les fonctions du Ministre de la guerre: lesquels, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs, ont arrêté les Articles suivans:

1801

ART. I.

Corps auxil. de la Fr. Le Corps de Troupes Françoises, qui restera en vertu des présens Articles, employés comme auxiliaire au service de la Batavie, sera composé de cinq Demi-Brigades d'Infanterie et de cinq Compagnies d'Artillerie; les dites Demi-Brigades ne pourront, dans leur complet, excéder le nombre de deux mille Hommes, chacune, et chaque Compagnie d'Artillerie le nombre de quatre vingt quinze Hommes; ces Demi-Brigades et Compagnies d'Artillerie seront spécialement désignées, et ne pourront être remplacées, en tout ou en partie, que du consentement des deux Gouvernemens.

ART. II.

Durée du séjour. Ces Troupes, prises du nombre de celles qui se trouvent actuellement en Batavie, y resteront comme auxiliaires jusqu'à la conclusion définitive de la paix avec l'Angleterre.

ART. III.

Augmentation. En cas de nécessité, le Corps auxiliaire de Troupes Françoises en Batavie pourra être augmenté; bien entendu pourtant, que cette augmentation n'aura lieu que du consentement des deux Gouvernemens, et d'après la demande préalable du Gouvernement Batave.

ART. IV.

Commandement. Les Troupes Françoises, employées comme auxiliaires en Batavie, ainsi que les Troupes Bataves, ne recevront leurs ordres que du Gouvernement Batave, par l'organe du Ministre de la guerre; elles s'y conformeront en tout point, ainsi qu'à la présente Convention, arrêtée entre les deux Gouvernemens.

ART. V.

Item. Au cas que les Troupes Françoises se trouvent réunies en garnison avec les Troupes Bataves, elles feront commandées par l'Officier supérieur en grade; et en cas d'égalité de grade toujours par l'Officier François. Les Généraux de Brigade François ne pourront être jamais commandés que par des Généraux de Division Bataves, duement brévetés.

ART. VI.

Repos public. Si les Corps Administratifs requièrent assistance Militaire pour garantir le repos public, et pour protéger les personnes et les propriétés, tout Commandant François ou Batave accordera cette assistance sans délai.

ART.

ART. VII. 1801

Dans aucun cas les Troupes Françoises et Bataves n'agiront sans une réquisition préalable, soit de la part du Gouvernement, soit de celle des Corps Administratifs Bataves; hors celui, où, par quelque violence ou sédition, les dits Corps Administratifs se trouveroient dans l'impossibilité de se réunir et de donner les ordres nécessaires: en pareil cas, l'Officier François, chargé du Commandement, sera tenu de prendre les mesures convenables, pour rétablir l'ordre et la tranquillité publique, et obligé d'en donner sur-le-champ avis au Gouvernement Batave, ou à celui de ses supérieurs à qui de droit, et de se remettre aux Ordres des Corps Administratifs, dès que ceux-ci pourront agir en pleine liberté. *Requisition necessaire.*

ART. VIII.

Les Militaires François ne s'immisceront point dans les discussions, qui pourroient avoir lieu entre les habitans du pays sur les affaires publiques. *Affaires publiques.*

ART. IX.

Il sera attaché au dit Corps de Troupes auxiliaires, pour son Commandement, un Général de Division, avec son Etat-Major, et trois Généraux de Brigade, avec leurs Etats-Majors particuliers; le tout suivant les Tableaux, qui en seront faits et insérés dans le Réglement particulier, qui sera arrêté pour la formation, le payement, la subsistance, l'Administration, les Revues, enfin pour l'entretien général et tout ce qui a rapport aux détails, concernant les Troupes Françoises, qui resteront en Batavie en vertu de la présente Convention. *Etat-Major.*

ART. X.

Les Troupes Françoises seront payées régulièrement tous les mois: le mode de payement sera fixé ultérieurement par le Réglement sus-mentionné. *Payement.*

ART. XI.

La République Batave se charge de pourvoir au traitement des malades et blessés, et d'entretenir à cet effet les hôpitaux nécessaires, pour contenir le nombre de malades, qui sera fixé par un réglement particulier concernant cette Administration: ces hôpitaux seront gérés et servis par des Employés, Officiers de Santé et Infirmiers François. *Hôpitaux.*

1801

ART. XII.

Convention de 1795 27 Juil.

Par la préſente Convention ſont annullés entièrement, et regardés comme non-avenus, les Articles conv[enus] ſignés à la Haye le 9 Thermidor an 3. (27 Juil. 1795.)

ART. XIII.

Convent. de 1795 16 May.

Il eſt pareillement et formellement dérogé à l'Art. [illegible] du traité-patent de la Haye, du 16 Mai 1795, (27 Floréal an 3.) **), et à l'Art. III. du traité-ſecret du même jour. (Les Articles XIV. XV et XVI. qui contiennent des arrangemens particuliers, auxquels il n'eſt pas encore tems de donner de la publicité, ſont [illegible] ici.)

ART. XVII.

La préſente Convention ſera ratifiée dans l'eſpace de quinze jours, à compter de ſa date, ou plutôt, ſi faire ſe peut.

ART. XVIII.

Si cette Convention eſt ratifiée par les deux Gouvernemens, les Troupes Françoiſes, qui ne feront point partie de celles, qui devront reſter comme auxiliaires au ſervice de la Batavie, devront en être ſorties avant le 23 Octobre prochain (1 Brumaire an 10.) le Gouvernement Batave ne reſtant obligé de les ſolder et entretenir que juſqu'à cette époque, paſſée laquelle les dites Troupes ſeront au compte et à la charge du Gouvernement François.

Fait et arrêté à la Haye, le 29 Août 1801. (11 Fructidor an 9. de la République Françoiſe.)

Signé: AUGEREAU. SPOORS.

Approuvent la Convention ci-deſſus en tous et chacun des Articles, qui y ſont contenus, déclarent, qu'elle eſt acceptée, ratifiée et confirmée, et promettent qu'elle ſera inviolablement obſervée. En foi de quoi ſont données les préſentes, ſignées, contre-ſignées et ſcellées du Sceau de la République.

A Paris, le 17 Fructidor an 9. de la République Françoiſe (4 Sept. 1801).

Signé: BONAPARTE.

Par le premier Conſul, le Secrétaire d'Etat

Signé: HUGUES MARET.

Le Miniſtre des Relations-extérieures,

Signé: CH. MAU. TALLEYRAND.

*) Non imprimés, que je ſache. **) [illegible] *Recueil* T. VI. p. [illegible]

50.

Traité de paix entre la République Françoise et le Royaume de Portugal; signé à Madrid le 29 Sept. 1801.

1801 29 Sept.

(*Spectateur du Nord* 1801 Oct. p. 113. *Nouv. polit.* 1801. Nr. 83.)

Le premier Consul de la République Françoise au nom du Peuple François, et S. A. R. le Prince-Régent du Royaume de Portugal et des Algarves, également animés du désir de rétablir les liaisons de Commerce et d'Amitié, qui subsistoient entre les deux Etats avant la présente guerre, ont résolu de conclure un Traité de Paix par la médiation de Sa Maj. Catholique, et ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires; sçavoir: Le premier Consul de la République Françoise, au nom du Peuple François, le Citoyen Lucien Bonaparte; et S. A. R. le Prince-Régent du Royaume de Portugal et des Algarves, Son Exc. M. Cyprien Ribéiro-Freire, Commandeur de l'Ordre du Christ, du Conseil de Son Alteſſe Royale, et Son Ministre Plénipotentiaire près Sa Maj. Catholique; lesquels Plénipotentiaires, après l'échange respectif de leurs pleinspouvoirs, sont convenus des Articles suivans:

ART. I.

Il y aura à l'avenir et pour toujours paix, amitié et bonne intelligence entre la République Françoise et le Royaume de Portugal. Toutes les hostilités cesseront, tant sur terre que sur mer, à compter de l'échange des Ratifications du présent Traité, sçavoir, dans quinze jours pour l'Europe et les Mers qui baignent les Côtes et celles d'Afrique en-deça de l'Equateur; quarante jours après le dit échange pour les Pays et Mers d'Amérique et d'Afrique au-delà de l'Equateur; et trois mois après pour les Pays et Mers situés à l'Ouëst du Cap Horn et à l'Est du Cap de Bonne-Esperance. Toutes les Prises, faites après chacune de ces époques dans les parages, auxquels elle s'applique, seront respectivement restituées. Les prisonniers de guerre seront rendus de part et d'autre; et les rapports politiques entre les deux

Paix.

1801 deux puissances seront rétablis sur le même pié qu'avant la guerre.

ART. II.

Ports fermés aux Anglais. Tous les Ports et Rades du Portugal en Europe seront fermés de suite, et le demeureront jusqu'à la paix entre la France et l'Angleterre, à tous les vaisseaux Anglois de guerre et de commerce; et ces mêmes Ports et Rades seront ouverts à tous les vaisseaux de guerre et de commerce de la République Françoise et de ses Alliés. Quant aux Ports et Rades du Portugal dans les autres parties du monde, le présent Article y sera obligatoire dans les termes fixés ci-dessus pour la cessation des hostilités.

ART. III.

Neutralité du Portugal. Le Portugal s'engage à ne fournir, pendant le cours de la présente guerre, aux ennemis de la République Françoise et de ses Alliés, aucun secours en Troupes, Vaisseaux, Armes, Munitions de guerre, Vivres ou Argent, à quelque titre que ce soit, et sous quelque dénomination que ce puisse être. Tout Acte, Engagement ou Convention antérieure, qui seroient contraires au présent Article, sont révoqués et seront regardés comme nuls et non avenus.

ART. IV.

Guyane. Les limites entre les deux Guyanes, Françoise et Portugaise, seront déterminées à l'avenir par la Rivière Carapanatuba, qui se jette dans l'Amazone à environ un tiers de degré de l'Equateur, latitude Septentrionale, au-dessus du Fort Macapa. Ces limites suivront le cours de la Rivière jusqu'à sa source, d'où elles se porteront vers la grande Chaîne de Montagnes, qui fait le partage des eaux; elles suivront les inflexions de cette Chaîne jusqu'au point où elle se rapproche le plus du Rio-Branco vers le deuxième degré et un tiers Nord de l'Equateur.

Les Indiens des deux Guyanes, qui, dans le cours de la guerre, auroient été enlevés de leurs habitations, seront respectivement rendus.

Les Citoyens ou sujets des deux puissances, qui se trouveront compris dans la nouvelle détermination des limites, pourront réciproquement se retirer dans les possessions de leurs Etats respectifs. Ils auront ainsi la faculté de disposer de leurs biens, meubles et immeubles,

et

et ce pendant l'espace de deux années, à compter de 1801
l'échange des Ratifications du présent Traité.

ART. V.

Il sera negocié entre les deux puissances un traité *Traité de commerce.*
de commerce et de navigation, qui fixera définitivement les relations commerciales entre la France et le Portugal: En attendant, il est convenu:

1) Que les communications seront rétablies immédiatement après l'échange des Ratifications, et que les Agences et Commissariats de Commerce seront, de part et d'autre, remis en possession des droits, immunités et prérogatives, dont ils jouissoient avant la guerre.

2) Que les Citoyens et sujets des deux puissances jouiront, également et respectivement dans les Etats de l'une et de l'autre, de tous les droits, dont y jouissent ceux des nations les plus favorisées.

3) Que les Denrées et Marchandises, provenant du Sol ou des Manufactures de chacun des deux Etats, seront admises réciproquement sans restriction, et sans pouvoir être assujetties à aucun droit, qui ne frapperoit pas également sur les denrées et marchandises analogues, importées par d'autres nations.

4) Que les Draps François pourront de suite être introduits en Portugal, sur le pié des marchandises les plus favorisées.

5) Qu'au surplus toutes les stipulations relatives au commerce, inserées dans les précédens traités, et non contraires au traité actuel, seront exécutées provisoirement jusqu'à la conclusion d'un traité de commerce définitif.

ART. VI.

Les Ratifications du présent traité de paix seront *Ratification.*
échangées à Madrid dans le terme de vingt jours au plus tard.

Fait double à Madrid, le 7 Vendémiaire an 10 de la République Françoise (le 29 Septembre 1801).

Signé: LUCIEN BONAPARTE.
CYPRIANO RIBEIRO-FREIRE.

L'échange des Ratifications de ce traité a eu lieu à Madrid le 19 Octobre 1801. En conséquence le suivant arreté pour la cessation des hostilités fut publié en France le 27 Octobre 1801.

Extrait

1801 *Extrait des Régîtres des délibérations des Conſuls de la République.*

Paris, le 5 Brumaire l'an 10. de la République Françoiſe (27 Octobre 1801)

Les Conſuls de la République arrêtent ce qui ſuit.

ART. I.

En conſéquence du rétabliſſement de la paix entre la République Françoiſe et le Portugal, et conformément à l'Article I. du traité définitif, conclu entre les deux puiſſances le 7 Vendémiaire (29 Septembre), et dont les Ratifications ont été échangées le 27. du même mois (19 Octobre), — ſeront déclarées nulles et comme telles ſeront reſtituées les Priſes faites ſur le Portugal, ſes ſujets et vaſſaux, dans les lieux et après les délais ſuivans; ſçavoir, après le 12 Brumaire an 10. (3 Novembre 1801), dans les Mers qui baignent les Côtes d'Europe et celles d'Afrique juſqu'à l'Equateur; après le 7 Frimaire (28 Novembre), dans les Mers d'Amérique et d'Afrique au-delà de l'Equateur; et après le 27 Nivôſe (17 Janvier 1802), dans les Mers ſituées à l'Oueſt du Cap-Horn et à l'Eſt du Cap de Bonne-Eſpérance.

ART. II.

Sont pareillement déclarées nulles, et comme telles ſeront reſtituées, toutes Priſes, qui auroient été ou pourroient être faites ſur le Portugal, ſes ſujets et vaſſaux, dans les lieux et délais ci-deſſus mentionnés, par des bâtimens armés, ſortis des Ports de la République poſtérieurement à la ſignature du traité de paix, et lorſque la nouvelle en étoit parvenue dans les dits Ports.

ART. III.

Les Miniſtres de la Juſtice, de la Marine et des Relations-extérieures, ſont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du préſent Arrêté, qui ſera inſéré au Bulletin des Loix.

Signé: Le premier Conſul BONAPARTE.

Le traité de paix a été ſanctionné par le Corps législatif en France, le 19 Frimaire an 10. (10 Déc. 1801.)

51.

Articles préliminaires de paix entre la République Françoise et Sa Maj. Britannique, signés à Londres le 9 Vendémiaire an 10. de la République Françoise, le 1 Oct. 1801. 1801 1 Oct.

(*Spectateur du Nord* 1801. Oct. p. 117. *Nouv. polit.* 1801. Nr. 82.)

Le premier Conſul de la République Françoiſe, au nom du Peuple François, et Sa Majeſté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande; animés d'un déſir égal de faire ceſſer les calamités d'une guerre déſtructive, et de rétablir, entre les deux nations, l'union et la bonne intelligence, ont nommé, à cet effet, ſçavoir: Le premier Conſul de la République Françoiſe, au nom du Peuple François, le Citoyen Louis Guillaume Otto, Commiſſaire chargé de l'échange des Priſonniers François en Angleterre; et Sa Majeſté Britannique, le Sieur Robert Banks-Jenkinſon, Lord Hawkesbury, du Conſeil-Privé de Sa Majeſté Britannique, et ſon principal Secrétaire-d'Etat pour les Affaires-Etrangères: Leſquels, après s'être duëment communiqué leurs pleinspouvoirs en bonne forme, ſont convenus des Articles préliminaires ſuivans:

ART. I.

Auſſitôt que les Préliminaires ſeront ſignés et ratifiés, l'amitié ſincère ſera retablie entre la République Françoiſe et Sa Majeſté Britannique, par terre et par mer, dans toutes les parties du Monde. En conſéquence, et pour que toutes hoſtilités ceſſent immédiatement entre les deux puiſſances, et entre elles et leurs Alliés reſpectivement les ordres ſeront transmis aux Forces de terre et de mer avec la plus grande célérité, chacune des parties-contractantes s'engageant à donner les paſſeports et les facilités néceſſaires pour accélérer l'arrivée des dits ordres, et d'aſſurer leur exécution. Il eſt, de plus, convenu, que toute Conquête, qui auroit eu lieu de la part de l'une ou l'autre des parties-contractantes, ſur l'une d'elles ou ſur leurs Alliés, après la Ratification des *Amitié.*

1801 des préſens Préliminaires, ſera regardée comme non avenuë, et fidèlement compriſe dans les reſtitutions qui auront lieu après la Ratification du Traité définitif.

ART. II.

Reſtitution des conquêtes. Sa Maj. Britannique reſtituera à la République Françoiſe et à ſes Alliés, et nommément à Sa Maj. Catholique et à la République Batave, toutes les poſſeſſions et Colonies occupées ou conquiſes par les Forces Angloiſes dans le cours de la guerre actuelle, à l'exception de l'Isle de la Trinité et des Poſſeſſions Hollandoiſes dans l'Isle de Ceylan, desquelles Isle et Poſſeſſions S. M. Britannique ſe réſerve la pleine et entière Souveraineté.

ART. III.

Cap. Le Port du Cap de Bonne-Eſpérance ſera ouvert au commerce et à la navigation des deux parties-contractantes, qui y jouiront des mêmes avantages.

ART. IV.

Malte. L'Isle de Malte avec ſes dépendances ſera evacuée par les Troupes Angloiſes; et elle ſera renduë à l'Ordre de Saint Jean de Jéruſalem. Pour aſſurer l'indépendance abſoluë de cette Isle de l'une ou de l'autre des deux parties-contractantes, elle ſera miſe ſous la garantie et la protection d'une puiſſance tierce, qui ſera déſignée par le traité définitif.

ART. V.

Egypte. L'Egypte ſera reſtituée à la Sublime Porte, dont les Territoires et Poſſeſſions ſeront maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils étoient avant la guerre actuelle.

ART. VI.

Portugal Les Territoires et Poſſeſſions de Sa Majeſté Très-Fidèle ſeront maintenus dans leur intégrité.

ART. VII.

Naples. Etat Romain. Les Troupes Françoiſes évacueront le Royaume de Naples et l'Etat-Romain. Les Forces Angloiſes évacueront pareillement Porto-Ferrajo, et généralement tous les Ports et Isles, qu'ils occuperoient dans la Méditerranée ou dans l'Adriatique.

ART. VIII.

Sept Isles. La République des Sept-Isles ſera reconnuë par la République Françoiſe.

ART.

ART. IX. 1801

Les évacuations, ceſſions et reſtitutions, ſtipulées par les préſens Articles Préliminaires, ſeront exécutées, pour l'Europe, dans le mois; pour le Continent et les Mers d'Amérique et d'Afrique, dans les trois mois; pour le Continent et les Mers d'Aſie, dans les ſix mois, qui ſuivront la Ratification du Traité définitif. *Epoques de l'exécution.*

ART. X.

Les Priſonniers reſpectifs ſeront, d'abord après l'échange des Ratifications du Traité définitif, rendus en maſſe et ſans rançon, en payant, de part et d'autre, les dettes particulières, qu'ils auroient contractées. *Priſonniers.*

Des diſcuſſions s'étant élevées touchant le payement de l'entretien des priſonniers de guerre, les puiſſances-contractantes ſe réſervent de décider cette queſtion par le Traité définitif, conformément au droit des gens et aux principes conſacrés par l'uſage.

ART. XI.

Pour prévenir tous les ſujets de plaintes et de contestations, qui pourroient naître, à l'occaſion des Priſes qui ſeroient faites en mer après la ſignature des Articles préliminaires, il eſt réciproquement convenu, que les Vaiſſeaux et Effets, qui pourroient être pris dans la Manche et dans les Mers du Nord après l'eſpace de douze jours, à compter de l'échange des Ratifications des préſens Articles préliminaires, ſeront, de part et d'autre, reſtitués; que le terme ſera d'un mois, depuis la Manche et les Mers du Nord jusqu'aux Isles Canaries incluſivement, ſoit dans l'Océan, ſoit dans la Méditerranée; de deux mois, depuis les dites Isles Canaries jusqu'à l'Equateur; et enfin, de cinq mois, dans toutes les autres parties du Monde, ſans aucune exception ni autre diſtinction plus particulière de tems et de lieu. *Priſes.*

ART. XII.

Tous les ſéquestres, mis de part et d'autre ſur les fonds, revenus et créances, de quelqu'eſpèce qu'ils ſoient, appartenant à une des puiſſances-contractantes, ou à ſes Citoyens ou ſujets, ſeront levés immédiatement après la ſignature du Traité définitif. *Séquestres.*

La déciſion de toutes réclamations entre les Individus des deux Nations, pour Dettes, Propriétés, Effets ou droits quelconques, qui, conformément aux uſages

1801 reçus et au droit des gens, doivent être reproduites à l'époque de la paix, sera renvoyée devant les tribunaux compétens; et, dans ces cas, il sera rendu une prompte et entière justice dans le pays où les réclamations seront faites, respectivement. Il est convenu, que le présent Article sera, immédiatement après la Ratification du Traité définitif, appliqué par les puissances-contractantes aux Alliés respectifs et aux Individus de leurs Nations, sous la condition d'une juste réciprocité.

ART. XIII.

Pêcheries de Terre Neuve. A l'égard des Pêcheries sur les Côtes de Terre-Neuve et des Isles adjacentes, et dans le Golfe de Saint-Laurent, les deux puissances sont convenues de les remettre sur le même pié où elles étoient avant la guerre actuelle, se réservant de prendre, par le Traité définitif, les arrangemens, qui paroîtront justes et réciproquement utiles, pour mettre la Pêche des deux Nations dans l'état le plus propre à maintenir la paix.

ART. XIV.

Mode de restitution et de cession. Dans tous les cas de restitution, convenus par le présent traité, les fortifications seront rendues dans l'état, où elles se trouvent au moment de la signature du présent traité; et tous les ouvrages, qui auront été construits depuis l'occupation, resteront intacts.

Il est convenu, en outre, que, dans tous les cas de cession stipulés dans le présent traité, il sera alloué aux habitans, de quelque condition ou Nation qu'ils soient, un terme de trois ans, à compter de la notification du traité de paix définitive, pour disposer de leurs propriétés acquises et possédées, soit avant, soit après la guerre actuelle, dans lequel terme de trois ans ils pourront exercer librement leur Religion et jouir de leurs propriétés.

La même faculté est accordée dans les Pays restitués à tous ceux, qui y auront fait des Etablissemens quelconques, pendant le tems où ces pays étoient possédés par la Grande-Brétagne.

Quant aux autres habitans des pays restitués ou cédés, il est convenu, qu'aucun d'eux ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé dans sa personne ou dans sa propriété, sous aucun prétexte, à cause de sa conduite ou opinion politique, ou de son attachement à aucune

aucune des deux puiſſances, ou pour toute autre raiſon, 1801
ſi ce n'eſt pour les dettes contractées envers des Individus, ou pour des actes poſtérieurs au traité définitif.

ART. XV.

Les préſens Articles préliminaires ſeront ratifiés, et les Ratifications échangées, à Londres, dans le terme de quinze jours pour tout délai; et, auſſitôt après leur Ratification, il ſera nommé, de part et d'autre, des Plénipotentiaires, qui ſe rendront à Amiens pour procéder à la rédaction du traité définitif, de concert avec les Alliés des puiſſances-contractantes. *Ratifications.*

"En foi de quoi, nous ſous-ſignés, Plénipotentiaires du premier Conſul de la République Françoiſe, et de Sa Majeſté Britannique; en vertu de nos pleinspouvoirs reſpectifs, avons ſigné les préſens Articles préliminaires, et y avons fait appoſer nos Cachets."

Fait à Londres, le neuf Vendémiaire an dix de la République Françoiſe, le premier jour d'Octobre mil huitcent un.

Signé: OTTO. HAWKESBURY.

Les Ratifications de ces préliminaires ont été échangées à Londres, le 10 d'Octobre 1801, ainſi qu'on le voit par la ſuivante

Proclamation de Sa Maj. Britannique pour la ceſſation des hoſtilités, en date du 12 Octobre 1801. 12 Oct.

(*Nouv. polit.* 1801. Nr. 86. ſuppl.)

GEORGES Roi. Attendu que les préliminaires, qui ont pour objet le rétabliſſement de la paix entre nous et la République Françoiſe, ont été ſignés à Londres, le premier du préſent mois d'Octobre, par un de nos Plénipotentiaires et par le Plénipotentiaire de la République: Attendu que, pour mettre un terme aux calamités de la guerre le plus promptement poſſible, il a été convenu entre nous et la République Françoiſe, qu'auſſi-tôt que les préliminaires ſeroient ſignés et ratifiés, l'amitié ſeroit établie entre nous et la République Françoiſe, par terre et par mer, dans toutes les parties du Monde, et que toutes hoſtilités ceſſeroient immédiatement: Attendu

1801 qu'à l'effet de prévenir tous sujets de plainte et de contestation, qui pourroient s'élever à raison des prises faites à la mer après la signature des Articles-préliminaires, il a été aussi réciproquement convenu, que les bâtimens et les effets, qui pourroient être saisis dans le Canal de la Manche et dans les Mers du Nord après le terme de douze jours, à dater de l'échange des Ratifications des Articles-préliminaires, seroient restitués des deux côtés; que le délai seroit d'un mois pour les prises faites depuis le Canal de la Manche et les Mers du Nord jusqu'aux Isles Canaries inclusivement, soit dans la mediterranée, soit sur l'Océan; de deux mois pour les parages compris entre les dites Isles et l'Equateur, et enfin de cinq mois pour toutes les autres parties du Monde, sans aucune exception ni autre désignation de tems ou de lieux: Attendu que les Ratifications des dits Articles-préliminaires, arrêtés entre nous et la République Françoise, ont été échangées, par notre Plénipotentiaire et celui de la République Françoise, le 10me jour du présent mois d'Octobre, de laquelle époque doivent dater les divers délais ci-dessus mentionnés de douze jours, d'un mois, de deux mois et de cinq mois: Attendu, enfin, que tel est notre plaisir et volonté Royale, que la cessation des hostilités entre nous et la République Françoise ait lieu aux diverses époques établies entre nous et la dite République: — Nous avons jugé à propos, par et avec l'avis de notre Conseil-privé, de notifier ces dispositions à tous nos bien-amés sujets; nous déclarons, que tel est notre plaisir et volonté Royale, et nous enjoignons par la présente et ordonnons à tous nos Officiers, tant de terre que de mer, et à tous nos sujets, de quelque condition qu'ils soient, de s'abstenir de tous actes d'hostilités, tant par terre que par mer, contre la République Françoise et ses alliés, leurs vaisseaux et sujets respectifs, à dater des époques et après les époques susmentionnées, sous peine d'encourir notre disgrace.

Donné en notre Cour de Windsor, le 12me jour du présent mois d'Octobre, la 41me anné de notre Règne et l'an du Seigneur 1801.

En France la cessation des hostilités fut proclamée par le suivant

Arrêté

Arrêté des Conſuls du 18 Vendémiaire an 10. (10 *Oct.* 1801.)

1801
10 Oct.

(*Nouv. polit.* Nr. 89. Nov. 6. 1801.)

Les Conſuls de la République arrêtent ce qui ſuit.

ART. I.

En conſéquence du rétabliſſement de la paix entre la République Françoiſe et la Grande-Brétagne, et leurs alliés reſpectifs, les armemens en courſe ſont prohibés.

ART. II.

Conformément à l'Art. XI. des préliminaires conclus entre les deux puiſſances, ſeront déclarées nulles, et comme telles ſeront reſtituées les priſes faites ſur la Grande-Brétagne ou ſes alliés, ou leurs ſujets et vaſſaux reſpectifs, dans les lieux et après les délais ſuivans; ſçavoir, dans le Canal de la Manche et les Mers du Nord, après le 30 Vendémiaire (22 Octobre 1801); depuis le Canal de la Manche juſqu'aux Isles Canariës inclufivement, ſoit dans la Méditerranée, ſoit ſur l'Océan; après le 19 Brumaire (10 Novembre); dans les parages compris entre les dites Isles et l'Equateur, après le 19 Frimaire (10 Décembre); et enfin dans toutes les autres parties du Monde, ſans aucune exception ni autre déſignation de lieux, après le 19 Ventôſe de la préſente année (10 Mars 1802).

ART. III.

Seront pareillement déclarées nulles, et comme telles ſeront reſtituées toutes priſes, qui auroient été ou pourroient être faites ſur la Grande-Brétagne, ſes alliés, leurs ſujets et vaſſaux reſpectifs, dans les lieux et detrais ci-deſſus mentionnés, par des bâtimens armés, ſortis des Ports de la République, poſtérieurement à la ſignature des préliminaires de la paix, et lorſque la nouvelle en étoit parvenuë dans les dits Ports.

ART. IV.

Les Miniſtres de la Juſtice, de la Marine et des Relations-extérieures, ſont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du préſent arrêté, qui ſera inſéré au Bulletin des loix.

Signé: Le premier Conſul, BONAPARTE.

1801 *La ceſſation des hoſtilités a été proclamée en Hollande le 30 Octobre 1801, en ces termes.*

(*Nouv. polit.* 1801. Nr. 88.)

Pour lever tous les doutes, que le commerce peut avoir encore à ce ſujet, on porte, par la préſente, à la connoiſſance des habitans: que les préliminaires de paix, entre la République Françoiſe et ſes alliés et entre l'Empire de la Grande-Brétagne, étant ſignés et ratifiés, aſſurent pleinement la libre navigation au Pavillon Batave; en ſorte, que toutes hoſtilités doivent ceſſer, douze jours après l'échange des Ratifications des dits préliminaires, dans le Canal et la Mer du Nord; un mois après le dit échange, depuis le Canal et la Mer du Nord juſqu'aux Isles Canariés incluſivement, ſoit dans l'Océan ou dans la mediterranée; deux mois après le dit échange, depuis les Isles Canaries juſqu'à l'Equateur; cinq mois, enfin, après le dit échange, dans toutes les autres parties du Monde ſans exception. En outre, le Gouvernement Batave attend inceſſamment les paſſeports, qu'il a demandés au Gouvernement Britannique, pour ſervir, autant que de beſoin, de garantie aux vaiſſeaux navigant ſous Pavillon Batave, qui pourroient rencontrer des vaiſſeaux de Sa Maj. Britannique, qui ne fuſſent point informés encore de la Signature et de la Ratification des ſus-dits préliminaires de paix.

La Haye, le 30 Octobre 1801.

Par ordre de l'Agence de la Marine,

Signé: J. DE JONGH.

En Eſpagne la concluſion des préliminaires ne fut notifiée officiellement au Corps diplomatique que le 27 Oct. Le blocus de Cadix fut levé par les Anglais le 12 Nov.

52.

Traité de paix entre la République Françoiſe et S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies.

1801 8 Oct.

(*Spectateur du Nord.* 1801. Oct. p. 123. *Nouv. polit.* 1801. Nr. 85.)

Le premier Conſul de la République Françoiſe au nom du Peuple François, et Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies, animés du déſir de rétablir les relations de bonne intelligence, qui ſubſiſtoient entre les deux Gouvernemens avant la guerre actuelle, et de mettre un terme aux maux dont l'Europe eſt affligée, ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires; ſçavoir: le premier Conſul de la République Françoiſe, au nom du Peuple François, le Citoyen Charles Maurice Talleyrand, Miniſtre des relations-extérieures; et Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies, le Sieur Arcadi Comte de Marcoff, ſon Conſeiller privé actuel, et Chevalier de l'Ordre de Saint-Alexandre Newſky, Grand' Croix de celui de Saint-Wlodimir de la première Claſſe; — leſquels, après la vérification et l'échange de leurs pleins-pouvoirs, ſont convenus des Articles ſuivans:

ART. I.

Il y aura dorénavant paix, amitié et bonne intelligence entre la République Françoiſe et Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies. *Paix.*

ART. II.

En conſéquence, il ne ſera commis aucune hoſtilité entre les deux États, à compter du jour de l'échange des Ratifications du préſent traité; et aucune des parties-contractantes ne pourra fournir aux ennemis de l'autre, tant extérieurs qu'intérieurs, aucun ſecours ou contingent, en hommes ni en argent, ſous quelque dénomination que ce ſoit. *Neutralité.*

ART. III.

Les deux parties-contractantes voulant, autant qu'il eſt en leur pouvoir, contribuer à la tranquillité des Gouvernemens reſpectifs, ſe promettent mutuellement de ne *Repos interne.*

1801 pas souffrir, qu'aucun de leurs *sujets* *), se permettre d'entretenir une Correſpondance quelconque, ſoit directe, ſoit indirecte, avec les ennemis intérieurs du Gouvernement actuel des deux états, d'y propager des principes contraires à leurs conſtitutions reſpectives, ou d'y fomenter des troubles; et, par une ſuite de ce concert, tout ſujet de l'une des puiſſances, qui, en ſéjournant dans les états de l'autre, attenteroit à ſa ſûreté ſera de ſuite éloigné du dit Pays et tranſporté hors des frontières, ſans pouvoir en aucun cas réclamer la protection de ſon Gouvernement.

ART. IV.

Légations. Cérémonial. Il eſt convenu de s'en tenir, quant au rétabliſſement des légations reſpectives et au Cérémonial à ſuivre entre les deux Gouvernemens, à ce qui étoit d'uſage avant la préſente guerre.

ART. V.

Commerce. Les deux parties contractantes conviennent, en attendant la confection d'un nouveau traité de commerce, de rétablir les relations commerciales entre les deux pays, ſur le pié où elles étoient avant la guerre, et tant que faire ſe pourra, et ſauf les modifications que le tems et les circonſtances peuvent avoir amenées, et qui ont donné lieu à de nouveaux réglemens.

ART. VI.

Rép. Batave. Le préſent traité eſt déclaré commun à la République Batave.

ART. VII.

Ratifications. Le préſent traité ſera ratifié, et les Ratifications échangées, dans l'eſpace de [illegible] jours, ou plutôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi, nous ſous-ſigné[illegible] en vertu de nos pleinspouvoirs, avons ſigné le dit traité [illegible] et y avons appoſé nos cachets.

Fait à Paris, le 16 Vendémiaire an 10. de la République Françoiſe (8 Octobre 1801).

Signé: CH. MAU. TALLEYRAND.
Le Comte DE MARCOFF.

Les

*) Voyés la note du premier Conſul placée au bas de ce traité.

Les Ratifications de ce traité ont été échangées à Paris trois jours après la ſignature le 19 Vendémiaire an 10. (11 Octobre 1801), ce qui fait voir que le projet en avait déja été antérieurement concerté, et que le Miniſtre de Ruſſie avait déja reçu par avance l'acte de Ratification. 1801

Lorsque ce traité fut préſenté à la ſanction du Corps législatif en France, les diſcuſſions élevées à l'égard de l'expreſſion de ſujet, renfermée dans l'Art. 3. engagerent le premier Conſul à faire preſenter à cet égard la note ſuivante, au Corps législatif par le Conſeiller-d'état Fleurieu le 18 Frimaire an 10. (9 Déc. 1801.)

N o t e.

(*Nouv. pol.* 1801. Nr. 101.)

La concluſion d'un traité, qui rétablit la paix entre deux états auſſi puiſſans qu'étendus, dont le concours de diverſes circonſtances avoit ſi fortement aigri les Gouvernemens, eſt, ſans doute, un des événemens les plus importans, qui puiſſent occuper les Cabinets et les ſages des nations. Ce traité, qui ne préſente qu'un texte extrêmement court, ne contient cependant pas un Article, pas un mot, qui n'ait été l'objet des plus longues diſcuſſions: et, quoique la marche des négociations, qui, avec du tems et de la perſévérance, ont enfin conduit à la concluſion de la paix, puiſſe paroître en quelque façon étrangère au traité même; quoiqu'il ne puiſſe être conſidéré que ſous le rapport des avantages mutuels, qui en réſultent pour les deux parties contractantes; le Gouvernement croit eſſentiel de relever une inexactitude dans le récit de faits antérieurs, rapportés au tribunat; inexactitude bien excuſable ſans doute, inévitable même pour qui n'a pas le ſecret entier du Cabinet, mais qu'il importe au Gouvernement de ne pas laiſſer ſubſiſter, parce qu'il ne veut pas, qu'un rapport inexact puiſſe s'accréditer par ſon ſilence, ou élever aucune eſpèce de nuage entre deux nations, que la politique, l'intérêt et l'inclination appellent également à conſolider la paix du continent.

Il a été ſuppoſé, que, pour premier gage de reconciliation, le Gouvernement François demanda au Czar de retirer la protection éclatante, qu'il avoit accordée juſqu'alors aux Emigrés. C'eſt mal connoître le caractère

1801 de Paul I. c'eſt ne pas rendre juſtice à la franchiſe et à la loyauté, qui le diſtinguent; et ce fait exige d'être rétabli. Lorsque l'Empereur de Ruſſie conçut l'idée de ſe rapprocher de la République Françoiſe, par un propre mouvement, il ceſſa, de lui-même, et ſans y être provoqué, de reconnoître les prétentions des Bourbons, et le Gouvernement François apprit en même tems, et la réſolution de l'Empereur de ſe rapprocher de la France, et le parti, qu'il avoit pris, d'éloigner de ſes états le Comte de Lille et ſes entours.

Lorsque poſtérieurement, dans la négociation qui fut entamée avec Paul I. il parut deſirer la garantie réciproque des deux Gouvernemens contre les troubles extérieurs et intérieurs, il fut convenu, que ni l'un ni l'autre Gouvernement n'accorderoit aucune eſpèce de protection aux ennemis de l'autre état. L'Art. II. et III. du traité ont été également rédigés pour arriver à ce but. Un grand nombre de François avoient méconnu la République, s'étoient armés contre elle: bannis par les loix Françoiſes au même moment où les droits du Peuple étoient reconnus, où la liberté étoit fondée, ils n'auroient pas pu être compris ſous la qualification de Citoyens; il a donc fallu déroger pour cette fois au Protocole conſtamment ſuivi par le Gouvernement François dans ſes nombreux traités, qu'il a conclus avec diverſes puiſſances, et recourir à l'expreſſion générique de ſujets, que l'uſage avoit plus anciennement conſacrée pour tous les états, quelle que fut la forme de leur Gouvernement. Car, enfin, il étoit de quelque utilité pour la France, que, dès-lors que le Cabinet de Petersbourg attachoit une ſorte d'importance à ce qu'elle s'engageât à n'avoir aucune Correſpondance avec les ennemis intérieurs de la Ruſſie, la Ruſſie de ſon côté, ceſſât d'accorder aucune protection à des ſujets François, armés contre leur patrie, et qui même avoient porté la guerre juſque dans ſon ſein.

Mais, en faiſant cette demande à la Ruſſie, la France n'a voulu que maintenir l'entière reciprocité, la véritable baſe des Conventions entre les états; elle devoit obtenir l'égalité de ce qu'elle accordoit. Le Gouvernement François a des longtems abjuré le principe de dicter aucun traité, même aux puiſſances les plus foibles: tous ceux, qu'il a conclus, ont été diſcutés, parce que

tous

tous ont été conclus et faits dans un véritable eſprit 1801
de conciliation. Cette manière de procéder eſt bien plus ſpécialement encore applicable, lorsque les deux parties-contractantes ſont auſſi indépendantes l'une de l'autre, par leur poſition, que le ſont la France et la Ruſſie, et que l'une et l'autre ſont d'un poids immenſe et déciſif dans la balance politique de l'Europe.

Le Gouvernement l'a dit: Il ſe plaît, Citoyens légiſlateurs, à le répéter à votre tribune, afin que cette vérité retentiſſe dans les deux Mondes: le Peuple François conſidére également toutes les eſpèces de Gouvernement; il déſire leur conſervation, leur proſpérité à tous, non pas ſeulement par le ſentiment et l'attente de la réciprocité, mais par un vérité à tous, non pas ſeulement par le ſentiment, et l'attente de la réciprocité, mais par un véritable eſprit de Philoſophie et d'humanité. Les révolutions bouleverſent les Empires; elles amènent néceſſairement à leur ſuite, et la guerre extérieure et la guerre inteſtine. Le jour eſt enfin venu, où tous les Peuples de l'Europe et ceux de l'Amérique, que leurs affections lient à cette première partie du Monde, plus éclairés ſur leurs vrais intérêts et réunis dans un même ſentiment, ont la volonté que la paix ſoit ſolide et durable. La guerre la plus heureuſe, la plus brillante par ſes ſuccès, coute bien cher, coute bien des larmes au Vainqueur; elle coute aux Peuples ce qu'ils ont de plus précieux, de plus ſacré, la Fortune de leurs Familles, le ſang de leurs Enfans. Non, il n'exiſte pas en France un ſeul individu, s'il eſt ſenſé, et s'il reconnoît la ſouveraineté et la volonté du Peuple, qui par de vaines abſtractions veuille encore compromettre, brouiller les Nations et inonder la Terre de ſang: s'il en eſt quelqu'un, [illegible] pas d'Enfans.

Heureux le ſiècle qui commence, puiſque l'expérience de celui, qui finit, n'eſt pas perdue pour lui, et que les Nations du Midi comme celles du Nord, également animées de ſentimens pacifiques, ont abjuré les paſſions haineuſes, et ſont decidées à terminer les différends, s'il en ſurvenoit, par ces négociations conciliantes, préparées par des égards réciproques, par des procédés de bienveillance, dont l'influence eſt toujours ſi forte ſur les Cabinets qui remuent l'univers; car les Cabinets ſont conduits par des Hommes! Telle eſt du moins

1801 moins la conduite, que le Peuple François impose à son Gouvernement: Il ne veut plus prendre, il ne prendra plus les armes, qu'il ne soit menacé dans son territoire, ou attaqué dans son honneur, qui lui est plus cher encore: alors même il offrira toujours au Monde le spectacle, que si souvent il lui a présenté des Bataillons nombreux et braves, rappellant la paix par la Victoire.

53.

9 Oct. *Articles préliminaires de paix entre la République Françoise et la Porte-Ottomanne; signés à Paris le 9 Octobre* 1801.

(*Spectateur du Nord* 1801. Oct. p. 125. *Nouv. polit.* 1801. Nr. 85.)

Le premier Consul de la République Françoise au nom du Peuple François, et la Sublime-Porte-Ottomanne, voulant mettre fin à la guerre qui divise les deux Etats, et rétablir les anciens rapports qui les unissoient, ont nommé dans cette vuë pour Ministres Plénipotentiaires; sçavoir: Le premier Consul de la République Françoise, au nom du Peuple François, le Citoyen Charles Maurice Talleyrand, Ministre des relations-extérieures; et la Sublime Porte, son ci-devant Basch-Muhassébé et Ambassadeur Effeyd-Aly-Effendy; — lesquels, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs sont convenus des Articles préliminaires suivans:

ART. I.

Paix. Il y aura paix et amitié entre la République Françoise et la Sublime-Porte-Ottomanne, en conséquence de quoi les hostilités cesseront entre les deux puissances, à dater de l'échange des Ratifications des présens Articles préliminaires, immédiatement après lequel échange la Province entière de l'Egypte sera évacuée par l'Armée Françoise, et restituée à la Sublime-Porte-Ottomanne, dont les Territoire et Possessions seront maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils étoient avant la guerre actuelle.

Il

Il eſt entendu, qu'après l'évacuation, les conceſſions, qui pourroient être faites en Egypte aux autres puiſſances, de la part de la Sublime-Porte, ſeront communes aux François. 1801

ART. II.

La République Françoiſe reconnoît la Conſtitution de la République des Sept-Isles-Unies, et des Pays Bas-Vénitiens, ſitués ſur le Continent. Elle garantit le maintien de cette Conſtitution. La Sublime Porte reconnoît et accepte, à cet effet, la garantie de la République Françoiſe, ainſi que celle de la Ruſſie. *Sept Isles.*

ART. III.

Il ſera pris des arrangemens définitifs entre la République Françoiſe et la Sublime-Porte-Ottomanne, relativement aux biens et effets des citoyens et ſujets reſpectifs, confiſqués ou ſéqueſtrés pendant la guerre. Les agens politiques et commerciaux et les priſonniers de guerre de tout grade ſeront mis en liberté immédiatement après la Ratification des préſens Articles préliminaires. *Biens ſequeſtrés.*

ART. IV.

Les traités, qui exiſtoient avant la préſente guerre entre la France et la Sublime-Porte-Ottomanne, ſont renouvellés en entier. En conſéquence de ce renouvellement, la République Françoiſe jouïra, dans toute l'étendue des Etats de Sa Hauteſſe, des droits de commerce et de navigation, dont elle jouiſſoit autrefois, et de ceux dont pourront jouïr à l'avenir les nations les plus favoriſées. *Renouvellement des traités.*

"Les Ratifications ſeront échangées à Paris dans l'eſpace de quatre-vingt jours." *Ratifications.*

Fait à Paris, le 17 Vendémiaire an 10. de la République Françoiſe, ou le premier du mois Gemaſy-ul ahir, 1216 de l'Egire.

Signé: CH. MAU. TALLEYRAND.

ESSEYD-ALY-EFFENDY.

54.

1801 *Traité de paix entre la République Françoise et la régence d'Algèr; conclu le 26 Frimaire an 10 (17 Décembre 1801).*

27 Déc.

(*Journal de Francfort* 1802, Nr. 45.)

Le Gouvernement François et la régence d'Algèr reconnoissent que la guerre n'est pas naturelle entre les deux Etats, et qu'il convient à la dignité, comme aux interêts de l'un et de l'autre, de reprendre leurs anciennes liaisons. En conséquence, Mustapha Pacha-Dey, au nom de la régence, et le Cit. Charles François Dubois-Thainville, Chargé d'Affaires et Commissaire Général des relations commerciales de la République Françoise, revêtu des pleinspouvoirs du premier Consul, à l'effet de traiter la paix avec la régence, sont convenus des Articles suivans:

ART. I.

Amitié. Les relations politiques et commerciales sont rétablies entre les deux Etats, telles qu'elles existoient avant la rupture.

ART. II.

Traités. Les anciens traités, conventions, stipulations seront revêtus, dans le jour, de la signature du Dey et de celle de l'agent de la République.

ART. III.

Concessions d'Afrique. La régence d'Algèr restitue à la République Françoise les concessions d'Afrique, de la même manière et aux mêmes conditions que la France en jouissoit avant la rupture.

ART. IV.

Séquestres. L'argent, les effets et marchandises dont les agens de la régence se sont emparés dans les comptoirs, seront restitués, déduction faite des sommes qui ont servi à payer les redevances dues à l'époque de la déclaration de guerre du 1. Nivôse an 7. Il sera en conséquence dressé de part et d'autre, des comptes qui devront être consentis mutuellement.

ART.

ART. V. 1801

Les lismes ne seront exigibles que du jour où les François seront rétablis dans ses comptoirs. *Lismes.*

ART. VI.

A partir de cette époque, le Dey, pour indemniser la Compagnie d'Afrique des pertes qu'elle a éprouvées, lui accorde une exemption générale des lismes d'une année. *Exemption d'un an.*

ART. VII.

Les François ne pourront être retenus comme esclaves dans le royaume d'Alger, en quelque circonstance et sous quelque prétexte que ce soit. *Exemption d'esclavage*

ART. VIII.

Les François saisis sous un pavillon ennemi de la régence, ne pourront être faits esclaves, quand même les bâtimens sur lesquels ils se trouveront, se seroient défendus, à moins que, faisant partie de l'équipage comme matelots ou soldats, ils ne soient pris les armes à la main. *Sur pavillon ennemi.*

ART. IX.

Les François passagers ou résidens dans le royaume d'Alger, sont soumis à toute l'autorité de l'agent du Gouvernement François. La régence ne peut, et ses delegués n'ont aucun droit, de s'immiscer dans l'Administration intérieure de la France en Afrique. *Autorité de l'agent français.*

ART. X.

Les Capitaines de bâtimens François soit de l'état, soit particuliers, ne pourront être contraints de rien embarquer sur leurs bords contre leur gré, ni être envoyés où ils ne voudront point aller. *Liberté de frêter.*

ART. XI.

L'Agent du Gouvernement François ne répond d'aucunes dettes pour les particuliers de sa nation, à moins qu'il ne se soit engagé, par écrit, à les acquitter. *Dettes de particuliers.*

ART. XII.

S'il arrive une contestation entre un François et un sujet Algérien, elle ne pourra être jugée que par les premières autorités, après toutefois que le Commissaire François aura été appelé. *Contestation avec un Algérien.*

ART. XIII.

S. E. le Dey s'engage à faire rembourser toutes les sommes qui pourroient être dues à des François par ses sujets, *Dettes reclamées.*

1801 sujets, comme le Citoyen Dubois-Thainville prend l'engagement, au nom de son Gouvernement de faire acquitter toutes celles qui seroient légitimement réclamées par des sujets Algériens.

ART. XIV.

Successions. Les biens de tous François morts dans le royaume d'Alger, sont à la disposition du Commissaire Général de la République.

ART. XV.

Dragomans. Le Chargé d'Affaires et les Agens de la Compagnie d'Afrique choisissent leurs drogmans et leurs censaux.

ART. XVI.

Privil. des chargés d'affaires. Le Chargé d'Affaires et Commissaire Général des relations commerciales de la République Françoise continuera de jouir de tous les honneurs, droits, immunités et prérogatives stipulés par les anciens traités. Il conservera la prééminence sur tous les agens des autres nations.

ART. XVII.

Asyle. L'asyle du Commissaire François est sacré: aucune force publique ne peut s'y introduire, s'il ne l'a lui-même requise des Chefs du Gouvernement Algérien.

ART. XVIII.

Cas de rupture. Dans le cas d'une rupture (et à Dieu ne plaise qu'un pareil évènement puisse jamais arriver) les François auront trois mois pour terminer leurs affaires. Pendant ce tems ils jouiront de toute l'étendue de liberté et de protection que les traités leur assurent en pleine paix. Il demeure entendu que les bâtimens qui aborderoient dans les ports du royaume pendant ces trois mois, participeront aux mêmes avantages.

ART. XIX.

Mission en France S. E. le Dey nommé Salah Khodjx, pour se rendre à Paris en qualité d'Ambassadeur.

Signé: MUSTAPHA PACHA, *Dey d'Alger.*
DUBOIS-THAINVILLE, *Chargé d'Affaires, et Commissaire Général des relations commerciales de la République Françoise.*

55.

Traité de paix entre la République Françoiſe et la régence de Tunis; ſigné le 4 Ventôſe an 10. (23 Février 1802.)

1802 23 Fevr

(*Journal de Francfort* 1802. Nr. 112. 113.)

Le premier Conſul de la République Françoiſe, ayant bien voulu renouveler les Articles de paix anciennement accordés aux Pachas-Beys et Divan de la régence de Tunis, et y en ajouter de nouveaux, a commis, à cet effet et pour remplir ſes favorables intentions, le Citoyen Jacques Devoize, lequel, en vertu de pleins-pouvoirs qu'il a préſentés de la part du premier Conſul de la République Françoiſe, eſt convenu avec S. Exc. Hamouda, Pacha-Bey et le Divan de Tunis, des Articles additionels ſuivans:

ART. I.

Traités renouvelés.

Le premier Conſul de la République Françoiſe, au nom du Peuple François, Son Excellence Hamouda, Pacha-Bey, et le Divan de Tunis, confirment et renouvellent tous les traités précédens, notamment celui de 1742.

ART. II.

Privilèges.

La Nation Françoiſe ſera maintenue dans la jouiſſance des privilèges et exemptions, dont elle jouiſſoit avant la guerre, et comme étant la plus diſtinguée et la plus utile des autres nations établies à Tunis, elle ſera auſſi la plus favoriſée.

ART. III.

Vaiſſeau de guerre

Lorsqu'il relachera quelque bâtiment de guerre françois à la Goulette, le Commiſſaire de la République pourra ſe rendre ou envoyer tout autre à ſa place, à bord, ſans en être empêché.

ART. IV.

Drogmans etc.

Le Commiſſaire de la République Françoiſe choiſira et changera à ſon gré, les Drogmans et Janiſſaires au ſervice du commiſſariat.

1802

ART. V.

Douanes sur marchandises françaises.

Les marchandises venant de France sur bâtimens françois, soit à Tunis ou autres ports de sa dépendance, continueront à ne payer, comme ci-devant, que trois pour cent de douane, et le douanier ne pourra exiger ses droits en marchandises, mais seulement en espèces ayant cours sur le pays. Les sujets Tunisiens jouiront en France du même privilège.

ART. VI.

Sur marchandises étrangères.

Toute marchandise provenant des pays ennemis de la régence, et que les François importeront à Tunis, continuera à payer trois pour cent de douane: et en cas de guerre entre la République Françoise et une autre puissance, les marchandises appartenant à des François, chargées en France, pour compte de François, et sur des pavillons neutres amis de la régence, ne paieront que trois pour cent jusqu'à la cessation des hostilités: la réciprocité sera exercée en France envers les Tunisiens.

ART. VII.

Etrangers au service des français.

Les censaux juifs et autres étrangers résidens à Tunis, au service des négocians et autres François, seront sous la protection de la République: mais s'ils importent des marchandises dans le Royaume, ils payeront le droit de douane à l'instar des puissances dont ils seront les sujets; et s'ils ont quelque différend avec les Maures ou Chrétiens du pays, ils se rendront avec leurs parties adverses par devant le Commissaire de la République Françoise, où ils choisiront à leur gré deux négocians François et deux négocians Maures parmi les plus notables, pour decider de leurs contestations.

ART. VIII.

Captifs.

Tout individu d'un pays qui, par conquête ou par traité aura été réuni aux états de la République Françoise, et qui se trouveroit captif dans le Royaume de Tunis, sera mis en liberté sur la première réquisition du Commissaire de la République; mais si cet individu étoit pris se trouvant au service et à la solde d'une puissance ennemie de la régence, il ne sera pas relâché et restera prisonnier.

ART.

ART. IX. 1802

Cas de rupture.

En cas de rupture entre les deux puiſſances, les François reſidans à Tunis ne ſeront inquiétés en aucune manière: il leur ſera accordé un terme de trois mois, pendant lequel ils jouiront de toute ſureté et protection; et ce tems échu, ils pourront ſe retirer librement avec leurs effets et leurs biens partout où bon leur ſemblera.

Fait à Tunis le 4 Ventôſe an 10 de la République Françoiſe ou le vingt-unième de la Lune de Cheival, mille deux cents ſeize de l'Hégyre.

Le Commiſſaire général des relations commerciales et Chargé d'Affaires de la République Françoiſe, près le Bey de Tunis.

Signé: DEVOIZE.

HAMOUDA, *Pacha-Bey de Tunis.*

56.

Traité définitif de paix entre Sa Majeſté Britannique d'une part et la Rép. Françaiſe, le Roi d'Eſpagne et la Rép. Batave de l'autre; ſigné à Amiens en Français le 25 et en Anglois le 27 Mars 1802. (6 Germinal an 10.)

27 Mars.

[*Nouv. polit.* 1802. ſuppl. Nr. 27. *)]

Le premier Conſul de la République Françoiſe, au nom du Peuple François, et Sa Majeſté le Roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, également animés du deſir de faire ceſſer les calamités de la guerre, ont poſé les fondemens de la paix par les Articles préliminaires, ſignés à Londres le 1 Octobre 1801. (9 Vendémiaire an 10.) **)

*) Cette copie eſt faite ſur l'inſtrument ſigné par la République Batave. Elle convient avec celle inſerée dans le Moniteur et qui après avoir été communiquée à la diète par le Citoyen Bacher a été imprimée à Ratisbonne, aux differences près qu'on trouvera indiquées dans les notes.

**) 9 Vendémiaire an 10. (1 Oct. 1801.)

1802 Et, comme par l'Article XV. des dits préliminaires il a été convenu, qu'il seroit nommé, de part et d'autre, des plénipotentiaires, qui se rendroient à Amiens pour y procéder à la rédaction du traité définitif, de concert avec les alliés des puissances-contractantes.

Le premier Consul de la République Françoise, au nom du Peuple François, a nommé le Citoyen Joseph Bonaparte, Conseiller-d'Etat; et Sa Majesté le Roi du Royaume-uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, le Marquis de Cornwallis, Chevalier de l'Ordre très-illustre de la Jarretière, Conseiller-privé de Sa Majesté, Général de ses Armées &c.

Sa Majesté le Roi d'Espagne et des Indes et le Gouvernement d'état *) de la République Batave ont nommé pour leurs Plénipotentiaires; sçavoir: Sa Majesté Catholique, Don Joseph Nicolas de Azara, son Conseiller-d'état, Chevalier Grand-Croix de Charles III. Ambassadeur-Extraordinaire de Sa Majesté près la République Françoise, &c. et le Gouvernement-d'état de la République Batave, Roger Jean Schimmelpenninck, son Ambassadeur-Extraordinaire près la République Françoise.

Lesquels, après s'être duëment communiqué leurs pleinspouvoirs, qui sont transcrits à la suite du présent traité, sont convenus des Articles suivans:

ART. I.

Paix. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence, entre **) Sa Majesté le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, ses héritiers et successeurs, d'une part; et la République Françoise, Sa Majesté le Roi d'Espagne, ses héritiers et successeurs, et la République Batave, d'autre part. Les parties-contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir une parfaite harmonie entre elles et leurs états, sans permettre que, de part ni d'autre, on commette aucune sorte d'hostilité par terre ou par mer, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce puisse être. Elles éviteront soigneusement tout ce qui pourroit altérer à l'avenir l'union heureu-

*) D'état manque dans l'Imp. de Ratisbonne comme de même dans les autres endroits où il est question de ce Gouvernement.

**) Dans l'Imp. de Ratisbonne la République Française et ses alliés sont nommés en premier lieu.

heureuſement rétablie, et ne donneront aucun ſecours ni protection, ſoit directement ſoit indirectement, à ceux qui voudroient porter préjudice à aucune d'elles. 1802

ART. II.

Priſonniers de guerre.

Tous les priſonniers, faits de part et d'autre, tant par terre que par mer, et les otages, enlevés ou donnés pendant la guerre et juſqu'à ce jour, ſeront reſtitués ſans rançon, dans ſix ſemaines au plus tard à compter du jour de l'échange des Ratifications du préſent traité, et en payant les dettes qu'ils auroient contractées pendant leur captivité. Chaque partie-contractante ſoldera reſpectivement les avances, qui auroient été faites par aucunes des parties-contractantes pour la ſubſiſtance et l'entretien des priſonniers dans le pays où ils ont été détenus. Il ſera nommé de concert pour cet effet une Commiſſion ſpécialement chargée de conſtater et de régler la compenſation, qui pourra être duë à l'une ou à l'autre des puiſſances-contractantes. On fixera également de concert l'époque et le lieu, où ſe raſſembleront les Commiſſaires qui ſeront chargés de l'exécution de cet Article, et qui porteront en compte non-ſeulement les dépenſes faites par les priſonniers des Nations reſpectives, mais auſſi pour les troupes étrangères qui, avant d'être priſes, étoient à la Solde et à la diſpoſition de l'une des parties-contractantes.

ART. III.

Reſtitution des conquêtes

Sa Majeſté Britannique reſtituë à la République Françoiſe et à ſes alliés, ſçavoir Sa Majeſté Catholique et la République Batave, toutes les poſſeſſions et Colonies qui leur appartenoient reſpectivement, et qui ont été occupées ou conquiſes par les forces Britanniques dans le cours de la guerre, à l'exception de l'Iſle de la Trinité et des poſſeſſions Hollandoiſes dans l'Iſle de Ceylan.

ART. IV.

Ceſſion de la Trinité

Sa Majeſté Catholique cède et garantit en toute propriété et ſouveraineté à Sa Majeſté Britannique l'Iſle de la Trinité.

ART. V.

Ceſſion à Ceylan.

La République Batave cède et garantit en toute propriété et ſouveraineté à Sa Majeſté Britannique toutes les poſſeſſions et établiſſemens dans l'Iſle de Ceylan, qui appartenoient avant la guerre à la République des Provinces-Unies ou à ſa Compagnie des Indes-Orientales.

1802

ART. VI.

Cap de bonne Espérance. Le Cap *) de Bonne-Espérance reste à la République Batave en toute souveraineté, comme cela avoit lieu avant la guerre. Les bâtimens de toute espèce, appartenans aux autres parties-contractantes, auront la faculté d'y relâcher et d'y acheter les approvisionnemens nécessaires comme auparavant, sans payer d'autres droits que ceux, auxquels la République Batave assujettit les bâtimens de sa nation.

ART. VII.

Portugal. Les territoires et possessions de Sa Majesté très-fidèle sont maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils étoient avant la guerre. Cependant les limites des Guyanes Françoise et Portugaise sont fixées à la rivière d'Arawari, qui se jette dans l'Océan au-dessus du Cap Nord près de l'Isle Neuve et de l'Isle de la pénitence, environ à un degré un tiers de latitude Septentrionale. Ces limites suivront la rivière d'Arawari, depuis son embouchure la plus éloignée du Cap Nord jusqu'à sa source, et ensuite une ligne droite tirée de cette source jusqu'au Rio Branco vers l'Ouest. En conséquence la rive Septentrionale de la rivière d'Arawari depuis sa dernière embouchure jusqu'à sa source, et les terres qui se trouvent au Nord de la ligne de limites fixée ci-dessus, appartiendront en toute souveraineté à la République Françoise. La rive Méridionale de la dite rivière, à partir de la même embouchure, et toutes les terres au Sud de la dite ligne des limites, appartiendront à Sa Majesté très-fidèle. La navigation de la rivière d'Arawari, dans tout son cours, sera commune aux deux nations. Les arrangemens, qui ont eu lieu entre les Cours de Madrid et de Lisbonne, pour la rectification de leurs frontières en Europe, seront toutefois executées suivant les stipulations du traité de Badajoz.

ART. VIII.

Porte. Les territoires, possessions et droits de la Sublime-Porte sont maintenus dans leur integrité, tels qu'ils étoient avant la guerre.

ART. IX.

Rép. des 7 Isles. La République des Sept-Isles est reconnuë.

ART.

*) Dans l'Imp. de Ratisbonne il y a le port du Cap de Bonne-Espérance.

ART. X. 1802

Les Isles de Malte, de Gozo et de Comino, ſeront *Malte.* rendues à l'Ordre de St. Jean de Jéruſalem, pour être par lui tenues aux mêmes conditions, auxquelles il les poſſédoit avant la guerre, et ſous les ſtipulations ſuivantes:

1) Les Chevaliers de l'Ordre, dont les langues continueront de ſubſiſter après l'échange des Ratifications du préſent traité, ſont invités à retourner à Malte auſſitôt que l'échange aura eu lieu: Ils y formeront un chapître-général et procéderont à l'élection d'un Grand-Maître, choiſi parmi les natifs des nations qui conſervent des langues; à moins qu'elle n'ait été déjà faite depuis l'échange des Ratifications des préliminaires. Il eſt entendu, qu'une élection, faite depuis cette époque, ſera ſeule conſidérée comme valable, à l'excluſion de toute autre, qui auroit eu lieu dans aucun tems antérieur à la dite époque.

2) Les Gouvernemens de la République Françoiſe et de la Grande-Brétagne, deſirant mettre l'Ordre et l'Isle de Malte dans un état d'indépendance entière à leur égard, conviennent, qu'il n'y aura deſormais, ni Langue Françoiſe, ni Angloiſe, et que nul individu appartenant à l'une ou à l'autre de ces puiſſances, ne pourra être admis dans l'Ordre.

3) Il ſera établi une Langue Maltoiſe, qui ſera entretenue par les revenus territoriaux et les droits commerciaux de l'Isle: cette Langue aura des dignités qui lui ſeront propres, des traitemens et une auberge: les preuves de nobleſſe ne ſeront pas néceſſaires pour l'admiſſion des Chevaliers de la dite Langue; ils ſeront d'ailleurs admiſſibles à toutes les Charges, et jouiront de tous les Privilèges, comme les Chevaliers des autres Langues. Les Emplois Municipaux, Adminiſtratifs, Civils, Judiciaires et autres, dépendans du Gouvernement de l'Isle, ſeront occupés, au moins par moitié, par des habitans des Isles de Malte, Gozo et Comino.

4) Les forces de Sa Majeſté Britannique évacueront l'Isle et ſes dépendances, dans les trois mois qui ſuivront l'échange des Ratifications, ou plutôt ſi faire ſe peut. A cette époque, elle ſera remiſe à l'Ordre dans l'état où elle ſe trouve, pourvu que le Grand-Maître, ou des Commiſſaires pleinement autoriſés ſuivant les Statuts

1802 de l'Ordre, soient dans la dite Isle pour en prendre possession, et que la force, qui doit être fournie par Sa Majesté Sicilienne, comme il est ci-après stipulé, y soit arrivée.

5) La moitié de la Garnison, pour le moins, sera toujours composée de Maltois natifs: pour le reste, l'Ordre aura la faculté de recruter parmi les Natifs des pays seuls, qui continuent de posséder des Langues. Les Troupes Maltoises auront des Officiers Maltois. Le Commandement en Chef de la Garnison, ainsi que la nomination des Officiers, appartiendront au Grand-Maître, et il ne pourra s'en démettre, même temporairement, qu'en faveur d'un Chevalier, d'après l'avis du Conseil de Ordre.

6) L'indépendance des Isles de Malte, de Gozo et de Comino, ainsi que le présent Arrangement, sont mis sous la protection et garantie de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Autriche, de l'Espagne, de la Russie et de la Prusse.

7) La Neutralité *permanente* *) de l'Ordre et de l'Isle de Malte, avec ses dépendances, est proclamée.

8) Les Ports de Malte seront ouverts au commerce et à la navigation de toutes les nations, qui y payeront des droits égaux et modérés; ces droits seront appliqués à l'entretien de la Langue Maltoise, comme il est spécifié dans le Paragraphe 3, à celui des Etablissemens Civils et Militaires de l'Isle, ainsi qu'à celui d'un Lazaret-général, ouvert à tous les pavillons.

9) Les Etats Barbaresques sont exceptés des dispositions des deux Paragraphes précédens jusqu'à ce que, par le moyen d'un Arrangement que procureront les parties-contractantes, le système d'hostilités, qui subsiste entre les dits Etats Barbaresques, l'Ordre de St. Jean, et les puissances, possédant des langues ou concourant à leur composition, ait cessé.

10) L'Ordre sera régi quant au Spirituel et au Temporel, par les mêmes Statuts, qui étoient en vigueur lorsque les Chevaliers sont sortis de l'Isle, autant qu'il n'y est pas dérogé par le présent traité.

11) Les dispositions, contenues dans les Paragraphes 3, 5, 7, 8, et 10, seront converties en Loix et Statuts per-

*) Ce mot manque dans la Cop. de R.

perpétuels de l'Ordre, dans la forme uſitée; et le Grand-Maître, ou, s'il n'étoit pas dans Isle au moment où elle ſera remiſe à l'Ordre, ſon Repréſentant, ainſi que ſes Succeſſeurs, ſeront tenus de faire ſerment de les obſerver ponctuellement. 1802

12) Sa Majeſté Sicilienne ſera invitée à fournir deux-mille hommes natifs de ſes Etats, pour ſervir de Garniſon dans les différentes Fortereſſes des dites Isles: Cette Force y reſtera un an, à dater de leur reſtitution aux Chevaliers; et, ſi, à l'expiration de ce terme, l'Ordre n'avoit pas encore levé la Force ſuffiſante, au jugement des puiſſances garantes, pour ſervir de Garniſon dans l'Isle et ſes dépendances, telle qu'elle eſt ſpécifiée dans le Paragraphe 5, les Troupes Napolitaines y reſteront juſqu'à ce qu'elles ſoient remplacées par une autre Force, jugée ſuffiſante par les dites puiſſances.

13) Les différentes puiſſances, deſignées dans le Paragraphe 6, ſçavoir, la France, la Grande-Brétagne, l'Autriche, l'Eſpagne, la Ruſſie et la Pruſſe, ſeront invitées à accéder aux préſentes ſtipulations.

ART. XI.

Evacuations en Italie.

Les Troupes Françoiſes évacueront le royaume de Naples et l'Etat Romain; les Forces Angloiſes évacueront pareillement Porto-Ferrajo, et généralement tous les Ports et Isles, qu'elles occuperoient dans la Méditerranée ou dans l'Adriatique.

ART. XII.

Epoque de l'exécution.

Les évacuations, ceſſions et reſtitutions, ſtipulées par le préſent traité, ſeront exécutées pour l'Europe, dans le mois; pour le Continent et les Mers d'Amérique et d'Afrique, dans les trois mois; pour le Continent et les Mers d'Aſie, dans les ſix mois, qui ſuivront la Ratification du préſent traité définitif, excepté dans le cas où il y eſt ſpécialement derogé.

ART. XIII.

Fortifications; habitans des pays cedés ou reſtitués.

Dans tous les cas de reſtitution, convenus par le préſent traité, les Fortifications ſeront rendues dans l'état où elles ſe trouvoient au moment de la ſignature des préliminaires, et tous les ouvrages, qui auront été conſtruits depuis l'occupation, reſteront intacts. Il eſt convenu en outre, que, dans tous les cas de ceſſion

1802 stipulés, il sera alloué aux habitans, de quelque condition ou nation qu'ils soient, un terme de trois ans, à compter de la notification du présent traité, pour disposer de leurs propriétés acquises et possédées, soit avant soit pendant la guerre actuelle, dans lequel terme de trois ans, ils pourront exercer librement leur Religion et jouïr de leurs propriétés. La même faculté est accordée, dans les pays restitués, à tous ceux, soit habitans ou autres, qui y auront fait des Etablissemens quelconques, pendant le tems où ces pays étoient possédés par la Grande-Brétagne. Quant aux habitans des pays restitués ou cédés, il est convenu, qu'aucun d'eux ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé dans sa personne, ou dans sa propriété, sous aucun prétexte, à cause de sa conduite ou opinion politique, ou de son attachement à aucune des parties-contractantes, ou pour toute autre raison, si ce n'est pour des dettes contractées envers des Individus, ou pour des actes postérieurs au présent traité.

ART. XIV.

Séquestres. Tous les Séquestres, mis de part et d'autre sur les fonds, revenus et créances, de quelqu' espèce qu'ils soient, appartenans à une des puissances-contractantes, ou à ses Citoyens ou sujets, seront levés immédiatement après la signature de ce traité définitif. La décision de toutes réclamations entre les Individus des Nations respectives, pour dettes, propriétés, effets ou droits quelconques, qui, conformément aux usages reçus et au droit des gens, doivent être reproduites à l'époque de la paix, sera renvoyée devant les tribunaux compétens, et dans ce cas il sera rendu une prompte et entière justice dans les pays, où les réclamations seront faites respectivement.

ART. XV.

Terre neuve. Les Pêcheries sur les Côtes de Terre-Neuve et des Isles adjacentes, et dans le Golfe de Saint-Laurent, sont remises sur le même pié où elles étoient avant la guerre. Les Pêcheurs François de Terre-Neuve, et les habitans des Isles Saint-Pierre et Miquelon, pourront couper les bois, qui leur seront nécessaires, dans les Bayes de Fortune et du Désespoir, pendant la première année, à compter de la notification du présent traité.

ART.

ART. XVI. 1802

Pour prévenir tous les sujets de plaintes et de contestations, qui pourroient naître à l'occasion des Prises, qui auroient été faites en Mer après la signature des Articles préliminaires, il est réciproquement convenu, que les Vaisseaux et Effets, qui pourroient avoir été pris dans la Manche et dans les Mers du Nord après l'espace de douze jours, à compter de l'échange des Ratifications des Articles préliminaires, seront de part et d'autre restitués; que le terme sera d'un mois, depuis la Manche et les Mers du Nord jusqu'aux Isles Canaries inclusivement, soit dans l'Océan, soit dans la Méditerranée, de deux mois, depuis les Isles Canaries jusqu'à l'Equateur; et enfin de cinq mois, dans toutes les autres parties du Monde, sans aucune exception ni autre distinction plus particulière de tems et de lieu. *Prises après la signature*

ART. XVII.

Les Ambassadeurs, Ministres et autres Agens des puissances-contractantes, jouiront respectivement, dans les états des dites puissances, des mêmes rangs, privilèges, prérogatives et immunités, dont jouissoient, avant la guerre, les Agens de la même classe. *Ambassadeurs etc.*

ART. XVIII.

La Branche de la Maison de Nassau, qui étoit établie dans la ci-devant République des Provinces-Unies, actuellement la République Batave, y ayant fait des pertes, tant en propriétés particulières, que par le changement de Constitution adoptée dans ce pays, il lui sera procuré une compensation équivalente pour les dites pertes. *Maison de Nassau.*

ART. XIX.

Le présent traité définitif de paix est déclaré commun à la Sublime Porte Ottomanne, Alliée de S. M. Britannique, et la Sublime Porte sera invitée à transmettre son Acte d'accession dans le plus court délai possible. *Accession de la Porte.*

ART. XX.

Il est convenu, que les parties-contractantes, sur les réquisitions faites par Elles respectivement, ou par leurs Ministres ou Officiers duément autorisés à cet effet, feront tenues de livrer en justice les Personnes accusées des Crimes de Meurtre, de Falsification ou Banqueroute frau- *Extradition de criminels*

1802 frauduleuſe, commis dans la Juriſdiction de la partie requérante, pourvu que cela ne ſoit fait que lorsque l'évidence du Crime ſera ſi bien conſtatée, que les loix du lieu, où l'on découvrira la Perſonne ainſi accuſée, auroient autoriſé ſa détention et ſa traduction devant la Juſtice, au cas que le Crime y eût été commis: Les frais de la priſe de corps et de la traduction en Juſtice ſeront à la charge de ceux qui feront la réquiſition. Bien entendu que cet Article ne regarde en aucune manière les Crimes de Meurtre, de Falſification ou de Banqueroute frauduleuſe, commis antérieurement à la Concluſion de ce Traité définitif.

ART. XXI.

Garantie réciproque. Les parties-contractantes promettent d'obſerver ſincèrement et de bonne foi tous les Articles contenus au préſent Traité, et Elles ne ſouffriront pas, qu'il y ſoit fait de contravention directe ou indirecte par leurs Citoyens ou ſujets reſpectifs, et les ſusdites parties-contractantes ſe garantiſſent généralement et réciproquement toutes les ſtipulations du préſent Traité.

ART. XXII.

Ratification. Le préſent Traité ſera ratifié par les parties-contractantes dans l'eſpace de trente jours, ou plutôt ſi faire ſe peut, et les Ratifications en duë forme ſeront échangées à Paris.

En foi de quoi, nous ſous-ſignés Plénipotentiaires avons ſigné de nôtre main, et en vertu de nos pleins-pouvoirs reſpectifs, le préſent Traité définitif, et y avons fait appoſer nos Cachets reſpectifs.

Fait à Amiens, le vingt-ſept Mars, mil-huit cent-deux, ce 6 Germinal an 10. de la République Françoiſe *).

(L. S.) JOSEPH BONAPARTE.
(L. S.) CORNWALLIS.
(L. S.) J. NICOLAS DE AZARA.
(L. S.) R. J. SCHIMMELPENNINCK.

*) Dans l'Impr. du Moniteur et de Ratisbonne on lit le 4 Germinal an 10. (25 Mars 1802.)

Article

Article ſéparé entre la France et la République Batave *). 1802

Le ſous-ſigné, Plénipotentiaire de la République Francoiſe, déclare, conformément aux ſtipulations exiſtantes entre la République Françoiſe et la République Batave, et en vertu des Inſtructions ſpéciales dont il eſt muni à cet effet de la part de ſon Gouvernement, qu'il eſt entendu, que l'Indemnité, ſtipulée en faveur de la maiſon de Naſſau dans l'Art. XVIII. du préſent traité, ne pourra ſous aucun rapport ni d'aucune manière être à la charge de la République Batave, le Gouvernement François ſe portant à cet effet garant envers la dite République.

Le ſous-ſigné, Plénipotentiaire de la République Batave, au nom de ſon Gouvernement, accepte la ſuſdite déclaration, comme explicative du ſus-dit Art. XVIII. du traité définitif, ſigné aujourd'hui par les Plénipotentiaires des quatre puiſſances-contractantes.

Le préſent acte ſera préſenté à la Ratification des deux Gouvernemens reſpectifs, et les Ratifications échangées en duë forme.

Fait à Amiens, le 27 Mars 1802. (6 Germinal an 10.)

Signé: J. Bonaparte.

R. J. Schimmelpenninck.

L'échange des ratifications a eu lieu d'abord entre la Grande-Brétagne et la France le 18 Avril; celles de l'Eſpagne et de la République Batave étant arrivées un peu plus tard à Paris, l'échange n'en a eu lieu que les jours ſuivans.

*) Cet article manque dans la copie communiquée à la diète.

APPEN-

APPENDICE.

1799 12 Juil. *Traité entre S. M. l'Empereur de Russie Paul I. en qualité du Grand-Maître de l'Ordre de St. Jean de Jerusalem et S. A. S. l'Electeur Bavaro-Palatin, pour l'établissement d'une langue de cet Ordre dans les états de Bavière, de Neubourg, de Sulzbach et du Haut-Palatinat; signé le 12 Juillet 1799.*

(*Journal de Francfort* 1802. Nr. 125.)

S. M. l'Empereur de Russie et S. A. S. l'Electeur Bavaro-Palatin, animés réciproquement du desir de rétablir sur une base solide et immuable l'amitié et la bonne intelligence qui ont toujours régné si heureusement entre les deux états, et dont S. A. S. E. sent particulièrement tout le prix, ainsi que d'écarter les causes de la mésintelligence momentanée qui s'est élevée par le séquestre provisoire des biens de l'Ordre de Malte en Bavière; à cette fin et pour arrêter, relativement à la dite institution, des dispositions invariables et constantes, et dans lesquelles on aura également égard aux droits des deux Souverains et de l'Ordre Souverain de Malte, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir. S. M. l'Empereur de Russie, en qualité de Grand-Maître de l'Ordre Souverain de St. Jean de Jerusalem, le Baron de Flachslanden, Grand-Croix et Turcopolier du dit Ordre; et S. A. S. l'Electeur de Bavière, son Chambellan et Ministre d'Etat et de conférence le Baron de Montgelas; lesquels étant revetus de pleinspouvoirs pour traiter l'objet sus mentionné, tant dans son ensemble que dans ses parties, sont convenus des articles suivans:

Art. I.

Rétablissement de l'Ordre en Bavière. S. A. S. l'Electeur de Bavière s'engage pour sa personne, ses successeurs et tous ses proches, à rétablir l'Ordre de Malte dans les duchés de Bavière, Sulzbach et

et Neubourg, ainſi que dans le Haut-Palatinat, ſur le même pied qu'il a été établi par ſon prédeceſſeur de très-glorieuſe mémoire, et de le réintégrer dans l'exercice de tous ſes droits, privilèges et immunités, tels qu'ils ſont ſtipulés dans la charte d'inſtitution du 6 Août 1781, dans l'acte de réunion et d'incorporation du 22 Avril 1782, et dans les reſcripts électoraux d'éclairciſſement et d'extenſion, qui déterminent les privilèges et les droits de l'Ordre en Bavière et dans les dits duchés. Ces actes ſerviront de baſe au nouveau traité, et ſeront annexés à la préſente convention, où ſeront auſſi portées toutes les exceptions et modifications qu'il ſera convenu d'y faire, entre S. M. Imp. en qualité de Grand-Maître, et S. A. S. l'Electeur de Bavière. Les autres diſpoſitions que, par leur nature ou pour des raiſons particulières, on ne jugera pas à propos de conſigner dans les tranſactions ſuſdites, feront l'objet d'un traité ſecret qui ſera regardé comme incorporé à la préſente convention. Le tout ſera réglé dans le plus court délai poſſible. 1799

ART. II.

S. A. S. l'Electeur de Bavière s'engage de même à rétablir dans l'entier exercice de leurs dignités et dans l'adminiſtration de leurs Commanderies, (cependant avec les exceptions qui lui ſeront déſignées par S. M. Imp.) tous les Chevaliers inſcrits ſur le tableau général de l'Ordre, et ce, ſur le même pied qu'ils en jouiſſoient conformément à leur inveſtiture, pour les adminiſtrer ſuivant les ſtatuts et coutumes de l'Ordre; qu'ils les aient reçues par droit d'ancienneté, ou par grace. Ils ſeront également rétablis dans tous leurs droits à ſuccéder dans les dignités, baillages et Commanderies d'amélioration, qui leur appartiennent par ancienneté, ſans que le ſéqueſtre apposé momentanément ſur les biens de l'Ordre, puiſſe porter aucun préjudice à ces droits, ou les affoiblir; en ſorte que les places devenues vacantes dans l'intervalle, ſeront regardées comme ſi elles avoient été remplies d'après les ſtatuts de l'Ordre, et dévolues à celui à qui elles appartenoient de droit. *Commanderies.*

ART. III.

S. A. S. l'Electeur de Bavière reconnoit ſolemnellement S. M. l'Empereur de Ruſſie en qualité de Grand-Maître *Reconnaiſſance de l'Em-*

1799 Maître de l'Ordre de St. Jean de Jeruſalem. Le Grand-
pereur pour Grand-Maître. priorat de Bavière ceſſera toute rélation avec Trieſte, et ſe conformera à toutes les diſpoſitions qui ne ſeront pas contraires aux droits du Pape en qualité de chef ſuprême ſpirituel de l'Ordre et à ceux de S. M. l'Empereur de Ruſſie, ſon protecteur immédiat en Allemagne.

ART. IV.

L'Electeur reconnu pour fondateur. Sa Maj. Imp. reconnoit S. A. S. l'Electeur de Bavière, comme fondateur, et agrée que les actes de fondation et de réunion ſoient dreſſés en ſon nom. Après l'échange des Ratifications S. M. Imp. garantira toutes les diſpoſitions et modifications contenues dans la préſente convention, ainſi que dans le traité ſecrét qui y eſt joint, et elle les protégera contre toutes atteintes ou prétentions étrangères, contraires aux principes ou au contenu de cet acte.

Munich le 12 Juillet 1799.

Signé: *Le Baron* DE MONTGELAS.

FLACHSLANDEN, *Turcopolier, et Bailli d'Aquila.*

I.

Table des traités et autres actes publics renfermés dans les deux volumes des présents ſupplémens, d'après l'ordre chronologique.

(On y a conſervé ou indiqué la langue dans laquelle les actes ont été inſérés.)

1701 — 1701.

13 Févr. Traité d'alliance entre S. M. T. Chrétienne et l'Electeur de Cologne et acte d'acceſſion de S. M. Catholique. T. I. p. xcv

24 Févr. Traité d'alliance mutuelle entre Leurs Majeſtés Catholique et Très-Chrétienne et le Duc de Mantoue (en Italien). T. I. p. ci

9 Mars. Traité d'alliance entre S. M. Très-Chrétienne et l'Electeur de Bavière du 9 Mars 1701 et acte d'acceſſion de S. M. Catholique en date du 7 Avril. T. I. p. cxi

18 Juin. Traité d'alliance mutuelle entre S. M. Catholique et le Roi de Portugal (en Eſpagnol et en Français). T. I. p. cxviii

— Transaction ajuſtée entre les Rois d'Eſpagne et de Portugal au ſujet des affaires de l'aſſiento (en Eſpagnol et en Français). T. I. p. cxxxvi

1703. — 1703.

16 May. Traité d'alliance défenſive entre S. M. la Reine de la Gr. Brétagne et les E. Gén. d. P. Unies des Pays-Bas d'une part et le Roi de Portugal de l'autre (en Angl. et Français. T. I. p. 1

Juin. Traité pour le renouvellement des traités précédens entre la Reine de la Gr. Brétagne et les Prov. Unies des Pays-Bas. T. I. p. 16

1703
29 Juil. Traité d'alliance entre S. M. le Roi de Suède et S. M. le Roi de Pruſſe (en latin). T. I. p. 26
8 Nov. Traité de paix entre la Gr. Brétagne et le Dey d'Algèr (en Angl. et Français). T. I. p. 36
27 Déc. Traité de commerce entre la Gr. Brétagne et le Portugal (Methuen treaty; en Angl. et Français). T. I. p. 40

1706
1706.
23 Oct. Traité de commerce entre la Gr. Brétagne et la ville de Danzig (en Angl. et Français). T. I. p. 44

1707
1707.
10 Juil. Traité de commerce entre la Reine Anne de la Gr. Brétagne et Charles III. comme Roi d'Eſpagne avec un article ſéparé. T. I. p. 64
16 Août. Traité d'alliance entre les Rois de Suède et de Pruſſe, avec un art. ſéparé (en Latin). T. I. p. 73

1708
1708.
24 Juin. Traité de mariage entre le Roi Jean V. de Portugal et la Princeſſe Marie Anne Archiducheſſe d'Autriche (en Latin). T. I. p. 422

1711
1711.
Août. Renouvellement de l'alliance entre la Reine Anne de la Gr. Brétagne et les P. U. des Pays-Bas d'une part, et les Cercles aſſociés de l'Empire de l'autre, avec un article ſéparé (en Latin). T. I. p. 86

1713
1713.
Traité de paix et de commerce entre les Prov. Unies des Pays-Bas et la régence de Tunis (en Hollandais). T. I. p. 92
— Capitulation entre les Prov. Unies des Pays-Bas et la régence de Tripoli (en Hollandais). T. I. p. 98
8 Mars. Déclaration et engagement concernant les droits et privilèges des marchands Britanniques dans le royaume de Sicile faite à Utrecht (en Angl. et Français). T. I. p. 102

1715. 1715.

3 May. Garantie de la part de S. M. Britannique du traité de paix fait à Utrecht entre les Couronnes d'Espagne et de Portugal. T. I. p. 106

14 Déc. Traité de commerce entre le Roi de la Gr. Brétagne et le Roi Phil. V. d'Espagne (en Angl. et Français). T. I. p. 110

1716. 1716.

6 Févr. Renouvellement d'alliance entre la Gr. Brétagne et les Prov. Unies des Pays-Bas avec un article séparé (en Latin). T. I. p. 116

26 May. Convention explicatoire du traité d'affiento pour la traite des Nègres entre les Rois de la Gr. Brétagne et d'Espagne (en Angl. et Français). T. I. p. 130

19 Juil. Traité de paix et de commerce entre la Gr. Brétagne et la régence de Tripoli (en Anglais). T. I. p. 140

7 Août. Traité de paix et de commerce entre la Gr. Brétagne et la régence de Tunis (renvoi au traité de 1751). T. I. p. 147

29 Oct. Traité de paix et de commerce entre la Gr. Brétagne et le Dey et la régence d'Alger (en Angl. et Français). T. I. p. 148

1717. 1717.

Firman accordé par l'Empereur Furrukseer à la Compagnie Anglaise pour le commerce au Bengale (en Angl.) T. I. p. 154

1718. 1718.

21 Avril. Convention entre S. M. Impériale et Catholique, S. M. Très-Chrétienne et les E. Gén. des Prov. Unies pour la restitution réciproque des déserteurs. T. I. p. 158

18 Juil. Convention entre les Rois de France et de la Gr. Brétagne pour proposer l'ultimatum des conditions de paix entre l'Empereur et l'Espagne et entre l'Empereur et le Roi des deux Siciles. T. I. p. 431

1719 **1719.**

8 Fevr. Convention renouvellée et amplifiée entre S. M. Britannique et la ville de Hambourg au ſujet du commerce du hareng. T. I. p. 126

1720 **1720.**

13 Avril. Ratification du Roi d'Eſpagne de l'acte d'admiſſion et d'acceſſion du Roi de Sardaigne à l'acceptation de la quadruple alliance par l'Eſpagne (en Latin). T. I. p. 436

19 Avril. Déclaration des Plénipotentiaires d'Eſpagne, d'Autriche, de France et d'Angleterre au ſujet du titre impérial pour l'Emp. Charles VI. et de la langue des traités; ratifiée par l'Eſpagne le 20 May 1720 (Eſpagnol). T. I. p. 433

1721 **1721.**

27 Mars. Traité d'alliance defenſive entre les Couronnes d'Eſpagne et de France. T. I. p. 442

13 Juin. Déclaration ſignée par les Plénipotentiaires d'Eſpagne et de France que le traité du 27 Mars reſtera en vigueur. T. I. p. 447

—— Traité particulier de paix et d'amitié entre les Couronnes d'Eſpagne et de la Grande-Brétagne. T. I. p. 449

1723 **1723.**

13 Janv. Traité de l'évacuation de l'Iſle de Sainte Lucie par les Anglais. T. I. p. 162

19 Nov. Acte de Frederic Roi de Suède remis au Duc Charles Fréd. de Holſtein ſur l'eſpoir de celui-ci de monter ſur le thrône de Suède (en Suédois et Français). T. I. p. 166

1725 **1725.**

4 Déc. et 1726 6 Juil. Arrêt du Conſeil de France qui ordonne que la ville de Dantzig jouira de tous les privilèges accordés aux villes de Lubeck, Brême et Hambourg par le traité de 1716; ſuivi de lettres patentes du 6 Juil. 1726. T. I. p. 172

1727. 1727.

13 Janv. Convention entre le Roi de France et les Prov. Unies des Pays-Bas au ſujet de l'Isle d'Amboina. T. I. p. 176

3 Sept. Traité de mariage du Prince D. Joſeph de Portugal avec la Princeſſe Marianne Victoire de Bourbon fille du Roi d'Eſpagne. T. I. p. 455

1 Oct. Traité de mariage du Prince des Aſturies D. Ferdinand avec la Princeſſe D. Marie Barbara Infante du Portugal. T. I. p. 469

Octobre. Extrait du traité de paix entre la Porte et Mahommed Emir Roi de Kandahar. T. I. p. 180

1728. 1728.

14 Janv. Traité de paix et de commerce entre la Gr. Brétagne et l'Empereur de Maroc (en Angl. et Français). T. I. p. 182

4 Oct. Traité de commerce entre les Prov. Unies des Pays-Bas et la régence de Tripoli. T. I. p. 186

1729. 1729.

16 Avril. Traité de paix et de commerce entre la Suède et la régence d'Alger; (renvoi au traité de 1792). T. I. p. 189

18 Août. Convention entre le Roi de Suède et S. M. Britannique comme Electeur de Bronswic Luneburg relative au traité de paix de 1719 (en Allemand). T. I. p. 190

1730. 1730.

Lettre du Dey d'Alger aux Prov. Unies des Pays-Bas. (en Italien). T. I. p. 202

1731. 1731.

6 Juin. Acte de réhabilitation dans le traité de Seville accordé par la Couronne d'Eſpagne à celle de la Gr. Brétagne. T. I. p. 209

24 Août. Traité conclu entre les Prov. Unies des Pays-Bas et le Dey d'Alger (en Hollandais et en Italien). T. I. p. 204

17 Oct. Convention entre S. M. Britannique et la ville de Bremen touchant le commerce de hareng. T. I. p. 211

1732 — 1732.

3 Nov. Traité de renouvellement du traité d'alliance de 1677, entre l'Autriche et la Pologne (en latin). T. I. p. 214

1733 — 1733.

24 Nov. Convention ou acte de neutralité entre la France et les Prov. Unies des Pays-Bas. T. I. p. 216

1734 — 1734.

5 Oct. Traité d'alliance défensive entre la Suède et le Danemarc (en Allemand). T. I. p. 217

15 Déc. Traité de paix et de commerce entre la Gr. Bretagne et l'Empire de Maroc (renvoi au renouvellement de 1759). T. I. p. 227

1735 — 1735.

25 Juin. Convention de subside entre la France et la Suède. T. I. p. 228

1736 — 1736.

Actes rélatifs à la paix entre la Porte et la Perse (en Anglois). T. I. p. 230

1737 — 1737.

24 Janv. Acte d'investiture éventuelle du Grand-Duché de Toscane en faveur de François Duc de Lorraine, par l'Empereur Charles VI. (en Italien). T. I. p. 234

15 Nov. Déclaration et contre-déclaration entre le Roi de Suède et S. M. Britannique l'Electeur de B. Lunebourg portant abolition du droit de détraction (en Allemand). T. I. p. 246

1738 — 1738.

10 Avril. Cartel entre les Rois de Danemarc et de Suède pour l'extradition des déserteurs et criminels (en Allemand). T. I. p. 249

—— Contrat de vente du Port de Carrical et de ses dépendances par le Rajah de Tanjore au Gouverneur François de Pondichery (en Angl.) T. II. p. 113

1739. 1739.

5 Mars. Traité d'accomodement entre S. M. le Roi de Danemarc comme D. de Holstein et S. M. Britannique comme Electeur de Br. Lunebourg touchant le baillage de Steinhorst (en Allemand). T. I. p. 257

1740 1740.

Extrait du renouvellement d'alliance entre la France et la République des Grisons (en Italien). T. I. p. 260

1741 1741.

24 Juin. Traité de subside entre S. M. Britannique et la Reine de Hongrie et de Bohème (en Allemand). T. I. p. 262

1742 1742.

27 May. Concession faite par le Rajah de Tanjore aux Français (en Angl.). T. II. p. 115

1744 1744.

Avril. Convention entre les Rois de France et de la Gr. Bretagne pour l'exécution des articles du traité d'Utrecht relatifs au cas de rupture. T. I. p. 265

1745 1745.

18 May. Acte séparé et secrêt entre la Reine de Hongrie et de Bohème et le Roi de Pologne Electeur de Saxe relatif au partage éventuel de la Silesie. T. I. p. 270

31 Déc. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi de France portant revocation du traité de commerce conclu 1739 avec les Provinces-Unies des Pays-Bas. T. I. p. 267

1746 1746.

22 May. Traité d'alliance défensive entre les Cours de Vienne et de Petersbourg avec le IVeme article séparé. T. I. p. 272

1747 — 1747.

29 Avril. Confirmation de la part de S. M. Danoiſe des privilèges accordés à la ville de Lubeck pour le comtoir de Bergen en Norvège (en Allemand). T. I. p. 285

25 May. Traité de paix perpétuelle et de libre commerce entre S. M. l'Empereur Romain et la Porte Othomane (en Italien). T. I. p. 290

6 Juin. Acte de renouvellement de l'alliance de 1738 entre les Rois de France et de Suède. T. I. p. 299

1748 — 1748.

10 May. Convention conclue entre S. M. Très-Chrétienne et le Duc de Wirtemberg. T. I. p. 301

8 Oct. Traité de paix entre S. M. Impériale pour les Etats héréditaires de S. M. l'Empereur et de S. M. l'Imp. R. de Hongrie et de Bohème avec la régence d'Alger (en Italien). T. I. p. 308

23 Déc. Traité de paix de S. M. Impériale pour les Etats de l'Emp. Rom. et ceux de l'Imp. R. de Hongrie et de Bohème avec la régence de Tunis (en Italien). T. I. p. 315

1749 — 1749.

27 Janv. Traité de paix de S. M. Imp. pour les Etats de l'Emp. Romain et ceux de l'Imp. Reine de Hongrie et de Bohème avec la régence de Tripoli (en Italien). T. I. p. 320

27 Juin. Reſolution des E. Généraux des Pr. Unies des Pays-Bas de donner le titre de très-fidèle au Roi de Portugal (en Hollandais). T. I. p. 324

7 Août. Extrait du traité préliminaire entre S. M. le Roi de Danemarc et S. A. R. le Prince Adolphe Fréderic déſigné ſucceſſeur au thrône de Suède au ſujet de l'échange futur du Holſtein, ſous la médiation de la France (en Allemand). T. I. p. 482

30 Sept. Convention entre S. M. Très-Chrétienne et S. M. le Roi de Danemarc qui proroge l'exécution du traité de 1742. T. I. p. 325

1750. 1750.

18 Janv. Traité de limites des poſſeſſions en Amérique entre les Rois d'Eſpagne et de Portugal (en Eſpagnol et en Allemand). T. I. p. 329.

Appendice à ce traité renfermant deux traités de Tordeſillas de 1494 et le traité de Saragoſſe de 1529, les premiers en Eſpagnol le dernier en Portugais. T. I. p. 372. 398

1751 1751.

22 Fevr. Traité de paix entre la ville de Hambourg et la régence d'Alger (en Allemand). T. II. p. 1

19 Oct. Defenſe de la part du Roi d'Eſpagne de tout commerce de la ville de Hambourg à raiſon du précédent traité. T. II. p. 1. note *

1752 1752.

14 Nov. Décret du Roi d'Eſpagne portant retabliſſement du commerce de la ville de Hambourg. T. II. p. 2. note.

1753 1753.

11 Janv. Concordat entre les Cours de Rome et de Madrid (en Eſpagnol et en Italien) avec la Conſtitution Apoſtolique du Mois de Juin et le bref du Pape du 10 Sept. 1753 en latin. T. II. p. 18

18 Juin. Extrait du traité de paix et de commerce entre le Danemarc et l'Emp. de Maroc (en Allemand). T. II. p. 11

26 Août et ſuiv. Actes, entre le Danemarc et l'Eſpagne portant interdiction réciproque du commerce. T. II. p. 14

1754. 1754.

17 Août Traité de limites entre l'Imperatrice Reine et la République de Veniſe (en Italien). T. II. p. 64

1757 1757.

Fevr. Traité entre la Comp. Anglaiſe des Indes Or. et le Nabob du Bengale Serajah Dowlah (en Angl.) T. II. p. 87

1757 Copie de diverſes conceſſions faites par Se-
Mars. rajah Dowlah à la Comp. Anglaiſe (en Angl.) T. II. p. 90

Juin. Traité entre la Comp. Angl. des Indes Or. et le Meer Jaffier Ally Khawn Nabob du Bengale (en Angl.) T. II. p. 92

15 Juil. et 28 Déc. Sunnuds du Nabob Ally Khawn pour la Compagnie Anglaiſe (en Angl.). T. II. p. 94

12 Nov. Edit du Roi de Danemarc portant rétabliſſement du commerce avec l'Eſpagne. T. II. p. 17

7 Déc. Traité de commerce entre le S. Siège et la Lombardie Autrichienne (en Italien). T. II. p. 76

10 et 17 Déc. Concordat entre le Saint Siége et l'Imp. Reine comme Duc de Milan (en Italien). T. II. p. 82

1760 1760.

26 May. Ampliation ajoutée au traité de 1757 entre les Provinces-Unies des Pays-Bas et la régence d'Alger. T. II. p. 101

23 Août. Articles entre la Comp. Hollandaiſe des Indes Orientales et le Nabob Jaffier Ally Khawn (en Hollandais). T. II. p. 103

27 Sept. Traité entre la Comp. Angl. des Indes Or. et Meer Mahomed Coſſim Ally Khawn lorſqu'elle Péleva à la dignité de Nabob du Bengale (en Anglais). T. II. p. 99

1762 1762.

13 Oct. Traité conclu ſous la garantie de la Comp. Anglaiſe des Indes Orientales entre le Nabob du Carnatic et le Rajah de Tanjour (en Anglais). T. II. p. 108

1765 1765.

Articles propoſés entre la Rajah de Tanjour et les Français pour la reſtitution des privilèges de ceux-ci (en Anglais). T. II. p. 117

Traité entre les Français et le Nabob du Carnatic (en Anglais). T. II. p. 120

21 May. Traité conclu entre les Français et le Rajah de Tanjour (en Anglais). T. II. p. 123

1773. 1773.

23 Nov. Traité entre la Comp. Hollandaiſe des Indes Orientales et le Nabob du Carnatic avec les pieces y annexées (en Anglais). T. II. p. 125

1776 1776.

9 Fevr. Acte de Convention entre le Roi et la République de Pologne d'une part et Sa Maj. l'Imp. Reine de Hongrie et de Bohême pour fixer les limites. Par extrait Recueil T. I. p. 479. en entier ſuppl. T. II. p. 131

1777 1777.

26 Déc. Traité de commerce entre l'Imp. Reine comme Ducheſſe de Milan et de Mantoue, le Grand Duc de Toscane et le Duc de Modène relative au commerce ſur la grande route de Piſtoja &c. (en Italien). T. II. p. 136

1780 1780.

3 Oct. Renouvellement de la Convention de 1775, entre la Lombardie Autrichienne et la République de Veniſe concernant l'extradition des criminels (en Italien). T. II. p. 155

1781 1781.

Nov. Acte par lequel les Etats-Généraux des Prov. Unies des Pays-Bas ſe chargent de la garantie d'un emprunt de la France de 5 millions de florins (en Hollandais). T. II. p. 162

1782 1782.

17 Nov. Convention entre les Rois d'Eſpagne et de Sardaigne pour l'établiſſement d'un droit de ſucceſſion égal entre leurs ſujets réciproques (en Italien). T. II. p. 165

1783 1783.

8 Sept. Ordonnance de la Suède touchant l'abolition du droit de détraction du 6me denier avec le Danemarc (en Allemand; conférés T. IV. p. 452). T. II. p. 168

1790 — 1790.

16 Déc. Convention d'abolition des droits de retrait entre S. M. Prussienne et S. M. Danoise (conf. T. IV. p. 577). T. II. p. 169

1791 — 1791.

25 Juil. Acte séparé et secret ajouté à la Convention préliminaire entre l'Autriche et la Prusse (conf. T. V. p. 5). T. II. p. 171

1792 — 1792.

7 Fevr. Traité d'alliance entre S. M. l'Emp. Roi de Hongrie et de Bohême et S. M. le Roi de Prusse avec les articles séparés. T. II. p. 172

1797 — 1797.

Août. Traité de paix et d'amitié entre les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume de Tunis (en Anglais). T. II. p. 168

1798 — 1798.

2 Oct. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les Iroquois (en Anglais). T. II. p. 186

1799 — 1799.

22 Juin. Traité de partage du Royaume de Mysore ou traité d'alliance entre la Comp. Angloise des Indes Orientales le Nizam, le Paishwah (en Anglois et en François). T. II. p. 192

8 Juil. Traité d'amité et d'alliance entre la Comp. Angloise des Indes Orientales et Maha Rajah Mysore installé comme Rajah de Mysore (en Anglois et François). T. II. p. 212

11 Juil. Traité d'amitié et de commerce entre le Roi de Prusse et les Etats-Unis d'Amérique (en Anglois et en François). T. II. p. 226

12 Juil. Convention entre l'Empereur de Russie comme Grand-Maître de l'Ordre de Malte et l'Electeur Bavaro-Palatin. T. II. p. 574

1 Oct. Traité d'alliance entre l'Emp. de Russie et l'Electeur Bavaro-Palatin. T. II. p. 252

1800 **1800.**

Jan. - Juin. Actes entre la France et la Gr. Brétagne rélatifs à l'évacuation de l'Egypte ſavoir Ordre ſecrèt de l'Amirauté Angl. du 15 Déc. 1799 à Mylord Keith; lettre de M. Keith au Général Kleber du 8 Janv. 1800; lettre de S. Sidney Smith à Pouſſielgue du 8 Mars; Proclamation du Gén. Kleber du 17 Mars; Ordre ſecret de l'Amirauté Angl. à M. Keith du 28 Mars; lettre de Pouſſielgue à M. Keith du 20 Avril; Réponſe de L. Keith du 23 Avril; lettre du Général Menou à Sidney Smith du 20 Juin; Réponſe de Sidney Smith du 22 Juin 1800. T. I. p. 487 - 516

16 Mars. Traité de ſubſide entre S. M. Britannique et l'Electeur Bavaro-Palatin avec les Articles ſéparés et ſecrèts. T. II. p. 256

21 Mars. Convention entre l'Empereur de Ruſſie et la Porte rélative aux ſept Iles (par extrait de Recueil T. VII. p. 511) en entier. T. II. p. 276

20 Avril. Traité de ſubſide entre S. M. Britannique et le Duc de Wirtemberg. T. II. p. 269

Avril-Août. Actes entre la Gr. Brétagne et le Danemarc rélatifs à la viſitation des navires convoyés. T. II. p. 347

15 Juil. Convention ſupplémentaire au traité de ſubſide du 16 Mars entre la Gr. Brétagne et l'Elect. Bavaro Pal. avec les articles ſéparés et ſecrèts. T. II. p. 264

15 Août. Déclaration de l'Emp. de Ruſſie aux cours du Nord pour les inviter à une aſſociation maritime. T. II. p. 368

20 Août. Convention entre l'Emp. de Ruſſie et l'Elect. de Saxe concernant la ſucceſſion des ſujets. T. II. p. 282

29 Août. Publication du ſequeſtre des biens Anglais en Ruſſie. T. II. p. 371

Sept. Actes entre l'Eſpagne et la Suède rélatifs à l'affaire de Barcelone. T. II. p. 374

Nov. Actes entre la Pruſſe et la Suède rélatifs à l'affaire de Barcelone. T. II. p. 380

Nov. Actes entre la Pruſſe et la Gr. Brétagne rélatifs à l'occupation de Cuxhaven. T. II. p. 382

1800 Embargo décerné en Ruſſie contre les vaiſſeaux Anglais. T. II. p. 375
18 Nov.
16 Déc. Convention maritime entre la Ruſſie et la Suède. T. II. p. 389
16 Déc. Convention maritime entre la Ruſſie et le Danemarc. T. II. p. 399
18 Déc. Convention maritime entre la Ruſſie et la Pruſſe. T. II. p. 406
31 Déc. et ſuiv. Actes entre la Gr. Brétagne et le Danemarc rélatifs à la convention maritime. T. II. p. 416

1801 1801.

14 Janv. Proclamation de l'Angl. portant embargo contre la Ruſſie, le Danemarc et la Suède. T. II. p. 419
28 Janv. Proclamation de l'Emp. de Ruſſie ſur la priſe de poſſeſſion de la Georgie. T. II. p. 285
Janv. Fevr. Actes entre la Gr. Bret. et la Ruſſie rélatifs à l'aſſociation maritime des P. du Nord. T. II. p. 423
Janv. Juil. Actes entre la Gr. Brétagne et la France rélatifs à l'exemtion de ſaiſie pour les bateaux pêcheurs. T. II. p. 287
18 Fevr. Armiſtice entre la Rép. Françoiſe et le Roi des deux Siciles. T. II. p. 335
27 Fevr. Acceſſion du Danemarc à la convention maritime entre la Ruſſie et la Suède (en Allemand). T. II. p. 414
Fevr. Mars. Actes de la ratification du traité de paix de Luneville entre l'Empereur et l'Empire d'une part et la Rép. Françoiſe de l'autre; ſavoir Décret Imp. du 21 Fevr.; ſuffrage de l'Empire du 7 Mars; ratification du ſuffrage par l'Empereur, du 9 Mars; ratification de la paix par l'Emp. et l'Empire du 9 Mars; ratification du gouvernement Français du 11 Mars; confirmation du corps législatif du 19 Mars. T. II. p. 296
4 Mars et ſuiv. Notes échangées entre les Cours de Suède et d'Angleterre ſur la convention maritime. T. II. p. 438
4 Mars et ſuiv. Notes échangées entre l'Angleterre et le Danemarc ſur les violences en Norvège. T. II. p. 442

Traité

1801 Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Suède et la Ruſſie. T. II. p. 307
13 Mars.

18 Mars. Capitulation du Fort d'Aboukir qui ſe rend aux Anglais. T. II. p. 500.

20 Mars Capitulation de l'isle de S. Barthelemy aux Anglais. T. II. p. 468

21 Mars. Traité ſigné entre l'Eſpagne et la République Françoiſe à Madrid (en Eſpagnol et François). T. II. p. 328

25 Mars. Ordonnance de l'Autriche concernant l'entrée des étrangers dans ſes états. T. II. p. 332

28 Mars. Traité de paix entre la Rép. Françoiſe et le Roi des deux Siciles. T. II. p. 337

28 Mars. Capitulation de St. Thomas rémiſe aux Anglais. T. II. p. 470

29 Mars. Ordonnance du Danemarc portant embargo ſur les vaiſſeaux Anglois. T. II. p. 452

31 Mars Capitulation de St. Croix rémiſe aux Anglais extrait. T. II. p. 473

9 Avril. Armiſtice entre la Gr. Brétagne et le Danemarc. T. II. p. 454

18 Avril. Sommation de l'Amiral Parker au Commandant de Cronſtadt et réponſe du Roi du 23 Avril. T. II. p. 457

Avril. Déclaration de la Ruſſie à l'Amiral Parker et réponſe du 22 Avril. T. II. p. 459

7 May. Convention entre l'Angl. et le Dan. touchant le retabliſſement de la liberté de commerce ſur l'Elbe. T. II. p. 461

18 May. Ukaſe portant levée de l'Embargo decerné contre les Anglais. T. II. p. 464

19 May. Ordonnance de la Suède portant rétabliſſement du commerce avec l'Angleterre. T. II. p. 465

20 May. Déclaration de Veldmarchal Prince de Heſſe en évacuant le territoire de Hambourg. T. II. p. 463

6 Juin. Traité de paix entre l'Eſpagne et le Portugal à Badajoz. T. II. p. 340

17 Juin. Convention maritime entre la Gr. Brétagne et la Ruſſie avec les Articles ſéparés. T. II. p. 482

27 Juin. Capitulation pour l'évacuation de l'Egypte par les Troupes Françaiſes ſous le comand. du Gén. Belliard, avec une note additionelle et explicative. T. II. p. 502

1801
15 Juil. Concordat entre le Gouvernement Français et le Pape. T. II. p. 514
31 Juil. Actes de ratification modifiée de la Convention du 30 Septembre 1800 entre la France et les Etats-Unis d'Amérique. T. II. p. 517
24 Août. Traité de paix particulière entre la Rép. Françoise et l'Electeur Palatin de Bavière. T. II. p. 531
29 Août. Extrait de la Convention entre la République Françoise et la Rép. Batave. T. II. p. 535
30 Août. Capitulation du Gén. Menou pour l'Armée d'Alexandrie en Egypte. T. II. p. 509
29 Sept. Traité de paix entre la Rép. Françoise et le Royaume de Portugal. T. II. p. 539
1 Oct. Articles préliminaires de paix entre la Rép. Françoise et S. M. Britannique. T. II. p. 543
8 Oct. Traité de paix entre la Rép. Françoise et S. M. l'Empereur de toutes les Russies. T. II. p. 551
9 Oct. Articles préliminaires de paix entre la Rép. Françoise et la Porte Othomane. T. II. p. 556
20 Oct. Articles additionels de la Convention du 17 Juin entre la Gr. Brétagne et la Russie. T. II. p. 484
17 Déc. Traité de paix entre la Rép. Françoise et la régence d'Alger. T. II. p. 558

1802 1802.
23 Fevr. Traité de paix entre la République Françoise et la régence de Tunis. T. II. p. 561
27 Mars. Traité définitif de paix entre la Gr. Brétagne d'une part et la Rép. Française, l'Espagne et la République Batave de l'autre signé à Amiens. T. II. p. 563

II

Table des traités et autres actes contenus dans les deux volumes des presents supplémens d'après l'ordre alphabétique des puissances qu'ils concernent.

Algèr.

1703 Traité de paix avec la Grande-Brétagne.
8 Nov. T. I. p. 36
1716 Traité de paix et de commerce avec la Gr.
19 Oct. Brétagne. T. I. p. 148
1729 Traité de paix et de commerce avec la cou-
16 Avr. ronne de Suède (renvoi au tr. de 1792).
T. I. p. 189
1730 Lettre du Dey d'Algèr aux Etats gén. du mois
et de Sept. 1730 et convention entre eux du
1731. 24 Aout 1731. T. I. p. 202
1748 Traité de paix avec les Etats de l'Empereur
8 Oct. Rom. et de la R. de Hongrie et de Bo-
hème. T. I. p. 308
1751 Traite de paix et de commerce avec la ville
22 Fevr. de Hambourg. T. II. p. 1
1760 Ampliation ajoutée au traité de 1757 avec
26 May. les Prov. Unies des Pays-bas. T. II. p. 101
1801. Traité de paix avec la république françaiſe.
T. II. p. 558

Allemagne voyés Empire.

Amérique (Etats-Unis).

1797. Traité de paix et d'amitié avec la régence de
Août. Tunis. T. II. p. 178
1798.
2 Oct. Traité avec les Indiens Irocquois. T. II. p. 186

1799 1 Juil. Traité d'amitié et de commerce avec le Roi de Prusse. T. II. p. 226

1801 31 Juil. Ratification modifiée de la Convention de 1800 avec la France. T. II. p. 247

Angleterre voyés Grande-Brétagne.

Autriche.

1708 24 Juin Traité de mariage de l'Archiducheſſe Marie Anne avec le Roi Jean V. de Portugal. T. I. p. 422

1718 21 Avril. Convention avec la France et les P. Unies des Pays-bas pour la reſtitution des deſerteurs. T. I. p. 158

1732 3 Nov. Renouvellement de l'alliance de 1677 avec la Pologne. T. I. p. 214

1741 24. Juin. Traité de ſubſide avec la Gr. Brétagne. T. I. p. 262

1745. 18 May. Acte ſéparé et ſécret entre la Reine de Hongrie et de Bohème et le Roi de Pologne Electeur de Saxe ſur le partage éventuel de la Sileſie. T. I. p. 271

1746 22 May. Traité d'alliance défenſive avec la Ruſſie. T. I. p. 272

1747 25 May. Traité de paix perpétuelle et de libre commerce avec la Porte Othomane. T. I. p. 290

1748 8 Oct. Traité de paix avec la régence d'Alger. T. I. p. 308

23 Déc. Traité de paix avec la régence de Tunis. T. I. p. 318

1749 27 Janv. Traité de paix avec la régence de Tripoli. T. I. p. 320.

1754 17 Août. Traité de limites avec la république de Veniſe. T. II. p. 64

1757 7 Déc. Traité de commerce entre la Lombardie Autrichienne et le S. Siège. T. II. p. 76

10 et 17 Déc. Concordat entre l'Imp. R. comme D. de Milan et le Saint Siège. T. II. p. 82

1776 9 Fevr. Acte de convention avec le Roi et la Rép. de Pologne ſur les limites; par extrait dans Recueil T. I. p. 479; en entier. T. II. p. 131

1777 26 Déc. Traité de commerce avec le Gr. Duc de Toſcane et le Duc de Modène. T. II. p. 136

Renon-

1788 Renouvellement de la convention de 1775 entre la Lomb. Autrichienne et la Rép. de Veniſe ſur l'extradition des criminels. T. II. p. 155

1791 Acte ſéparé et ſecrèt ajouté à la convention
25 Juil. préliminaire avec la Pruſſe du 25 Juil. (Recueil T. V. p. 5.) T. II. p. 171

1792 Traité d'alliance avec le Roi de Pruſſe; en Al-
7 Fevr. lemand Recueil T. V. p. 77. en français et avec les articles ſéparés. T. II. p. 172

1801. Ratification de la paix de Luneville avec la
Mars. France. T. II. p. 296

25 Mars. Ordonnance relative à l'entrée limitée pour les étrangers. T. II. p. 332

Batave rép. voyés Prov. Unies des Pays-Bas.

Bavière.

1701. Traité d'alliance avec le Roi de France du
9 Mars. 9 Mars auquel le Roi Catholique a accédé le 7 Avril. T. I. p. cxi

1799 Convention avec l'Empereur de Ruſſie comme
12 Juil. Grand-Maître de Malte. T. II. p. 574

Traité d'alliance de l'Electeur Bavaro-Palatin
1 Oct. avec la Ruſſie. T. II. p. 252.

1800 Traité de ſubſide avec le R. de la Gr. Bré-
16 Mars. tagne. T. II. p. 256

15 Juil. Convention ſupplémentaire à celle du 16 Mars avec le R. de la Gr. Brétagne. T. II. p. 264

1801 Traité de paix avec la République Françaiſe.
24 Août. T. II. p. 531

Bengale voyés Indiens.

Bremen (ville Imp.).

1731 Convention avec la Gr. Brétagne ſur le com-
17 Oct. merce du hareng. T. I. p. 211

Bronſwic-Lunebourg.

1729 Convention avec la Suède relative au traité de
18 Août paix de 1719. T. I. p. 190

1737 Convention avec la Suède pour l'abolition du
15 Nov. droit de détraction. T. I. p. 246

1739 Convention avec le Roi de Danemarc D. de
5 Mars. Holſtein touchant le baillage de Steinhorſt. T. I. p. 257

Cologne (El.).

1701 13 Fevr. Traité d'alliance avec la France auquel le Roi d'Espagne a accédé le 7 Avril. T. I. p. xcv.

Danemarc.

1734 5 Oct. Traité d'alliance défenſive avec la Suède. T. I. p. 217

1738 10 Avr. Cartel avec le Roi de Suède pour l'extradition des criminels. T. I. p. 249

1739 5 Mars. Traité d'accomodement avec S. M. B. l'Electeur de Br. Lunebourg touchant le baillage de Steinhorſt. T. I. 257

1747 29 Avr. Confirmation des privilèges accordés à la ville de Lubek pour le comtoir de Bergen en Norvège. T. I. p. 283

1749 7 Août. Extrait du traité préliminaire avec le Prince Adolphe Frederic deſigné ſucceſſeur au thrône de Suède au ſujet de l'échange futur du Holſtein (en Allemand). T. I. p. 482

30 Sept. Convention avec le Roi de France qui proroge l'exécution du traité de 1742. T. I. p. 325

1753 18 Juin. Extrait du traité de paix et de commerce avec l'Emp. de Maroc. T. II. p. 11

1753 26 Août. Actes entre le Dan. et l'Eſpagne portant interdiction reciproque du commerce. T. II. p. 14

1757 12 Nov. Edit du Roi portant rétabliſſement du commerce avec l'Eſpagne. T. II. p. 17

1783 18 Sept. Ordonnance du Roi de Suède pour la reſtriction du droit de détraction avec le Danemarc (IV. p. 452). T. II. p. 168

1790 16 Déc. Convention d'abolition des droits de retrait avec S. M. Pruſſienne (IV. p. 577). T. II. p. 169

1800 Avril – Août Actes avec la Gr. Brétagne relatifs à la viſitation des navires convoyés. T. II. p. 347

16 Déc. Convention maritime avec la Ruſſie. T. II. p. 399

Déc. Actes avec la Gr. Brétagne relatifs à l'alliance du Nord. T. II. p. 416

1801 27 Fevr. Acceſſion à la convention maritime entre la Suède et la Ruſſie. T. II. p. 414

4 Mars et Juin. Notes échangées avec la cour de Londres. T. II. 442

28 Mars. Capitulation de St. Thomas. T. II. p. 470

Ordon-

29 Mars. Ordonnance portant embargo sur les navires Anglais. T. II. p. 452
31 Mars. Capitulation de Ste Croix. T. II. p. 473
9 Avr. Armistice avec la Gr. Brétagne. T. II. p. 454
7 May Convention avec la Gr. Brétagne pour le rétablissement du commerce sur l'Elbe. T. II. p. 461
1801 20 May. Déclaration en évacuant le territoire de Hambourg. T. II. p. 463

Dantzig.

1706 23 Oct. Traité de commerce avec la Grande-Brétagne. T. I. p. 44
1725 4 Déc. Arrêt du Conseil du Roi de France du 4 Déc. 1725 et lettres patentes du 6 Juil. 1726 portant que la ville de Dantzig jouira de tous les privilèges accordés à Lubek, Breme et Hambourg par le traité de 1716. T. I. p. 172

Empire de l'Allemagne.

1711 Aout Renouvellement d'alliance entre les cercles associés d'Empire d'une part et la Gr. Brétagne et les P. Unies d. Pays-bas de l'autre. T. I. p. 86
1737 24 Jan. Investiture Impériale éventuelle du G. Duché de Toscane en faveur de François D. de Lorraine. T. I. p. 234
1801 Mars. Actes de ratification de l'Empire et de la France du traité de paix de Luneville. T. II. p. 337

Espagne.

1701 24 Fevr. Traité d'alliance avec le Duc de Mantoue. T. I. p. CI
7 Avril Acte d'accession de S. M. Catholique au traité d'alliance entre la France et l'Electeur de Cologne du 13 Fevrier 1701. T. I. p. XCV
7 Avr. Acte d'accession de S. M. Catholique à l'alliance entre la France et l'Electeur de Bavière du 9 Mars 1701. T. I. p. CXI
18 Juin. Traité d'alliance avec le Roi de Portugal. T. I. p. CXVIII
18 Juin. Transaction ajustée avec le Roi de Portugal au sujèt des affaires de l'assiento. T. I. p. CXXXVI

Traité

1707 Traité de commerce de Charles III. comme
10 Juil. R. d'Espagne avec la Reine de la Grande-
Bretagne. T. I. p. 64
1715 Garantie de la Gr. Brétagne du traité de paix
3 May. d'Utrecht entre l'Esp. et le Portugal. T. I. p. 106
14 Déc. Traité de commerce avec le R. de la Gr.
Brétagne. T. I. p. 110
1716 Convention explicatoire du traité d'assiento
26 May. avec le Roi de la Gr. Brétagne. T. I. p. 130
1720 Ratification du Roi d'Espagne de la déclara-
20 May. tion du plénip. d'Espagne, d'Autriche, de
France et d'Angleterre au sujet du titre
Impérial pour Charles VI. etc. T. I. p. 433
13 Avril. Ratification du Roi de l'acte d'admission du
Roi d'Esp. à la quadruple alliance. T. I. p. 436
1721 Traité d'alliance défensive avec le Roi de
27 Mars. France. T. I. p. 442
13 Juin. Déclaration que le précédent traité restera en
vigueur. T. I. p. 447
13 Juin. Traité particulier de paix et d'amitié avec la
Gr. Brétagne. T. I. p. 449
1727 Traité de mariage du Prince D. Joseph de Por-
3 Sept. tugal avec la Princesse Marianne Victoire
de Bourbon fille du Roi d'Espagne. T. I. p. 455
1 Oct. Traité de mariage du Prince des Asturies D.
Ferdinand avec la Princesse D. Marie Bar-
bara Infante du Portugal. T. I. p. 469
1731 Acte de rehabilitation dans le traité de Seville
6 Juin. accordé à la Gr. Brétagne. T. I. p. 209
1750 Traité de limites des possessions en Amerique
13 Janv. conclu avec le Portugal (ensemble avec
les traités de Tordesillas de 1494 et de Sa-
ragosse de 1529). T. I. p. 329
1751 Defense de tout commerce de la ville de
19 Oct. Hambourg. T. II. p. 1. note *
1752 Decret du Roi portant retablissement du com-
14 Nov. merce de la ville de Hambourg. T. II. p. 2. note
1753 Concordat avec le Saint Siège ensemble avec
11 Janv. la Constitution apostolique du mois de Juin
et le bref du Pape du 10 Sept. 1753. T. II. p. 18
26 Août Actes entre le Danemarc et l'Espagne portant
et suiv. interdiction réciproque du commerce. T. II. p. 14
1757 Edit du Roi de Danemarc portant retablisse-
12 Nov. ment du commerce avec l'Espagne. T. II. p. 17

Conven-

1782 Convention avec le Roi de Sardaigne pour l'é-
27 Nov. tabliſſement d'un droit de ſucceſſion égal entre les ſujets réciproques. T. II. p. 165

1800
Sept. et Actes avec la Suède relatifs à l'affaire de Bar-
ſuiv. celone. T. II. p. 374

1801 Traité avec la France ſur les affaires d'Italie.
21 Mars. T. II. p. 328

6 Juin. Traité de paix avec le Portugal. T. II. p. 340

1082 Traité définitif de paix entre la France l'Eſ-
27 Mars. pagne et la rép. Batave d'une part et la Gr. Brétagne de l'autre à Amiens. T. II. p. 563

France.

1701 Traité d'alliance avec l'Electeur de Cologne.
13 Fevr. T. I. p. xcv

24 Fevr. Traité d'alliance avec le Duc de Mantoue. T. I. p. cx

9 Mars. Traité d'alliance avec l'El. de Bavière. T. I. p. cxx

1718 Convention avec l'Autriche et les P. Unies des
21 Avr. Pays-bas pour la reſtitution des deſerteurs. T. I. p. 158

18 Juil. Convention avec le Roi de la Gr. Brétagne pour propoſer l'ultimatum de la paix de l'Empereur avec l'Eſpagne et le Roi des deux Siciles. T. I. p. 431

1721. Traité d'alliance defenſive avec le Roi d'Eſ-
27 Mars. pagne. T. I. p. 442

15 Juin. Déclaration que le précédent traité reſtera en vigueur. T. I. p. 447

1723 Traité pour l'évacuation de l'Iſle de Sainte
13 Janv. Lucie par les Anglais. T. I. p. 162

1725 Arrêt du Conſeil portant que la ville de Danzig
4 Déc. jouira des privilèges accordés à Lubek, Breme et Hambourg par le traité de 1716; ſuivi de lettres patentes du 6 Juil. 1726. T. I. p. 172

1727 Convention avec les Prov. Unies des Pays-
13 Janv. bas concernant l'iſle d'Amboina. T. I. p. 176

1733 Convention ou acte de neutralité avec les Pr.
24 Nov. unies des Pays-bas. T. I. p. 216

1735
25 Juin. Convention de Subſide avec la Suède. T. I. p. 228

1738 et Contrat de vente de Carical et de ſes depen-
1739 dences par le Rajah du Tanjour. T. II p. 113

Extrait

1740	Extrait du renouvellement d'alliance avec la République des Grisons.	T. I. p 260.
1742 27 May.	Conceſſion faite aux Français par le Rajah de Tanjour.	T. II p. 115
1744. Avril.	Convention avec le Roi de la Gr. Brétagne pour l'exécution des articles de 1713 relatifs au cas de rupture.	T. I. p. 265
1745 31 Déc.	Arrêt du conſeil portant revocation du traité de commerce de 1739 avec les Prov. Unies d. Pays-bas.	T. I. p. 267
1747 6 Juin.	Acte de renouvellement de l'alliance de 1738 avec le Roi de Suède.	T. I. p. 299
1748 10 May.	Convention conclue avec le Duc de Wirtemberg.	T. I. p. 301
1749 30 Sept.	Convention avec le Danemarc qui proroge l'exécution du traité de 1742.	T. I. p. 325
1765 21 May.	Articles propoſés entre le Rajah de Tanjour et les français pour reſtituer à ceux-ci leurs privilèges, et traité conclu le 21 May.	T. II. p. 117. 123
——	Traité entre les Français et le Nabob du Carnatic.	T. II. p. 120
1781	Acte de garantie d'un emprunt de 5 millions du Roi de France par les E. Gen. d. Prov. Unies de Pays-bas.	T. II. p. 162
1800 Janv. – Juin.	Actes avec la Gr. Brétagne relatifs à l'évacuation de l'Egypte.	T. II. p. 487
1801 Janv. – Juil.	Actes avec la Gr. Brétagne relatifs à l'exemtion de ſaiſie pour les navires pêcheurs.	T. II. p 287
18 Fevr.	Armiſtice avec le R. des deux Siciles.	T. II. p. 335
Mars.	Ratifications du traité de Luneville de la part de l'Empire et de l'Empereur Roi.	T. II. p. 296
18 Mars.	Capitulation d'Aboukir.	T. II. p. 500
21 Mars.	Traité avec le Roi d'Espagne ſur les affaires d'Italie.	T. II. p. 328
28 Mars.	Traité de paix avec le R. d. deux Siciles.	T. II. p. 337
27 Juin.	Capitulation pour l'évacuation de l'Egypte.	T. II. p. 487
15 Juil.	Concordat avec le Pape.	T. II. p. 519
31 Juil.	Ratification modifiée de la convention du 30 Sept. 1800 avec les Etats-Unis d'Amérique.	T. II. p. 517

Traité

1801 Traité de paix avec l'Electeur Bavaro-Pa-
24 Août. latin. T. II. p. 531
29 Août. Extrait de la convention avec la Rép. Ba-
tave. T. II. p. 535
30 Août. Capitulation du gén. Menou en Egypte. T. II. p. 509
29 Sept. Traité de paix avec la R. de Portugal. T. II. p. 539
1 Oct. Traité préliminaire de paix avec la Gr. Bré-
tagne. T. II. p. 543
8 Oct. Traité de paix avec la Ruſſie. T. II. p. 551
9 Oct. Traité préliminaire de paix avec la Porte. T. II. p. 556
17 Déc. Traité de paix avec la régence d'Alger. T. II. p. 558
1802
23 Fevr. Traité de paix avec la rég. de Tunis. T. II. p. 561
27 Mars. Traité définitif de paix entre la Gr. Brétagne
d'une part et la France l'Espagne et la
Rép. Batave de l'autre à Amiens. T. II. p. 563

Georgie.

1801 Proclamation de l'Emp. de Ruſſie en prenant
28 Janv. poſſeſſion de la Georgie. T. II. p. 285

Grande-Brétagne.

1703 Traité d'alliance défenſive entre la Gr. Brét.
16 May. et les P. U. des P. bas d'une part et le Roi
de Portugal de l'autre. T. I. p. 1
9 Juin. Traité de renouvellement des traités précé-
dens avec les Pr. Un. des Pays-bas. T. I. p. 16
8 Nov. Traité de paix avec la régence d'Alger. T. I. p. 36
27 Déc. Traité de commerce avec le Portugal. T. I. p. 40
1706 Traité de commerce avec la ville de Danzig.
23 Oct. T. I. p. 44
1707 Traité de commerce avec Charles III. comme
10 Juil. Roi d'Eſpagne. T. I. p. 64
1711 Renouvellement d'alliance entre la Gr. Bré-
Août tagne et les P. Unies des Pays-bas d'une
part et les cercles aſſociés de l'Empire de
l'autre. T. I. p. 86
1713 Déclaration et engagement concernant les
8 Mars. privilèges des Anglais en Sicile. T. I. p. 102
1715 Garantie de la part de la Gr. Brétagne du
3 May. traité de paix à Utrecht entre l'Eſpagne et
le Portugal. T. I. p. 106
14 Déc. Traité de commerce avec le Roi Philippe V.
d'Eſpagne. T. I. p. 110

1716 Renouvellement d'alliance avec les Pr. Unies
6 Fevr. des Pays-bas. T. I. p. 116
26 May. Convention explicatoire du traité d'affiento avec le Roi d'Eſpagne. T. I. p. 130
19 Juil. Traité de paix et de commerce avec la regence de Tripoli. T. I. p. 149
30 Août. Traité de paix avec la regence de Tunis (renvoyé à celui de 1751). T. I. p. 147
29 Oct. Traité de paix et de commerce avec la régence d'Alger. T. I. p. 148
1717 Firman accordé par l'Empereur Furrukſeer à la Comp. Angl. pour le commerce au Bengale. T. I. p. 154
1718 Convention avec la France pour propoſer l'ul-
18 Juil. timatum de la paix de l'Empereur avec l'Eſpagne et avec le R. des deux Siciles.
1719 Convention amplifiée avec la ville de Ham-
8 Fevr. bourg ſur le commerce du hareng. T. I. p. 127
1721 Traité particulier de paix et d'amitié avec
13 Juin. l'Eſpagne. T. I. p. 449
1723 Traité avec le commandant des troupes fran-
13 Janv. çaiſes pour l'évacuation de l'iſle de Sainte Lucie. T. I. p. 163
1728 Traité de paix et de commerce avec l'Emp.
14 Janv. de Maroc. T. I. p. 182
1731 Acte de réhabilitation dans le traité de Seville
6 Juin. accordé par l'Eſpagne. T. I. p. 209
1734 Traité de paix et de commerce avec l'Emp.
15 Déc. de Maroc (renvoi au renouvellement de 1750). T. I. p. 227
1741 Traité de ſubſide avec la Reine de Hongrie
24 Juin. et de Bohême. T. I. p. 262
1744 Convention avec le Roi de France pour l'exé-
Avril. cution des articles du traité de 1713 relatifs au cas de la rupture. T. I. p. 265
1757 Traité entre la Comp. Anglaiſe des Indes Or.
Fevr. et le Nabob du Bengale. T. II. p. 87
Mars. Copie de diverſes conceſſions faites par le Nabob du Bengale Serajah Dowlah à la Comp. Angloiſe. T. II. p. 90
Juin. Traité entre la Comp. Angl. d. I. Or. et le Meer Jaffier Ally Khawn Nabob du Bengale. T. II. p. 92
15 Juil. Diverſes conceſſions du Nabob Ally Khawn
et 28 Déc. à la Comp. Angl. d. I. Or. T. II. p. 94

Traité

1760 Traité entre la Comp. Angl. d. I. Or. et Meer
27 Sept. Mahomed Coſſim Ally Kkawn créé, par elle Nabob du Bengale. T. II. p. 99

1762 Traité conclu ſous la garantie de la Comp.
13 Oct. Angl. d. I. Or. entre le Nabob du Carnatic et le Rajah de Tanjour. T. II. p. 108

1799 Traité de partage du royaume de Myſore ou
22 Juin. traité d'alliance entre la Comp. Angl. d. I. Or., le Nizam et le Paiſhwah. T. II. p. 192

8 Juil. Traité d'amitié et d'alliance entre la Comp. Angl. d. I. Or. et Maha Rajah Oodiaser inſtitué Rajah de Myſore. T. II. p. 212

1800

Janv. – Actes avec la France relatifs à l'évacuation
Juin de l'Egypte. T. II. p. 487

26 Mars. Traité de ſubſide avec l'Electeur Bavaro-Palatin. T. II. p. 256

20 Avr. Traité de ſubſide avec le Duc de Wirtemberg. T. II. p. 269

15 Juil. Convention ſupplémentaire avec l'Electeur Bavaro-Palatin. T. II. p. 264

Avril – Actes avec le Danemarc relatifs à la viſitation
Août de navires convoyés. T. II. p. 347

29 Août. Sequeſtre des biens Anglais decerné en Ruſſie. T. II. p. 371

18 Nov. Embargo décerné en Ruſſie ſur les vaiſſeaux Angl. T. II. p. 373

Nov. Actes avec la Pruſſe relatifs à l'occupation de Cuxhaven. T. II. p. 382

Déc. Actes avec le Danemarc relatifs à l'alliance du Nord. T. II. p. 416

1801 Embargo decerné contre la Ruſſie le Dan. et
14 Janv. la Suède. T. II. p. 419

Janv. Actes avec la Pruſſe relatifs à l'alliance du
Fevr. Nord. T. II. p. 423

Janv. – Actes avec la France relatifs à l'exemtion de
Juil. ſaiſie pour les bateaux pêcheurs. T. II. p. 287

4 Mars Notes échangées avec la cour de Suède. T. II. p. 438

—— Notes échangées avec la cour de Danemarc.
et ſuiv. T. II. p. 442

18 Mars. Capitulation d'Aboukir. T. II. p. 500

20 Mars. Capitulation de l'Iſle de Barthelemy. T. II. p. 468

28 Mars. Capitulation de St. Thomas. T. II. p. 470

1801 Ord. du Danemarc p. l'embargo ſur les biens
29 Mars. Anglais. T. II. p. 452
31 Mars. Capitulation de Ste Croix. T. II. p. 473
9 Avril. Armiſtice avec le Danemarc. T. II. p. 454
18 Avr. Sommation de l'Amiral Parker au Commandant Suédois, et reponſe. T. II. p. 457
Avril. Déclaration de la Ruſſie à la Gr. Brétagne. et reponſe. T. II. p. 459
7 May. Convention avec le Danemarc pour le retabliſſement du commerce ſur l'Elbe. T. II. p. 461
17 Juin. Convention maritime avec la Ruſſie. T. II. p. 482
27 Juin. Capitulation pour l'évacuation de l'Egypte avec une note additionelle et explicative. T. II. p. 502
30 Août. Capitulation de Menou en Egypte. T. II. p. 509
1 Oct. Traité préliminaire de paix avec la France. T. II. p. 543
20 Oct. Articles additionels à la convention du 17 Juin avec la Ruſſie. T. II. p. 584
1802 Traité définitif de paix avec la France,
27 Mars. l'Eſpagne et la R. Batave à Amiens. T. II. p. 563

Hambourg.

1719. Convention amplifiée avec la Gr. Brétagne
8 Fevr. ſur le commerce du hareng. T. I. p. 126
1751 Traité de paix et de commerce avec la régence
22 Fevr. d'Alger. T. II. p. 1
19 Oct. Defenſe du Roi d'Eſpagne de tout commerce de la ville de Hambourg. T. II. p. 1. note *
1752 Décret du Roi d'Eſpagne portant retabliſſe-
14 Nov. ment du commerce de la ville. T. II. p. 2. note.
1801 Déclaration du Danemarc lors de l'évacuation
20 May. du territoire Hambourgeois. T. II. p. 463

Hongrie voyés Autriche.

Indiens.

1717 Firman de l'Empereur Furrukſeer aux Anglais
pour le commerce au Bengale. T. II. p. 154
1757 Traité du Nabob du Bengale Serajah Dowlah
Fevr. avec la Comp. Angl. d. l. Or. T. II. p. 87
Mars. Diverſes conceſſions faites par Serajah Dowlah à la Comp. Angloiſe. T. II. p. 90

Traité

1737 Traité du Nabob du Bengale Meer Jaffier Ally
Juin. Khawn avec la Comp. Angl. d. I. Or. T. II. p. 92
15 Juil. Diverſes conceſſions du Nabob Ally Khawn
et 28 Dec. à la Comp. Anglaiſe. T. II. p. 94
1760 Articles entre le Nabob Jaffier Ally Khawn
23 Août. et la Comp. Hollandoiſe d. I. Or. T. II. p. 103
27 Sept. Traité du Nabob Coſſim Ally Khawn avec la Comp. Angl. des Indes Or. lorſqu'elle le crèa Nabob du Bengale. T. II. p. 99
1762 Traité entre le Nabob du Carnatic et le Rajah
13 Oct. de Tanjour conclu ſous la garantie de la Comp. Angl. d. Indes Or. T. II. p. 108
1765 Articles propoſés entre le Rajah de Tanjour
21 May. et les Français pour leur reſtituer leurs privilèges, et traité conclu le 21 May. T. II. p. 117. 123
— Traité entre les Français et le Nabob du Carnatic. T. II. p. 120
1773 Traité entre la Comp. Holl. des I. Or. et le
23 Nov. Nabob du Carnatic. T. II. p. 125
1799 Traité de partage du royaume de Myſore ou
22 Juin. traité d'alliance entre la Comp. Angl. d. I. Or. le Nizam et le Paiſhwah. T. II. p. 192
8 Juil. Traité d'alliance entre la Comp. Angl. d. I. Or. et Maha Rajah Oodiaver inſtitué Rajah de Myſore. T. II. p. 212

Lubeck (ville imp.).

1747 Confirmation des privilèges de la ville pour
29 Avril. le comtoir de Bergen en Norvège accordée par le Roi de Danemarc. T. I. p. 283

Mantoue.

1710 Traité d'alliance avec les Rois de France et
24 Fevr. d'Eſpagne. T. I. p. 61

Maroc.

1728 Traité de paix et de commerce avec le Roi de
14 Janv. la Gr. Brétagne. T. I. p. 182
1734 Traité de paix et de commerce avec le Roi
15 Déc. de la Gr. Brétagne (renvoi au renouvellement de 1750). T. I. p. 227
1753 Extrait du traité de paix avec le Roi de Da-
18 Juin. nemarc. T. II. p. 11

Modène.

1777 26 Déc. Traité de commerce avec l'Imp. Reine comme D. de Milan &c. et le Gr. Duc de Toscane. T. II. p. 130

Myſore voyés Indiens.

Pape.

1753 11 Janv. et ſuiv. Concordat avec la Cour de Madrid enſemble avec la conſtitution Apoſtolique du mois de Juin et le bref du Pape du 10 Sept. 1753. T. II. p. 18

1757 7 Déc. Traité de commerce avec la Lombardie Autrichienne. T. II. p. 76

10 et 17 Déc. Concordat avec l'Imp. Reine comme D. de Milan. T. II. p. 82

1801 15 Juil. Concordat avec le Gouvernement François. T. II. p. 519

Perſe.

1727 Octobr. Extrait du traité de paix entre Mahommed Emir Chef des Afghans et la Porte. T. I. p. 180

1736 Actes rélatifs à la paix avec la Porte. T. I. p. 230

Pologne.

1732 3 Nov. Rénouvellement de l'alliance de 1677 avec l'Autriche. T. I. p. 214

1776 9 Fevr. Acte de convention avec l'Imp. Reine de Hongrie et de Bohème ſur les limites; par extrait T. I. p. 479 du Recueil; en entier T. II. p. 131

Porte Othomane.

1727 Octobr. Extrait du traité de paix avec Mahommed Emir Chef des Afghans, Roi de Kandahar. T. I. p. 180

1736 Actes rélatifs à la paix avec la Perſe. T. I. p. 230

1747 25 May. Traité de paix perpétuelle et de libre commerce avec S. M. l'Emp. Romain. T. I. p. 290

1800 21 Mars. Convention avec la Ruſſie au ſujet des ſept isles; par extrait T. VII. p. 511 du Recueil; en entier T. II. p. 276

1801 9 Oct. Traité préliminaire de paix avec la France. T. II. p. 556

Portu-

Portugal.

1701 Traité d'alliance avec Philippe V. Roi
18 Juin. d'Eſpagne. T. I. p. cxviii
Transaction ajuſtée avec Philippe V. Roi d'Eſpagne au ſujet des affaires de l'aſſiento. T. I. p. cxxxvi
1703 Traité d'alliance défenſive avec la Reine de la
16 May. Gr. Brét. et les Pr. Unies des Pays-Bas. T. I. p. 1
27 Déc. Traité de commerce avec la Gr. Brétagne (Methuen treaty). T. I. p. 40
1708 Traité de mariage du Roi Jean V. avec Marie
24 Juin. Anne Archid. d'Autriche. T. I. p. 422
1715 Garantie de la Gr. Brétagne de la paix du
3 May. Portugal avec l'Eſpagne à Utrecht. T. I. p. 106
1727 Traité de mariage du Prince D. Joſeph de Por-
3 Sept. tugal avec la Princeſſe Marianne Victoire de Bourbon fille du Roi d'Eſpagne. T. I. p. 455
1 Oct. Traité de mariage du Prince des Aſturies D. Ferdinand avec la Princeſſe D. Marie Barbara Infante du Portugal. T. I. p. 469
1749 Réſolution des E. Gén. des Prov. Unies de
27 Juin. donner au Roi de Portugal le titre de très-fidèle. T. I. p. 324
1750. Traité de limites des poſſeſſions en Amérique
13 Janv. conclu avec l'Eſpagne (enſemble avec les traités de Tordeſillas de 1494 et de Saragoſſe de 1529). T. I. p. 329
1801
6 Juin. Traité de paix avec l'Eſpagne. T. II. p. 340
29 Sept. Traité de paix avec la Rép. Françoiſe. T. II. p. 539

Prov. Unies des Pays-Bas (enſuite Rép. Batave).

1703 Traité d'alliance défenſive entre les deux Puiſ-
16 May. ſances maritimes d'une part et le Roi de Portugal de l'autre. T. I. p. 1
9 Juin. Traité de renouvellement des traités précédens avec la Grande-Brétagne. T. I. p. 16
1711 Renouvellement d'alliance entre la Gr. Bré-
Août. tagne et les P. Unies des Pays-bas d'une part et les cercles aſſociés de l'Empire de l'autre. T. I. p. 86

1713 Traité de paix et de commerce avec la régence de Tunis. T. I. p. 92
—— Capitulation avec la régence de Tripoli. T. I. p. 98
1716 6 Fevr. Renouvellement d'alliance avec la Grande-Bretagne. T. I. p. 116
1718 21 Avril. Convention avec la France et l'Autriche pour la reſtitution des deſerteurs. T. I. p. 158
1727 13 Janv. Convention avec la France, concernant l'isle d'Amboina. T. I. p. 176
1728 4 Oct. Traité de commerce avec la régence de Tripoli. T. I. p. 186
1730 et 1731 Lettre du Dey d'Algèr aux Etats généraux du mois de Sept. 1730 et traité entre eux du 24 Août 1731. T. I. p. 202
1733 24 Nov. Convention ou acte de neutralité avec la France. T. I. p. 216
1745 31 Dec. Arrêt du Conſeil du R. de France portant revocation du traité de commerce de 1739 avec les Prov. Unies des Pays-Bas. T. I. p. 267
1749 27 Juin. Reſolution des E. Gén. d. Prov. Unies des Pays-Bas de donner au R. de Portugal le titre de Très-fidéle. T. I. p. 324
1760 26 May. Amplification ajoutée au traité de 1757 avec la régence d'Algèr. T. II. p. 101
23 Août. Articles entre la Comp. Holl. d. I. Or. et le Nabob Jaffier Ally Khawn. T. II. p. 103
1773 23 Nov. Traité entre la Comp. Holl. des I. Or. et le Nabob du Carnatic. T. II. p. 125
1781 Acte par lequel les E. Gén. ſe chargent de la garantie d'un emprunt de 5 millions du Roi de France. T. II. p. 162
1801 29 Août. Extrait de la convention de la Rép. Batave avec la France. T. II. p. 535
1802 27 Mars. Traité définitif de paix entre la France, l'Eſpagne et la Rép. Batave d'une part et la Gr. Brétagne de l'autre à Amiens; avec un article additionel entre la France et la Rép. Batave. T. II. p. 563

Pruſſe.

1703 29 Juil. Traité d'alliance avec S. M. le Roi de Suède. T. I. p. 26
1707 16 Août. Traité d'alliance avec le Roi de Suède. T. I. p. 73

Conven-

1790 Convention d'abolition des droits de retrait
16 Déc. avec le Roi de Danemarc. T. II. p. 169
1791 Article ſéparé et ſécrèt ajouté à la convention
25 Juil. préliminaire avec l'Autriche de la même
date placée d. le Recueil T. V. p. 5. T. II. p. 171
1792 Traité d'alliance avec l'Autriche en Allemand.
7 Fevr. Recueil T. V. p. 77 en Français et avec
les articles ſéparés. T. II. p. 172
1799 Traité d'amitié et de commerce avec les Etats-
11 Juil. Unis d'Amérique. T. II. p. 226
1800 Actes avec la Suède ſur l'affaire de Bar-
Nov. celone. T. II. p. 380
—— Actes avec la Gr. Brétagne ſur l'occupation
de Cuxhaven. T. II. p. 382
18 Déc. Convention maritime avec la Ruſſie. T. II. p. 406
1801
Janv. Actes avec la Gr. Brétagne rélatifs à l'alliance
Fevr. du Nord. T. II. p. 423

Ruſſie.

1746 Traité d'alliance défenſive avec la Cour de
22 May. Vienne. T. I. p. 272
1799 Convention avec l'Electeur Bavaro-Palatin ſur
12 Juil. le retabliſſement de l'Ordre de Malte. T. II. p. 574
1 Oct. Traité d'alliance avec l'Electeur Bavaro-Pa-
latin. T. II. p. 252
1800 Convention avec la Porte au ſujet des ſept Isles
21 Mars. p. extrait T. VII. p. 511, en entier T. II. p. 276
15 Août. Déclaration de l'Emp. de Ruſſie aux Cours du
Nord pour les inviter à une aſſociation
maritime. T. II. p. 368
20 Août. Convention avec l'Electeur de Saxe touchant
les ſucceſſions des ſujets réciproques. T. II. p. 282
29 Août. Sequeſtre des biens Anglais decerné en
Ruſſie. T. II. p. 371
18 Nov. Embargo decerné ſur les vaiſſeaux Anglais.
T. II. p. 373
16 Déc. Convention maritime avec la Suède. T. II. p. 389
—— Convention maritime avec le Danemarc. T. II. p. 399
18 Déc. Convention maritime avec la Pruſſe. T. II. p. 406
1801
28 Janv. Proclamation en prenant poſſeſſion de la
Georgie. T. II. p. 285
27 Fevr. Acceſſion du Dan. à la convention du 16 Déc.
entre la Suède et la Ruſſie. T. II. p. 414

1801. Traité d'amitié et de commerce avec la Suède.
13 Mars. T. II. p. 307
Avril. Déclaration de la Ruſſie à la Gr. Brétagne et réponſe. T. II. p. 450
18 May. Ukaſe portant levée de l'Embargo décerné contre l'Angl. T. II. p. 464
17 Juin. Convention maritime avec la Gr. Brétagne. T. II. p. 482
8 Oct. Traité de paix avec la France. T. II. p. 551
20 Oct. Articles additionels à la convention du 17 Juin avec la Gr. Brétagne. T. II. p. 484

Sardaigne.

1720 Acte d'admiſſion du Roi de Sardaigne à l'acte
18 Mars. d'acceſſion de l'Eſpagne à la quadruple alliance. T. I. p. 437
1782 Convention avec le Roi d'Eſpagne pour l'établiſ-
27 Nov. ſement d'un droit de ſucceſſion égal entre les ſujets réciproques. T. II. p. 165

Saxe.

1745 Acte ſéparé et ſecrèt avec la Reine de Hon-
18 May. grie et de Bohème relatif au partage éventuel de la Sileſie. T. I. p. 271
1800 Convention avec l'Emp. de Ruſſie concernant
20 Août. les ſucceſſions des ſujets reciproques. T. II. p. 289

Deux Siciles.

1713 Déclaration et engagement concernant les
8 Mars. droits et priv. des Marchands Anglais. T. I. p. 102
1801
18 Fevr. Armiſtice avec la Rép. Françaiſe. T. II. p. 335
28 Mars. Traité de paix avec la Rép. Françaiſe. T. II. p. 337

Suède.

1703 Traité d'alliance avec S. M. le Roi de Pruſſe.
29 Juil. T. I. p. 26
1707
16 Août. Traité d'alliance avec le Roi de Pruſſe. T. I. p. 73
1723 Acte du Roi de Suède remis au Duc Charles
19 Nov. Frédéric de Holſtein touchant l'eſpoir de celui-ci de monter ſur le throne de Suède. T. I. p. 167

1729 Traité de paix et de commerce avec la régence
16 Avr. d'Algèr (renvoi au traité de 1792). T. I. p. 189
18 Août. Convention avec le Roi de la Gr. Brétagne Electeur de Bronswic Lunebourg rélative [redacted] la paix de 1719. T. I. p. 190
1734 Traité d'alliance défenſive avec le Danemarc.
5 Oct. T. I. p. 217
1735
5 Juin. Convention de ſubſide avec la France. T. I. p. 228
1737 Convention avec S. M. Britannique l'Electeur
15 Nov. de Br. Lunebourg pour l'abolition du droit de détraction. T. I. p. 246
1738 Cartel avec le Danemarc pour l'extradition des
10 Avr. criminels. T. I. p. 249
1747 Acte de renouvellement de l'alliance de 1738
6 Juin. avec le Roi de France. T. I. p. 299
1749 Extrait de la Convention préliminaire du Pr.
7 Août. Royal Adolphe Frédéric avec le Roi de Danemarc au ſujet de l'échange futur du Holſtein. T. I. p. 482
1783 Ordonnance pour la reſtriction du droit de dé-
18 Sept. traction convenue avec le Danemarc. T. II. p. 168
1800 Actes avec l'Eſpagne ſur l'affaire de Barcelone.
Sept. et ſuiv. T. II. p. 374
Nov. Actes avec la Pruſſe ſur l'affaire de Barcelone.
16 Déc. Convention maritime avec la Ruſſie. T. II. p. 389
1801
4 Mars Notes échangées avec la Cour de Londres ſur
et ſuiv. la convention maritime. T. II. p. 438
13 Mars. Traité d'amitié et de commerce avec la Ruſſie. T. II. p. 307
20 Mars. Capitulation de l'île Barthelemy. T. II. p. 468
18 Avr. Sommation de l'Amiral Parker et réponſe de la Suède. T. II. p. 457
19 May. Ordonnance de la Suède pour le rétabliſſement du commerce avec l'Angleterre. T. II. p. 465

Suiſſe.

1740 Extrait du renouvellement d'alliance entre la France et les Griſons. T. I. p. 260

Toscane.

1737 24 Janv. Investiture du G. Duché de Toscane accordée éventuellement par l'Empereur au D. de Lorraine. T. I. p. 234

1747 25 May. Traité de paix perpétuelle avec la Porte. T. I. p. 290

1748 8 Oct. Traité de paix avec la régence d'Alger. T. I. p. 3[illegible]

23 Déc. Traité de paix avec la régence de Tunis. T. I. p. 315

1749 27 Janv. Traité de paix avec la régence de Tripoli. T. I. p. 320

1777 26 Déc. Traité de commerce avec l'Imp. R. comme D. de Milan et le D. de Modène. T. II. p. 136

Tripoli.

1713 Capitulation avec les Provinces-Unies des Pays-Bas. T. I. p. 98

1716 19 Juil. Traité de paix et de commerce avec la Grande-Brétagne. T. I. p. 140

1728 4 Oct. Traité de commerce avec les Prov. Unies des Pays-Bas. T. I. p. 186

1749 27 Janv. Traité de paix avec les Etats de S. M. l'Empereur Romain et de l'Imp. Reine de Hongrie et de Bohème. T. I. p. 320

Tunis.

1713 Traité de paix et de commerce avec les Prov. Unies des Pays-Bas. T. I. p. 92

1716 30 Août. Traité de paix et de commerce avec le Roi de la Gr. Brétagne (renvoyé au traité de 1751). T. I. p. 147

1748 25 Déc. Traité de paix avec les Etats de l'Empereur Romain et de l'Imp. Reine de Hongrie et de Bohème. T. I. p. 315

1797 Août. Traité de paix et d'amitié avec les Etats-Unis d'Amérique. T. II. p. 178

1802 23 Fevr. Traité de Paix avec la République Françoise. T. II. p. 561

Veniſe.

Veniſe.

1754 17 Août. Traité de limites avec l'Imperatrice Reine de Hongrie et de Bohème comme Duc de Milan &c. T. II. p. 64

1780 Renouvellement de la Convention de 1775, avec la Lombardie Autrichienne ſur l'extradition des criminels. T. II. p. 155

Wirtemberg.

1748 10 May. Convention conclue avec le Roi de France relative aux poſſeſſions en Alſace &c. T. I. p. 301

1800 20 Avr. Traité de ſubſide avec le Roi de la Grande-Brétagne. T. II. p. 269

ERREURS.

T. I. p. XVI. l. 3. d'en bas après la parenthese ajoutés. *parut 1718.*
p. XXXVI. l. 21. au lieu de GERHARD lisés GERHARDT.
p. L. l. 21. au lieu de *par* l. *pas.*
p. LXVI. l. 18. au lieu *d'ouvrage* l. *ouvrages.*
p. LXXXIV. note y. l. 2. p. *certain qu'elle* l. *certain qu'elle.*
p. XC. note y. l. 6. p. *n'acquit* l. *nacquit.*
p. XCIII. l. 22. p. *d'avoir* l. *d'y avoit.*

T. II. p. 368. Déclaration du 16 Août l. du 15 Août.
p. 450. l. 8. *mortal* l. *mortel.*
p. 452. l. 16. p. *et* l. *etc.*
—— *l. 20. p. vues l. vus.*
p. 456. art. VI. l. 1. p. *cabortage* l. *cabottage.*
p. 457. l. 14. p. *tout* l. *tant.*
p. 459. l. 13. p. *courir* l. *courier.*
p. 463. l. 16. p. *ſes* l. *les.*
—— l. 34. p. *principes* l. *principe.*
p. 481. l. dernière p. *monière* l. *matière.*
p. 482. l. 3. d'en bas p. *vous* l. *nous.*
p. 487. *à l'évacuation* l. *relatifs à l'évacuation.*
p. 488. l. 22. après: *déclarer qu'ils ſont*, ajoutés *nuls.*
p. 495. l. 12. *le ſuccès* l. *les ſuccès.*
p. 504. art. X. l. 6. p. *et* l. *&c.*
p. 519. l. 7. d'en bas p. *Saint-houd* l. *Saint-Lo.*
p. 522. l. avant dernière après *corps législatif* ajoutés *le 8 Avril 1802.*
p. 526. l. 24. p. *préfecture* l. *préfecture.*
p. 527. art. 42. p. ni *ſans* l. ni *ſous.*
p. 528. l. 1. p. *oratoires* l. *oratoires.*
—— art. 52. après *ſoit contre les* ajoutés: *perſonnes ſoit contre les.*

00036661

Digitized with financial assistance from
Government of Maharashtra
on 30 January, 2020